

UNIVERSITE PARIS I PANTHÉON-SORBONNE
École doctorale d'histoire
Laboratoire de rattachement
Centre d'histoire sociale des mondes contemporains
CHS, UMR 8058

THÈSE

Pour l'obtention du titre de Docteur en Histoire
Présentée et soutenue publiquement
le 19 novembre 2021 par

Adeline BLASZKIEWICZ-MAISON

Le socialisme au travail
Albert Thomas, 1878-1932

Volume I

Sous la direction de Mme Isabelle LESPINET-MORET
Professeure à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

Membres du Jury

**Mme Noëlline CASTAGNEZ, Professeure à l'Université
d'Orléans**

M. Jean-Numa DUCANGE, Professeur à l'Université de Rouen

**Mme Isabelle LESPINET-MORET, Professeure à l'Université
Paris 1 Panthéon-Sorbonne**

**M. Christophe PROCHASSON, Directeur d'études à l'EHESS,
Président de l'EHESS**

M. Vincent VIET, Chercheur au CNRS-CERMES3

**M. Julian WRIGHT, Professeur à l'Université Northumbria de
Newcastle**

Résumé

Cette thèse consiste en une biographie politique d'Albert Thomas (1878-1932), militant, maire et député socialiste français, sous-secrétaire d'État puis ministre de l'Armement pendant la Première Guerre mondiale et enfin premier directeur du Bureau international du Travail (BIT) à partir de 1919.

Ce travail part du constat de l'absence d'une étude globale et actualisée sur le parcours de cet acteur majeur de l'histoire politique, économique et sociale de la Belle Époque à l'entre-deux-guerres. Il s'appuie sur une abondante documentation, principalement conservée aux Archives nationales à Pierrefitte-sur-Seine et aux Archives historiques de l'Organisation internationale du Travail (OIT) à Genève. L'approche adoptée se situe au carrefour de trois champs historiographiques : l'histoire politique des élites républicaines, l'histoire sociale du travail, en particulier en contexte de guerre et l'histoire des organisations internationales.

La démonstration se focalise en particulier sur le parcours d'Albert Thomas au sein du socialisme français et international. Elle souligne que ce leader d'un courant réformiste ouvertement assumé inaugure une voie social-démocrate à la française contrariée par le cours des événements de la Première Guerre mondiale et de la révolution russe d'octobre 1917. La légende noire du « ministre des obus » a longtemps déconsidéré sa participation à l'Union sacrée comme un « passé qui ne passe pas » de la gauche française et empêché l'écriture d'une histoire dépassionnée des ressorts d'une expérience ministérielle au cœur de la politique de mobilisation économique et sociale de la France en guerre.

Cette thèse interroge la carrière politique d'un acteur, pris entre patriotisme républicain et internationalisme socialiste, à l'épreuve de la guerre et de la recomposition de sa famille politique. Explorer les interactions entre les échelles locale, nationale et internationale de l'activité politique d'Albert Thomas permet de remettre en cause l'idée que le départ pour le Bureau international du Travail entérine son retrait définitif de la vie politique nationale et sa marginalisation au sein des réseaux socialistes.

Ce travail étudie enfin la pluri-appartenance d'un acteur qui se trouve au croisement de divers milieux et de multiples engagements politiques, associatifs et syndicaux. Par l'étude des réseaux, en particulier socialistes, sur lesquels il s'appuie pour faire fonctionner le BIT, secrétariat de l'OIT créée après-guerre pour préserver la paix par la justice sociale, ce travail souligne les circulations entre l'internationalisme libéral de la réforme sociale et l'internationalisme socialiste qu'incarne le parcours de ce réformateur-réformiste.

Mots clés : socialisme ; internationalisme ; Organisation internationale du Travail ; réforme sociale ; histoire politique ; III^e République.

Summary

This thesis is a political biography of Albert Thomas (1878-1932), a French socialist activist, mayor and representative, deputy-secretary of state and then minister of armament during the First World War, and finally the first director of the International Labor Office as of 1919.

This work is based on the observation that there is no comprehensive and up-to-date study of the career of this major actor in the political, economic and social history from the Belle Époque to the interwar period. It is supported by abundant documentation, mainly kept at the National Archives in Pierrefitte-sur-Seine and at the Historical Archives of the International Labor Organization (ILO) in Geneva. The approach adopted is at the crossroads of three historiographical fields: the political history of the republican elites, the social history of labor, particularly in the context of war, and the history of international organizations.

The demonstration focuses in particular on the career of Albert Thomas within French and international socialism. It emphasizes that this leader of an openly affirmed reformist current inaugurated a French-style social-democratic path that was thwarted by the course of events of the First World War and the Russian revolution of October 1917. The « black legend » of the "minister of shells" has long discredited his participation in the Sacred Union as a "past that does not pass" of the French left and prevented the writing of a dispassionate history of the mainsprings of a ministerial experience at the heart of the economic and social mobilization policy of a France at war.

This thesis examines the political career of an actor, caught between republican patriotism and socialist internationalism, put to the test of war and the recomposition of his political family. Exploring the interactions between the local, national and international levels of Albert Thomas' political activity allows us to question the idea that his departure for the International Labor Office confirmed his definitive withdrawal from national politics and his marginalization within socialist networks.

Finally, this work analyzes the multiple affiliations of an actor who found himself at the crossroads of various milieus and multiple political, associative and union commitments. Through the study of these networks, in particular socialist ones on which he relied to make the International Labor Office work, the secretariat of the ILO created after the war to preserve peace through social justice, this work underlines the circulation between the liberal internationalism of social reform and the socialist internationalism embodied in the career of this reformer-reformist.

Keywords : socialism ; internationalism ; international labour organization ; social reform ; political history ; French Third Republic.

Table des matières

| | |
|---|------------|
| Résumé..... | 3 |
| Summary..... | 4 |
| Remerciements | 11 |
| Liste des principaux sigles..... | 13 |
| Repères chronologiques..... | 15 |
| Table des illustrations..... | 17 |
| Introduction générale | 18 |
| (Non) actualité d'Albert Thomas ? | 19 |
| Un parcours au croisement de trois champs historiographiques | 21 |
| Une biographie, quelle biographie ? | 27 |
| La question des sources..... | 33 |
| 1. Le fonds Thomas aux Archives nationales | 33 |
| 2. Le fonds du cabinet Thomas aux archives historiques de l'OIT à Genève..... | 35 |
| 3. Des fonds annexes..... | 37 |
| Axes problématiques..... | 40 |
| 1. Un social-démocrate réformiste | 40 |
| 2. Entrer dans la boîte noire du travail politique | 44 |
| 3. De Champigny à Genève : une carrière et une identité politiques à différentes échelles | 46 |
| 4. Le poids de l'histoire..... | 48 |
| Partie 1. Du socialisme au réformisme..... | 52 |
| Introduction de partie | 53 |
| Chapitre 1. Devenir socialiste | 55 |
| Introduction..... | 56 |
| I. L'enfant du « peuple de banlieue » | 58 |
| A. Une enfance campinoise..... | 58 |
| B. Le passage au lycée Michelet de Vanves | 62 |
| C. Un moment de formation international : le voyage en Russie. | 67 |
| D. Le service militaire : une épreuve républicaine et personnelle | 70 |
| E. Du « socialiste de race » au socialiste intellectuel..... | 76 |
| II. « D'abord la rue d'Ulm » : au cœur du socialisme normalien..... | 81 |
| A. L'arrivée dans un « milieu » socialiste : amitiés et réseaux | 81 |
| B. Les lectures formatrices et l'inscription dans une tradition intellectuelle socialiste pré-marxiste..... | 85 |
| C. L'apprentissage et la popularisation d'une tradition socialiste | 92 |
| 1. Un socialiste au contact de militants instruits : l'engagement au sein des Universités populaires..... | 92 |
| 2. Une histoire méconnue de l'enseignement en France | 99 |
| III. Le temps des premières batailles politiques..... | 105 |
| A. Le voyage en Allemagne : une expérience internationale au cœur de la querelle révisionniste | 105 |
| B. Révisionnisme, millerandisme et socialisme..... | 112 |
| C. Un militant français en cours d'affirmation | 114 |
| D. Influences réciproques et malentendus : de l'intellectuel de parti à l'homme d'action | 116 |
| Conclusion | 121 |
| Chapitre 2. Penser et agir pour le réformisme socialiste | 123 |
| Introduction..... | 124 |
| I. Le poids de l'histoire..... | 126 |
| A. La participation aux <i>Notes critiques, sciences sociales</i> : fonder une science social(iste)..... | 126 |
| B. <i>L'histoire du syndicalisme allemand</i> : tirer les leçons de l'exemple allemand..... | 129 |
| C. Babeuf et le Second Empire : de l'archéologie du socialisme au présent de l'action | 132 |

| | | |
|--------------------|--|------------|
| D. | « Ce n'est pas l'histoire socialiste du Second Empire que nous donne M. Thomas, mais l'histoire du socialisme sous le Second Empire » (Jules Céby)..... | 137 |
| II. | Précepteur, journaliste, publiciste : de <i>La Petite République</i> à <i>L'Humanité</i> | 144 |
| A. | Journaliste occasionnel au quotidien libéral <i>L'information politique, économique et financière</i> : un travail alimentaire ou une stratégie de positionnement dans le champ journalistique ? | 144 |
| B. | <i>La Petite République</i> ou l'inscription dans le réseau des réformistes | 146 |
| C. | <i>La Revue de l'Enseignement primaire et primaire supérieur</i> : parler aux instituteurs avec Jean Jaurès | 147 |
| D. | Rédacteur à <i>L'Humanité</i> : la consécration ou « le miroir de la vie corporative française »..... | 149 |
| III. | Le socialisme et le syndicalisme passés en revues..... | 160 |
| A. | <i>La Revue syndicaliste</i> : construire un syndicalisme réformiste uni, fournir une documentation objective sur le mouvement syndical français et international | 160 |
| 1. | Les réseaux initiaux de création, entre syndicalisme et socialisme normalien | 160 |
| 2. | Occuper le champ syndical | 163 |
| 3. | Survivre et s'imposer | 164 |
| B. | « L'OPA » de Thomas sur <i>La Revue Socialiste</i> : un acte manqué ? | 171 |
| IV. | Les cercles intellectuels et politiques de réflexion : à la lisière de la réforme sociale et du réformisme socialiste | 178 |
| A. | Un homme de réseaux | 178 |
| B. | Un passeur du socialisme français vers les milieux socialistes russes ? | 181 |
| C. | Un intellectuel socialiste..... | 185 |
| 1. | Le Groupe d'études socialistes, outil scientifique au service du réformisme politique ? | 185 |
| 2. | Les documents du socialisme : s'imposer dans le champ de l'édition socialiste et politique..... | 186 |
| V. | Thomas et la nébuleuse réformatrice..... | 189 |
| VI. | La coopération : le cas pratique du socialisme réformiste..... | 196 |
| | Conclusion | 205 |
| Chapitre 3. | Député, maire, expert de parti : l'action politique multiforme..... | 207 |
| | Introduction..... | 208 |
| I. | « Champigny-la-Bataille » (électorale) : la commune et la banlieue parisienne, premier laboratoire de l'action réformiste..... | 209 |
| A. | « La vie en banlieue »..... | 209 |
| B. | L'entrée d'un socialiste au conseil municipal | 212 |
| C. | Maire de banlieue : « Champigny-la-Socialiste » | 221 |
| II. | Un socialiste en campagne..... | 228 |
| A. | Vers la députation..... | 228 |
| B. | Les élections de 1914 : la confirmation..... | 240 |
| III. | De la régie communale aux services publics nationaux : du local au national | 246 |
| A. | Le socialisme municipal, laboratoire du réformisme | 246 |
| B. | Parlementaire et expert : la Chambre des députés, nouvelle arène du réformisme | 250 |
| C. | Le socialisme réformiste en acte : contrôle parlementaire et nouveau rôle de l'État..... | 252 |
| D. | Pour les nationalisations, contre Jules Guesde | 254 |
| E. | L'intermédiaire dans la grève des cheminots : pour l'arbitrage de l'État, contre l'arbitraire des compagnies de chemins de fer | 257 |
| F. | Dans l'opposition, toujours | 261 |
| G. | Le rapporteur du budget des chemins de fer..... | 262 |
| H. | De l'affaire de la N'Goko-Sangha à « l'Ouenza-Panama » : la dénonciation des scandales politico-financiers coloniaux | 266 |
| IV. | Le ministérialisme avant le ministère | 270 |
| A. | <i>La politique socialiste</i> : dépasser le radicalisme et faire de la SFIO « le vrai parti national »..... | 270 |
| B. | Pour un nouveau Bloc : le ministérialisme avant le ministère ?..... | 273 |
| V. | Entre pacifisme et patriotisme..... | 277 |
| A. | Sur la voie de l'Internationale | 277 |
| B. | Pour le rapprochement franco-allemand..... | 278 |
| C. | Pour la paix..... | 282 |
| D. | Thomas dans la controverse Andler/Jaurès | 283 |
| E. | La conférence interparlementaire de Berne de mai 1913 | 285 |
| F. | Thomas dans le dispositif de la lutte socialiste contre les trois ans : entre internationalisme et patriotisme..... | 287 |
| | Conclusion | 291 |

| | |
|--|------------|
| Conclusion de partie | 293 |
| Partie 2. L'expérience des responsabilités à l'épreuve de la guerre (1914-1920)..... | 295 |
| Introduction de partie | 296 |
| Chapitre 4. L'organisateur au service de la Défense de la Patrie | 298 |
| Introduction..... | 299 |
| I. La défense politique et technique de la Défense nationale | 301 |
| A. Face au drame : le choix de la République..... | 301 |
| B. De la Défense nationale à l'Union sacrée..... | 304 |
| C. Du soutien politique de l'Union sacrée à l'engagement dans la mobilisation économique et industrielle du pays | 306 |
| II. Un ministère d'« experts » au carrefour de diverses influences | 310 |
| A. Une prédominance normalienne aux postes stratégiques... .. | 310 |
| B. Mais des critères de recrutement plus variés : confiance et compétence | 321 |
| C. Les réseaux de la réforme sociale et du ministère du Travail | 323 |
| III. Un ministère de production et d'encadrement social ? | 326 |
| A. Un ministère de production... .. | 328 |
| B. Un ministère d'encadrement social | 332 |
| C. La diversification des catégories de main-d'œuvre | 335 |
| 1. Le cas épineux de la main-d'œuvre militaire | 335 |
| 2. La main-d'œuvre féminine dans l'œil du ministre Thomas | 338 |
| 3. Vers une catégorisation accrue des mains-d'œuvre : l'exemple des étrangers et des coloniaux | 342 |
| D. Une politique de concertation sociale ? | 344 |
| E. L'espoir de la concorde nationale au sein de l'union industrielle en guerre : intégrer le peuple de gauche dans la nation | 350 |
| 1. L'appel au patriotisme et à l'unité de la classe ouvrière | 350 |
| 2. Prévenir les conflits dans les usines par la concertation tripartite et l'arbitrage obligatoire..... | 353 |
| 3. Faire de la coopérative une « institution publique » | 360 |
| IV. Le sens de l'État | 370 |
| A. Plaidoyer pour un État organisateur et planificateur | 370 |
| B. L'exemple de Roanne : les ruines de l'État modèle | 374 |
| C. Naissance d'un homme d'État..... | 379 |
| Conclusion | 384 |
| Chapitre 5. Majoritaire de guerre, réformiste de guerre ? | 386 |
| Introduction..... | 387 |
| I. Dans l'œil du parti : le chef de file de la majorité de guerre..... | 389 |
| A. Une majorité de guerre en quête d'histoire | 389 |
| B. Des minorités naît la majorité..... | 393 |
| C. Minorités en quête de majorité | 396 |
| 1. La minorité longuetiste | 396 |
| 2. La minorité zimmerwaldienne contre la majorité de guerre | 397 |
| II. Vers la « scission morale »..... | 402 |
| A. Le dispositif majoritaire | 402 |
| B. La « scission morale » | 406 |
| C. Défendre la majorité de guerre | 409 |
| 1. De la majorité de guerre au réformisme de guerre..... | 409 |
| 2. Jaurès : la bataille d'héritage..... | 412 |
| III. La Russie, catalyseur des tensions..... | 416 |
| A. Voyage dans la Russie révolutionnaire de 1917..... | 417 |
| B. Le mirage de Stockholm..... | 427 |
| C. Au cœur du dispositif « majoritaire » des conférences socialistes interalliées : | 431 |
| IV. Du socialiste à l'homme d'État : face à l'opinion publique et militante..... | 437 |
| Conclusion | 453 |
| Chapitre 6. Un socialiste entre réforme et contre-révolution | 455 |
| Introduction..... | 456 |
| I. À la poursuite d'Octobre rouge | 458 |
| A. « Bolchévisme ou socialisme » | 459 |
| B. Diplomatie active et secrète..... | 464 |

| | |
|--|------------|
| C. De majoritaire à minoritaire | 473 |
| II. Reconquérir le mouvement ouvrier par une contre-offensive réformiste multiforme... | 476 |
| A. L'Association d'études et de documentation sociales, entre cénacle intellectuel et incubateur de carrière politique | 477 |
| B. <i>L'Information ouvrière et sociale</i> , nouvelle plateforme de diffusion du réformisme | 481 |
| C. Aux côtés de la CGT, un soutien au projet de Conseil économique du travail | 487 |
| D. <i>Le Travail</i> : une plateforme avortée du réformisme socialiste | 489 |
| III. La reconstruction nationale, nouvelle voie du réformisme..... | 494 |
| A. Les élections législatives de 1919 : de Sceaux à Carmaux, dans les pas de Jean Jaurès..... | 494 |
| B. Renouer avec une action parlementaire fondée sur l'expertise sociale..... | 498 |
| C. Des projets économiques entre coopération et économie organisée | 505 |
| Conclusion | 508 |
| Chapitre 7. En quête d'un nouvel ordre international entre socialisme et wilsonisme. 510 | |
| Introduction..... | 511 |
| I. Construire la paix | 512 |
| A. Autour du Traité de Versailles : pour la Société des Nations, contre Clemenceau et la droite..... | 512 |
| B. Un passeur entre pacifisme socialiste et pacifisme bourgeois..... | 516 |
| II. Construire une internationale « anti-allemande » et « anti-bolchévique » ?..... | 521 |
| A. La conférence socialiste internationale de Berne (février 1919) : la victoire en trompe-l'œil de l'ancienne majorité de guerre de la SFIO | 521 |
| B. De Strasbourg à Tours : en marge forcée de la reconstruction du socialisme français | 530 |
| C. Le cas Albert Thomas, illustration des contradictions de la reconstruction socialiste | 537 |
| Conclusion | 547 |
| Conclusion de partie..... | 549 |
| Partie 3. Dans l'antichambre du « parlement mondial du travail » : l'action réformatrice internationale..... | 551 |
| Introduction de partie | 552 |
| Chapitre 8. Diriger le Bureau international du Travail..... | 555 |
| Introduction..... | 556 |
| I. Aux origines de l'Organisation internationale du travail : instaurer la paix par la justice sociale | 558 |
| A. Une organisation « fille de la guerre » | 558 |
| B. Une nouvelle étape de l'internationalisation de la question sociale | 559 |
| 1. Des demandes croissantes des mouvements syndicaux internationaux | 563 |
| 2. Du projet de conférence internationale de législation ouvrière à la Commission de législation internationale du travail | 565 |
| C. Des questions épineuses : tripartisme, souveraineté nationale et ratification des conventions..... | 566 |
| II. Retour sur une élection : la consécration de l'idéal de l'union des classes ?..... | 570 |
| A. Les coulisses d'une élection : les ambiguïtés du soutien patronal à la candidature d'Albert Thomas.... | 570 |
| B. La consécration à rebours de l'idéal d'union des classes ? | 573 |
| III. Organiser le Bureau : entre impératifs fonctionnels et projet internationaliste interclassiste | 576 |
| A. Une organisation interne, reflet de la quête d'un « internationalisme sans classes » ? | 576 |
| 1. La Division des recherches ou l'adaptation internationale du socialisme normalien ? | 577 |
| 2. Des sections techniques très politiques | 579 |
| a. La section coopérative, au service d'une révolution réformatrice silencieuse ?..... | 579 |
| b. La section des études russes du BIT : un laboratoire anti lutte des classes ? | 585 |
| B. Le tripartisme au service de la classe ouvrière ? | 594 |
| IV. Le directeur en sa maison : l'action quotidienne dans et hors les murs..... | 605 |
| A. La construction d'un internationalisme du quotidien | 605 |
| B. Au cœur de la diplomatie du travail | 613 |
| C. « Tradition personnaliste » ou direction autoritaire ? | 624 |
| 1. Le rapport du directeur : vers une « Encyclopédie des questions ouvrières » ? | 624 |
| 2. Un management autoritaire ? | 628 |
| Conclusion | 636 |

| | |
|--|------------|
| Chapitre 9. Faire du BIT une arène du réformisme socialiste international | 639 |
| Introduction..... | 640 |
| I. « Quelques points concernant les rapports entre l’OIT et le socialisme »..... | 643 |
| II. Un réseau socialiste au sein du BIT ?..... | 647 |
| A. Le cas des chefs de cabinet et l’exemple de Marius Viple..... | 650 |
| B. Les fonctionnaires socialistes du BIT..... | 662 |
| 1. Les chefs de section..... | 663 |
| 2. Une petite lueur helvète pour des socialistes réformistes en quête d’action internationale..... | 664 |
| 3. Socialistes réformistes et BIT, une affinité élective ?..... | 668 |
| III. L’influence de Thomas sur la vie socialiste française : une ombre portée, un mirage ? . | 673 |
| A. Le bureau de Paris, relais de Thomas dans les réseaux socialistes et réformistes français ? | 673 |
| 1. Mario Roques, la cheville ouvrière et l’œil de Thomas à Paris | 673 |
| 2. Paul Rives, le lieutenant | 677 |
| 3. Quelle influence ?..... | 680 |
| a. Le socialisme normalien : toujours la rue d’Ulm | 680 |
| b. Le réformisme ouvrier au BIT..... | 683 |
| c. La section genevoise de la Fédération socialiste de Haute-Savoie, un lieu de rencontre des socialistes du BIT | 685 |
| d. Une nouvelle tentation électorale ? | 686 |
| B. Agir dans l’ombre : le « testament politique » d’Albert Thomas adressé à Paul Faure | 691 |
| IV. Les milieux socialistes européens, des appuis à l’action de l’OIT ?..... | 696 |
| A. Entre l’Internationale ouvrière socialiste et le BIT : une relation instrumentale ?..... | 696 |
| 1. « Internationalisme sans classe » ou union des classes ? | 696 |
| 2. Le cas du fascisme italien, une ligne de fracture ?..... | 705 |
| B. Des socialistes alliés et médiateurs de l’OIT à l’échelle nationale ?..... | 710 |
| C. Le cas de la France : les limites de la focale partisane | 718 |
| Conclusion | 725 |
| Chapitre 10. Une mémoire kaléidoscopique | 727 |
| Introduction..... | 728 |
| I. Des passeurs de mémoire..... | 732 |
| A. La Société des Amis d’Albert Thomas..... | 732 |
| B. Le Souvenir des « Amis de Thomas »..... | 739 |
| II. Les voies de l’oubli | 747 |
| A. La célébration dans les années 1930 : le défenseur des travailleurs et l’apôtre de paix sociale..... | 747 |
| B. Le trou de mémoire du socialisme..... | 756 |
| III. De la France au monde : le père fondateur du BIT et le Français engagé pour la paix et la justice sociale..... | 763 |
| A. Une circulation des hommages qui fixe la mémoire d’un père fondateur..... | 763 |
| B. Un lieu de mémoire international renationalisé ?..... | 766 |
| Conclusion : une mémoire sans mémoires ?..... | 769 |
| Conclusion de partie..... | 772 |
| Conclusion générale | 775 |
| Annexes | 785 |
| Annexe n° 1. Directives pour la conférence avec les socialistes (AN 94 AP 357)..... | 785 |
| Annexe n° 2. Note personnelle tapuscrite d’Albert Thomas du 14 janvier 1920 sur le Conseil économique du Travail (AN 94 AP 366)..... | 788 |
| Annexe n° 3. « Au retour de Berne », texte tapuscrit d’Albert Thomas (AN 94 AP 243). | 790 |
| Annexe n° 4. Note personnelle tapuscrite d’Albert Thomas sur la résolution du Congrès national du Parti socialiste du 13 février 1921. (ABIT CAT 8-1-2-3. Dossier « Le “cas Albert Thomas” »)..... | 794 |
| Annexe n° 5. Léon Blum, « La démission d’Albert Thomas. Sa véritable signification » (<i>Le Populaire</i> , 19 octobre 1921). | 798 |
| Annexe n° 6. Lettre de Robert Pinot à Albert Thomas du 5 octobre 1921 (ABIT CAT8-1-2-3). | 800 |
| Annexe n° 7. Lettre d’Albert Thomas à Robert Pinot du 14 octobre 1921 (ABIT CAT8-1-2-3)..... | 803 |
| Annexe n° 8. Lettre d’Albert Thomas à Robert Pinot du 24 octobre 1921 (ABIT CAT8-1-2-3)..... | 807 |
| Annexe n° 9. « Quelques points concernant les rapports entre l’Organisation internationale du Travail et le socialisme », note d’Edgard Milhaud, sans date mais probablement fin années 1920 – début années 1930 (ABIT CAT 10-34). | 808 |

| | |
|--|------------|
| Annexe n° 10. « Les Organisations ouvrières et le BIT », note de Marius Viple de 1922 (ABIT CAT 10-34). | 810 |
| Annexe n° 11. « Le Bureau international du travail est né d'une revendication persévérante de la classe ouvrière », note de Marius Viple de 1922 (ABIT CAT 10-34). | 820 |
| Annexe n° 12. Lettre d'Albert Thomas à Marcel Déat du 7 janvier 1931 (AN 94 AP 388). | 825 |
| Annexe n° 13. <i>Troisième congrès de l'Internationale ouvrière socialiste, Bruxelles du 5 au 11 août 1928</i> , publié par le Secrétariat de l'Internationale ouvrière socialiste, Zurich, 1928, p. 76-78. | 826 |
| Annexe n° 14. Albert Thomas et le Cartel des gauches. Lettre d'Albert Thomas à Édouard Herriot de mai 1924 (ABIT CAT 7-439). | 829 |
| Annexe n° 15. Un regard rétrospectif d'Albert Thomas sur Jules Guesde. Lettre d'Albert Thomas à Jean Lebas du 10 avril 1925 (AN 94 AP 390). | 831 |
| Annexe n° 16. Nombre de voies dénommées « Albert Thomas », d'après le fichier national FANTOIR des voies et lieux-dits, à jour de novembre 2020. | 832 |
| Index des noms | 835 |
| Sources | 846 |
| Archives | 846 |
| Sources imprimées | 856 |
| Bibliographie | 864 |
| Sitographie..... | 891 |

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier ma directrice de thèse, Isabelle Lespinet-Moret, pour son soutien, ses conseils et ses relectures tout au long de ce travail de recherche. Son enthousiasme, de la proposition de ce sujet biographique à son achèvement, a constitué un solide appui à l'épreuve des doutes et des difficultés qui jalonnent tout parcours doctoral.

Je remercie Jean-Numa Ducange et Vincent Viet d'avoir accepté de faire partie de mon comité de suivi de thèse. Ce travail n'aurait pas été le même sans leurs remarques, relectures et conseils et à la fois rigoureux et bienveillants. Je les remercie également, ainsi que Noëlline Castagnez, Christophe Prochasson et Julian Wright d'avoir accepté de faire partie de mon jury de thèse.

Ce travail doit aussi beaucoup à son cadre de réalisation ; que soit remerciée l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, dans laquelle j'ai pu exercer durant cinq ans les fonctions de doctorante contractuelle puis d'ATER qui m'ont permis d'achever sereinement ce travail. Ma gratitude va aussi au Centre d'histoire sociale des mondes contemporains. Les conditions matérielles de réalisation de ce doctorat ont été grandement facilitées par la prévenance et la disponibilité des deux gestionnaires successives de laboratoire Thérèse Lortolary et Camille Bourdiel. Les échanges avec les membres du CHS à l'occasion de séminaires et journées d'études ont incontestablement nourri mes réflexions.

La Société d'études jaurésiennes a aussi été un cadre stimulant : merci à tous ses membres qui, à l'occasion d'amicales discussions, ont fait cheminer des idées et inspiré de nouveaux questionnements.

Mes remerciements vont également aux professeurs et chercheurs que j'ai eu la chance de rencontrer tout au long de mon parcours et qui ont, sans forcément le savoir, alimenté ma réflexion : Emmanuel Bellanger, Paul Boulland, Alain Chatriot, Patrizia Dogliani, Marion Fontaine, Mathieu Fulla, Emmanuel Jousse, Sandrine Kott, Laure Machu, Gilles Morin, Anne-Laure Ollivier, Judith Rainhorn et Xavier Vigna.

Merci à nouveau à Gilles Vergnon d'avoir accepté de diriger un premier travail de master qui a inspiré cette thèse.

Merci à Thierry Merel de la Fondation Jean-Jaurès d'avoir accompagné et soutenu mes recherches depuis leur commencement.

Merci à Véroniques Malfettes de m'avoir fait découvrir, le temps d'un weekend, le Carmaux de Jaurès et Thomas.

Je tiens à remercier les archivistes qui ont grandement facilité l'exploration de divers fonds et suggéré d'utiles pistes documentaires : Frédéric Cépède à l'OURS, Chloé Chotard aux archives municipales de Champigny-sur-Marne, Isabelle Aristide aux Archives nationales et enfin Remo Becci et Jacques Rodriguez aux archives historiques de l'OIT à Genève.

Un remerciement tout particulier va à mes amis Sarah Colom et Gustavo Corrêa qui m'ont chaleureusement accueillie lors de mes exils archivistiques suisses. De fondues savoyardes en découvertes des beaux rivages lacustres, ils ont su égayer mes séjours genevois.

Ma reconnaissance va également à toutes mes relectrices et tous mes relecteurs qui ont patiemment relu une partie de ce travail : ma mère, Patricia Blaszkiewicz-Maison, Gilles Candar, Kévin Crouzet, Laurent Cuvelier, Irène Gimenez, Aymeric Landot, Guillaume Lancereau, Paul Mayens, Julien Midy, Florian Moine, Bertrand Nicolle et Clément Weiss.

Parmi eux, je remercie en particulier mon père, Henry Blaszkiewicz-Maison, qui a grandement facilité la finalisation de ce manuscrit, Marine Carcanague, pour son soutien dans la dernière ligne droite qui était aussi la sienne et Héléne Meziani, ma traductrice officielle de l'anglais au français (et parfois aussi du français au français).

Si le travail de thèse est souvent solitaire, je remercie tous mes proches qui ont accompagné cette aventure avec entrain et compréhension : tout d'abord mes parents, mon beau-père Patrick Lemal, mes grands-parents Rolande et André, mes compagnons d'un jour ou d'un été à la BnF ou aux Archives nationales, Romain Castellesi, Élie-Benjamin Loyer, Suzanne Rochefort, et mes joyeux acolytes, Adrien Genoudet, Marion et Sébastien Maudet-Pautet et Margaux Pierre.

Merci à tous mes camarades de Lyon, Paris et Strasbourg qui ont simplement pris le temps de m'entendre divaguer sur la vie et l'œuvre d'Albert Thomas.

Un immense merci enfin à mon compagnon Clément, soutien indéfectible de vie, de thèse et de vie en thèse. Cette aventure n'aurait pu commencer ni aboutir sans son soutien, sa lucidité, son exigence aussi. Merci aussi pour son humour et son calme, même dans la tempête.

Liste des principaux sigles

ABIT : Archives du Bureau international du Travail
ACI : Alliance coopérative internationale
AEDS : Association d'études et de documentation sociales
AFL : *American Federation of Labor*
AFSDN : Association française pour la Société des Nations
AIPLT : Association internationale pour la protection légale des travailleurs
AIPS : Association internationale pour le progrès social
AIT : Association internationale des travailleurs
AN : Archives nationales
BCS : Bourse des coopératives socialistes
BIT : Bureau international du Travail
BSI : Bureau socialiste international
CA : Conseil d'Administration de l'OIT
CAP : Commission administrative permanente de la SFIO
CAT : Cabinet d'Albert Thomas
CCT : Commission consultative du travail
CDS : Centre de documentation sociale de la rue d'Ulm
CET : Conseil économique du travail
CGT : Confédération générale du travail
CGTU : Confédération générale du travail unifiée
CIT : Conférence internationale du travail
CNE : Conseil national économique
CRRI : Comité pour la reprise des relations internationales
ENS : École normale supérieure de Paris
FNCC : Fédération nationale des coopératives de consommation
FSI : Fédération syndicale internationale
FTSF : Fédération des travailleurs socialistes de France
GES : Groupe d'Études socialistes
GQG : Grand Quartier général
IC : Internationale communiste

IISH : *International Institute of Social History*

IOS : Internationale ouvrière et socialiste

MLF : Mission laïque française

MTPS : Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale

NEP : Nouvelle économie politique

OIEI : Organisation internationale des employeurs industriels

OIT : Organisation internationale du travail

POB : Parti ouvrier belge

POF : Parti ouvrier français

POSR : Parti ouvrier socialiste révolutionnaire

PSdF : Parti socialiste de France

PSF : Parti socialiste français

PSI : Parti socialiste italien

SDN : Société des Nations

SFIC : Section française de l'Internationale communiste

SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière

SMOE : Service de la Main-d'œuvre étrangère

SPD : *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*

SSEAM : Sous-secrétariat d'État à l'armement et aux munitions

UMS : Union des maires de la Seine

UP : Université populaire

USTICA : Union syndicale des techniciens de l'industrie, du commerce et de l'agriculture

Repères chronologiques

- 1878** : naissance d'Albert Thomas à Champigny-sur-Marne.
- 1894-1898** : scolarité et classes préparatoire au lycée Jules Michelet de Vanves.
- 1898** : admission au concours de l'ENS. Voyage en Russie. Service militaire au quatrième régiment d'infanterie de Fontainebleau.
- 1899** : entrée à l'ENS.
- 1900** : licence ès-lettres.
- 1902** : reçu major à l'agrégation d'histoire. Adhésion au Parti socialiste français. Voyage en Allemagne.
- 1903** : précepteur chez les Ménard-Dorian.
- 1904** : rédacteur à *L'Humanité*. Élu conseiller municipal à Champigny-sur-Marne. Assiste au congrès socialiste international d'Amsterdam. Publication d'une étude sur Babeuf dans *La Revue socialiste*.
- 1905** : mariage avec Madeleine Chaufaille. Assiste au congrès socialiste du Globe qui donne naissance à la SFIO. Création de *La Revue syndicaliste*.
- 1907** : publication du tome X de *L'histoire socialiste (1789-1900)*, dirigée par Jean Jaurès, consacré au Second Empire.
- 1909** : se présente à l'élection législative complémentaire de la 2^e circonscription de la Seine et battu par le candidat radical.
- 1910** : élu député de la Seine, dans la 2^e circonscription de Sceaux. Membre de la commission du budget. Devient rédacteur en chef de *La Revue socialiste, syndicaliste et coopérative*.
- 1911** : thèse de droit sur *La liberté de l'enseignement en France de 1789 à nos jours*.
- 1912** : élu maire de Champigny-sur-Marne
- 1913** : publication de *La politique socialiste*.
- 1914** : réélu député de la Seine.
- 1915** : nommé sous-secrétaire d'État à l'Artillerie et aux Munitions dans le cabinet Viviani (18 mai – 29 octobre 1915) et dans le cabinet Briand (29 octobre 1915- 11 décembre 1916).
- 1916** : nommé ministre de l'Armement et des fabrications de guerre dans le cabinet Briand (12 décembre 1916 – 17 mars 1917) et dans le cabinet Ribot (10 mars 1917 – 7 septembre 1917).

1917 : voyage en Russie (mai – juin) comme ambassadeur extraordinaire du Gouvernement français.

1918 : création de *L'Information ouvrière et sociale* avec Charles Dulot. Publication de *Bolchevisme ou socialisme*.

1919 : élu député de Carmaux. Élu premier directeur du Bureau international du Travail (provisoirement). Démission du mandat de maire de Champigny-sur-Marne.

1920 : Élu premier directeur du Bureau international du Travail (officiellement).

1921 : création de *La Revue internationale du Travail*. Démission du mandat de député de Carmaux.

1922 : défense des compétences du BIT devant la Cour de Justice internationale de La Haye.

1922 – 1923 : voyage aux États-Unis d'Amérique et au Canada.

1928 – 1929 : voyage en Extrême-Orient (Russie, Mandchourie, Chine, Japon, Indochine et Indes néerlandaises). Proposition d'un plan de grands travaux européens pour répondre à la crise économique mondiale.

1929 : participation à la création du Comité national des loisirs en France.

1932 : décès à Paris. Création de la Société des Amis d'Albert Thomas.

1954 : création du Souvenir des « Amis de Thomas ».

Table des illustrations

| | |
|---|-----|
| Figure n° 1. Fonds du cabinet Thomas aux archives de l'OIT..... | 36 |
| Figure n° 2. Photographie d'Albert Thomas à son bureau de député (1913)..... | 51 |
| Figure n° 3. Le lectorat international de <i>La Revue syndicaliste</i> | 166 |
| Figure n° 4. Tract de campagne des élections législatives de 1909..... | 233 |
| Figure n° 5. Affiche électorale des élections législatives de 1909..... | 237 |
| Figure n° 6. Tract de campagne des élections législatives de 1914..... | 242 |
| Figure n° 7. Les institutions coopératives de ravitaillement des ouvriers à la fin de la guerre..... | 365 |
| Figure n° 8. Carte postale reçue par Albert Thomas durant la guerre..... | 444 |
| Figure n° 9. Caricature d'Albert Thomas dans <i>Le Rire rouge</i> (1915)..... | 447 |
| Figure n° 10. Caricature d'Albert Thomas dans <i>La Griffes</i> (1917)..... | 448 |
| Figure n° 11. Page de couverture de <i>J'ai vu</i> (1916)..... | 449 |
| Figure n° 12. Photographie d'Albert Thomas sur le front russe (1917)..... | 466 |
| Figure n° 13. Photographie d'Albert Thomas à la conférence de Berne (1919)..... | 523 |
| Figure n° 14. Caricature d'Albert Thomas dans <i>L'Humanité</i> (1927)..... | 587 |
| Figure n° 15. Photographie de Léon Jouhaux à son bureau (1933)..... | 598 |
| Figure n° 16. Albert Thomas et les mineurs de cuivre au Chili (1923)..... | 615 |
| Figure n° 17. Albert Thomas en habit traditionnel japonais (1928)..... | 615 |
| Figure n° 18. Albert Thomas et les enfants des travailleurs en Lettonie (1927)..... | 616 |
| Figure n° 19. Photographie de Marius Viple..... | 656 |
| Figure n° 20. Photographie de Mario Roques..... | 674 |
| Figure n° 21. Portrait d'Albert Thomas dans le bâtiment de l'OIT..... | 729 |
| Figure n° 22. Salle des archives de l'OIT..... | 730 |
| Figure n° 23. Monument à Albert Thomas à Genève..... | 733 |
| Figure n° 24. Monument à Albert Thomas à Genève..... | 734 |
| Figure n° 25. Monument à Albert Thomas à Genève..... | 735 |
| Figure n° 26. Monument à Albert Thomas à Genève..... | 736 |
| Figure n° 27. Monument à Albert Thomas à Genève..... | 737 |
| Figure n° 28. Timbre de 1969 à l'effigie d'Albert Thomas..... | 739 |
| Figure n° 29. Albert Thomas et sa femme, Madeleine, en Italie (1931)..... | 744 |
| Figure n° 30. <i>Le Populaire</i> , 9 mai 1932..... | 748 |
| Figure n° 31. Buste en pierres d'Albert Thomas à Champigny-sur-Marne..... | 755 |
| Figure n° 32. Buste d'Albert Thomas en bronze sur la place éponyme à Villeurbanne..... | 756 |
| Figure n° 33. Dernier discours d'Albert Thomas à la Conférence internationale du Travail (1932)..... | 774 |

Introduction générale

(Non) actualité d'Albert Thomas ?

Pourquoi écrire une biographie d'Albert Thomas aujourd'hui ? Sa mémoire ne repose pas au Panthéon républicain du socialisme aux côtés de celle de Jean Jaurès ou de Léon Blum. L'homme a pourtant exercé des fonctions politiques de premier ordre, durant sa courte mais intense carrière politique. Fils de boulanger né en 1878, boursier de la République, normalien et historien, il s'engage dès son plus jeune âge dans le militantisme politique, au Parti socialiste français puis au sein de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). D'abord élu député de la Seine en 1910 puis maire de sa ville natale Champigny-sur-Marne en 1912, il est l'un de ces socialistes entrés en République par la rue d'Ulm puis par l'exercice de mandats électifs. Son nom reste surtout attaché à sa participation aux gouvernements d'Union sacrée comme sous-secrétaire d'État à l'Artillerie et aux Munitions en 1915 et ministre de l'Armement entre 1916 et 1917, puis à son élection au poste de premier directeur du Bureau international du Travail (BIT) en 1919, poste qu'il occupe jusqu'à son décès brutal en 1932. Ce parcours étonnant, entre Paris et Genève, entre guerre et paix, n'est pas gage de popularité, bien au contraire. Une légende noire a longtemps entaché la mémoire de l'homme notamment dans les rangs militants socialistes puis communistes. Ministre d'Union sacrée au poste stratégique et symbolique de l'Armement, caricaturé en « ministre des obus », Thomas a longtemps été dépeint comme l'artisan du dévoiement de la classe ouvrière et de l'internationalisme, bref comme le social-traître par excellence¹. Cette macule a contribué à faire de lui un proscrit puis un oublié de l'histoire. Tout juste l'homme figure-t-il donc aujourd'hui au rang des illustres inconnus, de ceux que l'on croise sur des plaques de rue, à Paris, Lyon ou ailleurs, sans qu'ils évoquent de lointains souvenirs, fussent-ils scolaires.

Est-ce à dire pour autant qu'il n'y a pas d'actualité d'Albert Thomas ? Au cours de la préparation de cette thèse, entre 2016 et 2021, celle-ci aura pris deux formes. Historiographique d'abord : le centenaire de la Première Guerre mondiale a rouvert le chantier de l'histoire sociale de cet événement fondateur du XX^e siècle. En renouvelant les études sur le syndicalisme, les politiques sociales et la mobilisation des mains-d'œuvre pendant le conflit, la figure de Thomas a (ré)émergé par bribes, autour de questionnements portant sur la politique ouvrière qu'il a menée durant la guerre à la tête du ministère de l'Armement.

¹ Pour un exemple frappant, voir la nécrologie d'Albert Thomas dans *L'Humanité*, 9 mai 1932, analysée dans le chapitre 5.

Politique ensuite : au moment de la conception de ce projet de thèse, fondée sur un premier travail de Master 2, écrit en 2012, les débats politiques suggéraient que le Parti socialiste français était encore travaillé par un « long remords du pouvoir² », dont le quinquennat de François Hollande aurait été le paroxysme. La figure de Thomas parut alors très contemporaine, incarnant à elle seule un passage de la théorie à l'exercice du pouvoir qui ne pouvait être pavé, dans l'esprit de beaucoup de ses coreligionnaires socialistes, que de contradictions et de reniements. Cette actualité apparente n'avait cependant pas de traduction politique : il y a des personnalités qui traversent les époques pour rester dans les mémoires militantes, et d'autres non. Sans chercher à faire de cette thèse un instrument potentiel de récupération politique, il paraissait stimulant de démêler les fils de cette mémoire contrariée et éclatée pour en exhumer les ressorts historiques, qu'ils aient été mus par les hasards de l'histoire ou délibérément actionnés par des acteurs politiques, passeurs ou non de mémoire. Y aurait-il par exemple deux Thomas : un socialiste oublié en France et un fonctionnaire international toujours célébré à Genève ? La situation est en réalité plus complexe.

La rédaction de cette thèse a été concomitante du centenaire de la création de l'Organisation internationale du Travail (OIT) en 2019. À la seule exception d'un colloque scientifique organisé à Paris³, la commémoration officielle de l'OIT s'est faite sans les historiens, si ce n'est presque sans histoire. Elle fut en effet l'occasion d'une réflexion sur l'avenir de l'organisation davantage que sur son passé, signe de son difficile positionnement dans l'organigramme institutionnel international⁴. L'action d'Albert Thomas dans les premières années de l'OIT a été rappelée par diverses personnalités politiques, notamment l'actuel président de la République, Emmanuel Macron, au même titre que celle de certains de ses collaborateurs comme Justin Godart, Arthur Fontaine ou Léon Jouhaux, dans une stratégie discursive classique visant à valoriser « l'engagement de la France⁵ » dans l'institution, réputé de tout temps indéfectible. En mobilisant le souvenir de ces Français, pères fondateurs, le centenaire de l'OIT muséifie, de manière assez traditionnelle, des personnalités historiques érigées au rang

² BERGOUNIOUX Alain et GRUNBERG Gérard, *Le long remords du pouvoir : le Parti socialiste français, 1905-1992*, Paris, Fayard, 1992. L'ouvrage a fait l'objet d'une réédition augmentée : BERGOUNIOUX Alain et GRUNBERG Gérard, *L'ambition et le remord. Les socialistes français et le pouvoir*, Paris, Fayard, 2005.

³ Colloque « Mondialisation et justice sociale, 100 ans d'action de l'OIT », organisé en juin 2019 par Adeline Blaszkiwicz-Maison, Marine Dhermy-Mairal, Sandrine Kott, Isabelle Lespinet-Moret, Marieke Louis, le Comité d'histoire des administrations chargées du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et le bureau de l'OIT Paris.

⁴ LOUIS Marieke, « The ILO, Social Partners and the G20: New Prospects for Social Dialogue at the Global Level », *Global Social Policy*, 2016, vol. 16, n° 3, p. 235-252.

⁵ Allocution du président Emmanuel Macron au siège de l'Organisation internationale du travail à Genève le 11 juin 2019. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/06/11/centenaire-de-lorganisation-internationale-du-travail>

d'illustres. Mais le rôle de l'historienne ne saurait se limiter à souligner le décalage entre les discours politiques et une vérité historique qu'il s'agirait de rétablir ; il doit consister aussi à explorer l'héritage contemporain, revendiqué ou non, d'un personnage.

Se lancer dans une telle enquête revient-il alors à répéter qu'il n'y a d'histoire que contemporaine ? Une thèse ne peut viser uniquement à éclairer par le passé des questionnements qui se posent aujourd'hui. Inventorier le parcours d'Albert Thomas permet de répondre à des questions proprement historiques qui s'inscrivent dans trois grands pôles historiographiques.

Un parcours au croisement de trois champs historiographiques

Thomas n'est pourtant pas un oublié de l'historiographie et l'étude de sa trajectoire a déjà suscité des vocations parfois contrariées par les hasards de l'existence. Il revient à l'historien néerlandais B.W. Schaper d'avoir posé, dans les années 1950, les jalons d'une première étude universitaire consacrée à la trajectoire politique d'Albert Thomas. Le tableau biographique qu'il a brossé de « trente ans de réformisme social » s'appuie à la fois sur les précieux témoignages d'amis, de collaborateurs et de proches d'Albert Thomas – au premier rang desquels figure son épouse Madeleine Thomas – et sur un dépouillement partiel des archives d'Albert Thomas alors en cours de classement à Paris et à Genève. Pionnière, cette étude n'en revêt pas moins un « caractère provisoire⁶ » du fait d'un accès limité aux archives, comme le concède l'auteur lui-même. L'étude de Schaper s'est par ailleurs nourrie de publications datant des années 1930 à la tonalité nettement flatteuse. Ce biais hagiographique se retrouve dans le récit épique adopté par l'histoire institutionnelle de l'OIT : d'abord écrite par les fonctionnaires ou collaborateurs de l'OIT, cette histoire était endogène, douée d'une mémoire sélective et donc contrôlée⁷ et sa portée se voulait cohésive et mobilisatrice. Dans ce récit, la figure de Thomas, occupait une place de choix. Citons, parmi les publications les plus importantes, le précieux témoignage d'E. P. Phelan dont le titre même « Albert Thomas et la création du BIT » place d'emblée le premier directeur du BIT sur le piédestal de père fondateur d'une institution originale. L'OIT

⁶ SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas : trente ans de réformisme social*, Paris, Presses universitaires de France, 1957.

⁷ VAN DAELE Jasmien, « The International Labour Organization (ILO) in Past and Present Research », *International Review of Social History*, 2008, vol. 53, n° 3, p. 485-511.

elle-même avait entrepris une série de publications en hommage au premier directeur défunt⁸ et la Société des Amis d'Albert Thomas⁹ avait rassemblé une série de témoignages et d'hommages du monde entier dans un ouvrage publié en 1957 dont le titre ne laissait aucun doute sur ses intentions : *Un grand citoyen du monde, Albert Thomas vivant*¹⁰.

Si le travail de B.W. Schaper a pu souffrir d'un manque d'accès aux archives, des entreprises biographiques ultérieures ont paradoxalement été freinées ou tétanisées par l'abondance des archives. Le dense fonds du cabinet d'Albert Thomas à Genève et les quelques 482 cartons conservés aux Archives nationales ont eu, comme le note Gilles Candar, « un effet décourageant au contraire de celui escompté¹¹ ». Ainsi, plusieurs travaux entamés sur l'action ou la pensée politique de Thomas n'ont pas abouti pour des raisons plus ou moins tragiques. Patrick Fridenson note qu'« au moins cinq projets de thèse de doctorat à son sujet ont été commencés en France depuis le milieu des années 1970 puis abandonnés¹² ». Le dernier en date à notre connaissance avait été entamé par Florent Lazarovici et devait porter sur la politique industrielle de Thomas à l'Armement¹³.

Dans une perspective moins biographique, l'action d'Albert Thomas à la tête du BIT a été traitée dans les études d'histoire et de science politique portant sur l'OIT et le BIT¹⁴. Se penchant sur les origines de l'institution, celles-ci ont souligné le rôle clef de Thomas dans la mise en place d'une organisation d'un genre nouveau¹⁵, sa contribution à l'extension de ses

⁸ C'est le cas par exemple de THOMAS Albert et BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, *Politique sociale internationale*, Genève, Bureau international du Travail, 1947. Ce recueil de textes et discours de Thomas est divisé en cinq grandes thématiques : « Au BIT », « Législation et justice sociale », « L'Économique et le Social », « La réorganisation économique » et « L'organisation de la paix ». Présenté par Marius Viple, ce recueil a été traduit en anglais.

⁹ Les étapes de création et d'existence de cette société sont retracés dans le chapitre 10.

¹⁰ SOCIÉTÉ DES AMIS D'ALBERT THOMAS, *Albert Thomas vivant : un grand citoyen du monde : études, témoignages, souvenirs*, Genève, Impr. Atar, 1957.

¹¹ CANDAR Gilles, « Albert Thomas et la constitution des réseaux : les années 1878-1914 », *Les Cahiers Irice*, 2008, n° 2, p. 53-64.

¹² FRIDENSON Patrick, « Albert Thomas et Louis Loucheur : organiser et rallier les producteurs », in FRIDENSON Patrick et GRISET Pascal (dir.), *L'industrie dans la Grande Guerre*, Vincennes, Institut de la gestion publique et du développement économique, 2018, p. 245-284.

¹³ La thèse, entamée sous la direction d'André Encrevé à l'Université Paris 12 s'intitulait « Albert Thomas, un socialiste dans la Grande Guerre ».

¹⁴ Pour un bilan plus complet, voir le chapitre 9.

¹⁵ SHOTWELL James Thomson (dir.), *The Origins of the International Labor Organization. 1, History*, New York, Columbia University Press, 1934. SHOTWELL James Thomson (dir.), *The Origins of the International Labor Organization. 2, Documents*, New York, Columbia University Press, 1934. LUSIGNAN Guy (de), *L'Organisation internationale du Travail (1919-1959)*, Paris, Éditions ouvrières, 1959. ALCOCK Antony Evelyn, *History of the International Labour Organisation*, Londres, Macmillan, 1971. Pour une synthèse plus récente voir MAUL Daniel, *L'Organisation internationale du Travail : 100 ans de politique sociale à l'échelle mondiale*, Genève, Bureau international du Travail, 2019.

compétences, malgré des réticences institutionnelles et politiques¹⁶, et ce dans le monde entier¹⁷. Elles ont également intégré Albert Thomas dans le personnel politique engagé, à Genève, pour la défense de la paix dans le monde¹⁸ et pour la construction d'une Europe unie et sociale¹⁹.

Plus récemment, ce premier pôle consacré à l'histoire de l'OIT et des organisations internationales a connu de nombreux renouvellements, liés au développement de l'histoire globale²⁰. Les travaux portant sur le BIT ont notamment montré que les politiques sociales s'étaient, dans une large mesure, élaborées de manière transnationale, en connexion avec les cercles internationaux de la réforme sociale. Elles réservent là encore une place de choix à la figure d'Albert Thomas, dont la conception de la paix et de la justice sociale a fortement influencé les axes de travail de l'institution²¹. Ces travaux ont également souligné le rôle des réseaux d'acteurs au-delà des seuls individus. Thomas Cayet a ainsi montré l'influence de modèles de développement économiques et sociaux d'inspiration américaine fondés sur la rationalisation, *via* la connexion entre le BIT et les réseaux réformateurs transatlantiques²². Cette filiation, tout comme la publication récente d'une partie des carnets de voyage d'Albert Thomas en Europe²³, nous suggère d'étudier ce qu'il appelle sa « diplomatie du travail » comme support de transferts d'expertises à l'échelle internationale et comme moyen de représentation politique des travailleurs.

Un deuxième pôle historiographique a émergé, à partir des années 1970, sous les auspices de l'histoire économique et sociale, à travers l'étude de « l'autre front » de la Grande Guerre.

¹⁶ TORTORA Manuela et GHEBALI Victor-Yves, *Institution spécialisée et organisation mondiale : étude des relations de l'OIT avec la SDN et l'ONU*, Bruxelles, E. Bruylant, 1980. BONVIN Jean-Michel, *L'Organisation internationale du travail : étude sur une agence productrice de normes*, Paris, Presses universitaires de France, 1998.

¹⁷ MASSART Sylvie, *Les voyages d'Albert Thomas, directeur du BIT (1919-1932)*, mémoire de maîtrise de l'Université Paris 1, sous la direction de René Girault, 1993.

¹⁸ GUIEU Jean-Michel, « Albert Thomas et la paix, du socialisme normalien à l'action internationale au BIT », *Les Cahiers Irice*, 2008, n° 2, p. 65-80. MANIGAND Christine, *Les Français au service de la Société des Nations*, Berne, Peter Lang, 2003.

¹⁹ GUERIN Denis, *Albert Thomas au BIT 1920-1932 : de l'internationalisme à l'Europe*, Genève, Institut européen de l'Université de Genève, 1996. SOUAMAA Najib, « La loi des huit heures : un projet d'Europe sociale ? (1918-1932) », *Travail et Emploi*, 2007, n° 110, p. 27-36. MECCHI Lorenzo, « Du BIT à la politique sociale européenne : les origines d'un modèle », *Le Mouvement Social*, 2013, vol. 3, n° 244, p. 17-30.

²⁰ KOTT Sandrine, « Les organisations internationales, terrains d'étude de la globalisation. Jalons pour une approche socio-historique », *Critique internationale*, 2011, vol. 3, n° 52, p. 9-16.

²¹ LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *L'Organisation internationale du Travail. Origine – Développement – Avenir*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011. DROUX Joëlle et KOTT Sandrine (dir.), *Globalizing Social Rights. The International Labour Organization and Beyond*, Londres, Palgrave Macmillan, 2013.

²² CAYET Thomas, *Rationaliser le travail, organiser la production : le Bureau international du travail et la modernisation économique durant l'entre-deux-guerres*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

²³ KOTT Sandrine et HOETHKER Dorothea (dir.), *À la rencontre de l'Europe au travail : récits de voyages d'Albert Thomas (1920-1932)*, Paris/Genève, Publications de la Sorbonne/Bureau international du travail, 2015.

Les expériences portées par Albert Thomas dans les usines de guerre (développement de la rationalisation ou encore instauration des délégués d'atelier) ont alors été minutieusement examinées²⁴. Elles furent l'occasion d'une réflexion portant sur les évolutions de l'économie et des rapports entre l'État et le capitalisme pendant le premier conflit mondial²⁵. Il s'agissait également d'explorer les nouvelles relations établies entre les puissances publiques et les syndicats désormais engagés dans la voie du réformisme. La politique originale développée par celui qui était alors ministre de l'Armement, appuyée sur de nombreuses commissions mixtes incluant entre autres les représentants syndicaux, était à cet égard une clé d'entrée particulièrement pertinente²⁶. Enfin, cette activité était partie intégrante de la mobilisation de l'économie pour les besoins de la guerre²⁷. Plus récemment, notamment à l'approche du Centenaire, ces approches portant sur l'arrière ont été renouvelées par l'étude des politiques publiques de gestion des mains-d'œuvre mobilisées dans l'effort économique de guerre²⁸. Au croisement de l'histoire sociale et de l'histoire politique, Madeleine Rebérioux et Patrick Fridenson avaient posé, dès 1974, les jalons d'une étude qui plaidait pour un plus large inventaire de l'héritage social et politique des expérimentations de ce « pivot du réformisme français²⁹ ».

Un troisième pôle s'ancre dans l'histoire politique qui a pour l'heure surtout raisonné dans un cadre national. Thomas prend sa place dans les travaux initiés à partir des années 1980 sur

²⁴ HENNEBICQUE Alain, « Albert Thomas et le régime des usines de guerre, 1915-1917 », in FRIDENSON Patrick (dir.), *1914-1918, l'autre front*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1977, p. 111-144. HARDACH Gerd, « La mobilisation industrielle en 1914-1918 : production, planification et idéologie », in *ibid.*, p. 81-109.

²⁵ KUISEL Richard, *Le capitalisme et l'État en France : modernisation et dirigisme au XX^e siècle*, trad. André Charpentier, Paris, Gallimard, 1984. GODFREY John F., *Capitalism at War: Industrial Policy and Bureaucracy in France, 1914-1918*, Leamington Spa, Berg, 1987. BOSTROM Alexander W., *The Establishment of the French War Machine in the First World War*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

²⁶ FINE Martin, *Toward Corporatism: the Movement for Capital-Labor Collaboration in France, 1914-1936*, thèse de l'Université du Wisconsin, 1971. FINE Martin, « Albert Thomas: A Reformer's Vision of Modernization, 1914-32 », *Journal of Contemporary History*, 1997, vol. 12, n° 3, p. 545-564. HORNE John N., *Labour at War: France and Britain, 1914-1918*, Oxford, Clarendon Press, 1991. Par l'étude du journal *L'Information ouvrière et sociale* créé par Albert Thomas et Charles Dulot, Pierre Zigmant étudie également la tentative d'établissement de liens entre ces élites intellectuelles, les cercles patronaux et syndicaux et ces mouvements de réforme sociale. ZIGMANT Pierre, « *L'Information ouvrière et sociale* » : 1918-1921, mémoire de l'Université Paris 1, sous la direction de Jacques Droz et Jean Maitron, 1972.

²⁷ PORTE Rémy, *La mobilisation industrielle, « premier front » de la Grande Guerre ?*, Paris, Soteca/14-18 Éditions, 2005.

²⁸ MACHU Laure, LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *Mains-d'œuvre en guerre : 1914-1918*, Paris, La Documentation Française, 2018.

²⁹ REBERIOUX Madeleine et FRIDENSON Patrick, « Albert Thomas, pivot du réformisme français », *Le Mouvement social*, 1974, n° 87, p. 87-97.

les élites de la III^e République. Il est l'un des chefs de file du « socialisme normalien³⁰ » étudié par Christophe Prochasson et l'un des historiens socialistes engagés dans l'aventure jaurésienne de rédaction d'une histoire socialiste de la Révolution française³¹. À la frontière d'une histoire culturelle et d'une socio-histoire des élites républicaines, ces études insèrent Thomas dans un milieu et un réseau³² ; elles éclairent les soubassements intellectuels de sa formation politique. Dans le prolongement de ces travaux, la trajectoire politique de Thomas a, plus récemment, été réévaluée à travers l'étude de la figure du « majoritaire de guerre », à rebours d'une légende noire construite à la fois par un discours militant et une historiographie encline à faire la part belle aux « gagnants de l'histoire », c'est-à-dire les minoritaires, toutes tendances confondues³³. Parallèlement, renouvelant l'histoire du « réformisme français », Emmanuel Jousse a contribué à réévaluer la place de ce courant dans le socialisme de la Belle Époque³⁴.

Plusieurs remarques méritent ici d'être faites. Comme le remarquait déjà Alya Aglan en 2006, à l'occasion d'une journée d'étude consacrée à Albert Thomas, malgré l'ampleur de ces recherches – qui se sont d'ailleurs multipliées depuis 2006 :

« L'historiographie existante sur Albert Thomas manque sans conteste d'une étude globale. Peut-être est-ce en raison des multiples facettes du personnage ou de la diversité de ses fonctions et prises de position. Les études existantes ont donc souvent décliné une facette du personnage ou abordé un aspect de ses engagements politiques ou sociaux³⁵ ».

³⁰ PROCHASSON Christophe, *Le socialisme normalien (1907-1914) : recherches et réflexions autour d'un groupe d'études socialistes et de l'école socialiste*, mémoire de maîtrise de l'Université Paris 1, sous la direction de Maurice Agulhon, 1981. PROCHASSON Christophe, « Jaurès, l'École socialiste et le socialisme normalien », *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, 1982, n° 84, p. 3-7., PROCHASSON Christophe, *Place et rôle des intellectuels dans le mouvement socialiste français (1900-1920)*, thèse de l'Université Paris 1, sous la direction de Madeleine Rebérioux, 1989.

³¹ WRIGHT Julian, *Socialism and the Experience of Time: Idealism and the Present in modern France*, Oxford/New York, Oxford University Press, 2017.

³² Sur cette question des réseaux, voir également le mémoire d'Emmanuelle Cohen qui s'appuie sur l'abondante correspondance passive de Thomas pour poser les jalons d'une étude de ses réseaux. COHEN Emmanuelle, *Albert Thomas : jeunesse, amitiés et formation politique (1897-1906)*, mémoire de l'Université Paris-Sorbonne, sous la direction de Jean-Marie Mayeur, 1993. De son côté, Chloé Letoulat intègre Thomas dans l'étude du personnel municipal de la mairie de Champigny-sur-Marne. LETOULAT Chloé, *La commune de Champigny-sur-Marne et son personnel de 1912 à 1947*, mémoire de l'Université Paris 1, sous la direction de Claude Pennetier et Antoine Prost, 1996.

³³ CHAMBARLHAC Vincent, « Les majoritaires de guerre dans l'après-coup d'un regard », Territoires contemporains, Centre Georges Chevrier (CGC), Université de Bourgogne, 2017, Histoire documentaire du communisme, http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/publications/Histoire_documentaire_communisme/Vincent_Chambarlhac.html

³⁴ JOUSSE Emmanuel, *Réviser le marxisme : d'Édouard Bernstein à Albert Thomas, 1894-1914*, Paris, L'Harmattan, 2007. JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés : les origines intellectuelles du réformisme en France, 1871-1917*, Paris, Fayard, 2017.

³⁵ AGLAN Alya, FEIERTAG Olivier, KEVONIAN Dzovinar, « Une première étape », *Les Cahiers Irice*, 2008, n° 2, p. 5-8.

De fait, l'historiographie a longtemps scindé les périodes de la vie et les facettes de l'engagement d'Albert Thomas : le militant socialiste, le député devenu ministre et enfin le fonctionnaire international. Ce dernier épisode est bien souvent présenté comme une page nouvelle, voire une autre histoire, comme si l'engagement socialiste s'arrêtait au moment où commence l'aventure genevoise. C'est ce que suggère Talbot Imlay lorsqu'il écrit que « l'éminent socialiste français Albert Thomas n'a accepté le poste que lorsqu'il était devenu clair qu'il n'avait aucun avenir dans la SFIO³⁶ ». Tout se passe comme si le « passage à Genève » comme l'intitule sobrement B.W. Schaper constituait une rupture nette dans une trajectoire jusque-là linéaire.

À l'occasion d'un mémoire de recherche consacré à « l'expérience Albert Thomas » durant la Première Guerre mondiale³⁷, nous avons nous-même succombé à cette scansion parfois artificielle. Nous concluons en effet au lancement d'une deuxième carrière avec l'accession au poste de directeur du Bureau international du Travail, qui nous paraissait valider, à l'échelle internationale, le « compromis social-démocrate » que Thomas n'avait pas réussi à tisser dans le cadre national. C'est en partie vrai, mais cela revient à nier l'interdépendance permanente des échelles nationale et internationale dans sa carrière politique et son engagement militant. Cette interconnexion des échelles de l'action politique constitue d'ailleurs l'un des fils rouges de notre présente réflexion.

Postuler l'existence d'une seconde carrière revient à considérer que Thomas, dès son départ pour Genève, se serait retiré de la vie politique socialiste française, ce que dément largement la consultation des archives. Cela revient aussi à souscrire à l'idée fallacieuse, que Thomas, en s'investissant dans les nouvelles instances de la paix, se serait repenti ses précédentes fonctions de ministre de l'Armement, producteur d'obus. Nous faisons donc l'hypothèse, au contraire, qu'il existe un continuum entre son ralliement à la « paix par le droit³⁸ » dont l'Union sacrée lui paraissait porteuse, ses fonctions ministérielles et son implication dans les nouvelles institutions nées de l'idéalisme wilsonien. Ce dernier engagement serait alors à la fois un avatar

³⁶ IMLAY Talbot, « Socialist Internationalism after 1914 », in CALVIN Patricia et SLUGA Glenda (dir.), *Internationalisms. A Twentieth-Century History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, p. 213-241.

³⁷ Dirigé par Gilles Vergnon, ce mémoire a fait l'objet d'une publication : BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, *Albert Thomas : le socialisme en guerre, 1914-1918*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

³⁸ GUIEU Jean-Michel, « Albert Thomas et la paix, du socialisme normalien à l'action internationale au BIT », *op. cit.* Sur l'engagement des Français au sein de la SDN voir GUIEU Jean-Michel, *Le rameau et le glaive : les militants français pour la Société des Nations*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2008.

de son combat pour la paix d'avant 1914 dont nous montrerons l'importance et la conséquence logique de son action pendant la guerre, comme a déjà pu le suggérer Bruno Cabanes³⁹.

Retracer la carrière politique du socialiste Albert Thomas revient donc, dans le cadre d'une période particulièrement mouvementée – une guerre mondiale suivie d'un nouvel ordre géopolitique et d'une crise économique internationale – à identifier et restituer les interférences entre les diverses facettes et fonctions publiques du personnage et l'évolution de sa famille politique et de la situation internationale. L'ambition, sans doute illusoire mais assurément motrice, est d'extraire une cohérence historique qui dépasse la simple carrière politique d'un seul homme en prise directe avec les contractions matricielles du XX^e siècle. Le pari, inhérent à cette thèse, que la démarche biographique peut aider à relever, est enfin de démêler et déchiffrer les enjeux nationaux et internationaux qui se sont noués derrière l'équation personnelle d'un historien-homme d'État désireux d'infléchir et d'écrire l'histoire.

Étant donné l'abondance des travaux existants, le risque était grand de s'enfermer dans une nouvelle synthèse, sans doute utile et même nécessaire, mais sans fil conducteur original ni valeur ajoutée scientifique. Or le parti pris biographique de cette thèse nous a plutôt incitée à rechercher dans ces travaux des repères structurants, susceptibles de guider notre cheminement biographique au milieu de champs historiographiques aujourd'hui solidement constitués. Alors que comme le note Michel Cointepas, biographe d'Arthur Fontaine, « la biographie demeure un ouvrage de la maturité tardive plutôt qu'un point de départ⁴⁰ », on pourra d'ailleurs s'étonner que des historiens plus chevronnés ne se soient pas lancés dans une telle entreprise. Qu'à cela ne tienne, il y avait donc un vide à combler, mais aussi un obstacle méthodologique à surmonter, celui de se lancer dans une thèse biographique.

Une biographie, quelle biographie ?

Le désintérêt – voire le mépris – longtemps suscité par la démarche biographique dans le champ académique est connu. Dans son célèbre article consacré à « l'illusion biographique⁴¹ », Pierre Bourdieu avait pointé le danger du genre : la proximité qui s'installerait nécessairement

³⁹ CABANES Bruno, *The Great War and the Origins of Humanitarianism: 1918-1924*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014, p. 73-132. CABANES Bruno, « 1920. "Si tu veux la paix, cultive la justice" », in BOUCHERON Patrick (dir.), *Histoire mondiale de la France*, Paris, Seuil, 2017, p. 587-590.

⁴⁰ COINTEPAS Michel, *Arthur Fontaine (1860-1931) : un réformateur, pacifiste et mécène au sommet de la Troisième République*, Rennes, Presse universitaires de Rennes, 2008, p. 10.

⁴¹ BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1986, n° 62-63, p. 69-72.

entre le biographe et le biographé dépasserait le pur champ intellectuel pour rejoindre celui de l'affect. Plus encore, il dénonce dans toute entreprise biographique l'illusion d'une quête téléologique du sens d'une vie :

« Le sujet et l'objet de la biographie (l'enquêteur et l'enquêté) ont en quelques sorte le même intérêt à accepter le postulat du sens de l'existence racontée (et, implicitement de toute existence). On est sans doute en droit de supposer que le récit autobiographique s'inspire toujours, au moins pour une part, du souci de donner du sens, de rendre raison, de dégager une logique à la fois rétrospective et prospective, une consistance et une constance, en rétablissant des relations intelligibles [...]»⁴².

L'écueil principal de la biographie serait donc de ne laisser aucune place aux hasards et aux contingences qui émaillent toute trajectoire de vie. Sans contester les objections légitimes de Pierre Bourdieu, il convient cependant d'en saisir les limites. Une telle proximité entre l'enquêteur et son objet, à l'origine potentielle de biais d'analyses, n'est-elle propre qu'à la biographie ? Par ailleurs, si la mise en garde de Pierre Bourdieu sur la quête illusoire de la linéarité est salvatrice pour tout biographe, nous serons d'accord avec François Dosse pour affirmer qu'elle ne doit pas pour autant se transformer en condamnation radicale de toute entreprise biographique⁴³.

Pour ce dernier, au contraire, la condamnation structuraliste de la pertinence même de la notion de sujet a largement été invalidée par les travaux ultérieurs qui, de Jean-Claude Passeron⁴⁴ à Olivier Schwartz⁴⁵, ont revalorisé l'intérêt de la démarche biographique à plusieurs titres⁴⁶. Si l'on suit encore François Dosse, le grand retour de la biographie est à dater du milieu des années 1980. Daniel Madelénat note dans le même temps une augmentation très forte – de 66 % – de la publication d'ouvrages d'histoire pouvant être classés dans la catégorie « biographies »⁴⁷. Les deux historiens soulignent par ailleurs que depuis la décennie précédente déjà, les historiens universitaires, même proches de l'école des *Annales*, avaient renoué avec ce genre honni. Pour Catherine Valenti, deux raisons principales expliquent ce changement de paradigme épistémologique : à une crise des modèles dominants en sciences humaines (le

⁴² *Ibid.*

⁴³ DOSSE François, *Le pari biographique. Écrire une vie*, Paris, La Découverte, 2005 (réédition 2011), p. 227-231.

⁴⁴ PASSERON Jean-Claude, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, 1990, vol. 31, n° 1, p. 3-22.

⁴⁵ SCHWARTZ Olivier, « Le baroque des biographies », *Cahiers de philosophie*, 1990, n° 10, p. 173-183.

⁴⁶ DOSSE François, *Le pari biographique, op. cit.*, p. 227-231.

⁴⁷ MADELENAT Daniel, « La biographie aujourd'hui », *Mesure*, Paris, José Corti, 1989, p. 48, cité in VALENTI Catherine, « La biographie historique en France : un essai d'historiographie », *Cercles, Revue d'histoire culturelle*, 2007, n° 10, p. 145-161.

structuralisme, le marxisme) se combine une revalorisation de l'étude de l'individu dans les sciences sociales en général, l'histoire étant touchée par cette évolution épistémologique forte. La remise en cause de la domination du paradigme marxiste a en effet conduit à remettre l'individu au cœur de toutes les réflexions. Cette tendance est concomitante de l'*Alltagsgeschichte* allemande ou de la *Microstoria* italienne qui prennent fait et cause pour une approche micro, centrée sur l'individu et le quotidien⁴⁸.

Nombreux sont donc les universitaires – historiens en particulier – qui se sont tout de même essayés à la biographie, la sortant donc de la catégorie de « handicapée de l'histoire⁴⁹ ». Force est d'ailleurs de constater son retour en force dans les trente dernières années comme démarche scientifique reconnue par les sciences sociales⁵⁰, mais également comme « genre historique⁵¹ » à part entière, tandis que la « fièvre éditoriale⁵² » biographique à destination du grand public ne s'est, quant à elle, jamais démentie. Depuis le magistral *Saint Louis* dans lequel Jacques le Goff se propose de « présenter une histoire “totale” de Saint Louis, successivement selon sa vie, selon les thèmes fondamentaux du roi en lui-même et en son temps ⁵³», le genre biographique a, en quelque sorte, retrouvé ses lettres de noblesse autour de l'idée que l'écriture naît « d'un problème plus que d'un homme⁵⁴ ».

C'est d'abord la question du réformisme, catégorie aux contours mal définis, insulte ou offense politique, mais aussi véritable courant politique, revendiqué par celui qui voulait en être le chef de file, qui nous a amenée à nous intéresser au parcours d'Albert Thomas. Par la suite, la démarche biographique nous est apparue à même de saisir sous un jour nouveau les questionnements historiographiques au sein de chacun des trois grands pôles présentés plus haut, mais aussi à leur intersection, encore peu prise en compte par les historiens. Elle offrait ainsi la possibilité de penser la place de Thomas dans la nébuleuse réformatrice du social et son rôle dans l'internationalisation de celle-ci depuis Genève, sans enjamber l'expérience ministérielle de guerre qui y contribue également. Elle permettait enfin de saisir, sur la durée d'une vie, la construction multiscalaire d'une carrière politique et le rôle de chaque échelle dans la définition de l'identité politique d'un individu.

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ FERRO Marc, « La biographie, cette handicapée de l'histoire », *Le Magazine littéraire*, avril 1989, p. 85-86.

⁵⁰ Pour un état des lieux récents de cette question, voir CARREZ Maurice, ROFFIDAL Émilie et RUIZ Caroline, « Introduction. Les Vies et l'Histoire : un état de la question », *Les Cahiers de Framespa. Nouveaux champs de l'histoire sociale*, 2021, n° 37.

⁵¹ PIKETTY Guillaume, « La biographie comme genre historique ? Étude de cas », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1999, n° 63, p. 119-126.

⁵² DOSSE François, *Le pari biographique*, *op. cit.*, p. 10.

⁵³ LE GOFF Jacques, *Saint Louis*, Paris, Gallimard, 1996, p. 24.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 887.

Par ailleurs, l'ambition totalisante, assumée par Jacques le Goff, n'est pas le moindre des dangers pour la rédaction d'une biographie, dans le temps relativement court d'une thèse. Face au vertige de la quête d'exhaustivité, il fallait savoir raison garder, et se concentrer sur les grands axes de notre recherche, forte des leçons méthodologiques tirées des biographies politiques – qui sont parfois aussi des thèses – toujours plus nombreuses depuis bientôt trois décennies.

Entrées dans ce que François Dosse appelle « l'âge herméneutique », ces entreprises sont souvent l'occasion ou le moyen de répondre à une problématique de recherche : Gilles Candar s'est penché sur le parcours de Jean Longuet pour interroger l'internationalisme de la SFIO du début du XX^e siècle⁵⁵. Anne-Laure Ollivier est revenue sur l'itinéraire de Gaston Defferre pour explorer la question du rapport au pouvoir d'un socialiste pris entre l'échelle municipale et l'échelle nationale⁵⁶. De son côté, Anne-Laure Anizan a exploré l'engagement d'un savant en politique sous la III^e République à travers l'itinéraire de Paul Painlevé⁵⁷. La liste serait longue, mais mentionnons ici un dernier exemple qui souligne à quel point la biographie politique a permis d'accroître des connaissances sur des pans longtemps délaissés de l'historiographie. Françoise Thébaud, en explorant le parcours de Marguerite Thibert, éclaire d'un jour nouveau l'histoire du pacifisme et du socialisme, l'histoire du féminisme et de l'engagement des femmes dans divers réseaux militants et enfin l'histoire du fonctionnement institutionnel de l'OIT *via* l'étude des carrières de ces femmes qui entrent dans l'institution⁵⁸. Plus qu'une « simple » biographie, l'historienne se propose de faire une « biographie impersonnelle », inspirée de la démarche autobiographique d'Annie Ernaux dans *Les Années*⁵⁹, mais aussi « collective », partant du constat qu'il est impossible de rendre compte des engagements de Marguerite Thibert sans explorer les divers cercles politiques et réseaux militants dans lesquels elle s'insère tout au long de sa vie.

Le lancement de la collection « nouvelles biographies historiques », dirigée par Vincent Duclert aux éditions Armand Colin, confirme la forte valeur heuristique désormais acquise par la biographie qui se mue alors en essai capable d'apporter un éclairage nouveau sur une époque

⁵⁵ CANDAR Gilles, *Jean Longuet (1876-1938) : un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007. L'ouvrage est tiré d'une thèse soutenue à l'Université Paris 8 en 1995 et dirigée par Madeleine Rebérioux.

⁵⁶ OLLIVIER Anne-Laure, *Gaston Defferre : un socialiste face au pouvoir, de Marseille à l'élection présidentielle de 1969*, thèse de l'École normale supérieure de Cachan, sous la direction d'Olivier Wieworka, 2011.

⁵⁷ ANIZAN Anne-Laure, *Paul Painlevé. Science et politique de la Belle Époque aux années trente*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

⁵⁸ THEBAUD Françoise, *Une traversée du siècle : Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, Paris, Belin, 2017.

⁵⁹ ERNAUX Annie, *Les Années*, Paris, Gallimard, 2008.

ou un problème historique. Les hommes politiques socialistes contemporains d'Albert Thomas y ont d'ailleurs une place de choix, à l'instar de Jules Guesde⁶⁰ ou encore Léon Blum⁶¹.

Ce sont ces démarches biographiques qui – toutes ensemble – ont inspiré notre travail de thèse. La densité de la correspondance passive (surtout pour la période 1897-1914) puis active (pour la période 1920-1932) permettait, dans le cas d'Albert Thomas, d'explorer sa pluri-appartenance militante, locale, nationale et internationale et sa participation à la construction transnationale de ces courants de pensée. Elle offre la possibilité de mesurer son activité à travers l'ampleur de ses réseaux et de replacer son parcours au croisement de divers courants d'action et de pensée (le socialisme, le syndicalisme, le courant réformateur et ses multiples avatars) qui l'avaient influencé et qu'il avait influencés en retour. Cette étude est ainsi l'occasion de croiser et d'incarner des personnalités jusque-là fantomatiques qui concourent au caractère « collectif » de son parcours de vie, rendant celui-ci appréhendable et objectivable par les sciences sociales. C'est le cas notamment de Pierre Renaudel, Marius Viple ou Mario Roques dont les fonctions identifiées éclairent des pans méconnus de l'action de Thomas durant la guerre ou à la direction du BIT. Aussi ce travail comprend-il des micro-biographies dans la biographie.

En miroir, Thomas a lui-même intégré les réseaux d'autres personnalités politiques *via* divers cercles politiques et culturels très actifs sous la III^e République, jouant le rôle de bras droit d'Alexandre Millerand ou encore de Jean Jaurès. Cherchant à éviter l'écueil propre à l'entreprise biographique, qui consiste à surévaluer – l'inverse, rarement évoqué, pouvant également se produire – le rôle d'un seul individu dans le cours des événements, nous avons eu à cœur de dresser des portraits croisés permettant d'éclairer la figure d'Albert Thomas à la lueur de ses contemporains. Il fallait ainsi mettre en lumière les duos – voire les duels – incarnés par Thomas et des personnalités comme Jules Guesde, Arthur Fontaine, Pierre Renaudel, Léon Blum, Alexandre Millerand, Léon Jouhaux ou encore Jean Jaurès.

Certains questionnements abordés ici sont également nés de la consultation de la documentation. Le silence des sources ou au contraire leur abondance orientent, empiriquement, les problématiques abordées par la recherche. Là encore, il a fallu contourner les écueils qui tiennent à la nature du matériau étudié mais aussi à la manière dont il nous est parvenu. En historiens-archivistes, Thomas et ses collaborateurs étaient animés du souci méticuleux – presque maniaque – de la conservation des traces de leur travail : c'est non

⁶⁰ DUCANGE Jean-Numa, *Jules Guesde : l'anti-Jaurès ?*, Malakoff, Armand Colin, 2017.

⁶¹ MONIER Frédéric, *Léon Blum. La morale et le pouvoir*, Paris, Armand Colin, 2016.

seulement une documentation très précieuse qui permet d'ouvrir la boîte noire du travail politique quotidien⁶², mais aussi un piège potentiel. D'une part, l'abondance archivistique peut se révéler labyrinthique au risque d'égarer l'historienne qui s'y aventure, sans du reste lui offrir l'assurance de couvrir certains points cruciaux. D'autre part, et même si les archives finissent toujours par exsuder des intentions inavouées, l'analyste peut se laisser abuser par une documentation destinée en partie à véhiculer une image positive de l'œuvre accomplie. Pour éviter cet écueil, nous avons cherché autant que possible à multiplier et à croiser les sources, pour faire entendre des voix discordantes, qui sont à l'origine de la légende dorée du père fondateur de l'OIT ou de la légende noire du « ministre des obus ». Il s'agissait d'expliquer les ressorts historiques de ces constructions mémorielles, sans nous prononcer sur leur validité politique.

Il faut dire ici que ses responsabilités à l'Armement puis à Genève, faisaient de Thomas un personnage particulièrement exposé. Or, certaines archives éclairent la réception de son action par l'opinion publique, qu'elle lui ait été favorable ou hostile. Le pli de conserver diverses coupures de presse relatives à ses apparitions publiques est d'ailleurs pris dès ses premières campagnes électorales en 1904 et ne se dément pas par la suite. Le fonds Albert Thomas aux Archives nationales donne, qui plus est, accès à des lettres écrites au ministre de l'Armement durant la Grande Guerre par des citoyens et citoyennes anonymes. D'autres pièces extraites de ce fonds dévoilent en outre un homme soucieux du contrôle de son image, n'hésitant pas à défendre son honneur bafoué par un article jugé trop critique ou irrévérencieux. La présente biographie – dont le propos, on l'aura compris, n'est pas de réhabiliter la carrière d'Albert Thomas – donnera ainsi toute sa place aux voix dissonantes, aux oppositions, aux controverses voire aux injures dont il a pu faire l'objet. Ces contre-éclairages rendront une épaisseur humaine au personnage, permettront de déceler la réception de son action et de questionner la mise en œuvre – consciente ou non – d'éventuelles formes de personnalisation du pouvoir.

⁶² DEMAZIERE Didier et LE LIDEC Patrick (dir.), *Les mondes du travail politique : les élus et leurs entourages*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

La question des sources

1. Le fonds Thomas aux Archives nationales

Les sources disponibles pour aborder l'histoire d'une trajectoire politique peuvent être à la fois limitées et infinies. Bien des historiens et historiennes ont été confrontés à l'absence *a priori* de sources privées, pouvant faire obstacle à l'aboutissement de leur entreprise biographique. Les nombreux biographes de Jaurès – mentionnons les derniers en date : Gilles Candar et Vincent Duclert – ont dû composer avec le paradoxal manque d'archives privées qui contraste avec l'abondance de textes publiés par et sur Jaurès⁶³. Catherine Rollet, biographe de Paul Strauss, a contourné l'absence de fonds privés par la reconstitution d'un corpus très divers qui lui a révélé « l'extraordinaire richesse de ces bribes d'identité livrées par les archives publiques⁶⁴ ». Cette réalité s'est dressée encore plus abruptement devant les historiennes qui se sont penchées sur des parcours de femmes : Michelle Perrot a ainsi cherché à reconstituer les pièces de « l'énigme⁶⁵ » que constitue la vie de la syndicaliste féministe Lucie Baud, tandis que Françoise Thébaud a dû partir sur les « traces⁶⁶ » archivistiques de Marguerite Thibert.

Il n'en fut pas de même pour notre enquête. Tout d'abord parce que les jalons du parcours de Thomas étaient déjà bien connus : outre la thèse déjà mentionnée de B.W. Schaper, de nombreuses notices biographiques contenaient de copieuses informations : mentionnons l'importante notice du dictionnaire Maitron rédigée par Justinien Raymond⁶⁷ ou encore celle qui se trouve sur Wikipédia.

Nous avons à disposition pour commencer notre recherche deux abondants fonds d'archives. Le fonds privé Albert Thomas aux Archives nationales, avec ses quelques 482 cartons, recelait un flot d'informations qu'il nous a fallu d'emblée canaliser en procédant par sondages empiriques. Son contenu peut être subdivisé en trois sous-ensembles importants : les archives du sous-secrétariat d'État à l'Artillerie puis ministère de l'Armement, la correspondance du directeur du BIT (qui fait en partie doublon avec celle conservée aux

⁶³ CANDAR Gilles et DUCLERT Vincent, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014, p. 10.

⁶⁴ ROLLET Catherine et DE LUCA BARBUSSE Virginie, *Dans l'ombre de la réforme sociale, 1852-1942*, Paris, INED Éditions, 2020 p. 22.

⁶⁵ PERROT Michelle, *Mélancolie ouvrière*, Paris, Grasset, 2012.

⁶⁶ THEBAUD Françoise, *Une traversée du siècle : Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, *op. cit.*

⁶⁷ <https://maitron.fr/spip.php?article73731>, notice THOMAS Albert [THOMAS Aristide, Albert] par Justinien Raymond, version mise en ligne le 31 août 2009, dernière modification le 16 avril 2020.

archives historiques de l'OIT à Genève) et enfin la correspondance et les documents de travail de Thomas comme militant socialiste puis député de la Seine.

Il faut ici souligner le statut original de ce fonds, qui fut l'un des premiers à intégrer la série des archives privées des Archives nationales, créée en 1949 (série AP)⁶⁸. Pourtant, une partie importante de ce fonds est en réalité constituée d'archives publiques provenant du sous-secrétariat d'État à l'Artillerie puis du ministère de l'Armement. Ces dossiers ont été déposés par les deux principaux collaborateurs de Thomas, François Simiand et Mario Roques. Une partie de ces cartons d'archives a été mobilisée pour étudier plus précisément l'action ministérielle de Thomas pendant la guerre, avec une attention particulière portée à l'organisation du cabinet, au Service ouvrier, aux innovations sociales et à la correspondance avec diverses personnalités et organisations syndicales. L'idée était d'explorer les contours d'une éventuelle politique ouvrière mise en œuvre par Thomas et ses services, tout en scrutant la composition de ceux-ci. Il s'est ainsi avéré que cette politique était au croisement de diverses influences (syndicales, intellectuelles et réformatrices) destinées à contrebalancer le caractère majoritairement militaire de l'Armement.

Ces archives « publiques » sont néanmoins émaillées de papiers qui se situent à la frontière souvent ténue de l'archive publique et de l'archive privée : des agendas, des notes personnelles plus ou moins fournies sur des questions précises, voire des échanges intimes avec la famille ou les amis, apparaissent ainsi au gré des consultations d'archives. Il faut souligner le caractère hétéroclite de la documentation présente dans ce vaste fonds, dont l'inventaire reste approximatif. Au début de nos recherches, nous ne disposions que de l'inventaire manuscrit de 1957, d'environ 150 pages. Au fil de notre thèse, celui-ci a fait l'objet d'une numérisation qui facilite les recherches sans néanmoins les guider avec précision. Qu'importe ! Ces aléas nous ont permis de dénicher ces pépites qui font les petites joies des historien-ne-s : il en va ainsi des quelques notes manuscrites – rares mais fort éclairantes – de Madeleine Thomas au détour d'un dossier intitulé « Divers⁶⁹ », d'une correspondance intime des époux – non inventoriée comme telle⁷⁰ – ou d'un dossier de correspondances avec Pierre Renaudel, également non inventorié⁷¹.

⁶⁸ L'inventaire se trouve en ligne :

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/rechercheconsultation/consultation/ir/pdfIR.action?irId=FRAN_IR_001874

⁶⁹ AN 94 AP 482.

⁷⁰ AN 94 AP 473.

⁷¹ AN 94 AP 385. La correspondance entre les deux hommes, qui porte sur la période 1920-1932 doit être complétée par celle de la période 1914-1920. AN 94 AP 413.

Un point important nous a également frappée tout au long de cette recherche : le soin apporté par Thomas et ses collaborateurs à la conservation de leurs archives sous toutes leurs formes. Cet instinct de conservation, si répandu chez les hommes d'État soucieux de leur postérité, se renforçait, chez lui, du fait d'une formation d'historien qui le portait à vouloir écrire son histoire dans l'Histoire en en contrôlant le récit et partant la mémoire. Tout se passe comme si cet espoir de mise en récit permettait à l'homme politique de donner une signification cohérente à son action, pourtant bien souvent dictée par les circonstances, et de la placer dans le fil rassurant d'une histoire orientée vers le progrès. Cette préoccupation rejoint celle du contrôle permanent de l'image publique qui anime Albert Thomas. Dès la préparation des premières campagnes électorales – municipales, départementales et parlementaires – et malgré le caractère « artisanal » de celles-ci en l'absence de l'appui d'une structure partisane forte, il se montre soucieux de rationaliser sa campagne, de contrôler son image publique et de connaître précisément les arguments de ses adversaires radicaux ou nationalistes pour mieux les contrer. Ces dossiers de campagne qui comportent également les affiches électorales – matériau rare en l'absence d'archives des divers partis socialistes de l'époque – nous ont permis d'explorer la figure d'un socialiste en campagne, soucieux de s'adresser à l'électorat modéré de sa circonscription, comme un Millerand à Passy quelques années avant lui.

2. Le fonds du cabinet Thomas aux archives historiques de l'OIT à Genève

Une partie importante de la documentation se trouve aux archives historiques de l'OIT à Genève. Nous avons consulté principalement la partie relative au cabinet d'Albert Thomas (ABIT CAT) – logiquement centrée sur l'activité d'Albert Thomas comme directeur du BIT entre 1919 et 1932, ainsi qu'une partie de la correspondance du BIT portant notamment sur les relations avec diverses organisations socialistes. Comme le souligne Remo Becci, responsable des archives historiques de l'OIT, ce fonds a été reclassé à partir des années 1950, en 11 sections distinctes que synthétise le tableau suivant (voir figure n° 1).

Figure n° 1. Présentation sommaire du fonds du cabinet Thomas aux archives de l’OIT⁷²

| | |
|------------|--|
| Section 1 | Les voyages d’Albert Thomas de 1920 à 1932 (140 visites dans 39 pays). |
| Section 2 | Les discours, conférences et allocutions de Thomas de 1919 |
| Section 3 | Les articles, brochures, préfaces et interviews parus sous la plume d’Albert Thomas de 1904 à 1932 |
| Section 4 | Le BIT comme institution, 1920-1932 (organisation du Bureau, notes aux collaborateurs, etc.) |
| Section 5 | Les relations et informations (nationales et internationales) de 1920 à 1932. |
| Section 6 | Les questions de politique internationale, économiques, financières et les questions sociales de 1918 à 1932 |
| Section 7 | Les dossiers de correspondance avec des personnalités de 1919 à 1932 (plus de 800 personnes) |
| Section 8 | Les affaires françaises et le parti socialiste de 1904 à 1932 |
| Section 9 | Les biographies et nécrologies d’Albert Thomas classées par pays |
| Section 10 | Dossiers divers |
| Section 11 | Travaux publics (1930-1932) |

Il faut y ajouter les dossiers du personnel (série ABIT P.), la documentation désormais numérisée sur le site labordoc.ilo.org, principalement les comptes rendus du Conseil d’Administration de l’OIT et les rapports du directeur présentés devant la Conférence internationale du Travail (CIT) qui se réunit annuellement depuis 1919. Toute cette documentation n’a pas pu être consultée en intégralité. Dans le cadre de notre problématique de recherche, nous nous sommes principalement penchée sur la correspondance de Thomas avec diverses personnalités socialistes, sur les dossiers des fonctionnaires socialistes du BIT et de ses collaborateurs socialistes, sur des documents de travail portant sur l’organisation du Bureau et les relations avec ses principaux collaborateurs. Les dossiers relatifs aux relations entre le BIT et les organisations socialistes, en particulier l’Internationale ouvrière socialiste, ont également été consultés pour nourrir notre travail.

La fermeture ininterrompue de ces archives de mars 2020 à septembre 2021 du fait de la crise sanitaire mondiale nous a empêchée de consulter une partie des fonds initialement prévue,

⁷² Tableau établi à partir de l’article de Remo Becci qui synthétise l’inventaire du fonds du cabinet Albert Thomas. BECCI Remo, « Le fonds Albert Thomas conservé aux Archives historiques de l’OIT », *Les Cahiers Irice*, 2008, n° 2, p. 17-21.

à l'instar de la section 9 (nécrologies et biographies d'Albert Thomas) qui aurait enrichi notre chapitre 10 en proposant une cartographie internationale des hommages rendus au défunt directeur en 1932, ou encore d'une partie de la documentation de la section 4 qui nous aurait permis d'affiner l'étude du fonctionnement interne du cabinet de Thomas abordé dans le chapitre 8. Pour replacer l'action de Thomas à la tête du BIT dans son environnement institutionnel international, la consultation des archives de la Société des Nations, conservées à l'ONU, aurait également été utile ; ces archives ont cependant été fermées également durant de longs mois.

3. Des fonds annexes

Au fil de ces explorations empiriques, nous avons dû constater les limites d'une partie de la documentation disponible dans ces fonds, ce qui nous a conduit à explorer d'autres archives éparpillées. Toute recherche qui traite de l'internationalisme socialiste a une chance de croiser les riches fonds de l'*International Institute of Social History* (IISH) d'Amsterdam. L'exploration des archives de l'Internationale ouvrière socialiste (IOS), en partie numérisée, a révélé les connexions existantes entre ses membres et les fonctionnaires de l'OIT⁷³, tout comme la consultation des textes, rapports et comptes rendus de l'IOS, consultables à Amsterdam⁷⁴. Des brochures préfacées par Albert Thomas⁷⁵, ainsi qu'une esquisse bibliographique des écrits de Thomas, écrite par le bibliothécaire du BIT André de Maday⁷⁶, sont également consultables sur place. La correspondance entre Albert Thomas et l'éditeur Marcel Rivière éclaire également l'histoire de *La Revue socialiste* et de sa lointaine héritière lancée en 1925, *La Nouvelle Revue socialiste*⁷⁷. Le fonds le plus intéressant pour notre travail est celui du premier biographe de Thomas, B.W. Schaper⁷⁸. Il comprend les échanges de l'historien avec Madeleine Thomas qui ont permis de reconstituer son activité auprès de son époux, ainsi que les échanges avec les

⁷³ Archives de l'IISH. International Labor and Socialist Archive.

⁷⁴ Archives de l'IISH. International Labor and Socialist Archive. Int 1054/34, Int 1054/5, Int 1051/22, Int 1062/8, Bro 3720/4, Int 1054/58 et Int 2056/21.

⁷⁵ Archives de l'IISH, ACCR/1303. ALBERT Mousset, *Le royaume serbe-croate-slovene. Son organisation, sa vie politique et ses institutions*, Paris, Brossard, 1926. Préface d'Albert Thomas. Bro 3641/12. TSERETELLI Irakly, *Séparation de la Transcaucasie et de la Russie et indépendance de la Géorgie, discours prononcé à la Diète transcaucasienne*, 1919. Préface d'Albert Thomas. US 350/14. WALLING William English, *Le mouvement ouvrier et la démocratie aux États-Unis*, 1930. Préface d'Albert Thomas.

⁷⁶ Archives de l'IISH, Bro 1282/7 fol. Essai d'une bibliographie de M. Albert Thomas, premier directeur du Bureau international du Travail, 1878-1932, Paris, Bureau international du Travail, 1936.

⁷⁷ Archives de l'IISH, ARCH01538. Archives Éditions Marcel Rivière (Paris). 528. Thomas Albert.

⁷⁸ Archives de l'IISH, ARCH01240. Fonds Bertus Willem Schaper.

membres de la Société des Amis d'Albert Thomas, utiles à la reconstitution du parcours de la mémoire de Thomas à travers le temps.

L'étude de ce dernier aspect a pu être utilement complétée par les archives de l'INA qui comprend des émissions réalisées à l'occasion du 50^e anniversaire de l'OIT en 1969 qui reviennent sur le parcours d'Albert Thomas par le recours aux témoignages de ses proches⁷⁹.

Les archives de l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS)⁸⁰, même si elles ne disposent pas à proprement parler d'archives de la SFIO pour la période qui nous occupe – *grosso modo* ses trente premières années d'existence – sont néanmoins pleines de ressources. Outre les mémoires et thèses intéressant l'histoire du socialisme qui y sont déposés, nous y avons consulté tout une série de brochures qui éclairent les positions des différents courants socialistes notamment durant la guerre. Le dossier de presse consacré à Albert Thomas et différents journaux et revues socialistes⁸¹ publiés entre 1945 et les années 1980 constituent autant de documentation utile à l'exploration de la mémoire du personnage, tout comme les pièces du fonds du militant socialiste René Hug (1889-1963) militant puis permanent du parti socialiste, relatives au « Souvenir d'Albert Thomas »⁸².

Les archives policières sont une ressource utile pour explorer l'activité d'un militant ou d'une organisation partisane ou syndicale. Outre le dossier de surveillance policière consacré à Thomas lui-même⁸³, d'autres dossiers de surveillance de personnalités ou d'organisations ont permis de replacer l'activité de Thomas – et sa réception – dans un contexte politique militant plus large⁸⁴. Ces archives ont été particulièrement mobilisées dans nos chapitres consacrés au positionnement politique d'un majoritaire de guerre dans le contexte socialiste troublé de la Première Guerre mondiale. Leur consultation a été complétée par celle des congrès de la SFIO⁸⁵, de la Deuxième internationale⁸⁶ puis de l'Internationale ouvrière socialiste⁸⁷.

⁷⁹ Archives de l'INA. ORTF. Émissions de radio du 21 mai et 16 juin 1969 pour le 50^e anniversaire de l'OIT.

⁸⁰ CEPEDE Frédéric, « L'Office universitaire de recherche socialiste (OURS), 45 ans d'histoire (et) d'archives socialistes », *Histoire@Politique*, 2014, vol. 3, n° 24, p. 163-179.

⁸¹ *La Revue socialiste, Le Vétéran socialiste, Le Populaire, Le Populaire Dimanche, L'Unité*.

⁸² Archives de l'OURS. 18 APO 6. Association « Le Souvenir d'Albert Thomas ».

⁸³ AN F7/16023². Dossier de surveillance policière d'Albert Thomas.

⁸⁴ AN F7/15957². Dossier de surveillance policière de Louis-Oscar Frossard qui comprend de nombreux rapports sur les réunions de la CAP de la SFIO à partir de 1918, AN F7/16001². Dossier de surveillance policière de Pierre Renaudel qui comprend notamment les comptes rendus des réunions des majoritaires puis des « Amis de la Vie socialiste ». AN F7/13074. Notes politiques sur la SFIO entre 1912 et 1915 et AN F7/13069. Congrès socialistes internationaux, 1896-1919.

⁸⁵ Ils sont pour la plupart consultables sur Gallica à partir de 1905.

⁸⁶ Pour un répertoire critique des rapports de congrès voir HAUPT Georges, *La Deuxième Internationale, 1889-1914, Étude critique des sources. Essai bibliographique*, Paris, Mouton, 1964.

⁸⁷ Ils sont consultables aux archives de l'IISH.

Nous avons en outre complété la correspondance passive par la consultation de la correspondance active de Thomas se trouvant dans d'autres fonds privés accessibles. C'est le cas de la correspondance avec les socialistes allemands Joseph Bloch⁸⁸, Édouard Bernstein⁸⁹, Georges Von Vollmar⁹⁰, conservée à l'IISH – et désormais numérisée – qui nous a permis non seulement d'explorer les réseaux socialistes allemands de Thomas, mais aussi de caractériser son rôle dans l'internationalisme socialiste d'avant-guerre. D'autres fonds privés ont complété nos incursions : le fonds Marcel Sembat⁹¹, le fonds Paul Painlevé⁹² ou encore le fonds Mario Roques⁹³. La correspondance entre ce dernier et Albert Thomas, complétée par celle du cabinet de Thomas avec le bureau de Paris dirigé par Mario Roques⁹⁴, a permis de saisir le rôle de cette antenne parisienne du BIT comme base-arrière pour un Thomas toujours à l'écoute de la vie politique française. Enfin, les fonds privés relatifs à Paul Mantoux⁹⁵ nous ont amenée à étudier les activités de ce proche collaborateur durant la guerre mais également au sein de la Société des Amis d'Albert Thomas. Le fonds Vincent Auriol aux Archives nationales comporte également quelques pièces sur ce sujet⁹⁶.

Par ailleurs, suivre les traces de l'activité politique polymorphe de Thomas nécessite de consulter des archives classiques pour une biographie politique, mais néanmoins nombreuses et incontournables. Le compte rendu des sessions parlementaires du *Journal officiel de la République française*, consulté entre 1910 à 1921, était nécessaire pour saisir l'activité du député Thomas. L'action municipale de Thomas se révèle *via* la lecture des procès-verbaux du conseil municipal de Champigny-sur-Marne intégralement conservés entre 1904 – moment où il devient conseiller municipal – et 1919, date de sa démission de son mandat de maire⁹⁷.

Parmi les sources imprimées, des journaux et revues ont été consultés, soit pour identifier les articles dont Thomas était l'auteur et étudier sa production intellectuelle, soit pour observer la manière dont sa politique était reçue dans l'opinion : *Notes critiques. Sciences sociales*⁹⁸,

⁸⁸ Archives de l'IISH. Sozialistische Monatshefte Archives 191. Ce dossier correspond une importante correspondance entre Albert Thomas et Joseph Bloch.

⁸⁹ Archives de l'IISH. Édouard Bernstein Papers. D700.

⁹⁰ Archives de l'ISSH. Papiers Von Vollmar, 2095.

⁹¹ AN 637 AP 173. Fonds Marcel Sembat.

⁹² AN 313 AP 221. Fonds Paul Painlevé.

⁹³ Archives de l'Institut de France. MS6161. Fonds Mario Roques. Correspondance avec Albert Thomas.

⁹⁴ ABIT CAT 5-35-5 (A), CAT 5-35-5 (B), C 22-2-1 et C 22-2-2.

⁹⁵ Le fonds Paul Mantoux à la Contemporaine et le fonds de son fils Jacques Mantoux aux Archives municipales de Champigny-sur-Marne (6Z).

⁹⁶ AN 552 AP 168. Correspondance de 1962 au sujet d'un projet avorté d'intersociété Léon Blum et Albert Thomas.

⁹⁷ Archives municipales de Champigny-sur-Marne. Registres de délibérations du conseil municipal, de 1904 à 1919.

⁹⁸ La collection est consultable sur microfilms à la Bibliothèque nationale de France (BnF).

*L'Humanité*⁹⁹, *Le Populaire*¹⁰⁰, *La Petite République*¹⁰¹, *La Revue syndicaliste*¹⁰², *La Revue socialiste*¹⁰³, *La Revue de l'Enseignement primaire et primaire supérieur*¹⁰⁴, *La vie socialiste*¹⁰⁵, *Le Bulletin communiste (organe du Comité pour la III^e Internationale)*¹⁰⁶, *Le cri des travailleurs (organe hebdomadaire de la Fédération d'unité socialiste du Tarn)*¹⁰⁷, *L'Information ouvrière et sociale*, *Le Bulletin des usines de guerre*.

Le choix de ces sources part du constat que pour réaliser une biographie « totale » d'Albert Thomas, il faudrait lire et maîtriser toutes les sources de l'histoire politique de la III^e République, toute la presse militante de gauche, toute l'histoire politique, sociale et économique de l'Europe, de la France et du monde sur plus d'un demi-siècle... tel ne peut être l'objectif d'une thèse qui s'est donc concentrée sur des grands axes de réflexion construits à partir de ce corpus.

Axes problématiques

Nous avons structuré notre développement autour d'un plan chronologique. Ce choix, certes classique, nous a semblé le plus commode pour déployer un récit cohérent qui s'articule autour de quatre grands axes thématiques.

1. Un social-démocrate réformiste

Nous inscrivons résolument l'histoire du parcours d'Albert Thomas dans celle plus générale du socialisme, entendu à la fois comme courant de pensée, et pris dans ses différentes structures organisationnelles, locales, nationales et internationales. Un détour par cette formule du social-démocrate suédois Per-Albin Hansson permet d'éclairer cette notion : « Le socialisme est un escalier qu'il faut gravir marche par marche : on commence par des mesures sociales, on finit par des mesures socialistes¹⁰⁸ ». Nul doute que Thomas, décédé l'année où ce dernier est devenu

⁹⁹ La collection est désormais intégralement numérisée sur Gallica.

¹⁰⁰ La collection se trouve aux archives de l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS).

¹⁰¹ La collection est consultable numériquement à la BnF.

¹⁰² La collection est numérisée sur Gallica.

¹⁰³ *Idem*.

¹⁰⁴ La collection est consultable numériquement sur le site de la Bibliothèque Diderot de Lyon.

¹⁰⁵ La collection est consultable à la BnF.

¹⁰⁶ La collection est numérisée sur Gallica.

¹⁰⁷ *Idem*.

¹⁰⁸ VERGNON Gilles, *Le « modèle » suédois. Les gauches françaises et l'impossible social-démocratie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, p. 30.

premier ministre, aurait souscrit à cette définition qui valorise le caractère gradualiste de l'avènement souhaité du socialisme. « Pivot du réformisme français¹⁰⁹ » « expert¹¹⁰ », « ministre technicien¹¹¹ », « technocrate¹¹² », l'historiographie a eu recours à bien des épithètes pour qualifier Albert Thomas. Sans les contester, nous choisissons d'en mettre une en exergue comme point de départ de notre propos : « social-démocrate ». C'est l'historien Patrick Fridenson qui l'emploie pour qualifier le projet politique dont Albert Thomas aurait été porteur, au détour d'une préface. Sans être explicitée en détail, l'expression est plutôt une invite à poursuivre la réflexion :

« Ce social-démocrate à la tête d'une organisation internationale dont bon nombre de membres sont loin de partager ses vues mériterait [...] une biographie fondée sur des archives qui montre que sa reconversion dans l'international a permis la création de compétences spécifiques et laissé des traces durables¹¹³ ».

Si l'on suit la définition donnée par l'historien Michel Winock, la social-démocratie recouvre et implique une triple intégration : l'intégration entre le socialisme et le syndicalisme, l'intégration dans un système complexe de contre-société lui offrant des services et institutions qui lui sont spécifiquement réservés, l'intégration de fait du mouvement socialiste à la démocratie parlementaire¹¹⁴. Emmanuel Jousse fait du parcours d'Albert Thomas l'exemple de « l'échec d'une social-démocratie à la française¹¹⁵ », qui s'achèverait en 1914 avec l'entrée dans la Grande Guerre. Pour notre part, nous tenterons de réévaluer ce projet politique en y intégrant la politique menée à Genève par le directeur du BIT, qui lui permet au contraire d'internationaliser ce projet politique social-démocrate, en le connectant à la vie politique française par d'autres voies ou moyens.

Ce premier axe comprend dès lors une autre dimension, celle liée à l'histoire du réformisme qui a connu de forts renouvellements, propices à la redécouverte d'une expérience politique – notamment ministérielle – qui a longtemps souffert de la « mauvaise conscience du

¹⁰⁹ REBERIOUX Madeleine et FRIDENSON Patrick, « Albert Thomas, pivot du réformisme français », *op. cit.*

¹¹⁰ JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés : les origines intellectuelles du réformisme en France, 1871-1917*, *op. cit.*

¹¹¹ FRIDENSON Patrick, « Albert Thomas et Louis Loucheur : organiser et rallier les producteurs », *op. cit.*

¹¹² LAZAROVICI Florent, « L'organisation du ministère de l'Armement sous Albert Thomas : une expérience socialiste ou technocratique ? » in DUCOULOMBIER Romain (dir.), *Les socialistes dans l'Europe en guerre. Réseaux, parcours, expérience, 1914-1918*, Paris, L'Harmattan, 2010, p. 55-71.

¹¹³ CAYET Thomas, *Rationaliser le travail, organiser la production : le Bureau international du Travail et la modernisation économique durant l'entre-deux-guerres*, *op. cit.*, préface de Patrick Fridenson, p. V.

¹¹⁴ WINOCK Michel, *Le socialisme en France et en Europe, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 2018 [1^{ère} édition : 1992], p. 107-128.

¹¹⁵ JOUSSE Emmanuel, « Albert Thomas et l'échec d'une social-démocratie à la française (1899-1914) », *L'ENA hors les murs. Magazine des anciens élèves de l'ENA*, 2008, n° 381, p. 23-25.

réformisme¹¹⁶ ». La prégnance de l'étude des mouvements sociaux et du parti communiste, qui se réclame d'un héritage révolutionnaire, a longtemps fait écran à l'étude des figures plus modérées ou qui se revendiquaient plus « réformistes », d'Alexandre Millerand¹¹⁷ à Aristide Briand¹¹⁸. Le parcours de Thomas repose la vieille question de la participation au pouvoir des socialistes, celle du diptyque irréductible entre « réforme et révolution », entre « évolution et révolution », comme il interroge le lien entre socialisme et régime républicain. Longtemps, l'histoire du réformisme a été marquée par une forte suspicion ; dès les années 1970, Jacques Julliard avait mis en avant le fait que « tout se passe comme si les chercheurs ne pardonnaient pas [aux réformistes] de leur gêner la classe ouvrière¹¹⁹ ». En 1984, Daniel Lindenberg avait lui aussi souligné la macule indélébile qui recouvrait en France le terme de « réformisme » :

« “Réformisme”. Le terme reste suspect dans notre culture politique, désignant plus une perversion des mouvements sociaux, une maladie de l'entendement révolutionnaire pour les uns, une pusillanimité congénitale pour les autres, qu'un courant de pensée digne d'examen. Du moins reconnaît-on son existence, ne serait-ce que pour la déplorer et mettre ainsi la “social-démocratie” à sa peu flatteuse place parmi les formes dégénérées de gouvernement, aux côtés du despotisme, de l'oligarchie, etc.¹²⁰ »

En lui donnant des « marques de considérations historiographiques », leurs analyses ont invité à porter de « nouveaux regards¹²¹ » sur le réformisme. Une série de thèses soutenues dans les années 1980 et 1990 donnera à cette redécouverte l'ampleur d'un véritable renouveau. L'histoire intellectuelle s'est ainsi emparée du socialisme libéral des réformistes de la Belle Époque comme d'une véritable doctrine¹²², tandis que l'histoire sociale a mis au jour la

¹¹⁶ BUTON Philippe, « La gauche et la prise du pouvoir », in BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France*, t. II, Paris, La Découverte, 2004, p. 568.

¹¹⁷ DERFLER Leslie, *Alexandre Millerand: the Socialist Years*, La Haye/Paris, Mouton, 1977. La récente biographie que Jean-Louis Rizzo consacre à Alexandre Millerand contribue à réévaluer son parcours politique dans son ensemble : RIZZO Jean-Louis, *Alexandre Millerand : socialiste discuté, ministre discuté et président déchu, 1859-1943*, Paris, L'Harmattan, 2013.

¹¹⁸ WRIGHT Julian, « Aristide Briand et les problèmes d'un socialiste indépendant », in BARIETY Jacques (dir.), *Aristide Briand, la Société des Nations et l'Europe (1919-1932)*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2007, p. 440-447.

¹¹⁹ JULLIARD Jacques, « Diversité des réformismes », *Le Mouvement social*, 1974, n° 87, p. 3-7.

¹²⁰ LINDENBERG Daniel, « Réformisme et révisionnisme en France de 1890 à 1914 », in DREYFUS François-Georges, *Réformisme et révisionnisme dans les socialismes allemand, autrichien et français*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1984, p. 149.

¹²¹ PROCHASSON Christophe, « Nouveaux regards sur le réformisme », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2012/1, n° 3, p. 5-20.

¹²² PROCHASSON Christophe, *Place et rôle des intellectuels dans le mouvement socialiste français (1900-1920)*, *op. cit.*

contribution de la politique initiée par Alexandre Millerand à un plus vaste projet de démocratie industrielle¹²³ et d'ingénierie sociale¹²⁴.

Parmi les études les plus récentes, il revient à Emmanuel Jousse¹²⁵ d'avoir donné sa pleine cohérence intellectuelle à ce courant du socialisme français, le faisant du même coup sortir du champ de la « catégorie incertaine¹²⁶ ». S'appuyant sur ces travaux, nous avons cherché à reconstituer la spécificité du réformisme d'Albert Thomas – ou au contraire sa proximité avec d'autres courants de pensée de son temps – afin de l'inscrire dans l'histoire du socialisme tant au plan national qu'international. Le socialisme de Thomas apparaît ainsi très dépendant du cadre politique dans lequel il évolue, celui d'une III^e République parlementaire, perçue comme la démocratie la plus avancée d'Europe. C'est ce qui fait l'originalité du socialisme jaurésien de la synthèse dont Thomas est loin d'être le seul héritier : l'imbrication entre le projet socialiste et le projet républicain. Albert Thomas pousse loin cette logique, notamment lorsqu'il est à la tête du ministère de l'Armement pendant la Première Guerre mondiale. L'intégration, parfois contrainte, des mondes ouvriers à l'effort de guerre à l'avant comme à l'arrière passe aussi par une volonté d'impliquer les directions syndicales aux politiques de main-d'œuvre du ministère de l'Armement et une forte convergence – mais pas toujours totale – avec les vues de Léon Jouhaux qui porte cette « politique de la présence ». À bien des égards, il continue, depuis Genève, si ce n'est à porter lui-même, du moins à encourager l'approfondissement d'une voie social-démocrate française ayant pour mission de réaliser intégralement cette fusion entre le socialisme, le mouvement ouvrier et la République qu'il avait tenté de réaliser pendant la guerre, dans le droit fil de la synthèse jaurésienne. Divers épisodes politiques des années 1920 dans lesquels Thomas s'investit en coulisse l'illustrent, comme la création du Conseil national économique en 1925 ou du Comité national des loisirs en 1929. Cette action ne se fait pas forcément sur le devant de la scène politique, mais *via* l'activation de réseaux intellectuels, politiques, syndicaux, voire patronaux, qui s'articulent autour de Thomas et de l'axe Paris-Genève.

¹²³ VIET Vincent, *Les voltigeurs de la République : l'Inspection du travail en France jusqu'en 1914*, Paris, CNRS Éditions, 1994, vol. 1 et 2.

¹²⁴ LESPINET-MORET Isabelle, *Théories et pratiques de la réforme sociale : l'Office du travail, 1891-1914*, thèse de l'Université Paris 10 Nanterre, sous la direction d'Alain Plessis, 1997. LESPINET-MORET Isabelle « L'expérience Millerand. Théories et pratiques d'un État réformateur », *Jean Jaurès. Cahiers trimestriels*, 1998, n° 150, p. 195-201. LESPINET-MORET Isabelle, *L'Office du travail, 1891-1914 : la République et la réforme sociale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

¹²⁵ JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés : les origines intellectuelles du réformisme en France, 1871-1917*, *op. cit.*

¹²⁶ HOHL Thierry « “Quel plat réformisme !” Étude sur une catégorie incertaine », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 2008, n° 103, p. 41-54.

Il s'agissait dans le même esprit de réévaluer des pans de l'activité intellectuelle de Thomas – à commencer par sa double et concomitante production d'historien et de journaliste-enquêteur – longtemps laissée de côté par les historiens alors qu'ils permettent de donner de l'épaisseur à une trajectoire politique qui, malgré sa cohérence apparente, n'en est pas moins marquée par des hésitations, des doutes, bref des contradictions qui font tout son intérêt. L'étude de l'itinéraire politique de Thomas qui le mène du Parti socialiste français au courant réformiste de la SFIO puis aux marges de la « vieille maison » après le congrès de Tours permet ainsi de sortir du seul cas individuel pour éclairer l'histoire de structures et d'appareils partisans. Elle éclaire aussi bien les choix politiques de la SFIC que les contradictions d'une SFIO en mal de clarification doctrinale. D'où l'intérêt de questionner et d'explicitier, dans la mesure du possible, les positionnements politiques d'Albert Thomas, si éclairants pour la compréhension d'un courant, d'une organisation politique et, plus généralement, de l'histoire en devenir du socialisme.

2. Entrer dans la boîte noire du travail politique

Le deuxième axe de cette étude est une attention particulière portée au travail quotidien et aux différentes échelles de l'action politique. Cette enquête nous a ainsi conduite à réévaluer la place et le rôle de certains épisodes de la vie politique de Thomas jusque-là ignorés ou minorés par l'historiographie, à commencer par ses fonctions de conseiller municipal puis de maire de Champigny-sur-Marne. Elles constituent un apprentissage du fonctionnement des institutions républicaines, un espace de négociation obligé avec les forces politiques « bourgeoises » qui peuplent le millefeuille administratif de la gestion locale. Le dialogue nécessaire avec ces élus aux étiquettes diverses et avec les acteurs économiques ou religieux de cet espace politique est aussi celui de la gestion des affaires quotidiennes. Cette expérience constitue un premier laboratoire à ne pas négliger pour comprendre l'intégration réussie de Thomas dans le personnel ministériel de l'Union sacrée. En occupant des fonctions aussi diverses que maire, ministre puis fonctionnaire international d'une organisation d'un type nouveau, Thomas fait circuler avec lui des pratiques, tout autant qu'un personnel politique au sein de cette « nébuleuse réformatrice¹²⁷ » du social. Nous avons ainsi cherché à affiner l'inscription de Thomas dans cette nébuleuse, tant à l'échelle nationale qu'internationale, et l'étude de son rôle dans la

¹²⁷ TOPALOV Christian (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1999.

structuration de réseaux à la frontière entre syndicalisme, socialisme et haute fonction publique. Les nombreuses commissions mixtes que Thomas met en place dans les services de l'Armement reflètent cette diversité et son rôle dans la constitution de ce qu'il nomme lui-même un « tiers-parti » chargé de faire converger, souvent sous l'égide de l'État, deux classes aux intérêts antagonistes. Ces instances permettent de faire dialoguer ensemble des groupes qui n'avaient pas forcément l'habitude de le faire jusque-là, reprenant une tradition amorcée sous Millerand, puis perpétuée et internationalisée à Genève.

Le parcours de Thomas permet justement de réconcilier deux pôles historiographiques qui n'ont pas toujours dialogué ensemble : sa trajectoire incarne à la fois le réformisme comme doctrine de pensée et la politique réformatrice comme principe d'action. Autrement dit, il s'agissait, par cette thèse, de faire tenir ensemble la pensée et l'action qu'une séparation artificielle empêchait de saisir dans sa complexité et sa richesse. Une attention portée à l'action politique quotidienne éclaire à la fois l'histoire des sciences sociales, alors en constitution à cette époque, l'histoire des pratiques au sein d'institutions politiques en France et à Genève, mais révèle aussi l'activité politique de divers cercles qui accompagnent Thomas ou dans lesquels celui-ci s'insère. Quantité de notes, de lettres, de rapports, de coupures de presse sont consultés – et sans doute compulsés – par Thomas et ses collaborateurs en vue de l'action. Ce sont la variété et l'importance de ces sources qui ont suscité l'envie d'explorer ce que nous pourrions appeler la boîte noire du travail politique quotidien, qui peut prendre également la forme d'un travail intellectuel qu'il est possible de reconstituer¹²⁸. Ainsi pour la question des chemins de fer et des projets de nationalisations proposés par Thomas à la Chambre des députés, nous avons pu croiser cette documentation avec les interventions de Thomas à la tribune pour saisir ses influences de pensées – au carrefour entre socialisme de la régie et économie libérale – mais aussi identifier un mode de préparation des interventions publiques, dressant davantage le profil d'un homme de dossiers, soucieux d'une préparation scrupuleuse et documentée, que d'un tribun à l'aise dans l'improvisation. L'homme politique construit son action en référence constante au travail passé. De nombreuses notes se trouvant dans les archives de son cabinet à Genève se réfèrent à de la documentation accumulée par le passé, montrant également le souci d'affirmer une cohérence de l'action sur la longue durée. L'analyse des divers cercles d'études politiques et sociales dans lesquels Thomas s'insère ou qu'il forme autour de lui révèle

¹²⁸ PROCHASSON Christophe, « Les arcanes du travail intellectuel », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2018, n° 36, p. 7-13.

également la prégnance d'une action dans l'ombre propre aux réformateurs sociaux, engagés dans l'action publique, et soucieux de science.

Cette réflexion sur l'action politique en responsabilité permet également d'affiner le style politique d'un homme qui pratique une forte centralisation et s'accommode d'une certaine personnalisation du pouvoir. Ceci est particulièrement prégnant à l'OIT où tout se passe comme si Thomas incarnait le BIT, et partant l'OIT, alors qu'il est censé n'être que le directeur de son secrétariat. Cette implication personnelle forte, qui rompt avec un style diplomatique plus feutré, est à l'origine d'une diplomatie du travail qui valorise l'établissement de relations interpersonnelles pour faire connaître l'OIT et promouvoir la ratification de ses conventions. Souvent présentée comme l'outil nécessaire de légitimation d'une organisation d'un genre nouveau qui peine à s'imposer dans l'ordre international de l'après-guerre, cette diplomatie directe peut également être sources de difficultés pour l'Organisation elle-même. Son étude renseigne également sur les catégories de pensée et d'action d'un directeur marqué par un projet de démocratie industrielle et sociale, parfois difficile à greffer sur des modèles politiques radicalement différents.

3. De Champigny à Genève : une carrière et une identité politiques à différentes échelles

Le troisième axe porte sur la construction d'une identité politique dans le temps et l'espace : connu pour sa modération voire son réformisme, placé à la marge de la SFIO au moment du Congrès de Tours, Thomas ne quitte jamais le parti même s'il est éloigné des responsabilités : pourquoi avoir choisi cette famille politique et comment expliquer cette fidélité dans la durée ? Cette problématique sous-jacente à l'histoire sociale du politique peut être explorée par une approche prosopographique¹²⁹ ou biographique. Nous montrerons que ce processus est le résultat d'une sensibilité sociale mais aussi le fruit d'une socialisation précoce à l'ENS, bastion républicain, dreyfusard et socialiste. Malgré les heurts avec cette famille politique, Thomas ne la quitte jamais et affirme au contraire contre vents et marées une cohérence à toute épreuve. L'histoire de Thomas est aussi celle de ces socialistes qui gravitent autour de lui, notamment à l'OIT, à l'instar de son chef de cabinet Marius Viple. Nous chercherons ainsi à explorer le sens pour ces hommes de l'engagement à Genève aux côtés de Thomas, entre contournement d'une

¹²⁹ Pour un exemple d'une telle approche appliquée aux parlementaires socialistes, voir CASTAGNEZ Noëlline, *Socialistes en République : les parlementaires SFIO de la IV^e République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, en particulier le chapitre 4.

relative marginalisation politique dans la SFIO de l'époque et quête d'un nouvel internationalisme. Le parcours de Thomas s'inscrit dans des réseaux et des courants qui sont résolument internationaux et ce dès le début de son engagement politique. À la tête d'une organisation internationale qui se construit comme une réponse au mot d'ordre révolutionnaire mondial professé par la Russie bolchévique, Thomas est au croisement de divers internationalismes, notamment socialiste et libéral. L'étude croisée et inédite des archives de l'OIT et de celles de l'Internationale ouvrière socialiste, héritière de la Deuxième Internationale, souligne l'ampleur de ces circulations et de ces processus d'internationalisation qui se déploient depuis et autour du BIT¹³⁰. La focale particulière que nous porterons sur les circulations d'hommes et d'idées autour d'un axe Genève-Paris, à partir des réseaux de Thomas, s'inscrit également dans les nouveaux champs ouverts par l'histoire globale¹³¹, mettant en lumière les « dynamiques de l'internationalisation¹³² », entre échelle nationale et échelle transnationale.

Ainsi, si Thomas a forgé son expérience dans les coulisses des congrès de la Deuxième Internationale dès le début de son engagement politique, il se trouve au croisement de traditions anciennes et nouvelles qui continuent de pivoter autour de lui à Genève. Alors que la participation à l'Union sacrée a souvent été décrite comme le choix d'un « socialisme national », l'étude des voyages de Thomas – notamment en Russie – et des circulations politiques avec les pays alliés permet au contraire de ré-internationaliser une expérience de guerre, prélude à l'organisation de la paix sociale à l'échelle du monde initiée à Genève.

Thomas continue alors à s'impliquer dans les instances de l'Alliance coopérative internationale (ACI), mais sait aussi cultiver ses réseaux avec les instances dirigeantes de l'IOS, et celles de la Fédération syndicale internationale (FSI). Le BIT devient ainsi la petite lueur helvète de socialistes en quête d'action internationale au service de l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs et soucieux de la préservation de la paix en Europe. La singularité du parcours de Thomas, « ce pacifiste qui devient producteur d'armes¹³³ » qui fait, sans ciller, le choix de l'Union sacrée en 1914, puis prend la tête en 1915 d'un service stratégique au sein de cette guerre industrielle, empêche toute lecture naïve de cette

¹³⁰ KOTT Sandrine, « Les organisations internationales, terrains d'étude de la globalisation. Jalons pour une approche socio-historique », *op. cit.*

¹³¹ DOUKI Caroline et MINARD Philippe, « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2007, vol. 5, n° 54-4bis, p. 7-21.

¹³² KOTT Sandrine, « Dynamiques de l'internationalisation : l'Allemagne et l'Organisation internationale du travail (1919-1940) », *Critique internationale*, 2011, n° 52, p. 69-84.

¹³³ AN 94 AP 360. « Pacifist becomes producer of guns », *Times*, 30 novembre 1915.

ouverture d’horizon international. Dans la lignée des travaux récents de Jean-Numa Ducange¹³⁴ et Éliisa Marcobelli¹³⁵, l’exploration du parcours de Thomas ajoute à la compréhension des tensions complexes entre nation et internationalisme dans les socialismes européens d’avant 1914. L’apparente cohérence doctrinale de Thomas (le soutien au ministérialisme mènerait naturellement à la participation au gouvernement d’Union sacrée) ne doit pas cacher la rupture forte que constitue ce ralliement pour Thomas, comme pour l’essentiel des socialistes de son temps.

4. Le poids de l’histoire

Un quatrième axe de réflexion a émergé au long de l’élaboration de cette thèse ; il s’agit du rapport au temps, aux archives et à la mémoire. La formation de Thomas comme historien et son identité politique de socialiste conditionnent un rapport particulier au temps, qui transparaît dans sa manière d’aborder les problèmes politiques et d’organiser la sélection, l’ordonnance et la conservation de ses archives. Julian Wright note à juste titre que « la biographie semble être un mode d’enquête particulièrement approprié, lorsque la préoccupation centrale de notre étude est de comprendre la lutte, dans la culture et la société modernes, entre la vie dans le présent et le regard porté vers l’avenir¹³⁶ ». Le poids de l’histoire pèse diversement sur la formation et la carrière politique de Thomas. Lucien Febvre dit de son camarade – arrivé cacique, juste devant lui à l’agrégation en 1902 – qu’il « eût été un remarquable historien¹³⁷ ». Encore en 1928, alors qu’il s’est détourné depuis déjà fort longtemps de la production d’écrits historiques, le futur créateur des *Annales* note que Thomas « marque toujours, [...] tient à marquer ses origines historiennes¹³⁸ ». Nous verrons que Thomas est en fait le passeur entre ces « socialismes de l’expérimentation¹³⁹ », ceux de 1848 et le socialisme soucieux de démocratie industrielle en cours de rénovation au début de XX^e siècle. Comme de nombreux intellectuels de son temps, il projette également son action politique dans la continuité d’une histoire entamée sous la Révolution française. Historien de Gracchus Babeuf, il voit en ce lointain pionnier le premier

¹³⁴ DUCANGE Jean-Numa, *Quand la gauche pensait la nation. Nationalités et socialismes à la Belle Époque*, Paris, Fayard, 2021.

¹³⁵ MARCOBELLI Elisa, *L’internationalisme à l’épreuve des crises : la II^e Internationale et les socialistes français, allemands et italiens, 1889-1915*, Arbre bleu, Nancy, 2019.

¹³⁶ WRIGHT Julian, *Socialism and the Experience of Time*, *op. cit.*, p. 30.

¹³⁷ Lettre de Lucien Febvre à Georges Espinas du 27 janvier 1936, citée *in ibid.*, tome 2, p. 515.

¹³⁸ Lettre de Lucien Febvre à Marc Bloch du 23 septembre 1928, citée *in* BLOCH Marc et FEBVRE Lucien, *Correspondance*, tome 1, Paris, Fayard, 2003, p. 76.

¹³⁹ MORET Frédéric, *Les socialistes et la ville : Grande-Bretagne, France, 1820-1850*, Fontenay-aux-Roses, ENS Éditions, 1999, p. 267-268.

réformiste de France, habile manière de capter un héritage révolutionnaire et de se placer dans une glorieuse tradition finement recomposée. Cet historien, soucieux de donner à ses successeurs les pièces d'un puzzle à reconstituer, a donc laissé derrière lui une masse d'archives à même de nourrir la perpétuation de sa mémoire.

Il s'agit pour finir de révéler les éléments constitutifs du « pacte biographique¹⁴⁰ » que nous scellons avec les lectrices et lecteurs. Ils expliquent la mobilisation de plusieurs modalités d'usages de la biographie et de différents degrés d'écriture. Notre démarche ne suit pas une ligne constante ; chaque partie épouse l'une des modalités possibles qu'offre cette démarche que les sciences sociales ont adopté avec réticences. Suivant les analyses de Vincent Viet, il est possible de considérer qu'il existe « deux façons de rédiger une biographie à contenu didactique¹⁴¹ ». La première consiste à suivre pas à pas, ou étape après étape, le parcours d'un personnage en le replaçant dans le contexte socio-économique, politique et culturel dans lequel il évolue. La deuxième « confère au personnage central une portée métaphorique, susceptible de nourrir une thèse ou d'éclairer, lorsqu'il s'agit d'un réformateur social, une politique sociale ou un pan de l'action publique ou privée¹⁴² ».

Cette première approche classique se justifie d'autant plus que le parcours précis du personnage étudié est peu connu. C'est de cette démarche que relève la première partie de notre étude consacrée à la formation de Thomas (chapitre 1) ainsi qu'à son parcours dans le socialisme français et international et dans la vie politique jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale (chapitres 2 et 3).

Nous avons ensuite cherché à construire notre entreprise biographique comme une sorte de synecdoque. Ainsi, dans l'écriture de la deuxième partie de cette thèse, le destin individuel s'efface devant la politique publique que Thomas incarne (chapitre 4) et plus généralement à « l'expérience¹⁴³ » qu'il incarne emblématiquement dans la mémoire et l'histoire socialiste (chapitres 5, 6 et 7).

La troisième partie de la thèse explorera le parcours de Thomas à la tête du BIT, non pour retracer l'intégralité de la politique sociale internationale alors mise en œuvre, mais pour

¹⁴⁰ CARREZ Maurice, ROFFIDAL Émilie et RUIZ Caroline, « Introduction. Les Vies et l'Histoire : un état de la question », *op. cit.*

¹⁴¹ VIET Vincent, Expertise de l'ouvrage de Catherine Rollet, *Dans l'ombre de la réforme sociale, Paul Strauss (1852-1942)*, *op. cit.* Je remercie Vincent Viet de m'avoir transmis ce document, non publié.

¹⁴² *Ibid.* C'est la démarche employée par l'historien pour étudier la politique de santé mise en œuvre par Justin Godart. VIET Vincent, *La santé en guerre, 1914-1918 : une politique pionnière en univers incertain*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2015.

¹⁴³ Cette notion était dans le titre initial de notre mémoire de master 2. Elle fait écho à d'autres expériences – de réformes sociales et d'expérience du pouvoir – dont la portée dépasse le seul parcours biographique du personnage qui l'endosse. Voir par exemple LESPINET-MORET Isabelle « L'expérience Millerand... », *op. cit.*

explorer un mode de gestion qui met en tension l'appartenance nationale et la construction d'un *ethos* de fonctionnaire international d'un genre nouveau (chapitre 8). L'homme s'effacera ensuite pour laisser place au réseau socialiste réformiste qu'il fait pivoter autour de lui à l'OIT (chapitre 9) et à la mémoire contrastée qu'il laisse à Genève et dans le socialisme (chapitre 10).



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Figure n° 2 : « Albert Thomas, député de la Seine (portrait à son bureau de travail) », photographie de presse, Agence Rol, 1913 (Bibliothèque nationale de France).

Partie 1.
Du socialisme au réformisme

Introduction de partie

Comment sont-ils devenus socialistes ? « Comment débuta pour chacun d'eux cet affranchissement critique de l'esprit vis-à-vis de la Société qui est la première phase de la formation socialiste ?¹⁴⁴ ». C'est en homme politique que Léon Blum, dans la préface qu'il consacre à l'ouvrage de Louis Lévy « comment sont-ils devenus socialistes » pose cette interrogation liminaire. C'est en historienne que nous la poserons à l'échelle d'un individu¹⁴⁵. Né dans une famille républicaine, formé à la rue d'Ulm, alors bastion socialiste et dreyfusard, Thomas ne dénote pas. Il semble suivre le parcours d'une génération ou d'une époque, formé par Lucien Herr et Charles Andler, suivant la voie politique tracée par Jean Jaurès. Mais il est d'autres facteurs, qui tiennent à une éducation, des rencontres de jeunesse, des amitiés mais aussi des inimitiés, bref à toute une socialisation que nous reconstituons (chapitre 1). En intellectuel, Thomas est de ceux qui cherchent à appuyer toute action politique sur une science sociale, voire socialiste, tout en étant un praticien du politique. Son parcours fait ainsi tenir ensemble la science et l'action socialiste et ses positions ouvertement réformistes le situent dans les réseaux municipalistes, coopératifs et syndicalistes (chapitre 2) qu'il fait pivoter autour de lui dans diverses revues qui contribuent à asseoir sa stature dans le socialisme français mais aussi dans les réseaux socialistes internationaux, en particulier franco-allemands. Cette partie vise ainsi à réévaluer sa place dans l'internationalisme socialiste, loin des tribunes des grands congrès, mais comme médiateur dans les coulisses de ceux-ci (chapitre 1 et 3). Son engagement pacifiste et pour le rapprochement franco-allemand, le place aux côtés de Jaurès et la lisière des cercles socialistes et libéraux. Engagement sincère, comme, du reste, celui de ses camarades, qui ne prédispose pas de l'avenir et qui montre l'articulation subtile qui s'opère dans le socialisme d'alors entre internationalisme et nation.

Une partie de notre réflexion portera également sur le travail politique, des campagnes électorales du socialiste jusqu'à sa spécialisation dans les questions économiques comme député de la Seine. Ce dernier devient ainsi membre du Groupe socialiste au Parlement, dont l'expertise est sollicitée par ses camarades et reconnue par ses opposants mêmes (chapitre 3). Dès ses premiers engagements, Thomas s'affirme alors comme un homme de dossiers dont il

¹⁴⁴ LEVY Louis, *Comment sont-ils devenus socialistes ?*, Paris, Éditions du « Populaire », 1931, préface de Léon Blum, p. 5-6.

¹⁴⁵ C'est notamment la démarche qu'adopte Gilles Candar dans l'essai suivant : CANDAR Gilles, *Devenir socialiste : le cas Jaurès*, Paris, Le Bord de l'eau, 2015. Pour une approche prosopographique de ce type de questionnement voir CASTAGNEZ Noëlline, *Socialistes en République op. cit.*, en particulier le chapitre 4, « comment sont-ils devenus socialistes », p. 117-156.

est possible de reconstituer les influences politiques grâce à une abondante documentation de travail. Cette réflexion vise donc à replacer le réformisme de Thomas sur ses deux jambes : une expertise scientifique qui fait le constat des injustices profondes générées par le système capitaliste de son temps et une volonté d’y remédier par action concrète dans *un sens socialiste*.

Chapitre 1.

Devenir socialiste

Introduction

Les années de formation d'Albert Thomas nous plongent dans un univers où engagements politique et intellectuel ne font qu'un. On voudra bien considérer que cette période de formation couvre les vingt-cinq premières années de son existence, de sa naissance à 1904, année charnière pour la carrière du jeune socialiste. Après une scolarité classique chez les sœurs dans les années précédant la loi de séparation de l'Église et de l'État et un parcours exemplaire dans un grand lycée classique, à Vanves, il pénètre dans l'antre du socialisme intellectuel de son temps : l'École normale supérieure de la rue d'Ulm (ENS).

Son engagement soulève plusieurs questions : comment devient-on socialiste ? comment devient-on réformiste ? Quelle est la part des influences (lectures, personnalités rencontrées, voyages) dans la formation d'un engagement militant ? Malgré des archives lacunaires sur cette période, le parcours du jeune militant s'insère dans l'histoire du socialisme français d'avant l'unité de 1905 et bien souvent dans l'ombre de la SFIO. Il y a une forme de cohérence dans l'engagement de Thomas qui le mène du Parti socialiste français à la SFIO de 1905 : c'est déjà le choix d'un socialisme modéré, parlementaire, d'élus, mais aussi le choix du réformisme évolutionnaire de Jaurès face aux tendances plus révolutionnaires du socialisme d'alors.

Impossible de séparer l'homme de son milieu et de sa « génération intellectuelle¹⁴⁶ », marquée par l'affaire Dreyfus et par sa formation à l'ENS. Thomas est l'une des figures qui permet d'explorer l'équation suivante : comment se penser socialiste et intellectuel à la fois ? Cet « historien réformiste¹⁴⁷ » en devenir pose également la question du rapport des socialistes à leur histoire, à un moment où ceux-ci cherchent précisément à l'écrire, et de leur participation corrélatrice au pouvoir dans la République.

Le parcours du jeune militant-étudiant est également celui d'une socialisation précoce aux arcanes internationales dans lesquelles se façonne le socialisme depuis les années 1880¹⁴⁸ : s'il n'est pas l'un des grands orateurs des congrès qui sont le lieu de mise en scène de l'internationalisme et d'expression de positionnements idéologiques forts, le parcours du jeune militant s'insère néanmoins dans l'histoire de l'internationalisme socialiste qui a connu des renouvellements récents. Comme journaliste, correspondant de presse, en somme homme de

¹⁴⁶ SIRINELLI Jean-François, *Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Presses universitaires de France, 1994.

¹⁴⁷ NOIRIEL Gérard, *Les fils maudits de la République. L'avenir des intellectuels en France*, Paris, Fayard, 2005, p. 105.

¹⁴⁸ DOGLIANI Patrizia, « The Fate of Socialist Internationalism », in CALVIN Patricia et SLUGA Glenda (dir.), *Internationalisms. A Twentieth-Century History*, op. cit., p. 38-60.

réseaux, sa trajectoire internationale précoce illustre une pratique de l'internationalisme, bien mise en avant par les travaux récents de Talbot Imlay ou encore de Pierre Alayrac¹⁴⁹.

Dès les premières années de son éveil à la politique, Thomas nourrit en effet des affinités avec la social-démocratie allemande. Cette proximité cultivée n'est évidemment pas gratuite : se rapprocher de ce modèle, alors parcouru par la querelle révisionniste, lui permet de s'aventurer dans un champ de forces déjà occupé par des personnalités à la stature mythique indépassable. En se positionnant comme passeur d'une querelle intellectuelle et philosophique germano-germanique, et en l'inscrivant dans un champ de réflexion germano-français, le jeune homme emboîte le pas à ses prédécesseurs, convertis au modèle de la social-démocratie allemande. De manière hardie, il n'hésite pas à prendre des distances notamment avec la pensée allemande, sans doute trop marquée à ses yeux par le systématisme philosophique. Ces années de formation sont aussi celles où le néophyte développe son intérêt particulier pour l'action politique, plus attiré par le parlementarisme pragmatique de Jaurès que par le systématisme de Hegel. Placer au centre de son étude un acteur de l'histoire politique et partisane ne doit pas occulter les réseaux, les milieux, les cercles dans lesquels il interagit. En raison même des lacunes des archives, il est nécessaire de considérer également le regard des contemporains sur Thomas en évitant l'écueil de l'hagiographie, que sa mort inattendue en 1932 n'a pas manqué de dresser.

¹⁴⁹ IMLAY Talbot C., *The Practice of Socialist Internationalism: European Socialists and International Politics, 1914-1960*, Oxford, Oxford University Press, 2018. ALAYRAC Pierre, *L'internationale au milieu du gué. De l'internationalisme socialiste au congrès de Londres (1896)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018.

I. L'enfant du « peuple de banlieue »

A. Une enfance campinoise

« Un homme d'origines modestes qui, parti du fournil du boulanger paternel, put, après avoir remporté tous les succès scolaires et universitaires, parvenir jeune aux responsabilités gouvernementales, même sur le plan international et y remplir pleinement son rôle ».

C'est en ces termes que son camarade depuis 1905, Marius Moutet, présente la jeunesse d'Albert Thomas, dans la préface de la biographie du néerlandais B.W. Schaper¹⁵⁰. Ses origines modestes sont souvent mises en exergue dans les hommages d'amis, de collaborateurs et de personnalités ayant rencontré l'enfant de Champigny-sur-Marne. Le portrait récurrent est celui d'un homme dont le caractère est le fruit d'une alchimie entre ses racines populaires et banlieusardes et les vertus de la méritocratie républicaine. Y concourent plusieurs sources : les témoignages imprimés de camarades d'enfance rassemblés dans l'ouvrage *Albert Thomas vivant*, publié par la Société des Amis d'Albert Thomas en 1957. Les très nombreux hommages posthumes rendus au directeur du Bureau international du Travail qui témoignent d'une « circulation des traces¹⁵¹ » en faisant de ses origines sociales la source de son souci constant d'améliorer le sort des travailleurs des classes populaires. Et, enfin, des sources privées conservées dans le fonds Albert Thomas des Archives nationales à Paris, qui permettent d'affiner le portrait du jeune homme et de suivre la construction progressive de sa personnalité. Ces archives comportent une importante correspondance passive, très riche pour la période 1897-1910, beaucoup plus éparse et partielle ensuite. Mais elles ne recèlent pas, malgré leur grande richesse (plus de 480 cartons d'archives) de documents antérieurs à 1897 – en partie détruits lors de l'arrivée des Allemands en 1940 dans la maison de famille à Garchy dans la Nièvre où Madeleine Thomas les conservait¹⁵². Sans doute pour les mêmes raisons, il subsiste peu de lettres de la période 1910-1914¹⁵³. Des travaux de seconde main sont également utiles, comme le mémoire de maîtrise d'Emmanuelle Cohen qui, en plus des cartons de correspondance Albert Thomas aux Archives nationales, a consulté les archives de l'ENS, de

¹⁵⁰ SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas : trente ans de réformisme social*, op. cit., préface de Marius Moutet, p. IX.

¹⁵¹ THEBAUD Françoise, « Écrire la biographie de Marguerite Thibert (1886-1982). Itinéraire d'une recherche », *Modern & Contemporary France*, 2012, vol. 20, n° 4, p. 421-435.

¹⁵² AN 94 AP 482. Dossier 5 « Divers ». Écrits de Madeleine Thomas. « Je n'ai pas trouvé de lettres avant cette période de 1897. Beaucoup ont été détruite à l'arr. des allemands en 40 dans l'affolement ».

¹⁵³ Le dossier de fonds témoigne des entrées entre 1942 et 1964.

la bibliothèque de l'ENS, du lycée Michelet de Vanves qui renseignent plus précisément sur le parcours de l'élève et étudiant¹⁵⁴. La biographie écrite par B.W. Schaper est une étude de seconde main extrêmement précieuse, surtout quand elle s'appuie sur des sources orales (entretiens avec Madeleine Thomas notamment, ou avec d'anciens collaborateurs et camarades de Thomas), aujourd'hui introuvables. Ce dernier a lui-même contribué à mythifier et diffuser l'image de ses origines banlieusardes et populaires dans ses discours, comme, après 1925, quand il se rendait, pour divers événements politiques ou inaugurations, dans sa commune natale, redevenue socialiste¹⁵⁵.

C'est en effet sur les rives de la Marne, dans la commune de la banlieue Est de Paris de Champigny-sur-Marne, que naît Albert Thomas, le 16 juillet 1878. Seul survivant d'une fratrie de quatre frères et sœurs, décimée par le fléau de la mortalité infantile si mortifère en cette seconde moitié de XIX^e siècle, il grandit effectivement dans une famille de boulangers originaire du Poitou et venue s'installer en banlieue parisienne. Le jeune garçon bénéficie d'un environnement familial très attentif à son éducation et à son instruction, dont la solidité doit beaucoup aux valeurs qui irriguaient alors la classe moyenne commerçante de la banlieue parisienne. Ce dont témoigne Maurice Legendre, futur directeur de la Casa de Velazquez et ancien camarade de Thomas au lycée Jules Michelet :

« Lorsque je le visitai en son foyer, je reçus l'impression très vive de ces vieilles vertus d'honnêteté, de labeur, de courage et de dévouement qui caractérisaient la petite bourgeoisie française, habituée à mille petits sacrifices toujours supportés avec dignité, et compensés par la puissance des affectations familiales¹⁵⁶ ».

De cette origine banlieusarde et de cette éducation soignée, Thomas gardera, toute sa vie durant, un tropisme très marqué pour sa ville natale qu'il ne quittera réellement que pour rejoindre les rives du lac Léman, en 1921. Une reconnaissance aussi envers ses parents. Sa force de caractère, voire son entêtement, sont volontiers imputés à sa mère, même si la notice du dictionnaire Maitron insiste plutôt sur l'influence du père. Sans doute renseigné par Madeleine Chauffaille, petite cousine ayant épousé Albert en 1905, B.W. Schaper, rappelle surtout le rôle joué par la mère, fille de marchands de Seine-Inférieure, qui semblait diriger le foyer avec poigne et rigueur. De son nom de jeune fille, Clémence Malloire, elle fut d'un soutien sans

¹⁵⁴ COHEN Emmanuelle, *Albert Thomas : jeunesse, amitiés et formation politique (1897-1906)*, op. cit.

¹⁵⁵ ABIT CAT 2-29-17, discours à la manifestation pour le rapprochement franco-allemand de Champigny-sur-Marne. Et ABIT CAT 2-25-2-6, 22 novembre 1926, Discours au banquet offert par la municipalité de Champigny-sur-Marne à l'occasion de l'inauguration des rues Édouard Vaillant et Jean Jaurès.

¹⁵⁶ LEGENDRE Maurice, « La formation d'Albert Thomas : témoignages sur l'histoire d'une enfance, d'une jeunesse et d'une amitié », in SOCIÉTÉ DES AMIS D'ALBERT THOMAS, *Albert Thomas vivant*, op. cit., p. 3-15.

faillie à Albert. Les quelques rares lettres de Madeleine à Albert pendant la guerre témoignent de sa place centrale dans leur foyer¹⁵⁷. Madeleine continue à vivre avec Clémence pendant qu'Albert est mobilisé dans son régiment de territorial en 1914, puis occupé par ses fonctions ministérielles de mai 1915 à septembre 1917 et ce, jusqu'à ce qu'elle rejoigne son époux installé définitivement à Genève en 1921. Ces lettres, empreintes de douceurs et de surnoms intimes, montrent la force du lien conjugal mais aussi familial, recomposées dans un « pacte épistolaire » à l'épreuve de la guerre et de la distanciation des liens familiaux qu'elle entraîne, comme l'a souligné Clémentine Vidal-Naquet¹⁵⁸.

Un ensemble de lettres de 1920 témoigne de la proximité et de la force du foyer campinois : Madeleine écrit quotidiennement à Albert, et sa mère, Clémence, très attentive au sort de ses petites filles, ajoute régulièrement un mot¹⁵⁹. Les deux femmes semblent assez proches. Madeleine a laissé des écrits décrivant l'ambiance joyeuse du foyer ; elle semble se souvenir avec émotion du père « qui avait bien la gaîté facile connue chez les Poitevins » et a transmis à son fils sa « continuelle gaîté », ainsi que de Clémence Malloire, femme généreuse qui prit sous son aile protectrice sa sœur infirme Emma et aimait organiser de grandes réunions de familles aux allures de « fête¹⁶⁰ ».

De son père, opposant au Second Empire, il hérite le souci de l'action publique en faveur de la République sociale. Il en tire un attachement, une fierté, mais aussi une première expérience de la vie et des batailles politiques. Refusant de devenir parisien, même après une décennie de siège au Palais-Bourbon et trois années d'activité ministérielle, il semble garder sa gouaille banlieusarde et sa proximité avec sa « petite patrie ». Si l'on en croit l'écrivain Albert Cohen qui croque avec brio et ironie le milieu des diplomates genevois de l'entre-deux-guerres, Albert Thomas reste ce « faune banlieusard, [qui] remuait une langue écarlate dans les broussailles de sa barbe de pope où les verres de ses lunettes étincelaient de malice¹⁶¹ ». C'est de la banlieue qu'il entend tirer sa proximité avec le peuple des révoltes ouvrières du XIX^e siècle, qui porte haut le message en faveur de la République sociale lors de la révolution de 1848. Précisions ici que le « peuple » auquel Thomas fait référence est compris dans toute sa diversité, celle des

¹⁵⁷ Hubert Bourgin, toujours prompt à déverser son fiel, épargne la mère de Thomas et la dépeint sympathiquement comme « une petite dame vieille France, qui avait l'esprit, la simplicité, l'aisance, la finesse, la drôlerie de nos aïeules ». BOURGIN Hubert, *De Jaurès à Léon Blum : l'École normale et la politique*, Paris, Fayard, 1938, p. 435.

¹⁵⁸ VIDAL-NAQUET Clémentine, *Couples dans la Grande Guerre : le tragique et l'ordinaire du lien conjugal*, Paris, Les Belles Lettres, 2014.

¹⁵⁹ AN 94 AP 473. Sous-dossier : lettres de Madeleine Thomas.

¹⁶⁰ AN 94 AP 480. Notes éparses de Madeleine Thomas, sans doute rédigées en vue du dépôt des archives d'Albert aux Archives nationales.

¹⁶¹ COHEN Albert, *Belle du Seigneur*, Paris, Gallimard, 1968, p. 105.

petits ouvriers, artisans et commerçants de Paris et des faubourgs, en somme davantage le peuple patriote uni malgré ses différences sociales, décrit par Jules Michelet que la classe ouvrière consciente chère à Karl Marx.

Il confie ainsi avoir été très fortement marqué par la présence d'un buste de Marianne portant la devise « Paix et travail », présent dans le bureau de son père¹⁶².

« Il y a longtemps déjà que les doctrines socialistes m'ont attiré ; les traditions de ma famille, l'influence de Beck mon aîné lorsque j'étais dans votre classe, et peut-être aussi la personnalité de Jaurès ont précisé mes tendances. Aujourd'hui la démocratie socialiste me paraît la partie jeune, vivace et travailleuse de notre peuple, et malgré ses insuffisances, malgré ses fautes et ses violences, j'aime notre parti¹⁶³. »

Le jeune homme a 21 ans lorsqu'il écrit cette lettre à son professeur Paul Desjardins. Il s'y déclare déjà socialiste et revient sur l'itinéraire qui l'a mené à ce choix politique. C'est l'héritage familial qu'il invoque en premier lieu. Son père, Aristide Thomas, était un fervent républicain, opposé au Second Empire et emprisonné lors du siège de Paris par les prussiens en 1871. Lucien Febvre, camarade de Thomas à l'ENS avec qui il passera l'agrégation en 1902, témoigne de l'ambiance régnant lors des repas dominicaux de la famille Thomas auxquels il était régulièrement convié. Il contribua à rendre légendaires les origines banlieusardes et populaires de son ami, les intégrant dans l'épopée du peuple de Paris emporté dans les tourbillons du siècle :

« [...] Lorsqu'à Champigny dans la petite maison où vivaient ses parents, on avait rencontré le père d'Albert Thomas... Bien plus qu'un père, si fier fût-il des succès de son fils : une tradition vivante. Celle du peuple de Paris. De la vieille France artisanne, frondeuse et cocardière, révolutionnaire et sentimentale, laborieuse avisée et narquoise. Il en était profondément, ce petit patron, boulanger pendant cinquante ans, mêlé intimement à la vie de ceux pour qui, sans ménager sa peine, il avait travaillé. Et que d'images au fond des yeux, que de paroles au fond des oreilles : 48 en lever de rideau, puis le Second Empire, la Guerre, la Commune, Thiers et la répression, le réveil ouvrier, les premiers syndicats, des souvenirs fouriéristes se mêlant aux leçons proudhoniennes, tout un raccourci d'histoire française et ouvrière, jugée avec ce bon sens impitoyable, cette raison crûment lucide, cette simplicité familière mais nuancée dont il est plus aisé sans doute de marquer les limites que de rompre le charme¹⁶⁴ ».

¹⁶² THOMAS Albert et BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, *Politique sociale internationale*, op. cit., p. 29.

¹⁶³ Lettre d'Albert Thomas adressée à son professeur Paul Desjardins du 8 octobre 1899, citée in SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas*, op. cit., p. 19.

¹⁶⁴ FEBVRE Lucien, « Albert Thomas historien », *Annales d'histoire économique et sociale*, 1932, vol. 4, n° 16, p. 381-384.

L'engagement du père en faveur de la République, aux prises avec l'ennemi impérialiste allemand, marqua sans doute les choix ultérieurs du jeune homme. En août 1914, quelques semaines après la mort de son père, c'est également pour la République française menacée à nouveau par l'Allemagne désormais unifiée dans un Empire dirigé par Guillaume II, que Thomas s'engage. Comme une partie du mouvement ouvrier, il soutient la Défense nationale, et n'hésite pas à offrir son concours à l'équipe gouvernementale qui compte déjà dans ses rangs deux socialistes, Jules Guesde et Marcel Sembat, à partir de mai 1915. Le nom de la ville de Champigny-sur-Marne résonne fortement dans l'histoire de France : trois batailles eurent pour théâtre cette ville en 1870, en 1914 et en 1940. Dans les années de jeunesse et de formation du champinois, la mémoire de la guerre de 1870 était encore vivace. Encore en pleine reconstruction, elle était également reconfigurée spatialement par l'érection de monuments aux morts et d'un ossuaire. Le jeune homme sera témoin de la transformation de sa ville, qui passe de l'enclavement rural à la ville-faubourg, mouvement très vif au début du siècle.

B. Le passage au lycée Michelet de Vanves

Avant d'entrer en politique, Thomas est d'abord un brillant élève en passe de gravir les marches de ce que l'on pourrait appeler communément et fort improprement la méritocratie républicaine¹⁶⁵. Faiblement doté en capital économique et culturel, il n'en est pas moins fortement épaulé par sa famille qui investit beaucoup symboliquement son éducation. Son père avait lui-même dû abandonner ses études au lycée du fait de difficultés économiques dans sa famille, non étrangères à leur exode vers la région parisienne. L'attention portée par Aristide à l'instruction de son fils pourrait ainsi s'expliquer par ce revers de fortune qu'il souhaite éviter à son fils. Le jeune homme doit d'abord suivre sa scolarité primaire chez les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul à Champigny-sur-Marne, sans doute à défaut d'institution publique alternative. Il s'agit en effet de la principale congrégation religieuse dans l'enseignement primaire au XIX^e siècle en France¹⁶⁶, c'est-à-dire dans les années qui précèdent la laïcisation de l'enseignement portée par le ministre Émile Combes entre 1902 et 1905 et finalisée, en 1905, par la loi de séparation des Églises et de l'État. Ses contacts avec l'Église catholique empruntent

¹⁶⁵ Pour une déconstruction de la notion de « méritocratie » voir LAGRAVE Rose-Marie, *Se ressaisir : Enquête autobiographique d'une transfuge de classe féministe*, Paris, La Découverte, 2021.

¹⁶⁶ BREJON DE LAVERGNEE Matthieu, « Congrégations féminines et "éducation populaire" : l'exemple des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul avant les lois Ferry », *Revue d'histoire du XIX^e siècle. Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle*, 2017, n° 55, p. 93-107.

également la voie d'une relation complice avec son oncle, curé à Couture d'Argenton dans les Deux-Sèvres. De fait, dans ses jeunes années, Albert Thomas est formé au sein de l'enseignement catholique, sans pour autant subir durablement son influence. Il est par ailleurs amené à se détacher progressivement du catholicisme et semble traverser une crise mystique et religieuse au moment où il réalise son service militaire.

La femme d'Albert Thomas, Madeleine, livre peu de détails sur cette période qui n'a guère laissé de traces dans les archives privées du jeune homme. Nul doute, en tous cas, que le passage au lycée Jules Michelet de Vanves fut beaucoup plus marquant et formateur pour le futur intellectuel et homme politique socialiste que sa scolarité chez les sœurs de Saint-Vincent de Paul. Ce lycée qui accueillit notamment Alexandre Millerand de 1869 à 1873 fut renommé lycée Jules Michelet en 1888. Maurice Legendre voit très justement un « présage » dans ce nouveau baptême républicain et une prédestination pour le futur historien. Celui-ci y passa treize ans comme interne, ses parents vivant à Champigny-sur-Marne.

Les années passées à Michelet sont structurantes dans le parcours du jeune homme : c'est là qu'il apprend à travailler par lui-même et que son intérêt pour l'histoire s'éveilla. Tous les témoignages concordent et la suite de l'histoire ne fera que le confirmer : l'élève est un travailleur acharné, « plus laborieux que brillant », « ne négligeant aucune matière, et, sans platitude, très discipliné¹⁶⁷ ». Au lycée Michelet, « fleuron de l'enseignement républicain¹⁶⁸ » dont les élèves raflent quantité de prix d'excellence, notamment au concours général, Thomas se distingue tout particulièrement dans ce palmarès. Et d'accumuler durant toute sa scolarité toute une série de prix dont Maurice Legendre a dressé scrupuleusement la liste¹⁶⁹. Relevons-en quelques-uns qui permettent de dresser le profil d'un bûcheur apprécié par ses camarades et enseignants. Albert reçoit par exemple le « prix accordé aux élèves qui se sont le plus distingués par leur bonne conduite, le travail et l'accomplissement de tous leurs devoirs ». Bon camarade et organisateur hors pair plutôt que grand athlète, il est le premier président de l'Union athlétique du lycée Michelet. Le jeune élève semble, de plus, effectuer un véritable bond qualitatif en 8^e et 9^e où il commence à obtenir les premiers prix d'excellence de français, d'histoire, de géographie, de géologie. Il excelle également dans les premiers prix de latin et de grec. Il parfait ainsi une solide culture classique qui, alliée à ses qualités intellectuelles, lui

¹⁶⁷ Selon le témoignage de son camarade et futur dirigeant de la Casa de Velasquez à Madrid : LEGENDRE Maurice, « La formation d'Albert Thomas : témoignages sur l'histoire d'une enfance, d'une jeunesse et d'une amitié », *op. cit.*

¹⁶⁸ COHEN Emmanuelle, *Albert Thomas : jeunesse, amitiés et formation politique (1897-1906)*, *op. cit.*, p. 8.

¹⁶⁹ LEGENDRE Maurice, « La formation d'Albert Thomas : témoignages sur l'histoire d'une enfance, d'une jeunesse et d'une amitié » in SOCIÉTÉ DES AMIS D'ALBERT THOMAS, *Albert Thomas vivant*, *op. cit.*, p. 5-6.

permettent d'obtenir le deuxième prix d'histoire lors de l'année de philosophie, et d'être brillamment admis deux ans plus tard au concours de l'École normale supérieure. On connaît l'influence des professeurs, des « maîtres » du lycée Michelet sur le jeune lycéen : le professeur de lettres classiques Gustave Glotz, l'historien de la littérature Charles Lafont dont la famille resta parmi les intimes d'Albert Thomas toute sa vie durant¹⁷⁰. Une personnalité le marqua cependant particulièrement ; il s'agit de Paul Desjardins, professeur de première supérieure au lycée Michelet dès 1894. Ancien normalien, issu d'une famille d'intellectuels et d'universitaires, il anime à partir de 1892 un cercle de réflexion politique et social, l'Union pour l'action morale et le spiritualisme républicain, une « association mutuelle d'éducation philosophique et civique¹⁷¹ » chargée de développer l'esprit critique des citoyens. Elle rassemble des personnalités hétéroclites mais réunies par la même volonté d'asseoir une tradition républicaine qui subit plusieurs assauts, notamment avec le déclenchement de l'affaire Dreyfus. Dans le groupe fondateur, on trouve des professeurs, des officiers, des hauts fonctionnaires, mais aussi des prêtres et curés et des industriels. Le groupe s'étoffe et prend en 1905 le nom d'Union pour la Vérité. Ce cercle de réflexion s'appuie sur la publication d'un *Bulletin* mais aussi sur des réunions annuelles, les Décades de Pontigny¹⁷² dans l'abbaye éponyme. Des personnalités politiques, littéraires et patronales s'y croisent. Mentionnons les noms de Charles Gide, Charles Seignobos, Célestin Bouglé, Léon Brunschvicg, Élie Halévy, André Siegfried. C'est au sein de ce cercle qu'Albert Thomas cultive ses liens avec Jean Jaurès¹⁷³ mais aussi Arthur Fontaine (1860-1931) qui partagera son destin au Bureau international du Travail¹⁷⁴. Ce dernier, ingénieur polytechnicien, membre de diverses associations en lien avec la réforme sociale porte au sein de cette assemblée les thématiques relatives au solidarisme et la réforme sociale. Il entre à l'Office du travail¹⁷⁵ en 1891 et devient directeur du Travail en 1899, poste qu'il conserve jusqu'à son élection à la tête du Conseil d'Administration de l'OIT en 1919. C'est en 1900 que Thomas, intéressé par la personnalité

¹⁷⁰ SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 12-13.

¹⁷¹ COHEN Emmanuelle, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 10. Sur l'Union pour l'action morale voir SOULIE Stéphane, *Les philosophes en République : l'aventure intellectuelle de la « Revue de métaphysique et de morale » et de la Société française de philosophie, 1891-1914*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

¹⁷² CHAUBET François, *Paul Desjardins et les Décades de Pontigny*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2000. Et CHAUBET François, « Les décades de Pontigny (1910-1939) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1998, vol. 57, n° 1, p. 36-44.

¹⁷³ Sur les relations entre Thomas et Jaurès, voir BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, « Jean Jaurès et Albert Thomas : le Verbe et l'Action du socialisme ? », *Cahiers Jaurès*, 2017, vol. 3, n° 225, p. 15-38.

¹⁷⁴ AN 94 AP 479, lettre de Paul Desjardins à Albert Thomas du 13 septembre 1931, citée aussi in LESPINET-MORET Isabelle, *L'Office du travail, 1891-1914 : la République et la réforme sociale, op. cit.*, p. 79.

¹⁷⁵ Sur l'Office du Travail voir *ibid.* Et LUCIANI Jean (dir.), *Histoire de l'Office du travail : 1890-1914*, Paris, Syros, 1992.

d'Arthur Fontaine, demande à Desjardins d'organiser une rencontre lors d'une séance de l'Union.

« J'oserai enfin vous demander de me faire connaître M. Arthur Fontaine, que je connais depuis longtemps par ses articles du Bulletin¹⁷⁶ et que Jacquot m'a fait aimer davantage encore, en m'en parlant dans ses lettres ».

La rencontre semble avoir eu lieu en 1901, d'après les souvenirs de Desjardins¹⁷⁷, suivie de bien d'autres contacts. Albert Thomas était, par ailleurs, le camarade de Charles Jacquot à l'ENS, lui-même précepteur des enfants d'Arthur Fontaine. C'est sans doute d'ailleurs les conseils de Charles Jacquot qui incitent son ami à s'intéresser aux analyses politiques d'Arthur Fontaine.

« La présente est pour te dire que je suis maintenant installé [...] près de Soissons, à éduquer les enfants d'Arthur Fontaine, l'un des piliers de l'Union, le directeur de l'Office du travail au ministère de l'Industrie, très au courant des questions ouvrières. C'est un homme intelligent, d'esprit très actif, et qui te ressemble par plus d'un côté ! Il a souvent, quand il parle de choses intéressantes, le même port de tête, les mêmes gestes, les mêmes inflexions que toi dans la voix. Je me suis cru près de toi. Malheureusement, il n'est point ici souvent, et toi non plus¹⁷⁸ ».

La proximité entre les deux hommes provient d'un intérêt commun pour le règlement de la question sociale, ainsi que d'une conception commune de l'action publique – et notamment du rôle de l'État – pour y parvenir. Pour Arthur Fontaine, « l'État est fondé à réguler et compenser les ruptures d'équilibre entre les forces libertaires et les forces solidaires, entre les nécessités de l'action individuelle et la connexion sociale¹⁷⁹ ». Nul doute que ces réflexions ont dû résonner dans l'esprit du jeune homme qui réfléchissait alors à son rapport au socialisme et au rôle très variable que les différents courants d'opinion reconnaissaient à l'État. Pourtant, les deux hommes ne sont ni de la même génération, ni de la même tradition politique. À peine peut-on rapprocher la profession de leurs pères respectifs, tous deux commerçants. Mais Arthur Fontaine est le fils d'un artisan commerçant parisien assez opulent, alors que le père de Thomas est un boulanger, ce qui le situe davantage dans la petite classe moyenne commerçante. Le premier, né en 1860, est d'une génération l'aîné du second. Si Fontaine, haut fonctionnaire de

¹⁷⁶ Il s'agit du *Bulletin de L'Union* qui publie régulièrement les articles de ses membres.

¹⁷⁷ Lettre de Desjardins à Thomas du 13 septembre 1932, *op. cit.*

¹⁷⁸ AN 94 AP 471. Lettre sans date (probablement 1899) de Charles Jacquot à Albert Thomas.

¹⁷⁹ FONTAINE Arthur, « Notes sur l'intervention de l'État dans les conflits du travail », *Bulletin*, 15 décembre 1896, cité in LESPINET-MORET Isabelle, *Théories et pratiques de la réforme sociale : l'Office du travail, 1891-1914, op. cit.*, p. 152

réputation internationale¹⁸⁰, fréquente de nombreux socialistes (Alexandre Millerand, Georges Renard, Jean Jaurès, Edgard Milhaud, Pierre Hamp, Lucien Herr et bien sûr Albert Thomas) et semble attiré par les idées solidaristes, son adhésion à un parti n'est guère de mise. Le jeune Albert, lui, cherche en revanche rapidement à se distinguer du solidarisme représenté par la personnalité de Léon Bourgeois, qu'il a par ailleurs rencontré. Le ministre de l'Instruction publique vient en effet lui remettre deux prix d'excellence en 1898 lors de sa venue au lycée Michelet. Thomas ne se contente pas d'affirmer la nécessité de la solidarité à l'égard de la classe ouvrière. C'est pour lui toute une société nouvelle qu'il faut construire, en s'appuyant sur la science socialiste qui en démontre la nécessité. Si, lycéen déjà, il est intéressé par les questions sociales et par le socialisme, c'est son entrée à l'ENS, berceau du « socialisme normalien¹⁸¹ », qui précipite son engagement pour ce courant d'idées, comme du reste celui de toute une génération.

C'est un jeune homme plus mature après ses années de formation lycéennes qui obtient le difficile concours de l'École normale en 1898, sachant bien tout ce qu'il doit à son professeur Paul Desjardins :

« J'ai fait un grand "ouf" [...] Mais immédiatement j'ai songé à mes camarades moins heureux, à Jacquot à Maurette surtout qui avait fourni un labour au moins égal au mien [...]. Je me revois encore le tout petit élève de seconde, très "scolaire" et ne voyant pas beaucoup plus loin l'accomplissement du devoir quotidien, récapitulant fidèlement les choses apprises dans la "feuille de la semaine", mais séduit cependant par les explications intéressantes, inaccoutumées, qu'il s'efforçait de comprendre comme Aillet ou comme Beck. Depuis lors, je n'ai eu qu'un seul désir, penser par moi-même. J'ai cru d'abord qu'il fallait chercher l'originalité, faire fi de toutes les connaissances amassées, et je me suis égaré. Je suis peut-être maintenant plus assuré, plus certain. Des tendances, des préoccupations dont j'ai pris conscience servent de centre à mon travail et l'organisent [...] tout ce long développement de mon esprit, c'est à vous que je le dois¹⁸² ».

Le brillant lycéen est donc reçu 12^e au concours de l'ENS – et non premier comme on peut le lire souvent – et par ailleurs le seul du lycée Jules Michelet. Attristé par l'échec de ses

¹⁸⁰ LESPINET-MORET Isabelle « Arthur Fontaine, de l'Office du travail au Bureau international du Travail un promoteur du droit international du travail (1891-1931) », in LE CROM Jean-Pierre (dir.), *Les acteurs de l'histoire du droit du travail*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, p. 239-251.

¹⁸¹ Sur le socialisme normalien voir PROCHASSON Christophe, *Le socialisme normalien (1907-1914) : recherches et réflexions autour d'un groupe d'études socialistes et de l'école socialiste*, op. cit. PROCHASSON Christophe, « Jaurès, l'École socialiste et le socialisme normalien », op. cit. PROCHASSON Christophe, *Place et rôle des intellectuels dans le mouvement socialiste français (1900-1920)*, op. cit.

¹⁸² *Bulletin de L'Union pour la vérité*. Février-mars 1933, n° 5-6. Lettre d'Albert Thomas à Paul Desjardins de 1898.

camarades Fernand Maurette et Charles Jacquot, il n'en garde pas moins des liens étroits avec eux, et aidera notamment ce dernier à préparer l'agrégation quelques années plus tard¹⁸³.

Emmanuelle Cohen note d'ailleurs qu'il obtient sa meilleure note en philosophie pour une dissertation sur le sujet « Origine, valeur et rôle de la notion de solidarité »¹⁸⁴. Nul doute que ses rencontres dans l'Union morale de Paul Desjardins, baignées de solidarisme, ont aidé le candidat dans sa réflexion sur ce sujet, où il fait par ailleurs montre de sa bonne connaissance de Durkheim et de philosophes allemands comme Fichte. L'année 1898 est à plusieurs titres une année de réussite et d'accomplissement intellectuel et personnel pour Albert Thomas. En plus de sa réussite au concours, le lycéen s'est fait remarquer par le ministre de l'Instruction publique, Léon Bourgeois alors en visite au lycée de Vanves pour lui remettre le prix de voyage offert par la Compagnie des Grands Express européens pour la première excursion sur le Transsibérien. Le jeune homme avait été choisi pour prononcer le discours en l'honneur du ministre, théoricien du solidarisme, et futur défenseur du pacifisme et de l'instauration d'une Société des Nations. Ce succès lui permet de passer le mois d'août en Russie, avant d'effectuer son service militaire.

C. Un moment de formation international : le voyage en Russie.

Ce voyage en Russie est un moment de formation et d'ouverture pour le jeune homme, qui n'avait encore jamais quitté le territoire français à notre connaissance. La Compagnie des Grands Express européens offre alors à l'étudiant, accompagné de ses camarades Marius Desjardins et Pierre Bourdon, une excursion sur le Transsibérien. Sa construction a été lancée par le tsar en 1892 et voit son achèvement en 1907 avec 6 500 km de voies ferrées. De fait, les trois comparses font partie des premiers voyageurs occidentaux à emprunter cette toute nouvelle ligne. Le voyage dure environ un mois et le mène jusqu'à la ville de Tomsk, et non jusqu'au terminus de la ligne Krasnoïarsk. Thomas l'évoque dans sa correspondance avec Paul Desjardins, mais en a également fait une relation, publiée par la suite par la revue *Le tour du monde*, en 1905, et qui est en fait un récit *a posteriori*. Il n'avait visiblement pas l'intention de

¹⁸³ AN 94 AP 471. Lettre sans date (mais 1905) de Charles Jacquot à Albert Thomas, lui demandant de l'aide sur le programme d'histoire et de géographe de l'agrégation. À cette époque, Thomas donne des cours de préparation à l'agrégation au collègue Sévigné (cf. *infra*). Sur le réseau amical d'Albert Thomas voir CANDAR Gilles, « Albert Thomas et la constitution des réseaux : les années 1878-1914 », *op. cit.*

¹⁸⁴ COHEN Emmanuelle, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 16.

faire un récit de ce voyage, auquel il a dû se résoudre sur demande du recteur¹⁸⁵. En partance pour Moscou dès le début du mois d'août et donc peu après les résultats du concours de l'ENS, il aurait visiblement souhaité se reposer avant d'entamer une autre épreuve éreintante, le service militaire. Il confie à Paul Desjardins être fatigué physiquement et moralement¹⁸⁶ et devoir écrire la relation du voyage sous la contrainte. Le voyage a dû sans doute être éprouvant, pour partie en bateau puis en train, si l'on considère qu'Albert Thomas – futur voyageur intrépide – était souvent malade en voyage et supportait assez mal les conditions de transport difficiles de l'époque. Les textes publiés en six épisodes dans le journal sont donc le résultat de notes prises sur place mais aussi d'impressions largement recomposées *a posteriori*, et par ailleurs publiées en plein conflit russo-japonais. Ils ont également fait l'objet d'un tiré-à-part sous le titre *La Russie, race colonisatrice*, republié en 2013 chez l'éditeur de récit de voyage Magellan & Cie, dans la collection « Heureux qui comme... ». Si le contexte semble transparent dans ce titre, le contenu s'apparente à un récit de voyage assez classique, alternant description des paysages et considérations sur les mœurs des populations croisées. À bien des égards, le récit reprend les *topoi* qui émaillent les écrits occidentaux sur la Russie, bien mis en avant par l'historienne Sophie Cœuré. De Jules Michelet à Jules Legras en passant par Leroy-Beaulieu, ces Français qui écrivent sur la Russie partagent l'idée que les Slaves « sont un peuple jeune, enclin aux retournements brutaux, naturellement portés à l'expansion¹⁸⁷ ». Grand lecteur de Jules Michelet, le lycéen a sans doute en tête l'expression célèbre de l'historien français qualifiant la Russie tsariste de « géant ivre et fou »¹⁸⁸. On sait par ailleurs que dans le travail préparatoire à cette publication, Thomas a été aidé par l'ancien élève de l'ENS slavophone et connaisseur de la Russie, Jules Legras¹⁸⁹, qui publiera en 1934 *L'Âme russe*. Celui-ci dit à Thomas :

« Pour les conclusions de la fin, je dois vous dire qu'il en faut beaucoup rabattre, car les Russes ne sont pas une race aussi homogène que vous le pensez, en raison des innombrables peuples qui occupent l'empire. En outre, la Sibérie qui vous a paru vide et ouverte à l'émigration, est en réalité occupée par toutes sortes de peuples que l'on ne peut pas déloger pour y mettre des colons, plus mauvais colonisateurs qu'eux-mêmes. Le Russe n'est colonisateur qu'en ce sens qu'il se déplace assez facilement : autrement, il est trop fainéant,

¹⁸⁵ *Bulletin de L'Union pour la vérité*. Février-mars 1933, lettre de Thomas à Desjardins, 7 septembre 1898.

¹⁸⁶ *Ibid.*

¹⁸⁷ CŒURE Sophie, *La grande lueur à l'Est : les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Paris, Seuil, 1999, p. 21.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 16.

¹⁸⁹ COHEN Emmanuelle, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 19-20. Et AN 94 AP 471. Lettres de Jules Legras à Albert Thomas du 27 février 1905, du 2 mars 1905, du 2 juin 1905.

trop ivrogne, trop fataliste, trop routinier, trop dépourvu d'individualité, pour coloniser dans le vrai sens du mot¹⁹⁰ ».

Même si Jules Legras l'invite à modérer certaines de ses assertions sur l'unité du peuple slave, les deux hommes partagent des vues communes sur ce que serait l'essence de l'âme russe, à la psychologie spécifique et caractéristique. La conclusion en fournit un condensé :

« Quel mystère que ce peuple, jeune par son caractère, par ses institutions, par sa vigueur de race, et vieux déjà de sa longue histoire. Et cependant on ne peut s'empêcher de l'aimer pour son charme indéfinissable, pour ce qu'il a, comme l'enfant, des "possibilités" de tout. Joie naïve de vivre et mélancolie, vol, mensonge, débauche et préoccupations morales, communisme du mir et mystique désir d'un communisme plus chrétien et plus abondant de jouissances, attente du millénium ; amour du tsar et ignorance de la Russie comme nation, quelle puissance purifiera et déliera cet esprit confus ! A tous les degrés de la société russe, dans les hautes classes si intelligentes et dans la masse anonyme du peuple, il y a une force qui manque, une force toute occidentale : la réflexion. L'esprit russe n'est point centré. Il n'est point délicat aux sensations légères de l'extérieur ; il ne sent que les extrêmes ; il ne sait pas classer ni limiter, distinguer le réel de l'idéal, de l'abstrait ¹⁹¹ ».

Son récit laisse cependant entrevoir quelques considérations politiques et sociales, qui constituent le principal intérêt de ce récit de voyage pour qui s'intéresse à la construction de son identité de socialiste. Thomas est très déçu de la visite de Moscou, qui s'apparente d'après lui à un « fouillis de maisons basses, de cheminées d'usine, fumant parmi des dômes sans hauteur, de chantiers et d'ateliers¹⁹² ». Seul le Kremlin « acropole sacrée » selon ses mots, lui fait forte impression. La ville de Nijni-Novgorod, au contraire, comme celle de Tomsk, donne lieu à une description vivante et passionnée. Elle est en effet un point de passage obligé pour tous les voyageurs occidentaux attirés par sa célèbre foire qui offre le spectacle d'un brassage cosmopolite entre « un Orient russe et un Occident russe¹⁹³ ». Les questionnements politiques du futur militant socialiste transparaissent également lors de la visite des faubourgs ouvriers de Moscou, mais aussi au contact de la foule réunie pour la foire de Nijni-Novgorod.

« Une idée nous tourmentait : qui donc amassait là ces richesses ? quels étaient-ils, les travailleurs anonymes et forts qui les accumulaient en ce lieu ?¹⁹⁴ »

À travers les vitres du transsibérien et lors d'arrêts dans les petites gares qui en jalonnent le parcours, Thomas constate aussi avec effroi « la fatigue précoce des femmes » que le labeur

¹⁹⁰ AN 94 AP 471. Lettre de Jules Legras à Albert Thomas du 2 juin 1905.

¹⁹¹ THOMAS Albert, *Le Transsibérien : récit*, 2^e édition, Paris, Magellan & Cie « Géo », 2007, p. 85.

¹⁹² *Ibid.*, p. 14.

¹⁹³ *Ibid.*, p. 24.

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 26-27.

enlaidit « toutes jeunes encore » et évoque les enfants « bouffis par la misère¹⁹⁵ ». C'est avec un mélange de fascination et d'effroi, enfin, qu'il décrit l'œuvre de colonisation des immensités sibériennes, qui s'accompagne aussi d'une œuvre de russification des « Tcherkesses et des Sibériens, des Finnois et des Tatars, tous les peuples courbés sous le knout¹⁹⁶ ». Fascination du fait de l'espoir de progrès que constitue la mise en valeur de ces grands espaces, mais effroi en même temps devant l'autoritarisme tsariste. Ce séjour est en tous cas la première expérience internationale du jeune homme, une sorte d'ersatz du Grand Tour offert à un jeune boursier méritant de la République. Il constitue par ailleurs un premier contact avec les milieux russes que Thomas est amené à fréquenter autour de 1905 au salon d'Aline Ménard-Dorian et à la Société des Amis du peuple russe, qui exprime sa solidarité avec les révolutionnaires de 1905 et envers les exilés politiques russes. Il constitue enfin le récit de voyage d'un homme qui sera amené à fouler à plusieurs reprises le sol russe pendant la guerre en 1916, les troubles révolutionnaires en 1917 et la fête de la révolution en 1928¹⁹⁷, comme si le destin politique de la Russie était désormais lié à sa carrière politique nationale et internationale.

D. Le service militaire : une épreuve républicaine et personnelle

Entre son admission en 1898 et son entrée effective à l'École, Albert doit effectuer son service militaire, d'une durée d'un an, de septembre 1898 à septembre 1899. Nous disposons de peu d'informations sur cette période. Il est cependant certain que cette période ne fut pas la plus réjouissante pour le jeune homme. Cantonné au 4^e régiment d'infanterie de Fontainebleau, il confie à son ancien professeur de philosophie André Lalande, à ses camarades Louis Bergerot Pierre Bourdon et Edmond Rottach que l'année fut difficile pour lui¹⁹⁸ ; à un autre camarade qu'il souffre de ne plus pouvoir mener des discussions politiques, et même religieuses avec ses camarades de lycée comme il en avait l'habitude¹⁹⁹. Elle constitue effectivement une pause

¹⁹⁵ *Ibid.*, p. 43-44.

¹⁹⁶ *Ibid.*, p. 24.

¹⁹⁷ THOMAS Albert, *À la rencontre de l'Orient : notes de voyage, 1928-1929*, Genève, Société des Amis d'Albert Thomas, 1959.

¹⁹⁸ AN 94 AP 471. Lettre de Pierre Bourdon à Albert Thomas du 21 septembre 1899. « Cette lettre va te trouver, je pense, libéré de la vie matérielle que tu as vécue avec courage pendant un an, et qui pourtant fut si dure m'as-tu dit dans les derniers jours ». Lettre d'Edmond Rottach à Albert Thomas, du 28 novembre 1898 « j'ai appris que tu te sentais malheureux à la caserne ». Et lettre de Louis Bergerot à Albert Thomas du 12 février 1899. « Je te convie à l'espoir, et il ne me déplaît pas que tu t'entretiennes dans ta rancune taciturne. Car l'héroïque Cyrano l'a dit, la haine est un carcan, mais c'est une auréole ».

¹⁹⁹ AN 94 AP 471. Lettre d'un ancien camarade du lycée Michelet (signature illisible) à Vanves à Albert Thomas.

contrainte dans la vie intellectuelle du jeune homme qui se réjouit en conséquence de son achèvement.

Cependant, cette année de service militaire semble être une forte période d'introspection, de doutes pour le jeune homme qui nous semble traverser une sorte de crise mystique, dont il fait part dans ses lettres à ses camarades du lycée Michelet. Sa correspondance passive couvrant la période du service militaire, de septembre 1898 à septembre 1899, montre l'importance des entretiens épistolaires dans la conservation de liens d'amitiés dans cette République des lettres que fut la III^e République modelée par les lois Ferry de 1882. Il échange alors de manière fréquente avec Edmond Rottach, Pierre Bourdon, Louis Bergerot, Maurice Legendre, qui sont des catholiques convaincus. Il semble alors se détacher progressivement du catholicisme qui lui a valu sa scolarité chez les sœurs Saint-Vincent-de-Paul à Champigny, sa première communion et le catéchisme au lycée Michelet de Vanves²⁰⁰. Le groupe de l'Union morale de Paul Desjardins portait également la marque du catholicisme social de certains de ses membres, dont Desjardins lui-même. Cependant, durant ses années de lycée, la définition de son rapport au catholicisme semble le tirailler. Il s'interroge sur le christianisme chez Montaigne et Rousseau, lit Spinoza. Dès cette période, le socialisme semble remplacer petit à petit le catholicisme dans l'esprit et le cœur du jeune homme. Du moins les bribes de correspondances passives retrouvées dans ses archives personnelles le laissent-elles à penser. Ses camarades catholiques jugent visiblement soudain ce revirement, tout en cherchant à en comprendre les raisons.

« Tu m'as fait voir quelle était actuellement ta situation en face du catholicisme, et cette situation ne m'étonne ni ne m'inquiète trop ; ce que tu crois est infiniment éloigné du catholicisme, mais ta manière de le croire, ta résolution ferme de recherche de la vérité me paraissent très favorables pour notre discussion. Tu as raison de me dire que "contre ton état d'âme, je ne pourrais rien". Je ne puis rien directement, de ce côté c'est toi qui dois tout faire et ne puis que te demander instamment de te méditer de cet état d'âme » [...] J'y insiste un peu, voici pourquoi : le catholicisme est actuellement ruiné en toi, mais autre chose s'est élevé à sa place. Or il me semble que si tu as eu des raisons certaines et bien nettes de rejeter le catholicisme, c'est selon certains goûts, certaines tendances peut-être mal définies que cet "autre chose" s'est élevé. L'inconvénient de mon point de vue est manifeste : ce nouvel ensemble de croyances qui est sans doute ce qui est le mieux en harmonie avec toute ta personnalité à l'heure actuelle, se trouve par là même, parce que c'est toi qui l'as construit,

²⁰⁰ Ce dont témoigne Maurice Legendre.

qui le construis, à l'abri de ces critiques spontanées que nous n'avons plus besoin de chercher lorsqu'il s'agit de ce qui nous heurte tant soit peu²⁰¹ ».

Ces réflexions entraînent de vives discussions entre Thomas et ses camarades catholiques qui tentent vainement de le ramener à la foi. Pierre Bourdon lui demandant de se positionner clairement sur cette question :

« Croyez-vous, encore une fois que le socialisme puisse être humain, puisse donner à notre pays un bonheur nouveau, s'il ne s'adresse à l'homme tout entier, à l'homme religieux par conséquent ?²⁰² ».

À la fin de l'année 1899, Thomas semble bien s'être définitivement détaché de la religion catholique, et être devenu un « socialiste de race²⁰³ » comme le qualifie son camarade Henri Wallon. On peut aisément souscrire au jugement émis par son camarade M. Bulard sur le caractère d'Albert : « Tu as la foi dans l'avenir, et la religion de l'action²⁰⁴ ». Cette « conversion » à une nouvelle foi politique ne se fait pas sans heurts avec l'entourage du jeune Albert et suscite notamment la désapprobation bienveillante de Paul Desjardins, qui prend bien conscience de l'autonomie prise désormais par son ancien élève. En 1901, il dit au jeune normalien :

« Vos recherches sur les communistes d'après 1830 m'intéressent beaucoup moins, je l'avoue, que votre étude sur les idées politiques des ducs de Bourgogne. Ces hommes-là, qui vous attirent en tant que précurseurs, m'ont toujours fort ennuyé ! L'histoire de notre siècle, et surtout si l'on y cherche des repères pour suivre les transformations des sociétés, me paraît ne pouvoir se faire par les hommes ou les écrits. Les biographies n'en donnent pas la clef. La création d'un chemin de fer, la pose d'un câble téléphonique, ou l'invention d'une machine à imprimer rotative me semblent des événements de plus de conséquence, à votre point de vue socialiste, que le charabia confus des utopistes. Voilà une conception bien matérialiste de l'histoire, je la crois vraie pourtant, non d'une façon absolue, mais quand il s'agit du moins de masses énormes, comme cela s'est fait depuis 1830. [...] Et comprends très bien, mon cher ami, qu'étant sinon persuadé, du moins enchanté par le socialisme, ayant d'ailleurs par nature, de vifs besoins de sympathiser avec des hommes dont l'élan de cœur réponde au vôtre, vous vous soyez porté à ce travail pieux, avec la conviction que vous découvriez dans le passé les germes méconnus de l'avenir que vous attendez. Dans l'église socialiste, vous vous êtes assigné la tâche du bénédictin qui exhume les *Acta Martyrum*. J'ai peur pour vous d'une déception. Votre foi y court de grands risques. [...] Avez-vous lu dans la *Revue de métaphysique*, le second article d'Andler ? Il est toujours savoureux et foisonnant d'aperçus.

²⁰¹ AN 94 AP 471. Lettre de Maurice Legendre à Thomas du 12 janvier 1899.

²⁰² AN 94 AP 471. Lettre de Pierre Bourdon à Thomas du 29 février 1899.

²⁰³ AN 94 AP 471. Lettre d'Henri Wallon à Thomas du 27 avril 1900.

²⁰⁴ AN 94 AP 471. Lettre de Bulard à Thomas de janvier 1901.

Mais vous y avez pu voir, vers la fin, qu'il donne raison, avec une candeur parfaite, à la distinction que je vous avais posée entre le point de vue des socialistes et le mien. Andler dit, en propres termes, que le socialisme a cet avantage qu'il procure la justice mécaniquement, sans nécessiter la conversion des volontés. Voilà le hic : c'est le point justement où gît l'incompatibilité entre le socialisme et notre "Union", ou encore entre le socialisme et l'expérience. Décidément ce parti est d'une trop pure abstraction pour moi. Il lui manque, à mon gré, une notion concrète de l'homme vivant. C'est de l'algèbre appliquée²⁰⁵ ».

Comment expliquer ce soudain renoncement au catholicisme ? Nous ne pouvons faire ici que des supputations, n'ayant pas eu accès aux lettres dans lesquelles Thomas s'en explique. Sans doute les soubresauts de l'affaire Dreyfus – que le jeune homme suivait activement²⁰⁶ – et notamment la dureté des catholiques antidreyfusards l'ont-ils interpellé. Il semble bien avoir été dreyfusard, bien que les échanges des années 1898 et 1899 soient peu prolixes sur la question²⁰⁷. Plongé au cœur de l'institution militaire à l'occasion de son service, Thomas a sans doute éprouvé l'esprit de corps de la Grande Muette qui a pleinement joué pendant l'Affaire Dreyfus. Cela explique-t-il la tristesse qu'il a éprouvée dans l'enfermement de la caserne et son engagement dreyfusard ? Ce ne sont là que suppositions, car nous n'avons malheureusement pas trouvé d'information plus précise. Sa participation à l'œuvre d'éducation populaire naissante, au sein des Universités populaires semble en revanche s'inscrire dans ce contexte d'engagement dreyfusard d'une génération²⁰⁸. Dans un discours prononcé en 1924, le directeur du BIT, évoquant l'œuvre passée d'éducation populaire, rappelle que celle-ci a été « notre cri de ralliement au temps de l'affaire Dreyfus, lorsque notre génération se formait à la vie politique²⁰⁹ ». Nous savons par ailleurs que Thomas participe à la publication des œuvres de Jaurès dans les années 1920 et notamment à ses textes écrits pendant l'Affaire Dreyfus²¹⁰.

²⁰⁵ AN 94 AP 471. Lettre de Desjardins à Albert Thomas du 23 janvier 1901.

²⁰⁶ AN 94 AP 412. Dossier comprenant des notes personnelles sur l'affaire Dreyfus.

²⁰⁷ AN 94 AP 471. Lettre de Dubois à Albert Thomas, 29 avril 1899. Dubois et Thomas semblent être en désaccord sur ce sujet. Dubois n'hésite pas à affirmer que « Dreyfus est coupable, quoi qu'en dise ton journal favori que je lis assez souvent » et s'offense de ce que Thomas lui ait dit dans sa précédente lettre « Si tu ne fais pas de politique tu ne peux être mon ami ». Dans une lettre à Paul Desjardins, Thomas décrit l'année 1898 comme une « année si passionnante [...] pour la longue lutte pour la justice ». Lettre d'Albert Thomas à Paul Desjardins, *Bulletin de L'Union pour la Vérité*, février-mars 1933, n° 5-6.

²⁰⁸ Dans un échange avec Dériot de la bibliothèque d'éducation libertaire, ce dernier mentionne leur volonté commune de créer des universités populaires afin de défendre « la vérité » dans les réunions publiques, en faveur de Dreyfus. AN 94 AP 471. Lettre de Dériot à Thomas du 1^{er} novembre 1899. Sur l'engagement des intellectuels et des normaliens durant l'Affaire Dreyfus voir les travaux de Vincent Duclert, en particulier DUCLERT Vincent (dir.), *Savoir et engagement : écrits normaliens sur l'affaire Dreyfus*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2006 ; DUCLERT Vincent, « Anti-intellectualisme et intellectuels pendant l'affaire Dreyfus », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle (Cahiers Georges Sorel)*, 1997, vol. 15, n° 1, p. 69-83.

²⁰⁹ ABIT CAT 2-24-5. Discours d'Albert Thomas au 40^e Congrès national de la Ligue française de l'enseignement à Valence.

²¹⁰ Ce dont témoignent ses correspondances avec Max Bonnafous. AN 94 AP 379.

S'agit-il d'une facile réécriture de l'histoire *a posteriori* ou d'un juste retour ému sur un moment d'intense politisation ? La deuxième hypothèse semble la plus juste, qui permet de replacer son parcours dans celui de toute une génération, pour qui l'Affaire Dreyfus constitua un moment de forte politisation, et de profession de foi républicaine et socialiste. Thomas est donc à classer parmi les amis encore inconnus de Dreyfus, mis en avant par Marie Aynié, pour qui l'Affaire constitua une épreuve citoyenne, propice à consolider des engagements en cours de constitution²¹¹.

Quel est donc le rapport de Thomas à la foi catholique à l'issue de cette crise mystique ? fut-il athée ? agnostique ? catholique peu pratiquant ? Rien ne permet d'attester qu'il conserva un lien fort avec la religion catholique, au contraire. Il semble bien plutôt qu'une foi nouvelle ait remplacé en lui la foi catholique, ou comme le dit encore son camarade Pierre Bourdon qu'il adhère désormais à « une religion d'humanité, de passion pour les ouvriers, pour les faibles, de justice²¹² ». Très vite d'ailleurs, et contrairement à ce que dit Emmanuelle Cohen, il semble que le socialiste nouvellement converti épouse les convictions laïques de son parti, et soutienne activement la politique d'expulsion des congrégations, ravivée par le ministre Combes entre 1902 et 1905. À cette date, alors seul conseiller municipal socialiste de Champigny, il appuie alors fortement la mise en pratique de ces mesures²¹³. Il soutient également l'adoption en 1905 de la fameuse loi de séparation des églises et de l'État, condamnant avec virulence l'Encyclique *Vehementer Nos* adoptée par le Pape Pie X en février 1906, la qualifiant d'« abondante et vaine protestation²¹⁴ » contre la nouvelle législation française. Devenu laïc donc, par conformité à son nouvel idéal politique, il ne devient cependant pas un laïcard obtus. Plus tard, à la tête du BIT, il verra même dans les catholiques sociaux des alliés objectifs à l'œuvre de justice sociale internationale, encourageant la représentation des syndicats catholiques au sein de l'OIT, malgré les vives protestations de ses amis de la Fédération syndicale internationale²¹⁵.

Enfin, cette période de service militaire confirme l'intérêt du conscrit pour l'éducation populaire, à laquelle il sera amené à se consacrer plus avant dans les premières années du XX^e siècle. Avec l'autorisation de son capitaine, il organise en effet une série de conférence sur

²¹¹ AYNIE Marie, *Les amis inconnus. Se mobiliser pour Dreyfus, 1897-1899*, Toulouse, Privat, 2011.

²¹² AN 94 AP 471. Lettre de Pierre Bourdon à Albert Thomas le 1^{er} avril 1899.

²¹³ Archives municipales de Champigny-sur-Marne. Registres de délibérations du conseil municipal. 1 D10. Séance du 16 juillet 1904,

²¹⁴ THOMAS Albert « L'Encyclique », *L'Humanité*, 18 février 1906.

²¹⁵ BARBIER Maurice, « Les relations entre l'Église catholique et l'Organisation internationale du travail », *Politique étrangère*, 1972, vol. 37, n° 3, p. 351-387. ZARAGORI Aurélien, *L'Organisation internationale du Travail et les milieux chrétiens (1919-1969)*, Thèse de l'Université Lyon 3 sous la direction de Jean-Dominique Durand, 2018.

l'histoire du 4^e régiment d'infanterie de Fontainebleau, dont les notes sont conservées dans ses archives personnelles. En dressant dans le même temps une histoire de l'armée française, depuis l'armée royale de l'Ancien Régime jusqu'à l'armée de soldats-citoyens de la République héritée de la Révolution française, il consacre un véritable « hymne à la République et à la patrie²¹⁶ », cherchant à enseigner l'amour de l'armée républicaine aux jeunes conscrits et vantant l'œuvre d'unification nationale et patriotique menée par la République triomphante. Sans doute y voit-il le moyen de poursuivre la nécessaire républicanisation d'une armée dont les élites, une décennie seulement auparavant, ont pu céder à la tentation boulangiste.

« Si on vous fait mieux connaître son histoire, ses origines, tous ceux qui y sont passés, qui l'ont illustrée, ne l'aimerez-vous pas mieux ? Est-ce que les contes des vieilles ne font pas mieux aimer le village ?²¹⁷ »

Le lauréat du concours de l'ENS, déjà passionné par l'histoire, cite abondamment Jules Michelet « ce grand patriote, qui parlait toujours droit au cœur²¹⁸ » pour évoquer devant ses camarades de régiment l'histoire de la Grande Révolution et le patriotisme des régiments de volontaires partis combattre l'ennemi autrichien menaçant à l'Est. La troisième conférence se conclut en effet par ces mots :

« Je crois avoir montré aujourd'hui les sentiments qui soulevaient toutes les armées révolutionnaires, après Valmy, un patriotisme ardent, un amour de la liberté et de la République qui se confondait avec celui de la France, et le désir de rendre heureux tous les autres peuples ».

Et la quatrième est consacrée aux « illustres généraux de ces grandes armées : Hoche, Desaix, Marceau, Kléber » et à la manière dont « l'officier subalterne ou le soldat doit sentir qu'il contribue à la défense de la grandeur de la patrie²¹⁹ ».

Ces leçons montrent un profond respect des institutions républicaines, et une volonté d'éduquer le peuple dont la destinée doit s'accomplir dans la République. En octobre 1899, donc lors de sa rentrée à l'École, il écrivait encore à Paul Desjardins « Je ne veux pas songer à ce qu'on appelle "la vie politique" ; c'est l'œuvre d'éducation populaire qui me tente [...]»²²⁰.

Thomas sort de son service militaire, désabusé par le relatif désert intellectuel qu'il a signifié pour lui – par comparaison avec les intenses années au lycée Michelet et la préparation de

²¹⁶ COHEN Emmanuelle, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 21.

²¹⁷ AN 94 AP 474. Dossier « Conférences au régiment ».

²¹⁸ *Ibid.* Texte de la troisième conférence.

²¹⁹ *Ibid.* Texte de la quatrième conférence.

²²⁰ *Bulletin de L'Union pour la vérité*. Février-mars 1933, n° 5-6, Lettre de Thomas à Desjardins du 8 octobre 1899, p. 206.

l'exigeant concours de la rue d'Ulm – mais aussi plus républicain et plus convaincu de l'intérêt de la nécessité de l'enseignement. À la veille de la rentrée à l'ENS, le jeune normalien est donc déjà séduit par le socialisme, ouvert aux questions internationales mais aussi convaincu du bien-fondé de la République, qu'il faut cependant selon lui orienter vers les questions sociales.

E. Du « socialiste de race » au socialiste intellectuel

Lorsqu'il entre à l'ENS, Thomas se dit donc déjà socialiste comme en témoigne cette lettre écrite à Paul Desjardins en 1899 :

« Il y a longtemps déjà que les doctrines socialistes m'ont attiré ; les traditions de ma famille, l'influence de Beck mon aîné lorsque j'étais dans votre classe, et peut-être aussi la personnalité de Jaurès ont précisé mes tendances. Aujourd'hui la démocratie socialiste me paraît la partie jeune, vivace et travailleuse de notre peuple, et malgré ses insuffisances, malgré ses fautes et ses violences, j'aime notre parti »

Le passage à la rue d'Ulm accélère cette conversion au socialisme, en le faisant entrer dans un milieu politique et intellectuel dont il ne s'éloignera plus jamais, et en levant le rideau sur ses premières actions militantes. Mais de quel courant socialiste est-il question ?

S'agit-il de la famille socialiste entendue au sens large et que Thomas subsume sous le large concept de « démocratie sociale » ? C'est de cette manière que les militants socialistes du temps de l'AIT (Association internationale des travailleurs) se réfèrent au terme de parti, entendu comme une « communauté de gens qui ont le même idéal, le socialisme, et acceptent le même objectif, le collectivisme²²¹ ». Ou s'agit-il plus précisément de la Fédération des travailleurs socialistes de France (FTSF) que ses militants surnomment également le « Parti ouvrier²²² » ?

En 1899, l'heure n'est en effet pas encore à la constitution des deux partis qui fusionneront au sein de la SFIO en 1905, à savoir le Parti socialiste de France aux mots d'ordre révolutionnaires et internationalistes, et le Parti socialiste français né à Tours en mars 1902 plus marqué par les impératifs électoraux impulsés par le groupe parlementaire. La notice biographique du dictionnaire Maitron consacrée à Albert Thomas indique qu'il a été « militant des groupes socialistes indépendants, puis du Parti socialiste français dès sa formation en

²²¹ DROZ Jacques, *Histoire générale du socialisme*, Paris, Presses universitaires de France, 1997, tome 2, p. 151.

²²² JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés : les origines intellectuelles du réformisme en France, 1871-1917*, *op. cit.*, p. 123.

1902 ». Plusieurs zones d'ombre, déjà soulevées par Emmanuelle Cohen, demeurent sur son appartenance précise à tel ou tel groupe. Nous ne pouvons rien affirmer précisément pour l'année 1899, et les documents d'archives dont nous disposons dans ses archives privées tendent à renforcer les doutes plutôt qu'à conforter les certitudes. Plusieurs points méritent ici d'être soulevés. On sait que l'étudiant parisien a fréquenté Jean Allemane au sein du mouvement des Universités populaires (UP) dans les années 1900-1901. Cet ancien typographe, communard et leader important du mouvement ouvrier parisien avait pris la tête en 1890 du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR), né d'une scission avec les broussistes de la Fédération des travailleurs socialistes de France (FTSF), alors principale force politique non marxiste du mouvement ouvrier français. Charles Andler et Lucien Herr militèrent aussi au sein du POSR, convaincus de la nécessité d'éduquer le peuple pour réaliser son émancipation. Fut-il également militant du POSR ? Est-ce à ce parti qu'il se réfère dans sa lettre à Paul Desjardins ? Rien dans ses archives privées – aucune carte de membre par exemple – ne permet de l'affirmer.

Par ailleurs et à la même période, il aurait également été présent aux séances des groupes possibilistes de la Vienne²²³. Thomas fut-il attiré par la nébuleuse broussiste²²⁴ dès le début de son engagement politique et a-t-il milité plutôt au sein de la FTSF ? Rien dans les archives ne permet non plus d'étayer cette deuxième hypothèse. En raison de sa forte intégration dans les réseaux des UP et de l'influence de Andler et Herr sur le jeune homme dès son entrée à l'ENS, la première hypothèse – celle du POSR – semble la plus probable, mais ne peut être confirmée sans preuves tangibles à l'appui. Rien n'empêche non plus de considérer que le jeune militant fut attiré par les thèses allemanistes, broussistes et possibilistes, *en même temps*. Ces branches du socialisme sont de toutes façons très proches ; leurs frontières sont floues dans la période qui précède l'unité de 1905. Le jeune homme de vingt ans, plongé dans la bouillonnante vie politique de l'ENS s'intéressa sans doute à toutes ces tendances qui dialoguent entre elles. La notice du dictionnaire Maitron ajoute d'ailleurs à cette confusion en évoquant la participation

²²³ Je remercie Alain Chiron pour ces informations d'après ses consultations de *L'Éclaireur*, journaliste broussiste ayant paru de 1886 à 1905. Voir également, CHIRON Alain, « Louis Chérion, secrétaire anticlérical du père de La Croix et journaliste engagé au service du mouvement socialiste dans le Choletais et la Vienne (1880-1910) », dans la *Revue historique du Centre-Ouest*, 2009, tome 7, « Érudits et savants » p. 125-146. La chose est plausible dans la mesure où les parents d'Albert Thomas sont originaires de Poitiers et conservent sans doute des liens avec le Poitou. Albert lui-même semble cultiver ces liens. Au congrès d'unification socialiste d'avril 1905, Thomas est délégué de la Vienne tout comme lors des congrès de la SFIO de Nancy en 1907 et de Saint-Étienne en 1909.

²²⁴ Du nom de Paul Brousse (1844-1912), le courant broussiste ou parfois appelé possibiliste s'oppose au courant guesdiste et mise sur la conquête des institutions – en particulier les municipalités – pour transformer la société capitaliste.

de Thomas aux groupes socialistes indépendants dominés par les personnalités de Jean Jaurès et d'Alexandre Millerand. Le jeune homme assiste-t-il aux congrès généraux des organisations socialistes françaises de décembre 1899 et septembre 1900 ? Rien ne permet de l'affirmer. Les informations dont nous disposons pour reconstituer les origines de son appartenance partisane sont parcellaires. Elles se trouvent dans ses archives privées, et les archives de surveillance policière ne nous renseignent pas sur son activité, son dossier réunissant des documents à partir de l'année 1908²²⁵. Si rien ne vient confirmer l'appartenance de Thomas à l'une de ces trois branches, allemaniste, broussiste ou indépendante, celles-ci furent cependant à l'origine de la création conjointe en 1902 du Parti socialiste français (PSF) dont nous savons en revanche avec certitude qu'il comptait Albert Thomas parmi ses militants. Ce parti, qui s'organise à partir du congrès de Tours de 1902, rassemble des socialistes indépendants, mené par Jean Jaurès, des militants de l'ancienne FTSF de Paul Brousse et du POSR de Jean Allemane. Défini par Madeleine Rebérioux comme un « parti d'élus et d'électeurs, [...] plus que de militants », et dirigé principalement par son groupe parlementaire, il s'oppose à l'autre grand pôle qui domine le socialisme français d'alors, le Parti Socialiste de France (PSdF) « parti de militants [...] plus que d'électeurs²²⁶ », davantage « révolutionnaire ». Ce dernier est également constitué en 1902, d'un rassemblement des forces du Parti ouvrier français (POF) guesdiste, du Parti socialiste révolutionnaire (PSR) et de l'Action communiste opéré lors du congrès de Commeny.

À partir de 1902, Thomas s'affirme donc dans ce pôle militant « réformiste » qui occupe alors le paysage socialiste français à la veille de son unité et qui est dominé par la personnalité de Jean Jaurès qui établit les grandes lignes du « programme assez modéré²²⁷ » du PSF, selon le qualificatif de Daniel Ligou, alliant réformes politiques (scrutin proportionnel, séparation des Églises et de l'État, disparition des congrégations, instruction gratuite et monopoles de l'enseignement, impôt sur le revenu), et réformes économiques et sociales (journée de huit heures, repos hebdomadaire, nationalisation, politique extérieure renouvelée).

Le jeune militant appartient par ailleurs à la section du PSF de Champigny-sur-Marne au moins à partir de 1905²²⁸, et se trouve dans le comité à l'origine d'un groupe du V^e arrondissement, « L'Unité socialiste », affilié à la section révolutionnaire de la Seine du

²²⁵ AN F7/16023². Dossier de surveillance d'Albert Thomas.

²²⁶ REBERIOUX Madeleine, « Le socialisme français de 1871 à 1914 » in DROZ Jacques (dir.), *Histoire générale du socialisme*, tome 2, Paris, Presses universitaires de France, 1982 [1^{ère} édition : 1974], p. 193. Daniel Ligou résume, lui, le paysage socialiste par cette formule : « En 1902 [...] la situation est donc claire : il y a deux partis socialistes, un "révolutionnaire" et un "ministériel" ». LIGOU Daniel, *Histoire du socialisme en France : 1871-1961*, Paris, Presses universitaires de France, 1962, p. 162.

²²⁷ *Ibid.* p. 157-158.

²²⁸ AN 94 AP 471. Carte d'adhérent au PSF.

PSF²²⁹. Il est probable qu'il ait fait partie du PSF dès sa création en 1902, ou au plus tard en 1903. Il semble également avoir participé à la création de l'Union des travailleurs socialistes de Champigny à la fin de l'année 1903, née d'une scission du groupe socialiste de Champigny qui se sépare alors du Parti socialiste français. Accompagné de Poisson et Joannès Allardet, Thomas, délégué du groupe à la Fédération de la Seine, aurait signé un appel dénonçant cette scission comme « une répétition machinale de phrases aussi creuses que révolutionnaires²³⁰ ». L'Union des travailleurs socialistes de Champigny rejoint immédiatement le PSF et sert de plateforme électorale pour les élections municipales de l'année 1904. C'est sous l'étiquette du PSF que le candidat se présente aux élections municipales de Champigny-sur-Marne et est élu, seul conseiller municipal socialiste de sa commune natale à la suite d'une fusion des deux listes socialistes²³¹. Thomas avait été également présent au Congrès de Bordeaux de 1903 qui donne lieu à l'exclusion de Millerand. Nous ne savons pas s'il a participé aux débats, mais il livre ses analyses du congrès dans la revue du révisionnisme allemand, les *Sozialistische Monatshefte* en 1903²³², dans lequel il défend la participation ministérielle de Millerand. À ses yeux, la différence entre le système politique français républicain et le régime impérial allemand doit amener à des positionnements différents des socialistes. Ainsi, dans le cadre d'un régime démocratique et parlementaire, le parti socialiste devrait oublier sa dualité entre réformisme et révolution pour s'intégrer dans le système politique et faire avancer les réformes dans le sens du socialisme théorisé et discuté. Thomas sera, enfin, présent lors du congrès de l'unité de 1905, rejoignant la première Commission administrative permanente (CAP) du nouveau parti, position fort stratégique. Il possède alors le double mandat de délégué de la Seine et de délégué de la Vienne²³³.

Les premiers engagements militants socialistes d'Albert Thomas en ce début du siècle sont le reflet de la complexité même de la galaxie socialiste d'avant l'unification de 1905, dont l'historiographie reste par définition morcelée et parcellaire, du fait de la difficulté de l'accès

²²⁹ AN 94 AP 471, lettre de G. Mesnard à Albert Thomas du 14 février 1905.

²³⁰ WILLOT Benoît, « Joannès Allardet, fondateur du socialisme révolutionnaire à Champigny », Note de blog d'histoire en ligne. <http://polmoresie.over-blog.fr/2017/06/joannes-allardet-fondateur-du-socialisme-revolutionnaire-a-champigny-1/3.html>

²³¹ AN F7/16023² et « Mouvement politique [PSF] », *L'Humanité*, 29 septembre 1904.

²³² SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 222. Et JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés, op. cit.*, p. 222-223.

²³³ AN 94 AP 471. Carte de délégué du congrès d'unification socialiste des 23, 24 et 25 avril 1905.

aux sources et qui a été en partie éclipsée par l'histoire du socialisme unifié à partir de 1905²³⁴. Ils montrent néanmoins l'inscription précoce de Thomas dans le pôle « réformiste » du socialisme français, soucieux d'action parlementaire, de démocratie sociale et attaché à un programme de réformes politiques et sociales. La formation du jeune homme à l'ENS concomitante à ces premiers engagements consolide largement cet ancrage réformiste et jaurésien.

²³⁴ Outre le fait que l'unité, processus long et complexe, se rattache à l'histoire plus glorieuse d'un parti désormais en ordre de bataille pour mener la conquête du pouvoir politique, se pose également le problème de l'accès aux archives de ces diverses organisations socialistes d'avant l'unité. Outre le travail de Daniel Ligou mentionné plus haut, la synthèse la plus importante sur les divers courants socialistes d'avant l'unité de 1905 reste le chapitre de Madeleine Rebérioux consacré au socialisme français de 1871 à 1914, in DROZ Jacques (dir.), *Histoire générale du socialisme*, tome 2, *op. cit.*, p. 133-236. Avant la thèse d'Emmanuel Jousse sur les socialistes réformistes déjà mentionnée, c'est d'ailleurs le courant guesdiste, sans doute le plus structuré et à la doctrine la plus identifiable qui avait attiré l'attention des historiens, comme le montrent les travaux de Claude Willard. WILLARD Claude, *Le Mouvement socialiste en France (1893-1905). Les Guesdistes*, Paris, Éditions sociales, 1965. Le centenaire du parti socialiste, en 2005, a donné lieu à une série de publications, centrées sur le processus d'unification et plus encore sur la construction ultérieure de la SFIO. Voir notamment CHAMBARLHAC Vincent (dir.), *Histoire documentaire du Parti socialiste*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2005 (3 tomes). Alain BERGOUNIOUX et Frédéric CEPÉDE, *Des poings et des roses, le siècle des socialistes*, Paris, La Martinière, 2005. BERGOUNIOUX Alain et GRUNBERG Gérard, *L'ambition et le remord. Les socialistes français et le pouvoir*, Paris, Fayard, 2005. « 1905-2005 : cent ans de socialisme. Les socialistes et la France », *Recherche socialiste*, « hors-série », n° 31-32, juin-septembre 2005. Voir également le numéro des *Cahiers Jaurès*, « La formation du parti socialiste unifié », 2008, vol. 1-2, n° 187-188.

II. « D’abord la rue d’Ulm ²³⁵ » : au cœur du socialisme normalien

A. L’arrivée dans un « milieu » socialiste : amitiés et réseaux

Ce n’est pas sans appréhension qu’Albert Thomas rejoint la promotion de la rue d’Ulm. Il se confie à son ami Léon Beck qui tente de dissiper ses craintes :

« Tu as l’air de t’effrayer un peu de tes débuts à l’École. Ce sera la plus simple des choses. Tu prépareras très doucement ta licence et tu feras à ta guise de l’histoire. Tu verras même qu’il te reste beaucoup de temps pour [...] toutes sortes de choses. Si tu aimes faire des cours ou bien des conférences populaires, tu pourras aisément trouver à te satisfaire²³⁶ ».

Ses craintes proviennent sans doute de la charge de travail annoncée mais aussi de l’entrée dans un milieu probablement fantasmé par le jeune homme, qui l’éloigne de ses origines sociales. Elles sont cependant bien vite dissipées. Thomas se révèle très vite un travailleur acharné, mais aussi un camarade apprécié et bien intégré. Durant ses trois années à l’École, entre 1899 et 1902, il suit alors le parcours « type » : il passe sa licence d’histoire en 1900 et obtient son diplôme d’études supérieures en 1901. Cette période d’intense apprentissage le confirme dans ce goût pour cette discipline, déjà acquis au lycée Michelet et consacré par son succès à l’agrégation en 1902, juste devant le futur grand historien des Annales Lucien Febvre. À la veille de son entrée à l’École, il confie à Paul Desjardins :

« C’est l’agrégation d’histoire que je désire préparer, et l’histoire est le fondement des sciences sociales que je veux étudier²³⁷ ».

Fait intéressant, il demande à son « maître » des conseils pour s’inscrire aux cours d’administration de législation d’économie sociale de l’École des sciences politiques. Nous ne savons pas s’il les a suivis. Une chose est cependant sûre : en sa double qualité de militant socialiste SFIO et de connaisseur du socialisme et du syndicalisme allemand, il est invité en mars 1908 à y faire une conférence aux côtés de Marcel Sembat, Hubert Lagardelle et Élie Halévy lui-même sur le socialisme européen²³⁸.

²³⁵ CANDAR Gilles, « Albert Thomas et la constitution des réseaux : les années 1878-1914 », *op. cit.*

²³⁶ AN 94 AP 471. Lettre de Léon Beck à Albert Thomas du 5 septembre 1899.

²³⁷ *Bulletin de L’Union pour la vérité*. Février-mars 1933, n° 5-6. Lettre de Thomas à Desjardins du 8 octobre 1899, p. 206.

²³⁸ AN 94 AP 472. Lettre de Élie Halévy à Albert Thomas du 9 mars 1908.

Par ailleurs, cet intérêt précoce pour les sciences économiques et sociales va de pair avec la vision de l'histoire et des sciences sociales partagé par le milieu qu'il est amené à fréquenter à l'ENS entendre mettre la connaissance « totale » du monde au service de l'action politique. Très vite en effet, le jeune campinois surmonte ses premières appréhensions et intègre avec facilité le groupe des socialistes normaliens, dont les réseaux noués dans les couloirs de la rue d'Ulm se perpétuent et se recomposent au tournant des années 1910²³⁹.

Celui qui avait écrit à son camarade de lycée Dubois en avril 1899 : « Si tu ne fais pas de politique, tu ne peux être mon ami », semble respecter cet adage à la lettre. Parmi ses plus proches camarades on trouve alors le mathématicien Henri Marais, l'historien de l'art et philologue Louis Réau, l'historien Lucien Febvre, le sociologue Maurice Halbwachs, le géographe Jules Sion, le journaliste Pierre Comert. Le sociologue disciple du Durkheim, Robert Hertz, figure également parmi les intimes et relata par la suite que Thomas avait frappé à la porte de chambre à l'école le soir de même son arrivée à l'ENS, excité à l'idée de rencontrer celui qui « avait visité les coopératives anglaises ». Nicolas Mariot qui a récemment consacré une étude biographique au couple Hertz fondée notamment sur les correspondances de Robert et Alice avec les milieux intellectuels et socialistes, fait état de la relation de grande proximité entre les deux hommes. Robert appelle son ami son « cher vieux Tom » dans les lettres et cartes postales qu'il lui envoie, notamment pendant ses vacances²⁴⁰. Les lettres échangées entre les deux hommes sont peu fréquentes pour les années de l'ENS, ce qui s'explique par le fait qu'ils se croisaient quotidiennement au sein même de l'École. En revanche, entre 1903 et 1912 au moins²⁴¹, ils continuent à échanger très fréquemment, même si les lieux de rencontres se raréfient à mesure que Thomas s'éloigne des cénacles intellectuels pour gagner des cercles plus directement politiques. La constitution du Groupe d'études socialistes en 1908 par Robert Hertz avec l'objectif de « soutenir par les chiffres, par les documents, par des études », les socialistes engagés dans la bataille et l'action municipale, rejoint les préoccupations de son camarade et

²³⁹ PROCHASSON Christophe, *Le socialisme normalien (1907-1914)*, op. cit.

²⁴⁰ MARIOT Nicolas, *Histoire d'un sacrifice : Robert, Alice et la guerre (1914-1917)*, Paris, Seuil, 2017, p. 35-36. On trouve de nombreuses lettres et cartes postales de Robert Hertz à Albert Thomas, AN 94 AP 471 et 94 AP 472.

²⁴¹ Une partie de la correspondance passive d'Albert Thomas des années 1910 à 1914 a sans doute disparu. Les dossiers de correspondances sont moins nombreux pour cette période, et donc inversement proportionnels à l'activité politique croissante du militant désormais député. Madeleine Thomas, la veuve d'Albert explique qu'une partie n'a pas été conservée après l'arrivée des Allemands à Garchy, leur maison de campagne où elle a continué à vivre après la mort de son époux, en 1940.

constitue même un soubassement intellectuel à son propre engagement politique sur le terrain municipal²⁴².

Les parcours des deux hommes se rejoignent et s'opposent tout à la fois pendant la Grande Guerre : alors que Thomas incarne la mobilisation ministérielle « de l'arrière » en tant que ministre de l'Armement, Robert Hertz incarne une mobilisation sacrificielle « totale » du corps et de l'âme. D'abord envoyé dans l'infanterie territoriale au début de la guerre, il demande volontairement à être envoyé en première ligne et trouve la mort sur l'autel de la patrie en avril 1915, un mois avant la nomination de son ami comme sous-secrétaire d'État à l'Armement et aux Fabrications de guerre²⁴³... Le sociologue Maurice Halbwachs, camarade d'école, mais aussi de découverte de la social-démocratie européenne en 1902-1903 se retrouvera dans le ministère de normaliens constitué par Thomas pendant la Première Guerre mondiale. Halbwachs est toujours cité en exemple d'expert intellectuel entré au service de la mobilisation industrielle, du fait bien sûr de sa notoriété mais aussi des travaux qu'historiens et sociologues ont consacré aux enjeux de l'engagement de ce sociologue en politique²⁴⁴. Les trajectoires et carrières croisés d'Albert Thomas, François Simiand et Mario Roques sont également connues, ces deux derniers ayant été respectivement chef de cabinet et chef de cabinet adjoint du sous-secrétariat d'État à l'Artillerie et aux Munitions en 1915. Ces deux hommes par ailleurs ne furent pas directement les camarades de Thomas à l'École, Simiand y ayant fait sa scolarité de 1893 à 1896 et Roques y ayant enseigné, en plus de ses cours à l'École nationale des Langues orientales vivantes à partir de 1909²⁴⁵. Hubert Bourgin, qui est de quatre ans l'aîné d'Albert Thomas, sera également un précieux – mais toutefois équivoque – collaborateur du ministre, chargé d'assurer la liaison avec le Parlement²⁴⁶.

Mais d'autres normaliens camarades suivent le ministre socialiste à l'Armement, voire plus tard au BIT : c'est le cas par exemple d'Henri Marais, agrégé de mathématiques et de

²⁴² PAYRE Renaud, *Une science communale ? : réseaux réformateurs et municipalité providence*, Paris, CNRS Éditions, 2007, p. 94.

²⁴³ Lettre du 16 mai 1915 d'Albert Thomas à Alice Hertz : « Et moi je pensais à lui. C'était à lui que je voulais soumettre au retour, le dur cas de conscience que j'ai dû résoudre. J'ai été, je crois, beaucoup du moins le déclarant, utile à mon pays. N'eût-il pas été de mon devoir de courir des risques égaux à tant d'autres ? Parfois j'ai eu des doutes. C'était à lui, tout de suite, que je pensais, quand j'aurais voulu me confier à un ami. Ai-je besoin d'en dire plus pour exprimer à mon tour toute l'admiration affectueuse qu'il nous inspirait tous par sa haute et délicate conscience ? » cité in MARIOT Nicolas, *Histoire d'un sacrifice*, op. cit., p. 40.

²⁴⁴ BECKER Annette, *Maurice Halbwachs : un intellectuel en guerres mondiales, 1914-1945*, Paris, A. Viénot, 2003. Et pour un point historiographique sur l'action des sociologues en politique voir MARCEL Jean-Christophe, « Introduction », *Les Études sociales*, 2017, n° 165, p. 3-5.

²⁴⁵ <https://maitron.fr/spip.php?article150160>, notice ROQUES Mario, Louis, Guillaume par Jacques Girault, version mise en ligne le 10 novembre 2013, dernière modification le 20 novembre 2014.

²⁴⁶ Sur le rôle d'Hubert Bourgin aux côtés de Thomas pendant la guerre, voir BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, *Albert Thomas : le socialisme en guerre, 1914-1918*, op. cit., p. 76-78.

philosophie, que l'on retrouve à l'Armement après s'être engagé volontairement dans l'infanterie, puis dans son Association d'études et de documentation sociale (AEDS) chargée de soutenir la carrière politique de Thomas après son départ du gouvernement en 1917²⁴⁷. C'est le cas aussi du géographe Henri Hubert, bibliothécaire adjoint de Lucien Herr, aux côtés de Thomas dans le groupe de l'Unité socialiste fondé en 1899, et employé au service automobile du sous-secrétariat d'État des Munitions puis au ministère de l'Armement, puis envoyé par ce dernier en mission en Russie en 1917, membre également de l'AEDS, et préparant, semble-t-il le retour de Thomas dans la vie politique française dans les années 1920²⁴⁸.

Nous pouvons d'ores et déjà noter que la plupart de ses camarades épousent la carrière d'enseignants et d'universitaires chevronnés. Major de l'agrégation à qui un poste au lycée de Brest était offert à l'issue de sa scolarité et de sa réussite au concours, Thomas aurait pu suivre la même voie, mais ses années passées à l'ENS semblent l'attirer irrémédiablement vers l'action politique. Cette transition n'est cependant pas si brutale et il ne renonce pas vraiment à l'enseignement ni ne se désintéresse de l'action éducative, et ce toute sa vie durant. Il est notamment le précepteur de Jean Hugo, le petit fils de Victor Hugo à partir d'octobre 1903²⁴⁹ et enseignant au collège Sévigné, école progressiste créée par Mathilde Salomon pour préparer les jeunes filles à l'agrégation. Il ne se détourne pas non plus de l'université et soutient en 1911 une thèse à la Faculté de droit de l'Université de Paris sur *La liberté de l'enseignement en France de 1789 à nos jours*, publiée chez Sirey la même année, sur laquelle nous reviendrons.

La formation à l'ENS va donc de pair avec une immersion dans le milieu républicain dreyfusard qui forme une génération d'intellectuels. Même si, trop jeune, il n'en est pas un intellectuel de premier plan, Thomas se passionne pour la lutte pour la justice menée en faveur de Dreyfus, et assiste le 19 novembre 1899 à l'inauguration du *Triomphe de la République* de Jules Dalou en compagnie de ses camarades²⁵⁰. Il rejoint alors rapidement la Ligue des Droits de l'Homme créée en 1899 dans la foulée de l'Affaire Dreyfus, intégrant la section campinoise au moins à partir de 1902²⁵¹. Le petit cercle d'amitiés de Thomas est également composé

²⁴⁷ AN 94 AP 404. Lettre d'invitation pour Albert Thomas du 10 mai 1919 à l'AEDS consacrée à la réforme électorale.

²⁴⁸ DHERMY-MAIRAL Marine, « Henri Hubert et la guerre : un rail pour Albert Thomas », in Laurent OLIVIER (dir.), *La mémoire et le temps. L'œuvre transdisciplinaire d'Henri Hubert (1872-1927)*, Paris, Demopolis, 2018, p. 81-101.

²⁴⁹ Il semble que Thomas commence à servir comme précepteur de Jean Hugo à partir d'octobre 1903. Les raisons politiques semblent d'ailleurs se mêler à des avantages financiers. La famille Ménard est en effet liée à des intérêts industriels forts. Archives de l'IISH, Sozialistische Monatshefte Archives, 191, Lettre d'Albert Thomas à Joseph Bloch du 11 avril 1903 dans laquelle il écrit : « En octobre, j'entre comme précepteur dans une grande famille républicaine et socialiste française avec un traitement supérieur à celui de l'Université française ».

²⁵⁰ AN 94 AP 471. Lettre de Corbin à Albert Thomas du 16 novembre 1899.

²⁵¹ AN 94 AP 471. Cartes d'adhésion pour 1902, 1905 et 1906.

d'intellectuels qui marqueront fortement la structuration des sciences sociales de ce début de siècle. La singularité de Thomas dans ce cercle est d'assumer totalement l'engagement politique qui en découle, même s'il entre parfois en contradiction avec la posture savante²⁵². Tout en participant à forger, par ses écrits, ces sciences sociales en cours d'affirmation, et en particulier la discipline historique, Thomas voit en elles un soubassement rationnel à l'action politique qu'il entend mener, en même temps qu'un récit justifiant son propre engagement dans une plus vaste chaîne des temps qu'il entend marquer par cette même action.

B. Les lectures formatrices et l'inscription dans une tradition intellectuelle socialiste pré-marxiste

Albert Thomas était un étudiant assidu doté d'une grande force de travail, ce dont témoignent les deux gros cartons de notes de cours de la période de l'ENS conservés dans ses archives²⁵³. Il n'hésite pas à tenir un agenda et un programme de travail souvent copieux et ce même après la réussite de l'agrégation²⁵⁴. Emmanuelle Cohen a consulté les emprunts effectués par l'étudiant à la bibliothèque de la rue d'Ulm qui montrent une véritable « soif de connaissance²⁵⁵ » et donnent également une idée de la tonalité des lectures effectuées par le jeune normalien. Les deux premières années sont particulièrement représentatives de ses centres d'intérêts – l'année de l'agrégation est à mettre à part car l'étudiant a essentiellement consulté des ouvrages relatifs aux questions portés aux concours – sur les 124 ouvrages consultés lors de l'année universitaire 1899-1900 et les 139 de l'année universitaire 1900-1901, dominant l'histoire, les sciences économiques et sociales, les études sur le socialisme et le droit. Thomas ne se contente pas d'une lecture passive, mais prend activement des notes : comme il en avait exprimé le souhait en arrivant à l'école, c'est le *Capital* de Marx qu'il lit en priorité, ainsi que les écrits d'Engels, mais il se plonge aussi dans la lecture des économistes classiques comme Adam Smith ou encore Ricardo. Il est intéressant de noter que le futur passeur du révisionnisme bernsteinien, et futur opposant au marxisme révolutionnaire véhiculé par la Troisième Internationale et la Russie bolchévique a une connaissance assez approfondie des

²⁵² PROCHASSON Christophe, « Jalons pour une histoire du “non-engagement” », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1998, vol. 60, n° 1, p. 102-111.

²⁵³ AN 94 AP 399 et 94 AP 400.

²⁵⁴ AN 94 AP 474. « Mon programme de province », 18 septembre 1902. « L'agrégation, et après ? » (sans date).

²⁵⁵ COHEN Emmanuelle, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 27-30.

écrits de Marx. Il s'agit d'ailleurs d'une connaissance directe des textes car Thomas lit l'allemand et approfondira sa maîtrise de cette langue lors de son voyage en Allemagne en 1902-1903. Germaniste, comme la plupart des étudiants de sa génération, il lit en détail et prend d'abondantes notes sur *Le Capital*, et notamment sur la partie « Travail et valeur ». Mais il lit aussi *La critique de la philosophie du droit de Hegel* de 1843, ainsi que *La question juive* de 1844. La correspondance entre Marx et Alexandre Bracke, militant socialiste français à l'origine de traductions d'écrits de Marx en français et le commentaire de Marx sur le programme de Gotha lui sont également familier. C'est d'ailleurs généralement l'histoire et les théories du SPD qui attirent son attention à l'instar du discours de Ferdinand Lassalle de 1863 « Origine du syndicalisme allemand », et du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels. Sa connaissance de la théorie socialiste allemande ne se limite pas à Marx. Il prend aussi des notes sur *Les origines de la famille, de la propriété privée* et de l'État de Engels, lit Karl Kautsky, auteur du programme d'Erfurt de 1891 et « pape du marxisme²⁵⁶ » mais aussi des articles du *Vorwärts*. Il faut préciser d'emblée que la lecture et sa réception de Marx sont influencées par l'analyse de Charles Andler, maître de conférence à l'ENS de 1893 à 1904 et fondateur de l'École socialiste en 1899²⁵⁷.

Cet alsacien, philosophe et cacique de l'agrégation d'allemand en 1899 est membre du Parti socialiste ouvrier révolutionnaire et actif dreyfusard. Auteur d'une thèse sur les origines du socialisme d'État en Allemagne en 1897, il est un passeur d'une vision critique de la théorie marxienne dans les milieux socialistes intellectuels en France. Tout en participant à l'introduction du marxisme dans le paysage intellectuel français de l'époque, Andler n'en est pas moins très critique à l'égard de la théorie marxienne, pointant du doigt ce qu'il estime être des confusions du philosophe allemand dans l'élaboration de sa théorie de la valeur, ignorant de plus, dans l'organisation sociale la spécificité du droit et la question de la morale²⁵⁸. Plus encore dans son commentaire du *Manifeste communiste*, publié en 1901 dans la « Bibliothèque socialiste » de la Société Nouvelle de librairie et d'édition²⁵⁹, il dénie l'originalité du socialisme à Marx et Engels, revenant aux socialistes français du XIX^e siècle, que la tradition marxiste a

²⁵⁶ DUCANGE Jean-Numa, « Karl Kautsky et le centenaire de la Révolution française », *Siècles. Cahiers du Centre d'histoire « Espaces et Cultures »*, 2006, n° 23, p. 63-82.

²⁵⁷ Sur les différentes écoles socialistes, voir PROCHASSON Christophe, *Le socialisme normalien (1907-1914)*, *op. cit.* p. 43-82.

²⁵⁸ DUCANGE Jean-Numa, « 1. Le Marx des socialistes (1) : le moment Guesde-Jaurès », in DUCANGE Jean-Numa et BURLAUD Antony (dir.), *Marx, une passion française*, Paris, La Découverte, 2018, p. 29-42.

²⁵⁹ MARX Karl et ENGELS Friedrich, *Le Manifeste communiste ; avec les articles de F. Engels dans la « Réforme », 1847-1848. Traduction nouvelle par Charles Andler*, Paris, Société Nouvelle de Librairie et d'Édition, 1901.

dénigrés et relégués au rang « d'utopistes ». Cette vision critique du marxisme influença sans aucun doute Thomas qui suit activement ses cours à l'ENS²⁶⁰, mais aussi ses conférences à l'École socialiste sur la pensée marxienne²⁶¹. Comme Lucien Herr, Charles Andler devient un « maître », pour le jeune étudiant. Preuve de cette grande confiance et de cette communauté d'esprit, les deux germanistes lui confient d'ailleurs la rédaction du tome X de *L'Histoire socialiste de la France contemporaine*, dirigée par Jean Jaurès, consacrée au Second Empire. Les deux maîtres socialistes, remplacent peu à peu Desjardins dans l'esprit – si ce n'est dans le cœur – de l'étudiant²⁶², comme en témoigne cet intérêt pour les socialistes français des années 1830 qui fait l'objet de son mémoire de maîtrise et pour lequel il reçoit les conseils avisés d'Andler. Cela n'empêchera pas Thomas, quelques années plus tard, de contester publiquement dans *L'Humanité* « les excès et erreurs » de son maître qui a condamné la social-démocratie allemande, accusée d'être infestée d'éléments militaristes²⁶³. Thomas n'est pas homme à se laisser dominer par la pensée de « maîtres » qu'il ne saurait contester, ou qu'il s'empêcherait de discuter. Il était à cette époque engagé avec Jaurès dans une œuvre de conciliation franco-allemande en faveur de la paix et craignait sans doute que cette saillie de l'intellectuel ne nuise à cette action nécessaire pour la préservation d'une paix alors très fragile.

Bien avant cette querelle, il semble bien que Thomas ait épousé la vision du marxisme véhiculée à l'école par le duo de germaniste Charles Andler et Lucien Herr. Ce dernier, membre du parti allemand depuis 1890 et bibliothécaire de l'ENS depuis 1888, a influencé des générations de normaliens séduits par le marxisme et la cause dreyfusarde, de Charles Péguy à Léon Blum en passant par Jean Jaurès²⁶⁴. C'est d'ailleurs sans doute le bibliothécaire dreyfusard qui fut à l'origine de la rencontre entre Thomas et Jaurès, probablement lors des réunions du Groupe de l'Unité socialiste créé en 1899 en vue du congrès manqué de l'Unité de la salle Japy du mois de décembre. C'est enfin et surtout Lucien Herr, aidé de son adjoint Henri Marais, également proche de Thomas²⁶⁵, qui introduit les classiques du marxisme et de la social-démocratie allemande dans les rayonnages de la bibliothèque de l'École et sert d'intermédiaire entre son élève et les sociaux-démocrates allemands qu'il rencontre lors de son

²⁶⁰ AN 94 AP 400.

²⁶¹ AN 94 AP 471. Thomas a conservé dans ses archives des notes sur les leçons d'Andler en 1901 sur « Le Manifeste communiste », « La doctrine socialiste, Ferdinand Lassalle », et « La plus-value selon Karl Marx ».

²⁶² Nous avons déjà évoqué la désapprobation dont Desjardins lui fait part quand il lui annonce son sujet de maîtrise.

²⁶³ Nous reviendrons sur cet épisode dans notre troisième chapitre.

²⁶⁴ LINDENBERG Daniel et MEYER Pierre-André, *Lucien Herr, le socialisme et son destin*, Paris, Calmann-Lévy, 1977.

²⁶⁵ AN 94 AP 471 et 94 AP 472. Voir les lettres échangées entre les deux hommes au ton très familier et personnel en 1905. Les deux hommes s'échangent d'ailleurs des revues allemandes.

voyage outre-Rhin de 1902 à 1903. On trouve plus d'une quinzaine de lettres de la main de Lucien Herr dans les correspondances de Thomas d'avant 1914²⁶⁶. Tant lors de son voyage en Allemagne que par la suite, Herr semble encourager l'action politique de Thomas, au détriment de sa potentielle carrière universitaire²⁶⁷. Les deux hommes ont vraisemblablement poursuivi leurs contacts pendant la guerre. Lucien Herr aurait conseillé au ministre socialiste de prendre la présidence du Conseil après la crise ministérielle de septembre 1917²⁶⁸. Une fois directeur du BIT, Thomas n'hésite pas à demander des conseils à son vieux maître pour définir l'organisation de la bibliothèque du BIT et pour la constitution de ses fonds²⁶⁹. Le duo germaniste de la rue d'Ulm constitué par Herr et Andler a en tous cas éveillé le jeune homme au marxisme et en particulier à une certaine lecture du marxisme.

En effet, à la session de décembre 1901 – lors de laquelle Lucien Febvre présente son mémoire sur la « contre-réforme en Franche-Comté », Albert Thomas présente son mémoire sur « Les idées populaires de la réforme sociale de 1832 à 1834 ». Notons que sur les 11 étudiants présentant leur diplôme à cette même période, seul Roger Lévy, futur agrégé d'histoire et spécialiste du XIX^e siècle, traita un sujet proche de celui de Thomas, bien que d'orientation plus politique que sociale : *Ledru-Rollin jusqu'après la création du suffrage universel (5 mars 1848)*. Dans ce travail, il opère une synthèse entre les diverses tendances socialistes de l'époque d'Armand Carrel à Buonarroti en passant par Auguste Cabet²⁷⁰. Il dégage plusieurs traits communs qui les unissent : ils sont à la fois républicains et réformateurs et partagent une tradition commune, celle de la Grande Révolution. Il est en cela caractéristique des historiens socialistes de la III^e République qui se tournent vers l'héritage de 1789, qui

²⁶⁶ AN 94 AP 471, 94 AP 472 et 94 AP 473. Les deux hommes échangent au sujet des réunions du Groupe de l'Unité socialiste, de l'École socialiste, et du journal *L'Humanité*.

²⁶⁷ AN 94 AP 472. Lettre de Lucien Herr à Albert Thomas du 18 septembre 1909 qui le dissuade de prendre des responsabilités dans la direction du collège Sévigné où Thomas donne des cours, qui risqueraient d'amputer sur ses activités intellectuelles. Lucien Herr lui écrit « Je crois que vous avez très bien fait de vous résoudre à simplifier votre vie, trop déchiquetée, et il faut faire ce qu'il faut pour libérer votre force de travail tout en faisant face aux obligations qui pèsent sur vous. Mais il se peut pourtant que la mort de Mme Salomon ait des conséquences qui vous intéressent : si la nouvelle direction vous faisait dans l'enseignement du collège une place importante ; ne répondez pas à ces avances sans mûre réflexion, mais vous sentez cela comme moi. Je vous sens, dans vos articles, une fermeté et une force qui me font un grand plaisir. Ce que vous faites est très bien fait, et il faut continuer. Je souhaite de tout mon cœur que tout aille bien chez vous, et je vous souhaite, à vous, santé et confiance. Et je vous embrasse très vite, mais tendrement ».

²⁶⁸ LINDENBERG Daniel et MEYER Pierre-André, *Lucien Herr, le socialisme et son destin*, op. cit., p. 286.

²⁶⁹ ABIT CAT 7-438. Dossier de correspondance entre Lucien Herr et Albert Thomas. DHERMY-MAIRAL Marine, *Les sciences sociales et l'action du Bureau international du Travail (1920-1939)*, thèse de l'EHESS, sous la direction d'Éric Brian, 2015, p. 70-77.

²⁷⁰ Ce n'est sans doute pas anodin car c'est sous la plume de Cabet que semble apparaître pour la première fois le mot « réformiste » en 1841, pour désigner le militant partisan de réformes politiques préparant les réformes sociales communistes. JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés*, op. cit., p. 6.

s'agrègeront au projet d'histoire de Jean Jaurès²⁷¹. Plus encore, ce mémoire participe de la découverte puis de la (re)construction d'une tradition socialiste française, non pas antimarxiste, mais anté-marxiste (ou prémarxiste), et ce alors même que les théoriciens de la social-démocratie allemande, dont Bernstein, s'appliquaient à un examen critique de la tradition socialiste française héritée de 1789²⁷². L'entreprise de Thomas prolonge en cela celle de Charles Andler dans son commentaire du *Manifeste*, de 1901, dont l'objectif a été analysé par Jean-Numa Ducange :

« [Andler] souhaite dénier toute singularité à l'œuvre de Marx en montrant que son *Manifeste* coécrit avec Engels n'est qu'une compilation de textes socialistes français de la première moitié du XIX^e siècle. D'Auguste Blanqui à Constantin Pecqueur, de Saint-Amand Bazard à Pierre-Joseph Proudhon, tout serait déjà là²⁷³ ».

Cette vision a profondément marqué Thomas, dont les centres d'intérêt historiques, depuis ses lectures effectuées à la bibliothèque d'Ulm nourrie par Lucien Herr, en passant par ses accointances avec les révisionnistes allemands, et jusqu'à la lecture à la fin des années 1920 des théories révisionnistes d'Henri de Man. En 1927, dans une lettre qu'il adresse à celui-ci, Thomas il montre son intérêt constant pour la théorie marxiste et son enrichissement par la critique :

« Je demeure vraiment très curieux de bien discerner votre post-marxisme, si j'ose dire, de mon pré-marxisme. Je sens bien toutes les identités de mon socialisme idéaliste et, si on veut quarante-huitard – bien que tenant compte, comme le vôtre de tout l'effort scientifique du marxisme – avec votre propre théorie. Mais je crois qu'il est, de ma part, honnête, de chercher à mieux discerner les nuances qui nous séparent. C'est la condition même d'enrichissement de ma pensée²⁷⁴ ».

Ainsi, si Thomas étudie et s'approprie le socialisme marxiste, c'est pour mieux se forger une vision critique – qui ne constitue pas une récusation – ou pour le déconstruire et lui préférer une tradition socialiste française façonnée par la pratique politique et non par la seule théorie. Il se tourne très tôt vers les expériences des mal-nommés « socialistes utopiques²⁷⁵ » par la tradition marxiste, mais nommés de manière plus neutre les « socialismes de 1848 » par Célestin Bouglé

²⁷¹ Nous reviendrons dans le deuxième chapitre sur la participation de Thomas à *L'Histoire socialiste* de Jaurès.

²⁷² DUCANGE Jean-Numa, *Quand la gauche pensait la nation. Nationalités et socialismes à la Belle Époque*, *op. cit.*, p. 214-216.

²⁷³ DUCANGE Jean-Numa, « 1. Le Marx des socialistes (1) : le moment Guesde-Jaurès », *op. cit.*, p. 37.

²⁷⁴ ABIT CAT 7-489. Lettre d'Albert Thomas à Henri de Man du 4 novembre 1927.

²⁷⁵ BREMAND Nathalie, « Introduction : "Socialistes utopiques", les mal-nommés », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 2014, n° 124, p. 13-24.

ou à sa suite Marcel Prélot²⁷⁶. Saint-Simon, Philippe Buchez, Constantin Pecqueur, Charles Fourier, Victor Considérant, Louis Blanc ou encore Proudhon font ainsi partie des références constantes d'Albert Thomas, que l'on retrouve d'ailleurs à l'envi dans ses discours prononcés comme ministre pendant la Grande Guerre puis comme directeur du Bureau international du Travail. B.W. Schaper érige dès lors Thomas en « une des figures les plus représentatives du socialisme français typique²⁷⁷ » ; il serait sans doute plus juste de considérer qu'il se fait plutôt l'un des passeurs entre l'expérience politique de ces socialistes de 1848 et la science social(ist)e critique du marxisme qui s'affirme alors en ce début de XX^e siècle. Sans doute l'étudiant socialiste n'aurait pas dénié l'appellation que donne à ces hommes l'historien Frédéric Moret, à savoir des « socialistes de l'expérimentation²⁷⁸ ». En poursuivant la genèse de la formation intellectuelle et politique d'Albert Thomas à l'ENS, c'est avec certitude que l'on peut affirmer que le ou les socialismes de 1848 constituent une base solide à l'élaboration de sa conscience socialiste et, partant, de sa conception de l'action socialiste. L'introduction de la leçon d'Abel Rey du 9 mars 1901 « Le socialisme français en 1848 » retrouvé dans les notes de cours de l'étudiant semble avoir profondément marqué le jeune historien en formation et le militant socialiste en devenir.

« Le socialisme de 1848 n'a pas été une doctrine ; cela a été surtout un fait ; il a vécu beaucoup plus qu'il n'a été théorisé. [...] Les socialistes de 1848 sont essentiellement humanitaires, ils sont entrés dans le mouvement révolutionnaire, non pas après une étude bien précise, bien scientifique des questions sociales, mais simplement par sentiment, la plupart par générosité, et sous l'impulsion d'idées humanitaires, qu'ils empruntent soit à la Révolution française de 1789, soit aux philosophes du XVIII^e siècle, soit enfin à Saint-Simon et Fourier²⁷⁹ ».

Le jeune homme a d'ailleurs envisagé la poursuite de cette enquête historique par une thèse universitaire sur Constantin Pecqueur, grande figure de la Commission du Luxembourg en 1848, partisan d'une fédération des nations européennes et précurseur de l'idée de socialisation des chemins de fer et des mines et institutions de crédit, comme prémices à l'élaboration d'une société intégralement collectiviste. L'héritage de socialiste « utopique » est très net lorsque Thomas préconise lui-même la nationalisation des chemins de fer au sortir de la Grande Guerre, ou plus encore lorsqu'il prend la tête du Bureau international du Travail. Avant d'abandonner

²⁷⁶ PRELOT Marcel, *L'évolution politique du socialisme français, 1789-1934*, Paris, Éditions SPES, 1939.

²⁷⁷ SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 38.

²⁷⁸ MORET Frédéric, *Les socialistes et la ville : Grande-Bretagne, France, 1820-1850, op. cit.*, p. 267-268.

²⁷⁹ AN 94 AP 399. Notes de cours d'Albert Thomas. Leçon d'Abel Ferry à l'École socialiste, Samedi 9 mars 1901 « Le socialisme français de 1848 ».

progressivement ce projet de thèse, trop accaparé par l'action politique, il avait rendu un vibrant hommage à celui qui souhaitant une « société plus juste et plus rationnelle », en s'adressant à Eugène Pecqueur, le fils de Constantin, pour lui annoncer son souhait d'« [étudier] par le détail l'œuvre de [son] père [et d'y consacrer] s'il le faut, plusieurs années de [sa] vie²⁸⁰ ». Même si ce projet de thèse fut avorté²⁸¹ Thomas semble fortement marqué par la pensée de Pecqueur. Des références à l'homme du Luxembourg sont présentes dans ses réflexions sur l'urbanisation et la banlieue, tant dans le programme municipal de la Fédération socialiste de la Seine qu'il co-rédige avec Adrien Veber en 1908 que dans sa brochure sur les espaces libres et les fortifications²⁸². Florent Lazarovici note que le socialiste fait appel à Pecqueur, mais aussi à Saint-Simon et Fourier, en tant que socialistes faisant le lien entre progrès technique et amélioration des conditions de vie sociales de la ville, mais surtout comme personnalités ayant préconisé un socialisme pratique, *via* des réformes municipales permettant de changer le quotidien des classes ouvrières notamment de la banlieue parisienne. Si, paradoxalement, il ne fait aucune référence à Constantin Pecqueur, pourtant l'un des premiers à employer le mot de nationalisation dès 1842²⁸³ dans ses articles sur les chemins de fer publiés dans *La Revue socialiste* dont il était alors le rédacteur en chef en 1912 et 1913²⁸⁴, Thomas est à l'origine d'un projet de loi en mai 1919²⁸⁵ tendant à « la nationalisation de tous les réseaux de chemins de fer d'intérêt général, secondaire ou local ». Comme souvent, les mobilisations de la mémoire d'un « précurseur » sont sélectives et fonction du contexte. Ainsi, les résurgences de la figure de Pecqueur apparaissent également dans les années 1920. Dans une conférence à Genève en 1921, c'est le Pecqueur père de la conciliation et de l'association des nations au service de la paix que mobilise le directeur du BIT²⁸⁶, au même titre que Fourier, Victor Hugo ou encore Woodrow

²⁸⁰ Lettre d'Albert Thomas à Eugène Pecqueur du 6 octobre 1902, citée in THEBAUD Jacques, « À propos du centenaire de la mort de Constantin Pecqueur (1887-1987). Jalons pour une biographie scientifique », *Revue d'histoire du XIX^e siècle. Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle*, 1987, n° 3.

²⁸¹ AN 94 AP 472. Lettre de Charles Andler à Albert Thomas (sans date, mais probablement mars 1905).

²⁸² LAZAROVICI Florent, « Réformer la ville par l'action publique, Albert Thomas et les fortifications de Paris » in BAUBEROT Arnaud et BOURILLON Florence (dir.), *Urbaphobie ou la détestation de la ville aux XIX^e et XX^e siècles*, Pompignac, Bière, 2009, p. 303-318.

²⁸³ En 1842, Pecqueur préconisait de « socialiser et nationaliser tous les instruments de travail, ramener l'activité et la production de tous les citoyens sans exception à l'unité et à la contrainte gouvernementale ». Cité in LEFRANC Georges, *Le mouvement syndical sous la Troisième République*, Paris, Payot, 1967, p. 216.

²⁸⁴ BELLET Michel, « La réception de l'œuvre de Pecqueur par le milieu de *La Revue socialiste* (1885-1914) et l'enjeu de l'économie », in COSTE Clément, FROBERT Ludovic, et LAURICELLA Marie (dir.), *De la République de Constantin Pecqueur (1801-1887)*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2016, p. 349-395.

²⁸⁵ AN 94 AP 368. Proposition de loi d'Albert Thomas de mai 1919 tendant à la nationalisation de tous les réseaux de chemins de fer d'intérêt général, secondaire ou local.

²⁸⁶ ABIT CAT 2-21-5. Discours du 21 novembre 1921 sur le désarmement dans la salle de la Réformation à Genève.

Wilson, tous présentés comme précurseurs de l'idée de Société des Nations²⁸⁷. C'est encore le Pecqueur saint-simonien de la première heure qui est convoqué au moment de la célébration du centenaire de la mort de Saint-Simon en 1925²⁸⁸. Enfin, à la fin des années 1920, Thomas semble renouer avec ses passions historiennes de jeunesse, et réaffirmer l'héritage de ce socialiste de 1848 : il entreprend alors la rédaction d'un ouvrage sur Pecqueur – cependant jamais paru – dans la *Revue d'économie politique* en 1929 dans la collection de textes dirigés par Célestin Bouglé chez l'éditeur Alcan.

Assez peu connu pour ses productions historiennes et théoriques, Thomas participe cependant très clairement à cette entreprise intellectuelle menée à la rue d'Ulm pour faire l'histoire d'une tradition pré-marxiste autour de Charles Andler, Lucien Herr ou encore Hubert Bourgin qui consacre sa thèse à l'œuvre de Charles Fourier²⁸⁹. Sans doute cette thèse prévue mais avortée sur Pecqueur visait-elle à boucler la chaîne des temps ouverte par Charles Andler et poursuivie par Hubert Bourgin. Mais les recherches qu'il a commencées pour la réaliser irriguent ses écrits plus militants et plus pratiques, concourant à la création d'une tradition politique hybride à la croisée d'écrits universitaires théoriques et d'actions pratiques. L'originalité du parcours de Thomas parmi ces socialistes normaliens réside dans sa volonté de prolonger dans l'action la formation de cette science sociale, ou science socialiste, et de la diffuser dans des milieux dépassant les cercles intellectuels.

C. L'apprentissage et la popularisation d'une tradition socialiste

1. Un socialiste au contact de militants instruits : l'engagement au sein des Universités populaires

La mise en récit intellectuelle d'une culture politique socialiste fondée sur l'histoire de la Révolution française et des mouvements socialistes et socialisants du XIX^e siècle s'accompagne de la volonté de la populariser dans des milieux non intellectuels. Au tournant

²⁸⁷ ABIT CAT 2-24-1. Discours du 2 février 1924 sur la Société des Nations et l'Organisation internationale du Travail, à l'Athénée de Genève.

²⁸⁸ ABIT CAT 2-25. Conférence d'Albert Thomas du 23 février 1925 sur le Comte Henri de Saint-Simon, Genève, Aula de l'Université pour le Centenaire de Saint-Simon.

²⁸⁹ BOURGIN Hubert, *Fourier, contribution à l'histoire du socialisme français*, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1905.

du siècle, ce groupe de socialistes normaliens se pose la question du rapport entre intellectuels et mouvements ouvriers. Dans le sillage de Lucien Herr, la réponse fut celle-ci :

« On décida... que notre rôle de socialistes non ouvriers était d'abord d'instruire les étudiants ignorants ou indifférents. Ainsi fut fondée cette première École socialiste qui connut deux années de cours assez suivis²⁹⁰ ».

Lucien Herr est en effet à l'origine de l'École socialiste qui donna des cours rue Mouffetard de 1899 à 1902, dans le but de « convertir » de nouvelles générations d'étudiants au socialisme. Léon Blum, Paul Fauconnet, François Simiand, Marcel Mauss et Emmanuel Lévy y donnèrent des cours pendant la courte existence de cette école. Thomas suivit probablement ses cours, mais fut surtout actif au sein des Universités populaires, intéressé avant l'entrée à l'école par « la question de l'éducation du peuple », comme il s'en confiait alors à Paul Desjardins²⁹¹. Il semble que son professeur de lycée l'ait introduit dans ces milieux²⁹². Thomas fréquente dès 1899 l'Université populaire la « Coopération des idées », créée une année auparavant par Georges Deherme, ancien ouvrier typographe et ancien militant anarchiste, qui fut une sorte de père fondateur du mouvement des « UP » dont la brève mais foisonnante histoire fut relatée par l'historien Lucien Mercier²⁹³. Il est intéressant de noter que cette aventure du jeune normalien au sein des Universités populaires – malgré les critiques à venir des vaillantistes et des guesdistes qui y voient une mainmise paternaliste et intellectuelle sur les ouvriers – le met en contact avec les tendances politiques les plus diverses du mouvement ouvrier et socialiste. Thomas fréquente sans doute déjà le Cercle des Étudiants socialistes dont le congrès des 20 au 22 septembre 1900 à Paris adopte une motion favorable à la création d'Universités populaires socialistes et même et à la participation des étudiants socialistes aux Universités populaires bourgeoises déjà existantes. Ce groupe est à l'origine de la création en 1909 d'une nouvelle

²⁹⁰ Cité in LINDENBERG Daniel et MEYER Pierre-André, *Lucien Herr, le socialisme et son destin*, op. cit., p. 172.

²⁹¹ *Bulletin de L'Union pour la vérité*. Février-mars 1933, n° 5-6. Lettre de Thomas à Paul Desjardins du 10 janvier 1897 : « La question de l'éducation du peuple me préoccupe beaucoup ».

²⁹² COHEN Emmanuelle, *Albert Thomas*, op. cit., p. 33.

²⁹³ MERCIER Lucien, *Les universités populaires : 1899-1914, éducation populaire et mouvement ouvrier au début du siècle*, Paris, Éditions ouvrières, 1986.

École socialiste où Albert Thomas, Hubert Bourgin, Robert Hertz, Charles Andler ou encore Émile Vandervelde enseigneront²⁹⁴.

Sans doute s'est-il fait remarquer assez tôt dans ses milieux, puisque le militant anarchiste Joseph Bédias le contacte en octobre 1899 pour l'aider à former une Université populaire concurrente à celle de Georges Deherme qui est peu à peu évincé, du fait de son autoritarisme et de son antisocialisme croissant²⁹⁵. Ce militant qui gravite dans le cercle de la bibliothèque d'éducation libertaire de la rue Titon dans le IV^e arrondissement parisien, lui propose de se joindre à lui pour « participer à une tentative d'éducation [...] basée non plus sur la phraséologie libérale mais sur des réalités tangibles et appuyée sur toute l'enquête matérialiste du siècle²⁹⁶ » et oppose Thomas et ses camarades à « ceux qui, ne voulant pas toucher aux institutions ne peuvent aboutir qu'à des solutions individuelles, ceux qui voulant réaliser socialement les virtualités socialistes et libertaires de l'époque actuelle, œuvrent forcément dans le sens d'une solution générale et effective²⁹⁷ » de l'UP du « fétide Deherme ». Nous ne savons rien de la suite de ce projet, ni même si Thomas répondit favorablement à cette sollicitation. Mais le ton familier employé par Bédias semble montrer que les deux hommes se sont déjà croisés et ont déjà débattu ensemble de la question de l'éducation populaire. En tous cas, Thomas est apparu aux yeux de Bédias comme un militant fortement engagé des Universités populaires, une personnalité intéressante à recruter pour faire croître son projet naissant, car susceptible d'enrôler avec lui d'autres camarades. Aux alentours de 1900-1901, Thomas fréquente également la première Université populaire créée à l'initiative de Jean Allemane, « le Réveil des I^{er} et II^e arrondissements », qui se situe au 14 rue Marie-Stuart. Lancée par le leader du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR) appuyé d'une dizaine de militants en février 1901, elle est soutenue indirectement par des leaders socialistes : Jean Jaurès, Alexandre Millerand, Gustave Hervé, René Viviani, ou encore Hubert Lagardelle²⁹⁸. Thomas semble y apporter son soutien direct ; il assiste vraisemblablement aux conférences du leader du Parti ouvrier

²⁹⁴ AN 94 AP 472. Lettre d'un responsable de l'école socialiste à Albert Thomas le 6 décembre 1909, en prévision d'une leçon de Thomas sur la théorie générale du syndicalisme. Le responsable (A. Delhay ?) fait état de la bonne santé de l'école tout juste créée avec 64 inscriptions pour l'année 1910. Sur l'école socialiste, voir PROCHASSON Christophe, *Le socialisme normalien (1907-1914)*, op. cit. Thomas a conservé le programme de cours de l'École socialiste. AN 94 AP 473. Brochure avec le programme des conférences de l'École socialiste, novembre-décembre 1910. Thomas intervient sur Babeuf et Buonarroti, Hubert Bourgin sur Fourier et Hertz sur Saint-Simon. Les séances sont présidées par Jean Jaurès. Par ailleurs, Thomas aurait également donné trois leçons en 1910 sur les questions syndicales ; le 13 janvier 1910 sur la définition du syndicalisme des origines, le 27 janvier 1910 sur les méthodes syndicales, le 3 février 1910 sur la valeur de l'action syndicale. AN F7/16023². Note de surveillance policière, dossier Albert Thomas.

²⁹⁵ MERCIER Lucien, *Les universités populaires*, op. cit., p. 50.

²⁹⁶ AN 94 AP 471. Lettre de Joseph Bédias à Albert Thomas, sans date mais probablement novembre 1899.

²⁹⁷ *Ibid.*

²⁹⁸ MERCIER Lucien, *Les universités populaires*, op. cit., p. 57.

socialiste révolutionnaire (POSR) sur les retraites ouvrières en décembre 1901, mais fait aussi une conférence pour présenter les éditions les « Études sociales »²⁹⁹. D'autres militant.e.s des Universités populaires figurent sur les programmes du « Réveil des I^{er} et II^e arrondissement », comme André Hesse, futur militant socialiste à la SFIO, se faisant connaître pour ses saillies anti-guesdistes lors des congrès³⁰⁰, ou la militante féministe et franc-maçonne Véra Starkoff³⁰¹. Charles, le fils de Jean Allemane, lui propose d'animer, au sein de cette UP, « les causeries socialistes du jeudi »³⁰². On ne connaît pas les suites de ce projet mais il est intéressant de noter l'implication précoce de Thomas dans cette première UP d'obédience socialiste, qui lui permet de rencontrer, de plus, une des figures historiques du mouvement socialiste et communard français, Jean Allemane. Sa participation aux UP au tout début du siècle le plonge dans un milieu bouillonnant où se croisent des militants venus d'horizons divers : des syndicalistes comme Léon Jouhaux ou Auguste Keufer, des socialistes, des militants anarchistes. Mais les UP sont également un point d'entrée vers ce « tiers parti social³⁰³ » qui rassemble tantôt une frange de la bourgeoisie libérale jusqu'à la frange réformiste du milieu ouvrier. Thomas, comme d'autres upéistes, anime la « Société des Visiteurs », active entre 1896 et 1902. Elle mène une œuvre d'« enquêteurs, de conseillers techniques et de visiteurs des familles » auprès des populations déshéritées, à la croisée de l'éducation populaire et de la bienfaisance scientifique³⁰⁴, autour de René Bazin et André Spire.

L'œuvre d'éducation conçue comme un facteur de progrès des sociétés semble animer une partie importante des activités du jeune normalien en ce début de siècle. On sait par exemple qu'il participa à la MLF (Mission laïque française) association fondée en 1902 pour assurer « la propagation de l'enseignement laïque aux colonies et à l'étranger » par Pierre Deschamps, directeur de l'enseignement à Madagascar, entouré de personnels de l'enseignement et en lien avec les milieux francs-maçons³⁰⁵. Active jusqu'en 1913, elle crée en son sein l'École Jules-Ferry, en charge de former des enseignants pour exercer dans les écoles publiques des colonies

²⁹⁹ AN 94 AP 471. Programme de l'UP « Le Réveil des I^{er} et II^e arrondissements » du mois de décembre 1901.

³⁰⁰ Notice Maitron. <https://maitron.fr/spip.php?article87634>, notice HESSE André, Alexandre par Antoine Olivesi, Justinien Raymond, Madeleine Rebérioux, version mise en ligne le 21 avril 2010, dernière modification le 8 octobre 2018.

³⁰¹ Notice Maitron. <https://maitron.fr/spip.php?article131640>, notice STARKOFF Véra (EFFRONT Thérèse, épouse Schutz, dite) par Notice complétée par Marianne Enckell, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 19 octobre 2019.

³⁰² AN 94 AP 471. Lettre de Charles Allemane à Albert Thomas du 28 octobre 1901.

³⁰³ LESPINET-MORET Isabelle, *L'Office du travail, 1891-1914 : la République et la réforme sociale*, op. cit., préface de Michelle Perrot, p. 7.

³⁰⁴ DAB Sandra « Bienfaisance et socialisme au tournant du siècle : la Société des Visiteurs (1898-1902) », in TOPALOV Christian (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice*, op. cit., p. 219-235.

³⁰⁵ COHEN Emmanuelle, *Albert Thomas*, op. cit., p. 34.

françaises ou de l'étranger, avec pour objectif évident de contrer l'hégémonie des congrégations dans le domaine éducatif. Elle fut soutenue par des personnalités comme Jean Jaurès, Léon Bourgeois, Armand Fallières ou encore Anatole France³⁰⁶. Même si Thomas n'en fut pas une personnalité emblématique – on ne connaît d'ailleurs pas son rôle exact ni la durée de cet engagement – il semble avoir manifesté un certain intérêt pour l'enseignement laïc perçu comme un vecteur de progrès pour les peuples colonisés, qu'une large partie de la gauche française radicale et socialiste regardait comme des « enfants » à instruire et éduquer. Même si l'on ne trouve pas trace pour cette période de propos de sa part sur la colonisation, on peut supposer qu'il a épousé les grandes lignes de l'argumentaire colonial développé par Jules Ferry et Jaurès avant d'épouser une vision plus critique de la politique coloniale française à partir de 1905³⁰⁷. Cet engagement pour la mission laïque confirme bien l'intérêt de Thomas pour les questions de pédagogie et d'instruction du peuple. Dès 1899, il pose la question de la place des intellectuels dans le mouvement ouvrier en ces termes :

« Il y a une opposition presque irréductible, entre les purs ouvriers et les bourgeois venus au socialisme. Chez les uns, un esprit de domination subsiste. Il faut qu'ils se sacrifient davantage, chez les autres, de méfiance. Il faut qu'en comprenant mieux, ils aient plus confiance³⁰⁸ ».

Prônant une confiance renouvelée entre le mouvement ouvrier et les intellectuels, il considère que le rôle des intellectuels est de mettre à la disposition des militants les connaissances acquises sur les luttes ouvrières. C'est le sens de *La Revue syndicaliste* qu'il crée en mai 1905, dont le but clairement affiché est de « renseigner les camarades sur les transformations économiques, sur les mouvements de la production, sur la législation ouvrière [...] signaler et analyser les œuvres qui intéressent les militants³⁰⁹ ». Thomas demeure l'un des intellectuels socialistes normaliens parmi les plus investis dans ce mouvement d'éducation populaire et ouvrière, engagement qui prend diverses formes. *La Revue syndicaliste* vise à fournir une expertise économique et sociale pour appuyer les luttes syndicales. Les UP ainsi que les ouvrages que l'on qualifierait aujourd'hui de « vulgarisation » historique et scientifique,

³⁰⁶ VIGNER Gérard, « L'École Jules-Ferry, école normale de l'enseignement colonial : une formation pour apprendre à enseigner dans les colonies (1902-1912) », *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde*, 2015, n° 55, p. 57-82.

³⁰⁷ CANDAR Gilles, « La gauche coloniale en France », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2009, vol. 1, n° 27, p. 37-56. Et CANDAR Gilles et DUCLERT Vincent, *Jean Jaurès, op. cit.*, p. 323-327 et p. 386-405.

³⁰⁸ AN 94 AP 399. Note manuscrite.

³⁰⁹ THOMAS ALBERT, « Notre but », *Revue syndicaliste*, 15 mai 1905.

à l'instar de *L'histoire anecdotique du travail* que Thomas publie en 1907 et 1908, à destination d'un public scolaire visent aussi à former les instituteurs à ces questions sociales³¹⁰.

Jusqu'au début des années 1910 qui correspond aussi au déclin du mouvement des UP d'après Lucien Mercier, Thomas est sollicité à de nombreuses reprises pour donner des conférences en France mais aussi à l'étranger. La Fédération des Universités populaires de Paris et de banlieue, constituée en 1902, à l'initiative de Jean Allemane et dirigée par Paul Kastor, pour renforcer un mouvement éclaté et fragile, fait appel à Thomas en 1907 pour renforcer les liens officiels avec la SFIO³¹¹. Alfred Péricat, actif militant socialiste du Loir-et-Cher, franc-maçon et co-fondateur de l'Université populaire du Vendôme, le sollicite en 1907 et 1909 pour qu'il évoque Babeuf et la Conjuración des Égoux, auquel il a consacré une série d'articles dans *La Revue socialiste*³¹² ayant contribué à sa notoriété en tant qu'historien³¹³. Les UP de Blois, d'Abbeville de Saint-Quentin ainsi que les UP parisiennes du faubourg Saint-Antoine et de la Semaille lui demandent d'évoquer à la tribune le travail à domicile, l'avenir socialiste du syndicalisme et de la coopérative, le municipalisme allemand ou encore le socialisme après Babeuf³¹⁴. Signe de l'internationalisation de ses réseaux, Thomas se rend également à l'Université nouvelle de Bruxelles fondée en 1894 par des dissidents socialistes de cette Université contre la décision de sa direction d'interdire la venue du géographe anarchiste Élisée Reclus. En 1905-1906, Émile Vandervelde souhaite qu'il rejoigne le cycle de conférences qu'il a initié sur le socialisme, et auquel se joignent Louis de Brouckère, Hubert Lagardelle, André Mater, Edgard Milhaud ou encore Camille Huysmans. Vandervelde souhaite plus particulièrement lui confier le thème du syndicalisme. En 1907, Thomas est à nouveau sollicité par ses camarades belges pour un cycle cette fois consacré à la « grève et le *lock-out* dans les différents pays d'Europe », auquel sont invités Sidney Webb ou encore Édouard Bernstein³¹⁵.

³¹⁰ D'abord publiée sous forme de feuillets dans *La Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, elle est rassemblée en brochure en 1910. THOMAS Albert, *Lectures historiques, histoire anecdotique du travail*, Paris, Bibliothèque d'éducation, 1910.

³¹¹ AN 94 AP 472. Lettre de la Fédération des Universités populaires à Albert Thomas le 15 mars 1907.

³¹² Sur l'étude de Babeuf par Albert Thomas voir le chapitre 2.

³¹³ AN 94 AP 472. Lettres de l'Université populaire de Vendôme à Albert Thomas du 24 septembre et du 18 décembre 1907 et du 8 octobre et du 13 novembre 1909.

³¹⁴ AN 94 AP 473. Lettre de l'Université populaire d'Abbeville qui sollicite Thomas sur « l'avenir du syndicalisme et de la coopérative » du 10 février 1910 et lettre de l'UP du Faubourg Saint-Antoine à Thomas (sans date, mais 1910) et lettre de l'UP la Semaille dans le XIX^e arrondissement, du 6 septembre 1909 pour qu'il confère sur le municipalisme allemand. AN 93 AP 471. Lettre de l'Université populaire de Saint-Quentin à Albert Thomas du 5 mai 1905 pour que Thomas intervienne sur le thème « Le socialisme après Babeuf » en complément d'une intervention d'Albert Thibaudet sur le parcours biographique de Babeuf.

³¹⁵ AN 94 AP 471. Lettres de Charles Van den Borren à Albert Thomas du 2 et du 17 juin 1905. Et AN 94 AP 472. Lettres de Charles Van den Borren à Albert Thomas notamment du 3 octobre 1907, et du 29 janvier 1909.

Enfin, l'Université ouvrière de Genève située à la Maison du peuple annonce une conférence du socialiste français dans le programme de son cycle 1910-1911³¹⁶. L'action de Thomas au sein de ce mouvement est à rapprocher de celle menée avec *La Revue syndicaliste* qu'il fonde en 1905 : il y fréquente un public de militants instruits et soucieux de trouver dans ces conférences des outils pour construire une action politique ou syndicale appuyée sur la science et la raison, en somme face à un microcosme de classe ouvrière structurée et organisée pour la défense de ses intérêts professionnels que Thomas souhaite voir advenir dans la société industrielle moderne.

Une fois devenu militant socialiste actif, le jeune homme continue donc à participer activement aux UP et œuvre pour le rapprochement de ce mouvement avec la SFIO à partir de 1905. C'est ce qu'illustre parfaitement son soutien répété à « L'Avenir social », orphelinat destiné aux enfants du prolétariat et fondée par Madeleine Vernet à Neuilly-Plaisance en Seine-et-Oise, puis déplacé à Épône dans le même département³¹⁷. Cet orphelinat reçoit des soutiens divers, de *L'Humanité* à *La Guerre sociale* en passant par la *Bellevilloise*, et doit faire face à des difficultés administratives et financières récurrentes³¹⁸. Albert Thomas, tout comme le socialiste Marcel Sembat ou le syndicaliste de la CGT Georges Yvetot lui apportent un soutien direct. Yvetot et Thomas préfacent en 1911 la brochure de Madeleine Vernet « Les sans-famille du prolétariat organisé », publiée avec l'aide de *La Revue socialiste*³¹⁹. Ils soutiennent assez clairement la nécessité d'élever les orphelins du prolétariat selon les principes de l'émancipation ouvrière, afin de les retirer de l'influence bourgeoise de l'Assistance publique ou de l'influence religieuse des pensions confessionnelles. Il est intéressant de noter le caractère assez radical des propos de Thomas dans cette préface, critiquant très virulemment l'école publique, perçue comme une instance de ce que l'on appellerait aujourd'hui la reproduction sociale et donc de perpétuation de la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat. Le développement de cet argument rapproche ici Thomas des thèses ouvriéristes, au demeurant plus développées dans les milieux anarcho-syndicalistes que dans les milieux intellectuels réformistes qu'il fréquente. Nous voyons ici la porosité et la diversité des tendances traversant

³¹⁶ AN 94 AP 473. Lettre de l'Université ouvrière de Genève à Albert Thomas du 26 octobre 1910.

³¹⁷ AN 94 AP 472 et 94 AP 473. Thomas reçoit une petite vingtaine de lettres de Madeleine Vernet entre 1908 et 1912. Sur l'engagement féministe et pacifiste de Madeleine Vernet voir NORRIS Anna, « Le féminisme français à l'épreuve de la guerre. Madeleine Vernet : itinéraire d'une féministe pacifiste », *Cahiers de la Méditerranée*, 2015, n° 91, p. 127-138.

³¹⁸ <https://maitron.fr/spip.php?article154231>, notice VERNET Madeleine [CAVELIER Madeleine, Eugénie, Clémentine, Victorine] [épouse Tribier, dite] [Dictionnaire des anarchistes] par Claude-Paul Couture, notice complétée par Marianne Enckell, version mise en ligne le 7 mars 2014, dernière modification le 10 janvier 2017.

³¹⁹ VERNET Madeleine, « Les sans-famille du prolétariat organisé », *La Revue socialiste*, T. 54, n° 320, août 1911, p. 145-164.

le mouvement ouvrier socialiste dont les UP constituent un lieu de rencontres et de circulations intenses. En les fréquentant, Thomas se trouve donc au contact de sensibilités diverses, allant de l'anarcho-syndicalisme au réformisme intellectuel, qui peuvent se rencontrer autour de projets et d'expérimentations spécifiques, à l'instar de cet orphelinat. Cherchant à convaincre Marcel Sembat de soutenir avec lui « l'Avenir social », Thomas lui écrit même en 1908 « qu'ils soient anarchisants, peu me chaut³²⁰ », vantant la nécessité première de l'éducation et de l'émancipation ouvrière, tant qu'elle est portée par des instances non-bourgeoises, et même si elle vient de milieux anarchisants qu'il goûte peu.

2. Une histoire méconnue de l'enseignement en France

Le soutien apporté en 1911 à l'orphelinat de Madeleine Vernet est concomitant de la soutenance de sa thèse portant sur « la liberté de l'enseignement en France de 1789 à nos jours » à la Faculté de droit de l'Université de Paris et publiée la même année³²¹. Cette thèse n'est par ailleurs que rarement intégrée dans le palmarès des productions historiennes et universitaires de Thomas. B.W. Schaper ne la mentionne pas. Tout au plus est-elle évoquée par Alya Aglan comme pouvant « également intéresser les historiens³²² ».

Il faut dire qu'il ne s'agit sans doute pas d'une thèse magistrale inaugurant les premiers jalons de la discipline historique initiés par exemple par François Simiand. Le président du jury est Émile Chénon (1857-1927), polytechnicien, agrégé de droit en 1882 et professeur de droit à la faculté de Rennes puis à la faculté de droit de l'Université de Paris. Ancré dans le catholicisme social, Émile Chénon prend part à la fondation de la Ligue des catholiques français pour la paix et consacrera un ouvrage en 1921 sur *Le rôle social de l'Église*³²³. Cet érudit, auteur de nombreux travaux d'histoire locale, se place à la croisée du droit et de l'histoire. Soutenue à la faculté de droit de l'Université de Paris le 27 mai 1911, cette thèse s'inscrit donc davantage dans une méthodologie d'histoire du droit, proche de celle d'Émile Chénon, dont la devise était « tout historien devrait être jurisconsulte, tout jurisconsulte devrait être historien³²⁴ ». Le manuscrit de 251 pages s'ouvre sur cette citation édifiante d'Alexandre Ledru-Rollin :

³²⁰ AN 937 AP 13. Fonds Marcel Sembat. Lettre d'Albert Thomas à Marcel Sembat du 12 décembre 1908.

³²¹ THOMAS Albert, *La liberté de l'enseignement en France de 1789 à nos jours*, thèse de l'Université de Paris (1896-1968). Faculté de droit et des sciences économiques.

³²² AGLAN Alya, « Albert Thomas, historien du temps présent », *Les Cahiers Irice*, 2008, n° 2, p. 23-38.

³²³ OLIVIER-MARTIN François, « Émile Chénon (1857-1927) », *Revue historique du droit français et étranger*, Éditions Sirey, 4^e série, huitième année, 1929, p. 403-423.

³²⁴ *Ibid.*, p. 404.

« Y-a-t-il une souffrance plus grande pour l'individu que l'oppression de sa conscience, que la déportation de ses fils dans des écoles qu'il regarde comme des lieux de perdition, que cette conscription de l'enfance traînée violemment dans un camp ennemi et pour servir l'ennemi³²⁵ ».

Inscrite dans la lignée des républicains de 1848, cette citation porte d'emblée le questionnement qui traverse cette thèse : quelle est la place accordée à l'émancipation de l'individu dans l'école de la République qui est au fond l'école de la bourgeoisie ? Sa structure suit un plan classique et rappelle la thèse d'Émile Bourgeois de 1902, *La liberté de l'enseignement, histoire et doctrine*, utilisée dans la documentation préparatoire de la thèse. Une première partie est consacrée à l'historique de la liberté d'enseignement depuis la Révolution française, et une deuxième à la doctrine de l'enseignement. La première partie suit de près la législation adoptée en matière d'enseignement, tout en restituant les plans de législation qui ne sont jamais advenus, reconstituant ainsi l'archéologie – au sens foucauldien du terme – de la défense de la liberté de l'enseignement en France. Elle s'inscrit dans une chronologie que l'on pourrait qualifier de « jaurésienne ». Thomas dresse en effet une ligne de démarcation très nette entre l'enseignement sous l'Ancien régime – évacué en 6 pages – et les temps nouveaux ouverts par la Révolution de 1789. Dans ses quelques pages consacrées à la liberté de l'enseignement en France avant 1789, l'auteur prend pourtant à rebours le constat suivant alors très répandu :

« L'enseignement primaire avait peu préoccupé la Monarchie ; de là à dire que l'enseignement du peuple était pour ainsi dire nul, il n'y en avait pas ³²⁶».

Il constate au contraire l'existence de nombreuses écoles populaires, dont la création n'avait pas été faite à l'initiative de la monarchie, et qui avaient été ainsi mises « à la portée de la plupart des enfants des classes laborieuses³²⁷ ». Décrites par les philosophes des Lumières, ces écoles n'avaient en conséquence pas attiré l'attention des historiens. Thomas les mentionne pour vanter l'initiative des communautés villageoises et religieuses. Il rappelle ainsi le monopole de l'Église sur l'enseignement primaire sous l'Ancien régime. Loin de le condamner, il constate que l'Église a permis le développement des prémices de l'enseignement primaire. Pourquoi un socialiste laïc s'intéresse-t-il de près à la question de l'enseignement primaire et notamment religieux ? Pour montrer la force et la puissance des communautés, surtout quand

³²⁵ THOMAS Albert, *La liberté de l'enseignement en France de 1789 à nos jours*, op. cit., p. IX.

³²⁶ *Ibid.*, p. 6.

³²⁷ *Ibid.*, p. 7.

l'État fait défaut. Là encore, c'est la tradition d'autonomie ouvrière de 1848 qui préside sans doute à ses conclusions.

De manière *a priori* étonnante, la thèse critique « quelquefois sans ménagements l'école laïque³²⁸ », accusée d'avoir plus « instruit qu'éduqué³²⁹ », et se présente comme un plaidoyer en faveur de « la légitimité mais encore [de] l'utilité de l'école libre³³⁰ ». Le réquisitoire contre l'école laïque existante en France est un constat sans appel :

« Elle [l'école laïque] a plus instruit qu'éduqué. A-t-elle ouvert l'âme du jeune homme à un idéal de vie supérieur, lui-a-t-elle proposé une discipline morale à laquelle il puisse rapporter ses paroles et ses actes, ses passions et sa vie ? En agissant ainsi, l'école laïque aurait fait rayonner l'œuvre d'éducation d'un haut idéal religieux et moral, mais elle ne pouvait le faire puisque les fondateurs de l'école laïque ne se sont jamais réclamés que de la liberté religieuse, c'est-à-dire du néant³³¹ ».

Comment comprendre la vive conclusion de cette étude sur l'enseignement laïc ? Nous avons déjà établi que Thomas avait – dans la commune de Champigny – participé à la bonne mise en œuvre de la loi Combes de 1903, visant à la réduction de l'influence des congrégations sur l'enseignement. Cependant, il semble déplorer le caractère incomplet de l'enseignement professé par l'école publique. En montrant les limites de l'enseignement laïc, il s'exprime en réalité en faveur d'un projet plus global d'éducation et d'enseignement, teinté d'humanisme moral, et dont devraient s'emparer différentes instances de la société. Thomas s'inscrit ici dans une conception morale et non utilitariste de l'enseignement, en relative opposition donc avec le système éducatif alors en vigueur sous la III^e République, qui réserve l'accès aux études secondaires puis supérieures – payantes – aux enfants d'une petite élite bourgeoise. Autrement dit, l'éducation ne doit pas se contenter de former le futur travailleur, elle doit aussi élever le futur citoyen, en fonction d'objectifs moraux fixés par la famille. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre cette thèse publiée en 1911 au moment où l'homme politique se réengage en faveur de l'éducation des orphelins du prolétariat par le prolétariat lui-même, au point de se rapprocher des militants anarchisants.

C'est la deuxième partie de sa thèse, consacrée aux « doctrines » relatives à l'enseignement, qui est la plus intéressante et la plus étonnante. Poursuivant sa critique des lois d'éducation depuis la Révolution française, il critique en particulier le monopole de l'État sur l'enseignement. Thomas se fait un véritable défenseur de la liberté de l'enseignement. Cette

³²⁸ *Ibid.*, p. 4.

³²⁹ *Ibid.*

³³⁰ *Ibid.*

³³¹ *Ibid.*

proclamation de principe s'appuie d'abord sur le principe incontournable – et relativement bourgeois – de la liberté du père de famille qui devrait pouvoir donner à son enfant l'éducation qu'il souhaite, notamment en fonction de ses convictions religieuses. De manière peut-être plus progressiste, Thomas appuie son argumentation sur le fait que le monopole de l'État ne garantit pas du tout la neutralité de l'enseignement. Il pose ainsi cette question :

« Car au fond, qu'est-ce que l'État ? Sinon une association d'hommes de chair et d'os qui sont au pouvoir, et dont l'enseignement ne peut pas être chose que l'enseignement d'une philosophie, d'une morale et d'une histoire favorable à leurs idées personnelles. Un tel gouvernement, dont le vice principal est l'instabilité, n'est pas lui-même sûr de pouvoir faire durer son enseignement plus que le temps pendant lequel il durera. Les majorités sautent de droite à gauche, et réciproquement, dès lors, ce sera les fantaisies politiques qui seront érigées en système d'éducation³³² ».

Et de poursuivre :

« La République après tout, n'est pas une religion, et jusqu'à présent, il n'a pas été décrété, que toutes les œuvres faites en son nom, étaient des articles de foi ; la République est un grand acte de confiance en même temps qu'un régime de libre examen. Vouloir réaliser l'unité morale par le monopole, n'est-ce pas courir à un échec certain ? ».

Thomas s'appuie donc sur l'avis défavorable au monopole de divers acteurs de l'éducation eux-mêmes (l'Union pédagogique de France, le directeur de l'École normale de Paris, Paul Devinat, des syndicalistes laïques), pour en contester à son tour la légitimité. Il n'hésite pas non plus à relayer la position de la SFIO sur ce point et notamment du professeur de collège puis député du Pas-de-Calais Pierre Myrens qui considère le monopole « comme un crime contre la classe ouvrière et contre le socialisme ». Celui-ci considère en effet que remettre les enfants de la classe ouvrière entre les mains de l'éducation donnée par l'État revient à les mettre entre les mains de la classe bourgeoise ennemie. Thomas ne dit pas autre chose lorsqu'il prend la défense de Madeleine Vernet dans la préface consacrée à son orphelinat destiné aux enfants de la classe ouvrière. Le chapitre IV de sa thèse, consacré à la séparation de l'État et de l'enseignement s'appuie abondamment sur les articles que son camarade et ami, Eugène Fournière, avait publié dans *La Revue de l'enseignement primaire*, riche des contributions régulières de Jean Jaurès et de Thomas lui-même. Fournière, journaliste et socialiste, proposait un plan qui ouvrait la possibilité totale de développer des enseignements concurrents, à l'échelle de chaque commune. Le dispositif proposé par Fournière reposait sur une consultation des « pères de familles », uniques juges de l'éducation souhaitée pour les enfants, passent des accords avec

³³² *Ibid.*, p. 162-163.

les associations enseignantes de leur choix – religieuses ou non. L'État répartirait ensuite les fonds du budget de l'instruction publique entre ces associations proposées. L'État ne serait donc pas hors du système, mais serait au contraire garant de la concurrence, de la pluralité de l'enseignement et donc *in fine* de la liberté de l'enseignement. Fidèle à sa méthode d'étude de l'étranger comme modèle potentiel dont la France devrait pouvoir s'inspirer³³³, il consacre la fin de sa thèse à un rapide coup d'œil sur les pratiques existantes dans les pays voisins. Les législations anglaise, belge, étatsunienne et hollandaise sont, une à une, observées et présentées comme exemple de régime d'enseignement garantissant – à des degrés plus ou moins important – cette liberté de l'enseignement qu'il appelle de ses vœux. Néanmoins, c'est la loi hollandaise de 1899, qui retient particulièrement son attention. En imposant aux écoles publiques l'obligation de recevoir des subsides et en donnant aux écoles privées confessionnelles le droit de recevoir des subsides, à condition qu'elles ne soient pas contraires à l'ordre public et n'incitent pas à la haine religieuse, l'école hollandaise est présentée comme jouissant « de la plus grande liberté » et comme donnant « d'excellent résultats³³⁴ ». En somme, ce plan est une version du projet proposé par Eugène Fournière, adapté au contexte hollandais. Quel lien faire à présent entre cette thèse et l'action de Thomas dans le domaine politique ? À la lecture de ses interventions à la Chambre, comme député socialiste de 1910 à sa démission le 27 octobre 1921, il ne semble pas qu'il intervienne prioritairement sur les questions d'éducation. Tout juste intervient-il lors de la séance du 16 février 1911 dans la discussion portant sur le budget de l'instruction publique afin de rectifier des erreurs de calculs dans le traitement des fonctionnaires. Mais cela s'inscrit plutôt dans son action de défense du statut des fonctionnaires et de la syndicalisation de ceux-ci, et notamment des instituteurs³³⁵. Ni dans *L'Humanité*, ni même dans *La Revue de l'enseignement primaire*, dont il intègre la rédaction en 1905, Thomas ne traite véritablement d'éducation.

Cependant, cette thèse est intéressante, car elle révèle chez l'étudiant socialiste une conception parfois ambiguë du rôle de l'État, qui a sans doute d'ailleurs évolué au fil de sa carrière et de ses propres expériences politiques. Le Thomas de 1911, partisan de la liberté de l'enseignement, s'exprime en faveur d'un État de droit garantissant la liberté de l'enseignement et en somme la liberté de conscience. Certains arguments évoqués dans la thèse – comme le fait que l'État dans la société capitaliste est un État de classes, celui de la bourgeoisie – se

³³³ C'est un trait caractéristique et Thomas utilisera particulièrement cette comparaison avec les modèles étrangers dans son rapport sur les chemins de fer de 1914 (*cf. infra*).

³³⁴ THOMAS Albert, *La liberté de l'enseignement en France de 1789 à nos jours*, *op. cit.*, p. 238.

³³⁵ THOMAS Albert, « Légalitaires », *L'Humanité*, 6 mars 1906.

rapprochent davantage du discours anarchiste ou guesdiste que du discours « réformiste » dont l'historiographie a fait de Thomas l'incarnation de 1910 à 1914. Cette thèse nous permet donc de saisir le caractère fluctuant des positions d'un homme qui n'a par ailleurs jamais vraiment théorisé son socialisme ni son rapport à l'État. Par ailleurs, il est aussi le discours d'un homme qui, malgré sa fréquentation des instances d'élite de l'enseignement de la République – le lycée Michelet, puis l'ENS – ne choisit jamais, contrairement à beaucoup de ses camarades, la voie de l'enseignement au lycée ou à l'Université, mais exerce au contraire dans des établissements privés, comme le collège Sévigné porté par l'audacieuse Mathilde Salomon, comme enseignant d'UP, comme conférencier à l'École libre des sciences sociales et comme précepteur. Cette attitude témoigne d'une certaine méfiance, bien présente dans les rangs des socialistes – même lorsqu'elle vient d'un de ceux qui prônent le plus fermement et le plus ouvertement les régies d'État et la possibilité de l'amélioration du sort de la classe ouvrière – envers un État « de classe », qui peut nuire à la liberté d'expression de ses opposants, notamment socialistes. Il s'agit donc d'une profession de foi républicaine modérée, d'une croyance en la République des droits plus qu'en la République des faits.

III. Le temps des premières batailles politiques

A. Le voyage en Allemagne : une expérience internationale au cœur de la querelle révisionniste

Parmi les sujets rencontrés dans ses lectures durant ses années de formation, l'économie « appliquée » semble avoir beaucoup intéressé Thomas, notamment la question des coopératives et associations ouvrières de production et la comparaison entre idée coopérative et idée corporative³³⁶. Les mouvements socialistes ou sociaux français, allemand mais aussi anglais et américain font l'objet de très nombreuses notes de sa plume ou de celle de ses camarades. Sans doute aidé par son camarade anglophone et anglophile Robert Hertz – Thomas parle très mal et parlera toujours très mal anglais – le jeune socialiste se renseigne sur le syndicalisme américain³³⁷, anglais, australien et néo-zélandais³³⁸. Mais on trouve également dans ses papiers personnels des notes sur les mouvements syndicaux espagnol, serbe, japonais, hollandais, suisse, italien³³⁹ ainsi que sur les mouvements sociaux en Europe de l'Est et en Russie³⁴⁰. À partir de 1901 en particulier, Thomas lit, en allemand, des articles des *Sozialistische Monatshefte*, principale revue révisionniste dirigée par Joseph Bloch et des articles d'Edgard Milhaud publiés dans la *Revue de Paris*, sur la question du socialisme agraire.

Son voyage en Allemagne en 1902-1903 apporte une pièce supplémentaire à sa formation politique. Depuis quand songeait-il à réaliser un tel voyage ? Peut-être son périple en transsibérien l'avait-il convaincu du bien-fondé de l'expérience directe du contact avec l'étranger pour approfondir sa connaissance du monde. Plus sûrement encore, ce sont ses camarades et des professeurs qui l'ont incité à franchir le pas. Dès novembre 1899, son camarade Jules Bocquet évoque dans une lettre le voyage en Allemagne de camarades normaliens et encourage Thomas à en suivre l'exemple et donc à « apprendre l'allemand tout à fait³⁴¹ ». On connaît le rôle que joua Charles Andler dans cette entreprise. Ce dernier, alors occupé à la préparation du tome consacré à l'histoire du Second Empire pour *L'histoire*

³³⁶ AN 94 AP 399.

³³⁷ AN 94 AP 400. Quelques notes sur *The Labor Movement. The problem of to-day* de Georges MacNeill, New-York, 1890.

³³⁸ AN 94 AP 400. Sous chemise 2.

³³⁹ AN 94 AP 400. Sous chemise 2. « Notes sur le syndicalisme hollandais », « Notes sur le syndicalisme de divers pays », « Notes sur le syndicalisme italien », « Notes sur le mouvement syndical suisse ».

³⁴⁰ AN 94 AP 400. Notes sur « Der politische Massenstreike in Russland ».

³⁴¹ AN 94 AP 471. Lettre de Jules Bocquet à Thomas, 24 novembre 1899.

socialiste de Jaurès, voulait rencontrer les exécuteurs testamentaires d'Engels, Bernstein, Kautsky et Liebknecht pour qu'ils lui fournissent de précieuses archives sur l'Internationale socialiste³⁴². Rien ne prouve que Thomas ait servi de contact durant ce voyage mais c'est finalement lui qui rédigea ce tome de l'histoire socialiste dirigé par Jaurès, utilisant comme sources principales les ouvrages déjà connus de James Guillaume sur l'internationale³⁴³, ce qui nous laisse supposer qu'il n'a pas eu directement accès aux documents souhaités. Il semblerait aussi que Andler ait espéré que Thomas poursuive la thèse qu'il avait entreprise sur les origines du socialisme d'État en Allemagne. Le suivi des cours de Schmoller et Wagner à l'Université de Berlin semble cependant l'avoir particulièrement ennuyé. L'étudiant français s'emploie donc plutôt à la réalisation de son étude sur le syndicalisme allemand³⁴⁴. Il confie à Desjardins :

« J'ai l'intention d'étudier un peu en détail, si je puis, d'une part le mouvement intellectuel du parti (révisionnisme), d'autre part les organisations vivantes (coopératives, syndicats) qui se développent avec rapidité³⁴⁵ ».

Thomas passe ainsi six mois à Berlin puis quelques mois dans le Sud de l'Allemagne entre 1902 et 1903. À Berlin, il suit de près les discussions au Reichstag, en pleine période bouillonnante d'élections législatives au cours desquels le SPD mène une forte campagne à la fois contre la politique étrangère du Reich et en faveur d'une réforme électorale démocratique. Le jeune Français passe également quelques temps à Munich auprès du grand leader du SPD bavarois, Von Vollmar. Le jeune normalien met à profit son temps passé en Allemagne, en multipliant visites, prises de contact et collecte de documentation notamment sur le mouvement syndical allemand. Il est en effet introduit par Lucien Herr et Charles Andler au cœur du cénacle des plus « robustes esprits parmi les réformistes³⁴⁶ ». C'est notamment Charles Andler qui semble lui faire une série de lettres de recommandations pour qu'il entre en contact avec les réformistes Allemands. Les notes personnelles d'Albert Thomas montrent que le voyage a été minutieusement préparé³⁴⁷. Elles contiennent des listes précises des visites planifiées et des éléments très matériels (réservation d'hôtels, de train, etc.). Ces notes comprennent notamment

³⁴² TONNELAT Ernest, *Charles Andler : sa vie et son œuvre*, Paris, Les Belles Lettres, 1937, p. 111. ; SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas, trente ans de réformisme social*, op. cit., p. 26-27.

³⁴³ BUTTIER Jean-Charles « Albert Thomas, lecteur des travaux historiques de James Guillaume ». Article de carnet de recherches en ligne : <https://jguillaume.hypotheses.org/1902>

³⁴⁴ SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas: trente ans de réformisme social*, op. cit., p. 33. Les conclusions de cette étude sont publiées en 1903 à la Bibliothèque socialiste sous le titre *Le syndicalisme allemand ; résumé historique, 1848-1903*.

³⁴⁵ Lettre de Thomas à Desjardins, de 1902, cité in SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas: trente ans de réformisme social*, op. cit., p. 28.

³⁴⁶ *Ibid.*, p. 36.

³⁴⁷ Notes rassemblées en AN 94 AP 400.

toute une série de noms de personnalités qu'il cherche à rencontrer avec leurs adresses personnelles³⁴⁸. On y trouve les noms de personnalités comme Wagner ou Schmoller, représentants du socialisme de la chaire, Bernstein ou encore Kautsky. On ne sait pas s'il a pu rencontrer toutes les personnalités citées ici (notamment Kautsky), mais sa correspondance passive nous permet de confirmer quelques noms. Celle-ci nous renseigne également sur son itinéraire, tout comme ses propres lettres retrouvées dans les papiers Édouard Bernstein³⁴⁹, Von Vollmar³⁵⁰ et Joseph Bloch³⁵¹ dans les archives de l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam. Bernstein est l'initiateur de la querelle révisionniste qui traverse le socialisme au tournant du siècle tandis que Joseph Bloch est le rédacteur en chef des *Sozialistische Monatshefte* (*Cahiers mensuels du socialisme*), « restés dans l'histoire comme la revue "révisionniste" par excellence », mais qui deviennent également au début du siècle « la revue de référence d'une ligne ouvertement grande-allemande », comme le souligne la récente étude de Jean-Numa Ducange³⁵². Von Vollmar, lui, est une forte personnalité, leader du SPD bavarois. Sans véritablement prendre part à cette querelle, Thomas se sent à l'aise dans cette version bavaroise du socialisme, à ses yeux moins doctrinale, plus pratique, que son homologue berlinois. Il cherche alors ainsi à rencontrer en priorité des militants plutôt que des théoriciens. À Francfort, il a visité l'*Orstkrankenhaus* (la caisse locale de maladie), la *Gewerschaftshaus* (la maison des syndicats), ou encore l'*Arbeitersekretariat* (secrétariat ouvrier, équivalent de la bourse du travail). De retour en France, quand il réécrit à Vollmar, il salue d'ailleurs « cette ironie délicate et ce dédain des intransigeances théoriques qui furent un des charmes de mon séjour à München³⁵³ » qu'il oppose aux « fanfaronnades bebeliennes³⁵⁴ » qu'il avait entendues lors de son passage au Reichstag. Les échanges épistolaires qui en ont résulté montrent le maintien durable de liens étroits entre Thomas et ces leaders socialistes et révisionnistes, liens qui s'étendent d'ailleurs aux cercles familiaux. Le jeune Français est en effet accueilli à Munich par le couple Vollmar qui le plonge dans la vie politique et culturelle bavaroise. Comme le note Marie-Louise Goergen, les réseaux et les liens interpersonnels sont importants, les contacts transmettent d'un voyageur à l'autre. À son retour en France, Thomas recommande la famille

³⁴⁸ AN 94 AP 400.

³⁴⁹ Archives de l'ISSH. Édouard Bernstein Papers. D700.

³⁵⁰ Archives de l'ISSH. Georg Von Vollmar Papers. 2095.

³⁵¹ Archives de l'ISSH. Sozialistische Monatshefte Archives. 191.

³⁵² DUCANGE Jean-Numa, *Quand la gauche pensait la nation. Nationalités et socialismes à la Belle Époque*, *op. cit.*, p. 118-119.

³⁵³ Archives de l'ISSH. Papiers Von Vollmar, 2095. Lettre de Thomas à Von Vollmar, sans date, mais probablement 1903.

³⁵⁴ *Ibid.*

von Vollmar à Marcel Ray, camarade socialiste de l'ENS qui vient passer quelques mois à Munich et cherche à son tour à s'insérer dans la vie du SPD bavarois³⁵⁵. La lecture de certaines lettres nous renseigne sur la nature des rencontres et visites qu'il effectue en Allemagne : Thomas fréquente les couloirs du Reichstag³⁵⁶ à Berlin puisqu'il est présent en Allemagne au moment des élections législatives. Il en rend d'ailleurs compte dans *La Petite République*, à l'invite expresse de Jaurès³⁵⁷. Thomas explique sa volonté de rencontrer Vollmar et des militants socialistes et syndicalistes allemands ainsi :

« J'essaie de comprendre, de pénétrer le plus que je puis, la vie socialiste allemande. Elle demeure malgré tout, si inconnue en France ».

Et il ajoute :

« La fraction bavaroise du parti a un caractère assez original pour que l'on tente de la mieux connaître³⁵⁸ ».

À Berlin, il est en contact fréquent avec Édouard Bernstein et sa famille³⁵⁹. Ce dernier est le grand nom du révisionnisme depuis la publication en 1899 de *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie (Les présupposés du socialisme et les devoirs de la social-démocratie)*. Thomas contribue à sa diffusion des idées de Bernstein dans les cénacles socialistes et durkheimiens français, notamment via la revue *Notes critiques, sciences sociales*³⁶⁰. Ce bulletin bibliographique est lancé en 1900 par un réseau d'intellectuels normaliens, durkheimiens et dreyfusards. Animée par François Simiand qui en est le secrétaire de rédaction, cette revue contribue à élaborer les bases théoriques d'un « socialisme d'État » ou « socialisme libéral³⁶¹ ». Thomas participe au débat autour des thèses de Bernstein, même s'il se situe davantage sur le plan pratique et scientifiques que sur le plan de la portée militante de l'ouvrage³⁶². Il nourrit la controverse en donnant des comptes rendus notamment de

³⁵⁵ GOERGEN Marie-Louise, *Les relations entre socialistes allemands et français à l'époque de la Deuxième Internationale : 1889-1914*, thèse de l'Université de Paris 8, sous la direction de Madeleine Rebérioux, 1998, p. 221-223.

³⁵⁶ C'est là qu'il avait rencontré Vollmar pour la première fois. Archives de l'IISH. Papiers Von Vollmar, 2095. Lettre de Thomas à Vollmar, du 12 mai 1903.

³⁵⁷ *Ibid.*

³⁵⁸ *Ibid.*

³⁵⁹ JOUSSE Emmanuel, *Réviser le marxisme*, *op. cit.*, p. 219. Voir les nombreuses lettres échangées entre Thomas et la famille Bernstein. AN 94 AP 404, 94 AP 470, 94 AP 471 et 94 AP 472. Les deux familles continueront à correspondre dans les années 1920. Archives de l'IISH. Papiers Édouard Bernstein. D700.

³⁶⁰ JOUSSE Emmanuel, *Réviser le marxisme*, *op. cit.*

³⁶¹ GILLARD Lucien et ROSIER Michel (dir.), *François Simiand (1873-1935). Sociologie – Histoire – Économie*, Amsterdam, Éditions des Archives contemporaines, 1996, p. 45-49. Et Prochasson Christophe, « Entre science et action sociale : le "réseau Albert Thomas" et le socialisme normalien, 1900-1914 », in TOPALOV Christian (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle*, *op. cit.*, p. 141-158.

³⁶² JOUSSE Emmanuel, *Réviser le marxisme*, *op. cit.*

conférences prononcées par Bernstein³⁶³, ou encore de l'ouvrage d'Édouard David *Sozialismus und Landwirtschaft (Socialisme et agriculture)*. Thomas partage les positions de ces deux auteurs et souscrit notamment aux vues de David qui s'exprime, en porte-à-faux avec Marx, pour le maintien de la petite propriété paysanne et agraire³⁶⁴. À Mayence, il rencontre d'ailleurs directement Édouard David ainsi que Joseph Bloch des *Sozialistische Monatshefte*, sans doute via l'intermédiaire de Lucien Herr³⁶⁵.

Son implication dans les débats doctrinaux autour du révisionnisme, sa lecture des classiques du marxisme, mais aussi d'articles portant sur les mouvements socialiste et syndicaliste allemands, ainsi que la fréquentation de Herr et Andler, et de l'équipe des *Notes critiques, sciences sociales*, bref de tous les cénacles de discussion intellectuelle avec les théories de la social-démocratie allemande, en disent long sur l'enjeu que revêtait, à ses yeux, son voyage en Allemagne entre 1902 et 1903, où il passe d'abord six mois à Berlin puis quelques mois à Munich. Le voyage en Allemagne pour y observer ses forces politiques et ses institutions sociales n'est pas l'apanage des seuls socialistes³⁶⁶. L'expérience initiatique du voyage en social-démocratie allemande est cependant fondamentale dans la constitution d'une identité socialiste en ce début siècle. Le SPD est une machine militante qui fascine les socialistes français, qui n'ont alors pas encore réalisé leur unité, malgré l'insistance et les préconisations de la Deuxième Internationale, qui renouvellera instamment ses vœux lors du célèbre congrès d'Amsterdam de 1904³⁶⁷. Nombre d'intellectuels et militants socialistes ont visité le cœur battant du socialisme européen qu'est l'Allemagne et en ont tiré des analyses politiques et théoriques. Charles Andler séjourne en Allemagne en 1890 et soutient une thèse en 1897 sur « Les origines du socialisme d'État en Allemagne ». Edgard Milhaud réalise un séjour de plusieurs mois en Allemagne en 1896-97 durant lequel il étudie le mouvement ouvrier en

³⁶³ *Notes critiques, sciences sociales*, avril 1903, p. 123-124.

³⁶⁴ AN 94 AP 399. Notes de lecture sur l'ouvrage de David, *Sozialismus und Landwirtschaft*. Albert Thomas partage d'ailleurs les visions d'Édouard David sur la question agraire, estimant que la théorie marxiste est bien insuffisante dans ce domaine. À son sens, le socialisme devrait adapter son discours aux petits propriétaires qui résistent au monopole de grands trusts agricoles et contrent, à leur manière, le développement du capitalisme.

³⁶⁵ Archives de l'ISSH. *Sozialistische Monatshefte*. Lettre de Thomas à Bloch, 11 avril 1903.

³⁶⁶ BARBEY-SAY Hélène, *Le voyage de France en Allemagne de 1871 à 1914. Voyages et voyageurs français dans l'Empire germanique*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1994. Les enquêteurs du Musée social se rendent notamment en France, et recrutent même des socialistes normaliens comme Paul Mantoux qu'ils envoient en mission outre-Rhin. Voir LESPINET-MORET Isabelle et VIGNA Xavier, « Les enquêtes ouvrières du Musée social, 1894-1919 » in GEERKENS Éric, HATZFELD Nicolas, LESPINET-MORET Isabelle et VIGNA Xavier (dir.), *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine : entre pratiques scientifiques et passions politiques*, Paris, La Découverte, 2019, p. 98-113.

³⁶⁷ Le parti socialiste allemand compte environ 400 000 adhérents en 1905, quand la SFIO ne rassemble que 34 688 adhérents à sa naissance. Chiffres donnés par DUVERGER Maurice, *Les partis politiques*, 5^e édition, Paris, Armand Colin, 1964, p. 124-125.

général (les coopératives, le parti socialiste et les syndicats). Sans avoir réalisé son Grand Tour en social-démocratie, Jaurès avait aussi consacré sa thèse latine, soutenue en 1892, sur *Les origines du socialisme allemand*. Thomas peut bénéficier de lettres de recommandations données par Charles Andler et probablement Lucien Herr pour rencontrer sur place un nombre important de syndicalistes et de socialistes. À Berlin, il suit les cours de Gustav Schmoller et Adolph Wagner, représentants du socialisme d'État ou « socialisme de la chair ». À l'origine de la création de la *Verein für Sozialpolitik* (Association de politique sociale), ils analysent le développement du capitalisme allemand et ses conséquences comme l'urbanisation et l'industrialisation, et prônent en conséquence l'intervention de l'État dans les affaires économiques et sociales, plutôt qu'un bouleversement radical de la société actuelle, contrairement aux socialistes du SPD³⁶⁸. Mais, contrairement sans doute aux espoirs d'Andler, de voir en Thomas son successeur dans le transfert des thèses des socialistes de la chaire dans le socialisme français, le jeune homme semble négliger les cours donnés par ces professeurs à l'Université allemande :

« J'ai lâché un peu l'Université : Schmoller dort en relisant son Histoire de Prusse ; Wagner est lui-même bien vieilli. Celui que j'entends encore avec assiduité c'est Jastrow, moins connu, moins célèbre, mais un professeur convaincu, jeune encore, croyant à ses idées et les réalisant pratiquement, et d'une conscience intellectuelle très délicate. Les étudiants allemands ne m'enthousiasment pas ; ils ne semblent pas toujours très avertis du caractère scientifique ou non de tel exercice. (Je ne m'explique pas encore comment, avec l'éducation que reçoivent les étudiants, avec leurs habitudes du travail, une science allemande, réelle encore, je crois, a pu se constituer. C'est une question que je me pose)³⁶⁹ ».

Il profite de son séjour pour s'impliquer directement dans les controverses socialistes allemandes, mais aussi pour envoyer des nouvelles de la vie politique allemande, publiées dans des journaux français. Il envoie une série de cinq articles à *La Petite République*, le « journal quotidien des socialistes » fondé en 1893, ouvert à toutes les tendances et majoritairement dominée par le « réseau des réformistes³⁷⁰ » (Millerand, Fournière, Rouanet et Jaurès). Il est donc, durant la campagne électorale du printemps 1903 pour les élections allemandes au Reichstag, le correspondant de *La Petite République*. C'est Jaurès qui lui a confié la tâche³⁷¹, ce qui montre sa bienveillance à l'égard du jeune étudiant. Ces articles l'installent dans le

³⁶⁸ JOUSSE Emmanuel, *Réviser le marxisme*, op. cit., p. 189-191.

³⁶⁹ *Bulletin de L'Union pour la Vérité*, février-mars 1933, n° 5-6, p. 212-213. Lettre d'Albert Thomas à Paul Desjardins du 17 janvier 1903.

³⁷⁰ JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés*, op. cit., p. 210.

³⁷¹ Archives de l'IISH, Papiers Von Vollmar 2095. Lettre de Thomas à Vollmar, du 12 mai 1903.

paysage des militants et journalistes socialistes, capables de faire connaître la situation de pays étrangers aux militants socialistes français. Peut-être, par cette sollicitation, Jaurès cherchait-il à tester celui qu'il choisira un an plus tard comme l'un des principaux contributeurs de *L'Humanité*, pour prendre en charge la rubrique syndicale française et internationale. Toujours est-il que l'envoyé spécial de *La Petite République* outre-Rhin, donne une image convenue de la social-démocratie allemande en campagne, tout en faisant montre de qualités pédagogiques.

Il ne cache pas son admiration pour la force de la social-démocratie allemande, qui sort largement renforcée de ces élections³⁷². Il attribue largement cette victoire à la force de mobilisation militante du SPD, fort de ses milliers de membres. Elle permet d'assurer une propagande électorale efficace, y compris dans les zones rurales a priori hostiles aux socialistes³⁷³. Pour rendre compte de la campagne, le militant français sillonne l'Allemagne : il se rend à Berlin comme nous le savons, où il assiste à une grande réunion électorale ouverte par August Bebel, leader incontesté du SPD. Il passe également le 1^{er} mai à Mayence aux côtés du « candidat sérieux, éprouvé, le docteur Édouard David³⁷⁴ » pour lequel il ne cache pas son admiration. C'est tout à la fois les progrès du SPD et ceux du mouvement syndicaliste et coopératif que Thomas met en avant, comme la force croissante du socialisme dans le pays entier, à Berlin bien sûr mais aussi dans les villes moyennes sur lesquelles il se renseigne ou qu'il visite directement. Comme l'a bien montré Emmanuel Jousse à partir de l'exemple de la réception française de la controverse du révisionnisme, celle-ci est fonction du contexte interne au socialisme français³⁷⁵. Une opération similaire se joue dans les analyses que dresse Thomas de la vie politique allemande en général et socialiste en particulier. En livrant une vision convenue de la social-démocratie allemande, le SPD étant présenté comme l'aîné, le modèle de tous les partis socialistes d'Europe³⁷⁶, il adresse en réalité une mise en garde aux socialistes français, encore divisés entre plusieurs partis en 1903. Il s'adresse d'ailleurs plus particulièrement au PSF, qu'il adjure de passer d'un parti d'électeurs, à un parti de militants, capable de structurer des bastions entiers³⁷⁷. La lecture des événements allemands se fait donc au miroir de la situation française. C'est aussi le cas avec la controverse autour du millerandisme à laquelle Thomas participe pleinement lorsqu'il est en Allemagne et sur laquelle

³⁷² Le SPD a 54 élus dès le premier tour, contre 32 aux précédentes élections de 1898. THOMAS ALBERT, « Le programme socialiste allemand », *La Petite République*, 15 juin 1903.

³⁷³ THOMAS Albert, « Propagande rurale », *La Petite République*, 31 juin 1903.

³⁷⁴ THOMAS Albert, « En Allemagne », *La Petite République*, 17 mai 1903.

³⁷⁵ JOUSSE Emmanuel, « Jean Jaurès et le révisionnisme de Bernstein : logiques d'une méprise », *Cahiers Jaurès*, 2009, n° 192, p. 13-49.

³⁷⁶ THOMAS Albert, « Le programme socialiste aux élections allemandes », *La Petite République*, 15 juin 1903.

³⁷⁷ THOMAS Albert, « Propagande rurale », *La Petite République*, 31 juin 1903.

il est important de revenir pour souligner la singularité du parcours de Thomas dans le socialisme français de ce début de XX^e siècle.

B. Révisionnisme, millerandisme et socialisme

Thomas contribue à faire connaître le révisionnisme dans le socialisme français, c'est-à-dire de cette tentative théorique initiée en Allemagne par Édouard Bernstein à partir des années 1890 visant à prolonger la théorie marxiste pour l'adapter aux évolutions du tournant du siècle qui voit s'éloigner la perspective théorisée par Marx d'effondrement du capitalisme³⁷⁸. La publication par Bernstein en 1899 de *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie (Les présupposés du socialisme et les devoirs de la social-démocratie)* suscite en effet l'opposition des chefs historiques du SPD August Bebel et Karl Kautsky.

De cette proximité intellectuelle avec Bernstein, Thomas ressort plus assuré de ses vues en faveur de la réalisation du socialisme dans le cadre d'un régime parlementaire démocratique. Comme l'affirme Hubert Bourgin, Albert Thomas forme ainsi, à l'issue de ce voyage et de son étude du syndicalisme allemand, sa propre « théorie systématique d'application », « où se réunissaient les tendances formées ou cultivées par le jaressisme et par le révisionnisme bernsteinien [consistant en] un réformisme démocratique oscillant entre l'étatisme et le communautarisme³⁷⁹ ». Selon la fine analyse d'Emmanuel Jousse, Albert Thomas joue un rôle de « passeur » du révisionnisme, qui doit s'entendre dans un double sens³⁸⁰. D'un côté, il fait connaître la controverse doctrinale allemande dans les cercles intellectuels socialistes français, bien que le révisionnisme dont il fasse montre s'apparente plutôt à une déformation conjoncturelle, servant à asseoir ses propres positions au sujet de la controverse autour du millerandisme, qui, elle, est franco-française. De l'autre, il met en relation les socialistes allemands avec leurs homologues français, notamment Millerand et Jaurès, en portant à leur connaissance des ouvrages socialistes français. Ses contributions aux *Sozialistische Monatshefte* et à la *Neue Zeit* permettent à Thomas de faire connaître outre-Rhin la controverse brûlante au sein du socialisme français qu'est la question de la participation ministérielle d'Alexandre Millerand en 1899 et qui anime le congrès de Bordeaux d'avril 1903. Admirateur

³⁷⁸ JOUSSE Emmanuel, « Du révisionnisme d'Eduard Bernstein au réformisme d'Albert Thomas (1896-1914) », *Les Cahiers Irice*, 2008, n° 2, p. 39-52.

³⁷⁹ BOURGIN Hubert, *De Jaurès à Léon Blum, op. cit.*, p. 437-438.

³⁸⁰ JOUSSE Emmanuel, *Réviser le marxisme, op. cit.*

de Millerand et fervent soutien de sa participation ministérielle, Albert Thomas utilise ces tribunes pour y développer sa conception du rôle et de la méthode que doit jouer le Parti socialiste français. D'emblée, il se classe parmi les plus fervents des réformistes, et n'hésite pas à vanter les avancées menées sous le ministère Combes et « l'esprit social [qui] s'est étendu à tout le gouvernement³⁸¹ » *via* la nomination de Millerand.

Les communautés de vues sont évidentes avec Alexandre Millerand, socialiste indépendant, qui, le premier, en 1903 exprime ses conceptions politiques dans *Le socialisme réformiste français*³⁸². L'exhortation faite au Parti socialiste de « nettement revendiquer ses responsabilités³⁸³ » et à ses coreligionnaires d'avoir le « courage » de s'« appeler de [leur] nom et de [se] dire réformistes, puisque aussi bien [ils le sont] » fait évidemment écho aux propos d'un Bernstein qui appelle son parti à « vouloir apparaître ce qu'il est en réalité : un parti de réformes socialistes et démocratiques » et bien sûr d'un Thomas qui appellera en 1913 la SFIO à devenir enfin le véritable parti de la nation. Millerandiste, ministérialiste, et passeur du révisionnisme, en ces premières années du XX^e siècle, qui sont fondatrices et structurantes pour le socialisme français, il se fait le défenseur de positions récusées par la ligne majoritaire du parti. En effet, le millerandisme est vivement condamné lors du congrès de Bordeaux d'avril 1903. Si Jaurès, lui, défend Millerand, Jules Guesde, à la tête de la tendance marxiste du socialisme français et du Parti Ouvrier français qu'il a fondé en 1882, et Édouard Vaillant, blanquiste et tenant d'un socialisme révolutionnaire, emportent l'adhésion du Congrès et condamnent la participation de Millerand, présentée comme la manifestation d'une collaboration de classe au sein d'un gouvernement bourgeois. De la même manière, Albert Thomas se fait le porte-parole du révisionnisme, qui, mal compris en France³⁸⁴ et réduit uniquement à un avatar allemand du ministérialisme, ne permet pas d'ouvrir les débats doctrinaux et politique que le militant aurait aimé voir développés au sein de sa famille politique.

³⁸¹ Cité in RAMADIER Paul, « La pensée politique d'Albert Thomas », in SOCIÉTÉ DES AMIS D'ALBERT THOMAS, *Albert Thomas vivant. Un grand citoyen du monde : études, témoignages, souvenirs, op. cit.*, p. 27.

³⁸² Voir sur ce point LESPINET-MORET Isabelle « L'expérience Millerand. Théories et pratiques d'un État réformateur », *op. cit.*

³⁸³ MILLERAND Alexandre, *Le socialisme réformiste français*, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, Librairie Georges Bellais, 1903, p. 15.

³⁸⁴ Voir sur ce point, JOUSSE Emmanuel, « Jean Jaurès et le révisionnisme de Bernstein : logiques d'une méprise », *op. cit.*

C. Un militant français en cours d'affirmation

Pour B.W. Schaper « la controverse se joue par-dessus la tête du jeune Thomas³⁸⁵ » qui occuperait seulement un rôle de seconde zone entre les socialistes allemands et français. Pourtant, la controverse est lourde d'enjeux, comme l'a d'ailleurs pointé Madeleine Rebérioux : le percevoir simplement comme un énième avatar de l'opposition entre réforme et révolution ne permet pas d'en saisir toute la portée. Ce qui se joue autour du millerandisme est crucial : il s'agit de « la première tentative systématique conduite au niveau le plus élevé pour régulariser les relations industrielles et pour assurer à l'État républicain, un pouvoir temporisateur et inévitablement intégrateur sur ces classes aux rapports considérés comme "sauvages", le patronat et le prolétariat³⁸⁶ ». Madeleine Rebérioux voit dans cette première tentative une parenté forte avec la méthode que Jaurès prône déjà et théoriserait publiquement dans son discours au congrès socialiste de Toulouse de 1908. Il existe selon lui une complémentarité entre l'action organisée des travailleurs et le rôle de l'État, qui peut réglementer ces relations au profit des travailleurs et n'est pas nécessairement oppresseur comme le pensent en particulier les guesdistes. Thomas se trouve donc dans la lignée de cette réflexion sur l'État que Jaurès poursuit par ailleurs dans *L'Armée nouvelle*. À ses yeux,

« En fait, l'État n'exprime pas une classe, il exprime le rapport de classes, je veux dire le rapport de leurs forces (...) figer l'État, c'est supprimer l'espérance, c'est supprimer l'action. Non l'État démocratique d'aujourd'hui n'est pas un bloc homogène d'un seul métal³⁸⁷ ».

Thomas pousse d'ailleurs cette réflexion jusqu'à son terme, lorsque, s'opposant à Jules Guesde dans un débat sur les concessions minières durant le congrès de Lyon, en 1912, il affirme que « l'État n'est pas toujours, dans une démocratie, l'ennemi qu'il faut abattre³⁸⁸ ». Il tire donc un double enseignement de cette expérience, au cœur du réformisme et au cœur du révisionnisme, qui l'amène à préciser ses positions et son rôle à la fois dans le parti et aux côtés de Jaurès. Il faut noter d'emblée, sans trop anticiper sur la suite, que les expérimentations sociales de Millerand qui fait du paritarisme la pierre de touche de sa politique, inspirent directement le futur ministre et directeur du BIT.

³⁸⁵ SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 31.

³⁸⁶ REBERIOUX Madeleine, *Nouvelle histoire de la France contemporaine. 11, La République radicale ? 1898-1914*, Paris, Seuil, 1975, p. 76.

³⁸⁷ JAURES Jean, *Œuvres de Jean Jaurès*, tome XIII. *L'Armée nouvelle*, édition établie par Jean-Jacques Becker, Paris, Fayard, 2012, p. 394.

³⁸⁸ PARTI SOCIALISTE SFIO, *9^e Congrès national, tenu à Lyon, les 18, 19, 20 et 21 février 1912 : compte rendu sténographique*, Paris, Conseil national du Parti socialiste SFIO, 1912, p. 252. Sur Jules Guesde voir DUCANGE Jean-Numa, *Jules Guesde : l'anti-Jaurès ?*, op. cit.

Au-delà de l'acte manqué de révisionnisme à la française bien analysé par Emmanuel Jousse, cet épisode est fondamental pour la stature politique d'Albert Thomas aussi bien dans le socialisme français que dans le socialisme allemand. Cette intervention lui permet de se placer aux côtés de Jaurès et Millerand³⁸⁹, et de se forger un rôle de passeur entre les cercles révisionnistes allemands et Jaurès. Thomas cherche à élargir les ponts tendus vers la social-démocratie d'outre-Rhin et notamment avec les chefs de file de la mouvance révisionniste. Il entend ainsi mettre Jaurès en contact direct avec ces personnalités clefs. Son action contribue par conséquent à élargir l'horizon du socialisme, géographiquement, mais aussi sur le plan doctrinal. Jaurès et Thomas se rendent ensemble au congrès socialiste international de Stuttgart de 1907, occasion pour eux de faire un crochet par Munich où ils « courent les brasseries bavaroises³⁹⁰ » : Jaurès y précise ses positions sur la paix et se prononce en faveur de la formation d'une instance d'arbitrage international pour prévenir la montée des tensions franco-allemandes. C'est aussi l'occasion pour eux d'approfondir les contacts avec les camarades allemands, ce que Thomas a à cœur de prolonger dans les années suivantes. Ce qu'il cherche ici, c'est réussir à développer et inscrire cette tendance réformatrice dans l'horizon plus large et du socialisme européen, comprenant notamment les révisionnistes et dans une moindre mesure les Fabiens. Ainsi, comme l'a montré Marie-Louise Goergen³⁹¹, Thomas est, entre 1905 et le début des années 1910 – moment où il est accaparé plus largement par son mandat de député socialiste de la Seine – un intermédiaire important entre les socialistes allemands et Jaurès : il intercède notamment en faveur d'Heinrich Braun de la *Neue Gesellschaft*, ou encore de Joseph Bloch, directeur des *Sozialistische Monatshefte* pour obtenir, avec plus ou moins de succès, des articles de Jaurès. En tous les cas, alors que l'essentiel des relations personnelles de Jaurès avec les socialistes allemands s'établit lors des congrès internationaux, Thomas – pour le versant révisionniste, et en miroir de Longuet qui le fait pour le versant marxiste orthodoxe auprès de Kautsky – s'efforce de maintenir ses liens hors des temps de congrès. Cela contribue à asseoir la stature de Jaurès aux yeux des Allemands et permet de battre en brèche l'hégémonie de Guesde et du guesdisme³⁹².

³⁸⁹ BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, « Jean Jaurès et Albert Thomas », *op. cit.*

³⁹⁰ BLUM Antoinette (éd.), *Correspondance entre Charles Andler et Lucien Herr : 1891-1926*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1992, p. 78-79.

³⁹¹ GOERGEN Marie-Louise, *Les relations entre socialistes allemands et français à l'époque de la Deuxième Internationale*, *op. cit.*, p. 607-614.

³⁹² DUCANGE Jean-Numa, *Jules Guesde : l'anti-Jaurès ?*, *op. cit.*, p. 98-101.

D. Influences réciproques et malentendus : de l'intellectuel de parti à l'homme d'action

Les échanges entre socialistes allemands et français montrent par ailleurs que les enjeux varient selon les cadres d'analyse nationaux. Thomas n'hésite à pas à s'afficher comme partisan du révisionnisme quand il s'adresse à ses camarades allemands, reprenant à son compte l'épithète révisionniste. Dans une lettre à Joseph Bloch du 24 décembre 1903, il conclut « Hoch der Internationalen Sozial-Demokratie ! Hoch dem Revisionnismus !³⁹³ ». Il s'agit bien sûr d'une formule de politesse, et de respect à l'égard de son interlocuteur. Les relations entre les deux hommes semblent cependant se tendre à partir de 1905. La collaboration entre les revues – à partir de 1905 Thomas dirige *La Revue syndicaliste* qu'il a lui-même créée – n'est pas toujours simple comme l'a noté Marie-Louise Goergen dans sa thèse. Cependant, contrairement à ce qu'elle a pu observer, les correspondances ne sont pas interrompues entre Thomas et Bloch entre 1906 et 1910. Elles continuent mais révèlent des zones croissantes de friction. Alors que jusque-là, c'était surtout Bloch qui sollicitait Thomas pour obtenir des articles de sa plume ou de celle d'autres socialistes français, en 1907, c'est Thomas qui doit lui-même renouveler son souhait de participer aux *Sozialistische Monatshefte*.

Dans une lettre de 1907 adressée à Bloch, le socialiste français se propose de faire la recension pour les lecteurs allemands de « livres nouveaux (comme ceux récemment parus sur le proudhonisme, sur Flora Tristan, la si curieuse figure de propagande socialiste et féministe des années 40, sur Cabet ou sur l'Internationale, cela rentrerait tout à fait dans la série de mes préoccupations. En un mot, ce sont les problèmes d'histoire ou le travail positif du socialisme, beaucoup plus que nos éternelles querelles de groupes qui m'intéressent)³⁹⁴ ».

Cette lettre est intéressante à double titre. Elle montre que, même engagé dans la préparation des batailles politiques – notamment les élections municipales de 1908 – Thomas poursuit son activité intellectuelle. Il cherche d'une part à poursuivre l'étude des socialistes dit « utopiques » par l'exploration de l'œuvre et du parcours de Cabet, qui l'intéressent notamment pour ses projets éducatifs. Elle montre aussi un intérêt de Thomas pour la féministe et socialiste Flora Tristan. Même si l'on ne peut pas dire que le féminisme soit le cheval de bataille de Thomas, celui-ci est réceptif aux mots d'ordres des féministes, notamment en faveur de l'extension du

³⁹³ « Vive la social-démocratie internationale ! Vive le révisionnisme ! ». Archives de l'IISH. Sozialistische Monatshefte Archives 191. Lettre de Thomas à Bloch, 24 décembre 1903.

³⁹⁴ *Ibid.* Lettre de Thomas à Bloch le 14 novembre 1907.

suffrage aux femmes³⁹⁵. Cette démarche semble pourtant rester sans réponse. Bloch estime sans doute que de tels sujets ne susciteront pas l'intérêt du lectorat allemand, mais surtout, il semble qu'un désaccord subsiste entre les deux hommes après une collaboration de Thomas à la *Neue Gesellschaft* dès son lancement en 1905 par les époux Braun. Cette revue fait en partie concurrence aux *Sozialistische Monatshefte*, ce que Bloch voit d'un mauvais œil. Le fait qu'Heinrich Braun sollicite la participation de Thomas montre par ailleurs que ce dernier bénéficie depuis son voyage de 1902-1903 d'une certaine aura parmi les intellectuels socialistes allemands. Il est en tous cas l'un de ces actifs correspondants de presse qui sont un « pont entre socialismes allemands et français » depuis la fin du XIX^e siècle³⁹⁶.

Braun le considère donc comme faisant partie des « leaders français » – avec Jaurès notamment – dont il souhaite voir la collaboration étroite, afin d'assurer le contact « le plus intime possible entre la social-démocratie allemande et française³⁹⁷ ». Lily et Heinrich Braun voient donc également en Thomas un médiateur pour approcher Jaurès dont les époux aimeraient obtenir des articles, avec cependant un succès relatif.

À partir de 1905, Thomas se voit donc reprocher par Bloch son active participation à cette revue intellectuelle concurrente. En 1908, c'est la nature même du réformisme du militant français que son homologue semble remettre en cause. Alors que Thomas a envoyé à Bloch un article sur le congrès de Toulouse, celui-ci a refusé de la publier, si bien que le socialiste français l'a finalement envoyé au journal *Der Kampf*, qui ne fait pas partie du petit cercle des revues révisionnistes. Il se trouve sommé de s'en expliquer :

« La longue histoire que vous me faites de nos négociations au sujet de ce malheureux article est exacte en tous points sauf un : c'est ce que je n'ai jamais reçu de carte postale de vous. Après vous avoir envoyé la dépêche où je vous parlais de lettre prochaine, je me suis dit qu'au lieu de vous écrire une longue lettre d'explications, je ferais mieux d'écrire l'article, dût-il passer ou non. J'ignore si le camarade auquel vous vous êtes adressé pourra vous fournir sur le travail de la Commission à laquelle j'assistais les mêmes renseignements que moi-même. En tous cas, j'avais fait cet article à la fois comme un article d'information pour les camarades étrangers, et comme un article d'appréciation où j'affirmais mes tendances

³⁹⁵ AN 94 AP 472. Thomas est invité en juin 1906 par le groupe d'action législative pour le suffrage des femmes à une réunion portant sur le rapport de Ferdinand Buisson sur l'électorat et l'éligibilité des femmes aux élections municipales. En 1911, Thomas et Ferdinand Buisson échangent encore sur ce sujet.

³⁹⁶ GOERGEN Marie-Louise, « Les correspondants de presse : un pont entre socialisme allemand et français à la fin du XIX^e siècle », in DUCLERT Vincent, FABRE Rémi et FRIDENSON Patrick, *Avenirs et avant-gardes en France XIX^e-XX^e siècles. Hommage à Madeleine Rebérioux*, Paris, La Découverte, 1999, p. 239-259.

³⁹⁷ AN 94 AP 471. Lettre de Heinrich Braun à Albert Thomas du 3 mars 1905. « Je pense qu'une relation étroite et un contact le plus intime possible entre la social-démocratie allemande et française font partie des nécessités politiques les plus importantes. C'est pour cette raison que je tiens énormément à une participation active des leaders français à notre hebdomadaire ».

personnelles. Le caractère d'un tel article, préparé pour une revue étrangère, rend donc sa publication impossible dans *La Revue socialiste*, où d'ailleurs Fournière ne manquera pas de publier lui-même un article. Je n'ai aucune relation avec les camarades de *Der Kampf*, si vous pouvez envoyer l'article avec un mot de recommandation, faites-le, sinon, renvoyez-le-moi.

Quant à épiloguer, à polémiquer encore une fois sur ledit Congrès de Toulouse, même avec la perspective de voir, cette fois, mon article publié, je ne puis m'y résoudre. J'ai de la besogne plus urgente. J'attendrai une autre occasion d'affirmer un réformisme aussi décidé, certes, que celui de Breton ou de Fournière, mais qui croit nécessaire d'avoir avec lui un parti organisé au lieu d'agir constamment contre ce parti, un réformisme qui s'efforce de convaincre les camarades au lieu de les heurter et de les provoquer à toutes occasions. Quoi que vous en disiez, j'ai, quant à moi, la conviction de ne pas avoir changé depuis que nous étions d'accord à Berlin³⁹⁸ ».

Cette polémique est intéressante car elle confirme la non-équivalence, déjà mise en avant par Emmanuel Jousse, entre révisionnisme allemand et réformisme français. Elle montre aussi la perception des polémiques entre réformistes français par les révisionnistes Allemands. Pour Heinrich Braun, les déclarations de Jules-Louis Breton et d'Eugène Fournière lors du Congrès de Toulouse de 1908 qui déplacent leurs positionnements réformistes à la lisière de la SFIO sont l'équivalent de l'offensive menée par Bernstein quelques années plus tôt, jugée nécessaire pour réviser la doctrine du SPD. Lors de ce congrès, Jules-Louis Breton, député vaillantiste, favorable au ministérialisme de Millerand, est fortement critiqué, pour avoir voté le budget à l'Assemblée et pour y avoir initié avec des députés des partis bourgeois un « groupe des réformes sociales », sans l'autorisation préalable du parti. Lors de ce congrès, Breton n'est cependant pas exclu du parti malgré quelques demandes expresses, mais il y défend seul, et avec véhémence, la politique du Bloc³⁹⁹. C'est en 1910, qu'il sera exclu du parti et rejoindra le parti républicain socialiste⁴⁰⁰. *A fortiori*, il n'aurait pas été surprenant de voir Thomas défendre ce « groupe des réformes sociales » dont le mode d'action se veut complémentaire à celle de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs (AIPLT), chère à Millerand et Arthur Fontaine. Pourtant, pendant ce congrès, Thomas est l'un des accusateurs

³⁹⁸ Archives de l'IISH. Sozialistische Monatshefte Archives, 191. Lettre d'Albert Thomas à Bloch du 6 novembre 1908.

³⁹⁹ <https://maitron.fr/spip.php?article102386>, notice BRETON Jules-Louis, Émile par J. R., version mise en ligne le 3 novembre 2010, dernière modification le 31 juillet 2020.

⁴⁰⁰ Sur la rupture progressive de Jules-Louis Breton avec le parti socialiste unifié, voir MOISSINAC Christine et ROUSSEL Yves, *Jules-Louis Breton (1878-1940). Un savant parlementaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 79-89.

de Breton à qui il reproche de ne pas respecter la discipline partisane⁴⁰¹. Cela tient à un contexte particulier et aux fonctions politiques que tient alors Thomas. Ce dernier déploie alors une stratégie politique qui, contrairement à Breton, défend, le réformisme *dans* le parti et non pas *hors* du parti, trop attaché à l'œuvre unificatrice du socialisme mise en place sous l'égide de Jean Jaurès au sein duquel il cherche à affirmer sa tendance ouvertement réformiste.

Les échanges entre Thomas et les époux Bloch révèlent des interprétations différentes de ces « réformismes » qui s'expriment alors au Congrès de Toulouse. Si Thomas paraît moins « réformiste » que Breton aux yeux de Bloch, c'est sans doute parce que le directeur de la revue phare du révisionnisme allemand attendait de son camarade français qu'il prolonge dans ce socialisme unifié les controverses doctrinales ouvertes depuis Bernstein et Millerand. Le malentendu vient de ce que le Thomas de 1908, désormais conseiller municipal et en passe de s'affirmer comme l'un des leaders du parti unifié, se positionne sur le plan de la stratégie politique et non plus sur le seul plan doctrinal. Du fait de son implication croissante dans la vie politique française, Thomas préfère défendre la stratégie politique des socialistes – ici leur autonomie face aux partis « bourgeois » après le délitement du Bloc des gauches à partir de 1905 – que défendre le positionnement réformiste de Breton, réduit par ses adversaires à une pure alliance électorale avec les radicaux.

Thomas n'en délaisse pas moins les querelles doctrinales, mais celles-ci passent au second plan quand il faut sauver l'unité et la stratégie du parti, fragilisé depuis le délitement du Bloc. Malgré ces tensions et incompréhensions, le socialiste français renouvelle aux époux Bloch ses vœux de publier régulièrement dans les *Sozialistische Monatshefte*, mais ne trouvera le temps que pour la rédaction d'un seul article, en 1909, portant sur la situation du syndicalisme en France. La dernière lettre dans le fonds des *Sozialistische Monatshefte* (correspondance Bloch) est envoyée par Bloch le 29 novembre 1910. Marie-Louise Goergen insiste sur l'importance de la première décennie du XX^e siècle qu'elle voit comme une période faste dans les relations entretenues par Thomas avec les socialistes allemands, relations qui se tariraient à partir de 1910, le Français se trouvant accaparé par son action de député. Sans anticiper les éléments sur lesquels nous reviendrons dans notre troisième chapitre, il semble pourtant qu'il faille déjà quelque peu nuancer cette assertion. Préparant un voyage en Allemagne en 1910, Maurice Halbwachs s'appuie sur les recommandations de Thomas pour rencontrer des universitaires et

⁴⁰¹ PARTI SOCIALISTE SFIO, 5^e Congrès national tenu à Toulouse les 15, 16, 17 et 18 octobre 1908 : compte rendu sténographique, Paris, Conseil national du Parti socialiste SFIO, 1908, p. 207.

des sociaux-démocrates⁴⁰². Au-delà de cette simple anecdote, nous constatons au contraire, que les réseaux de Thomas avec la social-démocratie allemande se développent et se normalisent dans de nouveaux cadres liés aux activités de la Deuxième internationale ou à l'action menée, notamment aux côtés de Jaurès, en vue d'un rapprochement franco-allemand, pour éviter l'escalade vers la guerre. Thomas diversifiera ses arènes d'intervention, correspondant davantage à son statut de parlementaire socialiste, et non plus d'intellectuel de parti, ce qu'il incarne aux yeux des Allemands dans cette première période.

⁴⁰² DURAND Antonin, « Le voyage de Maurice Halbwachs à Berlin et Vienne en 1910-1911 », *Genèses*, 2018, n° 110, p. 115-132.

Conclusion

Les années de formation d'Albert Thomas s'insèrent dans une période bouillonnante de la III^e République et de la vie politique internationale. Au terme de ce premier chapitre, plusieurs éléments peuvent être mis en avant quant aux facteurs l'ayant mené à sa conversion concomitante au socialisme et au réformisme. Le poids des origines sociales banlieusardes et la place d'un père artisan, républicain avant d'être socialiste, ne sont pas à négliger ; bien que Thomas soit un intellectuel, il semble que son intérêt pour les injustices sociales soit d'abord moral et personnel. La formation au lycée Michelet puis à l'ENS vient mettre des mots sur un attachement déjà existant. Quand il intègre l'école de la rue d'Ulm, il s'agit déjà d'un bastion dreyfusard et socialiste, le jeune homme s'insère alors dans une génération d'intellectuels socialistes, historiens, philosophes ou sociologues qui cherchent à mettre leur formation à profit pour construire une science sociale qui se confond parfois pour eux avec le socialisme. Nous verrons dans le chapitre suivant que Thomas est à la fois l'archétype et une figure singulière de ce groupe. Il est l'un de ceux qui se détournent le plus tôt et le plus vite de la carrière universitaire ou professorale, mais ne tire cependant pas un trait sur les productions intellectuelles que son milieu de formation l'invite à poursuivre.

1904 constitue un tournant à plusieurs titres dans la carrière du militant ; c'est une année charnière dans la marche du socialisme français vers son unité, après les vœux formulés lors du congrès de la Deuxième Internationale d'Amsterdam. C'est aussi l'année de naissance de *L'Humanité*, dont Thomas devient un rédacteur prolifique, ce qui contribue à l'élargissement de ses réseaux politiques et syndicaux. Le journaliste-militant est un observateur et un acteur de ces événements ; par ses multiples activités, il contribue dès lors à penser et agir pour le réformisme socialiste qu'il contribue à structurer à partir du milieu de la décennie 1900.

Ses années de formation montrent aussi une internationalisation assez rapide de ses perspectives et de ses réseaux, ce qui n'est pas forcément une évidence pour un fils de boulanger de Seine-banlieue. L'intérêt que Thomas porte à la social-démocratie allemande ne le distingue pas, toutefois, des jeunes socialistes de l'époque passés par l'ENS, incités par Lucien Herr et Charles Andler à faire le voyage en Allemagne et à nouer des relations avec les socialistes allemands. Thomas, de ce point de vue, ne fait pas les choses à moitié, parvenant très vite à rencontrer le père du révisionnisme allemand, Édouard Bernstein, et à jouer l'intermédiaire entre ces réseaux révisionnistes et les réseaux socialistes français, au cœur desquels se trouve Jean Jaurès. Jeune, peu connu, et n'ayant pas encore été délégué à un congrès de l'Internationale, Thomas ne fait pas encore partie de ce que l'historien de la Deuxième

Internationale Georges Haupt identifie comme les « groupes dirigeants de l'Internationale⁴⁰³ », aux contours cependant fluctuants. En revanche, son parcours illustre un élément important de la structuration de l'internationalisme socialiste, qui se passe hors des congrès, mais se déploie dans des relations informelles. Le constat dressé par Talbot Imlay pour l'Internationale ouvrière socialiste dans l'entre-deux-guerres, peut tout à fait s'appliquer à la période que nous étudions :

« En plus de la structure institutionnelle fournie par l'Internationale, les socialistes étaient liés par un réseau d'éléments plus informels – amitiés personnelles, compréhension, attentes et responsabilités mutuelles ainsi que le partage d'expériences [...]. Ensemble, ces liens formels et informels ont constitué ce que l'on peut appeler une communauté socialiste internationale ⁴⁰⁴».

⁴⁰³ HAUPT Georges, « Groupes dirigeants internationaux du mouvement ouvrier », in BEDARIDA François (et al.), *Mélanges d'histoire sociale offerts à Jean Maitron*, Paris, Éditions ouvrières, 1976, p. 127-144.

⁴⁰⁴ IMLAY Talbot C., *The Practice of Socialist Internationalism: European Socialists and International Politics, 1914-1960*, *op. cit.*, p. 2. Traduit par nos soins.

Chapitre 2.
Penser et agir pour le réformisme socialiste

Introduction

Albert Thomas a été marqué durablement par sa formation d'historien à l'ENS, à un moment charnière où la discipline historique est en voie d'institutionnalisation. Sa conception de l'histoire a une triple origine intellectuelle : elle s'inspire, comme le reconnaît Lucien Febvre, des écrits de Karl Marx, Jules Michelet et Jean Jaurès⁴⁰⁵. Les productions historiennes d'Albert Thomas sont diverses, du compte rendu de lecture à la vulgarisation scientifique à destination d'un public scolaire, en passant par la contribution savante à l'histoire contemporaine de la France de Jean Jaurès ou même à des encyclopédies anglo-saxonnes reconnues. L'enjeu de ce chapitre n'est pas de les étudier en détail et pour elles-mêmes, mais plutôt de les appréhender comme une *Weltanschauung* qui semble avoir guidé l'action de l'homme politique ; il est aussi de les replacer dans le champ de la production scientifique socialiste de leur temps. Albert Thomas est un intellectuel et un « historien du temps présent⁴⁰⁶ » dont les idées en politique sont restées étonnamment constantes. C'est sans doute pourquoi sa conception de l'histoire participe d'une philosophie de l'action morale et politique, qui influencera continûment sa carrière. Même s'il délaisse à partir des années 1910 la production historique elle-même, il ne lui tourne jamais complètement le dos. À bien des égards, les projets qu'il portera au BIT avec plus ou moins de succès, comme celui d'une Université du travail, dénoteront son souci de faire de cette institution un carrefour d'intellectuels et en particulier d'historiens. Sa conception de l'histoire est également instrumentale, voire parfois téléologique. L'histoire sert également à démonter la validité de ses conceptions politiques en les plaçant au bout d'une tradition politique héroïque née avec la Révolution française.

Nous verrons ici que sa production historique s'inscrit dans la construction d'une science de l'action, le place dans une tradition jaurésienne, et participe enfin à accroître sa notoriété dans le mouvement socialiste français. Thomas s'y consacre alors même que ses activités purement politiques se multiplient et l'accaparent davantage. Plus encore, son implication grandissante dans les revues et journaux – se traduisant par une activité de journaliste et de publiciste très prolifique – est concomitante de cet engagement politique. À partir de 1904, moment où il rejoint l'équipe de *L'Humanité* dirigée par Jean Jaurès, le socialiste multiplie ses activités de publiciste et de journaliste. Ainsi, à ses yeux, penser et agir pour la réforme sociale procèdent du même mouvement. Voilà qui le situe à la croisée de la « nébuleuse réformatrice »

⁴⁰⁵ FEBVRE Lucien, « Albert Thomas historien », *Annales d'histoire économique et sociale*, *op. cit.*

⁴⁰⁶ AGLAN Alya, « Albert Thomas, historien du temps présent », *op. cit.*

bien mise en lumière par Christian Topalov⁴⁰⁷, et de la tendance réformatrice française, étudiée par Emmanuel Jousse⁴⁰⁸. Ce sont aussi bien ses publications et sa conception de l'action publique qui le situent à égale distance de ces deux milieux qui par ailleurs s'interconnectent et se croisent au début du XX^e siècle.

⁴⁰⁷ TOPALOV Christian (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, *op. cit.*

⁴⁰⁸ JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés : les origines intellectuelles du réformisme en France, 1871-1917*, *op. cit.*

I. Le poids de l'histoire

A. La participation aux *Notes critiques, sciences sociales* : fonder une science social(iste)

L'histoire pèse diversement dans la vie d'Albert Thomas : celle de sa famille est liée à la révolution de 1848 ou encore à l'opposition républicaine sous le Second Empire⁴⁰⁹. Les professeurs d'histoire, à l'image de Charles Lafont, ont également marqué le jeune homme. Il en est de même de ses camarades de l'ENS, les plus férus d'histoire. Thomas entretient par exemple de forts contacts avec François Simiand, dont les écrits sont à la croisée de l'histoire et de la sociologie, à une période où les disciplines universitaires ne sont pas encore strictement figées, mais sont en cours de structuration. Albert Thomas était d'ailleurs censé accompagner Simiand lors de sa conférence en 1902 devant la Société d'Histoire Moderne, qui donna lieu à son fameux article de 1903, en partie fondateur de la science historique contemporaine⁴¹⁰. Hasard de l'histoire dont nous n'avons pas l'explication, François Simiand donnera finalement seul cette conférence, vouée à une grande postérité dans la constitution de la science historique.

Thomas est d'abord l'auteur d'une série de recensions d'ouvrages pour la revue *Notes critiques, Sciences sociales*, animée par le sociologue durkheimien François Simiand. Thomas y discute aussi bien les livres de Iouda Tchernoff sur la doctrine républicaine ou de l'anarcho-syndicaliste Fernand Pelloutier que les comptes rendus du procès de Karl Marx à Cologne en 1848. Cette production indirecte reflète notamment les matériaux qu'il a utilisés pour écrire son ouvrage sur le syndicalisme allemand, comme l'attestent ses recensions des travaux de Louis Gernet sur cette même thématique, d'Edgard Milhaud sur la social-démocratie allemande ou encore d'Édouard Bernstein et de Karl Kautsky sur la question agraire et la politique agraire du parti social-démocrate. Le jeune historien se distingue par son verbe fleuri, la vivacité de son ton ; en bref, il ne ménage pas ses critiques. Plusieurs traits saillants peuvent ainsi être mis en avant : tout d'abord, Thomas cultive un souci certain de la scientificité. Une partie des ouvrages recensés s'inscrit dans cette veine dont la finalité est de faire émerger une science sociale qui soit aussi une science socialiste. Dans sa recension de l'ouvrage d'Édouard David, *Socialismus*

⁴⁰⁹ Cf. chapitre 1.

⁴¹⁰ La communication commune des deux hommes s'intitulait « L'histoire considérée comme science, d'après les livres et articles récents de MM. Lacombe, Xénopol, Lamprecht, Seignobos, etc ». Comme François Simiand, Thomas était membre de la Société depuis sa création en novembre 1901. Je remercie Guillaume Lancereau pour ces informations.

und Landwirtschaft, bien qu'il salue l'effort du socialiste allemand pour adapter la théorie marxiste à la réalité de la production agricole, c'est toujours la scientificité du fond, que Thomas évalue, sans du reste négliger la forme. David est crédité d'une scientificité certaine pour avoir fait des études d'agronomie et mené des enquêtes personnelles dans les campagnes ; mais Thomas déplore que l'ouvrage en question revête la forme d'une brochure de propagande. Dans le même ordre d'idées, il loue l'entreprise scientifique menée par Édouard Bernstein, dans sa conférence traduite et publiée en français sous le titre « Socialisme et science », qui cherche à faire de l'éthique socialiste une science sociale, autrement dit une science socialiste. Il est en cela parfaitement représentatif de ce moment clef de l'institutionnalisation du « socialisme normalien », identifié par Christophe Prochasson⁴¹¹. Une autre constante que l'on retrouve dans les comptes rendus d'Albert Thomas est la priorité accordée aux aspects économiques et sociaux sur les aspects politiques. N'y est pas étrangère l'influence encore forte du matérialisme historique bien présent dans ses lectures de jeunesse, même si le jeune socialiste cherche à se démarquer des aspects les plus « doctrinaires » du marxisme. Ainsi, il ne ménage pas ses critiques même à l'encontre d'Edgard Milhaud, auteur d'un ouvrage de référence dans le landerneau intellectuel socialiste du début du siècle, sur la démocratie allemande. Si Thomas salue l'exhaustivité de la recherche menée par le futur directeur des *Annales de la régie directe*, qui a utilisé « tous les documents possibles produits par la social-démocratie allemande », il lui reproche de n'avoir pas assez inséré la social-démocratie dans l'étude du milieu où la démocratie s'est vraiment développée, ni d'avoir exercé un esprit critique suffisant pour évaluer de manière impartiale l'œuvre de la social-démocratie allemande. En somme, Thomas reproche à Milhaud d'avoir négligé l'action socialiste au profit d'une histoire désincarnée des idées. La priorité qu'il donne aux faits économiques et sociaux guide sa critique de l'ouvrage d'Élie Halévy sur l'Angleterre et son Empire, paru en 1905 dont le thème est la naissance de la puissance impérialiste anglaise. Thomas reproche à cet auteur de développer cette question uniquement en termes diplomatiques et politiques, sans percevoir l'importance des rapports économiques entre métropole et colonies : le « développement des colonies dépend bien des circonstances économiques ». Enfin, notons l'intérêt porté aux publications de nature statistique, quantitative et juridique se rapportant à la question sociale. Comme dans ses

⁴¹¹ PROCHASSON Christophe, *Le socialisme normalien (1907-1914) : recherches et réflexions autour d'un groupe d'études socialistes et de l'école socialiste*, op. cit.

correspondances du début du siècle⁴¹², Thomas s'intéresse de près aux publications de l'Office du travail dirigé par Arthur Fontaine, cet « observatoire du social » ou encore ce « laboratoire d'enquêtes, de statistiques et d'observations de toute nature et de projets de réformes⁴¹³ ». Il fait le compte rendu d'une publication de l'Office portant sur les associations professionnelles ouvrières, en particulier, les métaux, la céramique et la verrerie. Et de rappeler le but – qu'il juge rempli – d'une telle publication : « offrir des documents à tous ceux, patrons, ouvriers, hommes d'État, que préoccupe le difficile problème des relations entre le capital et le travail⁴¹⁴ ». De fait, la production de l'Office constitue, selon lui, « une mine des plus précieuses, pour quiconque s'occupe de l'histoire des idées sociales en France au XIX^e siècle ». Se retrouve ici le souci de l'analyse, de l'expertise du domaine social, à l'échelle française, mais aussi internationale, puisque Thomas rend compte également, à la Chambre des députés, des publications de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs sur la réglementation du travail. C'est l'occasion pour lui de souligner l'insuffisance de la législation française et de conclure à la nécessité d'une enquête approfondie en France pour obtenir une meilleure réglementation du travail des enfants, pour l'heure régie par la loi de 1892 qui en limite la durée. La production de ce compte rendu ne doit cependant pas nous faire anticiper sur l'avenir. Thomas s'intéresse à la législation du travail en France et à l'échelle internationale, mais reste cependant à l'écart de l'AIPLT et de sa branche française l'Association pour la protection légale du travail, née à Paris en 1900, et matrice de l'OIT créée en 1919.

Primauté des faits socio-économiques, souci de construire une science, volonté enfin de « démythifier » la social-démocratie allemande, voilà les préoccupations du jeune historien qui se dégagent de ces comptes rendus. L'analyse de ce que l'on peut considérer comme étant sa première production historique d'ampleur, à savoir son étude sur le syndicalisme allemand depuis 1848, montre l'affermissement de ces tendances.

⁴¹² Albert Thomas est notamment en correspondance en 1901 avec Octave Festy, qui gravite dans les milieux socialistes, membre de l'Office du travail, contributeur aux *Annales des sciences politiques* pour traiter des questions ouvrières, enquêteur occasionnel de l'Office du travail notamment sur le travail à domicile. LESPINET-MORET Isabelle, *L'Office du travail, 1891-1914 : la République et la réforme sociale, op. cit.*, p. 115-116. Festy envoie à Thomas de la documentation produite par l'Office. AN 94 AP 471. Lettre de Festy à Thomas du 14 novembre 1901. Vers 1905, Thomas reçoit aussi de la part de syndicats des copies des questionnaires envoyés à l'Office du travail faisant état du non-respect du droit syndical au sein de leur entreprise.

⁴¹³ *Ibid.* Préface de Michelle Perrot, p. 7.

⁴¹⁴ THOMAS Albert, Compte rendu de OFFICE DU TRAVAIL, *Les associations professionnelles ouvrières, tome III. Métaux, céramique et verrerie*, Paris, Imprimerie nationale, 1903, p. 205-207.

B. *L'histoire du syndicalisme allemand* : tirer les leçons de l'exemple allemand

Cette entreprise est déjà d'une certaine ampleur pour un premier travail d'historien. On y discerne encore une fois l'influence de Lucien Herr qui encourage fortement Thomas dans ce projet. Dans une lettre du 28 mai 1903, le bibliothécaire de la rue d'Ulm donne au jeune homme une sorte de cahiers des charges.

« Bien sûr il faut faire cent pages sur le syndicalisme allemand et vous y mettre tout de suite, et réunir toute de suite la bibliographie sur le sujet et vous procurer les innombrables brochures parues à ce sujet depuis dix ans, et surtout depuis cinq ans, - et commencer à dépouiller la bibliographie du sujet (surtout les grandes monographies telles que celles sur les charpentiers et les menuisiers, et celle sur les verriers, qui ont commencé à paraître récemment). Il faut que vous étudiez là-bas ce qui ne se trouve peut-être pas à Paris. [...] La seconde [condition] c'est que vous n'oubliez pas qu'il ne s'agit pas seulement du syndicalisme socialiste ou neutre, mais qu'il faut le situer dans l'ensemble, (syndicalisme confessionnel, Hirsch-Duncker, etc.) c'est-à-dire qu'il faut retracer toute l'histoire du développement syndical, et situer bien nettement les différents étages et les aspects de la question. Il ne faut pas forcer la vérité, et l'incliner dans le sens qui nous plaît le plus, - Ce qui ne veut pas dire bien entendu que les questions relatives aux syndicats social-démocrates ne doivent pas être au premier plan et primer le reste. - Et il faut, naturellement, commencer historiquement aussi haut qu'il est nécessaire, dès Schulze-Delitzsch et Lassalle. Mais vous savez cela aussi bien, mieux que moi ⁴¹⁵».

L'étudiant suivra en partie ces préconisations, ne limitant pas son étude aux seuls syndicats socialistes. Les syndicats chrétiens, ainsi que les syndicats libéraux indépendants Hirsch-Duncker ont toute leur place dans cette étude, ce qui lui donne un caractère relativement exhaustif. Thomas s'est appuyé sur toute une documentation qu'il a pu récupérer auprès des socialistes et syndicalistes allemands rencontrés lors de son séjour en Allemagne, évoqué dans le précédent chapitre. Nous pouvons également considérer que cette étude vise à compléter et nuancer le travail pionnier et reconnu d'Edgard Milhaud sur la social-démocratie allemande, dont Thomas a fait le compte rendu. Lui qui reprochait à cet auteur de placer la social-démocratie allemande sur un piédestal, présente une étude qui se veut plus nuancée, accordant également leur place à des courants syndicalistes non socialistes. Cette apparente impartialité n'est en réalité pas exempte d'arrière-pensées polémiques. En s'intéressant à l'action syndicale multiforme plus qu'à la doctrine, mais également aux points de convergence existant entre les

⁴¹⁵ AN 94 AP 471. Lettre de Lucien Herr à Albert Thomas du 28 mai 1903.

différents courants syndicaux allemands, Thomas réduit en effet la primauté de la référence marxiste et lassalienne dans l'organisation syndicale. Comme le note Paul Ramadier :

« Si on connaît les tendances syndicales de l'époque, son texte a un aspect très polémique : cette relation d'une action méthodique, organisatrice, également éloignée de la rhétorique révolutionnaire et de la suprématie du Parti, fournit des arguments précis à ceux qui s'opposent d'une part aux anarcho-syndicalistes, d'autre part aux guesdistes. Elle montre ce que peuvent les syndicats uniquement absorbés par leur tâche de défense ouvrière en dehors de tout dogmatisme et de toute idéologie⁴¹⁶ ».

Cette œuvre rejoint l'analyse faite par Thomas de l'ouvrage de Fernand Pelloutier sur les bourses du travail, ouvrage certes « intéressant et vivant » car nourri de la tradition de lutte de l'auteur, mais qui n'en comporte pas moins des « jugements faux inspirés par sa haine des parlementaires et du socialisme d'État⁴¹⁷ ». Voilà qui traduit le souci de contrecarrer l'influence de l'anarcho-syndicalisme et du guesdisme sur le mouvement ouvrier, à une époque où la division et la concurrence entre les courants sont fortes. La fin de l'ouvrage pointe également du doigt l'autonomisation croissante du mouvement syndical par rapport au mouvement politique. En amont des débats qui donneront lieu à la Charte d'Amiens de la CGT en 1906, difficile de ne pas voir dans l'analyse ainsi faite du syndicalisme allemand une leçon d'action syndicale à destination du mouvement ouvrier français. Les intellectuels et observateurs allemands ne s'y tromperont d'ailleurs pas. Sous couvert d'une scientificité proclamée – l'ouvrage de Thomas s'appuie sur une très large et riche documentation – la polémique transparait en parallèle de la controverse révisionniste. La brochure vise autant à éclairer les Français sur le syndicalisme allemand, qu'à se positionner dans le mouvement syndicaliste français. Précisons que la brochure est publiée dans la *Bibliothèque socialiste* où écrivent notamment Léon Blum, Émile Vandervelde, Alexandre Millerand, Anatole France, et où a notamment été traduit le manifeste du parti communiste de Karl Marx et Engels par Charles Ander. Thomas y publiera aussi ses articles sur Babeuf, rassemblés en une seule brochure, alors qu'Hubert Bourgin y publiera son *Proudhon*. Ces publications placent Albert Thomas dans la catégorie des auteurs « en vue » du mouvement ouvrier et socialiste français. Son entreprise avait par ailleurs pour ambition de réaliser pour le syndicalisme allemand l'équivalent de l'ouvrage des époux Webb sur le trade-unionisme britannique⁴¹⁸. Dans une perspective comparatiste, l'auteur français relève d'ailleurs les temporalités distinctes entre le

⁴¹⁶ RAMADIER Paul, « La pensée politique d'Albert Thomas », in SOCIÉTÉ DES AMIS D'ALBERT THOMAS, *Albert Thomas vivant, op. cit.*, p. 22.

⁴¹⁷ *Notes critiques sciences sociales*, février 1902.

⁴¹⁸ WEBB Beatrice et WEBB Sidney, *The History of Trade Unionism*, Londres, Longmans, Green and Co, 1894.

développement du syndicalisme allemand et celui du trade-unionisme anglais, soulignant que le développement du syndicalisme allemand précède le développement de la grande industrie, contrairement au cas anglais où il lui est concomitant. En historien de l'économie et du social, il replace également le développement du syndicalisme dans l'histoire longue du développement du capitalisme allemand, mais aussi bien sûr dans le contexte politique de répression syndicale et socialiste notamment bismarckienne. Pour conclure son étude, Albert Thomas loue le rôle d'expert des syndicats, qui tout en possédant leurs propres œuvres d'assurances sociales, contribuent à la construction des lois sociales de l'Empire. Il explique ainsi que les syndicats, en développant leurs propres structures sociales, ont vraiment édifié une société parallèle qui n'a rien à envier aux institutions d'assurance bismarckienne. Thomas enjoint les syndicalistes à s'emparer des postes réservés aux représentants ouvriers afin qu'ils s'emparent des institutions pour les orienter dans le sens de leurs revendications. On ne saurait mieux comprendre que ces préconisations s'adressent autant aux syndicats allemands qu'aux syndicalistes français, pour les détourner de l'action révolutionnaire et de la propagande anarchiste. La diffusion de cette brochure dans les milieux militants lui permet également de nouer de nouveaux contacts, notamment avec les syndicalistes A. Quist de Stuttgart⁴¹⁹, qui collaborera d'ailleurs à *La Revue syndicaliste* que Thomas crée en 1905, ou encore avec Fritz Kummer⁴²⁰, Paul Umbreit⁴²¹. Cependant Marie-Louise Georgen précise que cette brochure ne connaît aucun écho dans les deux grandes revues du révisionnisme allemand, *Die Neue Zeit* et les *Sozialistische Monatshefte*. À notre connaissance, elle n'a fait l'objet d'aucune traduction en allemand. Les prises de positions de Thomas sur le syndicalisme allemand exposées également dans *La Revue syndicaliste*, visant à minorer la force de la théorie marxiste dans la structuration syndicale, lui valent même des controverses avec certains camarades allemands, comme Joseph Steiner, qui cherche en effet à défendre l'orthodoxie marxiste allemande⁴²².

En bref, cette brochure est à la fois une œuvre de science, appuyée sur une large documentation, qui vise à faire connaître le syndicalisme allemand au lecteur français, mais aussi une tribune qui lui permet de défendre, face au mouvement syndical en général, la cause

⁴¹⁹ Syndicaliste allemand, il est rédacteur à la *Metallarbeiterzeitung* de Stuttgart.

⁴²⁰ Métallurgiste et syndicaliste allemand.

⁴²¹ Important leader syndical, il dirige la revue de la commission générale des syndicats d'Allemagne.

⁴²² AN 94 AP 472. Lettre de Joseph Steiner à Thomas de mars 1906. Steiner y affirme qu'il est nécessaire que Thomas se fasse le défenseur du syndicalisme allemand, notamment face aux attaques menées par *La Revue syndicaliste*.

d'un syndicalisme réformiste, seul capable à ses yeux de contrecarrer la dérive de l'anarcho-syndicalisme.

C. Babeuf et le Second Empire : de l'archéologie du socialisme au présent de l'action

Par ses écrits historiques, Thomas cherche à construire une véritable science de l'action : la connaissance du passé doit permettre de donner du sens et de l'épaisseur à l'action politique socialiste et syndicale du présent et de l'avenir. C'est ainsi que peuvent se lire la série de cinq articles qu'il écrit sur Babeuf et le babouvisme pour *La Revue syndicaliste* entre 1904 et 1905, intitulée « La pensée socialiste de Babeuf avant la conspiration des Égaux »⁴²³. Il y analyse et publie des extraits de l'œuvre de Babeuf parus entre 1785 et 1790 : le *Droit naturel*, des extraits du journal de Babeuf (le *Journal de la liberté* puis le *Tribun du peuple*), et les principaux textes de la *Conspiration des Égaux* de 1796, même s'ils ne sont pas de la plume de Babeuf.

Ces articles s'inscrivent dans une entreprise plus large menée par les socialistes français depuis les années 1880 visant à étudier la vie, l'œuvre et l'action de cette grande figure révolutionnaire. De manière tout à fait paradoxale, note Madeleine Rebérioux, les guesdistes et plus encore les blanquistes n'ont pas fait grand cas de Babeuf, qu'il était pourtant facile et tentant d'ériger en apôtre révolutionnaire. Au contraire, le camp des réformistes, lui, s'est largement emparé de Babeuf. Ainsi, l'étude de Thomas paraît dans la foulée du tome de Gabriel Deville consacré à la Convention thermidorienne et au Directoire de *l'Histoire socialiste* de Jean Jaurès, paru en 1904. D'après Stéphanie Roza, Deville, passé du guesdisme des années 1890 au réformisme assumé au début du siècle (à tel point qu'il ne rejoint pas la SFIO en 1905), développe la thèse selon laquelle « Babeuf est le premier véritable socialiste utopique, dans la mesure où le socialisme implique un appel à l'action⁴²⁴ ». Pour Gabriel Deville, Babeuf devient véritablement communiste en 1795, moment où il devient Gracchus et commence à préparer la Conspiration des Égaux qui aura lieu l'année suivante. Plus encore, Gabriel Deville voit dans le

⁴²³ THOMAS Albert, « La pensée socialiste de Babeuf avant la conspiration des Égaux », *La Revue socialiste*, T. XL, n° 236 (août 1904), p. 226-236. THOMAS Albert, « La pensée socialiste de Babeuf avant la conspiration des Égaux », *La Revue socialiste*, T. XL, n° 239 (novembre 1904), p. 513-528. THOMAS Albert, « La pensée socialiste de Babeuf avant la conspiration des Égaux », *La Revue socialiste*, T. XL, n° 240 (décembre 1904), p. 696-712. THOMAS Albert, « La pensée socialiste de Babeuf avant la conspiration des Égaux », *La Revue socialiste*, T. XLI, n° 241 (janvier 1905), p. 58-77.

⁴²⁴ ROZA Stéphanie, « Situation de la connaissance du babouvisme », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 2011, n° 115, p. 157-174.

rapprochement entre les Égoux et d'anciens conventionnels jacobins hostiles au Directoire un progrès démocratique devant prolonger la seule lutte armée. Difficile de ne pas lire dans cette analyse le plaidoyer *pro domo* d'un homme inscrit à partir de 1896 sur la liste des socialistes indépendants et ayant apporté son soutien à l'entrée de Millerand dans le gouvernement Waldeck-Rousseau en 1899.

Thomas reprend le questionnement de Gabriel Deville, mais va plus loin que son camarade. À ses yeux, Babeuf était déjà communiste avant juillet 1794, profondément et pas seulement tendanciellement. Le fil conducteur de son étude est en effet de « suivre l'idée communiste de Babeuf depuis ses origines, au jour le jour, et discerner comment, sous l'influence des circonstances, au cours des événements révolutionnaires, elle s'est modifiée et développée⁴²⁵ ». Babeuf était donc communiste dès le début de la Révolution, ce qui est déduit de l'étude du *Discours préliminaire au Cadastre perpétuel* écrit pendant l'été 1789. Alors que Gabriel Deville estime que Babeuf fait montre de « tendances communistes » avant 1794, l'historien de *La Revue socialiste* s'attache à montrer qu'il s'agit bien d'une « idée arrêtée⁴²⁶ ». Et d'estimer que Babeuf théorise un « communisme régulé par le Grand réformateur » sans être le représentant d'un simple « communisme primitif⁴²⁷ ». On voit ici que Thomas est influencé par le socialisme d'État, qui réfute une vision du socialisme fondée sur la seule agitation révolutionnaire. Il considère donc que Babeuf propose dans le *Cadastre perpétuel* une forme de collectivisation des terres devant déboucher sur des droits collectifs accompagnés de droits individuels, dans la perspective d'une « organisation communiste totale⁴²⁸ ». Thomas cherche donc à abstraire tout un système de pensée des écrits babouvistes, une sorte de programme maximum à mettre en œuvre dans la société communiste à construire. Plus encore, il estime que « le communisme dès cette époque n'est pas pour Babeuf une simple doctrine morale sans application pratique. Il rêve, lui, de l'application⁴²⁹ ». Il voit même en lui un précurseur des « experts du social » (voire des experts du socialisme) d'inclination socialiste car « Babeuf se demande réellement si avec la somme générale de connaissances maintenant acquises, l'établissement de la société égalitaire serait possible⁴³⁰ ». En bref, Babeuf est le premier

⁴²⁵ THOMAS Albert, « La pensée socialiste de Babeuf avant la conspiration des Égoux », *La Revue socialiste*, T. XL, n° 236 (août 1904), p. 226.

⁴²⁶ *Ibid.*, p. 226.

⁴²⁷ *Ibid.*, p. 232.

⁴²⁸ THOMAS Albert, « La pensée socialiste de Babeuf avant la conspiration des Égoux », *La Revue socialiste*, T. XL, n° 240 (décembre 1904), p. 710.

⁴²⁹ THOMAS Albert, « La pensée socialiste de Babeuf avant la conspiration des Égoux », *La Revue socialiste*, T. XL, n° 236 (août 1904), p. 233.

⁴³⁰ *Ibid.*

communiste de son temps car « il a, lorsqu'il rêve aux moyens de réaliser un jour peut-être le communisme, des connaissances économiques ou juridiques, que d'autres n'ont point ». Analysant le projet d'égalité répartition des impôts que Babeuf propose dans *Le Cadastre perpétuel*, il loue le caractère très pratique des mesures proposées et conclut : « Si le socialisme est avant tout une action pratique pour établir une société juste, d'après des règles certaines, Babeuf est alors un socialiste⁴³¹ ».

Ainsi, d'après l'historien socialiste, les évolutions ultérieures de Babeuf jusqu'à la *Conspiration des Égaux* procèdent d'une adaptation de son idéal communiste à l'évolution des événements. Thomas prête également une attention particulière aux projets éducatifs portés par Babeuf, l'éducation révolutionnaire étant « un des éléments principaux de la doctrine babouviste » que l'on retrouve dit-il chez Buonarroti ou Blanqui. Cette attention portée à l'éducation ne surprendra pas le lecteur, qui connaît l'intérêt de ce précepteur et animateur d'universités populaires pour les questions éducatives et leur importance dans un projet de création d'une société nouvelle.

L'historien avait l'intention de prolonger son étude de Babeuf par une analyse plus large englobant l'héritage et la tradition babouviste cultivée au XIX^e siècle par Buonarroti et Blanqui⁴³², à qui il consacre des passages positifs dans son histoire du Second Empire⁴³³. Il s'inspire alors de la biographie de Gustave Geffroy sur l'Enfermé, qu'il avait lue avant même son entrée à l'ENS⁴³⁴. Dans son mémoire consacré aux idées de la réforme sociale entre 1832 et 1834, l'étudiant évoque, dans sa conclusion, les positions de Blanqui en 1834, considérant que celui-ci s'est formé au sein du républicanisme social des insurgés d'avril 1834. Blanqui aurait ainsi précisé et simplifié leur doctrine. L'enfermé devient donc tantôt l'héritier du premier des communistes – Babeuf – mais aussi d'une vive tradition du républicanisme social née dans les années 1830, tantôt le précurseur d'une tradition révolutionnaire et insurrectionnelle. Par cette étude sur Babeuf et par ces analyses néanmoins avortées sur un des héritiers du babouviste, Blanqui, Thomas remonte les origines d'une tradition socialiste. En

⁴³¹ THOMAS Albert, « La pensée socialiste de Babeuf avant la conspiration des Égaux », *La Revue socialiste*, T. XL, n° 239 (novembre 1904), p. 515.

⁴³² AN 94 AP 412. Une série de notes sur Blanqui se trouve dans les archives de Thomas, notamment sur la distinction entre insurrection, soulèvement et révolution chez Blanqui.

⁴³³ THOMAS Albert, *Histoire socialiste (1789-1900), tome X, Le Second Empire*, Paris, J. Rouff, 1907. La figure de Blanqui continue à intéresser l'ancien ministre Albert Thomas : on trouve en effet dans ses papiers une courte correspondance entre Blanqui et Gambetta entre 1874 et 1876 (AN 94 AP 387), que Thomas a cherché à faire publier, sans succès cependant, dans *L'Humanité* en 1919. AN 94 AP 470 correspondance entre Albert Thomas et Marcel Cachin de juillet 1919.

⁴³⁴ *Bulletin de L'Union pour la Vérité*, février-mars 1933, n° 5-6, p. 205. Lettre de Thomas à Paul Desjardins du 8 octobre 1899.

plaçant indirectement ces figures dans la veine réformiste, il s’empare de personnalités habituellement plutôt revendiquées par les traditions révolutionnaires guesdistes ou plus encore vaillantistes.

L’étude de Thomas sur Babeuf – à qui Madeleine Rebérioux reconnaît d’indéniables qualités scientifiques et historiques – constitue un véritable plaidoyer *pro modo* d’un historien cherchant à mener une réappropriation réformiste sur les figures les plus révolutionnaires du socialisme français. Il cherche en effet à rattacher sa propre vision du socialisme, pragmatique et institutionnaliste, au premier des communistes français, Gracchus Babeuf, qui, par sa Conspiration des Égaux, ne peut pas être suspecté de velléités contre-révolutionnaires. Ces textes permettent au « pivot du réformisme français⁴³⁵ » de s’inscrire dans la lignée d’une histoire chargée de symboles et d’événements fondateurs : la Révolution française et son héritage politique, à savoir la formation de l’idée républicaine, mais aussi l’action de quelques hérauts porteurs – à l’image de Babeuf – d’un idéal de révolution économique et sociale, appuyé sur la collectivisation des terres (et donc des moyens de production) et sur le développement d’une politique fiscale et de législation sociale porteuse d’égalité et de justice sociale. L’historien se fait homme politique et pousse cette logique jusqu’à son accomplissement, donnant à cette occasion sa définition du socialisme. Il établit alors que « si le socialisme est avant tout une action pratique pour établir une société juste d’après des règles certaines, Babeuf est alors un socialiste⁴³⁶ ». Thomas cherche donc, dans les traités politiques de l’auteur des Égaux, des linéaments susceptibles d’établir le socle d’une doctrine socialiste qui irriguera le XIX^e siècle. Ainsi, tout bon socialiste – à l’image de Babeuf – serait celui qui saura adapter son idéal, exigeant et sans concessions, au contexte politique, social et économique de l’époque qu’il traverse.

L’œuvre de Thomas n’a cependant pas seulement une portée idéologique. Elle est considérée par les historiens babouvistes français et soviétiques comme la première véritable étude scientifique solide sur la pensée et l’action du révolutionnaire. Les historiens russes semblent s’être intéressés à l’étude de Thomas. Ses articles sont traduits en russe en 1907 dans la revue *Le travail libre*⁴³⁷. La démarche du jeune Français qui s’intéresse de près aux propositions

⁴³⁵ REBERIOUX Madeleine et FRIDENSON Patrick, « Albert Thomas, pivot du réformisme français », *op. cit.*

⁴³⁶ THOMAS Albert, « La pensée socialiste de Babeuf avant la conspiration des Égaux », *La Revue socialiste*, T. XL, n° 239 (novembre 1904), p. 515.

⁴³⁷ Je remercie Guillaume Lancereau pour cette information. Pour une analyse de l’historiographie russe de la Révolution française voir LANCEREAU Guillaume, *De raison et de mémoire. Écrire l’histoire de la Révolution française (1881-1939)*, thèse de l’EHESS, sous la direction d’Antoine Lilti, 2020. Voir également BERGMAN Jay, *The French Revolutionary Tradition in Russian and Soviet Politics, Political Thought, and Culture*, Oxford, Oxford University Press, 2019.

pratiques de Babeuf, à ses actions politiques plutôt qu'aux structures philosophiques de sa pensée, semble d'ailleurs rejoindre celle de l'historien russe Eugène Tarlé, qui avait publié en 1898 un article dans la revue libérale *Boji Mir* (« Le monde de Dieu »), consacré au procès de Babeuf, procédant de cette même attention portée aux pratiques du révolutionnaire⁴³⁸.

L'étude de Thomas s'impose donc comme un jalon décisif dans les études babouvistes, au même titre que *l'Histoire socialiste de la révolution* de Jean Jaurès. Même si Maurice Dommanget, qui s'affirmera dans les années 1920 comme l'historien communiste spécialiste de Babeuf, estime que son prédécesseur n'a pas poussé assez loin la paternité socialiste de Babeuf, que Dommanget fait, lui, remonter à Rousseau, Mably et Morelly⁴³⁹, sa démarche ne s'en éloigne pas vraiment. Lui aussi cherche à retrouver dans l'histoire de la Révolution française, remontant jusqu'à une paternité puisée chez les philosophes des Lumières, l'origine de la pensée communiste (Thomas parlait d'ailleurs également du communisme de Babeuf). La démarche initiée par Dommanget procède aussi d'une volonté d'une démarche de construction d'une histoire économique et sociale, dans la lignée du matérialisme historique marxiste. Même si Thomas ne se place pas directement dans cette parenté, il participe, par son étude de Babeuf mais aussi par son histoire du Second Empire, au développement de l'histoire économique et sociale en France. Il est intéressant enfin de noter le sort que l'historien soviétique Victor Daline réserve aux apports de Thomas, Deville et Jaurès à la compréhension du babouisme. Sans surprise, Daline estime que « Jaurès avait [...] une compréhension bien plus élevée que ses compagnons d'armes du rôle de Babeuf, dans lequel il voyait "son maître"⁴⁴⁰ ». Bien qu'il réduise les études d'Albert Thomas et Gabriel Deville à leurs présupposés réformistes, il reconnaît que le « mérite indiscutable [de Thomas] réside en ce qu'il suivit soigneusement le développement des conceptions socialistes de Babeuf et soumit pour la première fois à une analyse attentive le "Discours préliminaire" au Cadastre perpétuel, qui présente en effet un grand intérêt pour l'étude des idées sociales de Babeuf⁴⁴¹ ». Madeleine Rebérioux, qui n'est pas loin non plus de considérer les articles de Thomas comme des plaidoyers réformistes, considère cependant que celui-ci pousse plus loin l'analyse entreprise par Jaurès qui n'a pas pu consacrer le temps qu'il aurait souhaité à l'analyse de Babeuf. À ses yeux, « ces articles ne sont pas

⁴³⁸ MAILLARD Alain, MAZAURIC Claude et WALTER Éric (dir.), *Présence de Babeuf: Lumières, Révolution, communisme*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994. P. 340.

⁴³⁹ DOMMANGET Maurice, « Tempérament et formation de Babeuf », in DOMMANGET Maurice, DALINE Victor, SOBOUL Albert, LEHNING Arthur (dir.), *Babeuf et les problèmes du babouisme*, Paris, Éditions sociales, 1963, p. 29.

⁴⁴⁰ DALINE Victor, *Gracchus Babeuf à la veille et pendant la Révolution française (1785-1794)*, Paris, Éditions du Progrès, 1987, p. 16-17.

⁴⁴¹ *Ibid.*, p. 16.

seulement intéressants en eux-mêmes, mais par ce qu'ils annoncent, ce qui à notre connaissance ne parut jamais : un travail plus approfondi sur la doctrine des Égaux et la tradition babouviste⁴⁴² » permettant à Thomas de s'imposer comme historien socialiste reconnu.

D. « Ce n'est pas l'histoire socialiste du Second Empire que nous donne M. Thomas, mais l'histoire du socialisme sous le Second Empire » (Jules Céby).

L'ambition historique et politique au cœur de cette étude de Babeuf et du babouisme rejoint l'entreprise plus vaste menée parallèlement par Jean Jaurès autour de son histoire socialiste de la France contemporaine. Comme l'explique Jean-Numa Ducange, « *L'Histoire socialiste* est pensée contre un certain marxisme guesdiste, mais également contre les lectures "réactionnaires" alors en vogue, comme celle d'Hippolyte Taine, qui voient l'intervention populaire comme la cause de toutes les "dérives" de la Révolution⁴⁴³ ». Lucien Herr et Charles Andler qui devaient initialement prendre en charge ce volume le confient finalement, par manque de temps, au jeune historien, vraisemblablement en 1905. C'est Charles Andler qui lui en fait la demande expresse par courrier en 1905, arguant de son manque de temps mais aussi de la plus grande compétence supposée de Thomas sur le sujet⁴⁴⁴. Il est fort probable que le conseiller socialiste de Champigny, alors préoccupé par les élections municipales de 1906, ait d'abord hésité avant d'accepter ce lourd projet, comme le montre l'insistance directive de Lucien Herr quelques mois plus tard :

« Vous avez raison de refuser de mener la campagne électorale, et vous avez raison de limiter, dans la mesure du possible, votre effort ; mais je suis surpris que l'Histoire du Second Empire ne figure, dans votre plan d'existence, ni au chapitre des besoins nécessaires, ni au chapitre des recettes budgétaires. Avant de quitter Paris, au moins d'août, j'ai écrit longuement à Jaurès toutes les raisons pour lesquelles je ne pourrais conserver le poids de l'engagement que j'avais pris avec lui en ce qui concerne l'Histoire socialiste, toutes les

⁴⁴² REBERIOUX Madeleine, « Babeuf et les tendances du socialisme français (1884-1914), *in ibid.*, p. 279.

⁴⁴³ DUCANGE Jean-Numa, « La réception de l'Histoire socialiste de la Révolution française de Jaurès », Note de la Fondation Jean-Jaurès, 9 juillet 2014. En ligne. <https://jean-jaures.org/nos-productions/la-reception-de-l-histoire-socialiste-de-la-revolution-francaise-de-jaures>. Sur l'entreprise historique de Jaurès voir DUCANGE Jean-Numa, *La Révolution française et l'histoire du monde. Deux siècles de débats historiques et politiques*, Paris, Armand Colin, 2014, p. 104-107.

⁴⁴⁴ AN 94 AP 471. Lettre sans date (mais sans doute de 1905) de Charles Andler à Albert Thomas. Après lui avoir dit être très occupé, Charles Andler demande à Thomas s'il peut prendre en charge la rédaction du volume sur le Second Empire : « Je vous crois plus qualifié que moi pour publier l'histoire socialiste du Second Empire ».

raisons pour lesquelles Andler ne pouvait prendre à son compte votre charge, et toutes les missions pour lesquelles il nous semble, à Andler et à moi, que mieux qu'aucun autre vous devez et pouvez, sans préjudice pour vos autres travaux, et pour le plus grand avantage de votre autorité socialiste et scientifique, être chargé de ce travail. Je comptais, ainsi que je vous l'ai dit, que ce travail qui est bien rétribué, compléterait largement votre budget de recettes. Je reçois de Jaurès, en réponse à ma lettre, une lettre où il disait s'incliner devant les raisons que je lui donnais en ce qui me concernait, et où il disait que c'était chose entendue, et qu'il vous écrirait, à vous, en même temps qu'à Casevitz (chef, comme vous le savez, de la maison Rouff, qui édite l'*Histoire socialiste*). N'avez-vous rien reçu, ou bien, où en est toute cette affaire ? Il me paraît également impossible que Jaurès ne vous l'ait pas proposé ou que vous l'ayez décliné ! Tenez-moi au courant de tout cela qui me préoccupe⁴⁴⁵ ».

L'insistance de ses maîtres a raison de l'ambitieux jeune homme, sans doute sensible à l'argument relatif à l'autorité scientifique et socialiste qu'il pourrait tirer d'un tel projet, qui lui permettrait par ailleurs de se rapprocher encore davantage de Jaurès qui l'a engagé depuis 1904 comme l'un des principaux rédacteurs à *L'Humanité*. Le projet collaboratif de rédaction d'une histoire socialiste contemporaine de la France lancée par le député de Carmaux relève par ailleurs de deux objectifs complémentaires, mis en avant par l'historien anglais Julian Wright. Jaurès veut d'abord développer une nouvelle approche de l'histoire contemporaine en donnant son poids aux changements économiques et sociaux. Il veut également faire connaître les grandes figures de la Révolution française elle-même. Thomas se reconnaît dans ce double objectif, en explorant – plus encore que Jaurès – la figure de Babeuf pour *La Revue socialiste*, d'écrire une histoire économique et sociale du Second Empire et d'expliquer le développement du socialisme.

Ainsi, plus que l'histoire socialiste du Second Empire, l'historien désormais aguerri dresse véritablement une histoire du socialisme sous le Second empire⁴⁴⁶. Appuyé sur des sources variées comme celles du ministère de l'Intérieur, explorant Paris mais aussi la Province, Thomas montre le fossé qui se creuse entre la classe ouvrière et le pouvoir de Napoléon III. La diversité des sources utilisées montre les qualités de l'historien, ainsi que sa grande capacité de travail. Thomas a lu une part importante de l'historiographie existante sur la période, de James Guillaume à Tchernoff, en passant par Gustave Geffroy, mais a également consulté des correspondances inédites, comme celles de Benoît Malon ou encore d'Albert Richard. Soucieux de l'opinion publique, il a également consulté de nombreux titres de presse, mais aussi des

⁴⁴⁵ AN 94 AP 471. Lettre de Lucien Herr à Albert Thomas du mercredi 20 septembre 1905.

⁴⁴⁶ CEBY Jules, « Histoire socialiste (1789-1900), publiée sous la direction de Jean Jaurès. Tome X : Le Second Empire, 1852-1870, 1907 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1908, vol. 10, n° 3, p. 231-237.

brochures de nature politique ou syndicale, constituant ainsi une base documentaire sur le mouvement socialiste et ouvrier du Second Empire. Les rapports officiels ont été également mobilisés, notamment provenant des chambres de commerce. Sa documentation montre que l'ancrage socio-économique s'inscrit également dans une « histoire totale du Second Empire », affrontant de concert la lutte politique mais aussi économique opposant de manière croissante les classes populaires et les élites impériales⁴⁴⁷. Enfin, cette méthode s'inscrit dans le projet jaurésien, à rebours de *L'Histoire politique* publiée en 1901 par Alphonse Aulard, de révéler le versant économique et social de l'histoire, en s'appuyant sur des archives abondantes et originales⁴⁴⁸.

Une part importante de son ouvrage est consacrée à l'étude des méthodes et des pratiques socialistes de l'époque. Charles Andler, qui préface l'ouvrage, a à cœur de montrer que l'apport de l'ouvrage de son étudiant est de faire le lien entre les socialismes et les socialistes de 1848 et sa renaissance sous le Second Empire par de nouvelles formes d'action de la classe ouvrière, qui reste cependant marquée par la pensée de Proudhon et de Blanqui et ce malgré la répression exercée par le pouvoir⁴⁴⁹. Comme le souligne Charles Andler, Thomas insiste sur le fait que le socialisme qui éclot à la faveur de 1848 accouche d'une méthode triple, économique, politique et militaire. Sur le premier plan, un nouveau syndicalisme se met en place ; ensuite, une nouvelle méthode politique voit le jour, celle des candidatures ouvrières. Enfin, sur le plan militaire, s'opère la grève des peuples contre la guerre, mais, avec en contrepartie, la levée en masse lorsqu'il s'agit de sauver la liberté d'un danger venu de l'extérieur. Sans nul doute, transparaît alors le portrait idéalisé d'une masse ouvrière, patriote, syndicalement organisée et politiquement engagée, qu'il croira discerner, dans le contexte particulier de la Première Guerre mondiale à la faveur de son action. Charles Andler s'empresse alors de noter que cette méthode nouvelle et porteuse « n'a pas été établie selon une formule doctrinale et préconçue ». Andler parle ensuite de « socialisme expérimental » pour qualifier cette expérience dont Albert Thomas livre l'analyse historique, dans une perspective clairement prolétarienne. L'histoire du socialisme sous le Second Empire est celle d'une opposition croissante entre la classe ouvrière et l'Empire, due à une forte répression. Outre l'héritage de Blanqui et de Proudhon, c'est aussi la préparation de l'exposition internationale de 1861 qui a permis au mouvement socialiste et ouvrier de se reconstituer matériellement. Thomas met en avant l'idée d'une montée en

⁴⁴⁷ Pour un résumé de l'ouvrage assez exhaustif et proche du texte, voir MANTOUX Paul, « Albert Thomas historien », in SOCIÉTÉ DES AMIS D'ALBERT THOMAS, *Albert Thomas vivant, op. cit.*, p. 85-92.

⁴⁴⁸ DUCANGE Jean-Numa, *La Révolution française et l'histoire du monde. Deux siècles de débats historiques et politiques, op. cit.*, p. 104.

⁴⁴⁹ Charles ANDLER, « Préface », in THOMAS Albert, *Le Second Empire (1852-1870), op. cit.*, p. XI.

puissance de la classe ouvrière dans les années 1860, avec une forte conscience de classe et une volonté d'affirmer son autonomie. Comme l'a montré l'historiographie portant sur la production historique des socialistes de la III^e République, l'œuvre de Thomas est à replacer dans une entreprise plus large menée par d'autres socialistes notamment Georges Renard qui au début du XX^e siècle et à la demande du ministre socialiste Millerand prend en charge en la chaire d'histoire créée au Conservatoire national des arts et métiers :

« Les nouvelles recherches apportées par Renard et Albert Thomas, respectivement sur la Seconde République et le mouvement socialiste dans les années 1860, ont montré comment les réseaux militants socialistes étaient allés et venus, avant de faire réapparaître dans les protestations de la fin de 1860 contre le régime de Napoléon III. Ce n'était pas seulement l'histoire socialiste, c'était l'histoire socialiste française, en devenir⁴⁵⁰ ».

Plus généralement, les historiens socialistes – qu'ils s'intègrent ou non dans l'entreprise de Jean Jaurès – participent de l'institutionnalisation d'une histoire économique et sociale, à partir de l'étude de la Révolution française puis de l'histoire du XIX^e siècle. Par leurs travaux historiques, ils cherchent à introduire la méthode historique dans l'étude des questions sociales⁴⁵¹. La rédaction du tome X de l'histoire socialiste du Second Empire participe à étendre sa petite notoriété de scientifique socialiste, au-delà des seuls cénacles réformistes. L'historien Jules Céby lui consacre un compte rendu élogieux dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*⁴⁵², même s'il reproche à l'historien socialiste d'avoir laissé dans l'ombre et artificiellement séparé l'opposition socialiste de celle des républicains démocrates. Les milieux politiques et syndicalistes s'intéressent également à cette histoire. Le secrétaire général de la réformiste Fédération française du syndicat du livre, Auguste Keufer salue l'ouvrage et exprime « sa sincère admiration pour son activité⁴⁵³ ». Le sociologue Maurice Halbwachs⁴⁵⁴ et le tenant d'un socialisme libéral Élie Halévy saluent également les qualités de l'ouvrage, et en recommandent la lecture à des étudiants anglais. Ceux-ci sollicitent d'ailleurs Thomas pour obtenir des références bibliographiques sur le Second Empire⁴⁵⁵. Mais c'est aussi l'inclassable socialiste Gustave Hervé qui s'adresse longuement à Thomas : « Inutile de vous dire qu'il [le

⁴⁵⁰ WRIGHT Julian, *Socialism and the Experience of Time*, *op. cit.*, p. 32. Traduit par nos soins.

⁴⁵¹ LANCEREAU Guillaume, *De raison et de mémoire. Écrire l'histoire de la Révolution française (1881-1939)*, *op. cit.*, en particulier le chapitre 6 « Les historiens et la question sociale ».

⁴⁵² CEBY Jules, « Histoire socialiste (1789-1900), publiée sous la direction de Jean Jaurès. Tome X : Le Second Empire, 1852-1870, 1907 », *op. cit.*

⁴⁵³ AN 94 AP 472. Lettre d'Auguste Keufer à Albert Thomas du 4 juin 1907.

⁴⁵⁴ AN 94 AP 472. Lettre de Maurice Halbwachs à Thomas, sans date mais probablement 1908.

⁴⁵⁵ AN 94 AP 472. Lettre d'Élie Halévy à Albert Thomas, du 25 mars 1907.

volume sur le Second Empire] m'a vivement intéressé et qu'il m'a appris beaucoup de choses⁴⁵⁶ ».

Le directeur de *La Guerre sociale* semble avoir particulièrement apprécié les pages consacrées à l'état des forces syndicales et au développement de l'Internationale sous l'Empire, faisant dire à Gustave Hervé que Thomas est l'un « des plus sympathiques représentants » des « socialistes réformistes ⁴⁵⁷ ». L'anarchiste Amédée Dunois semble avoir été également sensible aux développements que l'historien socialiste consacre à la diversité du mouvement ouvrier et parisiens des années 1850-1860⁴⁵⁸.

La rédaction de ce tome consacré au Second Empire participe également à la petite notoriété internationale de Thomas, comme l'atteste la sollicitation dont il fait l'objet en 1909 par la *Cambridge Modern History* pour rédiger deux chapitres⁴⁵⁹. En 1911, il rédige le chapitre de *l'Encyclopaedia Britannica* consacré à Napoléon III⁴⁶⁰. Ces trois textes, consacrés à la montée du pouvoir personnel de l'Empereur et à l'Empire libéral sont cependant de facture plus classique et sont à classer plutôt dans l'histoire politique, conformément sans doute au cahier des charges établi par les directeurs de la collection.

Le plan de l'ouvrage en sept chapitres, conçu pour révéler le fossé croissant qui sépare Napoléon III du peuple ouvrier, artisan et paysan, s'achève sur un dernier chapitre intitulé « vers la révolution sociale » qui ouvre la voie à l'étude de la Commune de Paris menée par Jean Jaurès. Il est également un bras tendu vers le présent politique. L'apport principal en est l'étude des mouvements ouvriers et socialistes sous l'Empire. Thomas cherche à renouer les filiations en faisant remonter la tradition socialiste à la Révolution française. Il montre ensuite la continuité des idées transmises par la tradition babouviste jusqu'aux masses du Second Empire, en passant par les hommes des révoltes des années 1830. Cette tradition lie, selon Thomas, les ouvriers à la République.

« Les ouvriers – c'est la règle générale, celle qu'on observe pendant tout le siècle – sont républicains exactement dans la mesure où ils sont conscients de l'iniquité sociale, dans la mesure où ils sont socialistes⁴⁶¹ ».

⁴⁵⁶ AN 94 AP 472. Lettre de Gustave Hervé à Albert Thomas, sans date mais probablement 1907.

⁴⁵⁷ *Ibid.*

⁴⁵⁸ AN 94 AP 473. Lettre d'Amédée Dunois à Albert Thomas du 12 janvier 1911.

⁴⁵⁹ THOMAS Albert, « Napoleon and the Rise of Personal Government (1852-1859) » ; « The Liberal Empire (1860- 1870) », *The Cambridge Modern History*, vol. XI, chapitres X et XVII, Cambridge, Cambridge University Press, 1909, p. 286-308 et p. 467-506.

⁴⁶⁰ AN 94 AP 437. Lettres du 19 juillet 1910 et lettre sans date (mais probablement 1911) des rédacteurs de *L'Encyclopaedia Britannica* à Albert Thomas.

⁴⁶¹ THOMAS Albert, *Histoire socialiste (1789-1900), tome X, Le Second Empire, op. cit.*, p. 162.

Par le développement de l'action syndicale corporative – à une époque où la législation n'est pas encore favorable –, et coopérative, les ouvriers socialistes s'attacheraient à transformer l'idée républicaine en faveur d'une République sociale, qui pour eux est la réalisation du socialisme. L'historien socialiste l'exprime en ces termes :

« [...] tout le réformisme pratique du prolétariat parisien d'alors se rattache à la tradition socialiste de 1848 ; ce sont élaguées de leurs utopies et contrôlées par les faits, les revendications d'alors qu'il prétend reprendre ; et c'est comme une "transformation du socialisme" que s'annonce le nouveau mouvement. Et sans doute ce socialisme est encore d'une insuffisance notoire ; sans doute la préoccupation constante d'arriver à la conciliation du patronat et du salariat qui reparait dans tous les écrits et même dans ce dernier, est théoriquement le contraire du socialisme. Mais il est frappant de voir que les prolétaires parisiens, au moment où ils s'affirment comme une classe indépendante, ayant ses intérêts propres et prétendant les défendre elle-même, se rattachent déclarément à la tradition socialiste, revendiquent le nom de socialistes⁴⁶² ».

Plus encore, en s'intéressant aux débats qui précèdent la naissance de l'Association Internationale des Travailleurs, actée en 1869, et notamment à la traduction en français du règlement de l'Association internationale effectuée par Paul Lafargue, Thomas cherche à montrer que la compréhension de l'action des travailleurs par les socialistes français dépend principalement de l'action économique. Pour le socialisme français, tout repose sur cette phrase ainsi traduite en français : « l'émancipation économique des travailleurs est le plus grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique⁴⁶³ ». Le fait capital se situe dans le rapport entre l'action politique et l'action sociale. L'étude du Second Empire l'amène indubitablement à conclure que les travailleurs parisiens ont fait de l'action économique pour l'acquisition de nouveaux droits leur priorité. La primauté de l'action économique sur l'action politique dont Thomas trouve un point d'orgue dans l'histoire du socialisme et des socialistes sous le Second Empire se retrouve dans sa conception de l'action ouvrière au présent. Il défend l'idée dans son ouvrage que les fondateurs français de l'Internationale « estiment [...] que la transformation politique était vaine si elle n'était pas l'expression de la condition ouvrière et pensaient au fond « que c'était à l'amélioration de la condition ouvrière qu'il fallait d'abord travailler⁴⁶⁴ ». Par cette thèse forte martelée tout au long de son opus, l'historien militant défend

⁴⁶² *Ibid.*, p. 214.

⁴⁶³ *Ibid.*, p. 286

⁴⁶⁴ *Ibid.*, p. 291.

sa méthode d'action socialiste, à l'origine d'une célèbre controverse l'opposant à Jaurès en 1910⁴⁶⁵.

Pour le militant socialiste, donc, cette tradition revitalisée sous le Second Empire, irrigue encore le socialisme de l'heure présente et notamment l'action syndicale des classes ouvrières. Par cette étude du passé, l'homme politique situe son réformisme proclamé dans l'héritage d'une tradition révolutionnaire et ouvriériste assez nette. En d'autres termes, le réformisme qu'il réclame, proclame et met en œuvre n'est autre que le socialisme des masses ouvrières. Thomas établit également que ces masses ouvrières sont relativement imperméables aux théorisations, manière pour lui de minimiser l'ascendant de Marx sur les travailleurs *via* l'Internationale. Pour lui, c'est bien de la lutte quotidienne que naît la réflexion et la théorisation et non l'inverse. La tradition qu'il établit alors n'est donc pas une tradition théorique, mais plutôt une tradition de gestes, de pratiques des classes ouvrières, en marche vers leur émancipation.

Ainsi, les écrits historiques de Thomas sont à la fois des pièces apportées à la constitution d'une histoire socio-économique de la France, sous l'égide de l'histoire socialiste de la France contemporaine dirigée par Jean Jaurès, et des manifestes politiques se plaçant dans le contexte politique de la République du début du XX^e siècle, prise entre unification socialiste, affirmation d'un syndicalisme réformiste face à la domination de l'anarcho-syndicalisme, et plaidoyer en faveur de l'action économique des classes ouvrières tant syndicale que coopérative. Comme chez Jaurès, on peut donc lire dans le volume rédigé par Thomas, la gestation d'une méthode d'action socialiste réformiste⁴⁶⁶. Enfin, la participation de Thomas à l'institutionnalisation d'une histoire socio-économique française est concomitante de son implication croissante dans des journaux et revues socialistes, visant à publiciser des positions politiques claires et qui transparaissent dans des écrits de nature plus « scientifique ».

⁴⁶⁵ Cf. *infra*.

⁴⁶⁶ ANTONINI Bruno, « Jaurès historien de l'avenir : gestation philosophique d'une "méthode socialiste" dans l'Histoire socialiste de la Révolution française », *Annales historiques de la Révolution française*, 2004, n° 337, p. 117-142.

II. Précepteur, journaliste, publiciste : de *La Petite République* à *L'Humanité*

Puisqu'il ne prend pas le poste qui l'attendait au lycée de Brest après l'obtention de son agrégation d'histoire, la question se pose de connaître les sources de revenus du jeune homme. Paradoxalement, l'abondance de sources personnelles donne très peu d'informations sur les conditions matérielles d'existence du Campinois. Nous savons cependant que ce dernier épouse en janvier 1905 Madeleine Chaufaille, sa cousine germaine, institutrice de formation, qui donne naissance à leur première fille Hélène en 1906. Il semble que le couple a pour logement principal la maison familiale des Thomas, jusqu'en 1921, année où, après l'élection de Thomas au BIT, les époux s'installent à Genève. La fonction de précepteur de Jean Hugo, au sein de la famille Ménard-Dorian lui fournit assurément un revenu stable et suffisant à partir de novembre 1903⁴⁶⁷. Ses activités de journaliste lui assurent également quelques expédients supplémentaires, comme l'indique cette note manuscrite de Madeleine :

« Le préceptorat et son travail de journaliste lui permirent de songer à se créer un foyer et aussi de poursuivre ses études sur le syndicalisme ⁴⁶⁸».

Thomas participe plus ou moins régulièrement à quatre journaux : *L'Information*, journal à grand tirage de tendance libérale, *La Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, *La Petite République*, journal de la gauche socialiste de Millerand à Guesde et surtout *L'Humanité* lancée par Jean Jaurès en 1904, en vue de l'unification du mouvement socialiste.

A. Journaliste occasionnel au quotidien libéral *L'information politique, économique et financière* : un travail alimentaire ou une stratégie de positionnement dans le champ journalistique ?

Thomas considère sa participation à *L'Information politique, économique et financière* lancée en 1903 par Léon Chavenon comme alimentaire. Elle lui permet cependant d'asseoir sa notoriété de journaliste politique et économique. Léon Chavenon, avec qui il semble entretenir

⁴⁶⁷ Archives de l'IISH. Sozialistische Monatshefte Archives 191. Lettre de Thomas à Joseph Bloch du 11 avril 1903. « En octobre, j'entre comme précepteur dans une grande famille républicaine et socialiste française avec un traitement supérieur à celui de l'Université française ».

⁴⁶⁸ AN 94 AP 482. Note manuscrite de Madeleine Thomas.

des relations courtoises et soutenues⁴⁶⁹, lui confie en effet la rubrique « étranger », assez prestigieuse. Le socialiste saura en temps voulu remobiliser ce contact avec l'homme de presse, pour lancer un journal en 1917, *L'Information ouvrière et sociale*, censée appuyer ses ambitions politiques après son départ contraint du gouvernement en septembre 1917. Cette activité à *L'Information* lui permet de nouer des relations avec les milieux industriels, avec qui il travaillera également étroitement pendant la Grande Guerre⁴⁷⁰. Il est difficile de dire combien de temps dura cette collaboration journalistique, dans la mesure où les archives de *L'Information* n'ont pas été conservées⁴⁷¹. Il est probable que cette collaboration se soit réduite à partir de 1904, année où Thomas assume de nouvelles responsabilités politiques dans la Commune de Champigny, mais aussi comme l'un des principaux rédacteurs de *L'Humanité* naissante. En 1909, Léon Chavenon le sollicite pour qu'il reprenne du service dans les colonnes de son journal, cependant sous un pseudonyme, afin de contrebalancer l'hégémonie des théories économiques libérales au sein du journal. Il tente de le convaincre ainsi :

« Il y a certainement place dans *L'Information* pour des articles traitant d'économie politique dans le sens que vous m'indiquez. J'ai pensé souvent à qui pourrait opposer aux dogmes sentencieux du pontife Leroy-Beaulieu des théories plus adéquates et plus imprégnées de socialisme pratique. Vous êtes tout à fait qualifié pour cela. Sans pouvoir prendre le contre-pied des articles de Leroy-Beaulieu, Mouchez [...], vous pourrez dégager clairement dans *L'Information* les problèmes de développement économique qui se posent dans les différents pays et juger, à votre façon, les crises et les répercussions sociales et de ces crises en indiquant les solutions qui s'y dégagent. Il y a aussi un programme de grands travaux nationaux qui pourrait être intéressant à développer. Il vous sera facile de travailler dans nos bureaux à partir du mois prochain. Nous avons un local sur la rue Feydeau où vous pourrez vous isoler à votre gré [...]. Mon avis est qu'il vaudra mieux signer d'un pseudonyme⁴⁷² ».

D'après les correspondances reçues par Albert Thomas en 1909, il semble qu'il ait effectivement écrit à nouveau des articles, sur les traités de commerce internationaux⁴⁷³, sur la législation du travail et le développement industriel de la Lorraine⁴⁷⁴, ou encore sur la politique

⁴⁶⁹ Chavenon semble s'intéresser de près à l'activité et aux idées d'Albert Thomas. Il fait partie des abonnés de *La Revue syndicaliste* à partir de 1906. AN 94 AP 245. Souscription d'un abonnement d'un an à la revue en 1906.

⁴⁷⁰ *Bulletin de L'Union pour la Vérité*, février-mars 1933, n° 5-6, Communication d'Edgard Milhaud, p. 244.

⁴⁷¹ Les archives intérieures du journal n'ont pas été conservées, et il n'existe pas de collection déposée à la BnF par exemple. ZIGMANT Pierre, *L'Information ouvrière et sociale, 1918-1921, op. cit.*

⁴⁷² AN 94 AP 473. Lettre de Léon Chavenon à Albert Thomas du 28 août 1909.

⁴⁷³ AN 94 AP 473. Lettre sans date (mais probablement 1909) d'un journaliste de *L'information* demandant à Thomas les dates de publication des articles de Thomas sur les traités internationaux de commerce.

⁴⁷⁴ AN 94 AP 473. Lettre du 9 novembre 1909 du secrétaire archiviste de la chambre de commerce de Nancy à Albert Thomas le complimentant pour son article.

générale⁴⁷⁵. Quoi qu'il en soit, sa participation à un tel journal plutôt libéral montre sa volonté de s'adresser à un lectorat non acquis à sa cause et à s'imposer comme journaliste sérieux et expert des questions socio-économiques nationales et internationales.

B. *La Petite République* ou l'inscription dans le réseau des réformistes

La participation d'Albert Thomas à *La Petite République* devenue socialiste l'inscrit dans « le réseau des réformistes⁴⁷⁶ », d'autant qu'au début du XX^e siècle, les tendances guesdistes, et même vaillantistes et broussistes sont désormais bien en retrait, même si *La Petite République* reste en théorie le « journal quotidien des socialistes⁴⁷⁷ », et donc *a fortiori* de tous les socialistes. Initialement le journal des républicains autour de Léon Gambetta au début de la III^e République, *La Petite République* accorde une place croissante dans ses colonnes aux courants socialistes et radicaux-socialistes, jusqu'à soutenir ouvertement la candidature de Jean Jaurès à la députation de Carmaux en 1892. Quand Thomas en devient l'envoyé spécial pour les élections allemandes de 1903, le journal est déjà passé des mains de Millerand, qui en fut le rédacteur en chef de 1893 à 1898, à celles de Jean Jaurès, qui en avait alors fait un front avancé du dreyfusisme socialiste. C'est Jaurès qui sollicite le normalien socialiste pour fournir des informations « exactes et documentées⁴⁷⁸ » sur les élections allemandes au Reichstag et sur la campagne menée par les candidats sociaux-démocrates, qui voient leur nombre de députés augmenter à l'issue de ces élections. Analysant la nouvelle génération de journalistes écrivant dans *La Petite République* à partir de 1898, Emmanuel Jousse a établi la prééminence de personnalités comme Gustave Rouanet ou Eugène Fournière, tous deux conseillers municipaux et députés qui voient dans le journalisme un prolongement de leurs engagements politiques. Thomas, lui, fait partie d'une génération nouvelle, qui brûle en quelques sortes les étapes. Il n'est pas encore comme ses camarades un « professionnel » de la politique que ce soit à l'échelle municipale ou à l'échelle nationale. Sa participation à *La Petite République* précède

⁴⁷⁵ AN 94 AP 473. Lettre d'un journaliste de *L'information* du 19 août 1909 relatif à des articles d'Albert Thomas sur Jean Jaurès et Clemenceau.

⁴⁷⁶ JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés : les origines intellectuelles du réformisme en France, 1871-1917*, *op. cit.*, p. 210.

⁴⁷⁷ CANDAR Gilles, « De la politique à la littérature ? *La Petite République* et la critique littéraire », in *Romantisme*, 2003, n° 121, p. 71-79.

⁴⁷⁸ Archives de l'IISH. Papiers von Vollmar, 2095. Lettre d'Albert Thomas à Joseph von Vollmar du 12 mai 1903.

son premier mandat municipal, anticipe donc cette professionnalisation et est circonscrite au suivi de la vie politique allemande⁴⁷⁹.

C. La Revue de l'Enseignement primaire et primaire supérieur : parler aux instituteurs avec Jean Jaurès

En juillet 1905, Thomas commence à collaborer à *La Revue de l'Enseignement primaire et primaire supérieur*, dirigée par Henri Baudéan et bien diffusée dans les cercles des instituteurs⁴⁸⁰, aux côtés de Jaurès. La revue est un instrument préparant activement la syndicalisation des instituteurs, alors que celle-ci est encore interdite aux fonctionnaires⁴⁸¹. Jaurès y tient en alternance une tribune avec Eugène Fournière, disciple de Benoît Malon. Les deux leaders socialistes sont rejoints en 1907 par Marcel Sembat, héritier de la tradition révolutionnaire blanquiste et vaillantiste et représentant du socialisme franc-maçon. Thomas intègre également la rédaction de la revue en 1905 dans laquelle il sera actif jusqu'en 1908. Aux côtés du directeur de *L'Humanité* qui y voit une tribune privilégiée pour valoriser le rôle d'éducateurs du peuple des instituteurs, il fournit par ses articles hebdomadaires une véritable initiation au socialisme et au mouvement ouvrier à destination des instituteurs, brassant les thèmes qui lui sont chers comme les tendances traversant le Parti socialiste⁴⁸², le rôle social de l'État⁴⁸³, le mouvement en faveur des huit heures⁴⁸⁴, la mutualité⁴⁸⁵ ou encore la coopération⁴⁸⁶. C'est aussi comme historien qu'il est sollicité ; à partir d'octobre 1906, il tient la rubrique

⁴⁷⁹ Cf. chapitre 1.

⁴⁸⁰ La revue compte 14 000 abonnés pour un tirage de 20 000 exemplaires en 1912, d'après CANDAR Gilles et DUCLERT Vincent, *Jean Jaurès, op. cit.*, p. 304. Chaque article est rémunéré quarante francs. AN 94 AP 472. Lettres d'Eugène Riff avant mandat de 40 francs, à Albert Thomas du 30 avril et du 31 octobre 1906. Sur la revue, voir RUIMY Laurence, « *La Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur, 1890-1914* », *Cahiers trimestriels Jean Jaurès*, 1997, n° 146, p. 17-28.

⁴⁸¹ THOMAS Albert, « Le socialisme et les fonctionnaires », *La Revue socialiste*, T. LVI, septembre 1912, p. 193-213.

⁴⁸² THOMAS Albert, « Le socialisme. Dans le Parti unifié. Idées et tendances », *La Revue de l'Enseignement primaire et primaire supérieur*, n° 7, 12 novembre 1905.

⁴⁸³ THOMAS Albert, « Le rôle social de l'État », *La Revue de l'Enseignement primaire et primaire supérieur*, n° 17, 21 janvier 1906.

⁴⁸⁴ THOMAS Albert, « Le premier mouvement des huit heures », *La Revue de l'Enseignement primaire et primaire supérieur*, n° 31, 29 avril 1906.

⁴⁸⁵ THOMAS Albert, « Histoire du socialisme. De la société de secours mutuel au syndicat », *La Revue de l'Enseignement primaire et primaire supérieur*, n° 8, 23 décembre 1906.

⁴⁸⁶ THOMAS Albert, « Le socialisme. La coopération ouvrière belge », *La Revue de l'Enseignement primaire et primaire supérieur*, n° 22, 25 février 1906.

désormais intitulée « Histoire du socialisme », revenant sur la figure de Proudhon⁴⁸⁷ ou encore sur l'épisode de la candidature ouvrière de 1863⁴⁸⁸, développant des analyses que l'on retrouvera dans le tome X de l'Histoire socialiste de la France contemporaine consacré au Second Empire. En 1907 et 1908, *La Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur* publie une série de 36 lectures sur l'histoire du travail, qui seront rassemblées et publiées en 1910 par la Bibliothèque d'éducation, sous le titre *Histoire anecdotique du travail*⁴⁸⁹. C'est à la fois l'historien de l'économie et du social et le pédagogue qui livrent ici un aperçu de l'histoire des relations sociales et de travail de l'Antiquité à nos jours. Thomas explicite sa démarche dans sa préface à la première édition de 1910. L'ouvrage vise à combler une lacune de l'enseignement primaire qui ignore complètement les « questions économiques et ouvrières », « de la solution desquelles dépendent cependant le progrès et la vie même d'une démocratie⁴⁹⁰ ». Pour Thomas, cette contradiction entre la nécessaire connaissance des questions de travail et la nature profondément démocratique de l'enseignement public français réside dans le fait que « Les “questions sociales” comme on les appelle, demeurent intimement mêlées aux questions politiques » et qu'en « les abordant, les maîtres ou les auteurs de livres scolaires redoutent de paraître violer la neutralité de l'école⁴⁹¹ ». Or, l'historien et précepteur prétend respecter cette neutralité qui incombe aux instituteurs de la République en faisant œuvre de science historique et « purement objective » et surtout en évitant « le défaut des vieux auteurs d'Histoires du Travail ou d'Histoires des prolétaires, qui, vers 1848, ou vers 1869, décrivaient l'histoire universelle comme une lutte ininterrompue des riches et des pauvres ». Il entend privilégier au contraire une description « tour à tour [d]es périodes de lutte, [d]es moments de résignation et d'équilibre ». Il cherche ainsi directement à prendre le contre-pied des écrits du journaliste républicain Jules Lermina⁴⁹² sur la révolution de 1848 ou sur le prolétariat, qui semble verser dans le misérabilisme et non dans l'analyse objective des faits sociaux. Cet ouvrage est conçu comme le premier véritable manuel de science historique des faits sociaux, à destination des hussards noirs de la République. Il est difficile de connaître la portée de sa démarche. Il est néanmoins intéressant de noter que l'ouvrage fait l'objet d'une deuxième

⁴⁸⁷ THOMAS Albert, « Histoire du socialisme. De quelque attitude de Proudhon », *La Revue de l'Enseignement primaire et primaire supérieur*, n° 13, 23 décembre 1906.

⁴⁸⁸ THOMAS Albert, « Histoire du socialisme. La candidature ouvrière de 1863 », *La Revue de l'Enseignement primaire et primaire supérieur*, n° 13, 23 décembre 1906.

⁴⁸⁹ THOMAS Albert, *Lectures historiques, histoire anecdotique du travail*, *op. cit.* Brochure vendue au prix de 1fr80.

⁴⁹⁰ THOMAS Albert, *Lectures historiques. Histoire anecdotique du travail*, *op. cit.*, Préface, p. IV.

⁴⁹¹ *Ibid.*

⁴⁹² <https://maitron.fr/spip.php?article135966>, notice LERMINA Jules, Hippolyte, version mise en ligne le 1^{er} décembre 2010, dernière modification le 17 décembre 2019.

édition, toujours dans la Bibliothèque d'éducation, en 1925, augmentée par Thomas lui-même de quatre chapitres portant respectivement sur la Verrerie Ouvrière de Carmaux, la coopérative l'Égalitaire, la mort de Jaurès et sur l'action du Bureau international du Travail. Une troisième et dernière édition revue et augmentée – posthume cette fois – est entreprise en 1961 par l'historien du militantisme et des mondes ouvriers Jean Maitron et l'instituteur socialiste syndicaliste Lucien Leray, avec l'aide de la Société des Amis d'Albert Thomas. Les deux historiens du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* cherchent à compléter l'œuvre de Thomas en examinant le legs politique et social de son action dans les années et décennies suivant sa mort. Ils adjoignent donc à l'histoire anecdotique un chapitre sur le chômage, la réponse populaire à la journée du 6 février 1934, les grèves du Front populaire, la création des comités d'entreprises en France par la loi de 1946, sur la réduction du temps de travail dans les petites entreprises et sur les avancées sociales « ailleurs dans le monde » faisant écho à la mission internationale de l'OIT. Thomas allie donc compétences d'historien et de journaliste pour s'adresser aux instituteurs qui sont particulièrement attirés par l'anarcho-syndicalisme, et les amener dans le giron de la nouvelle maison socialiste, tout en complétant les tribunes de Jaurès, Fournière et Sembat. Cette action est cohérente avec ses positions en faveur de la syndicalisation des fonctionnaires, afin qu'ils s'associent à l'action économique des classes ouvrières en vue de leur émancipation.

D. Rédacteur à *L'Humanité* : la consécration ou « le miroir de la vie corporative française »

Ses qualités de journaliste et sans doute son insertion réussie dans les milieux socialistes allemands depuis son voyage outre-Rhin lui assurent la bienveillance de son aîné et mentor Jean Jaurès qui le sollicite pour faire partie de la rédaction de *L'Humanité* dès son lancement, le 18 avril 1904. *L'Humanité* se veut pluraliste et ouverte selon la formule célèbre du premier édito de Jaurès :

« Socialistes révolutionnaires et socialistes réformistes sont avant tout, pour nous, des socialistes. [...] Mais nous savons que dans les deux fractions socialistes, les dévouements abondent à la République, à la pensée libre, au prolétariat, à la Révolution sociale⁴⁹³ ».

⁴⁹³ JAURES Jean, « Notre but », *L'Humanité*, 18 avril 1904. 1^{er} numéro.

Thomas se situe sans conteste parmi la frange des réformistes, mais aussi dans le camp de la jeune génération d'intellectuels qui prend du service dans un journal appelé à devenir la tribune du Parti socialiste unifié. Contrairement à une légende tenace popularisée à partir d'une formule d'Aristide Briand, la rédaction n'est pas composée de « dix-sept agrégés »⁴⁹⁴, même si ceux-ci sont nombreux : Jean Jaurès bien sûr, ses camarades philosophes Lucien Herr et Edgard Milhaud, les agrégés de lettres Gustave Lanson, Gabriel Ellen. Charles Andler, agrégé d'allemand, figure également dans cette liste. Albert Thomas, enfin, est le seul agrégé d'histoire. À cette liste d'intellectuels chevronnés, il faut ajouter au moins deux normaliens, Michel Zévaco et Léon Blum. Thomas, intellectuel, journaliste, a aussi l'étiquette de militant socialiste, comme membre du PSF depuis 1902. Ces militants socialistes sont également présents dans la rédaction de *L'Humanité*, à l'instar de certains allemanistes ou de militants indépendants comme Jules-Louis Breton. Thomas, sans doute trop jeune – il est alors âgé de 26 ans – et n'appartenant pas au premier cercle des amis de Jean Jaurès, ne fait cependant pas partie du premier Conseil d'Administration du journal, présidé par Gustave Rouanet et composé d'Henry Casevitz et de Lucien Herr. Le nouveau journal se compose de plusieurs rubriques : une première, politique, composée de six rédacteurs, est confiée aux plus expérimentés – qui sont en conséquence les plus âgés – des militants du PSF : Jean Allemane, Aristide Briand, Eugène Fournière, Francis de Pressensé, Louis Révelin et René Viviani. D'autres rubriques sont consacrées aux informations générales, à la politique extérieure ou encore à la littérature, cette dernière étant prise en charge par Léon Blum. Alexandre Courban souligne l'originalité de la sous-rubrique de Thomas consacrée au « Mouvement syndical en France et à l'étranger ». Celle-ci s'insère en effet dans une large section « Mouvement social » animée par Aristide Briand, qui comprend également une partie que Philippe Landrieu et Marcel Mauss dédient au « Mouvement coopératif ». Une enquête d'Albert Thomas consacrée à une grève dans l'industrie textile lilloise figure en première page de la toute première livrée du journal du tribun socialiste. L'article d'une colonne est bref, concis, descriptif, bref le journaliste joue son rôle « d'envoyé spécial » à Lille. Dans les premiers mois de l'existence du journal socialiste, les articles de Thomas s'étendent sur un volume allant d'une dizaine de lignes à deux colonnes, faisant d'ailleurs régulièrement la une. Les thématiques d'importance qu'il est amené à prendre en charge font de lui un rédacteur prolix et reconnu, en somme un pilier de la rédaction de *L'Humanité*. Preuve en est, il est maintenu dans la nouvelle rédaction fortement amputée après

⁴⁹⁴ REBERIOUX Madeleine, « Naissance de *L'Humanité* », *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, 1975, n° 59, p. 2-8. Sur la première rédaction de *L'Humanité*, voir COURBAN Alexandre, *L'Humanité, de Jean Jaurès à Marcel Cachin, de 1904 à 1939*, Paris, L'Atelier, 2014, p. 36-37.

la crise que subit *L'Humanité* à l'été 1905. Elle se trouve alors réduite à cinq principaux rédacteurs : Léon Rémy, Jean Longuet, Henri Macé, André Maurel et Albert Thomas, qui perçoivent alors un traitement mensuel de 500 francs. La crise que traverse le journal dès 1905 inquiète fortement ses rédacteurs, comme l'atteste cette lettre de Léon Blum à Thomas à l'été 1905 :

« Je ne sais et ne comprends rien des affaires du journal et j'attends avec anxiété le moment critique qui n'est plus très éloigné. Mais en revanche, je vois chaque matin ce que Jaurès, Rouanet et vous lui avez fourni de travail commun et utile. [...] Je crois qu'il manque encore dans vos leaders un peu de vigueur et de nerf, et j'attribue cela à votre modestie. Mais, cette petite réserve faite, c'est excellent. [...].

PS : Je serai à Paris, sauf grand imprévu, le 1er octobre. Il faudra que nous veillions alors de près à savoir si le journal peut se reconstituer financièrement, après ces deux mois d'attente, à ce que les pourparlers avec le C.A. soient repris. Car je suis inquiet de ce côté-là. Dans le même sens, l'attaque excessive de Jaurès contre Hervé, les amabilités du journal vis-à-vis de Millerand m'inquiètent. [...]. Enfin nous verrons ⁴⁹⁵».

Cette crise, qui entraîne l'éloignement de grands noms du socialisme comme Léon Blum, Aristide Briand, Lucien Herr, Francis de Pressensé ou encore René Viviani, met à l'épreuve le directeur de *L'Humanité* qui ne parviendra pas avant 1906 à s'ouvrir véritablement vers la gauche du mouvement socialiste, contrairement à sa volonté initiale et comme le montrent les inquiétudes de Blum. Le maintien de Thomas dans l'équipe de rédaction peut ainsi être perçu comme un moyen pour Jaurès de cibler le mouvement syndical, mais il est loin d'être acquis. En effet, à partir de janvier 1907, une nouvelle société de *L'Humanité* est mise en place, pour répondre aux difficultés économiques de la première société. Ce renouveau entraîne des modifications dans le fonctionnement du Conseil d'Administration, et donne naissance à de nouvelles relations entre le Parti socialiste et *L'Humanité*. Pour la première fois, le journal est reconnu par le parti comme son unique quotidien central. Le capital, désormais réparti en 5 000 actions de 25 francs, appartient à 43 personnalités ou organisations, parmi lesquelles les membres du Parti socialiste unifié sont majoritaires. On y trouve par exemple Léon Blum, Louis Dubreuilh, Louis Héliès, La Chesnais, Philippe Landrieu, Albert Tanger, Marcel Mauss, André Morizet, Pierre Renaudel et bien sûr Jean Jaurès qui en détient la majorité. Thomas ne figure cependant pas dans cette liste d'actionnaires. En revanche, il fait encore partie de la nouvelle rédaction dont la liste est publiée par le journal le 22 mai 1907, mais il semble bien que le maintien de son plein statut de rédacteur ait été remis en cause, puis finalement maintenu, après

⁴⁹⁵ AN 94 AP 471. Lettre de Léon Blum à Albert Thomas du 29 août 1905.

une vive récrimination de sa part, par lettre de mars 1907, sans doute suivie de protestations lors des réunions de rédaction.

« Aux camarades du Conseil d'administration à *L'Humanité*. Camarades, depuis le jour où je suis rentré dans l'équipe de rédaction de *L'Humanité*, je me suis efforcé d'accomplir loyalement la tâche qui m'était impartie. [Partie barrée : je n'ai pu le faire qu'au prix de gros sacrifices du côté de mon travail]. Je ne crois pas m'être dérobé quand on a eu besoin d'un effort. Mais ça a été au prix de sacrifices personnels que je peux continuer. Il est à l'heure présente, matériellement impossible d'avoir à *L'Humanité* une place analogue à celle que j'avais dans *L'Humanité* primitive. Lorsque j'ai repris il y a un mois mon plein travail, j'ai demandé à ne point rester le soir et à avoir le repos hebdomadaire le dimanche. On a bien voulu y consentir. On a eu tort. Ce sont des conditions que vous ne pouvez pas respecter. Ce dont vous avez besoin maintenant plus que jamais c'est de rédacteurs à disposition⁴⁹⁶ ».

Dans cette lettre, le journaliste se plaint donc de ne pas bénéficier du statut de rédacteur à plein titre, statut qui ouvre le droit à une rémunération mensuelle fixe. La tribune qu'il rédige semble pourtant essentielle et plébiscitée, comme le confirment, dit-il, les lettres et avis qu'il reçoit⁴⁹⁷. Mais il estime ne pas pouvoir tout gérer de front car la tenue de sa rubrique nécessite de lire la presse étrangère, de se rendre aux divers congrès du monde syndical et de rédiger les articles. La fin de sa lettre fait état d'une demande de rémunération en conséquence. Nous n'avons pas retrouvé dans sa correspondance, la réponse apportée à Thomas par la rédaction de *L'Humanité*. Mais l'on peut supposer que satisfaction lui a été en partie donnée, puisqu'il figure parmi les rédacteurs de la nouvelle société de *L'Humanité* publiée en mai 1907.

Sa position à la tête d'une rubrique consacrée au mouvement syndical est particulièrement stratégique au lendemain de la création de la SFIO après le Congrès de la salle du Globe d'avril 1905, qui relance la discussion sur la délicate définition des relations entre parti socialiste et mouvement syndical, à nouveau débattue lors du congrès de Limoges de la SFIO en novembre 1906. Et Thomas est alors sur tous les fronts syndicaux : il nourrit quotidiennement sa rubrique d'articles sur les mouvements de grève, les congrès socialistes, mais surtout syndicaux. Cette collaboration apporte à Jaurès un appui fort dans le monde syndical et notamment dans sa partie réformiste, avec qui Thomas est en contact quasi quotidien. À quelques mois du congrès d'Amiens qui donnera lieu à la charte éponyme consacrant – contre les vœux de Jaurès – l'indépendance du syndicalisme par rapport au socialisme politique, ces appuis sont considérés

⁴⁹⁶ AN 94 AP 472. Brouillon de la lettre d'Albert Thomas envoyée au Conseil d'Administration de *L'Humanité* en mars 1907.

⁴⁹⁷ Sa correspondance l'atteste. Voir également sur ce point l'analyse de COHEN Emmanuelle, *Albert Thomas : jeunesse, amitiés et formation politique (1897-1906)*, op. cit., p. 59-60.

comme précieux pour le leader de la SFIO qui cherche justement à établir un rapprochement entre les deux. Thomas partage les déclarations de Jaurès lors du congrès du Parti socialiste français à Rouen en 1905 pour un rapprochement de l'action politique et de l'action syndicale en faveur de la journée de huit heures. À son tour, il affirme qu'« une des tendances les plus heureuses, à mon sens, qui se manifestent aujourd'hui dans le socialisme, c'est assurément le désir d'un rapprochement entre l'action politique et l'action économique, entre les groupes socialistes et les organisations syndicales⁴⁹⁸ ». L'ampleur prise par sa rubrique syndicale est concomitante du lancement le 15 mai 1905 de *La Revue syndicaliste* qui affirme, dans son premier édito – malicieusement intitulé comme celui de la première livrée de *L'Humanité*, « Notre but » – que « l'action syndicale [est] la forme la plus importante de l'action ouvrière⁴⁹⁹ ». Thomas est un auteur prolifique et un reporter avide, se déplaçant de congrès en congrès, de grève en grève, parcourant quantités de journaux et de textes syndicaux, pour relater les luttes qui jalonnent la vie de la classe ouvrière sous domination capitaliste. Emmanuelle Cohen a noté qu'il était l'auteur d'environ un article par semaine durant les trois premiers mois de son activité à *L'Humanité*. Cette activité s'accélère et prend de l'ampleur ; en 1906, Jaurès lui confie la charge de développer la rubrique « Mouvement syndical », sorte de tribune syndicale pour accueillir la parole des leaders syndicaux de toutes tendances. Cela s'inscrit très nettement dans le projet jaurésien de faire tenir ensemble les diverses tendances syndicales et socialistes, à la veille du congrès d'Amiens. Le pari est cependant difficile à tenir, car certaines tendances syndicales sont hostiles à cette collaboration dans le journal qu'ils considèrent davantage comme « la tribune du citoyen Jaurès⁵⁰⁰ », que comme l'expression de la diversité des tendances syndicales du monde ouvrier français. Outre les syndicalistes Auguste Keufer et Pierre Coupat, inscrits dans la tendance réformiste, Thomas parvient également à mobiliser Émile Pouget ou encore Victor Griffuelhes, représentants du courant anarcho-syndicaliste. Il est cependant possible de souscrire partiellement à l'analyse d'Edgard Milhaud qui considère que « la tribune syndicale [d'Albert Thomas] devient comme un miroir de la vie corporative française⁵⁰¹ ». Cependant, à mesure que le contrôle du Parti socialiste unifié s'affirme sur le journal, cette tribune est fortement remise en cause. Son existence même est contestée par les guesdistes qui s'opposent fortement à l'ouverture des colonnes du journal aux syndicalistes révolutionnaires de la CGT qu'ils considèrent comme les « ennemis du Parti⁵⁰² ». La discussion

⁴⁹⁸ THOMAS Albert, « Parti politique et syndicats », *L'Humanité*, 24 avril 1905.

⁴⁹⁹ THOMAS Albert, « Notre but », *La Revue syndicaliste*, n° 1, 15 mai 1905.

⁵⁰⁰ COURBAN Alexandre, « *L'Humanité* », de Jean Jaurès à Marcel Cachin, 1904-1939, *op. cit.*, p. 35.

⁵⁰¹ *Bulletin de L'Union pour la Vérité*, février-mars 1933, n° 5-6, Communication d'Edgard Milhaud, p. 244.

⁵⁰² COURBAN Alexandre, « *L'Humanité* », de Jean Jaurès à Marcel Cachin, 1904-1939, *op. cit.*, p. 58-59.

est portée lors du quatrième Congrès de la SFIO, à Nancy en 1907 et oppose notamment Jaurès et Révelin, le secrétaire de *L'Humanité* à Jules Guesde et Compère-Morel⁵⁰³. Jaurès y défend sa volonté – conforme au projet originel du journal – de faire de *L'Humanité* un journal ouvert à l'ensemble des forces socialistes et ouvrières, tandis que les guesdistes veulent en faire l'organe du seul Parti socialiste, placé sous son étroit contrôle. Thomas ne participe pas à ces discussions, mais sa correspondance se fait l'écho de cette remise en cause, portée par les syndicalistes eux-mêmes. Pierre Coupat, grande figure de la Fédération des Ouvriers mécaniciens se plaint auprès de Thomas du « traquenard » tendu aux syndicalistes réformistes par *L'Humanité*⁵⁰⁴. Ceux-ci, après le congrès de Nancy, délaissent progressivement les colonnes de *L'Humanité*, ce qui entraîne des dissensions fortes entre les réformistes eux-mêmes. Auguste Cleuet, de la Fédération des employés, reproche à Keufer et Coupat d'avoir cédé aux attaques des guesdistes, et leur reproche, par leur désertion, de laisser les « révolutionnaires » occuper tout l'espace, par leur place prépondérante dans la *Voix du peuple*, organe de presse de la CGT⁵⁰⁵. La tribune syndicale portée par Thomas est donc une arène d'opposition entre les diverses tendances du Parti socialiste récemment unifié. Faire de *L'Humanité* l'organe du Parti (c'est la position des guesdistes) ou l'organe de tout le mouvement ouvrier (position des « réformistes », mais pas seulement : Compère-Morel n'y est pas hostile tant que ces syndicalistes prennent la carte du parti) imposent au grand jour les débats qui traversent alors le mouvement ouvrier français deux ans après l'unification difficile du mouvement socialiste, et un an après la signature de la charte d'Amiens consacrant l'indépendance syndicale par rapport au Parti socialiste.

Bien que controversée, la tribune de Thomas le porte à couvrir des sujets d'importance pour le mouvement ouvrier et syndicaliste français et international et qui occuperont l'homme politique toute sa carrière durant. Outre les mouvements de grèves qui émaillent le monde ouvrier français⁵⁰⁶, Thomas oriente sa focale sur l'organisation et la structuration en cours du mouvement syndical en France⁵⁰⁷ mais aussi en Allemagne⁵⁰⁸ et au niveau international⁵⁰⁹. Il

⁵⁰³ Parti socialiste SFIO, 4^e Congrès national, tenu à Nancy, les 11, 12, 13 et 14 août 1907 : compte rendu sténographique, Parti socialiste, Section française de l'Internationale ouvrière, 1907.

⁵⁰⁴ AN 94 AP 472. Lettre de Pierre Coupat à Albert Thomas du 30 octobre 1907.

⁵⁰⁵ AN 94 AP 472. Lettre d'Auguste Cleuet à Albert Thomas du 15 octobre 1907.

⁵⁰⁶ THOMAS Albert, « La grève textile », *L'Humanité*, 18 avril 1904, « Obstination patronale », *L'Humanité*, 5 juin 1904.

⁵⁰⁷ THOMAS Albert, « Mouvement syndical », *L'Humanité*, 30 mai 1904. Voir aussi la série sur le Congrès de la CGT à Bourges, du 12 septembre au 18 septembre 1904.

⁵⁰⁸ THOMAS Albert, « L'organisation de classe en Allemagne », *L'Humanité*, 6 juin 1904.

⁵⁰⁹ THOMAS Albert, « Congrès international des gantiers », *L'Humanité*, 14 juin 1904. THOMAS Albert, « Le congrès international des mineurs », *L'Humanité*, 9 août 1904.

fait également ses armes en rendant compte, par une série de huit articles, du célèbre congrès de l'Internationale socialiste d'Amsterdam d'août 1904 durant lequel les socialistes de tous les pays lancent un vibrant appel à l'unification du mouvement socialiste français tout en condamnant le ministérialisme d'Alexandre Millerand⁵¹⁰. S'il ne fait pas de discours marquant lors de ce congrès⁵¹¹, Thomas semble jouer le rôle de « lieutenant »⁵¹² de Jean Jaurès dans les coulisses, pour faire la liaison avec les éléments révisionnistes du socialisme allemand dont il est proche depuis son positionnement en faveur d'Édouard Bernstein et son voyage en Allemagne de 1902-1903⁵¹³. C'est un rôle important qui familiarise Thomas avec les arcanes de l'Internationale socialiste, où se tissent les contacts, parfois les amitiés, à côté et de manière moins formelle que lors des sessions officielles des congrès, comme l'ont souligné Marie-Louise Goergen⁵¹⁴ et Talbot Imlay⁵¹⁵ pour une période ultérieure. C'est ce qu'il consigne d'ailleurs dans *L'Humanité* :

« Le grand profit des congrès socialistes c'est qu'ils permettent de se connaître, de se comprendre, de s'expliquer : les échanges de journaux ne suffisent pas. On se fait de fausses imaginations sur le compte les uns des autres. Le contact personnel est indispensable, et pour quelques jours aux moins, un Congrès l'établit. Dans les séances plénières, dans les commissions, plus encore dans les conversations que nous recherchions tous et que nous prolongions, l'effort d'information mutuelle s'accomplissait⁵¹⁶ ».

Le militant socialiste souligne également dans *La Revue socialiste* l'importance de tout ce qui joue hors congrès, derrière les grandes déclarations de principe qui peuvent parfois cristalliser des tendances artificiellement contradictoires :

« Au long des rues qui menaient à la salle du congrès, dans les larges couloirs du *Concertgebouw*, dans les hôtels, dans les petits cabarets hollandais, partout, on reconnaissait des groupes de congressistes, où se mêlaient des délégués des diverses nationalités. Partout, la besogne d'information mutuelle s'accomplissait ; et la conversation à regret terminée, tous

⁵¹⁰ THOMAS Albert, « À Amsterdam », *L'Humanité*, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21 août 1904 et « Les délégués du PSF à Amsterdam », *L'Humanité*, 18 août 1904. Cette série d'articles est concomitante d'un article d'analyse dans *La Revue socialiste* en 1904. THOMAS Albert, « Le congrès d'Amsterdam », *La Revue socialiste*, T. XL, n° 237 (septembre 1904), p. 258-287.

⁵¹¹ Il est le délégué des groupes socialistes (PSF) de Champigny et de Saint-Maur. « Mouvement politique (PSF) », *L'Humanité*, 25 septembre 1904.

⁵¹² D'après l'expression d'Hubert Bourgin in *De Jaurès à Léon Blum : l'École normale et la politique*, op. cit., p. 440.

⁵¹³ Cf. chapitre 1.

⁵¹⁴ GOERGEN Marie-Louise, *Les relations entre socialistes allemands et français à l'époque de la Deuxième Internationale : 1889-1914*, op. cit.

⁵¹⁵ IMLAY Talbot C., *The Practice of Socialist Internationalism: European Socialists and International Politics, 1914-1960*, op. cit.

⁵¹⁶ THOMAS Albert, « Amsterdam », *L'Humanité*, 24 août 1904.

se sentaient plus près les uns des autres : tous se sentaient mieux ensemble, comme dit une belle expression de notre langue familière⁵¹⁷ ».

Les principaux centres d'intérêt de Thomas peuvent être regroupés en quelques pôles : la législation du travail en France à l'étranger mais aussi les traités de travail internationaux⁵¹⁸, les mouvements syndicaux (structurations, fédérations, congrès) en France et à l'étranger avec une prédilection quasiment exclusive pour les principaux pays industrialisés d'Europe (Grande-Bretagne, Belgique, Italie, Allemagne et Autriche) dans lesquels il se déplace parfois directement pour assister aux congrès, ou mener des enquêtes. Les mouvements ouvriers et syndicaux extra-européens font parfois l'objet d'articles de Thomas, notamment les États-Unis⁵¹⁹, mais de manière moins fréquente. Sans surprise, le mot d'ordre ouvrier international en faveur des huit heures de travail hebdomadaire, que le patronat et le gouvernement français se refusent obstinément à adopter, fait l'objet d'une attention particulière du journaliste socialiste. Sans céder à une illusion rétrospective, il est difficile de ne pas y voir, par anticipation, les grandes rubriques qui seront aussi celles de la *Revue internationale du travail*, publiée par le BIT dans l'entre-deux-guerres.

Albert Thomas couvre en particulier les mobilisations du 1^{er} mai, occasion de rappeler la vigueur de ce mot d'ordre central de l'internationalisme prolétarien⁵²⁰. Sa rubrique concentre toutes les attentions au moment de la catastrophe de Courrières de mars 1906, qui cause la mort de 1099 mineurs et entraîne un mouvement de grève d'ampleur dans tout le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais. Outre le caractère très factuel des informations rapportées au jour le jour par l'envoyé spécial de *L'Humanité* pour couvrir la catastrophe et ses suites, et notamment la grande grève des mineurs⁵²¹, Thomas se positionne également sur les débats syndicaux qui se jouent alors. Il s'associe à Jaurès, Longuet et ses camarades socialistes dans l'accusation portée au patronat de négligence dans la sécurité des galeries⁵²². L'apprenti réformateur social, soucieux de la législation du travail, s'appuie sur cette catastrophe industrielle sans précédent

⁵¹⁷ THOMAS Albert, « Le Congrès d'Amsterdam », *La Revue socialiste*, tome 40, n° 237, septembre 1904, p. 278-279.

⁵¹⁸ THOMAS Albert, « Un nouveau traité de travail », *L'Humanité*, 17 février 1905. Il s'agit d'un accord d'échange de main-d'œuvre germano-italien.

⁵¹⁹ THOMAS Albert, « Un long effort », *L'Humanité*, 6 mai 1905.

⁵²⁰ THOMAS Albert, « 1898-1905. La journée de huit heures et les manifestations du 1^{er} mai », *L'Humanité*, 1^{er} mai 1905.

⁵²¹ THOMAS Albert, « La grève des mineurs. Au pays noir », *L'Humanité*, 18 mars 1906.

⁵²² THOMAS Albert, « La responsabilité de la compagnie », *L'Humanité*, 14 mars 1914. Et « À Courrières. Sur le champ du meurtre », *L'Humanité*, 17 mars 1906.

en France pour développer un plaidoyer en faveur d'une législation permettant plus d'hygiène et de sécurité à la mine⁵²³.

Ses articles participent à la forte « médiatisation⁵²⁴ » de cette catastrophe sans précédent, mais permettent aussi de saisir les divisions qu'elle induit au sein du mouvement syndical. Alors que s'opposent de plus en plus fortement le « Vieux syndicat » tenu par le maire de Lens et responsable du Syndicat des mineurs Émile Basly, et le « Jeune Syndicat » tenu par Benoît Broutchoux, ce sont aussi deux méthodes qui s'opposent : une méthode dite « réformiste » et une méthode proche du syndicalisme révolutionnaire, prôné par la majorité de la CGT, et de l'action directe. Jaurès multiplie les appels à l'unité du mouvement pour permettre une plus grande efficacité de son action, tout comme l'envoyé spécial à Courrières qui porte ce message lors des diverses réunions syndicales auxquelles il participe tout au long du mois de mars⁵²⁵.

Thomas diversifie également les sujets traités, en fonction de ses propres considérations politiques, voire électorales. Élu conseiller municipal socialiste de Champigny-sur-Marne en 1904, il devient l'un des principaux représentants du socialisme municipal⁵²⁶, alors particulièrement actif dans la Fédération socialiste de la Seine⁵²⁷. Thomas, soucieux des conditions de vie et de travail des ouvriers de sa populaire commune de banlieue, mène un petit reportage sur la vie de banlieue en juillet 1905, inauguré par un article conséquent de deux colonnes en première page sur « le train de 7h55⁵²⁸ ». Décrire le quotidien des ouvriers et employés campinois, effectuant des migrations pendulaires chronophages entre leur banlieue et la capitale où ils travaillent, est l'occasion de réclamer une amélioration du service des trains et tramways entre Paris et la banlieue⁵²⁹, et de se prononcer pour la journée de huit heures au bénéfice de ces ouvriers et employés déjà astreints à de longs trajets quotidiens. Après avoir passé en revue les quelques institutions culturelles à destination des ouvriers et des employés

⁵²³ THOMAS Albert, « Courrières », *L'Humanité*, 12 mars 1906.

⁵²⁴ FONTAINE Marion, 10 mars 1906, « Courrières-les-morts », Note de la Fondation Jean-Jaurès, 7 mars 2016. En ligne : <https://www.jean-jaures.org/publication/10-mars-1906-courrieres-les-morts/>

⁵²⁵ THOMAS Albert, « La grève dans le bassin minier de Lens », *L'Humanité*, 20 mars 1906.

⁵²⁶ CHAMOUARD Aude, *Une autre histoire du socialisme : les politiques à l'épreuve du terrain (1919-2010)*, Paris, CNRS Éditions, 2013. DOGLIANI Patrizia, *Le socialisme municipal : en France et en Europe, de la Commune à la Grande guerre*, Arbre bleu, Nancy, 2018.

⁵²⁷ TOURNIEROUX Pierre-Louis, *La Fédération de la Seine du Parti socialiste, section française de l'Internationale ouvrière de 1905 à 1914 : entre tradition d'extrême-gauche et réformisme modernisateur*, mémoire de l'Université Paris 1, sous la direction de Frank Georgi, 2017.

⁵²⁸ THOMAS Albert, « Le train de 7h55. La vie en banlieue », *L'Humanité*, 15 juillet 1905, « Au hameau de Ceully. La vie en banlieue », *L'Humanité*, 15 juillet 1905, « Au théâtre antique de la nature. La vie en banlieue », *L'Humanité*, 23 juillet 1905, et « Le problème de la banlieue », *L'Humanité*, 10 août 1905.

⁵²⁹ Thomas fait le constat de l'inadéquation entre l'offre et la demande de trains de banlieue à une période charnière entre le développement de la banlieue et l'ère des « transports de masse ». Sur ce point voir RABAULT-MAZIERES Isabelle, « Chemin de fer, croissance suburbaine et migrations de travail : l'exemple parisien au XIX^e siècle », *Histoire urbaine*, n° 11, p. 9-30.

de banlieue, le journaliste qui se fait enquêteur⁵³⁰ conclut sa série d'articles sur la nécessité d'étudier « méthodiquement et profondément » le « problème immense » de la banlieue. Il repose, selon lui, sur le parti socialiste une impérieuse nécessité de « centraliser les renseignements [...] élaborer tout un programme, de créer de vastes ententes intercommunales » [pour] commencer une action réglée⁵³¹ », en somme d'inaugurer une véritable science socialiste communale sur laquelle pourra reposer l'émancipation du prolétariat de banlieue. Cette série d'articles appuie évidemment l'action de Thomas au sein du Conseil municipal de Champigny mais aussi de la Fédération socialiste de la Seine et de la SFIO pour élaborer un solide programme municipal, ce qu'il fera en 1908⁵³². Il livre également de nombreux articles sur le développement de la coopération dans le mouvement ouvrier français, sujet qui l'intéresse particulièrement au cours de l'année 1909⁵³³.

Il semble que l'on peut saisir une inflexion dans l'activité de Thomas à *L'Humanité* à partir de 1910, date qui correspond à son élection comme député socialiste de la Seine. Il est sans doute pleinement accaparé par son nouveau mandat ; ainsi ses contributions se font plus rares. De plus, ses articles s'apparentent désormais aux tribunes d'un socialiste parlementaire engagé dans le réformisme d'expertise à la Chambre des députés. Thomas y défend ses actions en faveur de la réforme des retraites dans le contexte de discussion relative à la loi sur les ROP (retraites ouvrières et paysannes) de 1910⁵³⁴, de la réintégration des cheminots révoqués après la grève de 1910⁵³⁵, mais aussi les actions des socialistes en faveur de la paix dans le contexte de lutte contre l'adoption de la loi de trois ans⁵³⁶. Il rend également compte de ses missions liées à ses activités de parlementaires, notamment comme rapporteur de la commission du budget⁵³⁷, ou encore comme député chargé de mener une enquête sur les conséquences de la loi

⁵³⁰ La démarche est alors largement répandue. Voir par exemple les articles de Maurice Halbwachs sur les taudis parisiens, publiés dans *L'Humanité*. TOPALOV Christian, « Maurice Halbwachs, photographe des taudis parisiens (1908) », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 1997, vol. 28, n° 1, p. 128-145.

⁵³¹ THOMAS Albert, « Le train de 7h55 », *op. cit.*

⁵³² Sur ce point, voir le chapitre 3.

⁵³³ Voir par exemple THOMAS Albert, « Le congrès coopératif de Monthermé », *L'Humanité*, 1^{er}, 2 et 3 juin 1909, « La coopération socialiste. Le restaurant de la rue de Rampal », *L'Humanité*, 22 juin 1909, « La coopération socialiste. La Lutèce sociale », *L'Humanité*, 1^{er} juillet 1909, « La visite des coopérateurs anglais », *L'Humanité*, 11 septembre 1909, « À travers la coopération ouvrière. La travailleuse de Champigny », *L'Humanité*, 16 septembre 1909, « À travers la coopération sociale. L'économie sociale à Issy-les-Moulineaux », *L'Humanité*, 3 octobre 1909.

⁵³⁴ THOMAS Albert, « Les retraites ouvrières. Le bilan de la deuxième lecture », *L'Humanité*, 27 mars 1910. Et « Pour les retraites ouvrières », 20 août 1910.

⁵³⁵ THOMAS Albert, « Les cheminots », *L'Humanité*, 29 octobre 1910.

⁵³⁶ THOMAS Albert, « Vote criminel », *L'Humanité*, 14 mars 1913. Voir aussi le texte du discours prononcé par Thomas à la Chambre contre la loi de 3 ans, *L'Humanité*, 28 mai 1913.

⁵³⁷ THOMAS Albert, « À la commission du budget », *L'Humanité*, 25 septembre 1910.

de trois ans sur les conditions d'exercice du service militaire pour les nouveaux conscrits⁵³⁸. Après avoir été la tribune du citoyen Jaurès, *L'Humanité* devient ainsi celle du groupe socialiste au Parlement, et Thomas n'est pas étranger à cette inflexion.

⁵³⁸ THOMAS Albert « Dans les casernements de l'Est », *L'Humanité*, 13 octobre 1913. Et « Les nouvelles casernes. Voici les faits », *L'Humanité*, 3 novembre 1913.

III. Le socialisme et le syndicalisme passés en revues

A. *La Revue syndicaliste* : construire un syndicalisme réformiste uni, fournir une documentation objective sur le mouvement syndical français et international

1. Les réseaux initiaux de création, entre syndicalisme et socialisme normalien

Le 14 janvier 1905, Albert reçoit de son camarade de l'ENS, l'angliciste Robert Hertz, vivant alors à Londres la lettre suivante :

« Tu me demandes un compte rendu du congrès de Liverpool. Fort bien ; je ne demande pas mieux, mais pour quoi ? pour quelle feuille ? Pour ta *Revue syndicaliste* ? Mais tu me dis qu'elle en est à la période de gestation et que ça va lentement. Le congrès commence le 25 janvier. Est-ce pour *La Revue socialiste* ? On s'embrouille dans toutes ces revues que tu secrétarises – mon cher vieux Tom, ne m'en veux pas de t'engueuler ainsi en frère. J'ajoute que MacDonald, lui, préférerait de beaucoup que ledit compte rendu paraisse dans *L'Humanité* ou *La Petite*⁵³⁹. Tu feras à ce sujet ce que tu jugeras bien. Je me prête à tout pourvu que je sois fixé et que je sache exactement ce qu'on attend de moi⁵⁴⁰ ».

À cette date, l'intellectuel militant est engagé sur divers fronts politiques, partisans et syndicaux et coopératifs, tant et si bien que son vieux camarade peine à suivre la diversité de ses activités. En effet, en 1905, Thomas faisait déjà partie de la rédaction de *La Revue socialiste*, la « plus vieille dame du socialisme français⁵⁴¹ » d'après Madeleine Rebérioux, fondée en 1885 par Benoît Malon, ancien communard et théoricien du socialisme intégral. Il en occupe furtivement les fonctions de secrétaire de rédaction, vraisemblablement à partir de janvier 1905⁵⁴², rôle qu'il abandonne cependant le 1^{er} mai 1905, pour honorer sa nouvelle fonction d'administrateur-délégué à *La Revue syndicaliste*. La remarque de Hertz sur la préférence de MacDonald, secrétaire du *Labour Party*, pour que son article soit publié dans *L'Humanité* ou *La Petite République*, montre également que les revues intellectuelles que Thomas « secrétarise » selon le bon mot de Hertz, n'ont pas encore la notoriété internationale suffisante pour obtenir la faveur des leaders socialistes étrangers. Qu'importe ! Thomas cherche alors à

⁵³⁹ Il s'agit de *La Petite République*.

⁵⁴⁰ AN 94 AP 471. Lettre de Robert Hertz à Albert Thomas du 14 janvier 1905.

⁵⁴¹ REBERIOUX Madeleine, « La Revue socialiste », *Cahiers Georges Sorel*, 1987, n° 5, p. 15-38.

⁵⁴² AN 94 AP 471. Lettre d'André Mater à Albert Thomas du 5 janvier 1905.

s'investir dans le syndicalisme réformiste. Cette offensive réformiste sur le syndicalisme français complète ses divers engagements. Conseiller municipal de ville natale où il est également un coopérateur actif à la Travailleuse de Champigny, rédacteur à *L'Humanité* depuis 1904, il décide de lancer en 1905 une *Revue syndicaliste*. Cette période est fondamentale dans la structuration du mouvement syndical en France. Les débats en son sein se jouent à trois niveaux : « L'opposition classique réforme / révolution ; le primat du politique opposé à celui de l'«économique», c'est-à-dire au syndicalisme ; la nécessité de l'action parlementaire, donc de la législation, contre l'antiparlementarisme, voire l'a-parlementarisme⁵⁴³ ». Ces questions sont tranchées lors du congrès d'Amiens de 1906, donnant lieu à la charte éponyme, qui définit le rôle du syndicat par rapport au Parti socialiste et au régime en place. Elle consacre la victoire du syndicalisme révolutionnaire devant privilégier l'action directe pour obtenir l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière. Au milieu de ces débats, le rédacteur défend, *via La Revue Syndicaliste*, une position de compromis farouchement hostile au syndicalisme révolutionnaire. Pour lui, le syndicat est le moyen privilégié de l'émancipation ouvrière. Simple organe de défense professionnelle, le syndicat doit être politiquement indépendant du parti, bien que les deux défendent le même but final, à savoir la collectivisation des moyens de production. Au cœur de l'usine, le syndicalisme doit, en somme, permettre de substituer « la démocratie nouvelle à l'autoritarisme⁵⁴⁴ ». La revue paraît ainsi en plein débats sur la préparation du Congrès d'Amiens et Thomas y apporte une contribution active. Un mois avant le congrès, il écrit :

« Je ne conçois, quant à moi, d'action politique efficace pour la classe ouvrière que celle qui se subordonne exactement à son effort économique. Je ne voudrais point m'amuser à discuter si l'action syndicale est réformiste, tandis que l'action politique est révolutionnaire, ou si c'est le contraire qui est vrai. Je le répète, je ne sais pas, quant à moi, par quelles voies la transformation sociale que nous voulons tous s'accomplira. Ce qui, pour moi, est certain, ce qui fait que je suis d'abord et avant tout un syndicaliste, c'est que le syndicat m'apparaît comme l'instrument le plus efficace de l'éducation prolétarienne, qu'il forme des caractères, des consciences, des hommes qu'il donne à la classe ouvrière des mœurs nouvelles, qu'il la réforme par le dedans⁵⁴⁵ ».

⁵⁴³ DEREYMEZ Jean-William, « Naissance du syndicalisme », in BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France*, t. II, *op. cit.*, p. 278.

⁵⁴⁴ THOMAS Albert, « Syndicalisme neutraliste », *La Revue syndicaliste*, octobre 1907, cité in FRIDENSON Patrick et REBERIOUX Madeleine, « Albert Thomas, pivot du réformisme français », *op. cit.*, p. 65.

⁵⁴⁵ THOMAS Albert, « Parti et syndicat », *La Revue syndicaliste*, n° 17, 15 septembre 1906.

Lancée le 15 mai 1905, la revue regroupe des syndicalistes réformistes autour d'Auguste Keufer, leader de la Fédération du Livre. Comme le dit Emmanuel Jousse, « la perspective positiviste portée par Keufer, ce “prolétaire officiel”, rencontre l'exigence intellectuelle du normalien Thomas pour faire de la nouvelle revue un organe scientifique⁵⁴⁶ ». Ainsi, les réseaux mobilisés dans cette toute nouvelle revue rassemblent différents pôles ; nous retrouvons donc d'un côté la frange modérée de la CGT, comprenant Auguste Keufer⁵⁴⁷ et Léon Gervaise de l'Union fédérative des travailleurs de l'État, proche de Pierre Coupat ou encore d'Eugène Guérard, tous deux membres du Conseil supérieur du travail, organisme consultatif du ministère du Commerce créé en 1891 qui fait figure d'ersatz modeste d'un ministère du travail encore introuvable, dont l'idée est encore réfutée par les radicaux hostiles à l'intervention de l'État⁵⁴⁸. Le réseau du socialisme normalien, en revanche, est présent mais dans une moindre mesure, avec le sociologue Maurice Halbwachs et l'historien Georges Renard. Il faut également noter l'implication dans *La Revue syndicaliste* d'Henri Sellier, futur conseiller général socialiste de la Seine, et importante figure du socialisme municipal⁵⁴⁹.

Cette revue émane donc des réseaux syndicalistes réformistes mais se présente pourtant comme neutraliste, et entend accueillir dans ses colonnes toutes les tendances du syndicalisme français. C'est surtout Thomas qui en fait le vœu, mais des syndicalistes relaient ce souhait auprès de camarades qui ne sont pas forcément du même bord qu'eux. Il en va ainsi de Guérard qui, au lancement de la revue, écrit à Benoît Broutchoux, militant syndical mineur anarcho-syndicaliste dans bassin houiller du Pas-de-Calais pour lui ouvrir ses colonnes.

« *La Revue syndicaliste* ne sera pas, comme vous paraissez le croire, l'organe des “réformistes”. Elle soutiendra purement et simplement les idées “syndicalistes”, c'est-à-dire l'action ouvrière s'exerçant en dehors de toute action politique quelle qu'elle soit. Elle n'est pas créée contre telle ou telle méthode, ni, comme le fait *L'Action directe*, contre tels ou tels individus. J'estime, pour mon compte, que l'action syndicale ne doit et ne peut être ni exclusivement “réformiste”, ni exclusivement “révolutionnaire”, elle doit être l'une et l'autre suivant les circonstances et envisager surtout des fins révolutionnaires.

⁵⁴⁶ JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés*, *op. cit.*, p. 350.

⁵⁴⁷ Auguste Keufer, secrétaire général de la Fédération Française des Travailleurs du Livre de 1884 à 1920 est une importante figure du réformisme syndical au sein de la CGT. Il appartient également au Cercle des Prolétaires Positivistes de Paris, dont l'action a été mise au jour par Isabelle Lespinet-Moret. Voir LESPINET-MORET Isabelle, *L'Office du travail, 1891-1914*, *op. cit.*

⁵⁴⁸ LESPINET-MORET Isabelle, « L'Office du travail et le Musée social, deux facettes de la nébuleuse réformatrice », *Cahiers Jaurès*, 2017, vol. 1-2, n° 223-224, p. 33-50. LESPINET-MORET Isabelle, « Rencontres autour de la question sociale : le Conseil supérieur du travail entre 1891 et 1914 », in CHAMBELLAND Colette (dir.), *Le Musée social en son temps*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1998, p. 269-280. LESPINET-MORET Isabelle, *L'Office du travail, 1891-1914*, *op. cit.*, p. 25-33.

⁵⁴⁹ BELLANGER Emmanuel, « Du socialisme au Grand Paris solidaire, Henri Sellier et la passion des villes », *Histoire urbaine*, 2013, n° 37, p. 31-52.

Ce qu'il faut en tous cas, c'est qu'on ne se paie pas de mots et que l'on examine les choses comme elles sont. À *La Revue syndicaliste* ; nous exposerons surtout des faits que nous commenterons chacun selon nos tendances. Suivant votre désir, vous recevrez notre premier numéro ; j'espère qu'il vous intéressera et que vous continuerez à nous lire ⁵⁵⁰ ».

Selon les vœux de son fondateur, la revue accueillera les contributions d'Émile Pouget et Victor Griffuelhes, qui sont invités à exposer leurs vues notamment en préparation du Congrès d'Amiens, suscitant parfois l'agacement même des réformistes de la revue⁵⁵¹. Ils seront d'ailleurs les principaux rédacteurs de la Charte éponyme.

2. Occuper le champ syndical

Au moment de sa création en 1905, l'ambition de *La Revue syndicaliste* est donc tout autre que celle de la *Voix du peuple*. Elle doit aussi s'imposer face à *L'action directe* et face au *Mouvement socialiste* de Lagardelle, qui sont les revues des révolutionnaires.

Thomas est en relation de plus en plus étroite avec le milieu syndical, depuis qu'il a en charge la rubrique syndicale dans le journal de Jaurès. Il commence à suivre de plus près les activités de la CGT, dont il couvre le Congrès de Bourges pour *L'Humanité*⁵⁵². N'étant pas lui-même syndicaliste, bien qu'il s'autoproclame tel, il pouvait poursuivre des objectifs différents de ceux des leaders syndicaux engagés dans une stratégie de positionnement dans le champ syndical de l'époque. *La Revue syndicaliste* devient en 1909 *La Revue syndicaliste et coopérative*, initiative saluée par certains lecteurs comme Raoul Briquet, avocat, docteur en droit, membre du groupe des étudiants collectivistes de Paris qui lui écrit le 28 juillet 1909 :

« [...] au point de vue du fond : c'est une excellente idée de faire marcher, parallèlement et d'accord, le syndicalisme et la coopération. Ce sont en effet les deux forces de la question ouvrière. Combien d'excellents camarades pour l'avoir oublié, dévient sans s'en rendre compte ! Combien de syndicalistes révolutionnaires, dédaigneux de la prosaïque *closed shop* sont tout près de tomber dans l'utopie participationniste ! »

En épousant la cause du syndicalisme réformiste, Thomas affirme des positions claires sur une question qui n'est pas neutre dans le mouvement socialiste et ouvrier de son époque. Le monde syndical apparaît en effet divisé entre les socialistes guesdistes qui ne voient d'action syndicale possible que liée au parti socialiste, les révolutionnaires héritiers d'une pensée

⁵⁵⁰ AN 94 AP 245. Projet de lettre de Guérard à Benoît Broutchoux du 5 mai 1905.

⁵⁵¹ JOUHAUX Léon, « Albert Thomas et le mouvement syndical », SOCIÉTÉ DES AMIS D'ALBERT THOMAS, *Albert Thomas vivant, op. cit.*, p. 101.

⁵⁵² THOMAS Albert, « Le congrès de Bourges », *L'Humanité*, 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 18 septembre 1904.

anarchiste et les réformistes marqués par le positivisme et revendiquant farouchement l'indépendance des syndicats par rapport au parti. Si réformistes et anarchistes peuvent s'entendre sur ce principe de l'indépendance de l'action syndicale par rapport aux partis, des divisions persistent cependant sur la question de la grève générale, des moyens d'action du syndicalisme pour faire pression sur le patronat et l'État. Malgré ces divisions l'unification du mouvement est à l'œuvre, depuis la fondation de la CGT en 1895. Après des années de prédominance de l'influence des guesdistes, les syndicalistes révolutionnaires les supplantent peu à peu : Victor Griffuelhes est secrétaire général de la CGT de 1901 à 1909 et Émile Pouget secrétaire adjoint de 1901 à 1908. Madeleine Rebérioux avait établi une ligne de distinction claire entre le positionnement de *La Revue syndicaliste* et celui de la *Vie ouvrière*. D'après elle, les rédacteurs de la première croiraient aux classes, non à la lutte des classes, et ceux de la deuxième croiraient à la lutte des classes. La ligne de division n'est peut-être pas aussi nette dans les faits, dans la mesure où *La Revue syndicaliste* souhaite être la revue de tous les syndicalistes, et son directeur n'hésitait pas à saluer toute initiative visant à renforcer le mouvement syndical, qu'elle soit menée par les « réformistes » ou par les « révolutionnaires ».

3. Survivre et s'imposer

Les archives de *La Revue syndicaliste*, conservées dans un des nombreux cartons du fonds Albert Thomas aux Archives nationales⁵⁵³ ainsi que sa correspondance passive⁵⁵⁴ permettent de suivre la vie d'une revue qui vivote et cherche à s'imposer tant bien que mal dans le paysage éditorial de la nébuleuse syndicale française, alors dominé par la *Voix du peuple*, organe de la CGT depuis 1900, mais aussi occupé par *Le Mouvement socialiste* d'Hubert Lagardelle, qui, depuis 1904 est « l'avocat du "socialisme ouvrier" »⁵⁵⁵ et défend les principes du syndicalisme révolutionnaire. Ce monde des revues militantes est marqué dans son ensemble par la difficulté de trouver un large électorat permettant d'assurer une sécurité financière. On compte par exemple entre 700 et 1 000 abonnés au maximum pour le *Mouvement socialiste*. À partir de 1909, *La Revue syndicaliste* – devenue depuis un an *La Revue syndicaliste et coopérative* – est également concurrencée par la *Vie Ouvrière*, revue aux accents anarchistes lancée en 1909 par Pierre Monatte. Même si la *Vie Ouvrière* entretient également des liens avec les intellectuels,

⁵⁵³ AN 94 AP 245.

⁵⁵⁴ AN 94 AP 471, 94 AP 472 et 94 AP 473.

⁵⁵⁵ DE FLERS Marion « Le mouvement socialiste (1899-1914) », *Cahiers Georges Sorel*, 1987, n° 5, p. 49-76.

elle est plus spécifiquement destinée aux militants⁵⁵⁶. Les abonnés y sont rapidement plus nombreux qu'à *La Revue syndicaliste* : 800 après seulement six mois d'existence, le nombre d'abonnés atteignant parfois les 1800⁵⁵⁷.

Il est difficile d'avoir des chiffres précis pour *La Revue syndicaliste*, car les cahiers de comptes sont très parcellaires, et ne couvrent que les années 1905, 1906 et 1907 et seulement en partie 1908. Ils montrent aussi la gestion artisanale et familiale de *La Revue syndicaliste*. Thomas et sa femme Madeleine s'occupent de tout, parfois aidés par le père d'Albert, Aristide Thomas. Cette équipe réduite gère le recrutement des collaborateurs, la tenue des comptes, les liaisons avec l'éditeur, l'envoi des numéros, ce qui peut expliquer des retards ou erreurs dans l'envoi des numéros, ce dont témoignent de nombreuses lettres de réclamations envoyées par les lecteurs et abonnés. Ces archives donnent quelques ordres de grandeur du nombre d'abonnés. On compte par exemple environ 94 abonnements pour 1906 et sans doute quelque 300 exemplaires vendus⁵⁵⁸. Une feuille manuscrite rédigée par Thomas indique par exemple que le quatrième numéro de *La Revue syndicaliste* s'est vendu à 476 exemplaires dont 385 pour la France et 91 pour l'étranger. Ces archives renseignent également sur la diffusion internationale de la revue (voir figure n° 3).

⁵⁵⁶ PROCHASSON Christophe, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre : 1900-1938, op. cit.*, p. 40-41.

⁵⁵⁷ CHAMBELLAND Colette, « La vie ouvrière (1909-1914) », *Cahiers Georges Sorel*, 1987, n° 5, p. 89-93.

⁵⁵⁸ AN 94 AP 245.

Figure n° 3. Le lectorat international de *La Revue syndicaliste* établi à partir des archives personnelles d'Albert Thomas (AN 94 245).

| Abonnés et lecteurs étrangers de <i>La Revue syndicaliste</i> | |
|---|--|
| Allemagne (ou représentants de la communauté socialiste allemande à Paris) | <ul style="list-style-type: none"> -Theodor Leipart, de <i>l'Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund</i> -Christian Mutschler, animateur du Club de lecture socialiste allemand à Paris -A Quist, Stuttgart -Carl Legien, <i>Generalkommission der Gewerkschaft Deutschlands</i>, Berlin -Professeur Werner Sombart, spécialiste de l'histoire du capitalisme, Breslau -Willy Donau, membre du SPD. Il sera le directeur du bureau de Berlin de l'OIT de 1925 à 1933 |
| Angleterre | <ul style="list-style-type: none"> - <i>Labour Representation Committee, and the Labour Party</i> représenté par MacDonald et Middleton -<i>The Railway Review, the King's Cross Publishing Company Limited</i> |
| Autriche-Hongrie | <ul style="list-style-type: none"> -Julius Deutsch, Vienne, membre du parti social-démocrate autrichien -Emmanuel Skatula, responsable du parti social-démocrate tchèque, Prague |
| Belgique | <ul style="list-style-type: none"> -Louis Varlez, Gand, avocat, spécialiste du chômage -Alphonse Octors, Maison du Peuple de Bruxelles -POB (parti ouvrier belge) -syndicat des diamantiers d'Anvers |
| États-Unis | -Bertha Shyrock, Philadelphie |
| Finlande | - <i>Styrlesen für Finlands</i> , Helsinki |
| Italie | <ul style="list-style-type: none"> -<i>Camara del Lavoro</i>, Milan -<i>Societa Umanitarià</i>, Milan. Société de bienfaisance à l'origine de la convocation d'un congrès international pour la lutte contre le chômage en 1906 |
| Russie | <ul style="list-style-type: none"> -W.Sellheim, de l'Union des Sociétés coopératives de consommation de Moscou - B. Kritschewsky, au nom du bureau central des ouvriers de Saint-Pétersbourg |
| Roumanie | -Joan Sion |
| Suisse | -Robert Grimm pour <i>l'Arbeiter-Sekretariat</i> de Bâle |

Le lectorat étranger se compose donc de représentants de partis sociaux-démocrates et de syndicats des pays industrialisés d'Europe, mais aussi de réformateurs sociaux comme la *Societa Umanitarià*, équivalent italien du Musée social, ou encore Louis Varlez, spécialiste du chômage et membre de l'organisation internationale pour la lutte contre le chômage, créée en 1910. Ce lectorat signale l'ouverture internationale souhaitée dès le départ par la revue qui

donne une large place au mouvement syndicaliste à l'étranger. L'Anglais MacDonald ou encore le Belge Alphonse Octors écrivent eux-mêmes des articles pour la revue. Des socialistes étrangers y apportent également leur contribution comme Émile Vandervelde (Belgique), Jean Sigg (Suisse), ou Édouard Bernstein (Allemagne), contrairement aux socialistes français qui restent à l'écart de la revue au début de son existence. Par ailleurs Thomas lui-même consacre une part importante de ses articles au mouvement syndical international, ou à l'étranger. Nous retrouvons dans ses contributions ses thèmes de prédilection, comme le syndicalisme allemand⁵⁵⁹, le municipalisme⁵⁶⁰, et bien sûr les liens entre mouvement politique et mouvement syndical, notamment dans le contexte de préparation du congrès d'Amiens⁵⁶¹. Il consacre également de nombreux articles à la législation ouvrière, traitant notamment de la question du temps de travail⁵⁶², des retraites ouvrières⁵⁶³, des conditions de travail chez les travailleurs du bâtiment⁵⁶⁴. L'adjonction du volet coopératif à la revue en 1909 lui donne l'occasion d'exprimer ses vues sur les liens entre coopération et socialisme, quelques années avant l'unification du mouvement coopératif français dans laquelle il jouera un rôle prépondérant⁵⁶⁵. *La Revue syndicaliste* se positionne ainsi clairement par rapport au mouvement socialiste de Lagardelle, dont l'ouverture internationale est très forte⁵⁶⁶.

Pour la France, il s'agit dans l'immense majorité d'abonnements souscrits par des organisations syndicales diverses, bourses du travail, associations et autres fédérations syndicales. Les réseaux tissés par le journaliste depuis la tenue de sa rubrique syndicale à *L'Humanité* semblent de ce point de vue avoir fonctionné à plein. Ce sont plusieurs dizaines de fédérations ou sections syndicales qui souscrivent un abonnement à *La Revue syndicaliste*, couvrant ainsi une importante partie de la France industrielle. Mais les syndicats ouvriers ne sont pas les seuls représentés. Les groupements syndicaux d'employés, les amicales d'instituteurs s'intéressent également à la *Revue* qui s'ouvre à leurs problématiques spécifiques. À ce titre, la revue semble remplir le rôle qu'elle s'est donné, à savoir diffuser des informations objectives concernant l'état du mouvement syndical, mais donnant également aux ouvriers et

⁵⁵⁹ THOMAS Albert, « Les syndicats allemands », *La Revue syndicaliste*, n° 2, 15 juin 1905.

⁵⁶⁰ THOMAS Albert, « Syndicalisme et municipalisme », *La Revue syndicaliste*, n° 36, avril 1908.

⁵⁶¹ THOMAS Albert, « Parti et syndicat », *La Revue socialiste*, n° 16, août 1906.

⁵⁶² THOMAS Albert, « La journée de huit heures au point de vue de l'hygiène », *La Revue syndicaliste*, n° 1, 15 mai 1905 THOMAS Albert, « À propos des huit heures », *La Revue syndicaliste*, n° 11, mars 1906.

⁵⁶³ THOMAS Albert, « Les retraites ouvrières », *La Revue syndicaliste*, n° 23, mars 1907.

⁵⁶⁴ THOMAS Albert, « Chez les travailleurs du bâtiment, deux ans d'organisation et de lutte », *La Revue syndicaliste*, n° 37, mai 1908.

⁵⁶⁵ POISSON Ernest, *Le coopérateur Albert Thomas : un quart de siècle de vie militante*, Paris, Presses universitaires de France, 1933.

⁵⁶⁶ GOERGEN Marie-Louise, *Les relations entre socialistes allemands et français à l'époque de la Deuxième Internationale*, op. cit., p.68-73.

employés conscients et éduqués les moyens de s'organiser, de constituer leurs propres groupements. Le mouvement coopératif, auquel la revue s'ouvre de manière croissante, est également représenté dans le lectorat.

L'activité du journaliste militant à *L'Humanité* et à *La Revue syndicaliste* se complètent de ce point de vue, car c'est au titre de cette double casquette que nombre de demandes lui sont adressées pour aider à la constitution de tel groupement syndical ou coopératif, à la rédaction des statuts⁵⁶⁷, etc. Thomas engrange ainsi une expertise juridique importante qu'il veut mettre au service des travailleurs décidés à s'organiser et à se constituer en groupement de défense corporative, expertise appréciée et sollicitée par les leaders socialistes eux-mêmes. Par exemple, le 1^{er} avril 1908, Marcel Sembat lui transmet la demande du citoyen égyptien Ben David qui souhaite obtenir un exemplaire des statuts de la chambre syndicale des employés de Paris au Caire pour établir un équivalent au Caire où un petit groupe socialiste vient d'être constitué⁵⁶⁸.

Des abonnements sont également souscrits par des individus ; on trouve naturellement des responsables syndicaux, à l'instar de ceux qui participent eux-mêmes à la revue, comme Auguste Keufer, Pierre Coupat, Auguste Cleuet, Léon Vignols de la fédération nationale des syndicats maritimes, et même Alphonse Merrheim de la Fédération des Métaux. Au-delà des cercles syndicalistes « réformistes », des syndicalistes dits « révolutionnaires » polémiquent avec les rédacteurs de la revue, comme Benoît Broutchoux du Nord.

Des personnalités ou groupements militants socialistes, proches de Thomas, suivent également les activités de *La Revue syndicaliste* comme le dreyfusard, socialiste et pacifiste Francis de Pressensé, par ailleurs rédacteur à *L'Humanité*, en charge de la rubrique consacrée aux relations internationales et en charge du *Courrier Européen*. Le socialiste et journaliste Paul Louis, rédacteur prolifique de *L'Humanité* et du *Petit parisien*, et auteur en 1907 d'une *Histoire du mouvement syndical* en France, publié en 1907 dans la Bibliothèque d'histoire contemporaine, a certainement puisé dans la lecture de la revue, à laquelle il est abonné, de précieuses informations pour son étude⁵⁶⁹. Georges Deherme, le fondateur de l'UP « la

⁵⁶⁷ On en trouve des illustrations dans la correspondance reçue par Thomas. Le syndicaliste A. Baumeinster, souhaitant créer un syndicat en France, s'adresse à Thomas pour l'aider pour la rédaction des statuts. AN 94 AP 472. Lettre de A. Baumeinster à Albert Thomas du 2 janvier 1908. Le 27 mai 1905, une boulangerie Bohainoise s'adresse à Thomas pour obtenir des renseignements sur le fonctionnement et les statuts d'une coopérative. AN 94 AP 471. Lettre du 27 mai 1905. Le 25 juillet 1909, M. Michel, secrétaire du comité socialiste d'Auzat-sur-Allier dans le Puy-de-Dôme demande à Thomas un modèle de statut d'une coopérative. AN 94 AP 472. Lettre du 25 juillet 1909.

⁵⁶⁸ AN 94 AP 472. Lettre de Marcel Sembat à Albert Thomas du 1^{er} avril 1908.

⁵⁶⁹ AN 94 AP 333. LOUIS Paul, *Histoire du mouvement syndical en France (1789-1906)*, Paris, F. Alcan, 1907.

Coopération des idées », s'abonne mais met en garde Thomas contre « la tenue intellectuelle relativement élevée de [sa] revue [qui rend] difficile de pénétrer profondément les milieux ouvriers⁵⁷⁰ ». Des groupes socialistes, comme celui de la jeunesse socialiste de Bourges, gravitant autour d'Henri Sellier, s'abonnent également. Henri Sellier est en effet le secrétaire de rédaction. Les deux hommes se sont vraisemblablement rencontrés en Allemagne chez August Bebel, et leur destin politique s'est trouvé étroitement lié par la suite. Sellier, qui travaille dans la finance et le commerce, est un membre actif du syndicat des employés. Rédacteur au ministère du Commerce, il entre en 1906 au ministère du Travail où il deviendra chef du bureau. Sellier eut un engagement syndical très actif, comme administrateur puis secrétaire adjoint et trésorier de la chambre syndicale des employés de la région parisienne ainsi que de la Fédération nationale des syndicats d'employés. Comme son collègue et ami, il fut également un coopérateur actif, et un symbole du socialisme municipal de la Seine-banlieue⁵⁷¹. Les archives de la revue montrent qu'il fut un secrétaire de rédaction impliqué et actif notamment pour obtenir de nouveaux abonnés⁵⁷². Des militants socialistes venus du réseau normalien s'abonnent, comme Robert Hertz déjà mentionné, mais aussi Georges Bourgin, Henri Marais, Pierre Comert. Ceux-ci suivent les activités de leur ancien camarade d'école, par intérêt, mais aussi sans doute par affection et amitié. Notons ici l'intérêt particulier formulé par Lucien Lévy-Bruhl, qui confie à Thomas toute l'admiration qu'il a pour son activité à la revue : « là, comme à *L'Humanité*, vous faites d'excellente besogne et je suis en pleine sympathie avec vous⁵⁷³ ».

En réponse à l'appel lancé en 1909 par Thomas pour sauver la revue en pleine tourmente financière, le sociologue durkheimien, et par ailleurs l'un des importants actionnaires de la première Société de *L'Humanité*, envoie 200 francs de soutien⁵⁷⁴. Des cercles ou personnalités militantes affiliés à la SFIO, comme Alexis Mailly, secrétaire de rédaction du *Cri du peuple*, feuille socialiste du Finistère, Augustin Hamon, rédacteur en chef de la *Semence socialiste*, journal socialiste de Bretagne, Raoul Briquet, ancien membre des étudiants collectivistes et

⁵⁷⁰ AN 94 AP 245. Lettre de G. Deherme à Thomas, sans date mais probablement 1906.

⁵⁷¹ BELLANGER Emmanuel, « Du socialisme au Grand Paris solidaire, Henri Sellier et la passion des villes », *op. cit.*

⁵⁷² AN 94 AP 245. De nombreuses lettres montrent l'activité de Sellier pour trouver de nouveaux abonnés à la revue parmi ses connaissances syndicalistes. Voir en particulier sa lettre du 6 septembre 1907 où il fait part de ses gros efforts pour obtenir de nouveaux abonnés parmi ses camarades syndiqués mais décrit aussi la difficulté de cette tâche.

⁵⁷³ AN 94 AP 471. Lettre de Lucien Lévy-Bruhl à Albert Thomas du 17 avril 1907.

⁵⁷⁴ AN 94 AP 245. Lettre de Lucien Lévy-Bruhl à Albert Thomas du 22 janvier 1909.

membre de la fédération socialiste du Nord-pas-de Calais, ou encore le cercle des travailleurs socialistes de la Villette apportent leur soutien à la revue.

En dehors des cercles strictement militants syndicalistes ou socialistes, ce sont aussi des intellectuels, observateurs du social, qui naturellement s'intéressent à *La Revue syndicaliste*. On trouve ainsi dans la liste de ses abonnés l'enquêteur du Musée social, Léon de Seilhac – qui polémiqua par ailleurs vivement avec Thomas par journaux interposés quelque temps auparavant – ou encore Maxime Leroy, juriste et sociologue, qui s'intéressa toute sa carrière durant au syndicalisme. La lecture d'une revue s'appliquant à fournir des données objectives sur le mouvement syndical était à l'unisson du projet scientifique de Maxime Leroy que Boris Souvarine considérait comme « le premier juriste et sociologue français qui se soit intéressé à fond au syndicalisme naissant, qui l'ait étudié avec une ardente sympathie compréhensive et qui lui ait consacré des ouvrages désormais indispensables à l'intelligence de ce grand fait social contemporain⁵⁷⁵ ». Thomas « pivot du réformisme français⁵⁷⁶ » et Leroy, passé maître en art de la « réforme par le syndicalisme⁵⁷⁷ », semblent s'être rencontrés et avoir échangé leurs vues notamment sur les études de Leroy. En 1906, celui-ci veut convier celui-là à une « grande causerie » autour de son étude en cours sur les syndicats. Il lui confie enfin ses « sentiments d'une sympathie qui [lui] semble déjà ancienne⁵⁷⁸ ». Thomas s'appuiera par ailleurs, dans les années 1910, sur les études de Maxime Leroy concernant les syndicats de fonctionnaires et les services publics pour défendre la syndicalisation des fonctionnaires – et notamment des instituteurs, réprimée par le gouvernement Poincaré en 1912. Les travaux de Leroy inspireront également ceux du député socialiste qui défend à la Chambre la nationalisation des services publics dans le cadre d'un nécessaire « socialisme d'État » chargé de répondre au développement des monopoles privés qui confisquent injustement à la nation ces services d'intérêt général⁵⁷⁹. En 1907, Jacques Ferdinand-Dreyfus, socialiste modéré de tendance millerandienne et futur acteur des assurances sociales françaises⁵⁸⁰, s'abonne à la revue⁵⁸¹. On trouve aussi parmi les abonnés quelques inspecteurs du travail, et le chef de bureau au ministère

⁵⁷⁵ Cité in <https://maitron.fr/spip.php?article139511>, notice LEROY Maxime [Vosges] par Jean-François Lassagne, version mise en ligne le 31 janvier 2012, dernière modification le 31 janvier 2012.

⁵⁷⁶ REBERIOUX Madeleine et FRIDENSON Patrick, « Albert Thomas, pivot du réformisme français », *op. cit.*

⁵⁷⁷ CHATRIOT Alain, « Maxime Leroy, la réforme par le syndicalisme », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2006, vol. 1, n° 24, p. 73-94.

⁵⁷⁸ AN 94 AP 245. Lettre de Maxime Leroy à Albert Thomas du 28 mai 1906.

⁵⁷⁹ THOMAS Albert, « Le socialisme et les fonctionnaires », *La Revue socialiste*, T. LVI, septembre 1912, p. 193-213.

⁵⁸⁰ CAHEN Fabrice, « La raison statistique au service des travailleurs », *Histoire mesure*, 2018, vol. 22, n° 2, p. 139-162.

⁵⁸¹ AN 94 AP 245. Lettre de Jacques-Ferdinand Dreyfus à Albert Thomas de 1907.

du travail Charles Picquenard, un proche d'Arthur Fontaine qui deviendra le délégué du gouvernement à l'OIT durant l'entre-deux-guerres, et enfin l'ancien socialiste indépendant devenu ministre de l'Instruction publique Aristide Briand. Ajoutons enfin l'intérêt de quelques journalistes et amis, comme Léon Chavenon de *L'Information*.

Réseaux syndicaux, coopérateurs et, dans une moindre mesure, socialistes français et internationaux font partie du lectorat cependant limité de *La Revue socialiste* qui intéresse également quelques personnalités en vue de cette « nébuleuse réformatrice du social » dans laquelle Thomas gravite. Cette revue mensuelle de 24 pages au prix unitaire de 20 centimes et dont l'abonnement annuel est fixé à 2,50 francs, durera jusqu'en 1910. Malgré son faible succès - les tirages ne dépassent jamais 1 000 exemplaires et les difficultés financières sont croissantes – son réseau de collaborateurs et son lectorat sont le microcosme et le lieu de croisement des cercles d'influences dans lesquels Thomas gravite et qu'il tente de rapprocher.

Les difficultés de la revue la mèneront à sa fusion avec *La Revue socialiste* en 1910, sous le nouveau titre *Revue socialiste, syndicaliste et coopérative*, incarnant alors par excellence le triptyque réformiste qui « pivote⁵⁸² » autour d'Albert Thomas.

B. « L'OPA⁵⁸³ » de Thomas sur *La Revue Socialiste* : un acte manqué ?

Thomas a été rédacteur en chef durant quelques mois en 1905 de *La Revue socialiste*, alors dirigée par le disciple de Benoît Malon, Eugène Fournière. Les deux hommes se sont croisés à *L'Humanité*, et c'est Fournière qui a demandé à son collègue de collaborer à *La Revue socialiste*⁵⁸⁴. Dès 1904, Thomas en avait été également un actif collaborateur, inaugurant son entrée dans la grande revue réformatrice française par un article sur le socialisme municipal, notamment en banlieue parisienne⁵⁸⁵. Le jeune conseiller municipal socialiste de Champigny en fait donc le fer de lance de sa propre action municipale. C'est aussi *via La Revue socialiste* qu'il se positionne dans le champ de l'histoire socialiste, avec la publication de ses articles sur Babeuf, déjà mentionnés. Prolongeant son activité à *L'Humanité* à la tête de la rubrique syndicale, il donne durant toute l'année 1905 des articles de fond sur le mouvement syndical

⁵⁸² REBERIOUX Madeleine et FRIDENSON Patrick, « Albert Thomas, pivot du réformisme français », *op. cit.*

⁵⁸³ D'après la formule de REBERIOUX Madeleine, « La Revue socialiste », *op. cit.*

⁵⁸⁴ THOMAS Albert, « Eugène Fournière est mort. Nous maintenons la ligne », *La Revue socialiste*, T. LIX, janvier 1914, p. 5-9.

⁵⁸⁵ THOMAS Albert, « Une commune de banlieue », *La Revue socialiste*, T. XXXIX, n° 233, mai 1904, p. 513-522.

international, suivant divers congrès syndicaux⁵⁸⁶, et commente quelques mouvements de grève émaillant le mouvement ouvrier européen⁵⁸⁷. Il rend compte également du célèbre congrès de l'Internationale d'Amsterdam⁵⁸⁸ auquel il s'est rendu aux côtés de Jaurès, ainsi que du congrès de Rouen de 1905, préparant et précédant le congrès de l'unité socialiste dans la salle du Globe⁵⁸⁹. Sans doute accaparé par d'autres activités – « au four communal et au moulin syndical⁵⁹⁰ » – Thomas ne signe plus d'articles pour la revue à partir de 1905. Il ne se désintéresse cependant pas de son sort, assurant notamment le maintien des relations entre la revue française et les milieux britanniques autour de la *Socialist Review* fondée par MacDonald⁵⁹¹, avec les socialistes belges autour d'Alphonse Octors⁵⁹², ou encore avec les syndicalistes réformistes allemandes autour de Mutschler⁵⁹³. À l'image des correspondants de presse étudiés par Marie-Louise Goergen, Thomas fait le pont entre les socialistes de divers pays⁵⁹⁴. Il parvient également à convaincre les syndicalistes de sa propre revue de s'abonner à la revue de Fournière, à l'instar de Pierre Coupât et la fédération des ouvriers mécaniciens de France⁵⁹⁵.

« La plus vieille dame du socialisme français », incarnation du réformisme intellectuel, se trouve cependant en proie à des difficultés. Elle est concurrencée depuis 1908 par les *Cahiers du socialiste*, qui s'impose comme fleuron de la critique droitnière au sein de la famille socialiste. En somme, la revue fondée en 1885 par le « vieux Malon », communard, père du socialisme intégral, bien plus moral et humaniste que marxiste révolutionnaire, a besoin, en 1910, de sang neuf. Thomas, inquiet par la concurrence imposée depuis 1909 à sa petite *Revue syndicaliste* par le lancement de la *Vie ouvrière*, y voit une opportunité de réaliser une « OPA » éditoriale

⁵⁸⁶ En 1904 et 1905, il rend compte également du sixième congrès syndical belge de décembre 1904, du congrès syndical de Gênes de janvier 1905, du mouvement en faveur de l'unification du syndicalisme international, le congrès syndical des unions allemandes à Cologne. THOMAS Albert, « Mouvement syndical », *La Revue socialiste*, T. 41, n° 241, janvier 1905. Et THOMAS Albert, « Mouvement syndical », *La Revue socialiste*, T. 41, n° 242, février 1905. THOMAS Albert, « Mouvement syndical », *La Revue socialiste*, T. 41, n° 245, mai 1905. THOMAS Albert, « Mouvement syndical », *La Revue socialiste*, T. 41, n° 246, juin 1905. THOMAS Albert, « Mouvement syndical », *La Revue socialiste*, T. 41, n° 248, août 1905.

⁵⁸⁷ THOMAS Albert, « Mouvement syndical », *La Revue socialiste*, T. XL, n° 243, mars 1905.

⁵⁸⁸ THOMAS Albert, « Le congrès d'Amsterdam », *La Revue socialiste*, T. XL, n° 237, septembre 1904, p. 278-279.

⁵⁸⁹ THOMAS Albert, « Le Congrès de Rouen », *La Revue socialiste*, T. XL, n° 237, avril 1905, p. 385-392.

⁵⁹⁰ REBERIOUX Madeleine, « Un milieu socialiste à la veille de la Grande Guerre : Henri Sellier et le réformisme d'Albert Thomas », in BURLIN Karen (dir.), *La banlieue oasis : Henri Sellier et les cités-jardins, 1900-1940*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 1987, p. 33.

⁵⁹¹ AN 94 AP 472. Lettre de M. Mildred à Albert Thomas du 5 décembre 1907.

⁵⁹² AN 94 AP 472 Lettre d'Alphonse Octors à Albert Thomas de 1907.

⁵⁹³ AN 94 AP 472. Lettre de Mutschler à Albert Thomas de 1907.

⁵⁹⁴ GOERGEN Marie-Louise, « Les correspondants de presse : un pont entre socialismes allemand et français à la fin du XIX^e siècle », *op. cit.*

⁵⁹⁵ AN 94 AP 472. Lettre de Pierre Coupât à Albert Thomas du 14 septembre 1907.

et politique. C'est une occasion en or pour relancer sa *Revue syndicaliste et coopérative*, en mauvaise posture, mais sans doute aussi de se positionner comme le digne héritier d'une vieille tradition du réformisme intellectuel du socialisme français, portée par Benoît Malon, Georges Renard et Eugène Fournière. Le projet éditorial de Thomas est en quelque sorte une forme d'innovation dans le respect de la tradition de *La Revue socialiste*. Dans le numéro qui en célèbre le vingt-cinquième anniversaire, il proclame :

« Nous serons, à *La Revue socialiste*, éternellement des révisionnistes. Nous chercherons toujours et nous tâcherons de voir exactement comment la doctrine socialiste, comme l'hypothèse socialiste peut expliquer exactement les faits nouveaux de l'évolution économique et s'adapter à eux⁵⁹⁶ »

La nouvelle équipe de direction de la revue se compose comme suit : Fournière en est le directeur, Thomas le rédacteur en chef et André Lebey le secrétaire de rédaction. La fusion entre *La Revue syndicaliste et coopérative* et *La Revue socialiste* semble avoir fait l'objet d'un accord initial, mis en avant par Madeleine Rebérioux, entre Thomas et Fournière, sur la nécessité d'en faire l'organe de promotion des innovations politiques dont seule la frange réformiste du socialisme serait porteuse. La lecture des lettres envoyées par les époux Thomas à André Lebey et conservées aux archives de l'OURS, permet de compléter l'analyse de l'historienne et d'affiner l'analyse des lignes de divergences profondes qui se creusent entre le directeur et le rédacteur en chef. Elles montrent aussi que la structure de la direction fonctionne de manière conflictuelle, André Lebey semblant faire tampon – au profit de Thomas – entre les deux têtes de direction, jusqu'à ce que son épuisement soit manifeste en 1914. En outre, Thomas semble avoir longuement discuté de ce projet de fusion des revues avec André Lebey, sans doute dès 1909. « Je suis convaincu que la grande chose à faire est de trouver au socialisme sa revue⁵⁹⁷ », confie Thomas à son ami, songeant initialement à rassembler *La Revue socialiste* et les *Annales de la régie directe*, dirigées par Edgard Milhaud. Thomas compte vraisemblablement fortement sur son vieux camarade du lycée Michelet puis de la rue d'Ulm, journaliste franc-maçon, dévoué à *La Revue socialiste*. Malgré cette fusion, les tensions ne tardent pas à se faire sentir dans l'équipe de direction. Le désaccord profond entre les deux hommes porte sur le lien devant unir la revue et le parti. Alors que Fournière, bien qu'adhérent au parti socialiste unifié, s'en méfie de plus en plus, Thomas qui est en passe de s'imposer

⁵⁹⁶ THOMAS Albert, « Le vingt-cinquième anniversaire de *La Revue socialiste* », *La Revue socialiste*, T. LI, n° 302, février 1910, p. 99.

⁵⁹⁷ Archives de l'OURS. Fonds André Lebey, 50 APO 22. Lettre d'Albert Thomas à André Lebey de novembre 1909.

comme un professionnel politique de la SFIO naissante, cherche à intégrer la revue au Parti. Adapter la théorie aux faits, et intégrer la revue au Parti : tel est le tournant que le rédacteur en chef souhaite voir prendre à *La Revue socialiste*, à rebours de la méthode de Fournière qu'il juge trop idéaliste. Les passes d'armes entre les deux hommes semblent se dérouler, entre autres, par secrétaire de direction interposé. Thomas cherche effectivement à faire de *La Revue socialiste* le porte-voix des débats qui animent alors le parti socialiste notamment sur la question municipale, à l'ordre du jour du congrès de Saint-Quentin de la SFIO en 1911 et en amont des élections municipales de 1912. À cette occasion, il cherche à obtenir des contributions des socialistes Adrien Veber, Albert Bedouce, ou encore Edgard Milhaud. Cette volonté de puiser les contributeurs de la revue dans les seuls réseaux du parti semble fortement déplaire à Eugène Fournière qui veut conserver l'autonomie de la revue par rapport aux structures partisans⁵⁹⁸. Le souhait de Thomas de créer dans la revue une « chronique documentaire⁵⁹⁹ » sur le modèle des *Sozialistische Monatshefte* est également à l'origine d'un autre désaccord. Le vieux Fournière et le jeune Thomas divergent sur le tournant que devrait prendre la revue, comme l'illustre cette saillie bien trempée de Thomas contre le directeur de la revue :

« Parlons de la *Revue* maintenant. La petite lettre de Fournière était bien curieuse. Le gardien de la ligne !! Laquelle ? Celle de 1876 quand il parlait d'assassiner les bourgeois ou celle de l'École Polytechnique. Pauvre petit pontife étriqué ! Ci-joint encore un mot de lui. Pour une fois, ses sollicitations d'articles sont assez heureuses. Rappelle-moi qu'il faut que je m'attelle à Copenhague et Hambourg pour l'autre numéro.

Mon vieux, de dures batailles nous attendent encore. Mais je crois qu'en persévérant, nous triompherons de toutes ces difficultés. Faisons la *Revue* du Parti, essentiellement. Que ce soit sans le dire, notre ligne, à nous, [...] à avoir raison des anarchiques ou des bourgeois⁶⁰⁰ ».

Fournière, intellectuel autodidacte, fervent marxiste du temps de Benoît Malon, et fidèle à l'autonomie toujours revendiquée par son mentor, cherche à s'imposer dans le champ du réformisme intellectuel, boudant parfois les problématiques purement partisans. Thomas, au contraire, promeut une science socialiste au service de l'action ; *La Revue socialiste* doit donc servir le triptyque réformiste parti, coopération et syndicats, en réponse au contexte socio-économique et aux échéances politiques et électorales de l'heure. Il est sur ce point en communauté de vue totale avec Lucien Herr qui lui conseille d'éliminer résolument « les

⁵⁹⁸ *Ibid.* Lettre de Madeleine Thomas à André Lebey, 23 décembre 1910.

⁵⁹⁹ *Ibid.* Lettre de Madeleine Thomas à André Lebey, 23 décembre 1910. Lettre de Thomas à Lebey, sans date mais probablement décembre 1910 ou janvier 1911.

⁶⁰⁰ *Ibid.* Lettre d'Albert Thomas à André Lebey du 26 septembre 1910.

systèmes du monde et les théories de la valeur sans intérêt, les tartinages philosophiques et les polémiques puérides⁶⁰¹ ». Pour Herr – comme pour Thomas – l’essentiel est « la documentation socialiste, les études économiques, les études historiques et critiques, les enquêtes positives et les réalisations pratiques⁶⁰² ». La tendance à présent est donc bien de laisser place nette à des sujets concrets, en sollicitant des experts, ayant des compétences précises sur les sujets traités. Les thématiques couvertes par les articles de Thomas confirment cette volonté d’associer plus étroitement la revue au parti. En juillet 1910, la déclaration du groupe socialiste au Parlement, prononcée par le tout jeune député de la Seine qui y fait alors ses premiers pas, est publiée dans les colonnes de la revue⁶⁰³. Ce dernier y analyse également les congrès de la SFIO, à Paris en août 1910⁶⁰⁴, ou celui de Saint-Quentin en mai 1911⁶⁰⁵. Il y développe enfin longuement l’idée qui lui est chère de régie directe des chemins de fer⁶⁰⁶, dont il cherche une application pratique par ses propositions faites à la Chambre des députés⁶⁰⁷.

La collaboration entre les deux hommes est marquée par des désaccords. En outre, Madeleine Rebérioux qui a étudié la vie de la revue en particulier à travers la correspondance d’Eugène Fournière, montre que la tentative de Thomas pour l’intégrer dans le giron socialiste et pour réduire l’influence de Fournière est un échec. Réduire le coût de l’abonnement annuel de *La Revue socialiste* de 18 à 15 francs n’a pas permis d’augmenter considérablement le nombre d’abonnés, d’autant que pour les anciens abonnés de *La Revue syndicaliste*, cette mesure constitue au contraire une augmentation considérable – l’abonnement à revue syndicaliste était de 2,50 francs – que les syndiqués ne peuvent sans doute pas se permettre individuellement. Thomas ne parvient pas non plus à attirer les forces vives nécessaires à son ambitieux projet, qui visait aussi à modifier le mode de financement de la revue. Jusqu’à son décès en décembre 1911, le financement assuré par l’argentier mécène Rodolphe Simon sape le projet conçu par Thomas et André Lebey, de l’adosser à des financements venus des partis socialistes des trois grands pays francophones européens : français, belge et suisse. Si des difficultés juridiques ont pu se présenter, l’attitude des deux hommes n’y est pas étrangère.

⁶⁰¹ AN 94 AP 473. Lettre de Lucien Herr à Albert Thomas du 25 janvier 1910.

⁶⁰² *Ibid.*

⁶⁰³ THOMAS Albert, « Déclaration du parti socialiste au Parlement », *La Revue socialiste*, T. LII, juillet 1910, p. 5-9.

⁶⁰⁴ THOMAS Albert, « Le Congrès socialiste de Paris », *La Revue socialiste*, août 1910, T. LII, août 1910, p. 96-105.

⁶⁰⁵ THOMAS Albert, « Au retour de Saint-Quentin. Le parti socialiste cherche sa doctrine », *La Revue socialiste*, mai 1911, T. LIII, p. 405-410.

⁶⁰⁶ THOMAS Albert, « La régie directe des chemins de fer », *La Revue socialiste*, T. LVII, février 1913, p. 114-131.

⁶⁰⁷ THOMAS Albert, « La situation économique et financière du réseau des Chemins de fer l’État », *La Revue socialiste*, n° 354, juin 1914, p. 481-508.

Rappelons qu'à partir de 1910, Thomas entre à la Chambre des députés avec la cohorte des 75 socialistes portés par les urnes lors des élections législatives. Petit à petit, c'est sur André Lebey – devant suivre les instructions de son rédacteur en chef – et Madeleine Thomas que repose l'intendance de la revue. L'épouse d'Albert avait déjà été fortement mise à contribution pour gérer le secrétariat de *La Revue syndicaliste*, et une fois n'est pas coutume. Thomas écrit à plusieurs reprises à Lebey pour lui confier qu'il « succombe sous le travail⁶⁰⁸ ». Madeleine gère donc à sa place, au prix d'une grande fatigue⁶⁰⁹, et s'agace de la désinvolture de son mari, s'en confiant même à Lebey.

« Albert est vraiment insupportable, il m'a remis avant-hier une lettre de vous datant d'au moins huit jours. Plus rien à faire avec lui depuis qu'il est député ; je souhaite de tout mon cœur qu'il soit battu aux prochaines élections, et je ne suis pas la seule⁶¹⁰ ».

Non que Thomas délaisse la revue, mais il ne peut y consacrer l'énergie nécessaire, envisageant même en 1913, face à la persistance des difficultés, d'abandonner l'effort, sauf si la revue est remise au parti, ce à quoi Fournière s'est toujours opposé⁶¹¹. Madeleine Rebérioux impute également l'échec de la renaissance souhaitée de la revue, au contexte global d'austérité touchant les revues politiques intellectuelles socialistes, tant en France qu'en Allemagne mais aussi à l'échec dans le renouvellement des réseaux de la revue qui eût été nécessaire à sa survie. Le nombre d'adonnés baisse depuis la nouvelle mouture de la revue. Les syndicalistes la désertent, et les hommes nouveaux du socialisme d'action sur qui le pivot du réformisme français misait beaucoup, à l'instar d'Henri Sellier, ne la rejoignent pas non plus tambour battant. Thomas parvient pourtant à imposer « un petit noyau de généreux esprits » : des coopérateurs comme Ernest Poisson ou Jean Gaumont, des juristes comme Roger Picard, des sociologues normaliens comme Maurice Halbwachs, ou encore des techniciens socialistes à l'instar du jeune guesdiste Pierre Brizon. Des spécialistes de questions sociales, comme le Suisse Jean Sigg, connaisseur de la question des assurances sociales, ou encore des Fabiens proposés par Robert Hertz apportent le sang neuf souhaité par Thomas. L'ouverture à ces nouveaux réseaux entraîne une évolution dans les thématiques abordées par la revue tout en confirmant son orientation internationale, bien que Thomas veuille y placer ses propres réseaux et ses propres contributeurs. Les socialistes normaliens font ainsi leur entrée massive à

⁶⁰⁸ Archives OURS. Fonds André Lebey, 50 APO 22. Lettre d'Albert Thomas à André Lebey sans date, mais probablement janvier 1911.

⁶⁰⁹ *Ibid.* Lettre de Madeleine Thomas à André Lebey, du 2 janvier 1911.

⁶¹⁰ *Ibid.* Lettre de Madeleine Thomas à André Lebey, du 18 janvier 1911.

⁶¹¹ REBERIOUX Madeleine, « La Revue socialiste », *op. cit.*

l'instar d'Edmond Laskine et Robert Hertz, en charge du mouvement ouvrier anglais⁶¹². Les contributeurs suivent en priorité la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et à la Belgique – Émile Vandervelde, proche de Thomas, est d'ailleurs en charge de l'actualité du mouvement ouvrier belge. Emmanuel Jousse note que les réseaux italiens, hollandais, russes et polonais sont moins présents que dans la période précédente, ce qui reflète tout à la fois le recul des réseaux internationaux de Thomas et la domination de l'Internationale socialiste par les pays industrialisés de l'ouest de l'Europe. Si Emmanuel Jousse considère que cette nouvelle orientation fait de *La Revue socialiste* « le phare du réformisme⁶¹³ », on peut cependant constater, à la suite de Madeleine Rebérioux, que la nouvelle orientation de la revue se fait aux dépens des réseaux syndicalistes que le fondateur de la petite *Revue syndicaliste* avait pourtant chéris. Le retrait de ces réseaux syndicalistes constitue donc un échec relatif par rapport au projet initial de Thomas de faire pivoter autour de sa revue un triptyque réformiste et montre la persistance bon an mal an de la lignée souhaitée par Fournière. La publication connaît de plus des difficultés financières persistantes jusqu'à la veille de la guerre. En juillet 1913, Roger Picard remplace André Lebey au secrétariat. Après la mort d'Eugène Fournière en 1914, Thomas le remplace à la Direction de la revue : trop tard pour pouvoir insuffler durablement les changements espérés depuis longtemps... La guerre en interrompt la publication. Thomas aura-t-il toujours en tête de faire de la vieille *Revue socialiste* le creuset de son projet socialiste réformiste ? *La Nouvelle revue socialiste* lancée à la fin de l'année 1925 par Jean Longuet n'a qu'une filiation doctrinale lointaine avec la revue de Malon et Thomas⁶¹⁴. Ce dernier semble en prendre ombrage ; il tarde par exemple à faire parvenir à Longuet la liste des anciens abonnés de la revue, y consent finalement après l'insistance de son éditeur Marcel Rivière. Il insiste également auprès de ce dernier pour qu'il conserve les droits sur le titre de la revue, nourrissant l'espoir à peine dissimulé d'en reprendre « un jour⁶¹⁵ » la publication. Espoir resté vain, mais qui montre l'intérêt toujours porté à la vie intellectuelle du socialisme français et les tentatives – réussies ou non – pour continuer à l'influencer.

⁶¹² JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés : les origines intellectuelles du réformisme en France, 1871-1917*, *op. cit.*, p. 358.

⁶¹³ *Ibid.*

⁶¹⁴ CANDAR Gilles, *Jean Longuet (1876-1938) : un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, *op. cit.* p. 270-280.

⁶¹⁵ Archives de l'IISH. ARCH01538. Archives Éditions Marcel Rivière (Paris). 528. Thomas Albert. Lettre d'Albert Thomas à Marcel Rivière du 9 mai 1927. Cet intérêt se lit également dans la correspondance échangée entre Albert Thomas et Roger Picard au sujet de *La Nouvelle revue socialiste* en 1926. AN 94 AP 384.

IV. Les cercles intellectuels et politiques de réflexion : à la lisière de la réforme sociale et du réformisme socialiste

A. Un homme de réseaux

S'étant classé lui-même « à droite » du mouvement socialiste et syndicaliste, le profil politique du militant et homme politique, dénué de sectarisme, lui ouvre la porte d'entrée dans la « nébuleuse réformatrice⁶¹⁶ », sorte de « tiers-parti social⁶¹⁷ » regroupant des personnalités de divers bords politiques, engagées en faveur de réformes et d'actions législatives pour apporter une réponse à la « question sociale ». Paul Desjardins est son premier contact, qui l'intègre dans les cercles de l'Union pour la Vérité⁶¹⁸. Thomas y rencontre par la suite bon nombre d'hommes politiques influents, que l'on retrouvera au fil de sa carrière à l'Armement ou encore au Bureau international du Travail. Henri Sellier, avec qui il partage un intérêt commun pour les questions économiques et urbanistiques, Arthur Fontaine, membre du Musée Social, directeur de l'Office du Travail depuis 1899 et futur président du Conseil d'administration en font partie. Les salons républicains furent à cet égard des carrefours de structuration et de consolidation de réseaux intellectuels et politiques, dépassant les seules appartenances partisans⁶¹⁹. Le jeune homme fréquenta celui, socialiste, des époux Renard. Georges Renard, membre de l'aile droite du parti unifié, dirigea en outre *La Revue socialiste* de 1894 à 1898 et fut l'auteur en 1907 du *Socialisme à l'œuvre*, partisan d'un vaste projet de nationalisations et de municipalisations, proche des idées de Thomas. L'homme, que ce dernier considérait comme son « maître et ami⁶²⁰ », lui prodigua des conseils au moment de la fusion entre *La Revue syndicaliste* et *La Revue socialiste* en 1910⁶²¹.

Thomas fréquente surtout très activement le salon républicain d'Aline Ménard-Dorian, qui fut un lieu de rencontre et d'intégration du jeune homme au sein de cette nébuleuse

⁶¹⁶ TOPALOV Christian (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, op. cit.

⁶¹⁷ PERROT Michelle, « Préface », in LESPINET-MORET Isabelle, *L'Office du travail, 1891-1914*, op. cit., p. 7.

⁶¹⁸ Voir sur ce point le chapitre 1.

⁶¹⁹ RIESE Laure, *Les salons littéraires parisiens, du Second Empire à nos jours*, Paris, Privat, 1962, p. 118-119. Et MARTIN-FUGIER Anne, *Les salons de la III^e République*, Paris, Tempus, 2009, p. 84-85.

⁶²⁰ ABIT CAT 7-629, Lettre d'Albert Thomas à Georges Renard du 21 avril 1921.

⁶²¹ *Ibid.* AN 94 AP 473. Lettres de Georges Renard à Thomas les 15 mars et 20 mars 1910.

réformatrice⁶²². Il convient ici de rappeler qu'il fut le précepteur de Jean et Marguerite Hugo, les petits enfants d'Aline Ménard-Dorian, et arrière-petits-enfants de Victor Hugo, à partir de novembre 1903. Jean Hugo témoigne à la radio en 1969 du lien qui l'unissait à son éducateur, qui le prit pendant deux ans sous la « férule débonnaire⁶²³ ». Le jeune homme voyait en lui « plutôt [...] un grand camarade qu'un pédagogue » en qui « rien [...] n'était sévère ou solennel⁶²⁴ ». Il fréquenta donc assidument ce cercle où se croisaient, rue de la Faisanderie, intellectuels, écrivains, artistes. C'est là qu'il croise des socialistes comme Marcel Cachin, Marcel Sembat, ou encore Jean Longuet, mais aussi des radicaux comme Georges Clemenceau, Camille Pelletan et Ferdinand Buisson. Il y noue également des contacts avec des membres du Musée Social, lieu privilégié de l'expérimentation sociale à la charnière des XIX^e et XX^e siècles⁶²⁵, ou encore avec Émile Vandervelde, dont le parcours de socialiste majoritaire belge pendant la guerre, de même que l'engagement au sein des institutions genevoises après la Grande Guerre fait écho à celui d'Albert Thomas. Le leader du Parti Ouvrier belge relate d'ailleurs une anecdote montrant la position de son camarade français au sein de ce groupe :

« Quant aux socialistes qui eussent été cordialement bienvenus à la Faisanderie, ils restaient en général à l'écart ; par crainte, sans doute, de se compromettre aux yeux des camarades, ou bien de se retrouver mal à l'aise dans un milieu si différent de leur milieu coutumier. Jaurès, Lucien Herr, Renaudel, Marcel Sembat, y faisaient parfois une apparition. Les autres, point. Tout au moins jusqu'à la guerre, nous fûmes seuls, Albert Thomas et moi, à faire exception⁶²⁶ ».

Le nom d'Aline Ménard-Dorian reste en effet attaché à la politique et aux arts sous la III^e République. En plus d'accueillir le fleuron de la littérature et de l'art de la Belle Époque, comme Marcel Proust ou encore Abel Hermant, le salon de la fille de l'industriel Pierre-Frédéric Dorian, ami de Gambetta, fut également un des grands bastions dreyfusards de la capitale. Le salon avait une tonalité largement radical-socialiste – Aline Ménard-Dorian ne rejoindra elle-même la SFIO qu'après la Première Guerre mondiale – et Clemenceau en fut une

⁶²² <https://maitron.fr/spip.php?article121594>, notice MÉNARD-DORIAN Aline [MÉNARD-DORIAN Louise, Aline] par Michel Dreyfus, Yvonne Léauté, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 9 octobre 2018.

⁶²³ HUGO Jean, *Le regard de la mémoire*, Paris, Actes Sud, 2020, p. 140.

⁶²⁴ Archives de l'INA. ORTF. Émission de radio du 16 juin 1969 pour le 50^e anniversaire de l'OIT.

⁶²⁵ HORNE Janet, *A Social Laboratory for Modern France: The Musée Social and the Rise of the Welfare State*, Londres, Duke University Press, 2002, p. 258.

⁶²⁶ VANDERVELDE Émile, *Souvenirs d'un militant socialiste*, Paris, Denoël, 1939, p. 124-125. Sur le socialisme démocratique de Vandervelde, voir POLASKY Janet, *The Democratic Socialism of Émile Vandervelde. Between Reform and Revolution*, Oxford/Washington, Berg, 1995.

figure de proue, mais Aline Ménard-Dorian « radicalisa⁶²⁷ » en partie son engagement militant à la faveur de l’Affaire. Elle commença ainsi à militer au Comité féminin de la Ligue de l’enseignement, ainsi qu’à la Ligue des droits de l’Homme et fonda en 1905 la Société des Amis du peuple russe contre le tsarisme, à laquelle Thomas appartenait également. Ce dernier se retrouve très étroitement lié à la famille Ménard-Dorian, passant des vacances dans la propriété familiale du mas de Fourques, près de Lunel dans l’Hérault⁶²⁸. Thomas faisait-il partie des intimes ? D’après Ernest Poisson, c’était même plus que cela : Aline Ménard-Dorian vivait une « deuxième jeunesse » auprès de « Thomas [qui] était presque un Dieu. Le grand salon politique qu’elle a tenu pendant des années, était devenu un salon Albert Thomas, après avoir été jadis, celui de Gambetta⁶²⁹ ». Fut-elle cette faiseuse de carrières politiques et de ministres au service de Gambetta, Clemenceau puis Albert Thomas ? C’est ce que pensait l’agent de police, auteur d’une note destinée à la préfecture de police de Paris, datée du 13 juin 1918⁶³⁰. Celui-ci évoque un salon politique regorgeant de « réfugiés politiques russes, des nihilistes ; elle les reçoit chez elle et les aide ». Il poursuit en établissant que « le précepteur de ses enfants la dirige[ait] dans cette voie : il était son familier et affirmait-on, son amant, cet ancien précepteur n’est autre que M. Albert Thomas. C’est chez Mme Ménard-Dorian que M. Albert Thomas connut tous ces révolutionnaires russes qui devaient lui faire un succès passager lors de sa mission en Russie 1917. C’est Mme Menard-Dorian, qui grâce à ses influences, aurait assuré sa fortune politique et en aurait fait ce qu’il a été : un ministre ». Sans aller toutefois jusqu’à établir que le jeune homme fut le mignon d’Aline Ménard-Dorian, la correspondance passive du jeune homme montre la force de ses liens avec cette famille d’industriels⁶³¹. Albert Thomas aurait même joué le rôle de médiateur entre les syndicalistes de la Fédération des ouvriers mécaniciens de France dirigée par Pierre Coupat et le mari d’Aline, Paul Ménard, député et industriel de l’Hérault⁶³², dans un conflit opposant les travailleurs à la direction. Paul Ménard – qui décède en 1907 –, semble avoir permis à son jeune ami de rencontrer les industriels du Comité des Forges, avec qui il allait être amené à travailler pendant la Première Guerre mondiale. C’est aussi rue de la Faisanderie que se structure le réseau de Thomas en quête de rédacteurs pour *La Revue syndicaliste* ou *La Revue socialiste*. Le réseau normalien y était d’ailleurs bien représenté,

⁶²⁷ BLUM Françoise, « Aline Ménard-Dorian, du salon à la scène politique », in MANCERON Gilles et NAQUET Emmanuel (dir.) *Être dreyfusard hier et aujourd’hui*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, p. 139-142.

⁶²⁸ AN 94 AP 482. Note manuscrite de Madeleine Thomas.

⁶²⁹ POISSON Ernest, *Le coopérateur Albert Thomas, op. cit.*, p. 2-3.

⁶³⁰ AN F7/16023². Dossier Albert Thomas.

⁶³¹ Voir les nombreuses lettres en AN 94 AP 470, 94 AP 471, 94 AP 472, 94 AP 473.

⁶³² AN 94 AP 471. Lettre de Pierre Coupat à Albert Thomas du 18 mars 1905.

comme le note Christophe Prochasson, autour de Charles Andler et de Lucien Herr qui s'y rendaient souvent⁶³³.

B. Un passeur du socialisme français vers les milieux socialistes russes ?

Thomas noue également des relations avec divers représentants des groupes socialistes, qui fréquentaient le salon d'Aline Ménard-Dorian, comme le dit cette fois à raison l'agent de police. Il est un membre actif de la Société des Amis du peuple russe, comme l'atteste sa correspondance avec André Mater, ancien camarade normalien, qui l'anime⁶³⁴. Le militant français semble fournir aux Russes en exil à Paris, soutenus par la Société, des informations concernant la structuration du mouvement socialiste et syndical français, sans doute pour les transmettre aux socialistes et socialistes révolutionnaires restés en Russie et en lutte contre le régime tsariste. C'est ainsi que pourrait s'expliquer la présence dans les archives du parti socialiste révolutionnaire de Russie, fondé en 1901, d'une assez longue note manuscrite (38 pages) de la plume de Thomas intitulée « L'état présent et l'avenir du socialisme français » et datant probablement de 1910, présentant la situation du mouvement social en France, depuis la formation en 1905 d'un parti socialiste unifié⁶³⁵.

Ce document vise à montrer la force de la SFIO unifiée autour de la tendance de Jaurès et Vaillant que Thomas présente comme la tendance la plus forte et la plus rationnelle du socialisme français. Un autre point saillant de sa présentation porte sur la valeur singulière que le socialisme français accorde selon lui à l'action parlementaire. Ce document s'apparente à un manuel d'unification socialiste à destination du mouvement socialiste russe, divisé entre les socialistes-révolutionnaires, issu de la frange agraire du mouvement socialiste, et le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, d'inspiration marxiste et portant son action davantage sur la classe ouvrière. Le militant français y définit d'ailleurs la conception de son action politique,

⁶³³ PROCHASSON Christophe, *Place et rôle des intellectuels dans le mouvement socialiste français (1900-1920)*, *op. cit.*, p. 141-142.

⁶³⁴ AN 94 AP 471. Lettre d'André Mater à Thomas du 12 mai 1907. « Madame Ménard-Dorian me prie de vous apprendre officiellement que nous organisons, pour le 30, aux sociétés savantes, un meeting de protestation contre les récents et prochains massacres russes. Je demande le concours des orateurs habituels, socialistes et universitaires. J'écris notamment à Andler. Il paraît que vous pourriez peut-être contribuer à nos assurer la coopération effective. Auriez-vous donc l'obligeance de vous en occuper ? Je n'ai pas besoin d'ajouter que vu la nécessité de préparer nos affiches, il faudrait agir vite ». Et AN 94 AP 471. Lettre d'André Mater à Thomas du 16 mars 1905. Thomas contribue aussi financièrement à la vie de l'Association. Mandat d'un franc envoyé par Thomas à la Société des Amis du peuple russe et des peuples annexés le 1^{er} mai 1908 (AN 94 AP 472).

⁶³⁵ Archives de l'IISH. Manuscript of « L'état présent de l'avenir du socialisme français », Partija Socialistov-Revolutionerov (Rossija).

distinguant ici, à destination du lectorat russe de sa note, le réformisme socialiste du réformisme bourgeois (autrement dit celui des radicaux et radicaux-socialistes).

À ses yeux, le socialisme français, attaché à l'action parlementaire, peut tirer de la loi, des réformes légales « de merveilleux avantages révolutionnaires ». Il ajoute que le réformisme socialiste se distingue du réformisme bourgeois par sa volonté de rattacher effectivement chacune de ses réformes à l'action socialiste totale autrement dit à l'action révolutionnaire. Pour Thomas, chaque réforme n'apporte pas seulement telle amélioration à telle misère particulière de la vie ouvrière, mais permet à l'ouvrier, par une hausse de salaire, par une diminution des heures de travail, d'augmenter sa personnalité et sa conscience. Partant, elle accroît autant son pouvoir révolutionnaire que son désir de réformes. Ce manuscrit se présente ainsi comme une méthode d'action dont pourraient s'inspirer les sociaux-révolutionnaires russes pour imprimer leur marque dans le paysage politique russe. Il montre le rôle de Thomas dans les réseaux socialistes russes, *via* les exilés russes de Paris avec qui il est en relations grâce à Aline Ménard-Dorian et André Mater. Sans que l'on puisse clarifier exactement les canaux de liaison ayant conduit ce document jusqu'en Russie, ce dernier laisse cependant supposer que le nom du socialiste français était connu d'une partie des socialistes-révolutionnaires russes qui soutiendront le gouvernement provisoire de Kerenski en 1917, et dont une partie s'opposera aux bolchéviques après la révolution d'octobre 1917. C'est également un document précieux qui clarifie les positions de Thomas, à l'adresse d'un mouvement socialiste étranger en lutte contre le tsarisme depuis la révolution de 1905 dont le Français a été un observateur indirect. Au moment de cette révolution, ce dernier était en contact avec le mouvement coopératif russe⁶³⁶, ainsi qu'avec le russophone Jules Legras en vue de publier ses impressions de voyage en Transsibérien⁶³⁷.

Thomas y emploie ainsi un langage qu'il estime commun aux socialistes russes et français, inscrivant l'action du parti socialiste français dans le processus « d'évolution révolutionnaire », formule de Karl Marx, que Jaurès reprend abondamment dans ses écrits et discours, pour synthétiser les diverses tendances traversant alors le socialisme français⁶³⁸. Toujours soucieux d'histoire, le disciple de Jaurès cherche aussi à souligner la spécificité de la tradition socialiste française, héritière de la Révolution française et de celle de 1848. Il conclut en effet son texte en affirmant que « la politique présente du Parti socialiste en France ne résulte pas seulement de

⁶³⁶ AN 94 AP 472. Lettre d'un correspondant de Saint Pétersbourg à Thomas de 1907 et lettre du 5 avril 1907 d'un instituteur russe voulant écrire une brochure sur le mouvement syndicaliste.

⁶³⁷ Sur ce voyage, voir le chapitre 1.

⁶³⁸ SCOT Jean-Paul, *Jaurès et le réformisme révolutionnaire*, Paris, Seuil, 2014.

circonstances politiques et économiques. Elle est conforme à toutes les traditions françaises. Elle triomphera ».

Son manuscrit est enfin un manuel explicatif du réformisme français. Chaque réforme, poursuit-il, n'est que l'amorce d'une réforme plus importante qui elle-même en contient d'autres en germes. Il est persuadé qu'au moment où il parle l'acuité de la lutte sociale suffirait à empêcher le réformisme révolutionnaire du socialisme français de se confondre et de disparaître dans un vague réformisme démocratique, dans la mesure où l'action démocratique est alors faussée par la puissance capitaliste. C'est enfin, d'après Thomas, par une sorte d'effort direct que le socialisme peut la maintenir. Ce texte s'inscrit dans un contexte politique particulier. L'élus de la Seine y défend en effet les réformes législatives portées à la Chambre des députés par le groupe parlementaire socialiste, et notamment celle des retraites ouvrières et paysannes, finalement adoptée le 5 avril 1910 après d'âpres débats, y compris au sein du mouvement ouvrier lui-même⁶³⁹. Alors qu'une partie des syndicalistes de la CGT contestaient l'utilité de cette réforme, y voyant une « retraite pour les morts », les députés socialistes – avec en tête Jean Jaurès, Édouard Vaillant rejoints par Albert Thomas élu député en 1910 – en ont âprement défendu le principe ainsi que son amélioration, la considérant comme la première grande loi d'assurance sociale et de reconnaissance de la dignité ouvrière après une vie de travail au service du développement économique du pays. Inspiré du modèle allemand, Thomas y avait défendu le principe controversé de la retraite par capitalisation, associée à la gestion ouvrière des caisses de retraites⁶⁴⁰. Il est soutenu sur ce point par Jean Jaurès, malgré l'opposition féroce que cela suscite au sein des rangs cégétistes, notamment en la personne du militant syndicaliste Alexandre Luquet qui dénonce l'intégration des ouvriers au système capitaliste que la capitalisation entraînerait⁶⁴¹.

Les débats autour de cette loi ont ainsi mis au jour les contestations autour de l'action du groupe socialiste au Parlement, accusé de ne pas représenter la volonté du mouvement ouvrier

⁶³⁹ Voir sur ce point DUMONS Bruno et POLLET Gilles, « Les socialistes français et la question des retraites (1880-1914) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1993, n° 38, p. 34-46. ; CANDAR Gilles et DREUX Guy, *Une loi pour les retraites. Débats socialistes et syndicalistes autour de la loi de 1910*, Paris, Le Bord de l'eau, 2020.

⁶⁴⁰ THOMAS Albert, « La capitalisation », *L'Humanité*, 19 décembre 1909. Texte reproduit *in ibid.*, p. 151-153.

⁶⁴¹ Voir les réponses d'Alexandre Luquet, *in ibid.*, p. 138-150.

dans son ensemble⁶⁴². Une telle action suscite en effet la méfiance de certains militants, craignant d'être dépossédés de leur émancipation par l'État. Thomas, au contraire, voit dans cette action l'avant-garde du mouvement socialiste, car les députés sont en mesure de faire adopter par la représentation nationale des propositions de loi socialistes, susceptibles d'être votées par des députés issus d'autres formations politiques. Et de mentionner, comme exemple, la proposition de loi de Jean Jaurès concernant le « monopole de l'importation de blés étrangers et de nationalisation de la grande meunerie » qui a obtenu 153 voix – donc le double des 75 voix socialistes habituelles –. Il en infère que les projets socialistes portés par les députés socialistes à la Chambre contribuent à structurer le débat politique national en s'attirant le soutien de catégories sociologiques traditionnellement non socialistes (comme les petits commerçants ou artisans), séduits par de nouvelles perspectives. Bref, c'est une manière de dire que les réformes législatives portées par les parlementaires socialistes permettent d'incorporer des parcelles de socialisme dans la société bourgeoise. Ce manifeste apparaît alors comme une anticipation du projet mené par les intellectuels socialistes autour de Thomas désormais ministre, cherchant à construire une sorte de « socialisme nationalisé⁶⁴³ » au cœur de la guerre.

Par ailleurs, ce texte anticipe et résonne parfaitement avec *La politique socialiste*, essai politique rédigé par Thomas et publié sous forme de brochure en 1913, qui sera le véritable manifeste du réformisme français.

Il s'agit d'un effort théorique visant à distinguer le réformisme socialiste de l'attitude réformatrice de certains radicaux-socialistes bourgeois. Comme l'a montré Patrizia Dogliani, le réformisme du parti socialiste dépasse le programme minimum de réformes proposé par les radicaux et cherche à développer des compétences appuyées sur la science et l'observation des questions sociales⁶⁴⁴. Cette nécessité de se distinguer des radicaux et notamment de certains radicaux-socialistes de manière très nette se comprend d'autant plus qu'il est cependant parfois difficile de les séparer de manière aussi nette. Certains radicaux-socialistes maires de grandes villes comme Édouard Herriot à Lyon depuis 1905 mènent des réformes municipales qui ne

⁶⁴² Pour une défense et illustration de l'action législative en matière de réforme sociale, voir l'intervention d'Albert Thomas au congrès de Nîmes reproduite *in ibid.*, p. 196-205. Il y prononce notamment cette formule nette : « Notre réformisme, il est tout action. Ce que nous demandons à la classe ouvrière, c'est pour toutes ces lois, de ne pas négliger ce que le socialisme allemand appelle d'un mot admirable : "le petit travail quotidien". [...] Ce que je demande aux camarades mêmes qui ont apporté les plus vives critiques contre la loi, c'est, une fois passé le vote des élus, le vote de la Chambre, de s'atteler à la besogne, de montrer, par l'action, de quelle manière, sur quels points la loi est insuffisante et d'aider par cette action quotidienne au développement de l'assurance sociale en France ».

⁶⁴³ PROCHASSON Christophe, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre : 1900-1938*, op. cit., p. 125.

⁶⁴⁴ DOGLIANI Patrizia, *Un laboratoire de socialisme municipal. France, 1880-1920*, thèse de l'Université Paris 8, sous la direction de Madeleine Rebérioux, 1991, p. 3.

sont pas si éloignées de ce qui est fait dans les mairies socialistes de la même époque. Il n'est donc pas non plus étonnant de voir le chef de file des réformistes français prendre la peine de théoriser ce qui le distingue de ses frères-ennemis dont il n'est pas si éloigné, y compris sur le plan personnel⁶⁴⁵. C'est également un moyen de répondre aux critiques internes de la SFIO venues du courant révolutionnaire et dont il est assez couramment l'objet.

C. Un intellectuel socialiste

1. Le Groupe d'études socialistes, outil scientifique au service du réformisme politique ?

« Soutenir par les chiffres, par des documents, par des études », l'action réformiste socialiste, notamment dans le domaine municipal, c'est tout le sens et le rôle que se donne par exemple le Groupe d'études socialistes, fondé par et autour de Robert Hertz en 1908, qui a pour modèle la Société fabienne britannique. Ce « cénacle » ou « séminaire⁶⁴⁶ », est constitué en grande partie de normaliens et pétri de durkheimisme. Le groupe d'une petite quarantaine de personnes compte notamment François Simiand, Edmond Laskine, Hubert Bourgin, Félicien Challaye, Louis Gernet, Marcel Granet, Maurice Halbwachs, Étienne Weill-Raynal, Georges Gelly, Alfred Bonnet ou encore Lucien Lévy-Bruhl.

Si Christophe Prochasson voit dans ce groupe né au domicile du sociologue François Simiand un « tremplin » pour la carrière de Thomas qui saura y puiser en temps voulu des hommes de confiance pour constituer son sous-secrétariat d'État en temps de guerre⁶⁴⁷, quelques signes relativisent cette proximité au point même de faire ressortir un certain décalage. Alors que le groupe se montre indifférent aux préoccupations électoralistes du parti de Jaurès, Thomas est pleinement engagé dans la bataille électorale municipale de sa Champigny natale.

⁶⁴⁵ À titre d'exemple, Thomas a un parcours et des positions dans le domaine social ou sur le plan du pacifisme qui le rapprochent davantage d'un Justin Godart que d'un Jules Guesde. Sur Justin Godart voir VIET Vincent, *La santé en guerre, 1914-1918 : une politique pionnière en univers incertain*, *op. cit.* Et VIET Vincent, « La médiation de Justin Godart entre la France et l'OIT dans l'entre-deux-guerres », in LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *L'Organisation internationale du travail*, *op. cit.*, p. 89-106.

⁶⁴⁶ PROCHASSON Christophe, *Place et rôle des intellectuels dans le mouvement socialiste français (1900-1920)*, *op. cit.*, p. 151.

⁶⁴⁷ François Simiand sera chef adjoint du cabinet de Thomas, Hubert Bourgin sera l'attaché de Thomas au groupe socialiste au Parlement, Maurice Halbwachs sera le chef de cabinet de Thomas. Comme le précise cependant Nicolas Mariot, tout le GES ne sera cependant pas au ministère, mais il s'agit d'une minorité stratégique, en charge des postes d'influence. MARIOT Nicolas, *Histoire d'un sacrifice : Robert, Alice et la guerre (1914-1917)*, *op. cit.*, p. 325.

Le décalage se lit dans la correspondance entre Robert Hertz et son ami. En témoigne cette lettre par laquelle celui-là convie celui-ci à une réunion du groupe pour le mois de février 1908, tout en lui exposant le programme annuel :

« Pour cette année, on semblerait disposé à traiter, non pas exactement ton programme municipal, car on viendrait trop tard pour les élections (ce qui d'ailleurs n'est pas décisif) mais l'action socialiste dans la municipalité (ce qu'une municipalité doit faire etc.). Il est évident que ceci est à faire et est aussi plus important après l'élection qu'avant. La chose n'est pas absolument décidée. Il y aura une nouvelle réunion en petit comité [...] jeudi prochain à 5 heures. Tu nous exposeras tes vues sur le fruit d'une expérience directe et nous en serons reconnaissants⁶⁴⁸ ».

Cependant, Thomas ne semble pas avoir donné d'exposé lors des réunions du groupe, malgré les sollicitations de Robert Hertz, mises au jour par Christophe Prochasson, et lisibles également dans les échanges épistolaires d'Albert Thomas⁶⁴⁹. Le « think tank avant l'heure⁶⁵⁰ » inscrit cependant le socialisme municipal au programme de ses réunions, accueillant notamment des exposés d'Henri Sellier, et créant un bureau d'information municipales en vue des élections de 1912, dirigé par le normalien Georges Gelly. Le groupe se dote également d'une publication, les *Cahiers du socialiste*, chargée d'étudier « avec méthode et dans un esprit libre et positif⁶⁵¹ » les questions intéressant la propagande ou l'action socialiste. Son importance est cependant moindre d'après Christophe Prochasson en comparaison d'autres collections, comme les *Documents du socialisme*, dirigée par Albert Thomas. Le groupe a enfin le mérite d'agrèger autour de celui-ci toute une génération de socialistes normaliens, soucieux de définir un nouveau réformisme sociologique qui cherche à mettre un savoir scientifique au service de la transformation de la société vers le socialisme⁶⁵².

2. Les documents du socialisme : s'imposer dans le champ de l'édition socialiste et politique

Sans surprise, le Groupe d'études socialistes, tout comme la série de publications « Les Documents du socialisme » lancée par Thomas en 1905, accompagnent la percée de la question

⁶⁴⁸ AN 94 AP 472. Lettre de Robert Hertz à Thomas du 15 février 1908.

⁶⁴⁹ PROCHASSON Christophe, *Place et rôle des intellectuels dans le mouvement socialiste français (1900-1920)*, op. cit. p. 20. AN 94 AP 472.

⁶⁵⁰ MARIOT Nicolas, *Histoire d'un sacrifice*, op. cit., p. 30-31.

⁶⁵¹ PROCHASSON Christophe, *Place et rôle des intellectuels dans le mouvement socialiste français (1900-1920)*, op. cit. p. 29.

⁶⁵² JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés*, op. cit., p. 354.

municipale au sein du socialisme de la Seine⁶⁵³, portée par des personnalités réformistes qui y voient un laboratoire d'expérimentation sociale et politique de premier ordre⁶⁵⁴. Les documents du socialisme, publiés par l'éditeur Marcel Rivière⁶⁵⁵ qui prend également en charge *La Revue socialiste*, ont notamment permis à Thomas d'accoler son nom à une série de publications théoriques, censées marquer l'offensive des réformistes de la SFIO pour imposer leur doctrine face aux tendances révolutionnaires concurrentes au sein de la SFIO. La collection qui perdure jusqu'en 1920 met à l'honneur le socialisme municipal⁶⁵⁶, la question coopérative⁶⁵⁷, mais aussi les nationalisations⁶⁵⁸. Les expériences étrangères ont également leur place dans cette collection, comme le montre la traduction en français dans la collection d'un monument du fabianisme, à savoir le rapport des époux Webb sur l'assistance publique en Angleterre⁶⁵⁹. Cette publication s'inscrit dans le cadre d'une circulation croissante des échanges entre le travaillisme britannique et l'aile modérée du socialisme français, et plus particulièrement entre le cénacle des normaliens socialistes et la Société fabienne qui lui sert en partie de modèle⁶⁶⁰.

Du reste, les liens entre les documents du socialisme et le socialisme normalien sont évidents, comme l'illustre de manière paradigmatique la publication de *La civilisation socialiste*⁶⁶¹, tirée d'une conférence prononcée par Charles Andler à l'École socialiste en 1910, elle-même née dans le giron du socialisme normalien, appuyé par les étudiants collectivistes. Les Documents du socialisme ne sont cependant pas l'œuvre et le résultat d'une chapelle de pensée. Édouard Vaillant y est invité pour y traiter de la nationalisation du sol et les guesdistes y publient également des brochures d'importance. *L'essai de catéchisme socialiste*, essai

⁶⁵³ TOURNIEROUX Pierre-Louis, *La Fédération de la Seine du Parti socialiste*, op. cit. ; DOGLIANI Patrizia, *Un laboratoire de socialisme municipal*, op. cit., p. 125.

⁶⁵⁴ DOGLIANI Patrizia, *Le socialisme municipal : en France et en Europe, de la Commune à la Grande guerre*, op. cit. Et CHAMOUCARD Aude, *Une autre histoire du socialisme*, op. cit.

⁶⁵⁵ Ce dernier voit dans le choix d'Albert Thomas comme directeur de collection un outil de positionnement légitime de sa maison d'édition naissante dans le champ de l'édition politique. Thomas, directeur de collection prestigieux, bénéficie en conséquence d'un des contrats les plus avantageux de la maison Rivière. LEBARON Richard, « La librairie Marcel Rivière, entre science, économie et politique », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques. Archives*, 2003, n° 31.

⁶⁵⁶ SELLIER Henri, *Les banlieues urbaines et la réorganisation administrative du département de la Seine*, Paris, Marcel Rivière, 1920.

⁶⁵⁷ FOURNIERE Eugène, *L'unité coopérative*, Paris, Marcel Rivière, 1910. MUTSCHLER Christian, *Coopératives et syndicats*, Paris, Marcel Rivière, 1912. POISSON Ernest, *La coopération nouvelle*, Paris, Marcel Rivière, 1914.

⁶⁵⁸ BUISSON Étienne, *La nationalisation des assurances*, Paris, Marcel Rivière, 1911. BOURGIN Hubert, *Le socialisme et la concentration industrielle*, Paris, Marcel Rivière, 1910.

⁶⁵⁹ WEBB Sidney et WEBB Beatrice, *Le problème de l'assistance publique en Angleterre*, Paris, Marcel Rivière, 1912.

⁶⁶⁰ BOUTHERIN-MARQUIS Basile, *Penser le socialisme autrement : échanges et relations entre Jaurésiens et travaillistes britanniques de la Deuxième Internationale (1900-1914)*, mémoire de l'Université Paris 4, sous la direction de Jacques-Olivier Boudon, 2011.

⁶⁶¹ ANDLER Charles, *La civilisation socialiste*, Paris, Marcel Rivière, 1912.

fondateur et pré-marxiste⁶⁶² de Jules Guesde – publié une première fois à Bruxelles en 1878 – y est réédité en 1912, de même que le programme agraire du guesdiste Compère-Morel⁶⁶³. Cette ouverture aux diverses tendances de la SFIO est sans doute le fruit d'une réflexion conjointe menée par Marcel Rivière et Albert Thomas pour assoir la légitimité et l'hégémonie de cette collection dans le champ de l'édition socialiste, déjà dominée par d'autres collections comme la *Bibliothèque du mouvement socialiste*⁶⁶⁴. Le député de la Seine y voit aussi le moyen de promouvoir des thématiques qui lui sont chères, mais aussi de publier en 1913, *La politique socialiste*, véritable plaidoyer pour un réformisme français, et pour la reconstitution d'un bloc des gauches⁶⁶⁵. Doctrine, sciences sociales et action sont toujours intrinsèquement liées dans la conception de l'action politique de Thomas. À une période où la place des intellectuels dans le socialisme – depuis l'Affaire Dreyfus – est forte, l'inscription dans des cercles de réflexions politiques, la participation et la direction de revues ou de collections de documents participent d'un souci de positionnement dans le mouvement socialiste français et européen de son époque. Il n'est ainsi pas anodin de constater que cette conception intellectuelle de l'action publique marque Thomas toute sa carrière durant. Au ministère de l'Armement comme au BIT, il aura à cœur de recruter des intellectuels pour occuper les postes les plus stratégiques. C'est également par le champ intellectuel – celui des revues, des groupes de réflexion – que Thomas et ses proches chercheront à reprendre la main – avec un succès cependant très limité – sur le mouvement socialiste alors en pleine tourmente, après le départ contraint du ministre socialiste de l'Armement du gouvernement d'Union sacrée en 1917. Dès novembre 1917, ce dernier prend rendez-vous avec Marcel Rivière pour relancer les documents du socialisme. La reprise de la collaboration donnera cependant lieu à peu de publications. Après des projets avortés de publication sur Jean Jaurès et de rédaction d'une brochure par Thomas, seuls deux textes seront encore publiés dans cette collection : celui de Sellier sur les banlieues, fruit de la volonté de Thomas, et celui de Compère-Morel sur les questions agraires, souhaitée par Rivière⁶⁶⁶.

⁶⁶² DUCANGE Jean-Numa, *Jules Guesde : l'anti-Jaurès ?*, *op. cit.*

⁶⁶³ COMPÈRE-MOREL Adéodat, *Le programme socialiste de réformes agraires*, Paris, Marcel Rivière, 1919.

⁶⁶⁴ LEBARON Richard, « La librairie Marcel Rivière, entre science, économie et politique », *op. cit.*

⁶⁶⁵ THOMAS Albert, *La politique socialiste*, Paris, Marcel Rivière, 1913.

⁶⁶⁶ AN 94 AP 415. Correspondance entre Albert Thomas et Marcel Rivière entre le 3 novembre 1917 et le 25 août 1919.

V. Thomas et la nébuleuse réformatrice

Impossible de ne pas tenter de situer le socialiste dans la « nébuleuse réformatrice » du début du siècle mise en scène par Christian Topalov, dont les contours, par définition, sont flous et variables. Son parcours souligne ainsi l'univers complexe dans lequel les socialistes évoluent, au croisement de divers engagements partisans, syndicaux et associatifs⁶⁶⁷. Les activités, les réseaux, et les prises de positions de Thomas le placent parfois à la jonction de celle-ci et de la frange réformatrice du socialisme dont il est le chef de file. Réforme sociale et réformisme socialiste ne sont pourtant pas synonymes et le militant de la SFIO ne se fait pas faute de le marteler, sans doute pour désamorcer les attaques des courants plus à gauche du mouvement socialiste et ouvrier. Cette mise au point jugée nécessaire est révélatrice des lignes de force qui parcourent le mouvement ouvrier et socialiste, selon des évolutions variables entre la fin du XIX^e siècle et la Première Guerre mondiale. Thomas reste par exemple à l'écart des réseaux de l'AIPLT (et de sa branche française l'APLT), même s'il est proche de personnalités clés de cette association internationale, dont les membres seront fortement impliqués dans la création de l'Organisation internationale du travail, à l'instar d'Arthur Fontaine. Il est donc très vraisemblable que Thomas en connaisse les travaux et s'intéresse à ses congrès annuels. Cependant, le mouvement socialiste international ne s'y implique pas par nécessité de se distinguer du conservatisme politique porté par ses principaux membres. Les socialistes allemands ayant refusé de participer au congrès fondateur de cette association privée composée d'élites modérées soucieuses de réformes sociales, le mouvement socialiste et ouvrier dans son ensemble reste à l'écart, à l'exception du socialiste bientôt déchu Alexandre Millerand et du leader syndicaliste réformatrice Auguste Keufer⁶⁶⁸. Thomas, alors impliqué dans le combat politique en vue de l'unification du mouvement socialiste, fort logiquement, ne s'y investit pas. Au tournant des années 1910, il semble cependant se rapprocher de ces réseaux dont une partie intégrera l'Association pour la lutte contre le chômage, créée par Max Lazard en 1910. Cela tient peut-être également à la personnalité du président de l'Association : Max Lazard cherche justement à nouer des liens avec les milieux socialistes et syndicalistes qui faisaient défaut dans l'AIPLT, ce qui lui vaut la méfiance des milieux industriels également impliqués dans

⁶⁶⁷ MORIN Gilles, « Les socialistes et la société française. Réseaux et milieux (1905-1981) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2007, n° 96, p. 47-62.

⁶⁶⁸ HERREN Madeleine, « La formation d'une politique internationale du travail avant la Première Guerre mondiale », in LUCIANI Jean (dir.), *Histoire de l'Office du travail : 1890-1914*, op. cit., p. 409-426.

l'Association⁶⁶⁹. Les lettres de Thomas à Lazard étudiées par Rainer Gregarek, montrent – comme du reste celles du second présentes dans le fonds Albert Thomas à Paris – que les milieux socialistes sont de plus en plus attentifs au mouvement de la réforme sociale. L'équipe de direction comprend l'anarchiste belge Henri Fuss, le socialiste russe Boris Kritschewsky. En plus des leaders syndicaux réformistes comme Keufer, déjà présent au sein de l'AIPLT, on trouve des socialistes réformistes comme Henri Sellier et Thomas, qui assiste à plusieurs réunions du groupe en 1911 et 1912⁶⁷⁰ et demande l'octroi de subventions publiques pour l'Association⁶⁷¹.

Thomas, comme on le sait, fréquente Arthur Fontaine au début des années 1900, et s'intéresse aux travaux de l'Office du travail, cette autre « facette⁶⁷² » de cette nébuleuse réformatrice. En 1901, il fait par exemple appel à Octave Festy⁶⁷³ pour des renseignements sur le travail à domicile, sujet sur lequel le socialiste et historien du mouvement ouvrier lyonnais, réalise des enquêtes pour l'Office du travail et envoie de la documentation réalisée par l'Office à Thomas⁶⁷⁴.

Dans les *Notes critiques, sciences sociales*, Thomas salue la publication de l'Office consacrée aux métaux, céramique et verrerie dans la collection portant les associations professionnelles ouvrières⁶⁷⁵. Il n'oublie pas de rappeler le but d'une telle publication, que l'Office lui-même déclare poursuivre en offrant « des documents à tous ceux, patrons, ouvriers, hommes d'État, que préoccupe le difficile problème des relations entre le capital et le travail ». De ce point de vue, remarque Thomas, le but est atteint. Mais il ne manque pas de signaler l'autre utilité d'une telle entreprise pour tout historien socialiste soucieux d'écrire l'histoire de l'organisation socialiste à l'œuvre : « l'enquête de l'Office du travail constitue une mine des plus précieuses, pour quiconque s'occupe de l'histoire des idées sociales en France au

⁶⁶⁹ GREGAREK Rainer, « Une législation protectrice : les congrès des assurances sociales : l'APLT (1889-1914) », in TOPALOV Christian (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle*, op. cit. p. 329.

⁶⁷⁰ AN 94 AP 234. Ce dossier comprend des rapports du comité permanent d'études relatives à la prévision des chômeurs industriels, et des comptes rendus de séance. Voir également AN 94 AP 341. Notes personnelles sur la réunion de l'assemblée générale de l'Association française pour la lutte contre le chômage du 12 décembre 1912 dont l'ordre du jour portait sur la réforme du placement public à Paris.

⁶⁷¹ AN 94 AP 473. Lettre d'un sénateur à Albert Thomas se disant favorable à la proposition de Thomas d'octroyer des subventions à l'Association, le 16 janvier 1912.

⁶⁷² LESPINET-MORET Isabelle, « L'Office du travail et le Musée social, deux facettes de la nébuleuse réformatrice », op. cit.

⁶⁷³ Sur l'activité d'Octave Festy à l'Office du travail, voir LESPINET-MORET Isabelle, *L'Office du travail, 1891-1914*, op. cit., p. 115-116.

⁶⁷⁴ AN 94 AP 471. Lettre de Festy à Thomas du 14 novembre 1901. Dans les années 1910, Thomas semble s'appuyer sur la documentation du ministère du Travail et de l'Office du travail pour préparer ses interventions parlementaires, notamment sur la question des crises économiques et du chômage. AN 94 AP 341. Dossiers de documentation d'Albert Thomas. Dossier V. Commission des crises.

⁶⁷⁵ *Notes critiques sciences sociales*, juillet 1903, p. 205-207.

XIX^e siècle. Les aspirations, les préjugés économiques, fondés ou non, de la classe ouvrière, la valeur relative qu'elle attribue aux diverses méthodes d'émancipation, tout cela se dégage de ces volumes, et du dernier particulièrement ». En d'autres termes, l'Office du Travail livre, dans ses monographies, le matériau brut ; à charge pour les historiens et sociologues de sa génération de l'analyser pour construire leur science sociale, autrement dit leur socialisme. Thomas recommande en particulier à ses lecteurs le tome consacré à la fédération nationale des verriers qui d'après lui dépasse largement le « très insuffisant et très injuste chapitre de M. de Seilhac dans son livre sur les syndicats ».

Thomas est en dialogue avec les membres du Musée social, cette antichambre de la nébuleuse réformatrice. En dialogue...parfois à couteaux tirés, notamment avec Léon de Seilhac dont il critique virulemment les méthodes d'enquêtes et d'étude, et qu'il n'hésite pas à qualifier de « sciences de jaunes⁶⁷⁶ » dans les colonnes de *L'Humanité*, englobant dans le même mouvement les travaux du Musée social en général. Isabelle Lespinet-Moret a montré la différence de nature existant entre les deux institutions (Musée social et office du travail), même si des personnalités circulent entre les deux⁶⁷⁷. L'Office du travail est une « administration de mission », composée de chercheurs et notamment de statisticiens, alors que la composition plus hétéroclite du Musée social, entre administration, industrie et philanthropie, le situe dans une dimension politique ou « para-politique⁶⁷⁸ » d'élites plutôt conservatrices, qui nourrit les soupçons des socialistes – ou du moins d'une partie d'entre eux – à son encontre. La polémique entre Albert Thomas et Léon de Seilhac illustre cette ligne de fracture, le premier accusant le second « d'ethnocentrisme de classe⁶⁷⁹ », dénigrant ce « savant aristocrate qui fréquente les Bourses du Travail, serre la main “aux camarades”⁶⁸⁰ ». À l'inverse de certains socialistes et syndicalistes, comme Jean Longuet, Louis Dubreuilh et plus encore le syndicaliste anarchiste Fernand Pelloutier, ami de Seilhac, qui ont pu saluer l'œuvre du nobliau autodidacte improvisé premier historiographe du mouvement socialiste, Thomas dénie toute scientificité et même honnêteté intellectuelle à Léon de Seilhac. Marion Fontaine y voit très justement une différence

⁶⁷⁶ Voir ses articles dans *L'Humanité* du 26 juin 1904 et du 21 octobre 1907, reproduits in « Albert Thomas face à Léon de Seilhac : “Sciences de jaunes” », *Cahiers Jaurès*, 2017, n° 223-224, n° 1, 2017, p. 157-160.

Voir aussi la suite de la passe d'armes avec l'article de Thomas « Précisions » du 1^{er} juillet 1904 dans *L'Humanité*.

⁶⁷⁷ LESPINET-MORET Isabelle, « L'Office du travail et le Musée social, deux facettes de la nébuleuse réformatrice », *op.cit.*

⁶⁷⁸ *Ibid.*

⁶⁷⁹ VIGNA Xavier, « Léon de Seilhac, la source méconnue », *Cahiers Jaurès*, 2017, vol. 1, n° 223-224, p. 3-14.

⁶⁸⁰ THOMAS Albert, « Science de jaunes », *L'Humanité*, 26 juin 1904.

de statut et de positionnement dans le champ scientifique⁶⁸¹. Le mépris pour Léon de Seilhac est partagé par la génération des normaliens socialistes qui, autour des cénacles du socialisme normalien, de Durkheim ou de Marcel Mauss, cherchent à développer une science proprement socialiste. Aux méthodes de compilations de compte rendus de congrès auxquelles s'adonne Léon de Seilhac, ces intellectuels opposent volontiers leurs méthodes nouvelles d'analyse critique des sources. Aux yeux de Thomas qui a notamment mené une étude sur le syndicalisme allemand, la méthode de compilation de Seilhac – à laquelle s'ajoute l'accusation récurrente de plagiat – est à fustiger car elle ne permet pas de replacer le développement du socialisme dans le contexte économique et social qui l'entoure. Elle ne permet donc pas de comprendre la raison majeure de la lutte protéiforme du prolétariat pour son émancipation, qui n'est autre que l'injustice sociale inhérente à la société capitaliste. Thomas enfonce le clou : « à travailler pour une mauvaise cause, on travaille mal », affirme-t-il dans son article pointant du doigt les « pratiques de jaunes ou sciences de jaunes » de Seilhac dont le but inavoué est d'attirer les masses ouvrières dans les syndicats jaunes. C'est une occasion idéale pour le chef de file du socialisme réformiste de distinguer ses idées et ses méthodes de ceux des réformateurs sociaux. La ligne rouge qui les sépare nettement est leur conception de la propriété privée. Seilhac, venue de la petite noblesse, cherche par ses enquêtes à révéler la misère ouvrière et met ainsi en demeure la société de la soulager dans un cadre inchangé. Mais améliorer la société capitaliste n'a rien à voir avec la construction d'une société nouvelle, voulue par les socialistes. Pour ces derniers, le réformisme est une voie possible de transformation progressive de la société capitaliste, qui se démarque des méthodes radicales prônées par leurs camarades révolutionnaires (encore que sur le plan municipal, les frontières ne soient pas ni nettes). Pour les réformateurs sociaux, la législation sociale se suffit à elle-même. C'est pourquoi Seilhac dénonce comme une hérésie le projet collectiviste dans *L'Utopie socialiste* publiée en 1907, que Marion Fontaine qualifie comme étant le « plus violent et le plus injuste⁶⁸² » des ouvrages de l'enquêteur du Musée social sur le mouvement socialiste. Thomas qui dénonce cette brochure, parée de l'impartialité prétendue de l'enquête, comme une œuvre de propagande visant à détourner les ouvriers et les paysans des rangs socialistes⁶⁸³, reçoit une lettre écrite le jour même de la publication de l'article de Léon de Seilhac renvoyant aux socialistes – dont Jules Guesde – leur propre « catéchisme » socialiste. Seilhac répond sur le même terrain,

⁶⁸¹ FONTAINE Marion, « Léon de Seilhac, en quête du mouvement socialiste », *Cahiers Jaurès*, 2017, vol. 1, n° 223-224, p. 51-72.

⁶⁸² *Ibid.*

⁶⁸³ THOMAS Albert, « L'Utopie socialiste », *L'Humanité*, 21 octobre 1907.

réfutant l'accusation d'impartialité et de non-scientificité brandie par Thomas, en signalant des erreurs commises par un contributeur de *La Revue syndicaliste* dans le compte rendu d'une grève récente de Fontainebleau⁶⁸⁴. Pour Seilhac, le travail d'enquêtes sur les grèves et les congrès ouvriers qu'il réalise pour le Musée social est de même valeur que le travail mené par les contributeurs de *La Revue syndicaliste* pour rendre compte de l'évolution des actions du mouvement syndical. Il adresse sa lettre « au confrère Albert Thomas [...] et non au sévère mais peu juste critique de *L'Humanité* », « au confrère et non au rédacteur socialiste⁶⁸⁵ ». Cet échange est intéressant à divers titres. L'autodidacte Seilhac entend être reconnu pour ses qualités scientifiques, y compris de la part d'hommes politiques comme Thomas qu'il n'hésite pas à critiquer pour ses idées, mais dont il admire le travail intellectuel. Le mépris du normalien pour Seilhac est aussi fort que la volonté des intellectuels socialistes de sa génération de construire, *via* le champ scientifique, un socialisme réformiste cohérent, appuyé sur l'histoire, la sociologie et les enquêtes scientifiques. Dénier à un apprenti enquêteur du Musée social toute qualité scientifique, c'est s'en prendre à la science bourgeoise telle qu'on la pratique au Musée social, pour lui opposer une science socialiste édifiée par de véritables intellectuels.

Enfin, comment ne pas remarquer que cette controverse, très vive entre les années 1900 et 1908, correspond à la phase d'institutionnalisation de cette science socialiste, dont les manifestations emblématiques sont la publication de l'histoire socialiste de la France contemporaine par Jaurès et la constitution des cénacles du socialisme normalien analysés par Christophe Prochasson ? L'enjeu pour les socialistes est bien alors d'écrire leur propre histoire en évinçant de leur objet Seilhac ou d'autres historiographes, accusés d'accaparer le terrain. Les attaques de Thomas s'estompent à mesure que cette institutionnalisation est effective. Aux alentours des années 1908 – 1910, le socialiste s'intéresse de près aux activités du Musée social, se rendant probablement aux conférences de Louis Varlez, avocat gantois et spécialiste du chômage⁶⁸⁶. C'est sans doute dans les couloirs de cette institution, clé d'une nébuleuse réformatrice dont le futur directeur du BIT se rapprochera dans les années 1920⁶⁸⁷, que les deux hommes se croiseront et finiront par se réconcilier :

⁶⁸⁴ AN 94 AP 472. Lettre de Léon de Seilhac à Albert Thomas, 21 octobre 1907.

⁶⁸⁵ *Ibid.*

⁶⁸⁶ AN 94 AP 472. Invitation adressée à Albert Thomas du Musée social à la conférence le 31 mars 1908. Et correspondance entre Thomas et Varlez en 1909 autour de *La Revue socialiste*.

⁶⁸⁷ Thomas y donnera une conférence sur la « Coopération et les usines de guerre » en mai 1919 publiée dans une brochure préfacée par Arthur Fontaine (AN 94 AP 237) et s'y rendra notamment en 1927 pour donner une conférence adressée aux catholiques sociaux, milieux dont il espère le soutien à l'action de l'OIT (ABIT CAT 2-27-1-5).

« Mon cher confrère,

J'ai l'honneur de vous adresser tous mes remerciements pour les aimables paroles que vous m'avez dites hier matin. Je n'ai jamais eu à constater votre incompétence journalistique, mais au contraire j'ai toujours admiré votre dialectique serrée et votre verve un peu sévère... au moins à mon endroit. Je ne sais pourquoi, tous les jeunes du Parti socialiste m'ont pris un instant pour une tête de turc, et vous n'avez pas manqué à la règle. Lorsque j'étais jeune, j'ai été ainsi pour vos vieux militants. Je ne peux donc vous en vouloir. Cela n'empêche pas de s'entraîner et cela ne m'empêche pas d'admirer votre beau talent⁶⁸⁸ ».

La controverse révèle tantôt des différences générationnelles entre les jeunes turcs de la SFIO et Léon de Seilhac, qui serait en fait leur tête de turc. Le besoin de Thomas de se démarquer de Léon de Seilhac est aussi révélateur de la volonté de tracer une ligne de fracture nette, surtout quand la frontière entre certains positionnements politiques se fait ténue. Au fond, son activité journalistique à *L'Humanité* ou à *La Revue syndicaliste*, consistant à rendre compte, souvent de manière purement factuelle des congrès ouvriers et socialistes d'Europe, ne diffère pas tant des publications et enquêtes de Léon Seilhac. Il y a de toute façon une circulation des écrits, des pratiques et des emprunts de méthodes, à l'heure de l'enquête sociale⁶⁸⁹. *La Revue syndicaliste* et les *Mémoires et documents* du musée social mettent en place un service mutuel de leurs publications dès 1905. Thomas, qui s'était initié aux théories et à l'action coopératives d'après les comptes rendus des congrès coopératifs réalisés par Seilhac, lit de près les publications de cet auteur sur les grèves⁶⁹⁰. Une citation de Seilhac au sujet du congrès coopératif de Paris de 1876 semble en particulier l'avoir interpellé : « La question de l'émancipation des travailleurs trouvera sa solution dans le principe de l'association coopérative ⁶⁹¹ ».

Thomas partage cette vision de l'émancipation par l'organisation économique des travailleurs. Mais les trajectoires et les opinions politiques des deux hommes les placent dans des courants différents de la coopération. Alors que Seilhac, influencé par l'école gidienne, voit dans la coopération un « instrument d'éducation populaire et de pacification sociale⁶⁹² », se rattachant ainsi au courant conservateur de la coopération, proche du catholicisme social, Thomas et les coopérateurs socialistes la considèrent comme un outil d'apprentissage à la

⁶⁸⁸ AN 94 AP 473. Lettre de Léon de Seilhac à Albert Thomas, 29 juin 1910.

⁶⁸⁹ Sur les enquêtes voir GEERKENS Éric, HATZFELD Nicolas, LESPINET-MORET Isabelle et VIGNA Xavier (dir.), *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine : entre pratiques scientifiques et passions politiques*, op. cit.

⁶⁹⁰ AN 94 AP 245. Lettre de Léon de Seilhac à Albert Thomas du 7 décembre 1906. Seilhac lui transmet son étude sur les syndicats à Annonay.

⁶⁹¹ AN 94 AP 399.

⁶⁹² VIGNA Xavier, « Léon de Seilhac, la source méconnue », op. cit.

gestion de l'économie par les travailleurs, préalable à l'administration d'une société collectiviste. Le militantisme coopérateur de Thomas, qui lui vaut d'appartenir aux réseaux de la nébuleuse réformatrice soucieux d'économie sociale, constitue encore un point d'ancrage du socialisme réformiste, autrement dit un cas d'école pour le jeune socialiste.

VI. La coopération : le cas pratique du socialisme réformiste

À l’instar du syndicalisme, l’organisation coopérative est pour Thomas l’autre « organisation vivante⁶⁹³ » du mouvement socialiste de son temps qu’il souhaite étudier. Penser et agir pour le réformisme socialiste, c’est donc aussi penser et agir pour la coopération. Thomas s’intéresse aux congrès coopératifs dès sa scolarité à l’ENS, ce dont témoignent ses notes prises sur les rapports de congrès réalisés par Léon de Seilhac, ou encore sa lecture des parutions de l’Office du travail sur les *Associations ouvrières de production* et sur les *Associations professionnelles ouvrières*, ainsi que des ouvrages de Robert de Rocquigny, enquêteur du Musée Social « s’inscrivant dans un réformisme conservateur fondé sur l’idée de la collaboration de classes⁶⁹⁴ », portant sur les *Syndicats agricoles* et les *Coopératives de production*. Une partie du mouvement coopératif est en effet influencée par des penseurs plutôt conservateurs, à l’instar des hommes du Musée social et notamment de Frédéric Le Play qui y voyait un instrument de « paix sociale⁶⁹⁵ ». Une partie du mouvement socialiste – influencée par les guesdistes dont le leader ne cesse de fustiger « la voie mensongère de la coopération » – est relativement méfiante envers le mouvement coopératif. Celui-ci est en effet dominé par la pensée de Charles Gide, professeur d’économie sociale marquée par le christianisme social, qui prône la neutralité du mouvement coopératif et veille bien à distinguer le coopératisme du collectivisme. Au tournant du siècle, une partie des socialistes, à l’instar des guesdistes, considèrent ainsi que le coopératisme est une « blague bourgeoise⁶⁹⁶ », qui ne doit en rien être confondue avec le socialisme. Pourtant certains courants du socialisme comme les broussistes et les possibilistes commencent à y voir un outil d’acculturation des classes ouvrières à la gestion des affaires économiques, au même titre d’ailleurs que Benoît Malon ou encore Jean Jaurès marqué par l’expérience coopérative de la Verrerie Ouvrière de Carmaux fondée en 1895. Comme l’a montré Emmanuel Jousse, les réformistes sont les premiers à s’y intéresser dès les années 1890⁶⁹⁷, à mesure que le mouvement se structure. En 1895 est créée une bourse des coopératives de consommation socialistes coordonnée par Xavier Guillemin tandis que le

⁶⁹³ *Bulletin de L’Union pour la Vérité*, février-mars 1933, n° 5-6, p. 205. Lettre de Thomas à Paul Desjardins, 17 janvier 1903.

⁶⁹⁴ MIGNEMI Niccolo, « Agriculteurs du monde entier, associez-vous ! Robert de Rocquigny, du Musée social à l’Institut International d’Agriculture », *Histoire & Sociétés rurales*, 2016, vol. 1, n° 45, p. 43-67.

⁶⁹⁵ DREYFUS Michel, *Histoire de l’économie sociale : de la Grande Guerre à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017, p. 11.

⁶⁹⁶ CHATRIOT Alain, « Les coopérateurs », in BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France*, t. II, *op. cit.*, p. 93.

⁶⁹⁷ JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés*, *op. cit.*, p. 343-345.

courant coopératif international se structure, tout en cultivant sa neutralité politique, depuis la création de l'ACI (Alliance coopérative internationale) en 1895. Lors du congrès coopératif de Paris de 1900, Marcel Mauss et Jean Jaurès prônent l'adhésion des coopératives au socialisme, mais sans grand succès. Emmanuel Jousse a mis en avant la jonction à l'œuvre entre un groupe d'intellectuels socialistes et le mouvement coopératif socialiste lui-même, à l'instar de Marcel Mauss qui se lie à Guillemain pour fonder une boulangerie coopérative dans le 13^e arrondissement de Paris. Dès le début des années 1900, les rédacteurs de *La Revue socialiste* tissent des liens avec les réseaux coopératifs, que Thomas approfondira dès qu'il rejoindra la revue en 1905, autour d'Achille Daudé-Bancel, Georges Deherme, Ernest Poisson, Fernand Pelloutier ou encore Christian Mutschler. Thomas s'inscrit assez tôt dans le mouvement coopératif, comme l'a montré Ernest Poisson dans un livre-hommage écrit un an après sa mort, *Le coopérateur Albert Thomas. Un quart de siècle de vie militante*⁶⁹⁸. Dès 1903, il appartient à la coopérative de Champigny la Travailleuse ; lors de son voyage en Allemagne et en vue de la rédaction de son étude sur le syndicalisme allemand, il visite des coopératives ouvrières, même s'il n'y consacre pas une part importante de son étude. Le militant socialiste est donc tout à la fois un penseur, un acteur et un militant de la coopération, même si ses théories coopératives n'ont pas fait « école » à l'image de celles de Charles Gide autour de « l'École de Nîmes ». Thomas s'inscrit dans le mouvement des coopératives socialistes et entre en 1909 au Conseil d'Administration de la Bourse des coopératives socialistes (BCS)⁶⁹⁹. À la suite de Jean Jaurès qui encourage les socialistes à rejoindre le mouvement coopératif, Thomas s'inscrit dans ce mouvement visant à rapprocher socialisme et coopération. Ainsi comme rédacteur de *L'Humanité*, il mène une série d'enquêtes sur le mouvement coopératif⁷⁰⁰, rendant par exemple compte des rencontres entre coopérateurs français et anglais⁷⁰¹ et vantant ces « aînés et modèles de la coopération mondiale » que sont les coopérateurs britanniques, héritiers de Robert Owen⁷⁰². Le rythme de ses articles consacrés à la coopération s'accélère entre 1909 et

⁶⁹⁸ POISSON Ernest, *Le coopérateur Albert Thomas, op. cit.*

⁶⁹⁹ TOUCAS-TRUYEN Patricia, *Les coopérateurs : deux siècles de pratiques coopératives*, Paris, L'Atelier, 2005, p. 403.

⁷⁰⁰ Par exemple, THOMAS Albert, « Mouvement coopératif : cordonneries ouvrières », *L'Humanité*, 15 décembre 1906. « À travers la vie ouvrière. La persévérante », *L'Humanité*, 16 juillet 1907. « À l'entrepôt du Magasin de Gros », *L'Humanité*, 8 avril 1908.

⁷⁰¹ THOMAS Albert, *L'Humanité*, 17 novembre 1906.

⁷⁰² THOMAS Albert, « La visite des coopérateurs anglais », *L'Humanité*, 11 septembre 1909.

1910⁷⁰³, préparant la discussion du congrès exceptionnel de Paris de la SFIO (1910), où est posée la question du rapport entre socialisme et coopération. En menant une « enquête » au restaurant coopératif du 49 de la rue de Bretagne qui comprend une salle de réunion accueillant les sièges sociaux de groupements socialistes, coopératifs et syndicalistes, le journaliste militant fait la promotion de cette « Maison commune » – sur le modèle de celle de Bruxelles ou de Gand – auprès des lecteurs de *L'Humanité*, invités à soutenir ces activités coopératives. En septembre 1909, il consacre un assez long article à la « Travailleuse » de Champigny, dans lequel il est impliqué depuis 1903. Il inaugure ainsi « son voyage à travers la coopération⁷⁰⁴ », et recueille des « récits d'espérance, de belles et véridiques histoires de dévouement coopératif qu'il [veut] recueillir pour le profit de tous⁷⁰⁵ ». Ernest Poisson compare ses articles à des « monographies sociales » qui lui rappellent celles de Frédéric Le Play. Si l'on peut faire l'hypothèse que Thomas eût sans doute peu goûté la comparaison avec les méthodes du Musée social qu'il a par ailleurs parfois fustigées, ses articles ont indubitablement une portée éducative et pédagogique clairement revendiquée. Ils sont d'ailleurs concomitants de la parution de *L'Histoire anecdotique du travail* en 1910, qui comporte un chapitre consacré à une visite de l'Égalitaire, société coopérative du X^e arrondissement de Paris qui joua un rôle majeur dans la formation de la Bourse des sociétés coopératives. Thomas décrit ces coopératives comme des objets vivants, des lieux de vie et de réunion du peuple ouvrier de Paris, de banlieue et d'ailleurs, bref, des maisons communes où infuse le socialisme à l'œuvre dans la société. L'idée est donc de convaincre les militants et sympathisants socialistes, lecteurs de *L'Humanité*, de rejoindre le mouvement coopératif, notamment socialiste.

Entre temps, au sein de *La Revue socialiste*, et en parallèle de ses travaux sur le syndicalisme, il théorise sa conception de la coopération, tout en participant à la popularisation de l'expérience coopérative au sein du mouvement socialiste, et travaille à l'unité du mouvement coopératif français effective à partir de 1912. Sa conception de la coopération est inséparable de sa vision du syndicalisme. Dans les années précédant l'unité du mouvement coopératif, marquées par l'existence d'un mouvement coopératif neutre autour de l'Union coopérative et d'un

⁷⁰³ THOMAS Albert, « À la maison commune du III^e. Le restaurant coopératif de la rue de Bretagne », *L'Humanité*, 31 mai 1909. « Le congrès coopératif de Monthermé », 1^{er} et 2 juin 1909, « La coopération socialiste. Le restaurant de la rue de Rampal », *L'Humanité*, 22 juin 1909, « La coopération socialiste ; la "Lutèce sociale" », *L'Humanité*, 1^{er} juillet 1909, « La visite des coopérateurs anglais », *L'Humanité*, 11 septembre 1909, « À travers la coopération ouvrière. La travailleuse de Champigny », *L'Humanité*, 16 septembre 1909, « À travers la coopération sociale. L'économie sociale à Issy-les-Moulineaux », *L'Humanité*, 3 octobre 1909. « La Verrerie ouvrière d'Albi », *L'Humanité*, 31 octobre 1909. « La coopération à Ruelle », *L'Humanité*, 17 janvier 1910, « Pour nos coopératives », *L'Humanité*, 2 février 1910. « Les coopératives et le parti », *L'Humanité*, 17 juillet 1910.

⁷⁰⁴ THOMAS Albert, « La "Travailleuse" de Champigny », *L'Humanité*, 16 septembre 1909.

⁷⁰⁵ *Ibid.*

mouvement coopératif socialiste, né d'une scission au sein de l'Union en 1895, et par le refus des guesdistes de considérer la coopération comme socialiste par nature, Thomas est de ceux qui revendiquent, à la suite de Jean Jaurès et de Marcel Mauss, le caractère émancipateur de la coopération, vue comme un outil permettant la réalisation de la société collectiviste. *La Revue socialiste* et *La Revue syndicaliste* bientôt réunies à partir de 1910 sont des tribunes où s'expriment ces diverses tendances. En 1907, Albert Thomas précise clairement ses vues dans les colonnes de *La Revue syndicaliste* :

« [...] de même que les coopératives sont révolutionnaires non point en ce qu'elles versent des subsides à la caisse des partis politiques ou dans la mesure où elles nourrissent les grévistes, mais bien parce qu'elles révolutionnent les principes de l'échange, de même le Syndicat n'est pas révolutionnaire parce qu'il s'affilie à un parti politique ou proportionnellement au nombre de vitres qu'il a cassées. Il est révolutionnaire dans la mesure où il parvient à substituer dans l'usine la démocratie industrielle à l'autoritarisme patronal. Il est révolutionnaire dans la mesure où il sape le principe même de désordre – les bourgeois disent : de liberté – sur lequel se trouve fondé le régime actuel de la production⁷⁰⁶ ».

Il dresse ainsi une analogie entre l'unité coopérative en cours et l'adoption de la Charte d'Amiens proclamant l'indépendance du syndicalisme par rapport à la SFIO :

« On parle beaucoup en ce moment d'unité coopérative. Cette unité est indispensable. Elle se fera comme s'est faite l'unité syndicale. Elle se fera sur des bases analogues, c'est-à-dire que les statuts de la Confédération coopérative, tout en respectant les convictions politiques particulières, affirment la fin dernière de la coopération, la suppression de l'échange parasitaire et la production anarchique comme les statuts de la CGT affirment la fin dernière de l'effort syndical, la suppression du salariat⁷⁰⁷ ».

Le numéro de *La Revue syndicaliste* – devenue également coopérative – de décembre 1909 prépare la discussion sur les rapports entre parti et coopération. Thomas en présente l'esprit dans son édito :

« Il y a quelques années, en 1906, notre petite *Revue* a vaillamment lutté pour la neutralité syndicale. Elle luttera aujourd'hui pour la neutralité coopérative, entendue non pas à la manière de M. Gide avec qui nous aurons courtoisement quelque vieille querelle à vider, mais à la manière dont nous avons entendu la neutralité syndicale⁷⁰⁸ ».

⁷⁰⁶ THOMAS Albert, « Syndicalisme neutraliste », *La Revue syndicaliste*, n° 30, octobre 1907 p. 130.

⁷⁰⁷ THOMAS Albert, « La coopération à Ruelle », *L'Humanité*, 17 janvier 1910.

⁷⁰⁸ THOMAS Albert, « Coopération et socialisme », *La Revue syndicaliste et coopérative*, n° 67, décembre 1909, p. 225.

À partir de 1909, *La Revue socialiste et coopérative* qui devient en 1910, *La Revue socialiste, syndicaliste et coopérative*, accueille dans ses colonnes les partisans de l'unité du mouvement coopératif, comme André Lebey, Christian Mutschler, Ernest Poisson ou encore Jean Gaumont qui sera l'un des premiers historiens de la coopération dans les années 1920.

La question du rapport entre coopération et socialisme est discutée lors du Congrès exceptionnel de Paris des 16 et 17 juillet 1910, en vue de la préparation du congrès socialiste international de Copenhague où cette question est également à l'ordre du jour. Lors de ce congrès, deux motions sont discutées : une motion – majoritaire – présentée par la Fédération de la Seine présentant la coopération comme ayant une valeur intrinsèque de coopération sociale, et la motion – minoritaire – de la fédération de la Vienne et défendue par Jules Guesde, pour qui la coopération n'est socialiste que si elle devient un instrument au service du socialisme. Thomas, qui ne prend pas part aux discussions de congrès, en livre cependant son analyse dans un article de *La Revue syndicaliste et coopérative*. Défendant la même idée que lors des discussions sur les rapports entre parti et syndicats, il estime que les deux motions sont insatisfaisantes et ne vont pas jusqu'au bout de la logique propre du mouvement coopératif.

« C'est surtout aux coopératives elles-mêmes qu'il appartiendra de bien définir à quelles conditions elles rempliront leur rôle propre ; et il n'est guère douteux qu'elles ne discernent rapidement que la condition essentielle du développement coopératif est de pouvoir grouper tous les consommateurs. Mais le Parti socialiste aurait fait preuve d'un grand courage d'esprit en le proclamant⁷⁰⁹ ».

Au congrès socialiste international de Copenhague réuni du 28 août au 3 septembre 1910, le socialiste français fait partie de la commission en charge de la coopération. Il y défend la première motion – minoritaire – portée par les partis socialistes allemands, italiens, français et scandinaves et défendue par le parti socialiste allemand Wurm et Von Elm, Tchernoff pour une des fractions russes et Héliès et lui-même pour la majorité du parti socialiste français. Ceux-ci développent l'idée de la valeur socialiste propre de la coopération du fait des œuvres qu'elle crée. En face, le Parti ouvrier belge et la minorité française, autour d'Émile Vandervelde et Jules Guesde dénie une valeur proprement socialiste à la coopération seule. Seules les œuvres coopératives directement rattachées au parti socialiste participent à l'émancipation du prolétariat du système capitaliste. La motion adoptée définit pour la première fois la position de l'Internationale face à la coopération. L'Internationale socialiste estime que la coopération ne se suffit pas à elle-même pour la réalisation du socialisme mais encourage dans le même

⁷⁰⁹ THOMAS Albert, « Le congrès socialiste de Paris », *La Revue syndicaliste et coopérative*, n° 69, août 1910.

temps les socialistes à participer activement au mouvement coopératif pour y développer l'esprit du socialisme et empêcher que les coopératives ne se détournent de leur rôle essentiel d'éducation et de solidarité ouvrière. Le vote de cette motion montre le rapport de force au sein de l'Internationale plus favorable à la vision des guesdistes et des belges. L'Internationale dénie toute valeur socialiste propre à la coopération ; c'est donc un petit revers pour Thomas qui cherchait à défendre la neutralité coopérative tout en affirmant la primauté de l'action économique (syndicale et coopérative) de la classe ouvrière pour aboutir à son émancipation. Cela ne l'empêche pas de poursuivre son œuvre en faveur de l'unité coopérative et en faveur du rapprochement entre la Deuxième Internationale et l'ACI. En 1910, au Congrès de l'ACI à Hambourg, Thomas propose une résolution – adoptée par le Congrès – affirmant :

« Le congrès coopératif international, sans vouloir se mêler en cela des questions politiques, salue la résolution du congrès socialiste international de Copenhague, reconnaissant l'unité et l'autonomie du Mouvement coopératif, la grande valeur et la signification des organisations de consommateurs pour les classes laborieuses et qui incite les travailleurs à devenir et à rester des membres actifs des sociétés de consommation⁷¹⁰ ».

Il poursuit, annonçant le congrès de 1912 :

« L'unité coopérative se fera donc en pleine autonomie, et sous l'œil bienveillant du Parti socialiste qui reconnaîtra dans la coopération une part essentielle de sa pensée et qui verra dans le groupement des consommateurs un des organes primordiaux de la société socialiste ».

Thomas est en effet l'un des artisans de l'unification du mouvement coopératif lors du congrès unitaire de Tours, en décembre 1912. Ernest Poisson rappelle sa participation aux divers congrès qui constituent la préhistoire de l'unification de Tours, donnant également la liste des Congrès coopératifs auxquels Thomas a assisté depuis le Congrès coopératif de Troyes en 1907 jusqu'au congrès de l'Alliance coopérative internationale (ACI) à Vienne en 1930⁷¹¹. Nous ne dresserons donc pas ici un résumé par le menu de toute son activité coopérative qu'Ernest Poisson a parfaitement détaillée. Il convient cependant ici de faire quelques remarques : Ernest Poisson, fervent défenseur de l'unité du mouvement coopératif tant sur le plan français qu'international, en sa qualité de premier secrétaire de la Fédération nationale des coopératives de consommation (FNCC) dès 1912 et vice-président à partir de 1921 de l'ACI, présente l'action de Thomas comme un jalon décisif dans l'histoire de l'inéluctable unification

⁷¹⁰ Cité in DREYFUS Michel, « L'Internationale des coopérateurs (1896-1914) », *Cahiers Jaurès*, 2014, vol. 2-3, n 212-213, p. 105-117.

⁷¹¹ POISSON Ernest, *Le coopérateur Albert Thomas, op. cit.*, p. XVI.

du mouvement coopératif, qu'il poursuivra d'ailleurs comme directeur du BIT⁷¹². Ce qui nous intéresse ici est de voir comment lors de ce processus d'unification se définit le rapport entre socialisme et coopération. La manière dont Thomas conçoit ce rôle fait partie intégrante de sa théorisation et son action pour construire un réformisme socialiste français et international. Tout comme l'action syndicale, l'action coopérative constitue une voie pour le réformisme socialiste, hors du parti.

Son action mène ainsi à rapprocher la coopération neutre de la coopération socialiste. Proclamer et respecter la neutralité du mouvement coopératif est pour lui un moyen de ne pas brusquer les coopérateurs qui pourraient être effrayés par les mots d'ordre du parti socialiste⁷¹³. Il considère cependant que, comme le syndicalisme, et même si elle demeure neutre, la coopération est un lieu d'apprentissage de la gestion des affaires économiques pour le peuple socialiste d'ouvriers, commerçants, artisans. L'attachement de Thomas à la coopération tient peut-être également à ses origines sociales. Il ne vient pas d'une famille ouvrière, mais d'une famille de boulangers, et est donc par conséquent familier de la gestion des affaires. Cet attachement à la coopération s'inscrit également dans l'héritage des socialistes du XIX^e siècle et notamment de 1848 qui avaient valorisé fortement l'association ouvrière, gage d'autonomie même au sein de la société capitaliste. Le socialiste coopérateur connaît les écrits de Buchez sur « les Associations ouvrières de production⁷¹⁴ », mais aussi les expériences de Robert Owen, qui fait figure de père fondateur du coopérativisme⁷¹⁵.

Il est aussi intéressant de relever que Thomas a à cœur, quand il défend l'autonomie de la coopération, de montrer qu'elle est l'instrument de défense des intérêts des consommateurs qui peuvent ainsi avoir accès – notamment dans le cadre de la coopérative de consommations – aux denrées au « juste prix ». Un regard scrupuleux pourra voir une contradiction dans la volonté d'un socialiste de regrouper et d'institutionnaliser les intérêts des consommateurs au sein de la société capitaliste ; n'est-ce pas accepter et même participer à sa perpétuation ? Où cela relève-t-il d'une conception de la société collectiviste / socialiste à construire qui intégrerait les consommateurs comme un groupe social dont les intérêts seraient sous-représentés dans la société collectiviste ? Que pourront être les intérêts des consommateurs, quel en sera le

⁷¹² Sur ce point voir DHERMY-MAIRAL Marine, « L'unification du mouvement coopératif au Bureau international du Travail : la "révolution silencieuse" d'Albert Thomas », *Le Mouvement social*, 2018, vol. 2, n° 263, p. 15-29.

⁷¹³ HELIES Louis, *La Coopération devant le socialisme : un problème capital, discours prononcé au Congrès de Paris [du Parti socialiste], juillet 1910*, Paris, Impr. l'Emancipatrice, 1911. Préface d'Albert Thomas.

⁷¹⁴ ABIT CAT 6C-14. Extraits de Buchez et relevé de citations, comme « On songeait à une révolution pacifique dans l'organisation de la société ».

⁷¹⁵ THOMAS Albert, « Robert Owen », *L'Humanité*, 28 février 1905.

périmètre dans une société où la propriété privée des moyens de production serait abolie ? Thomas répond brièvement à cette question dans son analyse du congrès de Paris, affirmant que « qui reconnaîtra dans la coopérative une part essentielle de sa pensée et [...] verra dans le groupement des consommateurs un des organes primordiaux de la société socialiste⁷¹⁶ ».

Défendre la représentation des intérêts des travailleurs-consommateurs s'inscrit dans la construction d'un projet de « démocratie industrielle », selon sa propre expression, devant permettre de renverser petit à petit le rapport de force dans les relations sociales au sein de la société capitaliste elle-même. Défendre l'autonomie du syndicalisme tout comme celle de la coopération, c'est à ses yeux permettre, l'extension de parcelles de socialisme au sein de la société capitaliste, et par le biais d'acteurs ne se proclamant par nécessairement socialistes.

Le congrès de Tours de 1912 donnant naissance à la FNCC illustre cette position d'équilibrisme d'Albert Thomas. Il y œuvre pour le rapprochement des deux principales sociétés de coopération, la Bourse des coopératives socialistes et l'Union coopérative. L'Union, dirigée par Charles Gide, regroupait les sociétés politiquement neutres. La bourse des coopératives socialistes, au sein de laquelle Thomas a œuvré directement pour faire grandir l'idée d'unité, comprend les coopérateurs ouvertement socialistes. Une partie d'entre eux souhaitaient en effet entériner un lien organique avec la SFIO, sur le modèle coopératif belge et qui inspiraient par ailleurs le mouvement coopératif du Nord⁷¹⁷. Tel un Jaurès, passé maître dans l'art de la synthèse, Thomas offre donc sa médiation pour que l'Union et la Bourse adoptent une position médiane. Aux côtés de Poisson, Fournière et Mutschler, il milite pour l'unité du mouvement coopératif, son autonomie de statut qui ne doit cependant pas empêcher le rapprochement objectif entre socialisme et coopération. Il y propose même d'ajouter aux buts de la FNCC « la substitution au régime compétitif et capitaliste actuel un régime où la production sera organisée⁷¹⁸ ». Dans le même temps, il fustige la position de principe du Comité confédéral de la Bourse des coopératives socialistes qui en février 1911 a souhaité conserver l'épithète « socialiste ». Il écrit :

« En d'autres termes, après avoir reconnu que c'était en elle-même, par sa propre vertu, que la coopération avait une valeur socialiste, le Comité confédéral a déclaré, par une contradiction singulière, qu'elle n'était que socialiste que l'étiquette, par le mot. Il est navrant

⁷¹⁶ AN F/7/13069. Archives de surveillance policière sur les congrès socialistes internationaux (1896-1919). Article du *Socialiste*, 25 septembre 1910.

⁷¹⁷ DREYFUS Michel, *Histoire de l'économie sociale*, op. cit.

⁷¹⁸ JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés*, op. cit., p. 358-359.

de voir comment les plus sincères des révolutionnaires, les plus audacieux des réalisateurs demeurent les esclaves des mots⁷¹⁹ ».

La coopération serait donc du socialisme sans l'étiquette, bref du socialisme en actes mais sans les mots. Le rapport de Thomas à la coopération est révélateur de ce « socialisme des institutions⁷²⁰ » qu'il promet. À ses yeux, les socialistes doivent s'emparer de toutes les « cellules vivantes de propriété sociale⁷²¹ » existant déjà dans la société capitaliste, pour en étendre le périmètre et transformer ainsi la société capitaliste de l'intérieur. À l'issue du congrès de Tours de 1912, Thomas intègre l'Office technique de la FNCC, aux côtés de Simiand, Hertz, Tchernoff ou encore Jacques-Ferdinand Dreyfus, dont l'objectif est de suivre les débats parlementaires dans lesquels les intérêts des sociétés coopératives entreraient en jeu. L'office technique de la coopération joue donc le rôle d'un lobby pro-coopération, dans l'antichambre du Parlement. Le député socialiste s'appuie d'ailleurs sur les activités de l'Office pour préparer des amendements demandant l'exonération de la fiscalité sur les sociétés coopératives⁷²². Mais l'Office sert également d'organe d'informations – il est une sorte d'assistant juridique – pour des coopératives déjà existantes ou en cours de constitution. L'Office technique, ayant pour but l'adoption d'une législation favorable à la coopération, prolonge donc les législations des débuts de la III^e République, souvent portées par les radicaux, et anticipent ainsi le rapprochement possible entre l'État et le mouvement coopératif, notamment pour permettre le ravitaillement des civils et des ouvriers des usines de guerre durant la Première Guerre mondiale, grandement favorisée par l'activité ministérielle de Thomas à l'Armement⁷²³.

⁷¹⁹ HELIES Louis, *La Coopération devant le socialisme*, *op. cit.*

⁷²⁰ MILHAUD Edgard, « Albert Thomas et les problèmes économiques », SOCIÉTÉ DES AMIS D'ALBERT THOMAS, *Albert Thomas vivant*, *op. cit.*, p. 147-176.

⁷²¹ HELIES Louis, *La Coopération devant le socialisme*, *op. cit.* Préface d'Albert Thomas.

⁷²² POISSON Ernest, *Le coopérateur Albert Thomas*, *op. cit.*, p. 101-103.

⁷²³ VIGNA Xavier, « La restauration collective des ouvriers en France pendant la Grande Guerre », *Le Mouvement Social*, 2014, vol. 2, n° 247, p. 47-63.

Conclusion

Ce chapitre a d'abord mis en valeur le rôle de l'histoire dans la formation intellectuelle d'Albert Thomas. L'agrégé d'histoire s'est illustré par une production relativement prolifique, écrite en quelques années. Aux côtés de Jean Jaurès, il participe à l'institutionnalisation d'une histoire socialiste de la France qui commence avec la Révolution française. Son intérêt, *a priori* étonnant, pour la figure de Gracchus Babeuf participe d'un projet plus global de rédaction d'une histoire du socialisme français pré-marxiste, dans la lignée de laquelle l'homme politique cherche à inscrire son action. Thomas n'est pas non plus hermétique aux pratiques de l'enquête sociale chère aux réformateurs sociaux, qui irriguent son intense activité journalistique, et notamment et surtout à *L'Humanité*.

Son parcours politique fait ainsi tenir ensemble activités intellectuelles, politiques et journalistiques pour agir et penser pour et par le réformisme socialiste, ce qui le place à la lisière de la réforme sociale dont il cherche clairement à se distinguer. Ce travail de distinction participe de la construction d'une tendance politique claire et cohérente au sein de la SFIO, marquée aussi par la présence d'une tendance révolutionnaire forte autour des guesdistes. Le réformisme socialiste se pratique et se pense dans et hors du parti. Dans le parti, par l'action lors des congrès socialistes en faveur de l'autonomie et du rapprochement avec le syndicalisme et la coopération. Hors du parti, par l'inscription dans des cercles intellectuels socialistes par-partisans, et par l'action socialiste, syndicale et coopérative internationale. L'action coopérative sur laquelle nous avons terminé notre chapitre constitue bien un « cas pratique » pour le réformisme socialiste de Thomas. Car celui-ci adopte une position d'équilibrisme et de syncrétisme, cherchant à défendre l'autonomie d'un mouvement social non proprement socialiste, tout en tirant ce mouvement – pour tout son potentiel de transformation des relations économiques – le plus possible vers le socialisme. La controverse entre Thomas et Jaurès – mainte fois relatée – lors du banquet du vingt-cinquième anniversaire de *La Revue socialiste* illustre la mince frontière qui sépare le réformisme socialiste du disciple du socialisme réformiste de son maître. Thomas n'hésite pas à y proclamer :

« L'action économique du prolétariat est essentielle ; l'action politique doit, en quelque manière lui être subordonnée... nous voulons chercher avec les camarades parlementaires

comment pourra se traduire au Parlement toute l'action économique, syndicaliste et coopérative qui est et qui demeure l'objet de ses préoccupations⁷²⁴ ».

Et Jaurès de lui répliquer :

« Oh ! Thomas, ne chicanons pas sur des questions de préséance [...]. Pour moi, je reste fidèle à la pensée [...] qu'il ne faut pas, en France surtout, qu'aucune de ces actions prétende dominer, régenter l'autre. Il faut qu'il y ait liberté de chacune d'elles, spontanéité de chacune d'elles, et l'harmonie qui résultera précisément de la spontanéité des forces qui sont librement dirigées vers le même but⁷²⁵ ».

En qualifiant de socialiste toute action visant à transformer les rapports économiques au sein de la société, Thomas défend un socialisme des institutions, fondé sur l'action économique du prolétariat et en faveur du prolétariat, quand Jaurès défend un socialisme politique et moral. Prononcée en 1910, quelques semaines avant son entrée au Parlement comme député de la Seine, cette formule illustre l'étape franchie alors par l'homme politique en devenir qui cherchera à se faire le relais au Parlement de ce socialisme des institutions. C'est en effet ainsi qu'il définit son action au Parlement : elle est un point de passage du socialisme des institutions porté dans le triptyque socialiste traditionnel au sein duquel Thomas établit un ordre de préséance : le syndicalisme, la coopération, et le Parti socialiste.

⁷²⁴ THOMAS Albert, « Le vingt-cinquième anniversaire de *La Revue socialiste* », *La Revue socialiste*, T. 51, n° 302, février 1910, p. 99.

⁷²⁵ *Ibid.*

Chapitre 3.
Député, maire, expert de parti : l'action politique
multiforme

Introduction

Après les années de formation, la décennie 1904-1914 constitue un moment d'affirmation pour le jeune militant socialiste, en passe de briguer divers mandats électoraux. Consécutivement conseiller municipal, maire et parlementaire, Thomas s'impose progressivement dans le personnel politique de la III^e République. Si ses activités en faveur du socialisme municipal⁷²⁶ et comme « expert⁷²⁷ » à la Chambre et au parti ont souvent été mises au jour comme deux terrains d'expression privilégiés du leader réformiste de la SFIO d'avant-guerre, ses prises de positions qui le placent à droite du parti n'épuisent pas toute son action. L'étude croisée de ses archives privées, de ses interventions à la Chambre des députés – consignées dans le *Journal officiel de la République française* – et des archives municipales permettent d'affiner l'analyse en dressant le portrait d'un socialiste en campagne électorale mais aussi d'un responsable politique soucieux de modération et de bonne gestion locale. Ce chapitre explorera donc l'action politique protéiforme et multiscalaire de ce militant socialiste qui le mène du mandat de conseiller municipal, puis de maire de Champigny-sur-Marne à celui de député de la Seine à partir de 1910. Celle-ci concorde avec l'implication forte de Thomas dans le combat en faveur de la paix, chère à la SFIO au début de la décennie 1910. Particulièrement actif dans l'œuvre de rapprochement franco-allemand menée notamment par Jean Jaurès, Thomas s'appuie sur ses réseaux de jeunesse avec les sociaux-démocrates allemands, mais – nous le verrons – sait aussi les étendre vers des forces « bourgeoises » avec qui ce combat pacifiste et internationaliste se construit des deux côtés du Rhin. Cette étude permet également d'interroger la dialectique – et non forcément l'opposition – entre patriotisme et internationalisme dans laquelle sont pris les pacifistes de cette époque, qu'ils soient ou non socialistes. Elle permet ainsi de battre en brèche une idée fréquemment répandue, qui – en plaçant Thomas et les réformistes à la droite du parti – cherche à voir dans les années d'avant-guerre une préfiguration mécanique et automatique des choix douloureux opérés en 1914. Avant de devenir ministre de l'Armement, le militant est donc l'un des visages du pacifisme internationaliste de la SFIO au sens plein du terme. L'étude biographique d'une trajectoire particulière permet ainsi d'en éprouver l'une des modalités singulières.

⁷²⁶ DOGLIANI Patrizia, *Le socialisme municipal : en France et en Europe, de la Commune à la Grande guerre*, op. cit. CHAMOUARD Aude, « La mairie socialiste, matrice du réformisme (1900-1939) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2007, n° 96, p. 23-33. CHAMOUARD Aude, *Une autre histoire du socialisme*, op. cit.

⁷²⁷ JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés : les origines intellectuelles du réformisme en France, 1871-1917*, op. cit.

I. « Champigny-la-Bataille » (électorale) : la commune et la banlieue parisienne, premier laboratoire de l'action réformiste

Son parcours inscrit Thomas dans le champ du « socialisme municipal » désormais bien connu depuis les travaux de Patrizia Dogliani ou encore d'Aude Chamouard. Emmanuel Jousse a également montré que le socialisme municipal était un domaine d'action particulièrement privilégié par la frange réformiste des socialistes français, qui voit dans la gestion des affaires communales un moyen d'expérimenter *in vivo* des solutions politiques théorisées dans des revues ou des cercles de réflexions socialistes que nous avons déjà évoqués dans le chapitre précédent. Albert Thomas est à la charnière entre ces groupes de réflexion et cette pratique municipale qui sont connexes et ne sont à ses yeux que les facettes d'un même militantisme socialiste et réformiste. L'action du maire de Champigny-sur-Marne n'avait cependant jamais été étudiée en soi. L'exploration des archives municipales de cette ville de la banlieue parisienne⁷²⁸ permet de lui donner corps et de faire tenir ensemble le municipalisme comme courant de pensée au sein du socialisme de l'époque mais aussi comme pratique politique. Elle permet également de saisir ces responsabilités comme un vecteur d'acculturation avec les institutions républicaines, et de dialogue avec les forces politiques « bourgeoises » qui composent le millefeuille administratif de l'action locale.

À partir de cette étude, nous montrerons que Thomas est à la fois représentatif d'une génération – les socialistes normaliens ou réformistes ouverts à la question municipale – mais aussi d'une Fédération, celle de la Seine où le municipalisme est particulièrement privilégié.

A. « La vie en banlieue »

Pour comprendre l'implantation socialiste à Champigny-sur-Marne, il n'est pas inutile de présenter rapidement la composition sociale et l'évolution de cette ville. Champigny est caractéristique de la banlieue parisienne dans laquelle espaces ruraux et urbains sont entremêlés. Thomas grandit dans une ville qu'il voit progressivement s'intégrer à la banlieue

⁷²⁸ Archives municipales de Champigny-sur-Marne. Registres de délibérations du conseil municipal de 1904 à 1919.

parisienne, où commencent à se déployer de nouvelles politiques urbaines⁷²⁹. Ce n'est pas un hasard si le premier article qu'il signe dans *La Revue socialiste* est consacré à Champigny et aux problèmes de la banlieue. Il y dresse le portrait « d'une commune récemment devenue commune de banlieue, commune suburbaine », avec les difficultés inhérentes à ce statut : explosion urbaine, engorgement des transports vers Paris, endettement de la commune du fait de charges accablantes (eau, gaz, voirie), et en tire les conséquences politiques claires à savoir la nécessité pour les socialistes « par [...] leur propagande méthodique, de réaliser un minimum de socialisme municipal⁷³⁰ ».

Le fils de boulanger continue à brosser le tableau de ces évolutions et de ses conséquences dans une série d'articles intitulée « La vie en banlieue » parue dans *L'Humanité*, alors qu'il est déjà conseiller municipal de Champigny-sur-Marne. Il livre, durant l'été 1905, une petite série d'articles décrivant de manière vivante la vie des employés et ouvriers de Champigny. Le récit des longs trajets pendulaires entre Champigny et Paris où travaillent la plupart des ouvriers et employés champinois est l'occasion de rappeler le mot d'ordre ouvrier international en faveur de la journée de huit heures. Les temps de trajet allongeant de manière excessive les journées de travail des ouvriers, la journée de huit heures est présentée comme une solution pragmatique à la croissance urbaine de la banlieue parisienne pour préserver leur vie de famille. Le rédacteur de *L'Humanité* préconise également la multiplication du nombre de trains ouvriers, déjà bondés, pour améliorer les conditions de transport, ainsi que le développement des abonnements ouvriers à la semaine, pour limiter les excessifs coûts de transport, sur le modèle belge⁷³¹. Le militant de Champigny intercède en conséquence auprès du député de sa circonscription pour relayer les demandes des ouvriers, parfois réunis en ligues de voyageurs. Mais de ce problème récurrent, il tire une conséquence politique plus globale faisant de la banlieue un des enjeux majeurs de tout programme socialiste.

« Je le répète, le problème de la banlieue est un problème immense, un problème qui vaut d'être méthodiquement et profondément étudié. Ce n'est pas en allant solliciter nos députés, en leur demandant de transmettre des réclamations individuelles, personnelles, que nous arriverons à quelque chose. Il faut centraliser les renseignements, il faut élaborer tout un programme créer de vastes ententes intercommunales, commencer une action réglée. C'est

⁷²⁹ BELLANGER Emmanuel et GIRAULT Jacques (dir.), *Villes de banlieues : personnel communal, élus locaux et politiques urbaines en banlieue parisienne au XX^e siècle*, Grâne, Créaphis, 2008.

⁷³⁰ THOMAS Albert, « Une commune de banlieue », *La Revue socialiste*, T. XXXIX, n° 233, mai 1904, p. 513-522.

⁷³¹ THOMAS Albert, « Le train de 7h55. La vie en banlieue », *L'Humanité*, 15 juillet 1905.

au parti socialiste, c'est à la Fédération de la Seine, pour la banlieue parisienne, qu'il appartient de mener une telle enquête, d'inaugurer cette action⁷³² ».

Tout le programme municipal de Thomas se trouve ainsi fixé et se résume autour de quelques grands thèmes : intercommunalités, régies municipales pour les transports et les services publics, activité de collecte de données scientifiques sur la banlieue, plan d'action socialiste.

Ainsi, dans les années où Albert Thomas commence à exercer des responsabilités municipales, la ville est composée d'agriculteurs, de commerçants, d'artisans et progressivement d'ouvriers travaillant dans les usines de la banlieue-est de la capitale ou de l'Est de Paris. De petit bourg, Champigny devient un véritable faubourg, du fait d'une urbanisation accélérée. Forte de 2 200 âmes en 1876 à la veille de la naissance de son futur édile, la ville compte 3 084 habitants en 1880, 3 896 en 1886, 6 665 en 1900, 10 486 en 1910, 13 380 en 1920, et 27 300 en 1930, deux ans avant le décès brutal de son premier maire socialiste⁷³³. La ville est le reflet des changements de la région parisienne, qui touchent fortement la petite et moyenne ceinture de la capitale avec l'industrialisation et l'urbanisation. Champigny est une ville au peuplement hétérogène où se côtoient artisans, commerçants et agriculteurs mais aussi résidents issus de la petite et même grande bourgeoisie, bientôt rejoints par une population ouvrière fuyant la capitale surpeuplée et insalubre. En effet, si au début du siècle il existe quelques entreprises à Champigny (Air Liquide, le Rotin, l'Ovomaltine), les ouvriers campinois vont le plus souvent travailler à Paris⁷³⁴.

C'est donc au milieu de ce petit peuple des villes-faubourgs, mi-rurales, mi-urbaines qu'Albert Thomas grandit. Fils du boulanger, figure aussi connue dans un village que le maire, le curé ou l'instituteur, il côtoie les clients de son père. Et c'est ce contact fréquent, nourri de la tradition politique républicaine et populaire de son père, qui le rend sensible aux conditions de vie des ouvriers, petits artisans et commerçants d'une ville en pleins bouleversements, représentatifs de ceux connus par le reste de la banlieue parisienne. D'après les calculs effectués par Chloé Letoulat-Chotard à partir des archives départementales du Val-de-Marne, la composition socio-professionnelle de la petite ville de banlieue se modifie profondément : en 1914, la catégorie la plus présente est désormais la classe ouvrière mais avec une forte représentation de l'ouvrier-artisan, moins sensible à la politisation et à la syndicalisation que l'ouvrier d'usine⁷³⁵.

⁷³² THOMAS Albert, « Le problème de la banlieue », *L'Humanité*, 10 août 1905.

⁷³³ MORLET Jean, *Champigny : hier et aujourd'hui*, Paris, Messidor, 1981, p. 160.

⁷³⁴ *Ibid.*

⁷³⁵ LETOULAT Chloé, *La commune de Champigny-sur-Marne et son personnel de 1912 à 1947*, op. cit.

C'est donc une ville qui demeure, à la veille du déclenchement de la Première Guerre mondiale, composite, ni tout à fait bourgeoise comme sa voisine Nogent-sur-Marne⁷³⁶, ni complètement ouvrière comme certaines villes de la banlieue Nord de Paris. C'est probablement cette diversité socioéconomique qui rend Albert Thomas sensible aux questions économiques, au sein de l'entreprise, du point de vue également des artisans ou des commerçants. Son engagement pour le mouvement coopératif accentue ce trait. Il s'investit ainsi, dès 1903 dans la coopérative la Travailleuse de Champigny, qu'il contribue à soutenir lorsqu'il devient conseiller municipal de sa ville natale à partir de 1904. Il semble également accueillir favorablement le développement, dans le quartier de Coeuilly, de coopératives de logement ayant permis à des ouvriers associés d'accéder à la propriété immobilière⁷³⁷. Plus encore que les coopératives de consommation, elles sont vues avec suspicion par une partie des socialistes, qui y voient un facteur d'embourgeoisement des ouvriers, défavorable à leur engagement dans la lutte pour l'émancipation. De cette analyse des conditions de vie et de travail de cette population de banlieue découle une volonté nette d'agir pour les modifier. Ce terrain municipal est ainsi, assez logiquement le premier terrain d'engagement électoral du jeune militant socialiste.

B. L'entrée d'un socialiste au conseil municipal

L'analyse des campagnes électorales menées par Thomas dans le cadre du scrutin municipal, départemental ou législatif permet aussi de dresser le portrait d'un socialiste en campagne électorale, qui doit s'imposer – en 1904 – au milieu des forces socialistes locales tiraillées entre le PSF et le PSdF, et face à une implantation radicale solide dans une circonscription socialement mixte.

Comme nous l'avons dit précédemment, Thomas a participé à la création de l'Union des travailleurs socialistes de Champigny-sur-Marne fin 1903 et il rejoint en 1904 le PSF de Jean Jaurès. Mais les socialistes champinois sont divisés. Il existe par ailleurs un groupe socialiste à Champigny, affilié au PSdF. L'Union des travailleurs socialistes de Champigny sert de plateforme électorale pour les élections municipales de l'année 1904. C'est sous l'étiquette du

⁷³⁶ Pour une étude sur Nogent-sur-Marne, voir BELLANGER Emmanuel, MORO Julia et VILLETTE Vincent, *Nogent-sur-Marne : cité modèle : histoire d'une banlieue résidentielle aux XIX^e-XX^e siècles*, Paris, La Découverte, 2017.

⁷³⁷ THOMAS Albert, « La vie en banlieue. Au hameau de Coeuilly », *L'Humanité*, 19 juillet 1905.

PSF que le candidat se présente aux élections municipales de Champigny-sur-Marne et est élu seul conseiller municipal socialiste de sa commune natale à la suite d’une fusion des deux listes socialistes⁷³⁸. La progression des voix en faveur des socialistes s’explique sans doute par l’évolution de la population champinoise que nous avons mise en avant, mais aussi par le fait que Thomas ait sans doute su séduire par sa modération un électorat traditionnellement radical. Son rôle au conseil municipal de Champigny permet d’observer son affirmation précoce et durable en politique. En 1904, Albert Thomas fait son entrée au conseil municipal de Champigny-sur-Marne. D’après Chloé Letoulat, c’est sa petite notoriété locale qui lui permet de s’imposer – seul et pionnier – dans ce fief radical. Membre de la famille du boulanger bien connue dans la ville – dont la boutique se trouve proche de la mairie –, agrégé d’histoire et normalien, il dispose d’un capital sympathie, doublé d’un capital culturel assis sur de prestigieux diplômes.

En outre, Albert Thomas, qui a pourtant contribué à créer la section locale du PSF⁷³⁹, ne reprend pas la rhétorique marxiste, mais développe plutôt un discours modéré, fondé sur le socle républicain, en harmonie avec les attentes d’un électorat radical et radical socialiste, celui des ouvriers, artisans et commerçants de la commune. Cette posture qui valorise l’attachement à la République, s’accompagne de signaux forts à l’adresse de chacune des catégories d’habitants et semble expliquer la notoriété croissante de Thomas ainsi que son élection comme député de sa circonscription, en 1910.

Dès son élection en 1904, le jeune homme se porte candidat pour être le maire de sa commune natale, mais, il est battu à la majorité absolue de 25 voix contre 8 par le candidat sortant, Émile Anatole Hérault, maire depuis 1901⁷⁴⁰. Il intègre alors la commission de la caisse des écoles, ainsi que celle des bibliothèques. Il demande par exemple la nomination d’un vice-président et d’un secrétaire pour chaque commission afin d’assurer le bon fonctionnement du travail des conseillers municipaux⁷⁴¹, proposition adoptée par ses collègues. Il appuie l’œuvre de laïcisation des écoles – et notamment la fermeture des congrégations imposée par la loi Combes – approuve les projets d’urbanisme qui permettent d’améliorer la vie quotidienne des

⁷³⁸ AN F7/16023² et « Mouvement politique [PSF] », *L’Humanité*, 29 septembre 1904.

⁷³⁹ <https://maitron.fr/spip.php?article73731>, notice THOMAS Albert [THOMAS Aristide, Albert] par Justinien Raymond, version mise en ligne le 31 août 2009, dernière modification le 1^{er} janvier 2020.

⁷⁴⁰ Archives municipales de Champigny-sur-Marne. Registres de délibérations du conseil municipal. 1 D 10, séance du 14 mai 1904.

⁷⁴¹ *Ibid.* 1 D 10, séance du 10 juillet 1904.

habitants, tout en y ajoutant des préoccupations hygiénistes⁷⁴². Dans la lignée de ses propres engagements en faveur de l'éducation et de la culture, il appuie, en novembre 1904, une demande de subvention formulée par l'Université populaire du canton de Nogent, l'Émancipatrice, arguant de l'absence d'une telle institution dans la ville⁷⁴³. Il apporte également et régulièrement son soutien aux demandes de subventions du théâtre antique de la nature campinois⁷⁴⁴, tout en souhaitant se montrer raisonnable quand les finances de la commune ne le permettent pas⁷⁴⁵, et généreux quand elles le permettent⁷⁴⁶. Il y voit un moyen de promouvoir les loisirs éducatifs et culturels de Champigny à destination des classes populaires, en lien avec la revendication de la journée de huit heures de travail hebdomadaire et dans la continuité de son propre engagement dans les Universités populaires⁷⁴⁷. Thomas propose ainsi régulièrement la hausse des subventions pour la caisse des écoles⁷⁴⁸, devant permettre l'achat de livres pour les bibliothèques⁷⁴⁹, l'achat de fournitures de pharmacie⁷⁵⁰, ainsi que de vêtements et de chaussures au bénéfice des enfants d'ouvriers pauvres⁷⁵¹, ou encore le développement de promenades en plein air pour les enfants des écoles de la ville.

Seul socialiste au conseil municipal jusqu'en 1908, il en est souvent réduit à faire cavalier seul, notamment pour les demandes les plus hardies dans les domaines économiques et financiers, qui font écho aux propositions municipales des socialistes. Pour la signature des marchés publics, il demande l'application systématique du système de la régie, et préconise de faire appel à des entreprises respectant les tarifs syndicaux, comme pour les imprimeurs par exemple⁷⁵². Ses propositions sont souvent teintées de pragmatisme. Lors d'une discussion concernant le choix de la société de pompes funèbres par la Commune, Thomas, après avoir proposé de recourir à une régie directe, se ravise, conscient que sa proposition est loin d'être majoritaire. Soucieux cependant de rééquilibrer la place des communes de banlieues par rapport à Paris – thème qui lui est cher et sur lequel il reviendra quelques années plus tard – il préconise alors de rejoindre un syndicat intercommunal dont le principe « permet à la banlieue de lutter

⁷⁴² *Ibid.* 1 D 10, séance du 16 juillet 1904. Thomas demande le pavage et le goudronnage des rues de la ville où la circulation est importante, arguant d'impératifs d'hygiène. Thomas soutiendra aussi la demande du conseiller municipal radical Macron en faveur de la société antituberculeuse de la Seine, le 26 novembre 1905.

⁷⁴³ *Ibid.* 1 D 10, séance du 21 novembre 1904.

⁷⁴⁴ *Ibid.* 1 D 10, séances du 2 juillet 1905, du 5 octobre 1905, et 1 D 11, séance 12 juin 1909.

⁷⁴⁵ *Ibid.* 1 D 11, séance du 29 novembre 1906.

⁷⁴⁶ *Ibid.* 1 D 11, séance du 12 juin 1909. Thomas propose le relèvement de la subvention de 500 à 1 000 francs.

⁷⁴⁷ THOMAS Albert, « La vie en banlieue. Au théâtre antique de la nature », *L'Humanité*, 23 juillet 1905. Voir aussi THOMAS Albert « La vie en banlieue. Au hameau de Coeuilly », *L'Humanité*, 19 juillet 1905.

⁷⁴⁸ *Ibid.* 1 D 11, séance du 25 novembre 1906.

⁷⁴⁹ *Ibid.* 1 D 11, séance du 3 juin 1906

⁷⁵⁰ *Ibid.* 1 D 11, séance du 16 septembre 1906

⁷⁵¹ *Ibid.* 1 D 10, séance du 17 décembre 1904.

⁷⁵² *Ibid.* 1 D 10, séance du 21 novembre 1904.

contre Paris⁷⁵³ ». La majorité du conseil municipal préfère maintenir un lien avec la société habituelle située à Champigny, décision que Thomas conteste car celle-ci ne mentionne pas dans son cahier des charges les mesures de protection du travail conformes à la législation en vigueur. En conseiller municipal averti, Thomas entend bien utiliser toutes les ressources de la législation pour en faire bénéficier les ouvriers et employés de sa commune.

En juin 1906, il demande par exemple que Champigny applique le décret du 9 septembre 1905 qui autorise l'État à subventionner les caisses syndicales de chômage dans les communes. Il en tire parti pour mettre en place un système inspiré des modèles municipaux de Gand (Belgique) ou de Reims où les subventions ne sont accordées qu'aux sociétés versant elles-mêmes des indemnités de chômage semblables à leurs adhérents⁷⁵⁴. Il se propose de rédiger lui-même le projet de règlement de la caisse du chômage, mais les inquiétudes d'une partie du conseil municipal reportent la première délibération en juin 1906, pour une décision favorable prise en novembre 1906⁷⁵⁵. En février 1908, Thomas demande un vote du Conseil municipal pour hâter le vote à la Chambre de la proposition de loi étendant la journée de dix heures à toutes les industries, et développant également l'enseignement professionnel⁷⁵⁶. Durant son premier mandat de 1904 à 1908, Thomas est un conseiller municipal actif, rarement absent des réunions hebdomadaires, et soucieux de la bonne gestion des affaires communales et notamment de la tenue des comptes⁷⁵⁷. Son dynamisme explique l'adoption par la commune de mesures avancées dans les domaines culturel et scolaire. Sur les affaires économiques et sociales, notamment sur l'adoption de la régie pour les services publics municipaux, ou pour l'augmentation des subventions communales à la caisse de chômage, Thomas est néanmoins mis en minorité ou freiné dans ses propositions par la majorité radicale.

L'année 1908 constitue cependant un tournant pour le groupe socialiste de Champigny. Alors que Thomas a activement préparé la campagne des socialistes aux responsabilités municipales dans la Fédération de la Seine, la section socialiste de Champigny s'est renforcée. Aux élections de 1908, ce sont sept élus socialistes qui entrent au conseil municipal aux côtés de Thomas, lequel en devient de fait le leader : Henri Martinet, Joannès Allardet, Rivière, Ballandras, Amiard et Gandon.

Après l'élection d'un nouveau maire radical, Émile Pouillet, le 16 mai 1908, c'est Thomas qui lit la déclaration du groupe socialiste lors de la séance du 24 mai 1908. Celle-ci indique très

⁷⁵³ *Ibid.* 1 D 10, séance du 26 novembre 1905.

⁷⁵⁴ C'est le modèle qui sera adopté par le ministère du Travail pendant la Grande Guerre.

⁷⁵⁵ *Ibid.* 1 D 11, séance du 3 juin 1906. Et 1 D 11, séance du 25 novembre 1906.

⁷⁵⁶ *Ibid.* 1 D 11, séance du 23 février 1908.

⁷⁵⁷ *Ibid.* 1 D 10, séance du 2 juillet 1905 et 1 D 11, séance du 23 février 1908.

nettement le cadre d'action que se sont fixés les huit conseillers socialistes. Thomas précise que son groupe n'entend pas paralyser l'action de la majorité radicale dans la mesure où celle-ci a manifesté sa ferme volonté de mener des réformes d'ordre communal en s'inspirant fortement des indications du suffrage universel. Le groupe décide donc de voter unanimement pour les candidats choisis par le parti radical-socialiste afin de leur donner toute l'autorité nécessaire pour mener ces réformes. Thomas ajoute cependant que le groupe se réserve le droit de faire prévaloir ses principes sur toutes les questions au programme municipal du parti socialiste à savoir les services publics, l'enseignement, l'hygiène publique, l'assurance et la solidarité sociale, ainsi que les grands travaux communaux.

Le conseiller municipal socialiste est particulièrement au fait de ce programme, qu'il a co-écrit avec l'enseignant franc-maçon, ancien secrétaire de *La Revue socialiste* et par ailleurs conseiller municipal de Paris depuis 1896, également député depuis 1906, Adrien Veber. Le texte élaboré par les deux hommes pour la Fédération de la Seine va plus loin que la circulaire en sept points diffusée par le Conseil national de la SFIO aux différentes fédérations⁷⁵⁸. Il fonde sa légitimité sur la résolution du cinquième congrès de l'Internationale à Paris en septembre 1900 encourageant l'action municipale. Comme l'a montré Patrizia Dogliani, se placer sous le patronage d'une décision de l'Internationale socialiste permet aux socialistes de légitimer leur propre action municipale et participe d'un mouvement suivi par les camarades des pays voisins en faveur du municipalisme⁷⁵⁹. Le programme municipal de la SFIO est adopté par le congrès de la Fédération socialiste de la Seine, le 16 avril 1908. Il vise à appuyer, dans la perspective des élections municipales de Paris et de quarante-six communes de banlieue, les listes socialistes présentant des militants de la SFIO et des syndicalistes. Publiée sous forme de brochure le 16 avril 1908, Thomas en fait également la préface⁷⁶⁰. Il y présente la résolution du congrès de Paris qui précise que « par socialisme municipal, on ne peut entendre un socialisme spécial, mais seulement l'application des principes généraux du socialisme à un domaine spécial de l'activité politique » qu'il cherche cependant à dépasser. Il y livre en effet sa conception typiquement réformiste du socialisme municipal, considérant que la commune peut au contraire devenir « un laboratoire de vie économique décentralisée » ainsi qu'une

⁷⁵⁸ DOGLIANI Patrizia, *Le socialisme municipal en France et en Europe, de la Commune à la Grande guerre*, *op. cit.*, p. 140. ; DOGLIANI Patrizia, « European Municipalism in the First Half of the Twentieth Century: The Socialist Network », *Contemporary European History*, 2002, vol. 11, n° 4, p. 573-596.

⁷⁵⁹ *Ibid.*, p. 89.

⁷⁶⁰ THOMAS Albert, *Le socialisme et les municipalités. Suivi de quelques commentaires*, Paris, Parti socialiste SFIO – Fédération de la Seine, 1908.

« forteresse politique à l'usage des municipalités contre la majorité bourgeoise du pouvoir central⁷⁶¹ ».

Son activité de conseiller municipal s'attache à mettre en œuvre ce programme, en dépit de la faible marge de manœuvre dont disposent les élus socialistes de Champigny, minoritaires au sein de l'assemblée municipale. Thomas intègre alors quatre des onze commissions du conseil municipal : celles de l'organisation municipale, des finances, du travail et de la salubrité. La présence de 8 socialistes sur les 23 membres du conseil renforce naturellement la voix socialiste à Champigny. Leurs propositions se multiplient sans toujours emporter l'adhésion. Aux côtés de Thomas, Henri Martinet⁷⁶², ouvrier menuisier, et Joannès Allardet⁷⁶³ s'affirment comme les leaders du groupe. Ce dernier, représentant de commerce et collaborateur du journal *La Voix socialiste*, était un proche camarade de Thomas, un ami de la famille et un pilier du groupe socialiste local. Madeleine Thomas témoigne de l'engagement d'Allardet auprès de son mari pendant les campagnes des élections législatives de 1909 (complémentaires) puis, victorieuses de 1910, dans la deuxième circonscription de Sceaux⁷⁶⁴. En juillet 1908, les conseillers socialistes demandent l'application, à partir du 1^{er} janvier 1909, de la journée de huit heures pour les employés communaux, question cependant renvoyée à la commission du travail⁷⁶⁵. En novembre 1908, les socialistes Allardet, Martinet et Thomas font partie des neuf délégués campinois élus par leurs confrères pour les élections sénatoriales.

Les propositions en faveur de l'amélioration et de la démocratisation du système éducatif prennent de l'ampleur : inspirée de sa propre expérience de boursier durant ses études supérieures au lycée Jules Michelet de Vanves, Thomas préconise la prise en charge par la Commune des frais d'internat pour que les élèves des écoles primaires et secondaires puissent rejoindre les lycées parisiens. Son souci d'éviter que toute une génération de banlieusards soit privée d'études supérieures motive deux propositions tendant à la création de cours supérieurs⁷⁶⁶. Mais celles-ci, jugées trop coûteuses, sont rejetées par le Conseil, en août 1909⁷⁶⁷. Conformément à la déclaration du groupe socialiste campinois, Thomas et ses collègues appuient les décisions du conseil municipal qui vont dans le sens du développement de

⁷⁶¹ *Ibid.*

⁷⁶² <https://maitron.fr/spip.php?article73818>, notice MARTINET Henri, François, Louis par Claude Pennetier, version mise en ligne le 7 septembre 2009, dernière modification le 7 septembre 2009.

⁷⁶³ <https://maitron.fr/spip.php?article50235>, notice ALLARDET Joannès, Francisque par Claude Pennetier, version mise en ligne le 30 août 2017, dernière modification le 24 décembre 2017.

⁷⁶⁴ AN 94 AP 482. Témoignage manuscrit de Madeleine Thomas.

⁷⁶⁵ Archives municipales de Champigny-sur-Marne. 1 D 11, séance du 12 juillet 1908.

⁷⁶⁶ *Ibid.* 1 D 11, séance du 28 novembre 1908.

⁷⁶⁷ *Ibid.* 1 D 11, séance du 29 août 1909.

l'éducation en banlieue, et notamment le vœu du maire de Champigny, bientôt rejoint par le maire de Vitry-sur-Seine, d'appuyer la proposition visant à ouvrir deux écoles supérieures pour la banlieue Est⁷⁶⁸.

Les travaux des conseillers municipaux socialistes prolongent les analyses de Thomas sur la nécessité de développer et de rendre plus accessibles les transports entre la banlieue et Paris pour les travailleurs astreints à ce que l'on n'appelle pas encore des migrations pendulaires. Le conseil accepte ainsi de déposer une demande auprès de la compagnie des tramways de l'Est parisiens pour le maintien du train ouvrier de 5h40 du matin durant l'hiver et pour la création pour toute l'année de deux trains de plus le soir⁷⁶⁹. La question des transports de banlieue est l'occasion de tester l'existence d'une potentielle solidarité des communes populaires de la périphérie parisienne face au pouvoir des autorités préfectorales. La pratique de la gestion communale familiarise les socialistes avec le principe de l'intercommunalité, susceptible de rééquilibrer les rapports entre Paris et la banlieue. Ainsi, sur proposition de Thomas, le conseil municipal s'oppose à la nouvelle redevance imposée par le préfet aux compagnies de tramways, jugée trop favorable à celles-ci. Thomas prône à cette occasion une entente avec les autres communes pour peser contre la décision du préfet⁷⁷⁰.

Les socialistes campinois cherchent aussi à prendre en considération les problématiques relatives au travail. En 1906, Thomas est à l'origine de la proposition de la sous-commission relative à l'hygiène publique en faveur de l'embauche d'un employé communal supplémentaire. Après les grandes inondations dues à la crue de la Seine en 1910, la commune de Champigny décide de contracter une assurance pour les pompiers. Thomas propose alors au conseil municipal d'appuyer l'initiative des communes de la Seine et de la Seine-et-Oise visant à fonder une assurance mutuelle. S'appuyant sur le principe de la mutualité, les communes ne seraient plus ainsi dépendantes des assureurs privés⁷⁷¹.

À partir de 1910, les enjeux locaux et nationaux s'interconnectent, Thomas ayant été élu député de la Seine. Il est alors moins présent aux séances du conseil municipal et de plus en plus accaparé par sa nouvelle fonction d'élus de la nation. Il continue cependant à se préoccuper de l'application des lois à l'échelle de sa commune. Après la promulgation, le 5 avril 1910 de la loi sur les ROP (retraites ouvrières et paysannes) que Thomas, dans le sillage d'Édouard Vaillant et de Jean Jaurès, a soutenue auprès des syndicats ouvriers parfois réticents, le

⁷⁶⁸ *Ibid.* 1 D 12, séance du 26 décembre 1909.

⁷⁶⁹ *Ibid.* 1 D 11, séance du 29 août 1909.

⁷⁷⁰ *Ibid.* 1 D 11, séance du 16 octobre 1909.

⁷⁷¹ *Ibid.* 1 D 12. Séance du 9 octobre 1910.

socialiste campinois s'active pour que sa commune prenne les mesures permettant au personnel de la ville d'en bénéficier. Lors d'une séance extraordinaire du 31 mars 1911, il insiste pour que la commune procède à la nomination des délégués patronaux et ouvriers au sein des commissions de recensement à former. Chaque commission, composée d'un patron et d'un salarié, doit être présidée par un maire et un de ses adjoints ou à défaut un conseiller municipal désigné par le maire. Thomas s'exprime avec colère durant cette séance, jugeant « extraordinaire que le Conseil n'ait été réuni qu'après un rappel de la préfecture ». Craignant l'inaction de la Commune, il propose lui-même une liste de délégués patrons et ouvriers potentiels et demande à la commune de voter sur son crédit une allocation supplémentaire pour indemniser ces délégués, estimant que celle de la préfecture est insuffisante pour faire fonctionner correctement les commissions communales⁷⁷². En 1912, les socialistes campinois obtiendront que les employés de la mairie de Champigny se voient appliquer le régime de retraite des employés des mairies de la Seine, plus avantageux que le nouveau régime de retraite des employés⁷⁷³. Sur ce sujet, comme sur d'autres, les socialistes exercent un rôle de contrôle, veillant à ce que la commune respecte les législations en vigueur, sur la question de l'assurance chômage ou des retraites. Au risque de provoquer des conflits et des tensions lors des réunions du Conseil municipal. À la fin de 1910, lors des discussions autour du vote du budget de l'année 1911, Thomas dénonce l'impossibilité d'un contrôle réel du conseil municipal sur les décisions du Maire, qu'il accuse d'autoritarisme. Il rappelle que « dans un pays démocratique, ce contrôle doit exister⁷⁷⁴ ».

Dans la lignée des réflexions initiées à partir de 1908 par les socialistes de la Fédération de la Seine sur les questions municipales, et en particulier sur le devenir des espaces laissés libres par la destruction des fortifications de Paris, Thomas obtient que le conseil municipal de Champigny saisisse le conseil général de la Seine pour qu'il tranche rapidement la question des fortifications, relayant ainsi les souhaits de la commune de Malakoff⁷⁷⁵. Il s'engage également au niveau de la Chambre des députés à porter les requêtes des communes de banlieue sur la question des octrois. Ces propositions s'inscrivent dans le débat animant les socialistes et les réformateurs depuis les élections municipales de 1908 concernant le devenir des espaces laissés libres par la destruction des fortifications de Paris. Alors que certains socialistes voyaient l'opportunité de construire des habitats collectifs à loyer modéré pour les employés et ouvriers,

⁷⁷² *Ibid.* 1 D 12. Séance extraordinaire du 31 mars 1911.

⁷⁷³ *Ibid.* 1 D 12. Séance du 28 février 1912.

⁷⁷⁴ *Ibid.* 1 D 12. Séance du 3 décembre 1910.

⁷⁷⁵ *Ibid.* 1 D 12. Séance du 8 juillet 1911.

Thomas s'exprime en faveur du développement d'une sorte de ceinture verte alternant espaces libres et cités-jardins⁷⁷⁶. Cette proposition fait écho au projet Siegfried-Ribot présenté à la réunion du conseil municipal du 8 juillet 1908 par la section d'hygiène urbaine et rurale, tendant à remplacer des fortifications par des espaces libres, uniquement interrompus par les voies de communication vers la banlieue⁷⁷⁷. Au près de ses camarades socialistes, il défend cette proposition en rappelant que Paul Brousse l'avait lui-même émise dans les années 1890 et en 1907. Le socialiste campinois demande de plus que ces terrains soient cédés par l'État à la Ville de Paris afin « qu'à la servitude militaire succèdent les servitudes sanitaires⁷⁷⁸ ».

Alors que dans l'étude et l'appréhension du phénomène syndical, Thomas s'était vivement opposé aux méthodes et aux études du Musée social⁷⁷⁹, l'échelle municipale et intercommunale est au contraire un lieu de rapprochement avec la nébuleuse réformatrice qui s'y retrouve. Comme les hommes du Musée social, Thomas préconise des solutions hygiénistes – en lien avec le développement de la tuberculose notamment⁷⁸⁰ – comme le développement d'espaces libres. Le socialiste refuse cependant le modèle allemand de grands ensembles ouvriers enserrant la grande ville, au profit de logements plus bas. Sur ce point, il se rapproche donc de Sellier qui défend les HBM et les cités-jardins. Lors de la campagne municipale de 1908, Thomas recommande dans *L'Humanité* l'utilisation par les socialistes de tous les instruments juridiques nécessaires, y compris la loi Strauss du 12 avril 1906 – bien qu'il la juge imparfaite et insuffisante – pour développer le logement des classes populaires⁷⁸¹. Il est, avec Sellier, au nombre des socialistes qui luttent certes contre la hausse des loyers, mais qui veulent aussi développer une offre de logements permettant de désengorger les habitations ouvrières et de régler le problème endémique de l'insalubrité des logements populaires de Paris et sa banlieue.

⁷⁷⁶ THOMAS Albert, *Espaces libres et fortifications*, Paris, Librairie du Parti socialiste, 1908. Voir LAZAROVICI Florent, « Réformer la ville par l'action publique : Albert Thomas et les fortifications de Paris », in PAYRE Renaud, *Une science communale ? : réseaux réformateurs et municipalité providence*, Paris, CNRS Éditions, 2007. ; DOGLIANI Patrizia, *Un laboratoire de socialisme municipal : France, 1880-1920*, *op. cit.*, p. 449-454.

⁷⁷⁷ DOGLIANI Patrizia, *Le socialisme municipal : en France et en Europe, de la Commune à la Grande guerre*, *op. cit.*, p. 281. Et LAZAROVICI Florent, « Réformer la ville par l'action publique : Albert Thomas et les fortifications de Paris », *op. cit.*

⁷⁷⁸ Albert Thomas, cité in DOGLIANI Patrizia, *Le socialisme municipal : en France et en Europe, de la Commune à la Grande guerre*, *op. cit.*, p. 283.

⁷⁷⁹ Voir notamment la controverse entre Albert Thomas et Léon de Seilhac étudiée dans le chapitre 2.

⁷⁸⁰ Sur cette question voir PONCELET Sylvie, *Le dispensaire antituberculeux ou la difficulté de l'émergence d'un établissement prophylactique (1901-1943)*, thèse de l'Université Paris 1, sous la direction d'Isabelle Lespinet-Moret, 2020.

⁷⁸¹ THOMAS Albert, « Hygiène et habitation », *L'Humanité*, 8 avril 1908.

C. Maire de banlieue : « Champigny-la-Socialiste »

Si l'apogée du socialisme municipal se situe plutôt dans l'entre-deux-guerres, avec 1375 communes conquises par des édiles socialistes en 1935, la fédération de la Seine dans l'avant-guerre constitue un laboratoire de théorisation et de réalisation du socialisme municipal. Pour Emmanuel Bellanger, la Seine banlieue fut un terrain d'expérimentations réussies de la gestion des affaires municipales, comme l'atteste la longévité des mandats de certains maires socialistes pionniers dans leur domaine. Il en va ainsi du menuisier Eugène Thomas, maire du Kremlin-Bicêtre de 1897 à 1919, du mouleur Jules Cuillerier, maire d'Alfortville de 1904 à 1922, de l'égoutier de Paris Jean-Baptiste Sémanaz, édile socialiste du Pré-Saint-Gervais de 1904 à 1914, ou encore de l'ouvrier mécanicien Lucien Voilin, maire de Puteaux de 1912 à 1925. Thomas rejoint cette cohorte après son élection à la mairie de Champigny en 1912, poste qu'il conservera jusqu'à sa démission en août 1919⁷⁸². Pavillons-sous-Bois, Ivry-sur-Seine, et Saint-Ouen connaissent aussi des mandats socialistes à la même période.

Bien que son socialisme municipal ait fait l'objet de nombreuses analyses dans l'historiographie qui en fait la « matrice du réformisme⁷⁸³ » ou du socialisme municipal de l'entre-deux-guerres, dominé par la figure d'Henri Sellier⁷⁸⁴, la pratique politique communale de Thomas, dont témoignent les procès-verbaux des réunions du conseil municipal campinois, n'a pas été étudiée en détail. Elle est pourtant éclairante sur l'exercice du mandat de maire par le socialiste, futur ministre de la nation, mais aussi sur l'interaction entre l'action politique municipale et nationale. Elle permet également de nuancer certaines assertions de l'historiographie, minorant l'importance de ses fonctions municipales dans la construction d'une notoriété politique. Si Pierre-Louis Tournieroux estime que la commune ne serait que le champ d'expérimentation des théories socialistes exposées à la Chambre⁷⁸⁵, la trajectoire de Thomas montre que la perspective n'est pas aussi unilatérale : l'ancrage local est fort pour le

⁷⁸² Durant la guerre, Thomas se retire de ses fonctions de maire. L'intérim est alors assuré par le conseiller municipal Maitrot jusqu'au 30 décembre 1917. Confronté aux critiques de plus en plus fortes des conseillers municipaux socialistes campinois opposés à la majorité de guerre à l'instar de Martinet, Thomas se résout à démissionner, non sans mal, à l'issue de la séance du conseil municipal du 1^{er} août 1919. Durant celle-ci Martinet invective Thomas et le somme de prendre ses responsabilités face à la « crise ministérielle à Champigny ». Cette démission est l'avatar, à l'échelle municipale, de la campagne de presse nationale contre Thomas, décrit comme « le père de la vie chère ». Si Thomas la tourne en dérision en déplorant que « lorsqu'il y a de grandes tempêtes sur la mer parlementaire, de petites vagues refluent jusqu'au conseil municipal de Champigny », il doit néanmoins se démettre de ses fonctions. Archives municipales de Champigny-sur-Marne. 1 D 15. Séance du 1^{er} août 1919.

⁷⁸³ CHAMOULARD Aude, « La mairie socialiste, matrice du réformisme (1900-1939) », *op. cit.*

⁷⁸⁴ BELLANGER Emmanuel, « Du socialisme au Grand Paris solidaire, Henri Sellier ou la passion des villes », *op. cit.* ; REBERIOUX Madeleine, « Un milieu socialiste à la veille de la Grande guerre : Henri Sellier et le réformisme d'Albert Thomas », *op. cit.*

⁷⁸⁵ TOURNIEROUX Pierre-Louis, *La Fédération de la Seine du Parti socialiste*, *op. cit.*, p. 164.

« fils de Champigny » qui continue à vivre en banlieue même après son élection comme député en 1910, et le mandat de conseiller municipal précède de six années le mandat national (même si Thomas est élu maire deux ans après être élu député). Plus encore, c'est l'expérience de la gestion des affaires de banlieue qui le conduit à rechercher des solutions municipales aux problèmes de la banlieue parisienne dans son ensemble. Expérience de terrain et théorie politique sont indissociables dans la trajectoire d'Albert Thomas. En écho à l'étude de Rémi Lefebvre sur la ville de Roubaix, conquise par les guesdistes aux élections municipales de 1892, l'action de Thomas à Champigny donne à voir la manière dont le socialiste réformiste « saisi⁷⁸⁶ » par l'action municipale, « se saisit » de cette action pour promouvoir la régie directe, la municipalisation ou encore le rééquilibrage territorial au profit de la banlieue, innovations conçues comme des parcelles de socialisme censées tracer la voie d'une société future plus juste.

Nous avons moins d'informations sur la campagne municipale de 1912 que sur les campagnes législatives menées par Thomas⁷⁸⁷. Les quelques tracts de campagnes retrouvés dans ses archives montrent que lui et ses amis socialistes campinois bénéficient sans doute de la division des électeurs radicaux et radicaux socialistes entre deux listes : celle de l'ancien maire, le médecin Pouillet, qui a dû démissionner en 1911 à la suite d'un imbroglio financier, et celle de Jean Antoine Séguiniol qui l'a remplacé⁷⁸⁸. Une liste menée par un libéral indépendant entre également dans la course. La victoire de la liste socialiste s'inscrit dans le contexte particulier de la Fédération de la Seine dans laquelle les socialistes ont fait campagne activement, sur la base de l'expérience acquise depuis les succès de 1908. Les thèmes de la campagne des socialistes mêlent le droit au logement – aux côtés du syndicat des locataires de la Seine – et la lutte contre la vie chère, tout en s'inscrivant dans le combat antimilitariste accentué chez les socialistes parisiens depuis 1908. Le campinois est l'une des figures de défense du municipalisme socialiste au sein de la Fédération de la Seine⁷⁸⁹. Il fait partie des enseignants de l'École du propagandiste dirigée par Ernest Poisson, aux côtés de Bracke, Dubreuhl, Dormoy ou encore Renaudel, à destination d'une centaine de militants de la Seine afin de leur enseigner des techniques d'action et de propagande dans le cadre de la campagne

⁷⁸⁶ LEFEBVRE Rémi, *Le Socialisme saisi par l'institution municipale (des années 1880 aux années 1980) : jeux d'échelles*, thèse de l'université Lille-2 sous la direction de Frédéric Sawicki, 2001. Et LEFEBVRE Rémi, « Les socialistes, la question communale et l'institution municipale. Le cas de Roubaix à la fin du XIX^e siècle », *Cahiers Jaurès*, 2005, vol. 3, n° 177-178, p. 67-90.

⁷⁸⁷ Cf. *infra*.

⁷⁸⁸ AN 94 AP 475. Tract électoral du comité des intérêts communaux et d'action républicaine en vue des élections municipales du 5 mai 1912.

⁷⁸⁹ DOGLIANI Patrizia, *Le socialisme municipal*, *op. cit.*, p. 285-296.

municipale⁷⁹⁰. Le groupe des *Cahiers du socialiste*, dans lequel Thomas gravite a également créé un bureau d'informations municipales, en charge d'approfondir le programme municipal, mais à l'activité bien vite réduite à peau de chagrin. Thomas n'est cependant cette fois pas mobilisé pour la préparation du programme électoral – sans doute trop occupé à la Chambre – qui revient au duo Henri Sellier (en charge de la banlieue) et Gaston Lévy (coopérateur qui se voit chargé de la partie consacrée à Paris-Ville).

Le succès de Thomas s'explique donc tantôt par l'expérience de ses activités théoriques et intellectuelles en faveur du municipalisme, tantôt par la nature des enjeux locaux qui transparaissent dans la littérature grise de campagne conservée dans ses archives personnelles. Ainsi, la comparaison du tract du candidat radical Séguignol avec celui de Thomas permet de saisir les lignes de fractures. La liste radicale se présente comme strictement concernée par les enjeux communaux, accusant les socialistes de placer leur projet dans le cadre national, manière de dénigrer le programme du parti socialiste en général. Les socialistes, quant à eux, se placent sur le terrain de la bonne gestion des affaires municipales afin de ne pas donner prise à ces procès en radicalité et en irresponsabilité. Rappelant que, dès son entrée au conseil municipal, le groupe socialiste n'a pas fait obstruction à la gestion des affaires communales et a prêté son « concours sans réserve à une gestion claire et loyale des deniers communaux⁷⁹¹ », il présente bien sûr les avancées permises par sa présence au conseil comme par exemple la hausse des salaires des employés communaux. Le tract insiste également sur l'attitude des socialistes présentée comme responsables depuis la crise ouverte en 1911 au sein de la mairie contre le maire radical Pouillet. La différence entre radicaux et socialistes se situe dans les points successifs de chacun des programmes. Les socialistes préconisent la gestion directe (pour l'enlèvement des boues par exemple), empêchée jusque-là par la majorité radicale. Chaque point du programme est également coloré par des exigences typiquement socialistes, qui reprennent le programme national de la SFIO, comme la journée de huit heures dans les services communaux, l'insistance sur la création de services publics communaux, un programme global d'assistance et d'assurance sociale, la construction d'HBM, le développement de secours d'études... C'est aussi une question de hiérarchie. Alors que la liste radicale développait en premier le programme de travaux publics, ceux-ci arrivent en dernier sur le programme socialiste qui débute par le refus de l'octroi et par l'exigence d'extension des services publics communaux.

⁷⁹⁰ *Ibid.*, p. 294.

⁷⁹¹ AN 94 AP 475. Tract électoral de la section socialiste de Champigny-sur-Marne en vue des élections municipales du 5 mai 1912.

Malgré tout, les socialistes campinois déniaient le fait qu'ils veulent faire, à la mairie, de la politique nationale, probablement conscients que pour séduire l'électorat radical et radical-socialiste divisé de leur commune, c'est sur leur qualité de bons gestionnaires des affaires municipales qu'ils doivent insister. Les programmes municipaux des socialistes et des radicaux-socialistes et radicaux partagent, de plus, quelques points de convergences, depuis l'adoption d'un programme radical en 1904 et du programme minimal du parti radical et radical-socialiste de Nancy en 1907. Comme les socialistes, ils sont favorables à la suppression des octrois, adaptée toutefois à la situation locale, proposent la municipalisation des monopoles de fait, mais cependant à l'exclusive de certains secteurs jugés d'intérêt public par les socialistes, comme l'alimentation, le chauffage ou le logement⁷⁹². Cette plateforme minimale commune, en plus de la spécificité des enjeux locaux, explique la convergence possible à l'échelle locale entre élus socialistes, radicaux et radicaux-socialistes. Comme l'a montré Emmanuel Bellanger, « les singularités qui distinguent une représentation municipale socialiste d'une représentation communiste, radical-socialiste ou "modérée", ne sont pas figées⁷⁹³ ». Au contraire, celles-ci s'estompent sous le poids des contraintes de gestion, ce qui est particulièrement vrai dans une commune assez mixte socialement et dont la contrainte financière est bien réelle. Thomas peut, enfin, sans doute bénéficier de la respectabilité que lui confère son mandat de député depuis 1910, siégeant parmi les modérés de la SFIO.

La nouvelle mairie socialiste prend ses fonctions lors de la séance du 19 mai 1912. Le nouveau maire est élu au premier tour de scrutin à la majorité absolue de 18 voix contre 8 voix pour le maire sortant Jean Séguiniol sur 26 suffrages exprimés⁷⁹⁴. Fin mai Thomas fait une déclaration inaugurale pour positionner l'action de la nouvelle municipalité. Il se place sous le patronage du socialisme municipal, tout en montrant une volonté de continuité avec l'administration précédente. Assisté de ses fidèles camarades socialistes, et notamment de Joannès Allardet, le nouveau maire socialiste est un édile actif, soucieux de réaliser le programme municipal sur lequel il a été élu. Pour Chloé Letoulat-Chotard, Albert Thomas exerce la fonction de maire comme un « patron » (terme qui colle à l'homme politique durant le reste de sa carrière, nous y reviendrons), soucieux d'améliorer le sort de ses employés. Il est vrai que dès 1912, la commune adopte le premier règlement général du personnel communal de Champigny. Voté en Conseil municipal le 30 août 1912, il établit les conditions générales

⁷⁹² *Ibid.*, p. 128 et suivantes.

⁷⁹³ BELLANGER Emmanuel, « La ville en partage : les "savoir-administrer" dans la conduite des affaires municipales et intercommunales en banlieue parisienne (années 1880-1950) », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2005, vol. 1, n° 12, p. 79-95.

⁷⁹⁴ Archives municipales de Champigny-sur-Marne, 1 D 12. Séance du 19 mai 1912.

d'avancement, des congés de quinze jours pour les agents, un âge maximum d'entrée à 35 ans, une grille de traitement avec progression, et institue un Conseil de discipline. Ce règlement est en avance sur la législation nationale similaire qui l'impose à toutes les communes par la loi du 23 octobre 1919⁷⁹⁵. Le règlement de Champigny est adossé au développement de la mutualité. En novembre 1912, les employés communaux sont ainsi admis à la société de secours mutuel de Champigny⁷⁹⁶, dont Thomas avait favorisé le développement dès 1906⁷⁹⁷.

La mairie socialiste tente également de faire raisonner son action avec l'actualité politique régionale ou nationale. L'intercommunalité dans laquelle cherchent à s'inscrire les maires socialistes de la Seine banlieue n'est pas un vain mot à Champigny-la-socialiste. Le conseil municipal de Champigny est fréquemment invité par son maire à relayer les vœux formulés par les communes de la banlieue parisienne, adressés à la préfecture de la Seine, en faveur de divers projets urbains⁷⁹⁸. Champigny appuie par exemple le vœu de la commune de Sceaux concernant l'assurance du personnel communal contre les accidents du travail, et tendant à la fondation d'une mutuelle entre les communes de la Seine⁷⁹⁹. Pionnière dans ce domaine depuis l'adoption de son statut pour les employés communaux, elle peut ainsi servir de modèle aux communes voisines.

Cependant, l'inscription de l'action municipale dans une échelle intercommunale n'est pas une spécificité socialiste. Globalement, la gestion des intérêts communaux impose de mettre de côté les étiquettes partisans. Champigny s'associe notamment à l'action menée par diverses communes contre l'octroi, qui grève fortement les finances de la commune et est considérée comme la cause d'inégalités territoriales fortes entre Paris et la banlieue⁸⁰⁰. Le maire de Champigny fait d'ailleurs partie de l'Union des maires de la Seine (UMS) créée en 1909, qui comprend des élus de tous les bords politiques et qui se positionne comme l'interlocuteur privilégié face à la préfecture de la Seine. Thomas semble être un édile actif au sein de cette institution. En mai 1913, il présente au conseil municipal de Champigny une demande de réorganisation de la perception de l'octroi, ensuite portée au ministère de l'intérieur et à la

⁷⁹⁵ LETOULAT Chloé, *La commune de Champigny-sur-Marne et son personnel de 1912 à 1947*, *op. cit.*, p. 26-27.

⁷⁹⁶ Archives municipales de Champigny-sur-Marne, 1 D 12, séances du 21 octobre et du 22 novembre 1912.

⁷⁹⁷ *Ibid.* 1 D 11, séance du 26 novembre 1906.

⁷⁹⁸ *Ibid.* 1 D 12, séance du 2 juillet 1912. Le conseil municipal appuie le vœu de la commune de Vincennes tendant à la création d'un sanatorium antituberculeux. 1 D12, séance du 23 décembre 1912. Champigny s'associe au vœu de la commune de Levallois-Perret pour la défense des Zoniers.

⁷⁹⁹ *Ibid.* 1 D 12, séance du 13 mai 1913. Champigny appuie le vœu de la commune de Sceaux concernant l'assurance du personnel communal contre les accidents du travail, et tendant à la fondation d'une mutuelle entre les communes de la Seine.

⁸⁰⁰ *Ibid.* 1 D 12, séance du 22 novembre 1912.

Chambre des députés. Il propose de créer un système de police unique placé sous les ordres de la préfecture de police, les agents de police de banlieue devant être soumis aux mêmes traitements et à la même discipline que les agents de Paris. Cette demande est appuyée par l'Union des maires, mais elle a reçu une forte opposition du conseil général de la Seine, qui est encore composé de 80 conseillers municipaux de Paris – contre seulement 22 pour l'ensemble des communes de banlieue – et qui ont refusé de prendre une part quelconque dans les dépenses de police de la banlieue⁸⁰¹.

Ces demandes sont le fruit d'une réflexion menée par les édiles de la banlieue depuis la fin du XIX^e siècle sur l'insuffisante prise en compte de leur importance grandissante eu égard à la forte croissance démographique. La population de la banlieue parisienne est en effet passée de 530 306 à 1 259 295 habitants entre 1881 et 1911⁸⁰², mais estime être toujours insuffisamment représentée au sein du Conseil général de la Seine, largement dominée par les conseillers parisiens. Plusieurs ligues, comme la Ligue suburbaine créée en 1886, la Ligue Paris-Banlieue initiée en 1897, ou encore la Ligue de Défense de l'Est parisien visent à défendre les intérêts de la banlieue contre l'hégémonie parisienne. Cette dernière est animée par le maire radical-socialiste de Nogent-sur-Marne depuis 1907, Émile Brisson, et par ailleurs fondateur de l'UMS. Au sein de celle-ci, comme des autres ligues, les maires socialistes doivent composer avec d'autres tendances politiques mais aussi dialoguer en permanence avec les représentants de l'État bourgeois. Comme l'écrit Emmanuel Bellanger,

« Lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts de la banlieue le front commun des élus finit par transcender le patriotisme de clocher étroit et les clivages partisans. L'UMS est un sas de dépolitisation et de formation d'entente entre élus radicaux – socialistes, conservateurs et socialistes que tout oppose⁸⁰³ ».

Pour Thomas aussi, il s'agit sans aucun doute d'un lieu d'acculturation politique et administrative avec les rouages institutionnels de l'État, et de composition avec les forces politiques adverses. L'exercice des responsabilités en général oblige le maire à un dialogue permanent avec ses administrés bien sûr, mais aussi avec les compagnies de chemins de fer, de gaz ou encore d'eau, avec la préfecture de la Seine et enfin avec les élus d'autres couleurs politiques. Ainsi, malgré leur divergences politiques, Thomas et Brisson semblent agir main dans la main pour défendre les intérêts de la banlieue Est et de leurs deux communes voisines,

⁸⁰¹ *Ibid.* 1 D 12, séance du 13 mai 1913.

⁸⁰² Chiffres donnés par BELLANGER Emmanuel, MORO Julia et VILLETTE Vincent, *Nogent-sur-Marne, op. cit.*, p. 62.

⁸⁰³ *Ibid.*, p. 68-69.

en lutte contre l'hégémonie de Paris que Thomas qualifiait dès 1908 de « Cité-Empire⁸⁰⁴ ». Les deux hommes revendiquent l'assimilation de Paris et de sa banlieue dans une sorte de Grand-Paris. Le maire socialiste est sur ce sujet précurseur dans la revendication de l'égalité entre Paris et banlieue, et il s'appuie sur la comparaison avec d'autres capitales européennes érigées comme modèle – Londres et Berlin par exemple – pour étayer sa vision⁸⁰⁵. Thomas et Brisson sont côte à côte pour demander aux compagnies de trains et tramways de banlieue l'extension des lignes, la baisse des tarifs, l'augmentation de la fréquence des trains et du nombre d'arrêts. L'édile champinois joue aussi de son mandat de député pour appuyer ces demandes auprès du directeur de la compagnie des chemins de fer nogentais⁸⁰⁶. Les deux communes sont associées sur des projets intercommunaux, comme celui de création d'un abattoir intercommunal pour le canton de Nogent proposée par Étienne Brisson, et appuyée par le conseil municipal de Champigny⁸⁰⁷. Les deux élus s'expriment ensemble en faveur de la destruction des fortifications de Paris, et de la propriété de ces terrains au profit des communes qui les hébergent. Après la crue de 1910, Brisson plaide auprès du ministre des Travaux publics pour l'édification d'un canal de dérivation visant à protéger les bords de la Marne. Thomas, alors député de la Seine soutient ces demandes auprès du ministre⁸⁰⁸. Le cumul de divers mandats d'élus municipal et national permet donc de donner de l'ampleur aux revendications des communes de la banlieue-est. Pour la carrière politique de Thomas en formation, l'exercice de ces fonctions participe également d'un processus d'acquisition de « savoir-administrer⁸⁰⁹ » constitutif de la légitimation politique d'un socialiste en campagne électorale et en passe de devenir un « expert du parti⁸¹⁰ ».

⁸⁰⁴ THOMAS Albert, *Notre canton : canton de Nogent-sur-Marne*, Paris, Parti socialiste SFIO – Fédération de la Seine, 1908.

⁸⁰⁵ Thomas vante par exemple le modèle du Conseil du comté de Londres qui régit l'ensemble des services des tramways, des eaux, d'éclairage pour toute la région londonienne, d'où résulte selon lui que « tous les habitants sont traités également et que les avantages assurés à chacun sont plus considérables ». THOMAS Albert, *Notre canton : canton de Nogent-sur-Marne*, *op. cit.*

⁸⁰⁶ AN 94 AP 403. Lettre du directeur des chemins de fer nogentais du 13 février 1913.

⁸⁰⁷ Archives municipales de Champigny-sur-Marne. 1 D 12, séance du 30 décembre 1913.

⁸⁰⁸ BELLANGER Emmanuel, MORO Julia et VILLETTE Vincent, *Nogent-sur-Marne*, *op. cit.*, p. 69.

⁸⁰⁹ Selon l'expression de BELLANGER Emmanuel, « La ville en partage : les "savoir-administrer" dans la conduite des affaires municipales et intercommunales en banlieue parisienne (années 1880-1950) », *op. cit.*

⁸¹⁰ JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés*, *op. cit.*

II. Un socialiste en campagne

A. Vers la députation

Il semble que Thomas ait été sollicité par ses camarades pour se présenter *in extremis* à cette élection législative visant à remplacer le radical gouvernemental Adolphe Maujan, alors élu sénateur⁸¹¹. Le candidat socialiste s'était opposé déjà par le passé à Adolphe Maujan, alors sous-secrétaire d'État à l'Intérieur dans le gouvernement Clemenceau. Ses archives personnelles conservent des coupures de presse du journal *le Radical* attaquant Thomas, qualifié de « professeur de socialisme⁸¹² » et s'en prenant à sa défense de la syndicalisation des fonctionnaires et de l'exercice de leur droit de grève, qui leur est alors refusé par l'État. Malgré les demandes répétées des fonctionnaires – et notamment des amicales d'instituteurs – depuis le début du siècle pour obtenir un droit syndical, Clemenceau propose en 1907 un nouveau statut des fonctionnaires, refusant clairement de les assimiler aux travailleurs de droit privé, leur déniaient ainsi tout droit syndical et tout droit de grève. En 1909, le groupe socialiste au Parlement dépose la proposition Allard qui, prenant le contre-pied total du projet gouvernemental et suivant en partie les recommandations des amicales et groupements de fonctionnaires, tend vers une reconnaissance intégrale du droit syndical pour les fonctionnaires⁸¹³. Jean Jaurès, qui depuis 1905, défend la syndicalisation des instituteurs dans sa tribune hebdomadaire dans *La Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, s'en fait l'avocat. *Via La Revue syndicaliste*, Thomas s'est également opposé au projet gouvernemental en publiant un article de Waroquier sur les syndicats de fonctionnaires. Thomas s'inscrit dans sa lignée :

« Waroquier est d'abord de ceux qui pensent, contre des théories en vogue, que syndicalisme et démocratie ne sont pas contradictoires ; il est de ceux qui voient dans le triomphe du syndicalisme, un triomphe du principe républicain. Et je crois, quant à moi, qu'il a raison. Le syndicalisme, à l'expérience, se révélera, selon le mot de Webb, comme une véritable "démocratie industrielle"⁸¹⁴ ».

⁸¹¹ AN 94 AP 475, Note manuscrite de Madeleine Thomas.

⁸¹² AN 94 AP 475. « Professeur de socialisme », 13 février 1908.

⁸¹³ CHEVALLIER Jacques, « Le statut général des fonctionnaires de 1946 : un compromis durable », *La revue administrative. Histoire-Droit-Société*, 1996, p. 7-21.

⁸¹⁴ THOMAS Albert, « Avant-propos », *La Revue syndicaliste*, Décembre 1907, n° 32, p. 171-172.

La publication de cet article suscite l'intérêt de nombreux fonctionnaires ; dans la correspondance que Thomas reçoit au sujet de *La Revue syndicaliste*, on voit que ce numéro est plébiscité par les lecteurs⁸¹⁵. Le débat se poursuit dans les rangs socialistes et radicaux et prend une acuité particulière dans le contexte de grève des fonctionnaires des postes et de contre-proposition socialiste. La campagne de 1909 se joue donc aussi sur la question de la syndicalisation des fonctionnaires, et se situe dans un contexte plus global d'opposition entre radicaux et socialistes, très nette depuis 1906 et la répression très dure des mouvements sociaux menée par « le premier flic de France ». En 1906, Thomas avait dénoncé dans *L'Humanité* « l'application des lois scélérates » par Clemenceau qui « a brutalement affirmé les droits de l'État-patron en révoquant les trois cents facteurs⁸¹⁶ » à la suite d'une grève lancée par les facteurs de Paris le 11 avril 1906⁸¹⁷. Après le 1^{er} mai 1906, de nombreux articles de *L'Humanité*, de la plume de Bracke, qui le qualifie de « journée des flics⁸¹⁸ », mais aussi de Thomas, dénoncent les violences de la répression des mouvements ouvriers, et les nombreuses atteintes au droit de grève⁸¹⁹. C'est une période particulièrement chargée pour le journaliste de *L'Humanité*, qui couvre par ailleurs la catastrophe de Courrières qui a lieu le 10 mars 1906, et ses suites.

Après la répression des révoltes du Midi en 1907, de la grève de Draveil-Villeneuve-Saint-Georges en 1908, suscitant les foudres des socialistes, le fossé entre radicaux et socialistes se creuse fortement. Ces derniers sont désormais clairement dans l'opposition au gouvernement Clemenceau qui a désigné Maujan sous-secrétaire d'État à l'intérieur, poste qu'il occupe du 20 juillet 1907 au 24 juillet 1909 et quitte donc après la chute du cabinet Clemenceau. L'évolution des rapports entre radicaux et socialistes s'achemine clairement vers une opposition frontale sur les questions sociales. Alors qu'il avait soutenu publiquement la candidature de Maujan, qualifié dans un meeting de « républicain éprouvé » au deuxième tour des élections législatives de 1906, pour contrer la candidature du docteur nationaliste et antisémite Pierre Péchin⁸²⁰, Thomas change d'attitude aux élections législatives partielles de janvier 1909.

⁸¹⁵ AN 94 AP 245. Lettres de janvier 1908.

⁸¹⁶ THOMAS Albert, « Clemenceau applique les lois scélérates », *L'Humanité*, 26 avril 1906.

⁸¹⁷ SIWEK-POUYDESSEAU Jeanne, *Le syndicalisme des fonctionnaires jusqu'à la guerre froide*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1989, p. 71.

⁸¹⁸ Cité in CANDAR Gilles et DUCLERT Vincent, *Jean Jaurès, op. cit.*, p. 241.

⁸¹⁹ THOMAS Albert, « Le droit de grève », *L'Humanité*, 17 mai 1906 et « Pour les lois ouvrières », *L'Humanité*, 6 juillet 1906.

⁸²⁰ AN 94 AP 475. MIRANDE Yves, « La candidature Maujan », *Le Radical*, 17 mai 1906.

Cette année-là, Maujan avait quitté son poste de député, briguant alors la Haute Assemblée. Élu sénateur de la Seine en janvier 1909, Thomas se présente aux élections législatives partielles pour nommer son remplaçant au siège de député de la deuxième circonscription de l'arrondissement de Sceaux. Son principal concurrent est le radical gouvernemental Amédée Chenal, qui se présente donc comme l'héritier de Maujan. Il semble que Thomas ait déjà été sollicité par des camarades socialistes de sa circonscription en 1906 pour se présenter contre Maujan lors des élections législatives. Mais il avait alors hésité, puis refusé, ayant sans doute suivi les injonctions claires de Lucien Herr qui souhaitait l'orienter vers la poursuite de ses travaux scientifiques⁸²¹. Il suit cependant de près la campagne, comme l'atteste la quantité de documentation conservée dans ses archives personnelles, secondant le candidat socialiste Étienne Pédron dans sa campagne, ce qui contribua sans doute à sa formation politique, utile pour les campagnes à venir.

Le tract de campagne d'Albert Thomas pour cette campagne électorale retrouvé dans ses archives personnelles montre qu'il se positionne clairement comme un candidat d'opposition au gouvernement (voir figure n° 4). La candidature de « l'agrégé de l'Université » et « rédacteur à *L'Humanité* » est présentée comme « une candidature de protestation démocratique et républicaine » [...] et « de protestation ouvrière contre un ministère qui a brutalisé le prolétariat, qui a traqué les organisations ouvrières et qui refuse aux fonctionnaires de tout ordre les garanties morales et matérielles auxquelles ils ont droit⁸²² ».

Sa candidature est l'occasion de définir une ligne de fracture entre les réformes libérales et le réformisme socialiste, selon une stratégie identifiée par Patrizia Dogliani qui conduit les réformistes de la SFIO à se distinguer du radicalisme de gauche pour former un « courant politique autonome⁸²³ ».

« Les réformes pour les libéraux et pour beaucoup de radicaux, c'est l'os à ronger jeté à la classe ouvrière. [...] Pour nous, les réformes que nous réclamons sont un acheminement vers l'entière libération ouvrière. Elles sont le germe d'autres réformes, qui peuvent rendre les exploités de toutes classes toujours plus libres, plus forts, plus capables de développer leurs facultés et de créer la Société juste que nous rêvons⁸²⁴ ».

⁸²¹ COHEN Emmanuelle, *Albert Thomas : jeunesse, amitiés et formation politique (1897-1906)*, op. cit.

⁸²² AN 94 AP 475. Tract de campagne en faveur d'Albert Thomas pour les élections législatives partielles du 21 mars 1909 (voir figures n° 4 et n° 5).

⁸²³ DOGLIANI Patrizia, *Le socialisme municipal*, op. cit., p. 18.

⁸²⁴ AN 94 AP 475. Tract de campagne en faveur d'Albert Thomas pour les élections législatives partielles du 21 mars 1909.

Le tract insiste également sur les origines sociales de Thomas, rappelant qu'il est fils d'un boulanger de la circonscription, ayant bénéficié d'une bourse d'études pour entrer à l'ENS, et qu'il n'est donc pas un « bourgeois ». Avec ce cynisme qui l'a toujours caractérisé, Hubert Bourgin note le caractère un peu « mythifié » des affiches de campagne de Thomas qui le présentent sous les traits d'un fils de boulanger « stylisé et doté d'un caractère légendaire et impersonnel⁸²⁵ ». Sans souscrire à ce jugement de valeur, nous pouvons néanmoins considérer que le rappel de ses origines campinoises et populaires relève d'une stratégie électorale somme toute assez classique pour la SFIO. Cela permet d'identifier le parti comme étant celui d'une classe, tout en garantissant l'ancrage local du candidat présenté. Précisons ici que le matériau retrouvé dans les archives de Thomas est assez précieux, en l'absence d'archives de la SFIO pour cette période. En conséquence, il existe peu, voire pas, de travaux sur les affiches de campagne socialistes avant 1914. Tout au plus, Gilles Candar et Christophe Prochasson mentionnent l'utilisation des affiches comme moyen de propagande électorale dans leur article pionnier sur la conquête des territoires par les socialistes, mais sans les analyser comme telles⁸²⁶. Dans son étude de la Fédération socialiste de la Seine entre 1905 et 1914, Pierre-Louis Tourniéroux n'accorde pas non plus d'importance à ce moyen de propagande électorale. Il faut dire que cela tient sûrement au désintérêt relatif que la SFIO accorde à ce moyen de propagande qui lui accorde tout au plus une valeur pédagogique. Cette caractéristique est poussée à l'extrême dans les tracts de Thomas qui présentent de manière détaillée et minutieuse, et sur plusieurs pages, tout son parcours. Les affiches sont imprimées en noir sur fond de couleur, avec un texte parfois saturé et sans illustration, comme celles d'André Lebey⁸²⁷. Dès 1910, dans la fédération de la Seine, on voit cependant apparaître des affiches faisant figurer le visage du candidat et il faut attendre les législatives de 1914 pour voir se multiplier les affiches socialistes en couleur, comme celles de Marcel Sembat illustrées par Poncet, également député socialiste. La SFIO n'est donc pas pionnière dans ce domaine ; à Paris la première affiche électorale illustrée connue était celle du candidat antisémite et boulangiste Adolphe Willette, lui-même illustrateur, lors des élections législatives de 1889...

⁸²⁵ BOURGIN Hubert, *De Jaurès à Léon Blum : l'École normale et la politique*, op. cit., p. 435.

⁸²⁶ CANDAR Gilles et PROCHASSON Christophe, « Le socialisme à la conquête des terroirs », *Le Mouvement social*, 1992, n° 160, p. 33-63. Sur les affiches socialistes pour les périodes ultérieures, voir CEPEDE Frédéric, « Réforme ou révolution, quelles images pour le socialisme ? Regard sur un siècle d'affiches socialistes », *Histoire@Politique*, 2011, n° 13, p. 76-98.

⁸²⁷ Je remercie Frédéric Cépède pour ces informations fournies au sujet de ces affiches. Archives de l'OURS. Fonds André Lebey, 50 APO.

Par ailleurs, le parti ne dispose pas d'un outil de coordination nationale, en conformité avec l'importance des fédérations en son sein. C'est ce qui explique que les affiches du député de la deuxième circonscription de Sceaux, tout comme celles de son ami André Lebey, élu député de la Seine-et-Oise en 1914, se concentrent principalement sur les enjeux locaux. Les affiches de Thomas donnent également une image moins policée et plus revendicative que celle que l'on aurait pu attendre de ce réformiste bon teint, ce qui montre la prévalence d'une rhétorique révolutionnaire et contestataire qui constitue l'ADN de la SFIO.

Le tract rappelle également la candidature malheureuse de Thomas aux élections du conseil général de la Seine en 1908. Il avait alors été battu au premier tour par le candidat radical-socialiste Pierre Blanchon obtenant 1 964 voix contre 3 188 pour ce dernier, sur 5 350 votants⁸²⁸. Même si elle est un échec, cette candidature est intéressante car elle s'inscrit dans la volonté des socialistes investis dans le socialisme municipal, de s'emparer de cette arène dont les compétences s'étendent au niveau de toute la Seine. Cette démarche vise à se distinguer des radicaux après leur mauvaise volonté contre le bloc des gauches, mais montre aussi l'intention de mener une réflexion à une autre échelle, anticipant les problèmes liés à l'avenir de Paris, et considérant déjà les déséquilibres forts entre Paris et ses banlieues⁸²⁹, réflexion incarnée notamment par la trajectoire politique d'Henri Sellier.

Nous disposons cependant d'informations supplémentaires sur la candidature aux élections législatives. La longueur de la présentation biographique, qui occupe pratiquement la moitié du tract, semble indiquer que Thomas part avec un déficit dans cette campagne, sans doute moins connu des électeurs que son adversaire radical. Amédée Chenal est de vingt-six ans l'aîné de Thomas, a été maire de Maisons-Alfort et conseiller général du canton de Charenton-le-Pont. Le portrait souriant de Thomas qui accompagne le texte sert également à rendre son visage familier aux électeurs, à susciter la curiosité, voire de la sympathie pour le jeune candidat.


⁸²⁸ AN F7/16023², note de surveillance policière. La campagne l'opposait à Blanchon et non à Maujan comme l'a dit SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas: trente ans de réformisme social*, op. cit., p. 49-50.

⁸²⁹ BONZON Thierry, « "Une même cité". Paris et sa banlieue chez les conseillers généraux SFIO 1908-1914 », *Cahiers Jaurès*, 2005, vol. 3-4, n° 177-178, p. 7-21. Sur la politique sociale des conseillers municipaux parisiens, voir BONZON Thierry, *Les assemblées locales parisiennes et leur politique sociale pendant la Grande Guerre (1912-1919)*, thèse de l'Université Paris 1, sous la direction de Jean-Louis Robert, 1999.

Figure n° 4. Tract de campagne en faveur d'Albert Thomas pour les élections législatives partielles du 21 mars 1909 (AN 94 AP 475).

PARTI SOCIALISTE (S. F. I. O.)
Union des Sections de la 2^e Circonscription de Sceaux

Elections Législatives partielles du 21 Mars 1909



ALBERT THOMAS
Agrégé de l'Université
Rédacteur à *l'Humanité*. — Conseiller municipal de Champigny
CANDIDAT DU PARTI

Électeurs,

Nos affiches, nos feuilles volantes, la brochure ci-jointe vous ont appris ou rappelé qui nous sommes. En dépit de toutes les calomnies et de tous les mensonges, notre parti, le Parti Socialiste, parvient lentement, mais irrésistiblement, à gagner et convaincre les masses laborieuses. Seul, l'avènement du socialisme affranchira les salariés ou les exploités de toutes catégories, des oppressions matérielles ou morales dont ils souffrent aujourd'hui. Seul, il permettra de répondre aux espérances de la démocratie. Seul, il créera la vraie République : une République de fait et non plus seulement une République de parole, une République de mensonge.

Oui, nous avons la certitude que le jour approche où les travailleurs, librement associés, posséderont et géreront collectivement, pour le profit de tous, toutes ces grandes entreprises, de plus en plus concentrées, qui ne fonctionnent aujourd'hui que pour le profit de quelques-uns. Oui, nous avons la certitude qu'une Société de justice et d'ordre sera substituée à la Société d'iniquité et d'anarchie qu'est la Société présente.

C'est d'un cœur généreux que nous nous efforçons vers ce monde nouveau. C'est avec une attention passionnée que nous cherchons, dans la Société présente, tous les germes de la Société de demain. Et c'est pour cette raison que nous osons nous dire les seuls décidés partisans des réformes dans la Société présente.

D'autres ont pu promettre des réformes : rappelez-vous l'admirable programme démocratique de M. Maujan...

Mais où sont les neiges d'antan?...

Les réformes, pour les libéraux et pour beaucoup de radicaux, c'est l'os à ronger jeté à la classe ouvrière. C'est la satisfaction donnée à des revendications devenues trop insupportables. Heureux encore quand il ne s'agit pas seulement de battage électoral!

Pour nous, les réformes que nous réclamons sont un acheminement vers l'entière libération ouvrière. Elles sont le germe d'autres réformes, qui peuvent rendre les exploités de toutes classes toujours plus libres, plus forts, plus capables de développer leurs facultés et de créer la Société juste que nous rêvons.

C'est dans cet esprit que, par notre énergie soutenue, nous voulons arracher au Parlement les réformes tant de foi promises et si souvent ajournées.

A l'heure où les radicaux ajournent, repoussent ou mutilent misérablement celles-là même qu'ils avaient inscrites à leur programme — et qu'ils espèrent sans doute y inscrire longtemps encore, — nous nous déclarons prêts à tous les efforts pour obtenir :

Le scrutin de liste avec représentation proportionnelle ;

La limitation de la journée de travail ;

L'extension du droit syndical à tous les employés de l'Etat, du département et de la commune ;

Le statut des fonctionnaires ;

Les retraites ouvrières (y compris celles des travailleurs des chemins de fer) ;

L'assurance contre le chômage ;

L'impôt *progressif sur le revenu* ;

La réforme administrative de la banlieue parisienne ;

Enfin, le retour à la Nation des monopoles, par lesquels le grand capital épuise ou détourne à son profit toutes les ressources et toutes les énergies.

Mais, citoyens,

La candidature socialiste n'est pas seulement, aujourd'hui, une candidature de principes. Elle est aussi une candidature de protestation.

Candidature de protestation démocratique et républicaine contre un gouvernement incohérent et impuissant, qui ranime la confiance et l'audace de tous les partis du passé.

Candidature de protestation ouvrière contre un ministère qui a brutalisé le prolétariat, qui a traqué les organisations ouvrières et qui refuse aux fonctionnaires de tout ordre les garanties morales et matérielles auxquelles ils ont droit.

Et cette protestation sera d'autant plus directe que c'est un des membres mêmes du ministère qu'il s'agit de remplacer aujourd'hui. L'ancien député de cette circonscription, le sous-secrétaire d'Etat de l'Intérieur, M. Maujan, s'est fait élire sénateur à l'aide de moyens que des radicaux-socialistes, écœurés, ont dénoncés eux-mêmes au pays, et il s'est enfui de la circonscription *sans avoir jamais osé rendre compte de son mandat devant le corps électoral.*

Les électeurs lui signifieront, le 21 mars, qu'en dépit des faveurs gouvernementales il restait une majorité pour désapprouver et flétrir sa politique de stagnation et de répression. Pour défendre notre programme et pour faire entendre notre protestation, nous avons fait choix d'un camarade éprouvé, notre camarade

ALBERT THOMAS

Né dans la circonscription, fils d'un boulanger connu dans la région, Albert Thomas donnera satisfaction à ceux qui veulent un homme du pays. Mais nous osons dire que notre candidat offre au corps électoral des garanties plus sérieuses.

Grâce aux sacrifices très lourds de son père — sacrifices qui ont dû être complétés dans les dernières années par une Bourse de l'Etat (ceux qui accusent Thomas d'être un « bourgeois » pourraient mieux se renseigner). — notre camarade a pu faire de très fortes études. En 1898, il était reçu à l'École normale supérieure et, la même année, il obtenait, au Concours général des Lycées de Paris, un prix d'histoire et un prix de philosophie, qui le faisaient désigner pour bénéficier d'un prix de voyage en Russie et en Sibérie. Ce voyage fait, son service militaire accompli, Albert Thomas entrait à l'École. En 1900, il était reçu 1^{er} à la licence, à l'Université de Paris; en 1902, il était reçu 1^{er} à l'agrégation d'histoire. Ce rang lui permettait, d'une part, de bénéficier de la bourse établie par la *Revue générale des Sciences*, et de parcourir la Méditerranée et, d'autre part, de séjourner un an en Allemagne.

Dès ces années d'études, c'était du côté des questions sociales qu'il avait porté toute son attention. Pour le diplôme d'études d'histoire, à l'École Normale, il étudiait les *Origines du Blanquisme, de 1830 à 1834*. En Allemagne, il suivait les cours d'économie politique de l'Université de Berlin; il entrait en relations avec les théoriciens socialistes; il étudiait surtout le fonctionnement des syndicats et rapportait son premier ouvrage: *Le Syndicalisme allemand*. Deux ans plus tard, il publiait, dans le *Tour du Monde*, sa relation de voyage en Sibérie.

Des correspondances écrites d'Allemagne l'avaient déjà signalé dans le Parti. En 1903, lorsqu'il revint d'Allemagne, un préceptorat lui permit de demeurer à Paris. En 1904, Jaurès fondant l'*Humanité* lui demandait de suivre et de décrire, pour le nouveau journal, le mouvement syndical.

Depuis lors, vivant de collaboration à de nombreux journaux et revues et de cours d'histoire, Albert Thomas a pu, comme il le souhaitait, donner tout son effort à la propagande socialiste.

En 1904, il aidait Fournière à renouveler la *Revue Socialiste*. En 1905, il fondait avec Guérard, avec Keufer, avec Niel, la *Revue Syndicaliste*, destinée à documenter les syndiqués sur tout le mouvement professionnel français et étranger. Poursuivant ses études d'histoire, il publiait et annotait des *Extraits de Babeuf*, le vieux communiste de 1796, et les commentait par une série d'articles de la *Revue Socialiste*. Il publiait ensuite le *Second Empire*, dans la collection de l'*Histoire Socialiste* et, en 1908, la *Table analytique de l'ouvrage*. Il prépare en ce moment une *Histoire du Travail* en récits, dont les institutions ont déjà apprécié la valeur par les fragments parus dans la *Revue de l'Enseignement*.

Pratiquement, dans le Parti, notre camarade a été un des artisans convaincus de l'Unité Socialiste. Dès le Congrès unitaire de 1905, il était nommé membre de la Commission administrative du Parti. Il a pris part depuis lors à tous les Congrès.

En 1904, Albert Thomas avait été élu conseiller municipal de Champigny, plus peut-être comme enfant du pays que comme socialiste. Sa réélection, comme premier élu de cette commune, avec sept de ses camarades socialistes, prouve qu'il a su faire aimer et comprendre notre œuvre. Sa compétence en matière municipale et surtout dans les questions de banlieue, le faisait charger, par la Fédération de la Seine, de la rédaction de la brochure de propagande : *Le Socialisme et les Municipalités*. Candidat au Conseil général en 1908, il obtenait 2,000 voix dans le canton de Nogent, où deux socialistes ensemble n'en obtenaient que 700. Dans la presse et dans les réunions, il continuait de traiter des grands problèmes municipaux. Il a été un des premiers et des plus ardents propagandistes de la campagne pour les *Espaces libres*.

Nous pourrions citer encore beaucoup d'autres publications ou d'autres efforts de notre camarade. Nos adversaires radicaux, inquiets, nous opposent la longue expérience politique de leur candidat. Nous ne nions pas la valeur de « l'expérience » : mais, en matière législative, la connaissance aussi importe, et la technique à sa place. L'énergie encore plus, importe, et surtout, enfin, les qualités de probité et d'honnêteté. Et sur ces points encore, nous osons dire, nous ses camarades, que notre candidat est irréprochable.

Électeurs,

Le 21 mars, dédaigneux de la candidature de droite, qui se borne à protester contre le gouvernement radical sans indiquer comment satisfaire aux revendications démocratiques, repoussant la candidature officielle que l'on prétend vous imposer, vous voterez tous pour le citoyen

ALBERT THOMAS



Imp. Moderne (association ouvrière) 22-24, Rue des Laitières Vincennes.



Figure n° 5. Affiche électorale pour les élections législatives du 21 mars 1909 (AN 94 AP 475).

Parti Socialiste (S. F. I. O.)
SECTION D'ALFORTVILLE
Election Législative du 21 Mars 1909

AUX HOMMES DE BONNE FOI

Les Radicaux, sentant la partie définitivement perdue pour leur candidat M. Chenal essaient d'une manœuvre dont nous laissons à tous les Hommes de bonne foi le soin de faire justice.

Prenant prétexte de l'augmentation des contributions, ils essaient de s'en servir pour regagner le terrain qu'ils sentent se dérober sous leurs pas, venant ainsi mêler deux questions tout à fait distinctes : administration municipale et élection législative.

CITOYENS,

Vous trouverez exposées dans une autre affiche les causes de l'augmentation des contributions. Qu'il nous suffise ici de montrer l'impudence de MM. les radicaux, de ces gens qui avaient laissé les finances communales dans un gâchis scandaleux, fêtrés trois fois par les Electeurs d'Alfortville.

Est-ce que ce sont les Socialistes qui en 1904 ont laissé

104.000 francs de déficit

Est-ce que ce sont les Socialistes qui enlevant toute liberté et toute initiative aux communes, ne leur laisse comme ressources pour faire face aux dépenses sans cesse croissantes que des augmentations de contributions ?

Et ces dépenses croissantes, est-ce le Conseil Municipal qui en est responsable ?

Mais voyons ! Est-ce que M. Chenal n'appartient pas au Conseil Général de la Seine, et n'est-ce pas ce Conseil Général qui a élevé le prix de la journée d'hôpital pour les malades de la Banlieue de 1 fr. 36 à 4 fr. 78 ?

N'est-ce pas le même Conseil Général qui cette année nous a imposé une somme de 3.800 fr. pour les services départementaux d'hygiène ?

N'est-ce pas le département qui pour couvrir l'emprunt de deux cent millions a échelonné d'une façon progressive les centimes additionnels pour arriver cette année à huit centimes, chiffre qui n'a pas encore atteint son maximum ?

ELECTEURS !

Mais les Radicaux mentent lorsqu'ils disent que les Socialistes ont pris l'engagement en 1906 de ne pas augmenter les contributions. Ou et quand ?

Les Socialistes avaient promis de faire de la bonne administration. Ils en ont fait.

Mais vraiment, Citoyens, en êtes-vous si sûr ?

Comment ? c'est le parti responsable des vols éhontés de la Marine qui, après avoir dépensé des milliards, est obligé d'avouer qu'il flotte d'existence que sur le papier.

Où est passé l'argent ?

C'est le parti qui généreusement a fait cadeau des richesses minérales du territoire à des bandes de capitalistes internationaux volant indolument la nation tout entière.

C'est le parti qui pille les finances nationales pour causer ses créatures, qui ne veut nous donner des leçons d'administration.

C'est trop d'impudence ! Ah ! vous voulez placer l'élection de dimanche sur ce terrain ?

Nous y sommes avec vous ?

Et nous ajoutons que non seulement vous avez gaspillé, pillé, mais encore vous avez tué à Narbonne, à Draveil.

CITOYENS !

Vous avez à choisir :

Si vous approuvez les massacres, les révocations, les embastillades de tous les esprits libres et généreux.

Si vous êtes avec les renégats qui se sont servis de la classe ouvrière pour se hisser au pouvoir et qui l'ont honteusement trahie.

Si vous êtes avec les tyranneaux qui se sont servis des révolutions faites du sang de nos pères, pour remplacer la tyrannie des rois par celles de politiciens de bas étage, par la tyrannie de ceux qui pourchassent tous les hommes qui ne sont pas à plat ventre devant leurs Majestés, vous voterez pour M. Chenal.

Si au contraire, vous estimez qu'il en est assez de ce régime honteux déshonorant la République.

Si vous en avez assez d'être exploités, d'être espionnés jusque dans votre vie privée, si vous en avez assez de recevoir des balles quand vous demandez du pain pour vos enfants, vous voterez pour le citoyen

ALBERT THOMAS

Voilà le candidat : ALBERT THOMAS

Imp. P. de O'G... 11, 13, Rue V... Alfortville - Téléphone 31

La campagne menée en 1909 par Thomas aux élections législatives partielles semble difficile, comme en témoigne son épouse :

« La lutte était rude et inégale. Peu de fonds à disposition mais un tel dévouement de la part de nos chers camarades [...] de Champigny. C'était Allardet qui était le plus souvent à la maison, s'informant des brochures à porter, des tracts à distribuer, des enveloppes à faire, il fut admirable⁸³⁰ ».

Elle souligne également le dévouement aux côtés de son mari de militants socialistes du canton de Nogent. Le carton d'archives personnelles de Thomas montre en effet le caractère artisanal de sa campagne, sans doute moins professionnalisée et disposant de moins de ressources – notamment financières – que celle du candidat radical. La préparation semble néanmoins être méthodique comme l'atteste la série de notes manuscrites retraçant les résultats par commune lors des élections législatives précédentes, en déduisant une liste des « communes un peu négligées [par la propagande socialiste] et où un effort vigoureux devra être fait⁸³¹ ». Cette attention particulière accordée aux chiffres s'accompagne également d'une cartographie électorale de la circonscription. Malgré les efforts du groupe socialiste du canton de Nogent, le radical gouvernemental Amédée Chenal l'emporte. Au premier tour, Thomas obtient cependant 7 192 voix sur 33 754 inscrits. Chenal en obtient 9 445, le progressiste Blondont 3 256 et un candidat radical-socialiste 238. Au scrutin de ballottage, Thomas est battu, obtenant 8 304 contre 10 732 pour Amédée Chenal⁸³².

La campagne de 1909 prépare cependant le socialiste au renouvellement général lors des élections législatives de l'année suivante. Au premier tour des élections le 24 avril 1910, Thomas obtient 6 286 voix sur 16 236 suffrages exprimés. Il arrive en tête devant le candidat radical Bonnet qui recueille, lui, 4291 voix. Le long tract de campagne de Thomas, également retrouvé dans ses archives personnelles, est éclairant pour saisir à la fois les rapports de force, et son positionnement politique.

Ce document dénonce les manœuvres du parti radical pour faire échouer sa candidature, à savoir le choix d'un « candidat de rechange » entre les deux tours en la personne du radical Adolphe Chéron, par ailleurs soutenu par l'ancien député Adolphe Maujan, « l'homme qui n'a jamais rendu compte de son mandat et qui s'est enfui au Sénat pour éviter d'expliquer à ses électeurs l'œuvre incohérente et brutale du ministère Clemenceau ». Le tract pointe également

⁸³⁰ AN 94 AP 475. Note manuscrite de Madeleine Thomas.

⁸³¹ *Ibid.* Note manuscrite d'Albert Thomas.

⁸³² Chiffres cités dans la notice biographique d'Albert Thomas dans le dictionnaire Jean Maitron. <https://maitron.fr/spip.php?article73731>, notice THOMAS Albert [THOMAS Aristide, Albert] par Justinien Raymond, version mise en ligne le 31 août 2009, dernière modification le 1^{er} janvier 2020.

du doigt la tactique habituelle des adversaires des socialistes, consistant à « effrayer les électeurs par des mots, par les mots “collectivistes, révolutionnaires, antipatriotes, anarchistes” ». Une partie du tract vise ainsi à distinguer les positions de Thomas de celles de Gustave Hervé, dont la plume antimilitariste couvre les colonnes de son désormais célèbre journal *La Guerre sociale* fondé en 1906. Thomas se présente ainsi comme un « patriote » soucieux de « défendre l'indépendance et l'autonomie des nations et le devoir non moins sacré d'empêcher par tous les moyens les guerres meurtrières, les conflits sanglants entre les peuples ». Valorisant le travail parlementaire, il cherche également à présenter le Parti socialiste comme peuplé d'hommes responsables à même de gérer les affaires du pays, atténuant ainsi l'aspect « révolutionnaire » du programme de la SFIO. S'adressant explicitement aux artisans, paysans, commerçants, le tract montre la volonté de conquérir un électorat plus large que les seules voix ouvrières. Si l'on en croit les archives de surveillance policière, la désignation du candidat radical-socialiste Bonnet en janvier 1910, arrive tardivement, alors que Thomas est déjà dans la course et que sa candidature « est très sympathiquement accueillie dans la région, et on croit qu'elle triomphera au premier tour de scrutin⁸³³ ». Bonnet semble en outre mettre moins de cœur à l'ouvrage que son adversaire Thomas dont les observateurs zélés de la police disent qu'il poursuit activement sa campagne, à l'occasion de réunions électorales très suivies, et malgré la campagne de M. Maurin, le maire de Saint-Maur, en faveur de son adversaire Bonnet⁸³⁴.

Thomas semble de plus bénéficier du report de voix d'une partie des radicaux-socialistes qui s'opposent à Bonnet⁸³⁵, d'où la désignation entre les deux tours de Chéron, visiblement plus consensuel. Mais cette manœuvre des adversaires n'empêche pas la victoire au second tour du socialiste dont la stratégie électorale, fondée sur un discours modéré adressé à l'électoral radical et radical-socialiste, semble payante. Ainsi un boulanger se disant radical-socialiste écrit à Aristide Thomas en 1910, expliquant son vote en faveur de son fils :

« Nous avons un député qui saura défendre les petits commerçants et les petits propriétaires sur les lourdes charges qui pèsent sur eux [...]. Je me rallie à la politique de votre fils car je sais que nous aurons au parlement un bon défenseur et qu'il saura toujours s'occuper des intérêts des travailleurs⁸³⁶ ».

Au second tour, Thomas arrive en tête devant Chéron, obtenant 10 433 voix sur 24 890.

⁸³³ AN F7/16023², note du 11 janvier 1910.

⁸³⁴ AN F7/16023², notes du 23 février et du 13 mars 1910.

⁸³⁵ AN F7/16023², note du 14 décembre 1909.

⁸³⁶ AN 94 AP 473. Lettre de félicitation reçue par Albert Thomas (sans date, mais 1910).

B. Les élections de 1914 : la confirmation

Aux élections législatives de 1914, Thomas est de nouveau élu dans sa circonscription. Si l'on en croit une note de surveillance policière, la CAP aurait, le 21 avril 1914, plébiscité la candidature de Thomas à sa propre succession, car celui-ci était susceptible de bénéficier, outre de l'aura désormais acquise par son premier mandat, d'une nouvelle division du côté des radicaux-socialistes⁸³⁷. En effet, deux autres candidats s'opposent à Thomas : Jules Auffray, un temps séduit par le boulangisme et antidreyfusard, candidat du groupe républicain nationaliste, et le candidat radical-socialiste, Adolphe Chéron. Les socialistes de la circonscription dénoncent la campagne menée par Jules Auffray, qualifié de « triste et répugnant jésuite » et « débris de nationalisme⁸³⁸ » ayant attisé « le spectre rouge du collectivisme et de l'anarchie⁸³⁹ » pour attirer les électeurs. En réponse, le socialiste se présente comme un candidat profondément républicain, comme il en fait la preuve durant son premier mandat. Son tract le présente ainsi :

« Peut-être en 1910, encore quelques-uns [...] pouvaient-ils penser que l'ardent candidat socialiste qu'ils venaient de nommer se ferait l'apôtre de la violence et de la brutalité ? Pour le malheur de M. Auffray, il est trop tard ! Le socialiste que je suis, le réformiste que je suis, est connu de tous et nul ne s'y trompe ! Bien au contraire – nous en avons la conviction – notre effort de persuasion a convaincu de plus en plus des masses chaque jour plus nombreuses, masses socialistes ou masses sympathiques qui se rallient sans hésiter à la candidature, à l'idée socialiste ».

Après avoir obtenu 9 575 voix lors du scrutin du 26 avril, Thomas est en ballottage malgré ses 4 000 voix d'avance sur son adversaire Jules Auffray⁸⁴⁰. Quelques dizaines de voix lui manquaient pour pouvoir passer dès le premier tour. Bénéficiant du report des voix radicales-socialistes, malgré les appels officiels du Parti radical à rallier le conservateur nationaliste Jules Auffray contre le candidat socialiste – brisant ainsi toute perspective de front républicain –, il remporte l'élection au second tour du 10 mai 1914 avec 10 432 voix⁸⁴¹. L'élection de Thomas se fait dans un contexte favorable à la SFIO qui envoie alors 102 députés à la Chambre, le

⁸³⁷ AN F7/16023². Note de surveillance policière du 21 avril 1914.

⁸³⁸ AN 94 AP 476. Affiche de campagne de la SFIO adressée aux électeurs nogentais.

⁸³⁹ AN 94 AP 476. Tract de campagne en faveur d'Albert Thomas pour le second tour des élections législatives de 1914 (voir figure n° 6). Et tract de campagne de Jules Auffray pour le scrutin de ballottage du 10 mai 1914, contre le « collectivisme et l'inquisition fiscale » des socialistes.

⁸⁴⁰ AN 94 AP 476. Dossier « Législatives de 1914 » et notamment le tract de campagne en faveur d'Albert Thomas pour le second tour des élections législatives de 1914.

⁸⁴¹ AN F7/16023². Note de surveillance policière de mai 1914.

groupe socialiste devenant ainsi le deuxième du Palais-Bourbon⁸⁴². La SFIO a fait campagne sur un programme prônant une nouvelle organisation militaire, dans le contexte de montée des tensions européennes, ainsi qu'en faveur de l'impôt progressif sur les fortunes, dans le cadre d'un État républicain défendant l'école nationale laïque, et fondé sur une nouvelle organisation de la démocratie appuyée sur l'adoption de la représentation proportionnelle pour les élections. Une partie des députés socialistes a pu ainsi profiter du rassemblement à gauche, notamment de désistement des radicaux se réclamant du programme de Pau (impôt sur le revenu, hostilité aux trois ans, rapprochement franco-allemand)⁸⁴³, comme c'est le cas de Thomas qui a bénéficié du report des voix d'Adolphe Chéron⁸⁴⁴. La brochure électorale *Albert Thomas et les trois ans*, publiée à l'occasion de cette élection, reproduit des extraits choisis des débats parlementaires, montrant une opposition à la loi de trois ans fondée sur des arguments socio-économiques, dans un contexte où les arguments basés sur l'attachement à un idéal purement pacifiste semblent peu audibles, notamment à la Chambre des députés⁸⁴⁵.

⁸⁴² Entre 1906 et 1902, les voix socialistes aux élections législatives passent de 877 999 voix à 1,4 millions, le nombre de députés socialistes est ainsi doublé, passant de 51 à 102. Chiffres donnés par Frédéric CEPÉDE, « La SFIO des années 1905-1914 : construire le parti », *Cahiers Jaurès*, 2008, vol. 1, n° 187-188, p. 29-45.

⁸⁴³ CANDAR Gilles et DUCLERT Vincent, *Jean Jaurès, op. cit.*, p. 426-429.


⁸⁴⁴ La commission administrative du Parti républicain-socialiste demande explicitement le report des voix en faveur de Thomas et contre Jules Auffray pour le deuxième tour. AN 94 AP 476. Tract du parti républicain-socialiste intitulé « Pourquoi les républicains et les travailleurs devraient voter pour Albert Thomas », et Affiche intitulée « Devoir républicain. Appel aux républicains radicaux et radicaux-socialistes ».

⁸⁴⁵ NIESS Alexandre, « La gauche parlementaire française face à la loi de trois ans (1913) », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 2017, n° 26, p. 67-89.

Figure n° 6. Tract de campagne en faveur d'Albert Thomas pour le second tour des élections législatives de 1914 (AN 94 AP 476).

PARTI SOCIALISTE
(Section Française de l'Internationale ouvrière)
UNION DES SECTIONS DE LA 2^e CIRCONSCRIPTION DE SCEAUX

Elections Législatives du 8 Mai (Scrutin de Ballottage)



ALBERT THOMAS
Agrégé de l'Université, Rédacteur à "l'Humanité"
Conseiller municipal de Champigny

Citoyens,

C'est avec une entière confiance que nous vous adressons cet appel pour la dernière bataille
Le scrutin du 24 avril dernier autorise cette confiance. **6.286** suffrages groupés sur le nom de
notre camarade Albert THOMAS ont attesté que nos généreuses idées socialistes n'effarouchent
plus la population laborieuse de la deuxième circonscription de Sceaux et que notre jeune parti
renewe l'espérance dernière de ceux qui veulent une République de progrès et de justice sociale.

Merci à tous d'abord !
Mais à tous, aussi, nous crions : **DEBOUT.**
Tous au travail ! Tous dans la lutte !
Car la dernière bataille sera âpre et véhémente.

ÉLECTIONS LEGISLATIVES DU 24 AVRIL 1910
(Premier tour de Scrutin)

| Communes | Inscrits | Votants | Blancs ou Nuls | Thomas | Bonnet | Dirksen | Deboisart | Fourcroy | Canard |
|-----------------------------|--------------|---------------|-------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------|----------|
| CANTON DE NOGENT | | | | | | | | | |
| Nogent..... | 3.065 | 2.467 | 98 | 911 | 805 | 112 | 560 | 27 | 3 |
| Le Perreux... | 3.385 | 2.792 | 125 | 982 | 807 | 142 | 472 | 54 | 2 |
| Bry..... | 829 | 634 | 35 | 199 | 244 | 38 | 102 | 16 | » |
| Champigny... | 2.412 | 1.914 | 81 | 1.019 | 429 | 93 | 244 | 48 | » |
| TOTAUX... | 9.691 | 7.607 | 339 | 3.111 | 2.285 | 385 | 1.378 | 145 | 5 |
| CANTON DE SAINT-MAUR | | | | | | | | | |
| Saint-Maur... | 7.318 | 6.025 | 327 | 2.169 | 1.310 | 1.020 | 1.082 | 117 | » |
| Bonneuil..... | 237 | 208 | 3 | 400 | 43 | 8 | 39 | 7 | » |
| Créteil..... | | 1.044 | | 372 | 282 | 77 | 265 | 45 | » |
| Joinville..... | 1.740 | 1.355 | 48 | 524 | 429 | 93 | 244 | 48 | » |
| TOTAUX... | | 8.629 | | 3.865 | 2.064 | 1.198 | 1.630 | 212 | » |
| TOTAL général. | | 16.236 | | 6.286 | 4.291 | 1.562 | 3.054 | 353 | 5 |

Les radicaux désarmés, surpris de cette victoire socialiste qui leur a révélé brusquement la méfiance grandissante qu'ils inspirent, ont tenté de se ressaisir. Alors que la Fédération de la Seine, se conformant à la politique traditionnelle de réciprocité républicaine retirait son candidat J.-L. Bonnet, les membres des comités locaux ont tenté de faire taire leurs rancunes personnelles et de défendre en commun leur position menacée.

Ils ont choisi comme candidat, comme candidat de rechange, le citoyen Chéron qu'ils avaient repoussé au Congrès de Champigny et dont la dignité s'accroît, paraît-il, de ce repêchage.

Depuis lors, c'est une scandaleuse débauche d'affiches! C'est la calomnie à jet continu! C'est même parfois l'insulte! En huit jours, on veut tenter de discréditer par tous les moyens le candidat désigné au premier tour par le suffrage universel.

« **Tous les moyens nous seront bons pour faire échouer Thomas** ». Le mot a été prononcé.

M. Adolphe Maujan, l'ex-député de cette circonscription, l'homme qui n'a jamais rendu compte de son mandat et qui s'est enfui au Sénat pour éviter d'expliquer à ses électeurs l'œuvre incohérente et brutale du ministère Clémenceau, M. Maujan est sorti de l'ombre et vient mener campagne, comme il dit, contre le parti « collectiviste-révolutionnaire ».

* * *

La tactique de nos adversaires est connue. Elle n'a pas varié depuis le premier tour de scrutin. Elle consiste à effrayer les électeurs par des mots, par les mots « collectiviste, révolutionnaire, antipatriote, anarchiste ».

La manœuvre a beau se dérouler avec plus d'ampleur; elle sera aussi inefficace le 8 mai que le 24 avril.

Nos adversaires nous dénoncent comme des **Antipatriotes**. Ils nous opposent les idées d'Hervé. **Albert Thomas n'a jamais professé les idées d'Hervé** : dans le parti et hors du parti, il les a toujours combattues. Il a soutenu toujours, en réunion publique ou par écrit, les idées connues du Parti socialiste, celles sur lesquelles au fond tous les républicains doivent s'accorder : le devoir sacré de défendre l'indépendance et l'autonomie des nations et le devoir non moins sacré d'empêcher par tous les moyens les guerres meurtrières, les conflits sanglants entre les peuples.

Voilà qui est net : c'est Albert THOMAS et non Hervé qui est candidat. C'est le programme socialiste et non les idées d'Hervé que nous défendons.

Bien mieux, M. Maujan lui-même, dans les réunions où nous l'avons rencontré, a déclaré que les socialistes en général et Albert THOMAS en particulier étaient eux aussi des **patriotes**.

Que signifient donc alors toutes les calomnies, toutes les insultes que les radicaux répandent courageusement sur les murs ou dans les réunions privées, alors que se trouvant face à face avec nous ils sont contraints de reconnaître notre vraie pensée.

Ils répètent encore que nous sommes des révolutionnaires, des chambardeurs, des hommes de violence. C'est faux encore une fois ! Si nous étions des hommes de violence, si nous n'avions pas confiance dans les moyens légaux, si nous ne croyions pas à l'efficacité, — relative sans doute, mais réelle, — du travail parlementaire, nous ne solliciterions pas vos suffrages. C'est caricaturer mensongèrement la lutte de classe que de la présenter comme une lutte nécessairement, fatalement, violente, alors qu'au contraire c'est l'organisation de la classe ouvrière qui pourra seule introduire un peu d'ordre dans l'anarchie et le gâchis de la société présente.

Nos adversaires disent enfin que nous voulons attenter à la liberté individuelle, en supprimant la propriété individuelle ! Vingt fois, cent fois, nous nous sommes expliqués sur ce point. Jamais le Parti socialiste n'a voulu attenter à la propriété de ceux qui, comme artisans, comme cultivateurs paysans, comme commerçants, mettent en œuvre eux-mêmes leurs moyens de production. Nous ne sommes ni un parti de partageux, ni un parti de voleurs. C'est la propriété capitaliste que nous voulons atteindre, la propriété de ceux qui rançonnent le consommateur et exploitent le travailleur, ouvrier, employé, artisan, cultivateur ou petit commerçant. Et, nous retournant contre le Parti radical, nous sommes en droit de lui dire : « Où est-elle la propriété individuelle des tisseurs du Nord qui gagnent 15 à 20 francs la semaine ? Où est-elle la propriété individuelle des journaliers qui travaillent 14 ou 15 heures pour 1 fr. 50 ? Où est-elle la propriété individuelle des journaliers agricoles ? Et comment les ferez-vous accéder à la propriété, à la liberté autrement que par l'extension du domaine collectif, c'est-à-dire de la propriété de tous ? »

Assez de calomnies ! Assez de mensonges !

Tous vos efforts seront vains. Le peuple sait où est l'avenir.

Electeurs,

Toutes ces manœuvres ne sont destinées qu'à voiler le néant ou les contradictions du programme radical. Partisan de la réforme électorale et de la proportionnelle au premier tour de scrutin, voici ce fameux parti antiproportionnaliste au second tour avec son nouveau candidat ! L'exemple en dit assez long.

Pour nous, nous continuerons à lutter de la manière que nous vous avons indiqué lors de la première bataille,

Pour le scrutin de liste et la Représentation proportionnelle,

Pour la réforme administrative,

Pour la réforme du travail parlementaire,

Pour le statut des fonctionnaires.
Pour la réorganisation des grands services publics.
Pour les lois de protection et de sécurité ouvrière.
Pour l'assurance sociale.
Pour l'impôt sur le revenu.
Pour l'exploitation directe des richesses nationales.
Pour le retour à la nation des grands monopoles capitalistes.
Pour les droits de notre banlieue!

La petite brochure que nous vous avons distribuée au premier tour vous a indiqué comment nous concevions ces réformes.

Electeurs,

C'est un programme net, sobre et bien conçu que nous vous avons présenté.
C'est un candidat, dont l'intelligence et la loyauté se trouvaient reconnues par tous ses adversaires, que nous avons chargé de le soutenir.
Programme et candidat méritent votre confiance.

Le Suffrage universel ne se déjugera pas.

Tous debout pour la dernière bataille!

Tous aux urnes dimanche, sans abstention!

Tous aux urnes, avec le nom d'

Albert THOMAS

Pour l'Union des Sections :
Le Secrétaire : Ch. MARTELLET.



III. De la régie communale aux services publics nationaux : du local au national

A. Le socialisme municipal, laboratoire du réformisme

L'investissement actif d'Albert Thomas au sein de la Fédération de la Seine pour la défense du socialisme municipal est au croisement de plusieurs influences et de plusieurs groupes de réflexions. La volonté d'étudier les expériences municipales étrangères (notamment belge, anglaise, et dans une moindre mesure allemande), et d'augmenter les connaissances sur les instruments juridiques et économiques de gestion communale est une prolongation du Groupe d'études socialistes réuni autour de Robert Hertz à partir de 1908. Ce dernier est particulièrement marqué par l'expérience de la Société fabienne, dont certains membres ont pris part à la gestion du *London County Council* créé en 1889⁸⁴⁶. Le septième cahier de la série dirigée par Thomas, *Les documents du socialisme*, est la traduction en français du projet de loi des époux Webb sur l'assistance publique en Angleterre. À bien des égards, les activités du groupe servent d'assise aux campagnes électorales de Thomas à Champigny en 1908 puis en 1912. Il est cependant intéressant de noter que celui-ci est le seul du groupe à prétendre réaliser les théories socialistes dans la pratique municipale, et à se réclamer d'un engagement politique et partisan total. Les autres normaliens qui animent ce groupe sont plus clairement tournés vers la poursuite d'une carrière universitaire, orientée vers la recherche scientifique, et se disent parfois socialistes sans pour autant adhérer à la SFIO. Robert Hertz par exemple, ne prit jamais sa carte du parti.

Thomas se dote alors d'un autre profil, celui de l'homme politique investi par son parti qui lui donne son *imprimatur* pour cumuler plusieurs mandats⁸⁴⁷. C'est en tous cas ce à quoi il aurait pu prétendre en cas de campagne réussie au conseil général de la Seine, enceinte éminemment stratégique pour faire entendre ses propositions en faveur du rééquilibrage entre Paris et la banlieue. C'est en effet l'ami de Thomas, Henri Sellier, conseiller municipal de Puteaux et élu conseiller général de la Seine pour le canton de Puteaux en 1910, qui incarne le mieux cette nouvelle génération d'élus municipaux « réformateurs, travaillant à mettre au point

⁸⁴⁶ Sur la Société fabienne voir JOUSSE Emmanuel, « Les présupposés du réformisme. Autour de la Société fabienne (1884-1914), *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2012, n° 30, p. 89-114.

⁸⁴⁷ MARREL Guillaume, « La mairie, le parti et la carrière. Implantation municipale, cumul et notabilisation des élus socialistes (1892-1940), in GIRAULT Jacques (dir.), *L'implantation du socialisme en France au XX^e siècle. Partis, réseaux, mobilisation*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, p. 143-165.

une alliance entre producteurs et consommateurs contre la crise, sur la base de la collaboration Parti socialiste – syndicats – coopératives⁸⁴⁸ ». Thomas se fait le défenseur du socialisme municipal en particulier lors du congrès de la SFIO de Saint-Quentin en 1911, un an avant les élections de 1912. Il se trouve dans cette œuvre aux côtés d'Ernest Poisson, membre de la CAP à partir de 1910 et secrétaire de la Fédération nationale des coopératives de consommation dès sa création en 1912, et d'Edgard Milhaud, économiste socialiste, professeur à l'Université de Genève, et directeur fondateur de la revue *Annales de la régie directe*⁸⁴⁹ à partir de 1908, qui promeut la régie sociale au niveau municipal puis national.

En amont de ce congrès, le Parti avait désigné lors de son conseil national du 23 janvier 1911 une commission municipale composée de 27 membres représentatifs de divers courants. Thomas fait partie de cette commission dont les débats houleux portent sur la question de l'alliance ou non avec les radicaux, particulièrement sensible dans les scrutins municipaux. Comme souvent, la résolution finale, portée par Pierre Renaudel et approuvée par la majorité, est un compromis laissant aux fédérations et unions de section des grandes villes la possibilité de nouer des alliances avec les radicaux en fonction du contexte local. Thomas, qui doit lui-même composer avec les forces radicales et radical-socialistes dans sa commune, se réjouit sans doute de cette possibilité d'alliances, tout en regrettant que les décisions du parti n'aillent pas plus loin dans la possibilité laissés aux potentiels élus de construire de véritables alliances en faveur des municipalités. Le débat de congrès sur la question municipale a lieu, lui, durant la journée du 18 avril 1911 et a été bien analysé par Patrizia Dogliani qui y voit à juste titre un affrontement entre deux générations d'élus socialistes municipaux : d'un côté s'exprime par la voix de Milhaud, une nouvelle génération réformatrice – à laquelle appartiennent Poisson et Thomas – voyant dans la commune un laboratoire d'expérimentation et de réalisation de la collaboration du triptyque réformiste parti, syndicats, coopératives, à même de réaliser dans les territoires une parcelle de socialisme. De l'autre, une « vieille garde » est incarnée par Delory, Compère-Morel, Guesde, et Lafargue, qui défendent l'orthodoxie marxiste et refusent de voir dans l'exercice des responsabilités municipales par des élus socialistes un type de socialisme à part entière. L'opposition entre les deux tendances rejoue l'opposition classique entre réforme et révolution. Tandis que Milhaud, s'appuyant sur des données économiques précises, bref sur toute une expertise internationale déployée depuis 1908 au sein de sa revue pour montrer que les régies directes municipales constituent des étapes dans la construction du socialisme, les

⁸⁴⁸ DOGLIANI Patrizia, *Le socialisme municipal, op. cit.*, p. 147.

⁸⁴⁹ Sur la revue de Milhaud, voir DOGLIANI Patrizia, « Edgard Milhaud e la rivista internazionale “Annales de la régie directe” (1908-1924) », in *Annali della Fondazione Luigi Einaudi*, vol. XIX, Turin, 1985.

guesdistes réduisent l'argumentaire de Milhaud à une énième expression d'un réformisme qui reviendrait à une collaboration de classes. Pour Delory, la régie directe « peut avoir valeur de réforme, mais ce n'est pas du socialisme » et pis encore pour Compère-Morel, les régies et services publics communaux qui peuvent certes être profitables à la classe ouvrière sont réduites à une forme de « philanthropie collective mais non pas du socialisme ». Il est aisé de considérer que le débat n'est pas véritablement tranché à la fin de cette discussion de congrès qui aboutit d'ailleurs à une motion de synthèse rédigée par Édouard Vaillant, qui reconnaît et valorise l'intérêt de la régie directe, approuve l'adoption d'un programme communal socialiste tout en le qualifiant de « corbeille de réformes » laissées à l'interprétation de chaque tendance, courant, et force socialiste locale.

Thomas, malgré tout soucieux de conserver également l'unité du parti, se place très nettement du côté d'Edgard Milhaud durant ce débat, dont il défend d'ailleurs les positions dans un article volontairement provocateur publié dans sa *Revue socialiste, syndicaliste et coopérative*. Il salut d'abord le discours de son « savant ami » qui, malgré les sarcasmes, a poursuivi « sa féconde leçon d'économie politique [permettant] de situer dans l'ensemble de l'action socialiste cet effort municipal socialiste ». C'est ici l'héritier français d'Édouard Bernstein qui s'exprime, saluant – sans bien sûr l'appeler ainsi – l'effort de révision du marxisme formulé par Edgard Milhaud qui a montré « comment le capitalisme, dépassant la période de libre concurrence si merveilleusement analysée par Marx s'acheminait vers un régime de monopole absolu, celui-ci non prévu par Marx, et contre lequel, pour les consommateurs et les producteurs désarmés, les régies municipales ou nationales allaient prendre une valeur jusqu'alors inaperçue ». Prenant à bras le corps les critiques des guesdistes l'accusant de révéler au grand jour sa volonté de détruire la doctrine révolutionnaire marxiste qui fait partie intégrante de l'identité politique et de l'histoire de la SFIO, Thomas remercie au contraire Milhaud « d'avoir donné une doctrine à un parti qui n'en avait pas ! ».

Une doctrine, mais aussi « une règle d'action » poursuit-il. Pour Thomas, les solutions pratiques préconisées par Milhaud, appuyées sur l'expérience – notamment des pays voisins, étudiée dans sa revue – mais aussi sur la science économique qu'il construit depuis son université genevoise, constituent des tactiques politiques fécondes, une sorte de mode d'emploi politique que tout socialiste devrait mettre en place, dès son élection à une fonction municipale. Pour Thomas, la motion d'unanimité proposée par Vaillant est symptomatique du problème récurrent que rencontre le parti socialiste : l'adoption d'une unanimité de façade ne donnant pas aux socialistes des règles d'organisation et de fonctionnement directes à leurs élus municipaux. Thomas dit ainsi avoir voté la motion car « elle conseille énergiquement de développer ces

services » publics municipaux et ces régies directes. Mais il constate qu'elle se refuse à l'adopter comme règle d'action permettant de développer « contre le monopole capitalistique une part de propriété collective ». Il déplore *in fine* que cette « résolution d'unanimité [soit] dénuée de toute efficacité morale ». Thomas s'adresse enfin à l'ensemble du parti, demandant à chaque socialiste de faire son examen de conscience :

« Il suffit de voir nos attitudes incertaines et contradictoires en face du développement de la production, pour s'apercevoir que nous n'avons pas d'idées très nettes sur la politique à adopter en présence du développement capitaliste lui-même ».

Et de conclure :

« La vérité est qu'il nous faut, selon les méthodes mêmes de Marx, chercher d'un libre esprit tout ce qui dans la réalité quotidienne va dans le sens de notre idéal⁸⁵⁰ ».

Ces prises de position, au ton parfois provocateur de Thomas, illustrent la montée en puissance et l'affirmation d'une nouvelle génération de socialistes, rompus à la gestion des affaires municipales, soucieux de rénovation du marxisme et affirmant clairement leur volonté de gérer les affaires de l'État. Thomas en est un chef de file car son activité à la Chambre complète totalement cette volonté et se veut la preuve en action de la pertinence de ce qui est affirmé à chaque congrès mais qui suscite des réactions hostiles, des oppositions venues notamment d'un courant guesdiste (pourtant lui-même à bout de souffle).

Les années 1910 constituent un tournant dans la montée en puissance de ce courant réformiste qui, en quelque sorte, change d'échelle, dans un contexte renouvelé de relatives victoires socialistes aux scrutins législatifs puis municipaux de 1910 et 1912. Le climat politique est également différent, à l'heure de la montée des tensions en Europe mais aussi de la dégradation des conditions de vie ouvrière avec la montée de l'inflation. Les socialistes sont alors mis à l'épreuve dans leur rapport à la nation, à la patrie et à la République. Le courant réformiste autour d'Albert Thomas est alors celui qui assume le plus nettement l'objectif politique de la conquête de l'État pour en diriger les rouages socio-économiques dans un sens jugé « socialiste ». S'il ne fait pas partie des leaders à la voix la plus forte dans les congrès socialistes, il utilise cependant d'autres arcanes, et notamment le groupe socialiste au Parlement qu'il rejoint à partir de 1910.

⁸⁵⁰ THOMAS Albert, « Au retour de Saint-Quentin. Le parti socialiste et sa doctrine », *La Revue socialiste, syndicaliste et coopérative*, mai 1911, T. LIII, p. 405-410.

B. Parlementaire et expert : la Chambre des députés, nouvelle arène du réformisme

L'élection comme député de la Seine donne à Thomas une nouvelle arène de premier plan pour diffuser ses idées, et faire les propositions politiques incarnant son réformisme socialiste désormais pleinement assumé. C'est toujours sans complexe qu'il revendique ses positions droitières au sein du parti, au risque d'être en porte-à-faux avec Jaurès lui-même. Mais cette bravade ne signifie pas pour autant manque de confiance. L'entrée de Thomas au Palais-Bourbon aux côtés de 74 autres députés socialistes ne se fait pas par la petite porte. Il fait partie des trois nouveaux députés élus porte-parole du groupe. C'est lui qui prononce l'annonce du groupe socialiste au Parlement lors de la première séance de la nouvelle législature, en juin 1910. Le 13, il y présente le « programme de réformes réalistes⁸⁵¹ » du parti socialiste. Il y insiste en particulier sur la nécessité de réviser la loi sur les mines de 1810 pour fixer de nouveaux cadres généraux. Le programme national du leader réformiste français était ainsi établi, et s'articulait autour de deux mots d'ordres : réformes et nationalisations, le tout fondé sur un nouveau rapport des socialistes à l'État. C'est aussi l'historien de la classe ouvrière qui s'exprime ici, autrement dit « le professeur » tant moqué par ses adversaires radicaux. Thomas s'adresse directement à ces derniers :

« Lorsque, à la première séance, nous avons pris position sur ces bancs, lorsqu'un peu plus tard, la déclaration ministérielle a été accueillie de notre part par des interruptions quelques fois un peu véhémentes et lorsqu'enfin vous avez vu la série d'interpellations déposées par les jeunes députés de notre parti, peut-être quelques vétérans de cette assemblée, quelques-uns de ceux qui connaissent l'histoire de la représentation française, ont pu croire à un nouveau 15 mai 1848 et penser qu'une masse de forces nouvelles entrait tumultueusement dans cette enceinte⁸⁵² »

Tout en cherchant à montrer que les socialistes joueront le rôle d'une opposition constructive, le député socialiste enchaîne sur l'absence de ligne politique directrice du gouvernement Briand, notamment dans le domaine économique et social. Il déplore que le gouvernement se trouve systématiquement du côté du capitalisme et des grandes entreprises financières, et ne fasse pas mention du nécessaire projet de révision de la loi sur les mines de 1810, lors de la déclaration ministérielle, pourtant dans les circuits gouvernementaux. Il insiste nettement sur la nécessité de mettre en place des monopoles d'État, qui seront autant de services

⁸⁵¹ SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas : trente ans de réformisme social, op. cit.*, p. 80.

⁸⁵² *Journal officiel de la République française du 14 juin 1910. Débats parlementaires. Chambre des députés*, p. 2112.

sociaux (on ne parle pas de services publics mais de services sociaux chez les socialistes, car cela renvoie à l'idée de socialisation des moyens de production), qui, précise-t-il, doivent être développés à l'échelle nationale, départementale et communale pour aider au développement de la politique socialiste. Tout l'enjeu de son discours est de montrer que depuis une dizaine d'année, les sentiments de la classe ouvrière ont changé. Celle-ci est désormais prête, dit-il, à attendre de l'État les réformes nécessaires... que le parti socialiste doit pouvoir être à même de développer au cœur de cet État. Le socialiste s'adresse pour conclure aux radicaux de gauche, qui ont été parfois trompés par la politique ambiguë de Briand :

« Vous me permettrez de dire, messieurs, que, s'il reste encore des démocrates soucieux de progrès social, des républicains qui ne s'effarouchent d'aucune idée, entre la déclaration ministérielle et le programme de travail du parti socialiste, ils n'auront pas à hésiter⁸⁵³ ».

Comme l'a montré B. W. Schaper, Thomas devient assez rapidement une figure respectée à la Chambre. Bien que l'opposition puisse lui reprocher sa tendance à la doctrine, à la systématisation, bref son côté encore trop « professeur », ses compétences sont reconnues à la Chambre des députés, et souvent sollicitées. Dès 1910, Thomas intègre la stratégie mais non moins controversée commission du budget, en charge notamment des conventions. Quoi de plus logique pour celui qui prônait sans cesse une révision des concessions de l'État (dans le domaine des chemins de fer, des mines, etc., allant dans le sens des nationalisations). Position cependant controversée car elle mettait en tension, aux yeux de certains, les principes socialistes. En effet, si l'on en croit les archives de surveillance policière, les hervéistes de la 20^e section parisienne de Paris veulent déposer une demande de contrôle contre Albert Thomas et Adrien Veber, également député de la Seine, car ils ont accepté les fonctions de rapporteurs des budgets des Monnaies et Médailles et des Conventions, faisant remarquer l'incohérence du Groupe socialiste parlementaire qui délègue ses membres à la Commission du budget tout en refusant en bloc le vote de ce même budget⁸⁵⁴... Le débat n'est pas nouveau, et il rejoue la traditionnelle opposition entre socialisme d'opposition et socialisme parlementaire (avec la suspicion de séparation du corps de la tête, la tête étant le groupe socialiste au parlement), que Thomas tente de dépasser dialectiquement, en réalité au profit du second⁸⁵⁵. En 1911, 1912 et 1913, il est d'ailleurs rapporteur du budget et notamment de celui des chemins de fer.

⁸⁵³ *Ibid.*, p. 2115.

⁸⁵⁴ F7/16023². Note de surveillance policière du 23 novembre 1910.

⁸⁵⁵ Cf. *infra* sur l'intervention de Thomas au congrès d'Amiens et son analyse dans *La Revue socialiste* en 1914.

C. Le socialisme réformiste en acte : contrôle parlementaire et nouveau rôle de l'État

Lorsque Thomas entre à la Chambre, les socialistes sont toujours dans l'opposition au gouvernement. Certes Briand n'est pas Clemenceau, et il a été l'un des leurs, mais sa poursuite de la politique du « premier flic de France » agace singulièrement les socialistes. Thomas, aux côtés de Jaurès et de ses camarades socialistes, joue pleinement ce rôle, multipliant les interpellations à l'adresse du gouvernement. Dès le 4 juillet, il interpelle Alexandre Millerand, ministre des Travaux publics, sur la question des concessions minières. La quantité de documentation conservée dans ses archives montre l'intérêt tout particulier que Thomas porte à cette question. Deux cartons pleins contiennent la documentation diverse qu'il a rassemblée sur le sujet⁸⁵⁶. Outre des documents comportant la législation française sur les mines, le député – fidèle à sa formation internationaliste – recueille des informations sur la législation étrangère, notamment en Allemagne et en Afrique du Sud (où se trouvent les célèbres mines du Transvaal). Il réunit aussi avec minutie – pour ne pas dire avec manie – quantité de coupures de presse, annote les rapports du *Journal Officiel de la République française* qui comprennent les interventions de députés sur ces questions. À l'École normale comme à la Chambre des députés, Thomas est un bourreau de travail, capable de lire et synthétiser une quantité importante de documentation pour préparer un amendement, une interpellation, et la défendre à la Chambre des députés avec des arguments appuyés sur des faits économiques, politiques et législatifs précis et savamment documentés. Ses conceptions sur la législation minière semblent particulièrement influencées par les études du journaliste financier de la *Revue de Paris*, Marcel Labordère dont Thomas lit les travaux et avec qui il entretient une importante correspondance entre 1909 et 1912. Cet économiste autodidacte a formulé en 1908 une théorie du surinvestissement du cycle commercial et semble avoir influencé l'économiste britannique Denis H. Robertson, auteur de *A Study of Industrial Fluctuation* en 1915. Labordère n'est donc pas un économiste socialiste. Il serait plutôt à classer du côté des économistes proto-keynésiens. En France, il est sans doute considéré comme un journaliste financier sérieux, tenant rubrique dans la *Revue de Paris*. Le député socialiste s'appuie sur ses travaux pour défendre l'idée que d'un point de vue strictement national – et non même pas d'un point de vue socialiste – il est essentiel pour la France de revoir complètement sa législation minière. Il demande donc au gouvernement de mener une réforme minière d'ampleur qui soit à la mesure de l'importance

⁸⁵⁶ AN 94 AP 326 et 94 AP 327.

du potentiel minier français, nourri par la découverte de nouveaux bassins à Briey et dans la Meurthe depuis les années 1880. Thomas accuse en somme le gouvernement radical de brader les ressources nationales aux intérêts privés, en accordant une à une des concessions à des entreprises privées. Habilement, et en rappelant à Alexandre Millerand son propre passé de socialiste⁸⁵⁷, il cherche à démontrer que contrairement aux idées reçues, les socialistes sont eux-aussi particulièrement soucieux de la production nationale. Or, cette production doit servir les intérêts de la nation toute entière, et non les intérêts des capitalistes. Pour le défenseur de la souveraineté économique de la nation française, ce souci de la production nationale impose de ne pas « sacrifier à des intérêts immédiats et partiels qui peuvent être légitimes, les intérêts ultérieurs de l'exploitation des mines et de la production nationale toute entière⁸⁵⁸ ». S'adressant cette fois sans doute aux rangs de l'extrême-gauche chez qui cette conception n'est sans doute pas partagée (Jules Guesde par exemple siège encore à la Chambre), il précise que :

« Lorsque nous autres, les socialistes, nous parlons de l'exploitation de l'État je tiens à faire remarquer que c'est parce que nous pensons que cette exploitation par l'État peut maintenir et développer les droits de la collectivité de la classe ouvrière, mieux et plus sûrement que ne les sauvegardent à l'heure présente, les exploitations privées. C'est pour cette raison que nous demandons l'exploitation par l'État⁸⁵⁹ ».

Or, l'octroi de concessions, poursuit-il, ne garantit pas que celles-ci seront exploitées de manière convenable et utile pour toute la nation. Sans prononcer le mot de nationalisation, il en déduit que la nation doit reprendre ses droits sur cette production qui appartient entièrement au peuple, et se contenter de prendre acte de l'engagement du ministre Millerand de ne pas octroyer de nouvelles concessions pendant la période de la vacance parlementaire, et avant le vote de la nouvelle loi sur les mines promise par le gouvernement. Cette intervention est intéressante car elle révèle à la fois la manière dont Thomas travaille pour préparer ses interventions au Parlement, sa conception de l'État, mais aussi sa méthode d'action réformatrice. Le travail parlementaire s'appuie sur une documentation précise ; le député n'hésite pas à utiliser des arguments développés par des théoriciens non socialistes pour tenter d'emporter l'adhésion de ses adversaires à la Chambre. Il utilise l'arène parlementaire pour exprimer une conception de l'État, appuyée sur la nationalisation des monopoles de fait pour les biens et ressources jugés d'intérêt national, qui ne fait d'ailleurs pas consensus auprès de sa propre famille socialiste. Thomas se positionne enfin sur le registre de ce qu'on appellerait aujourd'hui

⁸⁵⁷ DERFLER Leslie, *Alexandre Millerand: the socialist years, op. cit.*

⁸⁵⁸ *Journal officiel de la République française du 5 juillet 1910. Débats parlementaires. Chambre des députés*, p. 2390.

⁸⁵⁹ *Ibid.*

« l'opposition constructive », acceptant de jouer le rôle de garde-fous lorsqu'il sait que sa prise de position ne pourra emporter l'assentiment de l'Assemblée, tout en cherchant à obtenir des garanties – mêmes minimales – auprès du gouvernement. L'épisode permet également de montrer les divergences existantes entre Alexandre Millerand et Albert Thomas, souvent présenté comme l'héritier du premier. À cette période charnière de 1910, ce dernier tente très nettement de se distinguer d'Alexandre Millerand, trop compromis avec le gouvernement Briand. Le second semble avoir bel et bien tourné le dos à son passé socialiste et cherche à défendre les intérêts économiques de l'État, mais sans en tirer les conséquences pour la nation entière. Le contrôle des ressources de la nation par l'État pour le Thomas de 1910 doit permettre une véritable gestion démocratique, et ouvrir la porte à une amélioration des conditions de travail pour ces travailleurs de l'État. La démocratie industrielle doit donc donner naissance à une industrie véritablement démocratisée dans ses modes de gestion.

D. Pour les nationalisations, contre Jules Guesde

Ce plaidoyer en faveur de la nationalisation des grands monopoles est loin d'être partagé par l'ensemble des socialistes. Le sujet est d'ailleurs abordé avec vigueur pendant le congrès de Lyon des 17, 18, 19 et 20 février 1912 lors de la discussion sur les concessions minières. À la demande de Marcel Brot, secrétaire de la Fédération des mineurs de Meurthe-et-Moselle, Thomas doit répondre du rôle du groupe socialiste au Parlement sur le sujet des concessions minières durant les deux dernières années, déplorant l'inaction de celui-ci, à l'inverse de la CGT qui a agi du côté du ministère des travaux publics. Marcel Brot lui-même demande que le groupe socialiste au Parlement agisse en demandant des choses réalisables et n'en reste pas à la « revendication routinière des nationalisations⁸⁶⁰ ». Thomas répond en rappelant que le groupe parlementaire est parvenu à empêcher l'octroi de nouvelles concessions depuis deux ans et demi, tout en reconnaissant qu'il faudrait que le Parti socialiste apporte une contre-proposition de loi solide sur cette question, comprenant à la fois l'obligatoire participation de l'État aux bénéfices pour les futures concessions, et l'inscription dans les projets de concessions de conditions de travail garanties pour la classe ouvrière. Cette interpellation est surtout l'occasion pour lui de défendre la thèse de la nationalisation, mais il est tout de suite interrompu

⁸⁶⁰ PARTI SOCIALISTE SFIO, *9^e Congrès national, tenu à Lyon, les 18, 19, 20 et 21 février 1912 : compte rendu sténographique, Parti socialiste, Section française de l'Internationale ouvrière*, Paris, Conseil national du Parti socialiste SFIO, 1912, p. 245.

par Jules Guesde pour qui il ne peut y avoir de nationalisation sans l'abolition préalable de la société de classe par la révolution. La joute verbale qui s'en suit entre les deux hommes est paradigmatique des conceptions antagoniques de l'État au sein de la famille socialiste.

Thomas reprend l'analyse de Milhaud au congrès de Saint-Quentin de 1911. Le développement actuel des forces capitalistes sous forme de monopoles impose selon lui que les socialistes doivent tendre à transformer « dès maintenant par le dedans, l'État d'aujourd'hui ». Cherchant déjà, à faire du parti socialiste « le vrai parti national », Thomas au fond ne s'adresse pas uniquement à la classe ouvrière, mais bien aux radicaux de gauche, aux classes moyennes soucieuses de voir se développer les services publics de l'État, bref ce qu'il appelle l'opinion publique qu'il faut convaincre du bien-fondé de ce qu'il nomme désormais le « programme de réformes socialistes ». Il réaffirme alors que :

« [sa] conception féconde de la nationalisation ne pourra triompher dans le pays que s'il y a un Parti socialiste décidé unanimement à la soutenir, si ce Parti socialiste a créé l'opinion publique indispensable, s'il a créé la foi dans les services publics, même ceux de l'État bourgeois d'aujourd'hui ».

Il s'engage alors, pour le prochain congrès à réaliser la promesse suivante :

« Nous montrerons, pliant à nous, que l'État n'est pas toujours dans une démocratie l'ennemi qu'il faut abattre. Nous montrerons qu'il est essentiellement un champ de bataille où les classes opposées se rencontrent ».

On observe ici un glissement sémantique : alors que les socialistes utopiques, à l'image de Constantin Pecqueur, évoquaient la « socialisation » des chemins de fer et des autres ressources stratégiques de l'État, Thomas parle désormais de nationalisation. Présenter cette mesure comme favorable aux intérêts de la nation – et non plus comme une étape vers la société collectiviste – vise encore une fois à intégrer des mesures socialistes dans un discours de nature plus républicaine que socialiste, afin de convaincre diverses franges de l'électorat du bien-fondé du programme socialiste de réformes politiques et économiques.

En face, c'est à la fois une autre génération et une autre tendance politique qui répondent au jeune député de la Seine. Militant anarchiste durant sa jeunesse, Jules Guesde a pris les chemins de l'exil, fréquentant les cercles de Communards proscrits. De cette expérience et de cette formation politique initiale anarchiste, Guesde conserve une forte haine de l'État bourgeois, qu'il a exprimée dans sa jeunesse contre le louis-blancisme qui transformerait les industries privées en industries d'État⁸⁶¹. Pétri de marxisme dont il est le grand vulgarisateur en France, Guesde répond très fermement à ce qu'il voit comme une tentative révisionniste à la française.

⁸⁶¹ DUCANGE Jean-Numa, *Jules Guesde : l'anti-Jaurès ? op. cit.*, p. 45-51.

Il faut dire que les deux hommes se renvoient dos à dos leur perception des évolutions de la social-démocratie allemande, mais aussi leurs interprétations divergentes du marxisme. Répondant à Guesde qui avance que les travailleurs des mines allemandes sont aussi mal traités par l'État impérial que par les compagnies privées, Thomas s'appuie sur le récent discours au Reichstag du député socialiste Ludwig Frank, disciple du révisionniste Édouard Bernstein, en faveur du développement de monopoles d'Empire (*Reichsmonopolen*) à gestion démocratique. Il y voit même un véritable « discours programme de la démocratie sociale », quand Jules Guesde, fort hostile aux théories bernsteiniennes, n'y voit qu'un nouvel avatar du capitalisme d'État, jugé tout aussi néfaste que le capitalisme privé. Guesde continue donc de s'exprimer fermement contre les services publics et les nationalisations qui sont pour lui du « capitalisme d'État⁸⁶² ». L'argumentaire de Guesde est implacable, renvoyant dos à dos le capitalisme d'État et le socialisme d'État, qui pour lui ne sont que les deux faces du même mal, le capitalisme, à détruire dans tous ses avatars.

Pour Guesde, il faut s'emparer de l'État pour le mettre à bas et le reconstruire sous une toute autre forme, après avoir exproprié les capitalistes. Chercher à développer les services de l'État revient selon lui à étendre davantage la domination capitaliste sur ses travailleurs, soumis à son arbitraire. Dans une formule célèbre, il porte l'estocade à Thomas affirmant que

« [...] l'État, c'est l'ennemi, c'est l'arsenal et la forteresse de la classe ennemie, que le prolétariat devra avant tout emporter s'il veut s'affranchir, pour s'affranchir ! Et lorsque vous voulez étendre le domaine de cet État, doubler l'État-Gendarme de l'État-Patron, je ne comprends plus ; c'est à un véritable suicide que vous nous provoquez. Lorsque vous penchant sur les prolétaires, vous leur dites que pour améliorer leurs conditions, pour se créer plus de liberté, le moyen supérieur est de remplacer le capitalisme privé par le capitalisme d'État — de l'État qui n'est qu'un vaste organe de compression au profit de la classe possédante — je me mets à leur place et je vous demande pour eux : comment peut-on faire ainsi le jeu de l'ennemi ?⁸⁶³ »

Le débat ne s'achève ni sur une motion ni sur une décision quelconque, car il n'était pas à l'ordre du jour. Il prend l'allure d'une queue de comète du débat initié au congrès de Saint-Quentin en 1911 et où il avait été donné en partie raison à Edgard Milhaud sur les régies municipales, mais pas sur les régies d'État, malgré la solidité de son argumentation et le soutien de Thomas, du fait de l'opposition des guesdistes. Thomas et son réseau illustrent ce nouveau rapport à l'État des socialistes. Nourri de révisionnisme bernsteinien, inspiré par les idées

⁸⁶² PARTI SOCIALISTE SFIO, 9^e Congrès national, tenu à Lyon, les 18, 19, 20 et 21 février 1912, *op. cit.*, p. 243.

⁸⁶³ *Ibid.*, p. 240. Sur les tendances hostiles à l'État au sein de la SFIO, voir notamment REBERIOUX Madeleine, « Les tendances hostiles à l'État dans la SFIO (1905-1914) », *Le Mouvement social*, 1968, n° 65, p. 21-37.

d'Edgard Milhaud sur la régie directe, Thomas veut que le parti adopte enfin un programme de réformes permettant d'établir la démocratie sociale au sein du capitalisme. L'État, à ses yeux, est un outil qui doit permettre le développement de ce programme. Il emploie l'expression d'arène où s'expriment les intérêts divergents. Le programme socialiste devrait donc faire en sorte que les intérêts de la classe ouvrière l'emportent dans cette arène.

Qui l'emporte dans ce débat ? Guesde a sans doute l'avantage sur le plan rhétorique. Ses formules sont marquantes, et il les maîtrise depuis ses combats avec les broussistes et les possibilistes dès les années 1890. Mais l'acharnement de Jules Guesde à démonter pièce par pièce la théorie des nationalisations, alors que le sujet portait initialement sur le rapport de l'activité du groupe parlementaire, montre également son relatif isolement, par rapport à une génération nouvelle, qui fait ses armes politiques dans les revues de sciences sociales et dans les arcanes parlementaires. Les propos de Guesde s'adressent au cœur des prolétaires, quand ceux de Thomas en appellent à la raison des dirigeants socialistes. Mais si Guesde remet ce thème à l'ordre du jour en 1912, c'est probablement parce qu'il a accepté de mauvaise grâce la résolution de Vaillant au congrès de 1911 en faveur des régies municipales. Il cherche donc à anticiper un nouveau débat en attaquant directement Thomas, qui, dans le parti, incarne le plus nettement cette option favorable aux nationalisations, avec cet argument massue que le développement d'un socialisme d'État détourne la classe ouvrière du nécessaire combat pour la révolution.

E. L'intermédiaire dans la grève des cheminots : pour l'arbitrage de l'État, contre l'arbitraire des compagnies de chemins de fer

En 1910, un conflit social d'importance éclate en France. Des cheminots de la compagnie du Nord lancent un mouvement de grève en octobre 1910 pour faire entendre leurs revendications salariales, à savoir le paiement de la « thune » (la pièce de 5 francs journalière). Cette « grève de la thune » est bientôt suivie par les autres compagnies : celle de l'État (ex-compagnie de l'Ouest rachetée par convention en octobre 1909), puis les autres compagnies, encore détenues par les sociétés privées. S'inscrivant dans la lignée de la « gauche de l'ordre » désormais incarnée par Clemenceau, le gouvernement d'Aristide Briand répond avec fermeté, par une forte répression du mouvement. Plusieurs actions conjointes sont menées allant de la réquisition des cheminots à titre militaire jusqu'au licenciement des cheminots grévistes en passant par l'arrestation des membres du comité de grève lors d'une perquisition au siège du

journal *L'Humanité*. Ce sont ainsi plus de 3 000 cheminots qui sont révoqués à l'issue de la répression de ce vaste mouvement de grève. Les socialistes prennent immédiatement la défense des grévistes, et le groupe socialiste au Parlement déploie toute son énergie contre ce gouvernement qui réprime la classe ouvrière en lutte pour ses droits, et pour défendre le droit de grève des cheminots.

Thomas, déjà en liaison avec le mouvement syndical, s'intéresse particulièrement à ce sujet. En 1905, il avait notamment recruté à *La Revue syndicaliste* Eugène Guérard, secrétaire général du Syndicat national des travailleurs des chemins de fer de France et des colonies, à l'orientation nettement réformiste, mais qui avait dû quitter son poste après les attaques menées contre lui par les révolutionnaires, lors du congrès extraordinaire de décembre 1909. Le débat sur l'opportunité d'un mouvement de grève ne cessait d'animer les rangs des syndicalistes cheminots depuis l'échec et la répression du mouvement de grève générale cheminote de 1898. Les conditions de vie difficiles des cheminots avaient depuis lors été largement rendues publiques lors du débat sur les retraites et par une brochure de Gaston Renaudel, employé au siège du syndicat national des chemins de fer sur les conditions de travail des employés des chemins de fer⁸⁶⁴. À l'approche de 1910, la question de la grève redevient d'actualité, et même une partie des membres de la Fédération des mécaniciens et chauffeurs, plus réformiste que le Syndicat national des travailleurs des chemins de fer de France et des colonies, se convainc de sa nécessité⁸⁶⁵. Conscient de l'impopularité d'un tel conflit, Thomas tente de déminer le terrain dans la préface qu'il livre à la brochure de Gaston Renaudel et qu'il intitule justement « à l'opinion⁸⁶⁶ ». Même si la rhétorique de Thomas est plus nuancée que celle des syndicalistes révolutionnaires dont certains demandent explicitement le déclenchement d'une « grève générale », sa démarche se rapproche de celle de Jules Grandjouan, auteur des célèbres affiches adressées au « public » (autrement dit les usagers des chemins de fer) pour le sensibiliser sur la faible rémunération des employés des chemins de fer, particulièrement choquante si on la compare aux bénéfices des actionnaires et dirigeants des compagnies⁸⁶⁷.

Thomas s'exprime pourtant en faveur de la grève tant les conditions de travail et de vie des cheminots sont dégradées et tant les compagnies des chemins de fer se montrent hostiles à toute

⁸⁶⁴ RENAUEL Gaston, *Les compagnies de chemins de fer et leurs employés*, Paris, Librairie de *L'Humanité*, 1910. Préface d'Albert Thomas. Gaston Renaudel est le frère de Pierre Renaudel, socialiste normand, rédacteur à *L'Humanité* et futur député socialiste du Var en 1914.

⁸⁶⁵ VINCENT Pierre et NARRITSENS André, « La grève des cheminots d'octobre 1910 », *Les Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, 2010, n° 115, p. 6-11.

⁸⁶⁶ RENAUEL Gaston, *Les compagnies de chemins de fer et leurs employés*, *op. cit.*, p. 2-4.

⁸⁶⁷ SUMPFF Alexandre, « Les syndicats de cheminots : la grève de 1910 », *Histoire par l'image* [en ligne], consulté le 31 mars 2020. En ligne : <http://www.histoire-image.org/fr/etudes/syndicats-cheminots-greve-1910>

forme de dialogue avec les syndicats, ce qui déclenche d'ailleurs la grève au sein des employés de la compagnie du Nord en octobre 1910. Le mouvement de grève lui-même, puis la question des révocations des cheminots grévistes par les compagnies sont alors particulièrement suivis par Thomas entre 1910 et 1913, comme l'atteste l'importante documentation qu'il a recueillie sur ces questions, la dense correspondance de plusieurs dizaines de lettres avec des syndicalistes grévistes et révoqués, et le nombre important de ses interventions et interpellations à la Chambre⁸⁶⁸. Le député est amené à intervenir en faveur de cas isolés ou au nom de collectifs de cheminots. Ainsi, des cheminots révoqués, comme Bigre, agent de la compagnie Paris-Lyon-Marseille (PLM) basée à Alger, déplacé par son chef pour avoir demandé en public le rachat de la compagnie PLM par l'État, demande à Thomas d'intervenir auprès des compagnies ou du ministre des Travaux publics pour lever cette décision arbitraire, sans succès cependant⁸⁶⁹. Le député socialiste est également en contact fréquent avec le comité central des cheminots révoqués de la grève d'octobre 1910, qui lui demande de soutenir un projet en faveur du maintien de la pension de retraite pour les cheminots révoqués, ou encore l'embauche des cheminots révoqués des compagnies privées par la compagnie de l'État⁸⁷⁰. Nous ne disposons malheureusement pas des réponses de Thomas à ces nombreuses sollicitations. Néanmoins, le nombre important de lettres montre l'aura dont il jouit auprès d'une partie des syndicalistes des chemins de fer, qui voit en lui un interlocuteur privilégié pour la défense de leurs intérêts corporatifs auprès du gouvernement.

De fait, Thomas, comme les autres députés socialistes, mène une guerre d'usure à la Chambre contre le gouvernement Briand et sa politique de répression des grévistes. Il s'inscrit ainsi dans une tradition inaugurée à la fin du XIX^e siècle par les socialistes de défense des grévistes et de médiation avec le gouvernement, comme Jean Jaurès avec les mineurs de Carmaux en 1892. Ainsi, le 28 octobre 1910, Thomas interpelle longuement le gouvernement, s'en prenant fortement à Aristide Briand et à Alexandre Millerand qu'il accuse de n'avoir pas mis la pression nécessaire sur les compagnies pour les forcer à négocier avec les organisations syndicales, mais surtout de chercher à dénier tout caractère corporatif au mouvement en cours pour en faire un mouvement révolutionnaire et insurrectionnel. Armé d'une documentation précise (lettres de syndicats restées sans réponse du gouvernement, sollicitations diverses des cheminots à lui-même ou à Jaurès), qu'il présente pièce par pièce à la tribune comme un avocat

⁸⁶⁸ AN 94 AP 312, 94 AP 313, 94 AP 314 et 94 AP 315.

⁸⁶⁹ AN 94 AP 312. Dossier « Affaire Bigre ».

⁸⁷⁰ AN 94 AP 312. Lettre du 17 mai 1913 du Comité central des cheminots révoqués de la grève d'octobre 1910 à Albert Thomas et note des cheminots révoqués demandant l'embauche des révoqués par la compagnie de l'État transmise à Albert Thomas.

lors d'un procès, il montre que les syndicats de cheminots, prêts à négocier avec les compagnies, ont sollicité vainement et à maintes reprises le gouvernement. Il reprend le déroulement précis, implacable, de l'escalade ayant conduit au déclenchement de la grève, démontrant la responsabilité partagée des compagnies et du gouvernement. Les mots sont forts ; Thomas dénonce cette inaction gouvernementale et insiste : « Je dis que c'est un crime du gouvernement⁸⁷¹ ». Dans le même temps, les sanctions croissantes appliquées par les compagnies contre les cheminots pour des incidents mineurs démontrent clairement « la volonté des compagnies d'obtenir la grève par des provocations⁸⁷² ». Tout son argumentaire réside dans la volonté de montrer que le mouvement en cours est corporatif, né de revendications professionnelles – en l'occurrence salariales – légitimes, et appuyées sur un outil tout aussi légitime, à savoir la grève. Les socialistes se posent en fervents défenseurs du droit de grève face aux intimidations des compagnies et du gouvernement lui-même, qui a mené l'arrestation brutale du comité de grève dans les locaux de *L'Humanité*, et que Thomas condamne fermement. Pour lever toute ambiguïté, Thomas, appuyé par ses collègues siégeant sur les bancs de l'extrême-gauche, se déclare « l'adversaire du sabotage ». Sa défense du droit de grève est aussi celle d'un modèle de négociation collective, dans lequel l'État pourrait jouer le rôle d'arbitre entre les organisations professionnelles et les compagnies récalcitrantes, mais que les socialistes ont refusé de jouer du fait de leur rapport parfois ambivalent à l'État.

Thomas insiste :

« Toujours j'ai dit, avec beaucoup de mes collègues socialistes que nous étions partisans de la méthode de la grève, de la méthode des négociations et des menaces de grève, c'est-à-dire de la méthode sincérité qui consiste à opposer à la puissance patronale la dignité ouvrière, j'ai dit que c'était cette méthode que les ouvriers, selon nous, devaient prendre, et que, celle qui consiste au contraire à saboter, c'est-à-dire à faire du mauvais travail par réponse à mauvaise paye, sournoisement, hypocritement, individuellement, était contraire à la dignité ouvrière, à l'avenir socialiste, à l'émancipation du prolétariat ».

Et il livre le coup final à Briand contre qui la rancœur des députés socialistes est très forte :

« Monsieur le président, vous savez que je n'ai pas l'habitude de faire de vaines polémiques. Je ne voudrais pas vous citer à mon tour des passages de vos discours passés, mais je dis que le passé de chaque homme pèse sur lui avec quelque fatalité. De même qu'autrefois vous aviez coutume de voir surtout, dans le mouvement syndical, le côté politique et révolutionnaire, de même aujourd'hui, en présence des revendications des travailleurs des chemins de fer, vous avez vu le côté politique et révolutionnaire, mais vous

⁸⁷¹ *Journal officiel de la République française du 29 octobre 1910. Débats parlementaires. Chambre des députés*, p. 2612.

⁸⁷² *Ibid.*, p. 2612.

n'avez pas vu le côté professionnel, que j'ai voulu défendre et justifier devant toute la Chambre et devant le pays⁸⁷³ ».

B.W. Schaper a également montré que Thomas a continué à s'opposer à la méthode Briand, qui avait proposé de renforcer la législation contre le sabotage, et proposait en somme une sorte de syndicalisme obligatoire que les socialistes refusaient par principe⁸⁷⁴. Durant tout l'hiver 1910-1911, les socialistes ont poursuivi leur opposition farouche à Millerand et Briand. Ils prennent la défense de Jules Durand, syndicaliste du Havre accusé d'avoir incité à l'assassinat d'un ouvrier jaune tué au cours d'une rixe, et condamné à mort malgré des preuves très faibles. Jaurès et ses rédacteurs de *L'Humanité*, aidés par la Ligue des Droits de l'Homme, demandent le rétablissement de la vérité dans ce qui est désormais appelé « l'affaire Dreyfus ouvrière⁸⁷⁵ ». Finalement gracié, mais devenu fou, il est finalement interné à l'asile. Dans le même temps, l'affaire Ngoko – que nous évoquerons plus loin – donne du fil à retordre à Briand et suscite l'opposition des socialistes.

F. Dans l'opposition, toujours

Sans avoir été causée par la grève des cheminots, la démission de Briand fin février 1911, est un véritable soulagement pour les socialistes. Le gouvernement dirigé par Ernest Monis est cependant de courte durée. Il est remplacé par Caillaux en juin 1911 que les socialistes combattent fermement, pour son rejet de la réforme du scrutin en faveur de la proportionnelle mais aussi pour son refus catégorique de réintégrer les cheminots révoqués. Le cabinet Caillaux, qui tiendra jusqu'en janvier 1912, subit donc une double attaque des socialistes. Thomas, bien que favorable à la proportionnelle, n'est pas le socialiste que l'on entend le plus sur ce sujet. Jaurès, très investi, mène fermement la bataille. En revanche, Thomas prend les armes pour dénoncer la fermeté de Caillaux à l'égard des cheminots révoqués, mais aussi à l'égard du mouvement socialiste et syndical en général. Même s'il ne partage pas la même ligne politique que Gustave Hervé, il dénonce sans détours les « perquisitions inavouées des antimilitaristes », le transfert de Gustave Hervé de la prison de la Santé à celle de Clairvaux, car pour lui « c'est

⁸⁷³ *Ibid.*, p. 2621.

⁸⁷⁴ Voir l'analyse de Schaper de cette réponse apportée à Briand en 1911. Nous n'avons malheureusement pas eu accès à cet article. SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 83.

⁸⁷⁵ CANDAR Gilles et DUCLERT Vincent, *Jean Jaurès, op. cit.*, p. 415-416. Sur l'affaire Jules Durand voir la publication tirée d'une série de journées d'études : BARZMAN John et CASTELAIN Jean-Pierre, *Jules Durand. Un crime social et judiciaire*, Paris, L'Harmattan, 2015.

tout le Parti socialiste, c'est toute l'organisation syndicale, c'est tout le mouvement ouvrier qu'on se propose une fois de plus d'étrangler⁸⁷⁶ ». La répression forte de la *Guerre sociale*, pour antimilitarisme en juillet 1911, pousse Thomas à s'insurger contre « Caillaux-la-police et ses provocations », d'autres rédacteurs de *L'Humanité* l'affublant du quolibet de « Caillaux-de-sang ».

G. Le rapporteur du budget des chemins de fer

Thomas intègre la prestigieuse et stratégique Commission du budget dès 1911. Il est rapporteur du budget des chemins de fer entre 1911 et 1913. Le député de la Seine est un homme de dossiers, d'affaires techniques, le poste est taillé pour lui. Il y fait ses armes et acquiert une réputation de spécialiste retors, craint par ses adversaires, souvent loué pour sa probité et la clarté de ses exposés, denses et techniques⁸⁷⁷. À plusieurs reprises, Thomas interpelle le gouvernement. Lors du rapport qu'il doit faire au nom de la commission du budget, sa méthode est constante : documentation impressionnante⁸⁷⁸, outils statistiques, littérature secondaire, compilation de données. Il donne du fil à retordre à ses adversaires. En février 1913, son discours à la Chambre, dénonçant la politique budgétaire – ou plutôt l'absence de politique budgétaire du gouvernement – est salué dans *L'Humanité*⁸⁷⁹. Le député y a pointé du doigt le fait que le budget de l'État français serait irrémédiablement en déficit pour les prochaines années, en l'absence de nouvelles ressources. Le déroulé implacable des faits l'amène naturellement à préconiser pour y remédier des solutions socialistes, comme il le fait depuis son entrée au Palais-Bourbon en 1910⁸⁸⁰, à commencer par les monopoles fiscaux dans les domaines du tabac et de l'alcool, mais aussi *via* l'instauration d'impôts sur les plus hauts revenus. En 1911, Thomas a également été rapporteur du budget des conventions, sujet qui nous l'avons dit, a déjà suscité son grand intérêt.

⁸⁷⁶ THOMAS Albert, « L'Ordre », *L'Humanité*, 22 juillet 1911.

⁸⁷⁷ Les cas sont nombreux, mais citons par exemple le député catholique et libéral Édouard Aynard salue le récent exposé de Thomas sur la loi de finances, lors de la séance du 17 février 1913. *Journal officiel de la République française du 17 février 1913. Débats parlementaires. Chambre des députés*, p. 448.

⁸⁷⁸ Outre les cartons déjà signalés sur la grève des cheminots de 1910, mentionnons les cartons suivants qui comportent la dense documentation ayant servi à Thomas dans son travail parlementaire. AN 94 AP 489, 94 AP 368, 94 AP 312, 94 AP 313, 94 AP 314, 94 AP 315, 94 AP 316, 94 AP 317, 94 AP 318, 94 AP 319, 94 AP 320, 94 AP 321, 94 AP 322, 94 AP 323, et 94 AP 324.

⁸⁷⁹ « La loi de finances. Un beau discours d'Albert Thomas », *L'Humanité*, 18 février 1913.

⁸⁸⁰ THOMAS Albert, « À la commission du budget », *L'Humanité*, 25 septembre 1910.

Comme rapporteur du budget des chemins de fer de l'État en 1912 et 1913, il s'appuie sur cette position pour proposer une politique nette de nationalisation, dénonçant l'inefficacité et l'absurdité du système des conventions établi en 1883. Alors que les journaux libéraux, comme *Le Temps*, font campagne pour montrer la moindre efficacité de la compagnie de l'État (ancienne compagnie de l'Ouest nationalisée en 1909), Thomas répond point par point pour montrer l'utilisation fallacieuse des statistiques – notamment des accidents – par les journalistes du *Temps*⁸⁸¹. Il serait fastidieux de revenir sur toutes les discussions budgétaires qui ont occupé ces quatre années. Nous pouvons en revanche considérer que le copieux ouvrage de Thomas sur *L'État et les compagnies de chemins de fer*, publié en 1914, constitue la synthèse de la prolifique documentation recueillie et recomposée par le rapporteur du budget des chemins de fer et des solutions politiques qu'il préconise en matière de transport ferroviaire en France. Ce dense ouvrage en faveur de la nationalisation des réseaux de chemins de fer préfigure enfin les projets de nationalisations industrielles que préconisera la CGT à la sortie de la Première Guerre mondiale, et dont Thomas sera un bref moment le relais à la Chambre des députés *via* diverses propositions de loi. On y retrouve l'esprit et de la méthode de travail de Thomas qui, comme l'a dit l'historien Georges Lefranc l'ayant d'ailleurs fréquenté, « n'a jamais entendu donner à ses idées une allure dogmatique. Sa méthode était celle d'un observateur attentif, enrichissant sa pensée au contact d'expériences multiples⁸⁸² ». La publication de cet ouvrage dans la collection « l'Encyclopédie parlementaire des sciences politiques et sociales », est d'ailleurs symptomatique de cette méthode. Dirigée par le député du Cher Jules-Louis Breton, par ailleurs ancien socialiste ayant quitté la SFIO en 1910, et par une série de députés et sénateurs de tous bords politiques, cette collection invite les parlementaires auteurs « à aborder des questions de sociétés sous l'angle scientifique⁸⁸³ ». Le député place ainsi son projet non dans la catégorie de la littérature socialiste, mais dans celle des propositions utiles à la nation française toute entière. L'avant-propos présente sans détours la thèse de son auteur qui :

« est convaincu que seule l'exploitation directe des chemins de fer par la nation est conforme aux aspirations de la démocratie. Tout en reconnaissant impartialement les efforts accomplis par les compagnies, il estime qu'une audacieuse politique de nationalisation est

⁸⁸¹ THOMAS Albert, « Le Temps et le réseau de l'État », *L'Humanité*, 20 janvier 1914.

⁸⁸² LEFRANC Georges, *Essais sur les problèmes socialistes et syndicaux*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1970, p. 117.

⁸⁸³ ROLLET Catherine, « Jules-Louis Breton (1872-1940). Un savant parlementaire », *Revue d'histoire de la protection sociale*, 2014, vol. 1, n° 7, p. 163-167. Sur le parcours de Jules-Louis Breton, voir également MOISSINAC Christine et ROUSSEL Yves, *Jules-Louis Breton (1878-1940). Un savant parlementaire*, *op. cit.*

indispensable pour résoudre tous les problèmes que l'évolution industrielle ou sociale a posés et qui sont, d'ores et déjà, reconnus insolubles sous le régime des Conventions de 1883⁸⁸⁴ ».

Soucieux du respect du droit de grève et de la liberté syndicale des cheminots, Thomas démonte une à une les idées reçues concernant la grève, comme celles du libéral Yves Guyot, connu pour ses écrits antisyndicaux. Cette défense du droit de grève s'accompagne de la revendication d'un statut uniforme pour mettre fin à la variété injuste des situations d'un réseau à l'autre, mais aussi pour établir des règles d'avancement, de rémunération et de droits à la retraite, sujet sur lequel Thomas s'est montré également particulièrement vigilant à la Chambre. L'influence des études menées dans *Les Annales de la régie directe* d'Edgard Milhaud est très nette, notamment dans le deuxième chapitre consacré aux voyageurs. Il cite directement « le savant professeur de Genève qui s'est fait le protagoniste ardent des services de l'État, l'apôtre zélé de la régie directe⁸⁸⁵ ». Les *Annales* ont mené toute une série d'études sur les statistiques de comparaison des différents pays industrialisés du monde sur les retards et les incidents, qui était également une analyse critique des statistiques établies par les compagnies elles-mêmes, visant souvent, selon les catégories employées, à minimiser le nombre d'accidents, en ne prenant par exemple pas en compte les incidents non létaux. Après plus d'une dizaine de pages d'analyse de ces études, Thomas reprend à son compte la conclusion selon laquelle « il y a en général plus de sécurité sur les réseaux d'État que sur les réseaux des Compagnies⁸⁸⁶ », ce qui va à l'encontre de nombre d'idées reçues, véhiculées notamment par les adversaires proclamés de la nationalisation. Il répond ainsi, par la science, à la campagne de presse hostile menée par le *Temps* depuis décembre 1911, à la suite de ses interventions sur le sujet. Et de vanter par exemple la nette supériorité de la compagnie nationale de chemins de fer belge, notamment en matière de sécurité du réseau, mais aussi du fait de la nationalisation du réseau qui a permis la mise en place d'abonnements ouvriers à des tarifs plus avantageux pour les « émigrants quotidiens⁸⁸⁷ », c'est-à-dire les ouvriers des banlieues de grandes villes ouvrières. Thomas s'appuie également sur les travaux du socialiste belge Émile Vandervelde, et de l'économiste belge Ernest Mahaim qu'il recroisera à Genève dans les années 1920. Ce dernier conclut que l'adoption d'abonnements pour les travailleurs sur un réseau national permet une meilleure allocation et une meilleure rémunération de la main-d'œuvre sur le territoire d'un État. Le

⁸⁸⁴ THOMAS Albert, *L'État et les compagnies de chemin de fer*, Paris, Dunot et Pinat, 1914.

⁸⁸⁵ *Ibid.*, p. 64.

⁸⁸⁶ *Ibid.*, p. 74.

⁸⁸⁷ *Ibid.*, p. 111.

rachat des chemins de fer par l'État ne relève donc pas simplement d'une utopie socialiste, mais d'une nécessité de tout État démocratique :

« Est-il possible qu'un État démocratique, saisi des revendications des populations laborieuses, des commerçants, des industriels ; conscients de tous les besoins du monde du travail en matière de transports, se heurte à l'obstination des grandes compagnies financières, et en se déclarant impuissant, renonce à changer un régime dont souffre la nation toute entière ? un État qui n'est pas maître de ses chemins de fer n'est pas digne de ce nom. C'est le cas de l'État français⁸⁸⁸ ».

En défendant le rachat des compagnies par l'État, Thomas ne propose pas seulement un montage financier. Le rachat seul ne suffit pas comme le montre le réseau de l'État en France (réseau de l'Ouest racheté en 1909) qui rappelle-t-il par ailleurs « est loin encore de réaliser le réseau idéal de régie directe qui est le nôtre⁸⁸⁹ ». Pour réaliser un réseau nationalisé optimal, il faudra mettre en œuvre tout un système de tarifs, d'abonnements pour les classes populaires, mais aussi de représentations des usagers. C'est l'expérience coopérative du socialiste qui s'exprime ici, et sa sensibilité à la défense des intérêts des consommateurs. Thomas, qui a en tête l'histoire du XIX^e siècle et en particulier l'histoire économique et financière du Second Empire qui est à l'origine de la constitution du système des grandes compagnies, est aussi sensible à ce que l'on appellerait aujourd'hui « l'intermodalité », en l'occurrence avec les réseaux de communication fluviale.

Thomas argumente également sur la souveraineté économique d'un État démocratique moderne. Il répète à cette occasion que les socialistes ne sont pas les adversaires de la Défense nationale, s'appuyant notamment sur les écrits de Jaurès et sur sa proposition de loi de 1910 sur l'organisation de l'armée. En cas d'attaque du territoire français par une nation ennemie, l'État doit être en mesure de pouvoir faire circuler les wagons militaires, bref de maîtriser la commande stratégique de tout le réseau de son territoire, pour y faire face. Il ne peut se contenter de faire appel au bon vouloir et aux déclarations de principe des compagnies privées, qui empêchent de plus toute forme d'anticipation nécessaire. Adeptes du « gouverner c'est prévoir », formule qu'il utilise abondamment à la Chambre, Thomas défend le rachat par l'État comme condition nécessaire à l'indépendance de la République démocratique. Dans une conférence prononcée au début de l'année 1912 à l'École des Hautes Études Sociales, en présence d'Edgard Milhaud, il avait développé ses vues sur la régie directe des chemins de fer

⁸⁸⁸ *Ibid.*, p. 136.

⁸⁸⁹ THOMAS Albert, « Le Temps et le réseau de l'État », *L'Humanité*, 20 janvier 1914. Et « La situation économique et financière du réseau des Chemins de fer de l'État », *La Revue socialiste*, juin 1914.

en précisant qu'elles étaient fidèles aux idées des socialistes mais aussi des « démocrates⁸⁹⁰ ». Thomas contribue ainsi à faire le lien avec des milieux de la réforme sociale libérale pour y diffuser ses idées.

Il conclut son étude sur une formule du poète et député Alphonse de Lamartine qui dès 1837 demandait la gestion exclusive des chemins de fer par l'État :

« Comment l'État républicain, comment l'État démocratique, ou pour employer une formule de Lamartine, la "nation agissante" pourra-t-elle reconquérir la maîtrise de ses chemins de fer ? par un moyen ou par un autre elle a le devoir de rétablir son souverain pouvoir⁸⁹¹ ».

Inspirée des formules des socialistes réformistes autour d'Edgard Milhaud, et plaidoyer pour la nationalisation, l'étude de Thomas n'en est pas moins une profession de foi profondément républicaine. Il s'agit moins pour le parlementaire de défendre le socialisme à la Chambre des députés que d'intégrer le socialisme dans la nation républicaine, en le présentant comme l'aboutissement naturel de toute l'histoire de l'indépendance politique commencée sous la Révolution française, mais qui doit désormais être également économique et financière. La méthode privilégiée à partir de l'exemple des chemins de fer métropolitains se retrouve sur d'autres questions relatives aux relations internationales.

H. De l'affaire de la N'Goko-Sangha à « l'Ouenza-Panama » : la dénonciation des scandales politico-financiers coloniaux

En marge de son action dynamique comme rapporteur du budget, Thomas use de ses compétences économiques et financières pour interpellier le gouvernement sur des affaires se déroulant dans les colonies françaises. Thomas avait déjà eu l'occasion de livrer ses vues sur le principe de la colonisation, se montrant solidaire des dénonciations émises par les socialistes belges contre les exactions commises au Congo :

« La colonisation idéale [...] ce serait la possession et la mise en valeur des terres et des richesses par les indigènes libres⁸⁹² ».

Comme la plupart des socialistes, il ne remet pas en cause le principe même de la colonisation, si elle peut servir le progrès général de la civilisation et de l'humanité. C'est la collusion entre colonisation et intérêts capitalistes débridés qui constitue le cœur de sa critique,

⁸⁹⁰ Le texte de la conférence est résumé dans *La Revue socialiste*, numéro de février 1913.

⁸⁹¹ THOMAS Albert, *L'État et les compagnies de chemin de fer*, op. cit., p. 323.

⁸⁹² THOMAS Albert, « La barbarie coloniale. Le roi négrier », *L'Humanité*, 28 février 1906.

que divers scandales coloniaux et financiers français vont lui donner l'opportunité de développer plus longuement. Depuis le début du siècle, plusieurs de ces affaires ont fragilisé l'entreprise coloniale française. Les socialistes s'en sont emparés, depuis celle de l'Ouenza, à celle de Couiétas en passant par l'affaire de la Ngoko-Sangha, contribuant à les sensibiliser à la question coloniale et amorçant le tournant anticolonialiste de certains d'entre eux, dont Jean Jaurès. C'est mû par son intérêt pour les questions économiques que Thomas intervient, dans la presse et à la Chambre, en particulier dans l'affaire de la N'Goko-Sangha, et celle de l'Ouenza. La première fait grand bruit à partir du printemps 1911. Les arbitrages douteux opérés en faveur de ce consortium économique établi au Congo français éclaboussent des hommes d'affaires, des hommes politiques et des journalistes, comme André Tardieu, journaliste au *Temps*, qui devient l'une des cibles des socialistes. Albert Thomas, Marcel Sembat, tant dans les colonnes de *L'Humanité* qu'à la Chambre, reprochent les intérêts versés aux actionnaires par l'État, au détriment de l'intérêt général et des finances publiques. À la commission du budget et dans la presse, Thomas fait les comptes et demande le contrôle du Parlement sur ces budgets⁸⁹³. L'action des socialistes aura raison de cette indemnité de 2 millions de francs qui ne sera pas versée, mais sans que les hommes impliqués – à commencer par Tardieu lui-même – soient inquiétés par la justice.

Quelques mois plus tard, c'est l'affaire des mines algériennes de l'Ouenza, non loin de la frontière tunisienne, qui secouent à nouveau l'opinion publique. Les socialistes s'en prennent à la convention qui confie à la fois l'exploitation des mines du sous-sol et celle du chemin de fer chargé de relier les mines situées dans une montagne au port de Bône (Annaba aujourd'hui). Le montage financier opéré mêle de plus des intérêts français et allemands, *via* les groupes Krupp et Thyssen, ce qui en 1913-1914, quand l'affaire retentit, est à même de susciter l'émotion nationale. L'affaire d'Ouenza, dont l'historique remonte à la signature des premières concessions minières à la fin du XIX^e siècle a suscité l'intérêt de Thomas dès 1908. À l'époque, il reprenait dans *L'Humanité*⁸⁹⁴ les arguments d'Alphonse Merrheim menant une forte campagne dans *La Voix ouvrière* contre les intérêts du Comité des Forges, et notamment du groupe Schneider, dans la signature des conventions d'exploitation, au détriment des intérêts

⁸⁹³ Voir notamment THOMAS Albert, « L'affaire N'Goko », *L'Humanité*, 8 janvier 1911, « L'affaire N'Goko », *L'Humanité*, 17 janvier 1911.

⁸⁹⁴ THOMAS Albert, « L'Affaire de l'Ouenza. Schneider, Krupp and Co », *L'Humanité*, 15 décembre 1908.

de la nation et des travailleurs dont les droits ne sont jamais garantis dans les conventions⁸⁹⁵. La dénonciation des intérêts privés – où s'affichent notamment les noms de compagnies allemandes comme Krupp – est une nouvelle occasion de faire campagne en faveur de la nationalisation des mines, par laquelle il commence en fanfare son mandat parlementaire de 1910. Il n'hésite pas non plus à mobiliser dans cette affaire les idées développées par des « experts financiers », pour éventuellement rallier à sa cause l'opinion non strictement socialiste. N'hésitant pas à qualifier l'affaire d' « Ouenza-Panama », il s'appuie sur les arguments du journaliste financier Marcel Labordère, pour montrer que la convention signée entre le gouverneur de l'Algérie et le consortium Schneider-Krupp est désastreuse pour les intérêts algériens et français⁸⁹⁶. Ce sont à la fois la question de la souveraineté économique nationale (le risque de lier intérêts français et allemands pour une ressource stratégique telle que la construction d'armement) et l'intérêt premier de l'État qui dominant dans ses analyses.

Son mandat de député lui offre une nouvelle arène pour s'exprimer lorsque cette affaire revient sur le devant de la scène médiatique au tournant des années 1913-1914, dans le cadre d'une nouvelle convention signée le 16 octobre 1913 pour l'exploitation des mines. Ayant réuni une importante documentation, et à l'invitation de la Fédération socialiste de Constantine⁸⁹⁷, Thomas interpelle, le 14 novembre 1913, le ministre des Travaux publics sur cette convention qui accorde à Schneider l'amodiation minière, en plus de l'exploitation des ressources de surface. Autrement dit, cela revient pour Thomas à transférer la propriété du sol et du sous-sol minier aux intérêts privés, alors qu'elle doit légitimement revenir à l'Algérie et par extension à l'État français. Le député socialiste considère la signature de cette convention comme une faute grave de l'administration algérienne. Il reproche de plus le montage juridique choisi qui retire au Parlement le contrôle sur cette convention. Au nom de la démocratie et de la « dignité du Parlement », il demande donc que ce dernier soit saisi, comme c'était le cas dans les années précédentes. Son contrôle permettrait selon lui de pointer du doigt la présence d'intérêts privés – comme les banques algériennes – dans ce montage, qui risque d'avoir pour conséquence l'augmentation du prix des matières premières extraites. Il dénonce enfin l'absence totale, dans la convention, de mesures de protection de la main-d'œuvre, d'autant plus nécessaires, pense-

⁸⁹⁵ Dans les archives de Thomas, deux cartons comportent de la documentation sur cette affaire. AN 94 AP 327 et AN 94 AP 328. Thomas a lu notamment la brochure d'Alphonse Merrheim, « L'Affaire d'Ouenza, à genoux devant le comité des forges. La révision de la loi de 1810 sur les mines ». Il entretient également une correspondance avec le journaliste financier de la *Revue de Paris*, Marcel Labordère.

⁸⁹⁶ THOMAS Albert, « L'Ouenza-Panama. L'article d'un technicien ». *L'Humanité*, 9 mars 1909.

⁸⁹⁷ AN 94 AP 327. Lettre du secrétaire fédéral de la section socialiste de Constantine à Albert Thomas le 11 novembre 1913. Ce dernier lui transmet également les motions adoptées lors du congrès fédéral socialiste de Constantine portant sur l'Ouenza, le 29 décembre 1912.

t-il, que les conditions de travail y sont encore plus dures et davantage soumises à l'arbitraire des chefs que dans les mines du territoire métropolitain. Ne mettant pas en question le principe même de la colonisation – et sa mission civilisatrice – il considère qu'il s'agit là d'une question de dignité de la République que « d'introduire sur la terre d'Afrique les dispositions tutélaires de notre loi de 1898 [sur la responsabilité des employeurs dans les accidents du travail] [pour] montrer l'exemple sur son propre domaine⁸⁹⁸ ». L'affaire est donc une question de démocratie, de protection légitime de la classe ouvrière et de défense de la souveraineté économique de la nation sur ses ressources stratégiques par rapports aux intérêts privés, afin d'obtenir le plus haut profit pour la collectivité. L'interpellation de Thomas est discutée à la Chambre le 23 janvier 1914. Albert Bedouce, Jean Jaurès et Édouard Vaillant défendent les positions socialistes qui revendiquent tantôt un plus grand contrôle parlementaire, une plus grande protection des droits des travailleurs et des intérêts nationaux⁸⁹⁹. Par ces interventions, les socialistes au Parlement s'inscrivent dans ce mouvement prônant la réforme du système colonial de l'intérieur, pour le protéger de la prédation capitaliste et pour humaniser la condition des « travailleurs indigènes ». Au service du groupe parlementaire socialiste, Thomas utilise ses compétences économiques et financières pour éclairer la Chambre par des exposés clairs et documentés, et le ministre des Travaux publics lui-même doit se résoudre à reconnaître sa grande clarté et ses qualités oratoires.

Sur les questions coloniales, comme sur les autres sujets, Thomas développe ses thèmes de prédilection qui allient contrôle parlementaire accru dans le cadre d'un État démocratique soucieux de sa souveraineté économique et la protection de ses travailleurs, le tout dans un style bien plus pragmatique que dogmatique.

⁸⁹⁸ *Journal officiel de la République française du 14 novembre 1913. Débats parlementaires. Chambre des députés*, P. 3384-3390.

⁸⁹⁹ *Journal officiel de la République française du 23 janvier 1914. Débats parlementaires. Chambre des députés*, p. 194 et suivantes.

IV. Le ministérialisme avant le ministère

Les années 1910 sont celles de l'affirmation du réformisme des experts ou de la compétence incarnée par Albert Thomas⁹⁰⁰. Ce dernier a gagné en légitimité dans le parti par ses interventions nettes lors des congrès, mais aussi hors du parti grâce à ses réseaux syndicaux et coopératifs, dans les cénacles intellectuels para-partisans comme *La Revue socialiste, syndicaliste et coopérative*, mais aussi dans la vie politique française en général grâce à son action parlementaire. Les années 1913 et 1914 viennent cristalliser cette tendance clairement assumée par Thomas dans sa brochure la *Politique socialiste* publiée en 1913, et pendant le congrès d'Amiens de janvier 1914, en vue des élections législatives de mai 1914. Le contexte du début des années 1910 était, de plus, favorable à son expression. L'antiministérialisme de principe du socialisme imposé par la frange guesdiste au début du siècle et appuyé sur les décisions de l'Internationale socialiste signifiait une opposition frontale à la démocratie bourgeoise, et une extériorité du socialisme à la République. Les limites de cette position apparaissent désormais de plus en plus nettement. Le ministère de combat patriotique incarné par Clemenceau en 1909 avait imposé aux socialistes de chercher des forces alliées pour combattre le « premier flic de France ». Le débat sur la loi des trois ans dans les années 1910 avait également mené les socialistes à se rapprocher du radical Joseph Caillaux. À la veille des législatives de 1914, la question de la renaissance du Bloc des gauches se pose à nouveau. Elle est débattue lors du congrès d'Amiens de janvier 1914.

A. La politique socialiste : dépasser le radicalisme et faire de la SFIO « le vrai parti national⁹⁰¹ »

Cette brochure programmatique d'une soixantaine de pages est autant une profession de foi démocratique et républicaine qu'un « manifeste du révisionnisme à la française⁹⁰² ». Révisionnisme français, car la question que pose Thomas dans cette brochure rappelle celle que

⁹⁰⁰ JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés : les origines intellectuelles du réformisme en France, 1871-1917*, op. cit., p. 365-367.

⁹⁰¹ THOMAS Albert, *La politique socialiste*, Paris, Marcel Rivière, 1913, p. 27. Nous reprenons ici en partie des analyses tirées de notre ouvrage issu de notre Master 2, BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, *Albert Thomas, Le socialisme en guerre, 1914-1918*, op. cit., p. 32-39.

⁹⁰² JOUSSE Emmanuel, *Réviser le marxisme*, op. cit., p. 236.

Bernstein adressait à la social-démocratie allemande en 1899 dans *Die Voraussetzungen des Sozialismus* : celle de la réalisation du socialisme par la démocratie. La voici :

« Comment, par quels progrès immédiats, nous nous acheminerons vers notre but, comment nous réaliserons, dans une démocratie politique véritable, l'organisation socialiste⁹⁰³ ».

Thomas estime que l'heure est venue de dépasser l'opposition qu'il juge stérile et inopérante entre « socialisme de gouvernement » et « socialisme d'opposition⁹⁰⁴ ». À la méthode de protestation révolutionnaire, il oppose la méthode du bloc républicain, préconisant l'alliance avec les radicaux. Contre la recrudescence des forces réactionnaires, qui s'est déchaînée contre les socialistes en lutte contre la loi des trois ans en 1913, il appelle à la « concorde nationale », fondée sur l'alliance entre socialistes et radicaux de gauche, comme durant la crise boulangiste et l'affaire Dreyfus. Thomas s'appuie enfin sur l'expérience de la gestion des affaires politiques à la mairie de Champigny – où ses propositions politiques se sont parfois heurtées à la mauvaise volonté préfectorale – mais aussi de son exercice des responsabilités parlementaires dans des commissions stratégiques, pour vanter les mérites de la participation ministérielle.

« [...] Une politique est plus facile à imposer ou à suivre à l'intérieur même des conseils gouvernementaux que du dehors, dans les délégations de groupes ou les réunions de bureaux. Surtout une politique n'est pas faite que du vote de lois⁹⁰⁵ ».

La tentation d'exercer directement des responsabilités ministérielles se lit aisément dans ce petit opus programmatique, espoir qu'Albert Thomas avait déjà pu nourrir et qui avait été encouragé par son cénacle réformiste⁹⁰⁶. Il poursuit sa réflexion, appuyée sur une analyse des institutions politiques de la III^e République.

« [Une politique] est faite de pratique quotidienne ; elle est faite d'une multitude de décisions de détail que seul peut prendre celui qui détient le pouvoir exécutif ; elle est faite de tout un contrôle permanent de la machine administrative. Et un ministre guidé par des idées nettes, poursuivant un programme arrêté, peut, par son seul pouvoir, accomplir à l'intérieur d'un service de véritables révolutions⁹⁰⁷ ».

Cette phrase renvoie d'abord à la volonté de réformer les institutions politiques, dans laquelle les socialistes se sont illustrés en faisant campagne pour la représentation proportionnelle et que Jaurès, figure de proue de ce combat, voyait comme une question de

⁹⁰³ THOMAS Albert, *La politique socialiste*, *op. cit.*, p. 5-6.

⁹⁰⁴ *Ibid.*

⁹⁰⁵ *Ibid.*, p. 14.

⁹⁰⁶ Le 3 janvier 1910, Maurice Halbwachs, futur compagnon de route de Thomas au ministère de l'Armement disait à son ami : « Te souhaiterais-je d'être ministre ? Tu es trop consciencieux et cette fois tu te tuerais au travail... Mais je souhaite de tout cœur à la République (et sans te flatter) quelques gouvernants comme toi ». AN 94 AP 471, Dossier n° 2.

⁹⁰⁷ THOMAS Albert, *La politique socialiste*, *op. cit.* p. 14.

valeur et de justice politique au sein d'institutions démocratiques modernes⁹⁰⁸. Thomas s'inscrit dans ce mouvement⁹⁰⁹, ouvrant une filiation entre le combat pour la représentation proportionnelle, très vif dans les années 1910, et les réflexions sur la pratique gouvernementale que Léon Blum, fort de son expérience au cabinet de Marcel Sembat pendant la Grande Guerre, contribuera à renouveler après 1918 avant de s'y frotter sous le Front populaire⁹¹⁰.

Cette brochure peut ensuite s'interpréter comme une profession de foi républicaine et démocratique, autorisée voire imposée par les polémiques et discussions lancées depuis la loi des trois ans. Président du conseil en 1913, Louis Barthou venait de lancer une grande répression contre le mouvement syndical et socialiste alors engagé dans une campagne méthodique et populaire contre la loi des trois ans. La contre-propagande gouvernementale, appuyée par la presse réactionnaire souhaitait disqualifier cette campagne, en la réduisant à une expression d'antimilitarisme anarchisant. Elle fut pourtant l'occasion, pour la frange des réformistes réunie autour de Jean Jaurès, de réaffirmer une profession de foi républicaine, qui pouvait solidement s'appuyer sur *L'Armée nouvelle* de Jean Jaurès parue en 1911⁹¹¹. Ce contexte immédiat transparaît dans la brochure qui consacre un chapitre entier (le quatrième) à la conciliation entre les « thèses socialistes » et les « aspirations nationales⁹¹² ». Reprenant les analyses de Jaurès, Thomas décrit en effet une politique de Défense nationale de type socialiste qui allie les intérêts du peuple et la cause de la nation. C'est également comme historien du second Empire qu'il s'exprime, lui qui avait décrit le patriotisme de la classe ouvrière parisienne, prête à s'exprimer pleinement pendant la Commune de Paris. Thomas fait revivre l'idéal du peuple en armes – celui de Valmy, des révolutions populaires du XIX^e siècle et de la Commune de Paris – très présent chez les intellectuels socialistes qui ont participé à la rédaction de l'histoire socialiste de la France de Jean Jaurès. Cet imaginaire politique jacobin se combine pourtant – de manière plus ou moins cohérente – avec le pacifisme et l'internationalisme officiel du parti, dans la brochure de Thomas⁹¹³.

La brochure en question participe de ce processus d'intégration du mouvement socialiste et ouvrier à la République, qui se poursuivra pendant la Première Guerre mondiale. Pour

⁹⁰⁸ CANDAR Gilles et DUCLERT Vincent, *Jean Jaurès, op. cit.*, p. 423 et suivantes.

⁹⁰⁹ Thomas fait campagne pour la RP au sein de la fédération socialiste de la Seine. Voir « À propos de la RP. Une réunion des élus de la Seine », *L'Humanité*, 7 octobre 1912.

⁹¹⁰ BLUM Léon, *La réforme gouvernementale*, Paris, Grasset, 1936.

⁹¹¹ Sur *L'Armée nouvelle* voir notamment CANDAR Gilles et DUCLERT Vincent, *Jean Jaurès, op. cit.*, p. 430-450.

⁹¹² THOMAS Albert, *La politique socialiste, op. cit.*, p. 31.

⁹¹³ CREPIN Annie, « Avant l'Armée nouvelle : les socialistes, Jaurès et la Défense nationale », *Cahiers Jaurès*, 2013, vol. 1-2, n° 207-208, p. 11-26.

l'accompagner, les socialistes doivent passer de la propagande socialiste à la politique socialiste, d'où le titre de sa brochure et une formule restée célèbre qui aura contribué à classer définitivement Thomas à la droite de la SFIO :

« Il faut que notre Parti, ce Parti d'“anarchistes”, de “saboteurs”, “d'antipatriotes” – d'“unifiés” pour tout dire – se révèle aux yeux de tous ce qu'il est réellement : un parti capable, en réalisant la révolution socialiste, de faire, plus qu'aucun autre, la prospérité et la grandeur du pays. [...] Les solutions socialistes sont les solutions nationales. Dès aujourd'hui, le Parti n'est plus isolé, en opposition avec la nation. Dès aujourd'hui, il sent qu'il répond intimement à ses préoccupations et à ses besoins. L'heure vient où il devra être reconnu comme le vrai parti national⁹¹⁴ ».

Pour lui, les élections législatives de 1914 doivent être l'occasion d'établir une véritable politique socialiste et de faire enfin de la SFIO « le vrai parti national » qu'il appelle de ses vœux.

B. Pour un nouveau Bloc : le ministérialisme avant le ministère ?

Le Congrès d'Amiens de janvier 1914 porte sur la tactique électorale. La brochure de Thomas, qui semble avoir fait grand bruit chez les socialistes, y est naturellement discutée. Compère-Morel exprime d'abord le point de vue des guesdistes visant à distinguer très nettement le premier du second tour, que Jaurès reliera malicieusement à la tactique de désistement au second tour souvent pratiquée par eux⁹¹⁵. Thomas s'en prend juste après à la tactique guesdiste qu'il résume – et caricature à dessein – afin de faire ressortir plus nettement sa position et sa méthode.

« J'ai été un peu surpris tout d'abord d'entendre notre camarade Compère-Morel apporter ici une idée si différente de la propagande du Parti au premier tour de scrutin et au second tour. Compère-Morel disait au premier tour, ce sera l'éducation et le recrutement socialiste, et au second tour l'affirmation d'un certain nombre de réformes ou de soucis immédiats du Parti qui nous permettent d'envisager dans quel sens auront lieu les désistements et quelle sera au second tour l'attitude générale du Parti. C'est un peu, à sa manière, la thèse qu'Hervé est venu soutenir à son tour, lorsqu'il disait à cette tribune “Il y a ici des camarades qui représentent la doctrine et il y en a d'autres qui sont soucieux de l'action immédiate”. Il me semble que la première chose qu'il faudrait réclamer de notre Commission des résolutions, c'est qu'elle apporte à ce Congrès une motion qui affirme l'idée de la propagande socialiste

⁹¹⁴ THOMAS Albert, *La politique socialiste, op. cit.*, p. 27.

⁹¹⁵ Sur le rôle de Jaurès à ce congrès voir CANDAR Gilles et DUCLERT Vincent, *Jean Jaurès, op. cit.*, p. 427-428.

au premier tour comme au second tour. J'entends par là qu'il n'y a pas de différence à faire entre ce qu'on appelle la doctrine, l'éducation socialiste et la bataille pour des réformes immédiates⁹¹⁶ ».

En demandant au parti de dépasser doctrine et réformes immédiates, Thomas souhaite la mise sur pied d'une véritable plateforme électorale, qui ne soit pas seulement la propagande socialiste. Or qu'est-ce qu'une plateforme électorale, sinon une série de mesures ou de « réformes » à mettre en place une fois en responsabilité ? Thomas tire ici la logique de sa brochure de 1913 en considérant que la menace de la guerre crée une situation exceptionnelle qui justifie la constitution d'un Bloc républicain avec la participation ministérielle des socialistes. Il se trouve sur ce sujet en accord avec Gustave Hervé qui défend activement dans le *Travailleur socialiste*⁹¹⁷, et qu'il appelle malicieusement son « complice en blocardisme, [s]on complice en participation ministérielle⁹¹⁸ ». Les arguments des deux hommes – qui ont l'un pour l'autre un respect mutuel déjà exprimé par le passé – se rapprochent sur certains points ; ils voient tous deux dans cette politique de Bloc un moyen de forcer le Parti radical à mettre en place les mesures adoptées notamment lors de son congrès de Pau de 1913 qui l'ancrent nettement à gauche et le rapprochent des socialistes en proposant l'impôt sur le revenu, le retour au service militaire de deux ans, et le rapprochement franco-allemand. Bien sûr, les positions des deux hommes ne sont pas identiques. Hervé s'exprimait en faveur d'une éventuelle participation socialiste à un gouvernement radical, si cela pouvait permettre de protéger les grévistes engagés dans des mouvements sociaux. Thomas y voit lui le moyen de faire aboutir tout un programme de réformes – ancré autour des assurances sociales, de la nationalisation des monopoles stratégiques pour la nation, de la défense des producteurs/consommateurs – tel qu'il l'a défendu au sein de la SFIO depuis le milieu des années 1900 et avec plus de panache et d'aura depuis qu'il est parlementaire. Enfin les lunettes grossissantes et déformantes de l'historien.ne qui connaît la fin de l'histoire invitent à y voir également le plaidoyer *pro domo* d'un homme que son ascension pousse à regarder du côté des responsabilités ministérielles. Mais il n'est visiblement pas le seul à y avoir pensé... « Je suis prêt à être ministre », aurait lui-même soufflé Jaurès le 6 avril 1911, à la sortie de la Chambre des députés, après le renversement tant attendu par les socialistes du gouvernement Briand qui

⁹¹⁶ PARTI SOCIALISTE SFIO, *11^e congrès national tenu à Amiens les 25, 26, 27 et 28 janvier 1914 : compte-rendu sténographique*, Paris, Siège du Conseil national, 1914, p. 234-235.

⁹¹⁷ <https://maitron.fr/spip.php?article73157>, notice HERVÉ Gustave, Alexandre, Victor. Par Justinien Raymond, Madeleine Rebérioux, version mise en ligne le 5 août 2009, dernière modification le 3 février 2019.

⁹¹⁸ PARTI SOCIALISTE SFIO, *11^e congrès national tenu à Amiens les 25, 26, 27 et 28 janvier 1914, op. cit.*, p. 234-235.

avait mené la répression contre les cheminots⁹¹⁹. Deux ans plus tard, Marcel Sembat, pourtant issue de la tendance révolutionnaire de la SFIO, mais également défenseurs du Bloc, disait :

« Tout député républicain a le légitime espoir de devenir ministre, et sa carrière n'est complète que s'il n'y parvient⁹²⁰ ».

L'issue du congrès ne donne cependant aucun blanc-seing aux « blocards ministérialistes ». La discussion sur la tactique électorale s'achève le 28 janvier par l'adoption d'un texte de synthèse présenté par Jaurès, prônant la bataille socialiste au premier et au second tour, sauf si la situation invite à un désistement en faveur des radicaux unifiés qui se réclament du programme de Pau. On en reste là sur la question de la participation ministérielle. Le débat heurte trop « l'antiministérialisme identitaire⁹²¹ » du Parti qui ne peut se risquer à faire exploser son unité encore fragile. Cette épineuse question a d'ailleurs été ravivée par les expériences douloureuses des gouvernements d'Aristide Briand ou de l'expérience ministérielle de Viviani et Millerand au tournant des années 1910.

Thomas ne baisse cependant pas les armes. La progression socialiste aux élections de 1914, qui l'ont d'ailleurs confirmé dans sa circonscription de la Seine – est pour lui la preuve même de la validité de ses théories et relève au grand jour l'impasse de la posture antiminérialiste. Dans un article de *La Revue socialiste, syndicaliste et coopérative*, intitulé « Action républicaine et participation ministérielle », il complète sa brochure de 1913, armé des circonstances nouvelles. Avec 102 députés SFIO, le Groupe socialiste devient le deuxième plus important du Parlement, ce qui lui donne une force nouvelle. Thomas reprend, non sans malice, la formule de Compère-Morel qui constatait lui-même que cette nouvelle situation « allait nous [les socialistes] obliger à prendre des responsabilités auxquelles nous ne songions nullement quand nous n'étions qu'une poignée⁹²² ».

Thomas, pousse, lui, jusqu'au bout cette logique, établissant que l'action parlementaire ne peut être qu'une étape dans le jeu républicain pour naturellement déboucher sur l'action ministérielle. À son sens, la réalisation d'une véritable démocratie sociale ne peut se faire qu'aux commandes des outils gouvernementaux.

« Si un seul de nos bulletins de vote manquait à un ministère vraiment avancé, proposant et défendant des réformes en mettant son existence en jeu, ne se contentant pas par

⁹¹⁹ CANDAR Gilles et DUCLERT Vincent, *Jean Jaurès, op. cit.*, p. 415.

⁹²⁰ SEMBAT Marcel, « Un nouveau régime parlementaire », *La Renaissance politique, littéraire et artistique*, n° 2, 15 novembre 1913, p. 11, cité in DUCOULOMBIER Romain, *Camardes ! : la naissance du parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2010, p. 48.

⁹²¹ DUCOULOMBIER Romain, *Camardes ! : la naissance du parti communiste en France, op. cit.*, p. 46.

⁹²² THOMAS Albert, « Action républicaine et participation ministérielle », *La Revue socialiste, syndicaliste et coopérative*, n° 354, juin 1914, p. 550.

conséquent de manifestations verbales plus ou moins ronflantes, nous commettrions la plus grosse, la plus lourde, la plus impardonnable des fautes, tant au point de vue socialiste qu'au point de vue républicain⁹²³ ».

Pour Thomas donc, les faits sont têtus et ne cessent de « poser devant le Parti le problème de la participation des socialistes au pouvoir⁹²⁴ ».

L'intégration du mouvement ouvrier et des socialistes à la République suppose et implique leur arrivée aux affaires pour passer, sans violence, de la République bourgeoise à la République sociale. C'est cependant la Première Guerre mondiale qui en verra la réalisation partielle, parfois forcée, et avec le concours des socialistes de gouvernement et des leaders syndicalistes révolutionnaires désormais convertis à la « politique de la présence ».

⁹²³ *Ibid.*, p. 151.

⁹²⁴ *Ibid.*, p. 153.

V. Entre pacifisme et patriotisme

A. Sur la voie de l'Internationale

Germanophone et connaisseur de la social-démocratie allemande, Thomas développe des relations privilégiées avec ses camarades d'outre-Rhin, notamment ceux acquis aux thèses révisionnistes. Il est aussi un familier des congrès internationaux. Jeune lors de ses premiers congrès socialistes internationaux, il ne monte pas forcément à la tribune, mais aime en fréquenter les coulisses, établir des relations informelles. Thomas est un observateur attentif et enthousiaste du congrès de la Deuxième internationale, réunie à Amsterdam en 1904, lors duquel il est délégué de la SFIO. Les analyses qu'il livre dans *L'Humanité*⁹²⁵ mais surtout dans *La Revue socialiste* sur les conditions de réalisation de l'internationalisme socialiste ont été souvent citées en exemple dans l'historiographie, que ce soit dans la thèse de Marie-Louise Goergen sur les relations socialistes franco-allemandes aux temps de la Deuxième Internationale ou dans celle d'Elisa Marcobelli sur l'internationalisme socialiste à l'épreuve des guerres. Dans *La Revue socialiste* de septembre 1904, il se livre à une véritable profession de foi internationaliste, dont il cherche néanmoins à dégager la portée pratique.

Tout en saluant « l'effet moral » des congrès de l'Internationale, « grandes manifestations sentimentales et de grandes démonstrations », il affirme :

« Ce qui est encore aujourd'hui le résultat le plus incontestable des congrès internationaux, c'est la conscience d'une solidarité plus vraie et plus intime. [...] Le bénéfice le plus certain de ces grandes assemblées, c'est qu'elles permettent de se mieux connaître, de se mieux comprendre, de dissiper des malentendus inévitables ; c'est qu'elles permettent de mieux saisir, sous la diversité des tactiques et des méthodes, l'unité de notre action⁹²⁶ ».

Ces phrases laissent transparaître l'excitation, la fascination du jeune militant socialiste pris dans le tourbillon de son premier congrès international. L'article n'est cependant pas dénué de partis pris politiques, notamment celui de présenter aux lecteurs l'unité régnant dans l'internationale, et alors même que les débats – notamment sur la question de la participation des socialistes au gouvernement – ont vu s'affronter, avec virulence, les sociaux-démocrates allemands (notamment August Bebel) et Jean Jaurès. Dans la suite de l'article, Thomas reproche à Bebel d'avoir ignoré le caractère propre de la tradition républicaine française,

⁹²⁵ Thomas est l'envoyé spécial de *L'Humanité* au Congrès. Il en fait la chronique quotidienne entre le 14 et le 21 août.

⁹²⁶ THOMAS Albert, « Le Congrès d'Amsterdam », *La Revue socialiste*, tome 40, n° 237, 1904.

capable d'une politique de réformes sociales. Sans surprise, il y prend la défense de Jaurès qui a soutenu Millerand, et ainsi suivi la « seule tactique possible, la seule par laquelle le prolétariat organisé en parti de classe, peut pousser à des réformes sociales la démocratie républicaine ». Thomas fait montre de ce que l'on pourrait qualifier d'un internationalisme critique ; dans *L'Humanité*, il pointe du doigt « la difficulté de s'entendre et de se comprendre⁹²⁷ », du fait de traductions pouvant entraîner des malentendus, voire des erreurs de jugement. Comme il le fait d'ailleurs lui-même, il invite ses camarades à lire la presse étrangère pour juger de la capacité d'influence et d'action de chaque parti socialiste à la lumière des institutions et des mœurs politiques des pays. Cela permettrait, poursuit-il, que le socialisme international passe du stade de la « protestation impuissante et violente contre l'ordre établi » à la capacité d'action concrète positive. Conscience de la diversité des traditions politiques des pays dans lequel le socialisme s'est implanté, volonté de voir les congrès internationaux animés d'un esprit plus pratique, souci de voir la Deuxième internationale prendre la voie d'une « organisation économique⁹²⁸ » capable de pousser efficacement l'émancipation des travailleurs ; voilà les différents aspects du regard critique que Thomas pose sur l'action de l'Internationale socialiste.

B. Pour le rapprochement franco-allemand

De manière assez systématique par la suite, Thomas suit les prises de positions de Jean Jaurès et ces réunions internationales sont l'occasion pour lui de se rapprocher du leader de la SFIO. Les deux hommes se rendent par exemple ensemble au congrès socialiste de Stuttgart en 1907, grand moment de protestation socialiste internationale contre la guerre et au cours duquel Jaurès se prononce notamment en faveur du recours à l'arbitrage international comme moyen d'action contre la guerre, position non ralliée à l'unanimité car relevant du pacifisme bourgeois⁹²⁹. Il s'y exprime également en faveur du rapprochement franco-allemand, combat dans lequel il s'illustrera particulièrement dans les années suivantes. Thomas, quant à lui, est attentif aux résolutions adoptées concernant les rapports entre organisation politique et organisation économique du prolétariat, qui font écho aux débats du congrès d'Amiens de la CGT (1906) et

⁹²⁷ THOMAS Albert, « Après le Congrès », *L'Humanité*, 22 août 1904.

⁹²⁸ THOMAS Albert, « Le Congrès d'Amsterdam », *La Revue socialiste*, tome 40, n° 237, 1904.

⁹²⁹ HAUPT Georges, *Histoire de la II^e Internationale*, vol. 17. *Congrès socialiste international, Stuttgart, 6-24 août 1907*, Genève, Minkoff, 1878-1985. Et MARCOBELLI Elisa, *L'internationalisme à l'épreuve des crises*, *op. cit.*, p. 151-156.

à celui de de Nancy de la SFIO (1907)⁹³⁰. Il prend cependant le temps de démonter pièce par pièce les argumentaires du journal *L'Écho de Paris*, basés d'après lui sur des traductions approximatives et inexactes de journaux allemands, pour montrer le chauvinisme des socialistes allemands, avec qui les socialistes ont sympathisé lors du Congrès de Stuttgart. Thomas s'engage alors à démontrer le travail mené par le « parti-frère⁹³¹ » pour dénoncer le militarisme du gouvernement allemand. Alors que le congrès rassemble des représentants de divers partis du monde, Thomas, comme Jaurès, voit donc dans ce congrès un grand moment de rapprochement franco-allemand, et s'attache à révéler au lectorat de *L'Humanité*, « toutes les nuances de la pensée antimilitariste des camarades d'Allemagne⁹³² ». Cependant, il n'exprime pas encore ses vues sur la question de l'arbitrage international, ni précisément sur les moyens de la lutte contre la guerre. Stuttgart semble donc être plutôt un moment de familiarisation avec les arènes du socialisme international et de la lutte contre la guerre. Thomas poursuit dès lors sa défense sans faille de l'internationalisme antimilitariste de ses camarades d'outre-Rhin, dénonçant par exemple, dans les colonnes de *L'Humanité*⁹³³, l'inculpation de Karl Liebknecht pour haute trahison, et par là-même l'injuste violence du gouvernement impérial.

Du fait de ses réseaux avec la social-démocratie allemande, Thomas est plusieurs fois délégué de la SFIO aux Congrès de l'Internationale ou mandaté pour se rendre à ses réunions socialistes internationales⁹³⁴. Lors du congrès de Copenhague de 1910, il est délégué français, et membre de la première commission avec Guesde, Jaurès et Héliès en charge de la question des relations entre socialisme et coopération⁹³⁵, évoquée dans le chapitre 2.

À partir des années 1910, Thomas couvre de plus en plus dans *L'Humanité* les questions socialistes internationales. Son aura de député n'y est sans doute pas étrangère, mais il est d'autant plus porté à le faire que la montée des tensions en Europe impose aux organes du socialisme international, et notamment au BSI (Bureau socialiste international) de répondre avec plus d'efficacité aux événements internationaux⁹³⁶. Lors de la deuxième crise marocaine

⁹³⁰ THOMAS Albert, « Congrès, résolutions, déclarations », *La Revue syndicaliste*, n° 29, septembre 1907, p. 99-107.

⁹³¹ THOMAS Albert, « Après le Congrès de Stuttgart. L'opinion socialiste allemande. Comme on traduit et cite à "L'écho de Paris" », *L'Humanité*, 10 septembre 1907.

⁹³² THOMAS Albert, « L'opinion socialiste allemande. La résolution de Stuttgart est une règle d'action précise pour nos camarades d'outre-Rhin », *L'Humanité*, 11 septembre 1907. Et « Après le Congrès de Stuttgart. L'opinion socialiste d'Allemagne », *L'Humanité*, 13 septembre 1907.

⁹³³ THOMAS Albert, « L'antimilitarisme en Allemagne. Karl Liebknecht inculpé de haute trahison », *L'Humanité*, 8 octobre 1907.

⁹³⁴ Voir sur ce point le chapitre 1.

⁹³⁵ HAUPT Georges, *Histoire de la II^e Internationale*, vol. 19. Congrès socialiste international, Copenhague, 28 août-3 septembre 1910, Genève, Minkoff, 1878-1985, p. 269 et p. 2560 et suivantes.

⁹³⁶ Voir sur ce point BENEDETTI Andrea, *Le Bureau socialiste International : instrument de coopération internationale ? (1900-1918)* », Thèse en cours à l'Université de Strasbourg, sous la direction de Maurice Carrez.

déclenchée en juillet 1911 et en l'absence de Congrès socialiste international, les socialistes répondent par quatre meetings à Berlin, Paris, Londres et Madrid. Albert Thomas rend compte de la deuxième réunion, salle Wagram à Paris le 4 août 1911, et répond ainsi à la presse gouvernementale qui non seulement a mis en doute l'opposition à la guerre des socialistes allemands, mais a de plus tenté d'étouffer la portée de la réunion de Paris à laquelle s'est rendue une « imposante délégation allemande ». Il ne cesse de réaffirmer « la volonté pacifique de la classe ouvrière », dans ses organisations à la fois politique et économique. C'est bien son pacifisme qui s'exprime ici, fort du rapprochement entre la SFIO et la CGT qui souhaitent unir leurs efforts pour sauvegarder la paix et dont l'action conjointe se durcira lors de la campagne de 1913 contre la loi des trois ans sur laquelle nous reviendrons. La fin de l'année 1911 voit aussi le déclenchement de la guerre italo-turque à laquelle le BSI répond pas une série de meetings dans de nombreux pays d'Europe, à l'exception notable de l'Italie⁹³⁷. Elisa Marcobelli a bien mis en avant comment les socialistes italiens se sont retrouvés, ou mis, hors-jeu dans la réponse socialiste internationale à cette crise, leur action étant par ailleurs gênée par l'implication de leur pays dans ce conflit. Une partie des socialistes français voit en effet dans ces divers meetings une occasion de renforcer le rapprochement franco-allemand, initié notamment sous l'égide de Jean Jaurès. Thomas est présent lors du meeting organisé à Berlin en novembre 1911, aux côtés des Autrichiens Leopold Winarsky et Karl Renner et du Belge Émile Vandervelde. Le *Vorwärts* rend compte de la journée et des discours des différents orateurs. Thomas rappelle que « les peuples de France et d'Allemagne veulent la paix⁹³⁸ », et présente cette réunion comme une protestation non seulement contre la campagne de Tripoli, mais aussi plus globalement « contre la folie coloniale, qui monte les peuples les uns contre les autres et qui menace la paix mondiale⁹³⁹ ».

En vue du congrès extraordinaire de Bâle, « apothéose [...] en matière d'action entreprise par l'Internationale pour s'opposer à la guerre⁹⁴⁰ », réuni spécialement pour répondre aux fortes tensions dans les Balkans, Thomas, tout comme Jaurès, Marcel Sembat, Pierre Renaudel et Maxence Roldes sont directement sollicités par le BSI⁹⁴¹. Thomas fait partie des 127 délégués français se rendant à Bâle les 24 et 25 novembre 1912. Au lendemain du Congrès, il signe le

⁹³⁷ Sur la guerre italo-turque voire MARCOBELLI Elisa, *L'internationalisme à l'épreuve des crises*, op. cit., p. 188-215.

⁹³⁸ Citations des articles du *Vorwärts*, « Die Internationale des Friedens » et « Zweite Beilage », *Vorwärts*, 14 novembre 1911 traduits in *ibid.*, p. 196-197.

⁹³⁹ *Ibid.*

⁹⁴⁰ *Ibid.* p. 252.

⁹⁴¹ AN F/7/13069. Dossier congrès socialistes internationaux (1896-1919).

commentaire final – dicté par téléphone – du long article occupant quasiment toute la première page de *L'Humanité* au titre sans ambages : « Le Congrès socialiste international de Bâle. L'internationale est unanime⁹⁴² ». Le Congrès qui s'apparente davantage à une grande « manifestation socialiste d'opposition à la guerre⁹⁴³ », emmené par les discours brillants de Jaurès, Hugo Haase ou encore Clara Zetkin, est considéré par Elisa Marcobelli comme le point d'orgue de toute l'action menée par l'Internationale lors de ses précédents congrès concernant la guerre. Il s'achève d'ailleurs sur une résolution votée à l'unanimité des socialistes s'opposant à la guerre et en rendant le capitalisme responsable du déclenchement des conflits en cours et à venir. L'article de Thomas reflète cette unanimité du socialisme international, d'autant plus forte que les moyens d'action concrets des socialistes – germes de divisions – ne sont pas évoqués dans la résolution finale. Le militant dit avoir vécu « des jours inoubliables » et exprime sa conviction de « la grande force mondiale que déjà l'Internationale possède », de même que sa « foi », son « autorité » « pour imposer aux gouvernants capitalistes la paix des Peuples ». L'arrivée du grand cortège devant la cathédrale de Bâle est décrite de façon mystique, Thomas comparant la force du message pacifique porté par la voie de l'Internationale, à celui de l'Église lors des guerres féodales médiévales, « la paix des Peuples », devant succéder à « la paix des Dieux ». Dans la lignée de ce congrès, une intense propagande pacifiste est menée par le mouvement ouvrier international et notamment en France. La grève lancée en décembre 1912 par la CGT contre la guerre est à nouveau présentée comme l'expression du pacifisme profond de la classe ouvrière française, et de sa principale organisation syndicale la CGT, sous la plume de Jaurès, de Thomas et du leader de la Fédération syndicale des coiffeurs Alexandre Luquet⁹⁴⁴. L'article de Thomas n'est pas dénué d'une certaine focale franco-centrée, ce dernier cherchant à présenter la classe ouvrière française comme étant à la pointe de l'organisation du combat et de la propagande pacifistes. D'après B.W. Schaper, Thomas aurait de plus travaillé aux côtés du député SPD de Mannheim, Ludwig Frank, pour mettre au point une procédure d'arbitrage international des conflits, dont l'organe initiateur serait une « commission interparlementaire permanente⁹⁴⁵ » comprenant des représentants français, allemands et anglais, mandatés pour décider à l'unanimité de porter un différend international devant le Tribunal d'arbitrage de La Haye, sorte de conseil de sécurité européen avant l'heure. Cet intérêt pour la question de l'arbitrage international montre que

⁹⁴² THOMAS Albert, « Le Congrès socialiste international de Bâle. L'internationale est unanime », *L'Humanité*, 26 novembre 1912.

⁹⁴³ MARCOBELLI Elisa, *L'internationalisme à l'épreuve des crises*, op. cit., p. 252.

⁹⁴⁴ Ces différents articles paraissent dans *L'Humanité* du 16 décembre 1912.

⁹⁴⁵ Sur ce projet voir SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas*, op. cit., p. 87-88.

Thomas se trouve au croisement de courants pacifistes divers – et parfois opposés – en l’occurrence du pacifisme socialiste qui voit dans le capitalisme la cause principale du déclenchement des guerres, et du pacifisme bourgeois qui prône des procédures d’arbitrage et l’établissement de structures diplomatiques rénovées pour maintenir la paix⁹⁴⁶. Thomas cotise en effet depuis 1907 au moins à l’Association La Paix par le Droit, présidée par le philosophe Théodore Ruysen. Il en lit la revue, mais connaît également les travaux du comité d’entente internationale pour le désarmement universel⁹⁴⁷. Cette thématique est en effet centrale dans l’argumentaire des socialistes contre la paix. L’heure n’est donc pas encore à l’Armement de la France au cours de la Première Guerre mondiale...

Thomas n’est pas un Jaurès ou un Bebel, dont les discours en faveur de la paix enflamment les séances inaugurales des congrès de l’Internationale, mais sa présence à ces divers meetings montre sa place croissante, aux côtés de Jaurès, dans le combat contre la guerre. Il s’adonne parfois à de grandes déclarations qui rappellent les professions de foi jaurésiennes, mais l’essentiel de son action se fait surtout dans les arcanes des réunions bilatérales franco-allemandes et aux côtés de la CGT. Le combat contre la guerre est l’occasion de renforcer l’unité du prolétariat international. Thomas voit dans cette lutte une occasion de rapprocher mouvement politique et mouvement syndical en France. Son rôle dans la lutte contre la loi de trois ans, qui anime la vie politique française de l’année 1913, lui donne une nouvelle occasion d’exprimer ses vues.

C. Pour la paix

En ce début d’année 1913, Thomas est occupé par la rédaction d’un manifeste socialiste franco-allemand commun. C’est Jaurès qui le mandate pour réaliser cette tâche dont le texte final est publié le 1^{er} mars 1913 en français et en allemand dans *L’Humanité* et le *Vorwärts*. Ce texte s’inscrit dans le contexte des réformes militaires en cours dans les deux pays. L’Allemagne a adopté en juin 1912 une augmentation des effectifs militaires, qui sera complétée par de nouvelles mesures adoptées en juillet 1913⁹⁴⁸. Dans ce contexte, les socialistes allemands proposent incessamment au Reichstag la réduction du temps de service à un an de

⁹⁴⁶ Voir notamment GUIEU Jean-Michel, « Albert Thomas et la paix, du socialisme normalien à l’action internationale au BIT », *op. cit.*

⁹⁴⁷ AN 94 AP 472. Brochures et numéros de la revue de 1907 dans ses archives personnelles.

⁹⁴⁸ Sur les réformes militaires en France, en Italie et en Allemagne, voir MARCOBELLI Elisa, *L’internationalisme à l’épreuve des crises*, *op. cit.*, p. 227-235.

qui aurait pour effet de réduire les effectifs militaires. L'année 1913 voit en France l'adoption par la Chambre, en mars d'une loi faisant passer la durée du service militaire de deux à trois ans, après d'âpres débats dans lesquels les socialistes ont fortement marqué leur opposition. La loi sera approuvée par le Sénat en août, et s'appliquera immédiatement, augmentant automatiquement d'un an la durée des services en cours. Le manifeste franco-allemand met à équivalence l'action des socialistes allemands contre l'armement et celle des socialistes contre la loi des trois ans. La marque de la pensée de Thomas, inspirée de celle de Jaurès, se trouve dans ce texte qui propose des moyens d'action pour lutter contre les conflits, et notamment le fait que « les socialistes réclament que tous les conflits entre les peuples soient réglés par des traités d'arbitrage⁹⁴⁹ ». Les socialistes français et allemands flétrissent « le jeu perfide des chauvins [...] qui évoquent aux yeux du peuple, en France, une prétendue complaisance des socialistes allemands pour le militarisme, et en Allemagne une prétendue complaisance des socialistes français pour le même militarisme⁹⁵⁰ ».

D. Thomas dans la controverse Andler/Jaurès

Même s'il s'agit surtout d'une protestation de principe, la charge symbolique de ce manifeste franco-allemand donne lieu à une nouvelle campagne des militaristes français affirmant que les socialistes allemands ont accepté de mauvaise grâce de signer ce manifeste écrit par les Français⁹⁵¹. Ces manœuvres prennent la suite logique de la controverse ayant opposé Jean Jaurès et l'intellectuel germaniste, professeur à la rue d'Ulm, Charles Andler, au sujet de deux articles publiés en 1912 dans une revue proche des radicaux *L'Action nationale* de Théodore Steeg sur « Le socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine », dénonçant la présence d'éléments très clairement nationalistes au sein du SPD. La publication de ces articles en plein rapprochement franco-allemand est plus gênante pour les socialistes qui s'attachent à montrer l'unanimité des socialistes des deux rives du Rhin dans la lutte contre le militarisme. Ce sont d'ailleurs les journaux modérés et conservateurs qui sont les premiers à citer abondamment ces articles de Charles Andler qui écrit notamment sans détour que « le socialisme allemand nouveau sera impérialiste⁹⁵² » afin d'apporter des éléments contradictoires

⁹⁴⁹ « Contre les armements. Manifeste des partis socialistes français et allemands », *L'Humanité*, 1^{er} mars 1913.

⁹⁵⁰ *Ibid.*

⁹⁵¹ MARCOBELLI Elisa, *L'internationalisme à l'épreuve des crises*, op. cit., p. 228.

⁹⁵² Cité in TONNELAT Ernest, *Charles Andler : sa vie et son œuvre*, Paris, Les Belles Lettres, 1937, p. 139.

dans les discussions face aux socialistes. Le groupe parlementaire du parti socialiste décide, lors de la séance de la Chambre du 17 février, de protester collectivement contre les allégations récurrentes des conservateurs sur leurs camarades du SPD. Assez naturellement, c'est Thomas qui est chargé de rétablir la vérité. En liaison directe avec le SPD, bon connaisseur de la social-démocratie allemande, mais surtout proche de Charles Andler dont il était le disciple à l'ENS – Andler confie même qu'il était son élève préféré en qui il voyait un successeur – il est tout qualifié pour porter la protestation. Il affirme que Charles Andler « s'est lourdement trompé⁹⁵³ », car il n'a considéré dans son développement que les idées de quelques penseurs hétérodoxes comme Hildebrand et Leuthner qui, poursuit-il, ne sont pas écoutés par l'ensemble du SPD, et encore moins par la masse des militants socialistes allemands. Mais l'affaire gonfle et oblige Jaurès, le 4 mars, à répondre avec virulence à son ami Andler⁹⁵⁴. Pour le biographe de Andler, Ernest Tonnelat, celui-ci a eu tort de publier ces articles, cependant plus sur la forme que sur le fond. À son sens, « si Jaurès et Andler s'étaient si violemment heurtés, c'est qu'au fond ils avaient une conception très différente des objets immédiats à poursuivre et des méthodes à employer ». Que penser alors de l'opposition entre Thomas et Andler ? Est-elle formelle ou réellement paradigmatique ? Nous savons d'après la biographie de Andler, que cette controverse le marqua profondément, lui qui appréciait particulièrement son ancien élève, à qui, rappelons-le, il avait confié en pleine confiance la rédaction du tome de *l'Histoire socialiste de la France contemporaine* consacré au Second Empire qu'il devait prendre initialement en charge avec Lucien Herr. Adressant à Madeleine Thomas ses condoléances pour la mort de son mari en mai 1932, il rappelle qu'il avait « beaucoup souffert » de cette phrase de ce dernier prononcée à l'Assemblée, mais rappelle que leur « réconciliation avait été sincère et complète en 1914⁹⁵⁵ ». Thomas avait d'ailleurs accepté de faire l'intermédiaire avec Jaurès, pour que Andler publie son droit de réponse, cependant sans succès. Le rédacteur en chef de *La Revue socialiste* acceptera d'ailleurs de publier l'intégralité de cette réponse dans le numéro de mai 1913. Il n'empêche qu'Andler considérait sans doute les propos de Thomas à l'encontre de ces néo-révisionnistes qu'il qualifiait d'hétérodoxes comme une rupture dans l'héritage qu'il souhaitait transmettre à son élève en vue de poursuivre, pour la France, le travail de révision du marxisme, initié dans sa propre thèse. Thomas donnait-il pourtant raison à Andler, comme ce dernier le laisse à penser, et comme Schaper semble le croire ? Le biographe cite en effet une

⁹⁵³ Intervention d'Albert Thomas à la Chambre des députés. *Journal officiel de la République française du 17 février 1913. Débats parlementaires. Chambre des députés*, p. 435.

⁹⁵⁴ Sur la controverse Andler et Jaurès, voir Tonnelat, TONNELAT Ernest, *Charles Andler, op. cit.*, p. 139-149.

⁹⁵⁵ *Ibid.*, p. 148.

phrase de Griffuelhes de mai 1917 affirmant que « Thomas n'a jamais été dupe des Allemands⁹⁵⁶ ». Mais n'est-ce pas céder ici à une illusion rétrospective formulée en pleine guerre mondiale ? Thomas ne se trouvait-il pas à ce moment-là tiraillé entre l'intellectuel doctrinaire comme Andler et l'homme d'action sur le modèle de Jaurès, un pied cependant plus proche de ce dernier ? Est-ce également une question de caractère comme le suppose Tonnelat ? L'enthousiasme de Thomas l'illusionnait-il sur les vérités mises au jour par le pessimiste Andler ? Difficile de répondre avec précision à ces questions. Il n'en reste pas moins que Thomas se trouvait à ce moment-là tout entraîné dans le tourbillon de la lutte contre la guerre et le militarisme et ne voulait pas se faire emprisonner pour ses amitiés et ses allégeances d'antan, d'où la nécessité pour lui de rétablir la vérité face aux attaques des conservateurs. Il importait pour Thomas de sauver ce qui avait été établi avec le SPD à Berlin et qui n'était qu'une étape dans un événement de plus grande ampleur sur le point de se dérouler à Berne en mai 1913. Pour Marie-Louise Goergen, ce débat sur l'impérialisme au sein des socialistes arrive particulièrement au mauvais moment, d'où les raisons de son échec. Pour Elisa Marcobelli, ce débat en pleine lutte contre les trois ans montre au contraire qu'il y avait un espace pour discuter de l'impérialisme des socialistes. Pour cette dernière, s'agissant de sujets aussi lourds d'enjeux, il existe toujours, derrière la volonté d'affichage d'unité internationale dans les journaux et manifestes publics, des arrière-pensées montrant que chaque camp teste en fait la capacité de l'autre à résister en cas de guerre, craignant un jeu de dupes ; la confiance se construit mais n'est, au fond, jamais acquise. Le positionnement de Thomas dans cette controverse donne raison à cette dernière analyse ; en laissant Andler publier son texte dans la revue, Thomas lui donne la possibilité d'ouvrir le débat...mais en le désavouant publiquement à la Chambre, il refuse de mettre en doute la confiance accordée aux Allemands, pierre de touche du combat franco-allemand contre la guerre, qui atteint son apogée en 1913.

E. La conférence interparlementaire de Berne de mai 1913

De nombreux députés socialistes appuient au printemps 1913 l'initiative interparlementaire lancée par le jeune député francophile de Mannheim, Ludwig Frank, dont Thomas connaît les écrits et qu'il a fréquenté plus étroitement à la fin de l'année 1912 et au début de l'année 1913. L'initiative interparlementaire est relayée et appuyée par des députés suisses et s'appuie sur des

⁹⁵⁶ Cité in SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 89.

réseaux socialistes divers. Le Bureau international de la paix, établi à Berne, qui préconise le règlement des conflits par l'arbitrage et les traités internationaux, travaille de concert avec les socialistes. Comme l'ont montré Gilles Candar et Vincent Duclert, cette ouverture de Jaurès à ces réseaux pacifistes non socialistes montre son souci central de créer les conditions d'un nécessaire rapprochement franco-allemand, seul à même d'éviter l'escalade des conflits. Albert Thomas, présent assez naturellement dès le début dans le dispositif, semble partager la même analyse de la situation, et est sans doute moins réticent qu'un Édouard Vaillant – également à la manœuvre ici – pour s'ouvrir à ces réseaux non socialistes.

L'initiative sera d'ailleurs soutenue, en Allemagne, par le courant progressiste libéral allemand (le *Volkspartei*). Les libéraux progressistes allemands comme Franz von Listz et Conrad Haussmann sont présents à Berne. Thomas et Jaurès sont par ailleurs en contact avec ce dernier qui dirige la revue pacifiste et libérale *März*. Jaurès y a donné des articles entre 1906 et 1909 et Thomas collabore à son tour à cette revue en 1913, en amont de la rencontre suisse, pour dénoncer le bellicisme de la politique étrangère française, expliquer la campagne de protestations menée par les socialistes et sa répression par les autorités⁹⁵⁷.

En France, elle est appuyée par des radicaux-socialistes, à l'image du sénateur de la Sarthe Paul d'Estournelles de Constant, président du groupe français pour l'arbitrage international ou encore Justin Godart avec qui Thomas forge sans doute à cette occasion des liens d'amitiés qui grandiront dans les années à venir. Il convient de noter le déséquilibre dans les délégations parlementaires : 121 députés français sont présents contre 34 députés allemands, même si *L'Humanité* rappellera que conformément à leurs traditions politiques, les députés représentent leurs groupes et ne sont pas là uniquement à titre personnel⁹⁵⁸. La réunion interparlementaire est un relatif succès, car elle donne lieu à l'instauration d'une organisation permanente sous l'égide du socialiste allemand Haase et du radical français d'Estournelles de Constant. Thomas, aux côtés des radicaux-socialistes Jean-Victor Augagneur, Joseph Paul-Boncour, Justin Godart, ou encore des socialistes Arthur Groussier et Marcel Sembat, intègrent ce comité permanent qui se réunira en séance plénière à Bâle les 30 et 31 mai 1914⁹⁵⁹. Cette action se conjugue avec celle menée par la SFIO contre la loi des trois ans et dans laquelle Thomas joue une fonction

⁹⁵⁷ THOMAS Albert, « Herr Raymond Poincaré, Präsident der Republik », *März*, 1^{er} février 1913, p. 163-165. THOMAS Albert, « Briand », *März*, 8 février 1913, p. 203-206, THOMAS Albert, « Unser Jagow », *März*, 1^{er} mars 1913, p. 323-326, THOMAS Albert, « Monsieur Millerand », *März*, 22 mars 1913, p. 420-423.

⁹⁵⁸ MARCOBELLI Elisa, *L'internationalisme à l'épreuve des crises*, op. cit., p. 231. Et AN 94 AP 332. Lettre de la rédaction de la revue *März* à Albert Thomas du 20 mars 1913.

⁹⁵⁹ AN 94 AP 340. Lettre de Paul d'Estournelles de Constant à Albert Thomas du 16 mai 1913 lui annonçant sa désignation pour faire partie du comité interparlementaire franco-allemand institué par la Conférence de Berne, et liste des membres français de ce comité.

particulière qui correspond à son rôle d'expert des questions économiques et sociales. Le député socialiste remplit une fonction de médiateur entre les socialistes français et allemands. En 1913, il décrit dans la *Neue Zeit*⁹⁶⁰ la campagne menée par les socialistes français contre la réforme militaire en cours, à l'image des articles que livre Charles Rappoport pour les *Sozialistische Monatshefte*⁹⁶¹. L'objectif est bien de donner aux camarades allemands l'assurance que les socialistes français sont fermement engagés dans la lutte contre les menées militaristes ou impérialistes de leur pays, malgré les doutes qui semblent parfois animer les feuilles socialistes allemandes dans la capacité des français à mettre en pièces cette réforme militaire, et que les faits viendront malheureusement confirmer.

F. Thomas dans le dispositif de la lutte socialiste contre les trois ans : entre internationalisme et patriotisme

L'année 1913 est marquée par la forte campagne des socialistes contre la loi des trois ans, finalement adoptée le 9 août malgré leurs vives protestations⁹⁶². Le député de la Seine s'est personnellement impliqué dans cette campagne, rappelant dans de nombreux articles les mots d'ordre efficaces adoptés par la SFIO pour mener cette bataille : arbitrage international pour tous les conflits, rapprochement franco-allemand, milices nationales et mise en place d'un impôt sur les richesses pour financer les dépenses militaires⁹⁶³. Thomas, alors membre de la commission du budget, développe principalement des arguments économiques, financiers et démographiques pour s'opposer à cette réforme. Ceux-ci sont synthétisés dans une brochure publiée par la fédération de la Seine en 1913 intitulée *Albert Thomas et les trois ans*, qui reprend essentiellement des extraits d'intervention du député de la Seine sur cette question⁹⁶⁴. Le 16 juin 1913, celui-ci développe à la tribune de la Chambre, dans un discours fleuve, tout son argumentaire contre cette loi qui a « des répercussions économiques, des répercussions financières, des répercussions intellectuelles, en un mot des répercussions sociales

⁹⁶⁰ THOMAS Albert, « Die politische Situation in Frankreich », *Die Neue Zeit*, n° 36, 1913, p. 329-333.

⁹⁶¹ RAPPOPORT Charles, « Die Krise in innern Politik Frankreichs », *Die sozialistische Monatshefte*, n° 19, 1913, p. 960-965.

⁹⁶² Sur ce thème voir notamment MARCOBELLI Elisa « La France de 1914 était-elle antimilitariste ? Les socialistes et la loi de trois ans », Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2013.

⁹⁶³ THOMAS Albert, « L'autre problème », *L'Humanité*, 11 mars 1913.

⁹⁶⁴ AN 94 AP 476.

considérables⁹⁶⁵ ». L'argument principal, appuyé sur forces statistiques et études internationales, est celui du manque de main-d'œuvre considérable qu'entraînerait une augmentation du service militaire d'un an, alors que la démographie de la France n'est déjà pas particulièrement favorable. Il s'en prend également au double jeu des conservateurs qui défendent la loi, sans en tirer les conséquences économiques et en continuant à s'opposer à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie ou l'agriculture. Sur ce point, les nombreuses discussions l'opposent notamment au député de la Seine Paul Pugliesi-Conti, siégeant dans le groupe des indépendants de la droite de l'Assemblée et grand détracteur de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère par le patronat⁹⁶⁶. Thomas contredit alors point par point l'argumentaire du patronat français dont la voie est portée par le sénateur inscrit au groupe de la Gauche républicaine Eugène Tournon, et qui propose d'augmenter les heures travaillées pour compenser le manque de main-d'œuvre que causera la loi. Le député socialiste dénonce cette attaque contre les lois de progrès social adoptées récemment par la France :

« Je dis qu'à l'occasion de cette loi, comme je le pourrais dire de toutes les autres lois sociales, que vous en compromettez le succès, que vous les ruinez d'avance, par votre loi de trois ans. L'industrie se plaint de supporter difficilement ces lois nécessaires, en raison du manque d'ouvriers. Par une mesure inconsiderée comme le service de trois ans, vous allez accroître sa charge. Vous allez arrêter dans le pays tout progrès de législation sociale ».

En plus des arguments traditionnels des socialistes, qui veulent rénover le système militaire français, par le développement de milices citoyennes et non par l'augmentation du service militaire, Thomas analyse surtout la loi d'un point de vue socioéconomique, y voyant une régression sociale. Il est également à la manœuvre, à la Commission du budget, pour évaluer le déséquilibre financier qui résulterait de cette loi. Face aux arguments des conservateurs, accusant les socialistes qui ont refusé de voter les crédits de la loi de vouloir désarmer la France, Thomas flétrit dans *L'Humanité* la « réaction chauvine » et défend « l'effort de contrôle qui est le premier devoir de tout parlementaire⁹⁶⁷ » que mènent les socialistes à la Chambre ; bref il défend l'action d'opposition constructive menée par le Groupe socialiste au Parlement. Même si l'opposition socialiste ne suffit pas à empêcher le vote de la loi, promulguée le 9 août 1913, le groupe socialiste poursuit son action de contrôle parlementaire. Au nom de la Commission du budget qui décide fin octobre 1913 d'envoyer des parlementaires mener des visites

⁹⁶⁵ *Journal officiel de la République française du 16 juin 1913. Débats parlementaires. Chambre des députés*, p. 1935 et suivantes.

⁹⁶⁶ C'est lui qui en novembre 1913 proposera à la Chambre une loi de protection de la main-d'œuvre nationale, visant à taxer les patrons employant de la main-d'œuvre immigrée.

⁹⁶⁷ THOMAS Albert, « Vote criminel », *L'Humanité*, 14 mars 1913.

officielles dans les casernes de l'Est, Thomas se rend notamment à Belfort et à Épinal en octobre et poursuit son enquête dans les casernements de l'Est en novembre. Il livre ses premières impressions dans *L'Humanité* : impréparation de l'accueil des troupes, manque d'air, d'eau, de charbon, de lits, dans pratiquement tous les baraquements. Et en tire la conclusion logique : « Le pays n'a pas idée des dépenses innombrables qui, en vertu du système adopté, et tant qu'il subsistera, apparaîtront indispensables⁹⁶⁸ ». Ces articles participent de l'action menée par les socialistes qui, partant du constat de la hausse des dépenses publiques causée par cette loi, demandent la réforme fiscale pour laquelle ils militent depuis longtemps, ce qui peut être un point d'ouverture vers les radicaux, dont Joseph Caillaux, également défenseur de l'impôt sur le revenu.

Même s'il n'est pas théorisé aussi magistralement dans un ouvrage équivalent à *L'Armée nouvelle*, l'argumentaire d'Albert Thomas complète, à notre sens, parfaitement celui de Jaurès qui s'attache à proposer un plan alternatif d'organisation de l'armée. Thomas s'attache à démontrer point par point les arguments déployés par les modérés et les conservateurs. Par son action, il illustre également ce profil des socialistes européens qui oscillent toujours entre pacifisme, internationalisme et patriotisme. Ils ne s'opposent pas à la loi des trois ans par pacifisme intégral, bien conscients des périls qui menacent l'Europe depuis le début des années 1910. Leur action en faveur de la paix ne se contente pas non plus de grandes déclarations de principe. D'une part la Deuxième Internationale a considérablement amélioré sa capacité de réaction dans les années précédant la guerre, comme l'a parfaitement montré Elisa Marcobelli. D'autre part, l'augmentation des tensions franco-allemandes conduit le groupe franco-allemand des socialistes, dans leur tentative de rapprochement entre les deux nations, à élargir les réseaux de dialogue en faveur de la paix, au-delà des seuls cercles socialistes. Il faut dire que ces groupes plus modérés avaient également besoin du soutien des forces socialistes, pionnières dans leurs revendications pacifistes et internationalistes, pour accroître la portée de leurs actions. Par ailleurs, l'action du groupe socialiste parlementaire se déploie dans le sens du contrôle et du développement de la démocratie politique et socioéconomique. L'action de Thomas à la Commission du budget illustre parfaitement cette tendance ; même si la SFIO s'oppose au vote des budgets, le député mène dans le même temps une action de contrôle des dépenses engagées. En montrant l'insuffisance des ressources de l'État pour assumer les réformes – notamment pour la loi de 1913 sur le service militaire – les socialistes utilisent l'arène parlementaire pour

⁹⁶⁸ THOMAS Albert, « Dans les casernements de l'Est », *L'Humanité*, 13 octobre 1913. Voir aussi, « Les nouvelles casernes. Voici les faits », *L'Humanité*, 3 novembre 1913. Sur l'opposition des socialistes aux nouveaux crédits militaires, voir aussi THOMAS Albert, « Nouveaux crédits militaires », *L'Humanité*, 23 septembre 1913.

défendre la pertinence de leur projet de réforme de l'impôt, en vue d'une imposition plus grande sur les hauts revenus. Enfin, tout en s'étant opposé à la loi de trois ans, qui ne correspond pas au projet de milices civiques répondant à l'idéal socialiste de Défense nationale, Thomas poursuit l'action de contrôle de la mise en œuvre de cette loi par sa campagne dans les casernes de l'Est à la fin de l'année 1913. Cela dépasse le seul souci de contrôle budgétaire ; constater l'impréparation militaire en 1913 montre les inquiétudes qui traversent les socialistes quant à la possibilité d'une guerre dans le contexte de montée de tension internationale que les socialistes suivent particulièrement. À quelques mois de l'escalade durant la crise de juillet 1914, l'approfondissement des relations franco-allemandes constitue également un test pour la capacité des deux partis-frères à répondre conjointement à la menace de guerre, ce qui sera l'objet des discussions socialistes internationales de l'année 1914.

Conclusion

À quelques mois du déclenchement de la Première Guerre mondiale, Thomas est un militant et parlementaire socialiste qui a su s'imposer dans le paysage politique de la III^e République. Son action politique multi-scalaire, de Champigny à Berlin en passant par Paris, est un champ d'étude rêvé pour étudier un parcours politique qui met en tension internationalisme et patriotisme, pris entre « grande » et « petite patrie ». En une décennie – entre 1904 et 1914 – Thomas est devenu une figure centrale du socialisme municipal, faisant de sa commune natale un laboratoire d'expérimentation socioéconomique. L'étude de son action locale au jour le jour, permise par l'étude des archives municipales, a également montré que la commune est un terrain d'acculturation avec les institutions politiques en général, un lieu d'apprentissage de la négociation avec différents types d'acteurs dans lequel Thomas fait ses armes et semble se montrer à l'aise et qui préfigure son intégration réussie dans le personnel ministériel de la République en guerre. Outre la fréquentation des grandes écoles de la République et des divers cercles et salons qui font la vie intellectuelle de la Belle Époque, l'exercice direct des responsabilités municipales participe de cet arsenal qui a contribué à rendre « la culture politique de la Troisième République [...] un peu plus familière⁹⁶⁹ » à ce socialiste réformiste.

Du fait de son implication forte dans le municipalisme cher aux réformistes du parti (en particulier ceux de la fédération de la Seine) qu'il prolonge dans des revues et lors des congrès socialistes – exacerbant toujours les oppositions entre les « tendances » socialistes – Thomas s'est imposé comme un chef de file d'un courant réformiste qui gagne en importance dans la SFIO du début des années 1910, au détriment du courant guesdiste en perte d'influence. L'étiquette « réformiste » n'épuise cependant pas toute l'action du député socialiste. Expert des questions socio-économique au Parti et à la Chambre, ses initiatives aux côtés de Jaurès en faveur de la paix et du rapprochement franco-allemand font de lui un socialiste tout à fait conventionnel, pétri d'internationalisme et de patriotisme, deux attitudes qui sont loin d'être exclusives dans le socialisme d'avant 1914⁹⁷⁰. Son action en faveur de la paix aux côtés d'hommes politiques du centre gauche souligne également que l'internationalisme et le pacifisme ne sont pas l'apanage des socialistes. La décennie 1910 constitue ainsi un point de rencontre entre ces forces bourgeoises et socialistes entre lesquelles, une fois n'est pas coutume,

⁹⁶⁹ WRIGHT Julian, « Les réformistes au secours d'une femme en deuil », *Cahiers Jaurès*, 2011, n° 200, p. 163-172.

⁹⁷⁰ Pour une réévaluation de cette dialectique dans le socialisme germanophone voir DUCANGE Jean-Numa, *Quand la gauche pensait la nation. Nationalités et socialismes à la Belle Époque*, op. cit.

Thomas joue un rôle d'intermédiaire et de pivot. Il serait donc faux de dire que le parcours antérieur de ce leader réformiste – à la droite du parti – n'était qu'une préfiguration et une lente préparation à l'exercice des responsabilités ministérielles à la faveur du ralliement des socialistes à l'Union sacrée. En 1914, Thomas est – aux côtés de Jaurès – au cœur du dispositif franco-allemand pour le maintien de la paix, que la crise de juillet 1914 va brutalement mettre à bas, rebattant les cartes des engagements de la veille.

Conclusion de partie

À la veille de la Première Guerre mondiale, Albert Thomas s'est imposé comme une personnalité importante du socialisme de la Belle Époque. Issu d'une famille de tradition républicaine, il est venu très jeune au socialisme et cet engagement s'est consolidé au sein de l'ENS de la rue d'Ulm dans laquelle il a rencontré ses maîtres mais aussi ses futurs collaborateurs politiques. C'est ainsi une structuration progressive d'une pensée réformatrice qu'il a été possible de reconstituer : celle-ci ne peut se penser sans l'insertion dans le socialisme normalien, sans la rencontre avec Millerand et surtout Jaurès et enfin sans la lecture de Marx et des socialistes allemands, qui, comme Bernstein, cherchent à renouveler la théorie de l'auteur du *Capital*. Le réformisme de Thomas ne peut cependant se penser comme la simple mise en pratique d'une doctrine constituée en amont. L'homme fait tenir sur ses deux jambes le réformisme qui est à la fois une pensée construite sur une expertise des injustices générées par le système capitaliste et une ferme volonté d'action pour y remédier par la mise en place de politiques orientées vers le socialisme. L'histoire est importante dans cette construction politique : agrégé d'histoire et historien prolifique, le jeune intellectuel participe de la construction et de la popularisation d'une tradition historique socialiste et réformatrice, entamée en 1789, dans laquelle il cherche sagement à inscrire sa propre action.

Il cherche également à la distinguer clairement des courants non socialistes de la réforme sociale. Si Thomas fait bel et bien partie de cette « nébuleuse réformatrice du social⁹⁷¹ », pour lui, le réformisme socialiste ne doit pas être confondu avec le radicalisme de gauche. C'est bien sur la question de la propriété privée que se trouve la principale ligne de fracture, ce que signale très nettement sa défense des nationalisations et des régies municipales.

Représentant d'un vigoureux mouvement municipaliste, dans l'active fédération socialiste de la Seine, chef de file d'un courant réformatrice qui se déploie dans une doctrine et dans une pratique politique multiscalaire, expert reconnu des questions économiques et sociales au parlement, l'activité de Thomas se déploie dans divers champs qui constituent autant de lieux d'acculturation avec les rouages politiques de la III^e République. Soutien à la participation ministérielle des socialistes à des gouvernements bourgeois de centre gauche engagé dans des réformes sociales, le jeune militant dénote au sein de sa famille politique, et l'on peut aisément lire dans ses prises de positions, hétérodoxes pour l'époque, l'avant-garde de l'expérience du Front populaire ou de l'exercice du pouvoir par les socialistes sous les IV^e et V^e Républiques.

⁹⁷¹ TOPALOV Christian (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice*, op. cit.

Est-ce à dire alors, en souscrivant à une lecture téléologique, que Thomas était prêt pour l'exercice des responsabilités ministérielles en guerre ? Si la pratique mayorale a bien constitué un laboratoire à la celle des institutions républicaines et au dialogue avec les acteurs politiques et économiques de la vie locale, rien ne préparait le socialiste et ses camarades au choc que constitue l'entrée en guerre. La mort de Jaurès peut d'ailleurs être considérée comme un élément de fragilisation du courant réformiste, dans la mesure où celui-ci se situe ouvertement dans la lignée de la synthèse jaurésienne. Le début du conflit mondial signe également l'échec de l'action menée, avec d'autres, en faveur du rapprochement franco-allemand. Si le militant germanophone, bien inséré dans les réseaux socialistes d'outre-Rhin, a joué un rôle important dans l'œuvre de préservation de la paix à la Belle Époque, il n'en a pas moins toujours soutenu une politique de défense proche de celle de Jean Jaurès, parce qu'il est, comme lui, un « enfant de l'école républicaine » dont le « patriotisme non nationaliste et sans complexe [s']inscrit dans une histoire longue de la République née en 1792⁹⁷² ». Cet héritage, partagé par beaucoup de socialistes français républicains, explique en grande partie leur ralliement à l'Union sacrée en 1914 et l'incompréhension grandissante qui se creuse entre eux et une patrie de leurs homologues allemands, eux-mêmes engagés dans la défense de la Grande-Allemagne⁹⁷³. Dans ce contexte, un des défis politiques qui s'offrent à Thomas et à ses camarades consiste alors à assumer ce patriotisme sans renier pour autant l'internationalisme.

Sans être un des leaders des congrès de l'Internationale, Thomas est de ces nombreux médiateurs qui participent à la construction d'une mise en pratique de l'internationalisme socialiste. L'internationalisation précoce de son parcours militant constitue d'ailleurs un atout pour les futures responsabilités auxquelles il va être appelé, lorsqu'il s'agira de mener des négociations interalliées en tant que ministre de l'Armement ou de mobiliser des réseaux socialistes transnationaux en tant que directeur du BIT.

⁹⁷² DUCANGE Jean-Numa, *Quand la gauche pensait la nation. Nationalités et socialismes à la Belle Époque*, *op. cit.*, p. 228.

⁹⁷³ *Ibid.*

Partie 2.
**L'expérience des responsabilités à l'épreuve de la
guerre (1914-1920)**

Introduction de partie

Dans un article du 15 novembre 1915, le journal britannique *The Times*, lors d'une enquête sur le sous-secrétariat d'État à l'Armement dirigée par Albert Thomas titre : « Un pacifiste devient producteur d'armes ». Son auteur poursuit par cette phrase :

« En d'autres temps, il pensait si peu à la guerre qu'il collaborait avec Jaurès dans *L'Humanité*, rêvait de paix universelle et s'opposait à la loi de trois ans. Par un caprice de fortune, l'archi-pacifiste est devenu l'archi-producteur d'armes ⁹⁷⁴ ».

Comment en est-on arrivé là ? Cette question traverse toute l'historiographie du mouvement ouvrier et socialiste, et de la Deuxième Internationale à l'épreuve de la guerre.

Le prisme de l'action de Thomas durant la Première Guerre mondiale empêche de saisir la profondeur de son engagement pacifiste antérieur, qui l'avait amené à soutenir la proposition de grève générale pourtant quelque peu antagonique avec sa vision lucide de l'engagement du mouvement ouvrier. Thomas n'a-t-il « jamais été dupe des Allemands » comme le dit le leader syndical Victor Griffuelhes⁹⁷⁵ ? Ou s'agit-il plutôt d'un regard posé rétrospectivement sur la carrière d'un homme alors pleinement engagé dans la mobilisation industrielle de la France en guerre ? Dans notre premier travail sur son action pendant la Grande Guerre, nous avons pu également être victimes de cette illusion rétrospective, que nous tenterons de réévaluer ici tout en reprenant une partie de nos analyses et conclusions. L'action de Thomas pendant la guerre suit plusieurs directions. Tout d'abord, il est un agent actif de la participation des socialistes à la Défense nationale, et ce, depuis l'appel à la mobilisation générale le 1^{er} août 1914. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette mobilisation : outre le basculement des Français en général dans la Défense nationale, mis en avant par l'historiographie de la Première Guerre mondiale, les socialistes en particulier sont attachés à un patriotisme défensiste qui provient de la tradition républicaine née de la Révolution française et qu'ils se sont approprié. Il ne faut pas non plus négliger le fait que le mouvement ouvrier et socialiste français est en partie l'héritier de la Commune de Paris dont le patriotisme face à l'ennemi prussien a été un élément structurant. Repéré pour ses talents d'organisateur qu'il met au service de la Défense nationale dès septembre 1914, le jeune député de la Seine alors âgé de 36 ans, rejoint Jules Guesde et Marcel

⁹⁷⁴ AN 94 AP 360. Article du *Times* du 30 novembre 1915. « Pacifist becomes producer of guns. [...] In other days, he thought so little to war that he collaborated with Jaurès in *L'Humanité*, dreamed of universal peace, and opposed the Three Years Bill. By a caprice of fortune, the arch-pacifist has become the arch-producer of guns ».

⁹⁷⁵ Formule rapportée par SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas : trente ans de réformisme social*, op. cit., p. 89.

Sembat. Les deux socialistes avaient intégré le cabinet Viviani dès août 1914 à l'heure de la constitution du premier gouvernement d'Union sacrée. L'entrée de Thomas en mai 1915 dans le cabinet Viviani illustre un tournant technocratique dans la Défense nationale des socialistes. La biographie est une clé d'entrée pour une étude plus vaste de l'entourage du ministre et permet aussi d'explorer une politique publique de production et d'encadrement social, à l'image du travail pionnier de Vincent Viet sur la politique de santé en guerre menée par Justin Godart⁹⁷⁶.

Cette partie analysera donc l'activité du sous-secrétaire d'État puis du ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre ; nous nous demanderons à la fois quelles sont les conséquences de cette participation à un poste stratégique et symbolique pour le mouvement ouvrier socialiste français et international, mais aussi quelles sont les implications de la direction ministérielle par un socialiste sur l'exercice des fonctions gouvernementales en guerre. En suivant l'action de Thomas jusqu'à la fin de l'année 1919 qui correspond à son élection à la direction du Bureau international du Travail, nous verrons également que Thomas ainsi qu'une série de collaborateurs gravitant autour de lui tentent de tirer les leçons de son activité durant la Guerre pour renouveler le socialisme français et européen. Cette nouvelle voie est cependant une impasse à court terme dans un monde socialiste « à la croisée des chemins⁹⁷⁷ » à la fin de la guerre et qui se verra « régénéré⁹⁷⁸ » par la création de la Troisième Internationale. Celle-ci s'exprime dans de nouvelles arènes, cette fois non socialistes. Si l'action de Thomas est mise au ban de l'internationalisme socialiste, la nouvelle option « réformiste » (gardons ce terme pour l'heure, mais nous serons amenés à l'affiner), qu'il incarne trouve un terrain d'expérimentation sur les rives du lac Léman. Il agrégera en effet autour de lui des réseaux divers prônant la voie de la réforme sociale libérale, à l'opposé de l'internationalisme socialiste de lutte des classes.

⁹⁷⁶ VIET Vincent, *La santé en guerre, 1914-1918 : une politique pionnière en univers incertain*, op. cit.

⁹⁷⁷ DUCOULOMBIER Romain, *Novembre 1918 : le socialisme à la croisée des chemins*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2018.

⁹⁷⁸ D'après la thèse de DUCOULOMBIER Romain, *Camarades ! : la naissance du parti communiste en France*, op. cit.

Chapitre 4.
L'organisateur au service de la Défense de la Patrie

Introduction

L'historiographie sur les opinions publiques européennes face à la crise de juillet 1914 est foisonnante. D'après Holger Afflerbach⁹⁷⁹, qui s'appuie sur le fait que les crises de la décennie passée ont toutes trouvé une issue pacifique, les socialistes comme le reste de l'opinion publique, ne s'attendaient pas à ce que la crise de juillet 1914 aboutisse à la guerre. Mais cette croyance dans l'issue pacifique de la crise ne veut pas dire naïveté ou irresponsabilité. Les socialistes sont particulièrement attentifs à la montée des tensions internationales, ce que montre la succession des réunions de gestion de la crise : le 26 juillet 1914, le Bureau socialiste international (BSI) appelle à une réunion extraordinaire à Bruxelles. Quelques semaines plus tôt, la SFIO avait organisé son congrès annuel à Amiens, sans évidemment savoir qu'il s'agirait du dernier avant le déclenchement du conflit ; la question de la guerre et de l'impérialisme est néanmoins au cœur des débats de ce congrès préparatoire à celui de la Deuxième Internationale prévu à Vienne en août 1914. Les discussions portent notamment sur l'amendement Keir Hardie-Vaillant relatif à la grève générale, proposé lors du congrès de Copenhague de 1910. Jaurès présente une motion qui reprend, en l'adaptant, cette résolution, lui donnant un caractère moins radical, faisant de la grève générale un des moyens du mouvement – mais pas le seul – pour lutter contre la guerre. Albert Thomas la soutient, tout comme il avait appuyé en 1910 la motion Keir Hardie-Vaillant en faveur de la grève générale. Comment expliquer ce soutien de la part d'un homme qui doute par ailleurs de l'effet réel de la grève générale comme moyen efficace de lutte contre la guerre ? L'historien Jean-Jacques Becker s'en étonne, rappelant que Thomas dans sa célèbre brochure de 1913 souhaitait que la SFIO soit vue autrement que comme « le parti du désarmement, le parti de l'insurrection et de la trahison⁹⁸⁰ ». En fait, plusieurs raisons permettent d'expliquer son positionnement sur cette question. L'adoption de la motion Keir Hardie-Vaillant au congrès de Bâle s'était faite dans un élan exceptionnel d'unité de l'Internationale contre la menace de la guerre. Elle avait montré la force de sa protestation contre les conflits en cours. Cette motion était de plus soutenue par une partie de la CGT qui privilégiait la grève générale comme moyen d'action. Thomas, qui cherchait alors à rapprocher la SFIO et la CGT, y vit donc sans doute une opportunité. Cette attitude valide également l'hypothèse mise en avant par Holger Afflerbach d'une croyance largement partagée d'une

⁹⁷⁹ AFFLERBACH Holger et STEVENSON David (dir.), *An Improbable War? The Outbreak of World War I and European Political Culture before 1913*, New York, Berghahn, 2007. MARCOBELLI Elisa, *L'internationalisme à l'épreuve des crises*, op. cit., p. 262-263.

⁹⁸⁰ THOMAS Albert, *La politique socialiste*, op. cit., p. 33.

issue pacifique fort probable en cas de déclenchement d'un nouveau conflit. L'adhésion de Thomas au principe de la grève générale à Bâle visait donc à donner toutes les garanties possibles aux socialistes allemands et autrichiens sur l'engagement des socialistes français dans la lutte contre la guerre. D'après Jean Rabaut, Thomas la percevait sans doute comme un « instrument préventif de la guerre, non comme moyen de la faire interrompre une fois déclenchée⁹⁸¹ », sentiment vraisemblablement partagé par la majorité (cependant loin d'être absolue⁹⁸²) des socialistes réunis à Amiens à la mi-juillet, qui votent en faveur de la résolution édulcorée de Jean Jaurès. Celui-ci cultivera cette croyance jusqu'au dernier jour, exprimant sa confiance dans la résolution pacifique du conflit dans les colonnes de *L'Humanité*⁹⁸³, la veille de son assassinat.

⁹⁸¹ RABAUT Jean, *1914, Jaurès assassiné*, Bruxelles, Complexe, 2005.

⁹⁸² Elle est adoptée à 1690 voix contre 1174 d'après les chiffres donnés par ROUGER Hubert, *La France socialiste. Tome III, Les fédérations, 2^e partie*, Paris, Aristide Quillet, 1921.

⁹⁸³ Depuis Bruxelles, le leader socialiste affirme que « les forces de paix pourront s'exercer ». JAURES Jean, « L'action », *L'Humanité*, 30 juillet 1914.

I. La défense politique et technique de la Défense nationale

A. Face au drame : le choix de la République

Avant l'ordre de mobilisation générale décrétée en France le 1^{er} août 1914, un autre drame frappe les socialistes et la nation : l'assassinat de Jean Jaurès, le 31 juillet 1914, par l'étudiant nationaliste Raoul Villain au café du Croissant, lieu de réunion traditionnel de la rédaction de *L'Humanité*. Thomas n'est pas présent lors du drame mais la disparition de celui qu'il voyait comme son « maître » constitua sans aucun doute un terrible choc. Quelques années plus tard, en 1923, Thomas en visite à Carmaux pour l'inauguration du monument dédié à Jaurès rappellera les liens qui les unissaient :

« Élève fidèle de Jean Jaurès, constamment soutenu par sa pensée, [j'ai à dire ici que] notre quotidienne collaboration de plus de dix années restera la fierté de ma vie⁹⁸⁴ »

Mais l'heure n'est pas encore à la perpétuation de l'héritage jaurésien à laquelle Thomas participera jusqu'à sa mort. Au moment du drame, c'est le choc qui frappe les esprits socialistes, redoublé par l'ordre de mobilisation de la France du 1^{er} août 1914. Ce même jour, c'est sur la mort de Jaurès que titre *L'Humanité*, journal désormais orphelin de son illustre fondateur et dont le socialiste normand, fraîchement élu député de Toulon, Pierre Renaudel, s'apprête à reprendre la rédaction. Tandis que Marcel Cachin rappelle que « la dernière démarche de Jaurès était pour la paix », Thomas, s'adressant directement « aux camarades ouvriers », s'indigne de l'immense « perte », « pour l'Internationale entière dont il était un des chefs les plus aimés ». Mais il déplore également cette perte pour la France, « pour le pays qu'il chérissait en patriote clairvoyant et génial ». C'est donc l'apôtre de la paix, tout en même temps que le républicain patriote que Thomas célèbre, appelant les ouvriers « au calme » et cherchant à éveiller en eux leurs sentiments républicains et patriotes :

« Camarades du Parti, syndicalistes qui, ce soir, versiez avec nous des larmes fraternelles, républicains sincères qui saviez les services rendus par lui à la République, ouvriers, révolutionnaires du grand Paris, nous comprenons votre douleur, votre rage.

Nous vous disons : 'Gardez votre sang froid ! Soyez calmes ! Soyez fidèles à sa méthode !
Tous ensemble, nous prendrons et suivrons comme il l'aurait voulu les décisions qui

⁹⁸⁴ ABIT CAT 8-1-3-2. Note pour un discours lors de l'inauguration du monument Jaurès à Carmaux.

conviendront à la grandeur de notre deuil et aux graves circonstances qui nous rendent sa perte encore plus douloureuse et plus grave⁹⁸⁵ ».

Thomas inaugure ici le ralliement à la République, qui s'imposera alors aux yeux de tous avec la déclaration de guerre à la France, le 3 août 1914. Mais ce ralliement à la Défense de la République des socialistes ne les empêche pas dans le même temps de déployer « une diplomatie parallèle, une diplomatie strictement socialiste⁹⁸⁶ ». C'est le but de la visite d'Hermann Müller du SPD, accompagné de Camille Huysmans, secrétaire du BSI et d'Henri de Man du Parti ouvrier belge (POB), en marge de la réunion de la CAP de la SFIO du 1^{er} août. Parmi les membres de la CAP présents, nous trouvons Édouard Vaillant, Marcel Sembat, Marcel Cachin, Adéodat Compère-Morel, Hubert-Rouger, Pierre Renaudel, Pierre Brizon et Albert Thomas. L'objectif initial de cette visite du socialiste allemand, mettre en place une réponse commune à la crise en cours, est un échec. Lors de la discussion, Thomas indique que « la situation [...] ne peut pas être la même des deux côtés », et l'on conclut que « chaque groupe s'inspirera des intérêts de sa nation, sans oublier les principes de l'Internationale⁹⁸⁷ ». Hermann Müller rentre en Allemagne convaincu que les socialistes français voteront unanimement les crédits de guerre en cas de déclaration de guerre de l'Allemagne à la France, qui interviendra deux jours plus tard. À ce stade en tout cas, Thomas a exprimé la voie médiane du groupe des socialistes français qui distingue l'attitude à avoir en cas de guerre offensive de la France, ou en cas de guerre d'agression subie par la République, qui obligerait donc les socialistes à voter les crédits militaires. La formule clé, signant la primauté du patriotisme sur l'internationalisme, est prononcée salle Wagram, le 2 août 1914, par le leader historique Édouard Vaillant, acclamé par ses camarades :

« C'est un sinistre destin qui nous accule à une guerre de défense ; en présence de l'agression, les socialistes rempliront leur devoir, pour la Patrie, pour la République, pour l'Internationale⁹⁸⁸ ».

Tout l'intérêt de la formule réside bien sûr dans l'ordre de présentation des priorités... Au lendemain des obsèques de Jaurès, *L'Humanité* en fait sa une, rapportant les discours des orateurs socialistes. Comme le note Elisa Marcobelli, le ton de *L'Humanité* début août est celui de la résignation face aux événements en cours ; comme « l'Internationale a échoué, la France est en guerre et les socialistes de la SFIO marchent dans le sens du cours des événements⁹⁸⁹ ».

⁹⁸⁵ THOMAS Albert, « Aux camarades ouvriers », *L'Humanité*, 1^{er} août 1914.

⁹⁸⁶ MARCOBELLI Elisa, *L'internationalisme à l'épreuve des crises*, *op. cit.*, p. 267.

⁹⁸⁷ ROUGER Hubert, *La France socialiste. Tome III, Les fédérations, 2^e partie*, *op. cit.*, p. 331.

⁹⁸⁸ *Ibid.*

⁹⁸⁹ MARCOBELLI Elisa, *L'internationalisme à l'épreuve des crises*, *op. cit.*, p. 276.

Le 7 août, Pierre Renaudel écrit que la guerre dans laquelle est engagée la République est la guerre du droit contre l'impérialisme germanique. La grammaire du ralliement des socialistes à la défense de la République, ouvrant la voie de l'adhésion à l'Union sacrée était désormais établie. Thomas et Renaudel, les deux futurs leaders de la majorité de guerre, n'auront de cesse de la développer. Cependant, le ralliement des socialistes à la Défense nationale, ne peut pas se lire uniquement au prisme de l'échec de l'Internationalisme, grille de lecture qui a longtemps dominé l'historiographie sur la question. Plusieurs facteurs peuvent être mis en avant ; comme l'a montré Elisa Marcobelli, l'histoire des réactions de l'Internationale aux crises et conflits internationaux n'est pas l'histoire d'un échec programmé face à la crise de juillet 1914, mais plutôt celle d'une *learning curve*, accélérée dans son efficacité par les crises des années 1910, mais interrompue par l'ampleur et la rapidité de la crise de l'été 1914. Cela se combine d'ailleurs avec le constat qu'elle dresse d'une variation de l'échelle des réactions en fonction de l'implication des pays concernés par les conflits. En l'occurrence, l'internationalisme de la SFIO s'est toujours combiné avec une forme de patriotisme, propre à l'attachement de ses membres à la République. Ce refus d'opposer patriotisme et internationalisme est particulièrement marquant dans *L'Armée nouvelle* de Jaurès. Au début de la guerre, nombre de socialistes mobilisent un imaginaire politique réactivant les guerres révolutionnaires. Nous le retrouvons par exemple dans les formules choc de Gustave Hervé, passé de l'antimilitarisme au jusqu'au-boutisme, selon un volte-face moins soudain qu'on l'a longtemps dit :

« Amis socialistes, amis syndicalistes, amis anarchistes, qui n'êtes pas seulement l'avant-garde idéaliste de l'humanité, mais qui êtes encore le nerf et la conscience de l'armée française, la patrie est en danger !

La patrie de la Révolution est en danger⁹⁹⁰ ».

Avec cet imaginaire de la patrie en danger et d'une guerre de défense, la voie est ouverte pour le rapprochement avec des conceptions partagées par d'autres forces républicaines considérant le conflit comme une guerre juste, une guerre du droit, menée contre l'impérialisme de Guillaume II contre lesquels l'Internationale socialiste et la République ont toujours combattu. La spécificité du discours socialiste est d'affirmer qu'il s'agit d'une guerre contre le gouvernement impérial, et non contre le peuple allemand, dont les sentiments pacifiques sont souvent rappelés. Il n'en reste pas moins que le souvenir de la Révolution française hante l'esprit des socialistes et structure le discours justifiant leur participation à la guerre en plein

⁹⁹⁰ HERVE Gustave, *La Guerre sociale*, 30 juillet 1914.

déclenchement⁹⁹¹. Il est d'ailleurs relativement unanime. Le petit fils de Karl Marx, Jean Longuet, futur leader de la minorité de la SFIO, ravive la flamme des soldats de l'an II⁹⁹². Aux obsèques de Jaurès, le drapeau tricolore portant l'inscription « Valmy » flotte aux côtés des drapeaux rouges. Dans un article du *Times*, publié le 6 septembre 1919, Albert Thomas revient sur le rôle de la classe ouvrière durant le conflit mondial, évoquant les Jacobins, pleinement engagés dans les guerres de Défense de la Patrie. La comparaison ainsi faite *a posteriori* semble puiser sa source dans un imaginaire encore bien vivace aux premières heures du conflit, solidement ancré chez l'historien Albert Thomas, qui avait par ailleurs – rappelons-le – donné des cours sur le patriotisme des soldats de l'an II aux soldats du régiment dans lequel il avait effectué son service militaire⁹⁹³.

B. De la Défense nationale à l'Union sacrée

Si le soutien de principe des socialistes à la Défense de la République attaquée semble rapidement acquis, la question de la participation ministérielle, posée dès le 3 août, est plus délicate. Elle ravive évidemment les débats chez les socialistes sur la participation à un gouvernement bourgeois, que le congrès international d'Amsterdam d'octobre 1904 avait violemment condamnée. Dès le début du mois d'août, Marcel Sembat avait été pressenti pour intégrer le gouvernement Viviani, mais il avait refusé, s'en remettant à la décision du groupe socialiste qui l'avait alors rejetée. Mais à la fin du mois d'août, avec la dégradation de la situation militaire et le risque d'invasion du territoire français, Sembat est informé par le ministre de l'Intérieur Louis Malvy de la volonté du Président de la République de constituer un grand conseil de Défense nationale où seraient appelés comme ministres d'État les chefs de toutes les fractions républicaines. Alors que Guesde et Vaillant, qui au Congrès d'Amsterdam s'étaient farouchement opposés au millerandisme, redoutent que cette participation ne soit qu'une « couverture » pour le gouvernement, Albert Thomas est de ceux qui très tôt, avec

⁹⁹¹ BECKER Jean-Jacques, « Le souvenir de la Révolution pendant la guerre de 1914 », in CROISILLE Christian et EHRARD Jean (dir.), *La légende de la révolution*, Clermont-Ferrand, Centre de recherches révolutionnaires et romantiques, 1986, p. 605-616.

⁹⁹² « Si la France est attaquée, comment ne seraient-ils pas (les socialistes) les premiers à défendre la France de la Révolution et de la Démocratie, la France de l'Encyclopédie, de 1793, de juin 1848, la France de Pressenssé, de Jaurès ? ». LONGUET Jean, *L'Humanité*, 3 août 1914, cité in BECKER Jean-Jacques, *1914 : comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, p. 607.

⁹⁹³ Sur le service militaire de Thomas, voir chapitre 1, et sur la persistance d'un imaginaire révolutionnaire voir SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas : trente ans de réformisme social*, op. cit., p. 98-100.

Varenne, alertent sur la gravité de la situation et œuvrent pour que le parti amende sa position. Nombreux sont ceux qui émettent des réserves, comme Renaudel ou encore Compère-Morel, et la décision n'est pas prise immédiatement. Une commission permanente de dix membres à laquelle participe Albert Thomas est finalement convoquée le 26 août 1914 par la direction du parti pour prendre les décisions urgentes et définir les conditions de participation ministérielle des socialistes. Entre-temps, les nouvelles de l'avancée rapide des troupes allemandes révélées au groupe socialiste sont des plus alarmantes et achèvent de convaincre les socialistes. La gravité et l'urgence de la situation ont donc accéléré la prise de décision.

La commission dans laquelle siège Thomas rédige alors son « Manifeste au pays » voté à l'unanimité et proclamé le 28 août 1914 qui signe l'entrée dans le cabinet Viviani des socialistes Jules Guesde et Marcel Sembat. L'explication officielle donnée par les socialistes français est connue. Une telle participation ne saurait être assimilée à une pure collaboration avec un gouvernement bourgeois :

« S'il ne s'était agi que d'un remaniement ministériel, s'il ne s'était agi que d'adjoindre à l'ancien gouvernement quelques forces nouvelles, quelques-unes de ces forces intactes dont notre Parti est si riche, bien plus, s'il était agi de l'ordinaire participation à un gouvernement bourgeois, le consentement de nos amis, ni le nôtre n'aurait été obtenu. C'est de l'avenir de la nation, c'est de la vie de la France qu'il s'agit aujourd'hui. Le Parti n'a pas hésité⁹⁹⁴ ».

Alors que la question du ministérialisme restait même après le déclenchement de la guerre, l'objet de vifs débats au sein de l'Internationale, la plupart des journaux socialistes allemands perçoivent l'entrée de Jules Guesde et Marcel Sembat le 16 août 1914 dans le cabinet Viviani comme une rupture des principes et de l'internationalisme socialiste⁹⁹⁵. À la fin de l'année 1914, en cohérence avec son engagement dans la Défense nationale, le Groupe socialiste adopte à l'unanimité, le 21 décembre 1914, le manifeste proclamant le vote des crédits militaires, rédigé dans le même esprit que le précédent manifeste, et par une commission dont Thomas est membre, aux côtés de Bracke, Renaudel, Cachin, Compère-Morel, Dubreuilh, Varenne et Hubert-Rouger. Le vote des crédits a lieu à la Chambre le 23 décembre, avec le soutien unanime des 81 députés socialistes présents. Ce vote complète naturellement le dispositif de participation des socialistes à la Défense nationale. Ces derniers prennent les précautions oratoires pour justifier leur vote en faveur d'un budget de guerre de défense, à la différence des socialistes allemands qui dès le 4 août avaient voté les crédits de guerre après la déclaration de guerre de

⁹⁹⁴ ROUGER Hubert, *La France socialiste. Tome III, Les fédérations, 2^e partie, op. cit.*, p. 345-347.

⁹⁹⁵ MARCOBELLI Elisa, *L'internationalisme à l'épreuve des crises, op. cit.*, p. 279.

l'Allemagne à la France. Seul Karl Liebknecht avait ouvertement protesté : si, en août, il s'était rallié à la majorité du groupe parlementaire du SPD, il avait refusé de renouveler son vote en décembre 1914. Dans les deux cas, le geste est plus que symbolique, car il contrevient à l'un des autres instruments qui constituait le cœur de l'opposition des socialistes au militarisme jusqu'en 1914. Albert Thomas consacrera en 1918 une brochure à cette question sensible afin d'éclairer le sens du vote du budget par les socialistes, renouvelé chaque année, mais contestée progressivement par la minorité kienthalienne et zimmerwaldienne⁹⁹⁶. Élément majeur d'une rhétorique axée sur l'idée d'une guerre de défense juste, dont la France menacée serait le fer de lance résigné et participant d'une discipline républicaine fidèle à la tradition des socialistes français, le vote des crédits militaires fut donc défendu sans ciller par Thomas qui s'engageait en parallèle dans la mobilisation économique et industrielle de la France.

C. Du soutien politique de l'Union sacrée à l'engagement dans la mobilisation économique et industrielle du pays

À la suite de l'ordre général de mobilisation, Thomas fait partie des 225 parlementaires revêtant l'uniforme, en tant que sous-lieutenant du 78^e régiment de territoriale de Paris. Mais au bout de quelques jours, il est appelé aux côtés du général Graziani, sous-chef d'État-Major général. Dès la fin du mois d'août, il se trouve détaché au cabinet de Marcel Sembat, qui le nomme agent de liaison entre l'État-Major général de l'Armée et les services techniques. Cette nomination peut se comprendre aisément : Sembat et Thomas, tous deux députés socialistes, se connaissent et ce dernier était de plus un parlementaire reconnu pour ses compétences en matière de chemins de fer. Alors que le rôle de Marcel Sembat est plus politique que technique—il assure surtout la liaison entre le gouvernement et le parti socialiste⁹⁹⁷—Thomas accepte tout de suite d'endosser son nouveau rôle technique, se définissant lui-même comme « un chef de cabinet officieux ou même [un] sous-secrétaire d'État dans l'ombre »⁹⁹⁸. Ce poste le met en position d'assister quotidiennement à la réunion des directeurs du ministère de la guerre, alors dirigé par Alexandre Millerand. Il est alors une cheville ouvrière dans la mission fixée par le gouvernement de relancer l'activité des services industriels contrôlés par le ministère des

⁹⁹⁶ Pour une analyse plus précise de cette brochure, voir le chapitre 5.

⁹⁹⁷ CHANCEREL Pierre, *Les travaux publics sous le ministère de Marcel Sembat, 1914-1916*, thèse pour le diplôme d'archiviste-paléographe sous la direction de Pierre Chastagnaret, École nationale des chartes, Paris, p. 100.

⁹⁹⁸ AN 94 AP 152.

Travaux Publics qui n'ont pas été réquisitionnés par l'autorité militaire. L'objectif est de remédier à la crise du chômage que connaît la France du fait des bouleversements et du ralentissement économique causés par le début de la guerre. Thomas mène alors une tournée dans la France industrielle, qui le conduit notamment, fin septembre 1914, dans le Nord du pays au plus près de la ligne de Front, afin d'évaluer l'activité dans les mines et les chemins de fer. Le résultat de cette tournée d'enquêtes est un rapport de plusieurs dizaines de pages, montrant le dynamisme du député mobilisé pour établir des contacts tantôt avec la direction des usines, tantôt avec les états-majors syndicaux⁹⁹⁹. Cette mission résulte de la réunion organisée par Millerand à Bordeaux avec les grands industriels Français du 20 septembre 1914, comme en témoigne le Maréchal Joffre :

« Le même mois, [Millerand] charge le bouillant Albert Thomas d'une mission de terrain : ce précieux collaborateur doit parcourir les régions, stimuler l'ardeur des industriels, trouver d'autres partenaires privés et rattacher les entreprises isolées aux structures mises en place le 20 septembre¹⁰⁰⁰ ».

Il ponctue ses déplacements de province d'entrevues avec les membres du gouvernement, à qui il livre ses analyses. Il confie à Alexandre Millerand, alors ministre de la Guerre, ses inquiétudes quant aux pouvoirs du gouverneur militaire de Paris, le général Gallieni. Après une tournée auprès de ce dernier à Paris, il quitte son poste auprès de Marcel Sembat et rejoint le ministère de la Guerre au poste d'organisateur des fabrications de guerre, tremplin pour sa nomination quelques mois plus tard au poste de sous-secrétaire d'État à l'Artillerie et aux Munitions. Dans cet effort de coordination, de centralisation et de répartition de la main-d'œuvre et des industries, il noue ses premiers contacts avec les industriels ou les membres du Comité des Forges, comme Lambert-Ribot ou encore Pinot¹⁰⁰¹. Ces premiers mois sont bien sûr ceux de l'improvisation, car il s'agit, dans un tissu industriel dispersé, de réquisitionner de nouvelles usines jusque-là non dédiées à l'armement et mal préparées à la fabrication en série pour résorber la pénurie criante d'obus et munitions constatée en septembre 1914. L'inefficacité du général Louis Baquet, nommé adjoint au directeur de l'Artillerie en novembre 1914, puis promu directeur de l'Artillerie le 4 décembre est dénoncée à la Chambre et au Sénat, portée notamment par Clemenceau. Le député radical des Vosges et sous-secrétaire d'État aux affaires

⁹⁹⁹ AN 94 AP 418. Rapport de la tournée d'Albert Thomas pour évaluer le potentiel industriel de la France en 1914 et 1915.

¹⁰⁰⁰ Mémoires du Maréchal Joffre cité in BONIN Hubert, « Bordeaux, capitale de la mobilisation industrielle (20 septembre 1914) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2014, n° 255, p. 81-98.

¹⁰⁰¹ WALINE Pierre, « Albert Thomas et Robert Pinot », in SOCIÉTÉ DES AMIS D'ALBERT THOMAS, *op. cit.*, p. 140-146.

étrangères Abel Ferry témoigne dans ses carnets secrets de l'impopularité croissante du général Baquet qu'il présente comme « un polytechnicien à système ». Il poursuit : « Il n'a pas fabriqué de munitions. Les canons éclatent ». Connaissant la bonne entente entre Millerand et Thomas, René Viviani en tire argument pour promouvoir ce dernier sous la tutelle de Millerand, sans que cette nomination porte ombrage au ministre de la Guerre. Le conseil des ministres du 18 mai 1915 décide ainsi la réorganisation des services de la Guerre et la création d'un sous-secrétariat d'État à l'Artillerie et aux Équipages militaires auprès du ministre de la Guerre. La nomination de Thomas est effective le 20 mai après consultation et accord du groupe socialiste de la Chambre, le 19. Abel Ferry relate une discussion avec René Viviani du 26 mai, durant laquelle ce dernier est revenu sur les motifs de la nomination du sous-secrétaire d'État :

« Il me parla de la nomination de Thomas qui fait beaucoup de bruit dans le Landerneau parlementaire. Pour moi, c'est le choix le plus judicieux.

Viviani me dit : « Millerand me donnait des notes manifestement fausses sur l'artillerie. J'ai maintenant là un homme à qui je ne demande pas de trahir son ministre, mais qui du moins me renseignera. Millerand n'avait qu'un mot à la bouche : Je suis responsable. Qu'est-ce que la tête d'un homme à côté des intérêts engagés ». Je lui ai dit « Votre parole est à la fois trop généreuse et trop égoïste, car c'est nous et non pas vous tout seul ; c'est nous, gouvernement, qui sommes tous responsables ». Alors, ne trouvant pas un général qui ne fût homme à système, j'ai choisi un parlementaire sans doctrine, mais au courant¹⁰⁰² ».

L'entrée de Thomas au gouvernement est donc soumise à l'approbation de la CAP qui vote le 19 mai. 45 voix contre 16 acceptent cette nomination. Les oppositions qui se font alors entendre, à l'exception de Raffin-Dugens, futur leader de l'opposition kienthalienne, ou encore Mayéras, s'opposant par principe à une participation ministérielle et déjà hostile au maintien de Jules Guesde et Marcel Sembat, ne relèvent pas pour autant d'une contestation de la participation des socialistes à la Défense Nationale¹⁰⁰³. Les réticences portaient plutôt sur la crainte d'un échec dont on redoutait que le Parti en partage la responsabilité. Jean Longuet exprime cette tension qui traverse alors les esprits socialistes :

« L'entrée de Thomas serait heureuse s'il n'a pas les mains liées. Je suis d'avis qu'il ne nous est pas possible de refuser¹⁰⁰⁴ ».

¹⁰⁰² FERRY Abel, *Les carnets secrets : (1914-1918)*, Paris, Grasset, 1957, p. 79. Le choix de Thomas semble être fait contre la volonté du président de la République Raymond Poincaré, au départ hostile à l'entrée d'un nouveau socialiste au gouvernement. ROUSSELLIER Nicolas, *La force de gouverner. Le pouvoir exécutif en France, XIX^e-XXI^e siècles*, Paris, Gallimard, 2015, p. 275.

¹⁰⁰³ CANDAR Gilles, « Préface de l'année 1915 », in CACHIN Marcel, PESCHANSKI Denis et CŒURE Sophie, *Carnets 1906-1947*, Paris, CNRS Éditions, 1993, vol. 1, p. 725.

¹⁰⁰⁴ AN 310 AP 22, archives Jean Locquin, « Affaire Thomas », 19 mai 1915, cité in CANDAR Gilles, *Jean Longuet (1876-1938) : un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, op. cit., p. 123.

L'entrée en responsabilité à un poste aussi stratégique et symbolique que l'Artillerie et les fabrications de guerre inaugure un nouveau chapitre de la participation des socialistes à la Défense nationale dont nous reparlerons plus tard. Thomas avait entendu les craintes que suscitait auprès des siens son entrée au gouvernement. Même s'il avait toujours soumis ses décisions à l'accord du groupe socialiste au Parlement, il concevait son rôle bien différemment de Jules Guesde qui, le 30 août 1914, déclarait avoir accepté d'être ministre « pour combattre » et non « pour gouverner »¹⁰⁰⁵. Si, arborant une position médiane, Marcel Sembat s'était finalement senti peu à l'aise dans le rôle de ministre, en butte à la crise du charbon qui nuisit fortement à son image dans l'opinion, Thomas, lui, percevait la guerre comme une « sorte de prodigieuse expérience économique et sociale¹⁰⁰⁶ », dont il devait être à l'avant-poste. Le troisième ministre socialiste est donc bien là pour combattre, pour gouverner et pour produire. D'emblée, c'est avec un grand dynamisme et un immense volontarisme que Thomas embrasse sa fonction. De son expérience militante socialiste, syndicale et coopérative, il a conservé une capacité à nouer des contacts, à s'insérer et à développer des réseaux, qui lui ont permis de réaliser son enquête sur les capacités industrielles du pays entre octobre 1914 et mai 1915. Le transfuge de classe est par ailleurs à même de trouver le bon registre dans ses relations avec ses différents interlocuteurs. Comme le note Patrick Fridenson, son style tranche d'emblée avec celui du général Baquet qui convoque les industriels dans son bureau¹⁰⁰⁷, quand Thomas se rend directement en personne dans les usines. Si l'attitude change, le nouveau patron de l'Armement ne met cependant pas un terme du jour au lendemain à la désorganisation régnant dans ses services. Il faut trouver des locaux et du personnel, ce qu'il s'attache à mettre en œuvre, dans les mois suivant sa nomination. L'ascension de Thomas à l'Armement n'est pas un hasard mais bien le résultat d'un « processus d'apprentissage, [une] acquisition d'expérience¹⁰⁰⁸ », utile pour la constitution du sous-secrétariat d'État puis du ministère de l'Armement.

¹⁰⁰⁵ CANDAR Gilles, « Préface de l'année 1915 », *op. cit.*, p. 725.

¹⁰⁰⁶ « Questions économiques », *Bulletin des usines de guerre*, 10 juillet 1916, p. 1.

¹⁰⁰⁷ FRIDENSON Patrick, « Albert Thomas et Louis Loucheur : organiser et rallier les producteurs », *op. cit.*

¹⁰⁰⁸ *Ibid.*

II. Un ministère d'« experts » au carrefour de diverses influences

La constitution des services s'appuie d'abord sur la mobilisation de réseaux plus divers qu'il n'y paraît. La prédominance normalienne aux postes stratégiques va de pair avec la mobilisation large de réseaux sur la base d'affinités intellectuelles, politiques ou amicales, brassant assez largement dans les réseaux de la réforme sociale et notamment du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

A. Une prédominance normalienne aux postes stratégiques...

Qui dit formation d'un nouveau sous-secrétariat d'État, dit montage sur mesure d'un nouveau service. Les premiers mois sont encore ceux de l'improvisation. Si l'on en croit les propos de Léon Eyrolles, ami de Thomas et directeur de l'École spéciale des travaux publics, à l'été 1915 :

« On ne sait pas travailler là-dedans, [...] il n'y a pas de coordination entre les différents éléments, [...] pas un grand chef technique¹⁰⁰⁹ ».

L'historiographie a beaucoup insisté sur la présence d'intellectuels normaliens au sein du SSEAM, érigé en ministère de l'Armement en décembre 1916. Christophe Prochasson évoque ce « brain-trust d'experts du social »¹⁰¹⁰, recruté par Thomas et développant à l'Armement leurs penchants conjoints pour la science et l'action. Nicolas Mariot dresse à son tour la liste des anciens du Groupe d'Études socialistes (GES) et des normaliens qui rejoignent les services de l'Armement, en précisant qu'il s'agit d'une minorité, mais d'une minorité stratégique, car occupant tous les postes de confiance au sein du cabinet. Dans une lecture biographique et intime de la vie des époux Hertz, brisée par la mort de Robert, au front le 13 avril 1915, Nicolas Mariot voit dans la liste de ces recrutements « une forme d'hommage indirect au disparu¹⁰¹¹ ». Comme Thomas, Robert Hertz s'engage pleinement dans la Défense nationale, mais contrairement à son « cher vieux Tom », il avait fait le choix du front, et renoncé à la possibilité

¹⁰⁰⁹ Archives privées de l'éditeur Serge Eyrolles. Lettre de Léon Eyrolles à Albert Thomas le 4 août 1915, citée *in ibid.*

¹⁰¹⁰ PROCHASSON Christophe, *1914-1918 : retours d'expériences*, Paris, Tallandier, 2008, p. 297. Sur ce point, voir également PROCHASSON Christophe, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre : 1900-1938*, *op. cit.*

¹⁰¹¹ MARIOT Nicolas, *Histoire d'un sacrifice : Robert, Alice et la guerre (1914-1917)*, *op. cit.*, p. 323.

de l'embusquage à l'arrière que ses réseaux politiques et familiaux lui auraient permis d'obtenir. Nicolas Mariot livre une lecture juste et émouvante de la lettre qu'Albert envoie à Alice Hertz, à la veille de sa nomination à la tête du Sous-secrétariat d'État à l'Artillerie et aux Munitions (SSEAM).

Thomas, qui n'avait pas vu les époux depuis des années, trop occupé à ses activités politiques, tarde à écrire à Alice, dit avoir déchiré la première lettre écrite, avoir pleuré pendant des jours son ami, mais avoir eu honte de la possibilité de le faire devant elle. Il y décrit surtout le cas de conscience qui s'est posé à lui lorsque le poste de sous-secrétaire d'État lui a été proposé. Il dit s'être demandé s'il fallait, comme Robert, faire la guerre, ou organiser cette guerre et faire « courir des risques égaux [à ceux pris par Robert] à tant d'autres¹⁰¹² ». Même si Thomas s'est, semble-t-il, rapidement ressaisi, entraîné dans le tourbillon de l'organisation de la guerre, cette lettre est l'un des seuls documents qui nous permettent d'approcher l'intimité de notre protagoniste, mortifié par la mort de son ami sur le front, quand lui est à l'arrière. Nous sommes en 1915 et le conflit est déjà enlisé dans une guerre de position qui justifie le « déluge d'obus¹⁰¹³ » dont Thomas s'apprête à être le grand organisateur. L'opinion publique française se trouve à ce moment de la guerre en pleine crise de « l'embuscomanie¹⁰¹⁴ », rendant suspects les hommes en âge de combattre, mais restés à l'arrière dans les usines ou les administrations. La honte que semble ressentir le futur ministre ne touche pas au sens même de l'engagement dans la Défense nationale qui ne semble pas être remise en cause, mais plutôt à la nature de cet engagement, à l'avant ou à l'arrière. Pour Nicolas Mariot, la mort de Robert Hertz marque un tournant pour la plupart de ses amis dont le parcours bascule dans un monde nouveau, celui de la fuite en avant au cœur de la Défense nationale dans les services de l'Armement. À partir de son étude, nous pouvons citer les hommes du réseau de l'ENS ou du Groupe d'Études socialistes (GES) qui rejoignent Thomas. La consultation des archives de ce dernier permet d'affiner le rôle de chacun. Max Lazard, membre du GES, président de l'Association pour la lutte contre le chômage, est présent auprès de Thomas dès l'été 1915, qui le charge des liens avec les alliés américains. Il intègre des missions au nom du service de l'Artillerie aux États-

¹⁰¹² Lettre d'Albert Thomas à Alice Hertz du 16 mai 1915, citée *in ibid.*, p. 310. Sur les intellectuels et les normaliens au front, voir MARIOT Nicolas, *Tous unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, Paris, Seuil, 2013. Et MARIOT Nicolas, « Pourquoi les normaliens sont-ils morts en masse en 1914-1918 ? Une explication structurale », *Pôle Sud*, 2012, vol. 1, n° 36, p. 9-30. Pour une édition commentée des lettres de Robert Hertz à sa femme Alice, voir BECKER Jean-Jacques, BESNARD Philippe, RILEY Alexandre et PROCHASSON Christophe (éd.), *Un ethnologue dans les tranchées (août 1914-avril 1915). Lettres de Robert Hertz à sa femme Alice*, Paris, CNRS Éditions, 2002.

¹⁰¹³ BONIN Hubert, *La France en guerre économique (1914-1919)*, Genève, Librairie Droz, 2018, p. 107-126.

¹⁰¹⁴ RIDEL Charles, *Les embusqués*, Paris, Armand Colin, 2007.

Unis à partir de septembre 1915¹⁰¹⁵. Léon Eyrolles, normalien et beau-frère de Robert Hertz, rejoint Thomas en septembre 1915. Il est d'abord chargé de la location – complexe et couteuse¹⁰¹⁶ – des locaux de l'hôtel Claridge, au 74 avenue des Champs-Élysées. Il devient ensuite directeur du service industriel du sous-secrétariat d'État, poste éminemment stratégique car chargé d'implanter les nouvelles usines d'armement, et d'améliorer les procédés en vue de l'intensification de la production d'obus. Henri Hubert, moins connu et plus discret que les personnalités précédemment nommées, a vu son rôle réévalué par Marine Dhermy-Mairal. Cette éminence grise percevait sa mission comme visant « à servir de rail à la vie d'Albert Thomas¹⁰¹⁷ ». Placé sous la tutelle du général Mourret, l'archéologue a la charge du service automobile du SSEAM à partir de juillet 1916, et est promu secrétaire du Comité consultatif de l'Artillerie d'assaut, au moment où le SSEAM devient un ministère à part entière, en décembre 1916. Hubert était donc à la tête du comité qui permit à l'armée d'être dotée de chars d'assaut légers, produits par les industriels Schneider, Saint-Chamond et Renault, qui contribueront largement à la retraite allemande de 1918. Par ailleurs, Henri Hubert faisait vraisemblablement partie des hommes de confiance de Thomas qui figureront à ses côtés lors de sa délicate mission en Russie d'avril à juin 1917. Les télégrammes retrouvés dans les archives de cette mission révèlent son rôle décisif d'agent de liaison entre le ministre et ses deux chefs de cabinet normaliens, François Simiand et Mario Roques, restés à Paris. C'est à Henri Hubert que le ministre socialiste confie la direction d'un service des affaires russes rattaché à son cabinet en juillet 1917, et c'est encore lui qui sera la cheville ouvrière de l'AEDS (Association d'études et de documentation sociales), chargée d'accompagner la carrière politique de Thomas après son départ forcé du gouvernement, en septembre 1917. Ce dernier lui confiera en 1919 la rédaction d'une histoire de l'armement pendant la guerre¹⁰¹⁸, projet maintes fois caressé par l'ancien ministre, resté néanmoins lettre morte. Aux côtés d'Henri Hubert à l'AEDS, se trouve Henri Marais, normalien, agrégé de mathématiques et de philosophie, engagé volontairement dans l'infanterie et combattant de Verdun, qui intégrera également les services de l'Armement en 1916¹⁰¹⁹, sans que l'on ait trouvé trace de son rôle exact.

¹⁰¹⁵ AN 94 AP 416. Lettre d'Albert Thomas à Gosselin, chef de la mission américaine d'artillerie basée à New-York à Albert Thomas du 24 septembre 1915.

¹⁰¹⁶ AN 94 AP 20. Sous-dossier « Claridge ».

¹⁰¹⁷ AN 94 AP 180. Lettre d'Henri Hubert à Mario Roques du 24 avril 1917, cité in DHERMY-MAIRAL Marine, « Henri Hubert et la guerre : un rail pour Albert Thomas », in OLIVIER Laurent (dir.), *La mémoire et le temps. L'œuvre transdisciplinaire d'Henri Hubert (1872-1927)*, op. cit., p. 81-101.

¹⁰¹⁸ AN 94 AP 415. Lettre de Thomas à Henri Hubert, le 9 octobre 1919.

¹⁰¹⁹ <https://www.ordredelaliberation.fr/fr/compagnons/henri-marais>

Nous disposons en revanche d'informations précises sur le rôle du normalien et historien Paul Mantoux auprès de Thomas. Proche de François Simiand et des réseaux durkheimiens du début du siècle, Mantoux est un intellectuel socialisant, qui s'est éloigné des réseaux militants à partir du milieu des années 1900. Ses travaux d'histoire économique portaient sur la révolution industrielle en Angleterre au XVIII^e siècle. Bon connaisseur de l'Angleterre, il était par ailleurs parfaitement bilingue. Paul Mantoux est mobilisé comme soldat dans la territoriale au lancement de la guerre en 1914, puis nommé interprète en janvier 1915 auprès du 28^e régiment d'infanterie britannique¹⁰²⁰. Il intègre les services de Thomas vraisemblablement dès leur constitution et y reste jusqu'à son départ en 1917. Nommé attaché militaire du ministère de l'Armement à Londres, il anime une liaison avec le gouvernement britannique, et notamment avec l'homologue anglais de Thomas, le ministre des Munitions David Lloyd George. Grâce à cette médiation de l'ombre, les deux responsables politiques établissent progressivement entre eux une relation de confiance¹⁰²¹. Le travail de Mantoux est essentiel à la mise en place des conférences interalliées et à la collaboration étroite des deux ministères en matière de production d'Armement¹⁰²². Même si le modèle de mobilisation industrielle diffère entre les deux pays – en Angleterre le gouvernement négociait seul avec le secteur privé, tandis que la France avait mis en place un mode de dialogue original entre l'État, les industriels et le Grand Quartier général (GQG) – une coopération étroite s'instaure entre les Alliés. La mission de Paul Mantoux illustre cette coopération politique, intellectuelle et technique qui se met en place de part et d'autre de la Manche. La place consacrée aux études portant sur les expériences menées en Angleterre dans les domaines techniques et sociaux dans le *Bulletin des usines de Guerre*, organe de propagande des services de l'Armement, publiés à partir de 1916 en est le résultat. Les fonctions que Thomas confie à Paul Mantoux montrent également la confiance qu'il lui accorde, pour mener à bien des missions qui dépassent les seuls aspects techniques. Comme l'a montré Xavier Vigna à partir d'une fine étude des enquêtes menées par les services de l'Armement, la classe ouvrière est « sous l'œil du ministère Thomas¹⁰²³ ». Paul Mantoux, fin

¹⁰²⁰ <https://maitron.fr/spip.php?article119898>, notice MANTOUX Paul par Michel Dreyfus, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 25 septembre 2017.

¹⁰²¹ Sur la mission de Paul Mantoux entre Thomas et Lloyd George, voir Mathilde Mantoux, *Historique de la mission confiée par A. Thomas à P. Mantoux*, 2 feuillets dactylographiés, La Contemporaine (fonds Mantoux), F pièce 4213/1, Archives municipales de Champigny-sur-Marne, 6Z fonds Jacques Mantoux et AN 94 AP 417 correspondance entre Paul Mantoux et Albert Thomas.

¹⁰²² Archives municipales de Champigny-sur-Marne, 6Z33 fonds Jacques Mantoux notes de Mathilde Mantoux de 1915 sur les discussions en vue des conférences interalliées, et au sujet de la création d'un office central des Munitions pour les États alliés.

¹⁰²³ VIGNA Xavier, *L'espoir et l'effroi : luttes d'écritures et luttes de classes en France au XX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2016, p. 21.

connaisseur de l'industrie britannique et formé auprès de sociologues durkheimiens, est chargé d'enquêtes notamment sur les réactions de la classe ouvrière et des syndicats britanniques face à la guerre¹⁰²⁴. C'est toute la politique industrielle¹⁰²⁵, sociale¹⁰²⁶ et économique du Ministry of Munitions qui fait l'objet d'enquêtes, et qui est notamment inspirée des propositions du réformateur Benjamin Seebohm Rowntree¹⁰²⁷. La présence des époux Mantoux à Londres permet à Thomas de réactiver ses réseaux d'avant-guerre avec les socialistes Fabiens et complète l'information régulière sur le mouvement ouvrier britannique que lui fournit le socialiste Augustin Hamon qui séjourne en Grande-Bretagne durant la guerre¹⁰²⁸. À l'été 1915, Mathilde Mantoux rend visite à deux reprises aux époux Webb qui la renseignent sur le rôle de Lloyd George, les grèves du Pays de Galles après l'adoption du *Munition War Act* le 2 juillet 1915, l'attitude des *Trade Unions* et leur fonctionnement interne, l'opinion ouvrière face à la guerre, la propagande des pacifistes et les conditions possibles ou vraisemblables de la paix¹⁰²⁹. Thomas demande également à Paul Mantoux de se rendre au congrès du *Labour Party* de février 1917 à Manchester¹⁰³⁰, à l'effet de prendre contact avec les leaders socialistes et syndicalistes présents. Paul Mantoux produit également des notes pour Thomas sur diverses publications anglaises, et notamment le livre du leader du *Labour Party* Ramsay MacDonald sur la Défense nationale¹⁰³¹. À mesure que le conflit dure, et particulièrement à partir de 1917 lorsque les tensions sociales et politiques croissent en Europe (montée des courants pacifistes, multiplication des grèves, révolution russe de février 1917), les notes de Paul Mantoux prennent une tonalité politique. Ce dernier envoie à Thomas des informations sur les réceptions anglaises de la révolution russe¹⁰³², sur les relations entre les courants pacifistes russes et anglais¹⁰³³, et lui fournit des éléments sur les relations entre Arthur Henderson (qui fera partie également des

¹⁰²⁴ Archives municipales de Champigny-sur-Marne, 6Z31, fonds Jacques Mantoux. Notes manuscrites de Mathilde Mantoux du 1^{er} août 1915 en vue de la préparation d'un rapport sur la réaction des ouvriers et des Trade-Unions à la guerre.

¹⁰²⁵ *Ibid.*, 6Z25. Lettre d'Albert Thomas à Paul Mantoux du 28 juin 1915, lui demandant d'enquêter sur ressources anglaises en acier qui pourraient être fournies à la France, mais aussi sur la production anglaise de fusils et d'obus.

¹⁰²⁶ *Ibid.*, 6Z32 et 6Z50. Les services français et britanniques échanges notamment sur les conditions de travail des femmes employées pour la fabrication des munitions en France et en Angleterre.

¹⁰²⁷ VIGNA Xavier, *L'espoir et l'effroi*, op. cit., p. 22.

¹⁰²⁸ C'est ce qu'a montré Benoît Kermoal à partir de l'étude de la correspondance échangée entre Albert Thomas et Augustin Hamon pendant la guerre. KERMOAL Benoît, « Bretons, internationalistes et européens ? Les socialistes bretons et l'idée européenne aux lendemains de la Grande Guerre », *Siècles*, 2015, n° 41. En ligne <http://journals.openedition.org.ezpaarse.univ-paris1.fr/siecles/2609>.

¹⁰²⁹ Archives municipales de Champigny-sur-Marne, 6Z30 et 6Z31, fonds Jacques Mantoux. Visites de Mathilde Mantoux à Béatrice et Sidney Webb.

¹⁰³⁰ *Ibid.*, 6Z46.

¹⁰³¹ *Ibid.*, 6Z51.

¹⁰³² *Ibid.*, 6Z54.

¹⁰³³ *Ibid.*, 6Z55.

socialistes alliés envoyés en Russie après la révolution russe) et les socialistes russes¹⁰³⁴. Mantoux est également mis à contribution pour organiser l'accueil de la délégation française lors de la conférence socialiste interalliée de Londres des 28 et 29 août 1917, à laquelle Thomas participe¹⁰³⁵. Ces fonctions de liaison franco-britannique au sein du ministère de l'Armement semblent être un tremplin pour la carrière future de Paul Mantoux, qui est interprète lors des conférences interalliées, et notamment lors de la conférence de la Paix à Paris, et devient de 1920 à 1927 le directeur de la section politique du secrétariat de la SDN¹⁰³⁶.

L'emploi de Pierre Comert auprès de Thomas montre également le choix quasi-systématique d'intellectuels, anciens camarades de l'ENS et hommes de confiance pour les missions les plus politiques et les plus stratégiques déployées par le ministre de l'Armement. Lors de la deuxième mission qu'il mène en Russie d'avril à juin 1917, le ministre et ambassadeur extraordinaire recrute auprès de lui l'attaché de presse de Lyon¹⁰³⁷. Ancien normalien lui aussi, et sans doute auparavant conseiller officieux de Thomas¹⁰³⁸, Pierre Comert avait séjourné en Allemagne en 1903 au même moment que Maurice Halbwachs et Albert Thomas qui avaient donc découvert ensemble la social-démocratie allemande. Installé à Berlin puis à Göttingen avant-guerre, Pierre Comert avait servi de médiateur entre Thomas et les socialistes allemands jusque dans les années 1910¹⁰³⁹. Après le départ de Thomas du ministère en septembre 1917, il continue à jouer le rôle d'informateur officieux pour celui qu'il appelle encore, comme Paul Mantoux « le patron ». Il le renseigne notamment sur la réception de l'idée de Société des Nations dans les opinions publiques anglaises et américaines, et sur l'évolution de la situation en Russie.

L'importance de ces normaliens, sociologues, et durkheimiens est bien sûr illustrée de manière emblématique, par la présence de François Simiand, Mario Roques et Maurice Halbwachs au plus proche de Thomas. La lecture croisée du témoignage d'Aimée-Louise Morel née Rommel et des archives du ministère de l'Armement présentes dans le fonds Thomas des Archives nationales qui ont d'ailleurs été déposées en partie par Mario Roques permet d'affiner certaines de leurs fonctions et rôles respectifs aux côtés de leur ministre. Aimée-Louise Morel, après des études d'administration à l'école Sophie-Germain, rejoint le cabinet d'Albert Thomas

¹⁰³⁴ *Ibid.*, 6Z55, 6Z56, 6Z58,

¹⁰³⁵ *Ibid.*, 6Z60, 6Z61 et 6Z69. Et AN 94 AP 375. Note du cabinet de Thomas pour Mantoux du 25 août 1917, le chargeant de s'occuper des logements de la délégation socialiste française.

¹⁰³⁶ <https://maitron.fr/spip.php?article119898>, notice MANTOUX Paul par Michel Dreyfus, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 25 septembre 2017.

¹⁰³⁷ AN 94 AP 411. Correspondance entre Albert Thomas et Pierre Comert.

¹⁰³⁸ Souvenirs d'Aimée-Louise Morel née Rommel, en ligne https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---europe/---ro-geneva/---ilo-paris/documents/publication/wcms_473849.pdf, p. 1.

¹⁰³⁹ GOERGEN Marie-Louise, *Les relations entre socialistes allemands et français à l'époque de la Deuxième Internationale : 1889-1914*, op. cit., p. 223-224.

en avril 1916 comme secrétaire, et se dit immédiatement impressionnée par la présence de tant d'intellectuels normaliens dans ce ministère. Elle en délivre l'esprit, qui ne transparait pas nécessairement dans l'organigramme officiel des services. Le noyau dur du cabinet est en effet constitué de Thomas, Roques et Simiand qui tous trois « forment une équipe solide, soudée par l'amitié, la formation, les opinions politiques¹⁰⁴⁰ ». Elle précise :

« Après chaque voyage, chaque conversation importante, chaque réunion de comités, chaque visite au Grand Quartier général, le ministre dicte immédiatement ses instructions aux directeurs, mais surtout ses réflexions, impressions, explications, suggestions pour ses deux amis François Simiand et Mario Roques. Il doit y avoir aux Archives nationales, dans le Fonds Albert Thomas constitué, par Georges Bourgin, un grand nombre de classeurs contenant les doubles de toutes ces notes ; elles reflètent la vie même du ministère, l'impulsion constamment donnée par le ministre¹⁰⁴¹ ».

Une division des tâches semble se dessiner entre François Simiand, chef adjoint de cabinet, et Mario Roques, sous-chef du cabinet¹⁰⁴². Le premier est en charge du volet technique des demandes formulées par le Grand Quartier général, tandis que le second est en charge du volet social, en l'occurrence la main-d'œuvre des usines d'armement, et le personnel du ministère. Aimée-Louise Morel témoigne de l'atmosphère bouillonnante et studieuse qui régnait au ministère :

« On travaille beaucoup, secrétariat de jour, secrétariat de nuit ; on travaille la semaine, les dimanches et jours fériés. C'est la guerre, l'équipe des trois a renoncé à toute vie privée régulière ; Albert Thomas, qui habite dans sa circonscription à Champigny-s/Marne, a une chambre au ministère¹⁰⁴³ ».

François Simiand subit l'impact de ce rythme effréné ; il se retrouve en effet convalescent de longs mois, ce qui explique sans doute son refus de rejoindre Thomas au BIT en 1920. Le nombre incalculable de notes adressées à Simiand et Roques confirme qu'ils étaient les piliers des services de Thomas. Dans les évaluations que Thomas livre sur son personnel – pratique reconduite d'ailleurs au BIT, tout comme la constitution d'un cabinet –, il ne tarit pas d'éloges sur ses précieux collaborateurs. Dans un premier rapport, il établit que :

¹⁰⁴⁰ Souvenirs d'Aimée-Louise Morel née Rommel, *op. cit.*, p. 1

¹⁰⁴¹ *Ibid.* Cette division des tâches est confirmée par les archives du ministère de l'Armement déposées par Mario Roques. Des notes à destination de Roques et Simiand se trouvent éparpillés dans des dizaines de cartons d'archives, mais une partie est concentrée en AN 94 AP 52, « Notes des collaborateurs » et AN 94 AP 162.

¹⁰⁴² Paul Ramadier a ainsi sans doute raison de dire que « le cabinet devait être la cellule mère d'où se détacheraient peu à peu les autres cellules. La conception de l'organisation dérivait nécessairement de l'initiative du ministre ». RAMADIER Paul, « La pensée politique d'Albert Thomas », in SOCIÉTÉ DES AMIS D'ALBERT THOMAS, *Albert Thomas vivant, op. cit.*, p. 20.

¹⁰⁴³ Souvenirs d'Aimée-Louise Morel née Rommel, *op. cit.*, p. 1.

« Depuis une année, le sous-lieutenant Simiand est, pour toutes les questions de matériel d'artillerie, de fabrications et de marchés, mon collaborateur de tous les instants. Il est trop intimement lié à toute mon activité pour que je puisse lui donner une note. Il est maintenant pour moi au-dessus de tout éloge¹⁰⁴⁴ ».

Il poursuit dans un rapport ultérieur et le qualifie ainsi :

« Officier d'une intelligence incomparable et d'un dévouement sans réserve au pays et à son chef. Par un travail de jour et de nuit qui a finalement compromis sa santé, il m'a aidé à créer, organiser et développer, en tous ses services, le Sous-secrétariat d'État de l'Artillerie et des Munitions, puis le ministère de l'Armement. Il a été mon collaborateur immédiat dans l'élaboration des programmes et dans la surveillance de leur exécution, dans tous les travaux scientifiques, techniques, législatifs. Il a rendu à la Défense nationale les plus éminents services¹⁰⁴⁵ ».

À l'expertise développée par François Simiand, Thomas adjoint le leadership managérial de Mario Roques qu'il sollicitera pour diriger le bureau parisien du BIT dans les années 1920.

« Officier hors pair, doué d'une intelligence supérieure, d'une volonté rigide, d'une haute conscience. Il possède toutes les qualités d'un chef. Chargé par moi de toutes les questions de personnel du ministère de l'Armement, il a su pendant plus de deux années, surmontant toutes les difficultés, bravant toutes les animosités, régler avec diligence et sûreté toutes les questions les plus délicates. Il a su s'imposer à l'admiration de tous. Dans l'organisation des services spéciaux, réserve de l'automobile, sécurité des usines de guerre, hygiène des ateliers, il a été un organisateur de tout premier ordre. Il a rendu à la Défense nationale les plus signalés services¹⁰⁴⁶ ».

Maurice Halbwachs, enfin, vient compléter le panel de ces normaliens engagés par Thomas. Les deux hommes qui s'étaient croisés en Allemagne en 1903, avaient fréquenté le GES avant-guerre. Halbwachs avait par ailleurs collaboré à *La Revue socialiste* et partageait le même intérêt pour les questions de logements ouvriers, un des objets d'enquête du sociologue¹⁰⁴⁷. Il est attaché au cabinet de Thomas dès 1915, en charge des matières premières réquisitionnées, autrement dit « grand maître de l'aluminium¹⁰⁴⁸ » comme il se nomme lui-même de manière hyperbolique. Maurice Halbwachs est alors chargé d'enquêtes pour évaluer la production de matières premières dans les usines de guerre. Comme l'a bien mis en avant Xavier Vigna à propos des inspections menées dans les usines électrométallurgiques du Dauphiné et de Savoie

¹⁰⁴⁴ AN 94 AP 24.

¹⁰⁴⁵ *Ibid.*

¹⁰⁴⁶ *Ibid.*

¹⁰⁴⁷ TOPALOV Christian, « Maurice Halbwachs, photographe des taudis parisiens (1908) », *op. cit.*

¹⁰⁴⁸ Expression employée par Maurice Halbwachs lui-même, citée par BECKER Annette, *Maurice Halbwachs : un intellectuel en guerres mondiales, 1914-1945, op. cit.*, p. 87.

au printemps 1916, Halbwachs revêt souvent une double casquette, celle d'attaché du ministère de l'Armement pour les questions de matières premières, et celle de sociologue se livrant à des descriptions fouillées des modes de fabrications et des conditions de travail et de vie des ouvriers¹⁰⁴⁹. Cela illustre encore une fois les deux volets de l'action des services de Thomas : le technique et, ce qui était jusque-là l'apanage du ministère du Travail, l'enquête sociologique. Le témoignage de Maurice Halbwachs illustre, de plus, l'expérience particulière vécue par ces « intellectuels en guerre », fascinés par le potentiel gigantesque de l'organisation de l'économie de guerre :

« Hier soir séance de cinéma dans le bureau de Thomas, la fabrication des obus. C'était saisissant cette évocation dans le cabinet du grand maître des munitions, tout cela, le laminage, les hauts-fourneaux, les expériences d'éclatement, la vie des mines et des champs de tir, venant se refléter, comme dans une cellule centrale du cerveau, dans l'antre de celui qui dirige et domine toute l'usine de guerre¹⁰⁵⁰ ».

La fascination exercée par l'exercice de ces responsabilités au cœur de l'État va plus loin chez certains de ces intellectuels, à l'instar d'Hubert Bourgin. Dreyfusard, proche de Péguy et de Simiand, camarade de Thomas à l'ENS, converti au socialisme sous l'influence de Lucien Herr et Charles Andler. Agrégé de lettres, il est l'auteur d'une thèse sur Charles Fourier. Les deux hommes se sont connus à l'école et fréquentés dans les années d'avant-guerre notamment au sein du groupe de l'Unité socialiste. Mobilisé comme sergent en août 1914, il est détaché au cabinet de Thomas et devient responsable du service des informations et des relations avec la SFIO et le groupe socialiste au Parlement. Son engagement dans la Défense nationale le mène sur la voie d'un jusqu'au-boutisme qu'il théoriserait en 1924 dans un essai, qui est un véritable brûlot patriotique et antisocialiste, *Le parti contre la patrie, Histoire d'une sécession politique (1915-1917)*¹⁰⁵¹. Nous avons déjà souligné à quel point Hubert Bourgin, qui rompra plus tard avec la SFIO pour intégrer le faisceau de Georges Valois, a pu être un conseiller politique encombrant pour Thomas¹⁰⁵². À la tête d'un « Comité de propagande socialiste pour la Défense nationale¹⁰⁵³ » à partir de juillet 1916, il défend corps et âme l'action de son ministre dans

¹⁰⁴⁹ VIGNA Xavier, *L'espoir et l'effroi*, op. cit., p. 26.

¹⁰⁵⁰ Note de Maurice Halbwachs du 22 juillet 1915, cité in BECKER Annette, *Maurice Halbwachs*, op. cit., p. 56.

¹⁰⁵¹ BOURGIN Hubert, *Mémoires pour servir à l'histoire d'une sécession politique : le parti contre la patrie*, Paris, Plon, 1924.

¹⁰⁵² Nous nous permettons de renvoyer à BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, *Albert Thomas : le socialisme en guerre, 1914-1918*, op. cit., p. 76-78.

¹⁰⁵³ Voir sur ce point HOHL Thierry, « Comité de Propagande Socialiste pour la Défense Nationale : des socialistes nationaux » in VIGREUX Jean et WOLIKOW Serge (dir.), *Rouge et rose : deux siècles de socialismes européens*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 2007, p. 237-251.

laquelle il voit l'avant-garde de la réalisation d'un pacte scellé entre le socialisme et la nation. Dans *L'Humanité*, il défend un idéal de régénérescence de la nation française dans le creuset de la guerre. Ses positions devenues ouvertement nationalistes le mettent en porte-à-faux avec les tendances minoritaires, pacifistes ou sceptiques quant à la pertinence d'une poursuite de l'engagement des socialistes dans la Défense nationale, et contribuent à éloigner progressivement Thomas de son parti. Bien que ce dernier ne partage pas le jusqu'au-boutisme de son conseiller, il semble lui faire une confiance aveugle pour maintenir le contact avec la SFIO. En décembre 1916, Thomas écrit encore à Bourgin :

« Tu devines, maintenant que j'ai les responsabilités politiques de la représentation du Parti, à quel point la tâche qui t'est confiée devient considérable. [...] Mais il faut que tu saches que je lis avec attention tes notes, que c'est grâce à toi que je me sens en contact avec le Parti, même quand je ne peux pas aller en séance. [...] Je compte absolument sur toi pour que le Parti demeure en contact avec moi. [...] Demain, en raison des problèmes complexes que ma présence au Comité de guerre posera devant moi, tu pourras m'aider, tu le comprends, bien utilement. La nouvelle organisation de ma maison nous permettra peut-être d'être en contact plus souvent¹⁰⁵⁴ ».

Jusqu'en septembre 1917, Hubert Bourgin livre quotidiennement des notes sur les séances du Parlement et du Sénat¹⁰⁵⁵, à la demande de Thomas qui montre un souci scrupuleux de la réception de son image et de sa politique par les assemblées¹⁰⁵⁶. Bourgin était lui-même conseillé par le journaliste et traducteur littéraire proche des écrivains symbolistes, Pierre-Georget La Chesnais. Retraçant le parcours de celui-ci – militant de la SFIO et de la Ligue des droits de l'Homme, adhérent total au socialisme de guerre, qui finira, dans les années 1930, par prêter sa plume à des journaux antisémites et antibolchéviques comme *L'Ordre national* – Raphaël Ramos et Jean-Marc Ramos ont établi le rôle de conseiller officieux joué par Pierre-Georget La Chesnais au sein des équipes de Thomas, *via* Bourgin. Maîtrisant plusieurs langues, notamment l'allemand et le russe, La Chesnais alimentait une sorte de revue de presse sur les affaires russes et allemandes, ne se privant pas de livrer ses vues politiques plus personnelles. Il est cependant possible d'affirmer que Thomas se détacha assez largement cette

¹⁰⁵⁴ AN 94 AP 31. Note d'Albert Thomas à Hubert Bourgin du 16 décembre 1916.

¹⁰⁵⁵ AN 94 AP 58. Série de notes manuscrites d'Hubert Bourgin.

¹⁰⁵⁶ *Ibid.* Thomas a annoté les nombreuses notes de Bourgin, ce qui montre une lecture détaillée et scrupuleuse.

« déviation ¹⁰⁵⁷ » du socialisme de guerre, dû à la légende noire associée à cette dérive participer à son discrédit au sein de la SFIO. Ainsi, à partir de la fin de l'année 1917, la rupture est consommée. Thomas désapprouve l'action menée par la Ligue Civique, mise sur pied par Hubert Bourgin et La Chesnais à la fin de l'année 1917¹⁰⁵⁸. Initialement d'origine dreyfusarde, républicaine et socialisante, cette ligue s'orientait de plus en plus vers les réseaux catholiques, nationalistes et antirépublicains, sous l'égide de Bourgin¹⁰⁵⁹. Thomas réproouve également le ton polémique et violent des manifestes antibolchéviques de La Chesnais. Ainsi, parmi les cercles des majoritaires de guerre dans lesquels les trois hommes gravitent encore en 1918, il enjoint à ses proches amis, comme André Lebey, de renoncer à cette rhétorique. Le 24 juin 1918, il écrit ainsi à ce dernier :

« Je te recommande d'empêcher de brusquer les choses sur la question russe. Plus j'y réfléchis, plus je trouve que le manifeste dont le texte nous est proposé n'est pas bon. Nous avons à dire très nettement que nous sommes hostiles aux bolchéviques, à indiquer les raisons profondes de notre hostilité, mais non à les injurier comme ils le font eux-mêmes à notre égard. Et puis il importerait de définir d'une manière précise notre politique là-bas, et l'appui que nous attendrons pour cette politique des socialistes révolutionnaires. Plus que quiconque, je suis ami des socialistes révolutionnaires. C'est avec eux que j'avais bâti là-bas toute ma politique. Ne serait-ce pas une occasion de le rappeler ? Je veux reparler de tout cela, et c'est pour cette raison, que, si quelquefois La Chesnais ou d'autres camarades voulaient pousser à une décision, je te supplie de demander qu'on m'attende¹⁰⁶⁰ ».

La prédominance normalienne dans les services de l'Armement ne doit pas empêcher de rappeler qu'il s'agit cependant d'une minorité, en haut de la pyramide, donc stratégique. En effet, comme le souligne Nicolas Mariot, le 31 mai 1916, le personnel du SSEAM est composé

¹⁰⁵⁷ RAMOS Raphaël et RAMOS Jean-Marc, « De L'Humanité à L'Ordre national. Sur une déviation du "socialisme de guerre" », *Revue historique*, 2019, n° 692, p. 921-958. Nous avons trouvé peu d'échanges écrits directs entre Thomas et La Chesnais, qui n'est d'ailleurs pas présent dans l'organigramme officiel du ministère, ce qui confirme son rôle de conseiller très officieux. Une lettre de La Chesnais à Thomas de 1915 montre cependant qu'il livre ses analyses concernant divers sujets : la marche de la guerre, la SFIO, la politique gouvernementale, etc. AN 94 AP 417, Lettre de La Chesnais à Albert Thomas du 3 août 1915.

¹⁰⁵⁸ AN 94 AP 417. Correspondance entre Albert Thomas et Hubert Bourgin entre le 2 octobre 1917 et le 30 décembre 1919. Le premier décembre 1919, Thomas écrit à son vieil ami : « Je vais travailler désormais à l'unité du Parti. Puissent les manifestations bien intentionnées de la Ligue Civique et du Bloc National ne pas trop contrarier mon effort ». La publication de l'essai de Bourgin en 1924 semble attrister Thomas et briser les relations déjà largement étiolées entre les deux hommes. Thomas écrit alors à Bourgin qui lui en a envoyé un exemplaire : « Je persiste à penser que ton livre ne peut que nuire au Parti – comme tu le voulais – à la patrie, ce que tu ne voulais pas, et même, malgré la modération de tes jugements, à ton ami. Bien tristement à toi ». ABIT CAT7-198. Lettre d'Albert Thomas à Hubert Bourgin du 15 avril 1924.

¹⁰⁵⁹ Voir sur ce point FERRETTE François, « La Ligue Civique, une mobilisation élitiste dans l'entre-deux-guerres », *Cahiers Jaurès*, 2017, vol. 3, n° 225, p. 39-63.

¹⁰⁶⁰ AN 94 AP 447. Lettre d'Albert Thomas à André Lebey, du 24 juin 1918.

de 1144 militaires occupant les six étages de l'hôtel Claridge¹⁰⁶¹. Placer à la tête de l'Armement des experts des sciences sociales vise donc sans doute à contrebalancer l'omniprésence des militaires issus de Polytechnique et de Saint-Cyr, aux méthodes très axées sur le commandement direct pour lui préférer des profils compétents en matière économique. Ces personnalités sont sans doute jugées par Thomas plus à même de s'adresser aux forces économiques et industriels privées qui deviennent l'un des interlocuteurs incontournables du Sous-Secrétariat d'État – puis du ministère – du fait de leur association étroite à l'organisation économique de la guerre depuis la Conférence de Bordeaux de septembre 1914. Cette génération de normaliens dreyfusards, marquée par le double traumatisme des affaires Boulanger et Dreyfus, y vit sans doute également une manière directe de « civiliser » une administration bâtie de toutes pièces durant la guerre, à l'issue des premiers mois d'une guerre marquée par un déséquilibre des pouvoirs au profit de l'armée au détriment du pouvoir civil. C'est d'ailleurs ce que confirme l'entourage non-normalien de Thomas.

B. Mais des critères de recrutement plus variés : confiance et compétence

Les canaux de recrutement civils ne se font pas exclusivement *via* les réseaux de la rue d'Ulm. Deux maîtres mots semblent dominer les recrutements : confiance et compétence. Dans l'organigramme officiel du sous-secrétariat d'État, le chef de cabinet est Édouard Sévin. François Simiand est en réalité chef adjoint de cabinet, et Mario Roques sous-chef de cabinet¹⁰⁶². Plusieurs choses méritent d'être ici notées. Tout d'abord la fixation officielle des compétences des membres du cabinet est tardive ; elle intervient six mois après la nomination de Thomas à la tête du SSEAM, ce qui montre la relative improvisation initiale, même s'il est certain que le trio est présent dès le début aux côtés de Thomas. De plus, comme l'a noté Patrick Fridenson, « contrairement à ce qui a été écrit jusqu'ici, le premier responsable, Sévin, n'est ni normalien ni socialiste¹⁰⁶³ », du moins jusqu'en décembre 1916. Édouard Sévin est nommé dès juin 1915 à la tête du Service Ouvrier chargé du recrutement et du contrôle de la main-d'œuvre employée dans les usines de la Défense Nationale. Le fait qu'il soit également chef de cabinet d'Albert Thomas lui permet de le placer sous contrôle direct et est signe de l'importance qu'il accorde à la question des effectifs ouvriers. Le profil d'Édouard Sévin est en effet atypique par

¹⁰⁶¹ MARIOT Nicolas, *Histoire d'un sacrifice*, *op. cit.*, p. 325.

¹⁰⁶² *Journal Officiel* du 29 novembre 1915, p. 8674

¹⁰⁶³ FRIDENSON Patrick, « Albert Thomas et Louis Loucheur : organiser et rallier les producteurs », *op. cit.*

rapport à la domination des intellectuels aux postes des services de l'armement. Patrick Fridenson nous livre quelques éléments sur son parcours antérieur : d'origine modeste, d'un père charron d'une mère couturière, et n'ayant pas bénéficié d'une formation supérieure, Édouard Sévin a commencé sa carrière à 21 ans dans l'administration de la Marine, ce qui lui vaut d'être nommé chevalier de la Légion d'honneur en janvier 1909. Avant la guerre, il était chef de bureau à la direction des Troupes coloniales du ministère de la Guerre.

Comment et pourquoi a-t-il été choisi par Thomas ? Cette fois-ci, ce sont les archives de surveillance policière qui nous permettent de répondre. Les deux hommes font partie du même réseau politique local de la banlieue Est. Une note de surveillance policière du 22 mai 1915 fait état des protestations parmi les militants socialistes après l'entrée de Thomas au gouvernement. La note précise qu'un grief important, émis en particulier par les militants socialistes de la Seine, concerne le choix d'Édouard Sévin « qui est président du comité radical-socialiste de Nogent, et qui exerce une grande influence sur les comités radicaux de la circonscription¹⁰⁶⁴ ». Une semaine plus tard, les 6^e et 16^e sections de la Fédération de la Seine émettent une protestation contre la nomination de Thomas¹⁰⁶⁵. Nous n'avons pas trouvé trace, dans les archives, de relations particulières entre les deux hommes avant la guerre, mais tout porte à croire qu'ils s'étaient croisés lors des campagnes électorales opposant ou au contraire alliant socialistes et radicaux-socialistes dans le canton de Nogent-sur-Marne, voisine de Champigny. Le choix est aussi celui d'un homme aux origines modestes et banlieusardes, à l'image de Thomas, mais qui contrairement à lui, n'a pas pu – du fait même de ces origines – mener des études supérieures. Le rôle de Sévin au Service ouvrier est d'être l'interlocuteur entre le patronat et les organisations syndicales dans l'épineuse question du recrutement de la main-d'œuvre à destination des usines de guerre. Thomas jugea-t-il plus prudent de nommer un homme du peuple et de gauche – bien que non socialiste – pour s'adresser aux ouvriers ? Nous n'avons aucune certitude, mais ce sont des hypothèses plausibles. Ce profil singulier put également être source de difficultés dans la tâche quotidienne de Sévin, placé au-dessus de deux intellectuels de renom, ce qui peut expliquer qu'après le remaniement de décembre 1916, Simiand prenne la tête du cabinet et Mario Roques, le poste de chef-adjoint. Sévin reste, mais au poste de chef du Service Ouvrier.

¹⁰⁶⁴ AN F7/16023² (Dossier de surveillance policière d'Albert Thomas). Note du 22 mai 1915.

¹⁰⁶⁵ *Ibid.*, Note du 29 mai 1915. Sur les militants socialistes de la Seine pendant la guerre voir ROBERT Jean-Louis, *Les Ouvriers, la Patrie et la Révolution : Paris 1914-1919*, Besançon, Annales littéraires de l'Université de Besançon, 1995.

Hubert Bourgin, avec son fiel habituel et une pointe de supériorité de l'intellectuel dédaigneux n'est pas tendre envers Édouard Sévin qu'il juge indigne de ce poste. Il évoque – sans même citer son nom – ce « fonctionnaire civil de la Guerre, un grand flandrin, brun, mince, dégingandé, tête, cravate et veston d'artiste, allures de sportif, des yeux, une bouche et une voix de blasé, de sceptique gouailler, banlieusard, il était, au carrefour du socialisme, du radicalisme et de la maçonnerie, un agent électoral de son ministre¹⁰⁶⁶ ».

L'évaluation donnée par Albert Thomas sur son premier chef de cabinet permet cependant de déceler les qualités qu'il appréciait en lui :

« Fonctionnaire civil, consciencieux et expérimenté, M. Sévin après avoir été mon chef de cabinet, a été chargé de réorganiser après une première expérience, le service de la main-d'œuvre. Ce service a pris rapidement une extension inouïe. ~~Il est devenu la cheville ouvrière.~~ C'est le plus bel éloge que l'on puisse faire à M. Sévin que de dire qu'il n'a pas été écrasé par les tâches et par les responsabilités en tous genres qui lui incombait. ~~S'il n'a pas été un grand créateur d'organisations nouvelles,~~ une intelligence (illisible), une finesse native, une grande sûreté administrative, un goût de la conciliation et de la bonne entente, et une certaine habilité à ménager les solutions conciliatrices, lui ont permis de faire face à des difficultés quotidiennes formidables qu'il a surmontées. Collaborateur au dévouement à toute épreuve. Intelligence ouverte, curieuse de toutes questions, connaissances encyclopédiques, servie par une méthode scientifique sûre¹⁰⁶⁷ ».

Thomas semble bien réussir à mettre en place un cabinet sur-mesure. Nous pouvons ici mettre en avant sa réticence à se laisser imposer des hommes qu'il n'aurait pas choisis ou sans connivence politique ou sociale, ou intellectuelle, que l'on retrouvera lors de la constitution du cabinet du BIT et de la direction de ses principales sections.

C. Les réseaux de la réforme sociale et du ministère du Travail

À la frontière entre socialisme et radicalisme, loué pour ses qualités de conciliateur, Édouard Sévin illustre l'étendue des réseaux de collaborateurs recrutés par Thomas à l'Armement, en même temps que sa relative homogénéité, tout en confirmant le souci du ministre d'assurer l'aval du pouvoir civil sur les militaires du service de l'Armement. Le ministère est au croisement entre le « technique » et le « social » comme le dit Aimée-Louise Morel, autrement dit devient un ministère de production et d'encadrement social. Pour ce deuxième aspect,

¹⁰⁶⁶ BOURGIN Hubert, *De Jaurès à Léon Blum : l'École normale et la politique*, op. cit., p. 441.

¹⁰⁶⁷ AN 94 AP 24. Évaluation manuscrite d'Édouard Sévin par Albert Thomas.

Thomas sait mobiliser les réseaux de la réforme sociale, constitués avant-guerre, autour de cette « nébuleuse réformatrice » mise en avant par Christian Topalov. La relative dépossession des compétences du ministère du travail par le ministère de l'Armement ne signifie pas l'absence de circulation du personnel entre les deux services, au contraire. C'est ce qu'illustre par exemple la nomination en septembre 1915 d'Arthur Fontaine, jusque-là directeur du Travail, à la tête de la commission des contrats devant procéder à l'examen des conditions et des prix des marchés d'armement¹⁰⁶⁸. En parallèle, Charles Picquenard qui prend la succession de Fontaine à la tête de la Direction du travail et de fait de l'ensemble du ministère, se met au service de l'Administration de l'Armement jusqu'en décembre 1916 – moment où le ministère du Travail reprend possession de ses fonctions – les compétences et le personnel de l'Inspection du travail¹⁰⁶⁹, dont une partie du personnel va être intégrée dans le corps des inspecteurs de la main-d'œuvre militaire¹⁰⁷⁰. Des personnalités à la croisée du ministère du Travail et des milieux de la réforme sociale s'illustrent ainsi dans les services de Thomas. C'est le cas d'Henri Bourillon, dit Pierre Hamp¹⁰⁷¹, en charge aux côtés du journaliste radical Charles Dulot, de la publication du *Bulletin des usines de guerre* à partir de 1916. En 1917, il met aussi ses compétences d'ancien inspecteur du travail au service d'une tournée d'enquêtes dans la région stéphanoise, le Nivernais et l'Estuaire de la Loire¹⁰⁷². La multiplication des enquêtes aboutit à la création en octobre 1917 sous l'égide de Louis Loucheur, successeur de Thomas à l'Armement, d'un service d'enquêtes sur les conditions d'hygiène du travail placé sous la direction de l'inspecteur du travail Marcel Frois, signe de l'importance de ces réseaux d'enquêteurs sociaux dans les services du ministère, qui prend peu ou prou la suite de pratiques effectives au sein de cet observatoire du social qu'était l'Office du travail¹⁰⁷³.

William Oualid, membre de la Ligue des Droits de l'Homme, professeur de droit et spécialiste de l'immigration, blessé d'un éclat d'obus durant la bataille de la Marne, intègre également les services de Thomas. Après le remaniement de 1916, Oualid est promu sous-chef

¹⁰⁶⁸ COINTEPAS Michel, *Arthur Fontaine (1860-1931) : un réformateur, pacifiste et mécène au sommet de la Troisième République*, op. cit., p. 249-253.

¹⁰⁶⁹ GUYOT Dominique, « Le rôle de Charles Picquenard au ministère du Travail », in MACHU Laure, LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *Mains-d'œuvre en guerre : 1914-1918*, op. cit., p. 57-77.

¹⁰⁷⁰ 28 des 66 inspecteurs du travail mobilisés sont affectés dans le corps des contrôleurs de main-d'œuvre militaire, soit les deux tiers des officiers recrutés ou versés dans ce nouveau corps d'après les chiffres donnés par Dominique Guyot, *ibid.*

¹⁰⁷¹ Voir GUYOT Dominique, *Pierre Hamp : inspecteur du travail et écrivain humaniste, 1876-1962*, Paris, L'Harmattan, 2005.

¹⁰⁷² VIGNA Xavier, *L'espoir et l'effroi*, op. cit., p. 24.

¹⁰⁷³ *Ibid.*

de cabinet. L'évaluation manuscrite de son collaborateurs retrouvée dans les archives du ministre permet de connaître plus précisément la nature de ses fonctions :

« Collaborateur technique de premier ordre. Promptitude et facilité au travail, d'autant plus remarquables qu'elles ne nuisent pas à la netteté de ses vues, à la vigueur des idées, ni à la sûreté de la documentation. Chargé par moi de toute la préparation des travaux parlementaires, M. Oualid par son intelligence de toutes les affaire sur l'Armement, a beaucoup contribué à l'autorité de ce Département auprès des Assemblées et de leurs commissions. M. Oualid, par ses très belles qualités d'adaptation, rendit, dans toute partie technique importante, les plus hauts services¹⁰⁷⁴ ».

William Oualid, qui consacrera d'ailleurs après la guerre un ouvrage de synthèse à la politique menée par le ministère de l'Armement avec Charles Picquenard¹⁰⁷⁵, remplit un rôle juridique et technique, préparant les délicates interventions de Thomas devant les commissions de l'Armée au Sénat à la Chambre. La production d'Armement est en effet dans le viseur de l'opinion publique à mesure que s'installe, avec la guerre industrielle, l'évidence du retard français dans ce domaine. Redevenu simple député en septembre 1917, Oualid conseillera encore Thomas officieusement pour les propositions de loi qu'il déposera au Parlement.

Le ministère est le concentré des réseaux forgés avant-guerre par l'homme politique : intellectuels socialistes ou socialisants, réformateurs sociaux, administrateurs et hommes de confiance de gauche, mais non nécessairement socialistes, recrutés dans des réseaux politiques locaux. Le recrutement de ces profils non-militaires permet de contrebalancer l'influence des militaires, formés à Saint-Cyr ou à l'École Polytechnique, qui constituent la majorité de l'administration de l'Armement. Le tout sert d'assise à la politique mise en place par le ministère de l'Armement qui oscille entre production et encadrement social.

¹⁰⁷⁴ AN 94 AP 24. Évaluation manuscrite de William Oualid.

¹⁰⁷⁵ OUALID William et PICQUENARD Charles, *Salaires et tarifs, conventions collectives et grèves : la politique du ministère de l'armement et du ministère du travail*, Paris, Presses universitaires de France, 1928.

III. Un ministère de production et d'encadrement social ?

En l'absence de synthèse générale sur la politique mise en œuvre par le ministère de l'Armement pendant la Première Guerre mondiale, à l'image par exemple de celle de Pierre Chancereel sur le ministère des travaux publics de Marcel Sembat¹⁰⁷⁶, de nombreux travaux ont abordés de manière centrale ou marginale la politique menée par Albert Thomas. Plutôt que d'en faire l'énumération exhaustive, nous pouvons schématiser l'historiographie en trois grands pôles. Des historiens, comme Richard Kuisel, ont insisté sur le versant social de la politique mise en œuvre par Thomas, insistant sur le fait que celui-ci « se souciait beaucoup de protéger les travailleurs¹⁰⁷⁷ ». Ces travaux appuyés sur des ouvrages écrits par des collaborateurs directs du ministre¹⁰⁷⁸, insistent notamment sur la rupture entre le mot d'ordre de Millerand maintes fois répété « il n'y a plus de droits ouvriers, il n'y a plus que la guerre », et la politique sociale originale de Thomas visant à contourner la mise en suspens pendant la guerre de la protection légale des travailleurs. Ainsi, William Oualid qui analyse la politique ouvrière de Thomas précise que « le côté ouvrier et social des fabrications de guerre lui est familier¹⁰⁷⁹ ». L'originalité de cette politique réside également dans le fait qu'elle se déploie dans le cadre du droit public qui permet d'aller plus loin que le droit du travail, d'essence privée, et dont elle s'inspire en fait.

De l'autre côté, une partie de l'historiographie considère que « Thomas est d'abord au service de l'intensification productive¹⁰⁸⁰ ». Une voie médiane avait été entamée par Florent Lazarovici, qui n'a malheureusement pas achevé sa thèse sur le ministère de l'Armement¹⁰⁸¹. Celui-ci considérait cette expérience gouvernementale comme étant avant tout technocratique. Éloigné de toute doctrine, le ministre qui était avant tout un pragmatique, avait su s'adapter aux exigences du temps, et ménager des intérêts divers et parfois antagoniques, ayant mené à la réussite de la politique industrielle de la France en guerre. Patrick Fridenson, qui signe la

¹⁰⁷⁶ CHANCEREL Pierre, *Les travaux publics sous le ministère de Marcel Sembat, 1914-1916*, op. cit.

¹⁰⁷⁷ KUISEL Richard, *Le capitalisme et l'État en France : modernisation et dirigisme au XX^e siècle*, op. cit.

¹⁰⁷⁸ À l'instar de OUALID William et PICQUENARD Charles, *Salaires et tarifs, conventions collectives et grèves*, op. cit.

¹⁰⁷⁹ *Ibid.*, p. 55.

¹⁰⁸⁰ Selon l'expression de FRIDENSON Patrick, « Albert Thomas et Louis Loucheur : organiser et rallier les producteurs », in FRIDENSON Patrick et GRISET Pascal (dir.), *L'industrie dans la Grande Guerre*, op. cit. C'est aussi le point de vue largement développé avec moins de finesse par François Bouloc qui réduit l'action de Thomas à une « exemplaire bienveillance » à l'égard des industriels et des intérêts capitalistes, limitant le rôle de l'État à être « aux petits soins pour le capitalisme ». BOULOC François, *Les profiteurs de guerre, 1914-1918*, Paris, Complexe, 2008, p. 160-180.

¹⁰⁸¹ La thèse, entamée sous la direction d'André Encrevé à l'Université Paris 12 s'intitulait « Albert Thomas, un socialiste dans la Grande Guerre ».

dernière synthèse en date sur la politique, même s'il conteste l'idée de « réformisme de guerre », semble toutefois privilégier cette dernière approche. Cela l'amène à souligner la continuité, plutôt que la rupture, des méthodes entre le ministre socialiste Thomas, et son successeur l'industriel Louis Loucheur, par ailleurs déjà en poste au sein de l'Armement du temps de Thomas.

Pour notre part, l'étude de la politique menée par Thomas nous pousse à poursuivre cette voie moyenne. Le socialiste a été à la tête d'un ministère appuyé sur deux piliers : la production et d'encadrement social. La politique sociale originale qu'il met en place s'explique par la nécessité de protéger une main-d'œuvre mise à lourde contribution par l'injonction à la productivité. Il existe un relatif consensus historiographique autour de l'idée de la réussite productive des services de l'Armement, dont les prémices sont posées par Millerand, les bases établies par Thomas, et les fruits récoltés par Loucheur. La France parvient globalement à combler son retard entre 1916 et 1917, et dispose d'un armement suffisant pour remporter les grandes offensives menées en 1918. Mais cette réussite, malgré les difficultés et l'impréparation initiale, ne peut se faire sans cette politique d'encadrement social, rendue nécessaire par la crise de main-d'œuvre quasi continue que connaît la France durant le conflit. Le ministère Thomas développe une expertise sociale quasi jamais égalée en France, à l'exception des études menées par l'Office du travail¹⁰⁸². Dans le même temps, le ministère est en dialogue constant avec les représentants ouvriers, en qui il voit des appuis à sa politique, et non des fauteurs de troubles. Nous l'avons déjà établi : Thomas n'est pas un doctrinaire ; il est à la confluence de différentes traditions de pensées qui font la singularité et l'originalité de son réformisme. Il est aussi un pragmatique ; il ne rompt pas véritablement avec le pacte de Bordeaux établi entre l'industrie privée et l'État en la personne de Millerand, ministre de la Guerre en septembre 1914. Il l'adapte et lui adjoint un versant social qu'il juge nécessaire à la réussite de sa politique. Le dialogue permanent avec les organisations syndicales relève également d'une conviction acquise avant-guerre ; celle de la nécessité d'associer la représentation de tous les intérêts en présence, et y compris ceux des travailleurs¹⁰⁸³. La grande série d'enquêtes ne vise pas simplement à évaluer la capacité productive des mains-d'œuvre mobilisées pendant la guerre. Elle cherche aussi à connaître les conditions de travail et de vie de la classe ouvrière qui est dans l'œil du ministère.

¹⁰⁸² VIGNA Xavier, *L'espoir et l'effroi*, *op. cit.* ; LESPINET-MORET Isabelle, *L'Office du travail, 1891-1914*, *op. cit.*

¹⁰⁸³ Sur les relations entre le ministère de l'Armement et les syndicats, voir HORNE John N., *Labour at War: France and Britain, 1914-1918*, *op. cit.*

« L'exubérance de l'État¹⁰⁸⁴ », très nette dans les services de l'Armement qui multiplie les commissions¹⁰⁸⁵, n'exclut pas une place laissée aux initiatives locales, et encore moins à l'initiative privée. Conformément à l'accord conclu entre Millerand et les industriels à Bordeaux, l'État s'appuie sur les industriels privés, pour pallier l'insuffisance des établissements de l'État. Thomas, bien sûr, poursuit cette voie, mais l'approfondit même, en instaurant un dialogue avec les industriels pour lancer certaines initiatives (Renault, Schneider...). Dans la perspective de notre travail thèse qui vise à positionner Thomas dans la nébuleuse réformatrice du social, qui perdure et évolue pendant la guerre, nous insisterons en particulier sur la politique de main-d'œuvre mise en place par les services de l'Armement, qui complète l'impératif productif.

A. Un ministère de production...

L'historiographie a largement mis en avant la réussite de la mobilisation industrielle de la France en guerre. Prolongeant les analyses de l'ouvrage pionnier dirigé par Patrick Fridenson sur « l'autre front » de la Grande Guerre, à savoir l'arrière, Rémy Porte, près de quarante ans plus tard, en fait même, de manière volontairement provocatrice, le « premier front de la grande guerre », dans une synthèse saluée. L'auteur souligne que l'œuvre menée par le ministère de l'Armement a été celle d'une rationalisation et d'une centralisation réussies de la production industrielle, ayant permis de rattraper le retard sur l'ennemi, et de moderniser l'outil militaire français. L'aboutissement de cette politique de rationalisation serait la constitution du ministère de l'Armement en 1916 « année charnière¹⁰⁸⁶ », qui mettrait un terme à la désorganisation initiale. Alex Bostrom nuance ce tournant de 1916, estimant que tout est déjà en place dès la constitution du sous-secrétariat d'État, le remaniement ministériel ne venant que formaliser des éléments déjà existants, thèse à laquelle nous souscrivons également. Tournant ou pas, la politique de Thomas prolonge dans tous les cas une « politique contractuelle¹⁰⁸⁷ » entre l'État et les industriels, souhaitée par Millerand dès sa réunion avec les industriels en septembre 1914, appuyée sur le respect et la stimulation de l'initiative privée. Cette politique s'appuie d'ailleurs

¹⁰⁸⁴ BOCK Fabienne, « L'exubérance de l'État en France de 1914 à 1918 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1984, vol. 3, n° 1, p. 41-52.

¹⁰⁸⁵ BOSTROM Alexander W., *The Establishment of the French War Machine in the First World War*, op. cit.

¹⁰⁸⁶ PORTE Rémy, « Mobilisation industrielle et guerre totale : 1916, année charnière », *Revue historique des armées*, 2006, n° 242, p. 26-35.

¹⁰⁸⁷ HENNEBICQUE Alain, « Albert Thomas et le régime des usines de guerre (1915-1917) », op. cit.

sur les contrats de marchés publics, instaurés par le décret Millerand du 10 août 1899, qui régleme les conditions d'exécution du travail tout en fixant des taux de salaires par profession¹⁰⁸⁸.

Thomas n'est pas en mesure de modifier le fond de cette politique. Son proche collaborateur François Simiand le dissuade par ailleurs de mettre en œuvre la politique de réquisitions et de taxations des établissements industriels privés que son ministre avait envisagé¹⁰⁸⁹, et à laquelle Millerand s'étaient également opposée¹⁰⁹⁰. Ce premier point montre que l'expérience du pouvoir incite à réviser les idéaux et doctrines forgés avant-guerre.

Thomas était en effet présent lors de la réunion convoquée par le ministre de l'Armement Alexandre Millerand, le 20 septembre 1914, à Bordeaux où sont présents notamment les industriels Louis Renault et Louis Loucheur. Comme le dit Hubert Bonin, cette réunion « sert de levier à ce mouvement vers l'économie organisée de guerre¹⁰⁹¹ », appuyée sur la mise à contribution des grandes industries privées. Si l'on suit encore l'historien de l'économie, Thomas et Loucheur à l'Armement donnent corps à cette politique qui monte donc en puissance au cours de l'année 1915 après la constitution du sous-secrétariat d'État. Ce dernier est composé initialement de trois bureaux et 17 sections et voit ses compétences élargies au fil de la guerre. Thomas, qui s'intéresse de près aux innovations scientifiques, permet la création de trois sections en charge de ces questions en avril 1916, prémices à la mise en place d'un sous-secrétariat d'État aux Inventions au sein du ministère de l'Armement en décembre 1916 confié au député radical-socialiste du Cher, Jules-Louis Breton¹⁰⁹². Après des études de chimie, Breton a été préparateur au collège de France et était par ailleurs militant socialiste. Mais en rupture de ban à la fin des années 1900, il était inscrit au groupe républicain-socialiste depuis 1910. Les deux hommes s'étaient même confrontés lors de congrès socialistes – c'est Thomas qui avait accusé Breton de faire le jeu du réformisme hors et contre le parti – ce qui avait mené à l'exclusion de Breton de la SFIO. Ils partageaient toutefois les affinités de cette nébuleuse réformatrice dans laquelle ils gravitent tous deux. Malgré quelques difficultés initiales de mise

¹⁰⁸⁸ VIET Vincent, « Le droit du travail s'en va-t-en guerre (1914-1918) », *Revue française des affaires sociales*, 2002, n° 1, p. 155-167.

¹⁰⁸⁹ *Ibid.*

¹⁰⁹⁰ BOSTROM Alexander W., *The Establishment of the French War Machine in the First World War*, *op. cit.*, p. 96.

¹⁰⁹¹ BONIN Hubert, « Bordeaux, capitale de la mobilisation industrielle (20 septembre 1914) », *op. cit.*, p. 81-98.

¹⁰⁹² GALVEZ-BEHAR Gabriel, « Le savant, l'inventeur et le politique le rôle du sous-secrétariat d'État aux inventions durant la Première Guerre mondiale », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2005, vol. 1, n° 85, p. 103-117. MOISSINAC Christine et ROUSSEL Yves, *Jules-Louis Breton (1878-1940)*, *op. cit.*

en place des services, les deux hommes, qui se tutoient, semblent travailler en bonne intelligence¹⁰⁹³.

Patrick Fridenson a montré que Thomas parvient à combiner et associer divers services et compétences : en juin 1915 est créée la direction du Matériel Chimique de guerre. En septembre est instaurée une commission des contrats chargée de contrôler l'attribution des marchés d'armement, confiée à Arthur Fontaine. En octobre 1915, il obtient le rattachement du bureau du Service automobile de l'état-major, dirigé par le général Mourret, lui-même assisté du normalien Henri Marais. En novembre, un comité départemental d'évaluation des ressources industrielles est établi pour évaluer de manière décentralisée le potentiel industriel et humain disponible. Le maître mot ici est l'optimisation de toutes les ressources au service de l'augmentation de la production. Cela signifie-t-il une subordination aux seuls intérêts capitalistes comme l'a dit par exemple François Bouloc ? Difficile de souscrire à cette conclusion simpliste. Comme l'ont montré Alexander Bostrom et Rémy Porte, le SSEAM puis le ministère de l'Armement était soumis aux injonctions contradictoires du Grand Quartier général demandeur de plus d'artillerie mais vigilant sur les renvois d'ouvriers à l'arrière, des industriels aux besoins croissants en main-d'œuvre et matières premières, mais aussi des parlementaires, réunis dans les scrupuleuses commissions du budget ou de l'Armée du Sénat. Cette dernière, dirigée par Clemenceau, traitait des armements, des effectifs, des affectations sur le front ou à l'usine, ainsi que du commandement. Sur les 125 auditions de membres du gouvernement réalisées entre décembre 1914 et novembre 1918, Thomas est auditionné 23 fois par la commission¹⁰⁹⁴, dont l'existence illustre la reprise du contrôle parlementaire sur l'action gouvernementale¹⁰⁹⁵ et la sensibilité de la question de la production d'armement et de la main-d'œuvre. Dès sa première audition devant cette commission le 5 juin 1915, à peine quelques jours après sa prise de fonction, Thomas est mis en difficulté par les sénateurs Henry Bérenger et Georges Clemenceau sur la question de la production de matériel militaire mais aussi sur celle des effectifs manquants. Il fixe néanmoins le cap qui guidera sa politique deux années durant :

« J'indique [...] d'accord en partie avec la commission, que j'estime que nous pouvons demander un effort plus intense à l'industrie privée. Mon idée, c'est que souvent elle n'a pas été suffisamment en confiance et que nous pouvons lui demander plus à condition d'avoir un

¹⁰⁹³ Voir la correspondance échangée entre les deux hommes pendant la guerre. AN 94 AP 31.

¹⁰⁹⁴ Voir les archives de la commission sénatoriale de l'armée numérisées dans le cadre de la mission historique du Centenaire, 96S.

¹⁰⁹⁵ Sur ce sujet voir BOCK Fabienne, *Un parlementarisme de guerre : 1914-1919*, Paris, Belin, 2002.

programme étendu et à condition, comme M. le ministre de la Guerre a l'intention de le faire, de lui donner un personnel encore plus considérable¹⁰⁹⁶ »

Néanmoins, Thomas veille à élargir cette politique de contrats passés avec l'industrie privée en intégrant tout le système productif français et notamment les petites et moyennes entreprises. Cette idée semble lui être soufflée par l'ingénieur civil Émile Hugoniot, intégré au sein du service industriel de Léon Eyrolles¹⁰⁹⁷. L'influence de cet ingénieur sur certaines initiatives fortes prises par Albert Thomas est symptomatique à la fois de la volonté de Thomas de faire de son ministère une sorte de cluster d'idées nouvelles, et du mode de recrutement de ses collaborateurs, fondé sur la confiance et l'importance des relations interpersonnelles appuyées sur des réseaux variés. Le Fonds Mario Roques de l'Institut de France conserve une préface jamais publiée écrite par Thomas d'un ouvrage que Léon Eyrolles, le chef du service industriel au sein du SSEAM, voulait consacrer à Hugoniot après sa mort en janvier 1928. C'est Léon Eyrolles qui présente Émile Hugoniot à Albert Thomas en mai 1915. Orphelin, sorti de l'école primaire à 14 ans, Hugoniot fut employé à la Maison Peugeot à Terre-Blanche, où il passa successivement de l'ajustage des machines au montage, et occupant son temps libre à fabriquer des moulins à eau, complétant son instruction dans des livres. Léon Eyrolles le décrit comme un « génie de l'action », un « ingénieur autodidacte », aux « grandes connaissances » et aux « facilités exceptionnelles¹⁰⁹⁸ », ce qui lui permit d'intégrer l'école spéciale de travaux publics dirigée par Eyrolles lui-même. À l'occasion d'échanges avec ce dernier, Thomas revient, avec une certaine dose d'autosatisfaction, sur l'esprit ayant présidé au recrutement des collaborateurs de son ministère :

« Soit dit en passant, ce fut la force de notre ministère pendant quelques deux ans et demi, que de s'être ainsi constamment renforcé et renouvelé par l'arrivée d'équipes nouvelles avec leur esprit propre, leurs qualités spéciales, toutes également prêtes à collaborer, malgré leur diversité de formation, avec une foi égale, à l'œuvre commune : officiers, techniciens de l'Artillerie et des Poudres à l'origine et à la base, Normaliens avec moi, Ingénieurs de l'École spéciale des Travaux Publics avec vous, leur chef, plus tard, ingénieurs des chemins de fer avec Claveille, hauts fonctionnaires avec Fontaine, Polytechniciens, hommes d'affaires avec Loucheur, etc. l'Armement a groupé ainsi un beau faisceau de forces françaises¹⁰⁹⁹ ».

¹⁰⁹⁶ Commission sénatoriale de l'armée, audition de MM.VIVIANI, MILLERAND (ministre de la Guerre) et THOMAS (sous-secrétaire d'État au ministère de la Guerre), sur l'artillerie lourde et la question du personnel, 69S 1.

¹⁰⁹⁷ FRIDENSON Patrick, « Albert Thomas et Louis Loucheur : organiser et rallier les producteurs », *op. cit.* et Souvenirs d'Aimée-Louise Morel née Rommel, *op. cit.*, p. 3.

¹⁰⁹⁸ Bibliothèque de l'Institut de France, fonds Mario Roques, MS7737-14.

¹⁰⁹⁹ *Ibid.* Lettre d'Albert Thomas à Léon Eyrolles du 25 septembre 1929.

Thomas détaille lui aussi ce qui l'a séduit chez Hugoniot en qui il fit par ailleurs pleine confiance pour le développement de l'arsenal de Roanne, tentative avortée et largement décriée de création d'un immense arsenal d'État, sur lequel nous reviendrons. Outre sa capacité à « inventorier, répartir, éduquer, stimuler organiser toutes les capacités industrielles du pays, même les plus modestes », Thomas dit qu'il n'avait jamais vu « homme plus baigné dans les idées nouvelles : production en série, production de masse, abaissement des prix de revient par développement du machinisme et organisation du travail dans l'usine, de rationalisation ». Il faut ici préciser qu'Hugoniot avait passé un an aux États-Unis, où il avait pu observer les méthodes de production des usines Ford. L'influence de cet homme – même si elle n'est pas la seule – se lit dans la politique ouvrière mise en œuvre par Thomas, qui déploya un large encadrement social au profit de l'augmentation de la productivité des usines françaises et encouragea le recours aux méthodes de rationalisation du travail. Par ailleurs, cet intérêt du socialiste français pour ces méthodes modernes de rationalisation de la production venues d'outre-Atlantique ne fera que se confirmer par la suite, le BIT en devenant progressivement l'un des principaux centres d'observation¹¹⁰⁰.

B. Un ministère d'encadrement social

La mobilisation de la main-d'œuvre se révèle particulièrement délicate, car la France doit faire face à une crise du chômage, qui se mue rapidement en pénurie de main-d'œuvre à partir de 1915, sans parler des mouvements sociaux qui touchent progressivement – mais pas exclusivement – les usines de guerre. Dès juin 1915, Thomas introduit au sein du SSEAM une pièce maîtresse de la politique menée par les services de l'Armement pour fournir aux industriels la main-d'œuvre qui manquait cruellement, le Service Ouvrier. L'instauration de ce service, dépossède provisoirement le ministère du Travail d'une partie de ses compétences. William Oualid et Charles Picquenard désignent dès lors le SSE comme un « ministère du travail au petit pied¹¹⁰¹ », en charge de l'épineuse question de la main-d'œuvre en guerre¹¹⁰²,

¹¹⁰⁰ CAYET Thomas, *Rationaliser le travail, organiser la production : le Bureau international du Travail et la modernisation économique durant l'entre-deux-guerres*, op. cit.

¹¹⁰¹ OUALID William et PICQUENARD Charles, *Salaires et tarifs, conventions collectives et grèves*, op. cit., p. 82.

¹¹⁰² Pour une synthèse récente sur cette question voir MACHU Laure, LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *Mains-d'œuvre en guerre*, op. cit.

et « ayant tout à la fois une fonction technique de premier ordre et une mission sociale de tutelle de la main-d'œuvre employée aux fabrications de guerre¹¹⁰³ ».

Thomas confie la direction du Service Ouvrier à son chef de cabinet Édouard Sévin, c'est-à-dire sous son contrôle direct. Max Lazard, spécialiste des questions de chômage et secrétaire général de l'Association internationale de lutte contre le chômage, fait partie également de ce service, dont la tâche est ardue : il s'agit de fournir aux industriels le maximum de main-d'œuvre, sans priver l'armée des effectifs nécessaires sur le front. La réalisation de ces objectifs est donc conditionnée au dialogue et à la coopération entre le SSEAM, le Grand Quartier général et les industries privées¹¹⁰⁴, mais aussi à la répartition cohérente des compétences de chaque service dans le recrutement de la main-d'œuvre¹¹⁰⁵. Au sein de ce millefeuille administratif, le ministère de l'Armement joue d'emblée un rôle primordial jusqu'à l'automne 1917 : le décret du 31 décembre 1916 fixant ses attributions stipule en effet qu'il est chargé « d'assurer le recrutement, la répartition et le contrôle de toute la main-d'œuvre nécessaire aux fabrications de guerre¹¹⁰⁶ ». Cependant, les services de l'Armement ne sont pas les seuls à s'occuper de ces questions, tant les catégories de main-d'œuvre sont variées. Ils doivent travailler de concours avec le ministère des colonies, celui du Travail et le ministère de l'Intérieur qui ont instauré dès le début de la guerre des services de placement chargés de recenser et d'affecter les populations civiles, notamment les chômeurs et les mutilés de guerre, dans les usines travaillant pour la Défense nationale. Pour permettre une plus grande fluidité dans la communication entre les services, est créée en septembre 1915, sur demande d'Albert Thomas, une Commission interministérielle de la main-d'œuvre, présidée initialement par Arthur Fontaine, toujours directeur du travail et de l'Office du travail pendant la guerre¹¹⁰⁷. Elle permet une centralisation plus grande des questions de main-d'œuvre, qui aboutit à confier toute la charge du recrutement aux services du ministère du Travail et de la prévoyance sociale en octobre 1917, réduisant ainsi considérablement le rôle du ministère de l'Armement, confié

¹¹⁰³ *Ibid.*

¹¹⁰⁴ AN 94 AP 133. Dossier « Relations avec les industriels ».

¹¹⁰⁵ Sur la question des conflits de compétences entre les services, Voir PORTE Rémy, *La mobilisation industrielle, « premier front » de la Grande Guerre ?*, op. cit., p. 233 et suivantes.

¹¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 234.

¹¹⁰⁷ Voir sur ce point VIET Vincent, « La politique de la main-d'œuvre : un domaine d'action typique du ministère du Travail et de la prévoyance sociale (1914-1950) ? », in CHATRIOT Alain, JOIN-LAMBERT Odile et VIET Vincent (dir.), *Les politiques du Travail (1906-2006), acteurs, institutions, réseaux*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, p. 181-202.

depuis septembre 1917 à l'industriel Louis Loucheur en remplacement d'Albert Thomas¹¹⁰⁸. Ce transfert de compétences s'explique parce que le ministère du Travail et de la Prévoyance sociale était considéré comme un répartiteur neutre et impartial, n'étant pas lui-même utilisateur de main-d'œuvre. Du temps du ministère de l'Armement, c'est le Service Ouvrier qui incarne, à l'image de son directeur Édouard Sévin, « la cheville ouvrière¹¹⁰⁹ » de la politique de gestion de la main-d'œuvre qui supervise les établissements publics et privés. Thomas suit de près les demandes formulées par les industriels et se tient informé personnellement chaque jour du nombre d'hommes demandés¹¹¹⁰. La question est très sensible dans l'opinion publique, prise dans une véritable « embuscomanie¹¹¹¹ », à l'origine des lois Dalbiez du 17 août 1915 et Mourier du 10 août 1917 qui renforcent le pouvoir de contrôle du SSE puis du ministère sur les soldats renvoyés dans les usines. La philosophie de ces lois reprend en partie les préconisations de Thomas qui veut privilégier le retour à l'usine des ouvriers spécialistes, seule garantie à ses yeux pour permettre le rendement maximal de la main-d'œuvre. À l'idéal égalitaire de l'impôt du sang qui sature le débat public¹¹¹², se substitue donc un principe réaliste et pragmatique de spécialité selon l'adage « the right man in the right place¹¹¹³ » que le ministre et historien de Babeuf reprend à son compte. Au sein du Service Ouvrier, puis du service de la main-d'œuvre, c'est le sous-lieutenant d'artillerie Louis Héliès qui est chargé des demandes nominatives et en avril 1916 d'enquêtes dans les usines notamment de la région parisienne, pour la recherche d'ouvriers spécialistes¹¹¹⁴. Ce militant socialiste et coopérateur, membre de la célèbre Bellevilloise, avait été aux côtés de Thomas en 1912 lors de la réalisation de l'unité du mouvement coopératif français. Son recrutement illustre la présence à l'Armement d'un double réseau qui s'entrecroise, socialiste et coopérateur, et que le ministre-militant met à profit dans le dialogue délicat avec les milieux ouvriers dans le cadre du recrutement de la main-d'œuvre. L'enquête de Louis Héliès dans les usines de la région parisienne est par ailleurs concomitante

¹¹⁰⁸ Sur la politique ouvrière menée par le Service Ouvrier voir LAZAROVICI Florent, « L'organisation du ministère de l'Armement sous Albert Thomas : une expérience socialiste ou technocratique ? » in DUCOULOMBIER Romain (dir.), *Les socialistes dans l'Europe en guerre. Réseaux, parcours, expérience, 1914-1918, op. cit.*, p. 55-71. Nous nous permettons aussi de renvoyer à BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, « Gérer la main-d'œuvre en guerre, Albert Thomas et la politique ouvrière du ministère de l'Armement et des fabrications de guerre », in MACHU Laure, LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *Mains-d'œuvre en guerre, op. cit.*, p. 78-93.

¹¹⁰⁹ AN 94 AP 24, Évaluation manuscrite d'Édouard Sévin par Albert Thomas.

¹¹¹⁰ BOSTROM Alexander W., *The Establishment of the French War Machine in the First World War, op. cit.*, p. 152.

¹¹¹¹ RIDEL Charles, *Les embusqués, op. cit.*

¹¹¹² HORNE John N., « "L'impôt du sang" : Republican Rhetoric and Industrial Warfare in France, 1914-18 », *Social History*, 1989, vol. 14, n° 2, p. 201-223.

¹¹¹³ RIDEL Charles, *Les embusqués, op. cit.*, p. 122 et suivantes.

¹¹¹⁴ AN 94 AP 26. Relevé des notes de M. Héliès (Louis), sous-lieutenant d'Artillerie armée territoriale, chargé du service de la main-d'œuvre (demandes numériques).

du développement de l'action des services de l'Armement en faveur de la coopération pour l'alimentation des ouvriers des usines de guerre, dont la région parisienne est un laboratoire, ce qui laisse suggérer qu'il y joua probablement un rôle¹¹¹⁵.

Néanmoins, la meilleure allocation de la main-d'œuvre militaire selon ce principe de spécialité ne suffit pas toujours, sur la durée, à fournir la main-d'œuvre nécessaire aux industriels, souvent prompts à imputer les retards de livraison à l'absence d'allocation de nouveaux hommes dans leurs usines. De ce point de vue, la tâche de Thomas puis de Loucheur rencontre bien des difficultés, et le ministre socialiste se plaint de manière récurrente des injonctions contradictoires des industriels et de l'Armée, notamment lors des réunions du comité de guerre¹¹¹⁶. Du fait de ces tensions, l'objectif initial du ministère de la Guerre qui souhaitait que la main-d'œuvre mobilisée représente 80 % de la main-d'œuvre industrielle dans les usines d'armement et de munitions ne sera jamais atteint. Pour pallier ce manque endémique de main-d'œuvre, les services prônent deux solutions : d'une part la diversification des sources et catégories de main-d'œuvre et, d'autre part, la modernisation et la rationalisation des techniques de production par les industriels, véhiculée notamment par le *Bulletin des usines de Guerre*. Dans le même temps, l'intensification des exigences productives, susceptibles de mécontenter les ouvriers et ouvrières, épuisées par la prolongation du conflit, impose aux services de Thomas la mise en place de nouveaux outils d'arbitrage effectifs à partir de 1917. Ces mesures révèlent elles aussi la nécessité d'un encadrement social pour maintenir les hautes exigences productives, en faisant appel à la fibre patriotique des ouvriers.

C. La diversification des catégories de main-d'œuvre

1. Le cas épineux de la main-d'œuvre militaire

Les services de Thomas ont dû faire face à une situation de cruel manque de main-d'œuvre héritée des premiers mois de la guerre, quand sévissait une véritable « crise du chômage¹¹¹⁷ ». Dans le même temps, les prévisions de main-d'œuvre établies avant-guerre se sont avérées trop modestes pour fournir aux combattants le matériel et les munitions nécessaires. Les textes

¹¹¹⁵ Cf. *infra*.

¹¹¹⁶ BOSTROM Alexander W., *The Establishment of the French War Machine in the First World War*, op. cit., p. 288.

¹¹¹⁷ DESMAREST Jacques, *La politique de la main-d'œuvre en France*, Paris, Presses universitaires de France, 1946, p. 30-31.

avaient en effet prévu l'emploi de 50 000 ouvriers pour les fabrications de guerre à l'issue de la mobilisation¹¹¹⁸. Au moment où le conflit s'enlise dans une guerre de position dévoreuse d'armement, l'attention des pouvoirs publics se focalise alors davantage sur la nécessité de remplir les usines de guerre que sur l'enrôlement d'hommes au front. Le Service Ouvrier en charge de cette délicate question prend donc, dès l'été 1915, des mesures pour compenser cette pénurie. Il organise le 17 août 1915 le rappel dans les usines des ouvriers spécialistes jusqu'alors mobilisés au front : ce sont ainsi de 300 000 à 500 000 hommes qui peuvent être acheminés et employés dans les usines¹¹¹⁹. L'affluence du nombre des demandes et les abus potentiels du fait de la grande latitude laissée aux industriels par le système, sur fond de chasse aux embusqués, oblige le Service Ouvrier à encadrer davantage le système pour en limiter l'arbitraire, en le remplaçant peu à peu par un système de demandes numériques, afin de répartir la main-d'œuvre à bon escient et au plus juste. La création de trois gros dépôts supplémentaires de métallurgistes, sur le modèle du tout premier créé en 1914 pour la région parisienne, a permis également de rationaliser le système. Installés au siège de chaque inspection des Forges, à Nantes, Lyon et Toulouse, ils deviennent pendant le conflit de « véritables centres répartiteurs de la main-d'œuvre militaire¹¹²⁰ ». Ce système pyramidal permet au SSEAM de contrôler la main-d'œuvre renvoyée à l'arrière, et au Service Ouvrier de devenir par voie de conséquence l'interlocuteur incontournable entre les industriels et le GQG. Cela provient d'une volonté explicite des services de Thomas de faire en sorte que le dialogue entre les industriels et l'armée ne se fasse pas directement mais soit placé sous la tutelle du Service Ouvrier qu'il surveille tout particulièrement¹¹²¹. La mise en place de ces services permet, à la fin de l'année 1917, de doter les établissements travaillant pour la Défense nationale d'effectifs de 413 000 militaires. La loi Dalbiez du 17 août 1915, qui s'inspire largement des circulaires du Service Ouvrier, confirme donc le contrôle du SSEAM sur la main-d'œuvre militaire. Cette loi instaure également des commissions paritaires, composées de patrons et d'ouvriers, présidées par un délégué du ministre de la Marine ou de la Guerre afin de statuer sur les cas litigieux de rappel en usines. Ce système tripartite reprend les préceptes chers à Thomas et ses hommes.

¹¹¹⁸ PORTE Rémy, *La mobilisation industrielle : premier front de la grande guerre ?*, *op. cit.*, p. 227-228.

¹¹¹⁹ DESMAREST Jacques, *La politique de la main-d'œuvre en France*, *op. cit.*, p. 37.

¹¹²⁰ OUALID William et PICQUENARD Charles, *Salaires et tarifs, conventions collectives et grèves*, *op. cit.*, p. 60.

¹¹²¹ Dès le mois de juin 1915, des télégrammes informent les différents commandements de l'armée que toutes les demandes nominatives doivent passer impérativement par le Service Ouvrier. AN 94 AP 119, cité in LAZAROVICI Florent, « L'organisation du ministère de l'Armement sous Albert Thomas : une expérience socialiste ou technocratique ? », *op. cit.*, p. 61.

Le SSEAM complète ce statut en faisant bénéficier aux mobilisés d'usines de la législation ouvrière applicable aux ouvriers civils, en vertu d'une circulaire du 15 octobre 1915. Ils bénéficient de ce fait des lois des 9 avril 1898 et 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières, comme les ouvriers civils. Ce système leur conférait ainsi un « étonnant statut pivot¹¹²² » en vertu duquel ils bénéficiaient de la législation ouvrière en vigueur dans l'usine, mais restaient militaires, soumis aux obligations et à la justice militaire, hors de l'usine. La loi « réglait, d'une façon définitive, la situation légale des ouvriers et sanctionnait cette création un peu inattendue, issue des circonstances, qui fait du mobilisé travaillant dans une usine de guerre, un militaire au dehors, un civil à l'atelier¹¹²³ ». L'adoption de ce statut – qui voisinait avec d'autres statuts très hétérogènes - fut une innovation majeure de cette guerre, et fut en quelque sorte une première victoire pour Thomas, qui contourne ainsi la suspension de la protection légale des travailleurs, et fait ainsi de « l'autre front », le premier de la Grande Guerre :

« Ce ne sera pas une des moindres étonnantes innovations de cette guerre qui a bouleversé tant de principes et d'opinion anciennes, que cette organisation militariste de la production à laquelle il dut se résoudre, que cette répartition générale des forces entre l'usine et la tranchée. Il fallut, en effet, contrairement à toutes les idées admises et malgré l'opinion hostile, poser ce principe que le soldat est aussi bien à sa place au front qu'à l'usine, qu'à côté de l'armée qui combat, il faut une armée qui produit et que l'une et l'autre travaillent également pour la victoire ».

Thomas se retrouve ainsi à la tête d'une véritable « armée du travail¹¹²⁴ », de statut hétérogène, encadrée par le service du Contrôle de la main-d'œuvre militaire, qui intègre partiellement le service de l'Inspection du Travail déjà existant¹¹²⁵. À ce titre, la Grande Guerre est pour le ministre socialiste un véritable laboratoire d'expérimentation de nouvelles formes d'encadrement social d'une main-d'œuvre nombreuse, et fortement catégorisée. À la fin de la guerre, un équilibre est quasiment atteint entre les trois principales masses de mains-d'œuvre travaillant pour l'économie de guerre : les effectifs sont ainsi de 425 000 pour la main-d'œuvre civile masculine, 496 000 pour la main-d'œuvre mobilisée et 423 000 pour la main-d'œuvre féminine. Il faut y ajouter 133 000 enfants de moins de 18 ans, 13 000 mutilés de guerre, 108 000 étrangers, 61 000 coloniaux et 40 000 prisonniers de guerre¹¹²⁶.

¹¹²² VIET Vincent, « Le droit du travail s'en va-t-en guerre (1914-1918) », *op. cit.*

¹¹²³ AN 94 AP 123. Historique du service ouvrier.

¹¹²⁴ *Ibid.*

¹¹²⁵ GUYOT Dominique, « Le rôle de Charles Picquenard au ministère du Travail », *op. cit.*

¹¹²⁶ MACHU Laure, LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent, « Les mains-d'œuvre en guerre ou l'histoire d'une catégorisation administrative », in MACHU Laure, LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *Mains-d'œuvre en guerre*, *op. cit.*, p. 32.

L'encadrement mis en œuvre par les services de l'Armement oscille entre protection et contrôle étroit pour répondre aux injonctions récurrentes à la productivité. Le recrutement et l'encadrement paternaliste d'une main-d'œuvre féminine nombreuse est aussi le résultat de cette politique volontariste des services d'Albert Thomas.

2. La main-d'œuvre féminine dans l'œil du ministère Thomas

Pour faire face aux besoins croissants en main-d'œuvre, le recours à une main-d'œuvre féminine dans les usines de guerre a été privilégié en France, mais aussi dans tous les pays européens. La question du travail des femmes au service de la mobilisation industrielle dans les pays belligérants a été largement couverte par l'historiographie depuis les années 1960¹¹²⁷. Dans la perspective qui nous intéresse, nous porterons notre regard uniquement sur le rôle du ministère de l'Armement dans la définition des statuts des femmes employées aux usines, afin d'en comprendre leur spécificité au regard d'une problématique plus générale de la politique ouvrière mise en place par les services d'Albert Thomas.

Dans la lignée de l'appel aux femmes de René Viviani le 2 août 1914, ces derniers encouragent le recours à une main-d'œuvre féminine plus importante dans les usines de guerre. Comme souvent, l'idée est de diffuser aux industries privées des éléments existants déjà dans les établissements de l'État. Ceux-ci embauchaient déjà avant la guerre 4800 femmes. Les cahiers de mobilisation avaient prévu l'engagement de 8400 femmes supplémentaires pour combler les vides occasionnés par les départs aux armées. Dès 1917, ce sont en réalité plus de 400 000 femmes qui sont employées dans les usines de guerre, privées ou publiques, soit presque autant que les mobilisés d'usines. Toute la politique de l'Armement consiste dans la création de services spécifiques pour cette main-d'œuvre qui se voit dotée d'une surveillance et d'un encadrement spécifiques, liés à la volonté de protéger la natalité encore plus affaiblie par le conflit. Plusieurs services spécifiques peuvent être ici mentionnés : dès mai 1915, le SSEAM crée un service d'embauchage spécial pour les femmes. Le Service Ouvrier, appuyé par les contrôleurs de la main-d'œuvre, cherche à convaincre les industriels d'employer pour des tâches de plus en plus nombreuses, et traditionnellement réputées « masculines ». Sous l'impulsion de l'État, les réticences des industriels, mais parfois aussi des syndicats composés

¹¹²⁷ Pour une synthèse historiographique sur cette question voir ZANCARINI-FOURNEL Michelle « Les mains-d'œuvre en France au prisme de l'histoire des femmes et du genre », *in ibid.*, p. 167-174. Sur le travail des femmes pendant la guerre voir également MORIN-ROTUREAU Évelyne (dir.), *Combats de femmes 1914-1918. Les femmes, pilier de l'effort de guerre*, Paris, Autrement, 2004.

majoritairement d'hommes, sont progressivement levées. Le ministre socialiste est particulièrement sensible à la généralisation de l'emploi de cette main-d'œuvre féminine, qu'il considère même comme une solution très heureuse pour l'après-guerre visant à compenser la nécessaire réduction de la main-d'œuvre masculine. Le Service Ouvrier envoie régulièrement des missions d'enquêtes dans les usines et réunit des commissions consultatives pour évaluer les conditions de travail (hygiène, salaires, ravitaillement) des ouvrières¹¹²⁸.

En avril 1916 est instauré le Comité le plus important pour ces questions, à savoir le Comité du Travail féminin. Chargé en priorité des questions de salaires des femmes dans les usines, il est confié au sénateur radical Paul Strauss, directeur de la *Revue philanthropique*, figure de la « nébuleuse réformatrice »¹¹²⁹. Il est chargé d'émettre des rapports et de donner des avis sur tous les sujets relatifs à l'emploi de la main-d'œuvre féminine : les salaires, la prévention des accidents du travail, le placement des ouvrières ou encore les principes de l'utilisation de la main-d'œuvre féminine dans les usines de guerre¹¹³⁰. Marie-Claude Albert, qui a étudié dans le détail ce comité, montre qu'il a joué *in fine* un rôle plus que consultatif, intervenant en amont des circulaires ministérielles, et basant ses préconisations sur de nombreuses enquêtes¹¹³¹. C'est également la conclusion à laquelle aboutit Jeanne Bouet-Willaumez qui a consacré un mémoire de M2 à ce comité¹¹³².

Leurs études respectives confirment également l'intense circulation de documentation entre les services français et ceux du contrôle britannique du Home Office. Outre la liaison spéciale établie par Paul Mantoux entre Thomas et Lloyd George, le ministère français envoie des enquêteuses en Grande-Bretagne et reçoit de la documentation anglaise¹¹³³. Jeanne Bouet-Willaumez qui étudie également le peu connu Comité central du Travail féminin britannique créé dès août 1914 par le ministre de l'Intérieur britannique Herbert Samuel, montre la circulation entre les deux rives de la Manche d'une expertise relative à la main-d'œuvre féminine. Si le comité anglais est antérieur à son homologue français, présidé par Paul Strauss, l'étendue de son champ d'action semble moins importante, celui-ci se réduisant à la seule question du chômage. Par ailleurs, Thomas s'appuie sur les travaux et préconisations du comité

¹¹²⁸ AN 94 AP 133. « Services de M.Goineau ».

¹¹²⁹ Sur le parcours de Paul Strauss comme réformateur social voir ROLLET Catherine et DE LUCA BARBUSSE Virginie, *Dans l'ombre de la réforme sociale, 1852-1942, op. cit.*

¹¹³⁰ AN 94 AP 135. Dossier « Main-d'œuvre féminine », diverses notes et rapports de 1916 et 1917.

¹¹³¹ ALBERT Marie-Claude, « La mise en place du contrôle de la main-d'œuvre féminine dans les usines d'armement en France », in MACHU Laure, LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *Mains-d'œuvre en guerre, op. cit.*, p. 175-184.

¹¹³² BOUET-WILLAUMEZ Jeanne, *Le Comité du Travail féminin*, mémoire de Master 2 de l'Université Paris 1, sous la direction d'Isabelle Lespinet-Moret, 2020.

¹¹³³ *Ibid.*

pour mener sa politique qui va dans le sens de la constitution d'un personnel féminin, disposant de garanties et de protection jugées nécessaires dans son travail, et de salaires décents¹¹³⁴. Cette politique mène à la mise en place d'un salaire minimum féminin dans l'industrie d'armement, effectif en janvier 1917. Si les salaires des femmes restent inférieurs à ceux des hommes, ce qui fit dire à Laura Lee Downs¹¹³⁵, contestée cependant par Michelle Zancarini-Fournel¹¹³⁶, qu'il existait une ségrégation d'État entre les hommes et les femmes, les écarts sont cependant limités à une fourchette comprise entre 15 et 25 %. Marie-Claude Albert note cependant les réticences patronales à l'application de ces salaires minimum, ce qui s'inscrit dans une difficulté plus globale qui touche toutes les initiatives prise par les services de Thomas, à savoir la difficulté de concilier les méthodes de concertation, sous la tutelle de l'État, et les exigences productives liés à l'urgence de la situation de guerre. Au final, pour Marie-Claude Albert, l'existence du Comité du travail féminin « a plutôt servi la cause des femmes ». Cette protection spécifique de la main-d'œuvre féminine relève néanmoins d'une forme de paternalisme, dans la lignée des politiques natalistes et familialistes de l'État français mais aussi des premiers fondements de la protection légale des travailleurs, qui prennent une acuité nouvelle pendant la guerre du fait de l'importance des pertes humaines durant le conflit. Encore une fois, l'exigence de productivité a pu freiner certaines initiatives relativement progressistes poussées par le ministre socialiste, comme l'instauration de la semaine anglaise pour les femmes travaillant dans les industries d'Armement, finalement abandonnée.

Le ministère de l'Armement fait grand cas de ces initiatives progressistes, qui visent à soigner l'image « socialiste » d'Albert Thomas, qui s'adresse encore aux « camarades » dans les discours qu'il prononce lors de ses tournées dans les usines. C'est tout le rôle assigné au *Bulletin des usines de guerre*, outil de propagande des innovations et expérimentations nouvelles prônées par le ministère, et destinées aux industriels, incités à les mettre en œuvre dans leurs usines. Il est géré notamment par l'ancien inspecteur du travail et écrivain réformateur Pierre Hamp, Arthur Fontaine, et le journaliste du *Progrès de Lyon*, Charles

¹¹³⁴ Différents numéros du *Bulletin des usines de guerre* rendent compte de ces réalisations : voir par exemple « L'enfant de l'ouvrière d'usine », *Le Bulletin des usines de guerre*, 1^{er} janvier 1917. « Le Travail des femmes », *Le Bulletin des usines de guerre*, 5 mai 1916. « Le Travail féminin dans les fabriques de munitions », *Le Bulletin des usines de guerre*, 25 décembre 1916, « Mesures pour les femmes enceintes », *Le Bulletin des usines de guerre*, 8 décembre 1916, « Vœux du Comité sur l'installation des crèches », *Le Bulletin des usines de guerre*, 8 décembre 1916.

¹¹³⁵ DOWNS Laura Lee, *L'inégalité à la chaîne : la division sexuée du travail dans l'industrie métallurgique en France et en Angleterre, 1914-1939*, Paris, Albin Michel, 2001.

¹¹³⁶ ZANCARINI-FOURNEL Michelle « Les mains-d'œuvre en France au prisme de l'histoire des femmes et du genre », in MACHU Laure, LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *Mains-d'œuvre en guerre, op. cit.*, p. 167-174.

Dulot¹¹³⁷. Les rapports du Comité du travail féminin y sont régulièrement publiés, vantant notamment les équipements spécifiques préconisés pour les établissements employant des femmes, comme des crèches ou des chambres d'allaitement¹¹³⁸. Le ministère publie également de nombreuses brochures sur ce sujet¹¹³⁹, et vante les réalisations modèles comme la pouponnière des usines Citroën, du quai de Javel à Paris. Mais, pour Michelle Zancarini-Fournel, « c'est l'arbre qui cache la forêt » ; dans les usines du bassin stéphanois qu'elle a étudiées, ces réalisations sociales arrivent tardivement. Là encore, ce sont les établissements d'État, comme la Manufacture de Saint-Étienne, qui jouent le rôle de pilote, mais dans les usines privées alentours, les réalisations se font attendre. Dans ce domaine, comme dans d'autres, les services de Thomas restent contraints par la nature contractuelle de la relation établie avec les industries privées, et doivent donc compter sur la bonne volonté des industriels. Toutefois, ils ne se contentent pas de jouer un rôle incitatif en amont. Ils jouent également un rôle de contrôle en aval, *via* « l'inspection du bien-être¹¹⁴⁰ », spécifique au contrôle des conditions de travail des femmes.

À l'échelle de la carrière politique de Thomas, il est certain que la Grande Guerre fait office de révélateur. Comme chez de nombreux socialistes (de sexe masculin), la défense des droits des femmes n'était pas un sujet prioritaire. Tout au plus Thomas s'était-il montré favorable avant-guerre à l'élargissement du suffrage pour les femmes ; de même s'était-il familiarisé avant-guerre avec la problématique spécifique du travail à domicile, qui concernait majoritairement les femmes, notamment dans l'industrie textile. Mais il n'en avait pas fait des sujets privilégiés de ses interventions publiques. La Grande Guerre contribue à le mettre en contact avec les réseaux de la réforme sociale sensibles à ces questions, que l'on retrouve au sein du Comité consultatif du travail féminin. Ses services poussent notamment à la mise en place de l'école des surintendantes d'usines en 1917 dirigée par la philosophe féministe Cécile Brunschvicg avec qui le directeur du BIT sera encore en contact dans les années 1920.

Thomas bien sûr épouse une tendance du temps. Tous les belligérants ont recours à une main-d'œuvre féminine plus nombreuse et le président du conseil Viviani avait lancé son

¹¹³⁷ Sur la création et le rôle du *Bulletin des usines de Guerre*, nous nous permettons de renvoyer à BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 89-92. Certains numéros sont librement consultables sur Gallica. Une partie importante de la collection est conservée en AN 94 AP 273 et AN 94 AP 274 et à la Contemporaine à Nanterre.

¹¹³⁸ Par exemple « L'enfant de l'ouvrière d'usine », *Bulletin des usines de guerre*, 1^{er} janvier 1917, p. 285-287.

¹¹³⁹ ALBERT Marie-Claude, « La mise en place du contrôle de la main-d'œuvre féminine dans les usines d'armement en France », in MACHU Laure, LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *Mains-d'œuvre en guerre, art. cit.*

¹¹⁴⁰ Sur ce point voir AN 94 AP 122. Dossier « Diverses notes sur le bien-être ouvrier » et BOUET-WILLAUMEZ Jeanne, *Le Comité du Travail féminin, op. cit.*

« appel aux femmes » dès le début de la guerre. Thomas tente néanmoins d'adjoindre un versant social à l'injonction productiviste, et cherche à imposer aux industriels – avec plus ou moins de succès – des bonnes pratiques visant à protéger la main-d'œuvre féminine et, à travers elle, la natalité française. Il s'inscrit bien sûr dans cette tendance – partagée par les féministes françaises dites modérées – visant à établir une législation du travail spécifique pour les femmes et entérinée par la protection légale des travailleurs depuis 1892. Devenu directeur du BIT, Thomas restera d'ailleurs attachée à cette vision, qu'il exprimera en soutenant une législation internationale protectrice du travail des femmes (en limitant le nombre d'heures, interdisant le travail de nuit des femmes), et s'opposant aux féministes de l'Open Door international qui refusent un traitement spécifique au nom de l'égalité totale des sexes¹¹⁴¹.

3. Vers une catégorisation accrue des mains-d'œuvre : l'exemple des étrangers et des coloniaux

Plus généralement, la politique ouvrière des services de l'Armement doit s'accommoder d'une forte hétérogénéité des statuts qui d'ailleurs pu constituer un frein à la politique sociale du ministre. Cette catégorisation est particulièrement forte pour les ouvriers immigrés et coloniaux, auxquels la France a recours de manière croissante tout au long du conflit. Là encore, l'objet n'est pas ici de dresser un tableau exhaustif de la politique de recrutement, de placement et des conditions de travail de ces ouvriers coloniaux et étrangers. Ces questions ont fait l'objet de nombreuses études¹¹⁴², qui ont de plus montré l'enchevêtrement administratif dans lequel elles s'inséraient, entre les ministères de l'Armement, des Colonies, de l'Agriculture, des Affaires Étrangères ou encore de l'Intérieur. Une caractéristique forte de la politique menée par Thomas est celle de faire rentrer tout ce qui relève de la main-d'œuvre dans la sphère de compétence de ses services, avec ce pari que la centralisation permettra une meilleure allocation des ressources en main-d'œuvre. Ainsi, le ministère de l'Armement de 1916 comprend un

¹¹⁴¹ THEBAUD Françoise, *Une traversée du siècle : op. cit.*, p. 156-160. Sur ce sujet, voir également NATCHKOVA Nora et SCHOENI Céline, « The ILO, Feminists and Expert Networks : The Challenges of a Protective Policy (1919-1934), in DROUX Joëlle et KOTT Sandrine (dir.), *Globalizing Social Rights. The International Labour Organization and Beyond, op. cit.*, p. 49-64. BORIS Eileen, HOEHTKER Dorothea et ZIMMERMAN Susan (dir.), *Women's ILO: Transnational Networks, Global Labour Standards, and Gender Equity, 1919 to Present*, Genève/Leiden, Bureau international du Travail/Brill, 2018.

¹¹⁴² Voir les contributions de Caroline Douki, Stéphane KRONENBERGER, Mireille LE VAN HO et Yu-Sion LIVE in MACHU Laure, LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *Mains-d'œuvre en guerre, op. cit.* Voir également les travaux de Laurent Dornel sur les travailleurs immigrés et coloniaux durant la Grande Guerre, notamment DORNEL Laurent, *Les Étrangers dans la Grande Guerre*, Paris, La Documentation française-Musée de l'Histoire de l'Immigration, 2014.

Service de la Main-d'œuvre étrangère (SMOE) dirigé par l'économiste Bertrand Nogaro. Les deux hommes cherchent à dialoguer directement avec le Commissariat Général à l'immigration italien pour gérer le recrutement d'ouvriers italiens pour les usines de guerre française et Thomas se rend lui-même directement en Italie où il rencontre les leaders syndicaux et cherche à évaluer directement les bassins de recrutement jugés les plus pertinents et compatibles avec les besoins français¹¹⁴³. Il endosse en cela les pratiques dissymétriques caractéristiques des services français en matière d'immigration selon lesquelles un pays d'immigration dominant traite avec des pays d'émigration dépendants. Caroline Douki a également montré que ces relations franco-italiennes s'inscrivent dans une stratégie du ministre de « diversification des sources d'approvisionnement en main-d'œuvre étrangère, continuant à ajouter à l'ample réservoir colonial, le plus possible de viviers sud-européens, méditerranéens et balkaniques¹¹⁴⁴ ».

Dès décembre 1915, Thomas avait présenté cette stratégie de diversification, soulignant le rôle spécifique de ses services :

« L'Algérie et le Maroc ont fourni un certain nombre de Kabyles ; la plupart ont été utilisés comme manœuvres, chauffeurs de fours etc. (...) Ces ouvriers, en partie, se trouvaient en France lors de la mobilisation et y sont revenus sur l'invitation de quelques-uns de leurs compatriotes. D'autres ont été recrutés par l'Office de placement de la main-d'œuvre agricole pour les travaux de la campagne. Lorsque les travaux de moisson ont été terminés, ils ont été mis à ma disposition et dirigés par mes soins sur un certain nombre d'établissements de l'Artillerie et des Poudres. D'autres, enfin, ont été recrutés directement par nos soins¹¹⁴⁵ ».

Le Service Ouvrier envoie en effet directement des missions de recrutement des Kabyles, des Annamites, des Malgaches, des Indochinois et des « Africains du Nord » qui donnent lieu à des enquêtes dans lesquelles est véhiculée une hiérarchie raciale forte fondée sur des attributs physiques et psychologiques essentialisés et qui reprennent les codes de l'anthropologie coloniale¹¹⁴⁶. Ces missions d'enquêtes, placés sous l'égide du Service Ouvrier, sont directement encouragées par le ministre qui y voit un moyen de pallier le manque chronique de main-

¹¹⁴³ DOUKI Caroline, « Accords franco-italiens : des accommodements d'urgence à l'administration partagée du travail immigré », *in ibid.*, p. 201-225.

¹¹⁴⁴ *Ibid.*

¹¹⁴⁵ AN 94 AP 57. Cité *in* KRONENBERGER Stéphane, « Mains-d'œuvre étrangères et coloniales dans le Nord Franche-Comté : entre rupture et continuité », *in* MACHU Laure, LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *Mains-d'œuvre en guerre*, *op. cit.*, p. 226-246.

¹¹⁴⁶ DORNEL Laurent, « Les usages du racialisme. Le cas de la main-d'œuvre coloniale en France pendant la Première Guerre mondiale », *Genèses*, 1995, n° 20, p. 48-72. Et VIGNA Xavier, *L'espoir et l'effroi*, *op. cit.*, p. 191-193.

d'œuvre qui émaille toute la période du conflit¹¹⁴⁷, et qui explique également le recours – néanmoins plus délicat et plus faible numériquement – aux prisonniers de guerre. Contrairement à la main-d'œuvre féminine qui fait l'objet d'une protection et d'une attention spéciales souhaitées par le ministre socialiste, ces populations d'ouvriers (étrangers, coloniaux, prisonniers de guerre) sont reléguées dans des conditions de travail et de vie particulièrement difficiles. Nous ne pouvons pas parler ici de politique sociale dont la finalité serait d'assurer une protection homogène de la ou des mains-d'œuvre, mais bien plutôt d'une politique d'encadrement à géométrie variable, la différenciation des statuts étant à la fois un levier de production et de contrôle social. Les impératifs productivistes et le manque permanent de main-d'œuvre incitent clairement à une mise entre parenthèse de l'idéal civilisateur et progressiste d'une colonisation humanisée, tel que Thomas avait pu le formuler avant-guerre. La politique menée par les services de l'Armement revient au contraire à renforcer une hiérarchisation et une catégorisation très fortes de populations d'ouvriers placés en bas d'une échelle raciale, que le patronat reprendra à son compte dans l'entre-deux-guerres au moment du développement d'une politique d'immigration contrôlée.

D. Une politique de concertation sociale ?

Alors qu'Alexandre Millerand avait déclaré devant la Fédération des Métaux en janvier 1915 « il n'y a plus de droit ouvrier, plus de lois sociales, il n'y a plus que la guerre¹¹⁴⁸ », Albert Thomas, face à la dégradation des conditions de travail et à la montée des tensions sociales menaçant la production, prenait quelques mois plus tard le contre-pied de cette politique. Devant la Commission Consultative du Travail (CCT) réunie pour la première fois en juin 1916, le sous-secrétaire d'État affirmait :

« [...] Les revendications des organisations ouvrières se sont tues momentanément par la volonté même des ouvriers et je puis dire ici qu'unaniment, à l'étranger comme en France, on rend hommage à cet esprit de sacrifice de la classe ouvrière qui a si puissamment aidé l'œuvre de la Défense nationale.

¹¹⁴⁷ Il faut préciser que ce manque de main-d'œuvre touche également le monde rural. Voir sur ce point RICHARD Ronan, « Le monde rural à l'épreuve de la pénurie de bras : l'exemple du grand Ouest français », in MACHU Laure, LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *Mains-d'œuvre en guerre, op. cit.*, p. 384-396.

¹¹⁴⁸ Déclaration d'Alexandre Millerand aux délégués de la Fédération des Métaux, 13 janvier 1915, citée dans ROSMER Alfred, *Le mouvement ouvrier pendant la guerre. 1, De l'union sacrée à Zimmerwald*, Paris, Librairie du travail, 1936, p. 429.

[...] Mais ce qui me paraît s'imposer avant tout, c'est le retour, dans le délai le plus court, à l'observation des lois du travail. L'expérience du temps de guerre n'a fait que démontrer la nécessité technique, économique, et physiologique même des lois ouvrières votées avant la guerre ¹¹⁴⁹».

Les services d'Albert Thomas cherchent à orienter directement les sujets abordés par cette commission. Fin mai 1916, en amont de sa création, Édouard Sévin, avait dressé la feuille de route élaborée en vue de la constitution de la commission consultative :

« Je viens de charger la commission consultative d'étudier les mesures à prendre d'urgence pour organiser et développer les diverses institutions (logement, cantines, service médical) susceptibles d'apporter des améliorations immédiates à la situation du personnel des établissements de l'État¹¹⁵⁰ ».

Lors de la première réunion de la Commission, Thomas précise ses attributions. Inspirée de la commission mixte du Travail qui existait déjà au sein du ministère de la Guerre en temps de paix, la CCT doit cependant épouser un périmètre d'intervention plus large. Ne se restreignant pas aux établissements de l'État, « elle aura également à s'occuper – dans la mesure du moins où les usines particulières dépendent de nous, en raison des nouvelles règles militaires instituées par le temps de guerre – de la condition des ouvriers dans l'industrie privée¹¹⁵¹ ».

Beaucoup ont pointé du doigt l'effet d'affichage cosmétique d'un tel comité consultatif qui ne renversait en rien l'ordre des priorités et l'impératif premier de productivité. L'existence de cette instance a cependant pour effet de réunir autour d'une même table des membres éminents de la nébuleuse réformatrice du social, et des syndicalistes, désormais convertis à la « politique de présence¹¹⁵² ». Ainsi, la Commission consultative, présidée par le polytechnicien Arthur Fontaine réunit, outre des membres de l'administration de l'Armement, des réformateurs sociaux comme Étienne Martin, professeur de médecine légale et hygiéniste social, Jean Leclerc de Pulligny, rédacteur en chef du Bulletin de l'Office du Travail. Les syndicalistes sont également invités autour de la table comme le secrétaire général de l'Union fédérative des travailleurs de l'État Léon Gervaise et le secrétaire général de la CGT Léon Jouhaux, qui s'est rapproché de Thomas pendant la Guerre, et qui symbolise le tournant réformiste de la direction confédérale de la CGT. Les thèmes abordés dans cette commission portent sur les conditions

¹¹⁴⁹ Discours d'Albert Thomas devant la Commission Consultative du Travail réunie pour la première fois les 5 et 6 juin 1916, « La réglementation du Travail dans les établissements de l'artillerie et du service des poudres », *L'Humanité*, 8 juin 1916.

¹¹⁵⁰ AN 94 AP 122. Dossier 2. Note d'Édouard Sévin du 25 mai 1916.

¹¹⁵¹ AN 94 AP 22, Note préliminaire d'Albert Thomas aux membres de la CCT.

¹¹⁵² GEORGES Bernard et TINTANT Denise, *Léon Jouhaux dans le mouvement syndical français*, Paris, Presses universitaires de France, 1979, p. 15-43.

d'embauche des mutilés et réformés de guerre¹¹⁵³, ou encore des femmes. Les accidents du travail, les conditions d'alimentation et de logement sont également abordés lors des diverses réunions. Les conditions sanitaires des établissements industriels sont l'objet de nombreux rapports et enquêtes présentés devant la Commission, préconisant des mesures diverses de prophylaxie dans les établissements industriels. À la fin de l'année 1916, les questions d'existence et de bien-être des ouvriers deviennent une préoccupation majeure des services de l'Armement. Leur amélioration apparaît comme la condition *sine qua non* du maintien de la paix sociale. Dans le cadre de la Commission Consultative du Travail, Albert Thomas mandate alors Leclerc de Pulligny, chef de bataillon, pour mener des enquêtes au titre d'inspecteur des conditions d'existence du personnel ouvrier. Ce polytechnicien, ancien collaborateur de l'Office du travail – où il fut le rédacteur du *Bulletin* et auteur de diverses enquêtes d'hygiène industrielle avant-guerre – met son expertise et ses liens avec l'Inspection du travail au service de la Commission consultative du Travail et de la politique ouvrière du ministère de l'Armement. En novembre 1916, il finalise un rapport sur le couchage des ouvriers, rappelant la nécessité de l'application des décrets d'avant-guerre pour respecter les conditions d'hygiène et de bien-être minimales, que la désorganisation initiale a largement bafouées¹¹⁵⁴. Dans ses notes, régulièrement adressées aux industriels ainsi qu'aux inspecteurs de la main-d'œuvre, Thomas reprend à son compte les observations de Pulligny pour orienter sa politique et veiller à un contrôle plus strict de ces règles.

Par ailleurs, pour circonscrire la circulation des épidémies entre le front et l'arrière, les services de l'Armement travaillent main dans la main avec ceux du Service de santé militaire, dirigé de juillet 1915 à février 1918 par le radical-socialiste Justin Godart. Les deux hommes partagent du reste des affinités politiques ; pacifistes internationalistes avant-guerre, sensibles à la paix par le droit, présents à la rencontre parlementaire de Berne de 1913, ils s'étaient convertis à l'Union sacrée dès le déclenchement de la guerre. Tous deux ont fait partie de ces 225 parlementaires enrôlés aux armées, et convertis à la nécessité de la Défense Nationale par patriotisme défensif. À leurs postes respectifs, ils partageaient la conviction d'une nécessaire « régulation sanitaire¹¹⁵⁵ » pour limiter les accidents du travail et protéger la santé des populations, qui permettaient de ne pas réduire l'impératif productif pesant sur la main-d'œuvre. C'est le cas par exemple de la circulaire Thomas-Godart du 25 mai 1917 qui enjoint aux contrôleurs de la main-d'œuvre de prévenir les maladies professionnelles, et de dépister les

¹¹⁵³ AN 94 AP 122. Commission consultative du travail, compte rendu de la séance du 23 juin 1916.

¹¹⁵⁴ *Ibid.* Sous-dossier « Bien-être », Lettre de Pulligny à Thomas du 11 novembre 1916.

¹¹⁵⁵ VIET Vincent, *La santé en guerre, 1914-1918 : une politique pionnière en univers incertain*, op. cit.

maladies contagieuses pour enrayer la propagation de foyers épidémiques, tout en promouvant la vaccination des ouvriers militarisés des établissements industriels pour éviter la circulation virale entre le front et l'arrière¹¹⁵⁶.

La commission consultative du travail a pointé du doigt, à de nombreuses reprises, les difficiles conditions de logement des ouvriers, rendues aiguës par l'entassement de la population ouvrière dans des usines de guerre en pleine extension et par le recrutement d'ouvriers venus de tout le pays. Au Bouchet, en Seine-et-Oise, la présence d'une usine d'armement a entraîné la croissance de la population de la ville de 500 à 7 000 habitants¹¹⁵⁷. À Bourges, du fait la présence des arsenaux, la population a plus que triplé, passant de 40 000 habitants au début du conflit, à 130 000 à la fin de la guerre¹¹⁵⁸. Diverses solutions ont été mises en œuvre pour améliorer le logement ouvrier, allant de la réquisition de bâtiments vacants, comme des hôpitaux, à la construction de cités ouvrières, en passant par la solution, vraisemblablement la plus répandue, d'aménagement de baraquements, au confort très relatif. Plusieurs enquêteurs des services de l'Armement se penchent sur cette question épineuse, car elle est au croisement de diverses problématiques : la question de l'hygiène, notamment au sein des dortoirs dans les baraquements, celle de la surveillance des ouvriers que souhaite le patronat mais à laquelle les ouvriers se montrent souvent hostiles, mais aussi celle de la préservation de la moralité quand il s'agit de la main-d'œuvre féminine¹¹⁵⁹. Divers enquêteurs sont missionnés pour rendre compte des conditions de logement à partir de 1916. Ainsi, Leclerc de Pulligny, qui s'intéresse également aux conditions d'alimentation et œuvre au développement des restaurants coopératifs souhaité par Thomas, mène des enquêtes en avril 1917¹¹⁶⁰. En mai-juin 1917, Lecœur et le médecin inspecteur du travail Fauquet enquêtent sur les conditions de logement et d'alimentation des usines de Toulouse¹¹⁶¹. Lors de la CCT de novembre 1916, Arthur Fontaine préconise une conférence sur ce thème entre les représentants du SSEAM, du ministère de l'Intérieur et du Sous-secrétariat d'État du Service de Santé, dirigé alors par le réformateur radical Justin Godart¹¹⁶², afin de déterminer les conditions d'application de la loi sur les logements insalubres dans les centres de fabrication importants. Arthur Fontaine

¹¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 329.

¹¹⁵⁷ Ces chiffres sont donnés par Thomas lors de sa conférence au Musée social le 3 mai 1919 sur le thème « La coopération et les usines de guerre ». AN 94 AP 237. Tapuscrit annoté du discours.

¹¹⁵⁸ *Ibid.*

¹¹⁵⁹ VIGNA Xavier, *L'espoir et l'effroi*, *op. cit.*, p. 42-43.

¹¹⁶⁰ AN 94 AP 144. Questions ouvrières. Diverses lettres de Pulligny à Thomas d'avril 1917 sur la question du logement et de la nourriture des ouvriers mobilisés.

¹¹⁶¹ AN 94 AP 123, Rapports de Lecœur et Fauquet des 30 mai et 1^{er} juin 1917.

¹¹⁶² Sur la politique de santé de Justin Godart voir VIET Vincent, *La santé en guerre, 1914-1918*, *op. cit.*

préconise également que cette commission puisse décider de la réquisition des logements disponibles susceptibles d'être utilisés pour l'habitation des ouvriers des usines de guerre¹¹⁶³. Divers numéros du *Bulletin des usines de Guerre* présentent les mesures prises en faveur de l'amélioration des logements des ouvriers, en produisant les plans des baraquements « modèles », respectueux des mesures d'hygiène et de confort¹¹⁶⁴. Comme le note Xavier Vigna, ces préconisations contribuèrent sans doute à améliorer partiellement les conditions de logement des ouvriers français, civils ou militaires. En revanche, l'historien note que les conditions de logement des ouvriers étrangers et coloniaux restent sensiblement inférieures à celles de leurs collègues français, la ségrégation spatiale ayant été retenue comme principe culturel d'encadrement. Les préconisations les plus avancées en matière de logement, comme celles de Maurice Halbwachs qui envisageait même, à l'été 1917, la construction de logements ouvriers par l'État sur le modèle des HBM et la transmission de la propriété de ces logements aux ouvriers après-guerre, sont restées lettre morte¹¹⁶⁵. Il n'empêche que ces vastes enquêtes portant sur les conditions d'hygiène et de logement, initiées dans la lignée de la CCT, remettent ces questionnements à l'agenda politique du ministre qui, une fois redevenu député, les mettra à l'ordre du jour, notamment aux côtés d'Henri Sellier.

Nous avons vu les tendances qui se dégagent au sein des réunions de la CCT. Tandis que les réformateurs sociaux portent à la connaissance de la commission consultative du travail des questions relatives à la santé et à l'hygiène sociale, et à l'alimentation dans les usines de guerre, les syndicalistes, en la personne de Léon Jouhaux au nom de la CGT, se font les relais des revendications salariales des ouvriers et ouvrières. En vue de la réunion de la commission en juin 1916, la CGT envoie une lettre à Albert Thomas demandant notamment des salaires égaux pour les hommes et les femmes, et un relèvement général des salaires, à l'exception notable des mains-d'œuvre étrangères et coloniales¹¹⁶⁶. L'existence de cette instance consultative illustre, outre la capacité des services de l'Armement à s'appuyer sur les compétences des réformateurs sociaux émanant en particulier du ministère du Travail, la stratégie consciente d'Albert Thomas d'associer les syndicats à la décision publique durant la guerre. En cela, cette commission consultative du travail, comme le comité du travail féminin, s'inscrivent dans le droit fil des projets de Thomas, formulés avant-guerre, tendant à développer un syndicalisme réformiste à

¹¹⁶³ AN 94 AP 122. Exposé des travaux de la commission consultative du travail des 22, 23 et 24 novembre 1916.

¹¹⁶⁴ AN 94 AP 273. Le *Bulletin des usines de guerre* du 4 septembre 1916 est consacré à ces questions.

¹¹⁶⁵ AN 94 AP 348. Dossier « Habitations à bon marché », note de Maurice Halbwachs à Albert Thomas d'août 1917.

¹¹⁶⁶ AN 94 AP 122.

l'appui des décisions économiques et sociales de la Nation. La guerre fournit donc une occasion de développer ce syndicalisme d'expertise, qui doit prendre le pas sur le syndicalisme de contestation que le ministre réformiste récuse. La réception de cette politique dans les milieux syndicalistes est cependant à géométrie variable, selon les contextes locaux et les moments de la guerre. Pour développer ce syndicalisme d'expertise au service de l'État, Thomas a cherché à s'appuyer sur des fédérations syndicales déjà acquises au réformisme. C'est le cas par exemple de l'Union fédérative des travailleurs de l'État, dont le socialiste a été le collaborateur occasionnel avant-guerre, et qui entretenait des relations avec sa *Revue syndicaliste*¹¹⁶⁷. Ce dernier s'appuie sur ces ouvriers des arsenaux de l'État, qui ont assis leur identité professionnelle sur leur intégration à la République, et se sont montrés majoritairement partisans de l'Union sacrée. Dans ce cas, comme dans le projet d'arsenal de Roanne, les arsenaux et poudreries d'État, peuvent jouer le rôle d'usines pilotes pour le socialisme et le syndicalisme de guerre que Thomas cherche à développer. Comme l'a montré Patrick Mortal, les expériences de régulation sociale ainsi que les projets de Thomas en faveur du développement de l'outil industriel de l'État, ont séduit dans un premier temps les syndiqués de l'Union fédérative¹¹⁶⁸. Son secrétaire général Léon Gervaise, est en relations fréquentes avec Thomas¹¹⁶⁹ et intègre les commissions mixtes lancées par le ministère de l'Armement, dont la commission consultative du Travail. Gervaise est un appui pour la mise en œuvre des projets du ministre socialiste, comme la mise en œuvre d'un restaurant coopératif dans l'usine de Tarbes¹¹⁷⁰. En vue du congrès de la SFIO de novembre 1918, qui verra la minorité de guerre renverser la majorité incarnée par Thomas, ce dernier cherche à s'appuyer sur Gervaise pour « mener une bonne action majoritaire » parmi les travailleurs de l'État¹¹⁷¹. Mais le soutien de la direction fédérale ne suffit pas. Progressivement une partie importante des syndicalistes des arsenaux de l'État sont gagnés par des mots d'ordre anti-bellicistes, surtout à partir de l'année 1917, jusqu'à adhérer massivement à la CGTU dans les années 1920. La volonté réelle du ministre socialiste d'intégrer les chefs syndicaux dans la direction de l'économie de guerre s'est ainsi souvent heurtée aux réticences de la base, même au sein de Fédérations *a priori* compatibles avec le projet politique et syndical de Thomas, comme l'illustre la réticence que

¹¹⁶⁷ AN 94 AP 245.

¹¹⁶⁸ MORTAL Patrick, « Du consentement à la rupture : les syndicalistes des arsenaux pendant la Grande Guerre », in ROBERT Jean-Louis (dir.), *Le syndicalisme à l'épreuve de la Première Guerre mondiale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017, p. 271-282.

¹¹⁶⁹ AN 94 AP 415.

¹¹⁷⁰ *Ibid.*, Lettre d'Albert Thomas à Léon Gervaise du 8 juin 1917.

¹¹⁷¹ *Ibid.*, Lettre d'Albert Thomas à Léon Gervaise du 23 août 1918.

suscite la mise en place en 1917 des instances d'arbitrage obligatoire avec délégués d'atelier élus.

E. L'espoir de la concorde nationale au sein de l'union industrielle en guerre : intégrer le peuple de gauche dans la nation

1. L'appel au patriotisme et à l'unité de la classe ouvrière

L'injonction à la productivité a dégradé les conditions de travail, déjà fortement affectées par l'usage de produits toxiques, en augmentant les heures de travail, entraînant la fatigue et la multiplication des accidents du travail. Dans un contexte d'inflation – « la vie chère » – et parfois de pénurie, ce sont aussi les conditions de vie des ouvriers et ouvrières qui se sont dégradées. Rien d'étonnant donc si les grèves se sont multipliées surtout à partir de l'hiver 1916-1917, au grand dam des pouvoirs publics. Thomas est évidemment en première ligne pour gérer cette contestation ouvrière croissante qui vaut aussi bien pour l'économie civile que l'économie de guerre. Pour inciter les ouvriers à maintenir les cadences, le ministre socialiste revêt sa casquette de militant, s'adressant aux « camarades », renvoyant dans les limbes son engagement pacifiste d'autrefois, jouant sur la fibre patriotique des ouvriers et ouvrières. Il n'hésite pas à être, avant l'heure, le Clemenceau de « l'Autre front », multipliant les visites dans les usines, pour l'inauguration d'un restaurant coopératif, d'un haut fourneau, d'une chaîne de montage... Le discours prononcé, le 17 avril 1916, devant les ouvriers des usines Schneider est resté dans les mémoires comme le symbole de ce « socialisme du Creusot », autant vanté que décrié. Les usines Schneider qui sont déjà un véritable complexe militaro-industriel à la veille de la guerre, s'intègrent très facilement dans l'économie mixte de guerre. Avec l'augmentation des commandes d'artillerie lourde par l'État dès 1915, elles renforcent leur pôle industriel du Creusot. Bernard de Courville, nommé en 1914 directeur délégué des industries met au goût du jour le paternalisme social développé depuis la naissance de la firme en stimulant l'implication des salariés dans la production tout en la rationalisant. Ces éléments sont complémentaires de la politique sociale développée par Thomas. Les deux hommes entretiennent par ailleurs des relations cordiales, facilitant les échanges. Le sous-secrétaire d'État se rend trois fois aux usines du Creusot durant la guerre, en novembre 1914, en août 1915, puis en avril 1916 et prononce des discours érigeant ces usines en véritable « Valmy

économique¹¹⁷² ». Le discours du 17 avril 1916 a une résonance toute particulière puisqu'il est prononcé alors que la bataille de Verdun fait rage. Le contexte interne au parti socialiste n'est pas à négliger non plus. Quelques jours plus tôt, le 9 avril 1916 avait eu lieu le Conseil national de la SFIO où s'étaient affrontés assez fortement les majoritaires et les minoritaires de guerre. Parmi ces derniers une minorité radicale très ouvertement pacifiste et internationaliste s'était exprimée¹¹⁷³. Thomas, sans doute conscient de l'influence de ce discours chez les ouvriers baignés avant-guerre dans une tradition anarcho-syndicaliste et pacifiste, vise sans doute à désamorcer cette tentation pacifiste en héroïsant à l'extrême des valeurs également présentes dans une tradition syndicale ouvriériste, comme l'identité professionnelle et la fierté de classe.

Le texte du discours, dont l'intégralité est conservée dans les archives historiques du Creusot¹¹⁷⁴, est également publié dans *L'Humanité*, le 19 avril. C'est un vibrant appel à poursuivre la guerre qui se joue tant à Verdun que dans les usines. « Le Joffre de nos usines¹¹⁷⁵ » cherche à insuffler aux ouvriers Schneider « l'esprit de guerre » qui doit mener à la victoire mais doit aussi permettre de construire la France industrielle d'après-guerre. En appelant les ouvriers à leur « sens du devoir » patriotique, il vante leur héroïsme, équivalent à ceux des soldats. Les historiens de l'économie, à l'instar d'Hubert Bonin, ont vu dans ce discours une ode au productivisme, à l'esprit d'entreprise et à la mobilisation industrielle adressée au patronat français par-dessus la tête des ouvriers¹¹⁷⁶. Une autre lecture de ce discours est cependant possible dans une perspective d'histoire politique et sociale diachronique. Le ministre s'adresse aux ouvriers en tant que « camarade », en tant que « socialiste », promettant de récompenser les sacrifices consentis pendant la guerre pour sauver la patrie :

« Ouvriers, camarades ouvriers, je n'ai rien oublié de mon passé : demain, lorsque la Guerre victorieuse n'ayant pas aboli toutes les oppositions sociales, vous aurez à faire valoir de nouveau vos droits légitimes, camarades de lutte, camarades d'espérance, vous me retrouverez avec vous pour réaliser l'idéal de justice et de liberté qui fut et demeure le nôtre. Mais vous ne serez, nous ne serons vraiment forts, vraiment capables de faire valoir des droits, que dans la mesure où vous vous serez donnés sans réserve pour la grandeur et le salut du Pays ».

¹¹⁷² D'après l'expression de BONIN Hubert, *La France en guerre économique (1914-1919)*, *op. cit.*, p. 197.

¹¹⁷³ Cf. chapitre 5.

¹¹⁷⁴ L'intégralité est retranscrite *in ibid.*, p. 197-202.

¹¹⁷⁵ Selon le titre que lui donnent parfois les ouvriers des arsenaux de l'État, cité *in* MORTAL Patrick, *Les armuriers de l'État : Du Grand Siècle à la globalisation 1665-1989*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2020, p. 154.

¹¹⁷⁶ BONIN Hubert, *La France en guerre économique (1914-1919)*, *op. cit.*

En évoquant les droits légitimes que la classe ouvrière pourra faire valoir au sortir de la guerre, le socialiste s'inscrit dans la lignée des revendications des organisations syndicales des pays alliés qui, réunies à Leeds en Grande-Bretagne quelques mois plus tard en juillet 1916, demanderont la réunion d'un congrès ouvrier mondial en parallèle de la future conférence de paix. Le programme de revendications sociales formulé lors de ce congrès servira en partie de point de départ à la charte du travail établie par le traité de paix, future constitution de l'OIT. C'est donc aux syndicalistes que Thomas s'adresse, mais à travers eux aux ouvriers qui, devenus héros de la patrie œuvrant comme un seul homme pour la Défense nationale, ont montré qu'ils étaient dignes de la nation française qui les a désormais pleinement intégrés. Thomas s'inscrit ici pleinement dans une longue tradition initiée pendant la Révolution française, ravivée en 1848 et au moment de la Commune de Paris, de réflexion sur les rapports entre les classes populaires et la nation. La politique de Thomas, présentée sous forme messianique dans son discours, s'inscrit dans ce processus d'intégration des ouvriers à la nation, sous le contrôle d'un État tantôt bienveillant, tantôt coercitif. C'est le cœur même du projet d'arsenal de Roanne, lancé en 1916, et avorté à la suite d'un imbroglio politico-financier qui coûtera cher à la réputation du ministre socialiste déchu. Comment ne pas penser ici au projet d'immense arsenal de Paris lancé pendant la Terreur par le Comité de Salut Public en 1793 visant à produire « 1 000 fusils par jour » pour faire face aux troupes de la coalition ? Appuyé sur les maîtres armuriers, le projet envisageait de recruter en priorité une main-d'œuvre qualifiée dont on exploita le patriotisme pour en tirer la plus grande productivité et que l'on chercha à stabiliser par une politique de hauts salaires. Le système initial reposait sur une coopération entre l'État (le gouvernement révolutionnaire) et les producteurs privés (les ouvriers armuriers parisiens), autrement dit un système d'économie mixte, avant de passer un système national, qui échoua cependant. Pour maintenir les salaires, le Comité de Salut public instaura un système de fixation des salaires fondé sur le dialogue entre des députés et des représentants ouvriers, ce qui préfigure très nettement, comme le note Jeff Horn, les commissions d'arbitrage instaurées par le ministre de l'Armement de la Grande Guerre¹¹⁷⁷. Thomas avait sans doute en tête ces expériences révolutionnaires, appuyées sur le sens du devoir patriotique des ouvriers pour stimuler la production d'armes. C'est en tout cas dans l'héritage politique de la Terreur que l'historien de Babeuf placera son projet avorté d'histoire

¹¹⁷⁷ HORN Jeff « “Mille fusils par jour”. L'économie politique de la production militaire à Paris durant l'ère de la Terreur », in BIARD Michel (dir.), *Les politiques de la Terreur, 1793-1794*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 281-290.

de son ministère de l'Armement¹¹⁷⁸. Cette expérience d'intégration des ouvriers dans la nation française s'est perpétuée tout au long du XIX^e siècle et a connu une étape importante avec la révolution de 1848 et son projet néanmoins vite brisé de République sociale proclament le droit au travail. La politique ouvrière de Thomas en temps de guerre se veut l'héritière de ce long processus commencé pendant la Révolution française auquel les politiques initiées par les réformateurs sociaux dès la fin du XIX^e siècle ont donné une acuité nouvelle. La Grande Guerre n'est pourtant qu'une étape d'un long cheminement qui se poursuit tout au long du siècle. La Libération, avec dans son sillage la création de la sécurité sociale issue du programme du Conseil national de la résistance, en sera une autre. C'est dans le même esprit que, le 21 juillet 1945, Maurice Thorez, petit-fils d'un mineur cégétiste, prononce un discours resté célèbre et qui est à rapprocher de celui de Thomas. Le secrétaire-général du PCF s'adresse alors directement aux mineurs communistes de Wazier dans le Nord de la France en ces termes : « produire, produire et encore produire, faire du charbon, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée de votre devoir de classe, de votre devoir de Français ». Il poursuit en affirmant que « de l'effort des mineurs, dépend, dans une grande mesure, la renaissance de notre pays et l'indépendance de la France ». Le contexte, certes, diffère, mais l'urgence économique est similaire ; la guerre est finie, mais l'immense défi de la reconstruction se pose au pays. Thorez, leader d'un parti politique qui s'est construit contre l'attitude des chefs socialistes pendant la Première Guerre mondiale, s'appuie sur les mêmes ressorts que le premier des « sociaux-traitres » pour exhorter les ouvriers au productivisme : la valorisation d'une identité de classe que « l'enfant du peuple » manie avec brio (Thomas, plus modéré, préférerait sans doute le terme d'identité professionnelle), et l'appel au nationalisme économique des mineurs français. Quelques mois plus tard, Maurice Thorez entre au gouvernement qui décide, en 1946, la nationalisation des mines françaises... que les socialistes réformistes appelaient de leurs vœux dès le début du XX^e siècle.

2. Prévenir les conflits dans les usines par la concertation tripartite et l'arbitrage obligatoire

Lors des réunions de la Commission consultative du Travail, Léon Jouhaux et Léon Gervaise ont fait valoir les revendications salariales des ouvriers des usines de guerre. Elles prennent une

¹¹⁷⁸ AN 94 AP 389. Lettre d'Albert Thomas à Adrien Favre, professeur d'histoire au lycée de Poitiers le 11 avril 1922.

acuité particulière à partir de la fin de l'année 1916 puis en 1917, quand se développent des mouvements de grève dans lesquels les revendications salariales sont centrales¹¹⁷⁹. Le mécontentement touche largement l'arrière : l'hiver 1916-1917 est rigoureux, et l'inflation connaît en 1917 des niveaux jamais égalés depuis le début du conflit¹¹⁸⁰. Les mouvements de grève affectent d'abord la région parisienne puis s'étendent ensuite en province. Dans le même temps, les effectifs syndicaux croissent fortement, bien que certains mouvements de grève féminins, comme celui des « midinettes » au printemps 1917, se déclarent spontanément, en dehors de tout encadrement syndical. Pour Louis Loucheur, le maintien d'Albert Thomas au gouvernement en 1916 provient en partie de cette nécessité de préserver la paix sociale dans les usines. Dans ses notes, il consigne que « Briand veut garder Thomas. Il veut le garder par amitié, par crainte des grèves, etc.¹¹⁸¹ ». Le ministre socialiste prend très au sérieux ces troubles, qui pourraient interrompre la production de guerre si stratégique. Les revendications salariales fortes couplées à la situation d'inflation l'incitent à instaurer au début de l'année 1917 des bordereaux de salaire, mis en place à Paris puis étendus dans toute la France dans les mois suivants. Ce dispositif « entérine le principe d'une intervention directe de l'État dans la fixation du salaire minimum¹¹⁸² ». Mais la tension dans les usines reste forte. Aux yeux de Thomas, le déclenchement de ces grèves est dû à l'absence systématique dans les entreprises d'instances de discussion ou de véritable représentation ouvrière. C'est un sujet auquel le militant socialiste est sensible, mais dont l'historien du mouvement ouvrier sous le Second Empire perçoit le risque de récupération patronale pour « anéantir toute velléité d'indépendance¹¹⁸³ » des ouvriers. Le système des délégués d'atelier avait été également privilégié par le gouvernement Waldeck-Rousseau en 1899 dans le cadre d'un conflit social aux usines du Creusot, mais rapidement étouffé par la direction des Établissements Schneider. Les leaders socialistes réformistes préconisent ce type d'instances. Ainsi, en 1899, Jaurès imagine un double système de délégué du personnel et de délégué syndical qui doit permettre tantôt d'affermir la présence syndicale dans les entreprises, tout en incitant les syndicalistes à la respectabilité et à la responsabilité dans ce cadre. Alexandre Millerand – alors encore socialiste – et ministre du

¹¹⁷⁹ L'historiographie a largement étudié ces mouvements de grève. Pour ceux de la Seine voir en particulier ROBERT Jean-Louis, *Les Ouvriers, la Patrie et la Révolution*, op. cit. Voir également KRIEDEL Annie, *Aux origines du communisme français : contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*, Paris, Flammarion, 1978.

¹¹⁸⁰ Les prix augmentent en moyenne de 25 % entre janvier et juillet 1917. BEAUPRE Nicolas, *1914-1945 : Les Grandes Guerres*, Paris, Belin, 2019, p. 174.

¹¹⁸¹ LOUCHEUR Louis, *Carnets secrets, 1908-1932*, Bruxelles, Brépols, 1962, p. 21-22.

¹¹⁸² MACHU Laure, « Les relations professionnelles à l'épreuve du conflit : perspectives croisées franco-allemandes », in MACHU Laure, LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *Mains-d'œuvre en guerre*, op. cit., p. 94-105.

¹¹⁸³ THOMAS Albert, *Histoire socialiste (1789-1900)*, tome X, *Le Second empire*, op. cit., p. 377.

Commerce et l'Industrie du gouvernement Waldeck-Rousseau, avait proposé un projet inspiré de l'arbitrage du Creusot, en faveur de la régularisation des rapports entre patrons et ouvriers appuyé sur un système de délégués ouvriers élus. Pour Madeleine Reberieux, il s'agit d'une première tentative systématique de réguler la confrontation sociale sous l'égide de l'État. La réalisation du système mis en place par Millerand, avec l'élection de délégués ouvriers dans les établissements industriels de plus de 50 employés et la création des conseils du travail, n'aboutit cependant pas à consacrer la place du syndicat comme le souhaitait Jaurès. Elle se trouve hypothéquée par sa récupération ou par son écrasement par un patronat réfractaire, ce qui vaut à ce système d'arbitrage la suspicion durable des organisations syndicales¹¹⁸⁴.

La mise en place des instances d'arbitrage obligatoire et des délégués d'atelier par le ministère socialiste illustre encore cette tension entre le « Thomas-Jaurès » et le « Thomas-Millerand » pointée par Albert Thibaudet¹¹⁸⁵. Autrement dit, lequel des deux visages de Janus l'emporte en 1917 ? Le contexte d'instauration de ces instances d'arbitrage obligatoire qui donnent priorité à l'impératif productif laisse évidemment à penser que c'est le Thomas-Millerand qui l'emporte ici. De fait, ces instances ont pour objectif principal – souvent atteint – d'éviter les grèves et de permettre la poursuite de la production. Mais ces instances répondent également à des sollicitations explicites des organisations syndicales dont l'activité a pu être mise en sourdine depuis le début de la guerre. La Fédération des Métaux, dirigée par Alphonse Merrheim, avec laquelle Thomas est en contact fréquent durant la guerre, remet à l'ordre du jour la revendication des délégués d'atelier à partir de 1915¹¹⁸⁶. Des délégués d'atelier existent par ailleurs déjà dans certaines usines lorsque le patronat y est favorable, comme dans les usines Renault. Le règlement intérieur intégrant des délégués d'atelier, inspirera d'ailleurs en partie le ministre socialiste qui entretient des relations cordiales avec l'industriel automobile¹¹⁸⁷. Maurice Halbwachs, qui poursuit ses enquêtes sur la condition ouvrière, souffle également à l'oreille de son ministre et ami le bien-fondé d'un tel système d'arbitrage, répondant aux revendications ouvrières qu'il a recueillies¹¹⁸⁸. C'est d'ailleurs après avoir entendu des

¹¹⁸⁴ ANDOLFATTO Dominique, *L'univers des élections professionnelles : travail et société au crible des urnes*, Paris, L'Atelier, 1992, p. 56 et suivantes.

¹¹⁸⁵ THIBAUDET Albert, *La Nouvelle Revue Française*, 1^{er} juillet 1932, p. 491-495. Thomas par ailleurs connaissait précisément le système d'arbitrage de Millerand sur lequel il avait amassé de la documentation avant-guerre. AN 94 AP 334. Dossier « Revendications sociales ». Notes sur l'arbitrage obligatoire. Le dossier comprend de la documentation sur le projet Millerand mais aussi sur les systèmes d'arbitrage existant dans d'autres pays.

¹¹⁸⁶ FRIDENSON Patrick, « Albert Thomas et Louis Loucheur : organiser et rallier les producteurs », *op. cit.*

¹¹⁸⁷ Voir HARTY Gilbert, « Les délégués d'atelier aux usines Renault », in Fridenson Patrick (dir.), *1914-1918, l'autre front*, *op. cit.*, p. 221-235.

¹¹⁸⁸ AN 94 AP 348. Dossier « Différends du travail dans les usines de guerre (grève et arbitrage). Notes de Maurice Halbwachs pour le ministre.

demandes ouvrières que le ministre socialiste suggère la reprise de cette idée devant les contrôleurs de la main-d'œuvre en décembre 1916, à partir d'une expérience mise en œuvre trois mois auparavant aux chantiers Penhoët :

« Au fur et à mesure que la guerre se prolonge, le mouvement d'enthousiasme patriotique qui a été très réel et très vif pendant les premiers mois de la guerre, peut s'atténuer. Nous voulons remonter ce courant.

Je dois vous signaler aussi l'attachement professionnel que les ouvriers peuvent avoir pour leur travail. J'ai entendu des réclamations constantes répandues dans tous les milieux : "On ne nous utilise pas assez pour l'organisation du travail". [...] C'est la pensée qui m'a amené à consulter les directeurs des manufactures. C'est par ce côté qu'on pourrait reprendre l'organisation d'ensemble, et que les délégués pourraient être en dehors de toutes luttes sociales. Cela permettrait, là où il n'y a pas d'organisation sociale existante, d'avoir un organe de relation entre le patron et les ouvriers. Le moment est peut-être favorable pour l'appliquer.

Je ne veux pas instituer une règle générale, mais chacun de vous pourrait l'essayer, en prenant l'initiative, et suivant l'exemple de Nantes. [...]

Je ne voudrais pas que les délégués ouvriers servent, comme dans certaine maison fameuse qui est une grande usine de Guerre, à éliminer tous ceux avec lesquels on n'était pas d'accord et à évincer tous ceux qui pouvaient paraître être de mauvaises têtes.

À l'heure où nous sommes, nous pouvons établir l'institution et l'orienter surtout dans le sens de la collaboration au point de vue de l'organisation du travail¹¹⁸⁹ »

Dans le projet initial, Thomas estime donc que les délégués d'atelier devront être en mesure d'apaiser les tensions dans les entreprises, et ainsi être intégrés dans la réflexion sur l'organisation du travail au sein des entreprises. Les délégués sont perçus comme pouvant redonner une double autonomie aux ouvriers, dans une tradition saint-simonienne : dans l'organisation de leur travail, mais aussi par rapport aux exigences patronales. Thomas sait que ce type d'institution n'a pas la faveur du patronat ; il demande donc dans un premier temps aux contrôleurs de la main-d'œuvre d'inciter à la création de tels dispositifs, que le décret du 17 janvier 1917 sur l'arbitrage finira par rendre obligatoire. Ce décret impose la mise en place dans chaque région d'un « Comité permanent de conciliation et d'arbitrage » composé paritairement de représentants ouvriers et patronaux, et chargé, dans l'esprit du gouvernement, de régler les conflits entre ouvriers et patrons dans les usines de guerre. Entre février et août 1917, 25 comités sont mis en place sur le territoire français¹¹⁹⁰. Le décret lie patrons et ouvriers

¹¹⁸⁹ AN 94 AP 136. Compte rendu de la réunion des contrôleurs régionaux de la main-d'œuvre du 7 décembre 1916. Cité in VIGNA Xavier, *L'espoir et l'effroi*, op. cit., p. 28-29.

¹¹⁹⁰ AN 94 AP 348. Note sur les comités de conciliation et d'arbitrage d'août 1917.

à des devoirs et obligations réciproques. D'un côté, les patrons doivent s'engager à ne pas rompre le contrat de travail en cas de conflit avec les ouvriers, et en contrepartie, ceux-ci s'engagent à ne pas cesser le travail « avant d'avoir soumis les questions qui les divisaient à la conciliation et à l'arbitrage¹¹⁹¹ ». Le dispositif comporte un volet répressif qui permet la réquisition des ouvriers grévistes, signe que la conception patronale l'a emporté sur la conception syndicale de préservation du droit de grève. Habilement, le successeur de Thomas à l'Armement, Louis Loucheur conservera le dispositif, mais en utilisant surtout son versant répressif, quitte à faire jouer l'opposition syndicale qu'il a suscitée pour le contourner¹¹⁹². L'État supprimera finalement le dispositif à la fin de l'année 1919, l'enterrant pour une quinzaine d'années.

Dans l'esprit du ministre socialiste, l'objectif est de renforcer la pratique des négociations tripartites au sein des usines de guerre. Mais en imposant que tout conflit passe obligatoirement devant ce comité qui détient le rôle d'arbitrage final, le dispositif suscite l'hostilité des syndicalistes¹¹⁹³ – Léon Jouhaux s'y oppose – et même d'une partie des députés socialistes qui en discutent lors d'une séance du groupe socialiste du 24 janvier 1917¹¹⁹⁴. Le dispositif est complété durant l'année 1917. En juillet, une circulaire du ministère de l'Armement encourage l'élection des délégués ouvriers dans les établissements de plus de cinquante salariés, en précisant leur rôle : « les délégués d'atelier sont des intermédiaires entre leurs compagnons de travail et la Direction pour toutes les réclamations d'ordre général ayant trait aux conditions de travail¹¹⁹⁵ ». Au total, en 1917, 347 établissements industriels instituent des délégués, dont 315 travaillant pour la Défense nationale¹¹⁹⁶.

Si l'intégration de représentants ouvriers dans les nouvelles instances de conciliation et d'arbitrage mises en place à partir de 1917 par le ministère de l'Armement, a pu être perçue par les militants de la base comme une concurrence aux instances syndicales traditionnelles, il y a cependant une zone grise qui oscille entre opposition et consentement aux intérêts respectifs bien compris. Par ailleurs, cette politique de conciliation n'est pas une totale nouveauté et les organisations professionnelles ont pu rapidement s'emparer de leurs outils ; elle est en effet

¹¹⁹¹ Article 1^{er} du décret du 17 janvier 1917, cité in HARTY Gilbert, « Les délégués d'atelier aux usines Renault », *op. cit.*

¹¹⁹² FRIDENSON Patrick, « Albert Thomas et Louis Loucheur : organiser et rallier les producteurs », *op. cit.*

¹¹⁹³ HORNE John N., *Labour at War: France and Britain, 1914-1918*, *op. cit.*, p. 190-191.

¹¹⁹⁴ D'après le compte-rendu de la séance du groupe socialiste donné par BOURGIN Hubert, *Mémoires pour servir à l'histoire d'une sécession politique*, *op. cit.*, p. 186-189.

¹¹⁹⁵ Circulaire du 24 juillet 1917, AN 94 AP 128. Cité in VIGNA Xavier, *L'espoir et l'effroi*, *op. cit.*, p. 30.

¹¹⁹⁶ D'après les chiffres donnés par VIET Vincent, « Le droit du travail s'en va-t-en guerre (1914-1918) », *op. cit.*

l'héritière de la politique de « relations industrielles » lancée par Alexandre Millerand au ministère du Commerce et de l'Industrie, alors soutenue par le directeur du travail Arthur Fontaine, incitant les fonctionnaires ministériels à nouer des relations étroites avec les organisations professionnelles¹¹⁹⁷.

Jean-Louis Robert a d'ailleurs montré que ce qu'il qualifie de « rencontre de l'État avec les syndicalistes » avait pu être utilisé habilement par les syndicalistes minoritaires contre leurs camarades majoritaires. Il cite par exemple cette formule du syndicaliste de la Fédération du Bâtiment Augustin Baritaud qui se moque de « ceux qui criaient le plus fort avant la guerre [et qui] font à présent des courbettes aux gouvernements et ne cessent de faire antichambre dans les cabinets ministériels¹¹⁹⁸ ». L'historien n'y voit d'ailleurs pas à proprement parler une « inévitable collaboration de classes¹¹⁹⁹ », mais au contraire l'aboutissement d'un processus amorcé avant-guerre d'évolution du rapport des syndicats à l'État. Le parcours d'Alphonse Merrheim durant la guerre que retrace Jean-Louis Robert illustre d'ailleurs très bien cette ambivalence. Ce minoritaire syndicaliste de la première heure, présent à la conférence de Zimmerwald en 1915, ne rompt jamais avec Thomas qu'il appelle encore son « ami¹²⁰⁰ » durant la guerre. Dans les dernières années du conflit, le leader syndical est par ailleurs amené à jouer le jeu et la rhétorique de la Défense nationale dans les rencontres avec le ministre socialiste, afin de servir des intérêts corporatifs. Merrheim est donc vaille que vaille l'un des acteurs du « réformisme syndical de guerre » qui s'incarne notamment dans le Comité d'Action (CGT et SFIO). Si Thomas reste relativement à l'écart de ce comité, il collabore directement avec ce dernier et fournit régulièrement les informations que lui demande Merrheim en 1915 comme l'atteste la correspondance entre les deux hommes¹²⁰¹. Sans infirmer les conclusions de John Horne, cela nuance l'assertion selon laquelle Thomas au pouvoir aurait été « relativement peu intéressé par la problématique des réformes pour l'après-guerre¹²⁰² », comme nous le verrons par ailleurs avec l'exemple de l'arsenal de Roanne et les plans « d'économie organisée » conçus conjointement avec le député Lucien Voilin.

¹¹⁹⁷ VIET Vincent, *Les voltigeurs de la République : l'Inspection du travail en France jusqu'en 1914*, op. cit., vol. 1, p. 303-304.

¹¹⁹⁸ Cité in ROBERT Jean-Louis, *Les Ouvriers, la Patrie et la Révolution*, op. cit., p. 92.

¹¹⁹⁹ *Ibid.*

¹²⁰⁰ *Ibid.*, p. 93.

¹²⁰¹ AN 94 AP 477. Dossier 4 « Partis et mouvements ». Plusieurs lettres d'Alphonse Merrheim à Albert Thomas datant de 1915. Sur le Comité d'action voir HORNE John N., « Le Comité d'Action (CGT-PS) et l'origine du réformisme syndical du temps de guerre (1914-1916) », *Le Mouvement social*, 1983, n° 122, p. 33-60. Sur le parcours d'Alphonse Merrheim voir PAPAYANNIS Nicholas, *Alphonse Merrheim, The Emergence of Reformism in Revolutionary Syndicalism 1871-1925*, Dordrecht, Martinus Nijhoff Publishers, 1985.

¹²⁰² *Ibid.*, p. 55.

Par ailleurs, les études plus récentes portant sur la réception de la politique mise en place par Thomas ont prolongé cette approche et insisté avec raison sur la porosité et la variation au fil de la guerre des frontières entre syndicalistes « réformistes » et syndicalistes « révolutionnaires ». Ainsi, le parcours de Clovis Andrieu étudié par Michelle Zancarini-Fournel, illustre cette attitude qui oscille entre syndicalisme pacifiste d'action directe et « collaboration des compétences ». Cet ex-dirigeant des charpentiers en fer de la Seine est mobilisé en 1915 aux Aciéries de Firminy. Il y œuvre à reconstituer clandestinement dans les usines de guerre la Fédération des Métaux, et s'investit dans le même temps dans les instances de conciliation et d'arbitrage mises en place par le ministère de l'Armement et sous la houlette du préfet. Il est renvoyé après la grève générale des usines de Firminy en novembre 1917. Thomas, hors du gouvernement, joue le médiateur, et parvient à arracher à Clemenceau la réintégration de Clovis Andrieu qui poursuivra en 1918 sa propagande pacifiste en faveur du peuple russe. Le ministre socialiste démis défend ainsi les instances de conciliation qu'il a tenté de mettre en œuvre en 1917, et ne rechigne pas à s'appuyer, voire à défendre, des militants pourtant ouvertement pacifistes qui se sont impliqués dans cette « collaboration des compétences ». Sur ce point, c'est le Thomas-Jaurès qui reprend alors le dessus, quand il s'agit de défendre les droits des ouvriers contre l'arbitraire patronal ou étatique.

Néanmoins, ces deux exemples montrent la réception variable de la politique du ministre socialiste de l'Armement qui transcende les oppositions entre syndicalisme réformiste et révolutionnaire forgées avant-guerre. Plus globalement cette réception s'inscrit dans l'onde de choc que fut l'expérience de guerre – et notamment des usines de guerre – pour nombre d'ouvriers déjà engagés ou non dans le militantisme syndical. Comme l'a montré Annie Kriegel, l'institution des délégués d'atelier a pu constituer une « pédagogie active¹²⁰³ » pour des hommes ayant vécu le fort contrôle de leur activité par l'État, ce qui a renforcé dans certains cas leur méfiance envers les institutions¹²⁰⁴. Mais dans d'autres – comme l'illustre le cas de Clovis Andrieu – l'investissement dans ces institutions a permis de faire renaître dans d'autres structures des formes d'organisations collectives brisées au début de la guerre. Par ailleurs, le rappel de la politique ouvrière menée par le ministre socialiste – avec une mémoire quelque peu sélective – sera utilisé de manière stratégique au début des années 1920 pour tracer une ligne de frontière nette entre une politique qualifiée de collaboration de classe, et le militantisme de

¹²⁰³ KRIEGEL Annie, *Les communistes français dans leur premier demi-siècle. 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985, p. 113-116.

¹²⁰⁴ GALLO Max, « Quelques aspects de la mentalité et du comportement ouvriers dans les usines de guerre – 1914-1918 », *Le Mouvement Social*, 1966, n° 56, p. 3-33.

lutte des classes qui présidera à la création de la CGTU en 1922¹²⁰⁵... rejoignant ainsi à plein l'opposition entre réformisme et révolution.

Il faut attendre alors plus d'une quinzaine d'années pour que les délégués d'atelier réapparaissent sous le Front populaire. Les concepteurs de la loi du 24 juin 1936 sur les délégués ouvriers ont d'ailleurs précisément en tête le dispositif mis en place par Thomas pendant la Grande Guerre quand ils remettent au goût du jour ce vieil idéal réformiste de concertation sociale dans l'entreprise¹²⁰⁶. Ces idées participent par ailleurs d'un projet plus global d'intégrer dans une concertation sociale régulée par l'État des groupes d'intérêts divers : les producteurs (en l'occurrence le patronat et les travailleurs), mais aussi les consommateurs. Tout comme pour les représentants ouvriers (pas forcément syndiqués), Thomas œuvre à la reconnaissance du caractère d'intérêt primordial pour la nation en guerre puis en reconstruction de la représentation des intérêts des consommateurs, *via* la coopération.

3. Faire de la coopérative une « institution publique »

Avant-guerre, Thomas était déjà un militant coopérateur actif et avait œuvré notamment à la création en 1912 de la Fédération Nationale des Coopératives de Consommation (FNCC)¹²⁰⁷. À l'occasion de la Première Guerre mondiale, la coopération en France voit son rôle reconnu en termes de gestion du ravitaillement des populations et de lutte contre les pénuries¹²⁰⁸. Cette reconnaissance de l'État passe par l'adoption de deux lois en plein conflit mondial : une première loi du 18 décembre 1915 concerne les coopératives de production, et une seconde du 7 mai 1917, les coopératives de consommation. Cette législation ouvre la possibilité d'obtenir un crédit de l'État lors de la création d'une nouvelle structure coopérative. La légitimité reconnue à la coopération provient aussi du soutien que lui accordent les intellectuels réformateurs républicains depuis la fin du XIX^e siècle¹²⁰⁹. Elle constitue également une étape supplémentaire dans le projet économique et social que Thomas a cherché à développer durant la guerre, et qu'il souhaitait voir perdurer dans la France en paix.

¹²⁰⁵ Sur ce point nous nous permettons de renvoyer à BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, « Mieux vaudrait après tout se perdre avec Lénine que de se sauver avec Albert Thomas ». Construire une voie révolutionnaire face au socialisme réformiste (1917-1924) », *Le Mouvement social*, 2020, vol. 3, n° 270, p. 41-58.

¹²⁰⁶ COSTA Jean-Louis, « Les délégués d'atelier d'après la loi du 24 juin 1936 », *Revue d'économie politique*, 1937, vol. 51, n° 5, p. 1394-1412.

¹²⁰⁷ Cf. chapitre 2.

¹²⁰⁸ TOUCAS Patricia, *Les coopérateurs. Deux siècles de pratiques coopératives*, op. cit., p. 75-78.

¹²⁰⁹ CHATRIOT Alain, « Les coopérateurs », BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles, *Histoire des gauches en France*, t. II, op. cit., p. 91-97.

Le rôle joué par les services de l'Armement vise à intégrer les coopérateurs dans l'effort de guerre, mais cherche aussi à transformer la coopération en « une institution publique », en l'éloignant parfois de ses principes identitaires et fondateurs. Cette œuvre participe d'un projet plus global visant à associer la coopération à l'effort économique du pays au service de la guerre, mais aussi au service de la reconstruction, avec plus ou moins de succès. Signe de ces temps nouveaux, c'est au Musée social, de plus en plus attentif à la coopération notamment de consommation¹²¹⁰ que l'ancien ministre socialiste, sous le patronage d'Arthur Fontaine, consacre le 3 mai 1919 une conférence intitulée « La coopération et les usines de guerre », revenant sur l'action menée par ses services durant la Guerre.

La coopération de consommation, qui avait déjà les faveurs des socialistes avant-guerre, s'est trouvée en effet aux avant-postes du ravitaillement en France durant la Grande Guerre. Quelques chiffres confirment cette relative croissance, *a priori* paradoxale dans un tel contexte. En 1914, la coopération de consommation rassemble environ 900 000 personnes ; ce chiffre s'élève à 2,5 millions en 1922, faisant de la guerre et de l'immédiat après-guerre une période d'apogée du mouvement¹²¹¹. Pour le professeur et théoricien de la coopération Charles Gide, la coopération aurait même été « un des grands profiteurs de guerre¹²¹² ». Le fondateur de l'école de Nîmes poursuit en affirmant que le ministère de l'Armement « était devenu presque une succursale de notre Fédération, tant y étaient nombreux les coopérateurs, théoriciens ou praticiens, préposés à des services importants¹²¹³ ». S'il faut bien sûr considérer avec recul cette tendance à l'autocongratulation caractéristique d'une histoire de la coopération, souvent écrite par les coopérateurs eux-mêmes¹²¹⁴, force est de constater que le réseau de la coopération est très présent au sein des services de Thomas. Les profils des coopérateurs recoupent également d'autres réseaux présents aux côtés du ministre socialiste, notamment socialistes et intellectuels par exemple auteur des anciens du Groupe d'Études socialistes. Charles Gide souligne l'engagement coopératif de certains hommes que nous avons déjà mentionnés : Bertrand Nogaro pour le service de la main-d'œuvre étrangère, François Simiand à la tête du cabinet, avec à ses côtés William Oualid. À ces hommes, il convient d'ajouter Roger Picard, juriste, membre du conseil central de la FNCC et socialiste modéré, auprès de Thomas à l'Armement,

¹²¹⁰ DREYFUS Michel, « Le Musée social, de la Grande Guerre au Front populaire », *Vie sociale*, 2014, vol. 3, n° 7, p. 43-58.

¹²¹¹ GIDE Charles, *Les coopératives françaises durant la guerre. Cours au collège de France, 1926-1927, 1928*, p. 4.

¹²¹² *Ibid.*

¹²¹³ *Ibid.*, p. 36.

¹²¹⁴ DREYFUS Michel, *Histoire de l'économie sociale : de la Grande Guerre à nos jours*, *op. cit.*, p. 13.

sans qu'il nous ait été possible de reconstituer son rôle précis. Le député socialiste et coopérateur, André Morizet, futur maire communiste de Boulogne-Billancourt, mobilisé dans l'infanterie puis blessé, est engagé par Thomas lors de la constitution du ministère, vraisemblablement au sein du service ouvrier qui devient le service de la main-d'œuvre¹²¹⁵.

La présence des coopérateurs n'est pas minoritaire ni de second rang. En 1917, un service des œuvres sociales est créé et confié à Georges Fauquet, médecin, inspecteur du travail et théoricien de la coopération. Il est plus particulièrement en charge des rapports entre le ministère et les coopératives en vue de la protection du niveau de vie du personnel des usines de guerre. Il mène alors diverses enquêtes sur les conditions de logement et d'alimentation du personnel des usines de guerre¹²¹⁶, action qui permettra l'ouverture de nombreux restaurants pour les ouvriers des usines d'armement¹²¹⁷. Fauquet a pour adjoint Alfred Nast, spécialiste des aspects juridiques de la coopération¹²¹⁸, et futur membre de l'Office technique de la FNCC, reconstitué après-guerre et dont Thomas sera le secrétaire¹²¹⁹. René Coeylas, militant socialiste réformiste, est également en charge en 1917 de la création des coopératives ouvrières dans les usines de guerre¹²²⁰.

Le cas d'Auguste Cleuet est à cet égard intéressant. Nommé troisième secrétaire général de la Fédération nationale des coopératives de consommation à sa naissance en 1912, Cleuet est également membre de la Fédération des employés, d'obédience réformiste. Ancien collaborateur de *La Revue socialiste*, mobilisé pendant la guerre, il devient en 1917 lieutenant au ministère de l'Armement, au sein du service de la main-d'œuvre. Il devient également cette année-là administrateur délégué du Magasin de Gros des coopératives de France, poste stratégique pour la gestion et l'orientation des commandes. Son parcours et son action le situent au croisement des réseaux coopérateurs et syndicaux modérés qu'il mobilise activement pour ménager les bonnes relations du ministère de l'Armement avec ces derniers, comme le montrent les lettres qui lui sont adressées, lesquelles se trouvent dans le fonds Albert Thomas¹²²¹. Il en est de même de Louis Héliès, acteur de l'unité coopérative réalisée en 1912, puis membre du service de la main-d'œuvre, à l'intersection entre milieux ouvriers et milieux coopérateurs, qui

¹²¹⁵ AN 94 AP 21.

¹²¹⁶ AN 94 AP 123.

¹²¹⁷ VIGNA Xavier, « La restauration collective des ouvriers en France pendant la Grande Guerre », *op. cit.*

¹²¹⁸ MARIOT Nicolas, *Histoire d'un sacrifice, op. cit.*, p. 324.

¹²¹⁹ AN 94 AP 365. Dossier « Fédération nationale des coopératives de consommation ». Liste des membres de l'Office technique.

¹²²⁰ MARIOT Nicolas, *Histoire d'un sacrifice, op. cit.*, p. 324.

¹²²¹ AN 94 AP 378. Dossiers « Questions ouvrières ». Lettres de coopérateurs et de syndicalistes adressées à Auguste Cleuet.

joua sans doute un rôle dans le développement des coopératives dans les usines de guerre de la région parisienne.

L'investissement des coopérateurs dans les services du ministère de l'Armement a sans aucun doute permis de rapprocher la coopération – notamment de consommation – de l'État durant la guerre, ce que Thomas souligne avec emphase dans son discours au Musée social, prononcé devant les membres de l'École coopérative. Il vante ensuite la qualité de ses collaborateurs, forts de leurs traditions et expériences, mises à profit pour lutter contre la vie chère.

Néanmoins, il rappelle immédiatement le caractère progressif de l'intégration des principes coopératifs au service du ravitaillement des usines de guerre. Le ministère constitué en 1916 étant de nature militaire et non civile, il dut recourir en priorité au système dit de l'ordinaire militaire pour le ravitaillement. Le ministre socialiste y défendit l'introduction d'une part de « self-administration¹²²² », mais cela ne pouvait s'apparenter à une application stricte des principes coopératifs. Dans la plupart des cas, et pour parer au plus pressé, l'introduction de ces principes contribua à la mise en place de substituts aux économats patronaux, pourtant interdits par la loi du 25 mars 1910 qui avait prohibé la vente par le patronat de denrées alimentaires ou marchandises à leurs ouvriers. L'orateur dresse également le bilan chiffré de cette activité, comprenant au début de l'année 1918 328 institutions patronales, divisés en 161 restaurants et 167 magasins, représentant pour le premier semestre de l'année 1918 un total de 16 millions de francs d'activité (6 807 000 pour les restaurants et 9 millions pour les magasins). Au-delà de ces institutions patronales s'apparentant à des économats, le ministre-coopérateur initie, aux côtés d'industriels volontaires parmi les « plus avertis du monde ouvrier moderne¹²²³ », une politique de conventions et d'ententes entre les patrons et les sociétés coopératives. Ainsi en octobre 1915 puis octobre 1916, les services de Thomas donnent des instructions précises en vue de conclure des conventions ou des ententes avec les sociétés coopératives. On compte ainsi 40 magasins et restaurants coopératifs adjoints aux usines d'artillerie et de poudres au premier trimestre 1918, réalisant 4 073 000 francs de chiffre d'affaires. La région parisienne sert incontestablement de laboratoire. Le contrat passé entre l'union des coopératives parisiennes et l'union des industriels des XIX^e et XX^e arrondissements sert de modèle, au point d'essaimer dans les établissements industriels de la région parisienne (Suresnes, Puteaux, Billancourt, Saint-Denis, la Courneuve), puis dans d'autres villes de France (Nantes, le Mans,

¹²²² AN 94 AP 237. Tapuscrit annoté du discours d'Albert Thomas au Musée social le 3 mai 1919 « La coopération et les usines de guerre », p. 15.

¹²²³ *Ibid.*, p. 24.

Bordeaux, Saint-Étienne, Grenoble). D'après les chiffres donnés par l'ancien ministre, 200 à 300 restaurants s'inspirèrent de ce modèle. S'il s'agissait au départ d'une subvention patronale accordée au mouvement coopératif, l'union coopérative prenait ensuite la gérance des établissements.

La loi du 7 mai 1917 ouvre la possibilité plus grande d'octroyer aux coopératives légales des avances remboursables à faible intérêt, et pour renforcer l'autonomie des coopérations par rapport à la mainmise patronale. Cela prend le relais de la constitution par Thomas, à la fin de l'année 1916, d'un Fonds coopératif destiné à recueillir des dons et subventions pour les répartir en prêts, avances et parfois subventions – même s'il déplore ce dernier moyen – pour aider les coopératives dans leur phase de constitution. Thomas en est le président d'honneur. Le comité de direction se trouve à la croisée des réseaux républicains de la réforme sociale, Ferdinand Buisson, par ailleurs président de la Ligue des Droits de l'Homme, en est le directeur, des grands industriels collaborant étroitement à la mobilisation industrielle (Louis Loucheur et Louis Renault, et le vice-président du Comité des Forges Léopold Pralon), et des coopérateurs socialistes investis dans la Défense Nationale (Henri Sellier, Marcel Cachin, Paul Ramadier). La caution coopérative est apportée par la présence de Charles Gide, qui juge cependant assez sévèrement le décalage entre la fondation « grandiose¹²²⁴ » du Fonds et son faible résultat. Il aurait permis d'allouer 214 000 francs aux sociétés coopératives dans le cadre du ravitaillement ; Gide donne le chiffre proche de 220 000 francs, qu'il qualifie de « fonds de tiroir ». Le père de l'école de Nîmes, soucieux de l'indépendance totale de l'action coopérative, y voit une nouvelle preuve qu'« il ne faut pas attendre beaucoup de l'initiative privée, en tant que souscription ou efforts volontaires ».

Après un premier échec devant les commissions du budget et des finances du Sénat en 1916, Thomas obtient du Parlement pour le compte du ministère de l'Armement les premiers crédits permettant de faire des avances remboursables aux coopératives de ravitaillement des ouvriers. En 1917, sur un crédit de 600 000 francs, 388 000 avaient été dépensés. En 1918, les crédits se sont élevés à 200 000 francs pour 1er trimestre, et 700 000 pour le trimestre 2 et 700 000 pour le trimestre 3. En parallèle, le ministère crée en juillet 1917 un office d'alimentation des usines de guerre, confié au capitaine Bozzi, en charge de négocier avec les responsables de transport la priorité de l'alimentation à destination des usines de guerre. L'organisation était déconcentrée avec des groupes distincts par région, dont les demandes étaient centralisées lors des réunions des chefs de groupe à Paris. Thomas vante les qualités de Bozzi « homme

¹²²⁴ *Ibid.*, p. 114-115.

intelligent, plein d'allant [qui] sut s'imposer aux administrations rivales pour obtenir gain de cause ». Il juge également « considérable » le chiffre d'affaires de cet office. De 1,6 millions de francs en septembre 1917, il atteint 3,5 millions en janvier 1918 puis 7 millions en juillet de la même année.

Charles Gide semble plus favorable à cet « effort combiné du gouvernement et des coopératives déjà existantes » qui selon lui « donna de bons résultats¹²²⁵ ». D'après ses chiffres, il y avait à la fin de la guerre en tout 1 305 institutions de nature coopérative (sous l'égide de l'État, du patronat ou des coopérateurs eux-mêmes), ayant permis de ravitailler quotidiennement 200 000 ouvriers. Rapporté aux plusieurs millions d'hommes employés dans les usines, ce chiffre semble faible, mais les institutions étaient destinées prioritairement aux ouvriers vivant seuls, habitant loin de leur foyer. La figure n° 7 fait état de la répartition donnée par Charles Gide¹²²⁶.

Figure n° 7. Les institutions coopératives de ravitaillement des ouvriers à la fin de la guerre, d'après Charles Gide.

| | Restaurants | Magasins | Ensemble |
|--------------|-------------|----------|----------|
| Coopératifs | 119 | 813 | 932 |
| Patronaux | 42 | 3 | 45 |
| De l'État | 161 | 167 | 328 |
| Total | 322 | 983 | 1 305 |

D'après Charles Gide encore, l'implantation de ces institutions coopératives a eu « une influence modératrice sur les prix du commerce local¹²²⁷ », et a permis de contrecarrer les pratiques frauduleuses des commerces traditionnels qui augmentaient systématiquement leurs tarifs à l'annonce des augmentations de salaires octroyées par la politique salariale assez généreuse du ministère de l'Armement. Le professeur d'économie vante également le système du repas à la carte mis en place par exemple dans le restaurant coopératif de Saint-Étienne, fondé en avril 1917, grâce à des capitaux mixtes du ministère de l'Armement, du département de la Loire et des coopératives. Plus onéreux que le repas à prix fixe, le repas à la carte avait, d'après Charles Gide, la faveur des ouvriers qui préféraient composer eux-mêmes leurs menus, ce que confirme l'étude menée par Xavier Vigna sur la restauration collective des ouvriers

¹²²⁵ *Ibid.*, p. 115.

¹²²⁶ *Ibid.*

¹²²⁷ *Ibid.*

pendant la Grande Guerre. Dans une perspective d'histoire des pratiques ouvrières chère à l'historien, cette attitude s'inscrit dans une volonté plus globale de défense de l'autonomie ouvrière, couplée à une phobie du système des casernes. Cette volonté de s'échapper de l'usine et du contrôle patronal pendant le temps du repas explique la faible fréquentation de ces institutions coopératives, que constatent de manière quasi-systématique les enquêteurs missionnés par Thomas pour évaluer les résultats de sa politique coopérative. Dans les notes qu'il échange avec ses collaborateurs, le ministre socialiste approuve ce constat et semble le comprendre sans pour autant pouvoir y remédier de manière concrète¹²²⁸. Les résultats présentés comme spectaculaires par l'ancien ministre doivent donc être nuancés et rapportés à l'adhésion parfois modeste qu'ils suscitent. Ils font cependant partie tout au long de la guerre de l'arsenal de propagande déployé par le ministère de l'Armement pour valoriser ses œuvres sociales, faisant la une du *Bulletin des usines de Guerre*. Thomas vient directement inaugurer les cantines coopératives, occasion pour lui de s'assurer de la bonne collaboration du patronat et des ouvriers patriotes fortement mis à contribution¹²²⁹. Le cas du restaurant Citroën aux usines du quai de Javel, inauguré en grande pompe en présence du ministre socialiste le 12 juillet 1917, est symptomatique de cette ode constante à la coopération et de ses ambiguïtés. Thomas s'adresse aux ouvriers et leur rappelant que :

« Ce restaurant ne serait qu'une belle organisation matérielle, ce ne serait qu'une organisation sans âme, si vous n'étiez pas tous demain, d'accord avec M. Citroën, prêts à en assumer le contrôle et la gestion, prêts à en assurer de toute votre volonté, de toute votre intelligence et de toute votre âme le fonctionnement quotidien¹²³⁰ ».

Malgré le caractère grandiose et moderne du restaurant, l'injonction coopérative d'Albert Thomas reste lettre morte ; la cantine reste privée et est le lieu d'une surveillance patronale d'une main-d'œuvre majoritairement féminine¹²³¹.

Sans nul doute, ce qui paraît le plus important aux yeux de Thomas est le changement d'échelle provoqué par la Guerre. Alors que l'effort de fusion et de concentration des sociétés coopératives n'était avant-guerre qu'à ses prémices, le ministre-coopérateur estime que la guerre a fait passer la mentalité des coopérateurs de celle « de la petite boutique du fond de l'impasse [...] établie [...] avec quelques camarades » à celle de la « grande entreprise ». Ainsi

¹²²⁸ VIGNA Xavier, « La restauration collective des ouvriers en France pendant la Grande Guerre », *op. cit.*

¹²²⁹ Il en va ainsi de l'inauguration du restaurant du personnel de l'usine Citroën le 12 juillet 1917 analysé par Xavier Vigna, *in ibid.*

¹²³⁰ AN 94 AP 343, cité *in ibid.*

¹²³¹ SCHWEITZER Sylvie, *Des Engrenages à la chaîne : les usines Citroën, 1915-1935*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1982, p. 91-170.

en 1919, « la coopérative n'est plus seulement la société qui lutte à armes égales contre le commerçant. C'est pour une part une « institution publique » qui a « un grand rôle social¹²³² ». Dans un autre texte adressé aux coopérateurs de la FNCC du début de l'année 1919, Thomas vante même le « caractère de service public dans l'intérêt de tous les consommateurs¹²³³ » acquis par la coopération durant la guerre. Les faits lui donnent en partie raison : la coopération est en quelque sorte reconnue d'utilité publique, ce que consacre la création en février 1918 d'un conseil supérieur de la coopération. En 1925, les coopérateurs intègrent le Conseil national économique¹²³⁴.

Cependant, il est permis de douter de la conclusion exagérément enthousiaste prononcée par Albert Thomas devant ses camarades coopérateurs :

« Je garde toujours présent à l'esprit la leçon du vieux révolutionnaire qui, tout à l'origine de notre mouvement, enseignant avec un magnifique idéalisme opportuniste, comment il fallait profiter de toutes circonstances pour avancer le mouvement ouvrier et socialiste. En 1796, Babeuf disait et répétait sans cesse aux anciens membres de la Convention : “pour la guerre, pour la défense du pays, pour le triomphe de ses armes, vous avez à l'intérieur taxé, organisé, réquisitionné. Ce que vous avez fait pour le salut du pays, vous devez le faire maintenant pour le bonheur commun”.

Ça vaut encore aujourd'hui : ce que nous avons su faire pour la Défense nationale, pour l'émancipation du peuple ouvrier, nous devons encore savoir le faire¹²³⁵ ».

De fait, certaines institutions de soutien à la coopération créées pendant la Guerre, comme le Fonds Coopératif, tombent en désuétude du fait du désintérêt croissant des industriels. Ce point met également en doute l'assertion de Thomas selon laquelle « les antagonismes de classe n'ont plus la même réalité maintenant après les contacts établis pendant la guerre entre les classes », de même que le contexte social plutôt tendu dans lequel est prononcé ce discours, en France et dans la plupart des pays industrialisés. Néanmoins, cette conclusion est symptomatique du projet esquissé par le ministre socialiste durant la guerre, alliant développement industriel, politique sociale, et régulation des intérêts du patronat, des producteurs et des consommateurs, au sein d'instances formelles organisant le dialogue social.

Après son départ du gouvernement, le député socialiste de la Seine déploie son énergie pour conserver les acquis de sa politique coopérative. Pour lui, la coopération qui a fait ses preuves

¹²³² AN 94 AP 237. Tapuscrit annoté du discours d'Albert Thomas au Musée social le 3 mai 1919 « La coopération et les usines de guerre », p. 36.

¹²³³ AN 94 AP 414. Note d'Albert Thomas aux coopérateurs de la FNCC, du 10 janvier 1919.

¹²³⁴ CHATRIOT Alain, « Les coopérateurs », *op. cit.*

¹²³⁵ AN 94 AP 237. Tapuscrit annoté du discours d'Albert Thomas au Musée social, *op. cit.*, p. 36.

durant la Guerre, doit également être un soutien pour le ravitaillement des régions envahies, puis libérées. En octobre 1917, il intègre ainsi le conseil d'administration du Comité coopératif des régions envahies créé sous les auspices de la FNCC¹²³⁶. Après l'armistice, l'ancien ministre use de ses réseaux politiques pour appuyer le rôle des coopératives dans la reconstruction économique des régions libérées¹²³⁷, en ciblant précisément le ravitaillement des ouvriers allemands présents sur le territoire français et qui sont la « proie des mercantis et des cantiniers ¹²³⁸ ». Le développement de coopératives à leur destination permettrait d'améliorer leurs conditions de vie, dans un contexte de forte inflation. Thomas veut être le véritable bras armé parlementaire d'un mouvement coopératif régénéré par l'expérience de guerre. Dans une note instructive adressée à ses camarades de la FNCC, intitulée « La coopération au Parlement ¹²³⁹ », il déplore le faible intérêt que portent les coopérateurs à l'action parlementaire pour défendre leurs propres intérêts. Or, lui cherche justement à améliorer les outils juridiques à disposition des coopératives et sociétés secours mutuels. C'est le sens de sa proposition de loi du 6 mai 1919, tendant à modifier la loi du 1er avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels pour adapter le taux des subventions que l'État accorde à ces sociétés au pouvoir d'achat dégradé de l'après-guerre. Au-delà de cette action législative, au demeurant favorable à la création de nouvelles institutions coopératives ou mutualistes, se lit un désaccord plus profond au sein des milieux coopératifs. Thomas estime « dans beaucoup de milieux syndicalistes ou coopérateurs, le Parlement est peu estimé, défendant l'idée que la coopération n'a pas besoin du relais politique pour défendre ses propres intérêts » et regrette que « les coopérateurs [n'aient] quelque mal à forcer la porte des Parlements ». Or, cette vision n'est pas partagée par la plupart des coopérateurs, soucieux, comme les syndicalistes depuis la Charte d'Amiens, de leur indépendance à l'égard des partis politiques et des pouvoirs publics. Le programme d'après-guerre de la FNCC adopté lors du congrès tenu du 27 au 19 septembre 1919 réitère le principe d'indépendance de la coopération à l'égard des partis politiques, mais aussi d'indépendance par rapport aux pouvoirs publics. Il porte cependant la marque discrète du souhait initié par Thomas que la coopération fasse pression sur les pouvoirs publics pour défendre ses intérêts. Il s'agit ici du début de la consécration du rôle de la coopération comme instance de défense des intérêts des consommateurs, qui va croissant dans l'entre-deux-guerres.

¹²³⁶ AN 94 AP 413. Lettre d'Ernest Poisson à Albert Thomas lui proposant d'intégrer le conseil d'administration du Comité coopératif des régions envahies.

¹²³⁷ AN 94 AP 414. Correspondance entre Albert Thomas et André Tardieu, ministre des Régions libérées, entre janvier et décembre 1919.

¹²³⁸ AN 94 AP 414. Note d'Albert Thomas aux coopérateurs de la FNCC, du 10 janvier 1919.

¹²³⁹ *Ibid.*

Ce rôle ne se fait cependant pas sans remous dans les milieux coopératifs, attachés à leur indépendance et à leur histoire née justement « au fond de l'impasse ». En 1920, Thomas, désormais accaparé par son poste de directeur du BIT, déplore auprès d'Ernest Poisson, secrétaire général de la FNCC, l'inaction politique des coopérateurs. Il lui écrit sans ambages : « ce qui me choque, c'est que vous avez complètement disparu de la circulation », qualifiant au passage sa République coopérative de « bon livre » mais que Poisson « [a] ignoblement salopé¹²⁴⁰ ». Enfin, il l'appelle à une vigoureuse action nationale et internationale en faveur du développement de la coopération qu'il déploie lors des conférences coopératives interalliées de février et juin 1919¹²⁴¹. Thomas y avait alors présenté sa vision de la doctrine coopérative nouvelle nourrie de l'expérience de guerre qui devait devenir véritablement internationale. Pour lui, la coopération ne devait être ni libre-échangiste, ni protectionniste, mais devait « revendiquer une organisation des transactions internationales qui dans l'intérêt commun des consommateurs, élimine peu à peu le profit », en participant aux côtés des États au contrôle du fret¹²⁴². Sa doctrine coopérative internationale se voulait donc le prolongement de sa politique menée en temps de guerre et visait à faire entrer la coopération dans une nouvelle étape de sa croissance, qui s'accompagne d'une légitimité nouvelle dans sa participation aux relations économiques nationales et internationales, politique qu'il poursuivra à Genève dès 1920¹²⁴³.

¹²⁴⁰ AN 94 AP 417. Lettre d'Albert Thomas à Ernest Poisson, du 16 octobre 1920.

¹²⁴¹ Lors de la conférence de juin 1919, Thomas est rapporteur de la commission chargée d'examiner « l'organisation coopérative d'après-guerre et les relations économiques des peuples ». *Les conférences coopératives interalliées et neutres pendant la guerre : compte-rendu des conférences tenues à Paris en septembre 1916, février et juin 1919*, Paris, Fédération nationale des coopératives de consommation, 1919, p. 62.

¹²⁴² AN 94 AP 414. Article du journal *L'Information marocaine* du 27 avril 1919 sur la doctrine coopérative d'Albert Thomas.

¹²⁴³ DHERMY-MAIRAL Marine, « L'unification du mouvement coopératif au Bureau international du Travail : la « révolution silencieuse » d'Albert Thomas », *op. cit.*

IV. Le sens de l'État

Cette expérience du pouvoir au cœur de la Grande Guerre soulève une problématique récemment renouvelée par les historiens Marc Lazar et Mathieu Fulla : « What have they done with the state and what has the state done with socialists ? ¹²⁴⁴».

A. Plaidoyer pour un État organisateur et planificateur

La part croissante prise par les services dirigés par Albert Thomas dans l'organisation économique et sociale du pays participe très largement de cette « exubérance de l'État¹²⁴⁵ », mise en avant par Fabienne Bock. Du reste, elle touche tous les secteurs et transcende toutes les familles politiques ; le « libéralisme organisé » d'Étienne Clémentel ministre du Commerce et de l'Industrie, ou le « socialisme de guerre¹²⁴⁶ » d'Albert Thomas, poursuivi en partie par son successeur l'industriel Louis Loucheur, participent de ce même mouvement. Tous les domaines sont concernés : le Service de santé militaire dirigé par le radical-socialiste incarne également un certain « jacobinisme sanitaire¹²⁴⁷ ». La part croissante de la puissance publique est très nette dans le domaine de la production et dans celui de l'encadrement social. La politique menée par Thomas s'inscrit donc dans une vision d'un « État organisateur et planificateur¹²⁴⁸ ». Au terme d'une telle expérience ministérielle, la question se pose donc de savoir si sa conception de l'État a changé, ou si celle-ci était déjà largement déterminée avant le conflit ? Plusieurs éléments étaient déjà en germe avant-guerre, et le conflit n'a fait qu'apporter des inflexions marginales, sans modifier le *sens de l'État*, que cultivait déjà le militant, maire, puis député socialiste. Sa carrière politique antérieure l'avait déjà rapproché progressivement du cœur de la gestion des affaires publiques. Défendant le principe de la nationalisation des secteurs stratégiques comme les transports ou les mines, Thomas avait cherché à faire tomber les réticences d'une partie des socialistes qui voyaient l'État comme un ennemi à abattre, quand lui le considérait comme un outil de transformation de la société. En

¹²⁴⁴ FULLA Mathieu et LAZAR Marc, *European socialists and the state in the twentieth and twenty-first centuries*, Cham, Suisse, Palgrave MacMillan, 2020, p. 4.

¹²⁴⁵ BOCK Fabienne, « L'exubérance de l'État en France de 1914 à 1918 », *op. cit.*

¹²⁴⁶ AN 94 AP 237. Tapuscrit annoté du discours d'Albert Thomas au Musée social, *op. cit.*, p. 36.

¹²⁴⁷ VIET Vincent, *La santé en guerre, 1914-1918*, *op. cit.*, p. 87.

¹²⁴⁸ GALLO Max, « Quelques aspects de la mentalité et du comportement ouvriers dans les usines de guerre : 1914-1918 », *op. cit.*

ce sens, l'ascension à de telles fonctions durant la guerre ne relève pas de l'accident de parcours. Elle est au contraire le prolongement d'un long processus entamé avant-guerre, même si le ralliement au patriotisme défensif confinant au jusqu'au-boutisme productif a constitué un tour de force intellectuel pour le militant pacifiste et internationaliste d'avant-guerre.

Dans le même temps, l'impératif productif ébranle sans doute quelques certitudes. La guerre a mis le jeune sous-secrétaire d'État socialiste au contact direct des industriels, petits et grands, sans qui la production de guerre était impossible. Thomas noua des amitiés durables avec certains industriels, comme Louis Loucheur, ou encore Louis Renault. Ces hommes qui ont été en quelques sortes les bons élèves de la mobilisation industrielle, ont influencé le socialiste et réciproquement. Ce dernier s'appuie par exemple sur l'exemple des délégués d'atelier de Renault-Billancourt pour généraliser ce dispositif en 1917. Convaincu par son chef de cabinet, le sociologue François Simiand, de l'effet contre-productif de la réquisition de l'outil productif, le ministre s'est de fait converti au bien-fondé de l'initiative privée. Une autre politique économique – plus fortement étatisée – aurait de toute façon été impossible à mettre en œuvre tant l'industrie de l'armement administrée par l'État était si faiblement développée avant-guerre. Il fallait donc parer au plus pressé pour répondre aux exigences de l'heure. Cela ferait-il de Thomas un « social-libéral » plusieurs décennies avant la lettre ? Outre le caractère anachronique et rapide de l'assertion, rien n'est moins sûr. Certes, l'action menée par Thomas montre le refus tout autant que l'impossibilité pratique dans ces circonstances d'une étatisation complète des productions d'armement. Thomas, grand pragmatique, s'adapte et semble s'accoutumer vaille que vaille du caractère très technique de sa fonction. Pour Fabienne Bock, il préfigure ainsi « les “ministres techniciens” de la deuxième moitié du XX^e siècle¹²⁴⁹ ». Thomas chercha, mais fut empêché par les faits et le temps, à mettre en place ce qu'il appelait lui-même son « socialisme d'État ». La réalité fut cependant différente du fait du contexte, et ne permit pas d'aller plus loin dans la protection sociale des mains-d'œuvre en guerre que la restauration des standards établis par le droit du travail d'avant-guerre.

Thomas au demeurant était porteur d'un projet fort bien décrit par le philosophe libéral Élie Halévy qui vit dans son expérience la « folle espérance que la guerre avait produit un miracle et qu'au jour de la paix, l'Europe pourrait bien découvrir qu'un régime permanent de socialisme d'État, mêlé de syndicalisme se trouvait réalisé sans les horreurs d'une révolution, sinon sans les horreurs de la guerre¹²⁵⁰ ». Sa politique a cherché l'appui des intellectuels, des

¹²⁴⁹ BOCK Fabienne, « L'exubérance de l'État en France de 1914 à 1918 », *op. cit.*, p. 49.

¹²⁵⁰ HALEVY Élie, *Histoire du socialisme européen*, Cours donné à l'École libre des sciences politiques, Paris, Gallimard, 1937, p. 344-345.

experts, des réformateurs sociaux, des syndicaux, à même selon lui de guider sa politique composée d'un triple objectif parfois insoluble entre impératif productif, encadrement de la main-d'œuvre et nouveau mode de gouvernance fondé sur la raison. Cette intégration permettait la prise en compte d'intérêts peu représentés dans les politiques publiques d'avant-guerre, comme ceux des travailleurs eux-mêmes ou des coopérateurs. En cela, Thomas est bien un modèle du « réformisme des techniciens¹²⁵¹ », soucieux de démocratie industrielle et de gestion concertée et dont les compétences et la réflexion acquise avant-guerre sont mises au profit de la mobilisation industrielle qui s'appuya sur ces hommes nouveaux (dans le sens où ils n'avaient jamais exercé de responsabilités politiques gouvernementales).

Son ascension illustre également celle, plus globale, des civils à la tête de services de ministères militaires, ce qui n'est pas sans déplaire aux hommes du Grand Quartier général hostile à l'immixtion des civils dans les considérations stratégiques¹²⁵². Il en est ainsi de Justin Godart au Service de santé militaire, de Jules-Louis Breton au sous-secrétariat d'État aux inventions. Ces hommes par ailleurs partageaient des convictions politiques communes, entre patriotisme de raison et sensibilité sociale, voire socialiste.

Albert Thomas se familiarise avec la complexité des rouages de l'État, et prend conscience notamment de la prépondérance de l'armée – qu'il avait tant détestée durant l'Affaire Dreyfus et son service militaire – dans l'organigramme politique. C'est ce qui l'amène fin 1916 à défendre, de manière faussement paradoxale, le caractère militaire de son ministère, qui lui offrait une plus grande autorité politique, mais mettait également à la disposition de ses services les immenses ressources consenties à l'armée en temps de guerre¹²⁵³. La multiplication des comités et commissions spéciales au sein de ses services, ainsi que le grignotage progressif de compétences dévolues à d'autres services de l'État ou aux industries privées relevaient donc moins d'une « manie envahissante¹²⁵⁴ » qu'on lui a souvent reprochée, que de la volonté de rationaliser l'action publique, marquée au début de la guerre par la confusion et l'improvisation. Une rationalisation qui englobe donc la volonté de s'appuyer sur la raison pour guider l'action, ce vieil idéal des intellectuels devenus conseillers du prince, si ce n'est prince eux-mêmes¹²⁵⁵, mais aussi de gagner en efficacité. Le nouveau *sens de l'État* acquis par Thomas pendant la

¹²⁵¹ JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés : les origines intellectuelles du réformisme en France, 1871-1917*, *op. cit.*, p. 18.

¹²⁵² Sur les relations complexes de Thomas avec Joffre, voir SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas*, *op. cit.*, p. 122 et suivantes.

¹²⁵³ AN 94 AP 237. Tapuscrit annoté du discours d'Albert Thomas au Musée social, *op. cit.*, p. 13.

¹²⁵⁴ *Ibid.*

¹²⁵⁵ PROCHASSON Christophe, *Voyage d'un historien à l'intérieur de l'État*, Paris, Fayard, 2019.

guerre s'inscrit aussi dans un sens de l'histoire qu'il perçoit comme un long cheminement vers le progrès économique et social. L'intellectuel historien, qui voit dans les guerres, comme dans les révolutions, des « prodigieuse[s] expérience[s] économique[s] et sociale[s] », place son action dans l'héritage des Jacobins et de la politique menée par les Conventionnels en matière d'Armement, comme l'y encouragent d'ailleurs ses collaborateurs socialistes. C'est ainsi que l'on peut considérer cette note préparatoire à un discours, transmise au ministre socialiste par l'un de ses collaborateurs :

« Pour le discours. Dénoncer l'objection qu'on te fera sûrement, que tu es socialiste ; t'en vanter. Rappeler que si la victoire des Allemands en 1870 a préparé la prédominance allemande dans le socialisme international, leur défaite peut maintenant préparer la prédominance des socialistes français ; qu'il y a en effet un socialisme français, sans-culotte et régicide ; qu'il est issu de la constitution de 1793 (tu connais mieux que moi le babouvisme) ; insister sur les rapports du socialisme français avec le jacobinisme.

De même, le socialisme de Fourier. Voir dans le livre de Bourgin (je ne l'ai pas chez moi, mais j'ai noté), pages 389-393, sous le titre "œuvre de l'État", l'analyse de la doctrine fouriériste en matière d'intervention étatique ; c'est à peu près la politique actuelle de ton ministère (l'État [illisible] de la grande industrie, participation aux bénéfices, etc.).

Le socialisme français est insurrectionnel, et par là principalement il dérive du jacobinisme. Les socialistes voient dans la guerre actuelle une insurrection contre les aristocrates et les tyrans prussiens : aristocrates de la terre (hobereaux), mais aussi aristocrates de la Bourse qui [illisible] leur piraterie jusque chez nous. [...]

Il y aurait matière à faire et publier un exposé de l'œuvre de la convention en matière d'armements, pour comparer avec l'œuvre actuelle ; avec rapports et discours de Barère, Carnot, etc. ; chiffres de productions ; questions d'effectifs et de main-d'œuvre¹²⁵⁶ ».

Ces mots visent bien sûr à la constitution d'un plaidoyer *pro domo* d'un homme soucieux de montrer que le pragmatisme n'a pas étouffé l'idéal, et qui ne dénie pas complètement à l'histoire son caractère instrumental. Le socialisme que Thomas prônait durant la guerre reposait sur une politique contractuelle passée avec l'initiative privée, mais aussi sur le renforcement du domaine économique de l'État qui devait servir de modèle à la première.

C'est ainsi que se comprend le projet avorté d'arsenal de Roanne qui est tout à la fois un concentré et la queue de comète d'un socialisme de guerre inabouti.

¹²⁵⁶ AN 94 AP 356. Dossier « Politique du parti pendant la guerre ». Note d'un collaborateur à Albert Thomas (probablement Maurice Halbwachs), de février 1917.

B. L'exemple de Roanne : les ruines de l'État modèle

Ce projet né dans les couloirs de l'hôtel Claridge en 1916 se trouve à la croisée des préoccupations économiques et sociales du ministre de l'Armement dont la direction doit être donnée par un État modèle. Thomas, au plus près des industriels pour assurer la mobilisation industrielle, prend parfois conscience des limites du seul recours aux industriels privés, dont l'appât du gain l'emporte parfois sur le patriotisme ; c'est le sens de sa proposition de 1916 discutée avec Lucien Voilin, mais néanmoins rejetée ensuite, d'une taxe sur les profits de guerre.

Lors d'une tournée dans les usines, aux côtés de l'ingénieur civil Émile Hugoniot, le menant de Bordeaux à Angoulême en passant par Toulouse, le ministre socialiste et son collègue constatent « l'immense gaspillage de main-d'œuvre¹²⁵⁷ » des industriels et ce dernier lui propose la création d'un nouvel établissement d'artillerie à Roanne pour la construction de munitions de 75 et de 155 et des canons lourds. Ce projet d'immense arsenal d'État intervient après l'échec des sollicitations d'Hugoniot auprès d'industriels privés comme Citroën. Le projet est discuté par les deux hommes à l'été 1916, alors que la bataille de Verdun, dévoreuse d'hommes et d'obus, fait rage, ce qui explique sans doute la rapidité de l'acceptation du projet colossal par Thomas, malgré sa relative impréparation, soulignée par l'historien John Godfrey¹²⁵⁸. Même s'il est lancé officiellement le 16 octobre 1916, les démarches sont déjà en cours depuis le début du mois de septembre, Hugoniot ayant alors déjà acquis le terrain début septembre. La suite de l'affaire est un immense imbroglio politique et financier qui conduit à l'échec partiel du projet, à un immense gâchis financier et qui entache durablement la réputation du ministre socialiste de l'Armement. Nous ne reviendrons pas ici sur « l'anatomie d'un échec », parfaitement retracée par John Godfrey. Ce qui nous intéresse ici est de considérer ce projet titanesque comme un concentré du projet économique et social d'Albert Thomas, illustrant par ailleurs son *sens de l'État* aiguisé par l'expérience de guerre.

L'objectif initial était de construire des ateliers assez vastes pour permettre la fabrication journalière de 50 000 obus et de quatre canons d'artillerie lourde, pour une dépense totale de construction et d'installation de 150 millions de francs¹²⁵⁹. Le projet vise clairement à « développer le secteur de l'État¹²⁶⁰ ». Thomas saisit le nouveau programme d'artillerie lancé

¹²⁵⁷ Lettre d'Albert Thomas à Léon Eyrolles du 25 septembre 1929, *op. cit.*

¹²⁵⁸ Sur l'arsenal de Roanne voir GODFREY John F., *Capitalism at War: Industrial Policy and Bureaucracy in France, 1914-1918*, *op. cit.*, p. 257-288.

¹²⁵⁹ Audition de Thomas devant la commission des finances du Sénat, *L'Humanité*, 29 mars 1917.

¹²⁶⁰ HENNEBICQUE Alain, « Albert Thomas et le régime des usines de guerre (1915-1917) », *op. cit.*, p. 138.

par Joffre en mai 1916, exigeant un accroissement considérable des fabrications pour « développer un véritable monopole¹²⁶¹ » de l'État qui pourra jouer un rôle modérateur contre les prix croissants pratiqués par les industriels. L'État doit assumer la charge des investissements, et être le propriétaire des immenses installations à mettre en œuvre, afin qu'il puisse gérer sa reconversion pour d'autres activités productives une fois la guerre terminée. Dans l'esprit d'Hugoniot, l'immense arsenal devait devenir un « centre ouvrier de premier ordre », développant des principes que l'ingénieur civil prônait auprès de son ministre depuis 1915 : la mécanisation, la rationalisation du travail, la mise en place de l'intéressement des ouvriers aux résultats d'exploitation de l'usine. En somme Hugoniot, qui avait voyagé avant-guerre aux États-Unis et visité les usines Ford de Détroit, avait imaginé un véritable fordisme d'État, dont le caractère innovant rencontrait les préoccupations du ministre socialiste, à l'écoute des innovations alliant démocratie industrielle et rationalisation des méthodes de production. Dans la lettre qu'il adresse à Léon Eyrolles en 1929 en vue d'une préface à un ouvrage consacré à Hugoniot tout juste décédé, Thomas se remémore les principes sous-tendant le projet. Il rappelle qu'une « cité ouvrière » était comprise dans le plan, et que

« par un contrat précis [...] il était entendu que du haut en bas, depuis lui-même et ses collaborateurs immédiats jusqu'aux ouvriers, dans cette entreprise d'État, tous les travailleurs devaient être intéressés à la production. Toute amélioration de rendement, tout abaissement des prix, consécutif, devait leur profiter ¹²⁶²».

L'intéressement reprenait l'idée d'autonomie ouvrière, que Thomas, favorable à la Charte d'Amiens, défendait et dont il avait perçu pendant la guerre à quel point les ouvriers y restaient attachés. La rationalisation du travail – que le directeur du BIT accueillera encore avec intérêt durant l'entre-deux-guerres¹²⁶³ – était perçue par le ministre socialiste comme une solution pour décupler la force de travail, et non comme une forme potentielle d'aliénation. Nous savons que les services de ce dernier ont largement accompagné les initiatives patronales en faveur de la rationalisation du travail que développent par exemple dans leurs usines les industriels de l'automobile comme Citroën¹²⁶⁴ ou Renault¹²⁶⁵. Avec Patrick Fridenson, nous pouvons dire que

¹²⁶¹ AN 94 AP 77. Note à Ronneaux, citée dans HENNEBICQUE Alain, « Albert Thomas et le régime des usines de guerre (1915-1917) », *op. cit.*

¹²⁶² Lettre d'Albert Thomas à Léon Eyrolles du 25 septembre 1929, *op. cit.*

¹²⁶³ CAYET Thomas, *Rationaliser le travail, organiser la production : le Bureau international du Travail et la modernisation économique durant l'entre-deux-guerres*, *op. cit.*

¹²⁶⁴ SCHWEITZER Sylvie, *Des Engrenages à la chaîne*, *op. cit.*

¹²⁶⁵ Voir sur ce point FRIDENSON Patrick, *Histoire des usines Renault. I, Naissance de la grande entreprise : 1898-1939*, Paris, Seuil, 1972.

« Thomas a lancé une version sociale et étatique du taylorisme¹²⁶⁶ » et a été au cœur du « tournant taylorien » qui s'opère à la faveur de la mobilisation industrielle de guerre. L'étude du personnel qui entoure le ministre socialiste a permis d'en affiner la provenance ; l'ingénieur civil Émile Hugoniot, fasciné par le modèle américain de la grande entreprise, a largement influencé Albert Thomas, qui s'était intéressé lointainement au système Taylor avant-guerre¹²⁶⁷. Le *Bulletin des usines de guerre* se fait le relais de cette fascination pour les méthodes américaines et l'existence de transfert d'expertises et de modèles de nouvelles méthodes de production du Bureau des Mines de Washington vers les usines françaises, en particulier automobiles¹²⁶⁸. Le transfert d'expertise outre-Atlantique passe par divers canaux. Le Service automobile du ministère de l'Armement œuvre pour envoyer à un de ses membres au sein de la mission française aux États-Unis d'Amérique¹²⁶⁹. Par ailleurs Max Lazard avait intégré dès septembre 1915, la mission américaine d'artillerie de New-York, dirigée par le général Gosselin¹²⁷⁰. Mais le transfert d'expertise semble être à double sens. En avril 1917, Thomas échange directement avec John Baas, délégué en France de la *Federal Trade Commission* étatsunienne sur « les méthodes adoptées en ces deux pays [France et États-Unis] pour assurer la coordination et la réorganisation industrielle en général, en vue d'obtenir le rendement maximum en temps de guerre¹²⁷¹ ». Le ministre socialiste lui fait alors parvenir les *Bulletins des usines de guerre* en rapport avec cette question¹²⁷².

Dans le cadre du projet d'arsenal de Roanne, le choix de méthodes de production rationalisées sur le modèle taylorien permettait de faire de l'État le fer de lance de la modernisation économique nécessaire au relèvement économique de la France. La volonté d'accroître le domaine productif de l'État dans un domaine aussi stratégique pour la souveraineté économique de la nation permettait en outre de réaliser l'idéal de nationalisation que Thomas avait prôné avant-guerre pour les chemins de fer et les mines. Le projet de Roanne était donc un concentré du réformisme socialiste d'avant-guerre et du nouveau sens de l'État que le ministre avait façonné durant la guerre. Il est intéressant cependant de voir que l'idée est

¹²⁶⁶ FRIDENSON Patrick, « Un tournant taylorien de la société française (1904-1918) », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 1987, vol. 42, n° 5, p. 1031-1060.

¹²⁶⁷ AN 94 AP 336. On trouve dans les papiers Thomas de la documentation sur le système Taylor datant de 1913, c'est-à-dire en plein débat dans les milieux syndicalistes français sur la rationalisation des techniques de production. Émile Pouget publie cette même année sa célèbre brochure fort critique à l'égard taylorisme en cours d'apparition, *L'Organisation du surmenage*.

¹²⁶⁸ AN 94 AP 273. « La coopération industrielle », *Bulletin des usines de guerre*, 11 mai 1916. Voir aussi le numéro du 26 juin 1916 dans la rubrique « conseils et renseignements pratiques ».

¹²⁶⁹ AN 94 AP 52. Note du Service automobile pour le chef de cabinet du ministre du 16 avril 1917.

¹²⁷⁰ AN 94 AP 417. Lettre du général Gosselin à Albert Thomas du 24 septembre 1915.

¹²⁷¹ AN 94 AP 417. Lettre de John Baas à Albert Thomas du 7 avril 1917.

¹²⁷² *Ibid.*, Réponse d'Albert Thomas à John Baas.

née dans l'esprit d'un ingénieur civil, qui goûtait pourtant très peu l'idéal collectiviste. Thomas revient d'ailleurs sur la postérité de ce projet :

« L'affaire de Roanne a suscité pendant la guerre de vives polémiques et d'ardents débats parlementaires. Elle est devenue, depuis la guerre, objet de thèse de doctorat pour de jeunes étudiants désireux d'établir leur orthodoxie libérale, et qui y trouvent une occasion d'attaques contre l'étatisme et le Socialisme. Pauvre Hugoniot, si on lui avait dit qu'il serait un jour accusé d'avoir voulu faire avec moi une expérience d'étatisme et de socialisme¹²⁷³ ».

La suite du projet est en effet une succession de scandales politico-financiers. Un rapport du sénateur des Landes Raphaël Milliès-Lacroix révèle en 1917 les montages administratifs et financiers frauduleux réalisés par Hugoniot dans l'achat des terrains, l'absence de respect des procédures et de consultation préalable des commissions compétentes. Même si le président du Conseil Alexandre Ribot donne sa confiance à Thomas, ce qui permet la poursuite du projet, la campagne de presse bat son plein contre l'arsenal et son ministre et perdure jusqu'à la veille des années 1920 : la droite et les industriels y voient une dangereuse forme de collectivisme tandis qu'une partie de la gauche accuse le « Duc de Roanne » d'avoir volé l'argent des ouvriers¹²⁷⁴. Nous sommes d'accord avec B.W. Schaper pour conclure que l'affaire de Roanne est « symptomatique des illusions que nourrissait Thomas quant aux possibilités d'une sorte de "socialisme de guerre"¹²⁷⁵ ». Elle était également une limite à l'espoir de « concorde nationale¹²⁷⁶ » des classes unies par la mobilisation industrielle et qui devait se poursuivre dans la France en paix pour permettre sa reconstruction. La volonté de mettre en place un véritable monopole d'État, visant à contrecarrer la libre concurrence laissée à l'industrie privée avait suscité l'hostilité des milieux industriels. Ceux-ci s'étaient montré prêts à collaborer à la Défense Nationale, dans la mesure où leurs intérêts n'étaient pas remis en cause, et que l'État ne venait pas concurrencer leur domaine économique. L'idée qu'un tel domaine devait survivre après la guerre pour constituer un embryon de politique industrielle de l'État était jugée inacceptable. Dans le même temps, les rangs socialistes ne soutinrent pas véritablement le projet, surtout après sa reprise sous l'égide de l'industriel Louis Loucheur après le départ de Thomas du gouvernement en septembre 1917. Hubert Bourgin témoigne de l'atmosphère délétère régnant au sein du Groupe socialiste autour de cette question :

¹²⁷³ Lettre d'Albert Thomas à Léon Eyrolles du 25 septembre 1929, *op. cit.*

¹²⁷⁴ AN 94 AP 362, « La fuite du traître Thomas », *Le Réveil de l'Auxois*, 18 novembre 1919.

¹²⁷⁵ SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 115.

¹²⁷⁶ Expression prononcée lors de son discours au Creusot et que l'on trouvait déjà dans sa brochure programme de 1913, *La politique socialiste, op. cit.*

« [...] On commença à parler au Groupe, ainsi qu'à la Chambre et au Sénat, de l'affaire de Roanne, le grand arsenal conçu et déjà ébauché par l'Armement comme un régulateur de toute la production du matériel de guerre. Mais, dès lors, on en parle comme d'une affaire politique, qui opposait aux conceptions économiques et sociale du grand patronat, de l'école orthodoxe, du gouvernement à "laisser faire", un socialisme d'État, que les amis qualifiaient de pratique et hardi, et les adversaires de chaotique et ruineux¹²⁷⁷ ».

Les socialistes craignaient naturellement que ce scandale politique et financier n'entache le Parti, par ailleurs largement divisé sur la question de la participation d'Albert Thomas au gouvernement. Si ce projet est donc un échec à court et moyen terme, il n'en constitue pas moins un trait d'union entre divers projets d'intégration par l'État des ouvriers à la nation, depuis le projet d'arsenal de Paris sous la Révolution en passant par les ateliers nationaux de 1848, jusqu'aux projets socialistes de nationalisations. Par ailleurs, il est très probable que le ministre socialiste a été également influencé par le texte-programme adopté par la direction CGT – Thomas et Jouhaux se sont largement rapprochés pendant la guerre – en décembre 1916 qui voyait d'un bon œil le nouveau rôle économique pris par l'État depuis le début de la guerre, tout en demandant le « retour à la nation¹²⁷⁸ » des industries de base, ancêtre des nationalisations industrialisées prônées par le syndicat après la guerre. L'historien des arsenaux d'État Patrick Mortal estime en effet qu'en 1916, Thomas prend ses distances par rapport aux industriels et développe avec le député socialiste Lucien Voilin, membre de la commission de l'armée les concepts de « l'économie organisée », appelés à longue postérité dans l'arsenal idéologique des gauches françaises. L'idée naît de la volonté de contrôler l'industrie privée dont les bénéfices commencent à faire scandale dans l'opinion publique sur fond d'embuscomanie. En 1915, le projet initial de Lucien Voilin vise à régler en même temps ce double problème en proposant la militarisation des soldats de l'arrière et la réquisition des usines de guerre. Comme on le sait, Thomas, influencé par Simiand, s'oppose au principe de la réquisition. Ce terme est donc remplacé par celui de « régie intéressée » qui permet de conserver telle quelle l'industrie tout en la contrôlant. L'exubérance de l'État en guerre s'est donc déployée selon un mode de gestion somme toute libéral. Ces discussions aboutissent à la loi du 4 avril 1917 établissant le régime obligatoire de la régie intéressée pour les industries d'armement, et ce jusqu'à la paix. Pour Patrick Mortal, les deux députés se « gauchisent » conjointement, la réquisition puis la régie intéressée montrant une défiance croissante par rapport aux pratiques des industriels. Mais doit-on considérer qu'il s'agit d'une gauchisation de

¹²⁷⁷ BOURGIN Hubert, *Le Parti contre la Patrie*, op. cit., p. 198-199.

¹²⁷⁸ MORTAL Patrick, *Les armuriers de l'État*, op. cit., p. 154.

Thomas ou d'une adaptation aux temps de guerre des idées de régie directe ? Le socialiste et son groupe d'intellectuels de gauche avaient largement porté cette thématique que l'on retrouve à la une des programmes de la CGT après la guerre, l'organisation syndicale affirmant ainsi son expertise quant à la gouvernance économique du pays. L'expérience gouvernementale durant la guerre est donc le pont entre ces deux milieux de réflexions économiques qui ne dialoguent pas forcément habituellement.

Par ailleurs, l'année 1916 est peut-être un tournant dans la guerre, en ce sens qu'il vient confirmer pour Thomas des certitudes forgées avant-guerre autour de la nécessité d'une économie organisée par un État stratège et directeur des orientations industrielles et sociales de la nation. L'adoption de la loi sur les régies intéressées des industries d'armement par 366 voix contre 31 proposée par les députés socialistes n'est-elle pas la confirmation du rêve esquissé à la veille de la guerre par Thomas de voir le Parti socialiste devenir « le vrai parti national¹²⁷⁹ » dont les solutions socio-économiques s'imposent à la nation en guerre avec la force de l'évidence ?

C. Naissance d'un homme d'État

Le poste stratégique qu'occupe Thomas dans les gouvernements de guerre le place au plus près des questions stratégiques liées à la guerre. Schaper souligne que « cet ancien antimilitariste montra un très vif intérêt pour les opérations militaires, et ne fit pas mystère de ses jugements en ce domaine¹²⁸⁰ ». Cela est du reste assez caractéristique de ces hommes politiques soucieux de « civiliser » les administrations militaires dont ils ont la charge, à l'instar de Justin Godart. Critique du Maréchal Foch, proche du Maréchal Pétain, détesté par Lyautey, Thomas ne se priva pas de donner son avis sur les questions stratégiques au sein desquelles les effectifs d'armement étaient de toute façon centraux. Naturellement donc, le ministre de l'Armement intègre le cabinet de guerre formé en décembre 1916 lors de la réorganisation du cabinet Briand. Ambitionnait-il alors, comme le dit Marcel Sembat, de se « décharger des Munitions sur Loucheur, et au comité de guerre “faire de la stratégie”¹²⁸¹ » ? Sans doute est-ce en partie fondé, car comme l'a montré de manière convaincante et détaillée B.W Schaper,

¹²⁷⁹ THOMAS Albert, *La politique socialiste*, op. cit., p. 30.

¹²⁸⁰ SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas*, op. cit., p. 122.

¹²⁸¹ SEMBAT Marcel, *Les Cahiers noirs : journal 1905-1922 : d'après les manuscrits originaux conservés à l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS)*, Paris, V. Hamy, 2007, p. 612.

Thomas joua un rôle essentiel dans le maintien des troupes alliées à Salonique, en parvenant à lever les réticences anglaises aux côtés du président du Conseil Aristide Briand. C'est cette armée qui perça le front menant à la capitulation de la Bulgarie en septembre 1918, ouvrant la voie à la victoire finale des Alliés sur les empires centraux¹²⁸². L'amitié nouée entre Albert Thomas et Lloyd George n'y fut sans doute pas pour rien. Malgré les divergences idéologiques entre le libéral anglais et le socialiste français, les deux hommes partageaient un profond respect mutuel, ce qui facilita sans doute – la médiation de Paul Mantoux aidant – la mise en place d'une collaboration franco-anglaise, puis interalliée en matière d'armement. À partir de juillet 1915 sont organisées des conférences des munitions ; Thomas se rend plusieurs fois à Londres dans ce cadre, ou délègue ses plus proches collaborateurs comme François Simiand¹²⁸³. Le ministre socialiste est également présent lors des conférences interalliées. Lors de la troisième conférence interalliée à Chantilly en mars 1916, il déclare notamment qu'« il ne suffit pas de n'avoir qu'une armée et qu'un seul front, il faut encore n'avoir qu'un atelier¹²⁸⁴ ». C'est ce qui l'amène à multiplier les visites, les rencontres directes dans les pays alliés, qui permettent le recrutement de main-d'œuvre étrangère en France, comme avec l'Italie¹²⁸⁵, le transfert d'expertise industrielle comme avec les usines d'armement russes, ou l'envoi de matériel français comme avec la Roumanie¹²⁸⁶.

La période de guerre élargit ses vues et ses connaissances des questions géopolitiques internationales. Naturellement, le ministre cherche à obtenir le plus d'informations possible sur la production d'armement de l'ennemi. L'Allemagne mène une large propagande sur sa supériorité industrielle et sur l'efficacité du directeur de l'Office des matières premières allemand, en charge de la mobilisation industrielle du Reich, l'industriel Walther Rathenau. Thomas veille donc à ce que ses services s'attachent à connaître exactement les capacités allemandes. Lors de la Conférence interalliée d'artillerie de Londres réunie du 8 au 10 novembre 1916, le Français proclame :

¹²⁸² *Ibid.*, p. 122-128.

¹²⁸³ Les comptes rendus de ces réunions où Paul Mantoux est systématiquement présent se trouvent dans son fonds d'archives conservé à La Contemporaine. Voir par exemple le dossier « Conférence. 30 août 1916. Londres. Dossier Mantoux » (F delta rés 0858/05/03).

¹²⁸⁴ Cité in FRIDENSON Patrick, « Albert Thomas et Louis Loucheur : organiser et rallier les producteurs », *op. cit.*, p. 257.

¹²⁸⁵ Cité in DOUKI Caroline, « Accords franco-italiens : des accommodements d'urgence à l'administration partagée du travail immigré », *op. cit.*

¹²⁸⁶ RUDEANU Général, *Albert Thomas*, Bucarest, 1934. Préface de Mario Roques.

« Il faut avoir une vue nette de nos ressources. L'Allemagne a fait connaître ses projets. Il y a eu certainement du bluff. Mais nous devons comparer nos ressources aux siennes. Nous devons voir s'il n'y a pas un effort de production à envisager¹²⁸⁷ ».

Le fonds Albert Thomas aux Archives nationales comprend par exemple une partie des papiers d'Émile Haguenin (plus d'une quarantaine de cartons¹²⁸⁸), qui dirige le bureau de la presse de l'ambassade de France à Berne, à sa création en 1916 qui se veut « un poste d'observation de l'ennemi allemand¹²⁸⁹ ». Émile Haguenin, normalien, major de l'agrégation de lettres en 1896, entame ensuite une carrière à l'Université de Berlin de 1901 à 1914. Le « personnage incident¹²⁹⁰ » au cœur d'une œuvre tentaculaire de médiation franco-allemande, se retrouve en effet dans les correspondances d'Albert Thomas du début du siècle¹²⁹¹ et le jeune socialiste l'a probablement rencontré lors de son séjour de jeunesse outre-Rhin. Haguenin était alors également le correspondant du *Temps* à Berlin¹²⁹². Les deux hommes qui se tutoient semblent assez proches¹²⁹³, et partagent un parcours, une culture littéraire et une affection commune pour l'Allemagne, qui facilite le transfert d'informations sur l'ennemi au cours de la Grande Guerre, et permet sans doute au ministre socialiste de garder un œil direct sur l'évolution du socialisme allemand que Haguenin considérait également avec intérêt¹²⁹⁴.

Thomas découvre donc avec un enthousiasme non dissimulé les arcanes de la diplomatie en temps de guerre. En mai 1916, alors qu'il n'est encore que sous-secrétaire d'État, il accompagne le président du Conseil René Viviani dans une mission en Russie. L'objectif est double : il faut s'assurer de la vitalité de l'alliance franco-russe, mais aussi évaluer les ressources productives du pays. La délégation française est accueillie par Nicolas II. Et si l'on en croit l'ambassadeur français de l'époque Maurice Paléologue, qui entretiendra cependant par la suite une assez forte animosité à l'égard du socialiste, ce dernier fit une forte impression sur le Tsar¹²⁹⁵. Le reste du

¹²⁸⁷ Archives de la Défense nationale, 10N9, cité BONIN Hubert, *La France en guerre économique (1914-1919)*, *op. cit.*, p. 72.

¹²⁸⁸ AN 94 AP 425 à 469.

¹²⁸⁹ ABALLEA Marion, « Émile Haguenin de l'université à la diplomatie : trajectoire berlinoise et médiation franco-allemande (1901-1924) », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 2015, n° 47-2, p. 517-530.

¹²⁹⁰ *Ibid.*

¹²⁹¹ AN 9A P 471. Lettre d'Émile Haguenin à Albert Thomas.

¹²⁹² GOERGEN Marie-Louise, *Les relations entre socialistes allemands et français à l'époque de la Deuxième Internationale*, *op. cit.*, p. 211.

¹²⁹³ AN 94 AP 415. Correspondance entre Albert Thomas et Émile Haguenin de 1918 et 1919.

¹²⁹⁴ Émile Haguenin dialogue par exemple avec Édouard Bernstein, le chef de file du courant révisionniste allemand dont Thomas était très proche. ABALLEA Marion, « Émile Haguenin de l'université à la diplomatie : trajectoire berlinoise et médiation franco-allemande (1901-1924) », *op. cit.* Par ailleurs c'est grâce à ce riche canal d'informations que Thomas obtient une large documentation tirée de la presse allemande sur la question des responsabilités dans le déclenchement de la guerre. Voir en particulier AN 94 AP 469.

¹²⁹⁵ PALEOLOGUE Maurice, *La Russie des Tsars pendant la Grande Guerre, 19 août 1916 – 17 mai 1917*, Paris, Plon, 1922, p. 258.

séjour est consacré à la visite des usines d'artillerie russes, en compagnie de Louis Loucheur. La délégation obtient la promesse de l'envoi de soldats russes sur le front occidental¹²⁹⁶, en l'échange de la fourniture de canons d'artillerie lourde fabriqués dans les usines Schneider¹²⁹⁷. Thomas n'en était pas à son premier séjour en Russie ; rappelons ici qu'il avait été l'un des premiers occidentaux à voyager par le Transsibérien en 1898 après l'obtention d'une bourse¹²⁹⁸. Une mission de plus grande importance encore lui est confiée en 1917, à la suite de la révolution de février. Nous reviendrons dans le chapitre suivant sur cette mission qui constitue un tournant majeur dans le destin du ministre socialiste et met en tension son identité de militant socialiste et de ministre d'un gouvernement en guerre.

Si le militant socialiste était déjà un lointain familier de la Russie, la guerre mène le ministre vers des horizons jusque-là inconnus pour lui. Une étape de ce séjour au chevet de l'allié russe le mène jusqu'en Roumanie où il rencontre les hommes du Grand Quartier général mais également le roi de Roumanie¹²⁹⁹. Même si le Français semble surestimer la force de l'allié roumain¹³⁰⁰, ce voyage marque une étape importante dans la collaboration notamment industrielle entre les deux pays. Là encore, son enthousiasme et sa croyance dans la victoire certaine des alliés, semblent plaire aux hommes qu'il rencontre sur place, à l'instar du général Rudeanu, membre du Grand Commandement général roumain, qui consacre à Albert Thomas en 1934 un ouvrage qu'il présente comme une biographie mais qui est en fait un exposé détaillé et chiffré de la production d'armement française mise à disposition de l'allié roumain grâce à la mission roumaine des munitions lancée par Thomas¹³⁰¹. La collaboration industrielle franco-roumaine est sans doute facilitée par la présence auprès de ce dernier de Mario Roques, enseignant aux Langues orientales et romaniste hors pair. Ce dernier, qui préface d'ailleurs l'ouvrage en question, explique que cette collaboration marque le début de l'amitié de Thomas pour la Roumanie. Celui-ci s'intéresse en effet de près à la collaboration franco-roumaine pendant et après la guerre¹³⁰², et se rendra à nouveau dans le pays en 1924 en tant que directeur du BIT¹³⁰³.

¹²⁹⁶ SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 129.

¹²⁹⁷ LOUCHEUR Louis, *Carnets secrets, 1908-1932, op. cit.*, p. 30-31.

¹²⁹⁸ Cf. chapitre 1.

¹²⁹⁹ SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 136.

¹³⁰⁰ AN 94 AP 162, Télégramme d'Albert Thomas à Mario Roques durant son voyage : « J'ai pensé à toi avec émotion et regret pendant tout le voyage Roumain. Je crois faire ici dans milieu délicat travail utile. Armée roumaine vraiment très impressionnante dans sa reconstitution. »

¹³⁰¹ RUDEANU Général, *Albert Thomas, op. cit.*

¹³⁰² AN 94 AP 177. Dossier sur le voyage d'Albert Thomas en Roumanie et AN 94 AP 395. Documentation sur la collaboration franco-roumaine, notamment dans le domaine universitaire.

¹³⁰³ ABIT CAT 2-24-5. Allocution au déjeuner offert par les autorités de Giurgiu, Roumanie.

Plus généralement, ces questions géopolitiques qui intéressent désormais Thomas au premier plan sont une porte d'entrée vers une Europe centrale alors en plein bouillonnement. Il observe en particulier l'éclosion des revendications nationales notamment dans les empires russes et austro-hongrois. Il est à l'origine de la création en 1918 d'un comité socialiste d'entente entre les nationalités¹³⁰⁴, qui se fait le relais en France des revendications nationales des minorités des confins russes, de l'Empire austro-hongrois, ou encore des prisonniers yougoslaves en Italie et qui envisage même l'organisation à Paris d'un congrès des nationalités opprimées. Le comité assure également un lobbying auprès du ministre des Affaires étrangères Stephen Pichon que Thomas connaît bien et avec qui il entretient des contacts quotidiens et échange des informations régulières sur la Russie, même après son départ du gouvernement. Les relations nouées lorsqu'il était ministre, ainsi que la stature dont il bénéficie l'insèrent dans les réseaux d'une diplomatie informelle en faveur des minorités d'Europe centrale, visant à déstabiliser l'Empire austro-hongrois couramment dépeint comme une prison des peuples. Thomas fréquente et soutient par exemple les activités du Conseil national tchécoslovaque de la rue Bonaparte à Paris, animé par les futurs dirigeants de la République Tchécoslovaque indépendante, Tomáš Garrigue Masaryk et Édouard Bénès¹³⁰⁵. Les deux hommes se croisent également au salon d'Aline Ménard-Dorian où Bénès est accueilli entre 1917 et 1919¹³⁰⁶.

Le ministre de l'Armement mène une sorte de diplomatie industrielle dynamique, ancêtre de la diplomatie du travail que développera dans le monde entier l'homme devenu directeur du BIT. Après son départ du ministère de l'Armement, Thomas poursuit une diplomatie informelle visant à la victoire des alliés. La paix du Droit qu'il défend passe par la redéfinition des frontières selon le principe wilsonien des peuples à disposer d'eux-mêmes dont il se fait un relai actif dans l'opinion française. Parcourir le Vieux Continent renforce également sans doute la dimension profondément européenne du socialiste français mué en homme d'État et qu'il déploiera pleinement depuis Genève.

¹³⁰⁴ ABIT CAT 6A-1 et 94 AP 248.

¹³⁰⁵ AN 94 AP 416. Dans une lettre que le général Pellé adresse à Albert Thomas le 19 novembre 1919, le premier évoque un rendez-vous entre Albert Thomas et Bénès au conseil national tchécoslovaque. Les deux hommes poursuivent une correspondance cordiale durant l'entre-deux-guerres (AN 94 AP 387). Sur ce sujet voir : KOLAR František, « Édouard Bénès et le conseil national tchécoslovaque de la rue Bonaparte », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 1993, n° 169, p. 9-15.

¹³⁰⁶ HAJKOVA Dagmar et HAJDINOVA Eva, « “Mais Paris demeure un phare...” La France dans la vie d'Edvard et Hana Beneš avant 1919 », *Revue des études slaves*, 2015, vol. 86, n° 4, p. 447-470.

Conclusion

Nous avons esquissé dans ce chapitre les conséquences de la présence d'un socialiste réformiste au cœur de la production industrielle en guerre, en établissant notamment la portée réelle bien que limitée par le contexte, des mesures sociales prises à destination des mains-d'œuvre engagées dans la mobilisation industrielle. La biographie était donc ici un outil pour explorer une politique publique de production et d'encadrement social, mais aussi pour mettre au jour les réseaux politiques mobilisés, qui en constituent le sous-bassement. Ceux-ci sont plus divers qu'on a pu parfois l'écrire, et ils transcendent les frontières partisans. Ainsi, la politique menée par les services du ministre socialiste ne s'appuie pas uniquement sur les préconisations de son entourage issu du socialisme normalien. C'est toute la « nébuleuse réformatrice » d'avant-guerre qui est également embarquée dans cette « prodigieuse expérience économique et sociale » qui y trouve un champ d'expériences et d'enquêtes quasiment sans précédent dans l'histoire, mais également des hommes nouveaux révélés par la mobilisation industrielle. Thomas parvient également à mobiliser tout le triptyque réformiste : les syndicalistes, les coopérateurs et les socialistes. Ces derniers, normaliens ou non, sont déjà nombreux dans les rangs du SSE, et le passage au statut de ministère fin 1916, n'inverse pas cette tendance, même si Thomas reste dès lors le seul ministre socialiste. Au contraire, le ministère de l'Armement incarne la continuité avec les précédents ministères socialistes, ce qu'illustre par exemple la « récupération » auprès de ses services du guesdiste Marius Viple, qui était pendant la guerre le chef du secrétariat particulier de Jules Guesde¹³⁰⁷. Même si le socialiste reste très proche de ses idées d'avant-guerre qu'il cherche à réaliser dans le laboratoire que constitue pour lui la Grande Guerre, nous pouvons largement souscrire à cette formule d'Alain Hennebicque pour qui « [la guerre] a fait [...] apparaître un Thomas différent, chez qui l'image du syndicaliste, du prophète inspiré du socialisme du Creusot ou de l'apôtre de la collaboration de classe s'atténue quelque peu devant celle de l'homme d'État¹³⁰⁸ ». La crise ministérielle de septembre 1917 qui signe son départ du gouvernement sur décision de la SFIO l'illustre parfaitement. À ce stade, le *sens de l'État* en guerre, est devenu plus fort que la discipline partisane à laquelle il se résout finalement par la force des choses. L'homme s'imaginait alors en ministre de l'Instruction voire en ministre des Affaires étrangères¹³⁰⁹. Ce rêve manqué illustre la stature

¹³⁰⁷ AN 94 AP 415. Correspondance entre Albert Thomas et Marius Viple.

¹³⁰⁸ HENNEBICQUE Alain, « Albert Thomas et le régime des usines de guerre (1915-1917) », *op. cit.*, p. 142.

¹³⁰⁹ Sur la crise du gouvernement de septembre 1917 et les ambitions ministérielles de Thomas, nous nous permettons de renvoyer à BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 135-140.

d'homme d'État acquise par le député socialiste, à l'aise dans les relations industrielles et diplomatiques interalliées, et qui avait su se faire respecter au gouvernement, à la Chambre des députés et face au Grand Quartier général. Comme l'a parfaitement montré B.W Schaper, Albert Thomas a su développer une « diplomatie dynamique¹³¹⁰ », le plaçant au cœur des relations industrielles interalliées et de la stratégie de guerre comme l'illustre son rôle mis au jour par son premier biographe dans le maintien des troupes alliés à Salonique¹³¹¹. C'est ce qu'illustre de manière paroxystique sa mission d'ambassadeur extraordinaire en Russie après la révolution de février 1917 où il est chargé de convaincre le gouvernement provisoire socialiste de poursuivre la guerre et la production d'armements¹³¹². Cette mission, qui met en tension son identité de militant socialiste et de ministre d'un gouvernement français en guerre, est révélatrice de la mue progressive opérée à l'épreuve du pouvoir. Si la seconde casquette, celle du ministre, homme d'État, semble l'emporter, Thomas est sans cesse rappelé durant la guerre à son appartenance à un parti socialiste, fortement ébranlée par son implication dans l'Union sacrée.

¹³¹⁰ SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 122-155.

¹³¹¹ Voir l'analyse de Bertus Willem. Schaper *in ibid.*, p. 122-128.

¹³¹² Sur ce point voir SINANOGLU Ioannis, « Journal de Russie d'Albert Thomas », *Cahiers du Monde Russe*, 1973, vol. 14, n° 1, p. 86-204. ; BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline « Albert Thomas, un ministre socialiste dans la Russie entre deux révolutions (avril-juin 1917) », Note de la Fondation Jean-Jaurès, En ligne, 11 mai 2017. <https://jean-jaures.org/nos-productions/albert-thomas-un-ministre-socialiste-dans-la-russie-entre-deux-revolutions-avril>.

Chapitre 5.
Majoritaire de guerre, réformiste de guerre ?

Introduction

Après avoir utilisé la biographie comme support à l'exploration d'une politique économique et sociale en temps de guerre, il est temps de replacer la portée de cette expérience gouvernementale dans l'histoire du socialisme français, fortement ébranlé par la guerre. Albert Thomas, qui contrairement à Jules Guesde est là pour combattre et pour gouverner, a une place particulière dans le dispositif socialiste engagé dans la Défense nationale. Sa personnalité, son engagement dès avant-guerre à la tête du courant droitier de la SFIO et la nature de ses fonctions ministérielles le placent dans l'œil de la SFIO, qui se divise progressivement sur les conséquences de la participation des socialistes à l'Union sacrée, parfois dépeinte comme une « sacrée union », pour reprendre l'expression du syndicaliste Léon Jouhaux¹³¹³. Si cette expérience ministérielle de guerre a occupé une place de choix dans les mémoires militantes marquées par une historiographie écrite et dominée par le récit communiste dès l'entre-deux-guerres, peu de travaux avaient, avant les années 2000, livré une lecture historique et désidéologisée de l'impact de cette expérience sur le mouvement socialiste dans le présent de la guerre. Comme l'a montré Romain Ducoulombier, le mouvement communiste, dont l'acte de naissance formel se déroule lors du congrès de Tours de la Noël 1920, est né d'une volonté de « régénérer¹³¹⁴ » l'idéal socialiste, fourvoyé par l'attitude des dirigeants de la SFIO durant la guerre. Par ailleurs, l'antiréformisme de la minorité de guerre a été un puissant moteur d'opposition à l'attitude de ces chefs, et notamment d'Albert Thomas qui en était l'incarnation la plus criante¹³¹⁵. De plus, l'étude récente de Julien Chuzeville, centrée en particulier sur les membres du Comité pour la reprise des relations internationales, actif en France à partir de 1915 (CRRI), pointe du doigt la vigueur du pacifisme de la minorité de guerre qui formera le premier noyau des dirigeants de la Section française de l'Internationale communiste (SFIC)¹³¹⁶. Dans cette configuration, le ministre socialiste, converti à la stratégie de guerre visant à l'écrasement de l'impérialisme allemand par les armes, incarne tout autant un contre-modèle à bannir des

¹³¹³ Phrase de Léon Jouhaux lors d'un meeting privé organisé par l'Union de la Seine le 1^{er} mai 1915. APP, BA, 1536, cité in ROBERT Jean-Louis, *Les Ouvriers, la Patrie et la Révolution : Paris 1914-1919*, op. cit., p. 85.

¹³¹⁴ C'est toute la thèse de DUCOULOMBIER Romain, *Camarades ! : la naissance du parti communiste en France*, op. cit.

¹³¹⁵ DUCOULOMBIER Romain, « L'antiréformisme de la minorité de guerre et la naissance du Parti communiste en France (1914-1925) », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2012, vol. 1, n° 30, p. 55-71.

¹³¹⁶ CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire : la création du Parti communiste en France (1915-1924)*, Paris, Libertalia, 2017. Sur le CCRI en particulier, voir CHUZEVILLE Julien, *Militants contre la guerre 1914-1918*, Paris, Spartacus, 2014.

rangs socialistes. Tantôt au cœur d'un « passé qui ne passe pas¹³¹⁷ », tantôt à l'origine d'un « long remords du pouvoir¹³¹⁸ » qui marqua la famille socialiste pour tout le XX^e siècle, la nature de l'engagement de Thomas dans la Défense nationale n'avait pas fait l'objet d'une étude permettant d'en comprendre les rouages et les ressorts politiques, voire psychologiques. Il faut attendre les travaux de Christophe Prochasson pour comprendre les contours et les raisons de la défense de la patrie par des intellectuels socialistes se mettant au service d'un « socialisme nationalisé¹³¹⁹ ». Dans les années 2000, les travaux de Vincent Chambarlhac¹³²⁰ et Florent Lazarovici¹³²¹ apportent une pièce supplémentaire en s'emparant du majoritaire de guerre, non plus comme une figure repoussoir autour de laquelle histoire et mémoire sont encore intrinsèquement liées, mais comme un objet d'étude en tant que tel. Cette notion de majoritaire de guerre désigne les dirigeants de la SFIO qui continuent à soutenir la Défense nationale pour mener la France et ses alliés à la victoire, *a contrario* des minoritaires socialistes, syndicalistes et ou pacifistes qui mettent en garde dès 1915 sur le risque de compromission du mouvement ouvrier avec les objectifs impérialistes des gouvernements bourgeois qu'ils soutiennent ou auxquels ils participent. De ce fait, « cette majorité n'a pas choisi d'exister¹³²² » : elle se voit contrainte de définir ses options politiques et de se justifier face à une double offensive minoritaire qui s'exprime à partir de l'année 1915. Si Thomas en vient à incarner l'idéal-type du majoritaire de guerre, il en est un chef de file par défaut et s'intègre dans un dispositif partisan plus large. Il est cependant aux avant-postes du dispositif majoritaire ministériel puisqu'il reste en fonctions jusqu'en septembre 1917, alors que Jules Guesde et Marcel Sembat ont quitté le gouvernement d'Union sacrée en décembre 1916. Il se trouve ainsi en première ligne face à l'opinion publique en temps de guerre, plongée dans une « chasse à l'embusqué »¹³²³, mais aussi au premier rang des condamnés devant le tribunal du socialisme international. Dès lors, son départ du gouvernement en septembre 1917 est davantage un désaveu politique interne à la SFIO, marquée par les évolutions du socialisme international, qu'un désaveu technique et personnel de la part du gouvernement français en guerre.

¹³¹⁷ BECKER Annette, « La gauche et l'héritage de la Grande-Guerre », in BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles, *Histoire des gauches en France*, t. II., *op. cit.*, p. 48.

¹³¹⁸ BERGOUNIOUX Alain et GRUNBERG Gérard, *Le long remords du pouvoir : op. cit.*

¹³¹⁹ PROCHASSON Christophe, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre : 1900-1938, op. cit.*, p. 125.

¹³²⁰ CHAMBARLHAC Vincent, « Des étrangers dans la maison socialiste », in CHAMBARLHAC Vincent et DUCOULOMBIER Romain (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre : ministres, militants, combattants de la majorité (1914-1918)*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2008, p. 9-14.

¹³²¹ LAZAROVICI Florent, « Itinéraire d'un majoritaire : Albert Thomas », in *ibid.*, p. 43-52.

¹³²² DUCOULOMBIER Romain, *Camarades !, op. cit.*, p. 117.

¹³²³ RIDEL Charles, *Les embusqués, op. cit.*

I. Dans l'œil du parti : le chef de file de la majorité de guerre

A. Une majorité de guerre en quête d'histoire

Si les majoritaires de guerre ont tardé à faire l'objet d'une historiographie renouvelée notamment à la faveur de l'approche du centenaire de la Grande Guerre, les minoritaires ont fait l'objet d'une attention particulière des historiens, car certains d'entre eux furent les acteurs clés de la naissance de la SFIC après la scission de la famille socialiste lors du congrès de Tours de 1920. Sans revenir en détail sur l'historiographie foisonnante portant sur le communisme français¹³²⁴, il est nécessaire de signaler que les nombreux travaux sur les minoritaires de guerre permettent de saisir *a contrario*, dans les discours militants souvent accusateurs, la construction de la figure du majoritaire de guerre. Ces discours pointent souvent du doigt la trahison, la « scission morale¹³²⁵ », causée par l'attitude des chefs socialistes engagés dans la Défense nationale. Du fait de leur portée polémique et idéologique, ces analyses font parfois obstacle à la compréhension des origines et du sens de l'attitude de la majorité de guerre, mais elles n'en montrent pas moins la portée large, durable et parfois traumatique de cette expérience dans l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste français et plus largement européen. Dans sa biographie de Jean Longuet¹³²⁶, Gilles Candar montre comment le petit fils de Karl Marx, également député de la Seine, devient la figure de proue de la minorité de la SFIO entre 1915 et 1916. Difficile de ne pas voir en Albert Thomas un anti-Longuet ; les positions antagonistes de ces deux frères ennemis sont exacerbées par la difficile situation de guerre. Pourtant, les deux hommes se situent dans l'héritage de Jean Jaurès et plus généralement dans la lignée d'une tradition socialiste républicaine ; ils sont en réalité deux facettes de la Défense nationale. Les positions de la minorité pacifiste socialiste et syndicale sont aux antipodes de celles des majoritaires de guerre. Insistant sur le caractère profondément internationaliste du projet socialiste, ils vouent aux gémonies l'option purement nationale hostile au dialogue avec les socialistes des empires centraux, choisie par la majorité de guerre. Le prolongement inexorable du conflit entraîne cependant une recomposition du mouvement ouvrier autour de nouvelles options. Dès décembre 1914, alors que les socialistes français adoptaient un manifeste

¹³²⁴ Pour un panorama actualisé voir l'introduction des directeurs de publications, MANESSIS Dimitri et ROUBAUD-QUASHIE Guillaume (dir.), *Empreintes rouges : nouvelles perspectives pour l'histoire du communisme français*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, p. 7-21.

¹³²⁵ Expression d'importance sur laquelle nous reviendrons.

¹³²⁶ CANDAR Gilles, *Jean Longuet (1876-1938) : un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, op. cit.

défendant leur choix de voter les crédits militaires pour la Défense nationale, Karl Liebknecht refusait de voter les crédits militaires pour protester contre la guerre impérialiste. Cet acte symbolique de l'un des leaders du SPD a ouvert une brèche, un espace de discussion au sein du mouvement ouvrier international. S'il n'existe pas alors en France l'équivalent d'un Karl Liebknecht prêt à mener une option dissidente, des voix dissonantes se sont cependant fait entendre dès août 1914, à l'image du secrétaire de la fédération socialiste de l'Ain René Nicod qui avait craint l'abandon de l'idéal socialiste de « fraternité humaine¹³²⁷ » que pourrait entraîner la participation socialiste à la Défense nationale. Néanmoins, la direction du Parti maintient la ligne fixée à l'été 1914 : les socialistes sont engagés dans la Défense nationale. La brèche s'élargit au cours de l'année suivante. Bien que les relations entre les socialistes français et allemands soient officiellement rompues, les informations circulent sous le manteau ; on parvient à contourner la censure qui touche désormais la presse de tous bords¹³²⁸.

En avril 1915, quelques socialistes allemands (Karl Liebknecht, Otto Rühle, Clara Zetkin, Rosa Luxembourg, Ledebour et Mehring) font circuler en Allemagne et à l'étranger un manifeste par lequel ils se désolidarisent de l'attitude de la majorité parlementaire du SPD et ouvrent la possibilité d'une action commune contre la guerre avec les socialistes belges, français, et anglais. *L'Humanité*, sous la plume de Compère-Morel, oppose une fin de non-recevoir : sensible à l'argumentaire du groupe minoritaire socialiste, ce dernier constate cependant que la social-démocratie allemande a été incapable de s'élever contre l'impérialisme de son gouvernement. Il incombe donc aux alliés, par la victoire militaire, de le renverser... La solidarité franco-allemande semble donc largement entamée et la direction du Parti reste sur la ligne de Défense nationale contre l'impérialisme allemand agresseur, établie à l'été 1914. Quels peuvent être les sentiments de Thomas face à ces appels à la renaissance de l'internationalisme socialiste ? Ce dernier est alors pleinement engagé dans la mobilisation industrielle de son pays ; difficile de croire donc qu'il ait pensé différemment de ses camarades « majoritaires » (le terme est utilisé ici par anticipation) qui s'expriment alors dans *L'Humanité*.

Le journal socialiste fondé par Jean Jaurès est, depuis la mort de son fondateur, dirigé par Pierre Renaudel¹³²⁹. Ce vétérinaire d'origine normande, passé de l'extrême gauche à la

¹³²⁷ Cité in CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire*, op. cit., p. 54.

¹³²⁸ Sur la censure, voir FORCADE Olivier, *La censure en France pendant la Grande Guerre*, Paris, Fayard, 2016.

¹³²⁹ Sur Pierre Renaudel voir <https://maitron.fr/spip.php?article128542> ; CANDAR Gilles, « Le fonds Pierre Renaudel », billet du Carnet EUROSOC en ligne <https://eurosoc.hypotheses.org/publications/les-fonds-darchives/le-fond-pierre-renaudel> ; GODGUIN Florent, « Pierre Renaudel, socialiste normand ». Note en ligne de la fondation Jean-Jaurès <https://jean-jaures.org/nos-productions/pierre-renaudel-socialiste-normand>

tendance unitaire jaurésienne au milieu des années 1900, est depuis 1914 député socialiste du Var (3^e circonscription de Toulon). Farouche opposant à la participation ministérielle des socialistes du temps de l'affaire Millerand, Pierre Renaudel se rapproche d'Albert Thomas durant la guerre et devient une figure majeure de la majorité de guerre¹³³⁰. Une étude d'ensemble manque sur le parcours de ce socialiste hétérodoxe venu de l'extrême gauche blanquiste du socialisme d'avant l'unité de 1905 et qui finit sa vie politique chez les néo-socialistes, défendant la participation ministérielle contre la doctrine officielle de la SFIO. La découverte d'un Fonds Pierre Renaudel, désormais déposé à la Fondation Jean-Jaurès et en cours de classement devrait permettre d'éclairer des pans de son parcours encore restés dans l'ombre¹³³¹. La numérisation de la partie « normande » de son fonds a déjà permis une plus ample connaissance de ses engagements politiques de jeunesse. Lors des divers congrès ou conseil nationaux réunis pendant la guerre, Renaudel est toujours l'homme qui présente les motions en faveur de la Défense nationale, au point que la tendance « renaudelienne » se confond parfois avec la majorité de guerre¹³³². Son nom apparaît donc de manière récurrente dans les études sur le socialisme durant la Grande Guerre et en particulier dans celles portant sur la minorité de guerre. Il incarne alors le verrou autoritaire d'une majorité de plus en plus fragile, arc-boutée sur le maintien d'une unité artificielle. Alfred Rosmer, syndicaliste et futur communiste de la première heure, auteur en 1936 d'une histoire du mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale, revient avec amertume sur l'attitude du duo majoritaire Renaudel-Thomas :

« On peut décrire la sorte de technique qui présidait à la fabrication des motions d'unanimité, où les rôles principaux étaient tenus par Albert Thomas et Renaudel. Thomas préparait les textes, Renaudel se chargeait de les faire accepter, et pour atteindre son but il employait tous les moyens, se servait de tous les arguments. Il savait les opposants hantés par la crainte de la scission, il jouait de cette crainte, usait de la persuasion : que deviendrait le Parti s'il se coupait en deux ? Mais quand la persuasion ne suffisait pas, il s'emportait et recourait à la menace¹³³³ ».

¹³³⁰ AN 94 AP 413. Correspondance entre Albert Thomas et Pierre Renaudel entre 1914 et 1920.

¹³³¹ MEREL Thierry, « La Fondation Jean-Jaurès et le fonds Renaudel », Note en ligne de la Fondation Jean-Jaurès, <https://jean-jaures.org/blog/la-fondation-jean-jaures-et-le-fonds-renaudel>

¹³³² Voir sur ce point CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire*, op. cit., p. 109-110.

¹³³³ ROSMER Alfred, *Le mouvement ouvrier pendant la guerre. 1, De l'union sacrée à Zimmerwald*, op. cit., p. 292.

L'attitude de la majorité de guerre est donc toujours décrite par contraste ou comme le dit Vincent Chambarlhac « dans l'après-coup d'un regard¹³³⁴ » dans les récits des minoritaires de guerre qui se sont faits les historiographes du mouvement ouvrier à l'épreuve de la Première Guerre mondiale à l'instar d'Alfred Rosmer. Condamnés par l'histoire, les majoritaires n'ont pas été en mesure d'ériger un récit héroïsé de leurs positions durant le conflit mondial. Mais les articles de leurs journaux (*L'Humanité* d'abord car dirigée par Pierre Renaudel, mais aussi *L'Avenir*¹³³⁵, *Le Droit des peuples*¹³³⁶ ou encore *La France libre*¹³³⁷), les archives privées, comme le fonds Albert Thomas, ou encore les archives de surveillance policière qui font état des réunions de la CAP¹³³⁸ ou des réunions de tendance¹³³⁹, permettent de mieux comprendre leur attitude.

Il faut donc rassembler ces traces éparses pour recomposer leurs positionnements et les choix qui auront un poids durable sur le destin du mouvement ouvrier français et mondial. L'étude de Thomas, comme figure de la majorité de guerre analysée au sein d'un dispositif partisan et para-partisan plus vaste, permet précisément d'apporter une pièce à ce puzzle historiographique encore en construction. C'est donc tout d'abord de l'historiographie militante écrite par la minorité de guerre que « naît » par contraste la majorité de guerre. Au cours de la guerre, celle-ci doit en effet se construire, se positionner en réponse aux brèches ouvertes par les questionnements croissants sur la pertinence de l'adhésion des socialistes à l'Union sacrée.

¹³³⁴ CHAMBARLHAC Vincent, « Les majoritaires de guerre dans l'après-coup d'un regard », *op. cit.* CHAMBARLHAC Vincent, « Logiques d'un portrait (Une brève historiographie des majoritaires de guerre), in CHAMBARLHAC Vincent et DUCOULOMBIER Romain (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre*, *op. cit.*, p. 17-24.

¹³³⁵ CHAMBARLHAC Vincent, « *L'Avenir*, revue du socialisme de l'heure », in CHAMBARLHAC Vincent et DUCOULOMBIER Romain (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre*, *op. cit.*, p. 53-63.

¹³³⁶ À notre connaissance, il n'y a pas à ce jour d'étude d'ensemble sur *Le Droit des peuples*. Ce journal prend vraisemblablement la suite de *L'Avenir* qui périclité au début de l'année 1918 et a été fondé avec des soutiens financiers venus de socialistes belges. Julien Chuzeville livre une analyse de son contenu idéologique oscillant entre soutien sans faille à l'Union sacrée et antibolchevisme, CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire*, *op. cit.*, p. 107-108.

¹³³⁷ BILLARD Yves, « Des impénitents de l'Union sacrée : les quarante de la France libre » in DUCOULOMBIER Romain (dir.), *Les socialistes dans l'Europe en guerre : réseaux, parcours, expériences, 1914-1918*, *op. cit.*, p. 73-85.

¹³³⁸ La Commission administrative permanente de la SFIO est composée de 24 membres durant la guerre. Les courants majoritaire et longuettiste y sont représentés, mais ce n'est pas le cas du courant pacifiste minoritaire dit « zimmerwaldien ».

¹³³⁹ Les dossiers consultés sont les suivants : AN F7/16023² (Dossier de surveillance policière d'Albert Thomas), AN F7/15957² (Dossier de surveillance policière de Louis-Oscar Frossard qui comprend de nombreux rapports sur les réunions de la CAP à partir de 1918), AN F7/16001² (Dossier de surveillance policière de Pierre Renaudel), AN F7/13074 (Notes politiques sur la SFIO entre 1912 et 1915) et AN F7/13069 (Congrès socialistes internationaux, 1896-1919).

B. Des minorités naît la majorité

L'entrée de Thomas dans le gouvernement Viviani II en mai 1915 correspond peu ou prou à l'émergence de voix dissonantes concernant la ligne de Défense nationale portée par la direction de la SFIO. Mais le parti socialiste n'est pas le seul traversé par ces failles : le mouvement ouvrier dans son ensemble est touché. C'est d'ailleurs du côté syndical que les doutes se font entendre le plus précocement. Dès le mois de décembre 1914, le directeur et fondateur de la *Vie Ouvrière*, Pierre Monatte, démissionne du comité confédéral de la CGT. Il proteste ainsi contre la ligne majoritaire de soutien à la Défense nationale illustrée par les positions de Léon Jouhaux exprimées notamment dans son discours lors des obsèques de Jean Jaurès le 4 août 1914. Ce groupe de la *Vie ouvrière*, avec Pierre Rosmer et Alphonse Merrheim de la Fédération des Métaux, fait paraître le 1^{er} mai 1915 un numéro de l'union des métaux très opposé à la guerre. La première minorité qui naît au sein du mouvement ouvrier français est donc syndicale et est amenée à se structurer lors du congrès de la CGT du 15 août 1915¹³⁴⁰.

En parallèle, la SFIO voit apparaître un courant minoritaire, qui se structure cependant plus lentement et de manière moins radicale qu'au sein de la CGT. La fissure prend d'abord la forme d'un appel à un examen de conscience venu de la puissante Fédération de la Haute Vienne qui adresse, le 15 mai 1915, un manifeste aux organismes dirigeants de la SFIO ainsi qu'aux autres fédérations. Le rapport de la Fédération emmenée notamment par le directeur du *Populaire du Centre*, Paul Faure, adresse des critiques fortes à la CAP, au groupe socialiste au Parlement, ainsi qu'à *L'Humanité* devenu la caisse de résonance de la seule majorité de guerre¹³⁴¹. Les signataires du Manifeste, comme Léon Betoulle ou Adrien Pressemane, alarment la direction sur les troubles croissants parmi les militants de plus en plus inquiets de la propagande belliciste lancée par les instances dirigeantes de la SFIO depuis août 1914. Refusant de souscrire à cette rhétorique jusqu'au-boutiste dominante, ils souhaitent, à l'image des demandes des socialistes allemands regroupés autour de Karl Liebknecht, que les socialistes français cherchent « les moyens d'en finir avec cette boucherie effroyable où coule le sang des peuples innocents et victimes¹³⁴² ». De manière moins radicale que la minorité syndicale qui développe un argumentaire strictement anti-guerre et anti Union sacrée, les minoritaires socialistes veulent engager leur parti dans une action en faveur d'une paix de compromis. À ce stade, le Manifeste

¹³⁴⁰ Sur les étapes de structuration de la minorité au sein de la CGT voir CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire*, op. cit., p. 54-58.

¹³⁴¹ L'intégralité du manifeste est reproduite dans ROSMER Alfred, *Le mouvement ouvrier pendant la guerre. I, De l'union sacrée à Zimmerwald*, op. cit., p. 292-296.

¹³⁴² *Ibid.*, p. 295.

ne remet pas en cause le principe même de la Défense nationale et ne souhaite pas obtenir la paix dans n'importe quelle condition : « bien entendu, nous ne réclamons pas la paix à tout prix. Nous ne proposons pas, par exemple, d'abandonner la Belgique et les régions françaises envahies aux occupants ¹³⁴³ ». La participation ministérielle n'est pas attaquée, tant qu'elle reste une parenthèse circonscrite à la Défense nationale et non à l'adhésion à des buts de guerre impérialistes. C'est en fait sur ce dernier point que les oppositions se cristallisent entre la minorité de la Haute Vienne et la majorité de la CAP, qui, dans sa réponse du 14 juin 1915, exprime ses vues sur la paix future et les buts de guerre. Les hommes clés de la majorité de guerre d'alors sont à la manœuvre pour rédiger cette réponse. Parmi eux, citons Louis Dubreuilh, Jules Guesde, Gustave Hervé, Marcel Sembat, Édouard Vaillant et bien sûr Albert Thomas. Celle-ci se rapproche des positions du socialiste majoritaire belge Émile Vandervelde, également ministre d'État depuis 1914, venu s'exprimer à l'occasion d'un meeting de la Fédération de la Seine le 28 mai 1915 :

« Les socialistes belges, comme les socialistes français, sont décidés à mener cette guerre jusqu'au bout, car c'est une guerre pour fonder en Europe des institutions démocratiques, bases inébranlables de la paix ¹³⁴⁴ ».

Ainsi, quand la minorité de la Haute-Vienne pense que la guerre doit s'achever par une paix négociée, la majorité de guerre en cours de constitution mise sur la seule voie militaire pour mettre fin à la guerre et à l'impérialisme allemand. Les deux options de plus en plus antagoniques se présentent comme les héritières de la doctrine érigée par l'Internationale socialiste avant 1914 : la première insiste sur la nécessité d'une paix immédiate, passant par une diplomatie ouverte rénovée, tandis que la seconde se cantonne à la lutte contre l'impérialisme germanique, y compris s'il faut en passer par la guerre elle-même... C'est donc davantage sur l'issue de la guerre que la discussion naît ; en attendant de pouvoir influencer sur les conditions de la paix future, la Défense nationale reste évidemment l'horizon immédiat pour la majorité de la CAP comme pour les hommes de la Haute-Vienne. Comme nous l'avons dit, l'entrée de Thomas au gouvernement est soumise à l'approbation de la CAP, réunie le 19 mai 1915, et obtenue à une assez large majorité. Si Raffin-Dugens, futur leader de l'opposition kienthalienne, se montre hostile au principe même de la participation ministérielle des socialistes, les réticences d'un homme comme Jean Longuet, futur leader de la minorité socialiste, ne vont pas jusqu'à un refus net d'une participation à laquelle il donne au demeurant

¹³⁴³ *Ibid.*, p. 293-294.

¹³⁴⁴ HUBERT-ROUGER, *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale Ouvrière. La France socialiste*, tome 3 : Les fédérations, 2^{ème} partie, Paris, Aristide Quillet, 1921, p. 521.

son accord. Ces réserves sont encore exprimées dans *L'Humanité* sous la plume de Pax, quelques jours plus tard :

« On peut accepter à la rigueur la continuation d'une expérience dont nous n'ignorions pas les périls. Autre chose est de l'étendre. Le moins que nous puissions faire en tous cas, ici, c'est d'accepter avec des réserves l'entrée d'Albert Thomas au ministère ¹³⁴⁵».

Acceptation de la participation ministérielle dans la lignée de la Défense nationale, mais avec réserve et droit de contrôle, et clarification nécessaire des buts de guerre socialistes, telle est en somme la position formulée par la minorité socialiste naissante. Les leaders minoritaires socialistes se font ici les relais des doutes croissants émis par les militants socialistes eux-mêmes. Si l'on en croit les archives policières, l'entrée de Thomas au gouvernement est accueillie froidement par les militants socialistes :

« M. Thomas ne jouit pas dans le PSU d'une grande influence, les militants lui reprochent la tiédeur de son socialisme, et surtout son ambition. Sa nomination ne va pas manquer d'accentuer l'hostilité dont il était l'objet, et il ne sera pas étonnant de voir formuler contre lui une demande d'exclusion¹³⁴⁶ ».

Une partie des militants socialistes lui reprochent, outre sa modération, le choix de son entourage, et notamment le choix du radical-socialiste de Nogent-sur-Marne, Édouard Sévin, comme chef de cabinet, et bientôt en charge du Service Ouvrier¹³⁴⁷. Les critiques émanent des militants, voire des députés de la Seine eux-mêmes. Le 15 juin 1915, lors d'une réunion organisée à Vincennes par l'union des sections du parti socialiste de la première circonscription de Sceaux, le député socialiste Paul Poncet de la circonscription voisine de celle d'Albert Thomas, s'exprime contre l'entrée de celui-ci au ministère de la Guerre parce qu'il la considère « comme le paravent devant servir à marquer l'incurie et l'incapacité de Millerand au ministère de la Guerre ». Et de poursuivre :

« En ne votant pas pour l'entrée d'Albert Thomas au ministère, dit-il, j'ai craint que malgré toute sa bonne volonté, celui-ci ne pût arriver à réparer le gâchis qui existe au ministère de la Guerre par suite de l'incapacité des bureaux et de quelques généraux. Si Albert Thomas ne peut réussir dans sa tâche, le Parti socialiste aura pris une lourde responsabilité qui lui sera peut-être néfaste après la guerre¹³⁴⁸ ».

¹³⁴⁵ Article de Pax dans *L'Humanité* du 21 mai 1915, cité in ROSMER Alfred, *Le mouvement ouvrier pendant la guerre. op. cit.*, p. 292.

¹³⁴⁶ AN F7/16023², Note de surveillance policière du 20 mai 1915.

¹³⁴⁷ *Ibid.*, Note de surveillance policière du 22 mai 1915.

¹³⁴⁸ *Ibid.*, Note de surveillance policière du 14 juin 1915.

Malgré les doutes qui traversent Thomas, notamment après la mort de son ami Robert Hertz au front en avril 1915¹³⁴⁹, le chef de file par défaut de la majorité de guerre ne semble pas disposé à réaliser l'examen de conscience politique auquel l'invite la Fédération de la Haute Vienne. Thomas est et demeure jusqu'à la fin de la guerre persuadé que la Défense nationale, y compris au cœur du ministère de la Guerre, est totalement compatible avec le socialisme, dans la mesure où elle vise la sauvegarde de la République française injustement attaquée par les empires centraux. Le retentissement du Manifeste de la Haute-Vienne se ressent lors du conseil national du parti des 14 et 15 juillet 1915, le premier réuni depuis le début de la guerre. Si Alfred Rosmer y voit rétrospectivement une « bataille entre la Haute-Vienne et les autres fédérations », l'heure n'est cependant pas à la rupture, même si les discussions y sont parfois virulentes. Adrien Pressemane, Paul Faure et Pierre Mistral se rallient à la motion d'unanimité présentée par la direction du Parti, qui reste sur une ligne claire d'adhésion à la Défense nationale. Nous serons cependant d'accord avec Julien Chuzeville pour dire que la nomination au gouvernement en 1915 de Thomas, qui représente l'aile droite de la SFIO, contribue sans doute à détourner les courants socialistes opposés de l'Union sacrée, ébranlant donc l'unanimité du début du conflit et accélérant la « scission morale » alors sur le point d'éclater au sein de la SFIO¹³⁵⁰.

C. Minorités en quête de majorité

1. La minorité longuettiste

La majorité socialiste n'a donc pas choisi d'exister. Elle, qui tient d'une main de fer la CAP et *L'Humanité*, est forcée de se définir au fil des événements, d'autant que la – puis bientôt les minorité(s) – ne cesse(nt) de prendre de l'ampleur au fil des événements. La minorité dite longuettiste d'abord. Dans le prolongement du manifeste de la Haute-Vienne est créé un an plus tard, le journal *Le Populaire* dirigé par le petit fils de Karl Marx et député socialiste de Sceaux, Jean Longuet. Comme le note Gilles Candar, le sous-titre du nouveau journal était le condensé de tout un programme prenant à rebours la direction prise par les instances dirigeantes de la SFIO depuis le début du conflit : « Journal revue hebdomadaire de propagande socialiste et

¹³⁴⁹ Cf. chapitre 4.

¹³⁵⁰ CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire, op. cit.*, p. 70.

internationaliste¹³⁵¹ ». Pour autant, il n'était pas question de nier la nécessité de la Défense nationale. Jean Longuet lui-même, tout en revendiquant la continuité internationaliste du socialisme français, jouait le jeu de la solidarité avec la Défense nationale, défendant ses administrés contre les souffrances de la guerre. « Avocat des Pauvres », *Le Populaire*, nourrit une lecture critique de la conduite de la guerre, concurrençant ainsi l'organe officiel du parti, *L'Humanité*, tenu par les majoritaires. Si elle n'atteint jamais celle de *L'Humanité*, la diffusion de cet hebdomadaire militant de combat ne cesse de croître tout au long du conflit, alors que la diffusion du journal de Jean Jaurès ne cesse de diminuer, de même que le nombre d'adhérents à la SFIO¹³⁵². Difficile de ne pas y lire, outre les effets des difficultés de la guerre elle-même, un relatif désaveu d'une partie des militants par rapport à la ligne portée par la majorité de la SFIO. La ligne défendue par Jean Longuet incarnait sans doute une opinion de plus en plus courante parmi les socialistes français oscillant entre continuité idéologique avec le socialisme internationaliste et pacifiste d'avant 1914 et acceptation pragmatique de la Défense nationale pour influencer sur les conditions de la paix future. Elle n'était pas du reste le courant le plus radical d'opposition à la guerre.

2. La minorité zimmerwaldienne contre la majorité de guerre

L'apparition d'une troisième opposition durant l'année 1915 complique encore les qualificatifs et brouille les frontières entre majorité(s) et minorité(s) de guerre. L'acte de naissance de cette minorité pacifiste et internationaliste plus radicale se déroule en septembre 1915 dans la ville Suisse de Zimmerwald. L'initiative portée par les socialistes des pays neutres et en particulier par le Parti socialiste italien (PSI) visait à réunir l'Internationale pour y évoquer l'action à mener par les socialistes face à la guerre. Oddino Morgari, député du PSI, mène alors une mission à travers l'Europe pour convaincre les partis-frères. Son périple le mène à Paris le 19 mai 1915. Alors que la CAP vient d'accepter la nomination de Thomas au sein du ministère de la Guerre, le socialiste italien peine à convaincre la direction de la SFIO, ainsi qu'Émile Vandervelde, le président du Bureau socialiste international, venu à Paris pour une conférence. La discussion réunit donc Morgari, Thomas, Sembat, Guesde, Vaillant, Renaudel, Hervé. Ces trois derniers déclarent l'initiative des pays neutres « inopportune et prématurée » mais aussi

¹³⁵¹ Sur la minorité longuettiste voir CANDAR Gilles, *Jean Longuet (1876-1938) : un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, op. cit., p. 141-177.

¹³⁵² D'après les chiffres donnés par Gilles Candar, *L'Humanité* tombe pendant la guerre à 70 000 exemplaires diffusés et la SFIO à 28 000 cotisants. *Le Populaire* atteint 2 000 abonnés et 6 000 exemplaires diffusés au printemps 1918. Cf. *Ibid.*, p. 150.

« dangereuse ». La fin de l'échange est particulièrement houleuse, si l'on en croit l'informateur de la préfecture de police parisienne :

« "Je ne convoquerai jamais de congrès" a déclaré nettement Vandervelde.

Alors, fit remarquer M. Morgari, vous retenez l'Internationale comme otage ?

Soit, dit M. Renaudel, mais comme otage pour le droit et pour la liberté.

La mission de M. Morgari a échoué à Paris¹³⁵³ ».

La formule du directeur de *L'Humanité* ne laisse guère de doute sur les sentiments de ce groupe majoritaire sur l'opportunité d'une reprise des relations internationales. En conséquence, la conférence de Zimmerwald se tient contre et malgré les positions des socialistes engagés dans la Défense nationale et la participation ministérielle ; elle accueille une délégation française réduite. Trente-huit délégués en exil représentent six pays : l'Italie, la Suisse, l'Allemagne, la Russie (Lénine est présent), la Pologne et la France. Celle-ci est représentée par la minorité syndicale de la CGT, incarnée par Alphonse Merrheim de la Fédération des Métaux et Albert Bourderon de la Fédération du tonneau. Le Manifeste adopté à l'unanimité des délégués présents est une ferme protestation contre la guerre. Un consensus idéologique s'établit sur l'idée que la guerre est le produit de l'impérialisme qu'il faut combattre. Les délégués se veulent les partisans de la continuité avec les idéaux de la Deuxième internationale en proclamant leur fidélité à la solidarité internationale du prolétariat, et en appelant à la lutte pour la paix sans annexion ni indemnités. La conférence est donc une condamnation vive de la guerre et de la participation des socialistes à l'Union sacrée, au motif que celle-ci conduirait à une prise d'otage du mouvement ouvrier, pris dans une guerre impérialiste dont il doit malgré lui partager les responsabilités. Au terme de cette conférence est créé, en novembre 1915, un Comité pour la reprise des relations internationales (CRRI), emmené par Bourderon, Merrheim ou encore Léon Trotski.

Bien que le manifeste de Zimmerwald soit interdit par la censure, l'écho internationaliste venu de Suisse arrive jusqu'aux oreilles des militants français qui en discutent lors des congrès fédéraux, mais aussi lors du congrès national de la SFIO de décembre 1915. Il s'agit du premier congrès socialiste réuni depuis le début de la guerre. Conformément aux traditions d'avant-guerre, plusieurs motions sont défendues, exprimant les courants minoritaires et majoritaires désormais plus clairement affirmés. Albert Bourderon rend notamment compte des discussions de Zimmerwald et porte une motion en faveur de la reconnaissance des responsabilités

¹³⁵³ AN F7/13069 (Congrès socialistes internationaux, 1896-1919). Note du 19 mai 1915, « La mission du député socialiste Morgari à Paris ».

partagées des belligérants dans le déclenchement de la guerre, le libre choix laissé à l'Alsace-Lorraine, la reprise des relations socialistes internationales, le rappel des fondamentaux du parti, l'exclusion de Gustave Hervé pour son jusqu'au-boutisme, etc. La minorité plus modérée autour de Jean Longuet propose une motion intermédiaire en faveur de la reprise des relations internationales. En face, Thomas prend la parole au nom de la majorité. Son discours est celui de la structuration et de l'affirmation des positions majoritaires, qui prend l'exact contre-pied de la motion zimmerwaldienne. Nous sommes ici encore tributaires du compte rendu établi *a posteriori* par Rosmer qui insiste sur les antagonismes :

« La sous-commission se réunit vers dix heures et demie. On s'attendait à une rupture presque immédiate. Thomas, qui était un des neuf de la majorité, n'avait-il pas proclamé des idées radicalement inverses : reprise de l'Alsace, pas d'Internationale pendant la guerre, pas question du passé, etc.¹³⁵⁴ ».

Néanmoins, le militant communiste est obligé de reconnaître le rôle de médiateur et d'apaisement que cherche à jouer Thomas :

« Il y eut quelques heures très hautes, celle où parla Bourderon, celle où parla pour la motion Bourderon un jeune ouvrier dont l'appel déchirant fit frémir toute l'assemblée, celle où Thomas, rejetant dans un grand effort de sincérité les injures que ses amis ne cessaient d'accumuler contre la social-démocratie allemande, rappela ce qu'elle avait fait dans le passé, refusa de la calomnier dans le présent et sut trouver pour elle des paroles de justice et de confiance invincible. Il fut acclamé par la salle entière comme il arrive dès que des paroles généreuses viennent apaiser et rapprocher les âmes ».

Le discours de Thomas lui offre donc un succès relatif, comme veut le croire également Marcel Sembat qui le juge « excellent¹³⁵⁵ ». Il endosse ici le rôle de porte-parole de la majorité dont il ne veut cependant pas incarner le visage le plus rude. C'est plutôt Renaudel qui joue ce rôle ; Thomas doit en effet retirer son « texte transactionnel¹³⁵⁶ » au profit d'une motion d'unanimité proposée par Renaudel qui tente à tout prix de préserver l'unité, au risque d'agacer les minoritaires, mais également les majoritaires eux-mêmes à l'instar de Marcel Sembat¹³⁵⁷. L'équilibre obtenu en décembre 1915 est donc bien précaire, ce que la suite des événements ne fait que confirmer. Comme une réponse symbolique à celui de la Haute-Vienne, le Parti diffuse à l'issue du Congrès un « Manifeste du Congrès National », petit opuscule de 14 pages

¹³⁵⁴ ROSMER Alfred, *Le mouvement ouvrier pendant la guerre. 1, De l'union sacrée à Zimmerwald*, op. cit., p. 53.

¹³⁵⁵ Note du samedi 15 janvier 1916 in SEMBAT Marcel, *Les Cahiers noirs : journal 1905-1922*, op. cit., p. 577.

¹³⁵⁶ ROSMER Alfred, *Le mouvement ouvrier pendant la guerre. 1, De l'union sacrée à Zimmerwald*, op. cit., p. 52.

¹³⁵⁷ Note du samedi 15 janvier 1916 in SEMBAT Marcel, *Les Cahiers noirs : journal 1905-1922*, op. cit., p. 577.

rappelant la ligne majoritaire d'engagement dans la Défense nationale et cherchant à sauver l'image d'unité¹³⁵⁸.

Au-delà de l'affirmation de ces tendances, ce qui se joue également lors de ce premier congrès socialiste en guerre est la quête d'une nouvelle hégémonie au sein de la SFIO, orpheline de son leader Jaurès depuis le 30 juillet 1914. Les leaders d'avant-guerre, Guesde et Vaillant, n'ont plus la fougue ni la jeunesse d'antan. S'ouvre alors dès 1914 une course pour la relève entre les quadragénaires du parti – ou presque (Thomas n'a alors que 36 ans) – parmi lesquels on peut citer le guesdiste Compère-Morel, à la tête de *l'Encyclopédie socialiste, syndicaliste et coopérative* lancée en 1912, l'orateur et député de Paris Marcel Cachin, l'homme de presse Pierre Renaudel, l'internationaliste et député de Sceaux Jean Longuet et bien sûr l'intellectuel réformiste Albert Thomas. Depuis mai 1915, *L'Humanité* se fait la caisse de résonance du programme d'action que ce dernier insuffle à son sous-secrétariat d'État. Il prône en effet la collaboration entre ouvriers et patrons, nécessaire à la mobilisation industrielle du temps de la guerre, mais aussi tremplin pour la modernisation de l'industrie de la nation dans l'après-guerre, allant dans le sens d'une démocratie industrielle appuyée sur les syndicats et les coopérateurs. Dans son discours au congrès, où il affirme ses qualités d'orateur, aguerries à la Chambre des députés depuis 1910, il cherche en effet à s'imposer comme le leader naturel de la majorité, rôle que son poste au gouvernement lui désigne de fait. Aux yeux de la minorité, Renaudel et Thomas assument donc des rôles complémentaires. Le premier est l'homme des motions, de la logistique interne au Parti, tandis que le second incarne le versant gouvernemental, déjà partisan de la participation ministérielle avant-guerre. De ce point de vue, le sous-secrétaire d'État assume également une forme de continuité, mais avec une ligne d'action réformiste qui était déjà loin de faire l'unanimité avant-guerre. Ce qui l'autorise, en janvier 1918 lors d'une réunion du conseil de la fédération socialiste de la Seine à répondre aux attaques venues de la minorité et notamment de Bourderon :

« Seul l'article que j'ai écrit sur l'Alsace-Lorraine et au cours duquel je me suis déclaré ennemi du plébiscite, peut, à la rigueur, être critiqué. En cette circonstance, j'ai émis mon opinion personnelle, celle que je n'ai pas craint de développer devant les Soviets de Petrograd et de Moscou. C'est mon droit incontesté de dire ce que je pense et je puis vous donner l'assurance que mes déclarations ont mis le gouvernement français dans l'embarras. J'étais contre le plébiscite au dernier Congrès, je le suis encore ; j'étais ministériel avant la guerre,

¹³⁵⁸ PARTI SOCIALISTE SFIO, *Manifeste du Congrès national : Paris 25, 26, 27, 28 et 29 décembre 1915*, 1915.

je le suis resté. Cela ne m'empêche pas d'ailleurs de voter toujours avec le groupe parlementaire¹³⁵⁹ ».

La bataille pour l'hégémonie au sein d'une SFIO en proie à des clivages croissants et bientôt irréconciliable est aussi une guerre de mémoire pour la récupération de l'héritage jaurésien, qui commence dès le début du conflit et illustre les antagonismes croissants entre deux courants minoritaires et un courant majoritaire dont Thomas est bien devenu un leader par défaut¹³⁶⁰.

¹³⁵⁹ AN F7/16023² (Dossier de surveillance policière d'Albert Thomas). Note sur la réunion du conseil de la fédération socialiste de la Seine du 21 janvier 1918.

¹³⁶⁰ Pour une analyse plus détaillée, voir BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, *Albert Thomas : le socialisme en guerre, 1914-1918*, *op. cit.*, p. 55-72.

II. Vers la « scission morale »

A. Le dispositif majoritaire

Si l'équilibre certes fragile régnait encore au sein de la SFIO après la première année de guerre, les divisions ne cessent de croître durant l'année 1916 pour éclater brutalement lors des deux années suivantes. La brèche ouverte conjointement à Zimmerwald et en Haute-Vienne ne cesse de grandir en 1916. En outre, le Bureau socialiste international, par la voix du socialiste belge Camille Huysmans, multiplie depuis le début de l'année ses appels auprès des partis socialistes européens belligérants et neutres pour les convier à une rencontre de conciliation à La Haye. Cette proposition avait gagné la faveur des minoritaires français et obligeait les majoritaires à justifier plus fortement leur refus de principe de reprise des relations socialistes internationales.

En avril 1916, se réunit à nouveau en Suisse la conférence de Kienthal qui rassemble cette fois 45 délégués dont les trois députés socialistes français Alexandre Blanc, Pierre Brizon et Jean-Pierre Raffin-Dugens qui dès juin 1916 voteront contre les crédits de guerre. Les hommes de Kienthal vont plus loin qu'à Zimmerwald en affirmant très clairement que « la Défense nationale n'est pas socialiste¹³⁶¹ » ; formule à laquelle le futur ministre socialiste de l'Armement répondra quelques mois plus tard, cherchant à raviver la flamme patriotique des ouvriers des usines de guerre, en affirmant que « les ouvriers sont Défense nationale¹³⁶² ». Thomas avance dans la guerre de plus en plus convaincu de ce point de rupture, consignait en septembre 1917 :

« Dans la recherche de la ligne de démarcation entre majoritaires et minoritaires, un point important : c'est la formule des Kienthaliens : "La Défense nationale n'est pas socialiste". Voilà la pierre de touche ; voilà le point où doit avoir lieu la rupture¹³⁶³ ».

L'incompréhension mutuelle semble désormais complète... Avant même cette conférence, le conseil national de la SFIO réuni au début du mois d'avril 1916 est l'occasion d'une cristallisation des positions. En amont du congrès, *L'Humanité* déploie l'argumentaire majoritaire dans une série d'articles affirmant l'adéquation de la Défense nationale des

¹³⁶¹ Cité in CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire*, op. cit., p. 73.

¹³⁶² Formule employée par Thomas lors d'un discours devant les ouvriers d'une usine travaillant pour la Défense nationale, *L'Humanité*, 20 octobre 1916.

¹³⁶³ AN 94 AP 406. Note personnelle d'Albert Thomas du 27 septembre 1917.

socialistes à l'héritage de Jean Jaurès, transformé en grand patriote¹³⁶⁴. Ce redoublement de propagande est une expression claire du sentiment de fragilité ressenti par les majoritaires eux-mêmes qui voient l'opinion militante leur échapper toujours plus. Les oppositions concernent surtout l'épineuse question de la reprise des relations internationales. Thomas mène alors une « vive attaque » contre les minoritaires qui veulent reprendre les relations avec les Allemands, avançant l'idée qu'« il y a intérêt à ce que l'internationale rouge ne bouge pas pour qu'elle renaisse plus fort après la guerre ». Il estime au contraire qu'il faut que « dans chaque nation les partis socialistes prennent conscience de leurs devoirs¹³⁶⁵ ». Il finit en s'en prenant violemment aux pacifistes, leur opposant que la défense du sol et l'idée d'émancipation des peuples en Europe sont conformes à la pensée de Jaurès et Vaillant, laissant entendre que leurs positions trahissent cet héritage...

Alfred Rosmer, largement opposé à cet argumentaire, souligne cependant à nouveau la force et les qualités oratoires de son auteur :

« [Albert Thomas] soutint éloquemment, puissamment la thèse du socialisme national. En historien et en constructeur, il opposa la guerre à la paix, l'une et l'autre devant être, à leur tour mais non à la fois, poursuivies et organisées avec toute l'énergie dont le socialisme dispose. Il blâma la minorité de troubler cette harmonieuse évolution et de confondre fâcheusement le temps de la guerre et le temps de la paix¹³⁶⁶ ».

Néanmoins, la violence de l'attaque de Thomas est sans doute à la hauteur des divisions visibles et d'un sentiment de fragilisation croissante. En effet, si la motion majoritaire présentée par Renaudel l'emporte à 64,4 % des voix exprimées, la motion minoritaire recueille tout de même la part non négligeable de 32,6 % des mandats, consolidant une assise désormais confortable. Le Conseil national de 1916 révèle également les rouages du dispositif majoritaire qui suscite l'agacement croissant des minoritaires. Faut-il cependant souscrire aux propos d'Hubert Bourgin très hostile aux minoritaires lorsqu'il affirme que :

« Pour les minoritaires, Thomas est une contre-assurance, un paratonnerre. L'œuvre accomplie par lui aux Munitions, et dont ils se proclament fiers, leur permet de conduire d'autant plus loin dans le sens opposé leur politique pacifiste. En second lieu, Thomas ne discute pas avec des personnalités, mais avec des idées générales : il relève à leurs propres yeux ses adversaires par l'idéalisme qu'il leur prête. Enfin, on n'éprouve pas à son égard les

¹³⁶⁴ Voir en particulier les articles « L'Opinion de Jaurès sur l'attitude des Socialistes pendant la guerre », *L'Humanité*, 3 avril 1916 et « Comment Jaurès définissait la notion de patrie », *L'Humanité*, 4 avril 1916.

¹³⁶⁵ AN F7/16001² (Dossier de surveillance policière de Pierre Renaudel). Note du 10 avril 1916 sur le conseil national du parti socialiste unifié.

¹³⁶⁶ ROSMER Alfred, *Le mouvement ouvrier pendant la guerre. 1, De l'union sacrée à Zimmerwald*, op. cit., p. 141.

rancunes personnelles qu'ont suscitées Renaudel, Dubreuilh et Sembat. Renaudel les exaspère, ils ne pardonnent pas à Dubreuilh certaines des initiatives qu'il a prises contre eux, et Sembat les excite par ses attaques à même le cuir et par les banderilles qu'il leur attache à la peau¹³⁶⁷ ».

Hubert Bourgin soulève des points intéressants et sans doute justes du dispositif majoritaire : les minoritaires s'agacent des manœuvres partisans de Louis Dubreuilh, secrétaire de la SFIO, allié au maître des motions Pierre Renaudel, et tous deux membres d'une CAP qui multiplie les « motions de discipline » contre la minorité zimmerwaldienne qui, contrairement à la minorité longuettiste, ne put jamais l'intégrer, en dépit des statuts de la SFIO établis avant-guerre¹³⁶⁸. Sembat, outre son verbe haut contre la minorité pacifiste, cristallise sans doute les critiques du fait de son poste de ministre des Travaux Publics, à la position d'ailleurs fragilisée par la crise du charbon de l'automne 1916 qui donne lieu à une virulente campagne de presse contre lui. Il conviendrait d'ailleurs d'ajouter à ce dispositif majoritaire en cours de structuration la personnalité d'Alexandre Varenne, tenté un temps par le gouvernement en septembre 1917, fervent soutien de la Défense nationale et futur membre du groupe des quarante députés socialistes qui s'oppose en juillet 1918 à la reprise des relations internationales par le parti. Il suscite très tôt l'animosité des minoritaires syndicalistes et pacifistes, notamment pour son implication dans la censure politique – il en est le directeur de 1914 à 1916 – et pour son opposition à la reprise des relations socialistes internationales¹³⁶⁹. Ceux-ci déplorent par ailleurs ce que Julien Chuzeville qualifie de « double censure¹³⁷⁰ » : outre la censure militaire contre toute opinion pacifiste ou « défaitiste », qui s'abat sur les zimmerwaldiens, ceux-ci déplorent la censure partisane exercée sur *L'Humanité* qui est tenue d'une main de fer par Renaudel. Tout juste l'opinion de la minorité de la Haute-Vienne trouve-t-elle à s'exprimer, mais doit le faire avec son propre organe de presse, *Le Populaire*¹³⁷¹.

Cependant, contrairement à ce que dit Hubert Bourgin, qui épargne relativement son ancien camarade dans son pamphlet antisocialiste, Thomas est bien aussi la tête de turc de la minorité pacifiste de guerre qui lui donnera bientôt le titre de « Ministre des Obus¹³⁷² ». Il est en fait l'un

¹³⁶⁷ BOURGIN Hubert, *Mémoires pour servir à l'histoire d'une sécession politique : le parti contre la patrie*, *op. cit.*, p. 88.

¹³⁶⁸ CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire*, *op. cit.*, p. 88. Elle aurait dû l'intégrer à l'issue du congrès de décembre 1916 où elle a présenté une motion lui ayant valu 8 % des voix.

¹³⁶⁹ *Ibid.*, p. 69.

¹³⁷⁰ *Ibid.*, p. 70.

¹³⁷¹ CANDAR Gilles, *Jean Longuet (1876-1938)*, *op. cit.*, p. 147.

¹³⁷² *Le Bulletin communiste* du 16 septembre 1920 fustige en effet Albert Thomas et Marcel Sembat renommés « ministre des Obus et du Charbon prêchant en de retentissants discours la Sainte Alliance des exploités avec leurs exploités ». Cité in CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire*, *op. cit.*, p. 75.

des premiers accusés de trahison devant le tribunal du socialisme français et international, symbolisant la compromission des chefs socialistes dans la guerre. Son action et sa personne sont violemment rejetées par les leaders minoritaires ainsi que par un nombre croissant de militants socialistes. C'est ce que montrent les centaines de lettres d'insultes reçues et conservées dans ses archives le qualifiant de « social-traître », de « vendu », et lui déniaient le titre de socialiste¹³⁷³. Par ailleurs, dès 1915-1916, se structure le discours de la trahison du socialisme par les chefs sociaux-démocrates européens. Émile Vandervelde, chef du Bureau socialiste international et ministre d'État du gouvernement de la Belgique envahie entre 1914 et 1916, de même que Karl Kautsky, leader du parti socialiste allemand, le SPD, ayant voté les crédits militaires au début de la guerre sont vilipendés dans les écrits de Trotski et Lénine. Ce dernier érige le « kautskysme » en crime suprême des représentants de la social-démocratie ouest-européenne¹³⁷⁴. Il en détaille les chefs d'accusation dans sa lettre envoyée à Jules Guesde le 11 octobre 1916, après son expulsion du territoire français contre laquelle le ministre socialiste n'a pas protesté :

« Le socialisme français, avec son passé inépuisable, sa magnifique phalange de penseurs, de lutteurs et de martyrs, trouve aujourd'hui – quelle chute et quelle honte ! – un Renaudel pour traduire au jour le jour, à l'époque la plus tragique de l'histoire, les hautes pensées du Livre Jaune dans la presse de même couleur.

Le socialisme de Babeuf, de Saint-Simon, de Fourier, de Blanqui, de la Commune, de Jaurès et de Jules Guesde – oui, de Jules Guesde aussi – a trouvé enfin son Albert Thomas pour délibérer avec Romanov sur les plus sûrs moyens de s'emparer de Constantinople ; son Marcel Sembat pour promener son je m'en-fichisme dilettante au-dessus des cadavres et des ruines de la civilisation française ; et son Jules Guesde pour suivre, lui aussi, le char triomphateur de Briand¹³⁷⁵».

Le thème de la trahison des chefs du socialisme français, fossoyeurs des principes de la Deuxième Internationale, est ainsi fixé, et prêt à être mis en récit par les militants communistes dans l'entre-deux-guerres qui reprendront à leur compte la thématique de la scission morale, dont la première occurrence se trouve bel et bien dans la bouche de Thomas lui-même.

¹³⁷³ Ces lettres se trouvent dans les archives de Thomas, AN 94 AP 155 et AN 94 AP 162. Voir l'analyse plus précise de cette correspondance passive-agressive à la fin du présent chapitre.

¹³⁷⁴ LENINE, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Paris, Bibliothèque communiste, 1921. Brochure parue pour la première fois en 1918.

<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1918/11/v119181110k.htm>

¹³⁷⁵ TROTSKI Léon, *Le mouvement communiste en France (1919-1939)*, Paris, Minuit, 1967, p. 46.

B. La « scission morale »

La thématique de la trahison donnait aux oppositions exprimées lors du congrès de décembre 1915 et lors du conseil national d'avril 1916 une tout autre portée que la seule conquête de l'hégémonie de l'appareil partisan. Le débat portait désormais sur la légitimité de l'auto-proclamation de « socialiste ». Mais déplacer le débat sur le terrain idéologique faisait prendre un risque bien plus grand au mouvement socialiste, fortement ébranlé par la guerre. Pour Louis-Oscar Frossard, instituteur et premier secrétaire de la SFIC, née en 1920 après les offensives majoritaires de 1915 et 1916, « la scission était faite moralement sinon matériellement¹³⁷⁶ ». S'il faut bien sûr prendre avec recul cette analyse écrite « dans l'après-coup d'un regard¹³⁷⁷ », il faut néanmoins considérer avec une quasi-certitude que l'expression de scission morale a été prononcée pour la première fois par Albert Thomas lui-même, lors du conseil national d'avril 1916. D'après Julien Chuzeville, cette offensive majoritaire venue d'un homme représentant déjà l'aile droite de la SFIO avant-guerre contribua à radicaliser les positions de la minorité pacifiste regroupée au sein du CRRI depuis la fin de l'année 1915. Mais il est très vraisemblable également si l'on suit Gilles Candar, que le congrès de décembre puis le conseil national d'avril décident la minorité modérée autour de Jean Longuet à attaquer directement et plus fortement les majoritaires¹³⁷⁸. Ce dernier, dans l'édito du premier numéro de son tout nouveau journal, dresse le compte rendu du conseil national d'avril et met à équivalence la « thèse majoritaire », autrement dit la « thèse du socialisme gouvernemental et “national” » défendue par le sous-secrétaire d'État socialiste, avec celle des majoritaires de guerre allemands¹³⁷⁹. Les craintes quant à la portée de l'expérience ministérielle de Thomas sur le socialisme français, émises jusque-là dans la confidence des CAP et des réunions de Parti, sont désormais exprimées au grand jour. Au-delà de l'appareil partisan lui-même, c'est désormais l'idéal socialiste qui se trouve remis en cause. La responsabilité de la « scission morale » pointée du doigt par Thomas lui est ainsi sans cesse renvoyée au visage par la minorité longuettiste :

« “Scission morale” a déclaré Albert Thomas à notre dernier Conseil National. Scission morale, en effet, grave, profonde. [...] Mais la responsabilité de cette scission morale, nous la laissons entière, totale aux “majoritaires” qui ont créé, entretenu, développé dans nos rangs cet état de division et de discordes inévitable, en tenant pour lettre morte les chartes elles-

¹³⁷⁶ FROSSARD Louis-Oscar, « De Jaurès à Lénine, notes et souvenirs d'un militant », *Nouvelle revue socialiste*, 1930, p. 5, cité in CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire*, op. cit., p. 70.

¹³⁷⁷ CHAMBARLHAC Vincent, « Les majoritaires de guerre dans l'après-coup d'un regard », op. cit.

¹³⁷⁸ CANDAR Gilles, *Jean Longuet (1876-1938)*, op. cit., p. 147.

¹³⁷⁹ Archives OURS. LONGUET Jean, « Après le Conseil National », *Le Populaire*, n° 1, 1^{er} mai 1916.

mêmes du Parti, alors que d'autres, dont nous sommes, entendent les respecter et y trouver les raisons d'une action féconde¹³⁸⁰ ».

Le congrès socialiste de décembre 1916 vient confirmer l'antagonisme de trois tendances désormais bien formées, même si, numériquement, elles n'ont pas le même poids. La motion longuettiste obtient 38 % des suffrages, celle du CCRI 8 % et la majorité « renaudelienne » se maintient avec 54 % des suffrages exprimés¹³⁸¹. C'est surtout la question de la reprise des relations socialistes internationales qui nourrit ces divisions. Comme le note Gilles Candar, celles-ci sont moins fortes sur la question de la participation ministérielle elle-même, signe que, pour une partie de la minorité longuettiste, la Défense nationale ne posait pas un problème en soi tant qu'elle restait conciliable avec le caractère profondément internationaliste du socialisme. La confirmation de Thomas dans le ministère Briand, annoncée le 12 décembre 1916 est validée à une majorité un peu plus large que la motion Renaudel avec 56 % des voix¹³⁸².

En revanche, ce sont les prémices d'un courant centriste qui s'affirmera dans les mois suivants, plus critique sur la participation ministérielle elle-même. Au début de l'année 1917, cette tendance, qui cherche à jouer la carte de la médiation entre le courant majoritaire et la minorité longuettiste, grossit ses rangs. Elle comporte des hommes comme Marcel Cachin, Albert Bedouce, Léon Blum, Marcel Sembat et Henri Sellier. L'apparition de ce nouveau groupe ne fait que brouiller les frontières entre des courants qui ne sont jamais monolithiques, et les membres dont les positions évoluent au fil des événements tragiques de la guerre. Les positions d'Henri Sellier illustrent à merveille ces flottements caractéristiques. Le 12 décembre, ce dernier fait savoir publiquement qu'il préférerait que Thomas se retire du gouvernement, estimant que sa présence au sein d'un nouveau ministère bourgeois entacherait tout le parti¹³⁸³. Mais il n'en oublie pas l'amitié qui le lie à son vieux camarade, ni les responsabilités qui lui incombent comme conseiller municipal de Puteaux dès 1909 et administrateur de l'Office départemental des HBM de la Seine depuis 1916, et comme socialiste soucieux de la défense de sa patrie. Il écrit à Thomas le 15 décembre cette lettre qui résonne comme une mise en garde politique à la hauteur de la confiance personnelle dévolue à son ami de longue date :

« Je suis pour mon compte tout disposé, comme je le fais depuis deux ans, à travailler dans ma modeste sphère à l'amélioration d'une situation des plus périlleuses, autant pour le

¹³⁸⁰ Archives OURS. PAX, « Le socialisme devant la guerre », *Le Populaire*, 19 juin 1916.

¹³⁸¹ Chiffres donnés par CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire*, *op. cit.*, p. 86-87.

¹³⁸² Elle est adoptée par 1 637 voix pour contre 1282 voix contre, d'après les chiffres donnés par CANDAR Gilles, *Jean Longuet (1876-1938)*, *op. cit.*, p. 156.

¹³⁸³ AN F7/16023² (Dossier de surveillance policière d'Albert Thomas). Note du 12 décembre 1916.

pays que pour les intérêts ouvriers. Dans l'effort fructueux que nous avons fait dans la Seine pour organiser pour la première fois en France le marché du travail, sur le type des services anglais et allemands, nous nous sommes heurtés à la mauvaise volonté de la plupart des services de l'État, notamment ceux de la Guerre et les tiens. [...] Je pense que la nouvelle organisation ministérielle va te permettre de t'évader un peu des préoccupations techniques et d'examiner, à un point de vue plus élevé les gros problèmes dont tu es responsable de la solution¹³⁸⁴ ».

Décembre 1916 confirme en tous cas les graves périls en la demeure socialiste, tout en consacrant une nouvelle phase dans la Défense nationale des socialistes. Thomas est désormais le seul ministre socialiste. Jules Guesde se retire, soucieux de prendre du recul par rapport à une expérience qu'il juge de plus en plus dangereuse, mais sans pour autant renier son attachement à la Défense nationale¹³⁸⁵. Sembat, lui, quitte le gouvernement davantage pour des raisons personnelles que politiques¹³⁸⁶, même s'il met en garde contre le risque de perpétuer l'expérience ministérielle sans le vieux leader révolutionnaire et « gardien de l'unité¹³⁸⁷ », Jules Guesde. Sa formule est claire et nette : « Lui absent ce n'est plus cela. Thomas et moi c'est du socialisme bourgeois¹³⁸⁸ ». Ce dernier, convoquant une CAP le 11 décembre, avait d'ailleurs souhaité conditionner le maintien de son collègue à l'obtention de garanties politiques plus larges de la part du gouvernement comme la détente de la censure politique, l'autorisation plus large des réunions privées, la clarification des buts de guerre et des rapports entre le gouvernement et le Parlement¹³⁸⁹. Obtenu par 44 voix contre 15 et 3 abstentions dont le futur ministre lui-même qui s'est déclaré « à la disposition du parti¹³⁹⁰ », son maintien seul au gouvernement ouvre une nouvelle phase dans la Défense nationale, plus périlleuse¹³⁹¹. Louis Dubreuilh, secrétaire de la SFIO, qui craint sans doute l'éloignement du nouveau ministre de l'appareil partisan, veille à maintenir le contact et demande à Thomas de lui faire un état régulier de ses activités ministérielles :

« Maintenant que vous êtes le seul représentant du Parti au gouvernement, il devient indispensable que j'ai contact de façon régulière avec vous. Je ne vous demande pas grand-chose : un quart d'heure par semaine. Cela me [illisible] d'une correspondance que vous

¹³⁸⁴ AN 94 AP 417. Lettre d'Henri Sellier à Albert Thomas du 15 décembre 1916.

¹³⁸⁵ DUCANGE Jean-Numa, *Jules Guesde : l'anti-Jaurès ?*, op. cit. p. 165.

¹³⁸⁶ CHANCEREL Pierre, *Les travaux publics sous le ministère de Marcel Sembat, 1914-1916*, op. cit., p. 360.

¹³⁸⁷ Expression de DUCANGE Jean-Numa, *Jules Guesde*, op. cit., p. 149.

¹³⁸⁸ SEMBAT Marcel et LEFEBVRE Denis, *Les Cahiers noirs*, op. cit., p. 610.

¹³⁸⁹ HUBERT-ROUGER, *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale Ouvrière. La France socialiste*, op. cit., p. 436.

¹³⁹⁰ *Ibid.*, p. 463.

¹³⁹¹ BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, *Albert Thomas*, op. cit., p. 70-72.

n'auriez peut-être pas toujours le temps de tenir et vous tiendrait au courant des choses que vous devez savoir¹³⁹² ».

Une preuve supplémentaire de la volonté de la SFIO de maintenir Thomas dans le giron socialiste se trouve dans le « transfert » du chef du secrétariat particulier et disciple de Jules Guesde, Marius Viple au sein des services de l'Armement, assurant ainsi une forme de continuité entre des expériences ministérielles pourtant bien différentes¹³⁹³.

C. Défendre la majorité de guerre

1. De la majorité de guerre au réformisme de guerre

Peut-on parler à la manière de Jean Longuet de « thèse majoritaire¹³⁹⁴ » qui serait à l'opposé une thèse minoritaire ? Plusieurs éléments saillants de l'argumentation majoritaire peuvent être identifiés, mais il est difficile de parler de thèse fixe, de doctrine figée, tant les circulations entre les tendances existent. Ce que dit Madeleine Rebérioux sur les disparités nationales au sein du bloc majoritaire qu'elle subsume sous l'appellation de « social-patriotisme » est aussi vrai au sein de chaque pays. À un moment donné, ce groupe majoritaire rassemble Marcel Cachin et Albert Thomas, le premier qualifiant encore le second en octobre 1917 d'« homme le plus populaire du pays aujourd'hui », d'« enfant du peuple, devenu par un labeur acharné "l'artisan essentiel" de la défense du pays », ou encore d'« espoir de la classe ouvrière et de la France tout entière¹³⁹⁵ », avant que leurs destins se séparent irrémédiablement après la révolution bolchévique déclenchée quelques jours plus tard.

La question de la participation ministérielle n'est pas non plus un facteur discriminant pour distinguer les courants selon une frontière qui distinguerait schématiquement les majoritaires réformistes et les minoritaires révolutionnaires. Cela est vrai pour la base militante notamment de la Fédération de la Seine, finement étudiée par Jean-Louis Robert. L'historien montre que même les majoritaires les plus convaincus de la Seine conditionnent la question de la participation ministérielle à la marge de manœuvre réelle des ministres socialistes. Pour certains d'entre eux, cette participation ne peut se faire que si l'Union sacrée est réelle et n'entraîne pas

¹³⁹² AN 94 AP 409. Lettre de Louis Dubreuilh à Albert Thomas du 26 décembre 1916. Voir dans ce dossier la dense correspondance entre les deux hommes qui couvre toute la période de la guerre.

¹³⁹³ AN 94 AP 415. Correspondance entre Albert Thomas et Marius Viple.

¹³⁹⁴ Archives OURS. LONGUET Jean, « Après le Conseil National », *Le Populaire*, n° 1, 1^{er} mai 1916.

¹³⁹⁵ AN F7/16023² (Dossier de surveillance policière d'Albert Thomas). Rapport de police du 15 octobre 1917.

en réalité une domination par les seuls bourgeois¹³⁹⁶. Ainsi, contrairement à ce qu'une illusion rétrospective pourrait faire croire, l'action énergique de Thomas, qui pour certains « restera la gloire du Parti¹³⁹⁷ », est plutôt bien perçue, au contraire de l'inaction de Marcel Sembat. Ainsi, au congrès fédéral de décembre 1915, les dissensions ne portent pas frontalement sur la question de la participation à un gouvernement de Défense nationale. Les minoritaires demandent par exemple une participation conditionnelle ou davantage contrôlée par le groupe parlementaire, mais ne s'opposent pas sur le principe même de la participation socialiste à un gouvernement, fût-il pleinement engagé dans la Défense de la patrie¹³⁹⁸.

Naturellement ces lignes de force traversent aussi le groupe des cadres du parti membres de la CAP. Pour prendre un exemple, le guesdiste Compère-Morel, épaulé par Hubert-Rouger, demande dès octobre 1915, le retrait des ministres socialistes du gouvernement, mais deviendra néanmoins l'un des leaders actifs de *La France Libre*¹³⁹⁹ et du Groupe des Quarante députés qui continuera de s'opposer en juillet 1918 à la reprise des relations internationales par la SFIO. Ce que partage en tous cas ce groupe, c'est la croyance dans la nécessité de la Défense nationale imposée par une guerre d'agression contre la nation française. En découle notamment le vote des crédits de guerre (dont la nécessité est d'ailleurs partagée par la minorité longuettiste), même si les socialistes préfèrent parler de crédits militaires pour la Défense nationale. Mais la rhétorique majoritaire sacrifie largement l'idéal prolétarien universel de la lutte des classes sur l'autel de la Défense Nationale et de l'intégrité de la nation. Certains vont même jusqu'à épouser une rhétorique nationaliste débridée, en la combinant aux principes socialistes désormais réduits à un cadre national. Les options divergentes s'expriment dans des journaux mais aussi dans des comités, outils dont les minoritaires s'emparent. Le CCRI créé en novembre 1915 sous l'égide de la minorité syndicale est suivi en octobre 1916 par le Comité pour la défense du socialisme international dans le giron de la minorité longuettiste. Entre-temps, un groupe d'ultra-majoritaires autour d'Hubert Bourgin lance, en juillet 1916, le Comité de Propagande Socialiste pour la Défense Nationale¹⁴⁰⁰. Ce dernier se veut un soutien direct à l'action menée par Thomas à l'Armement en voulant donner « de toute son énergie, les munitions intellectuelles et morales qui ne sont pas moins indispensables au succès que les

¹³⁹⁶ ROBERT Jean-Louis, *Les Ouvriers, la Patrie et la Révolution : Paris 1914-1919*, Besançon, *op. cit.*, p. 61.

¹³⁹⁷ *Ibid.*, p. 62.

¹³⁹⁸ *Ibid.*, p. 63.

¹³⁹⁹ BILLARD Yves, « Des impénitents de l'Union sacrée : les quarante de la France libre », *op. cit.*

¹⁴⁰⁰ HOHL Thierry, « Comité de Propagande Socialiste pour la Défense Nationale : des socialistes nationaux », in VIGREUX Jean et WOLIKOW Serge, (dir.), *Rouge et rose : deux siècles de socialismes européens*, *op. cit.*, p. 237-251.

munitions de fer et d'acier¹⁴⁰¹ ». Le comité publie dix brochures durant l'année 1916 et développe une rhétorique messianique de régénération de l'homme socialiste dans la guerre et par la guerre :

« L'expérience de la guerre a démontré ce que les socialistes pouvaient être dans la nation et pour la nation. Nous ne parlons pas seulement ici de l'expérience des combats, où peut déjà s'éprouver une bonne part de l'endurance et de la valeur des hommes. Nous parlons de l'expérience totale de la guerre, et aujourd'hui quand nous parlons de cette expérience, nous savons de quoi nous parlons¹⁴⁰² ».

Le comité se fait la caisse de résonance d'un socialisme replié sur sa dimension purement nationale, si ce n'est nationaliste, et présente l'action du sous-secrétaire d'État à l'artillerie et aux munitions comme l'avant-garde d'un pacte scellé entre le socialisme et la nation :

« Son œuvre a réalisé d'une manière éclatante la volonté, manifestée par le socialisme français, de porter au plus haut degré, par les méthodes les plus précises, pour la victoire la plus complète et la plus rapide, les forces combattives de la nation. Le sous-secrétariat d'État des munitions a accompli la jonction de la France industrielle et de la France militaire, de la France ouvrière et de la France patronale, de la France administrative et de la France populaire. Il a institué une maison de style moderne pour fournir à l'armée les engins réclamés par la guerre de science et de masse, aux usines de guerre les ouvriers et les directeurs, aux services industriels et militaires les techniciens, aux savants et aux inventeurs les moyens de recherche et de réalisation. Il a permis et soutenu l'effort militaire, développé l'effort industriel, concilié les intérêts de l'armée combattante et ceux de l'industrie, satisfait les exigences de la production spécialisée et de l'opinion égalitaire. Il a travaillé à plein à l'organisation et à l'exploitation des ressources matérielles et morales du pays¹⁴⁰³ ».

En parallèle, Hubert Bourgin déploie en 1916 cet argumentaire dans une série d'articles signés sous le pseudonyme le « Soldat Citoyen ». Les trois ministres socialistes apportent un soutien discret à ce comité ne souhaitant sans doute pas que leur nom soit associé durablement à une rhétorique trop ouvertement nationaliste¹⁴⁰⁴. La ligne déployée par le Comité de propagande socialiste pour la Défense nationale exalte un jusqu'au-boutisme très net. À ses côtés, la revue *L'Avenir, revue du socialisme*, créée en avril 1916 prend plutôt le parti de la défense du réformisme de guerre déployé par Thomas que celui du social-patriotisme.

¹⁴⁰¹ « Le comité de propagande socialiste pour la Défense nationale », *L'Humanité*, 21 juillet 1916.

¹⁴⁰² Archives de l'OURS. COMITE DE PROPAGANDE SOCIALISTE POUR LA DEFENSE NATIONALE, *Les socialistes dans la Nation et pour la Nation*, Librairie de L'Humanité, Paris, 1916, p. 3.

¹⁴⁰³ *Ibid.*, p. 15.

¹⁴⁰⁴ BOURGIN Hubert, *Mémoires pour servir à l'histoire d'une sécession politique*, op. cit., p. 99. L'auteur précise qu'Albert Thomas et Marcel Sembat remirent une souscription de 50 francs pour soutenir le comité. Jules Guesde, pour sa part, le fit avec retard et réticence.

Perpétuant la tradition des revues intellectuelles d'avant-guerre, comme *La Revue socialiste*, *L'Avenir* reconstitue le réseau réformiste d'avant-guerre qui suit et valorise la trajectoire ministérielle de son jeune poulain. Vincent Chambarlhac y voit très justement la perpétuation de l'identité du socialisme normalien d'avant-guerre, vantant la mise en œuvre d'une action publique réformiste dont la guerre devient l'incubateur¹⁴⁰⁵. Son fondateur, Jean-Baptiste Séverac, réunit un comité de rédaction qui compte des proches de Thomas, comme Marius Moutet, Henri Sellier, Ernest Poisson, voire ses collaborateurs directs à l'Armement comme Hubert Bourgin ou encore François Simiand. Sollicité pour contribuer à la revue dès sa création¹⁴⁰⁶, Thomas ne rédige pas lui-même d'articles durant sa période d'activité ministérielle, mais figure dans la liste des collaborateurs et cosigne avec Henri Sellier un article sur la question du ravitaillement dans le département de la Seine en novembre 1918¹⁴⁰⁷.

Concentré sur son activité économique et sociale, le ministre socialiste se retrouve sans doute particulièrement dans l'argumentaire de cette revue qui défend un « socialisme de l'heure » cherchant sa légitimité dans la tradition réformiste forgée avant-guerre et qui s'incarne dans son leader naturel, Albert Thomas. Ce dernier est donc, dans le dispositif majoritaire, celui qui incarne bien davantage un réformisme de guerre centré sur la politique socio-économique du pays, qu'un social-chauvinisme effréné, dépeint trop rapidement par l'historiographie centrée sur les origines du communisme français. L'inscription dans une tradition jaurésienne, qui va de pair avec la récupération immédiate de la mémoire du grand leader assassiné, participe de cette stratégie de positionnement dans la continuité du socialisme. Cette bataille de mémoire est aussi une arène supplémentaire d'affrontement avec la minorité de guerre.

2. Jaurès : la bataille d'héritage

Outre la lutte des quadragénaires pour l'hégémonie personnelle sur un parti orphelin de son leader depuis 1914, s'ouvrent aussi pendant la guerre la « construction d'un patrimoine¹⁴⁰⁸ » ainsi qu'une bataille de mémoire autour de la personnalité de Jean Jaurès. Comme l'a montré Vincent Duclert, l'héritage jaurésien se construit dès 1914 et répond aux impératifs immédiats

¹⁴⁰⁵ CHAMBARLHAC Vincent, « L'avenir, revue du socialisme de l'heure », in CHAMBARLHAC Vincent et DUCOULOMBIER Romain (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre*, op. cit., p. 53-63.

¹⁴⁰⁶ AN 94 AP 45. Lettre de Jean-Baptiste Séverac à Albert Thomas du 2 mars 1916.

¹⁴⁰⁷ Archives OURS. SELLIER Henri et THOMAS Albert, « Les offices publics d'approvisionnement et d'Intervention des Communes et des départements en matière d'alimentation », *L'avenir, revue du socialisme*, n° 31, novembre 1918.

¹⁴⁰⁸ HOHL Thierry, « Jaurès mort la construction d'un patrimoine », in CHAMBARLHAC Vincent et DUCOULOMBIER Romain (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre*, op. cit., p. 83-92.

de la politique de Défense nationale menée par les socialistes¹⁴⁰⁹. Les majoritaires font ainsi de Jean Jaurès le premier des leurs, préparant stratégiquement les conseils et congrès socialistes durant la guerre. *L'Humanité* de Renaudel est ainsi à la manœuvre pour verrouiller l'héritage de son illustre fondateur. À la question maintes fois posée de savoir ce qu'aurait fait Jaurès, les majoritaires répondent sans détour qu'il aurait été un des leurs. À la veille du conseil national d'avril 1916, *L'Humanité* publie un article s'interrogeant sur « l'opinion de Jaurès sur l'attitude des socialistes pendant la guerre ». La réponse apportée est nette : « si la cause de la patrie est réellement juste, il n'y a pas un prolétaire qui puisse résister à la sincérité de l'appel à la défense de la patrie violée. Oui Jaurès était pour la guerre défensive au sens le plus large du mot¹⁴¹⁰ ». L'article use et abuse de la réponse que Jaurès avait apportée à la formule de Karl Marx pour qui « les prolétaires n'ont pas de patrie », lui opposant que « la classe prolétarienne est plus que toute autre classe dans la patrie, puisqu'elle est dans le sens du mouvement ascendant de la patrie¹⁴¹¹ ». Ces articles sont des attaques assez explicites contre les minoritaires en particulier zimmerwaldiens qui insistent quant à eux sur le pacifisme des prolétaires. En réponse, les majoritaires avancent au contraire que la classe ouvrière est à l'avant-garde de la Défense nationale, comme le ministre socialiste de l'Armement le défend incessamment dans ses discours aux ouvriers, comme celui devant les ouvriers des usines Schneider justement prononcé durant le mois d'avril 1916¹⁴¹². C'est pourquoi les socialistes majoritaires s'attachent à démontrer méthodiquement le refus du vote des crédits de guerre, initié en France en juin 1916 par trois députés, Pierre Brizon, Jean-Pierre Raffin-Dugens et Alexandre Blanc après le manifeste de Kienthal d'avril 1916. C'est Thomas qui s'en charge dans une brochure dédiée spécifiquement à cette question. Dans son texte se lit en creux une interprétation « majoritaire » de la notion de patrie chez Jaurès. Il place en effet son argumentaire sous le patronage de *L'Armée nouvelle*, filant la métaphore d'un patriotisme de défense érigé dès août 1914 :

« Ainsi positivement, avant la guerre, même sous le régime capitaliste, pourvu qu'il eût des garanties contre toute tentative d'agression de la part de la France, pourvu qu'il eût la certitude d'une politique nettement défensive, déagée de toute velléité impérialiste, Jaurès envisageait, en dehors du jeu des majorités et des luttes de partis, un vote régulier, par les

¹⁴⁰⁹ DUCLERT Vincent, *Jaurès 1859-1914 : la politique et la légende*, Paris, Autrement, 2013, p. 139-141.

¹⁴¹⁰ « L'Opinion de Jaurès sur l'attitude des Socialistes pendant la guerre », *L'Humanité*, 3 avril 1916.

¹⁴¹¹ « Comment Jaurès définissait la notion de patrie », *L'Humanité*, 4 avril 1916.

¹⁴¹² Pour une analyse de ce discours voir le chapitre 4.

socialistes, de crédits pour une organisation militaire offrant aux démocrates des garanties essentielles¹⁴¹³ ».

La brochure visant à contrer l'argumentaire de la minorité socialiste et syndicaliste pacifiste cherche ainsi à montrer la perpétuation de cette imaginaire de guerre de défense contre l'impérialisme, venu de la Révolution française et perpétuée par la pensée jaurésienne de la Défense nationale. Thomas qualifie même de « faute politique » la menace que brandissent certains socialistes en liant l'obtention des passeports pour la conférence de Stockholm au vote des crédits par les socialistes. À son sens,

« Pour que le Parti cessât d'accorder le vote des crédits pendant la guerre, il faudrait qu'il jugeât que le gouvernement qui est chargé de les réclamer au Parlement d'impérialisme, ou un gouvernement de trahison devant l'ennemi ou un gouvernement de défaillance et de crime contre le régime républicain¹⁴¹⁴ ».

Revendiquer cet héritage jaurésien permet également d'introduire le socialisme dans une tradition républicaine au ban de laquelle les minoritaires se seraient ainsi explicitement placés. La récupération de la figure de Jaurès dans le giron majoritaire passe également par la création, en juin 1916, de la Société des Amis de Jean Jaurès, présidée par le professeur Lucien Lévy-Bruhl. Elle se donne pour mission d'éditer les *Œuvres* du maître. C'est le début d'une longue épopée encore en cours aujourd'hui... Reste qu'en 1916, cette charge revient à un comité de publication composé d'un prestigieux aéroplane d'intellectuels et socialistes majoritaires de guerre : l'historien de la Révolution française Alphonse Aulard, le juriste et chef de cabinet de Marcel Sembat, Léon Blum, le bibliothécaire de l'ENS et ami de Thomas Lucien Herr, le député socialiste de Lyon rallié à l'Union sacrée Marius Moutet ainsi que Pierre Renaudel et Albert Thomas¹⁴¹⁵. Le tout est chapeauté par le journaliste socialiste, Camille Lemerrier, secrétaire de l'Association, qui suivra Thomas au BIT pour une courte collaboration de deux ans, achevée après des désaccords personnels¹⁴¹⁶. Du reste, la figure de Jaurès n'est pas le domaine réservé des majoritaires de guerre¹⁴¹⁷, qui surenchérissent d'autant plus dans la construction de ce glorieux héritage que leur position est fragilisée face à une contestation

¹⁴¹³ Archives de l'OURS. THOMAS Albert, *Les socialistes et les crédits militaires*, Paris, Imprimerie Cadet, août 1918.

¹⁴¹⁴ *Ibid.*, p. 13.

¹⁴¹⁵ CANDAR Gilles, « L'édition des *Œuvres* de Jean Jaurès », *Le carnet du mouvement social*, 20 février 2017 (En ligne). <https://lms.hypotheses.org/248>

¹⁴¹⁶ ABIT CAT-33 (Direction du BIT). Échanges entre Albert Thomas et Camille Lemerrier entre septembre et novembre 1922. Sur le rôle de Camille Lemerrier auprès de Thomas, voir chapitre 9.

¹⁴¹⁷ Sur les usages politiques de Jean Jaurès jusqu'aux années 1920 voir CANDAR Gilles et DUCLERT Vincent, *Jean Jaurès, op. cit.*, p. 493-500. FONTAINE Marion, « Usages politiques de Jaurès », *Cahiers Jaurès*, 2011, vol. 2, n° 200, p. 17-35.

militante et minoritaire croissante. Ceux-ci ont d'ailleurs de leur côté des arguments de poids quand ils rappellent que Jaurès, patriote et internationaliste tout à la fois, avait voué les derniers jours de sa vie à la médiation entre les peuples pour servir la paix...

C'est d'ailleurs Charles Rappoport, très critique à l'égard du ralliement à l'Union sacrée, qui publie la première biographie de Jaurès, en 1915¹⁴¹⁸. Jean Longuet multiplie les comparaisons entre Jaurès et Gambetta. Le premier avait d'ailleurs envisagé de consacrer une biographie au second¹⁴¹⁹. À l'alternative entre Wilson et Lénine, il revient à Léon Blum, passé de majoritaire à centriste entre 1917 et 1918, de dire qu'il aurait choisi...Jaurès, quand Thomas majoritaire irréductible optait pour le président des États-Unis¹⁴²⁰. L'année 1917, prise entre les révolutions russes et l'échec de la conférence de Stockholm rebat encore les cartes, tandis que les éphémères affiliations brouillent l'appropriation d'un héritage qui sera plus âprement discuté encore dans les années 1920.

¹⁴¹⁸ RAPPOPORT Charles, *Jean Jaurès. L'homme. Le penseur. Le socialiste*, Paris, L'Émancipatrice, 1916. Pour une étude plus détaillée de cette œuvre, voir *Ibid.*, p. 497-498.

¹⁴¹⁹ CANDAR Gilles, *Jean Longuet (1876-1938), op. cit.*, p. 115.

¹⁴²⁰ C'est Thomas qui pose l'alternative en ces termes « Ou Wilson, ou Lénine, il faut choisir ». THOMAS Albert, « Démocratie ou bolchévisme », *L'Humanité*, 9 novembre 1918. Et Blum de lui répondre quelques jours plus tard. BLUM Léon, « Il faut s'entendre », *L'Humanité*, 15 novembre 1918. La controverse, restée célèbre, est brillamment analysée par PROCHASSON Christophe et RASMUSSEN Anne, *Au nom de la patrie : les intellectuels et la Première Guerre mondiale, 1910-1919*, Paris, La Découverte, 1996, p. 238-246. Voir également BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 163-166.

III. La Russie, catalyseur des tensions

Ce sont une fois encore des événements extérieurs qui viennent accélérer les divisions internes du socialisme français. La fin de l'histoire est connue : au congrès de Tours de décembre 1920, les socialistes se divisent irrémédiablement entre les « gardiens de la vieille maison » et ceux qui partent « courir l'aventure » selon les mots de Léon Blum lui-même. Marcel Cachin et Ernest Lafont reviennent alors d'un voyage en Russie et sont prêts à accepter les 21 conditions posées par Lénine pour le ralliement à la Troisième Internationale communiste. Les socialistes français sont donc sommés de se positionner clairement et définitivement face à ce que l'on appellera à la suite de Romain Rolland la « grande lueur à l'Est ». Reste qu'il faut revenir, trois ans plus tôt, au cœur même de la Russie révolutionnaire de 1917 pour comprendre comment les socialistes se sont positionnés, puis divisés face aux deux révolutions de 1917. La lecture de ces événements est en effet indissociable du contexte de guerre dans lequel ils éclatent. La Russie est alors l'alliée de la France et c'est d'emblée par rapport à leurs conséquences sur la marche de la guerre que les socialistes, majoritairement engagés dans la Défense nationale, appréhendent ces événements. Ainsi, quand éclate en février 1917 la première révolution russe de 1917, le mouvement socialiste français accueille favorablement le renversement du pouvoir autocratique de Nicolas II. Mais il est déjà divisé sur la question de la guerre, comme nous l'avons vu précédemment. Les socialistes français sont cependant encore considérés par le gouvernement français comme des interlocuteurs privilégiés pour dialoguer avec les socialistes russes. Ils sont donc mis à contribution par les gouvernements alliés lors de missions pour redynamiser l'alliance militaire. Aussi la mission d'Albert Thomas revêt-elle une importance particulière. Doté de prérogatives importantes par le président du Conseil Alexandre Ribot, le ministre est un « ambassadeur extraordinaire », envoyé en Russie d'avril à juin 1917, pour remobiliser l'allié russe, et servir d'agent de liaison direct entre les gouvernements russe et français. Animé de la conviction profonde qu'il faut mener la guerre jusqu'au bout pour vaincre les « tsars de Berlin et de Vienne¹⁴²¹ », il s'occupe lui-même de l'œuvre de propagande auprès des soldats russes qu'il harangue sur le front. Proche de Kerenski, il joue aussi un rôle de conseiller auprès du gouvernement provisoire modéré et démocratique arrivé au pouvoir en mai 1917. Mais ce nouveau gouvernement provisoire est de plus en plus mis en difficulté par le Soviet, lui-même peu à peu muselé par les bolchéviques. La mission d'Albert Thomas, qui se révèle un échec au regard des objectifs diplomatiques

¹⁴²¹ SINANOGLU Ioannis, « Journal de Russie d'Albert Thomas », *op. cit.* p. 86.

initiaux, est pourtant lourde d'enjeux : elle dévoile au grand jour les contradictions latentes du mouvement ouvrier français, divisé entre ralliement à l'Union sacrée et espoirs renaissants d'une paix nouvelle. Les lectures immédiates de l'évènement fixent également pour quelque temps les grilles de lecture d'une révolution dont la portée divisera ensuite durablement tout le socialisme européen¹⁴²².

A. Voyage dans la Russie révolutionnaire de 1917

La situation de l'allié russe était déjà préoccupante pour la France avant même l'éclatement de la révolution de février 1917. Thomas, passé du militant socialiste à l'homme d'État, est de plus en plus intéressé par les questions géostratégiques. La Russie, qu'il a déjà visitée dans sa prime jeunesse, est rapidement dans sa ligne de mire. Il faut dire que dès le début du conflit, les gouvernements français et anglais ont eu toutes les raisons de s'inquiéter de l'affaiblissement progressif de l'allié russe. Si la presse tente de le camoufler à l'opinion¹⁴²³, le gouvernement français multiplie les missions militaires, matérielles et politiques visant à renforcer concrètement l'alliance orientale. En mai 1916, est décidée l'installation de la mission militaire française dirigée par le général Janin auprès du commandement russe. Son objectif est d'apporter une assistance matérielle totale à l'armée russe pour la redynamiser. Thomas est en liaison directe avec Janin qui le renseigne sur la situation militaire et politique russe¹⁴²⁴. Celle-ci fait l'objet d'une attention particulière de la part des services de l'Armement, comme l'attestent les nombreux rapports confidentiels obtenus par ces derniers sur l'état de la production d'armement par la Russie et qui renseignent également sur la collaboration franco-russe en matière d'armement¹⁴²⁵. Le SSEAM envoie une mission technique des munitions dirigée par le colonel Pyot et composée d'industriels et hommes d'affaires comme Pierre

¹⁴²² Le centenaire de 1917 a été l'occasion de nouvelles analyses, notamment sur la réception des révolutions russes par les socialistes français et européens. Voir notamment la journée d'études organisée par la Fondation Jean-Jaurès le 12 octobre 2017 dont les communications sont visibles en ligne. « 1917, Les révolutions russes : regards des socialistes français et européens ». <https://jean-jaures.org/nos-productions/1917-les-revolutions-russes-regards-des-socialistes-francais-et-europeens> ; pour un point de comparaison voir CANDAR Gilles, « Les socialistes français et la révolution de 1905 », *Cahiers du monde russe*, 2007, vol. 48, n° 2, p. 365-378.

¹⁴²³ CŒURE Sophie, *La grande leur à l'Est : les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, op. cit., p. 22.

¹⁴²⁴ AN 94 AP 402.

¹⁴²⁵ Voir en particulier AN 94 AP 175 et 94 AP 176.

Darcy¹⁴²⁶. Thomas fait également partie de la mission gouvernementale envoyée en Russie en mai 1916 aux côtés du président du Conseil René Viviani. Si les deux hommes parviennent à obtenir du gouvernement russe l'envoi de 40 000 soldats russes, qui débarquent à Marseille en plusieurs vagues, ils rentrent cependant inquiets de la situation politique russe, ayant constaté la démobilisation des soldats et la défaillance du gouvernement du tsar¹⁴²⁷. Cet apport en hommes – dont certains entrent en contact avec les socialistes révolutionnaires exilés en France – ne permet pas cependant au front occidental de « changer de dimension », en surpassant ses trois adversaires directs¹⁴²⁸. Le sous-secrétaire d'État socialiste nourrissait par ailleurs l'espoir que le contact des soldats français avec les hommes russes permettrait de raviver leur flamme patriotique de ces derniers, dans le creuset fraternel de la tranchée. Par ailleurs, Thomas considère sans doute encore en 1916 que la Russie constitue une immense réserve d'hommes. Ce sont les événements de 1917 qui lui feront prendre conscience de l'importance du front oriental dans une Grande Guerre à laquelle participe pleinement la Russie, comme l'a montré Alexandre Sumpf dans une synthèse récente visant à sortir la Russie de la catégorie des oubliées de la Grande Guerre¹⁴²⁹.

Du reste, cette première mission permet à Albert Thomas de nouer contact avec les milieux politiques russes et français présents en Russie. Le socialiste rencontre directement le tsar Nicolas II, qui, d'après le témoignage de l'ambassadeur français Maurice Paléologue, fut impressionné par le « rayonnement » de la personnalité du sous-secrétaire d'État français¹⁴³⁰, au risque d'agacer les socialistes français ainsi que les opposants russes¹⁴³¹. En outre, il noue avec les militaires français présents en Russie des relations qu'il maintient même une fois rentré en France. C'est par exemple le Lieutenant-Colonel Lavergne, attaché militaire auprès de l'ambassade de France en Russie, qui le renseigne sur le moral des soldats et des ouvriers et lui

¹⁴²⁶ SINANOGLOU Ioannis, « Journal de Russie d'Albert Thomas », *op. cit.*, p. 94. KUZMINA Sveltana, « Pierre Darcy (1870-1918). Acteur majeur du développement de l'industrie métallurgique en Russie au début du XX^e siècle », in CHARON Annie, DELMAS Bruno, LE GOFF Armelle (dir.), *La France et les Français en Russie : nouvelles sources, nouvelles approches 1815-1917*, Paris, École nationale des chartes, Archives nationales, 2011, p. 495-513.

¹⁴²⁷ CŒURE Sophie, *La grande lueur à l'Est : les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, *op. cit.*, p. 22.

¹⁴²⁸ SUMPFF Alexandre, *La Grande Guerre oubliée : Russie, 1914-1918*, Paris, Perrin, 2014, p. 32.

¹⁴²⁹ *Ibid.*

¹⁴³⁰ PALEOLOGUE Maurice, *La Russie des tsars pendant la Grande Guerre, 19 août 1916 – 17 mai 1917*, *op. cit.*, p. 258.

¹⁴³¹ AN F7/16023² (Dossier de surveillance policière d'Albert Thomas), Note du 20 mai 1916 sur une réunion de la 14^e section socialiste de la Seine, du 12 mai 1916. Le social-démocrate russe en exil Grégoire Alexinsky qui s'exprime sous le pseudonyme de Troussevitch est présent. « Par respect pour les prisonniers politiques russes », il demande à la section socialiste de se désolidariser du voyage de Thomas qui risque d'être amené à serrer la main du tsar, ce qui risque, d'après lui, de « compliquer fortement les relations entre les socialistes français et les socialistes russes ». Sa motion est adoptée à la quasi-unanimité des présents d'après l'informateur de la police.

signale notamment en septembre 1916 que « la fermentation qui se produit dans le personnel [des usines d'armement] est inquiétante¹⁴³² ». Thomas obtient alors du gouvernement l'envoi, en septembre 1916, d'une mission économique confiée à Eugène Petit. Ce socialiste russophone, proche d'Alexandre Millerand, membre de la section française de l'AIPLT et ami d'Albert Thomas, le renseigne quotidiennement. Sa mission est prolongée jusqu'en mars 1918 et, très vite, face aux événements en cours en Russie, « le journaliste politique l'emporte sur l'économiste¹⁴³³ » : Eugène Petit livre donc à Thomas des informations quasi-quotidiennes sur la situation politique russe et les oppositions croissantes auxquelles doit faire face le régime tsariste. En effet, à la fin du mois de février 1917, un vaste mouvement de contestation ouvrière explose lors des manifestations de la Journée internationale des femmes à Petrograd, alors capitale de l'empire tsariste. Elles sont bientôt rejointes par les ouvriers, puis les soldats qui se mutinent, gonflant le camp des insurgés. De plus en plus isolé, le tsar Nicolas II doit abdiquer, le 2 mars 1917, laissant place à un gouvernement provisoire présidé par le prince Lvov et approuvé par le « double pouvoir » de la Douma¹⁴³⁴ et du Soviet¹⁴³⁵. Cependant, les gouvernements alliés sont d'emblée focalisés sur les conséquences potentielles de l'avènement de ce nouveau régime, porteur d'ambitions démocratiques mais aussi pacifistes (alimentées par la grande lassitude de la guerre), et sur le déroulement futur des opérations militaires. Le ministre socialiste français de l'Armement ne fait ici bien sûr pas exception.

La révolution russe est accueillie « en fonction de l'idée que chacun des belligérants se faisait des effets qu'elle pourrait avoir sur la poursuite de la guerre¹⁴³⁶ ». La presse alliée modérée se montre cependant très favorable à la chute du tsarisme et aux espoirs d'une démocratisation de la Russie, devenue une alliée plus présentable après avoir mené sa révolution contre les influences allemandes sur la cour tsariste. De son côté, la SFIO accueille favorablement cette

¹⁴³² AN 94 AP 178. Note de Lavergne, 13/16 septembre 1916 ».

¹⁴³³ HORVAT Sophie, « La Mission Eugène Petit en Russie de septembre 1916 à mars 1918 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1995, vol. 27, n° 37-38, p. 38-41 ; AYMARD Marguerite, NEGREL Dominique et SINANOGLIOU Ioannis, « La mission d'Eugène Petit en Russie [Le parti socialiste français face à la révolution de Février] », *Cahiers du Monde Russe*, vol. 17, n° 2, 1976, p. 133-170.

¹⁴³⁴ La Douma, créée en 1905 à la suite de la première révolution russe, est l'assemblée législative de l'empire.

¹⁴³⁵ Le Soviet est le conseil des ouvriers, paysans et soldats. Constitué dès février 1917 et siégeant au Palais de Tauride, il concurrence peu à peu le gouvernement provisoire pour l'exercice légitime du pouvoir. Sur les révolutions russes voir notamment l'ouvrage pionnier de FERRO Marc, *La révolution de 1917*, Paris, Albin Michel, 1997. Pour une synthèse récente voir WERTH Nicolas, *Les révolutions russes*, Paris, Presses universitaires de France, 2017. Pour une nouvelle analyse entre histoire politique et histoire sociale voir SUMPFF Alexandre, *1917, la Russie et les Russes en révolutions*, Paris, Perrin, 2017.

¹⁴³⁶ CŒURE Sophie, *La grande leueur à l'Est : les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, op. cit., p. 49. Il en va de même pour les milieux diplomatiques français en Russie. Voir SOULARD Gwénoé, « Le péril révolutionnaire en Russie à travers la diplomatie française (juillet 1916-janvier 1918) », in JALABERT Laurent, *La France et la Russie. Regards diplomatiques (XVII^e-XXI^e siècle)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 45-53.

nouvelle, car elle répond au schéma historique socialiste d'un peuple mettant à bas un régime qui oppressait les masses ouvrières. « La Révolution triomphe en Russie » titre ainsi *L'Humanité* le 17 mars 1917. Le journal socialiste donne à lire en première page le message « À nos frères de Russie » du Groupe socialiste au Parlement. Pensant voir se rejouer les belles heures de la Révolution française, modèle indépassable, les socialistes français « saluent avec enthousiasme la révolution russe. Comme la Révolution française, elle est l'œuvre du Peuple, du Parlement et de l'Armée¹⁴³⁷ ». Cet élan fraternel immédiat ne doit pas cacher les dissensions parmi les socialistes. Si les minoritaires voient avec joie l'écrasement du tsarisme par le peuple russe, les majoritaires, qui soutiennent l'Union sacrée et veulent maintenir l'effort de guerre, craignent une potentielle paix séparée, dénoncée comme « une paix contre la République française¹⁴³⁸ ». Ces derniers souhaitent au contraire que l'élan révolutionnaire ranime la combativité et éloigne la perspective d'une paix séparée.

De leur côté, inquiets des conséquences d'une défection possible de leur allié de l'Est, et alarmés par leurs représentants militaires présents en Russie, les gouvernements alliés décident d'envoyer des émissaires socialistes pour remobiliser la Russie. Ceux-ci sont en effet appelés au secours de leurs gouvernements respectifs en Belgique, en Italie, et en Angleterre. L'appel du Soviet de Petrograd du 27 mars 1917 à négocier une paix « sans annexion ni contribution » inquiète de plus en plus les Alliés. Plusieurs missions socialistes alliées sont envoyées. La Belgique mandate Louis de Brouckère et Émile Vandervelde tandis qu'Arthur Henderson, le leader du parti travailliste, est également envoyé en Russie par le gouvernement britannique. En France, trois parlementaires socialistes majoritaires, Marcel Cachin, Marius Moutet et Ernest Lafont sont choisis par le gouvernement, en mars 1917. Durant leur voyage de treize jours, les parlementaires socialistes rencontrent les membres du gouvernement provisoire, ainsi que les représentants du Soviet des Députés d'Ouvriers et de Soldats qui leur réservent un accueil plus réservé¹⁴³⁹. Chargés de « prendre la température » en Russie et d'évaluer la volonté des russes à la poursuite du combat, ils mènent aussi une œuvre directe de propagande, au contact des ouvriers et soldats, pour dénoncer la menace de l'impérialisme de l'empereur allemand Guillaume II et raviver ainsi la ferveur nationale russe. Malgré cela, ils doivent constater avec déception l'immense désorganisation, notamment militaire, du pays. Cependant, c'est en socialistes pensant revivre les scènes de la France révolutionnaire de 1792, alors en

¹⁴³⁷ « À nos frères de Russie », *L'Humanité*, 17 mars 1917.

¹⁴³⁸ AUNOBLE Éric, *La Révolution russe, une histoire française. Lectures et représentations depuis 1917*, Paris, La Fabrique, 2016, p. 29.

¹⁴³⁹ L'absence de représentants de la tendance socialiste minoritaire suscite, entre autres, les réserves du Soviet.

guerre contre les impérialismes européens, que les trois parlementaires analysent les événements en cours. Au cours de leur voyage, la proposition des socialistes russes de réunir à Stockholm une conférence socialiste internationale afin de renouer avec l'Internationalisme d'avant-guerre fait son chemin dans leur esprit en même temps qu'elle inquiète de plus en plus le gouvernement français. Néanmoins, ces missions sont à bien des égards des « occasions perdues pour la SFIO et l'Internationale » comme l'a analysé Dominique Lejeune¹⁴⁴⁰. Celle du ministre Thomas, envoyé par le gouvernement français d'avril à juin 1917, est une nouvelle occasion manquée.

La mission de Thomas en Russie se distingue donc de la mission parlementaire officielle de la SFIO. Elle est bien celle d'un ministre d'un gouvernement français en guerre. Ce dernier est en effet le seul socialiste à qui l'on confie des pouvoirs aussi étendus pour déterminer la politique étrangère de son pays vis-à-vis d'un pays allié. Si Thomas prend très à cœur, comme il le dit à Milioukov, de distinguer « entre [s]es idées personnelles [...] et [s]a qualité de représentant du gouvernement français¹⁴⁴¹ », son attitude face aux révolutions russes de février, puis surtout d'octobre 1917 laisse une marque indélébile sur la destinée future du socialisme français. Sans revenir en détail sur la mission dont le contenu a été analysé par ailleurs¹⁴⁴², précisons tout de même son objectif : Thomas est chargé d'entrer en contact avec les hommes politiques russes à la tête du gouvernement provisoire et du Soviet afin d'infléchir leurs positions pacifistes. Il mène également des tournées de propagande directe auprès des ouvriers et des soldats russes – jusque sur le front – pour tenter de raviver leur patriotisme.

Nous mettrons ici en avant quelques points saillants relatifs à la documentation, mais aussi à la portée de ce séjour et plus globalement de l'analyse de Thomas de la révolution bolchévique d'octobre sur le socialisme français à partir de 1917 et dans les années suivantes. Une importante documentation conservée dans ses archives renseigne sur cette mission. La pièce majeure est constituée de ses notes de voyage, éditées et commentées par Ioannis Sinanoglou dans les *Cahiers du monde russe et soviétique*, en 1973¹⁴⁴³. Pour renforcer son riche et solide appareil critique, l'historien a également mobilisé les archives du ministère des Affaires étrangères et du Service historique de l'Armée. Fidèle à la démarche de la revue dans laquelle

¹⁴⁴⁰ LEJEUNE Dominique, « Les missions de la SFIO dans la Russie de 1917 », *Revue Historique*, 1987, vol. 278, n° 564, p. 373-386.

¹⁴⁴¹ SINANOGLOU Ioannis, « Journal de Russie d'Albert Thomas », *op. cit.*

¹⁴⁴² Voir BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, « Albert Thomas, un ministre socialiste dans la Russie entre deux révolutions (avril-juin 1917) », *op. cit.* BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 163-166.

¹⁴⁴³ SINANOGLOU Ioannis, « Journal de Russie d'Albert Thomas », *op. cit.* Le document original se trouve dans un des cartons dédiés au voyage en Russie, AN 94 AP 177.

l'historien publie le carnet de voyage, son objectif est en effet d'analyser la portée de ce document dans la perspective d'une histoire des relations politiques et diplomatiques franco-russes. De ce point de vue, Ioannis Sinanoglou révèle la part d'ingérence de Thomas dans les affaires russes.

Une autre lecture peut également être apportée à ce document, dans la perspective biographique qui est la nôtre. Ce n'est pas le premier voyage à l'étranger qu'effectue Thomas, mais c'est le premier durant lequel il consacre un temps précieux à consigner chaque jour ses observations tant sur l'atmosphère régnant en Russie, que sur les discussions avec ses nombreux interlocuteurs¹⁴⁴⁴. Le ministre inaugure ici cette « diplomatie de la présence » qu'il poursuivra activement durant les années 1920 à la tête du BIT. Il est en effet persuadé que le contact direct avec les acteurs politiques est seul capable d'infléchir durablement une politique. C'est ce qui motivera d'ailleurs ses tractations auprès du nouveau président du Conseil, Georges Clemenceau, à la fin de l'année 1917 pour prendre la tête d'une délégation socialiste destinée à renouer les relations avec les bolchéviques désormais au pouvoir. Même si cela échoue, Thomas restera au cœur des canaux d'information franco-russes entre 1917 et 1920, poursuivant les contacts noués sur place en 1917, quand ils sont encore possibles.

D'avril à juin 1917, c'est principalement avec les diplomates et militaires de la colonie française de Russie, et les membres du gouvernement provisoire russe qu'il dialogue. Thomas contracte alors une habitude qui ne le quittera pas jusqu'à sa mort, celle d'écrire ses notes de voyage, comme il le fera alors systématiquement une fois directeur du BIT, poste qui l'amène à parcourir le monde¹⁴⁴⁵. Il rassemble une masse d'informations sur le pays visité et sur les interlocuteurs rencontrés qui nourrissent son analyse¹⁴⁴⁶. Le regard de l'historien ne le quitte du reste jamais et il multiplie les analogies entre la situation révolutionnaire russe dont il devient, même s'il n'est pas à l'origine un « individu ordinaire », un « protagoniste ¹⁴⁴⁷ » au sens fort du terme. L'excitation du jeune ministre est néanmoins palpable tout au long du récit,

¹⁴⁴⁴ S'il l'avait fait lors de son voyage en transsibérien en 1898, c'était avec réticence, après demande du recteur. Son texte, naturellement moins politique, publié en 1905, s'apparentait à un récit de voyage assez classique décrivant « l'éternelle âme russe ». Cf. chapitre 1.

¹⁴⁴⁵ KOTT Sandrine et HOETHKER Dorothea (dir.), *À la rencontre de l'Europe au travail : récits de voyages d'Albert Thomas (1920-1932)*, op. cit. Sur la diplomatie du travail que mène le directeur du BIT à travers le monde voir le chapitre 8.

¹⁴⁴⁶ AN 94 AP 181 à 94 AP 185.

¹⁴⁴⁷ BURSTIN Haim, *Révolutionnaires : pour une anthropologie politique de la Révolution française*, Paris, Vendémiaire, 2013. Pour une étude des apports de la notion de protagonisme dans les sciences sociales voir BURSTIN Haïm, ERMAKOFF Ivan, SEWELL William H., TACKETT Timothy, DELUERMOZ Quentin et GOBILLE Boris, « Protagonisme et crises politiques : histoire et sciences sociales », *Politix*, 2015, vol. 4, n° 112, p. 131-165.

ainsi que le sentiment d'être au cœur d'évènements extraordinaires, bref d'assister à un bouleversement historique dans l'histoire du monde. La toute première phrase du récit l'atteste :

« Journée du 9/22 avril 1917. Arrivée à Petrograd. Réception à la gare des Gardes civiques et des révolutionnaires attendant la rentrée des émigrants. Vision de 48 dans les rues, le soir, avec la milice des étudiants et ouvriers¹⁴⁴⁸ ».

En cela, Thomas est également conscient de s'adresser aux futurs historiens qui se pencheront sur ses notes...on sait enfin qu'il envisage, à la fin des années 1920, d'écrire ses mémoires à partir de ses notes de voyages, comme directeur du BIT¹⁴⁴⁹. Ce récit aurait-il fait partie du matériau brut support d'un tel récit autobiographique ? Impossible bien sûr d'y répondre, mais il n'en reste pas moins que ce récit est à classer parmi les grands textes de l'histoire franco-russe, dont une partie a été exhumée tout au fil du XX^e siècle, comme les carnets de Marcel Cachin¹⁴⁵⁰, ou encore comme les notes des militaires français présents en Russie comme Jacques Sadoul¹⁴⁵¹ ou Pierre Pascal¹⁴⁵².

Par ailleurs, ce document mérite d'être complété avec la série de cartons des archives d'Albert Thomas aux Archives nationales que nous avons pu en partie consulter¹⁴⁵³. Ils comportent des dossiers thématiques richement documentés sur la Russie¹⁴⁵⁴ et la Roumanie¹⁴⁵⁵. Les télégrammes de la mission sont également conservés dans trois volumineux cartons¹⁴⁵⁶. Le ministre écrit quasi quotidiennement à ses chefs de cabinet, Mario Roques et François Simiand. Il leur revient ensuite de communiquer les informations choisies au président du Conseil Alexandre Ribot et aux autres membres du gouvernement, voire à la presse. La lecture de ces télégrammes est instructive car elle montre le décalage parfois important entre le constat de la situation militaire sur place et les informations données ensuite à la presse. Ils montrent également la ferme volonté de Thomas d'influencer l'opinion et le gouvernement français dans le sens de son analyse forgée dès son arrivée sur le territoire russe. Le Français se convainc en effet que le salut militaire de la Russie est subordonné à l'affermissement de ses

¹⁴⁴⁸ SINANOGLOU Ioannis, « Journal de Russie d'Albert Thomas », *op. cit.*, p. 92-93.

¹⁴⁴⁹ Archives de l'IISH, Fonds Bertus Willem Schaper.

¹⁴⁵⁰ CACHIN Marcel, PESCHANSKI Denis et CŒURE Sophie, *Carnets 1906-1947*, *op. cit.*

¹⁴⁵¹ SADOUL Jacques, *Notes sur la révolution bolchévique : octobre 1917-janvier 1919*, Paris, F. Maspéro, 1971.

¹⁴⁵² PASCAL Pierre, CATTEAU Jacques, CŒURE Sophie et BOUVARD Julie, *Journal de Russie, 1928-1929*, Lausanne, Noir sur Blanc, 2014. Pour une biographie voir CŒURE Sophie, *Pierre Pascal : la Russie entre christianisme et communisme*, Lausanne, Noir sur blanc, 2014.

¹⁴⁵³ Une partie n'est pas consultable car en cours de numérisation.

¹⁴⁵⁴ AN 94 AP 181 à AN 94 AP 185.

¹⁴⁵⁵ AN 94 AP 180.

¹⁴⁵⁶ AN 94 AP 186 à AN 94 AP 188.

aspirations démocratiques ; celles-ci détermineront la destinée anti-impérialiste du peuple russe qui reprendra les armes pour destituer à leur tour les « tsars de Berlin et de Vienne¹⁴⁵⁷ ».

C'est aussi, comme nous l'avons dit plus haut, l'historien pétri de Révolution française et fidèle à son usage instrumental de l'histoire qui s'exprime ici¹⁴⁵⁸. Du reste, cette comparaison entre la Révolution française et la révolution russe n'est pas l'apanage des majoritaires de la SFIO¹⁴⁵⁹. Mais Thomas élabore cette analogie à partir d'une lecture orientée de cette histoire croisée. Il cherche à raviver le patriotisme des soldats de « la grande armée révolutionnaire de la Russie libre¹⁴⁶⁰ », faisant de la guerre contre l'Empire allemand un nouveau Valmy russe et de Kerenski un nouveau Saint-Just¹⁴⁶¹.

Convaincu de pouvoir influencer durablement les événements de Russie dans le sens d'un sursaut patriotique, l'« ambassadeur extraordinaire », se trouve en concurrence directe avec l'ambassadeur alors en exercice, le conservateur Maurice Paléologue qu'il prend en grippe. Les désaccords étaient politiques mais également personnels. Si les deux hommes nourrissaient l'espoir de voir la Russie engagée jusqu'au bout dans la lutte contre l'impérialisme des empires centraux, ils sont en désaccord sur le destin politique de la Russie. Pour le conservateur Maurice Paléologue, les forces démocratiques émergeant en Russie étaient incapables de rétablir l'ordre dans le pays en vue de la victoire¹⁴⁶². Au contraire, pour le ministre socialiste, il fallait faire confiance aux forces révolutionnaires russes, qui révéleraient nécessairement leur patriotisme anti-impérialiste. À cela s'ajoutent des conflits d'intérêts personnels. L'envoyé spécial du gouvernement français jouit d'une aura croissante auprès du gouvernement provisoire, ce dont témoigne Marcel Cachin qui consigne dans ses notes qu'« on parle d'ici d'A. Thomas comme ambassadeur en Russie¹⁴⁶³ ». Briguait-il ce poste d'ambassadeur ? Sans doute, car il pouvait constituer un point d'ancrage durable au cœur des relations franco-russes et au plus proche de ce nouvel épicycle du mouvement pacifiste socialiste international qu'était devenu le Soviet de Petrograd. Ce ne sont là que spéculations. Reste que Thomas cherchait à court-circuiter le canal diplomatique traditionnel passant par l'ambassadeur de Russie qu'il voit comme un concurrent néfaste à son action. C'est ce que confirme la lecture des télégrammes de Thomas à

¹⁴⁵⁷ INANOGLU Ioannis, « Journal de Russie d'Albert Thomas », *op. cit.*, p. 86.

¹⁴⁵⁸ Sur son usage instrumental de l'histoire voir le chapitre 2.

¹⁴⁵⁹ CŒURE Sophie, *La grande lueur à l'Est : les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, *op. cit.*, p. 26-27. ; CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire*, *op. cit.*, p. 90.

¹⁴⁶⁰ *L'Illustration*, 30 juin 1917. BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, *Albert Thomas*, *op. cit.*, p. 121-122.

¹⁴⁶¹ « En Russie. Un discours d'Albert Thomas. Il a déposé une couronne sur les tombes des victimes de la Révolution au Champ-de-Mars », *L'Humanité*, 2 mai 1917.

¹⁴⁶² PALEOLOGUE Maurice, *La Russie des tsars pendant la Grande Guerre*, *op. cit.* ; CACHIN Marcel, PESCHANSKI Denis et CŒURE Sophie, *Carnets 1906-1947*, *op. cit.*, vol. 2, p. 200.

¹⁴⁶³ *Ibid.*, p. 69.

son chef de cabinet. Le ministre de l'Armement ne cesse de s'agacer des télégrammes que Paléologue envoie à Ribot pour l'informer de la situation russe¹⁴⁶⁴. Le 8 mai 1917, il écrit à son cabinet à Paris et affirme :

« J'ai certitude par dépêches privées ou par chiffre personnel ou encore par ministère russe, il correspond avec Paris pour contrebattre politique que je mène ici. Paléologue conseille brutale et insensée à l'égard de gouvernement provisoire dans son ensemble au profit du prince Lvov. Résultat aurait été ici anarchie et xénophobie. Tout mon effort tend à maintenir unité du gouvernement provisoire et à orientation vers guerre effort dans l'ensemble mais cela n'est possible que si côté Paris et Angleterre on y aide par sympathie vraie pour Russie nouvelle et par affirmation très nette de buts de guerre non impérialistes¹⁴⁶⁵ ».

Ce qui se joue ici est donc une course au monopole des canaux d'informations sur la situation de Russie, visant à étouffer tantôt les propos pessimistes de Paléologue, tantôt les appels du peuple russe susceptibles de raviver la flamme pacifiste des socialistes européens, notamment de la minorité zimmerwaldienne en France que l'appel du Soviet de Petrograd du 27 mars pour « une paix sans annexion ni contribution¹⁴⁶⁶ » a littéralement électrisée. Thomas multiplie les interviews avec des journalistes de différents pays¹⁴⁶⁷, visant en particulier l'opinion publique française. À plusieurs reprises, il confie au Président du conseil être « gêné par la campagne de presse française contre la révolution russe, qui risque de tout compromettre¹⁴⁶⁸ ». Est-ce une invitation à soutenir la censure qui sévit déjà contre les « défaitistes » ? Pas exactement. Thomas cible en effet la presse modérée et conservatrice hostile à la révolution russe, mais n'épargne pas non plus les articles du désormais jusqu'au-boutiste Gustave Hervé, très critique à l'idée d'une conférence socialiste internationale¹⁴⁶⁹.

Il s'adresse également à la presse directement française présente en Russie. Au *Journal*, il déclare : « les premières conversations que j'ai eues et les assurances que j'ai reçues m'autorisent à rejeter de mon esprit tout pessimisme ». Le numéro de *L'Illustration* du 30 juin est également consacré à sa mission, au contact des ouvriers et soldats russes¹⁴⁷⁰. De belles photographies montrent le ministre français, accompagné par le général Kornilov, en tournée

¹⁴⁶⁴ AN 94 AP 176. Télégramme de Thomas du 4 mai 1917.

¹⁴⁶⁵ AN 94 AP 176. Dossier « télégrammes de la mission », télégramme du 8 mai 1917.

¹⁴⁶⁶ « L'appel aux peuples du monde entier » proclamé par le Conseil des députés, ouvriers et soldats de Petrograd le 27 mars 1917 est reproduit dans CACHIN Marcel, PESCHANSKI Denis et CŒURE Sophie, *Carnets 1906-1947*, vol. 2, *op. cit.*, p. 77-78.

¹⁴⁶⁷ AN 94 AP 177. Déclarations aux journalistes suédois et roumains.

¹⁴⁶⁸ AN 94 AP 176. Télégramme de Thomas à Ribot du 15 mai 1917.

¹⁴⁶⁹ *Ibid.*

¹⁴⁷⁰ Comme aux usines Schneider du Creusot un an auparavant Thomas s'adresse aux ouvriers des usines d'armement Poutilov de Petrograd, par ailleurs bastion de la révolution de février.

de propagande sur le front des Carpates pour raviver le patriotisme des soldats russes¹⁴⁷¹. On voit alors un Thomas haranguant ces derniers, au nom de l'amitié franco-russe tout en jouant sur la fierté nationale du peuple russe tendu vers la victoire sur l'ennemi allemand :

« Officiers et soldats, au nom de l'armée française, au nom du gouvernement de la République, je salue votre régiment. Aujourd'hui, vous êtes la grande armée révolutionnaire de la Russie libre et nous savons que, dans une armée révolutionnaire, chaque porte en son cœur l'idéal de liberté pour lequel il combat. [...] Nous voulons, contre la volonté de l'Allemand, que les peuples d'Europe et du monde soient libres de disposer d'eux-mêmes. Et nous venons vous demander si vous êtes d'accord pour poursuivre cette guerre. Nous non plus, nous ne voulons l'écrasement d'aucune nation. Mais nous voulons que, dans les plaines comme dans les vallées, nous voulons que, par le monde, chaque peuple puisse vivre et travailler tranquille, jouir de la douce paix, sans être accablé à tout moment par un sauvage agresseur. Soldats de Russie, je veux pouvoir dire là-bas que vous aussi vous combattrez pour la liberté jusqu'à la victoire. Vive la véritable alliance franco-russe ! Vive l'alliance des deux peuples ! Vive la liberté !¹⁴⁷² »

Une légende, propagée par Paléologue dans ses mémoires de 1922, veut que l'interprète qui accompagnait alors le Français traduisait très librement ses propos, faisant croire aux soldats qu'il les incitait en fait à rendre les armes en vue de la paix sans annexion proposée par le Soviet des ouvriers et soldats de Petrograd. Paléologue la véhicule pour montrer l'échec de la mission de Thomas, à la solde des socialistes russes ayant selon lui mené le pays à sa perte. *L'Humanité*, devenue communiste, la reprendra également pour montrer la vigueur de la propagande anti-pacifiste du gouvernement français, relayée par les ministres socialistes eux-mêmes¹⁴⁷³. Mais avant ces lectures politiques *a posteriori* des événements, le numéro de *L'Illustration* véhicule l'optimisme débordant du ministre socialiste qui cherche à rassurer l'opinion :

« Les inquiétudes que donnaient la question gouvernementale et la question militaire ont beaucoup diminué. Une collaboration loyale existe maintenant entre le Soviet et le gouvernement provisoire [...]. Ainsi le ministre français estime-t-il qu'une reprise d'offensive russe est imminente¹⁴⁷⁴ ».

Connaissant la fin de l'histoire, nous savons que ces tentatives d'ingérence sont un échec sur le long terme. Thomas ne parvient évidemment pas à désamorcer le pacifisme croissant incarné par le Soviet des ouvriers et soldats, de plus en plus noyauté par les bolchéviques victorieux à

¹⁴⁷¹ Voir la reproduction des photos BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, « Albert Thomas, un ministre socialiste dans la Russie entre deux révolutions (avril-juin 1917) », *op. cit.*

¹⁴⁷² *L'Illustration*, 30 juin 1917.

¹⁴⁷³ « Les Revues », *L'Humanité*, 22 janvier 1922.

¹⁴⁷⁴ *L'Illustration*, 30 juin 1917.

l'automne 1917. Aurait-il d'ailleurs pu en être autrement ? Entre-temps, l'offensive Kerenski de juillet 1917 contre les troupes allemandes et autrichiennes conduit à une débâcle pour l'armée russe déjà largement affaiblie. Les militaires français présents en Russie comme Pierre Pascal se montrent beaucoup moins confiants que le ministre. Tout au plus dans les milieux diplomatiques franco-russes, comme sous la plume de Charles de Chambrun, conseiller à l'ambassade de France, estime-t-on de manière assez juste que « la mission Thomas a gagné du temps au moment où nous franchissons le cap des tempêtes¹⁴⁷⁵ ». La prise du pouvoir en Russie par les bolchéviques après l'insurrection du 25 octobre 1917 réduit très nettement l'enthousiasme de Thomas à l'égard du mouvement révolutionnaire russe, dans la mesure où les leaders comme Lénine demandent la paix immédiate et sans annexion. L'ancien ministre socialiste parviendra cependant à s'imposer durablement comme acteur privilégié des relations franco-russes et cherchera – vainement – à réduire la séduction de la révolution russe sur les militants socialistes français¹⁴⁷⁶.

En attendant la suite de l'histoire, c'est ici la portée de ce séjour, et globalement de l'implication de Thomas dans les affaires socialistes russes, sur le socialisme français lui-même qui nous intéresse.

B. Le mirage de Stockholm

L'appel du Soviet de Petrograd de mars 1917 est repris par le gouvernement provisoire russe qui s'exprime à son tour en faveur d'une « paix sans annexion ni contribution ». Les socialistes majoritaires français en mission en Russie sont ainsi sommés de passer de la posture d'observation¹⁴⁷⁷ qui était initialement la leur à celle du positionnement clair par rapport aux buts de guerre de la France. Marcel Cachin, Marius Moutet et Ernest Lafont avaient pu ainsi faire part aux socialistes russes de leur gêne par rapport à cette formule de paix, impliquant automatiquement un retour au *statu quo ante*. La question de l'Alsace-Lorraine cristallise les malentendus car les socialistes français peinent à admettre le règlement de la question *via* un référendum¹⁴⁷⁸. Alors que progressivement certains socialistes français sont prêts à des

¹⁴⁷⁵ Lettre de Charles de Chambrun à Marie Plon, cité in JANIN Pierre, *En mission dans la Russie en guerre (1916-1917) : le journal inédit du général Janin*, Paris, L'Harmattan, 2015.

¹⁴⁷⁶ Cf. chapitre 6.

¹⁴⁷⁷ FERRO Marc, *La révolution de 1917*, op. cit., p. 295.

¹⁴⁷⁸ Comme l'indique Gilles Candar, le congrès de la SFIO de décembre 1915 avait adopté une formule demandant le rétablissement de l'intégrité territoriale la France, qui restait volontairement vague sur la question du référendum. CANDAR Gilles, *Jean Longuet (1876-1938)*, op. cit., p. 143.

concessions sur cette question si cela peut permettre de faire avancer l'action socialiste internationale en faveur de la paix, Thomas s'y déclare farouchement hostile. Il a exprimé cette position ferme en Russie et continue à le faire jusqu'à la fin de la guerre, dans la presse et dans les discussions internes à la SFIO¹⁴⁷⁹. Il faut dire que l'appel à une conférence socialiste internationale par le Bureau socialiste international le 22 avril 1917, repris par le Soviet de Petrograd qui en demande la tenue à Stockholm, est une véritable secousse dans le mouvement socialiste européen. Ce « grand espoir manqué¹⁴⁸⁰ » mobilise avec ardeur les socialistes, revigorés par les événements de Russie. Mais chaque tendance voit dans cette conférence la perspective de réaliser ses objectifs propres. Tandis que socialistes minoritaires à l'instar des zimmerwaldiens en France voient dans les événements de février 1917 « une révolution contre la guerre¹⁴⁸¹ » ouvrant la possibilité d'obtenir la paix immédiate sans annexion ni contribution, les majoritaires, à l'exemple de Thomas, y voient le moyen de condamner devant l'internationale socialiste muée en tribunal le péché originel des majoritaires socialistes allemands ralliés à leur gouvernement. La minorité longuettiste, elle, est assez proche des orientations des menchéviks. Les récents travaux d'Andrea Benedetti ont aussi réévalué la stratégie du BSI et de son secrétaire Camille Huysmans pour incarner une voie médiane entre les sociaux-patriotes et les zimmerwaldiens. En cherchant à faire renaître les rencontres entre les socialistes, le BSI entend construire un programme commun pour la paix mondiale à même d'influencer les négociations de la paix future qui lui permettrait de sortir de la marginalisation qu'il subit depuis août 1914¹⁴⁸². Même si cette tentative est un échec causé par les fortes dissensions parmi les socialistes et par le refus des gouvernements d'accorder les passeports aux socialistes délégués à la conférence, le BSI renoue avec des pratiques mises en œuvre tout au long de son *learning curve*, par ailleurs étudié par Elisa Marcobelli¹⁴⁸³.

¹⁴⁷⁹ SINANOGLOU Ioannis, « Journal de Russie d'Albert Thomas », *op. cit.*, p. 104. ; AN 94 AP 176. Télégramme d'Albert Thomas à son cabinet du 1^{er} juin 1917 sur la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; AN F7/16023² (Dossier de surveillance policière d'Albert Thomas), note du 21 janvier 1918 sur la réunion du conseil de la fédération socialiste de la Seine et note du 1^{er} février 1918 et un discours de Thomas devant les groupes de gauche du Mans lors duquel il rappelle la nécessité du retour de l'Alsace-Lorraine à la France ; AN 94 AP 241. THOMAS Albert, « Pour l'Alsace-Lorraine », *L'Humanité*, 18 octobre 1917.

¹⁴⁸⁰ REBERIOUX Madeleine, « Le socialisme et la Première Guerre mondiale (1914-1918) », in DROZ Jacques, *Histoire générale du socialisme*, tome 2, *op. cit.*, p. 625.

¹⁴⁸¹ CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire*, *op. cit.*, p. 89.

¹⁴⁸² BENEDETTI Andrea, « Le Bureau socialiste international dans la Grande Guerre : la recherche d'un pacifisme alternatif à Zimmerwald », in CLERGET Jérôme et WASSENBERG Birte (dir.), *Gestion des conflits et coopérations en Europe: enjeux et représentations du XIX^e siècle à nos jours. Cahier des doctorants*, Paris, L'Harmattan, 2017, p. 41-53. ; BENEDETTI Andrea, « Le Bureau socialiste international à l'épreuve des révolutions russes », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 2018, n° 137, p. 41-55.

¹⁴⁸³ MARCOBELLI Elisa, *L'internationalisme à l'épreuve des crises*, *op. cit.*

La position de Thomas à l'égard de la conférence de Stockholm, qui y adhère pour utiliser l'Internationale de l'intérieur, fait également éclater au grand jour les contradictions de la position majoritaire, pointées du doigt par les minoritaires depuis 1915. Encore en Russie, Thomas est amené à constater la vigueur de l'appel du Soviet pour la conférence de Stockholm. Conscient qu'une opposition frontale de sa part marginaliserait sa position et fragiliserait le dialogue qu'il tente d'établir alors avec le Soviet, il prend rapidement conscience de la nécessité de s'y déclarer favorable¹⁴⁸⁴.

Il voit dans cette rencontre avec les socialistes allemands l'occasion de condamner l'attitude des majoritaires allemands, qui permettrait de distinguer radicalement la *Burgfriede* allemande de l'Union sacrée française dans laquelle il est fortement engagé. Sur ce point, comme souvent, Thomas a le mérite de la clarté et de la constance...

« On me pose la question de l'Internationale [...]. Je réponds d'une seule phrase : il y aura une Internationale possible lorsque, devant leur opinion publique, les Partis de chaque pays auront fait une propagande méthodique, sincère, pour les principes qui peuvent être des principes communs. Tant que les socialistes allemands continueront à s'agiter et à intriguer, sans prendre position devant leur opinion, il n'y aura pas d'Internationale possible¹⁴⁸⁵ ».

Mais pas forcément de la cohérence à toute épreuve... La position de Thomas comprend en effet deux volets : d'un côté, ce dernier juge inadmissible que les socialistes allemands participent à une réunion de l'internationale sans renoncer à leur politique de soutien à la *Burgfriede* qu'il dénonce comme une compromission avec l'impérialisme de leur gouvernement. De l'autre, pour se prémunir d'une attaque équivalente, Thomas pense pouvoir utiliser le levier de Stockholm pour affranchir les buts de guerre français de toute ambition impérialiste. Mais cette position amenait à une impasse révélée par l'affaire des tractations de Doumergue avec la Russie, ayant abouti à des positions contraires à la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes pourtant revendiquée par les socialistes. La présence d'un ministre socialiste dans un gouvernement rompu à la diplomatie secrète n'était donc pas en mesure de changer le paradigme diplomatique français, surtout en pleine guerre. Finalement, c'est davantage Thomas qui se convainc que son pays se trouve du côté du droit, à défaut d'être en mesure de le remettre dans le droit chemin. Pour lui, la seule issue à une guerre est militaire et il faudra attendre l'écrasement militaire de l'ennemi, justifié par le péché originel de l'agression, pour pouvoir envisager une paix fondée sur le droit. Le résultat des discussions

¹⁴⁸⁴ Nous reprenons ici les éléments développés in BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 118-129.

¹⁴⁸⁵ SINANOGLU Ioannis, « Journal de Russie d'Albert Thomas », *op. cit.*, p. 105.

autour de Stockholm est donc de souligner l'aporie de la doctrine majoritaire dont certains soutiens fervents se détachent. Le passage de Thomas le 18 juin 1917 à Stockholm, au retour de Russie, pour rencontrer Troelstra et Huysmans du BSI montre que l'incompréhension est désormais complète, le Français refusant de transiger sur la question de l'Alsace-Lorraine¹⁴⁸⁶.

L'appel de Stockholm ouvre ainsi une brèche au sein de la majorité elle-même. Marcel Cachin, parti en Russie pour défendre les intérêts du gouvernement français et pour vivifier l'alliance franco-russe, en revient comme « le chantre glorieux de la patrie et de la révolution¹⁴⁸⁷ ». Thomas au contraire, effrayé par la montée des idées pacifistes qu'il qualifie « d'illusions zimmerwaldiennes¹⁴⁸⁸ », n'est que plus convaincu par son propre système de pensée :

« Nous irons à Stockholm, non parce que nous croyons possible de discuter avec les socialistes allemands, mais pour que le monde ouvrier juge de quel côté se trouve le Droit¹⁴⁸⁹ ».

Lutter contre le mouvement pacifiste international visait aussi à réduire la portée de la minorité zimmerwaldienne en France, enflammée par l'appel du Soviet et révélée par le Conseil national du 27 mai 1917. Pour la majorité, l'enjeu est donc de continuer à tenir le parti, alors que l'un de ses leaders est coupé de contact direct, en mission à quelques milliers de kilomètres de Paris et qu'une partie des militants critiquent ouvertement le sens de sa mission en Russie. Ainsi par exemple, lors de la réunion du comité fédéral socialiste de la Seine du 30 avril 1917, les minoritaires déposent une motion invitant les « les socialistes révolutionnaires de France à se désolidariser de cette mission qui a toutes les allures d'une mission purement gouvernementale interalliée¹⁴⁹⁰ ». Les débats sont vifs lors du conseil national de la SFIO du 27 mai. Malgré la distance, Thomas suit avec attention ces débats qui lui sont rapportés par Mario Roques¹⁴⁹¹ qui redoute le renversement de la majorité par la minorité. Cette crainte ne peut que renforcer la volonté de Thomas de lutter contre la propagande pacifiste qui gagne le mouvement socialiste dans son ensemble, notamment en France.

Le mirage de la conférence, espoir manqué sur lequel toutes les tendances socialistes projettent leurs aspirations nouvelles, s'avère pour le majoritaire français un véritable

¹⁴⁸⁶ BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 126-128.

¹⁴⁸⁷ FERRO Marc, *La révolution de 1917, op. cit.*, p. 298.

¹⁴⁸⁸ SINANOGLU Ioannis, « Journal de Russie d'Albert Thomas », *op. cit.*, p. 122-123.

¹⁴⁸⁹ Témoignage de Cereteli, cité in FERRO Marc, *La révolution de 1917, op. cit.*, p. 365.

¹⁴⁹⁰ AN F7/16023². Note du 30 avril 1917

¹⁴⁹¹ AN 94 AP 180. Télégramme du 30 mai 1917 de Mario Roques à Albert Thomas.

« syndrome de Stockholm¹⁴⁹² ». Pris au piège d'une conférence socialiste internationale dont il ne veut pas, si ce n'est pour condamner le socialisme allemand, c'est finalement le refus du gouvernement français d'octroyer aux socialistes les passeports demandés pour la conférence qui signe la fin d'une expérience gouvernementale qu'il aurait souhaité prolonger, rêvant notamment du portefeuille des affaires étrangères. Ironie de l'histoire, le désaveu pour Thomas est donc politique et non pas technique, son action à l'Armement étant plutôt appréciée au sein du gouvernement¹⁴⁹³.

C. Au cœur du dispositif « majoritaire » des conférences socialistes interalliées :

Si la guerre met un terme aux habituels congrès de l'Internationale socialiste, les socialistes des pays alliés continuent de se réunir¹⁴⁹⁴. Thomas se fait ainsi le porte-parole du point de vue la majorité socialiste française lors des conférences socialistes interalliées qui scandent la période de guerre. Pour Madeleine Rebérioux :

« À Londres en février 1915, à Vienne en avril, les conférences interalliées qu'animent les sociaux-patriotes des deux camps témoignent certes de leurs conceptions belligérantes de l'internationalisme, **mais aussi de l'obligation où ils se trouvent de tenir compte des critiques qui visent les formes extrêmes de chauvinisme** : la résolution de Londres affirme que les socialistes des pays de l'Entente ne sont pas en guerre avec les peuples des empires centraux, mais avec leurs gouvernements ; celle de Vienne proclame que la défense de la patrie n'est pas en contradiction avec le rétablissement un jour de l'Internationale sur la base de l'arbitrage, de la limitation des armements et du droit des nations à disposer d'elles-mêmes¹⁴⁹⁵ ».

Comme le note, à sa suite, Gilles Candar, les résultats de la conférence interalliée de Londres du 14 février 1915 sont peu appréciés par ceux que l'on n'appelle pas encore les « majoritaires de guerre ». C'est le cas par exemple d'André Lebey, camarade de Thomas depuis le lycée

¹⁴⁹² BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 130-140.

¹⁴⁹³ *Ibid.* ; SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 153-172. Voir la version des faits établie par Thomas le 13 septembre, AN 94 AP 356, « Relation des événements qui se sont succédés du 2 au 12 septembre 1917 ».

¹⁴⁹⁴ BENEDETTI Andrea, « Le Bureau socialiste international dans la Grande Guerre : la recherche d'un pacifisme alternatif à Zimmerwald », *op. cit.* VAN DER SLICE Austin, *International Labor, Diplomacy and Peace, 1914-1919 : a Dissertation for the Degree of Doctor of Philosophy*, 1941, p. 39-45.

¹⁴⁹⁵ REBERIOUX Madeleine, « Le socialisme et la Première Guerre mondiale (1914-1918) », in DROZ Jacques, *Histoire générale du socialisme*, tome 2, *op. cit.*, p. 612.

Michelet et député socialiste depuis 1914, et même de Jules Guesde, alors encore ministre socialiste sans portefeuille. La satisfaction des minoritaires de la Fédération des métaux qui voit dans la conférence « un grand pas fait en avant vers une action internationale pour la paix¹⁴⁹⁶ », est au moins aussi forte que le mécontentement des principaux dirigeants de la SFIO. Si l'on en croit les notes de surveillances policières, les résultats de la conférence de Londres donnent lieu à de « nouvelles divisions chez les unifiés¹⁴⁹⁷ ». Le rapport de police poursuit :

« On a beaucoup remarqué que M. Albert Thomas, officiellement délégué à la Conférence, s'est non seulement abstenu d'y aller, mais encore a fait connaître qu'il désapprouvait formellement les résolutions adoptées. Au surplus, il semblerait que la Conférence de Londres soit le prétexte choisi par un grand nombre de militants pour critiquer l'attitude générale des dirigeants du Parti. Ces critiques visent le manque d'organisation des secours de mobilisés, de chômage, et aussi la question des embusqués. On reproche surtout au Groupe socialiste parlementaire d'avoir déclaré que le devoir parlementaire devait primer sur tous les autres. Les militants ont bien compris que leurs élus voulaient se soustraire au devoir militaire et ils s'en montrent très mécontents. Il n'est pas douteux que le PSU traverse une crise, on s'en rend compte à la CAP par le fait que les réunions de sections sont de moins en moins fréquentées, et par cet autre très significatif, que les cotisations rentrent difficilement¹⁴⁹⁸ ».

Ce sont finalement Guesde, Sembat, Vaillant, Groussier, Renaudel, Cachin, Bracke, Compère-Morel, Dubreuhl et Poisson qui sont délégués à ce congrès, ainsi que les membres de la CGT, Jouhaux, Alexandre Luquet, Charles Moulinier et Alphonse Merrheim. Les réticences d'Albert Thomas sont révélatrices d'une conception pour le moins restrictive de l'internationalisme portée par les leaders socialistes les plus engagés dans la guerre, tout en ouvrant une brèche, sous leur contrôle cependant étroit, à une infime possibilité de réintroduire une dose d'internationalisme socialiste dans leur engagement au cœur de la Défense nationale. Les conférences socialistes interalliées deviennent en effet l'arène d'expression de visions divergentes de l'internationalisme socialiste, portées par les minoritaires de guerre, forçant les majoritaires à infléchir leur intransigeance.

Plus de deux ans plus tard, une nouvelle conférence socialiste interalliée, à nouveau convoquée dans la capitale britannique – signe du basculement du centre de gravité des relations socialistes internationales – se réunit pour évoquer la brûlante question de l'organisation de la conférence de Stockholm. Cette fois-ci, les Italiens et les Grecs sont présents, ce qui indique un

¹⁴⁹⁶ Cité in CANDAR Gilles, *Jean Longuet (1876-1938), op. cit.*, p. 127.

¹⁴⁹⁷ AN F7/16023². Note du 28 février 1915.

¹⁴⁹⁸ *Ibid.*

regain internationaliste dans le camp des belligérants alliés. Thomas est présent à la conférence, aux côtés de Bracke, Dubreuilh, Milhaud, Poisson et Renaudel. Les Français sont à l'origine d'une résolution présentée par Pierre Renaudel. Elle reprend largement le contenu de la conférence de Londres de février 1915, tout en rappelant le rôle de « l'agression délibérée de l'Allemagne » dans la marche vers la guerre¹⁴⁹⁹. Les archives d'Albert Thomas comprennent, outre un nombre important de coupures de presse relatives à cette conférence montrant l'attention scrupuleuse que lui accorde le leader majoritaire, un long tapuscrit de ce dernier consacré à la préparation de la conférence. Il y livre précisément sa conception de la conférence de Stockholm, de l'internationalisme socialiste après trois ans de guerre, et son analyse de la situation russe¹⁵⁰⁰. L'essentiel peut tenir en quelques lignes :

« Il faut que la Conférence socialiste de Londres, à défaut de la Conférence de Stockholm, marque tout de suite la position nette des Alliés. Il faut que nous tâchions d'arriver à des résolutions communes. Il faut que nous marquions, en tous cas, le point de vue du droit que soutient la France.

Cela comporte un certain nombre d'efforts de fond et de forme.

1) Question de l'Internationale.

[...] Il n'est pas possible que les socialistes majoritaires allemands nous échappent. La vraie méthode eût été de les faire condamner avant. C'était notre point de vue de Petrograd. Il faut tenter d'y revenir. Il est nécessaire que nous distinguions dès maintenant entre les majoritaires et les minoritaires. On ne peut pas admettre confusément les majorités et les minorités ».

Aux yeux de Thomas, la reconstruction de l'Internationale socialiste ne pourra se faire qu'après la désignation des responsabilités du déclenchement de la guerre et *de facto* de la majorité allemande, jugée complice de son gouvernement. Il maintient alors ce qu'il a fermement défendu devant le Soviet de Petrograd :

« On me pose la question de l'Internationale [...]. Je réponds d'une seule phrase : il y aura une Internationale possible lorsque, devant leur opinion publique, les Partis de chaque pays auront fait une propagande méthodique, sincère, pour les principes qui peuvent être les principes communs. Tant que les socialistes allemands continueront à s'agiter, à intriguer, sans prendre position devant leur opinion, il n'y aura pas d'Internationale possible¹⁵⁰¹ ».

¹⁴⁹⁹ AN 94 AP 357. Dossier « Conférence de Londres », août 1917, Déclaration des socialistes européens dans le cadre de la conférence socialiste interalliée.

¹⁵⁰⁰ AN 94 AP 357. Directives pour la conférence avec les socialistes, notes d'Albert Thomas. Voir annexe n° 1.

¹⁵⁰¹ SINANOGLOU Ioannis, « Journal de Russie d'Albert Thomas », *op. cit.*, p. 105.

Néanmoins, sa position se distingue de celle des majoritaires les plus « jusqu’au-boutistes », comme Bracke ou Lebey qui s’opposent nettement à Stockholm ; pour eux, réunir l’Internationale socialiste signifie tendre la main à l’ennemi allemand, fût-il socialiste.

La position de Thomas sur la question de Stockholm comprenait deux volets. D’un côté, il était inadmissible que les socialistes allemands participent à l’Internationale sans renoncer explicitement à leur ralliement à la *Burgfriede*. De l’autre, Thomas s’était engagé à se servir de sa position au cœur du gouvernement, assistant aux réunions des comités secrets, pour infléchir les buts de guerre impérialistes français. Ce positionnement d’équilibriste était particulièrement périlleux. La découverte par Thomas, en Russie, des tractations sur les buts de guerre menées quelques temps plus tôt par le gouvernement français avec son homologue russe, avait montré la fragilité de cette position. La reconnaissance des buts de guerre impérialistes par la France ruinait l’argumentaire des majoritaires français qui distinguaient la Défense nationale d’une nation démocratique de la *Burgfriede* d’un empire impérialiste, en révélant des pratiques diplomatiques similaires. Pour sortir de cette impasse, Thomas se range progressivement du côté de la « paix par le Droit » à construire au sortir de la guerre ; celle-ci peut passer par l’internationale socialiste ou par les négociations de paix entre les belligérants. Après l’échec de la conférence de Stockholm causé par le refus des gouvernements d’octroyer les passeports nécessaires à leurs ressortissants socialistes, ces derniers cherchent un nouveau souffle. C’est justement ce que leur offre le président américain en janvier 1918 avec la proclamation de ses quatorze points devant le Congrès des États-Unis le 8 janvier 1918. Les idées de Woodrow Wilson fournissent « aux socialistes non jusqu’au-boutistes comme à ceux qui l’étaient restés une plate-forme idéologique de rechange¹⁵⁰² ». Le wilsonisme transcende dans un premier temps les tendances, à l’exception peut-être de la minorité zimmerwaldienne¹⁵⁰³. Pour la tendance menée par Thomas et Renaudel, les propositions de Wilson offrent la possibilité d’établir une paix future fondée sur des principes rénovés de justice et de libertés des peuples, à même d’éloigner le spectre d’une paix sans annexion ni contribution, telle que revendiquée par une partie des bolchéviques. C’est sur cette nouvelle base idéologique wilsonienne que Thomas mène une ardente propagande au début de l’année 1918 contre les idées de paix séparée qui mèneront en mars 1918 à la signature du Traité de Brest-Litovsk :

¹⁵⁰² REBERIOUX Madeleine, « Le socialisme et la Première Guerre mondiale (1914-1918) », in DROZ Jacques, *Histoire générale du socialisme, op. cit.*, p. 633.

¹⁵⁰³ Voir par exemple le cas de Raymond Lefebvre chez qui voisinent wilsonisme et communisme. GINSBURG Shaul, « Du wilsonisme au communisme : l’itinéraire du pacifiste Raymond Lefebvre en 1919 », *Revue d’histoire moderne et contemporaine*, 1976, vol. 23, n° 4, p. 583-605.

« Les socialistes français veulent aller dire aux socialistes russes, à tous les socialistes russes : “Nous sommes comme socialistes, contre la paix séparée. Et vous aussi, camarades de Russie, vous ne pouvez être, comme nous, que pour une paix générale, établie selon les principes de la liberté des peuples et de la justice internationale. Toute autre paix est anti-socialiste”¹⁵⁰⁴ ».

C’est la position que Thomas défend vigoureusement lors de la nouvelle conférence socialiste interalliée réunie à Londres fin février 1918. Le 18 février 1918, le Conseil national du parti socialiste avait approuvé à une large majorité une résolution d’Albert Thomas favorable aux initiatives du Bureau socialiste international. Les zimmerwaldiens, la jugeant trop modérée, s’y étaient opposés, lui préférant une résolution de Fernand Lorient¹⁵⁰⁵. Lors de la conférence, Thomas, Henderson et Vandervelde font bloc pour promouvoir un socle commun des socialistes alliés, préalable à toute réunion complète de l’internationale socialiste¹⁵⁰⁶. Dans son discours prononcé le 21 février 1918 devant la conférence interalliée, le Français cherche à montrer l’unité du monde ouvrier français – socialiste et syndicaliste – dans la préparation de la paix. Et ce sont aux socialistes alliés, qui se sont placés du côté du droit, qu’il revient de dicter les conditions d’une paix future conformes aux principes socialistes :

« Les gouvernements [...] ont été dans l’impossibilité d’énoncer un accord commun sur leurs buts de guerre.

Le monde ouvrier ne parle pas de buts de guerre, mais de buts de paix et il base ses discussions sur un point unique, le principe du droit.

En partant de ce principe, nous espérons arriver à une politique commune qui sera si internationale, si humaine que les groupements ouvriers et socialistes des pays ennemis seront à même de l’accepter¹⁵⁰⁷ ».

Reprenant un thème cher à Wilson, le majoritaire français insiste particulièrement sur le cas des petites nationalités lors de la séance de la conférence du 23 février 1918. Les prétentions nationales des Polonais et des Autrichiens sont placées sur un pied d’égalité avec celles des habitants de l’Alsace-Lorraine, habile manière de maquiller la fermeté de Thomas sur ce point sensible qui constitue un point de divergence assez fort entre les majoritaires français, les longuettistes et les zimmerwaldiens. Thomas insiste sur le fait que le droit doit guider l’action socialiste internationale. Pour lui : « tant qu’il n’aura pas été redressé en Pologne, en Autriche,

¹⁵⁰⁴ THOMAS Albert, « Des passeports pour Petrograd », *L’Humanité*, 3 janvier 1918.

¹⁵⁰⁵ Note du 19 février 1918 in SEMBAT Marcel et LEFEBVRE Denis, *Les Cahiers noirs : journal 1905-1922*, *op. cit.*, p. 688.

¹⁵⁰⁶ REBERIOUX Madeleine, « Le socialisme et la Première Guerre mondiale (1914-1918) », *op. cit.*

¹⁵⁰⁷ « La conférence. Un discours d’Albert Thomas », *L’Humanité*, 23 février 1918.

en Alsace-Lorraine, pas moyen de conclure une paix durable¹⁵⁰⁸ ». Une « paix juste », fondée sur un droit nouveau, est la seule voie possible de la paix future. C'est donc sur ce volet seul que l'action des socialistes doit se concentrer dans chaque pays. Le wilsonisme arrive donc à point nommé pour fournir une caution et une légitimité aux positions des majoritaires de guerre français, et *a fortiori* à la poursuite de la guerre. Dans un contexte d'épuisement général et de lassitude après près de quatre ans de guerre, l'argumentaire de Thomas est une facette d'une culture politique de guerre qui peut se comprendre comme « la volonté première de ne pas perdre la guerre », « sans jamais renoncer à la paix »¹⁵⁰⁹. Ses inquiétudes quant à la perspective d'une paix séparée germano-russe relèvent d'un « patriotisme – défense du sol et défense des siens [qui] a structuré jusqu'au bout les systèmes de représentations¹⁵¹⁰ » et dont les positions de la majorité de guerre sont l'avatar socialiste.

Thomas livre ainsi une vision instrumentale de l'Internationale socialiste devant servir la victoire des alliés, présentée comme celle du droit dans une guerre juste contre l'impérialisme germanique. L'apport de la diplomatie socialiste interalliée réside donc dans la transparence des buts de guerre, ce qui la rapproche très nettement des propositions du président américain Wilson dont Thomas se fait un défenseur fervent tout au long de l'année 1918. Lors de cette conférence, les socialistes proclament leur volonté de « garantir l'effectivité de la proclamation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes [...] *via* une Société des Nations¹⁵¹¹ ». Le dernier point du président Wilson qui préconise la création d'une telle société internationale à même de garantir le respect des engagements des États, rejoint le vœu émis par les socialistes français lors du conseil national de décembre 1916. Les convergences de vue sont donc évidentes entre wilsonisme et socialisme, même si les cartes se brouillent au sortir de la guerre.

¹⁵⁰⁸ Conversation entre Thomas, Mistral, Dubreuhl et Renaudel lors du trajet entre Boulogne et Londres en vue de la conférence interalliée du 21 février 1918. Cité in CACHIN Marcel, PESCHANSKI Denis et CŒURE Sophie, *Carnets 1906-1947*, vol. 2, *op. cit.*, p. 254.

¹⁵⁰⁹ AUDOIN-ROUZEAU Stéphane et BECKER Annette, *14-18, Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2009, p. 128.

¹⁵¹⁰ *Ibid.*

¹⁵¹¹ « À la conférence de Londres. La société des nations », *L'Humanité*, 26 février 1918.

IV. Du socialiste à l'homme d'État : face à l'opinion publique et militante

Si Thomas reste à la disposition de son parti en septembre 1917, ce qui met un terme à sa brève mais fulgurante carrière ministérielle, il a néanmoins opéré sa mue de militant à homme d'État. Les missions qu'il effectue auprès des pays alliés et notamment en Russie révèlent son enthousiasme pour les arcanes de la diplomatie en temps de guerre. Quoiqu'elles nourrissent également une tension entre son identité de militant socialiste et ses fonctions de ministre d'un gouvernement français en guerre, à l'épreuve du pouvoir. Cependant, même si son appartenance à la SFIO a été décisive dans le choix fait par le gouvernement français, Thomas s'attache à distinguer nettement ses idées politiques personnelles de socialiste et la position d'homme d'État qu'il doit endosser en tant que représentant du gouvernement français. Il l'explique très clairement au général Milioukov qu'il rencontre le 29 avril 1917 :

« En ce qui me concerne personnellement, j'insiste [...] sur la distinction entre mes idées personnelles, que j'ai pu être amené à lui exprimer l'autre jour, surtout en présence des Camarades socialistes et aussi pour que nous fussions bien honnêtes l'un envers l'autre, et d'autre part la conduite que m'impose ici ma qualité de représentant du gouvernement français¹⁵¹² ».

C'est bien la seconde casquette, celle du ministre, homme d'État, qui semble l'emporter, même si Thomas est sans cesse rappelé durant la guerre à son appartenance à un parti socialiste, fortement ébranlé par son implication dans l'Union sacrée. L'étude de la correspondance qu'il reçoit entre 1914 et 1920 illustre également la tension entre ces deux identités parfois incompatibles et que les citoyens-militants lui renvoient sans cesse au visage. Dans une perspective biographique, il est utile d'étudier les représentations du personnage étudié qui diffèrent selon les émetteurs et construisent l'image du personnage : si les témoignages d'illustres contemporains, souvent hagiographiques ou à charge et les articles de presses constituent des sources d'ordinaire utilisées par l'historien, l'ajout de cette vaste correspondance modifie la perspective en montrant des représentations issues de milieux sociaux plus diversifiés et presque offre en miniature une vitrine de l'opinion publique en temps de guerre. C'est finalement le croisement de ces deux types de sources qui est le plus pertinent et rendu possible dans le cas d'Albert Thomas car, outre cette vaste correspondance, ses

¹⁵¹² SINANOGLOU Ioannis, « Journal de Russie d'Albert Thomas », *op. cit.*, p. 114-115.

archives comportent également des coupures de presse mettant en lumière les polémiques dont il fait l'objet.

À ce stade, il est nécessaire de s'interroger également sur la démarche consciente de Thomas et de ses collaborateurs quant à la conservation d'archives minutieusement sélectionnées. Gilles Candar note dans sa biographie de Jean Longuet que « ce fut sans doute avec une douce malice que le ministre Albert Thomas, historien attentif au devenir de ses archives, décida de ne conserver qu'un seul dossier de ses relations au ministère avec les parlementaires : celui de Jean Longuet¹⁵¹³ ». En réalité, des dossiers encore grossièrement inventoriés conservent la correspondance du ministère avec d'autres parlementaires, comme par exemple le socialiste Lucien Voilin évoqué dans le chapitre précédent, mais il est certain que le dossier Longuet a fait l'objet d'une attention particulière comme le souligne Candar. Le ministre-historien s'adresse en effet à ses futurs biographes lorsqu'il opère un tel regroupement et cherche ainsi sans doute à désarmer les attaques dont il a fait l'objet de son vivant par ses contemporains minoritaires. C'est le cas aussi de cet échantillon de près de 350 lettres que des citoyens et citoyennes adressent au ministre entre 1915 et 1919. Ces lettres ont été adressées à Thomas et, pour la période durant laquelle ce dernier est ministre, classées par son cabinet, et probablement par les plus proches à savoir François Simiand et Mario Roques. Le fonds Albert Thomas, qui conserve dans de nombreux dossiers les articles de presse collectés par ses collaborateurs directs, montre le véritable souci du ministre de l'image qu'il renvoie dans l'opinion publique. Or, le contexte de guerre et de surveillance de l'opinion publique, bien analysé par Olivier Forcade dans ses travaux sur la censure¹⁵¹⁴, rend cette hypothèse d'autant plus crédible : prendre le pouls de l'opinion des soldats, mais aussi des ouvriers et ouvrières des usines de guerre était évidemment une priorité pour le ministre de l'Armement. Il est donc très vraisemblable que ces lettres aient fait l'objet d'une attention particulière. Elles se trouvent dans deux cartons distincts, à savoir dans un premier dossier classé sous le nom « injures »¹⁵¹⁵ et dans un second nommé « curiosités »¹⁵¹⁶. Le premier avait déjà attiré l'attention des historiens, comme Romain Ducoulombier qui voit dans les lettres des militants adressées au socialiste devenu ministre une preuve de « l'antiréformisme de la minorité de guerre »¹⁵¹⁷. Le deuxième comporte des lettres au contenu et aux motivations plus divers (sollicitations, adresses au ministre, demandes de

¹⁵¹³ AN 94 AP 38.

¹⁵¹⁴ FORCADE Olivier, *La censure en France pendant la Grande Guerre*, *op. cit.*

¹⁵¹⁵ AN 94 AP 155.

¹⁵¹⁶ AN 94 AP 162.

¹⁵¹⁷ DUCOULOMBIER Romain, « L'antiréformisme de la minorité de guerre et la naissance du Parti communiste en France (1914-1925) », *op. cit.*

soutien matériel), peut-être plus banales *a priori* mais qui permettent tout autant de comprendre le rapport que les Français et Françaises entretiennent avec un ministre devenu à leurs yeux un élément central du gouvernement de guerre.

Ceux et celles-ci prennent la plume pour des raisons diverses : sollicitations, critiques, insultes voisinent avec des avis et conseils politiques visant à éclairer l'action du ministre. Ces lettres sont tantôt adressées au militant socialiste, au député de la Seine, au ministre. C'est un matériau particulièrement intéressant à analyser car il dépasse le seul caractère personnel de la politique menée par Thomas. Par leur relative liberté de ton, la violence des propos, le détail dans les expériences individuelles vécues relatées, elles donnent une clé d'entrée sur les attentes, les espoirs ou encore les déceptions des Françaises et Français face aux institutions et au personnel politique de la III^e République en charge de la guerre. Par certains aspects, elles sont le pendant des lettres envoyées entre juin et novembre 1916 au député kienthalien Pierre Brizon à la suite de ses interventions pacifistes à la Chambre des députés¹⁵¹⁸. Très imprégnées des espoirs de paix, beaucoup d'entre elles dénoncent la « trahison » des élus socialistes, à l'instar de René Papin qui s'en prend virulemment aux « traîtres et [...] vendus du parti socialiste comme Sembat, Thomas, Hervé [qui cherchent] tous les moyens pour envoyer le peuple à la boucherie¹⁵¹⁹ ». Dans ces écrits de poilus et de militants socialistes, le nom de Thomas revient souvent aux côtés d'autres dirigeants socialistes qui ont pris part à la Défense nationale ou l'ont fortement soutenue, comme René Viviani, Aristide Briand, Marcel Sembat, Jules Guesde ou encore Gustave Hervé.

Sans revenir sur l'historiographie foisonnante qui porte sur les écrits pendant la Grande Guerre, ces lettres peuvent faire l'objet d'une analyse à la croisée de diverses approches méthodologiques. Elles sont un matériau utile à l'analyse de l'opinion publique en temps de guerre, champ ouvert par les historiens Jean-Jacques Becker ou Jean-Noël Jeanneney¹⁵²⁰. Les lettres des Français et Françaises échangées pendant la guerre ont été au cœur des études portant

¹⁵¹⁸ BONZON Thierry et ROBERT Jean-Louis, *Nous crions grâce, 154 lettres de pacifistes, juin-novembre 1916*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1989. Sur l'itinéraire de Pierre Brizon pendant la guerre, voir BONZON Thierry, « Pierre Brizon, le paysan du Danube. Itinéraire d'un socialiste devenu pacifiste », in FABRE Rémi, BONZON Thierry, GUIEU Jean-Michel, MARCOBELLI Elisa et RAPPOPORT Michel (dir.), *Les défenseurs de la paix, 1899-1917*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, p. 303-330.

¹⁵¹⁹ Lettre n° 111 de René Papin de Reims, le 26 juin 1916, cité in BONZON Thierry et ROBERT Jean-Louis, *Nous crions grâce, op. cit.*, p. 148-149.

¹⁵²⁰ JEANNENEY Jean-Noël, « L'opinion publique en France pendant la Première Guerre mondiale », *Publications de l'École Française de Rome*, 1984, vol. 54, n° 2, p. 209-227. ; BECKER Jean-Jacques, « L'opinion publique française et les débuts de la guerre de 1914 (printemps - automne 1914) », *Le Mouvement social*, 1978, n° 104, p. 63-73. ; BECKER Jean-Jacques et REMOND René, *1914 : comment les Français sont entrés dans la guerre contribution à l'étude de l'opinion publique, printemps-été 1914*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1977.

sur le rapport à l'écrit des individus, comme ceux de l'historienne américaine Martha Hanna qui a mis en avant le fait que « la France devient une nation d'écrivains¹⁵²¹ », ou des travaux d'historiens à la recherche des écrits du for privé dans une perspective d'histoire de l'intimité et de la conjugalité¹⁵²². Enfin, la récente étude de Carl Bouchard portant sur un corpus de 3 000 lettres reçues par le président américain Woodrow Wilson entre 1918 et 1919 est d'un appui méthodologique important. Elle vise en effet à cerner la place de cette figure présidentielle au sein de l'opinion française au sortir de la guerre. C'est également ce nous allons tenter de faire ici à partir d'un corpus néanmoins moins près de dix fois moins vaste de 350 lettres¹⁵²³.

Plusieurs éléments formels et d'analyse externe méritent d'être précisés. Tout d'abord, il est légitime de se demander qui écrit à Albert Thomas. Une grande majorité de ces lettres est anonyme, mais certaines sont signées et même dans les cas où elles comportent des insultes, certains n'hésitent pas à donner leur identité. Lorsqu'il est possible de savoir le sexe des auteurs de ces lettres, il s'agit majoritairement d'hommes. La répartition géographique de l'origine de ces lettres est en revanche plus difficile à établir dans la mesure où pour l'immense majorité des cas, les enveloppes n'ont pas été conservées. Cependant, à partir du contenu des écrits, il est possible de déduire une répartition assez équivalente entre les écrits de l'arrière et ceux du front.

L'origine sociale de celles et ceux qui prennent la plume est également intéressante, quoique difficile à identifier. Les lettres témoignent des niveaux variés de familiarité avec la forme écrite. Des lettres très longues qui donnent par exemple des conseils politiques détaillés au ministre montrent une bonne culture lettrée des auteurs, qui sont par exemple des avocats. Mais des personnes sans doute moins éduquées – à l'écriture moins fluide et avec des fautes d'orthographe plus nombreuses – passent par l'écrit. Ce petit échantillon de lettres corrobore bien la thèse de Martha Hanna faisant de la France de la Première Guerre mondiale une nation d'écrivains. Elle est alors l'une des nations dont les citoyens ont le plus recours à la plume, ce qui s'explique notamment par la généralisation de l'instruction primaire depuis les lois Ferry et par la hausse très importante du taux d'alphabétisation. Ces écrits prennent place sur des supports variés : feuille simple, morceau de papier, article de journaux annotés et commentés, cartes postales. Ce dernier support, déjà populaire depuis le début du XX^e siècle, se généralise

¹⁵²¹ HANNA Martha, « A Republic of Letters: The Epistolary Tradition in France during World War I », *The American Historical Review*, 2003, vol. 108, n° 5, p. 1338-1361. Elle écrit : « France became a nation of writers ».

¹⁵²² VIDAL-NAQUET Clémentine, *Correspondances conjugales, 1914-1918 : dans l'intimité de la Grande guerre*, Paris, Robert Laffont, 2014.

¹⁵²³ BOUCHARD Carl, *Cher Monsieur le Président : quand les Français écrivaient à Woodrow Wilson (1918-1919)*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2015.

durant la Grande Guerre, d'autant plus qu'il peut être un intéressant support de propagande¹⁵²⁴. Les formes d'écriture sont tout aussi variées : des lettres de facture classique côtoient des chansons, des poèmes, voire des dessins ; on y trouve une grande liberté de ton, parfois beaucoup d'humour. Enfin, dans leur grande majorité ces Français.e.s semblent avoir la conviction, voire la connaissance, que ces lettres – contrairement à celles envoyées à leur famille – ne seront pas censurées et parviendront à leur destinataire. Dans un contexte de croyance en une forme de toute puissance de la censure, ces lettres permettent en quelque sortes de la contourner pour dire aux responsables politiques la pensée « réelle » des citoyens.

Ces lettres peuvent être classées en plusieurs catégories. Dans le dossier « curiosités », mais aussi dans le dossier « insultes », se trouve un nombre important de sollicitations matérielles très concrètes. Une lettre sans date, révélatrice de l'importance de la crise du charbon dans la France en guerre, est adressée à Thomas pour lui signaler le manque de matériaux combustibles empêchant les poilus de chauffer le foyer de leurs popotes mobiles¹⁵²⁵. On demande une amélioration générale des conditions de vie des poilus, notamment par l'octroi de permissions supplémentaires¹⁵²⁶.

Certaines sollicitations matérielles prennent un ton plus critique et polémique et sont alors classées dans le dossier « insultes ». Un poilu de la Somme écrit à Thomas le 26 octobre 1916 sur un bon de souscription à la Défense nationale : « Au lieu des munitions pour les boches, que l'emprunt serve à donner des chaussures aux poilus, ce serait de plus grande nécessité¹⁵²⁷ ». Ces demandes vont de pair avec des confessions parfois intimes sur le déchirement familial causé par la guerre, et se doublent parfois d'un appel au sens moral de Thomas et des socialistes en général. Il en est ainsi d'un poilu qui écrit le 24 février 1918 : « Socialistes, pensez aussi aux pères de famille du front de n'importe quelle classe, car il n'y a pas de classe dans la souffrance¹⁵²⁸ ».

Ces poilus s'adressent donc à Thomas, qui n'est ni ministre de la Guerre ni ministre des matières premières. Il est donc possible que ces hommes en appellent à différentes autorités militaires, sans connaître les attributions précises, mais en espérant que celles-ci pourront faire aboutir leur demande. Cela procède d'une confusion entre les sous-secrétariats d'État et le

¹⁵²⁴ BROULAND Pierre et DOIZY Guillaume, *La Grande guerre des cartes postales*, Paris, Hugo image, 2013. BOURLET Michaël, « L'image des enfants dans les cartes postales de la Grande Guerre », *Inflexions*, 2018, vol. 1, n° 37, p. 173-189.

¹⁵²⁵ AN 94 AP 162. Dossier « curiosités ».

¹⁵²⁶ *Ibid.*, Lettre du 13 octobre 1916.

¹⁵²⁷ AN 94 AP 155. Dossier « insultes », lettre 42, reçue le 26 octobre 1916.

¹⁵²⁸ *Ibid.*, Lettre 34 du 24 février 1918.

ministre de la guerre, le premier dépendant du second. Cette dernière confusion est d'ailleurs assez commune : quelques lettres s'adressent à « Monsieur le ministre de la Guerre » Albert Thomas. Cette confusion se retrouve dans les 9 lettres que des prisonniers de guerre français lui écrivent entre avril et août 1917, auxquelles s'ajoutent une lettre écrite par une femme de prisonnier de guerre. Leurs demandes sont adressées au gouvernement français, prié de faire cesser ses représailles contre les prisonniers de guerre allemands en France (problèmes d'hygiène, refus des autorités militaires de leur donner les colis envoyés par leur famille), car ces mauvais traitements entraînent des contre-représailles dont souffrent les prisonniers français.

De nombreuses lettres ne comportent pas de sollicitations précises mais sont des plaintes plus générales relatives à la situation matérielle de la guerre, aux difficultés de vie et de combat dans les tranchées. Les soldats se présentent ainsi : « un malheureux poilu »¹⁵²⁹, « un vulgaire poilu »¹⁵³⁰, « un poilu qui en a plein le dos »¹⁵³¹. Ces lettres sont de plus en plus nombreuses à la fin de l'année 1916, marquée par les batailles sanglantes de Verdun. Elles révèlent la détresse des soldats, une forme de lassitude, qui peuvent prendre ou non un caractère politique revendicatif. Dans ce dernier cas, on relève une fréquente identification collective, avec des lettres écrites par des groupes de poilus. Cette identité collective est un motif de fierté, ces hommes opposant leur sacrifice au front à la situation honteuse des « embusqués » des usines de guerre. Cette catégorie est très souvent mobilisée, et sert de figure repoussoir. Un « désabusé » interpelle ainsi le ministre :

« Pendant que vous embusquez vos amis [...] d'autres plus modestes, plus courageux, dormaient dans la boue, risquaient de se faire ronger les os à chaque minute sans se plaindre et pour une modique somme¹⁵³² ».

Un soldat, sans détour rhétorique, lui adresse ces mots :

« Pendant que nous étions au front en train de nous faire foutre sur la gueule, toi, ministre, ignorant, tu fichais tes salaires kolossaux, aux ouvriers d'usines, tes amis embusqués¹⁵³³ ».

À l'inverse de cette figure repoussoir, des soldats et leurs familles s'adressent régulièrement au ministre pour obtenir certaines faveurs. C'est l'une des sollicitations les plus fréquentes, qui se retrouvent d'ailleurs massivement dans les archives du service de la main-d'œuvre au Service

¹⁵²⁹ AN 94 AP 162. Lettre du 19 avril 1916.

¹⁵³⁰ *Ibid.*, Lettre du 13 octobre 1916.

¹⁵³¹ *Ibid.*, Lettre du 1^{er} novembre 1916.

¹⁵³² AN 94 AP 155. Lettre 2, sans date.

¹⁵³³ *Ibid.*, Lettre 14, sans date.

historique de l'armée de terre (SHAT) à Vincennes, étudiées exhaustivement et analysées par Charles Ridel dans sa belle thèse sur les embusqués pendant la Grande Guerre¹⁵³⁴. Des lettres similaires sont, sans surprise, adressées au cabinet de Thomas. Elles répondent à des stratégies discursives précises : des femmes de soldats mobilisés au front exposent leur situation familiale difficile causée par l'éloignement du chef de famille, afin d'obtenir que l'homme soit mobilisé dans une usine de guerre à proximité. Certains prennent moins de précautions, n'hésitant pas à solliciter un « bon filon », à l'instar de cet homme qui se présente à Thomas comme un vieux camarade d'école :

« Mon vieux Albert, je me décide à t'écrire pour me rappeler à ton bon souvenir, car il me semble que maintenant que tu fais partie de la cohorte des hautes légumes, tu oublies volontiers les amis du temps passé et que tu ne te souviens plus que comme nous tu as nagé dans la purée noire et permets moi ce petit reproche qui je crois est bien justifié car voilà deux ans et demi que je suis dans ce métier et malgré toutes les démarches que j'ai pu faire auprès des autres pontifes de ton genre, je me suis cassé le blair sur un bec à chaque coup. J'espère que cette fois tu ne battras pas mort et que tu vas te magner le pot à me faire avoir un filon sans prétendre qu'il soit à la hauteur du tien, mais ! qui m'assurera le moyen de gagner du pèse et de planquer mes os en cas de grabuge et je t'assure mon vieux Albert que nous serons toujours des vieux aminches et sur ce je te sert la louche ma vieille branche¹⁵³⁵ ».

D'autres mettent en avant la faible condition physique de l'homme qu'ils ou elles aimeraient voir rapatrié du front, comme Mademoiselle Marie Hoomaert, ancienne religieuse, infirmière au front au début de la guerre, qui a quitté les ordres pour se marier avec un infirmier militaire. Celui-ci est mobilisé au front, blessé mais susceptible cependant d'être renvoyé au front une fois guéri. Elle le décrit comme une « petite nature qui ne supporte pas le champ de bataille » et qui trouverait donc mieux à être employé à l'usine¹⁵³⁶.

De nombreuses lettres de dénonciations montrent la force de « l'embuscomanie » qui s'empare de l'opinion publique française en guerre. Des lettres visent à dénoncer de manière présentée comme désintéressée des situations d'injustice, mais l'objectif parfois avoué est de se débarrasser d'une personne gênante dans l'entourage. Un homme de Seine-et-Marne écrit au SSEAM le 17 octobre 1916 pour lui demander de régler le cas d'un ouvrier, qui en plus d'être un embusqué notoire, se trouve être l'amant de sa femme qu'il a justement surpris avec elle¹⁵³⁷. Il s'en remet aux autorités politiques dont il espère qu'elles agiront vite, avant qu'il ne décide

¹⁵³⁴ RIDEL Charles, *Les embusqués*, Paris, *op. cit.*

¹⁵³⁵ AN 94 AP 162. « Dossiers curiosités », lettre du 27 janvier 1917.

¹⁵³⁶ *Ibid.* Lettre sans date.

¹⁵³⁷ *Ibid.* Lettre du 17 octobre 1916.

de se faire vengeance lui-même. À Marseille, un homme écrit au SEEAM pour porter à sa connaissance le cas d'un patron d'usine de guerre qui prostitue son personnel féminin en toute impunité¹⁵³⁸. D'autres pointent du doigt le cas d'« embusqués » jeunes et bien portants dont la place devrait être au front à la place de leur mari ou frère plus âgés qui doivent pourtant combattre. La dénonciation de la pratique de l'embuscage va de pair avec l'identification de Thomas comme le « chef des embusqués »¹⁵³⁹. Si cette critique plane sur tous les hommes politique en âge de combattre, elle touche particulièrement Thomas qui est à la tête des services en charge du rappel des soldats-ouvriers dans les usines de guerre. Le 20 novembre 1915, il reçoit son brevet d'embusqué, sous forme d'une carte postale visiblement assez populaire d'après Charles Ridet (voir figure n° 8). Elle comporte le texte suivant :

« Allons toute la France vous connaît ! Vous avez trouvé une bonne petite place, un bon petit coin, fîchez-nous la paix. Ce n'est pas vous qui sauverez encore la Patrie, par votre âge vous auriez dû être au front¹⁵⁴⁰ ».

Figure n° 8. Carte postale reçue par Albert Thomas, AN 94 AP155.



Il faut dire qu'une part extrêmement majoritaire des lettres fait part de critiques « personnelles » adressées au socialiste et au ministre, se développant sur plusieurs axes et évoluant sur la période. Certaines lettres placées dans le dossier « curiosités » émanent en fait

¹⁵³⁸ *Ibid.* Lettre sans date.

¹⁵³⁹ *Ibid.* Lettre du 1^{er} mars 1916 écrit par un groupe de mères de famille de Marseille.

¹⁵⁴⁰ AN 94 AP 155.

de citoyens qui se font plutôt les conseillers du prince. Il s'agit alors de lettres de l'arrière, montrant parfois une grande culture, un suivi précis de la vie politique en général et de l'activité du ministre socialiste en particulier. C'est le cas par exemple de Marcel Bessoneau, ancien avocat à la cour qui s'adresse vingt-trois fois au ministre : se présentant également comme « l'inventeur de l'artillerie lourde française », il donne ses avis sur les questions techniques relatives à l'artillerie, mais aussi sur la politique générale, sur la marche de la guerre, avis éclairé par la lecture précise et circonstanciée des journaux quotidiens qu'il cite fréquemment dans ses lettres¹⁵⁴¹. Certains poilus, lassés de la supériorité industrielle allemande, exhortent le ministre à produire plus pour faire face à la menace allemande :

« Monsieur Thomas, prenez notre défense, faites faire des canons et des obus à grand coup, car ce n'est pas 2 000 ouvriers de 1916-1917 qui vont sauver la France, qu'on en fasse à grand coup¹⁵⁴² ».

Des citoyens de bonne volonté prodiguent ainsi leurs conseils militaires dans le souci sincère d'aider leur pays. C'est le cas du petit André Rietsch, enfant de 13 ans du Doubs qui propose un plan d'attaque de la ville de Hambourg avec un radeau géant qu'on pourrait fabriquer avec, dit-il, 50 000 ou 100 000 sapins si besoin, lettre assortie d'un plan dessiné, qui montre l'imprégnation de l'imaginaire infantile par le contexte de guerre, analysée par Manon Pignot¹⁵⁴³.

Parfois, c'est l'incompétence du commandement militaire qui est pointée du doigt de manière plus virulente. Jules Lastier, un citoyen patriote, souhaitant voir l'éradication de l'ennemi, n'hésite pas à critiquer « Joffre, quelle moule, pas foutu de faire reculer le boche d'un pouce ». Il poursuit : « faites-le donc marcher en avant bon dieu, si on est pas prêt (*sic.*) quoi le boche sera toujours le maître »¹⁵⁴⁴.

Par la diversité des propos, cet échantillon de lettres apparaît bien comme un microcosme de l'opinion publique française durant la guerre, teintée de lassitude face à la durée du conflit, d'embuscomanie, mais aussi d'expression d'un patriotisme anti-allemand assez fort. Outre ces éléments, une critique politique personnelle assez forte se retrouve dans nombre de ces lettres. La critique récurrente porte sur l'idéal socialiste que Thomas aurait trahi, lettres rassemblées dans le dossier « injures ». Cette critique prend ses sources très tôt dans le conflit et ne vient

¹⁵⁴¹ AN 94 AP 162.

¹⁵⁴² AN 94 AP 162. Lettre du 1^{er} novembre 1916.

¹⁵⁴³ PIGNOT Manon, *La guerre des crayons : quand les petits Parisiens dessinaient la Grande guerre*, Paris, Parigramme, 2004.

¹⁵⁴⁴ AN 94 AP 162, Lettre du 27 mai 1916.

pas des seuls rangs socialistes. En juillet 1915, *Le Rire rouge* pointe du doigt, en image, le décalage entre le mot d'ordre pacifiste des socialistes et leur plein engagement dans la guerre (voir figure n° 9). Deux ans plus tard, *La Griffes* poursuit cette veine. Elle dresse le portrait d'un socialiste désormais plus attaché à son portefeuille ministériel qu'à l'idéal internationaliste, symbolisé par un drapeau rouge marqué de l'appel pour « Stockholm », mollement brandi par le ministre (voir figure n° 10).

Figure n° 9. « Si vis pacem, para bellum. Millerand et Albert Thomas, les forgerons de la paix », *Le Rire rouge*, n° 37, 31 juillet 1915.



Millerand et Albert Thomas, les nouveaux forgerons de la paix.

Dessin de Cl. Léandre.

Figure n° 10. Albert Thomas par Sirat. « Serrons le portefeuille mais brandissons le drapeau », *La Griffe*, 1^{er} juin 1917.



Le Temps du 30 novembre 1915 met des mots sur cette critique : « Albert Thomas ne s'est pas demandé s'il était socialiste ou non lorsqu'il a, dès le début de la guerre, apporté son concours actif et zélé à l'œuvre de Défense nationale¹⁵⁴⁵ ».

La caricature de l'hebdomadaire français *J'ai vu* du 16 avril 1916 qui titrait « Le dernier né d'Albert Thomas, l'obus de 400 » et représentait le ministre « enroulé » autour d'un obus aussi grand que lui véhiculait lui aussi, non sans cynisme et ironie, l'un des nombreux facteurs ayant contribué à ériger Albert Thomas en figure repoussoir au sein des rangs socialistes (voir figure n 11).

¹⁵⁴⁵ AN 94 AP 360. Article du *Times* du 30 novembre 1915, « Pacifiste becomes producer of guns ».

Figure n° 11. Page de couverture de *J'ai vu* du 16 avril 1916.



À mesure que la guerre moderne prenait sa place particulière dans l’imaginaire politique et social de la culture de guerre, Thomas apparaissait bien comme « le ministre des Obus » titre que les minoritaires de guerre et futurs communistes de la première heure lui décerneront en 1919. Bien avant l’utilisation de ce surnom, les journaux d’extrême-droite, à l’instar de *L’Action française*, font leur miel de cette accusation de trahison. Les articles de Charles Maurras, rassemblés dans un volume publié en 1918 intitulé « les chefs socialistes pendant la guerre » véhiculent l’idée d’une trahison des leaders de la SFIO d’une masse militante impunément dupée pendant les quatre ans de conflit. Maurras réserve une place de choix à Thomas dans cette œuvre de manipulation et de trahison, dont le sentiment est par ailleurs partagé par une partie des militants ou sympathisants socialistes qui s’adressent à lui pendant la guerre. Beaucoup font référence au discours du Creusot, par lequel le sous-secrétaire d’État socialiste cherchait à insuffler « l’esprit de guerre » aux ouvriers engagés dans la Défense nationale. Ce discours est perçu comme une trahison de classe ouvrière au profit du patronat, comme le montre cette lettre qui va droit au but :

« Tu n'est (sic) pas ouvrier.
Tu n'est (sic) pas socialiste.
Tu est (sic) vendu ! »¹⁵⁴⁶

Ou encore cette menace à peine voilée : « Quand tu viendras aux réunions socialistes on te mettra en pratique ce que tu nous fait (sic) apprendre depuis deux ans¹⁵⁴⁷ ».

De manière plus minoritaire, on trouve également des lettres des militants socialistes patriotes. Ils disent regretter le ralliement de Thomas à l'idée d'une conférence socialiste internationale à Stockholm après son voyage en Russie en mai-juin 1917 et l'accusent de placer l'intérêt partisan devant celui de la patrie¹⁵⁴⁸. Une de ces lettres, adressée au « Soviet de Stockholm, aux bons soins de Thomas », critique son départ du gouvernement imposé par la SFIO, tandis que d'autres socialistes patriotes lui reprochent son manque d'intransigeance sur Stockholm, l'exhortant à ne pas tomber dans le « piège allemand », reprenant les poncifs de la presse modérée et conservatrice. Les grandes lignes du discours communiste d'après-guerre construit contre la majorité de guerre se trouvent dans ces lettres, adressées par des militants ou sympathisants du front et de l'arrière. Les attaques personnelles pleuvent contre celui qui serait devenu un ministre bourgeois. C'est ce qui transparaît dans l'analogie entre la figure imaginée du « profiteur de guerre »¹⁵⁴⁹ (l'industriel ventripotent) et le physique « bon vivant » de Thomas qualifié par exemple de « gros et sale ventru », « gros cochon, gros lard », « gros tartuffe »¹⁵⁵⁰. D'autres lui souhaitent ironiquement un « bon appétit », l'accusant ainsi de se goinfrer sur le dos des pauvres soldats et de leur misère. Cette opposition entre les « gros » et les « petits » apparaît très souvent, mais elle dépasse un seul sentiment anti-réformiste. Plus largement, la récurrence de ces symboles repoussoirs issus de l'expérience de la tranchée a pu jouer un rôle « d'opérateur symbolique de regroupement¹⁵⁵¹ », pour les militants de la base qui rejoindront la SFIC et qui se constituent alors en groupe socialement homogène, opposé aux personnalités de la tête du parti. De nombreuses caricatures dans la presse d'extrême-gauche useront de cette symbolique dans les années 1920, représentant Thomas en « gros bourgeois » se gavant sur le dos du peuple¹⁵⁵².

¹⁵⁴⁶ AN 94 AP 155.

¹⁵⁴⁷ *Ibid.* carte postale du 16 octobre 1915.

¹⁵⁴⁸ AN 94 AP 155. Lettre anonyme du 7 août 1917 et lettre de Maurice Zutter du 18 août 1917.

¹⁵⁴⁹ BOULOC François, *Les profiteurs de guerre, 1914-1918, op. cit.*

¹⁵⁵⁰ Toutes ces lettres se trouvent en AN 94 AP 55.

¹⁵⁵¹ PUDAL Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989.

¹⁵⁵² Le même processus se retrouve avec la figure de Léon Jouhaux. Voir DELPORTE Christian, « Du renégat à l'antifrance : Léon Jouhaux dans le dessin de presse de l'entre-deux-guerres », *Sociétés Représentations*, 2000, vol. 3, n° 10, p. 337-351.

Une partie des lettres de 1918 et 1919 ajoutent de nouveaux stigmates à cette figure-repoussoir. La politique de hauts salaires initiée par le ministre de l'Armement pour faire face à l'inflation et pour stimuler la productivité des ouvriers est jugée être la cause de la « vie chère » au sortir de la guerre. Ces accusations vont bon train dans la presse de tous bords jusqu'au milieu de l'année 1919¹⁵⁵³. Si elles sont réfutées par Thomas qui tente de se défendre dans la presse et dans des conférences¹⁵⁵⁴, puis par ses collaborateurs et amis qui dresseront dans les années 1920 l'histoire de la politique salariale du ministère de l'Armement¹⁵⁵⁵ ou de la coopération en guerre¹⁵⁵⁶, elles contribuent à ruiner l'image de Thomas dans l'opinion publique au-delà des seuls rangs socialistes. Au demeurant, ce dernier n'est pas le seul ministre à être touché par de telles accusations. Pour ne prendre que l'exemple des autres ministres socialistes, l'image de Marcel Sembat a été largement entachée par la « crise du charbon » par laquelle ses services ont été complètement débordés¹⁵⁵⁷. Alors ministre en exercice, Jules Guesde reçoit également des courriers de simples militants ou sympathisants l'accusant d'avoir trahi le socialisme¹⁵⁵⁸. Mais si l'on en croit la récurrence de la référence au discours du Creusot dans les lettres adressées à Thomas, la trahison de ce dernier va plus loin aux yeux d'une partie des militants : ministre de l'Armement, à la charnière des intérêts de l'armée française et de ceux des industriels engagés dans la production d'armement et dont les profits font scandale. En prônant l'union des classes dans la guerre, Thomas fait plus qu'actualiser le réformisme socialiste aux yeux de nombreux militants. Son discours au Creusot, qu'il décline dans de nombreuses usines, reste ancré dans les mémoires militantes, et sera habilement récupéré par le Parti communiste français qui en exhumera le souvenir dans une nécrologie grinçante :

« Le 1er septembre 1917, dans [l'usine Renault à Billancourt], à l'artillerie, juché sur une estrade faite d'obus de tous calibres, il célébrait la collaboration des classes, l'accord "léonin" entre patrons et ouvriers, pour la guerre. [...] Un tel serviteur de la bourgeoisie était tout désigné pour, après-guerre, continuer sa besogne de corruption dans les milieux ouvriers. [...]. Thomas fut l'homme qui, sans cesse, chercha – pour la bourgeoisie – les meilleurs moyens de lier les prolétaires au char du capitalisme¹⁵⁵⁹ ».

¹⁵⁵³ AN 94 AP 362. Dossier de presse « campagne de la vie chère (1918-1919) ».

¹⁵⁵⁴ AN 94 AP 237. Conférence d'Albert Thomas au Musée social le 3 mai 1919 sur le thème « La coopération et les usines de guerre ».

¹⁵⁵⁵ OUALID William et PICQUENARD Charles, *Salaires et tarifs, conventions collectives et grèves : la politique du ministère de l'armement et du ministère du travail*, op. cit.

¹⁵⁵⁶ GIDE Charles, *Les coopératives françaises durant la guerre. Cours au collège de France, 1926-1927*, op. cit.

¹⁵⁵⁷ CHANCEREL Pierre, *Les travaux publics sous le ministère de Marcel Sembat, 1914-1916*, op. cit.

¹⁵⁵⁸ DUCANGE Jean-Numa, *Jules Guesde : l'anti-Jaurès ?*, op. cit., p. 156.

¹⁵⁵⁹ *L'Humanité*, 9 mai 1932.

Du reste, au moment des faits et des lettres adressées à Thomas, le Parti communiste n'est pas encore une réalité tangible dans le paysage politique français. C'est à partir de 1918-1919 que la fascination commence en France pour la révolution bolchévique d'octobre 1917, avec une part de mystère et d'inconnu du fait de l'absence de connaissances précises du nouveau régime. Dans cette nouvelle configuration, Thomas, désormais hors du gouvernement mais farouchement hostile aux conséquences politiques et militaires de l'ascension des bolcheviques part à la poursuite d'Octobre rouge et se lance dans le pari presque impossible de contrer la brèche révolutionnaire ouverte par les Russes dans le mouvement ouvrier français et international.

Conclusion

En quelques mois de participation ministérielle, Thomas s'est imposé comme un homme clé du dispositif majoritaire. Celui-ci s'articule notamment autour de la CAP, largement dominée par les majoritaires de guerre et est incarné par deux personnalités clés : Pierre Renaudel est l'homme de l'appareil partisan tandis qu'Albert Thomas est le versant ministériel, bientôt honni par une partie des militants et des cadres de la SFIO. Celui-ci développe dans ses nombreuses interventions publiques les points saillants d'une doctrine majoritaire, opposée à celle de la minorité de guerre : défense de la « patrie en danger » allant de pair avec l'écrasement de l'impérialisme de la Triple-Alliance, élaboration de la paix future fondée sur le droit et l'arbitrage international. Même si une partie de l'opinion publique – que nous avons pu furtivement saisir par l'analyse des lettres nombreuses lettres de citoyens et citoyennes et d'une partie de la presse – exacerbe le portrait d'un ministre fossoyeur de l'internationalisme prolétarien, les positions de ce dernier illustrent néanmoins la diversité de la majorité de guerre. Tout comme il existe des minorités, il existe également des majorités ou plutôt des majoritaires ; le patriotisme de Thomas n'est pas le jusqu'au-boutisme d'Hubert Bourgin. Par ailleurs, plus que la participation ministérielle en soi, dont nous avons vu qu'elle est acceptée même par une partie de la minorité longuettiste, c'est finalement la mue du militant socialiste en homme d'État, de plus en plus détaché des enjeux partisans avant d'être rattrapé par eux, qui cause un décalage durable, que la révolution russe d'octobre 1917 viendra définitivement confirmer.

Que se serait-il passé si, comme ses deux camarades Jules Guesde et Marcel Sembat, Albert Thomas avait quitté le gouvernement en décembre 1916 et quel rôle aurait-il alors joué au sein de la majorité partisane ? L'adoption de la doctrine de la parenthèse chère à Jules Guesde aurait-elle permis de sauver l'unité du parti ? Difficile d'y souscrire tant l'ébranlement causé par la guerre dépasse les individualités pour reconfigurer durablement le paysage socialiste mondial. Hors du gouvernement à partir de 1917, Thomas continue d'ailleurs à défendre les points de la doctrine majoritaire que nous avons mis ici en avant aux côtés de Renaudel et ses proches. L'avenir montrera qu'il ne rejoindra pas pour autant l'option la plus nationaliste de la majorité de guerre, qui finira d'ailleurs exclue du parti. Il ne souhaite pas la rupture des relations socialistes internationales mais cherche au contraire à investir les cadres de l'Internationale pour convaincre de la validité de l'option de la majorité française. Du reste, le déplacement de l'épicentre de l'Internationale socialiste vers l'Angleterre engendré momentanément par la guerre n'est sans doute pas pour déplaire politiquement à une personnalité largement en accord

avec le travaillisme non marxiste du mouvement ouvrier britannique. Ce dernier deviendra d'ailleurs un appui et un moteur à la constitution d'une Organisation internationale du travail, confirmant ce rapprochement latent.

Chapitre 6.
Un socialiste entre réforme et contre-révolution

Introduction

Le départ forcé du gouvernement d'Union sacrée est une grande déception pour Thomas. La fin de l'expérience de socialisme de gouvernement ne signifie cependant pas l'abandon de ses projets socio-économiques pour la France ni le renoncement à influencer le cours changeant du socialisme français et européen tout en menant les Alliés jusqu'à la victoire. Si septembre 1917 est souvent considéré comme la fin de l'Union sacrée, Gilles Candar a nuancé cette assertion en mettant au jour l'itinéraire de deux socialistes, Blaise Diagne et Fernand Bouisson qui deviennent hauts commissaires du gouvernement Clemenceau¹⁵⁶⁰. De plus, les majoritaires de guerre le restent encore pour un temps au sein d'une SFIO toujours plus divisée. Ils veillent à réaffirmer la ligne du Parti qui est celle de la Défense Nationale. C'est ce à quoi s'emploie Pierre Renaudel qui rappelle dans les colonnes de *L'Humanité*, dans les jours suivants la crise ministérielle de septembre, que, plus que jamais, « nous sommes en guerre ». Thomas reprend également du service dans le journal, armé de la même phraséologie de Défense nationale réaffirmée. Il n'entend toujours rien sacrifier aux propositions des minoritaires oscillant entre paix de compromis et paix sans annexion. Le journaliste, qui reprend sa place dans les rangs parlementaires, cherche également à empêcher la propagation de la vague révolutionnaire déferlant de Russie sur l'Europe. Cette contre-offensive réformiste passe par la défense d'une tradition socialiste démocratique opposée au « maximalisme » du gouvernement bolchévique désormais aux commandes en Russie depuis octobre 1917. La propagande antibolchévique à laquelle Thomas participe s'accompagne cependant de la volonté de déployer une diplomatie active à l'égard du gouvernement bolchévique afin de connaître précisément la situation russe, peu lisible en ces temps troublés de révolution. En cela, le parcours d'Albert Thomas s'inscrit dans l'histoire des relations franco-russes et conjointement dans celle de la réception des révolutions russes en Europe, renouvelées en 2017 à l'occasion de leur centenaire¹⁵⁶¹.

L'argumentaire démocratique et antibolchévique qu'il développe va de pair avec la poursuite du développement du « socialisme des institutions¹⁵⁶² » qu'il défendait déjà dans différents cercles parlementaires, intellectuels, journalistiques, politiques mais aussi syndicaux. Ces

¹⁵⁶⁰ CANDAR Gilles, « Les socialistes contre Clemenceau, tout contre », in DUCOULOMBIER Romain, (dir.), *Les socialistes dans l'Europe en guerre : réseaux, parcours, expériences, 1914-1918*, op. cit., p. 205-217.

¹⁵⁶¹ AUNOBLE Éric, *La Révolution russe, une histoire française : lectures et représentations depuis 1917*, op. cit. DULLIN Sabine et CŒURE Sophie (dir.), « 1917, un moment révolutionnaire », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2017, vol. 3, n° 135. « 1917, les révolutions russes : regards des socialistes français et européens », Journée d'études organisée par la Fondation Jean-Jaurès, le 12 octobre 2017.

¹⁵⁶² MILHAUD Edgard, « Albert Thomas et les problèmes économiques », SOCIÉTÉ DES AMIS D'ALBERT THOMAS, *Albert Thomas vivant*, op. cit., p. 147-176.

tentatives sont-elles à rattacher à la naissance d'un courant social-démocrate européen ou sont-elles les queues de comète d'une voie réformiste ouverte avant-guerre dans le socialisme français et que la guerre aurait condamnée irrémédiablement ? C'est à ces questions que ce chapitre tentera de répondre.

I. À la poursuite d'Octobre rouge

Si Thomas avait interprété la révolution de février 1917 à l'aune de ses conséquences sur la marche de la guerre, l'insurrection du 25 octobre 1917, entraînant la prise du pouvoir par les bolchéviques menés par Lénine, confirme ses craintes. La proposition des bolchéviques de paix « à tous les gouvernements et à tous les peuples », impliquant la possibilité d'une paix séparée avec l'Allemagne entraîne un reclassement des jeux d'alliances, mais aussi un nouveau défi pour le socialisme européen, sommé de se positionner face au bolchévisme. Thomas relaie les thèmes qui inondent la presse française, comme celui de la « trahison russe » causée par des « intrigues allemandes ». De fait, les esprits – y compris des socialistes – restent obnubilés par la peur de la défection russe, à l'exception d'une poignée de minoritaires à l'instar des rédacteurs de *La Vague*, lancée par Pierre Brizon en janvier 1918, et qui dénoncent l'antibolchevisme ambiant comme la grande peur des possédants. Cependant, comme le note Julien Chuzeville, même parmi de nombreux minoritaires, les débuts de l'expérience bolchévique ne suscitent pas un enthousiasme débordant et unanime¹⁵⁶³. Certains auraient souhaité l'alliance des bolchéviques avec les autres courants socialistes, les premiers étant jugés sectaires¹⁵⁶⁴. La dissolution de l'Assemblée Constituante décidée en janvier 1918 est globalement mal reçue par les socialistes, qu'ils soient majoritaires ou minoritaires. Tandis que le minoritaire Charles Rappoport condamne le fait que « la garde rouge de Lénine-Trotsky a fusillé Karl Marx¹⁵⁶⁵ », Thomas à son tour condamne violemment cet acte :

« Dictature du prolétariat, le gouvernement qui “dissout la Constituante” ! Je ne crois guère que Marx eût jamais connu à Petrograd une application de ses thèses ! La dictature du prolétariat sous cette forme n'est que la réplique du tsarisme et les méthodes de Lénine sont contraires au progrès même du socialisme¹⁵⁶⁶ ».

Tout au long de 1918, il observe et commente publiquement la situation russe. Ses positions oscillent entre antibolchevisme et volonté de maintenir une diplomatie de la présence en Russie, tout en cherchant à défendre la nature profondément démocratique du socialisme dont le bolchevisme ne serait alors qu'un dévoiement. Néanmoins, les controverses qui divisent les socialistes montrent tantôt la porosité des frontières entre les différentes options et tendances,

¹⁵⁶³ CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire : la création du Parti communiste en France (1915-1924)*, *op. cit.* p. 101-108.

¹⁵⁶⁴ C'est ce que pense par exemple Raymond Lefebvre qui apprécie peu la personnalité de Lénine. GINSBURG Shaul, « Du wilsonisme au communisme : l'itinéraire du pacifiste Raymond Lefebvre en 1919 », *op. cit.*

¹⁵⁶⁵ *Ibid.*, p. 104.

¹⁵⁶⁶ THOMAS Albert, « Pas de maximalisme », *L'Humanité*, 15 février 1918.

tantôt la profonde méconnaissance de la situation russe, après la rupture des relations diplomatiques officielles consécutive à la prise de pouvoir des bolchéviques. Au fond, Lénine lui-même ne se disait-il pas « social-démocrate » jusqu'en 1917, avant de préférer le terme de communiste en référence plus directe à Karl Marx ? Thomas ne défend-il pas jusqu'au bout son collaborateur, le lieutenant Jacques Sadoul, témoin de l'insurrection d'octobre et peu à peu converti au bolchévisme ? Il faut démêler ces différentes options pour comprendre la complexité de la situation du socialisme des derniers mois de la guerre.

A. « Bolchévisme ou socialisme »

La dissolution de l'Assemblée constituante en janvier 1918 puis la signature du Traité de Brest-Litovsk par le gouvernement bolchévique, en mars 1918, obligent les socialistes français à redéfinir leurs positions. Thomas, qui, depuis les chaudes heures d'octobre 1917, n'avait eu de cesse de condamner avec virulence les agissements des « maximalistes russes¹⁵⁶⁷ », proteste vivement contre la conclusion de la paix séparée signée à Brest-Litovsk, le 3 mars 1918, qu'il considère comme un « traité nul », « de violence, [...] d'annexion » violant « le droit qu'ont les peuples à disposer d'eux-mêmes¹⁵⁶⁸ ». Pourtant, il est difficile pour les majoritaires de nier l'espoir, voire la fascination du message pacifiste et internationaliste que porte en son cœur l'expérience russe sur une partie importante des militants du Parti. Le Conseil national de la SFIO de juillet 1918 voit d'ailleurs les différentes options s'affirmer sur la question russe. Les sentiments exprimés par Jean Longuet sont sans doute partagés par une partie des militants : le parti socialiste doit se déclarer par principe solidaire avec la révolution russe, ce qui n'empêche pas d'en condamner les éventuels excès, en l'absence d'informations précises. De son côté, Thomas s'attache à montrer que l'expérience des « maximalistes russes » est un dévoiement d'une tradition socialiste indissociable de la démocratie. En cela, il se place dans la lignée directe du discours de Jaurès qui, au congrès de Toulouse de 1908, avait affirmé le lien indissociable existant entre socialisme et démocratie, puisant ses sources dans l'histoire de la Révolution française¹⁵⁶⁹.

¹⁵⁶⁷ *Ibid.*

¹⁵⁶⁸ THOMAS Albert, « Traités nuls », *L'Humanité*, 18 mars 1918.

¹⁵⁶⁹ DUCOULOMBIER Romain, « Socialisme et démocratie : une affinité élective », *Cahiers Jaurès*, 2009, vol. 1, n° 191, p. 69-104.

C'est tout l'argumentaire développé dans la brochure *Bolchevisme ou socialisme*, publiée en 1919¹⁵⁷⁰. Le texte se présente comme un petit bréviaire de propagande à l'usage des militants, dont l'auteur s'applique à démystifier les fondements. Dès la première page, il l'affirme sans détour : « mes camarades me semblent dans l'erreur¹⁵⁷¹ ». En historien socialiste et avec l'ambition pédagogique de les détromper, Thomas y ajoute une évaluation de la conformité de la révolution russe à la théorie marxiste de la révolution. Pays à l'industrie et à la classe ouvrière faiblement développées, la Russie ne réunirait pas en 1917 les conditions de réalisation d'une véritable révolution prolétarienne, telles que les définissait l'auteur du *Capital*. Il en déduit ainsi que toute tentative révolutionnaire en France inspirée de l'exemple russe serait non seulement vouée à l'échec, mais entraînerait la ruine du mouvement social, à savoir l'effort entrepris en France depuis le XIX^e siècle pour améliorer les conditions de vie et de travail des ouvriers par le développement de la législation sociale.

La première partie de la brochure est un réquisitoire en règle des actes de violence commis par le régime comme « la dissolution de la Constituante, la dissolution des Syndicats et des organisations ouvrières, la suppression de toute vie politique et de toute liberté de presse¹⁵⁷² ». Selon un argumentaire sans doute un peu rapide fondé sur le caractère indétronable du modèle révolutionnaire de 1789 dans les représentations du socialiste français, ce dernier s'emploie à démontrer « qu'il n'est pas possible de comparer 1918 et 1793 », Lénine et Robespierre. On sait que les comparaisons entre ces deux révolutions ont fait florès parmi les contemporains, mais aussi très naturellement chez les historiens en quête d'une matrice totalitaire¹⁵⁷³, ou au contraire défenseurs de la théorie des circonstances. Les intellectuels socialistes inaugurent ce questionnement dès le lendemain de la révolution russe d'octobre 1917 et, en historien, Thomas ne fait pas exception. Le cœur de son argumentaire repose sur la volonté d'opposer, comme l'indique le titre de la brochure, le bolchevisme au socialisme, c'est-à-dire la « sentimentalité révolutionnaire » qui l'emporte chez les ouvriers de Russie, d'Allemagne, de Hongrie, de France et d'ailleurs, à la « solide doctrine du socialisme » et au « mouvement méthodique » des « démocrates de France », qui mènent une révolution par le droit et non par la force¹⁵⁷⁴.

Cette doctrine socialiste, poursuit-il, « rappelle au nom de la science et de l'expérience que la justice sociale ne peut pas être réalisée sans une révolution du Droit, sans l'abolition des

¹⁵⁷⁰ THOMAS Albert, *Bolchevisme ou socialisme*, Nancy, Berger-Levrault, 1919.

¹⁵⁷¹ *Ibid.*, p. 1.

¹⁵⁷² *Ibid.*, p. 2.

¹⁵⁷³ FURET François, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1985.

¹⁵⁷⁴ THOMAS Albert, *Bolchevisme ou socialisme*, *op. cit.*, p. 2.

principes sur lesquels repose la société capitaliste¹⁵⁷⁵ ». La brochure de Thomas, publiée en 1919, s'inscrit dans la vague de peur du communisme qui s'empare de la France à la veille des élections législatives qui voient la victoire de la Chambre bleu horizon. D'après Serge Berstein et Jean-Jacques Becker, plus d'une vingtaine de brochures sont publiées cette même année pour étudier l'expérience bolchévique. Ce sont principalement des hommes de gauche qui traitent de cette question comme le sociologue radical Célestin Bouglé ou le guesdiste Charles Dumas, mais aussi des conservateurs connaisseurs ou non de la Russie¹⁵⁷⁶. En plaçant le « bolchévisme » hors du socialisme, le texte s'apparente à un bréviaire de l'anticommunisme socialiste qui se structure dès la fin de la guerre chez les opposants à la Troisième Internationale et se développe durant l'entre-deux-guerres. Thomas y développe des éléments fédérateurs de l'antibolchevisme que l'on retrouve dans une partie importante de l'opinion publique française, comme la dénonciation de la violence du régime naissant, le soupçon des « intrigues allemandes » à l'origine du coup de force d'octobre, ainsi que le caractère éphémère et irrationnel de l'expérience bolchévique, déjà qualifiée « d'aventure¹⁵⁷⁷ », un terme que le discours de Léon Blum lors du congrès de Tours fera passer à la postérité. Dans une brochure publiée en 1931 – au titre très proche – *Bolchevisme ou socialisme*¹⁵⁷⁸, Blum, reprenant l'argumentation de Thomas, décrit le bolchévisme comme un dévoiement de la doctrine socialiste à laquelle les bolchéviques n'auraient du reste rien apporté. À la différence de Thomas, il s'applique toutefois à montrer le socle commun sur lequel reposent le socialisme et le bolchevisme. Cette analyse différenciée doit beaucoup au contexte partisan : Thomas publie sa brochure en pleine bataille d'investiture des candidats pour les élections législatives de 1919 et il a lui-même été débouté par les militants de sa circonscription dans la Fédération de la Seine, au profit d'un candidat ouvertement « bolchevique », le lieutenant Jacques Sadoul. En 1931, Blum estimera possible la réunification des deux familles en postulant entre elles un tronc commun, alors que son camarade insistait bien davantage sur leurs différences.

Mais la divergence d'analyse n'est pas seulement une question de contexte partisan. La spécificité de l'argumentaire de Thomas repose sur la remobilisation de l'identité « réformiste » de la SFIO qu'il avait brandie avant-guerre et qui lui paraît indissociable de son objectif profondément révolutionnaire.

¹⁵⁷⁵ *Ibid.*, p. 10.

¹⁵⁷⁶ BERSTEIN Serge, BECKER Jean-Jacques et RENAUDEAU Pierre-Marc, *Histoire de l'anticommunisme*, Paris, O. Orban, 1987, p. 32-34.

¹⁵⁷⁷ THOMAS Albert, *Bolchevisme ou socialisme*, op. cit.

¹⁵⁷⁸ Voir également COMPERE-MOREL Adéodat, *Socialisme et bolchevisme*, Paris, Librairie populaire, 1921.

« “Je suis révolutionnaire et réformiste”, disait notre Parti avant la guerre. Réformisme en ce sens qu’il répudiait le recours aux moyens violents aussi longtemps que le progrès légal semblait assuré au prolétariat. Révolutionnaire en ce qu’il n’oubliait jamais le but final auquel il tendait, et qu’il faisait de toute réforme un moyen pour atteindre ce but.

Aujourd’hui, redoutons l’équivoque¹⁵⁷⁹ ».

Thomas cherche donc à valoriser un aspect, néanmoins non exclusif, de l’identité du « génome socialiste¹⁵⁸⁰ » forgé avant-guerre. Cette brochure participe ainsi de la « contre-offensive réformiste¹⁵⁸¹ » qu’il cherche à mener sur le socialisme français, porté par l’élan révolutionnaire initié en 1917. Son argumentation se trouve parfois acculée par le discrédit qui frappe l’idée réformiste. Celui-ci provient de la condamnation formulée par une partie de la minorité française elle-même (notamment syndicaliste révolutionnaire qui ne trouve pas, dans la ligne prise par la direction confédérale, satisfaction à ses revendications) et des bolchéviques qui cherchent à régénérer l’idéal socialiste en valorisant exclusivement son caractère révolutionnaire. La divergence de vues entre Blum et Thomas s’exprime dans le contexte immédiat de l’émergence du bolchevisme, dans une passe d’armes restée célèbre, déclenchée dans les colonnes de *L’Humanité*. Thomas, qui voit dans le bolchévisme une instrumentalisation de la classe ouvrière l’éloignant de la démocratie et de la justice sociale, exhorte ses camarades socialistes à choisir entre Wilson et Lénine¹⁵⁸². En face, Léon Blum, refusant cette fausse alternative, répond qu’il choisit Jaurès¹⁵⁸³. Si, pour Annie Kriegel, « Blum condamne le bolchevisme au nom d’une autre manière de concevoir le processus révolutionnaire » que celle de son camarade socialiste¹⁵⁸⁴, nous pensons au contraire, comme l’a bien analysé Christophe Prochasson, que « les différences idéologiques, culturelles entre l’un et l’autre étaient bien minces¹⁵⁸⁵ ». Ce n’est donc pas tant un débat idéologique sur la nature du socialisme que donne à voir cet échange, mais plutôt une lutte pour l’hégémonie sur l’appareil partisan alors en pleine recomposition, quelques semaines après le renversement de la majorité au congrès de la SFIO réuni à Paris, début octobre 1918. Léon Blum, avocat arrivé sur le tard dans la vie politique active au sein de la SFIO – il est d’ailleurs de six ans l’aîné

¹⁵⁷⁹ THOMAS Albert, *Bolchevisme ou socialisme*, *op. cit.*

¹⁵⁸⁰ DUCOULOMBIER Romain, « Socialisme et démocratie : une affinité élective », *op. cit.*

¹⁵⁸¹ D’après l’expression de FINE Martin, « Albert Thomas: A Reformer’s Vision of Modernization, 1914-32 », *op. cit.*, p. 545-564.

¹⁵⁸² THOMAS Albert, « Démocratie ou bolchévisme », *L’Humanité*, 9 novembre 1918.

¹⁵⁸³ BLUM Léon, « Il faut s’entendre », *L’Humanité*, 15 novembre 1918. Thomas lui répond le lendemain, THOMAS Albert, « Oui, il faut s’entendre », *L’Humanité*, 16 novembre 1918.

¹⁵⁸⁴ KRIEDEL Annie, *Aux origines du communisme français : contribution à l’histoire du mouvement ouvrier français*, *op. cit.*, p. 372.

¹⁵⁸⁵ PROCHASSON Christophe, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre : 1900-1938*, *op. cit.*, p. 241.

d'Albert Thomas – est l'une des étoiles montantes de la SFIO depuis 1918. Ancien directeur de cabinet du ministre socialiste des Travaux Publics Marcel Sembat, il se rapproche à partir de 1917 de la tendance dite centriste autour de Léon Bedouce, Vincent Auriol et Henri Sellier, qui demandent le retrait du dernier socialiste du gouvernement¹⁵⁸⁶. Léon Blum s'oppose de plus en plus ouvertement à Thomas à qui il reproche sa volonté absolue de se maintenir au pouvoir. Sans pour autant souscrire aux condamnations virulentes d'Alfred Rosmer, syndicaliste représentant de la minorité pacifiste, contre le duo Renaudel-Thomas, Léon Blum estime néanmoins que leur rigueur politique est à l'origine de l'inertie dont souffre le parti depuis 1916¹⁵⁸⁷. Brandir Jaurès est une manière de s'adresser à la fois aux pacifistes et aux défenseurs d'une république démocratique et sociale, aux pourfendeurs du bolchevisme et à ceux de la guerre. En recentrant le débat autour du tribun assassiné, l'habile réponse de Léon Blum lui permet de contrebattre la radicalité des propos de Thomas qui condamnait une partie des militants et les plaçait violemment hors de la famille socialiste. L'heure n'était pas pour Blum aux condamnations *ad hominem*, mais plutôt à la récupération de l'unité brisée de la famille socialiste. C'est dans la tradition unitaire jaurésienne que se place donc Léon Blum, en passe de prendre la main sur la rédaction du programme de la SFIO pour les élections de 1919, et de s'affirmer comme une figure centrale du parti à la veille du congrès de Tours. À ce stade de l'évolution rapide du socialisme français, Thomas, qui pousse la SFIO à assumer jusqu'au bout l'expérience de guerre, ne prend pas conscience que celle-ci nuit fortement à l'image des dirigeants du Parti auprès de ses militants. Ainsi, Florent Lazarovici estime très justement qu'il n'est pas, ou en tout cas, n'est plus « habile dans la cuisine interne du socialisme français¹⁵⁸⁸ ».

Toutefois, cet antibolchevisme virulent et sincère, qui contribue à sa marginalisation au sein de sa propre famille politique, n'empêche pas Thomas d'être l'un des socialistes les mieux informés de la situation russe même après la révolution d'octobre 1917 et de déployer une diplomatie active mais secrète avec des interlocuteurs russes. Par-là, il s'agit vraisemblablement pour lui de trouver un moyen de conserver sa légitimité dans la classe politique française en cas de nouveau remaniement ministériel.

¹⁵⁸⁶ BERSTEIN Serge, *Léon Blum*, Paris, Fayard, 2006, p. 163-164.

¹⁵⁸⁷ *Ibid.*, p. 170.

¹⁵⁸⁸ LAZAROVICI Florent, « Itinéraire d'un majoritaire : Albert Thomas » in CHAMBARLHAC Vincent et DUCOULOMBIER Romain (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre : ministres, militants, combattants de la majorité (1914-1918)*, op. cit., p. 52.

B. Diplomatie active et secrète

Partir à la poursuite d'Octobre rouge nécessite de connaître précisément la situation russe tant sur le plan politique que militaire. Thomas inaugure en Russie une pratique de la diplomatie de la présence qu'il perfectionnera durant les années 1920 comme directeur du BIT, avec des visées néanmoins différentes¹⁵⁸⁹. Pour l'heure, durant l'année 1918, l'objectif immédiat est de limiter les conséquences militaires des évolutions politiques russes : c'est à l'aune de cet objectif pragmatique qu'on peut penser ensemble l'antibolchevisme de Thomas et ses démarches réitérées pour s'informer et créer des relations diplomatiques entre les gouvernements français et bolchévique. Si Thomas est l'un des socialistes les plus antibolchéviques, il est également l'un des Français les mieux avisés de la situation russe tant sur le plan militaire que politique. Peu avant son départ du gouvernement en septembre 1917, il avait instauré au sein du ministère de l'Armement un service des affaires russes, confié à son collaborateur Henri Hubert, l'homme qui l'avait accompagné en Russie lors de la mission menée quelques mois plus tôt¹⁵⁹⁰. Même après septembre 1917, il dispose toujours sur place d'hommes de confiance, qui le tiennent au courant quasiment au jour le jour. C'est le cas par exemple d'Eugène Petit, avocat à la cour d'appel de Paris et journaliste politique proche des socialistes majoritaires de guerre. Ce grand connaisseur de la Russie devient à l'été 1917 un agent de liaison essentiel du ministre socialiste en Russie¹⁵⁹¹. Passé peu à peu d'informateur économique à informateur politique, il fait part à Thomas de ses inquiétudes face à la montée en puissance des bolchéviques *a fortiori* lorsqu'ils prennent le pouvoir, en octobre 1917. Alors que Thomas croit, comme beaucoup d'autres, à un épisode révolutionnaire éphémère, Eugène Petit tente de le convaincre de la potentielle pérennité du nouveau pouvoir, que les faits ultérieurs viendront confirmer. Les informations fournies par Petit expliquent sans doute l'intransigeance de Thomas face au nouveau gouvernement russe qu'il juge antidémocratique et dangereux. Dans le même temps, l'ancien ministre dispose d'un informateur de premier plan, le lieutenant et avocat Jacques Sadoul, qu'il a recommandé au gouvernement, quand ce dernier était encore attaché parlementaire auprès du Sénat. Le gouvernement Painlevé-Ribot accepte de le détacher auprès de la mission militaire française en Russie. Témoin puis partisan de la

¹⁵⁸⁹ Durant les années 1920, il s'agira d'attirer l'URSS dans le giron de la SDN et de l'OIT.

¹⁵⁹⁰ DHERMY-MAIRAL Marine, « Henri Hubert et la guerre : Un "rail" pour Albert Thomas », in Laurent OLIVIER (dir.), *La mémoire et le temps : L'œuvre transdisciplinaire d'Henri Hubert (1872-1927)*, *op. cit.*, p. 81-101.

¹⁵⁹¹ Sur la mission d'Eugène Petit en Russie et son rôle auprès d'Albert Thomas voir HORVAT Sophie, « La Mission Eugène Petit en Russie de septembre 1916 à mars 1918 », *op. cit.* ; AYMARD Marguerite, NEGREL Dominique et SINANOGLOU Ioannis, « La mission d'Eugène Petit en Russie », *op. cit.*

révolution d'Octobre 1917, il épouse peu à peu les idées du nouveau régime jusqu'à rompre avec son commandement militaire en août 1918, ce qui lui vaudra une condamnation à la peine de mort par contumace, le 8 novembre 1919. Malgré les divergences de vue évidentes entre les deux hommes, Thomas semble ne jamais douter de la lucidité de son collaborateur. Ce dernier constitue un appui stratégique pour le socialiste qui mène alors en France « la campagne indispensable en faveur d'un rapprochement de fait et de relations avec le gouvernement maximaliste¹⁵⁹² ». Disposer sur place d'un conseiller qui a la sympathie et la confiance des bolchéviques est certainement un atout de poids pour Thomas qui tente justement de poursuivre sa diplomatie de la présence au moment où les bolchéviques rompent leurs relations avec les gouvernements alliés et notamment français. C'est le sens de la mission – avortée – que propose l'ancien ministre au gouvernement Clemenceau en décembre 1917 : prendre la tête d'une nouvelle délégation socialiste composée également de Renaudel et Cachin pour discuter directement avec les bolchéviques¹⁵⁹³.

Le canal Sadoul aurait-il constitué une liaison directe avec les bolchéviques ? Si l'on en croit les mémoires d'Yvonne Sadoul, son époux a fait porter à Lénine tous les messages qu'il a envoyés en France, à Thomas et aux autres socialistes¹⁵⁹⁴. Il est légitime de se demander si la réciprocité fut vraie ; Lénine avait-il accès aux télégrammes envoyés par Thomas, qui lui-même faisait le lien avec le gouvernement français ? Ces informations directes auraient-elles pu servir les bolchéviques ? Impossible de répondre à cette question, mais il est fort probable que cette forme d'ingérence de Thomas dans les affaires russes a particulièrement déplu à Lénine et aux bolchéviques et par extension aux militants français de plus en plus attirés par ce que l'on n'appelle pas encore la « grande lueur à l'Est ». L'exemple d'André Marty, mutin de la mer Noire et futur dirigeant de la SFIC, conservant dans ses papiers personnels une photographie d'Albert Thomas lors de sa tournée sur le front russe en 1917 constitue une preuve de ce sentiment de trahison de la révolution russe (voir figure n° 12)¹⁵⁹⁵. Tout est dans la légende qu'il a rédigée au dos de cette photographie : « Sous l'œil d'officiers blancs (1917), le “socialiste” Albert Thomas appelle les soldats russes à continuer la guerre ».

¹⁵⁹² Lettre d'Albert Thomas à Jacques Sadoul, 19 janvier 1918 in SADOUL Jacques, *Notes sur la Révolution bolchevique*, op. cit., p. 29-30.

¹⁵⁹³ Clemenceau, qui refuse de confier une telle responsabilité aux socialistes, refuse la mission le 31 décembre 1917. LIGOU Daniel, *Histoire du socialisme en France : 1871-1961*, op. cit., p. 298.

¹⁵⁹⁴ SADOUL Yvonne, *Tels qu'en mon souvenir. Renan, Jaurès, Lénine et tant d'autres*, Paris, Grasset, 1978, p. 88.

¹⁵⁹⁵ Je remercie Paul Boulland de m'avoir communiqué ce document.

Figure n° 12. Photographie d'Albert Thomas sur le front russe en 1917 (Fonds André Marty AM 52Fi_RU20)



L'analyse de la correspondance passive de Thomas pendant les années 1917 à 1920 révèle également ses nombreux contacts avec des Russes, exilés ou non, et les milieux russophiles français. Ces relations sont sans doute facilitées par la médiation du salon d'Aline Ménard-Dorian qui accueille de nombreuses personnalités russes ou russophiles. Encore actif durant ces

dernières années de la guerre¹⁵⁹⁶, celui-ci est perçu par les autorités françaises comme le carrefour des « réfugiés politiques russes et des nihilistes¹⁵⁹⁷ ». Thomas apporte notamment un soutien public à Nicolas Tcheidze, qui dirigeait le Comité exécutif du Soviet de Petrograd (entre février et octobre 1917) et qui s'était montré partisan de la poursuite de la guerre contre l'Empire allemand, au diapason de Thomas¹⁵⁹⁸. Après la conclusion de la paix de Brest-Litovsk, l'ancien ministre soutient également publiquement les revendications des nationalités des confins russes. Appuyée sur une rhétorique wilsonienne, cette politique est également un moyen de déstabiliser la Russie bolchévique que le socialiste français continue à conspuer publiquement. C'est ce qui explique son soutien à l'indépendance de la Géorgie, portée notamment en France par la voix d'Irakli Tseretelli, menchévik, membre du gouvernement provisoire russe, et également partisan de la poursuite de la guerre, dont Thomas préface une brochure en 1919¹⁵⁹⁹. Le ministre français s'était également fortement rapproché d'Alexandre Kerenski durant sa mission en Russie avec qui il conservait une amitié durable. Celui en qui Thomas voyait un Saint-Just russe l'avait séduit par ses positions en faveur de la Défense nationale mais aussi par son charisme et son talent politique. À la tête du gouvernement provisoire à majorité socialiste de mai à septembre 1917, Kerenski soutient le déclenchement d'une offensive en Galicie à l'été 1917, qui tourne en débâcle pour l'armée russe. Adversaire des bolchéviques, il entame après la prise du pouvoir par ces derniers un long exil qui l'amène en France en 1918 où il restera jusqu'en 1940. D'après l'hommage nécrologique de Kerenski à Thomas en 1932, les deux hommes se sont croisés à Paris, ce que confirme leur correspondance échangée durant les années 1918-1920¹⁶⁰⁰. Cette amitié se poursuivra dans les années 1920, notamment dans le cadre de la politique de soutien aux réfugiés russes qu'encourage le BIT en lien avec l'Institut Nansen, le Comité international de la Croix-Rouge et la Société des

¹⁵⁹⁶ AN 94 AP 411. Correspondance entre Albert Thomas et Paul Boyer, professeur de russe à l'École nationale des Langues orientales. Une lettre de Boyer à Thomas du 8 juillet 1918 mentionne les discussions sur la question russe au salon d'Aline Ménard-Dorian. Sur l'amitié ancienne qu'elle entretient avec Thomas, voir le chapitre 1.

¹⁵⁹⁷ AN F7/16023². Note de surveillance policière du 13 juin 1908 sur le salon d'Aline Ménard-Dorian où se rend régulièrement Albert Thomas.

¹⁵⁹⁸ SINANOGLOU Ioannis, « Journal de Russie d'Albert Thomas », *Cahiers du Monde Russe*, vol. 14, *op. cit.*

¹⁵⁹⁹ Thomas préface sa brochure en faveur de l'indépendance de la Géorgie. TSERETELI Irakly, *Séparation de la Transcaucasie et de la Russie et indépendance de la Géorgie : discours prononcés à la Diète transcaucasienne*, Paris, Imprimerie Chaix, 1919. Les deux hommes se sont rencontrés lors de la mission de Thomas en Russie en 1917 et échangent une correspondance en 1919 au sujet de la question géorgienne. AN 94 AP 407. Par ailleurs, Thomas est en contact avec les membres du bureau géorgien de Berne qui lui transmettent des informations pour qu'il fasse pression en leur faveur auprès du gouvernement français. AN 94 AP 411.

¹⁶⁰⁰ Voir la correspondance échangée entre les deux hommes, AN 94 AP 407.

Nations¹⁶⁰¹. Le témoignage de Kerenski permet de saisir les liens d'amitié entre les deux hommes, fondés notamment sur un attachement partagé à la démocratie, ce que récusent les bolchéviques pour qui Kerenski est l'ennemi public numéro 1¹⁶⁰² :

« Un an plus tard [en 1918], je rencontrai Thomas comme un ami, mais cette fois-ci à Paris. J'étais un émigré, lui ministre démissionnaire et leader de l'opposition parlementaire contre la dictature de Clemenceau. Albert Thomas était né chef, mais il savait aussi rester seul et ne suivait jamais la foule lorsqu'elle se trompait de chemin. Aussi, lorsque le parti socialiste français témoigna d'un certain engouement pour les idées de la Troisième Internationale, il se retira à l'écart. Partisan de la création du Bureau international du Travail, il quitte les rangs des politiciens actifs et devient le premier homme d'État international de l'histoire. Thomas était un créateur. Comme directeur d'une institution internationale il savait trouver les mots qu'il allait dire aussi bien à Rome qu'à Moscou, mais dans des conversations privées avec ses intimes il aimait à répéter la phrase de Jaurès : "le socialisme est impossible sans démocratie"¹⁶⁰³ ».

C'est sans doute grâce à Thomas que Kerenski est intégré dans les cercles socialistes en 1918 et se rapproche des majoritaires de la SFIO¹⁶⁰⁴. Thomas voit par ailleurs en lui un pilier de la lutte antibolchévique dont Paris pourrait être la capitale¹⁶⁰⁵. Cette dernière visée explique les relations suivies que le Français entretient avec Vassili Maklakov, ambassadeur de Russie à Paris depuis 1917 et membre du Comité national russe qui agit auprès des gouvernements réunis à la conférence de la paix pour mener une action conjointe contre les bolchéviques et fait partie des nombreuses associations russes de l'émigration implantées à Paris ou dans les autres capitales européennes¹⁶⁰⁶. Thomas voit en ce dernier le « représentant de la Russie démocratique », autour de qui constituer un « bloc révolutionnaire qui doit aller [...] des cadets à tous les socialistes anti-bolchéviks (sic)¹⁶⁰⁷ ». Comme l'ont montré Sophie Cœuré et Jean-François Fayet, Maklakov à Paris, comme Piotr Wrangel à Berlin et A. N. Oni en Suisse, sont les représentants diplomatiques de l'ancienne Russie, qui continuent malgré tout à « incarner la

¹⁶⁰¹ PIANA Francesca, « L'humanitaire d'après-guerre : prisonniers de guerre et réfugiés russes dans la politique du Comité international de la Croix-Rouge et de la Société des Nations », *Relations internationales*, 2012, vol. 3, n° 151, p. 63-75. ; NICOLAS Corine, « Le CICR au secours des réfugiés russes 1919-1939 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2009, vol. 3, n° 95, p. 13-24.

¹⁶⁰² KOLONITSKY Boris, « Kerenski l'intouchable », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2017, n° 135, p. 31-39.

¹⁶⁰³ AN 94 AP 482. Argumentaire de presse du journal *Dni* du 22 mai 1932 traduit en français. Le journal *Dni* (« Les jours ») est dirigé par A. Kerenski et A. Milachevski, et édité à Berlin entre 1922 et 1933.

¹⁶⁰⁴ AN F7/16023². Note de surveillance du 10 juillet 1918 sur un banquet organisé sous les auspices de la CAP, du groupe parlementaire et de la direction de *L'Humanité* en l'honneur de Branting et Kerenski.

¹⁶⁰⁵ AN 94 AP 407. Lettre d'Albert Thomas à Maklakov, ambassadeur de Russie en France, le 5 juillet 1918.

¹⁶⁰⁶ GORBOFF Marina et GORBOFF Michel, *La Russie fantôme : l'émigration russe de 1920 à 1950*, Lausanne, l'Âge d'homme, 1995, p. 102.

¹⁶⁰⁷ AN 94 AP 407. Lettre d'Albert Thomas à Maklakov, ambassadeur de Russie en France, le 5 juillet 1918.

voix officielle de la Russie », durant plusieurs années¹⁶⁰⁸. Thomas est inséré dans ces réseaux officiels de liaison avec la Russie, mais aussi dans ceux, officieux, d'informations sur la Russie. Ce double canal est nécessaire pour obtenir les renseignements les plus fiables possibles, dans un contexte où le nouveau gouvernement bolchévique coupe progressivement ses canaux d'informations (missions étrangères, agences de presse, etc.) avec les pays occidentaux à partir du début de l'année 1918. Thomas participe lui-même à la création de sociétés de soutien aux exilés politiques russes hostiles aux bolchéviques, ou en tous cas favorise largement leur existence. En 1918, l'ancien ministre relaie les demandes du Comité franco-russe auprès du gouvernement français¹⁶⁰⁹. En octobre 1918, il s'engage à « faciliter à la [Ligue pour la Régénération de la Russie], la liaison avec les démocrates russes en résidence en France »¹⁶¹⁰.

Dans ses archives, il est également fait mention de l'existence de l'agence télégraphique de la Société des Amis de la République russe sise au 74 rue de l'Université de Paris, adresse qui n'est autre que celle de la permanence de Thomas et de l'AEDS (Association d'études et de documentation sociales), qui réunit les amis et anciens collaborateurs du ministre de l'Armement. Les informations sur cette Association – sur laquelle nous reviendrons plus loin – sont parcellaires. Nous savons cependant qu'à la fin de l'année 1919, Thomas y tient régulièrement, les mardis soir, un « conseil russe » ou des « conférences russes » consacrées à la situation politique de ce pays¹⁶¹¹. Si l'on en croit les archives de surveillance policière, le loyer de ce local, d'un montant de 5 500 francs, serait payé au nom de Mario Roques, ancien chef de cabinet de Thomas¹⁶¹². La Société des Amis de la République russe, qualifiée « d'agence » par les services policiers, serait ainsi devenue un « bureau d'information russe », déplacé au 3 place de Valois. C'est le député socialiste majoritaire de la Loire Ernest Lafont, délégué de la mission parlementaire socialiste en Russie en 1917, qui en aurait pris la direction. La note de surveillance précise que « le Groupement précité, qui se trouve en correspondance journalière avec le ministère des Affaires étrangères, peut être considéré comme étant à l'état embryonnaire. [...] Il compte s'occuper, au point de vue social, des affaires de Russie¹⁶¹³ ».

¹⁶⁰⁸ CŒURE Sophie et FAYET Jean-François, « Les révolutions russes vues de l'Europe en guerre », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2017, vol. 3, n° 135, p. 41-54.

¹⁶⁰⁹ AN 94 AP 411. Lettre du comité franco-russe à Albert Thomas, 1918 et lettre d'Albert Thomas au président du conseil du 2 mai 1918. Le comité demande au gouvernement français de poursuivre l'envoi de nourriture aux soldats russes présents en France.

¹⁶¹⁰ AN 94 AP 415. Correspondance entre Thomas et Salov, le représentant de cette ligue basée à Lausanne. Lettre de Thomas du 14 octobre 1918.

¹⁶¹¹ AN 94 AP 415. Correspondance entre Albert Thomas et Aïtov entre le 14 décembre 1918 et le 2 décembre 1919.

¹⁶¹² AN F7/16023². Note de surveillance policière du 23 avril 1918.

¹⁶¹³ *Ibid.*

D'autres notes permettent d'identifier les socialistes – tous majoritaires – qui gravitent autour de cette agence d'informations qui renseigne Thomas. On y trouve notamment le socialiste et coopérateur Jean-Baptiste Séverac. Ce dernier, qui a épousé une Russe, Ludmila Baïkova, s'intéresse à ce pays dont il maîtrise la langue. Il est le fondateur du journal majoritaire *L'Avenir* en avril 1916, qui traite notamment de la question russe¹⁶¹⁴. Hostile aux bolchéviques, il participe à ce bureau d'information russe qui fournit à Thomas des renseignements sur la question des nationalités de Russie, tirées de sources alliées et de la presse de divers pays¹⁶¹⁵. Séverac informe son camarade sur la situation du Caucase, qui lui propose en retour d'être son correspondant pour une mission en Estonie, dont on ne sait si elle advint¹⁶¹⁶. Le bureau d'information russe fournit des informations sur le devenir des socialistes-révolutionnaires russes, soutiens de Kerenski. Ces tentatives soulignent également la difficulté, bien connue, d'obtenir des informations fiables sur la Russie en pleine transition politique¹⁶¹⁷. Ainsi, le bureau informe Thomas en 1918 de la mort supposée d'Ekaterina Konstantinovna Brechko-Brechkovsky, surnommée la « grand-mère de la révolution russe » et soutien au gouvernement de Kerenski en 1917, qui se révèle une fausse information¹⁶¹⁸.

Les archives de l'ancien ministre renferment de nombreuses traces de ses contacts avec les milieux de l'exil russe. Il échange par exemple avec Léonovitch à propos de la fondation d'un conseil national de la Russie blanche. Il correspond également avec Nicolas I. Astrov, membre du parti Constitutionnel-Démocrate (KD), favorable à la renaissance de l'alliance franco-russe et qui lui écrit de Londres avant de faire route à nouveau vers son pays natal pour mener « la reconstruction de la Russie »¹⁶¹⁹. Par ailleurs, Thomas continue jusqu'en 1919 de glaner des informations sur la situation russe *via* des informateurs toujours en lien avec Pierre Comert, son ami d'enfance et un temps son collaborateur à l'Armement¹⁶²⁰.

Dans les mois qui suivent ce qui n'est pas encore qualifié de deuxième révolution russe d'octobre 1917, Thomas se sert de ces informations pour jouer un rôle d'agent actif de la

¹⁶¹⁴ Sur le rôle de *L'Avenir* dans le dispositif majoritaire, voir le chapitre 5.

¹⁶¹⁵ <https://maitron.fr/spip.php?article131116>, notice SÉVERAC Jean-Baptiste par Noëlline Castagnez-Ruggiu, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 13 octobre 2011 ; AN 94 AP 414. Correspondance entre Thomas et Séverac entre le 30 mai 1918 et le 21 juillet 1919.

¹⁶¹⁶ *Ibid.* Lettres de Séverac à Thomas d'avril 1919 le renseignant sur le Caucase et lettre du 12 juillet 1919 de Thomas à Séverac.

¹⁶¹⁷ CŒURE Sophie et FAYET Jean-François, « Les révolutions russes vues de l'Europe en guerre », *op. cit.*

¹⁶¹⁸ AN 94 AP 417. Note du Bureau d'information russe à Albert Thomas. Cette information est fausse. Ekaterina Konstantinovna Brechko-Brechkovsky (plus connue en France sous le nom de Catherine Brechkovski) meurt en réalité en 1934 après plusieurs années d'exil.

¹⁶¹⁹ AN 94 AP 407. Lettre d'Astrov à Albert Thomas du 24 août 1919.

¹⁶²⁰ AN 94 AP 411. Correspondance entre Comert et Thomas du 13 octobre 1917 au 8 novembre 1919. Sur le rôle de Pierre Comert auprès de Thomas, voir le chapitre 4.

« guerre de propagande¹⁶²¹ » qui fait rage autour de la question russe. Nous pouvons émettre l'hypothèse que ces milieux ont exercé une forme de lobby antibolchévique sur le gouvernement français, avec Thomas comme intermédiaire officieux. Ce dernier, malgré son opposition ouverte au gouvernement Clemenceau, qu'il manifeste à la Chambre, garde en effet de nombreux contacts avec le gouvernement. Le socialiste continue d'échanger jusqu'à la fin de l'année 1919 avec le ministre des Affaires étrangères Stephen Pichon¹⁶²². Entre mai et septembre 1918, il envoie une série de notes au chef de cabinet de Clemenceau, Georges Mandel, sur la situation russe, présentant Kerenski comme l'espoir du renouveau de la Russie¹⁶²³. Ce canal direct est utilisé par Thomas pour défendre sa conception de l'action menée en Russie. Convaincu notamment par ses camarades socialistes, il se détache durant l'année 1918 de l'idée qu'il a défendue un temps d'une intervention militaire en Russie¹⁶²⁴. Progressivement, il lui préfère une politique de la présence, de liaison avec la Russie visant à faire renaître la Russie démocratique de la révolution de février 1917. Il peine cependant à faire valoir cette option. Clemenceau opte pour la fermeté et une politique d'isolement de la Russie, prémices de la politique du cordon sanitaire qui l'emportera lors des négociations de la paix¹⁶²⁵. Voilà qui explique l'attention spéciale portée par les services de la censure à la brochure *Bolchevisme ou socialisme*. Commandée par l'éditeur nancéen Berger-Levrault en novembre 1918 pour développer son article « ou Wilson ou Lénine » publié dans *L'Humanité*¹⁶²⁶, celle-ci n'est publiée qu'en mai 1919, du fait de difficultés causées par les services de censure¹⁶²⁷, sur lesquelles Thomas revient dans une lettre adressée à Marius Viple :

« Elle [la brochure] a toute une histoire. Je te la raconterai. Sache seulement qu'elle devait être faite pour une grosse propagande, et que fort probablement une fois de plus le gouvernement trouvant sans doute qu'elle constituerait trop une brochure politique, a empêché sa diffusion. Mais j'ai dit à Berger-Levrault que peut-être il y aurait possibilité d'en répandre, et qu'on y trouverait intérêt. Je l'ai relue. Bien qu'elle ait été faite en janvier et

¹⁶²¹ CŒURE Sophie et FAYET Jean-François, « Les révolutions russes vues de l'Europe en guerre », *op. cit.*

¹⁶²² Ces échanges sont évoqués notamment dans la correspondance entre Thomas et Haguénin, directeur du Bureau de Presse de l'Ambassade de Berne entre mai 1918 et janvier 1919. AN 94 AP 415. Et F7/16023/2, rapport du 17 janvier 1919.

¹⁶²³ AN 94 AP 387. Correspondance entre Albert Thomas et Georges Mandel.

¹⁶²⁴ THOMAS Albert, « Traités nuls », *L'Humanité*, 18 mars 1918.

¹⁶²⁵ CŒURE Sophie, *La grande lueur à l'Est : les Français et l'Union soviétique, 1917-1939, op. cit.*, p. 40-41.

¹⁶²⁶ AN 94 AP 416. Lettre de Schneider pour les éditions Berger-Levrault du 18 novembre 1918. Cet éditeur avait déjà publié dans le courant de l'année l'analyse de la révolution russe par le socialiste belge Émile Vandervelde. VANDERVELDE Émile, *Trois aspects de la révolution russe : 7 mai – 25 juin 1917*, Paris, Berger-Levrault, 1918.

¹⁶²⁷ Thomas s'en agace auprès de son éditeur. « Si le Service de la propagande, après vous avoir mis en mauvaise posture, continue ses intrigues, je serai bien obligé de le dénoncer publiquement et de faire une histoire ». AN 94 AP 416. Lettre de Thomas à l'éditeur du 10 juin 1919.

imprimée en février, elle garde quelque actualité, et peut-être – je n’ose trop me flatter – quelque valeur de propagande¹⁶²⁸ ».

Finalement publiée, ladite brochure n’est que l’une des pièces de l’intense activité d’information et de propagande que déploie Thomas après le « coup de force » bolchévique d’octobre 1917. Celle-ci participe de l’histoire des relations franco-russes et apportent une pièce nouvelle à la connaissance de la réception des événements de Russie par les pays occidentaux, dans la lignée des travaux de Sophie Cœuré¹⁶²⁹. Notre étude confirme que la lecture des événements par les socialistes majoritaires français reste très dépendante de la question militaire, davantage au départ que de la question politique. Mais l’étude des relations spécifiques de Thomas avec les divers milieux intéressés par la situation russe se prête à une lecture politique de son action. Celle-ci s’insère dans une guerre de propagande qui entoure l’histoire des relations franco-soviétiques, mais aussi dans une histoire interne au mouvement socialiste. Thomas développe une grille de lecture fondée sur l’altérité profonde entre l’expérience communiste et la tradition socialiste forgée en Europe occidentale, particulièrement en France et en Allemagne. Ainsi, si l’idée de la « grande lueur à l’Est » est, comme l’a montré une historiographie foisonnante, un mythe largement construit *a posteriori*, et si la révolution russe d’octobre n’est pas perçue non plus comme telle par les contemporains – y compris – socialistes, les écrits politiques des socialistes majoritaires français, Thomas en tête, contribuent à ériger dans l’immédiat des événements le mythe négatif, la légende noire d’une expérience politique anti-démocratique, poursuivie par sa violence originelle.

Par ailleurs cette intense activité de propagande autour de la question russe pose les bases d’une diplomatie active que le directeur du BIT développera dans les années 1920. La Russie soviétique, qui n’intégrera pas la SDN ni l’OIT avant 1934, sera en effet dans la ligne de mire de Thomas et de l’OIT car la réforme sociale de type libéral¹⁶³⁰ inhérente à cette institution s’opposera continûment à la vision des rapports sociaux en termes de lutte des classes véhiculée par la Russie soviétique¹⁶³¹. Cette dernière s’oppose par ailleurs fortement à la politique de soutien aux réfugiés russes que déploie le CICR avec le soutien de la SDN et du BIT.

¹⁶²⁸ AN 94 AP 415. Lettre d’Albert Thomas à Marius Viple du 10 mai 1919.

¹⁶²⁹ CŒURE Sophie, *La grande lueur à l’Est : les Français et l’Union soviétique, 1917-1939*, *op. cit.*

¹⁶³⁰ KOTT Sandrine, « OIT, justice sociale et mondes communistes. Concurrences, émulations, convergences », *Le Mouvement Social*, 2018, vol. 2, n° 263, p. 139-151.

¹⁶³¹ SHOTWELL James Thomson, « The International Labor Organization as an Alternative to Violent Revolution », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 1933, vol. 166, p. 18-25.

C. De majoritaire à minoritaire

L'intransigeance de Thomas à l'égard de la Russie est le prolongement logique de de son soutien plus général à l'Union sacrée et ce, même après son départ du gouvernement en septembre 1917. La propagande contre les bolchéviques est le corollaire de l'action menée dès septembre 1917 pour conserver la majorité au sein d'un parti en pleine transition. Si le congrès de la SFIO réuni à Bordeaux du 6 au 9 octobre 1917 entraîne une relative normalisation de l'opposition entre majoritaires et minoritaires dans le parti¹⁶³², consacrée par le vote d'une motion contre les positions des kienthaliens après l'échec de Stockholm, les majoritaires prennent cependant conscience de la fragilité de leur position parmi les rangs militants. Il faut dire qu'à l'automne 1917, Thomas et Renaudel continuent d'invoquer la théorie des circonstances exceptionnelles imposées par la guerre, refusant de reconnaître l'expérience passée comme celle d'une pure collaboration à un gouvernement impérialiste. Dans ses notes préparatoires au congrès de Bordeaux, Thomas continue à défendre l'éventualité d'une participation ministérielle et réaffirme sa croyance dans l'idée que « les solutions socialistes mêmes peuvent servir la Défense Nationale, et [...] sont le plus souvent les plus efficaces, exemple en matière économique¹⁶³³ ». Lors de la Commission de résolution de la Fédération de la Seine, fin septembre 1917, il s'efforce de montrer la continuité de sa politique de Défense nationale avec les principes qu'il défendait déjà avant-guerre. Il y voit même la validation des idées qu'il a exposées dans sa brochure de 1913, *La politique socialiste*, et notamment l'idée que seul le contrôle de l'intérieur du gouvernement est efficace pour faire valoir les principes socialistes, *a fortiori* dans un contexte de guerre où s'exercent la censure et le secret. L'heure est donc encore à la défense du socialisme de guerre, ainsi qu'au soutien au gouvernement français engagé pour mener le pays à la victoire. Le socialisme ne pouvant, selon lui, se développer que dans la démocratie, le rôle des forces socialistes est de participer au maintien de la celle-ci contre tous les impérialismes. Comme nous l'avons dit, cette analyse n'est pas partagée par tous les militants.

Pour les « récupérer », les majoritaires s'emploient à déployer une propagande qui passe par la création de nouveaux journaux. C'est le sens du projet de création d'un journal socialiste majoritaire franco-belge, imaginé par le socialiste belge, un temps ministre d'État, Émile Vandervelde, et soumis aux Français Marcel Sembat, Pierre Renaudel, Louis Dubreuilh et

¹⁶³² BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, *Albert Thomas : le socialisme en guerre, 1914-1918, op. cit.*, p. 145-152.

¹⁶³³ AN 94 AP 406. Note personnelle du 26 septembre 1917 en vue du congrès de Bordeaux.

Albert Thomas, le 15 octobre 1917. La note transmise par le leader du Parti Ouvrier belge aux dirigeants de la SFIO transite par le salon d'Aline Ménard-Dorian dont il est un familier. L'objectif initial est assez clair :

« Les socialistes français et belges qui croient à la nécessité de la Défense nationale, qui sont résolus à la pratiquer fermement, à en faire la base de leur politique de guerre, n'ont en ce moment aucun organe de propagande vraiment efficace. Ils se trouvent ainsi en état d'infériorité évidente vis-à-vis de leurs camarades "minoritaires", qui disposent de journaux nombreux et dont l'influence grandit. Il importe de remédier à cet état de choses, et d'y remédier vite, si nous ne voulons pas perdre finalement contact avec le gros des troupes socialistes¹⁶³⁴ ».

L'Humanité et son homologue belge, *L'Action socialiste*, sont jugées insuffisantes pour défendre et répandre à elles seules les opinions majoritaires. Le quotidien de Jaurès voit une baisse considérable de ses abonnés durant la guerre, tandis que le journal belge connaît des difficultés financières et organisationnelles importantes, d'après la note en question. La revue *L'Avenir* – évoquée dans le chapitre précédent - est également présentée comme « assurément fort utile », mais uniquement destinée aux « militants les plus instruits » et donc jugée insuffisante pour l'effort de propagande qui s'impose alors.

Nous ne savons rien du devenir réel de ce plan détaillé de neuf pages, mais son existence montre la circulation des idées et pratiques entre les majoritaires de différents pays, notamment français et belges, ainsi que le sentiment partagé par ces leaders de la nécessité de renouer avec « le gros des troupes socialistes ». L'année 1918 reconfigure les tendances au sein du Parti : la majorité de guerre, puissante par ses hommes et ses idées au début de la guerre, se trouve réduite à un centre assez flou, ainsi décrit par Charles Andler comme « le lieu géographique de toutes les indécisions plutôt qu'une véritable force d'impulsion », qui « cherchait avant tout à rétablir l'unité brisée du parti »¹⁶³⁵. Depuis le congrès de la fin de l'année 1917, s'affirme en effet une minorité centriste qui cherche à jouer les bons offices entre les options radicales opposées. Elle est incarnée par Léon Blum, Albert Bedouce, Henri Sellier et Adrien Pressemane. La constitution du gouvernement Clemenceau – celui-ci étant connu pour sa fermeté – le 17 novembre 1917 contribue dans le même temps à rassembler des socialistes dans l'opposition. Thomas en prend d'ailleurs la tête ; il multiplie les interpellations, insiste sur la nécessité de fixer les buts de guerre, la mise en place d'une Société des Nations fondée sur la paix du droit. Comme l'a montré Madeleine Rebérioux, la proclamation des fameux 14 points

¹⁶³⁴ ABIT CAT 8-1-3. Dossier « Journal socialiste ».

¹⁶³⁵ ANDLER Charles, *La vie de Lucien Herr*, Paris, Maspero, 1977, p. 273-274.

par le Président Wilson, le 8 janvier 1918, devant le Congrès des États-Unis contribue à ce recentrage¹⁶³⁶. Mais cet apparent consensus centriste ne dure qu'un temps. L'intransigeance de Thomas face à l'appel pour la paix, proclamé par le nouveau gouvernement russe, ne cesse de l'éloigner d'une partie des militants. Elle avait suscité le mécontentement des minoritaires et des centristes lors du conseil national de juillet 1918 qui l'emportent, par la voix de Jean Longuet, sur une motion favorable à la reprise des relations socialistes internationales.

Il est par ailleurs certain que le divorce entre une partie des majoritaires et de nombreux militants ne cesse de s'accroître jusqu'au dernier congrès de la guerre qui consacre le renversement de la majorité de guerre par la minorité. Lors du congrès de Paris tenu du 6 au 9 octobre 1918, la nouvelle majorité se rassemble en effet autour de Jean Longuet qui est parvenu à rassembler largement. Il fait converger les critiques parmi les rangs des kienthaliens jusqu'à une partie des majoritaires de guerre, contre les « Millerand et Briand ». Thomas fait ici largement figure de « bouc émissaire de la nouvelle équipe majoritaire¹⁶³⁷ », condamné comme Pierre Renaudel pour son intransigeance à l'égard des autres courants durant la guerre, tout comme face à l'espoir porté par la révolution bolchévique au sein du mouvement ouvrier et socialiste. Ce congrès consacre donc l'échec de la volonté de l'ancien ministre de voir son parti tirer les conséquences - qu'il juge positives - du soutien à l'Union sacrée et à la Défense nationale. Mis en échec au sein de l'appareil partisan, le député de la Seine s'appuie sur d'autres canaux pour renouer avec l'offensive réformatrice qu'il avait amorcée sur le parti avant-guerre. Cette tentative passe par la mise en place de revues et par une volonté de réactiver les réseaux du socialisme normalien et intellectuel ainsi que du réformatisme syndical, régénéré par la guerre.

¹⁶³⁶ REBERIOUX Madeleine, « Le socialisme et la Première Guerre mondiale (1914-1918) », *op. cit.*, p. 633.

¹⁶³⁷ CANDAR Gilles, *Jean Longuet (1876-1938) : un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, *op. cit.*, p. 175.

II. Reconquérir le mouvement ouvrier par une contre-offensive réformiste multiforme

Affirmer ou réaffirmer la filiation avec une tradition socialiste qui puiserait sa source dans l'héritage de la Révolution française est un moyen pour Thomas de lutter contre le bolchévisme naissant, mais aussi de renouer avec une entreprise intellectuelle et politique entamée avant-guerre. Celle-ci vise à affirmer la vivacité de l'aspect « réformiste » du socialisme, entendu dans le sens défini par Robert Castel, comme « l'avènement dans les rapports sociaux de changements sanctionnés par l'État¹⁶³⁸ ». La guerre a confirmé, aux yeux de Thomas, l'importance du rôle nouvellement tutélaire de l'État dans la gestion des relations économiques et sociales de la France et la nécessité pour les socialistes de s'en emparer comme d'un outil de transformation graduelle de la société. Cette croyance n'est cependant pas partagée par l'ensemble des dirigeants et militants du parti socialiste. Pour une partie d'entre eux, ouvriers, syndicalistes, combattants, l'État exubérant¹⁶³⁹ s'est imposé à eux comme une force de coercition, de militarisation accrue. Pourtant, c'est aussi parmi les militants syndicaux que le rapport à l'État s'est modifié, comme le montre la « politique de la présence » incarnée par la direction confédérale de la CGT en la personne de Léon Jouhaux. Thomas, bien conscient de cette mutation à laquelle la politique du ministère de l'Armement n'est d'ailleurs pas étrangère, tente de mener sa contre-offensive réformiste sur le mouvement ouvrier en renouant avec les supports traditionnels d'expression du réformisme d'avant-guerre : les journaux et revues, les cercles intellectuels et le mouvement syndical. Cependant, la période qui s'ouvre à partir de 1917 n'est pas le simple rejeu de la brèche ouverte pour la tendance réformiste au début des années 1910. Le contexte est bien différent et relativement moins favorable. Il importe cependant de prendre la mesure des moyens et réseaux développés par Thomas ainsi que, dans la mesure du possible, de leur audience. L'hypothèse qu'il envisage est aussi liée à la possibilité – réelle ou fantasmée – d'occuper un nouveau poste ministériel qu'il ne balaye jamais complètement de la main. C'est tout le sens de la mise en place de l'AEDS (Association d'études et de documentation sociales) qui sert d'antichambre à la carrière politique de Thomas. L'ambition intellectuelle de l'association va de pair avec la volonté de conférer de nouvelles plateformes d'expression à un socialisme réformiste et démocratique.

¹⁶³⁸ CASTEL Robert, *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat* Paris, Gallimard, 2007, p. 516.

¹⁶³⁹ BOCK Fabienne, « L'exubérance de l'État en France de 1914 à 1918 », *op. cit.*

A. L'Association d'études et de documentation sociales, entre cénacle intellectuel et incubateur de carrière politique

Le rôle de la petite AEDS (Association d'études et de documentation sociales) dont le vivier provient des proches collaborateurs du ministère de l'Armement est de fournir une documentation et une expertise politique à Thomas afin de maintenir ses réseaux politiques dans l'espoir et l'attente d'une future nomination ministérielle. Les renseignements sur l'AEDS sont parcellaires. Mais des bribes retrouvées çà et là dans les archives d'Albert Thomas et dans celles de Mario Roques conservées à l'Institut de France, ainsi que la première étude menée par Marine Dhermy-Mairal, à partir de l'itinéraire d'Henri Hubert, ami intime de Thomas, qui en était le trésorier, permettent de comprendre les réseaux mobilisés, ses domaines de compétences et le rôle que voulait lui donner l'homme politique socialiste. Marine Dhermy-Mairal établit que l'Association est vraisemblablement active de 1918 à 1927, date de la mort d'Henri Hubert, prolongeant en réalité le cabinet du ministère de l'Armement. À part la trésorerie entre les mains de Henri Hubert, le fidèle Mario Roques devient le secrétaire-administrateur, après une sollicitation directe de Thomas qui veut véritablement en faire l'âme et l'organisateur de cette petite équipe. La lettre par laquelle ce dernier invite Roques à prendre la tête de ce groupe montre les balbutiements initiaux :

« Ce qui manque, vois-tu, c'est toi. C'est à défaut de toi, quelqu'un qui serait capable de m'aider un peu dans le travail quotidien. Simiand, Hubert, Marais, Roger Picard, tous sont très gentils. Mais quand il faut distribuer le travail, quand il faut indiquer exactement ce qu'il y a lieu de faire, et qu'on ne peut pas demander, à l'heure où le travail est nécessaire s'il est fait ou s'il n'est pas fait, quand on n'a pas à côté de soi quelqu'un qui prenne l'initiative à votre place, tout cela est bien difficile¹⁶⁴⁰ ».

Parmi les membres, listés par Marine Dhermy-Mairal¹⁶⁴¹, se trouvent nombre d'anciens collaborateurs de Thomas à l'Armement, les intellectuels Paul Mantoux, Henri Marais, Léon Eyrolles, auxquels s'ajoutent le philosophe Marcel Mauss et des élèves d'Henri Hubert qui les coopte au sein de l'Association. D'autres collaborateurs de Thomas comme l'économiste Bertrand Nogaro ou le juriste Roger Picard semblent en avoir fait partie. Le journaliste et normalien Charles Dulot, déjà en charge du *Bulletin des usines de guerre* au sein du ministère, en est également membre. L'Association sert de giron au journal *L'Information ouvrière et*

¹⁶⁴⁰ Archives de l'Institut de France. MS 6161. Fonds Mario Roques, Correspondance avec Albert Thomas. Lettre d'Albert Thomas à Mario Roques du 18 octobre 1918.

¹⁶⁴¹ DHERMY-MAIRAL Marine, « Henri Hubert et la guerre », *op. cit.*

sociale lancée par Dulot et Thomas pour appuyer le programme économique et social développé par ce dernier. Sans doute l'AEDS comptait-elle également développer un programme de publications faisant état des résultats de ses recherches, à l'image de la brochure *La question du Slesvig*, publiée par l'imprimeur Cadet, dans une collection intitulée « Publications de l'Association d'études et de documentation sociales »¹⁶⁴². Nous n'avons cependant pas trouvé trace de publications complétant cette collection balbutiante.

Parmi les anciens collaborateurs du ministère de l'Armement gravitant autour de l'AEDS, mentionnons également le juriste William Oualid qui propose de se mettre à son service, fort de son expertise sur les questions relatives à la main-d'œuvre étrangère¹⁶⁴³. L'ami d'enfance de Thomas, André Mater, intellectuel et avocat, membre de la commission internationale du ravitaillement à l'issue de la guerre, fournit également, dans le cadre de l'Association, des informations relatives à la nationalisation des chemins de fer, qui servent vraisemblablement de point de départ à la proposition de loi sur le sujet déposée à la Chambre en mai 1919¹⁶⁴⁴.

Par ailleurs, nous trouvons des évocations de l'AEDS dans la correspondance échangée au début des années 1920 entre Albert Thomas et Lucien Lévy-Bruhl. Il est donc vraisemblable que le sociologue durkheimien ait également assisté à ces réunions¹⁶⁴⁵. Maurice Halbwachs semble également graviter dans l'orbite de cette association qui lui confie notamment des enquêtes sur les progrès de la classe ouvrière anglaise pendant la guerre, en guise de comparaison avec la situation française¹⁶⁴⁶. Cet échange avec Maurice Halbwachs daté du 5 octobre 1917 comporte déjà l'en-tête du 74 avenue de l'Université, ce qui laisserait supposer que l'Association se constitue déjà à titre embryonnaire dès le départ de Thomas du gouvernement en 1917, et non en 1918 comme le dit Marine Dhermy-Mairal. Cela confirmerait donc l'analyse de Lucien Gillard et Michel Rosier, d'après lesquels la fondation de l'AEDS se situe en 1917 et se place également sous les auspices de François Simiand¹⁶⁴⁷.

L'Association semble se charger de rassembler l'information destinée à soutenir l'action politique de Thomas. L'expertise produite sert sans doute de socle aux propositions de lois du

¹⁶⁴² *La question du Slesvig*, Paris, imprimerie de G. Cadet, « Publications de l'Association d'études et de documentations sociales », 1919.

¹⁶⁴³ AN 94 AP 415. Lettre sans date (mais vraisemblablement de 1918) de William Oualid à Albert Thomas le remerciant pour sa convocation à la réunion de l'association sur la journée de huit heures.

¹⁶⁴⁴ AN 94 AP 417. Correspondance entre Albert Thomas et André Mater, en particulier lettres d'Albert Thomas à André Mater des 3 juin et 25 avril 1919. Proposition de loi d'Albert Thomas de mai 1919 tendant à la nationalisation de tous les réseaux de chemins de fer d'intérêt général, secondaire ou local. AN 94 AP 368.

¹⁶⁴⁵ AN 94 AP 390. Lettre de Lucien Lévy-Bruhl à Albert Thomas du 27 avril 1921.

¹⁶⁴⁶ AN 94 AP 348. Lettre de Thomas à Maurice Halbwachs du 5 octobre 1917.

¹⁶⁴⁷ GILLARD Lucien et ROSIER Michel (dir.), *François Simiand (1873-1935). Sociologie – Histoire – Économie, op. cit.*, p. 270-271.

député de la Seine qui reprend activement son activité parlementaire en 1917. Les bribes archivistiques permettent de suivre la trace des thématiques abordées lors des réunions organisées par l'AEDS. L'unique publication de l'Association en 1919 portant sur la question du Slesvig – deux plébiscites sont organisées pour régler le sort de cette région au cœur d'un différend territorial entre l'Allemagne et le Danemark – indique, sans surprise, que le règlement de la paix et des nationalités en Europe occupe également l'Association.

Le mois de mai 1919 semble être consacré à l'analyse des questions relatives à la réforme électorale¹⁶⁴⁸. Depuis l'avant-guerre, cette question occupe les socialistes, alors partisans de l'adoption du scrutin proportionnel. La loi adoptée en juillet 1919 qui adjoint une dose de proportionnelle leur sera en réalité défavorable. Ils subissent un revers électoral assez important lors des élections législatives de 1919 qui voient la victoire de la Chambre bleu horizon. Cette même année, l'association se réunit pour évoquer la question de la journée de huit heures, en amont de la loi adoptée le 23 avril 1919¹⁶⁴⁹. Thomas avait été à l'origine de la proposition de loi et s'était fait le fervent défenseur de cette mesure qui donnait satisfaction à une revendication historique du mouvement ouvrier français et plus généralement international. Les échanges entre Thomas et André Mater laissent également supposer que l'association s'est réunie pour évoquer la question de la nationalisation des chemins de fer, thème de prédilection de Thomas qui fait ici le lien avec les propositions formulées par le programme de la CGT pour l'après-guerre. Il est possible d'envisager, sans pouvoir cependant l'affirmer, que l'association était en lien avec Edgard Milhaud qui avait continué à publier pendant la guerre ses *Annales de la régie directe*, plateforme de défense des régies et nationalisations. Outre ce support à l'action législative d'Albert Thomas jusqu'à la fin de l'année 1919, l'Association sert sans doute de base arrière française au directeur du BIT qui cultive savamment dans les années 1920 ses réseaux politiques et intellectuels français depuis son exil genevois. L'Association aurait vraisemblablement été en contact avec le professeur étatsunien des relations internationales James Shotwell qui, aux côtés de Wilson, milite en faveur de la création de l'OIT¹⁶⁵⁰.

Marine Dhermy-Mairal voit à juste titre dans l'AEDS une résurgence d'un cénacle intellectuel, à l'image du Groupe d'études socialistes fondé en 1908 par Robert Hertz. L'AEDS semble tomber en désuétude dans les années 1920, du fait de l'exil suisse de Thomas, et ne survit sans doute pas au décès de son trésorier Henri Hubert en 1927. En 1928, Thomas évoque

¹⁶⁴⁸ AN 94 AP 404.

¹⁶⁴⁹ AN 94 AP 415. Lettre de William Oualid à Albert Thomas confirmant sa venue à la réunion organisée par l'AEDS sur la journée de huit heures (sans date mais vraisemblablement 1919).

¹⁶⁵⁰ AN 94 AP 417. Lettre de James Shotwell à Albert Thomas (sans date).

en effet l'AEDS comme appartenant à un passé lointain dans une lettre adressée à son vieil ami Lucien Febvre. Les deux hommes échangent alors au sujet de la création d'une « revue d'histoire économique et sociale », prémices des *Annales*.

Thomas, enthousiaste vis-à-vis du projet de son ami, lui répond :

« T'avouerais-je même que j'ai en tête un projet vague, mais auquel je reviens constamment, d'une sorte d'université du travail, à créer à côté de notre Bureau, ou tout au moins d'un séminaire, ou encore d'une association d'études et de documentation sociales, telle que celle que j'avais créée déjà au moment où je suis sorti du ministère de l'Armement¹⁶⁵¹ ».

Quelques temps plus tôt en 1926, le directeur du BIT consignait dans une note personnelle sur les « affaires de Paris » : « ne pas oublier de reprendre l'affaire de l'AEDS¹⁶⁵² », qui sonne comme un vœu pieux et jamais réalisé.

L'existence de cette association montre la vitalité des réseaux politiques et intellectuels qui soutiennent le socialiste dans son projet politique réformiste après son expérience gouvernementale. La composition du groupe, qui a un caractère de cénacle politique d'initiés et d'hommes de l'ombre, ne permet sans doute pas au leader socialiste de renouer des relations avec les groupes militants. Après le congrès de la SFIO d'octobre qui consacre le renversement de la majorité de guerre, Thomas dit à Mario Roques sa volonté de maintenir au 74 rue de l'Université « une sortie de petit bureau de renseignement aux Fédérations », via une « feuille dite également de renseignement, qui ne sera pas un journal, mais qui permettra de combattre certaines campagnes, d'informer des camarades, de donner des conseils pratiques de recrutement, etc...¹⁶⁵³ ». Difficile de savoir si l'AEDS remplit effectivement cette mission. Il est en revanche possible d'affirmer qu'elle joue un rôle fondamental d'informations, de production d'expertise, qui confirme la persistance de la conception de l'action politique de Thomas tout au long de sa vie : les sciences sociales doivent nourrir et éclairer l'action politique. L'AEDS sert également d'incubateur à la création d'un journal destiné aux milieux ouvriers et patronaux réformistes, *L'Information ouvrière et sociale*, prise en charge essentiellement par Charles Dulot.

¹⁶⁵¹ Lettre de Lucien Febvre à Albert Thomas du 21 septembre, citée in MÜLLER Bertrand, « “Problèmes contemporains” et “hommes d'action” à l'origine des *Annales*. Une correspondance entre Lucien Febvre et Albert Thomas (1928-1930), *Vingtième siècle*, 1992, n° 35, p. 78-91.

¹⁶⁵² ABIT CAT 8-4-6. « Affaires de Paris », Note personnelle du 18 novembre 1926.

¹⁶⁵³ Archives de l'Institut de France. MS 6161. Fonds Mario Roques, Correspondance avec Albert Thomas. Lettre d'Albert Thomas à Mario Roques du 18 octobre 1918.

B. *L'Information ouvrière et sociale*, nouvelle plateforme de diffusion du réformisme

Thomas s'appuie sur l'AEDS pour nourrir ses vues sur les questions industrielles et sociales. *L'Information ouvrière et sociale*, fondée en 1918, se charge de la diffusion d'un projet conçu par Thomas comme le prolongement de l'expérience menée pendant la guerre. Le format n'est pas sans rappeler la défunte *Revue socialiste, syndicaliste et coopérative* qui avait connu une nouvelle jeunesse à partir de 1910 mais était tombée en désuétude au début du conflit. Comme son ancêtre, *L'information ouvrière et sociale* est dirigée contre le syndicalisme révolutionnaire et s'appuie sur les réseaux du syndicalisme réformiste. La nouveauté réside dans les réseaux que l'expérience de guerre a permis à Thomas de développer. Les patrons présentés comme progressistes sont invités à participer au périodique dans la rubrique des « conversations patronales ». Par ailleurs, le rédacteur en chef du journal, Charles Dulot, est un journaliste modéré, et non un socialiste ni un syndicaliste. Le journal lui-même très modéré, voire libéral, *l'Information*, dirigé par Léon Chavenon sert de tremplin au journal, voire sans doute de financeur d'après Pierre Zygmant qui a mené une étude détaillée sur la création de *L'Information ouvrière et sociale*¹⁶⁵⁴. Thomas sait donc remobiliser des réseaux anciens, tissés avant-guerre, lorsqu'il contribuait lui-même à *L'Information*, sur la sollicitation de Léon Chavenon lui-même¹⁶⁵⁵.

Le journal y développe les thèmes hérités de l'idée de communion des classes au profit de l'effort industriel de guerre, voués à se perpétuer une fois la paix revenue :

« L'effort industriel inauguré et poursuivi pendant la guerre et qui se poursuivra certainement en temps de paix, a créé entre les classes le sentiment, sinon d'une solidarité morale, du moins d'une solidarité effective, quasi-physique, dont il importe de tenir compte. La classe ouvrière et la classe patronale ont senti plus vivement qu'avant août 1914 à quel point le sort de l'une dépendait du sort de l'autre. Il m'a été quelquefois reproché de l'avoir marqué dans mes discours, je crois pourtant que telle est la vérité¹⁶⁵⁶ ».

La revue devient à la fois la courroie de transmission des idées syndicalistes nouvelles, influencées notamment par Léon Jouhaux pour la CGT, et le relais des thématiques chères à Thomas dans le cadre global d'une nouvelle législation industrielle. Sont ainsi abordées les idées relatives à la reconversion des usines d'armement, à la transformation du ministère de

¹⁶⁵⁴ ZIGMANT Pierre, « *L'Information ouvrière et sociale* » : 1918-1921, *op. cit.*

¹⁶⁵⁵ Sur ses articles dans *L'Information*, voir le chapitre 2.

¹⁶⁵⁶ THOMAS Albert, édito de *L'Information ouvrière et sociale*, du 7 mars 1918, cité in SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas, trente ans de réformisme social*, *op. cit.*, p. 176-177.

l'Armement en un ministère de la Reconstruction, à la transformation de la Banque de France en une banque d'État, à la réquisition des chemins de fer, et présentées comme la suite directe de la politique industrielle initiée par l'ancien ministre socialiste de l'Armement :

« Déjà à propos du projet de loi sur les nationalisations des chemins de fer, c'est du socialisme que nous réalisons. C'est du socialisme que nous créons lorsque nous rendons à l'État qui doit être de plus en plus, non pas l'État d'autorité et de force d'autrefois mais le représentant des intérêts collectifs, le contrôle ou la maîtrise des grands services publics... Si de grandes révolutions politiques se produisent, elles nous permettent sans doute d'aller plus vite, mais dès maintenant, inaugurons le travail positif, indiquons par quelle voie le monde s'acheminera vers notre idéal¹⁶⁵⁷ ».

D'après Pierre Zigmant, la revue devient le lieu de convergence entre le réformisme socialiste de Thomas et celui de syndicalistes comme Léon Jouhaux de la direction confédérale de la CGT et de Bidegarray, favorable comme Thomas aux mots d'ordre de nationalisation des chemins de fer¹⁶⁵⁸. Sa création montre en particulier que la contre-offensive réformiste d'Albert Thomas se concentre particulièrement sur le mouvement syndical, qu'il perçoit comme un milieu particulièrement réceptif à ses conceptions des relations sociales¹⁶⁵⁹.

Avant la guerre, le socialiste était déjà engagé dans le mouvement syndical et avait soutenu la Chartes d'Amiens en 1906. Il s'était notamment rapproché des leaders syndicaux réformistes qu'il avait conviés dans les colonnes de la sa *Revue syndicaliste* fondée en 1905. L'expérience de la guerre lui a permis d'approfondir ses relations avec les syndicats puisqu'il était en liaison permanente – bien que parfois tendue – avec les représentants ouvriers en tant que ministre de l'Armement, en charge de la main-d'œuvre des usines de guerre. Conscient que sa ligne dans le parti est de moins en moins soutenue, Thomas se tourne avec détermination vers le mouvement syndical, séduit par le virage réformiste de la direction confédérale de la CGT autour de Léon Jouhaux. C'est bien ce rôle de creuset que Thomas souhaite donner à *L'Information ouvrière et sociale*¹⁶⁶⁰, qui réunit des contributions de syndicalistes et de patrons intéressés par la question sociale. Le journal se veut ouvert et non spécifiquement partisan. La tendance qui se cristallise autour d'Albert Thomas réunit plusieurs courants. On y trouve tout d'abord des dirigeants syndicalistes gagnés au réformisme institutionnel à la faveur de l'expérience de la guerre comme Jouhaux, Bidegarray, Bartuel ou encore Merrheim. Ce dernier

¹⁶⁵⁷ THOMAS Albert, édito de *L'Information ouvrière et sociale* du 17 juillet 1919, cité in BIARD Jean-François, *Le socialisme devant ses choix : la naissance de l'idée de plan*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985.

¹⁶⁵⁸ ZIGMANT Pierre, « *L'Information ouvrière et sociale* » : 1918-1921, *op. cit.*

¹⁶⁵⁹ FINE Martin, « Albert Thomas: A Reformer's Vision of Modernization, 1914-32 », *op. cit.*

¹⁶⁶⁰ ZIGMANT Pierre, « *L'Information ouvrière et sociale* » : 1918-1921, *op. cit.*

hésite cependant à signer dans le nouvel organe de presse par peur de s'aliéner la minorité de la CGT¹⁶⁶¹. *L'Information ouvrière et sociale* s'adresse aux militants socialistes opposés à la radicalisation à gauche du parti, sans se retrouver dans la politique belliciste de Clemenceau dont Albert Thomas demeure un opposant fervent. Mais le journal cherche également à s'adjoindre un lectorat ouvrier (syndiqué ou non) et patronal. Convaincu que l'expérience de guerre a permis aux idées socialistes d'infuser dans les pans larges de la société française, Thomas pense qu'elles ne pourront l'emporter qu'avec l'assentiment du patronat industriel et de la bourgeoisie intellectuelle progressiste. Dans une note interne aux collaborateurs de l'IOS, il est ainsi consigné que :

« La propagande dans les milieux bourgeois doit être faite sous une forme non contraire aux habitudes et aux sentiments de ces milieux. La forme de *L'Information ouvrière et sociale* paraît répondre à ces desiderata. Cette propagande devrait comprendre une partie historique rappelant les diverses écoles socialistes et leurs fins, un résumé des tentatives de réalisation, l'évolution de la classe ouvrière vers les libertés syndicales pour aboutir à l'exposé du programme de la CGT. Montrer comment ce programme peut aider à l'organisation de la Société et non pas à sa désorganisation. En déduire le programme d'organisation et la mise en valeur de l'univers.

Il faudrait, autant que possible, présenter ce programme de propagande aux milieux dirigeants dans les journaux d'information économique, par exemple, à des numéros de *l'information financière* seraient joints des numéros de *L'Information ouvrière et sociale* traitant de ces questions, ou des extraits seraient donnés dans le corps de l'information financière ou politique¹⁶⁶² ».

Cette note montre les deux pôles entre lesquels oscille *L'Information ouvrière et sociale*, un petit manuel de réformisme social à destination de la bourgeoisie éclairée, et un organe de diffusion du programme de reconstruction économique proposé par la CGT et que Thomas, *via* Jouhaux, contribua sans doute à influencer¹⁶⁶³. Thomas cherche également à prolonger l'esprit de la « politique de présence » menée par la direction confédérale de la CGT dans l'après-guerre, afin qu'il sous-tende la reconstruction. Pour ce faire, il cherche à mener dans le syndicalisme une opération similaire à celle qu'il avait tenté de mener avant-guerre au sein de la SFIO dont il espérait qu'elle ne soit plus perçue comme « ce Parti “d'anarchistes”, de “saboteurs”, “d'antipatriotes”¹⁶⁶⁴ ». Il cherche donc à montrer le syndicalisme sous un jour

¹⁶⁶¹ AN 94 AP 374, Dossier V « Le Travail ». Note du 17 mars 1919 « Pourquoi créer un nouveau journal ? ».

¹⁶⁶² AN 94 AP 417. Note sans date sur *L'Information ouvrière et sociale*.

¹⁶⁶³ Voir notamment les articles de d'Albert Thomas dans *L'Information ouvrière et sociale* du 9 juin 1918, « La CGT et la Chambre », du 15 décembre 1918 « Le programme confédéral » et du 1^{er} août 1918 « À propos du congrès confédéral ».

¹⁶⁶⁴ THOMAS Albert, *La politique socialiste*, *op. cit.* p. 30.

nouveau, épuré de sa tradition anarchiste qui reprend pourtant de la vigueur au sortir de la guerre et se recoupe en partie avec la minorité de guerre qui trouve d'abord son origine dans le milieu syndical¹⁶⁶⁵. C'est par exemple l'objectif du numéro de *L'Information ouvrière et sociale* du 18 juillet 1918, entièrement consacré aux différents congrès corporatifs de la CGT. Dans l'édito rédigé par Thomas, ce dernier s'attache à exposer le fonctionnement de l'organisation syndicale française aux néophytes. Prenant pour exemple la Fédération des Métaux, dirigée par Alphonse Merrheim, et qui a connu à la faveur de la guerre une forte croissance de son nombre d'adhérents, il vante le souci d'organisation qui a animé le dernier congrès.

L'implication en coulisses de Thomas dans la création en 1919 de l'Union syndicale des techniciens de l'industrie, du commerce et de l'agriculture (USTICA) sous l'égide de l'ingénieur civil des mines Roger Francq, participe de cette volonté de créer des intermédiaires entre travailleurs et employeurs. Martin Fine a retracé dans sa thèse l'histoire de cette aventure constitutive de l'offensive que Thomas lance à la sortie de la guerre sur le mouvement ouvrier. Ce dernier a été séduit par la personnalité de Roger Francq qu'il a rencontré pour la première fois lors de sa mission diplomatique en Russie en 1917, alors que le jeune technicien était le directeur de la manufacture d'armement de Petrograd, qui était contrôlée par le ministère français de l'Armement. Ce n'est pas la première fois que ce dernier tombe sous le charme de la vivacité intellectuelle d'un ingénieur, catégorie dans laquelle il voit l'intermédiaire adéquat pour unir patrons et ouvriers. Il avait également salué les qualités intellectuelles de l'ingénieur civil Émile Hugoniot à qui il avait accordé toute confiance pour la réalisation d'un projet d'arsenal d'État à Roanne, fortement contesté par la suite¹⁶⁶⁶. Le socialiste et ses proches se convainquent qu'il est nécessaire de créer une association de techniciens capable de compléter les efforts de la classe ouvrière. Thomas conçoit ainsi une collaboration entre la CGT et l'USTICA qu'il envisage comme une « organisation à base socialiste »¹⁶⁶⁷. Signe de son insertion dans l'œuvre de rénovation syndicale conçue par Thomas, l'USTICA est introduite dans *L'Information ouvrière et sociale* en mars 1919, par un édito de Roger Francq qui la présente comme un intermédiaire entre employeurs et travailleurs et comme une courroie de transmission du projet de Conseil national économique porté par la CGT. D'après Martin Fine, Thomas conçoit ce syndicat de techniciens socialistes comme un groupe d'intellectuels à même

¹⁶⁶⁵ CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire : la création du Parti communiste en France (1915-1924)*, op. cit. ; DUCOULOMBIER Romain, « L'antiréformisme de la minorité de guerre et la naissance du Parti communiste en France (1914-1925) », op. cit.

¹⁶⁶⁶ Cf. chapitre 4.

¹⁶⁶⁷ FINE Martin, *Toward Corporatism: the Movement for Capital-Labor Collaboration in France, 1914-1936*, op. cit., p. 69.

de fournir un surcroît d'expertise économique à une CGT en pleine constitution de son programme pour l'après-guerre. Si l'historien y voit la preuve d'une méfiance de Thomas à l'égard de syndicalistes perçus alors comme incapables de forger eux-mêmes une expertise économique et sociale¹⁶⁶⁸, il n'est pas incongru d'y voir aussi une nouvelle conséquence de son expérience ministérielle. Au contact des industriels et des ingénieurs des usines d'armement, Thomas a pris conscience de la nécessité de l'appui de ces groupes d'acteurs pour la réalisation de la modernisation économique et sociale dont il s'est fait le défenseur. La crise interne de l'USTICA en 1921 après le rapprochement entre son secrétaire général, Roger Francq, et les communistes, qui se solde par l'adhésion de celui-ci à la SFIC au mois de mai de cette année, met cependant un terme aux projets que Thomas avait conçus pour l'USTICA. L'organisation s'éloigne dès lors, en effet, du giron de Thomas et de Dulot. Cette crise interne a par ailleurs des répercussions fortes sur le nombre d'abonnés de *L'Information ouvrière et sociale*, qui mène alors fortement campagne contre Francq et les communistes, et suscite en retour des campagnes de presse tout aussi violentes venues des différents journaux communistes¹⁶⁶⁹. L'adhésion de Roger Francq à la SFIC montre également la porosité des frontières entre les courants « réformiste » et « révolutionnaire ». L'action de Roger Francq à l'USTICA ne relève-t-elle pas d'une démarche précisément « réformiste » ? Malgré l'adhésion de Francq à la SFIC et l'ire qu'elle suscite du côté de Dulot, Thomas voit l'intérêt de maintenir les liens avec son organisation pour réfléchir à la place des travailleurs intellectuels dans les groupements de travailleurs nationaux et internationaux¹⁶⁷⁰. Ce positionnement est réaffirmé en 1927 : bien qu'il confie à Fernand Maurette sa méfiance par rapport à la personnalité de Francq, le directeur du BIT estime nécessaire de conserver des relations avec l'USTICA¹⁶⁷¹.

À travers ces projets, Thomas livre sa vision du syndicalisme qui doit prendre les atours d'une organisation corporative respectable, fondée sur la démocratie interne et la formation intellectuelle de ses membres, et enfin soucieuse de l'intérêt de la collectivité nationale et non des intérêts de classes qu'il juge égoïstes. Si l'on reprend la formule schématique de Georges Lefranc sans doute assez proche de la réalité, Thomas, nourri de l'expérience de la guerre qui a causé « l'exubérance de l'État¹⁶⁷² », cherche à « intégrer le syndicalisme dans l'État¹⁶⁷³ »,

¹⁶⁶⁸ *Ibid.*, p. 71.

¹⁶⁶⁹ ZIGMANT Pierre, « *L'Information ouvrière et sociale* » : 1918-1921, *op. cit.*, p. 128.

¹⁶⁷⁰ ABIT CAT 7-330. Dossier Roger Francq.

¹⁶⁷¹ *Ibid.* Note d'Albert Thomas à Fernand Maurette du 18 février 1927 à propos de Léon Jouhaux et Roger Francq.

¹⁶⁷² BOCK Fabienne, « L'exubérance de l'État en France de 1914 à 1918 », *op. cit.*

¹⁶⁷³ LEFRANC Georges, *Essais sur les problèmes socialistes et syndicaux*, *op. cit.*, p. 118-119.

dans le souci d'une plus grande efficacité de la direction économique de la nation. Naturellement, il attend la même chose du patronat dont il a vu pendant la guerre qu'il était à même de dépasser également ses intérêts propres au profit de la mobilisation industrielle nécessaire à la défense de la patrie. C'est le rôle des « conversations patronales » du journal. Peut-on alors parler de corporatisme chez Thomas ? L'intérêt qu'il portera quelques années plus tard au corporatisme fasciste comme solution pour intégrer le syndicalisme dans la nation pose question. Néanmoins, il s'en détournera, constatant, tardivement, le caractère autoritaire de la solution italienne¹⁶⁷⁴. Le tournant opéré par l'expérience de guerre aurait sans doute pu le porter vers un corporatisme souple si tant est qu'une telle solution puisse s'accommoder du respect de la liberté syndicale et de l'indépendance revendiquée en France depuis la Charte d'Amiens. Les réflexions sur la place des syndicats et des corps intermédiaires dans l'organisation sociale qui émergent dans le sillage de Thomas durant la guerre sont en tous cas un pont entre celles des enquêteurs de l'Office du travail du début du siècle et celles des théoriciens du corporatisme républicain qui se structureront dans l'entre-deux-guerres autour de Joseph Paul-Boncour ou encore Célestin Bouglé¹⁶⁷⁵.

Clairement pensé pour contrer la montée du syndicalisme révolutionnaire dans le mouvement ouvrier français au sortir de la guerre¹⁶⁷⁶, le journal cherche en tous cas à prolonger l'expérience de l'union des classes dans le sens du réformisme social et institutionnel entamée durant le conflit pour appuyer la reconstruction du pays. Pierre Zygmant voit dans ce journal la proposition d'un « wilsonisme social », tendant à introduire dans les relations socio-économiques la vision pacifiée des relations internationales, connue puis diffusée en Europe à partir de janvier 1918 et la proclamation des fameux quatorze points du président Wilson. On peut également y déceler le prolongement d'une réflexion entamée à la fin du XIX^e siècle parmi les républicains de toutes tendances sur le rôle des rapports entre États et organisations syndicales dans la régulation des relations sociales¹⁶⁷⁷. Thomas se place alors clairement parmi ceux qui veulent donner un rôle à ces organisations syndicales un rôle moteur, pourvu qu'elles

¹⁶⁷⁴ L'analyse que fait Thomas de l'expérience corporatiste fasciste sera étudiée dans le chapitre 9.

¹⁶⁷⁵ Sur les enquêtes menées par l'Office du travail sur le corporatisme et les corporations de métier entre 1900 et 1914, voir LESPINET-MORET Isabelle, « Vers un "corporatisme" républicain ? Les réformateurs de l'Office du travail », in KAPLAN Steven L. et MINARD Philippe (dir.), *La France malade du corporatisme*, Paris, Belin, 2014, p. 355-367.

¹⁶⁷⁶ Sur la place des minoritaires de guerre dans la scission de la CGT en 1921, voir KRIEGEL Annie, *La Grève des cheminots, 1920*, Paris, Armand Colin, 1988 ; DUCOULOMBIER Romain, « L'antiréformisme de la minorité de guerre et la naissance du Parti communiste en France (1914-1925) », *op. cit.* Voir également DUCOULOMBIER Romain, « La CGTU, cette inconnue (1) », <https://anraprika.hypotheses.org/837>

¹⁶⁷⁷ VIET Vincent, « L'organisation par défaut des relations sociales : éléments de réflexion sur le rôle et la place de l'État dans le système français des relations sociales (1880-1939) », in LE CROM Jean-Pierre (dir.), *Les acteurs de l'histoire du droit du travail*, *op. cit.*, p. 191-214.

adoptent une attitude réformiste et minorent leur phraséologie révolutionnaire, souhait d'autant plus vif le contexte de la fin de la guerre est propice à la radicalisation des mouvements sociaux.

Quel écho ce journal, qui semble paraître jusqu'en 1922, trouve-t-il alors dans les milieux syndicaux ? Ses difficultés financières, le faible nombre d'abonnés mis en avant par Pierre Zygmont dans son étude (entre 5 000 et 7 000)¹⁶⁷⁸, en font un relatif échec. À partir du début des années 1920, et alors que cesse la vente au numéro, le journal sera d'ailleurs l'affaire quasi exclusive de Charles Dulot, Thomas étant happé par sa nouvelle fonction de directeur du BIT. Pierre Zygmont nuance toutefois l'intérêt suscité par le journal parmi les militants ouvriers ; il constate que plus du quart des abonnés concerne des institutions et non des individus (bourses du travail, fédérations et groupes syndicaux...), ce qui n'est d'ailleurs pas sans rappeler la composition du lectorat de *La Revue syndicaliste* constituée par Thomas, en 1905¹⁶⁷⁹. Ce dernier délaisse-t-il pour autant la rénovation syndicale qu'il a tenté d'insuffler en France *via L'Information ouvrière et sociale* ? Rien n'est moins sûr. Le fonctionnaire international perçoit sans doute plus que jamais l'importance de l'échelon international pour instaurer de nouvelles méthodes de gestion des relations sociales qui intègrent le mouvement syndical. Le tandem Thomas-Jouhaux poursuit d'ailleurs sa route commune à Genève. L'élection du secrétaire de la CGT comme représentant des travailleurs au Conseil d'Administration de l'OIT lors de la première Conférence internationale du Travail à Washington en 1919 assure à Thomas un appui de poids dans les milieux ouvriers français et européens. L'échec de son offensive réformiste se trouve bien du côté de sa propre famille politique et non dans une partie du mouvement syndical avec qui les convergences de vue s'affirment très nettement au sortir de la guerre.

C. Aux côtés de la CGT, un soutien au projet de Conseil économique du travail

C'est sans surprise que l'on trouve le nom d'Albert Thomas parmi les personnalités qui gravitent autour du Conseil économique du travail (CET), lancé sous l'égide de la CGT en 1919. Cette instance se place dans la ligne directe de la « politique de la présence » initiée par la direction confédérale de la CGT pendant la Grande Guerre¹⁶⁸⁰. Point central du programme

¹⁶⁷⁸ ZIGMONT Pierre, « *L'Information ouvrière et sociale* » : 1918-1921, *op. cit.*, p. 24.

¹⁶⁷⁹ Pour une étude la composition du lectorat de *La Revue syndicaliste*, voir le chapitre 2.

¹⁶⁸⁰ DREYFUS Michel, *Histoire de la CGT : cent ans de syndicalisme en France*, Bruxelles, Complexe, 1995, p. 103-104.

minimum de la CGT adopté par le Comité confédéral national de la CGT le 13 décembre 1918, mais refusé par le gouvernement Clemenceau, sa création est décidée lors du congrès de Lyon qui se tient entre le 15 et le 21 septembre 1919. Elle s'organise en collaboration avec trois autres groupements proches : la FNCC, l'USTICA et la Fédération des fonctionnaires¹⁶⁸¹, autrement dit trois organisations avec lesquelles Thomas entretient d'étroites relations. Le CET est présentée par la CGT comme une réponse à la « nécessité d'une profonde transformation de notre régime économique¹⁶⁸² ». Comme l'a montré Alain Chatriot, si son action en soi est limitée, elle a cependant joué un rôle d'incubateur de la notion de « nationalisation industrialisée », qui irrigue d'ailleurs les projets de loi présentés par Thomas au Parlement dans le courant de l'année 1919¹⁶⁸³. Si le Conseil économique du travail est surtout porté par Léon Jouhaux, il est difficile de ne pas y voir le prolongement des méthodes de concertation en commission initiées par Thomas pendant la guerre à l'Armement et auxquelles le secrétaire de la CGT a étroitement collaboré. L'ancien ministre suit de près ce projet dans lequel il voit un moyen de réaliser « une réorganisation socialiste de l'économie »¹⁶⁸⁴. Il participe à la séance inaugurale du CET qui se tient le 8 janvier 1920 au Cercle coopératif, boulevard du Temple à Paris, aux côtés d'autres responsables socialistes comme Léon Blum ou Pierre Renaudel¹⁶⁸⁵. C'est au titre de leader socialiste bien sûr, mais aussi de coopérateur qu'il participe aux tout premiers travaux du CET. Il est en effet désigné par la FNCC pour la représenter dans la première section consacrée à l'outillage national (transports, postes, forces motrices), et dans la troisième section consacrée aux productions industrielles et aux matières premières¹⁶⁸⁶. Thomas, alors appelé en 1920 au BIT, ne participe que furtivement aux travaux du CET, alors que certains syndicalistes comme Robert Boisnier et Marcel Laurent attendaient de lui un plus large investissement¹⁶⁸⁷. Une note personnelle d'Albert Thomas après la séance inaugurale du CET révèle cependant la grande convergence de vue entre sa conception des relations sociales et celles véhiculée par le Conseil économique du travail. Il commente en particulier le discours

¹⁶⁸¹ Thomas s'était déjà prononcé avant-guerre en faveur de la syndicalisation des fonctionnaires. Durant l'année 1924, Thomas renouvèlera ses liens avec la Fédération des fonctionnaires alors dirigée par Charles Laurent, au sujet du projet de (re)création de *La Revue de l'enseignement*, à laquelle Thomas, aux côtés de Jaurès, avait collaboré dans les années 1900. AN 94 AP 385. Correspondance d'Albert Thomas au sujet de *La Revue de l'enseignement*.

¹⁶⁸² CHATRIOT Alain « Léon Jouhaux : du Conseil Économique du Travail au Conseil économique (1914-1954) » in PIGENET Michel (dir.), *Léon Jouhaux : d'Aubervilliers au prix Nobel*, Paris, La Documentation française, 2010, p. 77.

¹⁶⁸³ *Ibid.*

¹⁶⁸⁴ AN 94 AP 366. Dossier II. Formation du Conseil économique du travail sous l'égide de la CGT (pour une réorganisation socialiste de l'économie).

¹⁶⁸⁵ AN 94 AP 366. Coupure de presse extrait du journal *La journée*, 9 janvier 1920.

¹⁶⁸⁶ AN 94 AP 366. Liste des délégués de la FNCC au CET.

¹⁶⁸⁷ AN 94 AP 390. Lettre de Robert Boisnier à Albert Thomas du 10 février 1920.

de présentation du CET prononcé par Léon Jouhaux lors de la séance inaugurale. Pour le socialiste, l'idée principale à retenir est celle « de l'intérêt général opposé aux intérêts privés ». Il y livre également le cœur de sa vision du socialisme et sa lecture de la lutte des classes :

« Si la classe ouvrière est révolutionnaire, ce n'est pas parce qu'elle cherche par la violence à faire triompher ces intérêts particuliers. C'est parce que son intérêt particulier coïncide avec l'intérêt général. Ce jour où cette idée est dégagée, la situation est révolutionnaire¹⁶⁸⁸ ».

La révolution se produit donc lorsque les intérêts de la classe ouvrière se réalisent, se confondant alors avec l'intérêt général, aboutissant naturellement à la fin de la lutte des classes et au début d'une démocratie économique réalisée par la mise en œuvre d'un « socialisme des institutions » que Thomas appelle constamment de ses vœux.

Cette convergence de vues entre Thomas et le CET tel que conçu par Léon Jouhaux montre également le rôle précurseur des idées et expérimentations mises en œuvre par Albert Thomas durant la guerre dans la perspective d'une « démocratie sociale à la française » qui trouve un avatar en 1924 dans la création du conseil national économique (CNE)¹⁶⁸⁹ et dont était porteur le programme économique de la CGT au sortir de la Première Guerre mondiale. Cette convergence est également le résultat de la connivence du trio Thomas, Jouhaux et Godart, alors ministre du Travail au moment de la création du CNE qui s'affirme entre Paris et Genève¹⁶⁹⁰.

D. *Le Travail* : une plateforme avortée du réformisme socialiste

Cependant, face au constat de l'échec relatif de cette offensive réformiste sur les militants socialistes et syndicaux, de plus en plus séduits par l'alternative communiste, Thomas cherche une nouvelle plateforme pour véhiculer ses idées à partir de 1919 auprès du mouvement ouvrier dans son ensemble. À travers ce projet, semble-t-il avorté, de créer un nouveau journal intitulé *Le Travail*, il livre sa conception alternative d'un socialisme radicalement opposé à la tentation bolchévique.

¹⁶⁸⁸ AN 94 AP 366. Note personnelle tapuscrite d'Albert Thomas du 14 janvier 1920. Voir annexe n° 2.

¹⁶⁸⁹ CHATRIOT Alain, *La démocratie sociale à la française : l'expérience du Conseil national économique, 1924-1940*, Paris, La Découverte, 2002.

¹⁶⁹⁰ VIET Vincent, « La médiation de Justin Godart entre la France et l'OIT dans l'entre-deux-guerres », in LESPINET-MORET Isabelle et Vincent VIET (dir.), *L'Organisation internationale du Travail. Origine – Développement – Avenir*, op. cit., p. 89-106.

Au début de l'année 1919, Thomas et Renaudel forment ensemble ce projet de journal. L'objectif de cette offensive politique socialiste et nationale est multiple : pour Albert Thomas, il s'agit de créer un journal où l'ancien ministre, encore ministrable, pourrait s'exprimer librement sans être « impitoyablement frappé¹⁶⁹¹ » par la censure du gouvernement. L'expérience de la censure de sa brochure *Bolchevisme ou socialisme* est encore très présente dans son esprit. Le journal est d'abord pensé comme un conglomérat regroupant également deux autres journaux existants, à savoir *La Bataille*, ancienne *Bataille syndicale*, devenue à partir de 1915 l'organe de la majorité réformiste de la CGT¹⁶⁹² et *L'Information ouvrière et sociale* de Dulot. Dès 1919, Thomas semble donc avoir conscience des limites de la diffusion de *L'Information ouvrière et sociale* dans les milieux ouvriers. L'objectif de ce nouveau journal est d'affirmer une tendance distincte de *La France libre*, tout en exposant une opposition doctrinale claire au bolchévisme, appuyée sur un réformisme social ouvert au-delà des rangs du parti. Thomas réactualise ainsi les propositions faites dans sa brochure programmatique *La politique socialiste* de 1913, visant à faire de la SFIO « le vrai parti national », c'est-à-dire capable de rallier l'ensemble de la nation à ses propositions¹⁶⁹³. Les socialistes doivent donc être en mesure d'influencer la reconstruction nationale et doivent y faire converger toutes leurs actions. Ces propositions présagent déjà – sans toutefois que l'équivalence soit totale – la tendance néo-socialiste qui émerge au tournant des années 1930 autour d'Henri de Man et de Marcel Déat en France et qui cherche à faire naître une doctrine tournée autant vers les ouvriers que les classes moyennes en révisant la notion marxiste de lutte de classes¹⁶⁹⁴. Une note préparatoire à la création du journal précise en effet que :

« Le socialisme que nous présenterons n'est pas un socialisme marxiste de lutte des classes. Je ne voudrais pas employer ces oppositions qui sont peut-être factices, mais au socialisme de lutte des classes, il faudrait opposer, comme je l'ai fait dans la brochure "Socialisme et bolchevisme" le socialisme juridique, un socialisme fondé sur un certain nombre de droits reconnus de tous. C'est un tel socialisme seul qui peut rallier la majorité d'une nation comme la nation française avec sa composition sociale actuelle ».

¹⁶⁹¹ AN 94 AP 374. Dossier V « Le Travail ». Note du 17 mars 1919 « Pourquoi créer un nouveau journal ? »

¹⁶⁹² BEAUVISAGE Jérôme, « La bataille syndicaliste devenue la Bataille (1914-1918) », ROBERT Jean-Louis (dir.), *Le syndicalisme à l'épreuve de la Première Guerre mondiale*, op. cit., p. 25-33.

¹⁶⁹³ THOMAS Albert, *La politique socialiste*, op. cit.

¹⁶⁹⁴ Thomas précise dans ce texte qu'il est nécessaire pour lui d'entamer la critique « de la notion de luttes des classes et des socialistes organiques ». Sur la réception de la pensée d'Henri de Man parmi les socialistes européens, voir MILANI Tommaso, *Les Belles Années du Plan ? Hendrik de Man and the Reinvention of Western European Socialism, 1914-36 ca.*, thèse de la London School of Economics and Political Science (LSE), 2017.

Les raisons exactes de l'échec de cette nouvelle tentative sont difficiles à identifier. Des difficultés financières sont évoquées, mais il existe sans doute également une divergence de vue entre Renaudel et Thomas : ce dernier veut faire du *Travail* une plateforme de réflexion ouverte sur la doctrine socialiste au service de la reconstruction nationale, alors que Renaudel, plus homme d'appareil que Thomas, y voit sans doute le moyen pour les néo-majoritaires de reprendre le contrôle sur la SFIO. Dans les deux cas, c'est nier la situation du parti, désormais tenu par le couple Cachin-Loriot, bien déterminé à l'engager dans une voie de rupture avec l'expérience de guerre. Pour la plupart des socialistes, il faut tirer un trait sur cette période honnie. À l'approche de la scission, il ne fait aucun doute pour la plupart des futurs communistes qu'en cas d'adhésion à la Troisième Internationale, il faudrait exclure des personnalités trop compromises comme Albert Thomas. C'est, en effet, ce qui est exigé de Marcel Cachin et Fernand Loriot lors de leur séjour à Moscou en juin 1920¹⁶⁹⁵. Si ces derniers, pour éviter une explosion du parti, se refusent pour un temps à des condamnations *ad hominem*, certains, au contraire, en font une condition *sine qua non* à la régénération du parti. C'est le cas notamment de Boris Souvarine et de Raymond Lefebvre qui écrivent en 1920 dans le *Bulletin Communiste, organe du Comité pour la III^e Internationale*¹⁶⁹⁶.

Au-delà de ce que ce projet avorté de journal révèle de la volonté de Thomas de poursuivre son offensive réformiste sur un parti en pleine recomposition, il marque aussi la volonté de se distinguer nettement de l'expérience en cours des quarante députés regroupés autour du journal *La France libre*, lancée par le guesdiste et ancien majoritaire devenu jusqu'au-boutiste, Compère-Morel. Cette option prend naissance en 1917 en opposition à l'esprit de Stockholm¹⁶⁹⁷ et prend de la vigueur lors du Conseil national de la SFIO de juillet 1918 dans la lignée d'une motion de « Défense nationale » très nettement opposée à la nouvelle ligne pacifiste prise par la direction du Parti¹⁶⁹⁸. Contrairement à ce que prône désormais la majorité du Parti, les hommes de *La France libre* s'opposent très nettement à la reprise des relations socialistes internationales et condamnent fermement les orientations prises par le gouvernement

¹⁶⁹⁵ CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire, op. cit.*, p. 35-36. CACHIN Marcel, *Carnets 1906-1947. Tome II, 1917-1920, op. cit.*, p. 422.

¹⁶⁹⁶ Voir en particulier les articles de Raymond Lefebvre dans le *Bulletin Communiste, organe du Comité pour la III^e Internationale*, « Les épurations nécessaires », 29 avril 1920, et « La question des épurations », 1^{er} juillet 1920.

¹⁶⁹⁷ KRIEDEL Annie, *Aux origines du communisme français : contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français, op. cit.*, p. 167.

¹⁶⁹⁸ Voir sur ce point, BILLARD YVES, « Des impénitents de l'Union sacrée : les 40 de la France libre », DUCOULOMBIER Romain (dir.), *Les socialistes dans l'Europe en guerre, op. cit.*, p. 73-83. ; BILLARD Yves, *Le Parti républicain-socialiste de 1911 à 1934*, thèse de l'université paris Sorbonne sous la direction de Jean-Marie Mayeur, 1993.

bolchévique. Comme le souligne très justement Yves Billard, la direction de *La France libre* tente d'« annexer Albert Thomas¹⁶⁹⁹ ». Il faut dire que les convergences de vue sont fortes entre cette tendance et l'ancien ministre socialiste de l'Armement. Pour attirer ce dernier, Compère-Morel lui présente son journal nouvellement créé comme le journal « qui représente tes idées et défend ta politique¹⁷⁰⁰ ». Si Thomas désapprouve que le journal le fasse figurer comme le 41^e député de *La France libre*, il n'hésite pas à s'en servir opportunément comme d'une plateforme capable de diffuser ses vues sur le bolchévisme, dans le prolongement de sa brochure publiée en 1919 :

« Je te remercie du petit papier publié sur ma brochure. C'est évidemment quelque chose de sommaire que j'ai fait là. On m'avait demandé en vue de la propagande, d'étendre un peu mon article "Ou Lénine ou Wilson". Cela t'a paru, semble-t-il, bien réformiste, mais enfin, à chacun sa tâche. S'il y avait dans le Parti, un peu de fraternité et un peu de tolérance mutuelle pour la cause commune, chacun pourrait utilement travailler¹⁷⁰¹ ».

En août 1919, Thomas souscrit encore un abonnement d'un an au journal pour soutenir son existence¹⁷⁰². Si l'accord semble se faire un temps sur le ralliement à la Défense nationale et sur la condamnation du gouvernement bolchévique, le guesdiste Compère-Morel ne semble pas approuver les vues « réformistes » de son camarade d'un temps. Par ailleurs, plus la fascination pour l'expérience russe se développe dans les rangs militants de la SFIO, plus Thomas prend conscience de la nécessité de ménager son image dans le Parti pour ne pas être exclusivement considéré comme le chef de file de ce courant qu'Annie Kriegel n'hésite pas à qualifier d'extrême-droite. Si Yves Billard voit dans cette volonté de retrait de Thomas l'héritage jaurésien du souci de l'unité du Parti, nous considérons que cette attitude s'inscrit également dans une stratégie politique de recentrement nécessaire pour soigner son image personnelle et tenter – peut-être vainement – de sortir d'une marginalisation politique dont il était alors l'objet au sein de la SFIO¹⁷⁰³. Par ailleurs, le caractère bien peu réformiste du guesdiste Compère-Morel ne correspond pas pleinement au projet politique que tente alors d'incarner Thomas à la

¹⁶⁹⁹ BILLARD Yves, *Le Parti républicain-socialiste de 1911 à 1934, op. cit.*, p. 240.

¹⁷⁰⁰ AN 94 AP 411. Lettre de Compère-Morel à Albert Thomas du 19 août 1918.

¹⁷⁰¹ AN 94 AP 411. Lettre de Thomas à Compère-Morel du 28 mai 1919.

¹⁷⁰² AN 94 AP 411. Mandat de 25 francs pour un abonnement d'un an à *La France libre* envoyé par Thomas à Compère-Morel.

¹⁷⁰³ « Je ne te parle pas de nos affaires de Parti. Elles continuent de se trainer cahin-caha. Le groupe des 40 a consenti à rentrer dans le silence. Il est virtuellement dissous, et on y substitue une sorte de groupe des députés ex-majoritaires. D'autre part, les 40 viennent ne plus complètement à l'organisation du 74, mais tout cela n'est pas encore très net ni très franc. On manque de confiance mutuelle. Par contre, grand effort de rapprochement des minoritaires empoisonnés par leurs bolcheviks, et des centristes qui voudraient bien reprendre contact avec nous. Renaudel cuisine en abondance. Moi, je me tiens à l'écart ». Archives de l'Institut de France. MS 6161. Fonds Mario Roques, Correspondance avec Albert Thomas. Lettre d'Albert Thomas à Mario Roques du 18 octobre 1918.

Chambre des députés et aux côtés du mouvement syndical. Il cherche donc à montrer que le socialisme démocratique est une œuvre de chaque instant, appuyée sur la science et relayée par les propositions de loi à la Chambre des députés.

III. La reconstruction nationale, nouvelle voie du réformisme

A. Les élections législatives de 1919 : de Sceaux à Carmaux, dans les pas de Jean Jaurès.

Alors que la SFIO est désormais menée par une nouvelle majorité qui place le parti au centre gauche, se profilent les élections législatives de 1919, les premières organisées depuis 1914. Le contexte national de cette campagne est connu. Après une baisse importante du nombre d'adhérents pendant la guerre, les effectifs explosent, atteignant le chiffre de 130 000 en 1919. Les socialistes pensent également bénéficier de l'agitation sociale qui marque les premiers mois de la paix et profite au mouvement ouvrier en général. Comme l'écrit Jacques Kergoat, « la SFIO aborde les élections législatives persuadée de sa victoire¹⁷⁰⁴ », forte d'un tout nouveau programme rédigé par Léon Blum, alors en pleine ascension politique. L'issue des élections est cependant une immense déception pour les socialistes. Si le nombre de leurs électeurs augmente, passant de 1,4 à 1,7 millions par rapport aux précédentes élections, le nouveau mode de scrutin (un scrutin de liste départemental à un tour avec une répartition des sièges à la proportionnelle) leur est largement défavorable. Le virulent anticommunisme agité par la droite dessert également la SFIO dans son ensemble. La droite sort donc victorieuse de ces élections et constitue un Bloc national largement majoritaire. Les socialistes n'obtiennent que 68 sièges, contre 103 aux élections de 1914.

Thomas, qui voit son étoile pâlir dans le parti, ne renonce pourtant pas au combat électoral. Cependant, dans la Fédération de la Seine très acquise à la tendance néo-majoritaire¹⁷⁰⁵, les majoritaires ont largement perdu leur hégémonie à la fin de l'année 1918. Thomas est même battu en septembre 1918 dans sa propre circonscription¹⁷⁰⁶. Quelques mois plus tard, alors que l'ancienne majorité est désormais renversée dans le Parti et dans la perspective des élections législatives de 1919, la fédération de la Seine refuse de l'investir, lui préférant des têtes de listes plus clairement identifiables aux nouveaux mots d'ordre néo-majoritaires, à l'instar de Jacques Sadoul. De toute façon inéligible depuis son procès devant le tribunal militaire de Paris début novembre 1919, sa candidature est un échec. La SFIO convoque, du 11 au 13 septembre 1919, un congrès extraordinaire pour préparer les élections législatives. Léon Blum y défend une

¹⁷⁰⁴ KERGOAT Jacques, *Histoire du Parti socialiste*, Paris, La Découverte, 1997, p. 24.

¹⁷⁰⁵ ROBERT Jean-Louis, *Les Ouvriers, la Patrie et la Révolution : Paris 1914-1919*, op. cit., p. 286-288.

¹⁷⁰⁶ *Ibid.*, p. 287.

motion de Bracke proposant que le parti se présente seul aux élections, refusant toute alliance avec les partis bourgeois. Thomas est largement mis en difficulté lors de ce congrès. Sommé de s'expliquer, « il se plaint d'être l'objet d'incessantes demandes de contrôle [...] et de campagnes de calomnies contre sa personne¹⁷⁰⁷ ». Fidèle à ses prises de position, il refuse d'assimiler le bolchevisme au socialisme, ce qui lui vaut des attaques de Longuet lequel reçoit vraisemblablement l'assentiment du congrès. Thomas en retour demande l'indulgence des fédérations hostiles aux « socialistes de guerre », et notamment de celle de la Seine, cependant sans succès. Dans l'optique de continuer à mener la bataille électorale, Thomas est alors contraint de changer de fédération.

Il est alors sollicité par la Fédération du Tarn qui lui propose une circonscription bien particulière dans l'histoire socialiste, celle de Carmaux où siégeait avant-guerre Jean Jaurès. C'est notamment le député socialiste du Tarn, Jean Sabin, qui le sollicite pour briguer un mandat parlementaire dans une circonscription où les militants socialistes ont rallié sans difficulté la Défense nationale. Jean Sabin lui-même, élu député en 1910, admirateur du pacifiste Jean Jaurès, avait pris position en 1914 pour la Défense nationale et pour la participation des socialistes aux gouvernements d'Union sacrée¹⁷⁰⁸. Thomas, tout d'abord flatté par la proposition, hésite un temps :

« C'est pour moi un sujet de réflexion, car je sens mon devoir dans le Seine, et d'autre part, je suis vraiment bien tenté¹⁷⁰⁹ ».

Les divisions dans la Fédération de la Seine finissent par emporter sa conviction. Malgré l'amertume qu'il ressent après ce qu'il perçoit bien comme étant un rejet de sa personne, il se réjouit cependant de pouvoir poursuivre, dans sa circonscription, l'œuvre de Jaurès. Il s'en confie à son ami Henri Eugène Geffroy, alors maire de Créteil :

« Ai-je besoin de vous expliquer les raisons de ma résolution qui m'est particulièrement dure : le désir que j'ai de ne lutter qu'avec mon parti, puisque c'est la formule qui m'a rendu fort à l'heure de la guerre, et le désir au moins égal que j'ai de garder l'intégrité de mes idées et la dignité de mon effort politique.

Dans les conditions actuelles, les Bolcheviks de la Seine ne me permettaient pas d'avoir cette double satisfaction. La trahison de certains, la lâcheté des autres m'ont amené à accepter une offre qui m'a touché : continuer avec une Fédération bien organisée et confiante, l'œuvre dure, pénible, mais féconde que Jaurès a commencé dans le Tarn. C'est pour moi la

¹⁷⁰⁷ « Le congrès national extraordinaire », *L'Humanité*, 14 septembre 1919.

¹⁷⁰⁸ <https://maitron.fr/spip.php?article85345>, notice SABIN Jean, Jules, Jacques par Justinien Raymond, version mise en ligne le 30 mars 2010, dernière modification le 1^{er} février 2019.

¹⁷⁰⁹ AN 94 AP 415. Lettre d'Albert Thomas à Jean Sabin du 25 septembre 1919.

possibilité d'être plus libre, c'est pour moi la possibilité de continuer plus efficacement la défense de mes idées¹⁷¹⁰ ».

Nous n'avons pas trouvé dans les archives personnelles d'Albert Thomas des informations aussi précises et nombreuses sur ces élections que sur les campagnes électorales menées par le militant et élu socialiste avant-guerre. Nous ne disposons pas notamment des affiches de campagne du candidat socialiste ni de ses adversaires. Cependant, la lecture des archives policières¹⁷¹¹, ainsi que de la presse socialiste locale en l'occurrence *Le cri des travailleurs, organe hebdomadaire de la Fédération d'Unité Socialiste du Tarn*, permettent de saisir le déroulement et l'ambiance de cette consultation électorale. Thomas mène une campagne qui allie respect de la tradition jaurésienne et défense de sa position de « socialiste de guerre », terme qu'il revendique lui-même face aux attaques qu'il subit dans sa propre famille politique. Il déploie ces thématiques dans une série de réunions publiques dans le Tarn après que le congrès extraordinaire de la fédération du Tarn du 5 octobre 1919 à Albi l'a désigné comme candidat pour la circonscription de Carmaux. Dans un discours prononcé en l'honneur de Jaurès, Thomas, tout en raillant « les disciples minoritaires et majoritaires qui veulent tirer à eux la pensée et l'autorité du Maître », dresse le portrait d'un Jaurès patriote, qui « aurait été Défense nationale¹⁷¹² ». Pour Thomas, il existe de plus une continuité directe entre le combat de Jaurès pour la paix avant-guerre, et celui de Wilson depuis la diffusion de ses quatorze points.

« Nul ne peut le dire, mais ce qu'on peut penser, c'est que si Jaurès avait été là, dès les premiers jours de la catastrophe dès la fin de 1914, il aurait parlé comme parla Wilson trois ans après¹⁷¹³ ».

Sans surprise, ce portrait de Jaurès, pacifiste, patriote et wilsonien avant la lettre est un plaidoyer *pro domo* pour son propre positionnement politique, qui semble faire écho à celui de la Fédération du Tarn. Le 12 octobre 1919, elle organise un meeting de campagne pour Thomas, qui réunit 3 000 personnes dans la salle de la chambre syndicale des mineurs de Carmaux¹⁷¹⁴, occasion d'un vibrant hommage à l'ancien député du Tarn et défenseur des mineurs. Lorsqu'Henri Sizaire, avocat socialiste castrais, présente et défend la candidature de Thomas devant la Fédération socialiste du Tarn le 5 octobre 1919, c'est avec la certitude que sa personnalité saura convaincre les électeurs tarnais dans leur diversité, ouvriers et paysans :

¹⁷¹⁰ AN 94 AP 415. Lettre d'Albert Thomas à Henri Eugène Geffroy du 20 octobre 1919.

¹⁷¹¹ AN F7/16023².

¹⁷¹² « En l'honneur de Jaurès », *Le cri des travailleurs*, 18 octobre 1919.

¹⁷¹³ *Ibid.*

¹⁷¹⁴ AN F7/16023². Note du 14 octobre 1919. Voir le compte rendu de la réunion dans *Le cri des travailleurs* du 18 octobre 1919.

« Son nom unanimement connu dans nos campagnes désignera ainsi notre liste aux suffrages des paysans sympathiques à nos idées, et qui ont peu de chemin à faire pour venir grossir les rangs de notre Parti¹⁷¹⁵ ».

Depuis l'élection de Jean Jaurès à Carmaux en 1893, on sait que les voix paysannes sont une large part de l'électorat socialiste tarnais¹⁷¹⁶. La fédération mobilise donc judicieusement une figure modérée pour séduire cette frange de l'opinion. La SFIO ayant fait le choix lors de son congrès exceptionnel, de ne pas faire d'alliance, y compris avec des radicaux ou des radicaux-socialistes, Thomas doit affronter le candidat radical Rigaud qui n'hésite pas à agiter le spectre du bolchévisme suspecté d'entacher toute la SFIO, jusqu'au plus modéré des socialistes Albert Thomas¹⁷¹⁷. Ce dernier avait d'ailleurs déploré le soutien indéfectible de la SFIO à la révolution russe lors du congrès exceptionnel de septembre 1919 qui brouillait selon lui les distinctions nécessaires entre les différentes personnalités, affirmant que « la bourgeoisie ne [fait] pas de différence entre le “père de la vie chère” Thomas et le “quart de boche” Longuet¹⁷¹⁸ ». Ces « manœuvres » radicales n'empêchent cependant pas l'élection de Thomas, tête de liste, comme député socialiste du Tarn. La notice Maitron qui lui est consacrée indique une victoire emportée avec 20 200 voix sur 74 503 votants. *Le cri des travailleurs* adresse quant à lui ses salutations aux 18 815 électeurs socialistes ayant permis de sauver le siège de Jaurès¹⁷¹⁹. À l'image du panorama national, les résultats des socialistes sont très décevants dans le Tarn. Sur les six candidats présentés¹⁷²⁰, seul le siège de Jaurès, Carmaux, est conservé, confirmant la tendance néo-minoritaire de la fédération socialiste du Tarn mais aussi la capacité de Thomas à incarner l'héritage de Jaurès dans sa propre circonscription. Le député socialiste peut ainsi poursuivre son action parlementaire en faveur de la reconstruction nationale, conçue comme une nouvelle voie d'expression de son réformisme.

¹⁷¹⁵ *Le cri des travailleurs*, 5 octobre 1919.

¹⁷¹⁶ D'après l'analyse de Rolande Trempé citée in REBERIOUX Madeleine, « Le socialisme français de 1871 à 1914 », in Droz Jacques, *Histoire générale du socialisme. De 1875 à 1918*, op. cit., p. 133-244.

¹⁷¹⁷ « Leurs manœuvres », *Le cri des travailleurs*, 15 novembre 1919.

¹⁷¹⁸ « Le congrès national extraordinaire », *L'Humanité*, 14 septembre 1919.

¹⁷¹⁹ *Le cri des travailleurs*, 22 novembre 1919.

¹⁷²⁰ Rémy Cabarès pour la circonscription de Gaillac, Jean-Baptiste Calvignac pour la circonscription de Mazamet, Henri Sizaire pour la circonscription de Castres et Cyrille Spinetta pour la circonscription d'Albi et Verdier.

B. Renouer avec une action parlementaire fondée sur l'expertise sociale

Après son départ du gouvernement, Thomas continue à s'engager dans des activités que l'on pourrait qualifier de para-ministérielles qui contribuent à fournir une expertise sur les questions relatives à la reconstruction économique et sociale de la nation française. En novembre 1917, il avait pris la présidence du Comité permanent d'études relatives à la prévision des chômages industriels créé sous l'égide du ministre du Travail et auparavant présidé par l'économiste et statisticien Paul Levasseur puis l'économiste Paul Cauwès. Sa nomination montre la nouvelle stature acquise par le ministre socialiste qui vient juste de quitter ses fonctions, entre personnalité politique respectée et expert reconnu des questions économiques et sociales relatives à l'industrie française.

Ce comité dans lequel gravitent des industriels, des syndicalistes et des réformateurs sociaux, se compose dans la lignée des multiples commissions instaurées par le ministre de l'Armement¹⁷²¹. S'il est compétent uniquement sur la question du chômage, c'est plus globalement les problèmes socio-économiques de l'après-guerre qui sont discutés. Thomas préside par exemple la séance du 13 novembre 1918 consacrée à la prévention du chômage dans les usines de guerre. C'est l'occasion pour lui de présenter ses vues concernant la transition d'une économie de guerre à une économie de paix dont les usines d'État doivent être le laboratoire¹⁷²². L'implication de Thomas dans ces réseaux d'experts des problèmes industriels va dans le sens de la volonté de poursuivre le consensus insufflé par la politique industrielle du ministère de l'Armement entre les leaders syndicaux et industriels. Elle confirme également la proximité croissante entre le leader socialiste réformiste et le leader syndical converti au réformisme, Léon Jouhaux, qui participe aux travaux de ce comité et y présente même en avant-première le programme minimum de la CGT, dominé par l'idée de contrôle des travailleurs¹⁷²³. Le leader réformiste de la fédération du Livre, Auguste Keufer, qui avait étroitement participé avant-guerre à *La Revue syndicaliste*, participe au comité, tout comme Alphonse Merrheim qui le rejoint après 1917.

¹⁷²¹ FINE Martin, *Toward Corporatism: the Movement for Capital-Labor Collaboration in France, 1914-1936*, *op. cit.*, p. 35. Du côté des syndicalistes, on trouve Jouhaux, Keufer, Merrheim. Du côté des industriels on trouve Pinot, Duchemin, Peyerimhoff, Renault, Paul des Rosiers. Du côté des réformateurs sociaux nous pouvons mentionner Arthur Fontaine, Max Lazard ou encore Charles Dulot, tous proches de Thomas.

¹⁷²² AN ABXIX 1966. François Simiand, papiers d'érudits. Comptes rendus des séances du Comité.

¹⁷²³ Sur les liens croissants entre Thomas et Jouhaux au sortir de la guerre notamment autour de la constitution du programme de la CGT voir les deux premiers chapitres de FINE Martin, *Toward Corporatism: the Movement for Capital-Labor Collaboration in France, 1914-1936*, *op. cit.*

Enfin, l'implication de Thomas confirme l'entente cordiale entre le leader socialiste et les grands patrons industriels français. Robert Pinot, René Duchemin, Henri de Peyerimhoff, Paul des Rousiers font partie de ce comité, aux côtés de réformateurs sociaux comme Arthur Fontaine, Max Lazard ou encore Charles Dulot¹⁷²⁴. Comme le montre Martin Fine dans sa thèse, la tutelle de Thomas sur ce comité permet de replacer l'étude des problèmes relatifs au chômage dans le large contexte des besoins productifs de l'après-guerre¹⁷²⁵. Le socialiste nourrit donc l'expertise sociale française produite sur le chômage de sa conception unitaire des questions économiques et sociales, qui constituera l'originalité de sa méthode d'action à la tête du BIT. Celle-ci suscitera d'ailleurs les réticences du patronat – notamment français – qui cherchera à circonscrire le champ de compétences du Bureau international du Travail. Le président du Comité des Forges, Robert Pinot, sera d'ailleurs à la tête de cette fronde internationale contre Thomas. Mais n'anticipons pas trop sur l'avenir ; pour l'heure, le climat des derniers temps de la guerre est encore favorable à la concorde des intérêts gouvernementaux, industriels et syndicaux, susceptible d'assurer la transition de l'économie de la guerre vers la paix et le redressement du pays. Le programme d'action établi par le Comité s'appuie en effet sur les points de convergence entre les industriels et les travailleurs pour la formation d'une grande nation industrielle fondée sur le progrès. Il préconise l'utilisation des méthodes scientifiques d'organisation de la production ainsi des procédures d'arbitrage des conflits entre travailleurs et employeurs pour éviter les conflits perçus comme entravant le progrès économique. Martin Fine, qui montre aussi la fréquence croissante des réunions du comité devenues quasi hebdomadaires à la fin de l'année 1918, révèle l'importance de ce comité, qui, pour Thomas, « a représenté sa première véritable tentative pour fusionner ses expériences de guerre avec ses attentes d'après-guerre¹⁷²⁶ ». C'est ainsi qu'il faut comprendre cette formule claire adressée à Paul Mantoux : « Je voudrais, autant que possible, en faire le centre des études, actuellement dispersées sur la reconstruction¹⁷²⁷ ». Par ailleurs, le travail que mène Thomas à la tête de ce comité confirme son intérêt pour les projets conçus outre-Manche, notamment dans les rangs travaillistes et fabiens. Travaillant de concert avec Lucien March¹⁷²⁸, directeur de la Statistique

¹⁷²⁴ Sur le rôle de Thomas dans le Comité permanent d'études relatives à la prévision des chômages industriels, voir FINE Martin, *Toward Corporatism: the Movement for Capital-Labor Collaboration in France, 1914-1936*, *op. cit.*, p. 35-60.

¹⁷²⁵ *Ibid.*

¹⁷²⁶ « For Thomas the committee was important because it represented his first real attempt at merging his wartime experiences with his post-war expectations ». *Ibid.*, p. 36-37.

¹⁷²⁷ AN 94 AP 417. Lettre d'Albert Thomas à Paul Mantoux du 29 janvier 1918.

¹⁷²⁸ Lucien March (1859-1933), est un polytechnicien et statisticien, ancien enquêteur puis directeur adjoint de l'Office du travail. Il est à l'origine de la définition européenne du chômage en 1896.

Générale de France, il affirme que ce dernier « vient de me signaler [...] une partie du travail actuellement fait en Angleterre. Nous avons été séduits, lui comme moi, de la manière pratique et simple dont le travail était conçu¹⁷²⁹ ».

À partir de 1918, dans le contexte de diffusion du wilsonisme, de préparation de la paix future et de recomposition des forces au sein de la SFIO, Thomas développe ses projets pour l'après-guerre. Il renoue avec son cœur de métier : les questions sociales et économiques perçues comme deux franges indissociables d'une même vision du monde. Lors des discussions autour du projet finalement avorté de constitution du journal *Le Travail* au début de l'année 1919 analysé plus haut, il confie à Pierre Renaudel :

« Plus je réfléchis, plus je ne crois pas qu'il puisse y avoir une contradiction profonde entre la pensée socialiste et l'effort de reconstruction nationale qui constitue le programme essentiel de notre politique. Il faudrait définir je crois, tout en restant dans le Parti, mais par-delà le Parti, une conception socialiste traditionnelle en France. On aidera par là à la réorganisation du Parti en même temps qu'au renouveau de la vie nationale¹⁷³⁰ ».

Thomas reformule à nouveau sa vision du socialisme comme capable de répondre aux défis de la nation française, énoncée à la veille de la guerre puis régénérée par l'expérience ministérielle à l'Armement. Il déploie son programme en se faisant, à la Chambre, le porte-parole de plusieurs réformes qui reprennent en les actualisant les thématiques du socialisme réformiste forgées avant-guerre et mûries par l'expérience ministérielle de guerre comme la réforme de la Banque de France pour en faire une banque d'investissement national¹⁷³¹, ou encore la modernisation des établissements industriels de l'État et la centralisation de leur gestion¹⁷³². La question de la nationalisation des chemins de fer est un autre point de convergence important entre Thomas et le mouvement syndical français. En avril 1919, il présente à la Chambre des députés une proposition de loi en faveur de la nationalisation du chemin de fer français¹⁷³³. Il mène une action de propagande dans l'opinion publique pour défendre son projet. C'est le rôle bien sûr de *L'Information ouvrière et sociale* qui est le support à son action réformiste au Parlement, mais aussi de la préface qu'il rédige en 1919 à la brochure

¹⁷²⁹ *Ibid.*

¹⁷³⁰ AN 94 AP 374. Note confidentielle d'Albert Thomas à Pierre Renaudel du 17 mars 1919 « Pourquoi créer un nouveau journal ? ».

¹⁷³¹ AN 94 AP 363 et 94 AP 478. Cette question ne fait pas l'objet d'une proposition de loi mais d'une question soulevée à la Chambre par Albert Thomas en juillet 1918 au moment du débat sur le renouvellement du privilège de la Banque de France.

¹⁷³² AN 94 AP 367. Proposition de loi d'Albert Thomas d'avril 1919 tendant à l'autonomie financière et industrielle des établissements de l'État.

¹⁷³³ AN 94 AP 368. Proposition de loi d'Albert Thomas de mai 1919 tendant à la nationalisation de tous les réseaux de chemins de fer d'intérêt général, secondaire ou local.

de Marcel Bidegaray, secrétaire général du Syndicat national des chemins de fer, *Les chemins de fer en France : l'exploitation d'aujourd'hui par les compagnies, l'exploitation de demain par la nationalisation des chemins de fer*¹⁷³⁴. Thomas y reprend les arguments essentiels qui étaient la base de la propagande en faveur de la nationalisation avant 1914 et qu'il avait déjà développés à la Chambre¹⁷³⁵. La guerre n'a fait selon lui que les vérifier :

« La guerre a révélé que seule la gestion de l'État était capable de donner à la Nation l'outil de défense que constitue pour elle son réseau de chemins de fer pendant la guerre ; c'est le matériel, c'est le personnel du réseau d'État qui, en de nombreuses circonstances sont venues en aide aux Compagnies privées¹⁷³⁶ ».

Pour Thomas, le régime des conventions de 1883 est désormais caduc, car seul le régime des nationalisations est à même de servir les intérêts de la collectivité. En socialiste, il précise que ces nationalisations doivent être le point de départ de la socialisation de l'économie. Mais il s'attache surtout à détailler la nouvelle forme de gestion qui doit accompagner les nationalisations. Préconisant un « régime nouveau » qui ne doit pas aboutir à une « gestion bureaucratique des chemins de fer », il prône l'établissement d'une « administration où se rencontreront et collaboreront les représentants de la collectivité, représentants du Parlement, représentants du commerce et représentants des ouvriers¹⁷³⁷ ». Il s'agit donc plutôt en réalité d'un système d'économie mixte placée sous tutelle nationale où les ouvriers des chemins de fer seront invités à participer à la gestion de l'ensemble, sans pour autant en prendre le contrôle total. Thomas se distingue en effet d'une conception en cours dans le mouvement syndical visant à confier la gestion du réseau au seul personnel des chemins de fer. Il reste donc fidèle à une méthode gradualiste de concorde entre les intérêts des travailleurs, des industriels, de la collectivité nationale, mais aussi des usagers des chemins de fer, sans prôner un renversement total de la logique capitaliste. Les nationalisations, prémices à une socialisation – néanmoins timide – de l'économie, ne doivent concerner que les monopoles naturels comme les chemins de fer ou les mines pour l'heure entre les mains d'intérêts privés prédateurs. C'est le sens également de son intervention à la Chambre en juillet 1918 en faveur de la nationalisation de la Banque de France lors de la discussion parlementaire sur le renouvellement du privilège de la Banque de France. Comme le note enfin Martin Fine, les propositions de Thomas à la Chambre

¹⁷³⁴ BIDEGARAY Marcel, *Les chemins de fer en France : l'exploitation d'aujourd'hui par les compagnies, l'exploitation de demain par la nationalisation des chemins de fer*, Courbevoie, La Cootypographie, 1919. Préface d'Albert Thomas.

¹⁷³⁵ Cf. chapitre 3.

¹⁷³⁶ BIDEGARAY Marcel, *Les chemins de fer en France*, op. cit. Préface d'Albert Thomas.

¹⁷³⁷ *Ibid.*

des députés sont étroitement liées à son combat contre le bolchevisme. Il renvoie dos à dos la méthode communiste qui, en précipitant la révolution, détruira la classe ouvrière et ses acquis obtenus de haute lutte, et la gestion actuelle du capitalisme qui contribue à l'exacerbation des intérêts privés. L'expérience aux côtés des industriels durant la Grande Guerre et les conseils de François Simiand l'ont sans doute converti aux bienfaits de l'initiative privée qui a fait ses preuves durant la Grande Guerre pour stimuler la production industrielle. Mais la collectivité doit bien sûr dicter le sens de l'intérêt général à ces monopoles naturels pour permettre le meilleur développement possible de l'économie nationale.

Le conflit a donc permis la maturation de l'idée réformiste de Thomas qui s'apparente en réalité à une réforme du capitalisme avec tutelle de l'État qui représente les intérêts de la collectivité et non un renversement total du système économique capitaliste.

Dans le domaine bancaire et financier comme dans celui des chemins de fer, Thomas est persuadé que la guerre n'a fait que valider les solutions socialistes préconisées avant-guerre. Les discussions parlementaires de juin et juillet 1918 portant sur le renouvellement du privilège de la Banque de France sont l'occasion pour le député de défendre des thématiques développées dès 1911. Il avait déjà prôné la transformation de la banque de France en une « banque d'État ¹⁷³⁸ ». Comme le montrent ses archives personnelles, il porte un grand intérêt à ces questions, rassemblant une importante documentation ¹⁷³⁹. Fidèle à ses vieilles méthodes, Thomas lit et compile les argumentaires des différents acteurs du débat pour préparer ses deux longues interventions à la Chambre des députés, les 2 et 11 juillet 1918. Il est aidé dans sa tâche par ses fidèles collaborateurs, et animateurs de l'AEDS, William Oualid et François Simiand qui rédigent pour lui des notes préparatoires sur ces questions ¹⁷⁴⁰. Le 2 juillet, il défend vigoureusement le projet de Banque de France également défendu par son collègue le député socialiste Albert Bedouce, à savoir :

« La thèse de notre Banque d'État, d'une banque contrôlée par l'État en collaboration avec lui, organisant au point de vue financier une sorte de régie directe telle que celle que M. Bedouce exposait l'autre jour, c'est-à-dire avec l'indépendance, avec l'autonomie nécessaires ¹⁷⁴¹ ».

¹⁷³⁸ AN 94 AP 363. Thomas Albert, « Le Privilège de la Banque de France », *Le Parlement et l'Opinion*, 10 juin 1911. Et intervention d'Albert Thomas à la Chambre des Députés du 11 avril 1911, *Journal officiel de la République française du 11 avril 1911. Chambre des députés*, p. 1980 et suivantes.

¹⁷³⁹ AN 94 AP 363 et AN 94 AP 364.

¹⁷⁴⁰ AN 94 AP 363. Notes sans date de William Oualid et François Simiand sur la Banque de France destinées à Albert Thomas.

¹⁷⁴¹ Intervention d'Albert Thomas à la Chambre des députés le 2 juillet 1918. *Journal officiel de la République française du 3 juillet 1918. Débats parlementaires. Chambre des députés*, p. 1869.

En pleine guerre, Thomas n'hésite d'ailleurs pas à jouer sur la fibre patriotique de ses adversaires politiques au Parlement. Il mentionne en effet la menace de la puissance économique de l'France où Walter Rathenau a récemment présenté un projet d'industrie organisée et puissante que Thomas qualifie de « plus formidable capitalisme d'État qui ait jamais été conçu¹⁷⁴² ». Brandissant cette immense menace économique, il espère que la France saura lui répondre par « les institutions souples, les institutions libres dans lesquelles seront réalisées à la fois les aspirations socialistes qui seront les nôtres, et un souci d'économie et d'ordre qui est le souci général de tous les Français¹⁷⁴³ ». Conscient des réticences que suscite chez les députés conservateurs la perspective d'une forme de socialisme d'État, Thomas n'emploie pas le terme de nationalisation comme il l'avait fait pour les chemins de fer, mais évoque plutôt une transformation graduelle de la Banque de France. Pour ne pas heurter les modérés, il rappelle que le système qu'il propose revient en fait à entériner le rôle qu'a joué de fait la Banque de France durant la guerre. Néanmoins conscients du rapport de force qui leur est largement défavorable, les socialistes se contentent finalement de proposer un amendement visant à réduire la durée du privilège de la Banque de France, afin de permettre la réforme qu'ils jugent nécessaire à moyen terme. C'est l'occasion pour Thomas, qui s'en fait le porte-parole, de livrer sa conception du socialisme dont le cœur est la satisfaction de l'intérêt général de la nation industrielle française :

« Notre socialisme est vigilant, il est mobile et souple comme la vie, en suit les formes avec la certitude que la vie vous entraîne de notre côté, avec la certitude que la série de toutes les modifications qu'imposeront les circonstances devront être acceptées par vous¹⁷⁴⁴ ».

Le projet de Banque d'État défendu par le député s'inscrit par ailleurs dans une vieille tradition socialiste de réflexion sur le système bancaire et financier qui doit se mettre au service du progrès économique bénéfique à tous et non de la spéculation et du profit des capitalistes. Dès le XIX^e siècle, Proudhon prônait le développement du crédit populaire¹⁷⁴⁵. Dans les années 1890, Jean Jaurès, dans le cadre d'un vaste projet de « démocratie rurale » avait demandé l'établissement d'un crédit agricole¹⁷⁴⁶. Demandant déjà le non renouvellement du privilège de

¹⁷⁴² *Ibid.*

¹⁷⁴³ *Ibid.*

¹⁷⁴⁴ Intervention d'Albert Thomas à la Chambre des députés le 11 juillet 1918. *Journal officiel de la République française du 12 juillet 1918. Débats parlementaires. Chambre des députés*, p. 1962.

¹⁷⁴⁵ BREMAND Nathalie, « Introduction : "Socialistes utopiques", les mal-nommés », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 2014, n° 124, p. 13-24.

¹⁷⁴⁶ CHATRIOT Alain, « Jaurès, le crédit agricole et la "démocratie rurale" », Note en ligne de la Fondation Jean-Jaurès, 31 juillet 2016, <https://jean-jaures.org/nos-productions/jaures-le-credit-agricole-et-la-democratie-rurale>.

la Banque de France au nom de l'intérêt des producteurs, agriculteurs, commerçants, industriels et ouvriers, il prônait le développement du crédit démocratique, dans un article publié dans *La Dépêche* en 1892¹⁷⁴⁷. Il s'insurgeait alors contre le fait que la Banque de France :

« au lieu d'appartenir à la nation, appartient à des actionnaires, dont les plus puissants sont les banquiers ; et nous sommes dans une situation intolérable, que la Banque, dite Banque de France, qui devrait affranchir le travail national de l'onéreuse tutelle des banquiers, appartient, non à la France, mais aux banquiers¹⁷⁴⁸ ».

...et demandait donc naturellement le retour de la Banque de France à la nation. Thomas se fait donc le passeur entre les idées socialistes du XIX^e siècle en faveur du développement du crédit national et démocratique et le projet – cependant avorté – porté lors du Front populaire de faire, selon les mots de Léon Blum, de la Banque de France encore entre les mains des 500 familles les plus riches du pays, « la Banque de la France ». Sa méthode socialiste « souple » l'invite cependant à insister, dans le contexte la guerre et de concurrence économique internationale, sur l'argument non spécifiquement socialiste, de défense de la souveraineté économique de la nation française, afin de tenter de convaincre – sans succès cependant – ses adversaires conservateurs de la concordance des thèses socialistes avec l'intérêt général de la nation française.

Pour les socialistes, le progrès social doit évidemment être le corollaire du progrès industriel. Reconstruire le potentiel industriel de la France en redonnant à la nation les moyens de la piloter dans le sens de l'intérêt général doit permettre une amélioration générale des conditions de vie et de travail ouvriers. C'est donc sans surprise Thomas, adjoint du fidèle Renaudel, qui est à l'origine au début de l'année 1919 de la proposition de loi en faveur des huit heures de travail quotidien, adoptée par la Chambre des députés le 23 avril 1919. Cette vieille revendication du mouvement ouvrier international, constamment repoussée en France avant-guerre, répond à la revendication du mouvement syndical international à la conférence de Leeds en 1916. Elle est aussi une manière de symboliser la reconnaissance par l'État de l'intégration des ouvriers dans la nation, après les sacrifices auxquels ils ont consenti durant la guerre. De fait, c'est la loi française qui inspire la commission de législation internationale réunie à partir de février 1919. Les délégués français contribuent à faire inscrire la journée de huit heures dans la partie XIII du Traité de Versailles signé le 28 juin 1919¹⁷⁴⁹. Elle est ainsi la toute première convention adoptée lors de la première session de la Conférence internationale du Travail à Washington en

¹⁷⁴⁷ JAURES Jean, « Le crédit démocratique », *La Dépêche*, 27 juin 1892.

¹⁷⁴⁸ *Ibid.*

¹⁷⁴⁹ SOUAMAA Najib, « La loi des huit heures : un projet d'Europe sociale ? (1918-1932) », *op. cit.*

1919, à laquelle Thomas n'assiste cependant pas. En France, sans faire non plus partie de la Commission du Travail de la Conférence de Paris en 1919, le socialiste prend toutefois part activement aux vifs débats engagés autour du Traité de Versailles et de la construction de la paix par la constitution d'une Société des Nations, comme nous le verrons au chapitre suivant.

C. Des projets économiques entre coopération et économie organisée

Thomas poursuit également son action en faveur de la coopération. Dès son départ du ministère de l'Armement, il redevient secrétaire de l'Office technique de la Fédération nationale des coopératives de consommation (FNCC), office dont il avait favorisé la création en 1910. Henri Sellier est alors son secrétaire adjoint. Sous l'égide de Thomas, l'Office propose à la Commission des crédits, instaurée en 1917, des conditions de crédits favorables pour les coopératives de consommation. Il fixe également les conditions d'exonération des sociétés coopératives en matière de taxation sur les bénéfices de guerre. L'Office technique continue à produire son expertise durant la guerre et c'est en son sein que sont conçues les propositions de loi favorables au mouvement coopératif, dont Thomas se fait le relais au Parlement¹⁷⁵⁰. En septembre 1918, il dépose ainsi devant le Parlement un projet de loi conçu par l'Office technique en faveur de la création d'Offices Publics d'approvisionnement à l'échelle municipale et départementale¹⁷⁵¹. Parmi les projets originaux conçus dans le giron de l'Office technique de la FNCC, se trouve un projet d'Office économique¹⁷⁵² fortement influencé par Thomas¹⁷⁵³. Partant du constat de l'inadéquation entre la demande et l'offre dans le système actuel de production capitaliste, un Office économique, « organisme unique » et centralisateur, s'impose pour connaître « les besoins à satisfaire » et régler « en conséquence la demande qui elle-même commande la production¹⁷⁵⁴ ». Le projet se conçoit à l'intersection de deux modèles antagoniques de systèmes de production, la liberté commerciale et l'étatisme économique. Constatant les imperfections de la liberté commerciale intégrale, reconnue par les partisans du libéralisme eux-mêmes, l'Office économique, fondé sur le contrôle et la connaissances précises des besoins du marché, doit permettre une meilleure allocation générale des ressources, servant

¹⁷⁵⁰ Les comptes rendus des réunions et activités de l'Office technique de la FNCC pour les années 1917-1918 sont conservées dans les archives d'Albert Thomas. AN 94 AP 365.

¹⁷⁵¹ *Journal officiel de la République française du 5 septembre 1918. Débats parlementaires. Chambre des députés*, p. 2320.

¹⁷⁵² AN 94 AP 365. Note du 3 mai 1919 sur un projet d'Office Économique.

¹⁷⁵³ POISSON Ernest, *Le coopérateur Albert Thomas : un quart de siècle de vie militante*, op. cit., p. 113.

¹⁷⁵⁴ AN 94 AP 365. Note du 3 mai 1919 sur un projet d'Office Économique.

tout à la fois l'intérêt individuel et l'intérêt collectif. Le cœur du système proposé réside donc dans l'établissement d'une statistique générale de la consommation et des stocks, à même d'évaluer les besoins de la production nationale, ses ressources, les conditions d'affectation des mains-d'œuvre, mais aussi de produire – et c'est là l'apport spécifique du mouvement coopératif – une statistique des consommations, autrement dit un indice des prix. Le projet est un héritier direct de la proposition présentée en 1911 par Justin Godart, réformateur social et député radical en faveur de la création d'un office de la consommation et des prix. Sur ce sujet encore, Albert Thomas estime que l'expérience de guerre et l'immense défi qu'elle a posé à l'économie du pays, a montré la nécessité d'une telle centralisation de l'information économique. Il ne prône cependant pas le tout État, mais réactive plutôt l'idéal de « l'Association »¹⁷⁵⁵, né dans le mouvement ouvrier au XIX^e siècle, et cher aux coopérateurs, en rappelant que :

« Les Associations qui se sont créées dans les pays pour des intérêts économiques communs : syndicats et associations de producteurs, coopératives de consommation et ligues de consommateurs ont toujours, parmi leurs fonctions les plus importantes, celles de donner aux collectivités l'appui d'informations que chaque individu isolé serait incapable de recueillir par lui-même, et qui rendent l'action collective plus fructueuse que la somme des actions isolées¹⁷⁵⁶ ».

Signe également du rôle de la guerre dans la prise de conscience chez Thomas et les coopérateurs de la dimension internationale des échanges commerciaux entre des économies nationales largement interdépendantes, le projet comprend un volet international. L'Office économique national devrait ainsi trouver son prolongement dans un organisme équivalent de centralisation des données économiques au niveau international, sous l'égide de la Ligue des Nations. Un tel organisme est jugé essentiel à la réalisation de la paix entre les nations :

« Est-il téméraire de penser qu'un organisme international coordonnant à son tour l'œuvre d'organismes nationaux tels que celui dont on vient d'esquisser le but et la constitution possibles, contribuerait pour une grande part à l'œuvre de paix universelle. On dit souvent, les conflits particuliers tiennent souvent à ce que l'on s'ignore ; il en est peut-être de même des conflits entre nations¹⁷⁵⁷ ».

Si le projet ne trouve pas de débouché immédiat, il est un nouvel indice de la maturation de la pensée économique de Thomas pendant la Première Guerre mondiale. Centralisation de

¹⁷⁵⁵ *Ibid.*

¹⁷⁵⁶ *Ibid.*

¹⁷⁵⁷ *Ibid.*

l'information économique par la production de statistiques pour une meilleure allocation des ressources, associations des divers groupes d'intérêts garants de l'intérêt général et collectif, tutelle de la puissance publique à même de mettre ses ressources à disposition, prise en compte de la dimension internationale des échanges dans une économie déjà mondialisée, tels sont les marqueurs forts de la pensée économique et sociale au sortir de la guerre. Et ce projet avorté est aussi symptomatique de la méthode d'action d'Albert Thomas. Revenir sur le devant de la scène parlementaire par des projets assis sur une expertise économique et sociale forte est aussi un moyen de prouver la compétence acquise par les parlementaires socialistes, nourris de l'expérience de guerre afin de se distinguer de ce que Thomas considère comme l'amateurisme révolutionnaire des bolchéviques, qui séduit, à son grand dam, une partie des militants et électeurs socialistes. Par ailleurs, il sait remobiliser voire renforcer des réseaux sur lesquels il s'est appuyé lorsqu'il était ministre de l'Armement. Celui-ci n'agit jamais seul, mais toujours en forte interaction avec un ou des milieu(x) – à savoir, dans les exemples développés, les milieux syndicaux, coopérateurs, au croisement de la réforme sociale – qui fournissent une expertise, sinon jouent un rôle de lobbying auprès du parlementaire socialiste, à qui le statut d'ancien ministre reconnu pour ses compétences confère une notoriété certaine. Le fond de ces différents projets socio-économiques est de permettre la reconstruction économique du pays, fortement ébranlée par les conséquences de la guerre – la France est l'un des pays belligérants où les destructions du potentiel économique ont été les plus importantes – en insufflant au pays des solutions issues du réformisme socialiste, syndical et coopérateur. Ces projets sont également marqués du sceau de la difficile transition entre la guerre et la paix et sont le corollaire de l'investissement de Thomas dans les débats autour des Traités de Paix, qui le placent entre socialisme et wilsonisme.

Conclusion

Hors du gouvernement à partir de 1917, l'ancien ministre socialiste sait néanmoins s'appuyer sur ses solides réseaux pour mener une contre-offensive réformiste multiforme. Celle-ci passe d'abord par l'élaboration et la défense d'une tradition socialiste démocratique qu'il oppose à ce qu'il considère comme le dévoiement du socialisme des bolchéviques russes et de leurs soutiens français, de plus en plus nombreux au sein d'une SFIO en proie à de nombreux troubles. Thomas part ainsi à la poursuite d'Octobre rouge, tambour battant *via* des articles et autres brochures, mais aussi plus discrètement par une diplomatie active et secrète avec la Russie. Profitant des connexions établies lors de ses deux missions officielles en Russie en 1916 et en 1917 et du maintien d'informateurs sur place, il est solidement inséré dans les réseaux franco-russes. Il soutient ainsi la création de sociétés de soutien aux exilés politiques russes hostiles aux bolchéviques. Son opposition de nature politique aux méthodes des révolutionnaires russes, qu'il juge violentes, est une forme d'antibolchevisme. Celui-ci s'accompagne cependant d'une position pragmatique : l'ancien ministre cherche à développer une politique de la présence en Russie, contre la fermeté d'un Clemenceau qui prône son isolement, notamment dans le cadre des négociations de la paix. Cette politique de présence pose les prémices de la méthode que le Français développera depuis Genève à l'égard de la Russie non encore membre de l'OIT.

Très actif sur ces questions diplomatiques, Thomas n'en délaisse pas moins ses sujets de prédilection que sont les questions économiques et sociales. Alors que le socialiste peine à imposer son option antibolchévique au sein de la SFIO, c'est finalement du côté syndical qu'il trouve le plus d'appuis potentiels. La création de l'AEDS souligne, dans la lignée du socialisme normalien, l'importance toujours accordée à l'expertise appuyée sur une documentation scientifique dans la formulation de solutions socio-économiques visant à répondre aux problèmes de la nation. En parallèle, la création de *L'Information ouvrière et sociale*, le projet avorté du journal *Le Travail*, et le soutien apporté au Conseil économique du travail proposé par la CGT soulignent la solidité des liens établis par Thomas avec les milieux syndicalistes réformistes, en partie régénérés par l'expérience de guerre et la « politique de la présence » soutenue par la direction confédérale de la CGT. L'AEDS n'est cependant pas une simple réplique du Groupe d'études socialistes et *L'Information ouvrière et sociale* n'est pas une reformation de *La Revue syndicaliste* d'avant-guerre. Ces expériences sont aussi le résultat des acquis de l'exercice des responsabilités en guerre : plus ouvertes vers les cercles de la réforme sociale, vers les milieux patronaux mais aussi vers les milieux ingénieurs, elles montrent le

souci de s'adresser à des acteurs plus variés qui doivent être le socle du projet de démocratie industrielle qui grandit dans l'esprit de Thomas. Celui-ci renoue ainsi avec l'action parlementaire, fondée sur une expertise sociale qui se déploie dans une série de commissions économiques qu'il intègre au double titre d'ancien ministre respecté et d'expert reconnu des questions économiques et sociales. L'idée de démocratie industrielle qui se dessine derrière les propositions du député socialiste se pense de plus en plus à l'échelle internationale, autre conséquence de l'exercice des responsabilités ministérielles qui ont placé l'homme au cœur des dispositifs de coopération économique interalliée. Elle s'intègre dans une plus large vision de d'une économie organisée, à l'intersection de la liberté commerciale et de l'étatisme économique. Cette troisième voie, entre libéralisme et économie planifiée, se déploiera dans les années 1920 sous l'égide du BIT dont le socialiste français prendra la direction.

Chapitre 7.
**En quête d'un nouvel ordre international entre
socialisme et wilsonisme**

Introduction

Après la signature de l'armistice, le maître mot est la reconstruction. Si Thomas accorde une attention particulière aux projets de redressement économique du pays en lien avec diverses institutions du réformisme économique et de la réforme sociale, il continue de s'investir dans les affaires internationales. En socialiste et homme politique français, il veut également construire la paix future sur des bases nouvelles, inspirées des combats socialistes pour la paix et des idées nouvelles venues d'outre-Atlantique. Si la plupart des socialistes se retrouvent dans l'opposition à Clemenceau qui cherche à imposer des conditions de réparation drastiques à l'France lors des négociations de paix qui se tiennent à Paris durant l'année 1919, Thomas adopte un positionnement relativement hétérodoxe au sujet de la signature du Traité de Versailles. Alors que le mouvement socialiste international cherche à se reconstruire sur de nouvelles bases, il prend clairement parti pour la remise sur pied de la Deuxième Internationale, une option qui perd de sa vigueur au cours de l'année 1919 avec la création officielle de l'Internationale communiste, en mars 1919, à Moscou. Le positionnement de Thomas illustre également une forme de résistance des courants socialistes occidentaux face au changement du centre de gravité du socialisme international. Il renoue avec le militantisme pacifiste dans lequel il s'était illustré avant-guerre. Wilsonien de la première heure, il reste fidèle aux idéaux de paix du président exprimés par le président américain pendant la guerre, ce qui mène à une hybridation du pacifisme socialiste hérité de l'avant-guerre. L'ancien majoritaire de guerre est par ailleurs tout à la fois absent du congrès de Tours et omniprésent dans les débats qui animent cet événement qui vient sceller durablement l'avenir du/des socialisme(s) français. La focalisation sur le parcours d'un responsable politique permet ainsi de nourrir l'étude des appareils partisans que sont la SFIO et la SFIC.

I. Construire la paix

A. Autour du Traité de Versailles : pour la Société des Nations, contre Clemenceau et la droite

Au moment de la signature de l'armistice en 1918, tous les socialistes français souhaitent l'établissement d'un traité de paix définitif susceptible d'ouvrir une nouvelle ère dans les relations diplomatiques européennes. Les négociations de paix et la signature le 28 juin 1919 du Traité de Versailles causent néanmoins une certaine déception dans les rangs socialistes. Significativement, ces derniers ont été mis à l'écart par Clemenceau de la Commission de législation internationale du travail, présidée par le leader américain de l'*American Federation of Labor* (AFL), Samuel Gompers. Thomas, dont le profil d'homme d'État responsable aurait pu conduire à sa nomination dans cette commission, en est donc absent mais se rassure de la présence de personnalités éminentes de la réforme sociale comme Arthur Fontaine, Léon Jouhaux et Émile Vandervelde avec qui il a étroitement travaillé durant la guerre¹⁷⁵⁸.

Les dispositions du Traité de paix, largement influencées par l'intransigeance de Clemenceau vis-à-vis de l'France, mécontentent les socialistes. Léon Blum juge que les réparations demandées à l'France brisent l'esprit de paix qui aurait dû présider à la conférence¹⁷⁵⁹, tandis que Longuet, qui, comme la plupart des socialistes, s'était rallié aux espoirs suscités par les idées du président Wilson, est celui qui exprime le plus fortement et le plus éloquemment sa déception. Il estime en effet que le texte n'est pas à la hauteur de l'immense défi posé par la construction de la paix. Il dresse un long réquisitoire contre la ratification de ce Traité par la Chambre des députés, lors de la séance du 18 septembre 1919¹⁷⁶⁰. Les discussions sont vives dans la classe politique française et *a fortiori* parmi les socialistes pour déterminer l'attitude à adopter. Le débat qui anime ces derniers illustre la diversité des positions socialistes au sujet de la reconstruction concomitante de la paix et de l'Internationale : faut-il fonder la construction de la paix sur la seule internationale socialiste ? Celle-ci doit-elle renaître sur les ruines de la Deuxième Internationale encore en miettes ou prendre le visage dessiné par Moscou autour de l'Internationale communiste ? Si Thomas s'exprime clairement

¹⁷⁵⁸ SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas : trente ans de réformisme social*, op. cit., p. 190.

¹⁷⁵⁹ JUDT Tony, *La reconstruction du parti socialiste : 1921-1926*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1976, p. 114.

¹⁷⁶⁰ Chambre des députés, séance du 18 septembre 1919. Publié en brochure « Contre la Paix impérialiste, Pour la Russie révolutionnaire ».

en faveur de la renaissance de la première, expurgée de l'impérialisme des majoritaires allemands, il prend part également à diverses actions extra-parlementaires non spécifiquement socialistes qui relaient l'idéal wilsonien de construction d'une Société des Nations. C'est ce dernier point qui explique son soutien – à l'enthousiasme cependant limité – au Traité de Versailles, et qui le place en porte-à-faux avec la majeure partie de ses collègues socialistes. Alors qu'au Conseil national de la SFIO qui se tient le 14 juillet 1919, la majorité des socialistes demande aux parlementaires de voter contre le Traité¹⁷⁶¹, Thomas s'exprime en faveur de sa signature¹⁷⁶². Les discussions lors du Conseil national ont été dominées par la personnalité de Jean Longuet qui se montre, lui, très critique envers la manière dont la Société des Nations est instituée par le Traité de Versailles, laissée aux mains des politiques nationalistes et impérialistes des gouvernements. Plus pragmatique, Thomas demande au parti de faire preuve de souplesse. Même si les socialistes doivent dénoncer les limites du Traité, la possibilité doit, selon lui, être laissée aux parlementaires du groupe socialiste au Parlement de voter en leur âme et conscience en fonction de circonstances susceptibles d'évoluer. Le député socialiste formule ici l'espoir que le gouvernement français se saisisse de la Société des Nations désormais instituée pour y déployer une politique constructive conforme à la diplomatie nouvelle voulue par le président américain Wilson, dont la voie a été malheureusement marginalisée lors des négociations de paix. Thomas reste fidèle à sa méthode réformiste ; constatant qu'il existe des instruments – même imparfaits – mis en place par la société capitaliste pour construire la paix, il estime que les socialistes doivent s'en emparer pour les orienter vers leurs idéal politique. Il considère ainsi que la SDN est pour l'heure une coquille vide, à laquelle ils doivent donner un contenu pacifiste et internationaliste en orientant la politique qu'elle mènera. Le positionnement de Thomas par rapport au Traité de Versailles relève plusieurs points saillants de sa démarche politique. Comme l'a souligné à raison B.W. Schaper, si Thomas « veut se réserver la liberté de voter éventuellement, en faveur du traité c'est pour démontrer au pays que, maintenant comme durant la guerre, le parti incarne l'intérêt national et l'intérêt international sous leur forme la plus haute¹⁷⁶³ ». Il se montre sur ce point fidèle à sa méthode, théorisée en 1913 dans sa brochure programmatique, *La politique socialiste*. Par ailleurs, l'instauration par le Traité de Versailles d'une Société des Nations est pour lui la preuve que les solutions socialistes sont

¹⁷⁶¹ 89,4 % des délégués souhaitent le vote contre le traité, 7,2 % s'expriment en faveur de l'abstention, et 3,4 % sont pour le vote du traité, chiffres cités par CHUZEVILLE Julien, *Fernand Lorient, Le fondateur oublié du Parti communiste*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 92.

¹⁷⁶² ABIT CAT 6A-2. Déclaration d'Albert Thomas sur le Traité de Paix, juillet 1919. Le compte rendu des discussions lors du Conseil national de la SFIO est publié dans *L'Humanité* du 15 juillet 1919.

¹⁷⁶³ SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 196.

celles dont la France et le monde ont besoin pour construire l'avenir. Thomas rappelle en effet la conformité de cette réalisation concrète et vivante avec les vœux exprimés par les socialistes durant la guerre. La déclaration des socialistes sur les buts de guerre, adoptée lors du congrès de la SFIO de décembre 1916 à l'unanimité de 109 voix et 26 abstentions, avait en effet appelé l'adoption d'une Ligue des nations qui garantirait la sécurité collective. On peut y déceler, à la différence de l'historien étasunien Austin Van der Slice qui y voit la preuve de l'influence des idées du président Wilson sur les socialistes alliés (en l'occurrence français, britanniques et étasuniens sur lesquels son étude porte spécifiquement), la validation par le président d'un gouvernement capitaliste d'idées pacifistes muries de longue date et partiellement mises en sourdine par la cessation de fait des activités traditionnelles de l'Internationale socialiste depuis 1914¹⁷⁶⁴. Avant-guerre, des socialistes comme Jean Jaurès et dans son sillage Albert Thomas avaient déjà émis le souhait que des formes d'arbitrage international pussent régler les éventuels différends surgissant entre États européens. Cette idée, venue du pacifisme juridique qui s'est développé dès la fin du XIX^e siècle, avait donc irrigué le pacifisme socialiste, avant les déclarations du président Wilson. Par ailleurs, Thomas insiste sur le caractère vivant de la SDN qu'il faut, selon lui, investir par une politique positive. C'est le sens de son intervention à la Chambre des députés, le 29 août 1919, qui met en doute la capacité du Traité à offrir « une garantie de sécurité collective »¹⁷⁶⁵.

Sans s'opposer frontalement au principe des réparations imposées à l'France, Thomas met cependant en garde le gouvernement contre le risque d'affaiblissement trop fort de l'économie allemande et, s'adressant là aux députés nationalistes, alerte sur les conséquences qu'il pourrait avoir sur l'économie française voisine. Et d'insister sur l'interdépendance mécanique et croissante des économies des pays voisins qui seront nécessairement amenés à développer des relations économiques, commerciales et humaines¹⁷⁶⁶. Là encore se lit un trait saillant de la pensée économique de Thomas. L'historien de l'économie Olivier Feiertag a insisté sur la capacité du socialiste à prendre assez précocement en compte les phénomènes d'interdépendances des économies du monde et de mondialisation à l'aune de l'expérience des crises économiques des années 1920. Il affirme très justement « [qu'] Albert Thomas est sans nul doute l'un des inventeurs, avec quelques autres, de l'idée d'une régulation économique

¹⁷⁶⁴ VAN DER SLICE Austin, *International Labor, Diplomacy and Peace, 1914-1919*, op. cit., p. 69.

¹⁷⁶⁵ *Journal officiel de la République française du 29 août 1919. Débats parlementaires. Chambre des députés*, p. 4070.

¹⁷⁶⁶ *Ibid.*, p. 4071.

internationale¹⁷⁶⁷ ». Il nous semble plus exact d'identifier cette préoccupation chez Thomas à la sortie de guerre.

Dans le contexte français de 1919, la démonstration de Thomas se distingue par ailleurs des critiques venues de la droite de l'Assemblée qui demande de plus grandes garanties matérielles pour la sécurité du pays à ses frontières. Le député socialiste insiste, au contraire sur les nécessités d'une paix collective et durable pour l'Europe entière. Pour la bâtir, il se montre par ailleurs assez lucide sur la nécessité de restaurer la relation bilatérale franco-allemande :

« Le fait certain, c'est que jamais peut-être, dans l'histoire du monde, il n'y a eu deux peuples, un vainqueur et un vaincu, dont les vies, les vies matérielles tout au moins, ont pu se trouver aussi mêlées, aussi imbriquées l'une dans l'autre que vont l'être la vie de la France et la vie de l'Allemagne après l'horrible guerre où les deux peuples ont pu apprendre ce que pouvait être le paroxysme de la haine¹⁷⁶⁸ ».

Plutôt que d'écraser son voisin vaincu, la France devrait au contraire s'appuyer sur l'Allemagne démocratique qui existe et renaît au sortir de la guerre. Reprenant la rhétorique posée par la première conférence socialiste interalliée en 1915, il veille à distinguer le peuple allemand, non nécessairement impérialiste et militariste, de ses dirigeants, comme le chancelier Guillaume II qu'il convient de condamner. Cependant, soucieux d'aboutir à une paix rapide dans l'intérêt de la nation, Thomas ne peut se résoudre à voter contre le Traité. La séance du vote a lieu le 2 octobre 1919 ; le Traité de Versailles est approuvé à l'immense majorité des voix : 372 pour, 53 contre et 72 abstentions. Quelques jours plus tard, le 11 octobre, il est ratifié à l'unanimité des voix au Sénat. Alors que la majorité des 103 députés socialistes vote, à la Chambre, contre le Traité, Thomas fait partie des 33 députés qui s'abstiennent, aux côtés des animateurs du journal *La France libre* (à l'exception de Compère-Morel lui-même qui vote contre le Traité), et de personnalités comme Delory ou Renaudel. Le vote en faveur du Traité vaut aux trois députés socialistes leur exclusion de la SFIO. Les divisions des rangs socialistes étaient à l'image de celles qui les traversaient également sur le sujet tout aussi épineux de la renaissance de l'Internationale, qu'il convient maintenant d'aborder.

¹⁷⁶⁷ FEIERTAG Olivier, « Réguler la mondialisation : Albert Thomas, les débuts du BIT et la crise économique mondiale 1920-1923 », *Les Cahiers Irice*, 2008, n° 2, p. 127-155.

¹⁷⁶⁸ *Journal officiel de la République française du 29 août 1919. Débats parlementaires. Chambre des députés*, p. 4072.

B. Un passeur entre pacifisme socialiste et pacifisme bourgeois

Marginalisé au sein de sa propre formation politique, Thomas reste cependant actif dans la vie politique française. S'il est disposé à voter la ratification du Traité de Versailles, c'est aussi et surtout parce que celui-ci porte création d'une Société des nations, qu'il appelait de ses vœux pendant la guerre et pour laquelle il est l'un des fervents propagandistes en France. Il y voit une continuité directe avec l'héritage pacifiste de Jean Jaurès qui avait promu à Stuttgart, contre une partie des socialistes, le règlement de conflit par un processus d'arbitrage international. L'adhésion de Thomas au wilsonisme, dès la première heure, contribue à l'intégrer à des réseaux politiques marqués par le pacifisme républicain. Le socialiste est en effet sollicité pour intégrer le comité de direction de la Coalition républicaine qui réunit des libéraux, des socialistes, des radicaux et radicaux-socialistes ainsi que des membres de la CGT, soucieux de constituer une organisation pour l'action et la défense socialiste et républicaine¹⁷⁶⁹. Dans le comité de direction composé de dix-sept membres, Thomas côtoie ainsi Ferdinand Buisson, président de la Ligue des Droits de l'Homme, Léon Jouhaux, Alphonse Merrheim, Poncet, Pressemane ou encore Renaudel. C'est d'ailleurs ce dernier qui lit le manifeste de la commission éditoriale, le 4 avril 1918, à l'occasion de la première assemblée générale de la Coalition républicaine. Cette déclaration de principes affirme la volonté que la guerre en cours soit la dernière, et appelle de ses vœux la mise en place d'une organisation d'arbitrage telle que la Société des nations, fixant les droits des peuples et capable de sanctions internationales. Si pour Austin Van der Slice, cette déclaration est une reprise presque mot pour mot de la déclaration du président Wilson du 11 février 1918, nous pouvons également y discerner une réactualisation des idées conjointes du pacifisme bourgeois et du pacifisme socialiste déjà affirmées avant-guerre, et auxquelles les déclarations du président Wilson viennent donner une actualité et une légitimité nouvelles. Signe de l'importance de ce courant en faveur de la paix et de la Société des Nations qui transcende les divisions partisans et infra-partisans, on trouve dans cette coalition tantôt des socialistes majoritaires comme Thomas ou Renaudel, tantôt des centristes comme Marcel Sembat et même des minoritaires comme Longuet, Raffin-Dugens ou Mistral, rejoints en mai par la Fédération socialiste de la Seine, dominée par un courant minoritaire et pacifiste. La présence du socialiste Raymond Lefebvre, dont l'itinéraire l'entraîne

¹⁷⁶⁹ Sur la coalition républicaine voir VAN DER SLICE Austin, *International Labor, Diplomacy and Peace, 1914-1919*, op. cit., p. 200-203. Thomas réunit également de la documentation sur la coalition républicaine. AN 94 AP 356.

du wilsonisme au communisme¹⁷⁷⁰ et l'opposera virulemment à Albert Thomas, montre également l'ampleur du mouvement pour la paix au début de l'année 1918, et les ambiguïtés dont ce consensus d'un temps s'entoure. Si le pacifisme de Raymond Lefebvre l'orienta de plus en plus vers les idées de paix sans annexion ni contribution, autrement dit de pacifisme intégral, que portera Lénine et à la suite le mouvement communiste français, Thomas, lui, s'inscrit progressivement dans la lignée du pacifisme juridique qui nourrit le projet de Société des Nations. L'ancien ministre de l'Armement, qui renoua avec les combats pour la paix entamés avant-guerre, se fait en effet le passeur entre un pacifisme socialiste et un pacifisme bourgeois, dérivé d'idéaux chrétiens et humanistes¹⁷⁷¹. L'étude de son positionnement dans ces milieux pacifistes divers permet ainsi de surmonter la dualité qui a longtemps marqué l'historiographie, entre pacifisme dit bourgeois (c'est-à-dire non socialiste) et pacifiste socialiste, comme y invitent les récentes études sur le pacifisme juridique ou sur les mouvements de défense de la paix qui émergent ou se reconfigurent durant la Première Guerre mondiale¹⁷⁷².

Cette pluri-appartenance associative et politique lui ouvre la voie vers les nouvelles institutions de la paix créées par le Traité de Versailles qui auront bientôt Genève pour siège. Il est en effet l'un des leaders socialistes les plus impliqués dans le mouvement en faveur de la SDN. Comme l'a montré Jean-Michel Guieu, il fait partie des personnalités clés du dispositif que va constituer à partir de novembre 1918 l'Association française pour la Société des Nations (AFSDN), aux côtés de personnalités issues du radicalisme comme Ferdinand Buisson ou Léon Bourgeois¹⁷⁷³. Fidèle à sa position d'intellectuel, il est convaincu de son rôle dans la société pour convertir l'opinion publique à ces idées nouvelles en faveur de la paix. Dans ce domaine comme sur d'autres sujets, Thomas est acquis à la nécessité de réaliser une œuvre efficace et claire de propagande. C'est vraisemblablement dans le salon d'Aline Ménard-Dorian, qu'il fréquente assidument, que naît l'idée de créer une association en charge de cette œuvre de propagande en lien avec le président de la Ligue des Droits de l'Homme Ferdinand Buisson, également à la manœuvre au sein de la coalition républicaine précédemment évoquée.

¹⁷⁷⁰ GINSBURG Shaul, « Du wilsonisme au communisme : l'itinéraire du pacifiste Raymond Lefebvre en 1919 », *op. cit.*

¹⁷⁷¹ Sur les courants pacifistes non socialistes, voir COOPER Sandi E., *Patriotic Pacifism: Waging War on War in Europe 1815-1914*, New-York/Oxford, Oxford University Press, 1991.

¹⁷⁷² Pour une étude récente des mouvements de défense de la paix du début du XX^e siècle, voir FABRE Rémi, BONZON Thierry, GUIEU Jean-Michel, MARCOBELLI Elisa et RAPPOPORT Michel (dir.), *Les défenseurs de la paix, 1899-1917*, *op. cit.*

¹⁷⁷³ GUIEU Jean-Michel, « Albert Thomas et la paix, du socialisme normalien à l'action internationale au BIT », *op. cit.* Sur le mouvement français de soutien à la Société des Nations voir GUIEU Jean-Michel, « "Pour la paix par la Société des Nations". La laborieuse organisation d'un mouvement français de soutien à la Société des Nations (1915-1920) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2006, vol. 2, n° 222, p. 89-102.

L'Association française pour la Société des Nations (AFSDN), officiellement fondée le 10 novembre 1918 et structurée plus tardivement que ses homologues britannique ou étatsunien¹⁷⁷⁴, est ainsi née dans l'esprit de trois hommes : Ferdinand Buisson, Jules Prud'hommeaux, pacifiste et coopérateur et Albert Thomas. Ce dernier joue un rôle de propagandiste actif en faveur de ce nouveau mouvement pour la paix, au croisement de diverses tendances pacifistes. Thomas donne une large publicité à cette nouvelle association autant dans la presse française qu'étrangère à destination des opinions publiques¹⁷⁷⁵, appuie la diffusion d'écrits plus techniques réfléchissant à son fonctionnement concret¹⁷⁷⁶, et se charge de recruter des personnalités politiques influentes au profit de l'Association. Thomas mobilise notamment ses divers réseaux pour faire connaître l'Association et tenter d'en grossir les rangs, comme le confirme la composition du conseil de soixante membres désignés par l'Association pour en prendre la direction. Si Jean-Michel Guieu insiste en particulier sur l'apport des réseaux syndicalistes (Auguste Keufer, Marcel Bidagaray) et patronaux (Louis Renault, Robert Pinot)¹⁷⁷⁷, la correspondance d'Albert Thomas montre également ses tentatives pour rallier les milieux socialistes. À la fin de l'année 1919, il s'adresse à toute une série de maires socialistes, ainsi qu'à l'ancien président du conseil, le socialiste indépendant René Viviani, pour les inciter à adhérer à l'AFSDN¹⁷⁷⁸. Ce qui n'est pas sans retentir sur la composition de l'AFSDN, où l'on

¹⁷⁷⁴ GUIEU Jean-Michel, « Albert Thomas et la paix, du socialisme normalien à l'action internationale au BIT », *op. cit.*

¹⁷⁷⁵ AN 94 AP 231. Le Dossier « Société des Nations » comprend divers articles de la plume de Thomas faisant la publicité de cette association. « La Société des Nations », *L'Information*, 10 juillet 1918, « Société des Nations », *L'Information*, 7 août 1918, « Elle encore », *L'Information*, 16 août 1918, « La Société des Nations », *L'Information*, 16 février 1919. Thomas est également l'auteur d'articles similaires pour les journaux étatsuniens, *The Atlantic Monthly* de Boston, le 15 juillet 1918 et le *Daily Chronicle* du 19 septembre 1918. Son article dans le journal bostonien est remarqué par William Howard Taft, président de la *League to enforce peace*. Cet article donne également lieu à un échange de correspondance entre juillet 1918 et avril 1919 entre Thomas et l'étatsunien A.M. Simons, membre du *Socialist Party* puis de de la *Social Democratic League of America*, en charge des relations avec les partis socialistes du vieux continent. Thomas lui témoigne de sa convergence de vues au sujet des idées de paix de Wilson et lui assure que « la lutte effroyable contre nos minoritaires » vise à « faire triompher la paix du droit et les idées de Wilson ». Simons souhaitait inviter Thomas aux États-Unis pour engager une collaboration entre leurs deux partis, projet avorté du fait des engagements français de Thomas. Ce dernier se satisfait néanmoins de cette prise de contact avec les forces démocratiques américaines, avec qui une relation de confiance permettra selon ses mots une paix durable. AN 94 AP 415. Correspondance entre Albert Thomas et A.M. Simons.

¹⁷⁷⁶ Thomas préface l'ouvrage du juriste franco-russe TCHERNOFF Iouda, *Les Nations et la société des nations dans la politique moderne*, Paris, Félix Alcan, 1919.

¹⁷⁷⁷ GUIEU Jean-Michel, « Albert Thomas et la paix, du socialisme normalien à l'action internationale au BIT », *op. cit.*

¹⁷⁷⁸ AN 94 AP 411 et 94 AP 415. Thomas écrit à la fin de l'année 1919 à Paul Constans, maire de Montluçon, Théo Breton, maire de Chagny, Siméon Flaissières, maire de Marseille, Auguste Génie, maire de Montataire, Jules Uhry, maire de Creil, René Nicod, maire d'Oyonnax, Henri Ponard, maire de Saint-Claude, ou encore Adrien Pressemane, maire de Saint-Léonard-de-Noblat. Quelques semaines plus tôt, les socialistes avaient obtenu d'assez bons résultats aux élections municipales.

trouve des socialistes, plutôt majoritaires ou centristes, comme Renaudel, Dubreuilh, Sembat, Varenne, Groussier ou encore Cachin.

Ces éléments confirment l'internationalisation croissante des réseaux d'Albert Thomas, celui-ci ayant été, depuis le milieu de la guerre, en relation avec des associations similaires favorables à la mise en place d'une Société des Nations. En décembre 1917, l'Organisation centrale pour une paix durable, fondée à La Haye en avril 1915, qui prône la mise en place d'une société internationale juridiquement organisée, cherche l'appui de Thomas pour être mise en contact avec le gouvernement français¹⁷⁷⁹. Preuve de son intégration dans ces milieux internationaux – hétéroclites – qui œuvrent pour la mise en place d'une Société des nations, Thomas participe à la conférence de Bruxelles, en décembre 1919, qui rassemble toutes les associations favorables à une Société des nations et se clôt par la création de l'Union internationale des associations pour la Société des Nations. Le socialiste, membre de la délégation française désignée lors de la réunion du Comité directeur de l'AFSDN du 26 septembre 1919¹⁷⁸⁰, y préside la quatrième commission en charge de l'organisation de la vie sociale, compétente sur les questions d'hygiène et de travail. C'est lors de la réunion de cette commission qu'est adoptée une résolution du syndicaliste réformiste français Auguste Keufer qui salue « avec joie le travail accompli [...] par la Conférence internationale du Travail convoquée à Washington en vertu de l'article 13 du Traité de Paix¹⁷⁸¹ ». Thomas fait également partie des délégués français pour la *League of Nations Union*, constituée en octobre 1918 à partir de la fusion de la *League of Nation Society* et de la *League of Free Nations Association*, dirigée par Edward Grey et très influente au France.

Tenant d'un « wilsonisme social¹⁷⁸² », Thomas est alors au diapason de l'idée d'une paix nouvelle fondée sur le règlement des différends entre nations par la voie du droit¹⁷⁸³. Cette conception, fortement ravivée par l'expérience de guerre, s'appuie sur un pacifisme « pragmatique et fonctionnaliste¹⁷⁸⁴ » qui se distingue du pacifisme idéaliste ancré dans une partie de la tradition socialiste. Elle se distingue également du pacifisme intégral, partagé par

¹⁷⁷⁹ AN 94 AP 231. Lettre du secrétaire général de l'organisation centrale pour une paix durable à Albert Thomas du 9 décembre 1917.

¹⁷⁸⁰ AN 94 AP 231. Invitation et ordre du jour de la réunion du Comité directeur de l'AFSDN adressés à Albert Thomas.

¹⁷⁸¹ AN 94 AP 231. Compte rendu des travaux de la quatrième commission présidée par Albert Thomas lors de la conférence de Bruxelles.

¹⁷⁸² ZIGMANT Pierre, « *L'Information ouvrière et sociale* » : 1918-1921, *op. cit.*, p. 24.

¹⁷⁸³ Sur ce point, voir GUIEU Jean-Michel, « La "paix par le droit". De l'âge d'or du pacifisme juridique à la "guerre du droit" », in FABRE Rémi, BONZON Thierry, GUIEU Jean-Michel, MARCOBELLI Elisa et RAPPOPORT Michel (dir.), *Les défenseurs de la paix, 1899-1917*, *op. cit.*, p. 95-110.

¹⁷⁸⁴ GUIEU Jean-Michel, « Albert Thomas et la paix, du socialisme normalien à l'action internationale au BIT », *op. cit.*

une partie des militants socialistes qui rejoint la SFIC à la Noël 1920. Elle puise dans une tradition forgée par certains militants socialistes d'avant-guerre qui faisaient déjà le lien entre pacifisme juridique et pacifisme socialiste. Les majoritaires de la SFIO tenants de « la paix par le droit » en assurent la pérennité à la faveur de la diffusion des idées du président Wilson.

Cette vision du combat pour la construction d'une paix fondée sur un pacifisme fonctionnaliste ouvert à des forces politiques non exclusivement socialistes fait ainsi de Thomas un passeur entre pacifisme socialiste et pacifisme bourgeois. Or, ce registre d'action est loin de s'imposer comme le plus légitime dans le mouvement socialiste international en pleine recomposition au sortir de la guerre et au sein duquel Thomas joue le rôle de défenseur de la voie ouverte par l'ancienne majorité de guerre, pourtant renversée au sein du parti socialiste français en octobre 1918. Les arènes du socialisme international sont, une fois encore, le lieu de légitimation d'une option marginalisée dans le socialisme français, mais – une fois n'est pas coutume – le succès en est relatif et de courte durée.

II. Construire une internationale « anti-allemande » et « anti-bolchévique »¹⁷⁸⁵ ?

A. La conférence socialiste internationale de Berne (février 1919) : la victoire en trompe-l'œil de l'ancienne majorité de guerre de la SFIO

Malgré la signature de l'armistice et les négociations en cours pour la paix dans le monde, les relations de l'Internationale ne pouvaient reprendre là où les socialistes les avaient laissées en 1914. La prolongation de l'expérience bolchévique, et les tentatives révolutionnaires homologues en Hongrie et en France constituent autant d'obstacles à cette reprise déjà compliquée par les divisions héritées de la guerre. Si Thomas se retrouve relativement marginalisé au sein de sa famille politique, cela ne l'empêche pas de jouer un rôle de premier plan lors de la première conférence socialiste internationale de l'après-guerre, qui se réunit dans la capitale suisse, en février 1919. Décidée lors de la conférence interalliée de Londres de septembre 1918, cet événement était particulièrement attendu par le mouvement socialiste international, notamment après l'espoir brisé de Stockholm. La conférence de septembre 1918 avait initialement désigné une commission composée du chef syndicaliste américain Samuel Gompers, du Britannique Arthur Henderson, du Belge Émile Vandervelde, et du Français Albert Thomas.

Elle est finalement organisée par seul le leader du *Labour Party* et ne réalise pas le rêve unitaire porté initialement, bien que 97 délégués représentant 26 États y fussent présents¹⁷⁸⁶. Manquent ainsi à l'appel Samuel Gompers pour l'AFL, le POB, les socialistes italiens, suisses, serbes et roumains ainsi que les bolchéviques russes, alors occupés à d'autres projets internationaux. Ouverte, le 5 février 1919, par le secrétaire du BSI, Camille Huysmans, la conférence est en fait largement dominée par les ex-majoritaires et notamment par le Français Albert Thomas qui fige le cadre des discussions à venir par un réquisitoire en règle contre les socialistes majoritaires allemands. Contrairement à une tradition en cours dans l'Internationale avant-guerre, les débats n'ont pas été publiés officiellement par les instances socialistes, mais

¹⁷⁸⁵ Expressions tirées du texte d'Albert Thomas écrit après la conférence de Berne, AN 94 AP 243, « Au retour de Berne ».

¹⁷⁸⁶ CANDAR Gilles, *Jean Longuet (1876-1938) : un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, op. cit., p. 191.

divers comptes rendus permettent de connaître la teneur des débats¹⁷⁸⁷. Mentionnons en particulier l'opus de 156 pages publié par Pierre Renaudel, lui-même délégué à la conférence et représentant de l'ancienne majorité de la SFIO, en 1919, visant à informer le public sur le contenu et le déroulement de la conférence¹⁷⁸⁸. Il y détaille longuement le discours de Thomas, dont il partage la ligne politique, et accorde peu de crédit à la réponse de l'allemand Otto Wels. Cette source importante est donc la défense et l'illustration des idées de l'ancienne majorité de guerre française, représentée par le duo Thomas-Renaudel venu à Berne pour exiger la reconstitution d'une Internationale expurgée des socialistes impérialistes allemands. Un texte inédit d'une dizaine de pages et, à notre connaissance, jamais publié, de la plume d'Albert Thomas permet de compléter cette documentation. Intitulé « Au retour de Berne », il livre le sentiment du néo-minoritaire français¹⁷⁸⁹. Par ailleurs, l'exploration du fonds Pierre Renaudel, en cours d'inventaire à la Fondation Jean-Jaurès, délivrera sans doute de nouvelles informations quant au déroulement de cette conférence au rôle charnière dans l'histoire des relations socialistes internationales de l'après-guerre. C'est dans ce fonds que se trouve une photographie du leader socialiste présent à la conférence (voir figure n° 13).

¹⁷⁸⁷ DE KAY John Wesley, *L'Esprit de l'Internationale à Berne*, Lucerne, Schloss Steinhof, 1920. ; INTERNATIONALE, *Die II. Internationale, 1918-1919 : Protokolle, Memoranden, Berichte und Korrespondenzen*, Berlin, J.H.W. Dietz Nachf, 1980. Outre le texte d'Albert Thomas et la brochure éditée de Pierre Renaudel, les carnets de Marcel Cachin permettent également de connaître les sentiments et l'analyse d'un des futurs chefs de file du ralliement à l'Internationale communiste. CACHIN Marcel, *Carnets 1906-1947*, vol. 2, *op. cit.*, p. 354-368.

¹⁷⁸⁸ RENAUDEL Pierre, *L'Internationale à Berne. Faits et documents*, Paris, Grasset, 1919.

¹⁷⁸⁹ Voir annexe n° 3.

Figure n° 13. Photographie d'Albert Thomas à la conférence de Berne en février 1919 (Archives de la Fondation Jean-Jaurès, fonds Pierre Renaudel).



Enfin, la lecture des carnets de Marcel Cachin, également délégué de la SFIO à la conférence de Berne permet de saisir le sentiment d'un néo-majoritaire français sur l'intervention implacable d'Albert Thomas.

La Conférence avait été soigneusement préparée par l'ancienne majorité française. C'est en son nom que Louis Dubreuilh, Ernest Poisson, Pierre Renaudel et Albert Thomas avaient rédigé un document, approuvé par les délégués belges venus à Paris, le 30 janvier 1919. Cette proclamation commune est une condamnation sans concession de la majorité allemande qui doit faire son *mea culpa* pour espérer réintégrer un jour la communauté socialiste internationale :

« Il n'y a pas de reconstitution possible de l'ancienne Internationale si, d'abord, la conduite des Partis socialistes dans la guerre ne se trouve jugée, s'il n'est pas établi que dans la conciliation nécessaire entre la Défense nationale et l'action internationale, ces Partis socialistes ne peuvent, sans dommage pour l'existence de l'Internationale même, devenir complices des gouvernements qui se sont fait délibérément agresseurs.

[...] Il serait vain de dissimuler que le concours prolongé donné par les socialistes allemands aux méthodes de guerre et d'occupation comme aux desseins de l'Empire, ont

singulièrement ébranlé au dehors la confiance qu'on pouvait avoir dans les partis nationaux de France¹⁷⁹⁰ ».

Le texte est également une condamnation de la « dictature » mise en place par les bolchéviques, accusés d'avoir « confisqué » la révolution russe. Si les Belges refusent finalement de participer à la conférence sans la garantie du respect de ces conditions préalables, Thomas s'y rend, mais non sans réticences. Il aurait en effet préféré une nouvelle réunion préalable des socialistes interalliés, mais finit par se rallier à la majorité qui désire réunir la conférence¹⁷⁹¹. Après le discours inaugural du Suédois Karl Hjalmar Branting, Thomas prend la parole. Implacable, il dénonce l'attitude des socialistes majoritaires allemands au moment de la déclaration de guerre en 1914, mais également tout au long de la guerre. À l'issue de son discours, il dépose une résolution demandant d'inscrire en tête de l'ordre du jour de la conférence la question des responsabilités gouvernementales aux origines de la guerre, celle de la violation des neutralités placées sous la garantie de l'Europe et celle des responsabilités socialistes qui s'y trouvent engagées. Le second point devra porter sur « le rôle de la démocratie dans l'établissement de l'ordre socialiste »¹⁷⁹². Si les idées de Thomas sont édulcorées dans la résolution finalement adoptée à Berne, celui-ci donne clairement le ton de la conférence. Son argumentaire force les néo-majoritaires français à être eux-mêmes sur la défensive et à suivre son tempo¹⁷⁹³.

Le socialiste allemand Otto Wels est chargé de la réponse à Thomas. Son discours ne fait l'objet d'aucun compte rendu détaillé de la part de Pierre Renaudel. Marcel Cachin lui-même le juge « brutal et vulgaire »¹⁷⁹⁴ et lui accorde peu de crédit dans ses notes personnelles prises pendant la conférence. En revanche, les discours de Kurt Eisner, socialiste minoritaire, dirigeant de l'USPD et meneur de la révolution bavaroise, suivi de son camarade Karl Kautsky font une forte impression sur l'auditoire. Les termes du débat ayant été posés par Thomas, les deux indépendants portent également l'estocade à leurs compatriotes majoritaires. Renaudel voit ainsi dans le discours d'Eisner la confirmation des conditions posées par Thomas en vue de restaurer la confiance mutuelle¹⁷⁹⁵. L'analyse des positions défendues par l'ancien ministre français et de sa lecture immédiate de l'évènement confirment l'analyse de Gilles Candar, selon

¹⁷⁹⁰ RENAUDEL Pierre, *L'Internationale à Berne. Faits et documents*, op. cit., p. 14-15.

¹⁷⁹¹ VAN DER SLICE Austin, *International Labor, Diplomacy and Peace, 1914-1919*, op. cit., p. 309.

¹⁷⁹² RENAUDEL Pierre, *L'Internationale à Berne. Faits et documents*, op. cit., p. 38.

¹⁷⁹³ CANDAR Gilles, *Jean Longuet (1876-1938) : un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, op. cit. p. 200.

¹⁷⁹⁴ CACHIN Marcel, *Carnets 1906-1947*, op. cit., p. 356.

¹⁷⁹⁵ RENAUDEL Pierre, *L'Internationale à Berne. Faits et documents*, op. cit., p. 45.

laquelle la conférence de Berne donne le sentiment aux Français que l'accord semble possible pour une relance de l'Internationale¹⁷⁹⁶.

C'est rétrospectivement que Jean Longuet estime que l'intransigeance de Thomas – notamment sur la question du bolchévisme – avait miné dès l'origine toute tentative de reconstruction de l'Internationale socialiste sur ses bases anciennes. Pourtant, quand Thomas propose la résolution sur la question de la démocratie, il ne la lie pas directement au débat sur le bolchévisme. Ce sont bel et bien la question des responsabilités de la guerre et la complicité des socialistes majoritaires allemands avec un gouvernement impérialiste et agresseur qui l'animent tout entier. Il faut noter ici que Thomas semble rester, toute sa vie durant, persuadé de la responsabilité du gouvernement allemand dans le déclenchement de la guerre et de la nécessité impérieuse et légitime pour les socialistes français de se rallier à la Défense nationale d'une nation injustement attaquée. En 1925, dans un projet d'article d'hommage à Branting tout juste décédé, pour les *Sozialistische Monatshefte*, sollicité par son vieil ami Joseph Bloch, Thomas écrit encore :

« Je sais que j'écris cet article pour les camarades socialistes de France. Je suis un peu toute l'évolution des idées qui s'est accomplie depuis la guerre. Je sais que sur la question des responsabilités, beaucoup d'Allemands croient l'France innocente, que d'autres estiment que les responsabilités sont partagées, etc... Socialistes français participant à la Défense nationale, nous avons cru de toute la force de notre cœur que notre pays était attaqué. Nous avons cru, tout au long de la guerre, que selon la formule parfois raillée mais qui demeure vraie, nous avons lutté pour la justice. Si nous ne l'avions pas cru nous aurions eu le devoir de nous dresser contre le gouvernement d'alors, fidèles en cela aux résolutions que nous avons prises en commun, socialistes de tous pays, à Stuttgart et à Copenhague. Il se peut qu'aujourd'hui, les découvertes et les études d'un grand nombre de documents diplomatiques, il se peut que toutes les études critiques publiées en tous pays, y compris la France, sur les origines de la guerre, substituent une opinion plus critique et plus nuancée à la conviction absolue qui soutint alors notre action. Dans l'ensemble, nous ne croyons pas nous être trompés. S'il y a eu des erreurs, s'il y a eu des fautes commises à certains moments plus décisifs. S'il peut même y avoir eu dans les années antérieures, tout un long enchaînement fatal de circonstances qui devait faire glisser à la guerre (les appels de Jaurès pendant 10 ans, n'étaient-ils pas dictés par la crainte ?), il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui, comme pendant la guerre, nous croyons encore que c'est le gouvernement impérial allemand qui porte la lourde responsabilité de la guerre¹⁷⁹⁷».

¹⁷⁹⁶ CANDAR Gilles, *Jean Longuet (1876-1938) : un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, op. cit., p. 194.

¹⁷⁹⁷ ABIT CAT 7-117. Correspondance entre Albert Thomas et Joseph Bloch. Notes pour un projet d'article sur Branting du 9 mars 1925.

À l'intellectuel allemand Alfred von Wegerer, membre du centre de recherche sur les responsabilités de la guerre et qui sera l'auteur en 1932 d'une *Réfutation de la thèse de Versailles sur les responsabilités de la guerre*¹⁷⁹⁸, il écrira encore en 1928 :

« Je ne dissimule pas que mes convictions n'ont pas changé depuis 1914 à la lecture des documents dont j'ai pu prendre connaissance, et que, contrairement à la quasi-unanimité des Allemands, je crois à la responsabilité, sinon de l'France, du moins de ses gouvernants d'alors¹⁷⁹⁹ ».

Faut-il alors souscrire aux petites phrases consignées par Marcel Cachin dans ses carnets ? Ce dernier échange avec son collègue socialiste durant la conférence :

« Thomas arrive pour déjeuner avec un œil malade. Il dit : c'est le résultat de mon premier *shake-hand* avec les socialistes allemands¹⁸⁰⁰ ».

Certes, Thomas n'a jamais pardonné aux majoritaires allemands leur attitude pendant la guerre. Celle-ci a brisé la confiance accumulée durant le long travail de consolidation de l'Internationale avant-guerre, en trahissant certains de ses principes fondamentaux, comme la nécessité de combattre tout gouvernement agresseur en cas de guerre. Ces regrets, qui participent bien sûr d'une défense en règle de la position de l'ancienne majorité de guerre française, condamnée en interne lors du congrès de la SFIO d'octobre 1918, révèlent aussi les sentiments ambivalents d'un homme qui avait joué un rôle actif dans le rapprochement franco-allemand dans les années 1910. C'était d'ailleurs dans cette même ville de Berne que s'était réunie la conférence parlementaire franco-allemande sous les auspices du député socialiste de la Seine et de ses collègues de divers partis de gauche et de centre-gauche. Dans les faits, bien sûr, les choses étaient devenues complexes dès avant 1914, les socialistes de pays « agresseurs » se sentant souvent liés aux intérêts de leur pays et mal à leur aise dans les combats internationaux pour la paix¹⁸⁰¹. Pourtant « l'échec institutionnel et politique de la Deuxième Internationale [en 1914] n'efface pas le répertoire d'action et de pratiques qu'elle avait contribué à forger¹⁸⁰² ». C'est bien ce que montre la présence à Berne du leader de l'ancienne majorité de guerre française et son geste de confiance envers cette nouvelle France démocratique qui émerge depuis la fin de la guerre et qui est représentée à la conférence par

¹⁷⁹⁸ VON WEGERER Alfred, *Réfutation de la thèse de Versailles sur les responsabilités de la guerre*, Paris, Marcel Rivière, 1932.

¹⁷⁹⁹ ABIT CAT 6A-3-5. Les relations franco-allemandes. Lettre d'Albert Thomas à Alfred Von Wegerer du 13 mars 1928.

¹⁸⁰⁰ CACHIN Marcel, *Carnets 1906-1947*, op. cit., p. 355.

¹⁸⁰¹ MARCOBELLI Elisa, *L'internationalisme à l'épreuve des crises*, op. cit.

¹⁸⁰² DELALANDE Nicolas, *La lutte et l'entraide. L'âge des solidarités ouvrières*, Paris, Seuil, 2019, p. 270.

Kautsky et Eisner, lequel sera cependant assassiné par un extrémiste réactionnaire quelques jours plus tard. C'est la même logique que Thomas défend quelques mois plus tard face au gouvernement français lors des discussions portant sur le Traité de Versailles. À Berne, il se rallie donc à la résolution finalement adoptée qui établit la responsabilité du gouvernement allemand dans le déclenchement de la guerre, tout en reconnaissant l'émergence de cette nouvelle France démocratique sur laquelle l'Internationale pouvait fonder ses espoirs. Cette résolution est cependant l'œuvre de Pierre Renaudel qui œuvre avec acharnement à la commission des résolutions¹⁸⁰³.

Par ailleurs, la suite des discussions à Berne vient confirmer l'ascendant des anciens majoritaires sur la conférence. En prenant acte du retour de l'Alsace-Moselle à la France, sans plébiscite préalable, la conférence donne satisfaction à ces derniers. La discussion relative à la place de la démocratie dans le socialisme n'aboutit pas en réalité à une condamnation du bolchevisme, mais contribue malgré tout à figer les cadres du débat et les oppositions entre bolchévisme et socialisme démocratique. Une des résolutions positives de la conférence concerne l'adoption d'une législation internationale du travail dans le cadre de la SDN. Les divers comptes rendus montrent cependant que le futur directeur du BIT n'a joué aucun rôle dans ces discussions. C'est en réalité un faux paradoxe. Thomas pouvait compter sur Renaudel pour faire aboutir ses propres positions sur ces sujets et notamment sur le dernier qui était plus consensuel. S'il joue un rôle de premier plan dans la discussion sur les responsabilités de guerre, c'est parce qu'en tant que leader de l'ancienne majorité, par ailleurs ministre, il se devait de défendre la validité et la continuité de ses positions adoptées dès 1914 devant l'Internationale. C'est qu'il entendait se targuer de l'aval qui lui était donné en filigrane lors de la conférence pour se défendre face à la nouvelle majorité de la SFIO qui n'en finissait pas de le mettre en difficulté au sein de son propre parti. Dans ses impressions au retour du Congrès, Thomas consacre une grande part de son analyse à la condamnation de la majorité de guerre allemande. Il estime avoir « soutenu des idées qui, par beaucoup de côtés, sont celles des socialistes belges ou américains qui n'y assistaient pas ». Tout en affirmant « qu'il doit y avoir et qu'il y aura de toute nécessité une association internationale des travailleurs », il déplore la timidité de la résolution adoptée au sujet des socialistes allemands. « Nous sommes loin, poursuit-il, avec cette résolution, de la condamnation solennelle des socialistes allemands qui eût soulagé la conscience universelle et qui eût donné à l'Internationale Socialiste une tout autre allure ».

¹⁸⁰³ AN F7/16001². Archives de surveillance policière, dossier Pierre Renaudel. Note du 1^{er} mars 1919 sur la réunion du groupe socialiste d'études du 15^e arrondissement tenue le 28 février animée par Frossard.

Sans surprise, Thomas déplore également l'absence de condamnation publique du bolchévisme durant la conférence, qu'il qualifie de « fruit monstrueux du tsarisme et de la guerre ». Connaisseur et analyste de l'histoire de l'Internationale socialiste qu'il avait étudiée dans son opus sur le Second Empire, il compare l'exclusion des bolchéviques qu'il appelle de ses vœux, à celle des anarchistes avec laquelle l'Internationale avait eu à lutter par le passé. C'est par l'éviction des anarchistes que l'Internationale s'est constituée « traditionnellement comme un groupement des partis démocratiques, tous également soucieux de l'action et parlementaire pour la transformation de la Société ». De cette analyse, Thomas arrive à un constat sans ambages : « il faut créer une Internationale nettement et j'ose dire facilement anti-allemande, anti-bolchévique ».

Son intransigeance avait d'ailleurs suscité l'inquiétude de Marcel Cachin lors des discussions :

« Le discours est d'un bout à l'autre la glorification du socialisme majoritaire sans la moindre concession. Norman Angell me demande ce que demande exactement Thomas. Veut-il l'expulsion ?¹⁸⁰⁴ »

Les lectures de la conférence de Berne divergent. Jean Longuet y verra rétrospectivement la condamnation de son action pour reconstruire l'Internationale sur ses bases unitaires, du fait de l'attitude intransigeante des anciens majoritaires français par rapport à la révolution russe. Le fondateur du *Populaire*, reprenant non sans malice les mots de Clemenceau, veut voir la révolution russe comme « un bloc »¹⁸⁰⁵ et lui donner une chance, par solidarité socialiste internationale. La résolution adoptée lors du premier congrès de l'Internationale communiste qui se tient à Moscou un mois plus tard répudie nettement la « conférence social-patriote de Berne », considérée comme « une tentative de galvaniser le cadavre de la Deuxième Internationale »¹⁸⁰⁶. Les socialistes français, de diverses tendances, se montrent plutôt optimistes, à l'instar de Marcel Cachin et Paul Faure, et dans une moindre mesure Jean Longuet qui regrette malgré tout l'absence d'unité¹⁸⁰⁷.

Plus encore, l'ancienne majorité de guerre voit dans la conférence le triomphe de ses idées, même si Thomas semble moins enthousiaste que Renaudel. Une fois n'est pas coutume, et comme lors de la querelle révisionniste et réformiste du début du siècle, les réunions socialistes

¹⁸⁰⁴ CACHIN Marcel, *Carnets 1906-1947*, op. cit., p. 356.

¹⁸⁰⁵ CANDAR Gilles, *Jean Longuet (1876-1938): un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, op. cit., p. 186.

¹⁸⁰⁶ Résolution sur la position envers les courants socialistes et la conférence de Berne, adoptée au premier Congrès de l'Internationale Communiste en mars 1919. Texte en ligne sur https://www.marxists.org/francais/inter_com/1919/ic1_19190300b.htm

¹⁸⁰⁷ CANDAR Gilles, *Jean Longuet (1876-1938) : un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, op. cit., p. 192.

internationales peuvent servir d'arènes de légitimation de positions contestées dans le cadre socialiste national. C'est ce que dévoile la lecture d'une note de surveillance policière, jusqu'ici inédite, d'une réunion des anciens majoritaires de guerre réunie en aval de la conférence, le 26 février 1919 :

« [Renaudel] indique qu'il va faire imprimer le compte rendu de la conférence de Berne qui sera vendu un franc, et qui relatera que c'est sur la pression de Kurt Eisner que les majoritaires allemands ont signé une déclaration aux termes de laquelle ils reconnaissent la responsabilité de l'France dans le conflit. [...] Quelques assistants demandent à Thomas et Renaudel de reprendre leur collaboration à *L'Humanité* et d'y faire ressortir que c'est la politique de l'ancienne majorité qui a triomphé à Berne. Renaudel accepte d'autant plus volontiers qu'il est facile d'apercevoir que le journal tourne au bolchevisme. Thomas, sans s'engager à une collaboration régulière, promet un article par semaine. Il montre que la politique de l'ancienne majorité a obtenu l'approbation de presque tous les délégués à la conférence de Berne, qu'elle est la seule bonne et que c'est elle qui donnera l'autorité nécessaire pour la future propagande¹⁸⁰⁸ ».

La conférence de Lucerne, réunie en août 1919 toujours sous le patronage d'Henderson, prend la suite immédiate de la réunion de Berne. Elle infirme pourtant cette impression temporaire de victoire morale de la doctrine défendue par l'ancienne majorité de guerre. À l'exception du POB qui rallie finalement la conférence, les absents de Berne le demeurent, liste à laquelle s'ajoutent les Indépendants allemands, les menchéviks russes, ainsi que les socialistes norvégiens, américains et autrichiens. Peu de socialistes français sont d'ailleurs présents. Marcel Cachin et Louis-Oscar Frossard sont en mission en Russie. Renaudel est bien présent, mais Thomas qui devait l'accompagner, doit rentrer à Paris d'urgence¹⁸⁰⁹. Il ne prend donc pas part aux travaux et discussions de cette conférence qui aboutit *grosso modo* aux mêmes résultats que la précédente. Le triomphe apparent de l'ancienne majorité de guerre est donc de bien courte durée. La création officielle de l'Internationale Communiste en mars 1919, la montée de courants réactionnaires permettant l'écrasement des divers foyers révolutionnaires en Europe ainsi que l'intransigeance de Thomas qui presse constamment ses camarades socialistes de France et du monde entier à choisir entre Wilson et Lénine accélèrent la radicalisation des prises de positions.

¹⁸⁰⁸ AN F7/16001². Archives de surveillance policière, dossier Pierre Renaudel. Note sur la réunion de l'ancienne majorité de guerre en présence notamment d'Albert Thomas, Pierre Renaudel et Adrien Marquet.

¹⁸⁰⁹ AN F7/13069. Dossier de surveillance policière des congrès socialistes internationaux (1896-1919). Dossier « Conférence de Lucerne, août 1919 », extrait d'un article de *La France libre* du 2 août 1919. Les raisons de ce retour soudain à Paris ne sont pas connues.

B. De Strasbourg à Tours : en marge forcée de la reconstruction du socialisme français

L'œuvre de reconstruction de l'Internationale socialiste échoue, ce que sanctionne le congrès de Strasbourg de la SFIO, en février 1920. Prenant exemple sur la récente décision de l'USPD, le retrait de la SFIO de la Deuxième Internationale y est alors voté, sans préjuger de son adhésion à la toute jeune Internationale Communiste. Si Thomas est absent du congrès, ce qui acte son retrait progressif de la vie partisane, il est néanmoins le sujet d'attaques *ad hominem* venues des rangs des soutiens à l'adhésion à la nouvelle internationale moscovite. Une fois encore, c'est Pierre Renaudel qui porte haut la voix de l'ancienne majorité de guerre, avec nettement moins de succès – c'est un euphémisme – qu'à Berne¹⁸¹⁰. Le Congrès sanctionne en effet l'impossibilité de reconstruire l'Internationale socialiste telle quelle et la SFIO décide de quitter cette dernière à une immense majorité de 4 300 mandats contre 337 pour le maintien. Thomas est absent du Congrès depuis sa prise de fonction officielle de premier directeur du BIT, en janvier 1920. Mais il peut compter sur quelques fidèles pour défendre son action durant la guerre et en particulier le ralliement à la Défense nationale. Dans un discours suscitant de vifs remous, l'opposant à l'adhésion à l'Internationale communiste, Cyrille Spinetta, délégué de la fédération du Tarn et proche de Thomas, approuvé par Renaudel, fait la démonstration de son patriotisme et de son soutien indéfectible à la Défense nationale choisie par le parti durant la guerre. Le centre de gravité du congrès ayant largement basculé vers la gauche du parti, Spinetta est largement désapprouvé par son audience. Un délégué, vivement applaudi, lui lance : « ta place n'est plus ici¹⁸¹¹ ». Le Congrès est ainsi l'occasion d'agiter le spectre des « épurations nécessaires » à la refonte du socialisme. Si la personne de Jean Longuet fait alors l'objet de longues controverses à Tours, Thomas s'attire contre lui un large consensus parmi les partisans de l'adhésion à la Troisième Internationale. Lorient, trésorier de la SFIO depuis le congrès de renversement des majoritaires d'octobre 1918 et secrétaire du Comité de la Troisième Internationale, proclame ne pas vouloir « entraîner à la Troisième internationale des hommes comme Albert Thomas et ceux qui soutiennent la démocratie¹⁸¹² ». L'attaque porte également sur les nouvelles fonctions du directeur du BIT assumées par le député socialiste de Carmaux. Lorient poursuit en affirmant que « nous ne considérons pas comme socialiste celui

¹⁸¹⁰ Discours de Pierre Renaudel, PARTI SOCIALISTE SFIO, *17^e congrès national tenu à Strasbourg les 25, 26, 27, 28 et 29 février 1920 : compte-rendu sténographique*, 1920, p. 422-425.

¹⁸¹¹ *Ibid.*, p. 153.

¹⁸¹² AN 94 AP 470. Extraits de compte rendu du congrès de Strasbourg.

qui accepte aujourd'hui la direction lucrative du comité du travail¹⁸¹³ ». En vertu de cette trahison morale des principes même du socialisme, il poursuit en demandant les épurations nécessaires à la refonte du socialisme : « Notre devoir est de procéder à des nettoyages... ». Raymond Lefebvre, membre également du Comité de la Troisième Internationale, « traite Thomas d'ordure, en disant qu'il a tué l'internationalisme en n'ouvrant pas la bouche pour faire avoir les passeports ». Kuhn, quant à lui, rappelle que Thomas « a fait des munitions pendant la guerre » et demande alors « En quoi diffère-t-il de Noske qui a tiré sur les travailleurs ? En quoi vaut-il mieux que lui ?¹⁸¹⁴ ». Le rappel du rôle spécifique de ministre de l'Armement n'en finit pas de poursuivre celui qui figure donc en tête de liste des « épurations nécessaires ». Bien que jamais vraiment réalisées, elles sont demandées virulemment par Raymond Lefebvre qui vise spécifiquement le « ministre des obus » de la Grande Guerre¹⁸¹⁵, et avant lui par Raoul Verfeuil, militant socialiste du Tarn et Garonne, minoritaires de la première heure et « épurateur obsessionnel des congrès socialistes de la fin de la guerre¹⁸¹⁶ ». Dès 1916, Verfeuil avait fait partie des propagandistes de la minorité, chargé de convertir à ses vues les fédérations socialistes. Il cède ensuite sa place à Boris Souvarine qui coordonne les « propagandistes anti-Thomas » à partir de mai 1917. En septembre 1918 lors du congrès de la Fédération socialiste de la Seine, Verfeuil avait encore le verbe haut contre Thomas à qui il reproche publiquement d'avoir conduit le Parti Socialiste dans les « lignes impérialistes » et rappelle « tout ce que les majoritaires ont commis d'arbitraire à l'égard de la minorité¹⁸¹⁷ ». Il peut être intéressant de mentionner ici l'analyse de Ludovic-Oscar Frossard, qui publia ses mémoires en 1930, sept ans après avoir quitté une SFIC avec qui les divergences devenaient insurmontables. Pour ce fondateur déçu de la SFIC qui ne peut être soupçonné de sympathies pour l'ancien ministre de l'Armement, « lorsqu'on commence à "épurer", on ne sait pas où l'on s'arrêtera ». Et de poursuivre : « Verfeuil proposait de commencer par le citoyen Albert Thomas. C'était un gros morceau. De plus, Renaudel faisait à Thomas un rempart de son corps. L'épuration risquait de se transformer en scission¹⁸¹⁸ ».

¹⁸¹³ *Ibid.*

¹⁸¹⁴ *Ibid.*

¹⁸¹⁵ *Le Bulletin communiste*, 16 septembre 1920, cité in CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire*, *op. cit.*, p. 75.

¹⁸¹⁶ DUCOULOMBIER Romain, *Camarades ! : la naissance du parti communiste en France*, *op. cit.*, p. 124.

¹⁸¹⁷ AN F7/16023², Note de surveillance policière du 30 septembre 1918.

¹⁸¹⁸ FROSSARD Louis-Oscar, *De Jaurès à Lénine. Notes et Souvenirs d'un militant*, Paris, Éditions de la "Nouvelle Revue socialiste", 1930, p. 26.

La « haine farouche¹⁸¹⁹ » - ce sont les mots de Frossard encore – dont fait l’objet Thomas de la part des minoritaires les plus radicaux confirme l’analyse de Romain Ducoulombier, selon laquelle « préserver l’unité révolutionnaire du socialisme réclame d’immoler symboliquement quelques personnalités trop compromises¹⁸²⁰ ». Si le recours aux « épurations nécessaires » est surtout le fait de jeunes militants socialistes minoritaires qui gagnent en notoriété à partir de la fin de l’année 1916, ce thème ne disparaît pas une fois la scission réalisée, la vieille maison en pleine refonte étant sommée de donner des gages révolutionnaires, *a fortiori* face à ses frères-ennemis communistes.

Avant comme après Tours, les comptes de la guerre sont donc loin d’être soldés. Par ailleurs, si le destin de la SFIO et de ses rapports avec la nouvelle Internationale communiste n’est pas encore scellé, il est certain qu’au début de l’année 1920, Thomas incarne une figure repoussoir pour un mouvement socialiste en pleine recomposition. À l’approche de la scission, il ne fait aucun doute pour la plupart des futurs communistes qu’en cas d’adhésion à la Troisième Internationale, il faudra exclure des « personnalités trop compromises », selon les mots de Romain Ducoulombier, à l’instar d’Albert Thomas. C’est ce qui sera d’ailleurs exigé de Marcel Cachin et Fernand Lorient lors de leur séjour à Moscou, en juin 1920¹⁸²¹. Ces derniers, pour éviter une explosion du parti, se refusent pourtant, face aux demandes pressantes de Zinoviev, à procéder immédiatement à des condamnations *ad hominem*, donnant en partie raison au bolchévique Kamerer qui eut cette formule :

« Il est évident que le fétichisme de l’unité que vous évoquez toujours paralyse toute action. Longuet désire l’unité avec Cachin, avec Lafont ; Lafont avec Renaudel ; Renaudel avec Thomas ; on aboutit toujours à un quadrille qui tourne toujours dans le même cercle¹⁸²² ».

D’autres acceptent cependant plus volontiers de sortir de cette quadrature du cercle imposée par le surmoi unitaire jaurésien qui anime les deux leaders du parti à la veille de sa rupture historique. C’est le cas notamment de Boris Souvarine et Raymond Lefebvre, tous deux rédacteurs du *Bulletin Communiste, organe du Comité pour la III^e Internationale*¹⁸²³. Ces épurations sont cependant – momentanément du moins – rendues caduques par la scission

¹⁸¹⁹ *Ibid.*

¹⁸²⁰ DUCOULOMBIER Romain, *Camarades ! : la naissance du parti communiste en France, op. cit.*

¹⁸²¹ CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire, op. cit.*, p. 35-36. M. CACHIN, *Carnets 1906-1947, op. cit.*, p. 422.

¹⁸²² *Ibid.*, p. 344.

¹⁸²³ Voir en particulier les articles de Raymond Lefebvre dans le *Bulletin Communiste, organe du Comité pour la III^e Internationale*, « Les épurations nécessaires », 29 avril 1920, et « La question des épurations », 1^{er} juillet 1920.

historique du mouvement socialiste qui se déroule à Tours à l'hiver 1920 et sur laquelle l'ombre de l'attitude des dirigeants socialistes pendant la guerre pèse de tout son poids¹⁸²⁴.

Il ne nous appartient pas ici de revenir en détail sur ce moment historique de l'histoire de la gauche française. Outre la synthèse magistrale d'Annie Kriegel¹⁸²⁵ qui voit dans la naissance du PCF une « greffe bolchévique » sur la tradition socialiste française, des travaux plus récents sont revenus sur ce moment fondateur. Ces analyses nouvelles qui viennent nuancer la thèse phare de l'historienne ont pu s'appuyer sur de nouvelles archives inédites, depuis l'ouverture des fonds du RGASPI par Moscou qui ont permis d'approfondir les connaissances sur l'Internationale communiste et son fonctionnement¹⁸²⁶. Pour Romain Ducoulombier, la naissance de la SFIC puiserait sa source dans un besoin de « régénération » du socialisme français dans sa pureté révolutionnaire du fait des troubles causés par la guerre, en rupture avec le réformisme présumé des leaders de la SFIO engagés dans la Défense nationale¹⁸²⁷. Complétant cette analyse par une approche d'histoire sociale fondée sur les trajectoires militantes, Julien Chuzeville voit dans le « court moment révolutionnaire » qui précède la bolchévisation du milieu des années 1920, une nécessité de renouer avec l'idéal pacifiste et internationaliste du socialisme, largement brisé par l'entrée en guerre en 1914¹⁸²⁸. Ces deux dernières analyses ne sont d'ailleurs pas contradictoires, et l'étude du sort réservé à quelques personnalités érigées en figures repoussoirs, au premier rang desquelles Albert Thomas, montre la radicalisation des oppositions croissantes au sein du mouvement socialiste. Elles sont l'une des grilles de lecture explicatives de la scission qui se produit à Tours. Si l'ancien majoritaire est absent lors de ce Congrès, l'ombre portée de son attitude durant la guerre puis à l'égard de la révolution bolchévique d'octobre 1917, pèse sur les discussions qui mènent à une scission que tous ou presque jugent largement inéluctable depuis le congrès de Strasbourg réuni quelques mois auparavant. Le Centenaire du congrès de Tours en 2020 a aussi été l'occasion de porter un regard nouveau sur cet événement, à replacer dans une perspective chronologique

¹⁸²⁴ JOUSSE Emmanuel, « Ce que signifie le congrès de Tours (1920) », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2020, n° 38, p. 7-30.

¹⁸²⁵ KRIEDEL Annie, *Aux origines du communisme français : contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*, op. cit. KRIEDEL Annie, *Le congrès de Tours : décembre 1920 : naissance du parti communiste français : édition critique des principaux débats*, Paris, Gallimard, 1975.

¹⁸²⁶ L'ouverture de ces archives s'est accompagnée par la suite d'un projet de numérisation d'archives portant sur le mouvement communiste français et international porté par l'ANR Paprik@2F. <https://anrpaprika.hypotheses.org/3376>

¹⁸²⁷ DUCOULOMBIER Romain, *Camarades ! : la naissance du parti communiste en France*, op. cit.

¹⁸²⁸ CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire : la création du Parti communiste en France (1915-1924)*, op. cit.

et géographique plus large¹⁸²⁹. Pour notre part, l'étude conjointe de la littérature des premiers temps du communisme et des archives personnelles d'Albert Thomas nous a semblé un moyen détourné et inédit d'étudier la naissance de la SFIC¹⁸³⁰. Celle-ci se constitue en effet dans un cadre politique national et international hostile qui entraîne une radicalisation des discours respectifs et des prises de position. Il en découle que la construction rhétorique d'une voie révolutionnaire par les premiers militants communistes, opposés à une voie social-réformiste incarnée par Thomas, s'appuie sur la désignation et la diabolisation d'ennemis qui personnalisent cette alternative politique jugée condamnable. Plus encore, elle sert de force mobilisatrice qui permet de dénoncer les contradictions de la vieille maison socialiste, qui n'aurait pas su opérer les épurations nécessaires à une réelle régénération révolutionnaire du mouvement socialiste français. La biographie politique vient ici nourrir l'étude d'appareils partisans – la SFIC et la SFIO d'après Tours – qui n'ont pas encore livré tous leurs secrets. Le Congrès de Tours signe, outre l'adhésion à l'Internationale communiste de la majorité des délégués présents, la volonté de faire table rase du passé de la Grande Guerre. Revenant sur la scission dans les jours suivants le Congrès devant les militants de la Fédération socialiste de la Seine réunis salle Wagram, Frossard débute son discours en montrant comment la scission « est le produit de la crise universelle née de la guerre », puis pointe du doigt directement les « responsables », à savoir « ceux qui s'en allaient au Creusot et à Caen dire aux ouvrières qu'elles devaient travailler jusqu'à la mort et qui se tournant vers les Schneider, faisaient insolemment leur éloge¹⁸³¹ ». Pour le dirigeant de la SFIC, la scission solde, de plus, l'opposition ancienne entre réformistes et révolutionnaires, au cœur d'une unité jugée « menteuse ».

Si cette dernière analyse n'est sans doute pas partagée par les leaders de la SFIO, la volonté de rejeter l'expérience de guerre s'étend au groupe centriste de Jean Longuet, Léon Blum ou encore Marcel Sembat, qui revendique à la fois la fidélité à la « vieille maison socialiste » et sa

¹⁸²⁹ Voir notamment « À quoi sert un congrès politique ? Le congrès de Tours et ses échos européens », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2020/1 (n° 38) ; « Les naissances du communisme en France (1915-1925) », *Le mouvement social*, 2020/3 (n° 272). FAU-VINCENTI Véronique, GENEVEE Frédéric, LAFON Éric, *Aux alentours du Congrès de Tours : scission du socialisme et fondation du parti communiste : 1914-1924*, Montreuil, Musée de l'histoire vivante, 2020. Pour un tour d'horizon des publications et commémorations à l'initiative d'organisations politiques, voir « Commémorer le congrès de Tours : quels enjeux politiques et historiographiques ? Débat organisé en visioconférence le 17 octobre 2020 par les Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique et animé par Annie Burger-Roussennac, Anne Jollet et Pascal Guillot. », Avec la participation des historiens Gilles CANDAR, GENEVEE Frédéric, GIRAULT Jacques et ROBERT Jean-Louis, *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 2020, n° 147, p. 115-148.

¹⁸³⁰ BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, « “Mieux vaudrait après tout se perdre avec Lénine que de se sauver avec Albert Thomas”. Construire une voie révolutionnaire face au socialisme réformiste (1917-1924) », *op. cit.*

¹⁸³¹ « Les membres de la fédération de la Seine réunis à la salle Wagram ratifient les décisions du Congrès de Tours », *L'Humanité*, 10 janvier 1921.

tradition unitaire. Or, ce refus de tirer le bilan et les conséquences de l'expérience de guerre sur le plan de la pratique socialiste, en les reniant complètement, ce que demandent les futurs militants communistes, ou en les assumant entièrement, ce que souhaite la tendance rassemblée autour d'Albert Thomas et de *La Vie socialiste* de Pierre Renaudel, constitue une faiblesse pour la vieille maison SFIO. Les militants de la SFIC ne se priveront d'ailleurs pas d'utiliser cet argument pour placer la SFIO devant ses propres contradictions, elle qui n'a pas su exclure des personnalités comme Albert Thomas, désormais engagé à Genève dans la toute nouvelle « agence réformatrice de l'impérialisme mondial », selon une expression popularisée par les résolutions du Komintern¹⁸³². Il faut à ce titre noter que lors du Congrès de Tours, Marcel Sembat, le ministre socialiste des travaux publics de 1914 à 1916, et Léon Blum qui fut son chef de cabinet, récusent le terme de ministérialistes dont ils sont affublés, invoquant la théorie des circonstances exceptionnelles¹⁸³³. Autre fait notable, Albert Thomas, qui n'aurait sans doute pas hésité à défendre le « bilan » de son action durant la guerre, ni son antibolchevisme, est incité par ses proches du groupe des Amis de la *Vie socialiste* à ne pas se rendre au congrès pour s'épargner des critiques trop vives¹⁸³⁴. À la veille du congrès, dans une lettre à son ami Cyrille Spinetta, le secrétaire de la Fédération du Tarn, fidèle lui aussi à la logique de Défense nationale, Thomas écrit :

« Dans une réunion qui a eu lieu il y a quelques huit jours avec nos amis les plus proches, ma situation particulière a été envisagée : devais-je ou ne devais-je pas aller à Tours ?

Vous savez pour quelles raisons je tiens à y aller : défendre notre politique, affirmer comme vous le faites vous-même si énergiquement, notre fidélité à toutes nos idées de Défense nationale, défendre l'œuvre entreprise au Bureau, tel était mon but.

Mais nos amis sont en pleine bataille. Ils redoutent, les uns qu'au milieu de la cohue, je ne puisse rien faire, les autres que ma présence ne gêne leurs efforts de garder avec eux le plus de socialistes possible. Ceux-là redoutent que ma présence à Tours n'empêche la concentration avec les éléments les plus avancés du groupe, Longuet – Paul Faure.

Finalement, il a été décidé que j'attendrais à Paris les suggestions de nos amis¹⁸³⁵ ».

Juste après le Congrès de Tours, il livre à ses proches sa déception :

« Moi aussi, je regrette profondément la scission qui vient de se produire dans le Parti socialiste. Mais, au point où en sont les choses, elle était la conséquence inévitable de la

¹⁸³² Rapport du directeur du BIT présenté à session de la Conférence internationale du travail de 1930 citant le Bulletin de propagande de l'Internationale Communiste, p. 14.

¹⁸³³ CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire*, op. cit., p. 125.

¹⁸³⁴ AN F 7/16001². Archives de surveillance policière, dossier Pierre Renaudel. Réunion du Groupe « La vie socialiste » le 6 janvier 1921.

¹⁸³⁵ ABIT CAT 8-1-2-3. Dossier « Le «cas Albert Thomas» ». Lettre d'Albert Thomas à Cyrille Spinetta du 23 décembre 1920.

situation. D'aucuns disent que notre parti est emporté par un vent de folie. Je ne crois pas que le mysticisme moscovite exerce réellement le mirage que l'on dit, mais je considère que l'adhésion à la III^e internationale est, de la part des masses socialistes, une sorte de protestation irraisonnée contre la situation présente, contre le Bloc National et contre la politique réactionnaire. Le malheur est que ce n'est pas le vrai moyen de combattre ces maux¹⁸³⁶ ».

Pour lui, comme sans doute pour Pierre Renaudel, la scission avec ceux que Thomas appelle volontiers dans ses correspondances personnelles « nos bolchéviques » était devenue inéluctable. Par ailleurs, la divergence de méthode qui l'oppose à ce nouveau courant qui utilise volontiers l'agitation révolutionnaire apparaît sans doute à ses yeux comme un recul par rapport à son « socialisme des institutions » arrivé à maturité à la faveur du premier conflit mondial. Celui-ci était, d'après Thomas, prêt à l'emporter au sortir de la guerre. C'était néanmoins compter sans l'importance des forces réactionnaires qui ont volontiers utilisé l'agitation du spectre bolchévique pour s'imposer dans les urnes, en novembre 1919. Plus intéressante encore est son analyse politique du congrès du point de vue de la vieille maison :

« À la vérité, le Congrès de Tours n'a été pour moi qu'un incident douloureux. L'attitude des communistes était naturelle. Ce qui simplement me dégoûte, ce sont les amis genre Blum, qui font maintenant la petite bouche pour me recevoir dans le Parti purifié qu'ils prétendent instaurer. Je n'ai pas l'intention de me laisser bâillonner par ces messieurs¹⁸³⁷ ».

Nul doute que les prises de positions de Thomas ainsi que sa constance à les défendre depuis l'entrée en guerre jusqu'à la condamnation du bolchevisme constituent une épine dans le pied pour la SFIO renaissante et concurrencée par sa gauche. Après la scission et la marginalisation dont il semble faire l'objet même au sein même de la vieille maison, Thomas est cependant toujours décidé à mener une contre-offensive réformiste passant par d'autres organisations du mouvement ouvrier. L'implication de Thomas au sein du mouvement de la réforme sociale libérale qui érige sa capitale à Genève *via* le BIT dont il prend la direction est évidemment la face émergée de l'iceberg réformiste, sur lequel nous reviendront plus longuement. Thomas continue par ailleurs à s'impliquer largement au sein de la FNCC, traversée au début des années 1920 par les mêmes débats que le reste des organisations ouvrières, sans toutefois aller jusqu'à une scission aussi spectaculaire que celle qui touche le parti socialiste ou même la CGT en 1921. Fidèle encore une fois à sa méthode élaborée avant-guerre, il pense que la voie du socialisme des institutions passera par les organisations économiques du mouvement ouvrier

¹⁸³⁶ AN 94 AP 390. Lettre d'Albert Thomas à Lemir, le 7 janvier 1921.

¹⁸³⁷ AN 94 AP 381. Lettre d'Albert Thomas à Henri Hubert, le 6 janvier 1921.

français. C'est le sens de son message envoyé à un camarade coopérateur, Godin, en janvier 1920 :

« J'ai peur que l'on ne soit intimidé par les Communistes et que l'on perde ainsi le bénéfice qu'on devrait retirer de la séparation. [...] Pousse vigoureusement l'Organisation coopérative, défends-là contre les Communistes. C'est encore sur le terrain des organisations économiques que nous demeurerons le plus solide¹⁸³⁸ ».

Malgré cet éloignement de fait par rapport à la vie politique française à partir de 1920, Thomas reste, jusqu'en 1921, député socialiste de Carmaux. Sa nomination au poste de directeur du BIT en décembre 1919, confirmée en janvier 1920, pose toutefois question au sein de sa propre famille politique. Après Tours, cette problématique prend une acuité nouvelle dans le contexte de reconstruction de la SFIO, lourdement mise à l'épreuve par la scission qui l'ampute de nombreux militants ainsi que de son journal historique *L'Humanité*.

C. Le cas Albert Thomas, illustration des contradictions de la reconstruction socialiste

Un cas de discipline est posé devant le Conseil national de la SFIO du 13 février 1921 qui adopte alors la motion suivante, à l'unanimité, moins les mandats de la Fédération du Tarn où Thomas est élu :

« Le Conseil national, dans l'impossibilité présente où il se trouve d'examiner le problème de la participation des membres du Parti au BIT estime néanmoins qu'il y a lieu dès maintenant, pour le citoyen Albert Thomas, de choisir entre sa qualité de directeur du BIT et celle de député du Parti. Il charge la CAP d'appliquer le présent ordre du jour¹⁸³⁹ ».

En avril 1921, la section de Vincennes de la fédération socialiste de la Seine pose à nouveau la question de la compatibilité entre le mandat de député socialiste de la Seine et celui de fonctionnaire international. Certains militants de la Seine, dans cette fédération restée très à gauche depuis la guerre, vont jusqu'à demander l'exclusion de Thomas du parti, invoquant la non-conformité de ce cumul de mandats vis-à-vis des statuts du parti¹⁸⁴⁰. Cette requête, virulemment contestée par la Fédération du Tarn qui montre son indéfectible soutien au

¹⁸³⁸ AN 94 AP 389. Lettre de Thomas à Godin, le 18 janvier 1920.

¹⁸³⁹ PARTI SOCIALISTE SFIO, *XIXe Congrès national : 29, 30, 31 octobre, 1^{er} novembre 1921 : rapports de la Commission administrative permanente*, 1921, p. 78-79.

¹⁸⁴⁰ ABIT CAT 7-84. Correspondance entre Albert Thomas et Édouard Bernstein. Lettre d'Albert Thomas à ce dernier du 20 septembre 1921.

successeur de Jean Jaurès, n'aboutit pas. Thomas semble néanmoins dégoûté ces manœuvres partisans et bien décidé à jouer un rôle important à Genève, démissionne finalement de son mandat de député en octobre 1921, malgré le soutien indéfectible de sa fédération. Des documents inédits comprenant notamment des échanges entre Albert Thomas et Cyrille Spinetta de la Fédération du Tarn permettent de saisir les tenants et aboutissants de cette affaire¹⁸⁴¹. Elle est lourde d'enjeux à la fois pour la carrière de l'homme politique et pour ce qu'elle dit de la reconstruction en cours de la SFIO¹⁸⁴². Ces nouvelles sources permettent également de nuancer l'analyse que Tony Judt fait de la discussion autour de la démission de Thomas, qualifiée d'affaire « à la fois célèbre et mineure de la SFIO des années 1920¹⁸⁴³ ».

Le cas de discipline posé par le Parti lors de son Conseil national trouve en fait son origine dans les discussions ayant eu lieu à Tours. Thomas n'étant pas présent lors de ce congrès historique, c'est Renaudel qui porte la parole de l'ancienne majorité. Afin de ménager les critiques dont celle-ci fait l'objet, Renaudel évoque à Tours la possibilité d'une démission de Thomas de son mandat de député afin d'honorer pleinement son poste de directeur du BIT. Si bien sûr la scission ne se joue pas sur cette question de personne, la proposition semble susciter l'adhésion des reconstituteurs mais aussi d'une partie des « dissidents » selon le terme donné aux militants demeurés fidèles à la vieille maison à l'issue du congrès. Alors que s'engage dès les premiers jours de l'année 1921 une course à la légitimité socialiste opposant les deux partis, le cas Thomas revient sur le devant de la scène au sein de la SFIO qui réunit son premier conseil national en février 1921. C'est à l'unanimité, à l'exception des mandats de la Fédération du Tarn qui se montre complètement solidaire de son élu, que le Conseil demande la démission de Thomas de son poste de député. Les tractations commencent alors entre la direction de la SFIO incarnée par Paul Faure, Léon Blum, le nouveau trésorier du Parti Grandvallet d'une part et Cyrille Spinetta pour la Fédération du Tarn et Albert Thomas de l'autre. Nul doute que certains, à l'instar de Blum ou plus encore Longuet qui aurait qualifié Thomas d'« homme le plus impopulaire de France » lors d'une réunion de la CAP du 29 mars 1921, voient dans cette

¹⁸⁴¹ ABIT CAT 7-8-1-2-3. Dossier « Le “cas Albert Thomas” ».

¹⁸⁴² JUDT Tony, *La reconstruction du parti socialiste : 1921-1926*, op. cit. LIGOU Daniel, *Histoire du socialisme en France : 1871-1961*, op. cit. ; LEFRANC Georges, *Le mouvement socialiste sous la Troisième République (1875-1940)*, Paris, Payot, 1963. ; KERGOAT Jacques, *Histoire du Parti socialiste*, op. cit. Les études sur la SFIO des années 1920 ont été peu renouvelées. Pour une analyse récente et un constat similaire voir CHAMBARLHAC Vincent (dir.), *La maison socialiste. Histoire documentaire du Parti socialiste. Tome 2, 1921-1940*, op. cit., p. 7-14. Des analyses actualisées seraient nécessaires, à la mesure des renouvellements apportées à l'étude des socialistes sous la IV^e République dans le sillage des travaux de Noëlline Castagnez. CASTAGNEZ Noëlline, *Socialistes en République : les parlementaires SFIO de la IV^e République*, op. cit.

¹⁸⁴³ JUDT Tony, *La reconstruction du parti socialiste : 1921-1926*, op. cit., p. 64.

démission opportune l'occasion de faire taire les critiques venues de l'extrême-gauche du Parti, ainsi que de *L'Humanité* qui ne se prive pas de relayer les détails de l'affaire dans ses colonnes.

Si l'argument ne surprend pas du côté de la SFIC qui se construit nettement en rupture par rapport à des personnalités comme Thomas, symboles du socialisme de guerre, les critiques que subit le député de Carmaux au sein de sa propre famille ne doivent pas étonner non plus. Jean Longuet, après les attaques dont il est l'objet à Tours, refuse de rejoindre le nouveau parti membre de la Troisième internationale et défend la démission de Thomas : l'homme de la minorité de guerre souhaitait sans doute une reconstruction appuyée sur l'extrême-gauche du Parti et expurgée de sa droite qui porte la « macule » du socialisme de guerre. Pour des raisons différentes, Léon Blum, ancien chef de cabinet de Marcel Sembat, ministre socialiste des travaux publics durant la guerre, revendique peu, pour l'heure, cette première expérience du pouvoir. L'avocat et journaliste, arrivé sur le tard dans le militantisme socialiste, a pourtant su s'imposer depuis la fin de l'année 1916 comme le chef de file d'un courant centriste à mi-chemin entre majorité et minorité, puis comme l'homme clé du Congrès de Tours. Une forme d'animosité semble s'être installée entre les deux hommes depuis 1916. Celle-ci s'était exprimée assez fortement à l'été 1917, Léon Blum souhaitant assez ouvertement le retrait de Thomas du gouvernement¹⁸⁴⁴. La différence de méthode, davantage qu'une réelle opposition idéologique, s'était ensuite confirmée autour de l'analyse du bolchevisme lors de la célèbre controverse entre les deux hommes à la fin de l'année 1918¹⁸⁴⁵. À l'intransigeance de Thomas avait répondu la modération de Léon Blum face à une expérience révolutionnaire encore peu connue. Habile tacticien, soucieux de ne pas insulter l'avenir, Léon Blum refusait de figer deux traditions du socialisme jugées irréconciliables, quand Thomas, implacable, souhaitait renvoyer l'expérience bolchévique hors de la maison socialiste. Après le congrès de Tours, l'ancien ministre de l'Armement apparaît aux yeux de Blum comme un héritage encombrant pour la vieille maison qui cherche à se rajeunir. Blum aurait d'ailleurs souhaité solder ces vieux comptes de guerre assez rapidement, sans que l'affaire fasse trop grand bruit. Mais c'était compter sans la volonté de Thomas de faire de sa propre affaire un cas d'école politique, invitant une fois de plus le Parti à revoir sa doctrine. En mars 1921, il confie à son amie, la militante socialiste de Seine-et-Oise, Suzanne Gibault, ancienne majoritaire de guerre et proche de Pierre Renaudel :

¹⁸⁴⁴ Léon Blum écrit à sa compagne en juillet 1917 : « Longue conversation intéressante. Renaudel déçu par Thomas (que j'ai attaqué *à fond*) et lié à lui presque malgré lui. La large collaboration ministérielle toujours souhaitée et préparée, mais avec peu de chances de succès. En attendant, le groupe assez disposé à retirer Thomas. J'y ai poussé de toute ma force ». Cité in BERSTEIN Serge, *Léon Blum, op. cit.*, p. 164.

¹⁸⁴⁵ Cf. chapitre 6.

« Blum est tel que je le supposais, c'est-à-dire qu'il continue à céder à tout instant aux extrémismes. Il fera manger par eux l'argent qu'il a recueilli quelquefois en se servant de mon nom, et ce sera sans utilité aucune pour notre cause¹⁸⁴⁶ ».

Cette phrase montre une nouvelle fois la rivalité entre ces deux personnalités se disputant l'héritage de Jaurès. Sans surprise, Blum accueille la démission de Thomas de son poste de député comme un soulagement qui met un terme à un feuilleton politique minant la vieille maison socialiste, aux prises avec la toute jeune SFIC. Pour l'avocat socialiste, c'est néanmoins davantage une question de personne qui est résolue. La démission permet d'évacuer l'héritier gênant du socialisme de guerre, sans conduire à une sanction d'incompatibilité entre le mandat de député socialiste et celui de directeur du BIT. Dans *Le Populaire*, Blum revient sur la « véritable signification » de cette affaire¹⁸⁴⁷. Il conteste l'analogie faite entre la collaboration ministérielle et la direction d'un organisme international tel que le BIT, qui ferait du cas Thomas un nouveau cas Millerand. Léon Blum est ferme sur ce point :

« Ministre d'un État bourgeois, quel qu'il soit, ou directeur de cet organisme international qui s'appelle le BIT, ce sont deux fonctions différentes à tous égards. Elles sont conférées dans des conditions toutes différentes et elles tendent à des fins presque complètement opposées. Nous n'avons pas, vis-à-vis de la Société des Nations, dont le BIT est une filiale, le même parti-pris d'opposition que vis-à-vis des gouvernements, surtout depuis qu'elle paraît se constituer une doctrine propre et son esprit autonome. Enfin, personne n'aurait le droit d'oublier, dans un débat sur le BIT, le rôle que l'Internationale syndicale, et par conséquent la CGT française, jouent dans la gestion de cet organisme qu'en ce moment même elles sont obligées de défendre contre le Patronat universel¹⁸⁴⁸ ».

Ce qui se règle en réalité avec la question Thomas, c'est la promesse de démission du mandat de député – un peu rapide – faite par Renaudel au nom de son ami lors du Congrès de Tours. Pour Tony Judt, ce qui se joue est surtout le rapport de pouvoir entre l'autorité centrale de la SFIO et ses composantes fédérales, qui, depuis la création du parti en 1905, conservent jalousement leur autonomie. Pour l'historien, « si la Fédération du Tarn avait décidé de résister à l'autorité centrale et de retenir Albert Thomas, [...] c'était moins par accord avec les idées de ce dernier que pour affirmer son indépendance¹⁸⁴⁹ ». Sans nier cet élément important, il nous semble que cette affaire a une portée politique plus grande. En réalité, les courriers de Cyrille Spinetta, secrétaire de la Fédération du Tarn, ainsi que les comptes rendus des congrès de cette

¹⁸⁴⁶ AN 94 AP 380. Lettre d'Albert Thomas à Suzanne Gibault, le 23 mars 1921.

¹⁸⁴⁷ BLUM Léon, « La démission d'Albert Thomas. Sa véritable signification », *Le Populaire*, 19 octobre 1921. Voir annexe n° 5.

¹⁸⁴⁸ *Ibid.*

¹⁸⁴⁹ JUDT Tony, *La reconstruction du parti socialiste : 1921-1926*, p. 67.

fédération, présents dans les papiers d'Albert Thomas, montrent la convergence de vues entre l'élu socialiste et sa fédération. Celle-ci réside moins dans le réformisme d'Albert Thomas que dans son engagement en faveur de la Défense nationale que la Fédération du Tarn épouse en grande partie. Il n'est point non plus correct de dire « qu'Albert Thomas ne s'était jamais réclamé des fondements idéologiques de la SFIO », tant l'on sait à présent que la tradition réformiste qu'il cherche – avec un succès certes relatif – à cultiver dans le socialisme français, représentait déjà une tendance mûre avant 1914¹⁸⁵⁰. Même si son socialisme semble aux yeux de beaucoup bien modéré, et si son marxisme, qui devient le dénominateur idéologique commun de la SFIO de l'entre-deux-guerres¹⁸⁵¹, était fort peu affirmé, Léon Blum se voit lui-même forcé de reconnaître, certes à demi-mots, la communauté d'intérêts existants entre un organisme en charge de l'établissement d'une législation internationale protectrice des travailleurs et la défense des intérêts ouvriers que porte le parti socialiste SFIO. L'issue de l'affaire Thomas renseigne ainsi aussi bien sur le rapport compliqué du parti à son passé que sur sa tentative difficile de se reconstituer politiquement en faisant table rase du passé, tant la SFIC a, de son côté, réussi cette opération de régénération révolutionnaire et en a ainsi gagné une sorte de monopole. La position de Blum montre ce fragile équilibre ; elle permet ainsi de solder enfin les comptes de guerre, de ménager le courant d'extrême-gauche qui s'est maintenu au sein de la SFIO, sans condamner l'œuvre de paix économique et sociale qui s'amorce au BIT et que soutient la CGT française, avec qui il convient de soigner des relations, souvent tumultueuses. Rappelons en effet que Léon Jouhaux fait partie du Conseil d'Administration du BIT et prend la tête du groupe des travailleurs au sein de cette institution. Le positionnement de Léon Blum est ainsi conforme au programme de la SFIO de 1919 dont il a élaboré les lignes directrices. Celui-ci accueillait favorablement l'idée d'une Société des Nations, gage de garanties nouvelles pour la construction future de la paix. L'appel du pied adressé au BIT lui permettait en plus de ménager les bonnes relations avec la CGT, compliquées par l'échec des mouvements de grèves des années 1919 et 1920, et par les jeux de tendances entre majoritaires et minoritaires au sein de l'appareil syndical. Mais en n'applaudissant pas des deux mains l'élection de Thomas à la tête du BIT, Blum exprime « l'optimisme prudent¹⁸⁵² » de la SFIO face aux nouvelles institutions genevoises que certains, à l'instar de Longuet ou Faure,

¹⁸⁵⁰ JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés : les origines intellectuelles du réformisme en France, 1871-1917*, op. cit.

¹⁸⁵¹ JUDT Tony, *La reconstruction du parti socialiste*, op. cit., p. 71. Et JUDT Tony, *Marxism and the French Left: Studies in Labour and Politics in France, 1830-1981*, Oxford, Oxford University Press, 1986.

¹⁸⁵² JUDT Tony, *La reconstruction du parti socialiste*, op. cit., p. 116.

considèrent non pas comme des organismes de paix universelle mais comme des instruments de l'Entente.

Pour Thomas, qui fait rarement dans la demi-mesure, cette position intermédiaire ne règle pas la question politique que pose son cas¹⁸⁵³. Le nouveau directeur du BIT aurait souhaité un soutien plus franc de son parti politique à cette nouvelle institution qui donne satisfaction à des revendications historiques du mouvement ouvrier international et qui permet d'adjoindre un volet social à la reconstruction de la paix en Europe et dans le monde. Par ailleurs, l'attitude du parti illustre à nouveau à ses yeux l'incapacité de ce dernier à mener la révision doctrinale qu'il appelle de ses vœux et qui aurait levé les ambiguïtés avec les communistes. L'entre-deux adopté par le Parti témoigne d'après lui « de l'indécision et de la lâcheté des gens¹⁸⁵⁴ ». C'est ainsi qu'il présente l'affaire à son vieil ami allemand Édouard Bernstein, avec lequel les relations reprennent dans les années 1920 : « Il est triste de n'avoir semblé refaire un Parti que pour lui faire chausser les souliers communistes¹⁸⁵⁵ ». C'est sans surprise qu'il confie ce sentiment au théoricien du révisionnisme allemand, à l'origine d'une controverse doctrinale qui avait conduit Thomas à tenter une offensive réformiste sur le socialisme français. L'ancien ministre regrette que cette affaire le place dans la position d'un nouveau Millerand, alors qu'il espérait que l'expérience ministérielle de guerre permettrait enfin de solder la vieille querelle ministérialiste du socialisme français. Au moment du Cartel des gauches en 1924, la réintroduction du débat sur la participation sera une nouvelle preuve aux yeux de Thomas, favorable à la participation, des problèmes de doctrines irrésolus par ses vieux camarades.

Par ailleurs, il faut bien préciser que la voix incarnée par Thomas dans le refus de l'adhésion à la Troisième Internationale diffère quelque peu de celle défendue par d'autres personnalités ou d'autres courants en vigueur au moment du Congrès de Tours. Comme le notait déjà Annie Kriegel, le Comité de résistance socialiste contre l'adhésion à la Troisième Internationale doit se distinguer de ce qu'elle nomme le « courant quasi-technocratique¹⁸⁵⁶ » rassemblé autour d'Albert Thomas. En réalité, il serait sans doute plus juste de parler de « nébuleuse (ou galaxie) Albert Thomas » à ce moment-là, que de véritable courant structuré au sein de la SFIO, dans la mesure où l'impulsion qu'il tente de donner à la vie politique française dépasse largement la seule SFIO pour englober également les syndicats, les intellectuels, voire une partie du patronat

¹⁸⁵³ Voir l'analyse qu'il fait de la situation en annexe n° 4. ABIT CAT 8-1-2-3. Dossier « Le "cas Albert Thomas" ». Note personnelle sur la résolution du Congrès national du Parti socialiste du 13 février 1921.

¹⁸⁵⁴ ABIT CAT 7-84. Correspondance entre Albert Thomas et Édouard Bernstein, lettre d'Albert Thomas du 23 septembre 1921.

¹⁸⁵⁵ *Ibid.*

¹⁸⁵⁶ KRIEDEL Annie, *Le congrès de Tours, op. cit.*, p. XXVII.

français, dans une œuvre commune de refondation des relations sociales fondées sur la démocratie politique et sociale. Par ailleurs, Annie Kriegel a raison de bien distinguer les motivations d'Albert Thomas pour refuser l'adhésion à la Troisième Internationale de celles de personnalités comme Léon Blum – dont les divergences ont été soulignées plus haut – ou encore Pierre Renaudel. Ce dernier anime une sorte de « comité de tendance¹⁸⁵⁷ » autour d'une publication, *La Vie socialiste*, lancée par l'ancien directeur de *L'Humanité*, en juillet 1920, dans le but explicite de lutter contre les partisans de l'adhésion à l'Internationale Communiste. On trouve, parmi les rédacteurs, des personnalités comme le philosophe durkheimien Marcel Déat, promis à une destinée trouble, mais qui était alors au début des années 1920 l'un des plus actifs théoriciens d'une doctrine socialiste qu'il cherchait à renouveler¹⁸⁵⁸ dans un sens assez proche d'ailleurs de celui d'Albert Thomas.

Ajoutons à ces noms ceux de Jean Texcier, militant socialiste rouennais et proche de Renaudel depuis le début du siècle, Paul Ramadier, maire socialiste de Decazeville depuis 1919, et qui s'est rapproché de Thomas durant la guerre, Alexandre Varenne, journaliste à *La France libre*, Ernest Poisson, membre de la CAP et coopérateur, Henri Laudier qui s'était illustré pour ses prises de position virulentes en faveur de l'intervention en Russie, l'économiste socialiste Augustin Hamon, ou encore la militante socialiste de Seine-et-Oise, Suzanne Gibault. Thomas est surtout proche de Poisson et Ramadier avec qui il partage en particulier un engagement commun en faveur de la coopération.

Même si les positions de Thomas sont proches de celles portées par la *Vie socialiste*, notamment sur la question du bolchevisme, le directeur du Bureau international du Travail reste relativement à l'écart de ce groupe. Il n'est pas présent lors des nombreuses réunions du groupe des « Amis de *La vie socialiste* » à la fin de l'année 1920, qui préparent le Congrès de Tours¹⁸⁵⁹. Cette tendance se dissout d'elle-même à la fin de l'année 1921 pour marquer le souci unitaire de Renaudel au sein de la nouvelle SFIO¹⁸⁶⁰. Thomas est, semble-t-il, déjà très occupé à sa nouvelle fonction de directeur du BIT, ce qui peut expliquer son absence. Peut-être sent-il également qu'il est devenu peu désirable, y compris au sein de cette aile droite de la SFIO à la veille de la scission, ce qui explique le souhait expressément formulé par le groupe que Thomas ne vienne pas à Tours, estimant que sa présence pourrait desservir la tendance des Amis de *La*

¹⁸⁵⁷ KRIEDEL Annie, *Aux origines du communisme français*, op. cit., p. 355.

¹⁸⁵⁸ Sur les discussions entamées par Marcel Déat concernant la théorie socialiste et marxiste au sein de la SFIO dans le journal *La vie socialiste*, voir JUDT Tony, *La reconstruction du parti socialiste*, op. cit., p. 94-95.

¹⁸⁵⁹ Voir AN F7/16001². Dossier de surveillance policière de Pierre Renaudel, pour les rapports de surveillance policière des réunions des « Amis de *La vie socialiste* ».

¹⁸⁶⁰ JUDT Tony, *La reconstruction du parti socialiste*, op. cit., p. 13.

Vie socialiste. Pourtant les liens personnels et les convergences politiques sont nombreux entre Thomas et ce groupe bien structuré. Depuis Genève, le directeur du BIT entretient une correspondance soutenue avec ses membres comme Pierre Renaudel ou encore Suzanne Gibault, qui semble être son informatrice privilégiée, en particulier lors des réunions de congrès ou de conseil national¹⁸⁶¹. À l'inverse de *L'Information ouvrière et sociale*, la *Vie socialiste* n'est donc pas l'organe de propagande des positions de l'ancien ministre socialiste, loin de là. Par ailleurs, lors du conseil national de février 1921 qui pose le cas Albert Thomas, les membres de la tendance renaudelienne votent de concert avec la majorité du Parti, pour que l'intéressé se prononce exclusivement pour l'un ou l'autre de ses deux mandats. Il est d'ailleurs fort probable que cette aile-droite de la SFIO, qui cherchait à maintenir sa visibilité dans la SFIO ait également eu intérêt à se construire de manière autonome, sans être identifiée comme le courant d'Albert Thomas, personnalité désormais bien trop controversée.

Ainsi, l'article que *La Vie socialiste* consacre en mars 1921 au « cas Albert Thomas », se contente de rappeler les échanges entre la Fédération du Tarn, la CAP du Parti et le député de Carmaux, sans contester la décision prise lors du Conseil national du 13 février¹⁸⁶². Un autre article, daté du 24 septembre, qui retranscrit la résolution adoptée lors du congrès du 28 août 1921 par la Fédération du Tarn, en faveur du maintien du mandat de son député, demande « à tous nos amis du Parti de lire attentivement cette résolution, et [...] de ne pas adopter de résolution tranchante et à la légère dans un conflit où le Parti risque non seulement de se mettre en désaccord avec l'une de ses plus glorieuses fédérations qui fut celle de Jaurès, mais aussi de créer des malentendus entre lui, la CGT, l'Internationale Syndicale, dont on sait le rôle dans la création du BIT, et l'intérêt que ces deux dernières portent à l'œuvre si utile et si positive au Bureau de Genève¹⁸⁶³ ». Cela n'empêche pas Thomas de soutenir discrètement et financièrement le journal *La Vie socialiste*¹⁸⁶⁴, qui semble connaître des difficultés financières tout au long de son existence. Sans néanmoins participer à la rédaction permanente du journal, si ce n'est pour lui consacrer un article en deux volets sur le Bureau international du travail qui oppose clairement l'inorganisation du régime bolchévique au travail constructif mené par la

¹⁸⁶¹ AN 94 AP 380. Correspondance entre Albert Thomas et Suzanne Gibault. Le dossier comprend une quarantaine de lettres et couvre la période 1920-1925.

¹⁸⁶² « Ce qu'est en réalité le cas Albert Thomas », *La vie socialiste*, 5 mars 1921.

¹⁸⁶³ « Le parti, Albert Thomas et le Bureau international du Travail », *La vie socialiste*, 24 septembre 1921.

¹⁸⁶⁴ AN 94 AP 385. Lettre de Pierre Renaudel à Albert Thomas, le 15 mai 1921. Thomas semble participer à hauteur de 200 francs par mois au journal. Il est possible que Thomas continue à soutenir financièrement le journal durant les années 1920. Les problèmes financiers de *La vie socialiste* sont souvent évoqués dans la correspondance entre les deux hommes.

Charte du Travail à l'origine de la constitution de l'OIT¹⁸⁶⁵. Thomas utilise donc le réseau-support qu'est *La Vie socialiste*, pour faire la propagande des activités du Bureau international du travail auprès de l'opinion publique française, qu'il faut convaincre de la nécessité de son action, alors que le gouvernement français fait plutôt preuve de mauvaise volonté pour la ratification des conventions. Par ailleurs, en opposant l'œuvre de réforme sociale internationale de l'OIT à la rhétorique bolchevique de luttes des classes, Thomas participe à la cristallisation de deux modèles qui se muent peu à peu en idéologies concurrentes¹⁸⁶⁶.

En retour, le mouvement communiste international – par la voie de l'Internationale Communiste – et français – par le biais de *L'Humanité*, joue de cette opposition pour stigmatiser le caractère prétendument non révolutionnaire de ceux qu'ils nomment les « dissidents » de la vieille maison socialiste. « L'affaire Thomas » qui s'étale durant toute l'année 1921 est suivie de près par la presse communiste. Les atermoiements entre le Conseil national et la Fédération du Tarn qui soutient son élu sont ainsi présentées par *L'Humanité* comme des errements, non seulement personnels, mais surtout politiques et idéologiques de la SFIO. Par ailleurs, la décision prise par Thomas de donner la priorité à son poste de fonctionnaire international prouverait une fois de plus l'âpreté au gain de l'ancien ministre de l'Armement, réputé s'être enrichi pendant la guerre auprès du grand patronat industriel français, et en somme sa social-trahison¹⁸⁶⁷. *L'Humanité* se réjouit ironiquement du choix de la SFIO de maintenir Thomas dans ses rangs, lui laissant le choix de l'issue de l'affaire :

« Il avait été pourtant juré que Thomas serait exclu du parti socialiste toujours révolutionnaire (SFIO). Mais ceci n'est pas notre affaire, et nous serions du reste, les premiers bien marris si nos dissidents se débarrassaient d'Albert Thomas. Nous avons là, contre eux, un trop bel argument et ils ne nous feront pas cette sale blague de nous en priver¹⁸⁶⁸ ».

C'est pour la décision d'honorer son poste de directeur du BIT que ce dernier est vilipendé dans la presse communiste. Pour comprendre cette hostilité du mouvement communiste international et en particulier des communistes français, il faut également avoir en tête le fonctionnement de l'OIT, instaurée quelques mois plus tôt par le Traité de Versailles. Première organisation internationale de nature tripartite, ses organes de décision rassemblent des

¹⁸⁶⁵ THOMAS Albert, « Une institution qu'il faut connaître », *La vie socialiste*, 18 et 25 juin 1921.

¹⁸⁶⁶ SHOTWELL James Thomson, « The International Labor Organization as an Alternative to Violent Revolution », *op. cit.*

¹⁸⁶⁷ Daniel Renoult fustige à l'envi le socialisme de guerre et son principal représentant, qualifie volontiers Albert Thomas « [d'] homme aux dollars ». De son côté Georges Pioch fait de lui un habile tacticien prêt à « monnayer jusqu'à sa barbe ». RENOULT Daniel, « Attitude nette », *L'Humanité*, 16 février 1921 et « Entre deux râteliers. M. Albert Thomas donnerait sa démission de député ? », *L'Humanité*, 18 octobre 1921.

¹⁸⁶⁸ « Chez les dissidents », *L'Humanité*, 29 avril 1921.

représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs qui élaborent des conventions et recommandations sur la base du dialogue et du compromis entre des intérêts par définition divergents. Albert Thomas épouse cette conception libérale de la justice sociale¹⁸⁶⁹, socle de la construction d'une paix universelle. L'OIT, qui se construit explicitement comme une alternative à la révolution violente¹⁸⁷⁰, véhicule ainsi une vision réformiste des relations sociales prônant le dialogue et le compromis entre classes. Elle est ainsi perçue par le mouvement communiste comme le lieu d'une collaboration capital-travail qui vise à camoufler aux prolétaires du monde entier la réalité de la lutte des classes. Le maintien à mots couverts de Thomas dans les rangs socialistes et l'impossibilité pour la SFIO d'adopter une position de principe claire sur la question des institutions genevoises et en particulier de l'OIT, et de leur compatibilité ou non avec le socialisme, est une épine dans le pied d'une SFIO en pleine reconstruction matérielle et idéologique. Si, comme l'a montré Tony Judt, le fond commun des socialistes de la vieille maison demeure le marxisme révolutionnaire, selon un équilibre subtil entre guesdisme et jaoussisme, le maintien de Thomas et son option ouvertement réformiste dans les rangs du parti, même s'il n'en est plus l'élu, et l'existence d'une aile droite – qui ne recoupe cependant pas exactement la même option politique – constituent une pierre d'achoppement pour une SFIO, toujours taxée de « réformisme » par ses opposants communistes. Pourtant, le malaise des nouveaux dirigeants de la SFIO dans l'affaire Thomas, et la distance prise en conséquence avec la nouvelle institution genevoise, fait de l'option réformiste – voire réformatrice – de Thomas une quasi anomalie dans le socialisme du début des années 1920, alors qu'elle avait su s'imposer, sans bien sûr devenir dominante, dans le parti unifié à la veille de la Grande Guerre. Par ailleurs, comme nous le verrons dans la troisième partie de cette thèse, elle séduit des militants socialistes et syndicalistes qui y voient un lieu de mise en application concrète d'un idéal socialiste qui oscille entre jaoussisme et réformisme, et qui ne trouvent plus forcément leur place dans la vieille maison.

¹⁸⁶⁹ KOTT Sandrine, « OIT, justice sociale et mondes communistes. Concurrences, émulations, convergences », *op. cit.*

¹⁸⁷⁰ SHOTWELL James Thomson, « The International Labor Organization as an Alternative to Violent Revolution », *op. cit.*

Conclusion

Wilsonisme politique et social vs internationalisme socialiste ? L'équation politique dans laquelle se trouve Albert Thomas ne peut se résumer à une seule de ces deux options ni, finalement, à ce dilemme dans lequel ses adversaires politiques tentent de l'enfermer. Par la diversité de ses réseaux politiques, la nature de ses activités (partisanes, journalistiques, intellectuelles, syndicales, parlementaires et extra-parlementaires), il se trouve au carrefour de diverses influences qui font la singularité de sa trajectoire dans et à la lisière de la SFIO. Le parlementaire socialiste est un indéfectible soutien, même après le Traité de Versailles, de la paix wilsonienne, fondée sur des organisations internationales nouvelles – l'OIT et la SDN – alors qu'une partie du mouvement ouvrier trouve un nouveau souffle dans la Troisième internationale. Le parcours de l'ancien ministre de l'Armement, mu en nouveau défenseur de la paix, souligne la porosité des frontières entre pacifisme socialisme et pacifisme bourgeois, alors que l'historiographie a longtemps insisté sur les antagonismes de ces deux voies. Thomas, au contraire, s'inscrit dans divers milieux à la confluence du pacifisme socialiste, des mouvements républicains de défense de la paix, et des associations internationales de soutien à la Société des Nations.

Ces engagements confirment l'internationalisation croissante des réseaux de l'ancien chef de file de majorité de guerre. L'homme a désormais acquis une stature internationale ; à la conférence de Berne, le Français condamne éloquentement l'ancienne majorité allemande. Il ne faudrait cependant pas lire dans ce plaidoyer pour une internationale « antibolchévique » et « antiallemande » la manifestation d'un jusqu'au-boutisme nationaliste. Contrairement à certains socialistes français, Thomas reprend la voie de l'Internationale pour y défendre des principes démocratiques et l'agencement raisonné d'un patriotisme défensiste et des principes internationalistes, seule base possible, selon lui, pour la reprise du dialogue socialiste international. Berne est cependant une victoire en trompe-l'œil. L'option choisie par Thomas n'est pas majoritaire au sein de sa famille socialiste. Sa défense du Traité de Versailles – dont l'issue est dominée par l'intransigeance de Clemenceau – est mal perçue par une partie de ses camarades. Parallèlement, son acharnement à dénoncer les bolchéviques de Russie et de France contribue, dans un climat politique tendu, à cristalliser des oppositions, voire à entraîner une surenchère. L'histoire ne se résume toutefois pas à l'intransigeance d'un homme, ni à des histoires de personnalités politiques ou de « haines farouches » héritées du temps de guerre. La portée de « l'affaire Albert Thomas » qui anime le landerneau socialiste (au sens large) durant l'année 1921 a plusieurs significations politiques. Elle montre le rejeu opportun de l'opposition

historique entre « réformistes » et « révolutionnaires » qui se traduit, pour un temps, par la victoire d'une SFIC, gagnante dans la compétition entamée avec la vieille maison dans la course à la légitimité socialiste révolutionnaire. En retour, elle illustre les hésitations doctrinales de la vieille maison d'après Tours, qui oscille entre attachement au dogme marxiste, optimisme prudent à l'égard des nouvelles institutions internationales nées du Traité de Paix, et débats doctrinaux renouvelés. L'affaire Thomas est par ailleurs l'acte originel de la relation contrariée qui s'instaure entre le BIT d'un côté et l'Internationale ouvrière socialiste née à Hambourg en 1923 et la SFIO de l'autre, malgré l'existence d'intérêts communs objectifs¹⁸⁷¹. Même si Thomas quitte *de facto* la vie politique française – il démissionne également dès 1919 de son mandat de maire de Champigny¹⁸⁷² – il est approximatif de dire que son exil constitue une rupture définitive avec les arcanes de cette vie politique. Les circulations diverses que le directeur du BIT établit entre Paris et Genève sont à ses yeux une continuité avec les projets développés depuis le début de sa carrière. Se pencher sur l'axe Paris-Genève et sur les réseaux socialistes, syndicaux et coopératifs transnationaux qui continuent à « pivoter » autour de Thomas permet justement de saisir le sens de cette bifurcation de trajectoire, entre ruptures et continuités.

¹⁸⁷¹ Cf. chapitre 9.

¹⁸⁷² Cette démission est la conséquence au niveau local de la campagne de presse menée à l'échelle nationale contre Thomas « père de la vie chère ». Elle aussi le résultat d'une opposition interne aux conseillers municipaux socialistes de Champigny, sur fond de division entre minoritaires et majoritaires de guerre. Archives municipales de Champigny-sur-Marne. I D 15. Séance du 1^{er} août 1919.

Conclusion de partie

Le parcours politique de Thomas entre 1914 et 1920 se trouve à la croisée de l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste international et de l'élaboration d'une politique publique en temps de guerre. En fondant l'écriture biographique sur une synecdoque, nous avons d'abord souligné la singularité de la politique conduite par le sous-secrétaire d'État puis le ministre socialiste qui oscille entre politique de production et d'encadrement social. Thomas a-t-il conduit les affaires *en socialiste* ? C'est une question inévitable qui a animé et anime encore l'histoire des gauches confrontées à l'exercice du pouvoir. Y répondre reviendrait cependant à émettre un jugement politique qui dépasse notre rôle d'historienne. À notre échelle, nous pouvons cependant signaler quelques-unes des conséquences de la formation politique socialiste de Thomas sur son style politique et sur sa manière d'aborder les questions socio-économiques. Le ministre engage d'abord dans cette « prodigieuse expérience économique et sociale » tout un réseau qu'il fait pivoter autour de lui : si la direction normalienne du ministère est bien connue, il ne faut pas négliger le rôle de toute la nébuleuse réformatrice, notamment issue du ministère du Travail qu'il entraîne avec lui. L'expertise sociale, fruit de nombreuses enquêtes commanditées par les services de l'Armement sur les diverses catégories de main-d'œuvre engagées dans la mobilisation industrielle, consacre en soi un nouveau regard porté par l'État sur les mondes ouvriers, à rebours d'une logique purement policière.

Les mondes ouvriers sont ainsi entraînés massivement dans cette mobilisation économique et les milieux syndicaux constituent un appui, toutefois ambivalent, à la politique de concertation sociale et d'arbitrage mise en place par les services de l'Armement. Par les bouleversements qu'elle entraîne dans l'économie et la société, la guerre consacre la rencontre entre l'État, les syndicats et le patronat, engagés côte à côte – mais pas toujours main dans la main – dans la mobilisation économique du pays. La politique sociale et de production mise en œuvre sous l'égide de Thomas est l'une des manifestations les plus nettes du développement de cette gestion tripartite des affaires sociales, déjà initiée par Millerand puis consacrée à l'échelle internationale par l'OIT. Le ministre socialiste se fait ainsi le passeur entre ces expériences sociales et en assure la pérennité du fait de son volontarisme politique et de sa capacité à mobiliser autour de lui ces réseaux tripartites.

Au niveau, plus micro, de la carrière politique d'un individu, la guerre consacre la mue du militant en véritable homme d'État, à l'aise dans les relations industrielles mais aussi dans les arcanes diplomatiques interalliées. Soucieux de développer une diplomatie active, directe et parfois officieuse avec la Russie qui est l'objet de toute son attention, il imprime déjà son style

aux relations internationales, qu'il aura tout loisir de déployer à l'envi depuis Genève à partir de 1919. L'expérience révolutionnaire russe constitue d'ailleurs un catalyseur des tensions, déjà latentes au sein du socialisme français et international. L'opposition constante de Thomas aux idées bolchéviques et à l'affirmation d'un pacifisme intégral qui gagne les rangs des militants français fait de lui le plus antibolchévique des socialistes français, honni par une partie des militants qui n'hésitent pas à lui faire savoir par des lettres sans détour, que nous avons étudiées dans le chapitre 5. Cette intransigeance à l'égard des méthodes bolchéviques ne s'accompagne cependant pas d'une volonté d'isolement, voire d'endiguement de la Russie, mais au contraire d'un souci de maintenir des relations avec ce que Thomas considère comme les « forces démocratiques » de la Russie, sur place et en exil.

Il n'en reste pas moins que pour une partie des militants, l'expérience Thomas symbolise une rupture impardonnable avec les principes de l'idéal prolétarien internationaliste et révolutionnaire. En faisant le choix de tirer la chronologie jusqu'à l'hiver 1920, contrairement à ce que nous avons fait sur nos premières recherches centrées sur les années 1914-1918¹⁸⁷³, nous avons ainsi cherché à saisir le rôle du socialiste français dans les tentatives plus ou moins couronnées de succès de reconstruction de l'Internationale après 1918, puis montré sa marginalisation croissante au sein de sa famille politique, très nette lors du congrès de Tours et fruit des fortes tensions socialistes héritées du temps de guerre.

Nous avons également souligné son implication, également moins connue, dans les réflexions autour de reconstruction économique du pays. Dès son départ du gouvernement, Thomas s'implique dans des commissions d'experts, mais aussi dans les cercles coopératifs et syndicaux d'où émergent des conceptions nouvelles de la démocratie industrielle et de l'économie organisée qui se diffuseront dans les réseaux réformistes transnationaux qu'il fera graviter autour de lui à Genève.

¹⁸⁷³ BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, *Albert Thomas : le socialisme en guerre, 1914-1918*, op. cit.

Partie 3.
Dans l'antichambre du « parlement mondial du travail » : l'action réformatrice internationale

Introduction de partie

Comment renouveler l'histoire du mandat d'Albert Thomas à la tête du Bureau international du travail ? La tâche semble impossible voire redondante, tant le sujet a été couvert par d'autres historiens bien avant nous. La biographie de B. W. Schaper consacre quatre chapitres conséquents à l'action genevoise de Thomas, dressant successivement le portrait du « directeur », de « l'ambassadeur du travail » et des projets politiques des « dernières années de sa vie »¹⁸⁷⁴. Dans une étude plus récente, Denis Guérin érige le fonctionnaire français en européen convaincu, voire européiste avant la lettre, et interroge le degré de réussite institutionnelle du BIT pris en charge par un homme qui lui confère des objectifs trop larges pour ses épaules étroites¹⁸⁷⁵.

Tous citent à l'envi cette formule d'E. P. Phelan, collaborateur et successeur du fonctionnaire français pour qui « dire l'histoire complète d'Albert Thomas et du BIT obligerait à passer en revue toute la politique et le développement social de la moitié des pays du monde, pendant plus de dix ans¹⁸⁷⁶ ». Telle n'est ni notre ambition, ni notre prétention. Dans cette troisième et dernière partie de thèse, l'analyse du parcours de Thomas à la tête du BIT complète notre triptyque biographique. Nous souhaitons ici l'appréhender comme l'homme de la synthèse, dans une perspective jaurésienne. C'est donc à la fois le socialiste réformiste et l'incarnation d'une politique sociale internationale faussement apolitique que nous souhaitons ici réévaluer conjointement. L'étude de l'action d'Albert Thomas à Genève s'est en effet souvent confondue dans l'historiographie avec l'étude des premières années de l'OIT et du BIT, tant il est vrai que son nom se mêle à l'institution qu'il dirige. Cela tient d'ailleurs au fait que, dans ses discours, Thomas évoque systématiquement le Bureau et non l'Organisation internationale du travail elle-même¹⁸⁷⁷, opérant ainsi une confusion métonymique consciente, subsumée sous son propre nom. Cette réalité ne doit pas empêcher de considérer les projets politiques, économiques et sociaux du socialiste, forgés avant-guerre, expérimentés durant celle-ci, et pour lesquelles le Bureau international du Travail constitue un moyen et non une fin. Notre étude ne visera donc pas en tant que tel le fonctionnement institutionnel du Bureau et de l'OIT, mais s'attachera plutôt à comprendre comment les deux mandats de Thomas à la

¹⁸⁷⁴ SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas : trente ans de réformisme social*, op. cit., p. 201-339.

¹⁸⁷⁵ GUERIN Denis, *Albert Thomas au BIT 1920-1932 : de l'internationalisme à l'Europe*, op. cit., p. 6.

¹⁸⁷⁶ PHELAN E. J., *Albert Thomas et la création du BIT*, Montrouge, Imprimerie moderne, 1936, p. 10.

¹⁸⁷⁷ THOMAS Albert, « L'organisation internationale du travail : Origine – Développement – Avenir », *Revue internationale du Travail*, vol. 1, n° 1, janvier 1921.

tête du BIT et l'action qu'il y mène sont les parties d'un même projet politique réformiste commencé aux origines de sa carrière politique. Ce projet se nourrit et s'enrichit de l'expérience de directeur d'un organisme international sans équivalent. C'est l'une des pistes esquissées par Patrick Fridenson :

« Thomas [...] apprend que l'international n'est pas le décalque du national et il est pris par son sujet. Il devient une tête chercheuse sur les nouvelles tendances en matière d'emploi, de travail, de protection sociale, de droit et même de consommation. Il cherche à étendre son territoire du côté de l'économie. Il découvre, parfois non sans mal, que, au-delà de l'France qui lui était familière, les autres pays peuvent enrichir ou modifier ses idées. Il rêve d'inspirer les politiques nationales du travail. Il est à la recherche d'une forme de corporatisme modernisateur. Ce social-démocrate à la tête d'une organisation internationale dont bon nombre de membres sont loin de partager ses vues mériterait [...] une biographie fondée sur des archives qui montre que sa reconversion dans l'international a permis la création de compétences spécifiques et laissé des traces durables¹⁸⁷⁸ »

L'historien dresse un constat que nous partageons en grande partie ; à cela-près que nous avançons l'hypothèse que l'expérience de guerre a constitué l'antichambre des phénomènes décrits ici. Ministre de l'Armement, Thomas a déjà en tête l'extension de son domaine du côté de l'économie, tant pour lui l'économique et le social ne sont que deux aspects d'un même tout. Sa « reconversion » internationale n'est pas non plus un changement radical de braquet ; si avant-guerre, il s'était en effet contenté d'observer et de partir à la rencontre de pays voisins comme la France, l'Angleterre, et surtout l'France, il a déjà fait l'expérience de la coopération internationale – et de ses difficultés – durant la Grande Guerre, en participant à la mise sur pied d'instances de collaboration interalliée dans le domaine de l'Armement et en mûrissant des projets – souvent avortés – de coopération économique sur lesquels doit se baser la construction de la paix européenne. À l'instar de Bruno Cabanes, nous considérons plutôt qu'il existe une continuité assez importante entre l'expérience du socialisme de guerre et les débuts de l'OIT. Ce dernier perçoit trois éléments principaux de continuité : le rôle des sciences sociales dans la définition de la législation sociale, l'importance de la concertation et du dialogue social pour construire du consensus entre des acteurs aux intérêts divergents, et la conception quasi holiste du monde qui anime Albert Thomas, qui voit comme différentes parties d'un même tout, les facteurs politiques, économiques et sociaux¹⁸⁷⁹. À ces éléments pertinents, nous pouvons ajouter la capacité de Thomas à s'entourer de réseaux puisant dans la « nébuleuse réformatrice

¹⁸⁷⁸ CAYET Thomas, *Rationaliser le travail, organiser la production : le Bureau international du Travail et la modernisation économique durant l'entre-deux-guerres*, op. cit., préface de Patrick Fridenson, p. III.

¹⁸⁷⁹ CABANES Bruno, *The Great War and the Origins of Humanitarianism: 1918 - 1924*, op. cit., p. 83-84.

du social », ainsi que les cercles socialistes et syndicalistes réformistes nombreux dont le rôle dans l'institution a été jusqu'à présent minoré. Or, ces derniers ne se confondent pas systématiquement, comme y invite l'historiographie, avec cette « nébuleuse réformatrice » mise au jour par Christian Topalov, également constituée d'experts du social, de hauts fonctionnaires, voire de patrons philanthropes et dont l'AIPLT était une forme de condensé. Considérons également la place de ce que Thomas appelle la « propagande » de la « besogne » politique menée aussi bien à Paris qu'à Genève, et l'appel à « l'opinion publique » pour avaliser les options politiques choisies. Enfin, ces deux expériences politiques illustrent, dans leur complémentarité, la volonté – parfois contrariée ou non dénuée d'ambiguïtés – d'inclure les instances jugées représentatives du mouvement ouvrier dans la définition de ces politiques sociales que Thomas cherche à asseoir sur un consensus social entre des groupes aux intérêts *a priori* divergents. Pour revenir enfin sur la citation de Patrick Fridenson, nous ajouterons que le développement à Genève d'un *habitus* international peut être interprété comme l'accomplissement d'un parcours cohérent, initié depuis le début de la carrière politique de Thomas et puissamment conforté par la guerre. Simplement, l'OIT donne au socialiste français l'espace approprié à l'ampleur à ce projet pétri d'influences extérieures et fondé sur l'observation et l'étude géostratégique du monde.

Chapitre 8.
Diriger le Bureau international du Travail

Introduction

L'élection d'Albert Thomas à la tête du Bureau international du Travail par le Conseil d'Administration de l'OIT à la fin de l'année 1919 opère un véritable tournant dans la carrière de l'homme politique français. Était-elle alors dans une impasse depuis son départ du gouvernement en septembre 1917 ? Il ne faut pas céder ici à une illusion téléologique qui verrait, rétrospectivement, dans l'issue internationale offerte à l'ancien ministre, une sortie par le haut d'une situation nationale en apparence bloquée. C'est l'idée qu'avance d'ailleurs Talbot Imlay lorsqu'il affirme que « l'éminent socialiste français Albert Thomas n'a accepté le poste que lorsqu'il était devenu clair qu'il n'avait aucun avenir dans la SFIO¹⁸⁸⁰ », ce qui est à nuancer dans la mesure où Thomas parvient à conserver un mandat parlementaire en 1919, alors que les socialistes français subissent une défaite assez importante face à l'offensive du Bloc national. Par ailleurs, la circonscription de Carmaux, dans laquelle il est élu et qui était celle de Jaurès, revêt un prestige symbolique certain pour l'homme qui, à l'instar d'un Léon Blum, cherchait à incarner l'héritage jaurésien.

Force est cependant de constater que Thomas se satisfait peu de la situation politique française, marquée par l'élection de la Chambre bleu horizon en novembre 1919 et par les divisions profondes des mondes ouvriers et socialistes qui rendent ses idées peu audibles auprès de ses camarades. C'est d'ailleurs ce que le Français laisse entendre au leader socialiste suédois Branting lorsqu'il lui explique les raisons ayant présidé à accepter son élection :

« C'est une aventure assez singulière : avant la Conférence de Washington, Jouhaux et quelques amis de la CGT étaient venus me demander si je consentirais, le cas échéant, à me charger de cette direction. Comme la politique française, à l'heure actuelle, ne nous donne que fort peu de satisfaction, comme d'autre part, la lutte apparaît bien épuisante à discuter sans cesse et en vain de la Deuxième et de la Troisième Internationale, comme enfin j'ai rêvé toute ma vie de faire une politique solidement établie sur les organisations économiques ou syndicales ou coopératives et que le cours de la politique française jusqu'à ce jour ne me l'a guère permis, j'ai, après quelques hésitations, accepté¹⁸⁸¹ ».

L'appel à prendre la tête du BIT arrive-t-il comme une heureuse surprise ? Cette question qui sous-tendra le début de ce chapitre ouvre vers d'autres interrogations qui jalonnent ce travail de thèse : comment un acteur politique articule-t-il les différentes échelles de son action

¹⁸⁸⁰ IMLAY Talbot, « Socialist Internationalism after 1914 », in CALVIN Patricia et SLUGA Glenda (dir.), *Internationalisms. A Twentieth-Century History*, op. cit., p. 228.

¹⁸⁸¹ ABIT CAT 7-213. Télégramme de Thomas à Branting du 21 mars 1920.

politique, du local au transnational, en passant par le national ? Comment le parcours d'un intellectuel mu en homme d'État influe-t-il sur la construction d'un *habitus* de fonctionnaire international à la tête d'une institution tripartite d'un genre nouveau ? Inversement comment l'expérience internationale de la fonction transforme-t-elle les pratiques, et partant, les idées politiques de Thomas ?

Les hésitations initiales – bien vite dissipées – de Thomas face à l'évènement soudain qu'est son élection à la tête du BIT ne doivent cependant pas cacher l'œuvre préparatoire à sa nomination qui révèle encore une fois l'étendue des réseaux et soutiens d'Albert Thomas. Bien que le socialiste français ait été à l'écart des discussions qui président à l'élaboration de la constitution de l'OIT, sa nomination confirme sa stature d'homme d'État acquise durant la guerre et semble être la consécration de l'idéal d'union des classes prôné à cette même occasion. Thomas se lance alors dans l'entreprise de transformation du secrétariat dont il a la charge en un « organisme vivant » à même d'élaborer et d'imposer une législation sociale internationale ambitieuse. Il met sur pied une véritable « diplomatie du travail » pour donner toute sa légitimité à une institution qui doit s'imposer dans un monde incertain. Dans une perspective d'étude du travail politique, nous analyserons enfin la pratique du directeur « en sa maison », c'est-à-dire son action quotidienne à Genève ou depuis Genève. Celle-ci révèle un mode de direction personnaliste que Thomas met en place à la tête du BIT, fondée sur une exigence de loyauté à toute épreuve à l'égard de l'organisation qui se fonde en partie sur un *ethos* militant.

I. Aux origines de l'Organisation internationale du travail : instaurer la paix par la justice sociale

Les origines et le contexte de création de l'Organisation internationale du travail ont largement été explorés par l'historiographie¹⁸⁸². Elle est à la fois le fruit des négociations de paix de 1919 et le résultat de l'internationalisation de la question sociale opérée au tournant du siècle. Elle est également la lointaine héritière des projets de législation sociale internationale qui ont émergé au XIX^e siècle et dont la « nébuleuse réformatrice¹⁸⁸³ » qui se retrouve à l'OIT se fait le porte-parole. Par ailleurs, cette institution nouvelle, instaurée par le Traité de Versailles, répond à des revendications du mouvement ouvrier international exprimées pendant et après la guerre, et dont Thomas a été l'un des porte-paroles lors des conférences socialistes interalliées ainsi que de manière plus officieuse auprès du gouvernement français.

A. Une organisation « fille de la guerre¹⁸⁸⁴ »

La Première Guerre mondiale et ses suites, à savoir l'œuvre difficile de reconstruction de la paix en Europe, constituent le contexte immédiat de la création de l'OIT. Comme le dit l'historien Bruno Cabanes, l'OIT est « fille de la guerre ». Celle-ci a en effet accéléré l'internationalisation de la question sociale opérée au début du XX^e siècle et les premiers fonctionnaires se recrutent dans les viviers qui ont constitué le personnel politique des « Unions

¹⁸⁸² Pour une mise au point récente voir le premier chapitre de LESPINET-MORET Isabelle, *Projet global, politique internationale : L'Organisation internationale du Travail et la santé des travailleurs*, mémoire inédit d'habilitation à diriger des recherches, 2016. La présentation suivante est tirée de ce développement. Sur les origines de l'OIT voir notamment VAN DAELE Jasmien, « Engineering Social Peace: Networks, Ideas, and the Founding of the International Labour Organization », *International Review of Social History*, 2005, vol. 50, n° 3, p. 435-466. SHOTWELL James Thomson (dir.), *The Origins of the International Labor Organization. 1, History*, op. cit. SHOTWELL James Thomson (dir.), *The Origins of the International Labor Organization. 2, Documents*, op. cit. LUSIGNAN Guy (de), *L'Organisation internationale du Travail (1919-1959)*, op. cit. ALCOCK Antony Evelyn, *History of the International Labour Organisation*, op. cit. La synthèse la plus récente sur l'histoire de l'OIT depuis ses origines est celle de MAUL Daniel, *L'Organisation internationale du Travail : 100 ans de politique sociale à l'échelle mondiale*, op. cit.

¹⁸⁸³ TOPALOV Christian (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux*, op. cit.

¹⁸⁸⁴ CABANES Bruno, « 1920. "Si tu veux la paix, cultive la justice" », in BOUCHERON Patrick (dir.), *Histoire mondiale de la France*, op. cit., p. 587-590.

sacrées » européennes¹⁸⁸⁵, désormais rôdés à l'intervention croissante de l'État dans l'organisation économique et sociale des nations. Le parcours d'Albert Thomas est en cela emblématique de ce passage de la gestion des affaires économiques et sociales nationales en temps de guerre à l'élaboration d'une politique sociale internationale en temps de paix, à l'instar de nombreux collaborateurs qu'il engage à ses côtés¹⁸⁸⁶ ou encore d'Arthur Fontaine, président du Conseil d'Administration de l'OIT, et qui fut durant la guerre à la tête de la Commission des contrats du ministère de l'Armement. L'OIT est également une réponse des gouvernements aux événements révolutionnaires nés de la guerre ; elle véhicule une vision réformatrice des relations sociales qui se veut une « alternative à la révolution violente »¹⁸⁸⁷ venue de la Russie bolchévique et aux foyers révolutionnaires qui se multiplient alors en Europe comme en Hongrie ou en France. Ce contexte immédiat se déploie en parallèle du processus d'internationalisation de la question sociale entamée à l'orée du XX^e siècle.

B. Une nouvelle étape de l'internationalisation de la question sociale

Depuis l'émergence de la question sociale au XIX^e siècle dans le contexte d'industrialisation des économies et des sociétés ouest-européennes, les États ont apporté leurs solutions à ce phénomène, comme l'élaboration de législations sociales nationales ou encore la création de ministère ou d'offices du travail¹⁸⁸⁸, qui sont autant de réponses aux divers « chantiers de la paix sociale »¹⁸⁸⁹ qui se posent alors. Mais dans le contexte d'internationalisation accrue des échanges et donc de compétition croissante entre États, la question de l'instauration d'une législation internationale dans le domaine du travail, visant à éviter des formes de concurrences déloyales, se pose alors. Dans le récit historique que l'OIT construit de sa propre épopée, figure l'héritage des projets des industriels du XIX^e siècle comme le Britannique Robert Owen et l'Alsacien Daniel Legrand en faveur d'une régulation socio-économique internationale. Albert

¹⁸⁸⁵ HORNE John N. (dir.), *State, Society and Mobilization in Europe during the First World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997. LESPINET-MORET Isabelle, « Le vivier de la Direction du travail et du ministère du Travail au sein de l'Organisation internationale du Travail, 1919-1932 », in CHATRIOT Alain, JOIN-LAMBERT Odile et VIET Vincent (dir.), *Les politiques du travail (1906-2006) : acteurs, institutions, réseaux, op. cit.*, p. 241-257.

¹⁸⁸⁶ Cf. chapitre 9.

¹⁸⁸⁷ SHOTWELL James Thomson, « The International Labor Organization as an Alternative to Violent Revolution », *op. cit.*

¹⁸⁸⁸ Pour le cas français voir LESPINET-MORET Isabelle, *L'Office du travail, 1891-1914 : la République et la réforme sociale, op. cit.*

¹⁸⁸⁹ COHEN Yves et BAUDOÛI Rémi (dir.), *Les chantiers de la paix sociale : 1900-1940*, Fontenay-Saint-Cloud, ENS Éditions, 1995.

Thomas fait siennes à son tour ces figures pionnières de la réforme sociale d'origine patronale¹⁸⁹⁰. Cet héritage réformateur du XIX^e siècle diffère en effet quelque peu de la *doxa* socialiste qui a été au cœur de la formation politique d'Albert Thomas. Le positionnement révolutionnaire des internationales ouvrières comme l'Association internationale des travailleurs, devenue ensuite la Deuxième Internationale est en partie en contradiction avec la voie législative de protection du travail, bien qu'elles signifient, par leur existence même, l'urgence d'un règlement international de la question sociale¹⁸⁹¹.

Les projets de réglementation internationale proviennent ainsi plutôt d'initiatives gouvernementales ou d'associations privées de réforme sociale. Dans cette première catégorie, se trouve la proposition suisse de règlement sur les conditions de travail dans l'industrie en 1881¹⁸⁹² ou encore la conférence internationale de Berlin de 1890, convoquée à l'initiative de l'Empereur allemand Guillaume II et chargée d'adopter une réglementation du travail dans les secteurs industriels et miniers. Comme le souligne sans détour Isabelle Lespinet-Moret : « cette première voie gouvernementale n'aboutit pas »¹⁸⁹³.

Elle marque cependant une première étape avant l'initiative venue des réformateurs sociaux qui constituent des associations privées et se réunissent en congrès¹⁸⁹⁴, s'inscrivant ainsi dans le « tournant internationaliste » identifié par Anne Rasmussen¹⁸⁹⁵. Dans la lignée des congrès de Zurich et Bruxelles sur « la protection ouvrière » réunis en 1897, qui réunissent des parlementaires, des réformateurs sociaux, des chrétiens sociaux et des libéraux, se forge le projet commun d'une « harmonisation internationale de la politique sociale »¹⁸⁹⁶. Celle-ci franchit une étape nouvelle avec la création en 1900 d'une Association Internationale de

¹⁸⁹⁰ ABIT CAT 3-24. Un dossier du cabinet d'Albert Thomas comprend « quelques notes sur Robert Owen et la législation internationale du travail ». CAT 2-29-3. Discours d'Albert Thomas à l'occasion de l'inauguration du buste de Robert Owen à Genève, le 11 mars 1929. CAT 10-34. La note de Marius Viple « Les organisations ouvrières et le BIT » fait plusieurs fois référence à Robert Owen comme précurseur de l'OIT. À plusieurs reprises, Thomas demande à ses collaborateurs de rassembler pour lui de la documentation au sujet de Daniel Legrand qu'il présente à l'occasion comme l'une des grandes figures du christianisme social du XIX^e siècle. Voir notamment ABIT CAT 2-31-2-7. Discours d'Albert Thomas sur l'organisation future du travail, à l'occasion d'une manifestation au Trocadéro organisée par la FNCC. CAT 10-79. Un document de 37 pages écrit en 1936 sur « Les origines de l'OIT » reprend cette *doxa* officielle sur les origines de l'OIT. Elle n'est que l'une des manifestations de cette histoire endogène qui a marqué les premières décennies de l'OIT.

¹⁸⁹¹ MAUL Daniel, *L'Organisation internationale du Travail*, op. cit., p. 17.

¹⁸⁹² HERREN Madeleine, « La formation d'une politique internationale du travail avant la Première Guerre mondiale », in LUCIANI Jean (dir.), *Histoire de l'Office du travail : 1890-1914*, op. cit., p. 409-426.

¹⁸⁹³ LESPINET-MORET Isabelle, *Projet global, politique internationale : L'Organisation internationale du Travail et la santé des travailleurs*, op. cit., p. 30.

¹⁸⁹⁴ RASMUSSEN Anne, « Le travail en congrès : élaboration d'un milieu international », in Jean LUCIANI (dir.), *Histoire de l'Office du travail : 1890-1914*, op. cit., p. 119-134.

¹⁸⁹⁵ RASMUSSEN Anne, « Tournant, inflexions, ruptures : le moment internationaliste », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2001, vol. 1, n° 19, p. 27-41.

¹⁸⁹⁶ LESPINET-MORET Isabelle, *Projet global, politique internationale : L'Organisation internationale du Travail et la santé des travailleurs*, op. cit., p. 31.

Protection Légale des Travailleurs (AIPLT) à l'occasion de l'Exposition internationale de Paris et dont le but est de centraliser la documentation relative à la législation sociale internationale dans chaque pays, dans une perspective comparative fondée sur le développement de statistiques internationales¹⁸⁹⁷. L'entreprise connaît cependant quelques difficultés initiales, et reste concentrée sur un cercle restreint d'élites (universitaires, juristes, médecins, hauts fonctionnaires). Alors que des syndicalistes en rejoignent les rangs, le mouvement socialiste, à quelques exceptions près, déploie son action de manière parallèle et autonome à ces cercles « bourgeois ». Bien que réformiste et modéré, Thomas ne fait pas exception parmi les socialistes de son temps et reste également à l'écart de la section française de l'AIPLT, contrairement à ce que l'on peut lire parfois¹⁸⁹⁸, même s'il côtoie certains de ses membres éminents comme Arthur Fontaine, Alexandre Millerand ou encore Justin Godart¹⁸⁹⁹. Dans l'article qu'il consacre à l'origine, au développement et à l'avenir de l'OIT en 1921, Thomas, sans renier l'héritage de l'AIPLT dans la construction de l'OIT, préfère mettre en avant deux affiliations plus immédiates : la première est la participation des forces socialistes et ouvrières à la gestion des « Unions sacrées » chez les belligérants et la seconde, le résultat des revendications des organisations syndicales réunies internationalement en faveur d'une Charte du Travail à intégrer dans le Traité de Paix. Il n'hésite d'ailleurs pas à pointer du doigt ce qu'il considère comme les faiblesses des modes de l'action de l'AIPLT, à savoir d'abord sa dépendance au bon vouloir des États et aux lenteurs de la diplomatie traditionnelle pour faire adopter des législations sociales internationales mais aussi une faiblesse tenant à la composition sociologique de l'Association. Thomas déplore en effet l'omniprésence des intellectuels et des universitaires au détriment des profils de « praticiens » que sont les représentants syndicaux, gouvernementaux ou patronaux. Il faut voir dans cette habile réécriture de l'histoire une manière de vanter l'efficacité souhaitée par le mécanisme tripartite international original à l'œuvre à l'OIT, mais aussi une homologie avec son propre parcours d'abord en marge de la réforme sociale privée puis au cœur de l'État réformateur en guerre¹⁹⁰⁰. Insister sur le rôle des

¹⁸⁹⁷ Sur l'héritage de l'AIPLT au sein de l'OIT voir notamment KOTT Sandrine, « From Transnational Reformist Network to International Organization: The International Association for Labour Legislation and the International Labour Organization 1900-1930 », in RODOGNO Davide, STRUCK Bernhard et VOGEL Jakob (dir.), *Shaping the Transnational Sphere: Experts, Networks, and Issues from the 1840s to the 1930s*, New York, Berghahn, 2015, p. 239-259. VAN DAELE Jasmien, « Engineering Social Peace: Networks, Ideas, and the Founding of the International Labour Organization », *op. cit.*

¹⁸⁹⁸ L'exemple le plus récent se trouve dans MAUL Daniel, *L'Organisation internationale du Travail : op. cit.*, p. 37.

¹⁸⁹⁹ Cf. chapitres 2 et 3.

¹⁹⁰⁰ THOMAS Albert, « L'Organisation internationale du travail : origine, développement, avenir », vol. 1, n° 1, 1921, p. 8-9.

« praticiens » de la réforme sociale que sont notamment les syndicalistes réformistes est aussi une manière de valoriser la FSI dont Thomas perçoit bien qu'elle est un soutien nécessaire au bon fonctionnement de l'OIT, mais dont l'adhésion n'est pas nécessairement acquise d'avance, nous le verrons. Cette (re)lecture de l'histoire ne signifie cependant pas que le jeune socialiste ne se préoccupait pas de législation sociale nationale et internationale, bien au contraire. Il faisait partie de ces socialistes qui saluèrent l'action réformatrice du socialiste indépendant Alexandre Millerand à la tête du ministère du Commerce et de l'Industrie, alors que n'existait pas encore de ministère du Travail en France en ce début de XX^e siècle.

Cette période fut aussi marquée par l'adoption, en 1904, du premier traité de travail bilatéral, signé par la France et l'Italie, fruit de la collaboration de réformateurs sociaux des deux pays, et premier balbutiement d'une législation sociale internationale, visant tantôt à garantir les droits des travailleurs italiens présents sur le territoire français, qu'à abaisser le temps de travail des ouvriers travaillant sur le sol italien, afin d'éviter un dumping social transfrontalier. Signe prémonitoire ? C'est à ce traité qu'Albert Thomas, alors encore jeune militant socialiste, consacre son premier article dans le quotidien *L'Humanité* tout juste lancé par Jean Jaurès¹⁹⁰¹. Il y voit « un fait capital dans l'histoire de la législation ouvrière en France et en Europe » et salue « l'amélioration du sort des ouvriers italiens [à laquelle] la convention nouvelle va contribuer ». Saluant avec emphase la « tradition révolutionnaire », qui fait que « la France émancipe les peuples et s'émancipe elle-même », Thomas conclut à la nécessaire solidarité des prolétariats italiens et français « unis dans un même effort de justice sociale »¹⁹⁰². Ce texte sonne déjà comme un appel aux mondes ouvriers et socialistes à s'associer à l'action réformatrice internationale, encore cantonnée au volontarisme « d'une poignée d'hommes »¹⁹⁰³, juristes, haut-fonctionnaires, industriels et médecins réformateurs. Ceux-ci se retrouvent à l'occasion des congrès de diverses associations comme l'AIPLT, ou encore l'Association pour la lutte contre le chômage, créée par Max Lazard en 1910, qui réussit à ouvrir davantage ses rangs aux milieux socialistes¹⁹⁰⁴. Ces deux associations, qui fusionneront en 1925 avec le Comité permanent international des accidents du travail, par la circulation

¹⁹⁰¹ Sur l'activité de journaliste de Thomas au sein de *L'Humanité*, voir le chapitre 2.

¹⁹⁰² THOMAS Albert, « Le traité de travail franco-Italien », *L'Humanité*, 20 avril 1904. En février 1905, Thomas saluera à nouveau un traité de travail germano-italien en cours de négociation, estimant que le type de convention de travail inaugurée par la France un an plus tôt devrait servir de modèle universel. THOMAS Albert, « Un nouveau traité de travail », *L'Humanité*, 17 février 1905.

¹⁹⁰³ Formule de Di Palma Castiglione citée in LESPINET-MORET Isabelle, *Projet global, politique internationale : L'Organisation internationale du Travail et la santé des travailleurs*, op. cit., p. 34.

¹⁹⁰⁴ Thomas assiste à certaines de ses réunions entre 1911 et 1912, aux côtés de son ami Henri Sellier (cf. chapitre 2).

d'expériences nationales qu'elles produisent au gré de leurs congrès, rapports et travaux, « préparent bien à l'Organisation internationale du Travail »¹⁹⁰⁵ née en 1919. Le premier directeur du BIT, regrette, dans une analyse rétrospective la faible connexion – ou du moins la connexion tardive – entre ces cercles réformateurs et les milieux ouvriers qui se tournent progressivement vers ces idées de protection légale du travail, garantie par une organisation internationale¹⁹⁰⁶. En France pourtant, il est l'un de ceux qui participent à cette connexion croissante, notamment depuis le ministère de l'Armement qu'il dirige pendant la guerre¹⁹⁰⁷.

1. Des demandes croissantes des mouvements syndicaux internationaux

Les fonctionnaires socialistes du BIT insistent particulièrement dans leurs textes et discours sur les demandes des organisations ouvrières nationales ou internationales en faveur d'une organisation mondiale du travail¹⁹⁰⁸. Il faut dire que ces revendications apparaissent plus tardivement que celles portées par les associations privées de la réforme sociale¹⁹⁰⁹. La Première Guerre mondiale qui convertit une partie des directions syndicales – à l'instar de la CGT française – à l'action réformatrice à l'intérieur de commissions mises en place par l'État, accélère ce mouvement¹⁹¹⁰ qui ne se réduit donc pas à l'attitude de quelques individus que Jean-Michel Bonvin qualifie de « moutons noirs » du syndicalisme¹⁹¹¹ ; ce qui fait dire à Albert Thomas :

« C'est la guerre qui a donné à la législation du travail une importance primordiale. C'est la guerre qui a contraint les gouvernements à prendre des engagements pour faire disparaître "la misère, l'injustice et les privations" dont souffrent les salariés. C'est la guerre encore qui a conduit les ouvriers organisés à comprendre que l'action de protection légale, en prenant

¹⁹⁰⁵ LESPINET-MORET Isabelle, *Projet global, politique internationale : L'Organisation internationale du Travail et la santé des travailleurs*, op. cit., p. 36.

¹⁹⁰⁶ Dans son article consacré à établir un bilan préliminaire de l'action du BIT un an après sa création, Thomas revient sur les origines de l'OIT en ces termes : « Les discussions se déroulaient dans l'atmosphère tranquille et froide des abstractions académiques, loin des poussières et des fumées de la politique pratique, qui peut, il est vrai, ternir la calme pureté des principes, mais qui du moins, aboutit à des réalisations ». Cité in LESPINET-MORET Isabelle, *Projet global, politique internationale : L'Organisation internationale du Travail et la santé des travailleurs*, op. cit., p. 36.

¹⁹⁰⁷ Cf. chapitre 4.

¹⁹⁰⁸ Cf. chapitre 9 et en particulier l'analyse de la note de Marius Viple destinée à Albert Thomas « Les organisations ouvrières et le BIT ». ABIT CAT 10-34.

¹⁹⁰⁹ Sur ce point, voir BERENSTEIN Alexandre, *Les Organisations ouvrières. Leurs compétences et leur rôle dans la Société des Nations, et notamment dans l'Organisation internationale du travail*, Bruxelles, A. Pedone, 1936.

¹⁹¹⁰ ROBERT Jean-Louis (dir.), *Le syndicalisme à l'épreuve de la Première Guerre mondiale*, op. cit.

¹⁹¹¹ BONVIN Jean-Michel, *L'organisation internationale du travail : étude sur une agence productrice de normes*, Paris, Presses universitaires de France, 1998, p. 12.

toute sa puissance sur le terrain international, était nécessaire à la réalisation de quelques-unes de leurs aspirations¹⁹¹² ».

L'instauration d'un organisme international chargé de développer une législation sociale internationale est en effet demandée par plusieurs organisations ouvrières : *l'American Federation of Labor* (AFL) dirigée par Samuel Gompers¹⁹¹³ demande dès 1914 la convocation d'une Conférence du travail parallèle à la future conférence de la paix. Une demande similaire est adoptée lors de la conférence syndicale interalliée de Leeds en 1916. Le programme de revendications sociales formulé lors de ce congrès sert en partie de base à la charte du travail qui sera établie par la partie XIII du Traité de Versailles. Ces conférences, de mêmes que celles du Havre et de Berne de 1918, montrent la volonté pour ces organisations syndicales de s'associer à l'œuvre d'un futur Bureau international du Travail dont ils appellent de leurs vœux la création, mot d'ordre qui sera repris par la Fédération syndicale internationale¹⁹¹⁴. Le mouvement socialiste international s'associe à ces démarches. Nous avons déjà analysé le rôle de Thomas au sein de ces conférences socialistes interalliées, qui sont une tribune pour faire valoir les idées de la majorité de guerre française contre les minoritaires notamment pacifistes¹⁹¹⁵. Lors de la conférence socialiste interalliée de Londres en février 1918, Thomas fait également partie de la commission chargée, aux côtés d'Arthur Henderson¹⁹¹⁶ et d'Émile Vandervelde¹⁹¹⁷, d'intervenir auprès des gouvernements pour qu'un représentant socialiste ou ouvrier siège aux côtés des représentants des gouvernements lors de la conférence de la paix. La convergence des résolutions socialistes et ouvrières en faveur d'une organisation internationales du travail est consacrée lors de la réunion parallèle de conférences socialiste et syndicale à Berne en février 1919 et implique en contrepartie la reconnaissance d'une

¹⁹¹² THOMAS Albert, « L'Organisation internationale du travail, Origine, développement, avenir », *Revue internationale du travail*, 1921, vol. 1, n° 1, p. 5-22. Cité in LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *L'Organisation internationale du travail. Origine, développement, avenir, op. cit.*, p. 13.

¹⁹¹³ Samuel Gompers (1850-1924) est l'un des fondateurs puis président de *l'American Federation of Labor* qui réunit, depuis 1886, les principales corporations de métiers américaines. Président de la Commission de la législation internationale du travail à la Conférence de la paix à Paris, il contribue à rallier la CGT française aux idées du président Wilson. Sur ce point voir FINE Martin, « Syndicalisme et Réformisme : Samuel Gompers et le mouvement ouvrier français (1918-1919) », *Le Mouvement social*, 1969, n° 68, p. 3-33.

¹⁹¹⁴ TOSSTORFF Reiner, « The International Trade-Union Movement and the Founding of the International Labour Organization », *International Review of Social History*, 2005, vol. 50, n° 3, p. 399-433.

¹⁹¹⁵ Cf. chapitre 5.

¹⁹¹⁶ Arthur Henderson (1863-1935), syndicaliste et homme politique écossais. Il participe à la création du parti travailliste en 1906 et est plusieurs fois ministre, notamment dans le cabinet travailliste de Ramsay MacDonald en 1924. Il est nommé Prix Nobel de la paix en 1934 notamment pour son investissement à la SDN et en faveur du désarmement dont il préside la conférence en 1931-1932.

¹⁹¹⁷ Émile Vandervelde (1866-1938) est l'un des leaders du Parti ouvrier belge (POB), et de la Deuxième Internationale. Partisan de l'Union sacrée belge durant la guerre, il entre au gouvernement en 1916 et se rapproche d'Albert Thomas et des socialistes majoritaires français. Il est plusieurs fois ministre durant les années 1920.

représentation syndicale ou ouvrière dans les instances sur le point d'être instaurées par la conférence de la paix à Paris.

2. Du projet de conférence internationale de législation ouvrière à la Commission de législation internationale du travail

L'idée de convoquer une conférence internationale, parallèle à la Conférence de la paix, chemine également dans les esprits des réformateurs sociaux ; Justin Godart œuvre au sein de la Commission du Travail de la Chambre des députés pour qu'elle adopte une résolution demandant la réunion d'une Conférence internationale de législation ouvrière pendant les négociations de la paix¹⁹¹⁸. Albert Thomas s'adresse également au gouvernement Clemenceau, en formulant une demande similaire, auprès de Pierre Colliard, alors ministre du Travail et de la Prévoyance sociale¹⁹¹⁹. Le *lobbying* de Thomas fut-il plus large ? Son implication active dans l'AFSDN¹⁹²⁰ le laisse entendre et permet ainsi de nuancer l'assertion de B.W. Schaper selon laquelle « c'est un étrange caprice de l'histoire que l'homme qui, en fait, a donné à l'Organisation internationale du Travail sa forme et en a longtemps été la vivante incarnation, soit resté entièrement étranger à ses origines et à sa création¹⁹²¹ ».

Néanmoins, l'option choisie par la Conférence de la Paix qui s'ouvre à Paris en janvier 1919 se tourne vers la proposition du premier ministre britannique Lloyd George de créer une Commission de législation internationale du travail en charge de rédiger les articles du Traité de Versailles qui formeront la constitution de la future OIT¹⁹²². Dirigée par le président de l'AFL, Samuel Gompers, elle réunit les représentants des neuf pays considérés comme les principales puissances industrielles, à l'exception des vaincus de la guerre (France, Cuba, États-Unis, France, France, Japon, France, Pologne, Tchécoslovaquie). En sont membres principalement des hommes politiques, ministres, hauts fonctionnaires, membres des réseaux de la réforme sociale mentionnés plus haut (à l'instar de Malcolm Delevingne pour le France, Arthur Fontaine pour la France et Ernest Mahaim pour la France), mais aussi d'importants représentants ouvriers (Léon Jouhaux pour la France, Samuel Gompers pour les États-Unis et

¹⁹¹⁸ LESPINET-MORET Isabelle, *Projet global, politique internationale : L'Organisation internationale du Travail et la santé des travailleurs*, op. cit., p. 39.

¹⁹¹⁹ *Ibid.*, p. 39-40.

¹⁹²⁰ Cf. chapitre 7.

¹⁹²¹ SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas : trente ans de réformisme social*, op. cit., p. 201. Thomas cherche également à placer ses amis proches au sein de la Commission juridique de la SDN, à l'instar d'André Mater. AN 94 AP 417. Lettre de Thomas à Mater du 27 janvier 1919.

¹⁹²² HIDALGO-WEBER Olga, *Dimensions transnationales des politiques sociales britanniques : le rôle de la Grande-Bretagne au sein de l'OIT, 1919-1946*, University of Geneva, 2015, p. 81.

Georges Barnes pour le France). Il convient de noter le caractère pour l'heure non tripartite de cette représentation : aucun membre du patronat n'est convié. La délégation française composée de Léon Jouhaux et Arthur Fontaine est, comme le note Isabelle Lespinet-Moret, « emblématique [...] de la double démarche qui mène à la création de l'OIT » du fait de l'engagement de ces deux hommes dans les réseaux de la réforme sociale internationale et de leur participation à la gestion de l'économie de guerre au temps de l'Union sacrée. B.W. Schaper souligne, pour sa part, une volonté explicite de Georges Clemenceau de mettre à l'écart les députés socialistes, qui étaient alors ses principaux opposants politiques, des négociations de la paix. Sans se lancer dans une périlleuse histoire contre-factuelle, il est fort possible d'imaginer que Thomas, qui avait alors acquis la stature d'un homme d'État, se serait vu intégrer cette commission, à l'instar de son camarade belge, le socialiste, Émile Vandervelde, alors ministre de la Justice. B.W. Schaper affirme qu'il est cependant satisfait de la composition de la délégation française du fait de la communauté de vues alliant Thomas à ses collègues et amis Arthur Fontaine et Léon Jouhaux.

C. Des questions épineuses : tripartisme, souveraineté nationale et ratification des conventions

La Commission du Travail doit analyser les projets émanant des délégations ou de certains parlements et c'est celui de la délégation britannique, présentée par le travailliste Georges Barnes, qui est retenu comme base des discussions futures. Ce choix illustre le rôle prépondérant de la délégation britannique dans l'élaboration de ce qui deviendra la constitution de l'OIT. Comme l'a montré Olga Hidalgo-Weber, la délégation britannique a su nouer de nombreux contacts en amont de la conférence pour s'assurer de la bonne réception de son projet par les autres délégations, projet qui est l'un des plus aboutis¹⁹²³. La France est également l'un des principaux contributeurs financiers de l'OIT naissante.

Les débats à la Commission sont parfois âpres notamment sur la question de la souveraineté des États membres, de la place des revendications ouvrières et de la composition des délégations invitées aux conférences internationales du travail. Alors que les responsables syndicaux, à l'instar de Léon Jouhaux ou Samuel Gompers, souhaitaient donner à l'organisation de larges compétences dans le domaine de la législation sociale, la Commission, en conformité avec le

¹⁹²³ HIDALGO-WEBER Olga, *Dimensions transnationales des politiques sociales britanniques*, op. cit., p. 83.

projet britannique, consacre en réalité la souveraineté des États¹⁹²⁴. Sur la question du tripartisme, les débats sont tout aussi vifs. Sur cette question, Marieke Louis a bien montré le processus menant cette commission bipartite à opter pour une représentation tripartite¹⁹²⁵. Les discussions débouchent cependant sur un tripartisme imparfait, chaque délégation étant composée de deux représentants du gouvernement, d'un représentant patronal et d'un représentant des travailleurs (formule 2/1/1). Les arguments des Belges – Vandervelde craignait qu'une trop faible représentation des États dans la conception des conventions conduise à une invalidation systématique de celles-ci par des parlements nationaux jaloux de leurs prérogatives législatives – et des Britanniques – soucieux de préserver la souveraineté de leur État – l'emportent sur les arguments de Samuel Gompers, hostile à l'ingérence de l'État dans les affaires sociales. Ce dernier est d'ailleurs soutenu par le ministre français du travail Pierre Colliard, soucieux de donner pleine satisfaction aux revendications ouvrières¹⁹²⁶. Le contexte de cette sortie de guerre – hantée par le spectre de la révolution bolchévique – pèse fortement sur l'adoption de ce système de représentation tripartite consacrant la présence d'une représentation ouvrière, le tout étant bien résumé par la formule suivante « c'est soit le tripartisme, soit la révolution socialiste ! »¹⁹²⁷.

C'est cependant la préservation des intérêts nationaux qui détermine l'adoption de ce tripartisme imparfait, à l'avantage des gouvernements. L'issue de ces discussions inaugure déjà la culture du compromis qui va présider aux discussions à l'occasion des conférences internationales du travail annuelles. Émile Vandervelde met en avant la nature de ce compromis, consacrant le triomphe de la révolution par le droit sur la révolution par la force :

« Il y a deux méthodes pour faire la révolution qui est en train de s'accomplir dans le monde : la méthode russe et la méthode britannique. C'est la méthode britannique qui a triomphé à la commission du travail¹⁹²⁸. »

Le rapport élaboré par la Commission du travail est adopté par l'Assemblée plénière de la Conférence de la Paix en avril 1919. Le Traité de Versailles, signé le 28 juin 1919, comprend toute une section – la section XIII – consacrée au travail, qui affirme dans ses premières lignes

¹⁹²⁴ *Ibid.*, p. 85-86. LESPINET-MORET Isabelle, *Projet global, politique internationale : L'Organisation internationale du Travail et la santé des travailleurs*, op. cit., p. 42.

¹⁹²⁵ LOUIS Marieke, *Qu'est-ce qu'une bonne représentation ? L'Organisation internationale du Travail de 1919 à nos jours*, Paris, Dalloz, 2016, p. 47.

¹⁹²⁶ *Ibid.*, p. 53.

¹⁹²⁷ L'expression est tirée d'un entretien mené par Marieke Louis en novembre 2012 avec un représentant des travailleurs de la Russie. *Ibid.*, p. 58.

¹⁹²⁸ LESPINET-MORET Isabelle, *Projet global, politique internationale : L'Organisation internationale du Travail et la santé des travailleurs*, op. cit., p. 43.

que « La Société des Nations a pour but d'établir la paix universelle, et qu'une telle paix ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale¹⁹²⁹ ». En intégrant une « partie sociale », très centrée sur l'idée de « concorde sociale », le traité révèle bien ce « consensus autour de la question sociale [qui] signifie que la guerre a transformé les mentalités et les pratiques¹⁹³⁰ ». Cette idée de concorde sociale n'est pas sans rappeler la politique d'union des classes que Thomas avait prôné par son action à la tête du ministère de l'Armement, qui avait mis en place une série de commissions tripartites en charge du dialogue social dans les usines de guerre. Thomas représente ainsi cette affinité élective entre une politique fondée sur le dialogue et la concertation sociale et le tripartisme institutionnalisé à l'échelle internationale que va déployer l'OIT. Par son parcours même, du socialisme français du début du siècle à la réforme sociale libérale, il incarne cette hybridation politique qui préside à la création de l'OIT. Ainsi, dans le modèle de représentation tripartite adopté par la Commission du travail à partir d'un compromis tiré d'une proposition d'initiative britannique se lit aussi l'héritage des structures de dialogue social tripartite expérimentées durant la Première Guerre mondiale en Angleterre mais aussi en France¹⁹³¹. Sur ce point, la guerre a prolongé et réactualisé des pratiques de discussions tripartites dans le domaine social, inaugurées par l'administration du travail français¹⁹³².

Le Traité affirme cet objectif majeur de l'après-guerre d'amélioration des conditions de travail et établit la liste des domaines concernés : « la réglementation des heures de travail, la fixation d'une durée maxima de la journée et de la semaine de travail, le recrutement de la main-d'œuvre, la lutte contre le chômage, la garantie d'un salaire assurant des conditions d'existence convenables, la protection du travailleur contre les maladies générales ou professionnelles et les accidents résultat du travail, la protection des enfants, des adolescents et des femmes, les pensions de vieillesse et d'invalidité, la défense des intérêts des travailleurs occupés à l'étranger, l'affirmation du principe de la liberté d'association syndicale, l'organisation de l'enseignement professionnel et technique et autres mesures analogues¹⁹³³ ».

Au-delà de ce programme généreux de réformes du travail, se pose la question, épineuse elle aussi, des modalités concrètes d'adoption des conventions du travail. Autrement dit : la future

¹⁹²⁹ Traité de Versailles, Partie XIII, Section I. Organisation du travail.

¹⁹³⁰ LESPINET-MORET Isabelle, *Projet global, politique internationale : L'Organisation internationale du Travail et la santé des travailleurs*, op. cit., p. 45.

¹⁹³¹ Il faut rappeler ici que, comme l'a montré Isabelle Lespinet-Moret, des modes de discussions tripartites dans le domaine du travail existent depuis la fin du XIX^e siècle, au point de constituer un modèle au sein de l'administration du travail français.

¹⁹³² LESPINET-MORET Isabelle, *L'Office du travail, 1891-1914 : la République et la réforme sociale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007. LESPINET-MORET Isabelle « L'expérience Millerand. Théories et pratiques d'un État réformateur », op. cit.

¹⁹³³ Traité de Versailles, Partie XIII, Section I. Organisation du travail.

Organisation du travail aura-t-elle, ou non, le pouvoir de contraindre les États en cas de non adoption des conventions ? L'adoption des conventions sera-t-elle ou non obligatoire pour ces États membres ? De fait, il est impossible d'aboutir au vœu de certains, comme les délégués italiens et le Français Léon Jouhaux, qui auraient aimé mettre sur pied un véritable parlement supranational du travail appuyé sur des conventions obligatoires. Après des oppositions fortes entre la délégation américaine – hostile à toute forme de contraintes à l'égard des États – et la délégation britannique, favorable à un système contraignant pour les États, un compromis est finalement adopté. Celui-ci repose sur un système de conventions, qui doivent être ratifiées par les États, et des recommandations sans caractère contraignant, et sans possibilité de sanction par l'organisation en cas d'inaction des États¹⁹³⁴.

Voilà donc l'édifice bâti par le Traité de Paix qui donne naissance à une organisation internationale unique en son genre : tripartite, universelle et sociale. Alors que Thomas, tenu à l'écart, n'a pas joué un rôle direct sur l'élaboration de cet édifice dont il a cependant soutenu indirectement la création, son nom va s'imposer parmi les favoris prêts à même d'intégrer l'équipe dirigeante de cette nouvelle organisation. Un retour sur cette élection est ici nécessaire : elle est à la fois le résultat d'un compromis équilibré entre deux nations au cœur de la création de l'OIT, la France et l'Angleterre que, du point de vue de la carrière politique d'Albert Thomas, une forme de consécration à l'échelle internationale de l'idéal d'union des classes prôné durant la Grande Guerre.

¹⁹³⁴ Sur les débats portant sur l'adoption de ce compromis au sujet de la ratification des conventions, voir HIDALGO-WEBER Olga, *Dimensions transnationales des politiques sociales britanniques : le rôle de la Grande-Bretagne au sein de l'OIT, 1919-1946*, op. cit., p. 89-90.

II. Retour sur une élection : la consécration de l'idéal de l'union des classes ?

Alors que le texte du Traité de Versailles évoque la création d'une « organisation permanente », celle-ci est renommée « organisation internationale » à l'issue de la première Conférence internationale du Travail réunie à Washington à la fin de l'année 1919. Son action concrète, qui se veut « universelle ¹⁹³⁵ » repose sur l'action de trois organes, établis par les articles 388 et 393 du Traité de Paix : un organe législatif, la Conférence internationale du Travail, un organe exécutif, le Conseil d'Administration, et un secrétariat permanent placé sous l'autorité de ce dernier, le Bureau international du Travail. Une première conférence internationale du Travail, prévue par le Traité, se tient à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919 et donne lieu à l'adoption des six premières conventions internationales du Travail, portant sur le temps de travail quotidien et hebdomadaire, la protection de la maternité, le travail de nuit des femmes, le travail des enfants (âge minimum et travail de nuit), ainsi que les statistiques de chômage. C'est à l'issue de cette conférence que se tient la première session du Conseil d'administration (CA), dont les membres, choisis parmi les sept pays membres les plus industrialisés, doivent élire le président du CA et le directeur du BIT.

A. Les coulisses d'une élection : les ambiguïtés du soutien patronal à la candidature d'Albert Thomas

L'historiographie a déjà souligné les forces ayant joué en faveur de l'élection de Thomas à la tête du BIT¹⁹³⁶. Celle-ci a lieu lors de la première séance du Conseil d'Administration de l'OIT¹⁹³⁷. Pour B.W. Schaper, le secrétaire général adjoint de la SDN, le Français Jean Monnet, a joué un rôle prépondérant dans cette nomination, à la fois pour convaincre le socialiste du bienfondé de sa candidature, et par conviction de la nécessité de placer à la tête du BIT un homme politique, bon connaisseur de la classe ouvrière, et non une personnalité purement technocratique, profil qui allait peupler en partie les rangs des premiers fonctionnaires du

¹⁹³⁵ Cette notion pose question et se définit selon un impératif fonctionnel. Marieke Louis, *Qu'est-ce qu'une bonne représentation ? L'Organisation internationale du Travail de 1919 à nos jours*, op. cit., p. 79-90.

¹⁹³⁶ GUERIN Denis, *Albert Thomas au BIT 1920-1932 : de l'internationalisme à l'Europe*, op. cit., p. 20-22.

¹⁹³⁷ Organisation internationale du Travail, Conseil d'administration, Procès-verbal de la 1^{ère} séance (27 novembre 1919). En ligne : https://ilo.primo.exlibrisgroup.com/discovery/fulldisplay/alma995021589302676/41ILO_INST:41ILO_V2

BIT¹⁹³⁸. C'est un double appui syndical et patronal que reçoit Albert Thomas lors de cette élection au résultat assez surprenant, puisqu'Harold Butler, ancien fonctionnaire du ministère du Travail britannique et éminent secrétaire général de la Conférence de Washington en était le grand favori. Le raisonnement qui anime Jean Monnet est partagé par Léon Jouhaux qui, au nom des ouvriers, déclare devant le Conseil d'Administration :

« Bien que les ouvriers aient apprécié très hautement le travail fourni par M. Butler, ils affirment qu'il convient que l'Office international du Travail apparaisse aux yeux des masses ouvrières comme un organisme nouveau, placé en dehors du protocole administratif et susceptible de faire œuvre internationale effective. Pour cela, il est nécessaire que le poste de directeur de l'Office international du Travail soit occupé par un homme au courant du mouvement ouvrier international, pris en dehors des fonctionnaires ; c'est pour cette raison qu'ils proposent M. Albert Thomas¹⁹³⁹ ».

L'appui patronal a été également décisif : Robert Pinot, secrétaire-général du Comité des Forges, a donné des consignes claires à Louis Guérin, membre du groupe patronal du Conseil d'Administration dans le sens du soutien de la candidature de Thomas. Le fait s'explique doublement : le Comité des Forges a travaillé en bonne intelligence avec l'ancien ministre socialiste de l'Armement qui a su nouer des amitiés dans le groupe dirigeant de l'industrie française. Ceux-ci ont vu en lui davantage un homme d'État qu'un socialiste proche des mondes ouvriers, et cherchent, en soutenant sa candidature, à extraire le socialiste de son milieu partisan que ces patrons goûtent peu.

On n'a jamais suffisamment insisté jusque-là sur les ambiguïtés de ce soutien apporté par le patronat français. Une correspondance tout aussi musclée qu'instructive échangée entre Albert Thomas et Robert Pinot en 1921 au moment de « l'affaire Thomas »¹⁹⁴⁰ renseigne sur l'état d'esprit du patron français, qui œuvre effectivement pour la nomination du socialiste français¹⁹⁴¹. Cet échange montre tout d'abord le rôle du journaliste et ami du député socialiste, Charles Dulot, dans la proposition, en coulisses, du nom d'Albert Thomas comme candidat à cette élection. *L'Information ouvrière et sociale* dirigée par Dulot, et qui réunit des syndicalistes et patrons français, fut donc sans doute l'incubateur, le lieu de formulation informelle de cette candidature et de convergence des milieux syndicalistes et patronaux autour de la personnalité

¹⁹³⁸ *Ibid.* ; SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas : trente ans de réformisme social*, *op. cit.*, p. 214.

¹⁹³⁹ Organisation internationale du Travail, Conseil d'administration, Procès-verbal de la 1^{ère} séance (27 novembre 1919), *op. cit.*

¹⁹⁴⁰ *Cf.* chapitre 7.

¹⁹⁴¹ ABIT CAT 8-1-2-3. Correspondance d'Albert Thomas avec Robert Pinot (et incidemment avec Charles Dulot).

du député socialiste¹⁹⁴². Ce point relativise le sentiment de surprise formulé par ce dernier dans ses discours et dans ses correspondances au moment où il apprend son élection, d'abord provisoire en novembre 1919, puis confirmée officiellement par le CA du BIT le 27 janvier de l'année suivante. Ce consensus patronal autour de la personnalité du socialiste ne semble cependant pas avoir été obtenu sans espoir de contrepartie. Dulot aurait promis que le soutien à l'élection du député de Carmaux se fasse au prix du renoncement à ce dernier mandat. Pinot reproche donc à Thomas que la démission de son poste de député n'ait pas été immédiatement consécutive à son élection au BIT¹⁹⁴³ tandis que ce dernier nie avoir explicitement accepté cette condition au préalable. Les reproches de Pinot explosent donc en octobre 1921, au moment où Thomas pose officiellement sa démission du poste de député, après acceptation formelle et officielle de sa fédération, celle du Tarn. Fidèle, dit-il, à la discipline partisane, à laquelle il s'était déjà soumis à son corps défendant lors de la crise ministérielle de septembre 1917, il place cette décision sous les auspices de sa fédération. Pinot, dont on lit très ouvertement l'antisocialisme sous sa plume, ne supporte pas l'idée que Thomas prenne sa décision par obéissance à son parti, et non par souci de la neutralité qui incomberait à son statut de fonctionnaire international. Pinot s'agace également du non-respect par Thomas des engagements pris par Pinot en son nom auprès de ses collègues patrons¹⁹⁴⁴, sans doute plus encore antisocialistes que lui. Pinot accuse alors ce dernier d'être « l'homme d'un parti¹⁹⁴⁵ » que le patronat français craignait donc, à raison, qu'il demeure. Le patron des patrons exprime alors un fantasme, qu'il ne cessera d'agiter – avec plus ou moins de bonne foi – dans les années suivantes :

« Ce que je vous demande encore aujourd'hui, c'est de ne pas vous efforcer de constituer peu à peu à Genève, alors que toutes les Nations, absorbées par le souci du lendemain ne suivent pas avec assez de soin les voies où vous engagez le Bureau international du Travail, un super-État tendant à assumer petit à petit la direction et le contrôle de l'activité

¹⁹⁴² C'est dans le cadre de *L'Information ouvrière et sociale* que Thomas poursuit ses « conversations patronales » sur les questions de modernisation industrielle, de fordisme, etc. Voir par exemple la correspondance fournie qu'il entretient avec Louis Renault entre août 1917 et janvier 1920. Elle montre que Thomas lit précisément le *Bulletin des Usines Renault* que lui fait parvenir l'industriel. Le titre de cette publication, lancée à notre connaissance à la fin de la guerre, n'est d'ailleurs pas sans rappeler celle du ministère de l'Armement, le *Bulletin des Usines de guerre*, signe d'une circulation forte d'idées avec ces milieux patronaux. La correspondance entre les deux hommes montre également la propagande que mène Thomas dans l'ombre pour adjoindre ce patron automobile aux réseaux de soutien à la SDN. AN 94 AP 415. Correspondance entre Albert Thomas et Louis Renault.

¹⁹⁴³ Sur l'affaire Thomas, Cf. chapitre 7. Il démissionne de son poste de député en octobre 1921.

¹⁹⁴⁴ Et notamment Louis Guérin, délégué patronal français présent à la conférence de Washington.

¹⁹⁴⁵ ABIT CAT 8-1-2-3. Lettre de Charles Dulot à Albert Thomas du 8 octobre 1921 évoquant une discussion passée avec Robert Pinot.

économique de tous les États, et cela suivant les vues et le programme de la Deuxième Internationale¹⁹⁴⁶ ».

Robert Pinot regrette-t-il le soutien qu'il a apporté à l'homme politique socialiste lorsqu'il lui demande « de n'être au Bureau l'homme de personne¹⁹⁴⁷ » ? Voyait-il en lui un homme au socialisme plus que modéré, facilement manipulable ou du moins à la capacité de nuisance limitée face à la puissance des intérêts patronaux ? C'est fort probable, et ce contentieux originel n'est qu'un des éléments explicatifs de la mauvaise volonté dont fera preuve le délégué patronal au BIT à l'égard de celui-ci, pour en limiter l'autonomie, les compétences, les initiatives et autres enquêtes, comme le montre d'ailleurs précisément la suite de la correspondance entre les deux Français¹⁹⁴⁸. Par ailleurs, Thomas ignorait-il tout de la condition posée par le patronat français comme il l'affirme nettement à son interlocuteur ? Combien la pression patronale pèse-t-elle dans le choix de sa démission du mandat de député ? Il est difficile de répondre à la première question. En revanche, il est assez aisé d'affirmer que Thomas ne renonçât pas à être le supposé « homme d'un parti » pour devenir « l'homme des patrons ». Sans doute l'argument de la loyauté aux décisions de la Fédération socialiste du Tarn est un secours bienvenu pour sortir la tête haute de cette inextricable situation. Sans doute encore, les difficultés du cumul de ces deux mandats, pointées par les différentes parties en présence, hâtent sa décision finale.

B. La consécration à rebours de l'idéal d'union des classes ?

Une autre question s'impose : Thomas est-il, comme durant l'Union sacrée, la caution humaniste d'une organisation nouvelle qui aurait en fait pour conséquence d'institutionnaliser à l'échelle internationale la représentation des intérêts patronaux, et du même coup la renforcerait ? C'est un argument que certains partis de gauche, et notamment au sein de l'IC, ne cesseront de mobiliser durant les années 1920, sans doute parfois avec raison. Par ailleurs, au-delà de cette question de personne, la création de l'OIT accélère la structuration patronale avec la création de l'OIEI (Organisation internationale des employeurs industriels)¹⁹⁴⁹, sur le

¹⁹⁴⁶ ABIT CAT 8-1-2-3. Lettre de Robert Pinot à Albert Thomas du 5 octobre 1921. Voir annexe n° 6.

¹⁹⁴⁷ *Ibid.*

¹⁹⁴⁸ L'échange est reproduit en annexes (voir annexes n° 6, 7 et 8).

¹⁹⁴⁹ LESPINET-MORET Isabelle, « L'Organisation internationale des employeurs industriels au sein de l'OIT : l'apprentissage du tripartisme, (1919-1939) ? », in FRABOULET Danièle, HUMAIR Cédric, VERNUS Pierre (dir), *Coopérer, négocier, s'affronter, les organisations patronales et leurs relations avec les autres organisations collectives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 123-134.

modèle du camp « adverse », celui des ouvriers, déjà réunis internationalement au sein de la Fédération syndicale internationale, reconstituée lors du congrès d'Amsterdam d'août 1919. C'est cependant sans compter sur la lucidité de Thomas sur ce point, ainsi que sur sa volonté de faire du Bureau international du Travail un organe vivant, indépendant, et qui ne soit pas le seul reflet des rapports de forces déséquilibrés déjà existants dans la société et les structures économiques capitalistes.

À l'inverse, les assertions de Robert Pinot sur l'influence supposée de la Deuxième Internationale sur l'agenda politique du directeur du BIT semblent bien relever d'un fantasme antisocialiste et anti-ouvrier qui reflète assez largement la mentalité patronale d'une époque marquée par les grèves, les révoltes ouvrières et autres foyers révolutionnaires dans toute l'Europe. Elle montre également la méconnaissance, au demeurant peu surprenante, de Pinot vis-à-vis des affaires internes du Parti socialiste unifié au sein duquel l'étoile de Thomas pâlit largement, tout comme au sein de la Deuxième Internationale alors en pleine recomposition laquelle ne s'achèvera qu'en 1923. L'affaire Thomas a cependant une portée qui dépasse largement les seuls rangs socialistes. Le contexte d'élection du directeur du BIT est l'acte de naissance de nombreuses ambiguïtés, à la fois du côté des partis socialistes, qui ne deviennent pas les alliés objectifs d'une institution par ailleurs soutenue par la Fédération syndicale internationale née en 1919, mais aussi du côté du patronat qui y voit – ou cherche à y voir – une expression d'un mouvement socialiste en quête de subversion de l'ordre établi.

Du point de vue de l'institution, l'élection de Thomas est le reflet, à l'image de celle d'Arthur Fontaine à la tête du CA, de la position de force de la France. Au départ favori, le Britannique Harold Butler, est finalement desservi par la nomination d'un autre Britannique, Sir Eric Drummond à la tête du secrétariat-général de la Société des Nations, mais aussi par sa faible connexion avec les mondes socialistes et ouvriers tout autant qu'avec les réseaux de la nébuleuse réformatrice internationale¹⁹⁵⁰. Placer à la tête de l'OIT, Arthur Fontaine pour le CA et Albert Thomas pour le BIT, c'est, au-delà d'un règlement du rapport de force franco-britannique, sceller officiellement l'union entamée durant la guerre entre la réforme sociale privée et les mondes socialistes et ouvriers, union ainsi résolument placée sous le signe de la modernité politique et sociale.

Mais les coulisses de cette élection révèlent aussi les ambiguïtés du soutien apporté par le patronat français à la candidature de leur concitoyen socialiste qui nous dit quelque chose de ce nouvel internationalisme en cours de mise en place où les intérêts de classes sont bien vite

¹⁹⁵⁰ MAUL Daniel, *L'Organisation internationale du Travail : op. cit.*, p. 37.

compris par les acteurs patronaux alors en cours de structuration internationale et qui s'imposeront comme une force de freinage des mesures sociales proposées à l'OIT.

Malgré la surprise apparente, l'élection de Thomas est le résultat de la rencontre entre internationalisme libéral et internationalisme ouvrier entre lesquels il joue un rôle de pivot. Socialiste modéré, réformiste, à la stature d'homme d'État, il avait par ailleurs une personnalité qui pouvait rassurer les gouvernements tout en donnant un signal de bonne volonté aux travailleuses et travailleurs du monde entier. Le Français hérite donc de la direction du secrétariat d'une organisation internationale dont il soutenait la création ouvertement et dans l'ombre, mais dont il n'a pas pu influencer directement la conception institutionnelle.

III. Organiser le Bureau : entre impératifs fonctionnels et projet internationaliste interclassiste

Il n'est pas possible de revenir ici sur l'intégralité de l'action accomplie par Thomas à la tête du BIT. Nous tenterons ici de dégager quelques grands principes qui l'animent dès la mise en place de l'organisation du Bureau à Genève. Thomas n'est pas maître de l'armature globale du Bureau, fixée par la constitution de l'OIT. Il parvient néanmoins dès sa prise de fonction à imposer sa propre organisation au Conseil d'Administration. Tout d'abord, l'organisation interne du Bureau est elle-même le reflet de « l'internationalisme sans classe¹⁹⁵¹ » que Thomas cherche à réaliser et dont l'OIT doit pour lui être un levier. Ouverte sur l'extérieur, l'OIT se déploie également à travers une « diplomatie du travail » que met en place le directeur du BIT, et dans laquelle se déploie ce nouvel internationalisme, sur la base d'un tripartisme néanmoins imparfait.

A. Une organisation interne, reflet de la quête d'un « internationalisme sans classes »¹⁹⁵² ?

Organiser le Bureau n'est pas chose aisée : Marine Dhermy-Mairal a montré que l'organisation du BIT, après une phase initiale de balbutiement inhérente à toute institution naissante, se stabilise à la fin de l'année 1921, autour de trois divisions : une Division diplomatique (en charge des relations avec les gouvernements pour les ratifications et l'organisations des CIT), une Division politique (en charge des relations avec les organisations patronales et syndicales) et une Division scientifique (en charge des études et de la documentation), ainsi qu'une série de services techniques ou sections (hygiène industrielle, sécurité, agriculture, chômage, durée du travail, salaires, migrations, assurances sociales, techniques industrielles, coopération). Le témoignage d'E. P. Phelan sur l'installation du Bureau souligne l'« audace délibérée » d'Albert Thomas qui parvient à imposer en partie sa

¹⁹⁵¹ DOGLIANI Patrizia, « Progetto per un'internazionale « aclassista » : il socialisti nell'organizzazione internazionale del lavoro negli anni venti », in AGOSTI Aldo (dir.), *Esperienze e problemi del movimento socialista fra le due guerre mondiali*, Milan, F. Angeli, 1987, p. 45-68.

¹⁹⁵² *Ibid.*

conception de l'organisation du Bureau au Conseil d'Administration, considérant « la conduite et l'organisation du Bureau comme son affaire et la sienne seule¹⁹⁵³ ».

1. La Division des recherches ou l'adaptation internationale du socialisme normalien ?

Cette organisation reflète la conception politique d'Albert Thomas dont le réformisme social s'appuie désormais sur le développement d'une législation internationale du travail, fondée sur le dialogue entre différents acteurs : les syndicats, les coopérateurs, le patronat et les réformateurs sociaux de tous horizons. Elle est en même temps la synthèse internationale d'une vision politique construite de longue date, visant à donner aux travailleurs les outils forgés par les sciences sociales et par-là améliorer leurs conditions de vie et de travail.

C'est à la Division des recherches, ensuite renommée Division scientifique que revient cette tâche : dirigée par l'étatsunien Royal Meeker dès 1920, puis à sa démission par le géographe normalien Fernand Maurette, elle réactualise dans une arène internationale l'idéal du socialisme normalien¹⁹⁵⁴ (ou d'expertise¹⁹⁵⁵) cher à Thomas, en vertu duquel l'action politique rationnelle doit être guidée par la science. Certains membres du Conseil d'Administration reprochent d'ailleurs à Thomas l'objectif explicite qu'il souhaite donner à la fonction de la Division des recherches, à savoir de mettre à la disposition des organisations syndicales « un organisme scientifique impartial, capable de les aider et de les soutenir dans leurs efforts de progrès¹⁹⁵⁶ ».

Marine Dhermy-Mairal a bien montré l'importance que Thomas a accordé à cette Division. Après la démission – inattendue et maladroite – de Royal Meeker au début de l'année 1923¹⁹⁵⁷, le directeur du BIT dépense du temps et de l'énergie à trouver son successeur, et après avoir dû refuser la candidature du statisticien belge Armand Julin, il se tourne vers ce qui reste encore sa base-arrière : l'ENS de la rue d'Ulm, milieu qu'il approche à nouveau par le biais de Mario Roques. Thomas souhaite recruter un Français ; par ailleurs le choix du géographe de

¹⁹⁵³ PHELAN E. J. et THOMAS Albert, *Albert Thomas et la création du BIT*, op. cit., p. 65.

¹⁹⁵⁴ Sur le socialisme normalien voir PROCHASSON Christophe, *Le socialisme normalien (1907-1914) : recherches et réflexions autour d'un groupe d'études socialistes et de l'école socialiste*, op. cit. PROCHASSON Christophe, « Jaurès, l'École socialiste et le socialisme normalien », op. cit. PROCHASSON Christophe, *Place et rôle des intellectuels dans le mouvement socialiste français (1900-1920)*, op. cit.

¹⁹⁵⁵ JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés : les origines intellectuelles du réformisme en France, 1871-1917*, op. cit.

¹⁹⁵⁶ PHELAN E. J., *Albert Thomas et la création du BIT*, op. cit., p. 69.

¹⁹⁵⁷ Comme le montre Marine Dhermy-Mairal, l'étatsunien qui avait déjà un poste en vue aux USA, profite d'un séjour de vacances aux États-Unis pour annoncer sa démission à distance. DHERMY-MAIRAL Marine, *Les sciences sociales et l'action au Bureau international du Travail (1920-1939)*, op. cit., p. 122-123.

l'économie, Fernand Maurette garantissait ainsi de trouver « un homme très intelligent et qui a des qualités d'administrateur¹⁹⁵⁸ », à défaut de trouver un spécialiste. Fernand Maurette, formé à l'histoire avant de s'orienter vers la géographie, pensait l'économique et le social comme un tout. Thomas recourait ainsi aux services d'une personnalité à la culture politique et scientifique similaire à la sienne « doublé d'un ami sûr et discret¹⁹⁵⁹ ».

La Division scientifique devient très vite centrale pour faire du BIT un *Clearing House* du social à la disposition des mondes ouvriers. L'œuvre de science produite par le BIT est d'ailleurs un enjeu permanent de légitimation de son existence même ; l'exemple de l'enquête sur la production, la toute première lancée par l'OIT, montre l'hostilité croissante du patronat aux recherches du Bureau, alors même que son lancement est le fruit d'une demande du représentant italien du patronat Alberto Pirelli¹⁹⁶⁰. Le patronat accuse en effet le socialiste Edgard Milhaud de mener une enquête idéologiquement orientée. Assez logiquement, les 6 500 pages de l'enquête sur la production mènent à des conclusions favorables aux huit heures, en termes de gains de productivité et d'amélioration des conditions de vie des travailleurs. Il faut dire que, conformément à la célèbre formule de Thomas, la convention des huit heures « a du point de vue de l'existence et du fonctionnement de l'organisation une existence primordiale. Elle est la pierre de touche de son développement et de son influence dans le monde¹⁹⁶¹ ». L'ampleur du travail mené notamment pour collecter des données riches et nombreuses assure néanmoins à cette enquête d'être « reconnue par les États membres¹⁹⁶² », participant ainsi de la légitimation de l'expertise sociale produite par le BIT. Thomas a su faire du BIT « un *cluster* capable d'attirer à lui de jeunes durkheimiens soucieux de se reconvertir dans l'action et d'en finir avec les scrupules scientifiques de Durkheim vis-à-vis de l'action¹⁹⁶³ ». En somme, il ne se contente pas d'être « un centre mondial d'informations » mais devient progressivement un

¹⁹⁵⁸ Lettre d'Albert Thomas à Charles Andler du 13 septembre 1924, citée par DHERMY-MAIRAL Marine, *Les sciences sociales et l'action au Bureau international du Travail (1920-1939)*, op. cit., p. 130.

¹⁹⁵⁹ CARRUPT Roland, *Marie-Thérèse et Fernand Maurette-Dupuy : Une biographie familiale entre la rue d'Ulm et les bords du Léman*, thèse de l'Université de Genève, sous la direction de Sandrine Kott, 2021, p. 79.

¹⁹⁶⁰ DHERMY-MAIRAL Marine, « Du danger des enquêtes savantes. Faire œuvre de science dans l'entre-deux-guerres au Bureau International du Travail », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2016, vol. 4, n° 62-4, p. 7-32.

¹⁹⁶¹ ABIT D 601/910/1, Rapport du directeur au Conseil d'administration (CA), 1923. Cité in HIDALGO-WEBER Olga, *Dimensions transnationales des politiques sociales britanniques*, op. cit., p. 365.

¹⁹⁶² LESPINET-MORET Isabelle et DHERMY-MAIRAL Marine, « Réalités de terrain et terrain des réalités. Les enquêtes du Bureau international du Travail entre 1920 et 1940 », in GEERKENS Éric, HATZFELD Nicolas, LESPINET-MORET Isabelle et VIGNA Xavier (dir.), *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine : entre pratiques scientifiques et passions politiques*, op. cit., p. 301-317.

¹⁹⁶³ DHERMY-MAIRAL Marine, *Les sciences sociales et l'action au Bureau international du Travail (1920-1939)*, op. cit., p. 40.

« laboratoire international de sciences sociales¹⁹⁶⁴ » qui ne se contente pas de distribuer de l'information sociale, mais se veut une force agissante. Toute l'histoire de la première décennie d'existence du BIT, de l'enquête sur la production aux solutions émises pour répondre à la crise économique de 1929, montre ce souci de Thomas. Lui qui dans ses premières années d'engagement politique avait voulu développer en France une science social(ist)e¹⁹⁶⁵ voit dans le BIT qu'il dirige l'outil politique pour la légitimer et lui donner une aura internationale, visant non seulement à donner aux travailleurs « la science de leur malheur » pour reprendre la formule célèbre de Fernand Pelloutier, mais également la science de l'action pour agir sur les causes de ce malheur. L'action syndicale se mêle ici aux outils de la réforme sociale pour fournir des solutions à la question sociale et, non pas détruire la société telle qu'elle existe, mais la transformer en insufflant davantage de justice sociale. La Division des recherches est ainsi partie prenante de cet internationalisme sans classe que Thomas déploie au BIT ; le caractère technique ou scientifique de missions que se donne le BIT ne doit donc pas dissimuler les objectifs politiques qui les accompagnent.

2. Des sections techniques très politiques

a. La section coopérative, au service d'une révolution réformiste silencieuse ?

Certaines sections techniques du Bureau ont ainsi un caractère très politique et s'inscrivent ainsi dans ce projet d'internationalisme sans classe mis au jour par Patrizia Dogliani. C'est le cas notamment de la section russe et de la section de la coopération, toutes deux mises en place dès 1920. Dans le cas de cette dernière, Marine Dhermy-Mairal note très justement le caractère très politique de la constitution d'une section dédiée à la coopération :

« On peut être étonné qu'une telle section sur la coopération ait pu être acceptée par le Conseil d'administration du BIT. En effet, les coopérateurs proposaient un projet clairement politique, à l'instar du socialisme réformiste¹⁹⁶⁶ ».

Dès l'instauration du BIT, son directeur agit d'ailleurs auprès d'Ernest Poisson pour que l'ACI (Alliance coopérative internationale) ait « sa représentation au BIT¹⁹⁶⁷ ». La proposition de Thomas appuyée par le mouvement coopératif international et notamment par les

¹⁹⁶⁴ *Ibid.*, p. 63.

¹⁹⁶⁵ Cf. chapitre 2.

¹⁹⁶⁶ DHERMY-MAIRAL Marine, *Les sciences sociales et l'action au Bureau international du Travail (1920-1939)*, *op. cit.*, p. 157.

¹⁹⁶⁷ ABIT CAT 7-502. Correspondance entre Albert Thomas et Henry May, secrétaire de l'Alliance coopérative internationale. Copie d'une lettre d'Albert Thomas à Ernest Poisson du 11 mars 1920.

coopérateurs français visait à obtenir que l'un des deux représentants gouvernementaux soit issu du mouvement coopératif. Elle est néanmoins rejetée par le CA¹⁹⁶⁸. La manière dont Thomas présente cette proposition est cependant instructive pour comprendre le projet politique, économique et social qui l'anime :

« L'idée que l'on peut mettre en avant est que la collectivité qui représente le gouvernement et l'État constitue le tiers parti, que c'est elle qui doit départager et qu'elle ne peut être, comme cela est arrivé dans certains moments de l'histoire économique d'Amérique la victime d'une entente entre patrons et ouvriers, cherchant des avantages particuliers au détriment de l'intérêt collectif. Par contre, le fait d'avoir deux délégués gouvernementaux, deux délégués d'État donne un caractère de représentation des États souverains, c'est-à-dire de bureaucratie, d'autorité arbitraire, et dans certains cas, d'autorité de classe à la représentation du Bureau. La solution ne serait-elle pas que l'État, comme puissance collective, fut d'une part représenté par le délégué gouvernemental, et que d'autre part, la collectivité des consommateurs, la collectivité des intérêts économiques fut représentée par un délégué coopérateur ? Ainsi sera tranchée d'ailleurs la question controversée de savoir si les délégués gouvernementaux sont plus souvent favorables aux patrons ou aux ouvriers. Ainsi également le Bureau sera plus proche de la vie ¹⁹⁶⁹».

Thomas reprend ici cet idéal propre à la coopération, de représentation des intérêts des consommateurs et/ou des usagers comme garantie de celle de l'intérêt général, entendu ici comme l'équilibre des groupes d'intérêts antagonistes qui composent la collectivité. L'État seul ne peut fournir la garantie d'un arbitrage équilibré et juste entre les intérêts des patrons d'un côté et des ouvriers de l'autre, dont Thomas ne nie d'ailleurs pas l'antagonisme. La proposition formulée en ce sens étant rejetée par le CA du BIT, son directeur ne renonce cependant pas à assurer une représentation des intérêts coopératifs, interne aux services même du Bureau, selon la logique mise en avant par Marieke Louis selon laquelle la « représentativité [est] contournée par l'expertise¹⁹⁷⁰ ».

Dirigée par le coopérateur Georges Fauquet¹⁹⁷¹, que le directeur recrute directement¹⁹⁷², cette section technique prolonge l'insertion d'Albert Thomas dans les réseaux coopérateurs internationaux, notamment autour de l'ACI qui déploie dans l'entre-deux-guerres une politique active pour être représentée dans diverses instances internationales comme l'OIT, la SDN et

¹⁹⁶⁸ Louis LOUIS, *Qu'est-ce qu'une bonne représentation ? L'Organisation internationale du travail de 1919 à nos jours*, op. cit., p. 266.

¹⁹⁶⁹ ABIT CAT 7-502. Lettre d'Albert Thomas à Henry May du 16 mars 1920.

¹⁹⁷⁰ LOUIS Marieke, *Qu'est-ce qu'une bonne représentation ? L'Organisation internationale du Travail de 1919 à nos jours*, op. cit., p. 266.

¹⁹⁷¹ ABIT CAT 7-502. Lettre d'Albert Thomas à Henry May du 16 mars 1920.

¹⁹⁷² Cf. chapitre 9.

différentes conférences économiques internationales¹⁹⁷³. Thomas s'appuie d'ailleurs sur le travail mené par Georges Fauquet à la tête de cette section pour influencer la doctrine de l'ACI. La section dédiée à la coopération mène des études comparatives sur les formes de coopération, analyse l'évolution du mouvement coopératif dans le monde et développe des études d'économie sociale¹⁹⁷⁴.

En retour, les conceptions de Georges Fauquet, favorable au développement des coopératives de différents types, influencent celles de Thomas, initialement marquées par la conception socialiste de la coopération, surtout centrée sur le modèle des coopératives de consommation¹⁹⁷⁵. Dans le rapport qu'il présente au Congrès coopératif international de Gand, en septembre 1924, co-rédigé avec Fauquet, le directeur du Bureau précise d'ailleurs :

« C'est à lui [Fauquet] que doit en revenir presque tout le mérite. C'est lui aussi qui, non seulement a recueilli la documentation que j'ai utilisée, mais depuis déjà des années s'est fait l'apôtre des idées – quelques peu révisionnistes – qui constituent les idées fondamentales du présent rapport sur la vitalité de certaines formes coopératives et sur la part qu'il convient de leur reconnaître¹⁹⁷⁶ ».

La référence au caractère « révisionniste » des propositions de Fauquet – rappel explicite de la querelle révisionniste initiée par Édouard Bernstein en France et dont Thomas s'est fait en France le passeur¹⁹⁷⁷ – montre la distance prise progressivement par Thomas avec les doctrines coopératives strictement socialistes, dans la lignée du mouvement d'unification coopérative qu'il avait également initié dans les années 1910¹⁹⁷⁸. Dans le chapitre du rapport consacré à « la coopération et le salariat », il réfléchit à la manière dont les différentes activités coopératives doivent se rejoindre et s'entraider, mais aussi au rôle que pourrait jouer le BIT dans la réalisation de ce processus. En affirmant « qu'à chaque nouvelle période de l'évolution coopérative, force sera à notre organisation d'examiner les nouvelles expériences ou de préparer de nouvelles tentatives¹⁹⁷⁹ », il cherche à entraîner le BIT dans le giron de l'action de l'ACI au

¹⁹⁷³ WATKINS William P., *L'Alliance coopérative internationale, ses relations avec les grands organismes internationaux*, Amiens, Imprimerie nouvelle, 1952, p. 7-8.

¹⁹⁷⁴ ABIT P. 323. Le dossier personnel de Georges Fauquet conservé au BIT permet de saisir les concours de son action à la tête de la section en charge de la coopération. Sur ce point voir également DHERMY-MAIRAL Marine, « L'unification du mouvement coopératif au Bureau international du Travail : la « révolution silencieuse » d'Albert Thomas », *op. cit.*

¹⁹⁷⁵ DREYFUS Michel, « L'Internationale des coopérateurs (1896-1914) », *op. cit.*

¹⁹⁷⁶ AN 94 AP 474. « Les relations entre les différentes formes de la coopération », rapport présenté au XI^e congrès coopératif international, Gand, septembre 1924.

¹⁹⁷⁷ Cf. chapitre 1 et JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés : les origines intellectuelles du réformisme en France, 1871-1917*, *op. cit.*

¹⁹⁷⁸ Cf. chapitre 2.

¹⁹⁷⁹ AN 94 AP 474. « Les relations entre les différentes formes de la coopération », rapport présenté au XI^e congrès coopératif international, Gand, septembre 1924.

sein de laquelle s'exprime explicitement une tendance socialiste réformiste qu'il représente, aux côtés de personnalités comme Ernest Poisson par exemple. Thomas y présente ensuite un projet d'économie coopérative organisée à l'échelle internationale, autour de la poursuite de l'union organique entre coopératives de consommation et coopératives agricoles, appuyée sur la nécessité de la libre gestion de la main-d'œuvre dans les entreprises coopératives. Thomas conclut son rapport sur cette formule nette :

« C'est par l'articulation des différentes formes de la coopération que le mouvement coopératif sera capable de concilier – dans l'organisation du travail industriel comme dans l'organisation du travail agricole – la dignité humaine, l'activité libre et l'autonomie dans le travail avec le progrès technique et l'action collective¹⁹⁸⁰ ».

Les domaines d'action de l'OIT (protection du salariat, assurances sociales et droits de l'homme¹⁹⁸¹ et droits sociaux associés au travail) croisent opportunément les thématiques de l'économie coopérative et aboutissent à proposer une vision de l'économique et du social conçues comme un tout par le directeur du BIT qui a une conception extensive des compétences de ses services. L'internationalisme de la réforme sociale et l'internationalisme coopératif se croisent donc ici au profit d'une collaboration fructueuse, d'abord sur le plan intellectuel. Marine Dhermy-Mairal a souligné les « axiomes », autrement dit ces affinités électives existant entre la réforme sociale conçue à l'OIT et le mouvement coopératif international :

« Premièrement, la paix ne peut aboutir *a minima* que dans un régime de justice sociale ; deuxièmement, la justice sociale suppose un régime de coopération plutôt que de compétition économique ; troisièmement, l'universalité de la paix dépend du caractère international de la coopération ; quatrièmement et enfin, contre la lutte des classes prônée par les bolcheviks, il faut promouvoir la coopération entre les classes¹⁹⁸² ».

Thomas joue incontestablement un rôle de pivot, de *go-between*, entre ces arènes internationales, appuyé en cela par ses collaborateurs du Bureau à l'instar de Georges Fauquet, Edgard Milhaud, Maurice Colombain ou encore René Plissard, mais aussi par ses collaborateurs membres du comité directeur de la FNCC comme Ernest Poisson. Thomas souhaite-il pousser cette coopération entre le BIT et l'ACI jusqu'à faire de cette dernière le fer de lance de ses réflexions sur l'économie organisée ? C'est en tous cas ce que montre la contribution d'Albert Thomas au débat en cours au sein de l'ACI durant l'entre-deux-guerres au sujet des fonctions

¹⁹⁸⁰ *Ibid.*

¹⁹⁸¹ BONVIN Jean-Michel, *L'organisation internationale du Travail : étude sur une agence productrice de normes*, *op. cit.*, p. 45 et suivantes.

¹⁹⁸² DHERMY-MAIRAL Marine, « L'unification du mouvement coopératif au Bureau international du Travail : la « révolution silencieuse » d'Albert Thomas », *op. cit.*

attribuées au libre-échange. Alors que, sous l'influence des Britanniques, l'ACI prône le libre-échange international comme condition de développement libre des entreprises coopératives, le Français y défend depuis le congrès de l'ACI réuni à Bâle en 1921, une organisation coopérative de l'économie et du commerce mondial, fondée sur la coopération pacifique entre les nations. Autrement dit, Thomas cherche à faire de l'ACI un lieu de convergence et de propagande autour du concept d'une paix fondée sur la justice sociale posé par le Traité de Versailles et dont le BIT devient le promoteur. L'historienne Katarina Friberg conclut au constat de l'impossibilité pour Thomas de rendre sa tendance hégémonique au sein de l'ACI, face aux conceptions plus libérales de commerce mondiale de la plupart de ses membres. Il faut ajouter que le directeur du BIT fait également face à l'opposition formelle de la délégation soviétique exprimée notamment lors du congrès de Vienne de 1930 et en dépit même d'une convergence de vue assez nette sur la volonté de lutter contre les cartels et les monopoles et de réduire la compétition économique entre les nations¹⁹⁸³.

Cette remarque notée par Albert Thomas à l'issue de sa participation au congrès de l'ACI réuni à Vienne en 1930 montre sa lucidité face à l'échec de sa tentative :

« La vérité est que notre collaboration doit être plus développée. Au moins notre service de coopération établit-il un certain nombre de relations personnelles qui peuvent être la base d'un renouvellement de l'Alliance. La vie internationale est vraiment une tentative difficile [...]. Surtout, la pensée manque. L'Alliance est un grand corps sans âme. Elle est une grande force morale qui s'ignore. Lorsqu'on essaie de lui faire préciser la pensée qui se dégage de ses expériences, elle retombe presque invariablement à des formules usées, périmées. C'est toute notre histoire depuis dix ans, en particulier depuis Bâle. Nous n'en pouvons sortir que par un gros effort de pensée et de propagande : effort de pensée pour franchir maintenant le stade des quelques affirmations de principe auxquelles nous nous sommes attachés ; effort de propagande pour faire en sorte que, parmi la jeunesse coopérative ou intellectuelle de la coopération, il y ait union et volonté d'action¹⁹⁸⁴ ».

Même si Thomas échoue *in fine*, ces tentatives montrent sa capacité à investir plusieurs instances internationales pour promouvoir ici une vision de l'économie qui soit le prolongement de l'action menée par l'OIT en faveur de la justice sociale. L'influence de Charles Gide sur la pensée coopérative de Thomas mise en avant par Marine Dhermy-Mairal, s'affirme donc une

¹⁹⁸³ FRIBERG Katarina, « A co-operative take on free-trade : international ambitions and regional initiatives in International co-operation trades », in HILSON Mary, NEUNSINGER Silke et PATMORE Greg (dir.), *A Global History of Consumer Co-Operation since 1850: movements and businesses*, Leiden, Brill, 2017.

¹⁹⁸⁴ ABIT CAT 1-30-3-1. Notes de voyage d'Albert Thomas à Vienne du 11 au 28 août 1930, KOTT Sandrine et HOETHKER Dorothea (dir.), *À la rencontre de l'Europe au travail : récits de voyages d'Albert Thomas (1920-1932)*, *op. cit.*, p. 178.

fois qu'il est à la tête du BIT. Même si Thomas avait déjà été partisan de l'unité du mouvement coopératif, acté lors du Congrès de Bâle depuis 1912, il était alors proche de la coopération socialiste, surtout sensible au développement des coopératives de consommation, et alors plus circonspecte sur la nature potentiellement émancipatrice et anticapitaliste de la coopération agricole¹⁹⁸⁵. Le rapprochement de l'internationalisme de la réforme sociale prôné à l'OIT et de l'internationalisme coopératif de l'ACI au cours des années 1920 est concomitant de l'affirmation nette du rôle de la coopération, « conçue en 1912 comme le moyen de la destruction du capitalisme et de l'établissement d'un régime socialiste » puit réduit à un simple « moyen de la transformation sociale ¹⁹⁸⁶» au sein même du régime capitaliste à la fin des années 1920.

Alors que s'affirme avec force dans l'après-guerre l'attrait du modèle révolutionnaire communiste, s'impose donc la nécessité encore plus forte pour Albert Thomas d'affiner ses propositions de transformation de la société. S'appuyant sur l'expertise économique et sociale de ses services, et toujours dans le souci de maintenir la paix entre les nations et en leur sein, Thomas précise sa pensée économique durant les années 1920 par des propositions d'économie organisée, fondées sur le caractère libéral de la coopération ne heurtant pas l'esprit de libre entreprise. Dire cependant que cette pensée économique se construit dans la simple opposition au modèle bolchévique serait cependant bien hâtif et réducteur. L'exemple des missions confiées à la section du Bureau entièrement consacrée à la Russie relève encore une fois le caractère politique de l'entreprise menée par le directeur du BIT. Mais l'œuvre de documentation et d'enquête sociale insufflée par ses services sur la Russie mène en réalité à un dialogue plus grand, voire à des convergences entre les projets sociaux-économiques du BIT et le modèle de développement économique soviétique qui ne peut pas être réduit à un isolat exotique et radical. Comme le note très justement Katarina Friberg, les propositions de Thomas au sein de l'ACI contre les monopoles et en faveur d'une économie coopérative organisée internationalement pour dépasser le dogme de la compétition, ne sont pas si éloignées de celles des coopérateurs soviétiques à la même époque¹⁹⁸⁷.

Sous l'influence de Thomas, le BIT devient en réalité le poste d'observation privilégié de la situation économique et sociale russe, à l'heure où l'expérience communiste est encore mal

¹⁹⁸⁵ Cf. chapitre 2.

¹⁹⁸⁶ CAT 9-7. Dossier consacré au 25^e anniversaire de la mort d'Albert Thomas. RAMADIER Paul, « La pensée politique d'Albert Thomas et la coopération », in *Coopération : idées, faits, techniques*, septembre 1957.

¹⁹⁸⁷ FRIBERG Katarina, « A co-operative take on free-trade: international ambitions and regional initiatives in International co-operation trades », *op. cit.*

connue dans le reste du monde, ou tout du moins sujette à de nombreuses interprétations de nature idéologique en sa faveur ou en sa défaveur.

b. La section des études russes du BIT : un laboratoire anti lutte des classes ?

La création d'une section des études russes est en fait le résultat de la difficulté d'accès direct à la Russie à laquelle s'est heurtée le BIT au cours de sa première enquête sur le bolchevisme. Ce projet provient d'une demande formulée par le gouvernement polonais, soucieux d'approcher la réalité de la situation russe, encore fort mal connue trois ans après la révolution de 1917. Il se heurte néanmoins à l'hostilité des autorités russes, méfiantes à l'égard de ce qu'elles considèrent comme une ingérence capitaliste dans les affaires du peuple révolutionnaire, qui plus est formulée par le représentant d'un pays avec lequel elle était alors en guerre. Les enquêteurs n'ayant pu se rendre directement sur place, le BIT cherche à obtenir par d'autres moyens de la documentation sur la Russie. Il se dote alors en 1921 d'une section technique dédiée à ce pays. La direction est confiée au fonctionnaire italien formé à la sociologie Guido Pardo qui a passé de nombreuses années en Russie et alors en charge de l'enquête sur la Russie. Après son décès du typhus lors de la mission Nansen en Russie au cours de l'année 1921, c'est l'exilé russe notoirement antibolchévique Simon Zagorsky qui le remplace¹⁹⁸⁸. Le rôle de cette section est d'établir des contacts avec les institutions russes (commissariats du peuple, bibliothèques, centres de recherches, etc.) afin d'obtenir de la documentation permettant d'éclairer la situation socio-économique du pays. Elle cherche aussi à faire parvenir en Russie la production scientifique du BIT. Cette section entièrement consacrée à la Russie n'est pas sans rappeler le « bureau d'information russe » que Thomas avait constitué au sein du ministère de l'Armement durant la guerre¹⁹⁸⁹. La section russe du BIT devient à partir de 1921 l'un des outils du rapprochement avec l'URSS souhaité par Thomas, mais aussi par le groupe des travailleurs représenté notamment par Léon Jouhaux¹⁹⁹⁰.

Le travail d'échanges de documentation scientifique avec la Russie patiemment élaboré tout au long des années 1920 par le BIT montre toutefois le grand intérêt que portent les fonctionnaires du BIT à l'expérience russe. Cet intérêt est de nature scientifique, mais aussi politique et diplomatique, et ne peut se réduire à l'antibolchevisme de Zagorsky. L'enquête sur

¹⁹⁸⁸ LESPINET-MORET Isabelle et DHERMY-MAIRAL Marine, « Réalités de terrain et terrain des réalités. Les enquêtes du Bureau international du Travail entre 1920 et 1940 », in GEERKENS Éric, HATZFELD Nicolas, LESPINET-MORET Isabelle et VIGNA Xavier (dir.), *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine : entre pratiques scientifiques et passions politiques*, op. cit., p. 301-317.

¹⁹⁸⁹ Cf. chapitre 6.

¹⁹⁹⁰ KOTT Sandrine, « OIT, justice sociale et mondes communistes. Concurrences, émulations, convergences », op. cit. ; SCALLE Georges, *L'Organisation internationale du travail et le BIT*, Paris, Marcel Rivière, 1930, p. 103.

le bolchévisme des années 1920, tout comme la documentation recueillie par la section russe s'appuie ainsi à la fois sur des sources favorables au régime – y compris des documents de propagande – que sur des documents produits par des auteurs antibolchéviques.

Étant donné l'opposition idéologique de principe de la Russie soviétique au système de la SDN et a fortiori à l'OIT considérée par Moscou comme « l'agence réformatrice de l'impérialisme mondial¹⁹⁹¹ », l'établissement de relations ne peut passer par les voies diplomatiques officielles. Cette confrontation idéologique est d'ailleurs savamment mise en scène par la propagande communiste internationale, comme le montre cette caricature de *L'Humanité* de 1927, reprise par la *Pravda* (voir figure n° 14) Ce document, conservé dans les archives de l'OIT, au même titre que de nombreuses coupures de presse tirées de journaux communistes de divers pays, montre l'attention particulière que l'OIT accorde à cette publicité défavorable, qui risque de fragiliser le soutien des mondes ouvriers à l'institution genevoise, auquel Albert Thomas est très attentif.

¹⁹⁹¹ *Rapport du directeur présenté à la conférence de 1930*, p. 11.

Figure n° 14. Caricature de *L'Humanité* intitulée « La bourgeoisie passe en revue le premier bataillon des éteigneurs de foyers révolutionnaires », publiée dans la *Pravda*, 22 février 1927 (Archives historiques de l'OIT).



La Section russe établit donc une collaboration présentée comme « technique » avec différents Commissariats du Peuple ou des centres de documentation et Thomas profite également d'arènes officielles ou moins exposées pour nouer des relations avec les Russes ou obtenir des informations. À la conférence économique mondiale de Gênes en 1922, il approche les représentants de la Russie. Non sans une certaine forme de condescendance, il relate ensuite cette rencontre à l'exilé russe Serge Balachowsky :

« À Gênes même, tout en exprimant ou dans l'intimité, ou publiquement, aux représentants des Soviets le dégoût que je gardais pour leur politique, tout en leur disant que contre eux je restais fidèle au principe du socialisme démocratique, j'ai essayé, dans la mesure de mes forces, de chercher la possibilité d'une entente économique qui pût offrir au moins le maximum de garanties sous un régime politique comme le leur¹⁹⁹² ».

¹⁹⁹² ABIT CAT 5-76-4-5. Lettre d'Albert Thomas à Serge Balachowsky du 16 mai 1922.

Contrairement à son interlocuteur qui ne croit pas à la durabilité du régime soviétique, Thomas fait preuve d'une certaine forme de lucidité – néanmoins toujours teintée de dégoût – en affirmant qu'« en dépit de son caractère destructeur et épuisant pour la Russie, le bolchevisme peut cependant durer encore longtemps¹⁹⁹³ ». Il poursuit sa réflexion par la proclamation d'un « acte de foi, celui qui consiste à penser que tout effort de reconstitution économique commencée sous le régime des Soviets aura pour effet quasi-inéluctable ou la transformation du régime, c'est-à-dire l'établissement de garanties pour les individus et les biens, ou son renversement même ; mais à l'heure actuelle son renversement ne peut guère en être la conséquence¹⁹⁹⁴ ».

Au-delà des oppositions politiques entre l'expérience révolutionnaire russe et l'attachement à ce que Thomas appelle le socialisme démocratique, le modèle russe exerce une forme de fascination même sur ce socialiste nettement antibolchévique. Dans le cadre de l'organisation de son étape moscovite à l'occasion de son voyage en Extrême-Orient à la fin de l'année 1928, Thomas s'adresse au Commissaire adjoint aux affaires étrangères Maxime Litvinov en ces termes :

« Peut-être sera-t-il permis à l'homme privé, au républicain et au socialiste que vous connaissez, de répéter ce qu'il disait dans des conversations encore récentes, à savoir qu'il a toujours été passionnément attaché à votre pays ; qu'il ne peut pas pour la Révolution russe, oublier la théorie du "Bloc" de la Révolution française ; et qu'il est persuadé, quelles que soient ses réserves personnelles, que ce qui se passe depuis dix ans en Russie, est une de ces expériences historiques qu'il est impossible, pour tout homme soucieux d'action, d'ignorer, ou négliger¹⁹⁹⁵ ».

La formule – flatteuse – répond bien sûr aux canons d'usage de la politesse diplomatique minimale. Il n'en reste pas moins que Thomas, depuis la révolution de 1917, s'intéresse de près à l'expérience russe et invite donc ses services à faire de même. Au BIT, la Russie d'ailleurs est le seul pays non-membre de l'organisation à disposer d'une section spécialement consacrée à son étude, ce qui montre sa singularité. Pour les pays non-membres avec qui le BIT cherche à nouer des relations, ce sont des bureaux de correspondance qui sont mis en place à l'instar de celui de Washington. Thomas s'était d'ailleurs montré favorable à la mise en place d'un tel bureau de correspondance à Moscou. C'est ce qu'il propose à Schmidt, Commissaire du Peuple au travail, en 1928, néanmoins conscient de la réticence qu'une telle représentation officielle

¹⁹⁹³ ABIT CAT 5-76-4-5. Lettre d'Albert Thomas à Serge Balachowsky du 4 avril 1922.

¹⁹⁹⁴ ABIT CAT 5-76-4-5. Lettre d'Albert Thomas à Serge Balachowsky du 16 mai 1922.

¹⁹⁹⁵ ABIT CAT 1- 28 – 5 -1. Minute de la lettre de Thomas à Litvinov du 27 septembre 1928.

de Genève à Moscou est susceptible d'entraîner¹⁹⁹⁶. Ces craintes se révèlent d'ailleurs fondées, puisque les autorités russes se refusent à l'établissement d'un tel bureau de correspondance. La liaison Genève-Moscou passe donc par l'établissement de relations présentées comme scientifiques, cheval de Troie d'une collaboration politique à plus long terme espérée par le BIT :

« Nos organisations respectives ne peuvent que gagner à s'informer mutuellement en toute impartialité. La science est au-dessus des partis, et j'ai ici la volonté de faire œuvre vraiment scientifique¹⁹⁹⁷ ».

Le rapport du directeur, qui fait état des relations que le BIT développe avec divers pays et institutions permet d'ailleurs de saisir l'évolution de ces échanges de nature scientifique tout au fil des années 1920. Force est de constater que la partie consacrée à l'URSS y est de plus en plus substantielle. Elle dresse un état des lieux des relations avec le gouvernement, ou des institutions de recherche russe, des publications que le BIT consacre à la Russie, ou que le BIT reçoit de Russie. À partir de 1924, le rapport comporte aussi un état des lieux précis et exhaustif de la situation socio-économique russe, que le directeur dresse à partir de la documentation fournie par la Section russe.

Les années 1924-1928 semblent ainsi être des années fastes pour les relations établies entre le BIT et diverses institutions russes, et en particulier avec le Commissariat du Peuple au Travail : dès 1924, l'OIT est en contact avec 18 organisations en vue d'échanges de documentation¹⁹⁹⁸. En 1926, Thomas s'enorgueillit dans son rapport du fait que la bibliothèque du BIT possède 3 000 publications non périodiques russes. En 1927, le chef des études scientifiques du Commissariat du peuple au Travail, Markusson, se rend en visite au BIT, signe d'une certaine confiance établie et de la reconnaissance implicite de la qualité des études menées par le BIT sur la Russie¹⁹⁹⁹. De fait, l'OIT devient sans doute le centre d'expertise le mieux renseigné et documenté sur la situation russe de l'entre-deux-guerres, si l'on en croit le rapport sur l'activité de la Section russe remis à Thomas par Zagorsky en 1924 :

¹⁹⁹⁶ ABIT CAT 6A-7-2. Lettre d'Albert Thomas à Schmidt d'octobre 1928.

¹⁹⁹⁷ ABIT CAT 6A-7-2. Lettre d'Albert Thomas à Schmidt d'octobre 1928.

¹⁹⁹⁸ Parmi elles, le commissariat du travail, le conseil central panrusse des syndicats, le commissariat de la justice, le commissariat des finances, l'administration principale des assurances sociales, l'administration centrale de la Statistique, l'institut des recherches économiques, le conseil suprême d'économie nationale.

¹⁹⁹⁹ PRINCE Charles, « The USSR and International Organizations », *The American Journal of International Law*, 1942, vol. 36, n° 3, p. 425-445.

« Sans parler des nombreuses visites de personnes qui viennent de Russie ou vont en Russie et qui désirent obtenir des renseignements, je dois signaler encore que le Service russe devient peu à peu un centre de documentation sur les questions russes à l'heure actuelle²⁰⁰⁰ ».

L'approche scientifique choisie par le BIT vise à contourner les freins diplomatiques existant entre l'OIT et l'URSS qui refuse de l'intégrer – de même que la SDN – pour des raisons idéologiques. Comme l'ont montré Isabelle Lespinet-Moret et Marine Dhermy-Mairal, la première enquête sur le bolchévisme, qui n'a donc pu s'appuyer que sur des sources secondaires néanmoins riches et variées, n'est pas exempte de présupposés idéologiques :

« N'en déplaise aux enquêteurs chargés de lui donner un atour apolitique, l'enquête est bien conduite avec des arrière-pensées politiques, qui rendent son mode opératoire axiologiquement orienté. Le questionnaire destiné aux entreprises étrangères en Russie et aux entreprises russes à l'étranger est ainsi remarquable par l'usage de catégories imposées, marquées par une conception libérale de l'économie, de la politique et du travail²⁰⁰¹ ».

Il ne faut cependant pas en inférer que les publications produites par le Bureau sur la Russie peuvent être qualifiées d'antibolchéviques. À la fin des années 1920, la promotion de l'économie organisée par les services du BIT n'est pas étrangère au développement de la planification en Russie. Pour Thomas, « il faut le reconnaître, le plan quinquennal ne manque ni d'une certaine audace, ni de grandeur²⁰⁰² ». Le directeur du Bureau s'intéresse de près au développement de la Nouvelle économie politique (NEP) lancée par Lénine en 1921²⁰⁰³, puis au premier plan quinquennal initié en 1928. Le développement de ces relations avec les Russes permet au directeur d'envisager en 1928 un passage par Moscou lors de son voyage en Extrême-Orient, et des rencontres sur place – officieuses – avec certains commissaires du peuple. Une seule personnalité – de choix – refusera de le rencontrer : Staline. Malgré la position officielle des russes à l'égard de l'OIT et de la SDN, le passage de la frontière germano-russe est l'occasion d'une première surprise. D'une part, il n'a été fait aucune difficulté à la petite équipée genevoise pour l'obtention des passeports, qui a été facilité par les réseaux

²⁰⁰⁰ ABIT CAT 6A-7-2. Rapport de Zagorsky sur le fonctionnement du Service des questions russes du 6 novembre 1924.

²⁰⁰¹ LESPINET-MORET Isabelle et DHERMY-MAIRAL Marine, « Réalités de terrain et terrain des réalités. Les enquêtes du Bureau international du Travail entre 1920 et 1940 », *op. cit.*

²⁰⁰² *Rapport du directeur présenté à la Conférence internationale du travail de 1930*, p. 15. Dans ses notes de voyage en Orient, il écrit : « Quelles que soient les erreurs des bolchéviques, la planification n'en demeure pas moins, [en tant que tentative d'organisation systématique des rapports entre production et consommation et de contrôle des prix], une expérience passionnante pour nous socialistes », notes de voyage, à la rencontre de l'Orient, journée du 4 novembre 1928. THOMAS Albert, *À la rencontre de l'Orient : notes de voyage, 1928-1929*, *op. cit.*, p. 10.

²⁰⁰³ ABIT CAT 6-A-7-2. Note d'Albert Thomas pour Zagorsky du 26 mai 1924 lui demandant d'orienter ses études en cours sur le mouvement syndical russe en intégrant l'analyse de la NEP.

diplomatiques allemands et le commissaire russe aux affaires étrangères Litvinov. De l'autre, le passage de la frontière se fait de manière tout à fait cordiale, contrairement aux appréhensions de Thomas²⁰⁰⁴ et surtout d'Edward Phelan, qui le relate dans son témoignage²⁰⁰⁵. La description des rues moscovites que Thomas dresse dans ses notes personnelles montre déjà un certain *hiatus* entre ses conceptions *a priori* de la situation économique et sociale de la Russie communiste et l'observation directe. Il admet observer sous ses yeux la disparition effective des classes prônées par le régime, bien qu'il assimile les foules uniformes croisées à Moscou à une homogénéisation de la « médiocrité²⁰⁰⁶ ». Il constate néanmoins l'absence de mendiants dans les rues et donc une forme d'éradication de la grande pauvreté, qui contraste avec la misère observée en 1916 et 1917 lorsque les privations dues à la guerre étaient à leur paroxysme. S'attachant aux conditions matérielles des ouvriers russes, il note le bon achalandage des magasins alimentaires, qu'il impute cependant au contexte exceptionnel du faste des préparatifs de la fête de la Révolution. Pendant son voyage, Thomas assiste, mi-sceptique, mi-fasciné, au défilé de la fête de la Révolution ; si cette parade confirme son sentiment préalable que la Russie soviétique est un « perpétuel congrès socialiste²⁰⁰⁷ », il ne cache pas son admiration pour la vitalité du régime, capable de susciter l'adhésion des masses ouvrières. Mais derrière ces aspects idéologiques, Thomas livre également une réflexion originale sur le fonctionnement politique de la Russie, à partir de ses rencontres avec quelques commissaires du peuple. Il déplore en effet le faible rôle politique de ces techniciens du régime, et regrette que ces commissaires, pourtant les plus à même de réalisations économiques et sociales solides, voient leur autorité politique confisquée par le *Politburo* hégémonique. Il dénonce de plus la prépondérance du parti unique, seul détenteur de l'autorité politique. Mais il développe sa critique, non pas sur le terrain idéologique, en opposant comme le il fait traditionnellement dans ses discours le socialisme démocratique et le bolchévisme autoritaire, mais sur le plan plus technique de l'efficacité politique d'un régime confronté à l'immense défi du relèvement économique et social de la Russie :

« Il semble bien que, par réaction contre le parlementarisme et les gouvernements constitutionnels, il y ait, dans les formations récentes quelque chose de nouveau. [...] Les commissaires du peuple et, d'une façon générale, les techniciens, s'ils ne font pas partie du Politburo, voient leurs décisions arrêtées et réformées, ou même supprimées par des

²⁰⁰⁴ THOMAS Albert, *À la rencontre de l'Orient : notes de voyage, 1928-1929, op. cit.*, p. 1-2.

²⁰⁰⁵ PHELAN E. J., *Albert Thomas et la création du BIT, op. cit.*, p. 257.

²⁰⁰⁶ THOMAS Albert, *À la rencontre de l'Orient : notes de voyage, 1928-1929, op. cit.*, p. 3.

²⁰⁰⁷ *Ibid.*, p. 1.

dirigeants du parti. [...] Il y a le parti, avec sa pensée de la révolution mondiale, il y a la Russie, avec les besoins quotidiens de la reconstruction. Qui l'emportera ?²⁰⁰⁸ »

Alors en visite dans une URSS en transition avant l'hégémonie stalinienne, Thomas pense pouvoir exploiter l'apparente opposition entre ceux qu'il considère comme les experts du régime, plus ouverts sur le reste du monde, à savoir les commissaires du peuple, et les membres du Politburo, gardiens de l'orthodoxie révolutionnaire. En cherchant pragmatiquement à s'appuyer sur les premiers, il souhaite mettre en œuvre une coopération scientifique donc présentée comme apolitique, pour contourner les oppositions idéologiques de principe. Thomas cherche ainsi à inaugurer une forme de diplomatie technocratique, reposant sur la croyance d'une communauté d'intérêts entre experts qui pourrait l'emporter sur les convergences idéologiques. En cela, l'étape moscovite de Thomas participe de cette « histoire transnationale » des voyages entre URSS et Occident, qui ne se contente plus d'une analyse sous l'angle de « l'affrontement polémique des régimes » mais souligne également les circulations d'idées, d'hommes et de pratiques induits par ces voyages²⁰⁰⁹.

Cette tentative d'établissement de relations scientifiques ne se solde cependant pas toujours par un succès. En 1930, Après la publication par le BIT d'une *Étude comparative de salaires dans diverses villes capitales*, qui montre que les salaires moscovites sont inférieurs de 30 % aux salaires berlinois, avec l'approbation du Commissariat du Peuple au Travail, les autorités politiques russes signalent leur indignation, licencient le statisticien russe qui a collaboré avec le BIT et envoient une lettre de protestation au directeur du BIT. Celle-ci indique clairement que « l'échange de publications entre les deux institutions ne peut en aucun cas être interprété par le Bureau comme un rapprochement politique entre l'Union soviétique et le Bureau du travail²⁰¹⁰ ».

Même si Thomas se leurre donc en partie sur la possibilité d'un retournement favorable de cette dichotomie entre « techniciens » et « doctrinaires » du régime, l'étape à Moscou participe d'un processus de mise en place de liaisons dites scientifiques qui visent à connaître la situation russe et à l'intégrer dans un cadre d'analyse comparatif. Des motifs politiques se cachent bien sûr derrière cette prétention scientifique. La connaissance du régime russe permet d'asseoir la réputation du BIT de *Clearing House* du social et donne également des gages d'impartialité

²⁰⁰⁸ *Ibid.*, p. 4.

²⁰⁰⁹ CŒURE Sophie, « Les voyages entre l'URSS et l'Occident : quelle histoire transnationale ? », *Les Cahiers Sirice*, 2016, n° 16, p. 119-126. Sur les voyages des intellectuels en URSS dans l'entre-deux-guerres, voir CŒURE Sophie et MAZUY Rachel, *Cousu de fil rouge : voyages des intellectuels français en Union soviétique. 150 documents inédits des archives russes*, Paris, CNRS Éditions, 2011.

²⁰¹⁰ Cité in PRINCE Charles, « The USSR and International Organizations », *op. cit.*

pour les mouvements ouvriers de toutes obédiences, soucieux de connaître le sort des ouvriers russes. Au Conseil d'Administration du BIT, le groupe ouvrier et Léon Jouhaux en particulier, se montrent particulièrement favorable à l'échange de documentations, à l'envoi d'enquêteurs et même à la nomination de représentants de la Russie au BIT²⁰¹¹. La mise en place de relations scientifiques encouragée par Thomas participe également de cette « politique de la présence » qu'il avait déjà cherché à développer en France après la Révolution russe de 1917²⁰¹². À l'échelle du BIT, cette politique s'apparente à une forme douce de cordon sanitaire : la coopération scientifique doit poser les prémices d'une coopération politique plus large, dépassant les clivages idéologiques. Le constat que Thomas fait de l'intransigeance politique des dirigeants soviétiques n'entraîne pas à ses yeux la condamnation de toute l'entreprise révolutionnaire. Au contraire, il critique nettement la position des puissances occidentales, incapables de tendre la main à la Russie soviétique. Thomas percevait-il le développement d'une expertise socio-économique sur la situation russe comme le moyen de promouvoir une réforme du régime de l'intérieur ? C'est ce que ses échanges avec l'exilé russe Serge Balachowsky laissent entendre. Face à ceux qui prônent une opposition frontale avec la Russie des Soviets pour mener à l'effondrement du régime, Thomas avance au contraire que la vitalité du régime et l'adhésion qu'il suscite parmi la population russe, grâce à une propagande considérée comme efficace, empêchent une rupture brutale. La contre-révolution elle-même ne pourra donc se faire que dans la douceur... et par des réformes économiques venues de l'intérieur, appuyées sur des corps intermédiaires comme les syndicats ou les coopératives. La position de Thomas oscille entre endiguement doux du message révolutionnaire radical par le développement d'une politique de réformes sociales et pragmatisme diplomatique fondé sur le dialogue « technique » et l'appréhension intellectuelle de la nature du régime. Sur ce point, comme sur d'autres, Thomas raisonne d'ailleurs encore en historien socialiste nourri du modèle de la Révolution française, et en fonctionnaire international soucieux de trouver dans le régime politique qu'il observe les leviers potentiels de développement d'instances tripartites de dialogue social sur lesquelles repose la politique prônée par l'OIT. Ainsi, alors que le contexte immédiat de naissance de l'OIT répond effectivement à la nécessité d'apporter une réponse à la révolution violente comme l'a montré James Shotwell, il n'en va plus de même quelques années plus tard. Thomas fidèle à sa méthode réformiste et pragmatique perçoit donc le BIT comme le fer de lance d'une expertise économique dont les techniciens du régime pourraient

²⁰¹¹ Cette demande de Jouhaux et Mertens, le représentant belge des travailleurs, aboutit à l'adoption d'une résolution concernant les relations URSS-OIT à la Conférence internationale du Travail de 1924.

²⁰¹² Cf. chapitre 5.

s'emparer afin de réformer le système – désormais durable – de l'intérieur. D'où l'intérêt également pour le NEP développée par Lénine à partir de 1921 et que Thomas perçoit comme un outil une voie de sortie à l'isolement de la Russie. Dans les années 1950, on retrouvera d'ailleurs dans la bouche des fonctionnaires genevois ce discours en faveur de la modernisation économique et sociale « in the ILO Way » à l'égard des pays fraîchement décolonisés²⁰¹³.

Dans un contexte bien différent de celui de Guerre Froide analysé par Sandrine Kott, on observe donc les prémices du développement d'un internationalisme qui au-delà de l'idéal s'affirme bien comme « une pratique fondée sur l'échange de savoir-faire et sur l'existence ou la constitution de “sociétés internationales”, soit de réseaux d'acteurs dont l'identité et l'activité ne sont pas entièrement définis par leur appartenance à un espace national ²⁰¹⁴», et ajoutons ici, comme le montre cet exemple de l'axe Genève-Moscou, par leur appartenance à un modèle système idéologique clos. La « technicisation²⁰¹⁵ » de l'approche des problèmes sociaux et économiques de la Russie et le passage par des arènes officieuses de discussion permettent de contourner les antagonistes idéologiques. Il serait d'ailleurs faux de dire que la relation de contrôle que ce dispositif implique est à sens unique ; pour les autorités russes, la connaissance des publications produites par le BIT est sans doute également un outil pour organiser la contre-propagande ; par ailleurs, les catégories économiques forgées en Russie, comme celle de planification, peuvent également influencer la pensée économique des experts du BIT, à commencer par son directeur lui-même²⁰¹⁶. Le projet d'internationalisme sans-classe que déploie Thomas depuis le BIT, précisément parce qu'il passe par des arènes détournées et se présente comme technique et donc apolitique, pose les bases de pratiques politiques internationales qui transparaissent dans le quotidien de l'action menée depuis Genève, dans et hors les murs du BIT.

B. Le tripartisme au service de la classe ouvrière ?

Souvent dépeinte par le patronat comme un super-État ou comme une institution au service des intérêts des travailleurs, voire dans les discours les plus caricaturaux, comme une antenne

²⁰¹³ MAUL Daniel, « “Help Them Move the ILO Way”: The International Labor Organization and the Modernization Discourse in the Era of Decolonization and the Cold War », *Diplomatic History*, 2009, vol. 33, n° 3, p. 387-404.

²⁰¹⁴ KOTT Sandrine, *Organiser le monde : une autre histoire de la guerre froide*, Paris, Seuil, 2021, p. 22.

²⁰¹⁵ KOTT Sandrine, « OIT, justice sociale et mondes communistes. Concurrences, émulations, convergences », *op. cit.*

²⁰¹⁶ Cf. chapitre 9.

de la Deuxième internationale au service de la subversion sociale, l'OIT serait l'arène de réalisation d'un tripartisme déséquilibré, au service de la classe ouvrière et dont le directeur socialiste serait le meilleur agent. Il faut néanmoins préciser ici le rôle que Thomas, en tant que fonctionnaire international, entend donner au tripartisme. Ce dernier affirme sa pleine convergence de vue avec l'analyse dressée par le juriste français Georges Scelle qui consacre, en 1930, un important essai à l'OIT et au BIT. Il y affirme que :

« L'Organisation du Travail n'a pas été instituée pour tenir la balance égale entre les intérêts du patronat ou de l'entreprise et ceux des salariés. Elle a été créée pour promouvoir les progrès de la situation des travailleurs et non pour équilibrer les deux grands facteurs de la production, la direction des entreprises et la main-d'œuvre. Le premier est réputé posséder des moyens suffisants pour défendre sa position. Le BIT accomplit scrupuleusement le devoir que le Traité de paix lui prescrit en défendant les intérêts du second. Il n'a pas à garder une froide impartialité, mais à seconder les revendications légitimes de la classe ouvrière. Non, certes, qu'il puisse faire abstraction des circonstances, de la situation économique, des difficultés des entreprises : ce serait une politique peu réaliste. Mais enfin l'arbitre ce n'est pas lui, c'est la Conférence. Le BIT est l'avocat²⁰¹⁷ ».

Les faits semblent donner en partie raison à Georges Scelle, mais sur ce point encore, Thomas est pris par son sujet et, à ses yeux, le tripartisme se mue progressivement en outil au service d'un intérêt général qui dépasse les seuls intérêts de la classe ouvrière. Nous retracerons ici quelques éléments qui permettent d'affiner les conceptions de Thomas sur ce sujet.

Tout d'abord, si l'on se plonge dans les réseaux que Thomas cherche à développer depuis Genève, on observe, assez logiquement, une relation privilégiée avec les forces syndicales dites « réformistes » et rassemblées au sein de la FSI. Néanmoins, des syndicats minoritaires à l'instar des groupements syndicaux chrétiens sont également représentés à l'OIT²⁰¹⁸. La collaboration politique qui se transforme ensuite en routine administrative entre le BIT et la FSI est néanmoins celle qui revêt la plus grande importance. Celle-ci est facilitée par les relations personnelles que Thomas entretient avec certains membres éminents de la direction de la FSI comme le hollandais Jan Oudegeest, ce qu'atteste la dense correspondance entre les deux hommes, analysée par l'historien Reiner Tosstorff²⁰¹⁹. Néanmoins conscient de l'hostilité

²⁰¹⁷ SCELLE Georges, *L'Organisation internationale du travail et le BIT*, op. cit., p. 113.

²⁰¹⁸ *Ibid.*, p. 113-115. Sur les relations entre l'OIT et le syndicalisme chrétien, voir ZARAGORI Aurélien, *L'Organisation internationale du Travail et les milieux chrétiens, 1919-1969*, thèse de l'Université Lyon 3, sous la direction de Jean-Dominique Durand, 2018.

²⁰¹⁹ TOSSTORFF Reiner, « Albert Thomas, the ILO and the IFTU : A Case of Mutual Benefit ? », in VAN DAELE Jasmien, RODRÍGUEZ GARCÍA Magaly, VAN GOETHEM Geert et VAN DER LINDEN Marcel (dir.), *ILO Histories: Essays on the International Labour Organization and its Impact on the World during the Twentieth Century*, Bern, Peter Lang, 2010, p. 91-114.

potentielle du patronat, Thomas cherche à maintenir ses bonnes relations avec la FSI, mais sans compromettre sa propre mission ; celles-ci sont donc surtout officieuses et informelles. Elles ne visent cependant pas seulement à faciliter la coopération de la FSI dans l'action quotidienne de l'OIT, mais s'inscrivent également dans l'action plus vaste de Thomas pour contrer la tendance communiste émergente à la FSI sous le leadership d'Edo Fimmen à partir de 1924, et confirmée par le renversement de la tendance réformiste d'Oudegeest par la minorité d'extrême gauche représentée par le premier. La construction du tripartisme comme pratique politique et administrative quotidienne passe donc par cette forme de diplomatie active à l'égard des instances syndicales de la FSI. Elle n'est cependant pas exempte d'objectifs incidents, qui visent à contrer l'influence communiste dans le mouvement syndical mondial, perpétuant ainsi la contre-offensive réformiste lancée par Thomas depuis la Première Guerre mondiale²⁰²⁰. Par ailleurs cette proximité avec le mouvement syndical international se confirme également dans les recrutements du personnel du Bureau : des syndicalistes hollandais comme Jan de Roode²⁰²¹ et Adolf Staal²⁰²², yougoslaves comme Zivko Topalovic²⁰²³ ont ainsi intégré l'équipe du BIT. L'exemple du recrutement du syndicaliste français de la CGT, l'ancien mineur Georges Dumoulin²⁰²⁴, confirme ce volontarisme de Thomas pour s'adjoindre des forces syndicales réformistes, qu'il considère comme des passeurs, des *go-between* entre les instances de l'OIT et le mouvement ouvrier dont ils sont issus. C'est d'ailleurs Thomas qui recrute directement Dumoulin en 1924 dans le service des relations ouvrières, poste qu'il occupe jusqu'en 1930, et exige même qu'il soit dispensé du concours de recrutement :

« Lorsqu'il s'agit, comme dans le cas présent, d'avoir un homme qui, par son passé, par ses relations, par son autorité personnelle, assure au Bureau les relations les meilleures avec tous les syndicats de langue française, il est difficile de s'en remettre à la solution par concours, généralement prévue pour les postes de membres B²⁰²⁵ ».

²⁰²⁰ Cf. chapitre 6.

²⁰²¹ Jan de Roode (1866-1945) est rédacteur en chef du quotidien social-démocrate néerlandais *Het Volk* et l'un des leaders du parti social-démocrate néerlandais. Il rejoint le BIT de 1920 à 1926. Chargé des relations avec les syndicats néerlandais, il continue à fournir des informations régulières à Albert Thomas même après son départ du BIT.

²⁰²² Adolf Staal, leader syndical néerlandais, est également membre du bureau de la FSI.

²⁰²³ Zivko Topalovic (1886-1972) a été membre fondateur du parti socialiste yougoslave.

²⁰²⁴ Georges Dumoulin (1877-1963) est un ancien mineur, militant socialiste et syndicaliste passé du guesdisme au réformisme. Membre de la CGT, il rallie Léon Jouhaux et l'unité confédérale à la fin de la Première Guerre mondiale. Il est en charge des relations ouvrières au BIT de 1920 à 1924.

²⁰²⁵ ABIT P. 1688. Dossier personnel de Georges Dumoulin.

Thomas lui présente explicitement son recrutement comme l'un des « moyens qui [lui] permettraient tout à la fois de servir et d'influencer le mouvement ouvrier du dehors²⁰²⁶ ». Il lui affirme ensuite :

« Nous pourrions avec toi créer une sorte de modèle de relations entre une organisation professionnelle et le Bureau²⁰²⁷ ».

Parallèlement, le tandem Thomas-Jouhaux qui s'est forgé durant la guerre²⁰²⁸, poursuit sa route à Genève. Le secrétaire général de la CGT et vice-président de la FSI, qui a activement soutenu l'élection du socialiste à la tête du BIT²⁰²⁹, devient, comme représentant des travailleurs au CA de l'OIT depuis 1919, un ambassadeur de l'organisation. Les deux hommes entretiennent une franche relation d'amitié, ce qu'atteste leur intense correspondance durant les années 1920²⁰³⁰, mais aussi la participation de Léon Jouhaux ainsi que de son épouse, Augusta Jouhaux, à la perpétuation de la mémoire d'Albert Thomas²⁰³¹. Une célèbre photographie du leader syndical à son bureau en 1933 comporte en arrière-plan une photographie d'Albert Thomas, comme un discret hommage à l'ami récemment défunt (voir figure n° 15).

²⁰²⁶ AN 94 AP 379. Lettre d'Albert Thomas à Georges Dumoulin de 1923.

²⁰²⁷ AN 94 AP 379. Lettre d'Albert Thomas à Georges Dumoulin du 2 septembre 1924.

²⁰²⁸ Cf. chapitre 6.

²⁰²⁹ DEMARET Luc, « Le rôle de Léon Jouhaux au sein du Bureau international du Travail », in PIGNET Michel (dir.), *Léon Jouhaux : d'Aubervilliers au prix Nobel*, op. cit., p. 87-92.

²⁰³⁰ ABIT CAT 7-453. Correspondance entre Albert Thomas et Léon Jouhaux.

²⁰³¹ Léon Jouhaux participe notamment au volume d'hommage publié en 1957, rédigeant l'article consacré à « Albert Thomas et le mouvement syndical » in SOCIÉTÉ DES AMIS D'ALBERT THOMAS, *Albert Thomas vivant*, op. cit., p. 99-104. Sur ce point, voir également le chapitre 10.

Figure n° 15. Photographie de Léon Jouhaux à son bureau en 1933 (Bibliothèque nationale de France).



Les différentes responsabilités syndicales de Léon Jouhaux assurent sans aucun doute un appui de poids à l'OIT dans les milieux ouvriers français et internationaux. Il est de ceux qui soutiennent Thomas dans sa volonté d'élargir les compétences de l'OIT aux domaines économiques et financiers²⁰³². Dans une note consécutive à une discussion avec Jouhaux, Thomas dit de ce dernier qu'« il est préoccupé de la question industrielle en général. Selon lui, il faut que le Bureau se préoccupe de tous les problèmes de l'organisation industrielle²⁰³³ ».

La convergence de vues entre les deux hommes depuis la guerre se fait autour de l'idée de démocratie sociale, entendue comme la résolution pacifique des conflits sociaux *via* différentes structures tripartites. Thomas confie ainsi au sujet du leader de la CGT qu'il est « l'un des amis les plus fidèles que j'ai rencontrés dans la vie publique ». Et de poursuivre :

« Je ne sais pas si l'heure viendra où nous pourrons, dans une vaste politique travailliste, grouper pour l'avenir du pays, pour sa prospérité intérieure, toutes les forces vivantes qu'il

²⁰³² Contribution de TROGRIC Jean-François, directeur du Bureau international du Travail France, in PIGENET Michel (dir.), *Léon Jouhaux : d'Aubervilliers au prix Nobel*, Paris, *op. cit.*, p. 13-16.

²⁰³³ ABIT CAT 7-453. Note d'Albert Thomas après une discussion avec Léon Jouhaux, le 23 février 1920.

recèle encore. Je ne sais pas si nous pourrons réaliser dans un avenir prochain la grande politique de démocratie sociale qui a toujours été la nôtre, mais Jouhaux est un des hommes qui doivent être dans la petite équipe qui régènera le pays²⁰³⁴ ».

Par ailleurs, Thomas compte également sur cette amitié avec Jouhaux pour ménager ses relations avec les milieux politiques français, dans l'intérêt du Bureau, et, de manière générale, pour s'assurer d'une bonne image dans les milieux ouvriers. Thomas donne des conseils politiques à Léon Jouhaux, au sujet du Conseil national économique, de l'action de la CGT en faveur des huit heures, des relations avec le CGTU... Il fait souvent état auprès de lui de ses observations de voyage. À la demande de Jouhaux, curieux de la situation russe, Thomas lui livre ses impressions de Moscou dans de longues lettres analytiques²⁰³⁵. En retour, Léon Jouhaux livre des informations sur le déroulement des congrès de la CGT, sur les réunions de direction de la FSI ou encore sur l'action syndicale menée en France par la CGT. Thomas compte ainsi beaucoup sur la CGT pour appuyer l'œuvre de l'OIT. De fait, comme l'a montré Luc Demaret, les premières conventions du travail, adoptées à Washington portent la marque des desseins de Léon Jouhaux²⁰³⁶. Thomas n'hésite d'ailleurs pas à affirmer au socialiste suédois Branting que :

« Chez nous, en effet, nos hommes de la Conférence Générale du Travail attachent une énorme importance au Bureau du Travail. Ils y voient, non seulement un organe de renseignement scientifique, un outil de propagande, mais encore un moyen de proclamer toutes les idées nouvelles que le Traité de Paix, dans sa partie 13, a simplement amorcé. Ils y voient un outil d'internationalisme efficace. Il faut que nous répondions à leurs vœux. Il le faut d'autant plus que seule une doctrine cohérente du progrès ouvrier et socialiste peut dissiper le grand trouble moral que le bolchevisme a répandu dans les prolétaires d'Occident²⁰³⁷ ».

Le soutien de la CGT et de Léon Jouhaux – réel – à l'OIT ne doit cependant pas cacher des désaccords, parfois profonds, sur le rôle du syndicalisme et, partant, sur le fonctionnement même du tripartisme. Georges Lefranc a déjà souligné avec justesse le désaccord qui anime les deux hommes sur le rôle assigné au syndicalisme, notamment pendant la Première Guerre mondiale :

« Thomas espère voir le syndicalisme dépasser l'esprit corporatif, qui mène à l'égoïsme professionnel et accepter de servir la collectivité nationale. Jouhaux veut plutôt utiliser l'État

²⁰³⁴ AN 94 AP 391. Lettre d'Albert Thomas à Étienne Merzet, cité in GUERIN Denis, *Albert Thomas au BIT 1920-1932: de l'internationalisme à l'Europe*, op. cit., p. 27.

²⁰³⁵ ABIT CAT 7-453. Lettre d'Albert Thomas à Léon Jouhaux du 26 décembre 1928.

²⁰³⁶ DEMARET Luc, « Le rôle de Léon Jouhaux au sein du Bureau international du Travail », op. cit.

²⁰³⁷ ABIT CAT 7-213. Télégramme de Thomas à Branting du 21 mars 1920.

pour essayer de satisfaire par d'autres moyens les aspirations ouvrières. L'un veut intégrer le syndicalisme dans l'État ; l'autre intégrerait volontiers l'État au syndicalisme. Mais ils ont besoin l'un de l'autre, pour s'informer et agir chacun dans son sens²⁰³⁸ ».

Ce désaccord se joue au cours des années 1920 autour de la question de la liberté syndicale à laquelle Jouhaux consacre une partie de son énergie. Membre de la Commission des pouvoirs chargée de vérifier la régularité des mandats des délégations, Jouhaux lutte systématiquement pour invalider le mandat du délégué travailleur italien, nommé par les autorités fascistes italiennes. Si cette entreprise se solde par un échec, du fait de l'alliance existant entre les délégués gouvernementaux et patronaux, cette controverse lancinante sur la question du corporatisme fasciste reflète la variété des conceptions du syndicalisme alors en discussion dans les instances de l'OIT. En imposant un syndicat obligatoire contrôlé et dirigé par l'État, le système corporatiste fasciste exclut de fait toute forme de liberté syndicale. Opposant farouche à ce modèle, Léon Jouhaux défend la conception française du syndicalisme, conception libérale, résultant de la loi Waldeck-Rousseau de 1884. Thomas adopte, lui, une conception intermédiaire ; tout en vantant l'intérêt du syndicalisme obligatoire tel qu'expérimenté en Italie fasciste, en ce qu'il familiarise – certes de force – les ouvriers avec les outils de défense professionnelle, il fustige dans le même temps la dérive autoritariste potentielle de ce système²⁰³⁹.

Ce qui se joue dans cette controverse touche également à la valeur attribuée au fonctionnement tripartite de l'OIT. Alors que Jouhaux y voyait un outil pour assurer une représentation et *in fine* une défense des intérêts ouvriers aux côtés de ceux des États et du patronat, Thomas y voyait le moyen d'aboutir à l'expression rationnelle d'une forme d'intérêt général, répondant aux aspirations de la collectivité. Pour le premier, il est donc un moyen, alors que pour l'autre, il devient progressivement une fin qui s'accommode donc d'un pragmatisme non dénué d'ambiguïtés quand toutes les forces en présence ne jouent pas le jeu du respect de la liberté syndicale. De fait, dans l'entre-deux-guerres la défense de la liberté syndicale – que le groupe des travailleurs porté par Jouhaux appelle de ses vœux – achoppe sur plusieurs obstacles ; le corporatisme fasciste d'abord, mais aussi la répression antisyndicale menée par le régime nazi et enfin l'introuvable délégation de travailleurs de l'URSS – qui n'autorise pas les syndicats – empêchent tout consensus. Il faudra donc attendre les lendemains de la Seconde Guerre mondiale pour voir l'adoption en 1948 de la Convention n° 87 sur la

²⁰³⁸ LEFRANC Georges, *Essais sur les problèmes socialistes et syndicaux*, op. cit., p. 118-119.

²⁰³⁹ SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas : trente ans de réformisme social*, op. cit., p. 258.

liberté syndicale et la protection du droit syndical et en 1949 de la Convention n° 98 sur le droit d'organisation et de négociation collective, qui font désormais partie des huit conventions fondamentales de l'OIT²⁰⁴⁰.

Sur ce point, s'affirme donc, une fois encore, le pragmatisme de Thomas, ou pour le dire autrement le profil de « l'administrateur social²⁰⁴¹ » – l'élégante formule est de Lucien Febvre – soucieux du fonctionnement de son organisation. Si, lorsqu'il accepte d'endosser cette fonction nouvelle en 1919, il affirme assez explicitement chercher à orienter le tripartisme de l'OIT en faveur des intérêts de la classe ouvrière, la machine administrative de l'organisation qui se met en place ensuite impose au fonctionnaire international une réévaluation – implicite – des objectifs assignés à sa fonction. Comme le dit Patrick Fridenson :

« Thomas [...] apprend que l'international n'est pas le décalque du national et il est pris par son sujet. Il devient une tête chercheuse sur les nouvelles tendances en matière d'emploi, de travail, de protection sociale, de droit et même de consommation²⁰⁴² ».

Le sujet par lequel Thomas est pris est aussi celui du tripartisme, vu comme un tremplin pour créer de nouvelles relations entre travailleurs et patronat. Pour faire aboutir l'œuvre de ratification, Thomas déploie son action et ses réseaux dans *toutes les directions*, géographiques mais aussi politiques. Il est sans cesse en quête d'acteurs à même de transmettre l'idéal tripartite de dialogue social de l'OIT dans les opinions publiques nationales. Comme l'ont montré Isabelle Lespinet-Moret et Vincent Viet, chaque « individu-clé » de ce dispositif est comme « un Janus à deux faces : représentant officiel ou officieux de son pays d'origine et relais obligé de l'Organisation dans celui-ci²⁰⁴³ ». C'est ainsi ce double mouvement – nécessité de construire le tripartisme sur la base de l'adhésion des acteurs concernés et nécessité de trouver des passeurs en tripartisme – qui explique la volonté de Thomas de s'adresser à des réseaux variés, des syndicats réformistes, aux patrons philanthropes, en passant par des réseaux privés de la réforme sociale.

Du côté de ces derniers, Thomas travaille par exemple activement à la constitution de ce qui devient en 1925, l'Association internationale pour le progrès social, dont la genèse a été étudiée

²⁰⁴⁰ En 1951, l'OIT se dote d'un comité de vigilance auprès duquel les syndicats peuvent porter plainte s'ils considèrent que la liberté syndicale n'est pas respectée. Toutefois cette instance, si elle instruit les plaintes, ne peut imposer de sanctions autres que symboliques.

²⁰⁴¹ Lettre de Lucien Febvre à Marc Bloch du 11 septembre 1931, citée in BLOCH Marc et FEBVRE Lucien, *Correspondance*, tome 1, Paris, Fayard, 2003, p. 291.

²⁰⁴² CAYET Thomas, *Rationaliser le travail, organiser la production : le Bureau international du Travail et la modernisation économique durant l'entre-deux-guerres*, op. cit., préface de Patrick Fridenson, p. III.

²⁰⁴³ LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent « Introduction », in LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *L'Organisation internationale du travail : origine, développement, avenir*, op. cit., p. 20.

par Martin Fine²⁰⁴⁴. Elle est le résultat de la réunion de l'Association internationale pour la Protection légale des travailleurs, de l'Association pour la lutte contre le chômage et de l'Association pour le développement de l'assurance sociale. Le fait que Thomas en prenne la direction de sa branche française, l'Association française pour le progrès social, et intègre le comité directeur de son équivalent international, conjointement à sa fonction de directeur du BIT, montre, outre bien sûr son insertion désormais totale dans ces réseaux privés de la réforme sociale, son action « à la marge » - pour reprendre l'expression de Thomas Cayet²⁰⁴⁵ – dans cette nébuleuse réformatrice du social, aux dimensions désormais transnationales. L'action de Thomas à l'intersection du BIT et des réseaux de la réforme sociale dont il représente officiellement certaines instances soulève la complémentarité des rôles qu'il attribue à ces milieux. En amont de l'œuvre législative de l'OIT, ces associations doivent convaincre les opinions publiques du bienfondé des réformes sociales portées à l'OIT. Après leur adoption sous forme de conventions internationales ou de recommandations, elles agissent comme groupes de pression auprès des parlements pour obtenir la ratification de ces conventions et veillent dans un dernier temps, par leur présence dans des commissions nationales de régulation sociale, à la bonne application de ces réformes. Thomas note même l'avantage de ces associations sur le BIT lui-même, à savoir une liberté pleine et entière de prise de position qui les autorise à faire œuvre de propagande pour des idées si elles le souhaitent²⁰⁴⁶. La vitalité de l'activité de ces associations est donc la condition *sine qua non* au fonctionnement efficace du tripartisme de l'OIT :

« Nos associations de politique sociale ont été, avant la guerre, dans tous les pays, constituées, à côté d'administrateurs, de patrons et d'ouvriers, par des représentants de la pensée libre, par des juristes, par des économistes, par des hommes désintéressés : en quelques manières, par le tiers parti entre patrons et ouvriers. Dans l'organisation internationale du travail, ces hommes n'ont pas leur place. Notre constitution prévoit seulement des délégués patronaux, ouvriers, gouvernementaux. Pour continuer d'assurer à notre œuvre de réforme internationale avec le concours de tous ceux qui, avant la guerre, en

²⁰⁴⁴ FINE Martin, « Albert Thomas: A Reformer's Vision of Modernization, 1914-32 », *op. cit.* ; FINE Martin, « Un instrument pour la réforme : l'Association française pour le progrès social (1927-1929) », *Le Mouvement social*, 1976, n° 98, p. 3-29.

²⁰⁴⁵ CAYET Thomas, « Travailler à la marge : le Bureau international du Travail et l'organisation scientifique du travail (1923-1933) », *Le Mouvement Social*, 2009, vol. 3, n° 228, p. 39-56.

²⁰⁴⁶ ABIT CAT 2-23-7. Discours d'Albert Thomas sur la lutte contre le chômage devant l'Assemblée générale de l'Association internationale pour la lutte contre le chômage, France, le 9 octobre 1923. « Pour reprendre une formule familière française, "je n'ai pas le droit de faire de la politique". Vous en avez le droit, dans chacun de vos pays. Pour avoir ce droit de "faire de la politique", c'est-à-dire pour avoir le droit de défendre leurs intérêts dans le sein de la collectivité, des peuples ont fait des révolutions. La démocratie règne maintenant dans la plupart des pays. Je vous en prie, pour le succès du noble programme qui est celui des Traités et que vous aviez vous-mêmes élaborés longtemps avant la guerre, soyez actifs, usez de vos droits ».

avaient été les libres initiateurs, il importait de maintenir nos Associations de politique sociale²⁰⁴⁷ ».

L'action de Thomas vise à donc stimuler toute cette nébuleuse qui constitue ce « tiers parti entre patrons et ouvriers », qui comprend une myriade d'acteurs, susceptibles de se faire les passeurs d'idées – parfois antagonistes – de démocratie sociale et de politiques de réformes sociales. Dans ce système, le BIT constitue véritablement l'institution pivot qui doit permettre de faire émerger ce tiers parti social, et le directeur doit faire le lien de manière impartiale ou plutôt paritaire :

« Je suis directeur du BIT et qu'en cette qualité, je suis une sorte de personnage paritaire, établi sur la jambe patronale et sur la jambe ouvrière et que je ne voudrais pas faire crier la jambe patronale par un mouvement trop vif de la jambe ouvrière²⁰⁴⁸ ».

C'est ce qui explique les liaisons mises en place tout à la fois avec les patrons et ingénieurs américains promoteurs de la modernisation économique et de la rationalisation du travail²⁰⁴⁹ – et ce alors même que les USA ne font pas encore partie de l'OIT – qu'avec diverses organisations ouvrières et socialistes que Thomas cherche tant bien que mal à intégrer davantage dans cette nébuleuse²⁰⁵⁰.

Ce qui a donc été considéré comme le pragmatisme ou l'opportunisme de Thomas est en fait une politique tous azimuts de recherche de soutiens, voire de médiateurs à l'action de l'OIT. Partant, il réussit à faire du BIT un lieu de croisement de ces influences, qui ne les enferme pas et ne les fige pas, mais contribue plutôt à les rendre visibles tout en leur donnant un champ d'expression non plus international mais bel et bien ici transnational. Par ailleurs, son action vise également à vitaliser le tripartisme en vigueur à l'OIT pour ne pas le réduire à une simple routine administrative, ni à un simple instrument d'expression d'intérêts contradictoires, mais bien à le transformer en un outil de réalisation de la concorde sociale, alimentée par tout un tiers parti social et soutenue par des opinions publiques éclairées, au service d'un idéal réalisable de démocratie sociale. Cette (re)vitalisation s'appuie passe par l'action dite technique des services de l'OIT aux côtés d'acteurs traditionnels du triptyque réformiste de Thomas considérés comme le niveau micro de réalisation de cette démocratie sociale, devant aboutir au dépassement des antagonismes de classes. Les missions confiées à deux sections en particulier,

²⁰⁴⁷ ABIT CAT 2-27-1-14. Discours d'Albert Thomas devant l'Association française pour le Progrès social, au Musée social à Paris, 21 mars 1927.

²⁰⁴⁸ ABIT CAT 2-24. Conférence sur la journée de huit heures et les loisirs ouvriers, Lausanne, le 9 janvier 1924.

²⁰⁴⁹ CAYET Thomas, *Rationaliser le travail, organiser la production* : *op. cit.*

²⁰⁵⁰ Cf. chapitre 9.

la section coopérative et la section russe l'illustrent tout particulièrement. Elles montrent la perpétuation du triptyque réformiste qui continue à pivoter autour de Thomas dans une dynamique de plus en plus internationale.

IV. Le directeur en sa maison : l'action quotidienne dans et hors les murs

À quoi ressemble une journée type du directeur du Bureau international du Travail et en quoi l'activité quotidienne d'Albert Thomas est-elle le reflet de cet internationalisme de la réforme sociale qui s'incarne à l'OIT ? L'analyse du travail du directeur du BIT, pris dans sa matérialité quotidienne, dessine les contours d'une pratique politique au croisement de diverses influences et traditions, forgeant un internationalisme du quotidien à Genève et hors des murs du BIT. Celui-ci se déploie notamment dans une diplomatie du travail dont l'objectif politique – celui d'accélérer le processus de ratification – montre l'étendue des réseaux tissés à travers le monde, mais révèle également une lecture du monde à travers un prisme déformant appuyé sur un universalisme et un tripartisme imparfait. Par ailleurs cette diplomatie du travail aboutit à une identification forte de l'activité du BIT à la personnalité même d'Albert Thomas, et à la confusion entre BIT et OIT, confusion d'autant plus forte qu'en anglais l'abréviation ILO vaut autant pour *International Labour Office* que pour *International Labour Organization*. Les contemporains avisés ne s'y trompent d'ailleurs pas, à l'instar de Georges Scelle qui écrit que l'« on prend parfois la partie pour le tout et le Bureau international du Travail, pour l'Organisation internationale du Travail dont il est l'un des trois rouages essentiels en même temps que l'habitat et le siège social²⁰⁵¹ ».

Cette personnification à outrance n'est pas sans conséquence, pour le fonctionnement de l'organisation et pour les conditions de travail de ses collaborateurs. Elle est cultivée par le directeur lui-même qui contribue à forger une pratique de direction personaliste ainsi qu'un *ethos* de la fonction publique qui est le résultat d'une culture militante et d'une « culture bureaucratique de la compétence et de la loyauté²⁰⁵² ».

A. La construction d'un internationalisme du quotidien

La direction du BIT passe par une intense mobilité. Sylvie Massart qui a étudié spécifiquement les voyages du directeur du BIT estime qu'il est absent de Genève sans doute

²⁰⁵¹ SCELLE Georges, *L'Organisation internationale du travail et le BIT*, op. cit., p. 12.

²⁰⁵² PLATA-STENGER Véronique, *Le recrutement des fonctionnaires du Bureau international du Travail en 1920 : une approche prosopographique*, mémoire de master de l'Université de Genève, sous la direction de Sandrine Kott, 2010.

9 mois sur 12 dans l'année²⁰⁵³. Ce mouvement est double : déplacements fréquents et tumulte quotidien d'un emploi du temps surchargé.

Thomas se plaint fréquemment d'être « accaparé par la besogne²⁰⁵⁴ », qualifiée d' « énorme²⁰⁵⁵ », d' « accablante²⁰⁵⁶ », de « rude » et qu'il confesse parfois mener « sans joie²⁰⁵⁷ ». À ses plus intimes, il confie « j'ai une vie de chien²⁰⁵⁸ ». Le plus souvent, il admet cependant que « la tâche est difficile, mais elle est passionnante²⁰⁵⁹ ». La direction du BIT est par ailleurs souvent présentée, dans sa correspondance personnelle, comme un combat, une bataille qu'il faut mener contre des vents contraires et des forces hostiles (qui désignent souvent certains représentants du patronat et des gouvernements). Ainsi, confie-t-il à Jules Guesde :

« Notre besogne est rude. Nous sommes assaillis de toutes parts. [...] Seuls quelques militants tels que vous comprennent l'immensité de la bataille engagée²⁰⁶⁰ ».

L'analogie avec un combat militant d'avant-garde à mener contre les forces hostiles de la réaction est fréquente dans la terminologie employée par Thomas, et pas seulement quand il s'adresse au vieux militant révolutionnaire Jules Guesde. Le tourment quotidien vient également de la fréquence des déplacements, éprouvants, du fait des conditions de trajets de l'époque, néanmoins modernisés par le développement des chemins de fer. Thomas est amené également à prendre le bateau pour de longs trajets, comme pour traverser l'Atlantique pour rejoindre le continent nord-américain en 1922 ou l'Amérique latine en 1924. Ce sont des trajets longs et éprouvants, qui plus est pour quelqu'un qui, comme lui, souffre du mal de mer.

Néanmoins, puisqu'il voyage principalement en Europe, c'est surtout par voie ferrée qu'il se déplace. À l'image de l'itinéraire ferroviaire de Jean Jaurès dressé par Catherine Moulin, il serait tout à fait envisageable de dresser ici celui d'un Thomas, de trains en gares²⁰⁶¹.

²⁰⁵³ MASSART Sylvie, *Les voyages d'Albert Thomas, directeur du Bureau international du Travail, 1919-1932*, *op. cit.*

²⁰⁵⁴ AN 94 AP 377. Lettre de Thomas à Blum de novembre 1928

²⁰⁵⁵ AN 94 AP 390. Lettre de Thomas à Lemir, 7 janvier 1921.

²⁰⁵⁶ AN 94 AP 387. Lettre de Thomas à Calvignac du 28 janvier 1925.

²⁰⁵⁷ AN 94 AP 377. Lettre d'Albert Thomas à Charles Andler du 9 octobre 1931

²⁰⁵⁸ Archives de l'Institut de France. Fonds Mario Roques. M. 6161. Lettre d'Albert Thomas à Mario Roques du 22 septembre 1922.

²⁰⁵⁹ AN 94 AP 417. Lettre d'Albert Thomas à Maurice Pillet du 4 août 1927.

²⁰⁶⁰ AN 94 AP 289. Lettre d'Albert Thomas à Jules Guesde du 14 octobre 1921. « Notre besogne est rude. Nous sommes assaillis de toutes parts. Ce pendant que le monde ouvrier se divise à notre sujet et se montre incapable de nous donner l'aide dont nous aurions tant besoin, le patronat s'organise. Il établit la réaction en ce qui concerne les questions agricoles, il fait appel aux intérêts privés que nous inquiétons, il constitue des caisses noires. Seuls, quelques militants tels que vous, comprennent l'immensité de la bataille engagée. ». Pour un regard rétrospectif d'Albert Thomas sur Jules Guesde voir la lettre d'Albert Thomas à Jean Lebas du 10 avril 1925 (AN 94 AP 390) à l'occasion d'une commémoration en hommage à Jules Guesde, décédé en 1922. Elle est reproduite en annexe n° 15.

²⁰⁶¹ MOULIN Catherine, « Jaurès, de trains en gares », *Cahiers Jaurès*, 2018, vol. 1, n° 227-228, p. 145-156.

L'historienne montre en effet que le chemin de fer structure la vie politique de la III^e République en particulier pour un propagandiste actif du socialisme comme Jaurès. À son tour, le parcours politique de Thomas, qui se qualifie lui-même de « juif errant de la politique sociale²⁰⁶² » est structuré par ses nombreux déplacements qui le mène à plusieurs reprises hors d'Europe. Il est bien sûr impossible de calculer le nombre de kilomètres parcourus par Thomas en train. Pour ne citer qu'un exemple notable, il fut par exemple l'un des premiers Français à voyager en transsibérien en 1899, puis une deuxième fois en 1928 lors de son voyage en Extrême-Orient. En somme, le portrait ferroviaire de l'homme politique est indissociable du paysage industriel européen tel qu'il a commencé à se constituer à la fin du XIX^e siècle. L'expérience ferroviaire est celle de l'accroissement des échanges économiques et humains dans le cadre de l'avènement d'une nouvelle étape de la mondialisation dont Thomas se fait l'observateur avisé. Mais le passage dans les gares relève également de la confrontation avec des frontières nouvelles, matérielles ou imaginées, qui sont le résultat des recompositions géopolitiques issues des Traités de Paix. Dans le train qui le mène d'Allemagne en Pologne en janvier 1928, Thomas note :

« Méfiance à la frontière. Évidemment, on sent assez vivement l'opposition entre Allemands et Polonais. Gare nouvelle organisée avec tous les systèmes de filtrage et de contrôle ; les fonctionnaires se refusent presque à parler allemand. Le train de banlieue avec la rentrée du soir. Dès l'abord, on a l'impression de la vie industrielle intense du bassin. À droite, à gauche, ce sont les longues lignes de lumière qui attestent les chemins ou les lignes d'ateliers. Arrivée à Kattowitz, 17 au soir. Je retrouve la gare toujours grouillante et mouvante, un peu plus propre qu'en 1923, plus ordonnée. La population est apparemment moins misérable²⁰⁶³ ».

Premier contact avec un nouveau pays ou une nouvelle ville, la gare devient également le point d'observation du niveau de développement économique d'une société. À l'arrivée en gare de Düsseldorf en 1924, Thomas consigne :

« Premières impressions. La saleté des gares allemandes, si contraire à la propreté voulue d'après-guerre. C'est un petit fait persistant et qui témoigne, en dépit de l'effort de reconstruction et de réparation, la profondeur du coup reçu. Le ressort a été en quelques manières, brisé²⁰⁶⁴ ».

²⁰⁶² *Compte rendu des travaux de la Conférence internationale du Travail*, 1921, p. 237, cité in GUERIN Denis, *Albert Thomas au BIT 1920-1932 : de l'internationalisme à l'Europe*, op. cit., p. 27.

²⁰⁶³ ABIT CAT 1-28-111. « Voyage Kattowitz (Katowice) – Cracovie, Varsovie, Berlin, Paris (16-29 janvier 1928) », cité in KOTT Sandrine et HOETHKER Dorothea (dir.), *À la rencontre de l'Europe au travail : récits de voyages d'Albert Thomas (1920-1932)*, op. cit., p. 111.

²⁰⁶⁴ ABIT CAT 1-41-1-1, Voyage en Allemagne de janvier 1924, cité in *ibid.*, p. 297.

Le projet de grands travaux européen qu’imagine Thomas en 1929 comme réponse à la crise économique mondiale comprend ainsi naturellement un programme de développement massif des réseaux routiers et ferroviaires, vu comme un élément d’uniformisation des conditions économiques et sociales entre l’Europe de l’Est et l’Europe de l’Ouest²⁰⁶⁵. L’importance de ces déplacements donne également au travail quotidien de Thomas une dimension particulière qui se déploie en de multiples lieux, et qui s’accompagne d’une grande pénibilité qui explique en partie les problèmes de santé croissants du directeur dans ses dernières années²⁰⁶⁶. La difficulté de l’organisation quotidienne peut être également résumée par cette formule employée par Thomas lui-même : « Je suis le prisonnier ballotté, qui s’en va dans les trains internationaux²⁰⁶⁷ ».

Ainsi, et du fait du développement précoce des bureaux de Londres, Paris et Berlin et Rome²⁰⁶⁸, Thomas n’est d’ailleurs pas considéré comme absent de Genève lorsqu’il est en déplacement dans l’une de ces trois dernières villes. À l’image de la royauté française durant une partie de l’époque moderne, la cour du BIT – parfois comparée à une « monarchie limitée²⁰⁶⁹ » – est itinérante et trouve refuge dans une série de villes où le directeur dispose de ses quartiers en toute saison. Lors de ses déplacements, ce dernier peut être accompagné d’un ou deux collaborateurs, et très souvent d’un ou d’une secrétaire en charge de prendre des notes sur les réunions auxquelles assiste le directeur, mais aussi sur ses impressions à l’issue de ces rencontres. Les archives du cabinet de Thomas à l’OIT regorgent de ces notes, plus ou moins longues, pas toujours datées et visant à poser les conceptions que le directeur se fait d’un problème général, qui peut d’ailleurs concerner directement ou non sa fonction. Naturellement, la plupart de ces notes concernent les questions relatives aux conventions internationales du

²⁰⁶⁵ SCHIPPER Frank, « Roads to Europe – Albert Thomas’ European Public Works, 1929-1937 », in SCHIPPER Frank (dir.) *Driving Europe: Building Europe on Roads in the Twentieth Century*, Amsterdam, Aksant, 2008, p. 83-115.

²⁰⁶⁶ Archives de l’Institut de France. Fonds Mario Roques. M. 6161. Ces problèmes de santé sont souvent évoqués dans la correspondance avec Mario Roques. En 1921, Thomas est déjà obligé de suivre une cure et confie à son ami « Il paraît, si j’en crois le médecin, que je suis plus atteint que je ne le croyais (foie gonflé, etc.) et je m’astreins au régime terriblement ennuyeux qui m’a été imposé ». Lettre de Thomas à Mario Roques, à Vichy, le 26 mai 1921. En 1924, il confie à Léon Jouhaux : « mon état de santé [...] m’empêche de multiplier les voyages ». ABIT CAT 7-453. Lettre d’Albert Thomas à Léon Jouhaux du 24 mai 1924.

²⁰⁶⁷ Cité in KEVONIAN Dzonivar, « Enjeux de légitimation d’une organisation internationale : Albert Thomas et le Bureau international du Travail (1920-1932) », in BARIETY Jacques (dir.), *Aristide Briand, la Société des Nations et l’Europe (1919-1932)*, op. cit., p. 324-338.

²⁰⁶⁸ Nous l’évoquons plus en détail dans le chapitre 9.

²⁰⁶⁹ COX Robert W., « ILO: Limited Monarchy », in COX Robert W. et JACOBSON Harold Karan, *The Anatomy of Influence: Decision Making in International Organization*, New Haven, Yale University Press, 1973, p. 102-138.

travail²⁰⁷⁰. À l'issue d'une lecture ou d'une rencontre importante, il prend également le temps de consigner quelques idées directrices, plus ou moins détaillées, en vue de l'action future²⁰⁷¹. Formé à l'ENS pendant l'Affaire Dreyfus qui ont consacré la place des intellectuels en politique, Thomas en conserve cette culture de l'écrit, qui se mue pour sa fonction en une culture experte du dossier. En 1929, alors que Thomas et Aristide Briand s'opposent sur la nature d'un projet de paix pour l'Europe, ce conflit dessine – au-delà des aspects politiques et stratégiques – un rapport distinct au travail politique²⁰⁷². Le mémorandum Briand, proposé devant l'Assemblée de la SDN en septembre 1929, visant à promouvoir une fédération politique européenne²⁰⁷³, avait suscité la désapprobation du directeur du BIT. Ce dernier reprochait alors au ministre français une action pensée trop à l'écart des instances de la SDN, mais aussi le caractère trop improvisé de sa proposition :

« Ceux qui connaissent [Briand] ne s'étonneront pas qu'il ait lancé l'idée. Tout homme politique a son caractère particulier. Il en est qui, comme M. Poincaré, sont des travailleurs assidus et acharnés, qui lisent les documents, qui compulsent les dossiers et qui apportent tout un exposé documenté. Il en est d'autres, comme M. Tardieu [...], qui ont eux aussi l'habitude de l'action réglée, méthodique, ardente, fondée sur la science et sur l'information. M. Briand n'est pas de ceux-là. M. Briand est un penseur, un rêveur [...]. Il n'a pas l'habitude de travailler longuement les documents. Il ne les aime pas. Quand il nous voit, à Genève, submergés par le papier, il nous accuse quelquefois de faire une politique trop paperassière. Lui, il prépare ses discours non pas en cherchant dans les livres, non pas en cherchant dans des notes. Il regarde la fumée de sa cigarette qui s'envole, et il rêve à l'idée nouvelle à laquelle il peut s'attacher²⁰⁷⁴ ».

Thomas est donc – et il le revendique – homme de lectures, de dossiers. Les visites, rencontres et discours sont toujours soumis à une préparation scrupuleuse. Les longs voyages, par bateau ou par train, de cette époque sont mis à profit par d'importantes lectures. À bord du *Majestic* qui mène le directeur d'Europe aux États-Unis à la fin de l'année 1922, « Albert Thomas se mit au travail, témoigne Phelan qui l'accompagne. [...] Il avait emporté avec lui une

²⁰⁷⁰ Par exemple, ABIT CAT 6C-7. Dossier de notes personnes, manuscrites ou dactylographiées (pas toujours datées) d'Albert Thomas sur le problème de la durée du travail et particulièrement sur l'effort de ratification de la convention de Washington.

²⁰⁷¹ Un dossier complet comprend ces notes aux thématiques très variées. ABIT CAT 8-182.

²⁰⁷² DEMAZIERE Didier et LE LIDEC Patrick (dir.), *Les mondes du travail politique : les élus et leurs entourages*, *op. cit.*

²⁰⁷³ Sur Aristide Briand et son action pour la paix voir notamment BARIETY Jacques (dir.), *Aristide Briand, la Société des Nations et l'Europe (1919-1932)*, *op. cit.* ; UNGER Gérard, *Aristide Briand, le ferme conciliateur*, Paris, Fayard, 2005.

²⁰⁷⁴ Discours d'Albert Thomas à l'Alliance française de Sofia, le 26 février 1930. Cité in GUERIN Denis, *Albert Thomas au BIT 1920-1932 : de l'internationalisme à l'Europe*, *op. cit.*, p. 70.

petite bibliothèque de livres d'histoire sur l'Amérique, de discours politiques, de rapports statistiques, etc., qu'il entreprit d'absorber²⁰⁷⁵ ».

L'exemple du voyage d'Albert Thomas en Extrême-Orient qui comprend une étape par Moscou, atteste également d'une préparation minutieuse. Étant donné l'absence de relations officielles entre l'OIT et l'URSS qui n'intégrera cette première qu'en 1934, le voyage ne peut comprendre qu'une étape officieuse par la capitale soviétique, qui se déroule, qui plus est au moment de la célébration de la fête de la Révolution. Le directeur s'appuie alors sur le travail de documentation fournie par le Bureau qui a, malgré la forte opposition idéologique entre la Russie communiste et les organisations internationales genevoises, développé des relations officieuses avec diverses instances russes depuis le début des années 1920²⁰⁷⁶, *via* notamment l'action de la Section russe du BIT établie dès 1920. Cette section a accumulé une importante documentation que Thomas consulte en amont de son voyage. Celle-ci comprend des informations relatives à l'économie russe²⁰⁷⁷, à la collaboration engagée entre la Russie et le BIT²⁰⁷⁸, aux coopératives russes²⁰⁷⁹, ou encore des informations politiques²⁰⁸⁰. Il revient également à la Division diplomatique, dirigée par l'Irlandais Edward Phelan, de fournir une documentation immédiatement orientée pour les rencontres que Thomas pourrait effectuer sur place. Celui-ci emporte avec lui les organigrammes complets du gouvernement soviétique, ainsi qu'une liste des personnalités à rencontrer en priorité, parmi lesquelles se trouvent Maxime Litvinov, commissaire adjoint aux affaires étrangères, mais aussi des responsables des questions économiques et sociales, comme Nikolai Semashko, commissaire du peuple pour l'hygiène industrielle, Kubiak, commissaire du peuple à l'agriculture, ou encore Mikhaïl Tomski, président du conseil central panrusse des syndicats. Le nombre important de ces rencontres, pour seulement trois jours sur place, montre l'emploi du temps toujours très chargé du directeur, qui cherche à maximiser ses visites, dans l'intérêt du Bureau. Cette escale en Russie souligne également le rôle important du bureau de Berlin et de la diplomatie allemande comme intermédiaires privilégiés entre Genève et la Russie soviétique. C'est notamment un délégué du bureau de Berlin qui indique à Thomas des précautions à suivre concernant la date

²⁰⁷⁵ PHELAN E. J., *Albert Thomas et la création du BIT*, *op. cit.*, p. 226.

²⁰⁷⁶ KOTT Sandrine, « OIT, justice sociale et mondes communistes. Concurrences, émulations, convergences », *op. cit.* ; LESPINET-MORET Isabelle et DHERMY-MAIRAL Marine, « Réalités de terrain et terrain des réalités. Les enquêtes du Bureau international du Travail entre 1920 et 1940 », *op. cit.*

²⁰⁷⁷ CAT 5-76-4. Dossier « Documentation diverse sur l'URSS, comprenant notamment des brochures sur des plans de redressement économique de la Russie (1922) ».

²⁰⁷⁸ CAT 7-76-6. Dossier « Quelques éléments de pourparlers en vue ou à l'occasion de la collaboration URSS-BIT ».

²⁰⁷⁹ CAT 5-76-6. Relations avec les coopératives russes.

²⁰⁸⁰ CAT 5-73-3. URSS. Informations politiques

de son départ afin de ne pas heurter les Russes, lui conseillant donc de partir après le 7 novembre – jour de la fête de la Révolution – « où ils auront la possibilité de vous montrer toute leur puissance ²⁰⁸¹ ». Bien que la visite ne soit pas officielle, l'établissement de son agenda est donc très lié à des impératifs diplomatiques dont le directeur cherche cependant à s'affranchir. Il ne peut en effet échapper aux dîners imposés avec Jean Herbette, ambassadeur de la France en Russie, et les réseaux diplomatiques qui l'entourent. Mais il goûte peu ces mondanités, jugeant ces diplomates déconnectés des réalités économiques et sociales du pays. C'est la raison pour laquelle Thomas se ménage toujours une latitude durant ses séjours pour se déplacer dans des lieux et rencontrer les personnalités de son choix, repérées par avance. Malgré le caractère délicat de son passage en Russie, ce voyage ne fait pas exception et Thomas profite des rares moments de liberté pour rencontrer par exemple David Riazanov, directeur de l'Institut Marx-Engels, haut lieu de documentation sur le mouvement ouvrier et socialiste mondial, mais aussi des coopérateurs russes qui organisent pour lui une visite au Centrosyouz (l'Union centrale des coopératives de consommation).

L'action quotidienne du directeur ne peut donc pas se penser uniquement entre les murs du Bureau à Genève, mais est donc marquée par une intense mobilité géographique, qui dessine les contours d'un internationalisme du quotidien. Celui-ci se construit dans le temps et passe également par la confrontation avec les langues étrangères. Si la connaissance de plusieurs langues étrangères est un des critères principaux de recrutement des collaborateurs (la maîtrise de l'anglais, du français, de l'allemand puis d'autres langues est nécessaire), Thomas n'est au départ pas forcément à l'aise dans cette Babel linguistique que le BIT aspire à devenir. S'il maîtrise et parle correctement l'allemand depuis son voyage d'études outre-Rhin entre 1902 et 1903, ça n'est pas le cas de l'anglais dont il n'acquiert jamais une maîtrise fluide si l'on en croit divers témoignages croisés. Ceci put entraîner des difficultés de compréhensions, voire des malentendus, qu'évoque Phelan qui affirme, non sans euphémiser, que « la connaissance des langues n'était pas la partie forte d'Albert Thomas²⁰⁸² ». Lors de la conférence de Gênes de 1920 portant sur le travail maritime, les discussions, déjà tendues par une opposition entre la délégation française et la délégation britannique sur la question du temps de travail des marins, sont encore compliquées par la barrière de la langue :

« Le résultat de l'ignorance linguistique de part et d'autre fut malheureux. Un contact aisé et rapide dans les moments de crise était difficile et Albert Thomas apparaissait comme

²⁰⁸¹ CAT 28-1-5. Lettre d'un délégué du bureau de Berlin à Albert Thomas, le 27 octobre 1928.

²⁰⁸² PHELAN E. J., *Albert Thomas et la création du BIT*, *op. cit.*, p. 138.

entièrement français dans ses points de vue et ses méthodes. Ses fréquentes interventions à la Conférence n'étaient pas toujours comprises par les délégués de langue anglaise, qui n'appréciaient pas non plus leur nécessité²⁰⁸³ ».

Thomas cherche cependant à approfondir des connaissances de la langue anglaise, aidé en cela par ses collaborateurs immédiats, à l'instar de Phelan qui jouait à l'occasion le rôle d'interprète, ou encore de son épouse Madeleine qui maîtrisait la langue de Shakespeare. Phelan raconte avec une grande drôlerie l'entêtement de Thomas à vouloir prononcer lui-même et en anglais les discours devant le public étatsunien et canadien, malgré les mises en garde de son épouse qui jugeait son accent « hopeless²⁰⁸⁴ ». Au-delà du caractère anecdotique de ce récit, ce dernier révèle également les limites matérielles de l'internationalisme quand l'obstacle de la langue devient un frein à la compréhension mutuelle et ainsi à toute négociation possible. Par ailleurs, ce refus de faire appel à un interprète, montre – au-delà de l'importance que le directeur accordait à la mise en place de réseaux avec des figures étatsuniennes de la réforme sociale²⁰⁸⁵ – un souci de la personnification du BIT, et par synecdoque de l'OIT.

Cette personnification à l'extrême de la fonction put également avoir des effets inverses de ceux escomptés. Alors que Thomas considère les nombreux discours qu'il prononce lors de ses déplacements comme des outils de propagande pour faire connaître l'OIT aux opinions publiques, certaines réunions peuvent donner lieu à des altercations parfois violentes verbalement mais aussi physiquement. Toujours lors de ce voyage en Amérique du Nord, à lors d'une réunion organisée devant des syndicalistes de Montréal, il affronte des « objections massives » venues de militants syndicaux qui l'invectivent par l'épithète de « social-traître²⁰⁸⁶ ». Ce sont ses responsabilités de ministre français de l'Armement qui sont alors rappelées, signe de ce passé qui ne passe toujours pas dans le mouvement socialiste puis communiste international. Pourtant, les rencontres directes visent justement à dissiper ces préjugés dans l'esprit de Thomas. Le témoignage de Phelan lors de ce discours à Montréal conclut au triomphe du directeur du BIT à l'issue d'une joute oratoire enflammée face à ces interlocuteurs d'extrême gauche qu'il aurait réussi à convaincre du bienfondé de l'action de l'OIT. Témoignage à prendre cependant avec les précautions d'usage ; en visite en Yougoslavie en 1927, l'hostilité des groupes communistes de Belgrade s'exprime dans des formes moins

²⁰⁸³ *Ibid.*, p. 140.

²⁰⁸⁴ *Ibid.*, p. 227.

²⁰⁸⁵ CAYET Thomas, *Rationaliser le travail, organiser la production : le Bureau international du Travail et la modernisation économique durant l'entre-deux-guerres*, op. cit.

²⁰⁸⁶ PHELAN E. J., *Albert Thomas et la création du BIT*, op. cit., p. 242.

policées que celles du dialogue et de la joute verbale. Une notice de presse genevoise résume l'altercation en ces termes :

« Albert Thomas, directeur du Bureau international du Travail, qui faisait hier une conférence à l'Université de Belgrade, a été l'objet d'une démonstration hostile, organisée par les communistes, qui ont lancé des ampoules d'ammoniaque²⁰⁸⁷ ».

Dans le cas étasunien, le contact direct avec l'opinion publique modérée n'effraie pas Thomas qui « met un point d'honneur de ne pas cacher cette qualité [de socialiste] » que Phelan juge gênante, mais que Thomas revendique, alors même qu'« aux États-Unis un socialiste était un “Rouge” et l'hystérie de la guerre contre les “Rouges” était alors loin d'être dissipée²⁰⁸⁸ ». Cette méthode était-elle efficace pour faire connaître l'OIT et permettait-elle de dissiper les malentendus et les incompréhensions ? Il est difficile de donner ici une réponse générale et définitive.

Thomas inaugure en tous cas une culture de la « diplomatie de la présence » qui sort des rouages diplomatiques traditionnels et qui vise à faire connaître l'OIT dans les opinions publiques, en la personnifiant. Cette diplomatie de la présence est également le pendant d'un internationalisme du quotidien, qui est le fruit d'une hybridation entre d'un côté l'*habitus* de l'internationalisme socialiste incorporé par Thomas depuis le début de sa formation politique, et de l'autre le processus de construction d'une fonction publique internationale d'un genre nouveau.

B. Au cœur de la diplomatie du travail

L'action internationale d'Albert Thomas ne peut se penser sans une analyse fine de cette pratique de diplomatie du travail qui est considérée par l'historiographie comme la marque de fabrique du premier directeur du BIT²⁰⁸⁹. Dans les premières années d'existence de l'OIT, l'organisation évalue sa propre réussite à l'aune du nombre de ratifications de conventions internationales du travail obtenues. Pour Thomas, celles-ci ne peuvent aboutir sans l'établissement d'un contact direct avec les acteurs des États concernés par ce processus de ratification. Lors de ses voyages, le directeur cherche également à faire connaître l'organisation

²⁰⁸⁷ Notice de la presse genevoise en 1927, cité in KOTT Sandrine et HOETHKER Dorothea (dir.), *À la rencontre de l'Europe au travail : récits de voyages d'Albert Thomas (1920-1932)*, op. cit., p. 190.

²⁰⁸⁸ PHELAN E. J., *Albert Thomas et la création du BIT*, op. cit., p. 225.

²⁰⁸⁹ LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent « Introduction », in LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *L'Organisation internationale du travail: origine, développement, avenir*, Rennes, op. cit., p. 20.

aux opinions publiques : les visites aux groupes ouvriers, patronaux et aux acteurs gouvernementaux vont donc de pair avec de grandes conférences publiques conçues comme de véritables tournées de propagande²⁰⁹⁰. Pour le directeur, il faut en effet que le Bureau « tienne l'opinion publique en éveil, bien plus, en sympathie avec sa tâche quotidienne²⁰⁹¹ ».

Ces conférences visent à présenter l'OIT comme une organisation vivante, et dont le mode d'action diffère de la diplomatie traditionnelle, celle des salons feutrés et discrets des ambassades. La formation politique de Thomas, loin des cercles diplomatiques, mais rompu aux rencontres et aux tribunes des congrès politiques, explique en partie cette pratique originale.

Les discours donnent également lieu à des prises de position sur des grandes questions internationales, telles que le rôle de la SDN, l'extension du communisme, le problème des réparations, etc.²⁰⁹² Les services du BIT veillent également à ce que les tournées de propagande du directeur fassent l'objet d'une publicité dans la presse locale et internationale. Ils se mettent en relation avec les services de presse locaux, voire livrent directement la notice biographique d'Albert Thomas aux journalistes venus couvrir ses visites. La communication avec la presse locale passe également par l'image. Un portfolio intitulé « Souvenir d'Albert Thomas », en libre consultation dans la salle des archives du BIT, comporte des dizaines de photos dont une partie concerne les voyages du directeur à travers le monde. Sans doute destinées également aux journalistes qui couvrent les séjours de diplomates étrangers, elles donnent l'image d'un directeur du BIT qui va à la rencontre des travailleurs et de la population des pays visités, se mêlant aux mineurs de cuivre chiliens (voir figure n° 16), revêtant un costume traditionnel japonais (voir figure n° 17) ou encore saluant des enfants au cours d'un voyage dans les pays baltes (voir figure n° 18). Cette iconographie participe d'une personnification de l'institution, sciemment cultivée par son directeur, en même temps que d'une mise en scène choisie de la rencontre avec les travailleurs du monde entier. En cela, la diplomatie du travail se veut également un vecteur de représentation des travailleurs que le directeur du BIT finirait par incarner en personne.

²⁰⁹⁰ Des dizaines de discours sont conservées dans les archives du cabinet de Thomas à l'OIT. Série CAT 2. La série consacrée aux notes de voyage du directeur comporte également certaines copies de textes de discours prononcés. Le cabinet porte également une attention forte à la publicité faite de ces discours dans la presse locale et nationale.

²⁰⁹¹ *Rapport du directeur présenté à la Conférence internationale du Travail de 1922*, p. 889.

²⁰⁹² MASSART Sylvie, *Les voyages d'Albert Thomas, directeur du Bureau International du Travail, 1919-1932*, *op. cit.*, p. 138.

Figure n° 16. Albert Thomas mineurs de cuivre au Chili en 1923 (Archives historiques de l'OIT).



Figure n° 17. Albert Thomas porte l'habit traditionnel offert par des syndicalistes japonais en 1928 (Archives historiques de l'OIT).



Figure n° 18. Albert Thomas recevant des fleurs des enfants des travailleurs à Ogre, en Lettonie en 1927 (Archives historiques de l'OIT).



Comme l'a montré Sylvie Massart à partir de l'étude des articles de la presse étrangère conservés dans les archives du BIT, « la presse se partage selon des sensibilités politiques transnationales²⁰⁹³ » : alors que les journaux d'obédience communiste se montrent hostiles à l'OIT dépeinte comme une organisation réformiste détournant les masses ouvrières du véritable combat contre le capitalisme, la presse de divers gouvernements opère souvent une récupération politique opportune. En Chine, les journaux nationalistes interprètent les déclarations de Thomas comme une dénonciation des Traités inégaux. En Italie ou au Japon, la presse gouvernementale s'appuie sur les encouragements du Directeur du BIT à leurs ratifications des

²⁰⁹³ *Ibid.* Pour le cas français et la manière dont l'OIT est traitée dans le journal communiste français *L'Humanité*, voir BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, « “Mieux vaudrait après tout se perdre avec Lénine que se sauver avec Albert Thomas”. Construire une voie révolutionnaire face au socialisme réformiste (1917-1924) », *Le Mouvement Social*, 2020, vol. 3, n° 272, p. 41-58.

conventions internationales pour justifier une politique de répression anticomuniste ou antisyndicale²⁰⁹⁴.

Cette diplomatie du travail répond également à un objectif politique inhérent au rôle même de l'OIT. L'œuvre de ratification des conventions internationales étant difficile même dans l'Europe industrielle à qui celles-ci s'adressent en priorité²⁰⁹⁵, apparaît alors la nécessité d'établir des contacts directs pour accélérer ce processus. Le développement d'une diplomatie du travail à travers le monde, c'est-à-dire au-delà des frontières de l'Europe industrielle et des seuls États membres, participe également de la nécessité d'aboutir à une universalité effective de l'organisation, celle-ci étant l'un des principes constitutionnels de l'OIT²⁰⁹⁶. C'est aussi pour Thomas une condition de légitimation d'une organisation qui peine à s'imposer dans le jeu des relations internationales de l'après-guerre, minée par les difficultés socio-économiques et politiques. Les tensions européennes, l'œuvre difficile de ratifications, la question lancinante du paiement des réparations allemandes et la récession économique du début des années 1920 compliquent l'action de l'OIT. L'heure n'est pas toujours à la collaboration internationale dans le domaine social, ce qui motive également le directeur du BIT à développer son action hors d'Europe pour donner à l'institution de nouveaux champs d'action. Dans les coulisses de la conférence économique internationale de Gênes de 1922, il confie ainsi à des journalistes :

« La vie internationale est difficile à établir. Une organisation internationale a peine à pousser ses racines dans le sol aride de chaque nation. La correspondance est un moyen inefficace. Pour créer des relations, pour obtenir des décisions, la seule méthode est la présence réelle. Les lettres, les dépêches mêmes, qui proviennent d'institutions internationales s'accumulent sur les tables ou dans les tiroirs des administrations publiques. Chaque jour, ces administrations sont pressées par les exigences du Parlement ou par les secousses de l'opinion publique. Le seul moyen de faire sortir le papier du dossier ou d'obtenir une signature, c'est d'être sur place²⁰⁹⁷ »

Dans cette même interview, il livre les contours de cette diplomatie du travail, qui motive ses voyages incessants. Thomas établit ainsi une géographie des zones d'intérêt du BIT qui dessine les contours d'une carte mentale de l'institution et de son directeur. Il insiste sur la

²⁰⁹⁴ THOMANN Bernard, « Le voyage au Japon d'Albert Thomas : entre diffusion d'un modèle social universel et enjeux politiques locaux », *Revue d'histoire de la protection sociale*, 2018, vol. 1, n° 11, p. 169-182. Sur l'Italie, voir notamment GALLO Stefano, « Dictatorship and International Organizations: The ILO as a "Test Ground" for Fascism », in DROUX Joëlle et KOTT Sandrine (dir.), *Globalizing Social Rights: the International Labour Organization and Beyond*, op. cit., p. 153-171.

²⁰⁹⁵ LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent « Introduction », in LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *L'Organisation internationale du travail: origine, développement, avenir*, op. cit., p. 22.

²⁰⁹⁶ LOUIS Marieke, *Qu'est-ce qu'une bonne représentation ? L'Organisation internationale du Travail de 1919 à nos jours*, op. cit., p. 79-90.

²⁰⁹⁷ ABIT CAT 3-22. Interview d'Albert Thomas en 1922.

nécessité des voyages fréquents en Europe, et rappelle qu'il « faut pénétrer l'Europe centrale ». Ce souci part du constat de la grande différence dans les situations socio-économiques des pays de l'Est et des pays de l'Ouest de l'Europe, mais aussi de l'influence croissante du communisme dans les zones frontalières ou sous influence de la Russie, qu'il convient de contrer à l'aide d'une œuvre de propagande favorable aux institutions genevoises²⁰⁹⁸. Le projet de grands travaux pour l'Europe proposé par Thomas en 1929 comme réponse à la crise économique aura également pour objectif l'uniformisation économique et sociale de ces « deux Europe » mises au jour par Francis Delaisi²⁰⁹⁹. Cette géographie mentale vise également prioritairement les principales puissances industrialisées du monde, et en particulier les deux grands absents, l'URSS et les États-Unis. Ainsi au cours de la CIT de 1922, Thomas affirme que « c'est l'absence de ces deux pays qui empêche l'Organisation internationale du travail de prendre son caractère universel²¹⁰⁰ ». De fait, le premier long voyage entrepris par Thomas hors d'Europe se fait sur le continent Nord-Américain (Canada et États-Unis) entre 1922 et 1923, malgré les mises en garde de membres du CA et de son entourage²¹⁰¹. Comme évoqué plus haut, le directeur insiste également pour faire étape à Moscou lors de son voyage en Extrême-Orient, malgré les réticences de Phelan et l'opposition idéologique de principe de la Russie communiste à l'OIT²¹⁰².

Cette quête de l'universalité appuyée sur la diplomatie du travail passe également par un affermissement des liens entre l'OIT et l'Amérique latine. Il faut dire que seize des vingt États latino-américains sont membres origines de la SDN et de l'OIT en 1920²¹⁰³. Par ailleurs, en raison de l'existence d'une tradition démocratique précoce et du développement de mouvements ouvriers organisés depuis le XIX^e siècle, plusieurs pays d'Amérique latine constituent *a priori* un terrain privilégié pour l'action de l'OIT en faveur de la justice sociale²¹⁰⁴.

²⁰⁹⁸ KOTT Sandrine, « OIT, justice sociale et mondes communistes. Concurrences, émulations, convergences », *op. cit.*

²⁰⁹⁹ DELAISI Francis, *Les Deux Europes. Europe industrielle et Europe agricole*, Paris, Payot, 1929.

²¹⁰⁰ *Rapport du directeur présenté à la Conférence internationale du Travail de 1922*, p. 683.

²¹⁰¹ Thomas devait se rendre aussi à Cuba et au Mexique mais il annule ces déplacements et reste plus longtemps que prévu aux États-Unis. Voir ABIT CAT 5-31-1-1. Rapport officiel du directeur du BIT sur son voyage aux États-Unis. Sur le voyage de Thomas aux États-Unis voir aussi Thomas Cayet, *Rationaliser le travail, organiser la production*, *op. cit.*, p. 31-36.

²¹⁰² Aux sceptiques qui craignaient qu'il arrive malheur à Thomas en Russie où il était vu comme un « social-traitre », il aurait répondu : « Moi, certes non ! Pour employer une expression qui ne figure pas dans le dictionnaire de l'Académie, je suis de la trop grosse viande », d'après le témoignage de PHELAN E. J., *Albert Thomas et la création du BIT*, *op. cit.*, p. 256-257.

²¹⁰³ Cuba fait partie des neuf pays de la commission du travail réunie au sein de la Conférence de la Paix donnant naissance à l'OIT. Voir HERRERA Leon Fabien et WEHRLI Yannick, « Le Bureau international du Travail et l'Amérique Latine durant l'entre Deux Guerres. Problèmes-enjeux », in LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *L'Organisation Internationale du Travail : Origine, développement, avenir*, *op. cit.*, p. 157-166.

²¹⁰⁴ ABIT CAT 3-28, Interview d'Albert Thomas « Politique sociale en Espagne et en Amérique latine ».

Dès 1920, le BIT lance en l'Amérique latine un programme de relations publiques avec les représentants gouvernementaux, travailleurs et patronaux. Parallèlement, le BIT entreprend la traduction de ses principales publications (*Revue internationale du travail*, *Informations sociales*, *Études et documents*) en espagnol. Deux bureaux de correspondances, à Rio de Janeiro et Buenos Aires sont créés et entretiennent des liens avec le bureau de Madrid, spécialisé dans les questions relatives à l'Amérique latine, afin de pérenniser les contacts. Thomas fait envoyer plusieurs dizaines de missions en Amérique latine durant son mandat et s'investit personnellement. Le voyage aux États-Unis entrepris en 1922 et 1923 comprenait d'ailleurs une étape à Cuba, finalement ajournée. Son grand voyage en Amérique latine (Brésil, Uruguay, Argentine, Chili), envisagé dès le début de son mandat, ne se réalise finalement qu'en 1925 et est bien conçu par le directeur comme une étape dans la réalisation de l'universalisme de l'OIT²¹⁰⁵.

« Nos relations avec les démocraties sud-américaines ont, à mes yeux, pour la vie et le développement universels de nos organisations internationales naissantes, un prix incalculable²¹⁰⁶ ».

L'absence des États-Unis est néanmoins l'un des motifs cachés de ce voyage en Amérique latine. Il s'agit bien de contourner deux influences (ou idéologies) concurrentes sur ce continent : le communisme mais aussi le panaméricanisme. D'après le directeur du BIT, si les États-Unis prennent conscience de l'importance des liens noués entre l'Amérique du Sud et les institutions genevoises (SDN et OIT), cela pourrait entraîner un retournement de leur politique isolationniste et hostile à la SDN²¹⁰⁷.

Cet intérêt croissant pour les pays extra-européens s'explique aussi par les échecs ou résultats en demi-teinte du BIT en Europe : la réduction du budget de l'OIT en 1923 par la SDN, les tensions internationales dans le domaine politique et économique, le succès limité des

²¹⁰⁵ Pour un aperçu des objectifs de ce voyage, voir ABIT CAT 5-25 « Le voyage du directeur du BIT en Amérique latine » publié dans la *Revue internationale du travail* de 1925.

²¹⁰⁶ Albert Thomas à Juan B. Justo, 18 juin 1925, CAT 1-25-9-1, cité in HERRERA Leon Fabien et WEHRLI Yannick, « Le Bureau international du Travail et l'Amérique Latine Durant l'entre Deux Guerres. Problèmes-enjeux », in LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *L'Organisation Internationale du Travail : Origine, développement, avenir, op. cit.*, p. 157-166.

²¹⁰⁷ YAÑEZ ANDRADE Juan-Carlos, *L'OIT et l'Amérique du Sud (1919-1949). La construction d'un laboratoire social régional*, thèse de l'EHESS sous la direction d'Yves Cohen, 2014, p. 173-180. Sur les résultats de cette politique dans les années 1930 et 1940 voir PLATA-STENGER Véronique, « L'OIT et l'assurance sociale en Amérique latine dans les années 30 et 40 : enjeux et limites de l'expertise internationale », *Revue d'histoire de la protection sociale*, 2017, vol. 1, n° 10, p. 42-61. Sur le rôle des réseaux catholiques dans le développement de la coopération entre le BIT et les pays d'Amérique latine voir ZARAGORI Aurélien, « L'OIT, le Saint-Siège et les milieux catholiques africains et latino-américains dans les années 1950 et 1960 », *Le Mouvement Social*, 2018, vol. 2, n° 263, p. 123-138.

ratifications²¹⁰⁸. Se déployer davantage hors de l'Europe est aussi un moyen pour l'OIT de développer un universalisme de légitimation, permettant de contourner les blocages au niveau européen.

La diplomatie du travail pensée par le premier directeur du BIT crée un modèle d'action de l'OIT à travers le monde, qui détermine la nature des contacts et des informations obtenues sur place. Le déroulement des voyages et rencontres obéit à un schéma assez facilement identifiable à partir des nombreuses notes de voyage écrites par le Directeur, et en partie publiées²¹⁰⁹. Chaque voyage est minutieusement préparé par de nombreuses lectures portant sur l'histoire et la situation politique et socio-économique des pays en question. C'est tout le travail de la Division diplomatique de fournir au directeur les ouvrages de références sur ces questions et les notes de synthèses sur la composition du gouvernement, des groupements syndicaux, patronaux, de l'état de l'opinion publique, etc. Sur place, Thomas cherche toujours à rencontrer les représentants des gouvernements, notamment en charge des questions économiques et sociales, puis les représentants ouvriers et patronaux. Dans ses notes, il se montre lucide sur le caractère limité et partiel de ces rencontres qui contraignent ses propres initiatives. À de nombreuses reprises, il se montre assez critique envers les milieux diplomatiques (ambassades, consulats), qui constituent des points de passage obligés jugés chronophages et inutiles pour comprendre la situation politique et sociale du pays. Sur les quelques créneaux demeurés libres, il cherche cependant à entreprendre des rencontres moins officielles, avec des groupes syndicaux ou avec des groupes socialistes dont il se sent proche. C'est le cas systématiquement en Europe, mais également sur les autres continents, où chaque voyage est préparé bien en amont pour permettre cette prise de contact sur place. Il n'en reste pas moins que sa marge de manœuvre n'est pas complète et que ses programmes de visites souvent très chargés constituent un prisme déformant qui l'empêche parfois de voir l'extrême diversité économique et sociale des pays visités. Le Directeur est cependant conscient que toutes les visites « d'institutions ou d'établissements que les États avaient généreusement et intelligemment organisés pour notre passage ne pouvaient suffire à nous former une opinion²¹¹⁰ ». Lors de ses visites, Thomas cherche toujours à rencontrer les organisations syndicales « les plus représentatives » au sein de chaque État, en conformité avec la règle qui préside à la désignation des délégations à la

²¹⁰⁸ SOUAMAA Najib, « La loi des huit heures : un projet d'Europe sociale ? (1918-1932) », *op. cit.*

²¹⁰⁹ THOMAS Albert, *À la rencontre de l'Orient : notes de voyage, 1928-1929*, *op. cit.* KOTT Sandrine et HOETHKER Dorothea (dir.), *À la rencontre de l'Europe au travail : récits de voyages d'Albert Thomas (1920-1932)*, *op. cit.*

²¹¹⁰ ABIT CAT 5-25 « Le voyage du directeur du BIT en Amérique latine », *op. cit.*, p. 823.

Conférence internationale du Travail, définie par l'article 3 de la constitution de l'OIT²¹¹¹. Néanmoins, cette vision des forces syndicales « OIT-centrée » peut parfois s'avérer contre-productive dans l'appréhension des réalités sociales de pays faiblement marqués par des traditions de structuration syndicale forte ou dans des pays autoritaires réprimant de tels mouvements.

La diplomatie du travail constitue ainsi un prisme déformant empêchant parfois la prise en compte de la diversité des situations sociales auxquelles le directeur se trouve confronté lors de ses voyages. Dans le cas du Japon, Thomas fait face à l'hostilité des syndicats communistes et rencontre exclusivement des organisations professionnelles réformistes. La conséquence de cette situation aboutit d'ailleurs à une contradiction avec le principe de liberté syndicale prônée par l'OIT – mais qui ne donnera cependant pas lieu à une convention internationale avant 1948²¹¹² – ; le gouvernement japonais profitera habilement de cette reconnaissance implicite des organisations réformistes données par le BIT en la personne de son directeur, pour justifier une plus grande répression du mouvement communiste²¹¹³. La propagande de l'Internationale communiste en Asie ou en Amérique latine contre le BIT et la SDN, relayée par la presse des groupes communistes formés localement, explique l'hostilité que rencontre Thomas dans certains pays. Le directeur y est alors accusé de fermer les yeux sur la situation « réelle » des travailleurs et travailleuses opprimé.e.s en obéissant qu'à un programme de visite fixé par des gouvernements souvent autoritaires et peu soucieux de questions sociales. C'est le cas par exemple en Amérique latine ; certains groupes de travailleurs tentent de contourner le contrôle de l'État sur son agenda de visites comme lors de son passage à Sao Paulo au Brésil où un groupe de travailleurs dénonce l'instrumentalisation de son séjour qui l'empêche de voir les usines et mines aux conditions de travail les plus difficiles²¹¹⁴. Une scène similaire a également lieu en Chine où le lecteur des notes de voyage du directeur découvre une interaction houleuse entre Thomas et le groupe des ouvriers qu'il rencontre à Pékin. Ce groupe est venu pour exprimer la détresse d'une partie des ouvriers de la région de Pékin. Visiblement pris de cours, et refusant toute polémique avec ceux qu'ils désignent comme des « agitateurs politiques²¹¹⁵ », Thomas leur répond brusquement :

²¹¹¹ LOUIS Marieke, *Qu'est-ce qu'une bonne représentation ? L'Organisation internationale du Travail de 1919 à nos jours*, op. cit., p. 94.

²¹¹² Il s'agit de la convention n° 87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical.

²¹¹³ THOMANN Bernard, « Le voyage au Japon d'Albert Thomas : entre diffusion d'un modèle social universel et enjeux politiques locaux », op. cit.

²¹¹⁴ YAÑEZ ANDRADE Juan-Carlos, *L'OIT et l'Amérique du Sud (1919-1949)*, op. cit., p. 212.

²¹¹⁵ THOMAS Albert, *À la rencontre de l'Orient*, op. cit., p. 57-58.

« Si vous avez des informations, donnez m'en. Vous me demandez de supprimer la misère du peuple chinois. Je ne suis pas Dieu. D'abord, organisez-vous²¹¹⁶ ».

La diplomatie du travail est donc la matérialisation de cette préférence pour l'organisation syndicale interprofessionnelle mise en avant par Marieke Louis²¹¹⁷, ou à ce que Jean-Michel Bonvin qualifie de « prime offerte aux efforts d'organisation²¹¹⁸ » des patrons et des travailleurs.

Alors que la diplomatie du travail se veut l'instrument privilégié de l'universalisation en pratique d'une organisation souvent accusée d'eurocentrisme, sa réalisation n'exclut pas la mise en œuvre d'un prisme déformant qui empêche de saisir la diversité des situations sociales, économiques et politiques observées, souvent réduites à des formes d'exotisme. Elle peut donc être un obstacle à cette universalité affirmée, notamment lorsque la situation sociale observée ne rentre pas dans le schéma des relations sociales que l'OIT cherche à réaliser, et donc *in fine*, à imposer. En cherchant à rencontrer des « groupes organisés » qui devraient s'apparenter aux groupements syndicaux que l'on trouve en Europe, le directeur en voyage s'empêche parfois de saisir la diversité de la situation sociale de pays dans lesquels la syndicalisation est balbutiante ou tout simplement réprimée par des gouvernements autoritaires.

Néanmoins, la diplomatie du travail développée par Thomas ne peut pas non plus être réduite à une seule volonté d'imposition d'un schéma préétabli d'organisation des relations sociales. Le tripartisme qui constitue l'originalité institutionnelle de l'OIT n'est ainsi pas un élément imposé de force par la pratique de la diplomatie du travail. Lors des rencontres menées à l'occasion de ses déplacements, Thomas rencontre en général les représentants des travailleurs, des patrons et des gouvernements de manière distincte. Il semble donc pas de donner pour agenda politique l'établissement d'organes de dialogue tripartites à l'échelle nationale. L'analyse des activités des bureaux de correspondances comme celui de Londres²¹¹⁹, de Berlin²¹²⁰ ou encore de Paris²¹²¹ le confirme : les fonctionnaires des bureaux de correspondances n'ont pas pour feuille de route de répandre le tripartisme dans le monde. Les relations sont établies avec chacun de ces groupes pris individuellement. L'action de ces bureaux, tout comme celle de Thomas lorsqu'il est en déplacement, consiste plutôt à inciter

²¹¹⁶ *Ibid.*

²¹¹⁷ LOUIS Marieke, *Qu'est-ce qu'une bonne représentation ? L'Organisation internationale du Travail de 1919 à nos jours*, *op. cit.*, p. 94.

²¹¹⁸ *Ibid.*, p. 168.

²¹¹⁹ HIDALGO-WEBER Olga, *Dimensions transnationales des politiques sociales britanniques : le rôle de la Grande-Bretagne au sein de l'OIT, 1919-1946*, *op. cit.*

²¹²⁰ KOTT Sandrine, « Dynamiques de l'internationalisation », *op. cit.*, p. 69-84.

²¹²¹ *Cf.* chapitre 9.

directement ou indirectement à la structuration entre patrons ou entre travailleurs, ou à pousser les États à établir des législations sociales, voire à rédiger des codes du travail, sur le modèle implicite du code de travail français²¹²². C'est par exemple le cas au Brésil où le BIT encourage la codification du travail par une loi adoptée en 1924. Le Bureau met ainsi à disposition son expertise juridique pour épauler ces œuvres de codification du travail, comme c'est le cas en Chine à la fin des années 1920²¹²³. Dans ce dernier cas, le directeur du BIT souligne dans son rapport le caractère « hardi » de la codification proposée qui apparaît comme « un document extrêmement complet et audacieux qui rejoint les codes de protection ouvrières ou les lois de fabriques des pays les plus avancés » et met surtout en garde les autorités chinoises sur « toutes les difficultés d'application que peuvent présenter des codes aussi étendus²¹²⁴ ». À l'échelle nationale, chaque groupement d'intérêt tripartite (patrons, ouvriers, États) est donc invité à jouer un rôle qui précède en réalité celui de réalisation du tripartisme : les gouvernements doivent développer leur législation sociale et une inspection du travail à même d'en vérifier la mise en œuvre, et de leur côté les patrons et les ouvriers doivent s'organiser afin de constituer des instances représentatives de leurs intérêts. Dans un second temps, l'échelle internationale ou supranationale de l'OIT – celle des conférences internationales du travail – sera celle privilégiée pour la réalisation en pratique de ce tripartisme. C'est à l'occasion de ces conférences qui sont l'arène publique de mise en scène de réalisation de cet internationalisme de la réforme sociale que Thomas cherche également à valoriser l'action du BIT. Le rapport du directeur constitue ainsi la matérialisation de cette tradition personnaliste, et inaugure également un réflexe d'analyse comparative transnationale de la situation politique, économique et sociale des pays membres de l'OIT ou en lien avec elle.

²¹²² C'est le cas par exemple au Brésil où le BIT encourage l'adoption d'un tel code du travail. ABIT CAT 5-25, « Le voyage du Directeur du BIT en Amérique latine », *Revue internationale du travail*, 1925.

²¹²³ Rapport du directeur pour la 43^e session du CA de l'OIT en 1929, p. 138 et suivantes.

²¹²⁴ *Ibid.*

C. « Tradition personaliste²¹²⁵ » ou direction autoritaire ?

1. Le rapport du directeur : vers une « Encyclopédie des questions ouvrières » ?

L'étude de la réalisation et de l'imposition de la discussion à chaque Conférence internationale du Travail du « Rapport » du directeur renseigne bien sur la conception que Thomas se fait de sa tâche personnelle et de celle de son institution. L'histoire de l'écriture du rapport du directeur est donc celle d'une prise d'autonomie croissante du BIT par rapport au Conseil d'Administration, d'une conception souple et large du rôle du BIT ainsi que le reflet d'une *Weltanschauung* globale que Thomas construit et affine durant ses mandats à la tête du BIT.

Une prise d'autonomie par rapport au Conseil d'Administration d'abord. Edward Phelan qui affirme en effet que Thomas « dut livrer combat tout d'abord pour être autorisé à présenter ce rapport. Il n'obtint, en fait, le consentement du Conseil d'administration qu'après de nombreuses discussions et un grand effort de persuasion ²¹²⁶».

Les réticences proviennent du Conseil d'Administration qui – comme organe exécutif de l'OIT – cherche à garder la main sur l'activité et la production écrite du Bureau, mais également de certains représentants gouvernementaux et employeurs de la Conférence, arguant de la primauté des prérogatives législatives de la Conférence sur la fonction supposée administrative du directeur du Bureau²¹²⁷. Dans son témoignage, Phelan laisse également deviner les craintes des collaborateurs de Thomas, amenés à travailler à ce rapport, à commencer par les siennes propres. Lorsque le directeur expose son projet lors d'une réunion à laquelle furent conviés tous les chefs de service, le chef de la Division Diplomatique dit craindre au départ le caractère « anarchique » de l'entreprise, le directeur ayant exprimé le vœu explicite que le rapport comprenne, non seulement des faits, mais aussi « des idées, mêmes les idées les plus audacieuses²¹²⁸ ». Phelan relate sa réaction :

« J'étais horrifié. Comment mon petit service de la Conférence pourrait-il jamais introduire quelque ordre et quelque forme dans une anarchie aussi délibérément instaurée ? Je fus à la fois soulagé et surpris par la suite des propos d'Albert Thomas : “Le problème de

²¹²⁵ SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas, op. cit.*, p. 230.

²¹²⁶ PHELAN E. J. et THOMAS Albert, *Albert Thomas et la création du BIT, op. cit.*, p. 178.

²¹²⁷ *Ibid.*, p. 179.

²¹²⁸ *Ibid.*, p. 190.

la présentation de ces matériaux à la Conférence, je m'en occuperai moi-même. C'est le rapport du directeur et c'est le directeur qui l'écrira"²¹²⁹».

Le premier rapport du directeur, présenté à la Conférence de 1921, témoigne de ce souci de rassembler une documentation quasiment encyclopédique sur l'activité et le fonctionnement du Bureau mais aussi sur l'état de la législation sociale du monde entier. Malgré les réticences initiales, le Rapport acquiert au fil des années d'après Phelan « une réputation internationale et [devient] un évènement attendu de tous ceux qui s'intéressent aux questions sociales », une « véritable encyclopédie sociale²¹³⁰ ». Les discussions autour du rapport du directeur deviennent ainsi l'évènement politique de la Conférence, tradition que les successeurs de Thomas, jusqu'à nos jours, ont d'ailleurs conservée. Pour Pierre Waline, représentant du patronat français à l'OIT, qui ne cache pas sa sympathie pour Albert Thomas, « en imposant le principe du Rapport annuel du directeur, Thomas innove. Ce pensum de trois cents pages – [Thomas] l'appelle lui-même ainsi – devient au fil des ans l'objet central des débats du Conseil d'administration et des Conférences internationales du travail ».

Malgré le caractère personnel et centralisé qui caractérise la direction de Thomas, il ne rédige évidemment pas seul le rapport et confie les parties les plus techniques aux services compétents, tout en prenant le soin de lire, annoter les épreuves et d'en rédiger lui-même les introductions et conclusions et en y ajoutant ses appréciations personnelles. Thomas accorde en effet une importance toute particulière à la préparation du Rapport qui occupe ses services les semaines, voire les mois qui précèdent la Conférence et en explique les lignes directrices au président du CA, Arthur Fontaine :

« Je vous informe que le rapport que je fais sera tout à fait complet. J'y présente le travail du Bureau, son organisation intérieure, un bref exposé des questions financières, tout en marquant bien que la Conférence n'a pas à en discuter, puis l'exposé de la législation internationale où j'introduis un certain nombre de considérations générales sur la situation concernant les huit heures, puis les accords intervenus et nos interventions²¹³¹ ».

La prise d'autonomie par rapport au Conseil d'Administration va de pair avec la volonté de légitimer l'action du BIT. Tout comme la production d'enquêtes et de travail statistiques, le rapport participe de la légitimation d'une institution en cours d'affirmation dans un environnement international incertain. Le rapport, publié en français et en anglais dans le compte rendu de la Conférence internationale du Travail, doit permettre la publicité de son

²¹²⁹ *Ibid.*

²¹³⁰ *Ibid.*

²¹³¹ ABIT CAT 4-31. Lettre d'Albert Thomas à Arthur Fontaine du 17 septembre 1921.

action, qui, comme le reconnaît Thomas « a provoqué dans beaucoup de milieux un vif intérêt, bien [que] des critiques ont pu lui être faites, bien [que] des appréhensions ont pu être exprimées ²¹³² ». L'introduction de chaque rapport, rédigée par le directeur, est le reflet de sa conception de l'organisation. Dans le rapport présenté à la Conférence de 1922, il affirme :

« S'il est inexact de parler, comme on le fait parfois, de "pouvoir législatif" et de "pouvoir exécutif" lorsqu'il s'agit de la Conférence et du Bureau avec son Conseil, il n'en est pas moins vrai qu'entre les deux corps essentiels de l'Organisation internationale du Travail un lien continu et permanent doit être établi²¹³³ ».

Subtile rhétorique du Directeur du BIT qui estime donc que ce dernier agit de manière égale – et non subordonnée – avec le Conseil d'Administration. Assez rapidement, la légitimité du rapport semble acquise. En 1924, Thomas l'introduit par cette formule nette :

« Plus n'est besoin de justifier le dépôt devant la Conférence internationale du Travail de ce rapport du directeur. Par trois sessions déjà, la Conférence en a elle-même consacré l'examen et la discussion²¹³⁴ ».

Le document comprend désormais les rapports envoyés par les gouvernements, en vertu de l'article 408 du Traité de Versailles. Thomas y voit une avancée substantielle dans l'état des connaissances des données économiques sociales mondiales, permettant de mener un « résumé comparatif » qui « marque une étape du progrès de l'Organisation²¹³⁵ ».

Le rapport est également rendu vivant par l'exposé détaillé des relations nouées par le Bureau avec des organisations ouvrières, patronales ou avec des institutions privées de la réforme sociale. Le rapport ne se contente pas non plus de faire état des relations établies avec les pays membres de l'OIT ; l'attention du directeur se porte également sur les pays non-membres, en particulier les États-Unis et la Russie.

À partir de 1926, le rapport se concentre surtout sur les résultats obtenus en matière de législation sociale. Même si Thomas dit ne pas prétendre « transformer ce rapport en une encyclopédie des questions ouvrières²¹³⁶ », l'ambition totalisante du Directeur du BIT est bien là, puisqu'il présente, l'année suivante le rapport comme « une sorte de revue annuelle du mouvement social²¹³⁷ », ou encore en 1929 comme un « annuaire social [...] devenu pour les

²¹³² *Rapport du directeur présenté à la Conférence internationale du Travail de 1921*, p. 2.

²¹³³ *Rapport du directeur présenté à la Conférence internationale du Travail de 1922*, p. 626.

²¹³⁴ *Rapport du directeur présenté à la Conférence internationale du Travail de 1924*, p. 5.

²¹³⁵ *Ibid.*, p. 7.

²¹³⁶ *Rapport du directeur présenté à la Conférence internationale du Travail de 1926*, p. 2.

²¹³⁷ *Rapport du directeur présenté à la Conférence internationale du Travail de 1926*, introduction (n. p.).

administrations publiques et les organisations professionnelles [...] un utile instrument de travail²¹³⁸ ».

En englobant toutes les questions politiques, économiques et sociales qui concernent l'activité de l'Organisation, le rapport du directeur est sans doute pour l'époque le document comparatif le plus complet existant sur la législation du travail du monde. Il s'appuie sur le travail d'études et d'enquêtes de la Division des recherches. Thomas conçoit également son rapport comme devant servir explicitement aux demandes d'informations formulées par les organisations syndicales nationales :

« La vérité est que les Secrétariats internationaux sentent de plus en plus le besoin d'une documentation internationale sur leur profession et qu'à défaut d'un outillage scientifique propre, recourent au Bureau international du Travail. C'est là, croyons-nous, une des parties les plus fertiles de notre activité. Elle donne aux Organisations internationales une vue d'ensemble de la profession qu'elles représentent. Elle le met en contact étroit avec la réalité²¹³⁹ ».

À partir de 1931, les parties les plus techniques du rapport seront donc publiées à part, sous le titre *Année sociale*, contenant « les renseignements accoutumés sur la vie intérieure de l'Organisation internationale du Travail, sur son activité, sur les grands mouvements sociaux qui sont en relations avec elle, sur les résultats législatifs nationaux et internationaux obtenus pendant l'année en matière de protection ouvrière, d'assurance sociale, de droit ouvrier, etc.²¹⁴⁰ » On ne pouvait pas choisir meilleur titre que celui d'*Année sociale* pour désigner ce document unique en son genre, à la fois état des lieux de l'avancée de la législation du travail dans le monde, et histoire économique et sociale globale du temps présent. Le rapport montre également l'ambition totalisante d'un directeur qui ne souhaite pas voir cantonner les compétences de son institution au seul domaine social, bien inextricable des cadres économiques et politiques qui les déterminent. Pour Jean-Michel Bonvin,

« Ce travail documentaire d'une valeur inestimable, ne se borne pas à décrire l'activité de l'OIT, il la place dans son cadre économique et politique, décrit les relations avec les organismes de Genève et les États, retrace les efforts de ceux-ci dans le domaine social. Il atteste le souci du directeur de fournir à tous les membres de la Conférence les moyens de suivre en connaissance les travaux de la session²¹⁴¹ ».

²¹³⁸ Rapport du directeur présenté à la Conférence internationale du Travail de 1931, p. 1.

²¹³⁹ Rapport du directeur présenté à la Conférence internationale du Travail de 1926, p. 182.

²¹⁴⁰ Rapport du directeur présenté à la Conférence internationale du Travail de 1931, p. 1.

²¹⁴¹ BONVIN Jean-Michel, *L'organisation internationale du travail : étude sur une agence productrice de normes*, op. cit., p. 137-138.

En ce sens, le rapport est également un moyen de légitimer les larges compétences du Bureau telles qu'entendues par son Directeur, mais il est aussi l'héritier de la formation d'historien total reçue par Thomas à l'ENS. Celui-ci ne se contente pas de décrire un fait – la législation sociale internationale – mais s'attache bien à en décrypter le processus de formation en le replaçant dans son contexte international. Il insiste également sur le rôle actif du BIT comme accélérateur de ce processus historique nécessaire pour établir la paix et la justice sociale. *L'Année sociale* peut donc se lire comme une histoire sociale totale du temps présent et comme l'histoire en cours de la régulation économique mondiale dans laquelle le BIT cherche à s'imposer comme un acteur incontournable. Même si la conception de ce Rapport vient de Thomas lui-même, la réalisation repose sur ses équipes, soumises à un rythme de travail soutenu imposé par un management relativement autoritaire, qui participe de l'*ethos* de cette fonction publique internationale originale en cours de formation.

2. Un management autoritaire ?

« Tout membre [du Bureau] pouvait [...] en tout temps, même durant les entretiens les plus importants avec les plus hautes autorités, obtenir audience du Directeur, qui partageait toutes les difficultés et les soucis de son personnel²¹⁴² ».

C'est ainsi que B. W. Schaper décrit le mode de direction d'Albert Thomas à la tête du Bureau, à l'origine d'une tradition qu'il qualifie de « personnaliste²¹⁴³ ». Cette apparente proximité avec les fonctionnaires du Bureau, de la catégorie A à la catégorie C a des contreparties, implicitement exigées par Thomas de ses subordonnées : l'attachement, la loyauté à l'égard d'une institution que le Directeur considère lui-même comme « maison²¹⁴⁴ » et que Marius Viple qualifie affectueusement de « maison d'Albert Thomas », mais surtout un nombre d'heures de travail quasiment illimité, bien loin des sacro-saintes huit heures de travail par jour imposées par la toute première convention internationale du travail adoptée à Washington. C'est bien ce que laisse entendre Albert Cohen, quand il opère une distinction restée célèbre entre l'esprit petit-fonctionnaire qui caractériserait la Société des Nations et l'amour du labeur qui animerait les employés du BIT :

« Ici c'est le genre diplomatique, tu comprends, par exemple du point de vue horaire. (...) Genre Quai d'Orsay, Foreign Office. Ici c'est une tout autre atmosphère qu'au Bureau

²¹⁴² SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas : trente ans de réformisme social*, op. cit., p. 230.

²¹⁴³ *Ibid.*

²¹⁴⁴ ABIT. CAT 7-84.

international du Travail où les types sont obligés de bosser, enfin, je dis obligés, ils adorent ça, c'est un tout autre milieu, tu comprends, des syndiqués, des gens de gauche²¹⁴⁵ ».

Le journaliste Stéphane Valot témoigne également de cette ambiance de travail ascétique :

« De fait cette immense bâtisse n'a rien d'un palais. Elle tient du ministère, de la caserne et du couvent, et c'est peut-être l'aspect monacal qui dominerait si l'on n'entendait derrière les portes le tic-tac des dactylographes. Le bureau de Monsieur Albert Thomas est grand comme deux cellules de moine. Mais la fenêtre ouvre sur le lac et les montagnes qui l'encerclent. On connaît Monsieur Thomas, court, trapu, le visage mangé de barbe et pourtant souriant²¹⁴⁶ ».

Dans les dossiers du personnel du BIT, que Véronique Plata-Stenger a étudiés de manière systématique pour les premiers fonctionnaires engagés au BIT²¹⁴⁷, ces pratiques transparaissent entre les lignes et parfois plus explicitement dans les évaluations que les chefs de service font bi-annuellement puis annuellement de leurs subordonnés. Véronique Plata-Stenger note que ces rapports révèlent une « attention constante sur les mérites et les négligences des fonctionnaires » et dessinent les contours d'une « culture bureaucratique de la compétence et de la loyauté²¹⁴⁸ ». L'historienne note fort justement que la « performance devient l'attribut dominant de la fonction publique et une des variables de la qualification professionnelle au sein de l'organisation internationale », ce qui est le résultat du processus de modernisation qui a touché les structures étatiques et les fonctions publiques de l'Europe occidentale depuis la fin du XIX^e siècle. Notons qu'il existait une évaluation annuelle ou bi-annuelle des collaborateurs ministériels au sein du ministère de l'Armement²¹⁴⁹, ce qui validerait l'hypothèse d'une circulation des pratiques de la fonction publique nationale française vers la fonction publique internationale au BIT. Zèle, dévouement et productivité sont des prérequis attendus de tout fonctionnaire du Bureau, et ce quelle que soit sa position dans l'échelle hiérarchique, et donc salariale. Véronique Plata-Stenger note que les rapports d'évaluation, qui sont lus et contresignés par les fonctionnaires concernés, font très rarement l'objet d'une contestation de la part des intéressés, alors même que le Statut du Personnel leur en donne le droit²¹⁵⁰. Les

²¹⁴⁵ COHEN Albert, *Belle du Seigneur*, *op. cit.*, p. 75-76.

²¹⁴⁶ Article de Stéphane Valot dans L'œuvre du 10 août 1920, cité in MANIGAND Christine, *Les Français au service de la Société des Nations*, *op. cit.*, p. 53.

²¹⁴⁷ PLATA-STENGER Véronique, *Le recrutement des fonctionnaires du Bureau international du Travail en 1920 : une approche prosopographique*, *op. cit.*

²¹⁴⁸ *Ibid.* p. 81.

²¹⁴⁹ Nous avons étudié quelques-uns de ces rapports réalisés par Thomas notamment au sujet de ses chef et chef-adjoint de cabinet dans le chapitre 4.

²¹⁵⁰ Souvenirs d'Aimée-Louise Morel, née Rommel, en ligne https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---europe/---ro-geneva/---ilo-paris/documents/publication/wcms_473849.pdf

traces de pratiques courantes du surmenage, de travail de nuit sont pourtant fréquentes. Par ailleurs, l'immense majorité des femmes employées au BIT sont célibataires ou divorcées, garantie d'une plus grande disponibilité. Elles sont également soumises à de plus grandes exigences de rendement et de rapidité que leurs homologues masculins²¹⁵¹. L'injonction à la productivité – imposée par Thomas – est constante et il est attendu des chefs de services qu'ils la transmettent à leurs subordonnés. Dans une note de 1921, le directeur définit cette technique de management à la fois autoritaire et descendante :

« Je crois que si nous voulons obtenir de notre personnel le meilleur rendement, c'est-à-dire celui qu'il donnera lorsqu'il se sentira en sécurité, il faut que les chefs de service instruisent leur personnel, lui donnent toutes les indications ou lui fassent toutes les critiques nécessaires, au jour le jour²¹⁵² ».

Les collaborateurs immédiats de Thomas sont sans doute les plus exposés à ces exigences et à des pratiques qui s'approchent parfois de formes de surmenage, ce que montrent plusieurs sources concordantes. Aimée-Louise Morel, collaboratrice directe de Thomas depuis la guerre, témoigne de la fréquence des tâches réalisées dans l'urgence :

« Les articles sont quelquefois dictés au tout dernier moment, soit faute de temps, soit parce qu'ils concernent un sujet d'immédiate actualité ; plus d'une fois, Albert Thomas devant partir en voyage le soir même, je l'ai accompagné jusqu'à la gare pour qu'il continue de dicter dans le taxi et sur le quai, la dernière phrase coïncidant avec le départ du train ; il ne me restait qu'à retourner au bureau pour transcrire et à téléphoner pour que le journal envoie prendre chez le concierge²¹⁵³ ».

Ces pratiques ne sont cependant pas réservées au personnel le moins qualifié du Bureau. Des chefs de section et de division, Thomas attend une disponibilité et un dévouement à toute épreuve. Dans la préface qu'il consacre à la traduction polonaise de l'enquête sur la production, il salue certes les qualités de son auteur, Edgard Milhaud qui assumait « ce formidable travail avec [...] un dévouement et une passion incomparable²¹⁵⁴ ». Les coulisses de réalisation de ce travail – objet de nombreuses controverses – montrent cependant un rythme de travail intense,

²¹⁵¹ THEBAUD Françoise, *Une traversée du siècle : Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, op. cit., p. 195.

²¹⁵² Note du 30 août 1921 à la suite d'une protestation de Thérèse Nicod, membre de section de catégorie B, au sujet du rapport négatif sur son travail établi par son supérieur, le chef de la Division scientifique, Royal Meeker, cité in THEBAUD Françoise, *Une traversée du siècle : Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, op. cit., p. 195.

²¹⁵³ Souvenirs d'Aimée-Louise Morel, née Rommel, op. cit.

²¹⁵⁴ THOMAS Albert, « Edgard Milhaud et l'Enquête sur la production », Préface à la traduction polonaise des Conclusions générales sur l'enquête sur la production, citée in DHERMY-MAIRAL Marine, *Les sciences sociales et l'action au Bureau international du Travail (1920-1939)*, op. cit., p. 186.

associé à une forte volonté de contrôle, voire à des brimades du Directeur du BIT à l'égard de son ami de longue date Edgard Milhaud. Ces tensions entre les deux hommes révèlent comme l'a bien montré Marine Dhermy-Mairal les logiques distinctes entre la fonction politique que Thomas attribue à l'enquête, et la volonté d'autonomie scientifique d'Edgard Milhaud, attaché à sa fonction de savant, qui menace d'ailleurs de démissionner à plusieurs reprises²¹⁵⁵. Pour le dire autrement, alors que Milhaud s'attache surtout à la valeur scientifique de son enquête, le directeur voit dans ce gage de scientificité un moyen de légitimer la compétence du Bureau et sa capacité à fournir des solutions aux problèmes économiques et sociaux internationaux. Par ailleurs, Thomas reproche à Milhaud de livrer les résultats de son enquête à certains membres du CA du BIT, avant sa publication officielle et définitive après relecture du Directeur. Dans une perspective d'analyse de la culture administrative développée par le premier directeur du BIT, ce conflit personnel souligne également la volonté de contrôle étroit de ce dernier qui n'exclut pas des pratiques de management autoritaire.

Nous considérons qu'il ne s'agit pas seulement de l'héritage d'une culture bureaucratique présente dans la fonction publique nationale traduite à l'échelle internationale ; il existe une réalité une hybridation entre, d'une part, la productivité effectivement attendue dans les fonctions publiques, issues de nouvelles théories du management développées depuis la fin du XIX^e siècle, et, d'autre part, l'héritage d'un *éthos* militant qui est celui de Thomas et d'une partie de ses collaborateurs immédiats. Marguerite Thibert elle-même aborde sa fonction avec un esprit missionnaire et affirme accomplir sa fonction « avec foi », ce qui ne l'empêche cependant pas de revendiquer une meilleure considération professionnelle face au refus de ses supérieurs de la titulariser²¹⁵⁶.

La loyauté attendue par Thomas de ses collaborateurs dépasse le cadre de leurs fonctions ; il s'agit d'une loyauté politique totale qui doit transparaître dans les activités annexes des employés du Bureau, et l'emporter sur leur vie personnelle. Pour Thomas, les fonctionnaires du Bureau doivent faire corps avec cette « maison » qu'est le BIT et y dévouer leur âme. Lors d'une allocution au personnel du BIT en novembre 1922, le directeur déclare :

« Il m'apparaît que mon effort de compréhension et d'intelligence de la maison n'est pas complet lorsqu'il ne m'est pas arrivé d'être en face de tous collectivement et de chercher à dire les sentiments ou les choses que, tous ensemble, nous devons porter dans notre cœur. Une maison comme la nôtre, c'est son mérite (...) c'est d'avoir une pensée commune, c'est

²¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 210 et suivantes.

²¹⁵⁶ ABIT P. 1870. Lettre de Marguerite Thibert à Louis Varlez, 11 juin 1928. THEBAUD Françoise, *Une traversée du siècle : Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, op. cit., p. 137.

d'avoir une âme, et tout ce qui peut servir à dégager nos sentiments, nous servir mutuellement à comprendre notre âme, tout cela aide à la vie, à l'avenir de notre maison²¹⁵⁷ ».

C'est à la lumière de cette conception politique analogue à l'engagement militant, qu'il faut lire le conflit qui oppose Albert Thomas et son premier chef de cabinet Camille Lemerrier, que nous analysons plus longuement dans le chapitre suivant. Le Directeur reproche à son futur ex-chef de cabinet, encore journaliste au périodique français *L'œuvre*, de « boycotter » le Bureau, c'est-à-dire de ne pas consacrer tous ses articles à la propagande en faveur du BIT²¹⁵⁸. Thomas attend de ses collaborateurs un engagement total dans leur fonction, qui repose sur une loyauté à toute épreuve, ainsi que sur l'acceptation de formes de contraintes.

C'est bien ce qu'illustre également le conflit passager mais intense qui oppose alors Thomas à son secrétaire-sténographe Gaston Dubourg, employé à ses côtés depuis le 21 février 1920. Originaire de Paris où il est né en 1894, Gaston Dubourg était titulaire d'un brevet élémentaire et a été en France professeur de sténographie et employé de mairie, vraisemblablement à celle de Champigny-sur-Marne où il aurait alors rencontré Thomas²¹⁵⁹. N'ayant que des connaissances élémentaires en anglais et en allemand comme le mentionne son dossier personnel conservé aux archives du BIT²¹⁶⁰, Dubourg est cependant recruté dès les premières semaines d'existence du Bureau et doit ce recrutement à une rencontre ancienne avec le directeur du BIT²¹⁶¹ et non à une importante expérience internationale. Comme l'a montré Véronique Plata-Stenger et comme le confirme l'analyse des collaborateurs socialistes employés au BIT, les premiers mois d'existence de l'OIT favorisent ces recrutements fondés sur des relations interpersonnelles. Thomas place donc de vieilles connaissances au sein de son institution ; en retour une loyauté totale est attendue de ces personnalités dont le recrutement doit tout au directeur du BIT qui peut donc, en théorie, faire et défaire des carrières. Gaston Dubourg est très proche collaborateur de Thomas ; en tant que sténographe personnel du directeur, il tape à la machine ses lettres et notes quotidiennes, et l'accompagne dans de nombreuses tâches, notamment lors de ses déplacements. Notons ici que, comme de

²¹⁵⁷ ABIT CAT 2-22-5. Allocution d'Albert Thomas au personnel du Bureau international du Travail, 28 novembre 1922.

²¹⁵⁸ ABIT CAT 4-33. Lettre de Lemerrier à Thomas du 21 septembre 1922. Ce conflit est analysé plus longuement dans le chapitre 9.

²¹⁵⁹ C'est ce que laissent entendre les échanges entre les deux hommes entre 1915 et 1917. AN 94 AP 410 et 94 AP 417.

²¹⁶⁰ ABIT P. 66. Dossier personnel de Gaston Dubourg.

²¹⁶¹ Thomas dit avoir rencontré Dubourg « autrefois à Champigny » ce qui laisse penser qu'il a pu être employé de mairie de cette commune ou d'une commune alentour. ABIT CAT 7-268. Lettre d'Albert Thomas à Monsieur Guellet, directeur de l'hôpital Beaujon à Paris, par laquelle il intercède en faveur de la prise en charge hospitalière du père de Gaston Dubourg par cette institution médicale.

nombreuses femmes employées au BIT dans des fonctions de traduction ou de sténodactylographie, Gaston Dubourg est célibataire et sans enfant, ce qui lui permet d'assurer ces fréquents et longs déplacements. Le voyage de Thomas en Extrême-Orient est l'un de ces déplacements longs et humainement éprouvants, à l'origine de ce conflit interne. Il dure plusieurs mois et est émaillé de changements permanents de modes de transport, par mer et par terre. Dans le rapport qu'il établit pour l'année 1928 sur le travail de son collaborateur, Thomas salue « la virtuosité sténographique hors de pair de M. Dubourg ». Tout en reconnaissant qu'« un voyage est toujours, pour nos collaborateurs, une épreuve », le reste du rapport est une succession de critiques qui touchent à la personnalité même de Dubourg, et pas seulement à ses compétences. Thomas lui reproche son manque de « bonne humeur » face aux complications inhérentes à un tel déplacement, et livre ensuite ce qui nous paraît être un véritable idéal-type de la fonction publique internationale telle qu'entend la développer le directeur du BIT :

« Il est quelques points sur lesquels j'ai le devoir d'appeler l'attention de M. Dubourg : d'abord, qu'il ait un peu moins le mépris des difficultés éventuelles. La vie abonde en complications, il est sage de ne pas les ignorer, et d'éviter ainsi d'en être victime. En second lieu, il est également sage de se dire que si les voyages présentent quelques avantages matériels et moraux pour les collaborateurs du directeur, ils comportent aussi quelques inconvénients qu'il faut savoir accepter en bonne humeur. **Enfin, que c'est le devoir des fonctionnaires d'une grande institution comme la nôtre, d'hommes surtout dévoués à une grande œuvre, de savoir placer, en toute spontanéité de cœur, les convenances personnelles au-dessous des missions qui nous sont confiées.** Il s'agit d'une question de caractère plutôt encore que de service. Mais il ne suffit pas que le service soit correct, il faut qu'il donne joie à celui qui l'accomplit et à celui qui le dirige²¹⁶² ».

Il faut dire que, d'après d'autres sources disponibles sur ce voyage comme le témoignage d'E. P. Phelan qui, comme chef de la Division diplomatique, fait partie de l'équipée, les difficultés politiques et matérielles ont émaillé ce périple. À l'occasion d'une étape en Russie, Dubourg manque le départ du Transsibérien et ne peut retrouver ses compagnons que deux semaines plus tard. Cette absence « gêne » Thomas, affirme pudiquement E. P. Phelan car il n'a alors plus personne à qui dicter ses notes, et doit modifier son programme en conséquence²¹⁶³. Thomas semble lui faire lourdement grief de cette « gêne » occasionnée, si l'on en croit la protestation musclée de Dubourg après lecture de son rapport d'évaluation :

« Le cabinet m'a envoyé sous signature son rapport pour 1928, puisqu'il contient quelques observations sévères sur moi-même, je voudrais essayer de me justifier. Vous ne

²¹⁶² ABIT P. 66. Dossier personnel de Gaston Dubourg. Rapport d'Albert Thomas du 1^{er} décembre 1928.

²¹⁶³ PHELAN E. J., *Albert Thomas et la création du BIT*, op. cit., p. 268-269.

reprochez d'avoir manqué de "bonne humeur" pendant le voyage en Extrême-Orient. Je n'ai pas l'habitude de me plaindre, j'ai supporté déjà beaucoup et j'aurais oublié comme le reste les quelques moments par trop rudes que l'on m'a fait connaître, si mon attitude n'avait laissé dans votre esprit la mauvaise impression que votre rapport traduit. Je savais, lorsque j'ai quitté Genève, que j'allais avoir beaucoup de travail pendant le voyage. Vous m'en aviez fait avertir, mais cela ne pouvait m'effrayer, et jusqu'aux limites de mes forces, j'ai fait l'ouvrage que vous m'avez donné, mais on m'a réclamé plus que cela. J'ai pris bien rarement, pour me reposer pour lire, quelques minutes de liberté, qu'on ne m'ait reprochées. Un soir même, vous m'avez fait remarquer à minuit, que j'étais sorti de l'hôtel après dîner. Vous ne m'en avez pas fait reproche, mais vous vous êtes levé pour me montrer que vous vous en étiez aperçu. Un matin, au début du voyage, parce que je n'ai été prêt au travail qu'à 9 heures (au lieu de 8h30) (je m'étais endormi *ill.*) on m'a obligé à être prêt tous les autres jours à 8 heures, alors que souvent personne n'était encore réveillé. Une autre fois, parce que je n'ai pas trouvé tout de suite une simple étiquette, j'ai vu, au moment du départ de Moscou, la valise à papier bouleversée et tous les dossiers sur le plancher...comme, à la caserne, un paquetage mal fait, la surveillance qui s'exerça sur moi, a même été jusqu'à me faire reproche de n'avoir pas suffisamment tapé à la machine pendant que la mer était mauvaise et que tout le monde était malade sur le bateau. Voilà pourquoi je n'ai pas eu le sourire. Et je passe les quelques remarques moins que flatteuses qui m'ont été adressées. J'ai manqué le train. Je m'en excuse encore. Mais ce n'est pas certainement pas moi qui ai pu vous faire croire à mon mépris d'un tel incident. J'en ai trop souffert moi-même. Vous me rappelez que les voyages offrent un avantage matériel au secrétaire qui les fait. Oui, mais je me permets de vous faire remarquer que pour ce voyage, l'indemnité faite pour moi, bien qu'elle soit la même d'habitude, n'a pas été aussi élevée qu'elle l'aurait été pour un autre secrétaire. [...] Je m'excuse de cette longue lettre. Ce m'est encore une humiliation que d'avouer que mon cœur s'est serré souvent et que ma bonne humeur a dû me lâcher. Mais je devais vous en donner la raison et vous dire aussi la peine que je ressens de voir que le gros effort que j'ai fait pendant ce voyage ne me rapporte que votre mécontentement. Je vous prie de croire, Monsieur le directeur, à mes sentiments les plus respectueux²¹⁶⁴ ».

L'incident ne semble pas nuire aux bonnes évaluations futures de Dubourg, qui, par ailleurs, reste employé auprès de Thomas jusqu'à son décès. Il témoigne cependant de cet *ethos* du fonctionnaire international qui se construit au BIT : outre des compétences techniques et intellectuelles nécessaires, être recruté au BIT et notamment dans le cabinet de Thomas nécessite une loyauté, et un engagement total de sa personne publique et privée, sur le modèle de l'engagement militant au nom d'un idéal supérieur. C'est peut-être cet engagement militant qui explique la plus grande durabilité – doit-on dire résistance ? – à la fonction de chef de

²¹⁶⁴ ABIT P. 66. Dossier personnel de Gaston Dubourg. Réponse de Gaston Dubourg au rapport d'évaluation d'Albert Thomas pour l'année 1928.

cabinet de Marius Viple, que celle de Camille Lemerrier, au militantisme moins affirmé, et qui n'était pas un proche ami de Thomas. Cette productivité maximale attendue des collaborateurs explique sans doute le surnom de « patron » que lui donnent affectueusement ses plus vieux amis (Marius Viple, Mario Roques, et François Simiand pour la période du ministère de l'Armement), et sans doute moins affectueusement certains de ses subordonnés.

Conclusion

Thomas incarne ainsi le profil nouveau d'un fonctionnaire véritablement *international*. Si certains de ses contemporains l'ont taxé d'être trop « français », dans ses méthodes de direction du Bureau comme le laisse entendre Phelan dans son témoignage, ou du fait de son implication encore grande dans les affaires de son pays comme lui reproche Sophy Sanger, il serait faux de dire que Thomas utilise le BIT comme fer de lance des intérêts français sur la scène politique internationale. Tout comme les fonctionnaires britanniques du BIT qui jouent véritablement le jeu de la « dénationalisation » de leur fonction²¹⁶⁵, Thomas devient également le « génial pionnier de l'idée internationale²¹⁶⁶ » et réussit à faire en sorte que « le Bureau constitue l'authentique représentant du point de vue de l'international ». En ce sens, le Français peut être considéré comme l'initiateur de la fonction publique internationale, dont la mission consiste dans la « défense non pas des intérêts d'une communauté particulière, mais de ceux de l'humanité²¹⁶⁷ ». Plusieurs éléments le prouvent, à commencer par la célèbre affaire de la défense de la compétence du Bureau en matière de travail agricole. Déniée par le gouvernement français qui pose l'affaire devant la Cour pénale internationale de La Haye, cette compétence est finalement reconnue au BIT après une longue plaidoirie devant les juristes français, mené par le directeur français, mu en avocat de sa propre institution. Cette attitude qui « déconcerte » une partie de l'opinion française qui voit en lui « un traître à la cause nationale » constitue selon Jean-Michel Bonvin « la première manifestation tangible de l'indépendance des fonctionnaires internationaux vis-à-vis des autorités de leurs pays²¹⁶⁸ ». Cette affaire montre également la pratique relativement personnelle de Thomas qui cherche vraiment à faire de sa personne l'incarnation vivante de l'organisation, que ce soit dans l'œuvre de propagande quotidienne de l'action de l'OIT, dans la diplomatie du travail, et enfin dans la défense même des fonctions et compétences du Bureau face aux attaques éventuelles.

Cette pratique personnaliste du pouvoir a pour corollaire une forte personnalisation de l'institution, tout du moins dans la manière dont elle se présente aux yeux du reste du monde. Pour le dire autrement, sous les mandats de Thomas, l'Organisation internationale du travail et

²¹⁶⁵ SCELLE Georges, *L'Organisation internationale du travail et le BIT*, *op. cit.*, p. 99. Sur le cas britannique, voir HIDALGO-WEBER Olga, *Dimensions transnationales des politiques sociales britanniques : le rôle de la Grande-Bretagne au sein de l'OIT, 1919-1946*, *op. cit.*. Sur le cas allemand, voir KOTT Sandrine, « Dynamiques de l'internationalisation », *op. cit.*

²¹⁶⁶ BONVIN Jean-Michel, *L'organisation internationale du travail : étude sur une agence productrice de normes*, *op. cit.*, p. 168.

²¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 170.

²¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 47.

son secrétariat, le Bureau international du Travail sont souvent assimilés ; par conséquent, aux yeux de l'opinion publique, Thomas subsume sous sa personne ces deux institutions. Ses deux mandats posent donc les prémices du BIT comme « monarchie limitée », notion employée par Robert W. Cox pour en saisir le fonctionnement entre 1945 et 1970 et qui désigne : « un système politique dans lequel l'influence est structurée autour d'une figure centrale – le chef de l'exécutif – qui, bien qu'il joue un rôle de premier plan, le fait sous de très fortes contraintes²¹⁶⁹ ». Le point central qui caractérise ce système est la capacité du directeur général – le monarque donc – à assurer l'équilibre entre les forces tripartites en présence. Si le système se stabilise, d'après Cox, après la refondation de l'institution inaugurée depuis la déclaration de Philadelphie, c'est aussi grâce aux leçons tirées des premiers temps de l'organisation, et du « style politique » insufflé par Thomas à la fonction de directeur du BIT, qui s'intègre pleinement dans ce « siècle des chefs » étudié par Yves Cohen²¹⁷⁰. Mais qui dit prémices, dit tâtonnements, hésitations et donc mise en place progressive de ce système de monarchie limitée. Incarner l'équilibre signifie agir comme fonctionnaire international totalement impartial ; c'est bien cette difficulté que Thomas dut réussir à surmonter tout au long de ses mandats. Revêtir les habits de ce monarque contraint se fait par étapes. Plusieurs peuvent être relevées ici : la démission du mandat de député de Carmaux en 1921 constitue une première étape de « dénationalisation » et de « dépolitisation » du fonctionnaire international. Renoncer à être « l'homme d'un parti », tout en voulant éviter de devenir « l'homme des patrons » ou l'incarnation d'une forme de collaboration de classe résulte d'une équation subtile dont Thomas sort finalement la tête haute. La défense de la compétence du BIT dans le domaine agricole en 1922 relève d'une volonté d'autonomie du monarque, soucieux de ses prérogatives qu'il cherche à défendre en appuyant son analyse sur une analyse experte de la situation politique et socio-économique mondiale. Dans la deuxième moitié des années 1920, le positionnement d'Albert Thomas face aux dictatures fascistes est un moment de retournement potentiel de l'équilibre difficilement instauré et un test pour la fonction. Si l'on suit Robert Cox « un mauvais jugement de la part d'un directeur général pourrait avoir pour conséquence de modifier un système qui, en dernière analyse, dépend tellement du bon jugement de cette fonction²¹⁷¹ ». L'épisode a alimenté en effet une forte suspicion notamment de la part des milieux socialistes et ouvriers à l'encontre de Thomas, et en conséquence une méfiance à l'égard de l'OIT en

²¹⁶⁹ COX Robert W., « ILO: Limited Monarchy », *op. cit.*

²¹⁷⁰ COHEN Yves, *Le Siècle des chefs. Une histoire transnationale du commandement et de l'autorité (1890-1940)*, Paris, Éditions Amsterdam, 2013.

²¹⁷¹ *Ibid.* Traduit par nos soins.

général. L'équilibre fragile est cependant rétabli car il permet à Thomas d'assurer au monde sa vision de la diplomatie du travail qui l'incite à laisser tous les « joueurs²¹⁷² » continuer à participer à l'organisation, quelle que soit leur orientation politique. À cette époque, le fonctionnaire n'a plus besoin d'affirmer à ses partenaires qu'il n'est plus l'homme d'un parti. Le renouvellement de son mandat en 1928 et son refus de revenir à la vie politique française, malgré des sollicitations et des hésitations, montre moins la « dénationalisation²¹⁷³ » de son parcours, déjà bien assurée, que le souci de poursuivre l'incarnation de l'équilibre fragile de la monarchie limitée en cours de constitution. Ainsi, en préservant les liens avec les dictatures fascistes, il signale au contraire aux partenaires de l'OIT qu'il *assume* complètement les contraintes inhérentes à son statut de fonctionnaire international qui s'incarne ici par une politique de la présence, également mise en application auprès de l'URSS qui se présente pourtant comme l'ennemi idéologique du BIT. C'est le rôle qu'il aimerait voir jouer la Société des Nations dans la défense de la démocratie. Dans une note personnelle du 17 avril 1926, Thomas écrit :

« La thèse de la garantie des droits individuels et de la lutte contre le Fascisme par l'intermédiaire de la Société des Nations rejoint la thèse que j'avais défendue déjà au temps de la guerre et sur laquelle, pour raisons politiques, je n'ai pas insisté ces derniers temps. Mais je persiste à la croire vraie. Dans la Société des Nations organisée, la Société, comme telle, doit intervenir pour avoir, à l'intérieur de chaque État, les garanties de civilisation, en particulier pour empêcher que la Démocratie ne soit atteinte, si la Démocratie est vraiment la garantie de la paix. Ce positionnement constitue ainsi la garantie du caractère véritablement international de l'action du BIT, pilier pour envisager la construction d'une politique sociale internationale²¹⁷⁴ ».

De manière néanmoins paradoxale, cette « dépolitisation » croissante de la fonction n'empêche pas la perpétuation d'une tradition militante qui se lit dans l'engagement total demandé à ses plus proches collaborateurs. Le chapitre suivant, qui se concentre notamment sur les réseaux socialistes qui intègrent le BIT de Thomas et gravitent autour de lui, vise ainsi à montrer le caractère politique de l'engagement de ces socialistes au BIT qui cherchent, par la construction d'une organisation sociale et économique régulatrice du capitalisme et soucieuse de justice sociale, à répondre à l'expérience bolchévique en proposant une sorte de troisième voie internationale.

²¹⁷² LOUIS Marieke, *Qu'est-ce qu'une bonne représentation ? L'Organisation internationale du Travail de 1919 à nos jours*, op. cit., p. 78.

²¹⁷³ SCELLE Georges, *L'Organisation internationale du travail et le BIT*, op. cit., p. 99.

²¹⁷⁴ ABIT CAT 8-182. Note personnelle d'Albert Thomas du 17 avril 1926.

Chapitre 9.
Faire du BIT une arène du réformisme socialiste
international

Introduction

Dans une note interne rédigée à la demande de Thomas à la fin des années 1920, Edgard Milhaud, socialiste français et fonctionnaire international en charge d'une grande enquête sur la production, établit douze points de convergence entre le socialisme et le Bureau international du Travail. Il mentionne notamment une remarque faite par le socialiste britannique George Bernard Shaw à propos du BIT, lors d'une visite de l'institution en 1928 : « This is the true International of which Moscow only dreams²¹⁷⁵ (c'est la véritable Internationale ouvrière, à laquelle Moscou ne fait que rêver) ». La visite donne lieu à divers articles favorables à l'OIT, de la plume de Shaw. Thomas le remercie pour « l'admirable publicité [donnée] à notre Organisation » ainsi que « d'avoir discerné au moins notre bonne volonté internationale ». Et de poursuivre : « Je vous le disais à Genève : je crois le devoir uniquement à notre formation socialiste²¹⁷⁶ ».

Parallèlement, l'affiliation socialiste du directeur du BIT est souvent pointée du doigt par ses détracteurs conservateurs pour démontrer la prétendue partialité d'une institution visant à servir les seuls intérêts de la classe ouvrière. Nous avons évoqué dans notre huitième chapitre l'insistance de Robert Pinot, à la tête du Comité des Forges, pour que Thomas renonce publiquement à son appartenance au parti socialiste français, qui effraie le patronat. La même crainte de prosélytisme socialiste se retrouve au sein du cabinet conservateur britannique qui succède au cabinet travailliste, en 1924. Dans une note interne, le ministre de l'Intérieur Sir William Joyson-Hicks, formule son avis sur l'OIT. Outre l'accusation d'être trop dispendieuse, cette dernière a le principal défaut d'être « dirigée par un socialiste, Monsieur Albert Thomas, toujours déterminé à promouvoir la cause socialiste ». Il poursuit : « Je peux imaginer qu'un gouvernement socialiste défende cette organisation, mais pourquoi un gouvernement conservateur devrait-il le faire ?²¹⁷⁷ »

Si le directeur du BIT se défend publiquement de faire de son organisation un foyer de diffusion du socialisme, la question des liens matériels, politiques ou idéologiques entre les réseaux socialistes et les réalisations menées à l'OIT ne cessent de le préoccuper tout au long

²¹⁷⁵ ABIT CAT 8-34. Note d'Edgard Milhaud, « Quelques points concernant les rapports entre l'OIT et le socialisme ». Voir annexe n° 9.

²¹⁷⁶ ABIT CAT 7-685. Lettre de Thomas à Shaw du 24 octobre 1928.

²¹⁷⁷ Archives nationales britanniques (ANB), CAB 27/272, Committee on International Labour Policy, Memorandum by the Home Secretary, 5th March, 1925, cité in HIDALGO-WEBER Olga, *Dimensions transnationales des politiques sociales britanniques : le rôle de la Grande-Bretagne au sein de l'OIT, 1919-1946*, thèse de l'Université de Genève, sous la direction de Sandrine Kott, 2015, p. 17.

de ses deux mandats. Elle anime également ses nombreux collaborateurs socialistes. C'est ce qu'illustrent les nombreuses réflexions que l'on retrouve dans les archives de Thomas sur le lien entre l'OIT d'un côté et les instances socialistes et ouvrières de l'autre. En ce sens, il nous apparaît que l'action menée au BIT est conçue comme le prolongement et la conséquence de l'engagement socialiste initial du Français. Il n'est d'ailleurs pas une exception. Françoise Thébaud a montré que l'activité au BIT de Marguerite Thibert, en charge de la section du travail féminin, est perçue par elle comme la suite logique de son engagement socialiste, et de sa fidélité à l'héritage politique jaurésien. Elle appréciait chez le leader de la SFIO sa volonté réformiste qui prétendait transformer sans attendre le monde tel qu'il était²¹⁷⁸. Dans une interview de Marguerite Thibert de 1932, republiée en 1982 à l'occasion du 50^e anniversaire de la mort de Thomas, la fonctionnaire française répond au journaliste lui demandant si ce dernier était membre du parti socialiste :

« Il n'a jamais renoncé à sa qualité de socialiste. D'ailleurs, qu'est-ce que le socialisme, sinon la poursuite de la justice sociale, l'objectif premier de l'OIT. Il n'y avait pas de contradiction. Moi aussi j'étais socialiste, je suis entrée au Parti socialiste du temps de Jaurès, en 1912. Je partageais également le pacifisme de Jaurès et j'ai été bouleversée par l'entrée de la France dans la guerre, en 1914²¹⁷⁹ ».

Thomas semble animé de la même conviction. Une série de notes internes – non diffusées – vraisemblablement rédigées à la demande de ce dernier, illustre son souci de construire un pont entre l'action de l'OIT – telle que la conçoit le premier directeur du BIT – et les idéaux qui animent les mouvements ouvriers et socialistes constitués depuis le XIX^e siècle. La fonction de ces notes interroge : visent-elles à donner bonne conscience aux socialistes du BIT, alors que la propagande communiste en Europe et dans le monde entier dépeint sans cesse l'OIT comme le lieu d'une collaboration de classe mortifère ? Témoignent-elles d'une volonté d'écrire une autre histoire des liens entre socialisme et OIT à rebours du discours de ses détracteurs ?

Difficile de sonder le cœur des socialistes qui ont laissé ces notes, il y a près d'un siècle. Cependant, pour l'historienne, une interrogation traversera ce chapitre : au-delà des professions de foi rhétorique, quels liens l'Organisation internationale du Travail entretenait-elle avec les mouvements socialistes internationaux, indispensables à son bon fonctionnement ? La tradition internationaliste ancienne des milieux socialistes est-elle complémentaire ou concurrente de l'internationalisme de la réforme sociale développée à l'OIT, dans un contexte de division

²¹⁷⁸ THEBAUD Françoise, *Une traversée du siècle : Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, op. cit.

²¹⁷⁹ ABIT. Interview de Marguerite Thibert de 1932, reproduite dans *L'Union*, n° 121, 1982.

exacerbé par la révolution russe ? Autrement dit, le soutien indéfectible des responsables socialistes à l'OIT que Joyson-Hicks pose comme un fait établi soulève en réalité des interrogations et contraste avec une réalité qui s'avère plus nuancée.

I. « Quelques points concernant les rapports entre l'OIT et le socialisme »

Les notes qui explorent ces interrogations sont souvent écrites de la plume d'Edgard Milhaud ou de Marius Viple. Nous avons déjà établi, pour l'avant-guerre, la convergence d'opinions et l'amitié entre le professeur d'économie sociale à l'Université de Genève et le socialiste français. Après avoir été chef de cabinet du ministre du Commerce socialiste Alexandre Millerand en 1899, Milhaud fonde en 1908 les *Annales de la régie directe*²¹⁸⁰. Les deux hommes avaient ensemble tenté de diffuser les principes du socialisme municipal, des régies municipales et des nationalisations dans la doctrine d'une SFIO encore hostile avant-guerre à ces sujets, en particulier lors du Congrès de Saint-Quentin de 1911. Également militant socialiste, Edgard Milhaud seconde Thomas lors de la conférence de Berne de 1919 pour affirmer la responsabilité de la majorité socialiste allemande dans la guerre. En 1920, le directeur des *Annales de la régie directe* figure encore aux côtés de Thomas, qui le nomme chef du service technique de la production du BIT. Il sera alors chargé de la tâche difficile et controversée de réaliser une grande enquête sur la production à partir des données de plusieurs pays²¹⁸¹. Milhaud rédige ainsi la note susmentionnée sur les liens entre le socialisme et l'OIT. Alors qu'ils sont souvent accusés de vouloir réviser la doctrine marxiste à l'image d'un Édouard Bernstein, les socialistes réformistes à l'instar de Thomas et Milhaud, manient pourtant constamment les références à l'auteur du *Capital*. Pour souligner la portée « révolutionnaire » des conventions adoptées par l'OIT, Milhaud n'hésite pas, dans sa note, à citer la déclaration de Marx devant la Première Internationale en 1864, à propos de la loi des dix heures en Angleterre : « la loi sur les 10 heures n'était pas seulement un grand succès pratique, mais aussi la victoire d'un principe », qui forcément s'applique à la convention sur les huit heures adoptée par la Conférence de Washington. La note mobilise par ailleurs d'autres références, tantôt à l'industriel philanthrope Robert Owen (1771-1858), considéré comme l'un des pères fondateurs du socialisme travailliste britannique, tantôt à des résolutions plus récentes de l'Internationale ouvrière et socialiste en faveur des activités du BIT. La référence, ourlée d'antagonisme, à l'Internationale Communiste basée à Moscou, s'inscrit dans une rhétorique caractéristique des socialistes,

²¹⁸⁰ DOGLIANI Patrizia, *Edgard Milhaud e la rivista internazionale « Annales de la régie directe » (1908-1924)*, Torino, Fondazione Luigi Einaudi, 1985.

²¹⁸¹ DHERMY-MAIRAL Marine, « Edgard Milhaud, un économiste au Bureau international du Travail. Faire science en économie sociale, ou la quête d'autonomie d'un savant », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2017, n° 31, p. 93-112. Et DHERMY-MAIRAL Marine, « Du danger des enquêtes savantes. Faire œuvre de science dans l'entre-deux-guerres au Bureau international du Travail », *op. cit.*

entraînés dans une course sans fin à la légitimité socialiste et révolutionnaire avec les frères ennemis communistes. Edgard Milhaud, comme Thomas, a une conception extensive de la constitution de l'OIT, et notamment de son article 427 qui stipule que « le travail ne doit pas être considéré simplement comme un article de commerce²¹⁸² », et qu'il faut lutter pour établir la « stabilisation de l'emploi ». Selon l'économiste socialiste, « cette lutte doit nécessairement conduire à l'organisation collective de l'économie nationale et de l'économie internationale. L'institution est toute entière orientée par-là vers une économie socialiste ». Milhaud valide ainsi la vision extensive des compétences du Bureau que Thomas a développée depuis le début de ses fonctions et en fait un argument de ralliement nécessaire des socialistes à l'action du Bureau.

Quelle fonction ces notes internes remplissent-elles ? Elles ne relèvent pas, à notre sens, d'une forme d'auto-conviction interne des militants socialistes engagés au sein de l'OIT, mais plutôt de la nécessité de déployer des éléments de langage à destination des militants socialistes et ouvriers de divers pays, considérés comme des appuis primordiaux à l'action de l'organisation et comme des relais potentiels au sein des opinions publiques. C'est l'objet explicite du douzième et dernier point de la note d'Edgard Milhaud qui vise à susciter l'intérêt des socialistes français également soucieux de la réalisation d'une économie collective. Ce genre de notes – sans doute présentes dans d'autres dossiers des collaborateurs de Thomas que nous n'avons pas eu la possibilité d'exploiter – sert très certainement de support préparatoire aux divers discours du directeur. En 1928, il prononce des conférences sur Robert Owen²¹⁸³, ou encore sur l'organisation de la paix par le socialisme devant les militants socialistes de Bordeaux qui dressent une parenté directe entre le pacifisme des socialistes et l'action de l'OIT en faveur de la paix et de la justice sociale²¹⁸⁴. En 1930, il prononce également une conférence à l'École socialiste à Paris, dont nous n'avons cependant pas retrouvé le texte intégral²¹⁸⁵.

Ainsi, il n'est pas étonnant de voir le socialiste français Marius Viple, employé par Thomas au BIT au début de sa prise de fonction, et hissé au rang de chef de cabinet de Thomas à partir de 1922, fournir nombre de notes de ce type. En 1922, Marius Viple se penche sur « Les

²¹⁸² Article 427 de la Partie XIII du Traité de Versailles. Après la Déclaration de Philadelphie de 1944, l'article sera modifié comme suit : « le travail ne doit pas être considéré simplement comme une marchandise ou un article de commerce ». Voir SUPIOT Alain, *Le travail n'est pas une marchandise : contenu et sens du travail au XXI^e siècle*, Paris, Collège de France, 2019.

²¹⁸³ ABIT CAT 2-28-1. Notes pour un discours sur Robert Owen.

²¹⁸⁴ ABIT CAT 2-28-3. Conférence du 8 janvier 1928 sur l'organisation de la paix par le socialisme.

²¹⁸⁵ ABIT CAT 8-1-2-3.

organisations ouvrières et le BIT²¹⁸⁶ », et postule, dans une autre, que « Le Bureau international du Travail est né d'une revendication persévérante de la classe ouvrière²¹⁸⁷ ». Dans ce deuxième texte, il répond frontalement au reproche adressé par l'Internationale communiste qui considère l'OIT comme un organe de collaboration de classes. Viple reprend sans ambages l'idée, chère à Albert Thomas, que l'OIT constitue une sorte de « parlement international du Travail ». En son sein, d'après Viple, « les délégués syndicalistes ne font pas autre chose que ce que font les députés socialistes au Parlement. Ils ne font qu'appliquer, au parlement international du Travail, ce que les députés socialistes font dans leurs Parlements respectifs, au point de vue ouvrier ».

Viple compare donc très explicitement l'action des délégués ouvriers de la Conférence internationale du Travail à celles des députés – socialistes ou communistes – présents dans les différents parlements nationaux qui doivent aussi lutter pour étendre la législation du travail et les droits des salariés et ouvriers en général²¹⁸⁸. Le collaborateur de Thomas poursuit sa réflexion en affirmant néanmoins que le Bureau international du Travail n'est pas en soi un organe révolutionnaire. Il précise que sa tâche est définie précisément par la Partie XIII du Traité de Versailles et ressortit à une forme de « contrôle international qu'on retrouve même dans les documents soviétiques, parce que c'est une idée en dehors de laquelle il n'y a pas de progrès continu dans le monde ».

Si l'on suit la logique de Viple, c'est donc l'existence même d'une partie consacrée au Travail dans le traité de paix comportant la création de l'OIT qui constitue en soi une révolution dans l'histoire des relations internationales. Par son rôle de contrôle international, et d'« identification de la situation des travailleurs à travers le monde », il permet donc une « extension de la législation sociale la plus hardie, réalisée nationalement, au reste de l'univers », résultat dont la Russie soviétique ne peut se targuer, alors même qu'elle en proclame également l'urgente nécessité. La conclusion de la note de Marius Viple constitue une profession de foi socialiste réformiste, héritée de la tradition jaurésienne, dans laquelle Thomas, sans nul doute, s'identifie pleinement : « Avec Jaurès, nous pensons qu'apporter aux travailleurs un maximum de liberté et de bien-être, ce n'est pas arrêter l'évolution révolutionnaire, c'est au contraire la précipiter ». Si l'on suit l'ancien guesdiste, l'OIT serait donc idéalement l'incarnation d'une démocratie à la fois politique et sociale, réalisant cette

²¹⁸⁶ ABIT CAT 10-34. Note de Marius Viple datée de 1922, « Les organisations ouvrières et le BIT ». Voir annexe n° 10.

²¹⁸⁷ ABIT CAT 10-34. Note de Marius Viple datée de 1922, « Le Bureau international du Travail est né d'une revendication persévérante de la classe ouvrière ». Voir annexe n° 11.

²¹⁸⁸ En 1928, l'Internationale ouvrière socialiste reconnaîtra même que « le Bureau international du Travail comme tel est peut-être encore d'une importance plus grande que ses institutions « parlementaires ». Cf. *infra*.

fameuse synthèse révolutionnaire puis évolutionnaire entre ces deux formes de démocratie et que Jaurès appelait de ses vœux. Marius Viple et Edgard Milhaud ne sont pas les seuls militants socialistes à participer à l'aventure genevoise aux côtés de Thomas. Le directeur du BIT sait puiser dans ses réseaux politiques militants pour recruter des fonctionnaires, des collaborateurs de plus courte durée, ou pour obtenir des informations intéressant l'activité du Bureau. Il compte par ailleurs beaucoup sur les forces socialistes, qui participent d'ailleurs directement aux gouvernements de certains pays durant l'entre-deux-guerres, comme en Angleterre ou en Suède par exemple, pour obtenir des avancées significatives à travers la ratification toujours délicate des conventions internationales du travail. Les tentatives pour maintenir de bonnes relations avec des députés socialistes – notamment français – participent également de cette volonté d'intégrer les socialistes dans le giron des réseaux de l'OIT.

II. Un réseau socialiste au sein du BIT ?

L'objectif n'est pas ici de faire une prosopographie des fonctionnaires et collaborateurs du BIT, démarche par ailleurs esquissée dans d'autres travaux²¹⁸⁹, mais d'identifier des facteurs de sélection présidant au recrutement de personnalités clés dans la direction du cabinet de Thomas ou les principales directions ou sections techniques qui en dépendent. L'historiographie a mis en avant divers réseaux participant à la création du BIT. Les fonctionnaires des administrations nationales du travail ont naturellement trouvé leur place dans la nouvelle institution²¹⁹⁰, tout comme les experts du social issus d'associations privées de la réforme sociale, comme l'AIPLT (Association internationale pour la protection légale des travailleurs) née à Paris en 1900²¹⁹¹. Des intellectuels mus (ou non) en « fonctionnaires durkheimiens » font également partie des premières recrues du Bureau²¹⁹². Le réseau socialiste, s'il est souvent mentionné dans les travaux sur le BIT et l'OIT, n'a jamais fait l'objet d'une étude en soi. Par ailleurs, l'appartenance de certains fonctionnaires du BIT à des groupements ou partis socialistes ou socialisants n'est pas exclusive d'autres affiliations, selon le principe de la « pluri-appartenance » politique ou associative mis en avant par Françoise Thébaud²¹⁹³. Cependant, le fait qu'elle soit souvent mentionnée en seconde affiliation montre que l'historiographie a accordé peu d'importance à cet aspect politique, qui semble pourtant être l'un des motifs d'engagement au BIT de certains militants socialistes, à l'instar du cas de Marguerite Thibert (en plus ici d'autres facteurs, comme l'impossibilité de mener en France une carrière universitaire à l'image de ses homologues masculins). Outre les trajectoires d'Edgard Milhaud, Marius Viple, et Marguerite Thibert déjà cités, il convient aussi de

²¹⁸⁹ PLATA-STENGER Véronique, *Le recrutement des fonctionnaires du Bureau international du Travail en 1920 : une approche prosopographique*, *op. cit.* L'étude de Véronique Plata-Stenger se concentre sur le moment de création de l'institution et mériterait d'être prolongée pour tout l'entre-deux-guerres.

²¹⁹⁰ LESPINET-MORET Isabelle, « Le vivier de la direction et du ministère du Travail à l'œuvre au sein de l'OIT » (1919-132), in CHATRIOT Alain, JOIN-LAMBERT Odile et VIET Vincent (dir.), *Les politiques du travail (1906-2006) : acteurs, institutions, réseaux*, *op. cit.*, p. 241-252. ; HIDALGO-WEBER Olga, *Dimensions transnationales des politiques sociales britanniques : le rôle de la Grande-Bretagne au sein de l'OIT, 1919-1946*, *op. cit.*

²¹⁹¹ KOTT Sandrine, « From transnational reformist network to international organization. The International Association for Labour Legislation and the ILO, 1900-1930s », *op. cit.*; RASMUSSEN Anne, « Tournant, inflexions, ruptures : le moment internationaliste », *op. cit.* ; KOTT Sandrine, « Une "communauté épistémique" du social ? », *Genèses*, 2008, n° 71, p. 26-46.

²¹⁹² DHERMY-MAIRAL Marine, *Les sciences sociales et l'action au Bureau international du Travail (1920-1939)*, *op. cit.*

²¹⁹³ THEBAUD Françoise, *Une traversée du siècle : Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, *op. cit.*, p. 66.

mentionner l'exemple de Fernand Maurette²¹⁹⁴, de Georges Fauquet, d'Adrien Tixier, de Maurice Milhaud (le fils d'Edgard), ou encore du socialiste réformiste italien Luigi Carozzi²¹⁹⁵. Des socialistes se retrouvent également dans les bureaux de correspondance du BIT. C'est le cas par exemple de Mario Roques qui, épaulé par l'intellectuel socialiste Paul Rives, dirige le bureau de Paris, joue un rôle fondamental dans la perpétuation des liens de Thomas avec la vie politique socialiste et la vie politique française en général. Antonio Fabra Ribas, militant socialiste, également co-directeur de la section hispano-américaine de l'institut des réformes sociales du ministère espagnol du travail, dirige le bureau de correspondance de Madrid. Il est également chargé de recueillir des informations sur les mouvements sociaux en Amérique latine, dans le cadre de l'intérêt croissant de l'OIT pour cette région du monde²¹⁹⁶. Le bureau de correspondance de Berlin est également dirigé successivement par deux syndicalistes sociaux-démocrates : Alexander Schlicke, de 1921 à 1925, puis Willy Donau de 1925 à 1933, date du retrait de l'Allemagne de l'OIT à l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Ce bureau de correspondance joue un rôle fondamental dans le développement des réseaux de l'OIT au sein des milieux syndicalistes et politiques sociaux-démocrates, « alliés naturels » de l'organisation aux yeux de Thomas, et par extension dans les milieux syndicalistes protestants ou chrétiens sur lesquels le BIT entend également s'appuyer²¹⁹⁷.

Thomas sait donc associer au sein du BIT les milieux socialistes et syndicalistes, dans lesquels il gravite depuis le début de sa carrière politique. Les ramifications de ces réseaux sont diverses, tout comme la place de ces personnalités au sein de l'OIT, qu'il s'agisse de délégués à la conférence, de fonctionnaires du Bureau ou de collaborateurs temporaires, chargés d'enquêtes ou de notes ciblées. Une partie de ces relations est également plus ponctuelle, et se base sur l'envoi de lettres formelles et sur des visites informelles lors des séjours de Thomas dans divers pays du monde ou à l'occasion des missions des fonctionnaires. Le chef du cabinet joue ici un rôle particulier pour maintenir ces bonnes relations.

Thomas mobilise ainsi tout une série de réseaux informels, qui répondent tantôt à des objectifs liés à l'action du BIT, tantôt à des desseins politiques personnels. C'est d'ailleurs ce

²¹⁹⁴ L'itinéraire de Fernand Maurette du socialisme normalien au BIT a été retracé par CARRUPT Roland, *Marie-Thérèse et Fernand Maurette-Dupuy* : *op. cit.*

²¹⁹⁵ Sur son rôle à la tête du service d'hygiène industrielle, voire LESPINET-MORET Isabelle, *Projet global, politique internationale* : *op. cit.*

²¹⁹⁶ HERRERA LEON Fabien, WEHRLI Yannick, « Le Bureau international du Travail et l'Amérique Latine durant l'entre-deux-guerres. Problèmes-enjeux », in LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *L'Organisation internationale du travail : origine, développement, avenir*, p. 157-166.

²¹⁹⁷ KOTT Sandrine, « Dynamiques de l'internationalisation », *op. cit.* Voir la dense correspondance du bureau de Berlin : ABIT CAT 5-2-5.

qui fait dire à la Britannique Sophy Sanger, militante syndicaliste réformiste et internationaliste, appartenant à la section britannique de l'AIPLT, et travaillant à l'OIT de 1920 à 1924, que « Thomas n'était pas un véritable internationaliste », trop occupé par ses ambitions politiques nationales²¹⁹⁸. Cette assertion s'inscrit dans un questionnement historiographique plus large qui traverse les études sur l'OIT cherchant à évaluer la place de logiques nationales chez les acteurs travaillant à l'OIT, aux fins d'apprécier le degré ou la part d'internationalisme dans le fonctionnement de l'institution. Cette historiographie ne vise cependant pas à donner des bons points d'internationalisme, mais à prendre en compte les tensions potentielles entre des loyautés parfois contradictoires. Véronique Plata-Stenger constate dans son étude prosopographique sur les premiers fonctionnaires engagés au BIT qu'il existe une tension entre l'appartenance nationale et l'exercice du fonctionnement international, en particulier lorsque les fonctionnaires sont mandatés par le BIT comme des relais d'information et de propagande²¹⁹⁹, pour établir en définitive qu'ils jouent un rôle d'intermédiaire entre leur espace national et le BIT²²⁰⁰, ce « Janus à deux faces » identifié par Isabelle Lespinet-Moret et Vincent Viet²²⁰¹. À partir de l'exemple allemand, Sandrine Kott souligne que tout en étant des « lieux d'affirmation, voire de construction du national », les organisations internationales « constituent des espaces socio-culturels au sein desquels se fabrique l'international²²⁰² ».

Olga Hidalgo-Weber a par ailleurs montré que les fonctionnaires britanniques engagés dans l'OIT, contrairement aux dessins de l'administration britannique dont ils sont souvent issus, jouent le jeu de l'internationalisme et deviennent les défenseurs de la nouvelle institution, plus que des intérêts nationaux de leur pays d'origine. Parallèlement, Bruno Cabanes démontre que l'expertise mobilisée au sein de l'OIT n'est jamais dénuée de présupposés ou de biais d'analyse qui peuvent être liés notamment à des intérêts nationaux²²⁰³. Les deux logiques peuvent d'ailleurs parfaitement cohabiter chez les acteurs des organisations internationales. Leur analyse permet, qui plus est, de comprendre les ressorts du projet internationaliste que tente de construire Thomas depuis Genève, tout en révélant les ramifications complexes de ses réseaux

²¹⁹⁸ Cité in HIDALGO-WEBER Olga, *Dimensions transnationales des politiques sociales britanniques : le rôle de la Grande-Bretagne au sein de l'OIT, 1919-1946*, op. cit., p. 22.

²¹⁹⁹ PLATA-STENGER Véronique, *Le Recrutement des fonctionnaires du Bureau international du Travail en 1920*, op. cit., p. 4.

²²⁰⁰ *Ibid.*, p. 98.

²²⁰¹ VIET Vincent et LESPINET-MORET Isabelle (dir.), *L'Organisation internationale du Travail. Origine – Développement – Avenir*, op. cit., p. 20.

²²⁰² KOTT Sandrine, « Dynamiques de l'internationalisation », op. cit.

²²⁰³ CABANES Bruno, « Justice and Peace: Albert Thomas, the International Labor Organization, and the dream of transnational politics of social rights », in CABANES Bruno, *The Great War and the Origins of Humanitarianism: 1918 – 1924*, op. cit., p. 76-132.

qui continuent à l'attacher particulièrement à la France. Thomas était lui-même conscient de l'ampleur de la tâche à mener, mais également anxieux à l'idée de l'endosser, alors même qu'il n'excluait pas d'emblée la poursuite de responsabilités politiques en France. De nombreuses lettres personnelles de la fin de l'année 1919 et du début de l'année 1920 confirment son appréhension, voire ses hésitations face à l'immense tâche à remplir. Aimée-Louise Morel en témoigne :

« J'étais dans son bureau quand lui fut remis le télégramme qui l'informait du résultat [du vote l'ayant élu directeur] ; visiblement il était heureux, mais pensif ; il entrevoyait peut-être l'énorme et passionnant travail qui l'attendait si, comme il l'espérait sans doute, sa nomination serait confirmée²²⁰⁴ ».

Ses scrupules initiaux ont-ils mis Thomas à l'abri du « Geneva Dream », mis en avant par Zara Steiner pour qualifier les espoirs d'internationalisme déçu des acteurs des premiers temps de la Société des Nations, parfois démissionnaires²²⁰⁵ ? Qu'en est-il des socialistes que Thomas enrôle avec lui dans son aventure genevoise ? Trouvent-ils dans l'internationalisme de l'OIT un succédané à l'internationalisme socialiste, fortement ébranlé au sortir de la guerre et qui peine à se reconstruire dans les années 1920 ? C'est à ces questions que l'essai de biographie collective et impersonnelle auquel s'adonne ce chapitre tentera de répondre. Faut-il, autrement dit, faire sienne l'assertion de George Bernard Shaw qui voit en l'OIT la véritable réalisation de l'internationale socialiste ? Albert Thomas a-t-il lui-même cédé à cet éventuel mirage ou bien dans quelle mesure lui a-t-il donné forme ?

A. Le cas des chefs de cabinet et l'exemple de Marius Viple

La conjonction de ces réseaux est toujours présentée comme une évidence, étant donné le passé de Thomas et son insertion de longue date en leur sein. Il est cependant possible de noter diverses temporalités dans l'emploi des socialistes auprès de Thomas au BIT. Comme l'a montré Véronique Plata-Stenger, les premiers temps de l'Organisation sont favorables au recrutement fondé sur l'interconnaissance, les recommandations et les amitiés, avant l'édiction de règles

²²⁰⁴ Souvenirs d'Aimée-Louise Morel, née Rommel, en ligne https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---europe/---ro-geneva/---ilo-paris/documents/publication/wcms_473849.pdf

²²⁰⁵ STEINER Zara Shakow, *The Lights that Failed: European International History, 1919-1933*, Oxford, Oxford University Press, 2005.

plus strictes : recrutement par concours en 1922²²⁰⁶, représentation plurielle des nationalités, quota minimum de femmes dans l'organisation.

C'est particulièrement vrai pour le poste de directeur de cabinet, hérité de la tradition administrative française et que Thomas tient absolument à conserver dans l'institution genevoise, malgré les réticences des Britanniques qui avaient proposé un autre plan d'organisation du Bureau. Le cabinet constitue aux yeux de Thomas l'armature de son administration au sein de laquelle il cherche à placer des personnes de confiance. Il est divisé en plusieurs sections, comme l'a analysé Marine Dhermy-Mairal : le secrétariat du cabinet (quinze personnes), le service des relations extérieures (neuf personnes), et le service des enquêtes générales (quatre personnes), le service de la presse (deux personnes), ce qui constitue en tout une trentaine de personnes²²⁰⁷. Le chef de cabinet, au plus proche de Thomas, joue un rôle clé dans ce dispositif, conformément à la tradition politique française. Paul Ramadier, ami de Thomas et fin connaisseur de la vie politique française, estime que le cabinet mis en place au sein du ministère de l'Armement « devait être la cellule mère d'où se détacheraient peu à peu les autres cellules. La conception de l'organisation dérivait nécessairement de l'initiative du ministre²²⁰⁸ ». Le Français reste en partie fidèle à cette conception qu'il tente d'implanter à Genève.

Néanmoins, la mise en place d'une telle structure verticale, n'est guère aisée, car elle heurte la pratique plus horizontale qui existe au sein du *civil service* britannique. Phelan, chef de la Division diplomatique, témoigne des divergences administratives britanniques et françaises qui ont pu être source de frictions :

« Albert Thomas ne parvenait pas à comprendre le rôle dévolu au Secrétaire permanent dans l'administration britannique, de même que Butler ne pouvait concevoir le fonctionnement du cabinet d'un Ministre français. Les explications ne pouvaient dissiper la méfiance à l'égard d'un mécanisme familier à autrui et qui apparaissait comme un instrument redoutable entre les mains de celui qui était habitué à le manier²²⁰⁹ ».

Le Français maintient cependant sa volonté de s'inspirer d'une telle organisation, alors que parallèlement est mis en place un système de *Registry*, inspiré de la tradition administrative britannique, faisant du BIT un « lieu où se construit une tradition administrative nouvelle,

²²⁰⁶ PLATA-STENGER Véronique, *Le recrutement des fonctionnaires du Bureau international du Travail en 1920 : une approche prosopographique*, op. cit., p. 66.

²²⁰⁷ DHERMY-MAIRAL Marine, *Les sciences sociales et l'action au Bureau international du Travail (1920-1939)*, op. cit., p. 112.

²²⁰⁸ RAMADIER Paul, « La pensée politique d'Albert Thomas », in SOCIÉTÉ DES AMIS D'ALBERT THOMAS, *Albert Thomas vivant*, op. cit., p. 20.

²²⁰⁹ PHELAN E. J. *Albert Thomas et la création du BIT*, op. cit. p. 54.

résultat d'une hybridation entre deux traditions nationales²²¹⁰ ». Le 18 décembre 1930, dans son rapport annuel consacré au travail de Viple, il écrit :

« Il y a quelques années, dans nos institutions internationales, l'organisation du cabinet à la mode française était encore contestée. Si, aujourd'hui, cette organisation a cause gagnée, si elle s'est imposée dans une grande organisation comme la Société des Nations, cela est dû en grande partie à l'effort et au succès de M. Viple²²¹¹ ».

Le mode de sélection du chef du cabinet et les difficultés de Thomas à trouver la bonne personne illustrent parfaitement l'héritage de cette tradition française, rationalisée pendant la guerre et implantée dans l'institution internationale. Comme le dit Yves Billard analysant le profil des chefs de cabinet ministériels sous la III^e République, « les dirigeants ont avant tout besoin d'une petite équipe d'hommes de confiance en présence desquels ils peuvent par exemple dire tout haut ce qu'ils pensent (délassement rare pour un ministre). C'est pourquoi certains choisissent des hommes sur qui ils peuvent vraiment compter²²¹² ».

Thomas travaille avec trois chefs de cabinet différents : Camille Lemerrier jusqu'en 1922, Georges Fleury de 1922 à 1923, puis Marius Viple de 1923 à 1932. Les trois hommes sont français et deux parmi eux sont socialistes (Viple et Lemerrier). Le recrutement de ces deux derniers montre le souci permanent de Thomas de s'attirer les bonnes grâces des socialistes d'Europe, en qui il voit – parfois de manière bien enthousiaste – des relais pour mener à bien les initiatives de l'OIT. Il puise ainsi dans ses vastes réseaux politiques et semble porter un intérêt particulier aux socialistes ayant sollicité ses faveurs. Dans une note adressée à son furtif chef de cabinet Camille Lemerrier, il indique :

« Je voudrais bien que dès votre retour vous fassiez une révision de toutes les recommandations de camarades socialistes ou de personnages importants pour des gens ayant pris part au concours, et que nous donnions des réponses, de façon à montrer que nous nous sommes intéressés à eux²²¹³ ».

Le profil du chef de cabinet, Camille Lemerrier illustre le caractère très politique de la fonction de ce collaborateur direct telle que la conçoit Thomas. Ce « jeune socialiste brillant²²¹⁴ » d'après la formule d'E. P. Phelan, partage l'affiliation partisane de son directeur.

²²¹⁰ HIDALGO-WEBER Olga, *Dimensions transnationales des politiques sociales britanniques : le rôle de la Grande-Bretagne au sein de l'OIT, 1919-1946*, op. cit., p. 48.

²²¹¹ ABIT P. 288. Dossier personnel de Marius Viple. Rapport annuel d'Albert Thomas sur Marius Viple, daté du 18 décembre 1930.

²²¹² BILLARD Yves, *Le métier de la politique sous la III^e République*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2003, p. 39.

²²¹³ ABIT CAT 4-50. Note d'Albert Thomas à Camille Lemerrier du 7 janvier 1921.

²²¹⁴ PHELAN E. J. et THOMAS Albert, *Albert Thomas et la création du BIT*, op. cit., p. 80.

On sait peu de choses de la carrière de Lemercier avant son entrée au BIT : son dossier personnel n'existe plus dans les archives du BIT, et la notice du dictionnaire Maitron que consacre Gilles Candar à ce militant né en 1892 est peu fournie, en l'absence d'archives. C'est vraisemblablement durant la guerre que les hommes se sont rencontrés. Ils ont tous les deux gravité dans les milieux des majoritaires de guerre ; Lemercier est le secrétaire de la Société des Amis de Jaurès que préside Henri Lévy-Bruhl et dont Thomas fait partie. Il appartient également au groupe des « Amis de *La vie socialiste* », qu'anime Pierre Renaudel avec des néo-majoritaires de la SFIO²²¹⁵. Lemercier semble exercer la profession principale de journaliste : il collabore à *L'œuvre*²²¹⁶, mais aussi au *Populaire* et terminera sa carrière d'homme de presse comme directeur de l'agence de presse Havas en Amérique du Nord. Cette carrière de journaliste est vraisemblablement appréciée de Thomas qui attend de lui qu'il fasse la propagande du Bureau dans ses articles.

Cette camaraderie partisane n'est néanmoins pas le gage d'une collaboration fructueuse. Contrairement aux usages socialistes eux-mêmes, les deux hommes se vouvoient. Lemercier a assuré les fonctions de directeur de cabinet durant les premiers temps de l'existence de l'organisation, une période éreintante durant laquelle il fallait poser les bases de l'édifice en construction. Lemercier semble assurer une bonne part du travail lié au déménagement du Bureau de Londres à Paris, en juillet 1920²²¹⁷. Il assure également toute la gestion du Bureau durant les absences de Thomas, d'après des consignes très directives de ce dernier qui semble s'agacer d'une mise en place qu'il juge trop lente. Dans une lettre qu'il adresse à Lemercier en septembre 1920, il lui fait part de ses conceptions nettes de « la qualité de notre recrutement » et affirme qu'il est « décidé à [se] séparer de tous ceux qui ne peuvent pas suivre, qui [lui] feront un travail trop médiocre²²¹⁸ ».

Les deux hommes entretiennent vraisemblablement de mauvaises relations, qui conduisent Lemercier à démissionner durant l'année 1922. Les raisons de cette démission ne sont pas formulées explicitement mais Lemercier fait grief à mots couverts à Thomas de lui avoir imposé une charge de travail très importante, sans lui accorder grande reconnaissance. Thomas, qui

²²¹⁵ AN 94 AP 417. La correspondance entre Albert Thomas et le groupe des « Amis de *La vie socialiste* », mentionne Camille Lemercier parmi les animateurs de ce dernier.

²²¹⁶ ABIT CAT 4-50.

²²¹⁷ ABIT CAT 4-33. Voir les nombreux échanges entre Thomas et Camille Lemercier en 1920 relatifs au déménagement du Bureau.

²²¹⁸ *Ibid.* Lettre de Thomas à Lemercier du 5 septembre 1920.

semble avoir d'abord refusé la démission de son collaborateur, lui reproche son penchant pour les « ragots²²¹⁹ », ainsi que sa faible loyauté à l'égard de l'organisation :

« Il y a deux ou trois mois, vous vous êtes plaint [...] que je “boycotte” le Bureau international du Travail à l'œuvre, propos qui m'a tout à fait surpris. Peut-être en effet, les appréciations que lors de mon départ du Bureau, vous avez cru pouvoir porter sur toute ma collaboration durant plus d'une année, auraient-elle pu me dispenser de conserver de la sympathie pour une organisation où l'on faisait si bon marché de la peine que j'y avais prise – et cela après avoir refusé la démission que j'avais apportée alors qu'il en était encore temps.

Mais je suis resté fidèle aux idées que le Bureau représentait pour moi, et je n'ai jamais eu l'attitude que vous m'avez attribuée²²²⁰ ».

Après le départ de Lemercier, Thomas recrute encore ses collaborateurs dans les réseaux intellectuels et socialistes. De 1922 à 1923, c'est Georges Fleury qui remplace Lemercier. C'est William Martin²²²¹, journaliste suisse et conseiller technique au BIT depuis 1919, ainsi qu'Edgard Milhaud qui recommandent à Thomas ce membre de la Société des Nations, qui intègre d'abord le BIT en 1920 au sein de la section d'information. Le directeur apprécie « la grande culture, la sûreté de méthode et l'initiative intellectuelle » de son collaborateur²²²² qui n'est pas socialiste contrairement à son prédécesseur, et qui ne semble pas non plus disposer d'une grande expérience internationale. Thomas souligne ses qualités de chercheur en sciences sociales – Fleury est docteur en sociologie –, son intérêt pour « l'application des méthodes scientifiques exactes aux sciences sociales » et ses connaissances en histoire économique²²²³. De telles compétences sont particulièrement recherchées par Thomas pour assurer les publications du Bureau – en l'occurrence, la *Revue internationale du Travail*, en cours de constitution dans les premiers mois d'existence du BIT – et étoffer le milieu d'intellectuels, spécialistes de sciences sociales (mis en avant par Marine Dhermy-Mairal) qui gravite autour²²²⁴.

²²¹⁹ *Ibid.*

²²²⁰ *Ibid.* Lettre de Lemercier à Thomas du 21 septembre 1922.

²²²¹ ABIT P. 270, Dossier Georges Fleury. Lettre de William Martin à Albert Thomas du 8 avril 1920.

²²²² ABIT P. 270, Dossier Georges Fleury. Rapport d'Albert Thomas sur Georges Fleury du 30 juin 1921.

²²²³ ABIT P. 270, Dossier Georges Fleury. Rapport d'Albert Thomas sur Georges Fleury du 23 avril 1920.

²²²⁴ DHERMY-MAIRAL Marine, *Les sciences sociales et l'action au Bureau international du Travail (1920-1939)*, *op. cit.* Le journaliste socialiste André Blumel, engagé sur sollicitation directe de Thomas en mars 1920, au service des relations et informations avait notamment été chargé de réfléchir à la conception de la *Revue internationale du travail*. Il quitte ce poste vraisemblablement à la fin de l'année 1921 ou au début de l'année 1922 afin de retourner à la vie militante socialiste. ABIT CAT 4-33. Note d'André Blumel à Camille Lemercier du 23 juin 1920. Le dossier personnel d'André Blumel n'a pas été conservé au BIT mais ses informations partielles sur son activité se trouvent dans le dossier ABIT CAT 10-91-3, relatifs aux polémiques touchant le personnel du BIT. Sur le parcours politique d'André Blumel, voir la notice Maitron de BLUMEL André [à l'origine BLUM André, Albert] par Éric Nadaud, version mise en ligne le 4 février 2013, dernière modification le 16 février 2016. <https://maitron.fr/spip.php?article16968>.

Néanmoins, l'homme qui a la plus grande longévité dans la tâche difficile d'épauler le directeur du BIT est le socialiste français Marius Viple (voir figure n° 19). Les deux hommes, outre leur appartenance respective à la SFIO, ont connu également une expérience commune depuis la Première Guerre mondiale. Chef du secrétariat particulier de Jules Guesde dès 1914, Viple avait rejoint Thomas à l'Armement où il semble avoir joué un rôle de conseiller officieux même après le départ de celui-ci du gouvernement²²²⁵. Cette proximité avec l'ancien ministre lui permet d'entrer sans difficulté au BIT, durant ses premiers mois d'existence. Le dossier personnel de Marius Viple, une fiche biographique contenue dans un classeur consacré aux « personnalités » de l'OIT, ainsi que les échanges de notes et lettres entre les deux hommes permettent de retracer ses principales missions au sein de l'Organisation. Le 8 mai 1920, Viple intègre officiellement le cabinet d'Albert Thomas pour prendre la tête du service de presse. Mais avant même cette embauche officielle, ce dernier avait chargé son camarade socialiste de diverses missions de renseignements, notamment sur la question de la législation maritime dans divers pays, en vue de la prochaine Conférence internationale du Travail. C'est vraisemblablement Viple qui se met à la disposition volontaire de Thomas dont la réaction est immédiate : « Tu m'as demandé du travail. En voilà. C'est là un travail très long et très important pour moi²²²⁶ ».

²²²⁵ Cf. chapitre 4.

²²²⁶ AN 94 AP 415. Note de Thomas pour Monsieur Viple du 3 janvier 1920. Et lettre de Thomas à Viple du 13 janvier 1920 au sujet de cette recherche sur la législation maritime.

Figure n° 19. Photographie de Marius Viple non datée (Archives historiques de l'OIT).



Viple conserve la direction du service de presse jusqu'au 11 juillet 1923, date à laquelle il devient chef de cabinet par intérim, confirmé officiellement à ce poste, le 11 janvier 1924, après une mise à l'épreuve semble-t-il réussie. Comme nous l'avons vu avec Camille Lemerrier, Thomas est très exigeant envers ses collaborateurs dont il attend rigueur, loyauté, voire dévotion. Cette phase de test s'explique sans doute par sa volonté de trouver enfin un chef de cabinet à la hauteur de ses ambitions et par le fait que Viple, contrairement aux fonctionnaires les plus hauts placés de l'organisation, n'a pas une formation universitaire poussée. Néanmoins, il semble passer avec brio cette mise à l'épreuve que Thomas évoque dans une lettre à Mario Roques :

« Viple semble décidé à faire une assez bonne besogne. Mais je ne l'ai pas mis en pied. Je veux faire une expérience et je ne peux que lui donner un certain nombre de pouvoirs (comme par exemple d'assister au Rapport) et de lui confier, au jour le jour, une série de missions dont, je crois, il s'acquittera bien²²²⁷ ».

Viple travaille donc au contact direct et rapproché de Thomas qui lui fait entièrement confiance. Il conserve ce poste jusqu'à la mort du directeur, en 1932. Parallèlement à ses fonctions au BIT, l'ancien rédacteur de divers journaux socialistes (*La Montagne, Le Rappel* et

²²²⁷ ABIT CAT 5-35-B. Lettre d'Albert Thomas à Mario Roques du 31 juillet 1923.

L'Humanité) reste vraisemblablement un militant socialiste toute sa vie durant, faisant ainsi le lien entre la « vieille maison » socialiste et la « maison d'Albert Thomas ». Après la Première Guerre mondiale, il est délégué au congrès de la SFIO de Strasbourg, durant lequel il représente sa fédération, celle du Puy-de-Dôme. Non délégué à Tours, il assiste cependant aux séances de ce congrès qui change l'avenir du mouvement socialiste français. Pour Marine Dhermy-Mairal, Thomas nomme Viple chef de cabinet, « pour donner plus de constance au BIT vis-à-vis d'un environnement relativement hostile, ce qui est confirmé par le nombre de publications de propagande rédigées par Marius Viple dès la fin des années 1920²²²⁸ ». Si le rôle de propagandiste du BIT confié à l'homme de presse chevronné est indéniable, il ne faut pas négliger l'importance que Thomas accorde à ses réseaux dans divers milieux politiques et en particulier socialistes. Les nombreux ordres de missions retrouvés dans son dossier personnel conservé au BIT montrent clairement que Viple faisait le lien avec les divers ministères français, les commissions parlementaires ou sénatoriales, dans le cadre des ratifications des conventions. Le directeur considère en effet comme prioritaires les ratifications de conventions par les nations les plus industrialisées d'Europe, au premier rang desquelles se trouve l'Allemagne, l'Angleterre et bien sûr la France. Thomas aimerait d'ailleurs voir son pays jouer un rôle d'entraînement dans ce domaine, mais doit constater à cet égard de nombreux blocages. Dans une note consacrée à « La place de la France dans l'Organisation internationale du Travail », Marius Viple insiste sur ce rôle et cette place privilégiée²²²⁹. Ce genre de notes, que l'on trouve en abondance dans les archives du cabinet, sert de ligne de conduite aux diverses missions que Viple est amené à conduire en France. Ce dernier fait également la liaison entre Thomas et les diverses associations françaises de soutien à la SDN, avec qui Thomas cherche à maintenir de bonnes relations²²³⁰, malgré la forte concurrence entre les deux institutions²²³¹. Il représente par exemple le directeur du BIT lors du congrès de l'Union internationale des

²²²⁸ DHERMY-MAIRAL Marine, *Les sciences sociales et l'action au Bureau international du Travail (1920-1939)*, *op. cit.*, p. 230.

²²²⁹ ABIT CAT10-34, note de Marius Viple « La place de la France dans l'Organisation internationale du Travail ».

²²³⁰ GUIEU Jean-Michel, « Albert Thomas et la paix, du socialisme normalien à l'action internationale au BIT », *op. cit.*

²²³¹ TORTORA Manuela et GHEBALI Victor-Yves, *Institution spécialisée et organisation mondiale : étude des relations de l'OIT avec la SDN et l'ONU*, Bruxelles, E. Bruylant, 1980. Dans le domaine de l'hygiène industrielle, Isabelle Lespinet-Moret montre également la relation teintée tantôt de coopération que de rivalités existantes entre les deux organisations. LESPINET-MORET Isabelle, *Projet global, politique internationale : L'Organisation internationale du Travail et la santé des travailleurs*, *op. cit.* La concurrence entre les deux institutions se lit aussi dans la volonté de Thomas de promouvoir les compétences économiques du BIT notamment autour du projet d'organisation économique financière dans le giron de la SDN. Voir sur ce point DECORZANT Yann, *La Société des Nations et la naissance d'une conception de la régulation économique internationale*, Bruxelles, Peter Lang, 2011, p. 282-284.

associations pour la SDN²²³². Et de l'accompagner régulièrement lors de ses nombreux déplacements à Paris. Le directeur profite d'ailleurs de ces diverses missions pour lui confier des tâches en lien avec ses propres desseins politiques, et les sujets internes à la SFIO. Viple profite de ses passages en France pour faire parvenir à Thomas, par valise diplomatique, quantité de documents relatifs à la situation politique française et, en particulier, à sa situation électorale. En vue des élections législatives de 1928, Viple lui transmet de nombreux articles de presse français et belges, tirés notamment de la presse socialiste²²³³.

En 1921, alors que « l'affaire Thomas »²²³⁴ secoue la SFIO, Viple renseigne Thomas quasiment en direct sur les décisions prises par le Conseil national²²³⁵. Ce dernier le charge de maintenir de bonnes relations avec des personnalités éminentes de la SFIO. Viple joue ainsi l'intermédiaire entre Thomas et Jules Guesde²²³⁶, Léon Blum²²³⁷ et même son vieil ennemi de la Grande Guerre, Jean Longuet, avec qui il semble se réconcilier à la fin des années 1920²²³⁸. Il cultive ses relations établies de longue date avec les journaux socialistes. En 1929, Thomas lui confie la mission de contacter le guesdiste et rédacteur au *Populaire*, Compère-Morel pour que le principal quotidien socialiste français mandate un envoyé spécial pour couvrir la Conférence internationale du Travail à venir, afin de faire connaître l'activité de l'Organisation

²²³² ABIT P. 288. Dossier personnel de Marius Viple. Ordre de mission de mai 1929.

²²³³ ABIT CAT 8-4-4-2. Dossier intitulé « Programme de la CGT ». Le dossier correspond notamment un article d'Émile Vandervelde publié dans *Le Peuple de Bruxelles* le 10 février 1928 sur les « Perspectives électorales en Europe occidentale », un article de Paul Faure publié dans *Le Peuple* du 19 octobre 1927, et un numéro spécial de *L'Europe nouvelle* du 17 décembre 1927 consacré aux réformes républicaines. Le dossier comprend également de nombreux articles extraits du journal de Pierre Renaudel, *La Vie socialiste*, portant sur l'Internationale socialiste, l'OIT et la SDN ou encore la question du désarmement.

²²³⁴ Cf. chapitre 7.

²²³⁵ AN 94 AP 380. Lettre de Thomas à Suzanne Gibault, sans date, mais probablement février ou mars 1921.

²²³⁶ AN 94 AP 389. Lettre d'Albert Thomas à Jules Guesde du 14 octobre 1921 : « Viple m'a communiqué le passage d'une lettre de vous qui montre tout l'intérêt que, dans votre solitude laborieuse, vous continuez à porter à notre organisation. Notre besogne est rude. Nous sommes assaillis de toutes parts. Cependant que le monde ouvrier se divise à notre sujet et se montre incapable de nous donner l'aide dont nous aurions tant besoin, le patronat s'organise. Il établit la réaction en ce qui concerne les questions agricoles, il fait appel aux intérêts privés que nous inquiétons, il constitue des caisses noires. Seuls quelques militants tels que vous, comprennent l'immensité de la bataille engagée. Une telle sympathie constitue pour moi le meilleur des réconforts et vous pouvez être assuré, tout au moins qu'en ce qui concerne le Bureau et son directeur, la lutte sera menée avec courage jusqu'au bout, dussions-nous y sauter ou faire sauter la machine. Encore merci, à vous bien fidèlement ».

²²³⁷ AN 94 AP 377. Lettre d'Albert Thomas à Léon Blum du 3 septembre 1931 : « Quand rentres-tu à Paris ? Quand te verrais-je ? Viple a dû te dire à Vienne combien j'avais apprécié certaines indications contenues dans quelques-uns de tes articles ou dans des résumés de discours sur l'importance présence d'un gros effort international de politique sociale. Depuis des années je te lis presque chaque jour. Tu penses bien que je n'ai pas toujours été d'accord. Mais, vraiment, depuis ton dernier discours à la Chambre, depuis le développement de la crise allemande et de la crise anglaise, je me sens à fond d'accord avec toi jusque dans le détail. Tu es informé. Tu vois clair et je me réjouis de sentir que ton autorité grandis chaque jour ».

²²³⁸ AN 94 AP 390. Lettre d'Albert Thomas à Marius Viple du 5 mai 1930 : « Je ne sais pas finalement, au milieu de tous mes embarras de ces derniers mois, si j'ai remercié Longuet de son article sur les dix ans du BIT. Je ne le crois pas. Et, l'autre jour, bien que nous ayons parlé très amicalement de toutes sortes de choses, j'ai encore oublié de le remercier. Si tu es d'avis, faisons ceci : envoyons-lui l'album des dix ans, avec un petit mot disant ceci : (voir lettre du dessus). Je mettrai une petite dédicace quand tu me passeras l'album ».

à ses lecteurs²²³⁹. C'est l'intellectuel socialiste Paul Rives, collaborateur de *La Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur* ainsi que du bureau de Paris, qui accomplira cette mission.

Viple assiste à divers congrès de la SFIO durant les années 1920, sur lesquels il rédige des notes pour Albert Thomas. Ces bonnes relations servent tantôt les intérêts du Bureau, tantôt ceux, plus personnels, du Français, qui, surtout dans la deuxième moitié des années 1920, songe sérieusement à revenir à la vie politique de son pays. Par ailleurs, Viple est également chargé de faire connaître l'activité du BIT à l'Internationale Ouvrière socialiste (IOS), constituée à Hambourg en 1923. Héritière indirecte de la Deuxième Internationale, elle rassemble les partis socialistes et sociaux-démocrates du monde, après une difficile période de gestation entamée à la fin de la guerre²²⁴⁰. La multiplicité de ses rencontres avec les membres de l'Internationale fait de lui un ambassadeur officieux de la diplomatie du travail d'Albert Thomas auprès des milieux socialistes européens. Il représente le directeur du BIT aux fêtes de l'Olympiade ouvrière à Vienne en 1931, ainsi qu'au congrès de l'IOS réuni la même année dans la capitale autrichienne. À cette occasion, il rencontre le socialiste autrichien Otto Bauer, qui lui promet de faire le lien avec Friedrich Adler, le secrétaire général, de l'IOS, afin de ménager les bonnes relations avec le BIT et son directeur. À la suite de cette rencontre, il confie à Thomas :

« Je résume. C'est Bauer qui mène le gouvernement autrichien. Sa position dans l'Internationale est forte, son influence dans les milieux ouvriers et socialistes, de plus en plus grande [...]. Il est appelé à jouer demain, un rôle de premier plan. Le voici je crois, définitivement acquis au Bureau, comprenant mieux tes efforts, parlant de toi avec la sympathie marquée d'un homme d'action pour un autre homme d'action. Je lui ai promis ta visite pour le courant de l'année. Ce sera, j'en suis sûre, une rencontre utile²²⁴¹ ».

Thomas avait d'ailleurs confié à Marius Viple de suivre de près les élections autrichiennes de 1927 qui donnèrent une large victoire aux partis de gauche²²⁴². Son voyage à Vienne, la même année, est organisé par celui-ci qui contacte Karl Seitz ou encore Otto Bauer que le directeur du BIT rencontrera lors de son passage dans la capitale autrichienne. Comme chef de cabinet, Viple est très sollicité pour la préparation – souvent délicate – des voyages du directeur,

²²³⁹ ABIT CAT 10-92-2-40. Dossier « Le Populaire (Compère-Morel, Paul Rives) ».

²²⁴⁰ BERGOUNIOUX Alain, « L'Internationale Ouvrière Socialiste entre les deux guerres », in PORTELLI Hugues (dir.), *L'Internationale socialiste*, Paris, L'Atelier, 1983, p. 23-42. Sur l'Internationale socialiste après-guerre voir IMLAY Talbot, « Socialist Internationalism after 1914 », in CALVIN Patricia et SLUGA Glenda (dir.), *Internationalism. A Twentieth-Century History*, op. cit., p. 213-241. Et IMLAY Talbot C., *The Practice of Socialist Internationalism: European Socialists and International Politics, 1914-1960*, op. cit.

²²⁴¹ ABIT CAT 4-42. Note de Marius Viple à Albert Thomas sur son voyage à Vienne en 1931.

²²⁴² ABIT CAT 7-679. Correspondance entre Albert Thomas Karl Seitz, maire socialiste de Vienne.

en particulier des déplacements hors d'Europe. Viple accompagne Thomas dans certains de ses longs déplacements : dans les Balkans et en Pologne en 1924²²⁴³, en Amérique du Sud en 1925²²⁴⁴, ou encore en Extrême-Orient à la fin de l'année 1928. Ce sont visiblement le « sens politique » et la proximité d'analyse de Viple, doublés d'une loyauté à toute épreuve qui sont particulièrement appréciés par Thomas. Comme le note Ivan M.C.S. Elsmark, ancien fonctionnaire du BIT contemporain de Viple, ce dernier était un « personnage controversé », et « n'était pas un fonctionnaire international ordinaire²²⁴⁵ ». Homme de presse et de parti, il n'appartient pas aux réseaux privés de la réforme sociale, des hauts fonctionnaires nationaux, ou encore des intellectuels mus en experts du social qui forment les premières cohortes de fonctionnaires du BIT. Marius Viple ne dispose pas non plus d'un profil international, malgré sa probable maîtrise de l'allemand qui a pu faciliter les échanges avec les socialistes autrichiens, mentionnés plus haut. Sa maîtrise de l'anglais n'est sans doute pas affûtée à son arrivée au BIT, mais Thomas note les progrès réalisés dans ce domaine par son collaborateur au fil des années²²⁴⁶. Ce sont donc bien les affinités politiques des deux hommes qui ont constitué l'un des critères principaux de sélection du chef de cabinet qui demeure aux côtés de Thomas jusqu'à la fin – prématurée – de sa vie. Le militantisme socialiste affirmé de Viple n'était cependant pas du goût de tous. D'après Elsmark, la candidature de Viple à la tête du bureau de Paris en 1939 entraîne une crise politique conduisant à la démission d'Harold Butler. En tout état de cause, c'est bien l'implication de Viple dans les réseaux socialistes français et européens qui fut son atout principal aux yeux du directeur qui appréciait grandement sa personnalité. Il a sans doute fallu beaucoup d'amitié et d'abnégation à Marius Viple pour assumer cette tâche de directeur du cabinet durant neuf années. Le dernier rapport rédigé par Thomas – réputé pour sa franchise et son exigence - sur le travail de l'un de ses plus proches collaborateurs semble le confirmer, tout en euphémismes, toutefois :

« Une année de plus de collaboration avec M. Viple ne peut être qu'une occasion nouvelle d'exprimer ici la reconnaissance que je lui dois. L'intimité même du travail quotidien peut me rendre plus exigeant. Je voudrais que M. Viple développât et assurât les connaissances de langues étrangères qu'il a déjà acquises. Mais, je le répète comme l'année dernière,

²²⁴³ ABIT P. 288. Rapport d'Albert Thomas sur Marius Viple daté du 1^{er} juillet 1924.

²²⁴⁴ ABIT P. 288. Rapport d'Albert Thomas sur Marius Viple daté du 12 novembre 1925.

²²⁴⁵ ABIT Marius VIPLE « Je me souviens. Les singulières mais prodigieuses années du début du BIT », avec une introduction de Ivan M.C.S, ancien fonctionnaire du BIT, in *Lettre aux anciens fonctionnaires*, journal du syndicat du personnel du BIT, n° 31, mai 2002. Texte publié en ligne pour le quatre-vingt-dixième anniversaire de l'OIT, <https://anciens-bit-ilo.org/fr/2019/11/27/les-singulieres-mais-prodigieuses-annees-du-bit-marius-viple/>

²²⁴⁶ ABIT P. 288. Rapport d'Albert Thomas sur Marius Viple daté du 1^{er} décembre 1928. « J'ai pu constater avec joie, au cours du voyage [en Extrême-Orient], les progrès qu'il a faits [...] dans la connaissance de l'anglais ».

lorsque je vois le chef de cabinet consacrer sans compter son temps, ses nuits, toutes ses formes d'intelligence et d'amitié à l'œuvre du Bureau international du Travail, je n'ai peut-être pas le droit d'exiger plus encore. Il sera difficile de dire les services que M. Viple aura rendus à la Direction du Bureau par ses jugements décidés et par sa fermeté de caractère²²⁴⁷ ».

L'emploi d'un homme de confiance avec qui Thomas partage des affinités politiques évidentes est aussi le résultat de l'organisation souhaitée par le directeur du Bureau autour d'un cabinet, qui l'épaulant quotidiennement, maintient la continuité de son action durant ses fréquentes absences pour raisons de voyage. C'est une forme de secrétariat particulier, mais qui, placé sous le contrôle immédiat du directeur, a une fonction éminemment politique, permettant à ce dernier de garder la main sur toutes les affaires du Bureau. Le cabinet est ainsi chargé de faire parvenir en continu des rapports sur les courriers reçus ou sur les travaux en cours, ce qui permettait au directeur d'expédier sans retard les affaires courantes. C'est aussi au sein du cabinet que se réunissait le « Rapport », réunions solennelles organisées par Thomas pour donner aux fonctionnaires les principales directives sur l'action à mener²²⁴⁸. Cette organisation qui sacralise l'entourage immédiat du directeur est directement inspirée du fonctionnement politique français, auquel Thomas s'est lui-même familiarisé lors de la mise en place du sous-secrétariat, puis ministère de l'Armement. Plus qu'un simple secrétariat, le cabinet ministériel a des fonctions administratives mais aussi politiques²²⁴⁹. Le cabinet assurait l'information permanente du ministre sur les affaires en cours, mais défendait aussi l'action du ministre devant le Parlement, l'opinion publique, et la SFIO. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 4 de cette thèse, c'est donc sans surprise que Thomas avait déjà fait le choix de recruter des intellectuels socialistes pour être ses collaborateurs immédiats. La longévité de Viple à ce poste peut aussi s'expliquer par sa familiarité avec le système, lui qui avait été chef du secrétariat particulier du ministre socialiste Jules Guesde durant la Première Guerre mondiale. Le décès du directeur du BIT ne signifie cependant pas le départ de Viple du Bureau, bien que le successeur de Thomas, Harold Butler ne le conserve pas directement à ses côtés.

En juillet 1932, il devient chef de section du service d'information et de presse. Candidat malheureux à la direction du bureau de Paris en 1939, il restera cependant à Genève pendant la guerre pour assurer la continuité des activités de l'OIT, tandis que le reste du personnel part s'installer à Montréal. De son action à Genève durant la Seconde Guerre mondiale, il nous reste

²²⁴⁷ ABIT P. 288. Dossier personnel de Marius Viple. Rapport annuel d'Albert Thomas sur Marius Viple, du 7 janvier 1932.

²²⁴⁸ PHELAN E. J. *Albert Thomas et la création du BIT*, *op. cit.* p. 80.

²²⁴⁹ RAMADIER Paul, « La pensée politique d'Albert Thomas », *op. cit.*

surtout des bribes. Dans son étude sur la France et les organisations internationales, Victor-Yves Ghebali affirme que « le nom de Marius Viple est totalement tombé dans l'oubli aujourd'hui. Une partie de sa correspondance nous permet d'affirmer qu'il ne s'est aucunement compromis avec le régime de Vichy pour lequel il n'avait aucune sympathie, idéologique ou autre. Son attitude s'explique par le désir de préserver avant tout la "maison d'Albert Thomas" qu'il avait, disait-il "dans la peau"²²⁵⁰ ». Laurent Donzel, dans un mémoire consacré *Au BIT et la Suisse pendant la Seconde guerre mondiale*, valide cette analyse, en montrant que Viple demeure à Genève, d'abord en qualité d'observateur, puis comme responsable de la division presse et information. Il se voit ainsi chargé des relations officieuses avec le gouvernement français dès septembre 1940, se rend alors régulièrement à Vichy et, du fait de son important réseau politique à droite comme à gauche constitué depuis de nombreuses années de service. Ainsi, il visite tantôt Léon Blum en prison, tantôt Pierre Laval qui n'est autre que son cousin – et parvient à influencer l'attitude du gouvernement français à l'égard de l'OIT en contrebalançant l'influence de la propagande nazie. Il se trouve cependant relativement isolé et confronté à l'hostilité de l'opinion publique suisse²²⁵¹. Après-guerre, il réintègre la section renommée des informations générales, en 1946, et devient assistant du directeur-général en janvier 1947, poste qu'il conserve seulement deux petites années. Viple retourne en effet à la vie politique française, après son élection au conseil de la République comme représentant des Français résidant en Europe et en Afrique. Il décède à la fin de l'année 1949 d'une grave maladie.

B. Les fonctionnaires socialistes du BIT

L'appartenance à un parti socialiste, ou des affinités socialisantes, constitue un facteur de sélection privilégié, néanmoins non exclusif, pour les fonctionnaires du BIT. Nous développerons particulièrement ici le cas des socialistes français en nous demandant si ces personnalités cherchent depuis Genève contourner la relative marginalisation de la branche réformiste du socialisme français depuis la fin de la Première Guerre mondiale ? Quelle place joue la personnalité de Thomas dans leur volonté de rejoindre l'OIT ? Existe-t-il plus

²²⁵⁰ GHEBALI, Victor-Yves, *La France en guerre et les organisations internationales : 1939-1945*, La Haye/Paris, Mouton, 1969, p. 85-86.

²²⁵¹ KOTT Sandrine, « Fighting the War or Preparing for Peace. The ILO during the Second World War », *Journal of Modern European History*, 2014, n° 4, p. 359-376.

généralement une affinité élective entre le projet socialiste et l'œuvre de l'OIT dans le domaine social qui explique ce rapprochement ? Tels sont les questionnements que nous soulèverons ici. Thomas puise d'abord ses collaborateurs dans les milieux qu'il connaît le mieux, à savoir les réseaux socialistes français.

1. Les chefs de section

Outre les chefs de cabinet, certains chefs de section sont également des militants socialistes. En 1921, on dénombre au sein du Bureau neuf chefs de section²²⁵², parmi lesquels cinq sont socialistes : Adrien Tixier, Jan de Roode, Georges Fauquet, Edgard Milhaud, et Luigi Carozzi. En 1924, le socialiste normalien Fernand Maurette rejoint cette équipe, prenant la tête de la stratégique Division des recherches. Le recrutement de ces personnalités a une fonction particulière aux yeux du directeur du BIT : s'attirer les bonnes grâces des milieux socialistes et éventuellement syndicalistes européens, et obtenir les informations les plus fiables et précises possibles concernant le développement de ces milieux dans les différents pays membres de l'Organisation. C'est notamment à cette fin que Thomas confie à de Roode, employé de 1920 à 1926 au Bureau pour assurer les relations entre l'OIT et le groupe des travailleurs. L'historien Geert van Goethem a montré le rôle de ce dernier dans le maintien des bonnes relations avec la Fédération syndicale internationale qui envoie de nombreux représentants des travailleurs comme délégués lors des Conférences internationales du Travail. Journaliste au quotidien social-démocrate néerlandais *Het Volk*, il devint un proche collaborateur de Thomas durant sa période d'exercice au BIT. Même après son retour au journalisme politique en 1926, il continuera d'envoyer des notes confidentielles à Thomas – rémunérées – au sujet du mouvement socialiste hollandais, mais aussi de l'Internationale syndicale d'Amsterdam²²⁵³. Thomas apprécie les profils socialistes qu'il juge compétents pour l'accompagner dans sa tâche au BIT. Des critères de trois types semblent se cumuler ; l'engagement socialiste commun, les compétences techniques, une expérience politique antérieure commune. Ces trois critères sont réunis pour nommer le socialiste italien Luigi Carozzi à la tête du service des relations

²²⁵² Le Canadien Walter Alexander Riddell, pour la section de l'agriculture, l'Italien Guido Pardo pour la section des études russes ; le Hollandais Jan de Roode pour la section des assurances sociales, le Français Adrien Tixier pour la section des mutilés de guerre, le Français Georges Fauquet pour la section de la coopération, le Français Edgard Milhaud pour l'enquête sur la production, J. Randall pour la section des questions maritimes et l'Italien Luigi Carozzi pour la section de l'hygiène industrielle, et le Belge Louis Varlez, pour le service d'émigration et de chômage. Pour une biographie de ce dernier, voir VAN DAELE Jasmien, *Van Gen tot Genève : Louis Varlez, een biografie*, Gand, Academia Press, 2002.

²²⁵³ GOETHEM Geert van, *The Amsterdam International: the World of the International Federation of Trade Unions (IFTU), 1913-1945*, Londres/New-York, Routledge, 2018, p. 139.

industrielles. Entre 1916 et 1918, Carozzi était à la tête du Service de l'Inspection médicale du Travail au sein de la Direction générale de la Mobilisation industrielle, au ministère de l'Armement. Il était alors chargé de l'inspection sanitaire des usines d'armes et de munitions. Cette expérience de gestion de la main-d'œuvre en guerre était garante de compétences techniques appréciées par le directeur du Bureau lui-même ancien ministre français de l'Armement. Par ailleurs, le socialiste italien, également membre de la *Società Umanitaria* – l'équivalent italien du Musée social – était le garant de l'insertion du BIT dans les réseaux socialistes et réformateurs sociaux italiens²²⁵⁴.

2. Une petite lueur helvète pour des socialistes réformistes en quête d'action internationale

Thomas puise en particulier dans les réseaux socialistes français qu'il connaît le mieux. Comme si ces recrues naguère affiliées à la SFIO ne trouvaient plus dans cette formation un cadre adapté à leur engagement réformiste d'avant la guerre. Cette petite lueur helvète, par opposition à la « grande lueur à l'Est » qui séduit une partie des militants socialistes de l'époque peut, en outre, s'expliquer par l'attrait professionnel d'une expérience internationale au BIT.

Les archives montrent que Thomas chasse lui-même les têtes socialistes qu'il juge compétentes pour l'accompagner. Il se tourne vers les réseaux du socialisme normalien pour trouver le nouveau chef de la Division des recherches en 1924, en la personne de Fernand Maurette²²⁵⁵. L'exemple de Georges Fauquet confirme également cette volonté d'attirer des forces socialistes. Né en 1873, ce médecin, inspecteur du travail et théoricien coopérateur socialiste, fut également membre du congrès constitutif de l'AIPLT en 1900 à Paris. Il rencontre vraisemblablement Thomas dans les années 1910 au sein de l'Office technique de la coopération dont ce dernier était le secrétaire, et auquel Fauquet participait. Durant la guerre, le ministère de l'Armement lui avait confié le service des œuvres sociales, chargé de développer les rapports entre ce dernier et les coopératives, en vue de la protection du niveau de vie du personnel des usines de guerre²²⁵⁶. Les deux hommes sont encore en contact en 1919, pour analyser conjointement avec François Simiand le système des économats dans l'Alsace-

²²⁵⁴ Sur le rôle de Luigi Carozzi à la tête du service d'hygiène industrielle du BIT, voir LESPINET-MORET Isabelle, *Projet global, politique internationale : L'Organisation internationale du Travail et la santé des travailleurs*, op. cit., p. 101-107.

²²⁵⁵ Cf. chapitre 8.

²²⁵⁶ Cf. chapitre 4.

Moselle redevenue française²²⁵⁷. Fauquet était aux côtés du sociologue qui était alors à la tête de la Direction du Travail et des Assurances sociales du Commissariat général de la République de Strasbourg. C'est Thomas qui lui demande directement de le rejoindre, ce qui suscite la rancœur durable de Simiand qui aurait souhaité conserver à ses côtés son collaborateur. Simiand ne rejoint d'ailleurs jamais le BIT malgré l'insistance de son directeur²²⁵⁸. Il faut noter ici que Fauquet choisit de rejoindre Genève, alors qu'il était à la veille d'être nommé au poste prestigieux de directeur du travail sous l'autorité du Commissaire de la République, argument qu'il utilise d'ailleurs pour demander une augmentation de son salaire, en février 1922. Cet élément permet de nuancer l'idée que le choix de Genève serait un choix par défaut, contraint par un manque de perspectives professionnelles nationales. Fauquet choisit le BIT alors qu'une belle carrière l'attendait en France. Le capital symbolique offert par l'expérience internationale aux côtés d'Albert Thomas semble donc perçu comme une opportunité, voire peut-être une ressource, pour un éventuel retour sur la scène nationale. Marine Dhermy-Mairal, qui remet sur le métier l'idée de « non engagement » de François Simiand développée par Christophe Prochasson²²⁵⁹, impute le refus de Simiand de rejoindre la division des recherches que Thomas lui destinait à la rancœur suscitée par l'affaire Fauquet et à des raisons personnelles, notamment des problèmes de santé²²⁶⁰. Le souvenir du rythme effréné de travail sous les ordres du ministère de l'Armement a pu dissuader le sociologue de prolonger outre mesure sa tâche, en dépit de l'aura qui entourait son expérience internationale.

Thomas l'emploie au BIT dès juin 1920 pour y diriger le service technique de la coopération, poste qu'il occupe jusque juin 1933, lorsqu'il atteint la limite d'âge autorisée par le statut du personnel du Bureau²²⁶¹. C'est alors son adjoint, le coopérateur français Maurice Colombain

²²⁵⁷ AN 94 AP 415. Lettre d'Albert Thomas à François Simiand du 14 mai 1919. Sur l'adaptation de la législation locale à la législation française dans le contexte de retour de l'Alsace-Lorraine à la France en 1918, voir TUFFERY-ANDRIEU Jeanne-Marie (dir.), *La Direction du Travail du Commissariat d'Alsace-Lorraine : laboratoire du droit social*, Paris, CHATEPF, 2010.

²²⁵⁸ Thomas avait sollicité assez largement ses anciens collaborateurs du ministère de l'Armement et Simiand n'est pas le seul à refuser. Le juriste spécialiste des questions d'immigration William Oualid, qui sera l'auteur avec Charles Picquenard d'un ouvrage sur la politique de main-d'œuvre menée en France pendant la guerre, refuse en 1921 les sollicitations de Thomas, par souci de ne pas compromettre sa carrière universitaire ascendante à l'Université de Strasbourg. AN 94 AP 392. Lettre de William Oualid à Albert Thomas du 28 août 1921. Il réalisera cependant quelques missions et rapports pour le BIT comme collaborateur extérieur.

²²⁵⁹ PROCHASSON Christophe, « Jalons pour une histoire du "non-engagement" », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, op. cit.

²²⁶⁰ DHERMY-MAIRAL Marine, *Les sciences sociales et l'action au Bureau international du Travail (1920-1939)*, op. cit., p. 279-308. Sur le parcours de François Simiand voir GILLARD Lucien et ROSIER Michel, *François Simiand (1873-1935) : sociologie, histoire, économie*, op. cit.

²²⁶¹ ABIT P. 323. Dossier personnel de Georges Fauquet.

qui prend sa succession²²⁶². Fauquet participe au maintien des liens entre le BIT et l'Alliance coopérative internationale (ACI), en tant que membre de son comité central²²⁶³. Il est par exemple envoyé à Copenhague en avril 1921 pour suivre au nom du BIT les travaux de l'Assemblée du Comité Central de l'ACI, et à Bruxelles fin janvier 1922 pour représenter le BIT lors du comité exécutif de l'ACI et auprès de la conférence convoquée par cette organisation en vue de la création d'une Banque coopérative internationale. Fauquet assure également la liaison avec le milieu coopératif français. En tant que membre de l'Office technique de la FNCC, il y suit les travaux de ses congrès annuels, comme à Strasbourg en septembre 1920 ou à Lyon en mai 1921. Thomas salue la prise d'assurance de Fauquet à son poste. Dans le deuxième rapport qu'il lui consacre, le 12 juin 1921, il estime que « M. Fauquet est de plus en plus considéré par elle [la Conférence] comme une sorte de conseiller technique de la coopération universelle. Parmi tous les collaborateurs du Bureau, il est un de ceux qui se soucient le plus de discerner les grandes tendances et de dégager les principes du mouvement qu'il a la charge d'étudier²²⁶⁴ ». Le recrutement de Fauquet répond donc à des critères bien connus : la volonté de s'adjoindre des compétences techniques reconnues²²⁶⁵, mais aussi celle de nouer des réseaux avec des milieux potentiellement favorables à l'action du BIT, comme le mouvement coopératif international. Son cas montre cependant le caractère politique de la sélection, puisqu'il est associé aux activités coopératives de Thomas, lui-même militant coopératif de longue date, et favorable en particulier au développement des coopératives de consommation, comme de nombreux socialistes français du début du XX^e siècle. Marine Dhermy-Mairal note très justement le caractère très politique de la constitution d'une telle section dédiée à la coopération :

« On peut être étonné qu'une telle section sur la coopération ait pu être acceptée par le Conseil d'administration du BIT. En effet, les coopérateurs proposaient un projet clairement politique, à l'instar du socialisme réformiste²²⁶⁶ ».

²²⁶² <https://maitron.fr/spip.php?article20380>, Notice Maitron de FAUQUET Georges [FAUQUET Albert, Georges] (pseudonyme, Louis BOSQUET) par Jean Gaumont, Gaston Prache, version mise en ligne le 24 novembre 2010, dernière modification le 24 novembre 2010.

²²⁶³ DHERMY-MAIRAL Marine, *Les sciences sociales et l'action au Bureau international du Travail (1920-1939)*, op. cit., p. 157.

²²⁶⁴ ABIT P. 323. Dossier personnel de Georges Fauquet. Rapport d'Albert Thomas sur Georges Fauquet daté du 12 juin 1921.

²²⁶⁵ PLATA-STENGER Véronique, *Le Recrutement des fonctionnaires du Bureau international du Travail en 1920 : Une approche prosopographique*, op. cit., p. 59.

²²⁶⁶ DHERMY-MAIRAL Marine, *Les sciences sociales et l'action au Bureau international du Travail (1920-1939)*, op. cit., p. 157.

Ces deux aspects sont d'ailleurs les faces d'un même projet politique que Thomas tente de réaliser à l'OIT. La création de la section technique de la coopération répond ainsi à sa volonté claire de poursuivre son projet politique réformiste initié à l'Armement pendant la Première Guerre mondiale. Le recrutement de Georges Fauquet, qui était alors déjà son collaborateur, montre une fois de plus la continuité entre l'expérience du pouvoir pendant la guerre et les projections de Thomas sur les actions de l'OIT et du BIT. Paul Ramadier considère ainsi avec justesse le volet coopératif de l'engagement de Thomas, qu'il intègre au sein du BIT, comme un aspect important du « socialisme des institutions »²²⁶⁷ qu'il tente de réaliser tout au long de sa vie politique. En parallèle, l'influence de Fauquet, qui mène des études sur les mouvements coopératifs du monde entier, est très grande sur l'évolution de la pensée de Thomas. Adepte avant-guerre, en bon socialiste, de la seule coopération de consommation comme instrument de progrès et d'émancipation sociale, le regard du directeur du BIT se porte peu à peu sur les coopératives agricoles ou de production, plus importantes dans les pays faiblement industrialisés, et prône progressivement la collaboration entre les différentes formes de coopération. C'est le sens du rapport – rédigé avec Fauquet²²⁶⁸ – qu'il présente lors du XI^e congrès coopératif international réuni à Gand en septembre 1924, portant sur les relations entre les différentes formes de coopération. Le directeur du BIT y prône les principes de sa « révolution silencieuse », à savoir une « tentative d'unification du mouvement coopératif, qui place la réforme sociale au-dessus des particularités politiques et religieuses ²²⁶⁹ ». Thomas a en effet promu la réalisation d'une « économie coopérative organisée²²⁷⁰ » visant à « grouper contre le capitalisme la masse énorme des consommateurs ». Ce projet ne vise cependant pas seulement le mouvement coopératif pour lui-même. Il s'intègre dans les réflexions plus générales de Thomas à la fin des années 1920 sur la notion d'économie organisée. Ces réflexions sont menées conjointement avec Edgard Milhaud, qui y voit un chemin menant à l'économie socialiste collectiviste, et Georges Fauquet, théoricien de l'unité du mouvement coopératif international. Cette réflexion s'intègre dans un triple contexte. Thomas s'intéresse de près à l'apparition du premier plan quinquennal de l'URSS en 1928, sans pour autant que la

²²⁶⁷ ABIT CAT 9-7-325. Dossier « Anniversaire de la mort d'Albert Thomas ». RAMADIER Paul, « La pensée politique d'Albert Thomas et la coopération », *Coopération*, 1957.

²²⁶⁸ AN 94 AP 474. THOMAS Albert, *Les relations entre les différentes formes de la coopération : rapport présenté au XI^e congrès coopératif international (Gand, septembre 1924)*, Paris, Presses universitaires de France, 1925.

²²⁶⁹ DHERMY-MAIRAL Marine, « L'unification du mouvement coopératif au Bureau international du Travail : la "révolution silencieuse" d'Albert Thomas », *op. cit.*

²²⁷⁰ THOMAS Albert, « Pour une politique de la coopération internationale », *Revue des études coopératives*, octobre-décembre 1930, p. 18-37, article cité *in ibid.*

parenté soit revendiquée officiellement comme telle. La crise économique mondiale de 1929 accélère également ses analyses sur l'interdépendance économique internationale, tout comme, enfin, l'influence des réflexions conjointes d'Edgard Milhaud et des coopérateurs Georges Fauquet et Ernest Poisson sur l'économie organisée²²⁷¹. La création de la section consacrée à la coopération et le recrutement de Fauquet montrent le caractère très politique que Thomas s'emploie à donner au Bureau, à la croisée de ses engagements coopératifs et réformistes établis de longue date.

3. Socialistes réformistes et BIT, une affinité élective ?

Le cas d'Adrien Tixier est un exemple caractéristique du climat de cooptation qui prévaut lors des mois de mise en place du Bureau, comme l'a très justement souligné Marine Dhermy-Mairal²²⁷². Cette dernière souligne que Tixier, en charge des mutilés de guerre puis du service des assurances sociales, est l'un des moins diplômés des chefs de section. Cet instituteur du Tarn, combattant du front pendant la Grande Guerre fut mutilé par un éclat d'obus au bras droit. C'est donc plutôt tirer profit de ce « capital symbolique²²⁷³ » que Thomas le recrute : Tixier doit permettre au BIT de développer ses relations avec les nombreuses associations de victimes de guerre qui se développent durant les années 1920. Notons ici que le Tchèque Oswald Stein, son successeur, est également un mutilé de guerre. L'objectif de Thomas est de s'adjoindre des bonnes volontés et des hommes de confiance partageant des valeurs politiques communes. C'est ce que montre cette lettre de Thomas à Tixier qui lui demande de préciser les tâches exactes sur le point de lui être confiées :

« Vous me demandez de vous donner des précisions sur la tâche que vous aurez à accomplir. Je n'en donne aucune à aucun de mes collaborateurs et voici pourquoi : pendant la période d'organisation et de création de services nouveaux, c'est-à-dire pendant un an environ, je me réserve selon les besoins immédiats, de faire manœuvrer mes collaborateurs

²²⁷¹ ABIT CAT 2-32-1. Note d'Albert Thomas pour Jacques Secrétant, Edgard Milhaud et Georges Fauquet datée du 3 mars 1931 : « Nous avons l'intention, Poisson et moi, de faire un gros effort pour la propagande en faveur de l'organisation internationale des échanges, de la coopération économique entre les peuples et de l'économie organisée. [...] Je voudrais demander que l'on cherche, soit chez les économistes théoriciens ou autres, dans les années passées, soit dans les déclarations d'hommes d'État, des chefs de gouvernement ou des parlementaires. Il est indispensable que nous ayons cette collection ».

²²⁷² DHERMY-MAIRAL Marine, *Les sciences sociales et l'action au Bureau international du Travail (1920-1939)*, *op. cit.*, p. 151.

²²⁷³ *Ibid.*

et de les placer à tous les postes d'administration ou d'études où je puis avoir besoin d'eux²²⁷⁴ ».

Thomas rencontre ce militant socialiste lors de la campagne pour les élections législatives de 1919 au cours desquelles il emporte la circonscription de Jaurès, Carmaux²²⁷⁵. Il l'appelle donc pour diriger la section spéciale consacrée aux mutilés de guerre dès 1920 et lui confie ensuite, à partir de 1923, le service des assurances sociales²²⁷⁶, malgré son absence de connaissances dans ce domaine²²⁷⁷. Il s'agit pourtant d'un service très technique, notamment du point de vue juridique, nécessitant donc une capacité d'adaptation rapide. Dans ce cadre, Tixier est notamment chargé par Thomas d'analyser les travaux de la CGT sur la question des assurances sociales²²⁷⁸, ou encore l'action du ministre du Travail français Durafour au sujet des congés payés, en lien avec les revendications des mouvements syndicaux français, en particulier la CGT²²⁷⁹. De ce point de vue, les réseaux de Tixier sont un atout : il est en relations avec les milieux mutualistes socialistes belges, pionniers dans le développement de caisses de chômage²²⁸⁰.

Les valeurs socialistes d'Adrien Tixier ne sont pas étrangères à son engagement à l'OIT. Même s'il s'éloigne de l'appareil partisan et de ses logiques spécifiques qui se recomposent pendant la Grande Guerre, Tixier voit dans son travail au BIT un prolongement de son engagement politique. Ainsi, comme le note Nicolas Roussellier :

« Rejoindre le socialiste Albert Thomas qui a été nommé directeur du BIT ne va pas de soi. Conscient ou non, c'est le choix d'un socialisme fortement marqué par la participation à l'Union sacrée, un socialisme violemment critiqué dans l'après-guerre et pas seulement par

²²⁷⁴ ABIT P. 217. Dossier personnel d'Adrien Tixier. Lettre d'Albert Thomas à Adrien Tixier du 5 avril 1920.

²²⁷⁵ CASSIN René et BEER François-Joachim (éd.), *La pensée et l'action. Textes choisis de René Cassin*, Boulogne-sur-Seine, F. Lalou, 1972, p. 204-205. Cassin témoigne de la rencontre des deux hommes. Thomas aurait alors dit à Tixier après l'avoir repéré : « Vous êtes déjà bien mûr pour l'action sociale, venez avec moi ».

²²⁷⁶ Sur l'action d'Adrien Tixier au BIT, voir ABIT P. 217 Dossier personnel d'Adrien Tixier ; JOUSSE Emmanuel, « Dans la lignée d'Albert Thomas. L'action d'Adrien Tixier au Bureau international du Travail », in MORIN Gilles et PLAS Pascal (dir.), *Adrien Tixier 1893-1946 : l'héritage méconnu d'un reconstruteur de l'État en France : numéro spécial*, La Geneytouse, Lucien Souny, 2012, p. 35-60. Véronique Plata-Stenger montre également le rôle de la section des assurances sociales dans le développement des actions du BIT en Amérique latine. PLATA-STENGER Véronique, « L'OIT et l'assurance sociale en Amérique latine dans les années 30 et 40 : enjeux et limites de l'expertise internationale », *Revue d'histoire de la protection sociale*, n° 10, n° 1, 19 décembre 2017, p. 42-61.

²²⁷⁷ PLATA-STENGER Véronique, *Le Recrutement des fonctionnaires du Bureau international du Travail en 1920 : Une approche prosopographique*, op. cit., p. 42.

²²⁷⁸ ABIT CAT 8-4-4-2. Programme de la CGT. Note d'Adrien Tixier à Albert Thomas du 24 mars 1928.

²²⁷⁹ ABIT CAT 5-35-1-10. Dossier Durafour (1925-1931).

²²⁸⁰ ABIT D600/690/1. Congrès de l'Union nationale des fédérations des mutualités socialistes, octobre 1927, Anvers. Et ABIT D600/690/2. Union nationale des fédérations des mutualités socialistes de Belgique, Liège, septembre 1930.

les communistes. C'est surtout le choix d'un socialisme réformiste au sens plein du terme²²⁸¹ ».

Ces motivations se rapprochent de celles de la fonctionnaire française Marguerite Thibert ; socialiste jaurésienne, elle voit son travail au BIT en charge des questions relatives au travail des femmes, comme tout à fait compatibles avec ses valeurs politiques à la fois féministes et socialistes. Son arrivée à Genève en 1926 est d'ailleurs le résultat d'une double marginalisation : par rapport au socialisme réformiste dans la SFIO de l'après-guerre qui renoue fortement avec la doctrine marxiste révolutionnaire pour ne pas se laisser dépasser par sa gauche communiste, et par rapport à l'Université française dont les portes discriminantes restent closes pour cette femme intellectuelle, docteure en sciences sociales²²⁸². L'engagement d'Edgard Milhaud au BIT, évoqué plus haut, est le prolongement *dans l'action*, de son œuvre théorique dans les domaines précurseurs de ce que l'on nommerait aujourd'hui l'économie sociale et solidaire.

Relativement à l'écart, dans l'immédiat après-guerre, au sein de leur famille politique, qui cherche à mettre un terme à l'expérience honnie de l'Union sacrée, ces socialistes ouvertement réformistes trouvent donc dans le BIT de Thomas une sortie par le haut pour la réalisation concrète de leurs idéaux politiques. L'internationalisme du projet socialiste n'est pas non plus étranger à leur engagement à Genève. Sans doute partagent-ils un projet politique commun et ont-ils l'espoir de prolonger leur engagement réformiste dans les institutions internationales : tous sont, en tout cas, hostiles ou même opposés au bolchevisme. Sans doute aussi perçoivent-ils ce « Geneva Dream » comme l'espoir de recréation d'un espace international, concurrent à l'internationalisme moscovite, alors même que la Deuxième internationale moribonde peine à se reconstituer dans l'après-guerre. Thomas voit, lui, dans la réunion d'un nouvel internationalisme de la réforme sociale²²⁸³ en cours de constitution à l'OIT et de l'internationalisme syndical qui renaît à Amsterdam en 1919 une alternative au projet communiste :

« Le bolchevisme, qui exerce encore sur les foules son incroyable séduction, s'est-il montré capable d'autre chose que d'organiser chez lui une dictature jacobine et de grouper ou surexciter chez les autres les mécontentements et les misères. En face de lui et à cause de

²²⁸¹ MORIN Gilles et PLAS Pascal (dir.), *Adrien Tixier 1893-1946 : l'héritage méconnu d'un reconstruteur de l'État en France* : op. cit., p. 311.

²²⁸² THEBAUD Françoise, *Une traversée du siècle : Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, op. cit.

²²⁸³ KOTT Sandrine, « La justice sociale dans un monde global. L'Organisation internationale du travail (1919-2019) », *Le Mouvement Social*, 2018, vol 2, n° 263, p. 3-14.

lui le groupement ancien de l'Internationale du socialisme politique s'est rompu. Ses tronçons, aux numéros divers, s'attardent à des discussions de principe sans que les différents groupes nationaux qu'ils réunissent encore aient gardé dans la plupart des pays une influence capable de s'exercer dans la législation ou la politique gouvernementale. Mais s'ils pensent juste au point de vue politique, quelles espérances immédiates d'amélioration offrent-ils aux salariés ?

Certes, malgré certains amoindrissements d'influence, malgré les échecs, malgré les divisions dont elles sont intérieurement menacées par les propagandes extrémistes, les grandes fédérations ouvrières des pays industriels demeurent, pour le développement et l'application de la législation protectrice du travail, une force vivante et une force essentielle.

Mais c'est leur fédération internationale elle-même qui, en dépit de toutes les difficultés, de toutes les lenteurs, de toutes les résistances, n'a cessé de proclamer depuis deux ans la nécessité d'une Organisation internationale du Travail. En dépit des suggestions hostiles elle s'est efforcée de tirer de celle qui existe le maximum d'activité²²⁸⁴ ».

Il faut par ailleurs noter que ce positionnement politique – ouvertement anticommuniste et réformiste – n'était pas audible dans la SFIO du début des années 1920. Après la scission de Tours, le parti, tiré sur sa gauche par la surenchère de la SFIC, se reconstruit sur un socle marxiste révolutionnaire, réactivant fortement l'idée de luttes des classes²²⁸⁵, évacuant ainsi la voie social-démocrate que Thomas aurait souhaité incarner. Quelques militants le soutiennent – à mots couverts ou plus ouvertement – comme Pierre Renaudel, encore que ce dernier se résolve à dissoudre le groupe des Amis de la « Vie socialiste », identifié comme la droite de la SFIO, à la fin de l'année 1921, pour montrer au parti sa bonne volonté unitaire et révolutionnaire. C'est le cas également de Joseph Paul-Boncour, député de Carmaux en remplacement de Thomas après sa démission en 1921, qui incarne désormais la droite du parti. Il n'est par ailleurs pas le militant le plus représentatif de la SFIO d'après Tours. Partisan de la SDN et d'une politique de paix, ainsi que de la participation gouvernementale, il se trouve en désaccord avec le parti qu'il quitte en 1931. Il souhaite en effet que la SFIO assume son rôle de représentant du « socialisme républicain », quand d'autres comme Longuet, qui croit encore à l'unité des forces socialiste et communistes, soulignent le caractère révolutionnaire et marxiste du socialisme. Après l'affaire Thomas, Paul-Boncour va même jusqu'à affirmer que ce dernier incarne le programme politique que le parti devait adopter²²⁸⁶. À la fin des années 1920, un rapprochement intellectuel s'opérera également entre Thomas et Déat, dans une discussion

²²⁸⁴ THOMAS Albert, « L'Organisation internationale du travail : origine, développement, avenir », vol. 1, n° 1, 1921, *Revue internationale du travail*, p. 5-22.

²²⁸⁵ JUDT Tony, *La reconstruction du parti socialiste : 1921-1926*, op. cit.

²²⁸⁶ *Ibid.*, p. 66.

autour de son ouvrage *Perspectives socialistes*²²⁸⁷. Pour le reste, la figure de Thomas reste, au moins dans la première moitié des années 1920, encore trop associée au « passé qui ne passe pas²²⁸⁸ » de l'Union sacrée et à sa désolidarisation complète de la révolution russe. Ce douloureux souvenir empêche d'ailleurs la SFIO de soutenir pleinement l'œuvre menée à l'OIT, celle de la constitution d'une législation sociale internationale, qui n'est pourtant pas étrangère à certains idéaux socialistes. Thomas lui-même voit dans son action menée à Genève, la réalisation en actes des idéaux de Jaurès qu'il considère comme son maître en politique. Il faut attendre le congrès de Marseille de la SFIO de 1924, fondé sur les résolutions de l'IOS, pour que la SFIO souffle un soutien timide à l'action menée au BIT, quand d'autres partis socialistes européens (le *Labour Party* britannique, ou le parti social-démocrate suédois) affichent plus explicitement leur soutien à l'œuvre de ratification des conventions internationales du travail, perçues comme une excroissance de l'action politique socialiste et de l'action syndicale en vue de l'amélioration de la condition des travailleurs. Suivre Thomas à l'OIT est donc bien la manifestation d'une option ouvertement réformiste et plus ou moins directement associée au souvenir et à l'héritage de la Défense nationale, qui reste une source de malaise pour la vieille maison socialiste.

Cependant, il n'est pas tout à fait exact de dire, comme le suggère Nicolas Roussellier, que les socialistes du BIT restent complètement à l'écart des réseaux socialistes français. Au contraire, Thomas, tout en restant certes éloigné des débats doctrinaux de la SFIO, cherche à cultiver ces réseaux socialistes, car il voit – à tort ou à raison - des relais potentiels à l'action du BIT. Si l'on suit le militant et historien socialiste Georges Lefranc qui a lui-même fréquenté Albert Thomas dans les années 1920, le dynamisme de ce dernier à la tête du BIT aurait même permis de redorer son blason au sein d'une SFIO initialement frileuse à l'égard d'une institution issue du Traité de Versailles²²⁸⁹.

²²⁸⁷ Cf. *infra*.

²²⁸⁸ BECKER Annette, « La gauche et l'héritage de la Grande-Guerre », in BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France*, t. II, *op. cit.*, p. 330.

²²⁸⁹ CHABERT Martin et DHERMY-MAIRAL Marine (éd.), « L'impossible conversion politique des sociologues. Entretien avec l'historien Georges Lefranc (14 février 1981) », *Les Études sociales*, 2017, vol. 1, n° 165, p. 223-252.

III. L'influence de Thomas sur la vie socialiste française : une ombre portée, un mirage ?

A. Le bureau de Paris, relais de Thomas dans les réseaux socialistes et réformistes français ?

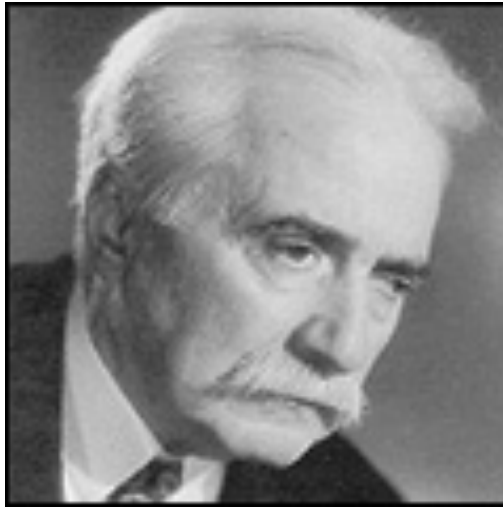
1. Mario Roques, la cheville ouvrière et l'œil de Thomas à Paris

Le bureau de correspondance de Paris est vite amené à jouer un rôle important dans l'implication de Thomas dans la vie politique française. Ce dernier, puisant toujours ses forces vives dans les réseaux intellectuels, journalistiques et/ou militants, avait songé à plusieurs personnalités pour en assurer la direction. Il songe d'abord à Jacques-Ferdinand Dreyfus, militant socialiste et coopérateur, chargé après la guerre de l'Office générale des Assurances sociales à Strasbourg²²⁹⁰, mais aussi à Charles Dulot, le journaliste radical en charge de la publication de *L'Information ouvrière et sociale*, sur qui Thomas comptait sans doute pour ménager conjointement les milieux syndicalistes et patronaux français²²⁹¹. C'est finalement son ami et ancien sous-chef de cabinet de Thomas, l'intellectuel socialiste Mario Roques, qui prend la tête du bureau de Paris, bien décidé à faciliter le retour de Thomas dans la vie politique française (voir figure n° 20).

²²⁹⁰ Sur le parcours de Jacques-Ferdinand Dreyfus, voir <https://maitron.fr/spip.php?article22970>, notice DREYFUS Jacques, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 25 octobre 2008. ; DREYFUS Michel, *Liberté, égalité, mutualité: mutualisme et syndicalisme : 1852-1967*, Paris, L'Atelier, 2001, p. 90-91. Jacques-Ferdinand Dreyfus sera d'ailleurs nommé par Thomas en 1922 membre du Comité des assurances sociales du BIT. Sur l'action de Dreyfus au service de la construction d'un système français d'assurances sociales voir CAHEN Fabrice, « La raison statistique au service des travailleurs », *op. cit.* Thomas et Dreyfus avaient déjà mené un travail commun en faveur des assurances sociales en France au sein de l'Office socialiste des retraites ouvrières, AN F7/16023², Dossier de surveillance policière d'Albert Thomas, note du 3 décembre 1910.

²²⁹¹ ABIT CAT 4—33. Échanges d'Albert Thomas avec ses collaborateurs immédiats. Note d'Albert Thomas à Camille Lemercier et E. P. Phelan du 21 février 1920.

Figure n° 20. Photographie de Mario Roques non datée (*Babelio*).



Le bureau de Paris participe au maintien des relations de Thomas non seulement avec les ténors de la SFIO, mais aussi avec les personnalités politiques de tous bords, qui peuvent servir la cause du BIT, soit par une œuvre de propagande pour faire connaître l'institution genevoise, soit pour s'appuyer sur leurs fonctions parlementaires ou mandats politiques en vue de ratifier les conventions du travail adoptées lors des conférences internationales.

Le bureau de correspondance de Paris est le premier mis en place pour assurer le relais avec le gouvernement d'un État membre. Il est vraisemblablement le deuxième instauré, après celui de Londres, implanté fin 1919-début 1920²²⁹², alors que le BIT se trouvait initialement dans la capitale britannique, avant de déménager à Genève quelques mois plus tard en juillet 1920. Le bureau de Paris, comme celui de Londres et les suivants progressivement instaurés dans certains États membres, voire non membres²²⁹³, remplit différentes missions, qu'Olga Hidalgo-Weber a mises en avant pour le cas londonien. Chaque antenne nationale doit fournir des rapports réguliers sur la situation politique, sociale et économique du pays. Elle devient ainsi un relais entre le BIT et les organisations syndicales, patronales et les ministères du Travail nationaux, tout en assurant une mission de propagande favorable à l'OIT dans l'opinion publique nationale. Thomas a particulièrement à cœur de ménager des relations favorables avec le *Labour Party*, rôle qu'il attribue en confiance à Milward Rodon Kennedy Burge, à la tête du bureau de Londres.

²²⁹² HIDALGO-WEBER Olga, *Dimensions transnationales des politiques sociales britanniques : le rôle de la Grande-Bretagne au sein de l'OIT, 1919-1946*, *op. cit.*, p. 117-124.

²²⁹³ ABIT CAT 5-35-5 (A). Note pour Mario Roques du 15 mai 1920. Le bureau de Paris semble d'ailleurs servir de modèle pour la mise en place du bureau de Berlin en 1921. D'après Sandrine Kott, les bureaux de Washington et Rome sont mis en place dès 1919-1920, celui de Berlin en 1921, puis celui de Tokyo en 1924. En 1930, Vienne, Bruxelles, Madrid, Budapest, Varsovie et Prague mettent également en place des bureaux de correspondance. KOTT Sandrine, « Dynamiques de l'internationalisation », *op. cit.*

Le rôle de Mario Roques en France est similaire sur bien des points mais amplifié par l'importance que Thomas donne aux relations à développer avec mes milieux politiques français : Roques est véritablement les yeux et les oreilles du directeur du BIT à Paris. Le choix du directeur du bureau français atteste encore de la grande latitude de Thomas dans cette période initiale. Il mise encore sur la confiance, la compétence, et les valeurs partagées. Après les premières hésitations mentionnées plus haut, Thomas sollicite finalement Mario Roques, son ancien sous-chef de cabinet, pour occuper ce poste stratégique. Il entre en fonction le 1^{er} février 1920 et y demeure jusqu'à son décès, en 1937. Le bureau s'étoffe progressivement durant les années 1920 et se stabilise à hauteur de 12 collaborateurs, Roques compris²²⁹⁴. Ce dernier conserve auprès de lui des personnalités qui ont notamment servi bénévolement au sein de l'AEDS, évoquée dans un précédent chapitre. C'est le cas par exemple d'Aimée-Louise Rommel (épouse Morel), secrétaire sténodactylographe et chef de service, qui a laissé un précieux témoignage sur la période de transition menant du ministère de l'Armement au bureau de Paris en passant par l'AEDS²²⁹⁵. La petite équipe se déplace alors du 74 rue de l'Université, où siégeait l'AEDS, au 13 rue Laborde, dans le 8^e arrondissement, à proximité de la gare Saint-Lazare, non loin du café où s'effondrera Thomas le 7 mai 1932, avant de déménager au 205 Boulevard Saint-Germain. Aimée-Louise Morel évoque l'activité « multiple » de l'âme du bureau que fut Mario Roques :

« Les contacts avec le gouvernement en général et le ministère du Travail en particulier sont permanents. Si un fonctionnaire de Genève ne vient pas spécialement, il faut représenter le Bureau aux conseils et commissions nationaux et internationaux qui se réunissent à Paris. Il arrive que les commissions du BIT tiennent une session à Paris, il faut en assurer l'organisation matérielle. Le BIT est une création récente, d'où la nécessité de conférences pour le faire connaître et exposer ses problèmes.

Albert Thomas vient souvent. Plus soucieux que jamais d'efficacité, il voit les membres du gouvernement et reçoit beaucoup. Il a aussi de longues conversations avec son ami Mario Roques qu'il met au courant de ses projets et de ses difficultés²²⁹⁶ ».

²²⁹⁴ ABIT P. 291. Dossier personnel de Mario Roques. Une note du 20 août 1926 de Mario Roques à Albert Thomas précise l'identité et la fonction des collaborateurs du bureau de Paris. Aimée-Louise Morel est chef de service, assimilée depuis 1923 à sous-chef de bureau, Paul Rives, intellectuel socialiste, est rédacteur principal de 2^e classe, M. Allegret est rédacteur de 1^{ère} classe, Mlle Péné est rédactrice de 1^{ère} classe, Mlle Duriez, sténodactylographe est rédactrice de 5^e classe, tout comme Mme Vennat, M. Duchatel exerce la fonction d'agent technique du service intérieur de 4^e classe, M. Ledeuil est comptable en service partiel, et Mme Albrespic est femme de ménage.

²²⁹⁵ Souvenirs d'Aimée-Louise Morel, née Rommel, *op. cit.*

²²⁹⁶ *Ibid.*

Thomas est effectivement présent très souvent à Paris, ce que montre la correspondance transmise par le bureau de Paris aux diplomates de divers pays pour organiser les voyages du directeur²²⁹⁷. L'antenne parisienne devient ainsi une sorte de Bureau *bis*, dirigée par Mario Roques, qui joue le rôle officieux de deuxième chef de cabinet du BIT. Dans les premiers mois d'existence du BIT, le bureau de Paris sert également d'intermédiaire pour obtenir des informations sur la Russie soviétique, *via* les réseaux diplomatiques français²²⁹⁸. C'est particulièrement le cas durant l'année 1920, au moment où les relations entre le BIT et la Russie sont encore quasiment inexistantes et où le BIT tente – sans succès – d'envoyer une mission en Russie pour obtenir des informations sur la situation politique, économique et sociale. Roques transmet notamment toute une documentation – tirée de la presse française politique et syndicale – concernant le bolchévisme²²⁹⁹, ou encore des informations plus officieuses, comme le carnet de notes du militant communiste Métayer, retraçant son voyage à Moscou pour assister au plénum du Comité exécutif de la Troisième Internationale, réuni à Moscou en février-mars 1922, en compagnie des militants français Marcel Cachin, Daniel Renoult et Antoine Ker²³⁰⁰. Par la suite, et comme le montre la correspondance du bureau de Berlin, c'est cette antenne du BIT en Allemagne qui jouera un rôle d'intermédiaire important dans la préparation du voyage de Thomas en Extrême-Orient qui comprendra une étape officieuse mais néanmoins stratégique à Moscou²³⁰¹.

Thomas compte également sur le bureau de Paris pour déployer une intense activité de propagande à destination de l'opinion publique française. Roques anime, à la demande du gouvernement, des émissions, jugées « austères » par Aimée-Louise Morel elle-même, à la Radiodiffusion française, occasion d'évoquer les questions sociales et le rôle du BIT²³⁰². Il fait en outre le lien avec les milieux syndicaux français et notamment la CGT pour la propagande

²²⁹⁷ ABIT CAT 7-661. Correspondance Mario Roques. Voyages d'Albert Thomas.

²²⁹⁸ ABIT CAT 5-35-5 (A). Note de Mario Roques à Albert Thomas du 14 mai 1920. « M. PETIT a signalé à Albert Thomas que l'on avait saisi un radio télégramme des bolchéviques, disant, en substance, qu'il était très difficile de laisser pénétrer en Russie notre mission, ou qu'en tous cas, il faudrait s'arranger de manière à empêcher qu'on pût tout voir, sans quoi, disait la radio, il y aurait du scandale. Nous n'avons pas pu nous procurer le texte de radio ici [...]. Serait-il possible d'en demander le texte très confidentiellement à PETIT, ou du moins, d'obtenir quelques précisions sur la date d'envoi et les termes exact concernant la mission du Bureau. Vous comprenez quelle importance il serait pour nous, à l'heure actuelle, d'être renseignés sur cette affaire ».

²²⁹⁹ ABIT CAT 5-35-5 (B). Lettre de Mario Roques à Albert Thomas du 10 février 1920 lui faisant parvenir divers articles de *La Bataille*, *La Vie ouvrière*, *L'Information ouvrière et sociale*, et *la Journée industrielle*.

²³⁰⁰ ABIT CAT 5-73-3. Les notes de voyages sont accompagnées d'une lettre de Mario Roques adressée à Albert Thomas en date du 12 mai 1922.

²³⁰¹ ABIT CAT 1-28-5. Préparation du voyage en Extrême-Orient, novembre 1928.

²³⁰² *Ibid.*, p. 7.

qui leur est spécifiquement destinée²³⁰³. Lorsque Thomas ne peut honorer les nombreuses invitations à des conférences, Roques représente lui-même le BIT. C'est par exemple le cas, le 2 octobre 1925, lors des obsèques de Léon Bourgeois aux côtés de l'AFSDN²³⁰⁴.

Le bureau de Paris assure également une sorte de veille pour rendre compte au directeur de la couverture médiatique de l'activité du BIT dans la presse française et de l'image du directeur dans les colonnes de ces journaux de divers bords²³⁰⁵. Il joue aussi un rôle dans les projets plus personnels de Thomas en lien avec la vie politique française : Mario Roques lui fournit une revue de presse régulière de « l'Affaire Thomas » qui anime les rangs socialistes durant l'année 1921, et semble même rencontrer de manière officieuse divers représentants socialistes pour défendre la position du directeur du BIT²³⁰⁶. Il assure également la liaison entre Thomas et *L'Humanité*, dont les colonnes ne se privent pas d'épingler ce dernier et de dépeindre l'OIT comme une œuvre de collaboration de classes²³⁰⁷.

2. Paul Rives, le lieutenant

Des rapports, rédigés dans un premier temps par Roques lui-même, renseignent mensuellement Genève sur les affaires politiques, économiques et sociales de la France. Entre 1920 et 1921, Roques dispose même d'un informateur, Paul Rives (1895-1967), qui se rend à divers congrès syndicaux et socialistes dont il tire des comptes rendus très détaillés destinés à Genève²³⁰⁸. Ce professeur de philosophie au lycée Saint-Louis à Paris, élève de Paul Fauconnet

²³⁰³ ABIT CAT 5-35-5 (B). Lettre d'Albert Thomas à Mario Roques du 19 mars 1923. « Pour en finir sur cette question de propagande, ce que je veux, non pas tout de suite mais dans un mois ou deux, en juin par exemple, c'est que Jouhaux ou des secrétaires des syndicats parisiens de la CGT pour que j'expose devant eux le fonctionnement et l'œuvre du Bureau. Nous reprendrons ainsi, sur un terrain excellent, l'œuvre de propagande que j'ai bien décidé de faire ».

²³⁰⁴ ABIT CAT 5-35-6 (A). Roques fait ensuite un rapport à Thomas, décrivant l'ambiance d'agacement de la salle du fait de l'absence de Thomas en personne.

²³⁰⁵ ABIT CAT 5-35-6 (A).

²³⁰⁶ ABIT CAT 8-1-2-3. Lettre de Mario Roques à Albert Thomas du 15 juin 1921 et lettre du 26 juin 1921 d'Albert Thomas à Mario Roques. La correspondance comprend également des lettres de militants socialistes, comme le tarnais Cyrille Spinetta, vraisemblablement transmises à Thomas *via* Mario Roques et le bureau de Paris. Mario Roques livre régulièrement ses analyses sur les affaires internes de la SFIO. Archives de l'Institut de France. MS 6161. Fonds Mario Roques, Correspondance avec Albert Thomas. Lettre de Thomas à Roques du 5 novembre 1921 : « J'ai goûté la philosophie que tu as tirée de la nouvelle orientation du Parti socialiste. Je crois que tu as raison. Évidemment, je les aurais gênés pour l'opération qu'ils ont faite. Ils en sont d'ailleurs les mauvais marchands. Je les crois incapables, après une telle épreuve, de faire la politique qu'ils indiquent. Malgré la démonstration internationale par laquelle il a commencé, le Congrès m'a paru bien terne. Et quelle pauvreté dans la répétition traditionnelle des formules ! Même un homme comme Blum ne m'a semblé rien trouver de nouveau ni de fort ».

²³⁰⁷ ABIT CAT 5-35-5 (A). Lettre d'Albert Thomas à Mario Roques du 29 septembre 1920, évoquant les « cochonneries » de Cachin dans *L'Humanité*.

²³⁰⁸ ABIT CAT 5-35-5 (C).

et lauréat du 1924 du prix Émile Durkheim est repéré par Mario Roques. Membre de la SFIO et collaborateur de *La Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, et de divers journaux socialistes comme *La Vie socialiste* ou encore *Le Populaire*, il est également un collaborateur de Maxime Leroy. Il se rapprochera peu à peu de la tendance néo-socialiste incarnée par Marcel Déat dans les années 1930, avant de devenir un soutien à Pétain et Laval à partir de 1940, en participant à *l'Effort* de Charles Spinasse, rejoignant le Rassemblement national populaire, et soutenant la collaboration avec l'Allemagne²³⁰⁹.

Les archives Albert Thomas à Paris, celles du cabinet du directeur du BIT, et la correspondance avec le bureau de Paris permettent de préciser le rôle de Paul Rives en lien avec le BIT, mais aussi au sein de la galaxie des intellectuels socialistes que Thomas continue de fréquenter. Rives, recommandé à Roques par Fauconnet, réalise pour le directeur du bureau de Paris en 1923 une série d'enquêtes informelles sur divers centres ouvriers, en région parisienne, à Firminy, Saint-Chamond ou encore Saint-Étienne²³¹⁰, mais aussi sur les loisirs ouvriers²³¹¹, thème qui intéresse de plus en plus le directeur du BIT²³¹². Ces travaux, visiblement appréciés par Roques et Thomas, expliquent son emploi officiel à partir de 1924, date à laquelle il devient le bras droit de Mario Roques au bureau de Paris. Paul Rives assurera ensuite la propagande de l'action du Bureau dans les divers journaux socialistes auxquels il participe, notamment dans *Le Populaire*²³¹³. En 1925, il est envoyé par Mario Roques pour faire une conférence à Barcelone sur le rôle de la France dans l'OIT²³¹⁴.

Paul Rives assure également, *via* le bureau de Paris et sa correspondance, des missions officieuses, c'est-à-dire sans rapport direct avec le BIT. Au milieu des années 1920, Thomas cherche à renouer avec la rédaction de *La Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieure*, à laquelle il avait déjà collaboré déjà dans les années 1900. Cette participation lui apparaît à la fois comme un moyen de renouer avec les milieux socialistes français, très impliqués dans *La Revue de l'enseignement*, d'honorer la mémoire de Jaurès qui en fut un collaborateur régulier, et d'en faire une plateforme de diffusion de propagande destinée aux

²³⁰⁹ <https://maitron.fr/spip.php?article129075>, notice RIVES Paul, Jacques, Marius par Georges Rougeron, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 7 juin 2015.

²³¹⁰ ABIT CAT 5-35-6 (B). Lettre de Mario Roques à Albert Thomas du 13 octobre 1923 accompagnant les analyses de Paul Rives sur ces centres industriels.

²³¹¹ ABIT CAT 5-35-6 (B). Lettre de Mario Roques à Albert Thomas du 31 août 1923.

²³¹² GRANDJEAN-JORNOD Camille, *Entre organisation et liberté : politiques de loisirs dans l'entre-deux-guerres au BIT et en Suisse*, mémoire de l'Université de Genève, dirigé par Sandrine Kott, 2015.

²³¹³ ABIT CAT 10-92-2-40.

²³¹⁴ ABIT CAT 5-35-6 (A). Lettre de Mario Roques à Albert Thomas du 4 mars pour obtenir son autorisation pour cette délégation.

milieux éducatifs en faveur de la SDN et de l'OIT²³¹⁵. La revue consacre un numéro spécial au transfert des cendres de Jaurès au Panthéon en 1924, organisé par le ministre du Travail Justin Godart et auquel son ami Thomas participe. Paul Rives, qui est un collaborateur régulier de cette revue, devient en fait à partir de 1924 le véritable représentant de Thomas en son sein. Ce dernier écrit ainsi à Eugène Riff, membre de la rédaction de la revue :

« Ce que je vous demande surtout, c'est de faire confiance à M. Rives. Il faut le tenir pour mon représentant à Paris. Il connaît le détail de ma pensée. Il connaît exactement mes idées même mes goûts. [...] Considérez vraiment, en raison de la fréquence des instructions que je lui donne, qu'il parle en mon nom et sous ma responsabilité²³¹⁶ ».

Thomas profite de la valise diplomatique quotidienne entre le bureau de Paris et le Bureau de Genève pour centraliser et transmettre les informations et numéros de la revue²³¹⁷.

Le bureau de Paris joue ainsi un véritable rôle de base-arrière pour la carrière politique du directeur français du BIT et la perpétuation de ses réseaux politiques durant les années 1920. Ceux-ci servent tout à la fois de liaison entre Genève et les personnalités politiques françaises susceptibles d'appuyer l'action du BIT que d'agent actif pour permettre à l'ancien ministre de conserver une solution de repli politique possible. Alors que celui-ci fit montre de ses velléités de retour et de ses hésitations au moment des différentes consultations électorales (1924, 1928 et enfin 1932), le bureau de Paris permettait de maintenir Thomas en réserve de la République.

C'est dans les bureaux du 13 rue Laborde que ce dernier organise ses nombreuses rencontres avec les patrons, syndicalistes et hommes politiques français, discussions qui doivent servir non seulement à faire avancer l'œuvre de ratification des conventions, mais aussi à le maintenir à flot dans la vie de la SFIO. Mario Roques organise l'emploi du temps et les rendez-vous de

²³¹⁵ AN 94 AP 379. Lettre d'Albert Thomas à Charles Dulot du 4 juin 1924 : « En ce qui concerne *La Revue de l'Enseignement*, je ne veux pas développer ici tout le projet à réaliser. Énumérons seulement : a) l'appel aux hommes de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur, pour le contact entre les trois enseignements et pour l'élargissement des connaissances de nos amis instituteurs, b) un élargissement de la politique extérieure, des papiers précis sur la Société des Nations, sur le Bureau international, sur le mouvement pour la paix dans son ensemble, c) des collaborations précises sur les questions pédagogiques mêmes, des exposés simples des doctrines philosophiques diverses, tout une étude des expériences nouvelles, des jardins d'enfants, de protection méthodique de l'enfance, etc. »

²³¹⁶ AN 94 AP 385. Dossier de correspondance entre Albert Thomas et *La Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*. Lettre d'Albert Thomas à Eugène Riff du 11 septembre 1924.

²³¹⁷ AN 94 AP 385. Lettre d'Albert Thomas à Émile Glay du 13 septembre 1924. « Je vous ai dit que le gros souci que j'avais tout à la fois de développer la *Revue*, mais d'en marquer la continuité. En ce qui concerne tous les articles, je demande qu'ils soient concentrés 13 rue Laborde, et je vous serais reconnaissant d'en prendre notre vous-même pour qu'il n'y ait pas de dispersion. J'ai donné à mon bureau de Paris les ordres nécessaires. La valise quotidienne dont nous disposons me permettra d'avoir nos papiers presque sans retard ». AN 94 AP 385. Lettre d'Albert Thomas à Charles Dulot du 22 septembre 1924.

Thomas lors de ses passages à Paris²³¹⁸. Par exemple, à la fin de l'année 1925, Mario Roques est mis à contribution pour organiser une rencontre avec les « grands chefs²³¹⁹ » de la SFIO (Léon Blum, Vincent Auriol, Paul-Boncour, Paul Faure), en vue du congrès prévu pour janvier 1925. Par ailleurs, le bureau de Paris semble également servir de base-arrière à *L'Information ouvrière et sociale*, en veilleuse dans les années 1920, et animée par le journaliste radical Charles Dulot. Comme le montre la correspondance échangée entre Roques et Thomas - conservée à l'Institut de France²³²⁰, ce dernier profite des bureaux de la rue Laborde pour régler les affaires courantes relatives au journal – notamment financières qui sont un sujet constant de préoccupation –, associant fréquemment Roques à la prise de décision. *L'Information ouvrière et sociale* se voit même confier un rôle de propagande en faveur du Bureau dans ses colonnes, moyennant quelques subsides versés par le bureau de Paris à Charles Dulot, lesquels sont d'ailleurs revus à la baisse en 1926 avec l'accord de Mario Roques²³²¹.

3. Quelle influence ?

a. Le socialisme normalien : toujours la rue d'Ulm

Quelle fut l'influence des réseaux « thomasiens » sur la vie socialiste française des années 1920 ? Le retentissement sur la doctrine de la SFIO, qui reste largement dominée par l'idéologie marxiste révolutionnaire, fut limitée ; Thomas suit assez précisément les congrès du parti par voie de presse ou par des discussions informelles avec des socialistes français comme Pierre Renaudel²³²² ou Suzanne Gibault. Cependant, libéré de toute responsabilité électorale, il ne participe directement à aucun congrès socialiste. Non sans continuer d'exercer son influence sur un reliquat de socialisme normalien en quête de leaders, autour du Centre de Documentation Sociale (CDS) créé dans les années 1920 à l'ENS de la rue d'Ulm par le professeur Célestin Bouglé et dont le secrétaire était alors Marcel Déat. Ce dernier, qui fit d'ailleurs le voyage à Genève pour observer directement les travaux du BIT en 1922²³²³, évoque dans ses mémoires

²³¹⁸ Archives de l'Institut de France. MS 6161. Fonds Mario Roques. Correspondance avec Albert Thomas. Lettre d'Albert Thomas à Mario Roques du 16 mai 1921 pour organiser ses entretiens avec des industriels (Schneider, Renault), des hommes politiques (René Cassin), ou encore des journalistes (Léon Chavenon).

²³¹⁹ ABIT CAT 5-35-6 (A). Lettre d'Albert Thomas à Mario Roques du 30 décembre 1925.

²³²⁰ Archives de l'Institut de France. MS 6161. Fonds Mario Roques. Correspondance avec Albert Thomas.

²³²¹ Archives de l'Institut de France. MS 6161. Fonds Mario Roques, Correspondance avec Albert Thomas. Lettre d'Albert Thomas à Mario Roques du 17 janvier 1926.

²³²² AN 94 AP 385. Correspondance entre Albert Thomas et Pierre Renaudel entre 1920 et 1931. Et ABIT CAT 7-634. Correspondance entre Albert Thomas et Pierre Renaudel sur la même période.

²³²³ AN 94 AP 388. Cette visite est évoquée dans une lettre d'Albert Thomas à Marcel Déat du 16 novembre 1922.

les liens constants entre ce centre de documentation sociale et le BIT²³²⁴. L'enjeu est bien de recueillir de la documentation de la part du BIT, mais aussi d'entretenir des relations avec des étudiants en sociologie, soucieux de réalisations pratiques concrètes. Ces derniers partent en stage d'observation au BIT, directement auprès d'Albert Thomas qui, sans doute par solidarité normalienne, les accueille lui-même pour leur montrer l'œuvre réalisée par son institution genevoise. Célestin Bouglé encourage directement cette dynamique. Il confie à Thomas que, depuis le CDS, « en tout petit, nous travaillons aux besoins qui s'imposent à vous à Genève²³²⁵ ». Bouglé se rend lui-même à Genève en 1921. L'envoi d'étudiants au BIT est sans doute encouragé par Thomas qui souhaite en faire des émules au profit de l'organisation. Indirectement cela fonctionne pour certains ou certaines : la féministe, socialiste, et pacifiste Marguerite Thibert fréquentait le Centre de documentation sociale et grâce à l'intermédiaire de Bouglé, qui dirigea sa thèse, est employée au BIT à partir de 1926, titularisée en 1933, pour s'occuper des questions relatives au travail féminin.

Ces relations intellectuelles et interpersonnelles soulignent le rôle de médiateur qu'a joué Thomas entre certains cénacles intellectuels français et les milieux des experts genevois. La correspondance entre Albert Thomas et Lucien Febvre à la fin des années 1920, publiée et commentée par Bertrand Müller, montre également ce rôle de pivot entre Genève et le fondateur la future revue des *Annales*²³²⁶. Il est intéressant de noter que l'initiative de reprise de contact en 1928 provient du directeur du BIT lui-même, qui propose à son vieux camarade – arrivé derrière lui deuxième à l'agrégation d'histoire en 1902 – de venir à Genève. Par ailleurs, le nom d'Albert Thomas est souvent évoqué dans les échanges entre March Bloch, Henri Berr et Lucien Febvre²³²⁷. En octobre 1928, Lucien Febvre écrit à Henri Berr :

« La Revue [...] suscite des sympathies évidentes, surtout à l'étranger, et les articles que nous demandons sont accordés avec joie. J'ai de plus renoué à ce propos des relations avec Albert Thomas. Il y a à Genève, tant à la Société des Nations qu'au Bureau international du Travail, pas mal de gens intelligents et avertis, avec qui il y a profit à s'entendre. Et j'irai sans doute, sur l'invitation de Thomas, passer 48 heures à Genève dans la seconde quinzaine d'octobre pour m'entendre avec lui et avec eux²³²⁸ ».

²³²⁴ DEAT Marcel, *Mémoires politiques*, Paris, Denoël, 1989, p. 140.

²³²⁵ Cité in DHERMY-MAIRAL Marine, « "Faire vibrer les cœurs à l'unisson". Célestin Bouglé et Albert Thomas, entre science et action (1920-1932) », *Les Études sociales*, 2017, vol. 1, n° 165, p. 31-49.

²³²⁶ MÜLLER Bertrand, « "Problèmes contemporains" et "hommes d'action" à l'origine des *Annales*. Une correspondance entre Lucien Febvre et Albert Thomas (1928-1930), *op. cit.*

²³²⁷ BLOCH Marc et FEBVRE Lucien, *Correspondance*, tomes 1 et 2, Paris, Fayard, 2003.

²³²⁸ Lettre de Lucien Febvre à Henri Berr du 2 octobre 1928, cité in FEBVRE Lucien et BERR Henri, *De la « Revue de synthèse » aux « Annales » : lettres à Henri Berr, 1911-1954*, Paris, Fayard, 1997, p. 337.

Même si Lucien Febvre confie à Georges Espinas quatre ans après la mort de Thomas que ce dernier « eut été un remarquable historien²³²⁹ », ce n'est pas tant pour sa propre contribution que Febvre sollicite son ancien camarade en 1928, mais bien pour lui recommander des économistes de renom. La collaboration aux *Annales* de Gustave Méquet, membre de la section russe du BIT depuis 1921, est le résultat de cette collaboration. Celui-ci rédige régulièrement des articles portant sur l'évolution économique de l'URSS²³³⁰. Thomas recommande également ses amis – non collaborateurs du BIT – Jules Sion et Georges Bourgin pour des articles sur l'Italie, et Maurice Baumont pour l'Allemagne. Cette collaboration est le fruit de la volonté de Lucien Febvre de rendre la revue « “actuelle” et vivante », et de toucher également les milieux économiques, en plus des cercles universitaires. De son côté, Thomas qui tient toujours à souligner sa formation d'historien y voit le moyen d'assouvir son « besoin de tout travail scientifique, et particulièrement historique, pour soutenir le mouvement intellectuel et moral dont notre institution est issue, et qui doit aider à son développement²³³¹ ». Le directeur du BIT souhaitait également associer les fondateurs des *Annales* à son projet d'Université internationale du travail à laquelle il réfléchissait avec le socialiste belge Henri de Man mais qui ne put voir le jour avant le décès de Thomas en 1932²³³². Ce pont dressé entre les milieux économiques genevois et les intellectuels de gauche fondateurs des *Annales* illustre une fois encore le rôle de pivot joué par le BIT entre les « hommes d'action » et les sciences sociales. Cette collaboration montre également le rôle de support du BIT dans l'internationalisation des réseaux intellectuels. Par ailleurs, cette « entente cordiale²³³³ » selon la formule de Febvre n'est jamais perçue comme une collaboration officielle et institutionnelle. La revue française fait appel à l'expertise économique du BIT mais n'entend pas en devenir un outil de propagande politique. Thomas ne l'aurait d'ailleurs pas souhaité, car cette tribune scientifique et impartiale donnée aux travaux du BIT convient tout à fait à sa volonté de faire du BIT un *Clearing House*

²³²⁹ *Ibid.*, tome 2, p. 515.

²³³⁰ *Ibid.*, tome 1, p. XXXIX.

²³³¹ Lettre d'Albert Thomas à Lucien Febvre du 17 septembre 1928, cité in MÜLLER Bertrand, « Problèmes contemporains et hommes d'action à l'origine des Annales. Une correspondance entre Lucien Febvre et Albert Thomas (1928-1930), *op. cit.*

²³³² Sur la diffusion des idées planistes en France, voir LEFRANC Georges, « La diffusion des idées planistes en France », *Revue européenne des sciences sociales*, 1974, vol. 12, n° 31, p. 151-167. Sur Henri de Man et l'influence du planisme dans la social-démocratie européenne voir BRELAZ Michel, *Henri de Man : une autre idée du socialisme*, Genève, Antipodes, 1985. ; MILANI Tommaso, *Hendrik de Man and Social Democracy : The Idea of Planning in Western Europe, 1914-1940*, Palgrave Macmillan, 2020. ; MILANI Tommaso, « The Planist Temptation : Belgian Social Democracy and the State During the Great Depression, c.1929-c.1936 », in FULLA Mathieu et LAZAR Marc (dir.), *European Socialists and the State in the Twentieth and Twenty-First Centuries*, *op. cit.*, p. 77-96.

²³³³ Lettre de Lucien Febvre à March Bloch du 23 septembre 1928, cité in BLOCH Marc et FEBVRE Lucien, *Correspondance*, tome 1, *op. cit.*, p. 76.

du social reconnu pour ses qualités scientifiques. Cette collaboration, qui s'étiolera après 1932, souligne enfin que le « moment Thomas » du BIT est une période d'apogée de cette rencontre entre intellectuels en quête d'institutionnalisation des sciences sociales et « administrateurs sociaux²³³⁴ » selon les termes de Lucien Febvre. À la charnière entre ces deux mondes, Thomas en est par excellence le pivot.

b. Le réformisme ouvrier au BIT

Pour quelques socialistes réformistes à l'instar de Georges Lefranc, Thomas en aurait profité pour se refaire une « popularité extraordinaire » au sein de la SFIO. Celle-ci se serait exprimée :

« À l'intérieur du parti, de par sa puissance d'activité, les bonnes relations qu'il avait avec la CGT, et puis la qualité de ses travaux ! Il [Thomas] a fait venir Milhaud. [...] Il a fait venir Dubreuil ! [...] Il a fait venir aussi le docteur Fauquet. Ces gens-là travaillaient sur le terrain²³³⁵ ».

Cette citation accrédite la thèse de la transmutation, autour d'un Thomas pivot, d'un capital symbolique international en capital symbolique socialiste national. Outre Milhaud et Fauquet déjà mentionnés, Lefranc ajoute en effet l'exemple de Hyacinthe Dubreuil, dont la collaboration auprès de Thomas aurait permis d'élargir le prestige de ce dernier auprès des socialistes français. Le directeur du BIT fait en effet appel à Dubreuil pour intégrer la Division des Recherches du BIT en particulier pour mener des recherches portant sur l'éducation ouvrière et les relations industrielles en France et promouvoir l'organisation scientifique du travail. Thomas admirait en effet les études de Dubreuil, notamment celle sur l'organisation scientifique du travail tirée de son enquête dans les usines américaines²³³⁶. Il semble d'ailleurs que les réseaux américains du BIT aient facilité l'entrée de cet ouvrier mécanicien aux États-Unis, et lui aient permis de nouer des contacts sur place²³³⁷. Dubreuil rend d'ailleurs compte assez régulièrement des étapes de son voyage, et cherche à introduire le nom de Thomas et de son institution dans les réseaux syndicaux américains qu'il rencontre, et notamment le Collège du travail de Brookwood, proche de l'AFL²³³⁸. Par la suite, Dubreuil entrera en fonction au BIT

²³³⁴ Lettre de Lucien Febvre à Marc Bloch du 11 septembre 1931, citée *in ibid.*, p. 291.

²³³⁵ CHABERT Martin et DHERMY-MAIRAL Marine, « L'impossible conversion politique des sociologues », *op. cit.*

²³³⁶ DUBREUIL Hyacinthe, *Standards. Le travail américain vu par un ouvrier français*, Paris, Grasset, 1929.

²³³⁷ AN 94 AP 379. Lettre d'Albert Thomas à Hyacinthe Dubreuil du 30 décembre 1926, lettre de Thomas à Paul Rives du 3 novembre 1926 et lettre de l'American Consul Service à Thomas du 19 novembre 1926.

²³³⁸ AN 94 AP 379. Lettre de Dubreuil à Thomas du 9 février 1927. Et lettre de Thomas à Dubreuil du 24 février 1927. Des relations sont ainsi établies entre le BIT et cette institution composées d'élèves qui sont « des militants ouvriers qui proviennent de tous les États de l'Union, et appartiennent aux corporations les plus diverses ».

de 1931 à 1938²³³⁹. Il avait joué un important rôle à la CGT dans la formulation du concept de nationalisation industrialisée, également cher à Thomas au sortir de la Première Guerre mondiale, rédigeait des articles dans *L'Atelier*, mais également dans *L'Information ouvrière et sociale* que Thomas cherchait toujours à contrôler, même de loin. Aussi ce dernier voyait-il en lui le rédacteur d'une véritable « charte du réformisme ouvrier », héraut d'une union possible des classes dans la société industrielle, tout en partageant avec lui un vif intérêt pour l'analyse de l'économie industrielle américaine et les effets de la rationalisation du travail, thèmes de prédilection des études du BIT au tournant des années 1920²³⁴⁰. Cette perspective est par ailleurs cultivée par toute une gauche que l'on pourrait qualifier de « productiviste », persuadée que l'accroissement de la production et le développement économique profiteront nécessairement à son moteur, la classe ouvrière. Thomas réussit donc à s'adjoindre à Genève des grands noms du réformisme ouvrier, et utilise le BIT pour y développer une conception relativement aboutie de ce réformisme. L'exemple de l'engagement de Georges Dumoulin montre également que le BIT était considéré comme un espace de réflexion et d'expérimentations alternatives pour les réformistes socialistes et syndicalistes français de l'époque.

Georges Dumoulin (1877-1963), ancien mineur de Courrières, est passé du guesdisme (POF) et du syndicalisme révolutionnaire au socialisme et syndicalisme réformistes²³⁴¹. Thomas l'engage en 1924, dans le service des relations ouvrières – poste qu'il occupe jusqu'en 1930 – afin de bénéficier de ses larges réseaux dans le syndicalisme français. Le directeur du BIT plaide fortement pour sa nomination, et obtient qu'il soit dispensé de concours, pour les raisons suivantes : « lorsqu'il s'agit, comme dans le cas présent, d'avoir un homme qui, par son passé, par ses relations, par son autorité personnelle, assure au Bureau les relations les meilleures avec tous les syndicats de langue française, il est difficile de s'en remettre à la solution par concours, généralement prévue pour les postes de membres B²³⁴² ». Thomas lui présente explicitement son recrutement comme l'un des « moyens qui [lui] permettraient tout à la fois de servir et d'influencer le mouvement ouvrier du dehors²³⁴³ ». Il lui signifie ensuite : « Nous pourrions avec

²³³⁹ ABIT P. 2564. Dossier personnel de Hyacinthe Dubreuil. Patrick Fridenson, « Hyacinthe Dubreuil », in *Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français*. Et RIBEILL Georges, « De *La République industrielle* de Hyacinthe Dubreuil aux groupes autonomes : une vieille idée proudhonienne sans avenir ? », in GEORGI Franck (dir.), *Autogestion, la dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, p. 115-132.

²³⁴⁰ CAYET Thomas, *Rationaliser le travail, organiser la production*: op. cit.

²³⁴¹ <https://maitron.fr/spip.php?article50911>, notice DUMOULIN Georges (Pseudonyme : DHARNES Prosper, Georges) par Colette Chambelland, version mise en ligne le 20 juillet 2009, dernière modification le 27 décembre 2020.

²³⁴² ABIT P. 1688. Dossier personnel de Georges Dumoulin.

²³⁴³ AN 94 AP 379. Lettre d'Albert Thomas à Georges Dumoulin de 1923.

toi créer une sorte de modèle de relations entre une organisation professionnelle et le Bureau²³⁴⁴ ». Le recrutement de personnalités fortes du réformisme ouvrier français au sein du Bureau est donc l'un des éléments de l'offensive réformiste menée par Thomas depuis Genève. Leur engagement se place également dans la lignée de celui de Léon Jouhaux à l'OIT.

c. La section genevoise de la Fédération socialiste de Haute-Savoie, un lieu de rencontre des socialistes du BIT

Les fonctionnaires socialistes du BIT se rassemblent dans une structure commune, la section de Genève de la Fédération socialiste de Haute-Savoie. Implanté en 1893 dans le sillage du guesdisme, le socialisme savoyard prend ensuite la voie de l'unité, à la faveur de la création de la SFIO en 1905. Deux figures historiques locales, le tailleur genevois Émile Argence, et le professeur d'économie politique à l'Université de Genève et ami de Thomas, Edgard Milhaud²³⁴⁵, dominent l'histoire de cette fédération. Ce dernier contribua sans doute à diffuser un socialisme réformiste au sein de la section genevoise qu'il anime durant les années 1920 aux côtés de son fils Maurice, qui travaille également au BIT. La section genevoise de la Fédération socialiste de Haute-Savoie est donc une antenne de la SFIO, qui compte parmi ses militants une partie des fonctionnaires socialistes du BIT. Georges Dumoulin, Georges Fauquet, Marguerite Thibert, ainsi que Maurice Milhaud en font partie. C'est vraisemblablement en 1928 que Thomas quitte la fédération socialiste du Tarn pour celle de Haute-Savoie, et entend s'y impliquer assez activement. Ainsi écrit-il à Maurice Milhaud : « J'aimerais bien que tu me préviennes personnellement des réunions de la section puisque maintenant j'ai fait mon transfert ici, je tiens dans la mesure du possible, à assister aux séances du groupe. Je tiens à te signaler que je n'ai pas reçu ma carte de 1928 et que je voudrais bien m'en acquitter²³⁴⁶ ». Il est fort probable que Thomas continue de militer à la section socialiste de Genève jusqu'à sa mort, en 1932²³⁴⁷. Maurice Milhaud convie ce dernier à donner des conférences, aux côtés d'autres personnalités socialistes comme le très peu révolutionnaire, Adrien Marquet, maire socialiste de Bordeaux, et ancien majoritaire de guerre²³⁴⁸. En février 1928, Thomas en donne une à Annecy, en présence de Jules Protin, adjoint au maire socialiste de la ville : occasion de rappeler

²³⁴⁴ AN 94 AP 379. Lettre d'Albert Thomas à Georges Dumoulin du 2 septembre 1924.

²³⁴⁵ « Les origines du socialisme en Haute-Savoie », article du Média Arve à gauche, en ligne : <https://arveagauche.fr/2019/08/les-origines-du-socialisme-en-haute-savoie/>

²³⁴⁶ ABIT CAT 8-1-2-3. Lettre d'Albert Thomas à Maurice Milhaud du 2 juillet 1928.

²³⁴⁷ ABIT CAT 8-1-2-3. Thomas en fait en tous cas encore partie en 1930, comme le prouve la carte d'adhérent retrouvé dans ses archives. On sait par ailleurs que l'identification du corps de Thomas dans bar le parisien Chez Ruc où il décède brutalement le 7 mai 1932 fut permise par sa carte d'adhérent SFIO, vraisemblablement de la section genevoise donc.

²³⁴⁸ ABIT CAT 8-1-2-3. Lettre de Maurice Milhaud à Albert Thomas de février 1928.

l'action menée à l'OIT en faveur de l'amélioration de la législation du travail. Cette conférence est perturbée par l'intervention d'un groupe de militants communistes venus de Grenoble pour dénoncer son « imposture » et accuser « les socialistes SFIO d'avoir déserté la cause du socialisme, dont une des doctrines est la lutte des classes, pour lui substituer la collaboration des classes²³⁴⁹ ». L'incident illustre la vigueur de l'opposition idéologique entre socialistes et communistes, prélude à l'entrée en vigueur de la doctrine « classe contre classe » fixée par le Congrès du Komintern de juillet/août 1928. Même si Thomas ne redoute pas l'opposition idéologique, il évoque – entre autres arguments - la crainte d'une forte progression communiste aux élections législatives françaises de 1928 – qui se réalise d'ailleurs dans les urnes avec l'obtention de 60 sièges par le PCF, contre 26 en 1924 – comme frein à une potentielle candidature de sa part. Pourtant en 1928, et plus encore en 1932, cette perspective semble lui traverser sérieusement l'esprit.

d. Une nouvelle tentation électorale ?

L'année 1928, à partir de laquelle Thomas semble s'impliquer davantage dans la vie socialiste genevoise et française en général²³⁵⁰, n'est pas anodine. Thomas n'avait jamais réellement caché son *long regret du pouvoir*. À son ami Henri Hubert, il confiait en 1924 : « je le dis sans vanité : lorsque de loin, je vois l'évolution politique en France, je crois que je puis être utile encore au pays²³⁵¹ ». En 1926, l'idée d'un retour semble se préciser dans son esprit, sans doute du fait de sa déception face au choix du soutien sans participation apporté par les socialistes au gouvernement du Cartel des gauches. Mais Thomas a des vues bien arrêtées ; s'il revient, c'est pour être ministre et non pour écumer les congrès de la SFIO :

« Rentrer pour faire uniquement une politique d'opposition, sans participation active au gouvernement, mieux vaut rester à Genève. Mais si l'on pouvait garder d'autre part la confiance des masses syndicales et même des masses socialistes, ce serait évidemment un appoint sérieux pour une politique positive²³⁵² ».

Comme pour préparer le terrain, il s'en ouvre encore au bien peu socialiste Paul Goute, membre de la banque Rothschild à Paris :

« Je vous dirai également quels efforts je veux tenter du côté de la vie politique française. Je ne dirai pas que j'en ai la nostalgie, mais elle demeure un élément capital de la vie

²³⁴⁹ ABIT CAT 8-1-2-3. « Une conférence de M. Albert Thomas à Annecy », *Le Progrès de la Haute-Savoie*, 25 février 1928.

²³⁵⁰ ABIT CAT 2-28-1-3. Thomas donne par exemple une conférence devant la Fédération socialiste de la Gironde à Bordeaux, le 9 janvier 1928 sur l'organisation de la paix par le socialisme.

²³⁵¹ AN 94 AP 381. Lettre d'Albert Thomas à son ami le sociologue Henri Hubert le 8 janvier 1924.

²³⁵² AN 94 AP 381. Lettre d'Albert Thomas à Henri Hubert, le 21 mai 1926.

internationale. Je ne saurais, même en ce moment, la négliger. J'ajoute que malgré les témoignages de sympathie et de reconnaissance que je puis parfois recevoir ici, je ne me fais pas d'illusions sur la pérennité des popularités, mêmes internationales. Il vaudra mieux, sans doute, un jour, d'ici quelque temps, partir en beauté plutôt que d'attendre que les affections ou les sympathies internationales aient tourné²³⁵³ ».

C'est plus particulièrement en 1927 que le directeur du BIT se demande s'il ne va pas briguer un deuxième mandat (celui de directeur du Bureau international du Travail est de 7 ans). Après quelques hésitations, dues à l'intensité et aux difficultés de la fonction, Thomas conclut finalement à la nécessité de poursuivre l'œuvre entamée avec acharnement depuis quelques années déjà et renonce donc à briguer une mandature lors des élections législatives de 1928. Il n'empêche que ces hésitations ont vraisemblablement été entendues au-delà des frontières helvétiques. Des responsables de sections socialistes semblent alors préparer la prochaine législature, prévue pour l'année 1932. Dans la perspective du congrès de la SFIO préparatoire à ces élections, prévu à Avignon, Thomas échange avec Louis Gros, député-maire socialiste de la cité des papes. Il évoque avec lui « les circonscriptions que l'on pourrait m'offrir en vue des élections prochaines²³⁵⁴ ». En 1929, Thomas tient une conférence devant l'École supérieure socialiste, héritière de l'école socialiste du début du siècle, et animée notamment par Suzanne Buisson²³⁵⁵ et Alexandre Bracke²³⁵⁶. Il accepte alors de venir parler « en socialiste » pour commenter la vie politique française et les débats socialistes, se présentant toujours comme un « participationniste décidé²³⁵⁷ ».

Son nom apparaît cependant peu dans les discussions des Congrès de la SFIO, si ce n'est pour rappeler « le cas Albert Thomas » qui s'était posé en 1921. En effet, en 1928-1929, se joue une « affaire Thomas » bis – mettant en tension les relations entre la SFIO et les organisations de la paix à Genève - avec un nouveau protagoniste, Joseph Paul-Boncour. La Fédération du Tarn, dont ce dernier était député, affirme à nouveau sa pleine solidarité avec son élu. Ce dernier – qui avait d'ailleurs remplacé Thomas après sa démission en 1921 – est sommé à son tour de choisir entre son poste de représentant du gouvernement français à la Société des Nations et

²³⁵³ AN 94 AP 380. Lettre d'Albert Thomas à Paul Goute de 1926.

²³⁵⁴ ABIT CAT 8-1-2-3. Lettre d'Albert Thomas à Louis Gros du 11 juin 1931.

²³⁵⁵ Suzanne (Gibault) Buisson (1883 – morte en déportation à Auschwitz) est une militante socialiste qui participa notamment aux Universités populaires et fut longtemps secrétaire du Comité national des femmes socialistes. Restée dans la « vieille maison », elle informe régulièrement Thomas des affaires internes de la SFIO (cf. chapitre 7).

²³⁵⁶ Alexandre Bracke (1861-1955), militant et député de la SFIO, il est l'un des principaux disciples français de Marx. Membre de la CAP durant la guerre, il a soutenu la Défense nationale et la participation des socialistes au gouvernement.

²³⁵⁷ ABIT CAT 7-211. Lettre d'Albert Thomas à Alexandre Bracke, du 14 novembre 1929.

son mandat de député, après la victoire de la droite et du centre aux élections législatives de 1928 donnant lieu à la nomination d'un nouveau gouvernement Poincaré. Le parti refuse en effet qu'un socialiste représente un gouvernement de droite à la SDN²³⁵⁸. L'issue est d'ailleurs la même : Paul-Boncour, comme Thomas en son temps, choisit Genève et non Carmaux. Cette affaire souligne bien la permanence d'une certaine défiance des socialistes français à l'égard des institutions genevoises et en particulier de la Société des Nations, considérée comme une arène supplémentaire d'affrontement entre les intérêts égoïstes des États impérialistes. Elle va de pair avec une volonté fortement exprimée par les instances de l'Internationale de rester indépendante de la Société des Nations, cette culture de l'indépendance par rapport aux autres formes d'internationalisme étant, d'après Talbot Imlay, la caractéristique même de l'internationalisme socialiste²³⁵⁹.

Les voix divergentes par rapport à cette ligne politique socialiste nationale et internationale demeurent donc marginales. En 1929, lors du Congrès de la SFIO à Nancy au cours duquel l'affaire est conclue, Louis Fieu, député du Tarn et ami de Thomas et Paul-Boncour, renouvèle sa pleine solidarité à son élu. En mettant clairement en parallèle l'affaire Thomas de 1921 et l'affaire Paul-Boncour en 1928, il en appelle au soutien qu'il juge nécessaire des ouvriers socialistes français à l'action menée à l'OIT en faveur de l'amélioration des conditions de travail des ouvriers du monde entier :

« Depuis [l'affaire Thomas], fort heureusement, les suspicions qui étaient portées contre le BIT sont tombées et les socialistes de tous les pays, y compris les communistes, doivent rendre hommage à l'heure actuelle à l'activité du BIT et aux réels services qu'il rend à l'ensemble de la classe ouvrière. Évidemment, c'est une consolation, mais c'est également la preuve que le Parti n'est pas à l'abri des erreurs et que peut-être nous ferions bien quelquefois nous aussi, à l'exemple des communistes, de nous livrer à des séances d'autocritique pour ne pas toujours retomber dans les mêmes fautes²³⁶⁰ ».

Il faut dire que depuis l'affaire Thomas de 1921, l'attitude de la SFIO et, partant, de l'Internationale ouvrière socialiste, qui renaît sur les ruines de la Deuxième Internationale à

²³⁵⁸ VIGOUROUX Jeanne, *Joseph Paul-Boncour 1873-1972. Saint-Aignan, Noyers, Paris, Genève. La paix pour passion*, auto-édité, 2018. Une thèse a récemment été soutenue sur l'itinéraire politique de Joseph Paul-Boncour, que nous n'avons pas pu consulter. BOISDRON Mathieu, *Joseph Paul-Boncour : un itinéraire politique contrarié (1873-1972)*, thèse de l'université Sorbonne-Université, sous la direction d'Olivier Dard et Christine Manigand, 2020.

²³⁵⁹ IMLAY Talbot, « Socialist Internationalism after 1914 », in CALVIN Patricia et SLUGA Glenda (dir.), *Internationalisms. A Twentieth-Century History*, op. cit., p. 229.

²³⁶⁰ Intervention de Louis Fieu au congrès de Nancy, PARTI SOCIALISTE SFIO, *XXVIe congrès national : tenu à Nancy les 9, 10, 11 et 12 juin 1929 : compte-rendu sténographique*, Parti socialiste S. F. I. O., 1929, p. 137.

Hambourg, en 1923 oscille entre hostilité, indifférence et coopération fonctionnelle²³⁶¹. La fin des suspicions que mentionne Louis Fieu fait sans doute référence à la normalisation des relations que l'on observe en particulier depuis le congrès de Marseille de 1924 qui voit l'adoption d'une « résolution sur l'action des partis ouvriers socialistes pour la journée de huit heures », en conformité avec les résolutions de l'IOS²³⁶². Le Congrès engage « d'autre part, les ouvriers à lutter contre les atteintes portées à l'activité du Bureau international du Travail par les intérêts capitalistes divers, qui sont toujours opposés à l'amélioration des conditions sociales de la classe ouvrière »²³⁶³.

Voilà qui contribue sans doute à améliorer la réputation de Thomas au sein de la SFIO, et peut expliquer les sollicitations dont il est l'objet en vue des élections législatives de 1932. À la fin des années 1920, Thomas a par ailleurs renforcé ses liens avec des militants socialistes, d'horizons cependant divers. Dans la lignée des relations nouées avec l'EDS de la rue d'Ulm, il poursuit ses échanges avec Marcel Déat, auteur de *Perspectives socialistes*, paru en 1930²³⁶⁴, fortement apprécié par le directeur du BIT. Ce rapprochement – intellectuel – des deux hommes n'est pas étonnant. Intellectuel et professeur de philosophie, brièvement député une première fois entre 1926 et 1928, Déat incarnait alors l'option réformiste de la SFIO, qu'il exprimait notamment dans la *Vie socialiste* de Pierre Renaudel. Cette option passait par l'acceptation assumée du principe de la participation au pouvoir, fondée sur la conviction du rôle fondamental de l'État dans la transformation du régime de la propriété, y compris en régime capitaliste. Thomas voit dans *Perspectives socialistes* « le meilleur ouvrage socialiste [qu'il ait] lu depuis De Man » et le salue chaleureusement :

« [...] votre analyse des tendances anticapitalistes, votre idée si féconde du rassemblement socialiste, votre distinction fondamentale de la puissance du profit et de la propriété doivent être à la base de notre action socialiste moderne. J'approuve aussi dans le détail beaucoup d'idées que je professe depuis longtemps et que j'ai été heureux de retrouver chez vous : et la valeur de la coopération et l'idée de socialisation du profit par les assurances sociales, et bien d'autres²³⁶⁵ ».

Le Déat d'avant 1933 serait-il ainsi l'héritier direct du réformisme de Thomas ? Oui, dans le sens où il incarne – dans le contexte de la fin des années 1920 – une option réformiste

²³⁶¹ DOGLIANI Patrizia, « Progetto per un'internazionale « aclassista », *op. cit.*

²³⁶² PARTI SOCIALISTE SFIO, *XXI^e Congrès national : 30, 31 janvier, 1-2-3 février 1924 : rapports de la Commission administrative permanente*, Paris, Parti socialiste SFIO, 1924, p. 88.

²³⁶³ *Ibid.*

²³⁶⁴ DEAT Marcel, *Perspectives socialistes*, Paris, Valois, 1930.

²³⁶⁵ AN 94 AP 388. Lettre d'Albert Thomas à Marcel Déat du 7 janvier 1931. Voir annexe n° 12.

ouvertement assumée qui évoque celle de Thomas avant-guerre²³⁶⁶. Cette croyance dans le rôle de la puissance publique pour régler le monde du travail et transformer la société de manière pacifique est d'ailleurs partagée par la fonctionnaire socialiste du BIT, Marguerite Thibert, qui rejoindra même brièvement le groupe des néo-socialistes porté par Marcel Déat après la scission de 1933, mais le quittera quelques mois plus tard, par opposition à sa dérive autoritaire²³⁶⁷.

La théorie de Déat n'épouse cependant pas intégralement la pensée de Thomas de la fin des années 1920, qui a évolué à l'épreuve de ses fonctions internationales. Cette relative négligence de la dimension internationale des problématiques économiques et sociales dans l'ouvrage de Déat est d'ailleurs la principale critique que Thomas lui décoche en y ajoutant son incapacité à vulgariser son propos. C'est-à-dire d'être trop intellectuel et coupé des masses militantes, reproche que bien d'autres lui ont adressé. Reste que Déat, qui semblait admirer Thomas, s'enorgueillit des compliments émanant de son modèle réformiste et aîné de vingt ans. Il n'hésite pas à lire l'extrait susmentionné de la lettre que lui a adressé le directeur du BIT lors du congrès socialiste de la SFIO, tenu à Tours en mai 1931, pour contrer l'argument de « révisionnisme » que lui oppose le député du Nord, Jean Lebas²³⁶⁸.

Par ailleurs, les échanges de Thomas avec les deux grandes figures du planisme belge ou du néo-socialisme français, ainsi que l'épisode de « crise italienne²³⁶⁹ » montrent bien toute l'ambiguïté de ce socialisme planificateur, étatiste et autoritaire qui s'épanouit dans les années 1930, non sans affinités électives avec la pensée de Thomas. Osons poser frontalement la question : Albert Thomas serait-il alors l'une des figures de gauche de ce « fascisme français » mis en avant par Zeev Sternhell²³⁷⁰, et qui n'en finit pas de susciter la controverse historique ? Il est possible d'en douter, tant l'internationalisation de sa pensée – comme le souligne d'ailleurs l'échange avec Déat – semble constituer un rempart contre toute vision strictement nationale, élément pourtant consubstantiel à la doctrine fasciste. Comme nous le verrons plus loin, les aspects franchement autoritaires et antisyndicaux du fascisme italien répugnent à

²³⁶⁶ BERGOUNIOUX Alain, « Le néo-socialisme. Marcel Déat : réformisme traditionnel ou esprit des années trente », *Revue historique*, 1978, vol. 260, n° 528, p. 389-412.

²³⁶⁷ THEBAUD Françoise, *Une traversée du siècle : Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, *op. cit.*, p. 265.

²³⁶⁸ Parti socialiste SFIO, *XXVIIIe Congrès national : 24, 25, 26, 27 mai 1931 : rapports*, Parti socialiste SFIO, 1931, p. 21.

²³⁶⁹ Cf. *infra*.

²³⁷⁰ STERNHELL Zeev, *Ni droite ni gauche : l'idéologie fasciste en France*, Paris, Gallimard, 2012 [1^{ère} édition : 1983]. Un collectif d'historiens, reprochant à Zeev Sternhell son « abus de représentativité » et sa focalisation sur des acteurs jugés peu représentatifs, a relancé le débat, ouvert dans les années 1980, en 2014. L'ouvrage a été publié à nouveau dans une édition augmentée à l'occasion du décès de l'historien israélien. BERSTEIN Serge et WINOCK Michel, *Fascisme français*, Paris, Perrin, 2020 [1^{ère} édition : 2014].

Thomas, même si sa prise de conscience peut sembler tardive²³⁷¹. Par ailleurs, il ne faut pas négliger le caractère stratégique – que l'on pourrait qualifier de politicien – de la démarche de Thomas qui s'adresse alors aux leaders de la SFIO, quelle que soit leur tendance, pour influencer dans l'ombre le programme du Parti.

B. Agir dans l'ombre : le « testament politique » d'Albert Thomas adressé à Paul Faure

La reprise des relations avec les leaders socialistes français ne se limite pas à l'hétérodoxe Marcel Déat. Le principal écrit politique destiné au parti en catimini est la lettre qu'il fait parvenir à Paul Faure, secrétaire général de la SFIO, en 1930²³⁷². On peut trouver curieux ce rapprochement momentané – opéré sans doute *via* Marius Viple - avec l'un des anciens leaders de la minorité de guerre, proche de Jean Longuet, et qui contribue, dans les années 1920, à nourrir la phraséologie marxiste révolutionnaire de la SFIO en pleine reconstruction. C'est sans doute avant tout au dirigeant influent du parti socialiste que Thomas souhaite adresser ce que B.W. Schaper appelle son « testament politique²³⁷³ », qui ne sera révélé au grand public que lors de l'inauguration de la statue de Thomas à Genève en 1937, en présence de Paul Faure. Plutôt qu'un testament, il s'agit sans doute, étant donné la nostalgie croissante du fonctionnaire international vis-à-vis de la vie politique française, de la première étape d'un retour graduellement préparé. S'adresser au chef de file des guesdistes participe également d'une stratégie politique de Thomas, mise en avant par Thierry Hohl :

« Par sa mise au service anonyme de Paul Faure, représentant du Parti, Albert Thomas souhaite réintégrer le Parti socialiste, détaché d'une histoire personnelle qui en faisait un des représentants les plus en vue de la droite du parti socialiste ²³⁷⁴».

Recycler le réformisme d'Albert Thomas et revendiquer à travers lui l'héritage direct de Jaurès revenait pour Paul Faure à concurrencer le principal ennemi des guesdistes, Léon Blum,

²³⁷¹ Elle s'explique également par sa position de directeur du BIT qui, dans un but politique, ménage les régimes autoritaires membres de l'OIT, considérant l'importance stratégique de les maintenir dans l'OIT et alors même que celle-ci défend des principes politiques adverses.

²³⁷² THOMAS Albert, « Lettre d'Albert Thomas à Paul Faure », *L'Actualité de l'histoire*, n° 24, 1958, p. 21-31.

²³⁷³ SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas : trente ans de réformisme social*, *op. cit.*, p. 345-346.

²³⁷⁴ HOHL Thierry, *À gauche ! La gauche socialiste, 1921-1947*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2004, p. 84-85.

qui plus est, sur son propre créneau politique. Nul doute que de son côté, Thomas prenait très au sérieux cette concurrence étant donné les relations passées houleuses entre les deux hommes.

Thomas y propose un « programme réalisable en quatre ans de législature », qui doit être digne du « parti gouvernemental de demain ». On perçoit l'influence – à peine voilée – du plan quinquennal russe, dont il salue, une fois n'est pas coutume, « l'indéniable grandeur », ainsi que la réactualisation des idées déjà avancées dans sa *Politique socialiste* de 1913²³⁷⁵. Thomas estime que le parti doit lever les obstacles qu'il oppose depuis trop d'années déjà à la participation ministérielle. Celle-ci est au contraire absolument nécessaire pour relever les défis politiques qui se posent à la nation et au mouvement socialiste non seulement national mais aussi international. C'est d'abord un programme d'organisation de paix, dont la SDN serait le pilier, que Albert Thomas expose dans sa lettre. Il énonce tout d'abord un regret qu'il a déjà formulé de longue date

« La Société des Nations ne languit que par ce que les socialistes, obsédés par tous leurs problèmes nationaux, ne se sont pas suffisamment soucieux d'elle, ne se sont pas emparés d'elle comme d'un instrument de socialisme et ne l'ont pas vivifiée²³⁷⁶ ».

Sans doute fait-il ici référence au désintérêt marqué par le parti, révélé au grand jour durant l'affaire Paul-Boncour quelques années plus tôt. Mais pour Thomas, les socialistes français et de tous les pays doivent s'emparer pleinement de la SDN pour y réaliser l'œuvre de désarmement, condition *sine qua non* de la paix depuis que l'Internationale socialiste existe.

Vient ensuite immédiatement après un programme social qui doit mener à l'élévation matérielle et morale du prolétariat mondial, seule capable de permettre « la Révolution de droit qui supprimera le privilège capitaliste, et [d'ouvrir] une nouvelle ère de civilisation : « La Civilisation socialiste²³⁷⁷ ». Cette dernière appellation n'est pas anodine et montre la fidélité de Thomas à ses « maîtres » en socialisme, attachés comme lui à une critique du marxisme. Elle reprend en effet le titre d'une conférence de Charles Andler donnée à l'École socialiste en 1910, d'ailleurs publiée à l'époque dans la collection des « Documents du socialisme » que Thomas dirigeait²³⁷⁸.

Ce volet social comprend un « programme intégral de protection ouvrière », qui, anticipant largement les réalisations futures du Front populaire, comporte les mots d'ordre suivants :

²³⁷⁵ Cf. chapitre 3.

²³⁷⁶ THOMAS Albert, « Lettre d'Albert Thomas à Paul Faure », *op. cit.*, p. 23.

²³⁷⁷ *Ibid.*, p. 24.

²³⁷⁸ ANDLER Charles, *La Civilisation socialiste*, Paris, Marcel Rivière, collection « Les Documents du socialisme », 1911. L'ouvrage a été réédité pour la première fois un siècle plus tard, avec une riche présentation de Christophe Prochasson. ANDLER Charles, *La civilisation socialiste*, Paris, Le bord de l'eau, 2010.

« huit heures, quarante-heures par semaine, repos hebdomadaire, loisirs, Défense physique de la personne humaine dans la femme, dans l'enfant, dans l'adolescent ». Pour donner aux huit heures « leur signification *révolutionnaire*, déjà entrevue par Marx », « les Congés payés doivent être la *loi*, sans retard²³⁷⁹ ». Implicitement, ce programme socialiste comprend donc l'application des principales conventions internationales adoptées par l'OIT. Faisant référence directe, tout en condamnant son caractère autoritaire, à la construction italienne fasciste, Thomas affirme la nécessité d'avoir « un programme socialiste de conciliation obligatoire, de contrat collectif, de participation ouvrière à la gestion ». Ce programme social doit être complété par des lois d'assurances sociales avancées, devant permettre une « collectivisation » d'une part croissante du revenu de la production. La France a en effet adopté en 1928 et 1930 ses premières lois générales d'assurances sociales, mais Thomas estime que celles-ci doivent être affermiées sous l'action énergique des socialistes.

Il accorde en outre une attention particulière à l'amélioration de la vie des populations rurales qui lui semble atteignable par un programme socialiste ciblé. C'est une question qui anime Thomas depuis longtemps, et dont il estime qu'elle est souvent négligée par les socialistes français²³⁸⁰. N'a-t-il pas été justement sollicité pour rédiger la préface d'une brochure consacrée au *Programme agraire des partis ouvriers en Autriche, en Angleterre et en Allemagne*, qui paraîtra en 1931²³⁸¹ ? Il soulève l'importance du caractère international des problèmes agricoles et la nécessité pour les socialistes de renoncer à leurs réflexes nationaux, afin de proposer une économie rationnelle et organisée, fondée sur la coopération des peuples, cohérente à l'échelle internationale. Faut-il voir également une anticipation du programme agraire de la coalition du Front populaire, qui s'emploiera, *via* l'Office du Blé créé par ses soins, à structurer le marché agricole national de manière rationnelle²³⁸² ? Thomas s'inscrit à sa manière dans les débats clivants entre socialistes et communistes français durant les années 1920. Les socialistes furent les premiers à proposer une propagande et un programme spécifique en direction des populations paysannes, quand les communistes voyaient en eux une

²³⁷⁹ *Ibid.*

²³⁸⁰ Thomas suit avec intérêt les débats du congrès de l'IOS à Marseille en 1925 relatifs aux questions agraires, dont la commission était présidée par le guesdiste français Compère-Morel et lit les textes d'Otto Bauer sur ce sujet. Archives de l'Institut international d'histoire sociale (Amsterdam), Labour and Socialist International Archives (Archives de l'IISH, LSI-Archives). File 3097. Lettre de Thomas à Adler du 9 décembre 1925.

²³⁸¹ ABIT CAT 3-31. *Le Programme agraire des partis ouvriers en Autriche, en Allemagne, en Angleterre et en Allemagne*, Paris, Marcel Rivière, 1931, Préface d'Albert Thomas.

²³⁸² CHATRIOT Alain, *La politique du blé : crises et régulation d'un marché dans la France de l'entre-deux-guerres*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2016.

manifestation de l'esprit petit-bourgeois, frein au processus révolutionnaire²³⁸³. Notons que depuis le début de ses réflexions politiques, armé de la lecture de Bernstein et Kautsky, Thomas se penche de près sur les classes paysannes et réfléchit à la manière de les arrimer à un projet socialiste plus vaste. Cette tendance est perceptible également dans la « révolution silencieuse » qu'il mène au BIT dans le domaine coopératif. Les liens entre l'Alliance Coopérative internationale et le BIT, *via* son action, ont bien été mis en avant par l'historiographie. Patrizia Dogliani souligne que les deux organisations œuvrent de concert pour construire un internationalisme sans classe²³⁸⁴ tandis que Marine Dhermy-Mairal a montré l'évolution de la pensée coopérative de Thomas, dans le sens d'une prise en compte plus grande de la diversité des formes coopératives à associer à un projet plus vaste d'évolution des relations économiques et sociales au niveau international²³⁸⁵.

Ajoutons que l'intérêt croissant pour les coopératives agricoles porte l'empreinte de Georges Fauquet et de l'expérience internationale de Thomas, lequel visite les pays moins industrialisés de l'Est et cherche à étendre progressivement la législation internationale du travail à d'autres classes sociales que le prolétariat urbain occidental. Cette longue maturation le pousse à affirmer en 1930 que « ce sont les ruraux qui doivent nous fournir l'appoint indispensable pour une majorité socialiste²³⁸⁶ ».

On ne s'étonnera pas non plus de voir l'ancien normalien et intellectuel socialiste, formé à l'éducation populaire, proposer dans son programme adressé au Parti, de faire passer la scolarité obligatoire à quatorze ans, afin de permettre l'élévation morale de la population française dans son ensemble. Le corollaire de cette mesure, qui sera d'ailleurs mise en œuvre sous le Front populaire – est la création d'instituts du travail au sein des universités françaises – proposée d'ailleurs initialement par Charles Andler –, pendants nationaux du projet d'Université internationale du Travail que le socialiste belge et père du planisme, Henri de Man s'attache alors à développer. On le voit, Thomas replace chaque problématique abordée dans sa dimension internationale. Nous avons en effet beaucoup insisté sur ce que l'appartenance socialiste de Thomas faisait à sa conception de son rôle de directeur du BIT, mais il faut également considérer la réciproque : l'expérience du fonctionnaire international nourrit en retour la réflexion du militant socialiste qui souhaite alimenter – même dans l'ombre – la

²³⁸³ LYNCH Édouard, « Socialistes et communistes dans l'entre-deux-guerres », *Études rurales*, 2004, n° 171-172, p. 45-59.

²³⁸⁴ DOGLIANI Patrizia, « Progetto per un'internazionale « aclassista », *op. cit.*

²³⁸⁵ DHERMY-MAIRAL Marine, « L'unification du mouvement coopératif au Bureau international du Travail : *op. cit.*

²³⁸⁶ THOMAS Albert, « Lettre d'Albert Thomas à Paul Faure », *op. cit.*, p. 26.

réflexion menée au sein de la SFIO. Comment ? En jouant le rôle d'éminence grise auprès de Paul Faure. Si Thomas dissuade celui-ci de rendre publique sa lettre, il l'autorise en effet à se nourrir de ses propositions et à l'utiliser dans les travaux destinés au Parti, sans doute en vue d'influencer le programme électoral de la SFIO pour les élections de 1932.

La dernière partie du programme présenté montre l'apport du fonctionnaire international à la tête d'un *Clearing House* du social. Ce dernier constate l'immense effort déployé par le capitalisme industriel pour s'organiser en cartels, trusts nationaux ou internationaux, à seule fin de surmonter ses crises successives. Face à cet effort d'organisation nationale et internationale du capitalisme industriel, qui l'amène à étendre sa prédation sur les richesses du monde entier, Thomas est clair : « Nous devons, nous, réclamer le contrôle national et international. La première œuvre socialiste sera de l'instituer ²³⁸⁷ ». Et d'affirmer la nécessité pour les socialistes « de faire de l'économie française une économie organisée ». Celle-ci doit s'appuyer sur une « politique socialiste de nationalisation » - chère à Thomas depuis des années, mais en partie délaissée par les programmes socialistes - des domaines jugés stratégiques pour l'organisation de l'économie française : mines, électricité, chemins de fer, mais aussi pour d'autres domaines pouvant être définis au cas par cas. Avant que les socialistes, au pouvoir, puissent lancer ce projet, le contrôle de l'économie capitaliste dans la société présente, ainsi que le développement de la connaissance économique doivent permettre de réguler les développements les plus anarchiques du capitalisme. Le programme proposé par Thomas se nourrit ainsi de la réflexion menée par les experts du BIT sur la régulation du capitalisme depuis le début des années 1920²³⁸⁸, dans un contexte global de naissance d'une conception de la régulation économique internationale dans le giron de la SDN²³⁸⁹.

²³⁸⁷ THOMAS Albert, « Lettre d'Albert Thomas à Paul Faure », *op. cit.*, p. 29.

²³⁸⁸ FEIERTAG Olivier, « Réguler la mondialisation : Albert Thomas, les débuts du BIT et la crise économique mondiale de 1920-1923 », *op. cit.*

²³⁸⁹ DECORZANT Yann, *La Société des Nations et la naissance d'une conception de la régulation économique internationale*, *op. cit.*

IV. Les milieux socialistes européens, des appuis à l'action de l'OIT ?

A. Entre l'Internationale ouvrière socialiste et le BIT : une relation instrumentale ?

1. « Internationalisme sans classe » ou union des classes ?

L'idée de ce développement est inspirée d'un article de Patrizia Dogliani consacré aux relations entre le BIT et trois organisations internationales ouvertement socialistes ou socialisantes, que sont l'Internationale ouvrière socialiste (IOS), la Fédération syndicale internationale (FSI) et l'Alliance coopérative internationale (ACI)²³⁹⁰. L'historienne fait l'hypothèse que la collaboration de ces organisations internationales se réalise autour d'un projet plus ou moins explicite d'internationalisme sans classes, ou pourrions-nous dire, sans lutte des classes. Le projet de Thomas pourrait sans doute être plus précisément qualifié d'union des classes, car celui-ci ne nie pas la réalité de l'opposition des classes, mais préfère lui substituer l'idée de réalisation d'une convergence possible entre celles-ci. Assumant de longue date l'épithète de « socialiste réformiste », et fervent opposant au bolchevisme russe, il affirme que reconnaître l'existence d'une lutte des classes n'empêche pas de mener une œuvre de « collaboration de classe », si elle peut être utile à la classe ouvrière. Là encore, c'est notamment dans sa correspondance privée que se dévoile et se précise, au fil des années 1920, sa pensée politique. Il débat notamment avec l'intellectuel anarchiste puis socialiste Augustin Hamon qui le somme de caractériser l'action menée par l'OIT. Thomas lui répond par cette formule – toute imprégnée de jaressisme – mêlant réforme et révolution :

« D'abord en ce qui concerne la collaboration des classes et la lutte des classes, je suis d'accord avec vous pour penser que les deux œuvres doivent être menées parallèlement. S'il n'y a plus de lutte des classes, la collaboration des classes devient une duperie. C'est l'éternel problème de la juxtaposition du réformisme et de la révolution. Mais, précisément, pour nous, et en raison de toute notre expérience passée, je soutiens que l'œuvre de collaboration de classes ne peut pas être faite par ceux que vous appelez radicaux-socialistes, mais doit être accomplie par des hommes d'esprit socialiste authentique.

²³⁹⁰ DOGLIANI Patrizia, « Progetto per un'internazionale « aclassista » : *op. cit.*

Deuxième question. Le Bureau international du Travail est-il, oui ou non, une œuvre de collaboration de classes ? Tout dépend de la définition. Selon les idées courantes, il est, à n'en pas douter, œuvre de collaboration de classes. Mais je nie que les patrons en tirent un grand bénéfice : vous n'avez qu'à voir la bataille qu'ils mènent actuellement contre lui, et leur volonté de le supprimer²³⁹¹ ».

Conséquence logique de cette première position, et étant dégagé de tout mandat d'élu de la SFIO, Thomas assume frontalement la nécessité de revenir sur le concept de dictature du prolétariat. Ces réflexions sont développées notamment dans une série de notes personnelles qui avaient peut-être pour objectif la rédaction de mémoires politiques²³⁹². En 1923, Thomas insiste sur la nécessité sémantique de remplacer la notion de « dictature du prolétariat » par celle de « dictature du travail » :

« La dictature du prolétariat est la dictature d'une classe au profit de son intérêt particulier ; la dictature du travail est une reconstruction méthodique de la société du point de vue de son intérêt général, servi par le travail²³⁹³ ».

L'internationalisme libéral de l'OIT se surajoute donc pour Thomas à l'internationalisme socialiste. Mais à ses yeux, le premier provient naturellement du second mais ne s'y oppose pas, ce qui place sa position en marge de l'opinion couramment répandue chez les socialistes de l'époque. Il faut dire que la nuance est subtile...

Le volontarisme de Thomas et l'étendue de ses réseaux forgés de longue date expliquent par ailleurs la réalité de la coopération entre ces institutions. Thomas échange aussi bien avec Henry May et Ernest Poisson de l'ACI, qu'avec Jouhaux, Theodor Leipart et Jan Oudegeest de la FSI, ou bien encore avec Friedrich Adler de l'IOS. Ces institutions travaillent ensemble autour de projets communs²³⁹⁴. L'insertion ancienne de Thomas dans ces réseaux joue un rôle important dans la réalité de cette coopération. Dans le cadre de ce chapitre, ce sont particulièrement les relations du BIT avec l'IOS qui nous intéressent. Elles éclairent la trajectoire politique d'un homme mais aussi le statut pivot d'une institution à la frontière entre expertise sociale

²³⁹¹ AN 94 AP 389. Lettre d'Albert Thomas à Augustin Hamon du 22 août 1921. Sur les échanges passés entre les deux hommes, notamment au sujet du mouvement ouvrier britannique, voir KERMOAL Benoît, « Bretons, internationalistes et européens ? Les socialistes bretons et l'idée européenne aux lendemains de la Grande Guerre », *op. cit.*

²³⁹² Ces notes sont conservées aux archives du BIT à Genève. ABIT CAT 8-182.

²³⁹³ ABIT CAT 8-182. Note personnelle du 14 décembre 1923.

²³⁹⁴ Sur les réseaux coopérateurs du BIT voir DHERMY-MAIRAL Marine, « L'unification du mouvement coopératif au Bureau international du Travail », *op. cit.* Sur la collaboration entre la FSI et le BIT voir TOSSTORFF Reiner, « Albert Thomas, the ILO and the IFTU: A Case of Mutual Benefit ? », in VAN DAELE Jasmien, RODRÍGUEZ GARCÍA Magaly, VAN GOETHEM Geert et VAN DER LINDEN Marcel (dir.), *ILO Histories: Essays on the International Labour Organization and its Impact on the World during the Twentieth Century*, *op. cit.*, p. 91-114. Et VAN GOETHEM Geert, *The Amsterdam International: the World of the International Federation of Trade Unions (IFTU), 1913-1945*, *op. cit.*, p. 133-156.

internationale et internationalisme politique. Les liens entre l'OIT et l'IOS oscillent, comme l'a montré Patrizia Dogliani, entre hostilité, indifférence et coopération fonctionnelle. Thomas lui-même, afin de ménager les milieux patronaux et gouvernementaux, cherche à préserver dans les rencontres officielles la neutralité de sa fonction. Pourtant, dès la création du BIT, des liens matériels existent entre le BIT et l'internationalisme socialiste, facilités par la présence même de Thomas à la tête du Bureau, même si sa personne ne fait pas totalement consensus aux yeux des militants socialistes du monde entier. Celui-ci continue à entretenir une correspondance assez suivie avec le secrétaire général du Bureau socialiste international, Camille Huysmans. Thomas continue à suivre les affaires internationales socialistes de près, et en particulier la commission internationale d'enquête sur l'Allemagne.

« Plus que jamais, je voudrais bien être en contact avec toi, en particulier pour l'Allemagne. Est-ce que la Commission va y rester pendant quelques temps ? Aussitôt après mon Conseil d'Administration, j'aimerais bien pouvoir filer là-bas et me rendre compte un peu par moi-même de l'état actuel du pays. De même pour le comité d'action de l'Internationale. Il est grand temps qu'on se réveille. Je dirais même que le mal est fait. Mais comme je crois les adversaires incapables de le reconstruire, c'est encore à la vieille Internationale, de quelque numéro qu'on la dote, qu'ils devront revenir²³⁹⁵ ».

De manière assez significative, cette correspondance est classée aux archives du BIT à Genève dans la section portant sur « Albert Thomas et les affaires françaises »²³⁹⁶. Pourtant, elle ne relève pas d'affaires privées ou uniquement relatives à sa carrière politique française, mais bien d'échanges de nature très politique qui engagent également l'institution, malgré l'affichage neutraliste de Thomas. Ainsi, en juillet 1920 se réunit à Genève un congrès de l'Internationale ouvrière qui donne naissance à l'Union des partis socialistes pour l'action internationale²³⁹⁷. Souvent dénigrée sous le nom d'« Internationale deux-et demie », elle réunit les partis socialistes qui, comme la SFIO ou l'USPD, ont quitté la Deuxième Internationale, mais refusent de rejoindre la Troisième internationale, constituée à Moscou en mars 1919. Le Congrès bénéficie, grâce à Thomas, de l'aide matérielle du BIT pour tenir ses séances. Ce dernier met à disposition des congressistes des machines à écrire et autorise quelques-uns de ses collaborateurs à aider au bon déroulement de l'évènement²³⁹⁸. Sans doute les compétences internationales de l'organisation nouvellement installée à Genève sont-elles sollicitées pour des

²³⁹⁵ AN 94 AP 389. Lettre d'Albert Thomas à Camille Huysmans du 8 mars 1920.

²³⁹⁶ ABIT CAT 8-1-1 « Albert Thomas et les affaires françaises ». Une autre partie de cette correspondance se trouve dans les archives de Thomas déposées aux Archives nationales. AN 94 AP 389.

²³⁹⁷ Sur ce point voir DONNEUR André, *Histoire de l'Union des partis socialistes pour l'action internationale (1920-1923)*, Sudbury, Librairie de l'Université Laurentienne, 1967.

²³⁹⁸ ABIT CAT 8-1-1. Lettre de Camille Huysmans à Albert Thomas du 29 juillet 1920.

tâches de sténographie ou de traduction en plusieurs langues. En 1926, Marius Viple fournira à Adler, sur la demande de dernier, un rapport du service technique du BIT chargé des traductions en plusieurs langues des débats des sessions de la Conférence internationale du Travail²³⁹⁹.

Huysmans fournit également des notes à Thomas relatives au déroulement des discussions, qui sont transmises notamment à la section des études russes constituée dès la création du BIT. Soucieux de respecter une forme de neutralité politique qui incombe à son statut de fonctionnaire international, Thomas n'est pas délégué au Congrès. Il est néanmoins membre de la commission réunie en amont du congrès et chargée d'étudier la question de la socialisation des moyens de production²⁴⁰⁰, signe de la reconnaissance de ses compétences économiques dans les milieux socialistes internationaux. Le BIT est également perçu comme un relais des revendications du mouvement ouvrier et socialiste international. En mars 1921, Camille Huysmans transmet à Thomas une résolution de protestation, votée lors de la Conférence Internationale des Mineurs, contre la surveillance militaire des mineurs de Hongrie²⁴⁰¹. Une action énergique du BIT est ainsi espérée pour doubler la protestation émise également auprès de la SDN. En retour, Thomas utilise ce canal direct avec Huysmans pour faire connaître l'action menée par le BIT en faveur de la législation sociale, auprès du mouvement socialiste international, mais aussi belge. Thomas s'assure ainsi auprès de lui que les bibliothèques populaires belges reçoivent les publications du Bureau²⁴⁰², et envoie directement à Huysmans la documentation portant sur l'avancée de la ratification de la convention des huit heures dans le monde²⁴⁰³.

Cela correspond d'ailleurs parfaitement au rôle du BIT tel que le conçoit Thomas, chargé de servir, par une documentation socio-économique reconnue, les revendications légitimes des mondes ouvriers, dont les socialistes de chaque pays doivent se faire les relais, notamment dans les Parlements, et éventuellement dans les gouvernements, même si ce point est loin de faire consensus notamment dans le socialisme français. Ces circuits d'échanges visent également à consolider la réputation d'expertise du BIT en matière de protection des travailleurs.

Néanmoins, les différents partis socialistes ne s'accordent pas nécessairement, au contraire de Thomas et des fonctionnaires socialistes du BIT, sur la filiation existant entre le socialisme et l'institution genevoise. Même si depuis 1924, l'IOS mène des actions communes avec la FSI

²³⁹⁹ Archives de l'IISH, LSI-Archives. File 3097. Lettre de Viple à Adler du 6 octobre 1926.

²⁴⁰⁰ ABIT CAT 8-1-1. Lettre de Camille Huysmans à Albert Thomas du 30 juillet 1920.

²⁴⁰¹ ABIT CAT 8-1-1. Lettre de Camille Huysmans à Albert Thomas du 5 mars 1921.

²⁴⁰² ABIT CAT 8-1-1. Lettre d'Albert Thomas à Camille Huysmans du 22 septembre 1922.

²⁴⁰³ ABIT CAT 8-1-1. Lettre d'Albert Thomas à Camille Huysmans du 5 février 1924.

en faveur de la ratification de la convention internationale de Washington sur les huit heures²⁴⁰⁴, il faut en effet attendre 1928 pour que l'IOS adopte, lors de son congrès annuel réuni à Bruxelles, un mémorandum reconnaissant la nécessité du rôle des parlementaires socialistes dans le soutien à l'action de l'OIT, notamment pour que les conventions internationales du travail trouvent une traduction législative nationale²⁴⁰⁵. Le texte établit cependant que l'OIT, émanation des États impérialistes membres de la SDN, ne peut être le lieu d'expression ou de réalisation du socialisme. Il invite cependant les socialistes et les syndicalistes à se saisir de cette institution comme d'un lieu de rencontre de leurs homologues du monde entier – et notamment des pays extra-européens avec qui les contacts sont plus difficiles à établir – et d'utiliser l'expertise socio-économique produite par le BIT au service de leurs revendications politiques. Les archives du BIT à Genève ainsi que les archives de l'IOS conservées à l'Institut international d'histoire social d'Amsterdam, désormais numérisées, permettent de renseigner plus spécifiquement sur la nature de cette collaboration technique. Le BIT cherche à mettre ses compétences techniques au service des initiatives politiques prises par l'IOS, souvent de manière conjointe avec la FSI. En retour, les travaux de ces deux organisations internationales des milieux ouvriers et socialistes sont intégrés dans les travaux du BIT. En 1926, la FSI et l'IOS organisent un congrès mondial des migrations. Ce sujet est également inscrit dans les travaux de la Conférence internationale du Travail (CIT) de 1928. Le BIT invite ainsi une délégation de l'IOS à venir présenter les décisions du Congrès au Comité Permanent des migrations qui se tient en amont de la CIT²⁴⁰⁶. Cette coopération ne se fait cependant pas au seul profit de l'IOS, comme le laisse entendre Patrizia Dogliani²⁴⁰⁷. Il n'y a pas une simple relation d'exploitation des ressources de l'OIT par l'IOS, mais plutôt un processus de construction d'instances de dialogue, de circulation de pratiques et d'idées. Thomas cherche à faire du BIT et de son Comité Permanent des migrations, créé à sa demande, le producteur d'expertise de référence mondiale sur ce sujet. Inviter les représentants ouvriers vise également à neutraliser d'éventuelles visions divergentes et à faire du Comité l'arbitre entre des propositions de divers bords²⁴⁰⁸.

²⁴⁰⁴ Thomas salue « le manifeste lancé aux travailleurs de tous pays à l'occasion du premier mai, et qui met si justement en lumière la nécessité pressante d'internationaliser les huit heures ». Archives de l'IISH, LSI-Archives. File 3097. Lettre d'Albert Thomas à Adler du 24 mai 1924.

²⁴⁰⁵ DOGLIANI Patrizia, « Progetto per un'internazionale « aclassista », *op. cit.* L'extrait du mémorandum sur le BIT adopté lors du congrès de Bruxelles de 1928 est reproduit en annexe (voir annexe n° 13).

²⁴⁰⁶ Archives de l'IISH, LSI-Archives. File 902. Weltwanderungskongress, 1926.

²⁴⁰⁷ DOGLIANI Patrizia, « Progetto per un'internazionale « aclassista », *op. cit.*

²⁴⁰⁸ ROSENAL Paul-André, « Géopolitique et État-providence », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2006, vol° 1, n° 61, p. 99-134.

Quelques années plus tard, la Commission pour la lutte contre le chômage, créée conjointement par l'IOS et la FSI et, réunie à Zurich les 21 et 22 janvier 1931, sollicite directement le directeur du BIT²⁴⁰⁹ dont les services dressent les statistiques de chômage les plus fiables de l'époque²⁴¹⁰. Les archives de l'IOS montrent cependant que, même si le BIT se tient à sa disposition pour fournir une expertise, cette collaboration ne semble pas toujours aller de soi aux yeux des socialistes. Thomas s'en agace dans une lettre adressée à Adler en 1930 :

« Je ne puis pas vous dissimuler que j'ai éprouvé pour ma part quelque chagrin que la collaboration demandée au BIT fût, tous comptes faits, si accidentelle et si minime²⁴¹¹ ».

La collaboration a en effet été mise en place tardivement, alors que le BIT, par la voix de son directeur, affirme tenir à disposition ses fonctionnaires à tout moment pour une telle mission. C'est finalement le socialiste belge Henri Fuss, secrétaire de l'Association internationale pour la lutte contre le chômage, et directeur de la section consacrée au chômage, à l'emploi et aux migrations au sein du BIT depuis 1924, qui est chargé de rédiger un rapport concernant les aspects démographiques de la crise du chômage. En technicisant ces enjeux sociaux et politiques, le BIT devient le lieu de rencontre entre les représentants des mouvements socialistes et syndicaux et les experts internationaux de la réforme sociale de l'OIT et parvient ainsi à imposer ses catégories d'analyse dans les discussions militantes.

Cette participation n'a cependant pas le caractère d'une collaboration officielle du Bureau comme le rappelle Henri Fuss lui-même à Adler²⁴¹² : « c'est donc en socialiste déclaré que je ferai le mémoire demandé et en vue d'une action socialiste²⁴¹³ ». Dans sa lettre à Adler, Thomas rappelle la manière dont il conçoit le rôle du BIT à l'égard de l'IOS :

« Je considère qu'il [le BIT] est à la disposition de toutes les organisations ouvrières, syndicales et même politiques, qui font appel à son concours. Nous attendons à être appelés. L'initiative d'une demande ne manquerait pas, sans doute, des objections fondées. Cela dit, je n'ai pas besoin de vous répéter que nous sommes non seulement Fuss, mais moi-même et le Bureau, à la disposition de nos camarades pour aider, dans la mesure de nos connaissances et de nos forces, à la recherche de solution contre le mal terrible dont souffre le prolétariat international²⁴¹⁴ ».

²⁴⁰⁹ LESPINET-MORET Isabelle et LIEBESKIND-SAUTHIER Ingrid, « Albert Thomas, le BIT et le chômage : expertise, catégorisation et action politique internationale », *Les Cahiers Irice*, 2008, n° 2, p. 157-179.

²⁴¹⁰ ABIT U/1000/11/1, Commission pour la lutte contre le chômage (fédération syndicale internationale et internationale ouvrière socialiste), séance plénière les 21-22 janvier 1931, Zurich.

²⁴¹¹ Archives de l'IISH, LSI-Archives. File 781. Lettre de Thomas à Adler du 8 novembre 1930.

²⁴¹² Archives de l'IISH, LSI-Archives. File 781. Lettre d'Adler à Henri Fuss du 3 novembre 1930.

²⁴¹³ Archives de l'IISH, LSI-Archives. File 781. Lettre de Henri Fuss à Adler du 7 novembre 1930.

²⁴¹⁴ Archives de l'IISH, LSI-Archives. File 781. Lettre de Thomas à Adler du 8 novembre 1930.

Thomas est très soucieux d'établir une bonne collaboration de son institution avec l'IOS, comme le montre les nombreuses invitations faites à son secrétaire, Friedrich Adler, pour venir visiter le Bureau ou prendre connaissance de ses travaux, invitations qui ne sont pas toujours couronnées de succès²⁴¹⁵. Les relations entre les socialistes du BIT et les instances de l'Internationale socialiste font apparaître l'*habitus* clivé d'acteurs, tantôt socialistes, tantôt fonctionnaires internationaux. Leur positionnement révèle un décalage entre leur conviction personnelle de poursuivre à l'OIT leur socialisme de guerre et d'après-guerre – c'est en tout cas très net chez Thomas – et la pratique de l'internationalisme socialiste qui, comme le dit très justement Talbot Imlay « est restée une affaire de socialiste²⁴¹⁶ ».

L'initiative de mise en relation entre le BIT et l'Internationale revient donc à cette première instance, plutôt qu'à la seconde, jalouse de son indépendance. Comme évoqué plus haut, Marius Viple sert d'intermédiaire privilégié. En vue du congrès de l'IOS de 1928, où sera traitée en particulier la question de la colonisation et du travail indigène, le BIT transmet aux instances socialistes une documentation assez volumineuse²⁴¹⁷. En retour, Adler fournit à Thomas une liste de militants socialistes chinois²⁴¹⁸, dans le cadre de la préparation de son voyage en Extrême-Orient. Le BIT apporte également son soutien à la conférence commune de l'IOS et de la FSI pour le désarmement, prévue pour les 22 et 23 mai 1932. Friedrich Adler propose ainsi à Butler de déléguer un représentant du BIT pour venir assister à la conférence, dans une formule intéressante qui montre la permanence des liens établis depuis 1920²⁴¹⁹ : « Comme le Bureau international du Travail a toujours été invité aux Congrès de l'IOS et y a souvent été représenté, nous prenons la liberté de vous envoyer ci-joint deux invitations²⁴²⁰ ».

C'est finalement Staal, en charge des relations avec les ouvriers qui sera envoyé²⁴²¹. Thomas, décédé brutalement quelques semaines avant la tenue de la conférence, n'en aura pas vu la réalisation. Dès 1929, il avait cependant suivi de près les préparatifs de ce projet d'action

²⁴¹⁵ ABIT A.G. 0/0/1. Agriculture. Collaboration with the Comité Exécutif de la II^e Internationale, Zurich (Friedrich Adler). Voir en particulier la lettre de Thomas à Adler du 17 février 1926. Adler décline par exemple l'invitation à venir inaugurer le nouveau bâtiment du BIT en octobre 1926. Archives de l'IISH, LSI-Archives. File 3097. Lettre d'Adler à Thomas du 1^{er} juin 1926.

²⁴¹⁶ IMLAY Talbot, « Socialist Internationalism after 1914 », *op. cit.*

²⁴¹⁷ ABIT D600/401/4. Congrès de l'IOS, Bruxelles, 5-11 août 1928.

²⁴¹⁸ Archives de l'IISH, LSI-Archives. File 398. Dossier Topalovic.

²⁴¹⁹ Le BIT envoie un observateur aux congrès de l'Internationale socialiste depuis 1920. ABIT CAT 8-1-1. C'est ce qu'atteste la correspondance entre Albert Thomas et Camille Huysmans de juin et juillet 1920. Un observateur du BIT est aussi envoyé au Congrès de l'Union des Partis socialistes pour l'Action internationale réuni à Vienne en février 1921. ABIT D600/401. Congrès de l'Union des Partis socialistes pour l'Action internationale, Vienne, février 1921.

²⁴²⁰ ABIT D600/532/14/ Conférence commune de l'Internationale ouvrière socialiste et de la Fédération syndicale internationale pour le désarmement, 22-23 mai 1932. Lettre d'Adler à Butler du 14 mai 1932.

²⁴²¹ *Ibid.* Réponse de Butler à Adler du 20 mai 1932.

commune des organisations internationales socialistes et ouvrières en faveur d'un thème qui lui est cher. On trouve en effet trace de discussions à ce sujet aux côtés de Marius Viple et Pierre Renaudel, son ancien camarade majoritaire de guerre avec qui il continue à échanger jusqu'à la fin de sa vie. Thomas se dit très favorable à cette action commune, à laquelle il aurait aimé voir s'ajouter la participation de l'Alliance coopérative internationale, projet resté cependant lettre morte²⁴²². Si Thomas compte beaucoup sur la coopération avec l'IOS, comme c'est le cas du reste de la FSI ou de l'ACI, la réciproque n'est cependant pas vraie, ou du moins l'enthousiasme est plus limité. Quand le fonctionnaire international, avec emphase, présente souvent son institution comme un « parlement mondial du travail²⁴²³ », Adler y voit un outil utile à la cause du socialisme mais cependant imparfait, et non un objectif en soi. En somme, le BIT n'est pas considéré par la direction de l'IOS – notamment par Alder – comme le moyen de mettre un terme à la lutte des classes, mais comme l'instrument potentiel du socialisme qui cherche à l'abolir. Par ailleurs, l'œuvre de collaboration de classe menée à l'OIT est jugée insuffisante pour accomplir le socialisme si elle n'est pas associée à la dénonciation de la lutte des classes et au combat contre celle-ci.

Le mémorandum adopté en 1928 par l'IOS reconnaît cependant le rôle potentiel de l'OIT au service de la classe ouvrière :

« [...] le Bureau international du Travail comme tel est peut-être encore d'une importance plus grande que ses institutions "parlementaires". Il peut, dans le domaine de la statistique du travail et des enquêtes comparatives dans toutes les questions de la législation ouvrière, faire un travail qu'aucune autre institution internationale ne pourrait accomplir avec les modestes moyens de la classe ouvrière²⁴²⁴ ».

En somme, le BIT joue à l'égard de l'Internationale socialiste, comme à l'égard de l'ACI ou de la FSI, son rôle aux intérêts bien compris de *Clearing House* du social. Toutefois, pour ces milieux que Thomas considère comme des alliés « naturels » de l'OIT, ce rôle ne va pas initialement de soi. En réalité, l'identification puis l'utilisation de l'expertise produite par le BIT est le fruit d'un travail constant des ambassadeurs du travail que sont les experts du BIT pour instaurer des relations avec l'IOS. Celles-ci entrent dans une forme de normalisation à la fin des années 1920, chaque instance tirant parti de cette collaboration. Thomas joue un rôle actif dans le développement de ces relations sans prendre toujours conscience que sa

²⁴²² ABIT CAT 7-634. Note d'Albert Thomas à Marius Viple à la suite d'une conversation avec Pierre Renaudel au sujet de la conférence prévue par l'IOS sur le désarmement.

²⁴²³ LOUIS Marieke, « Un parlement mondial du travail ? Enquête sur un siècle de représentation tripartite à l'Organisation internationale du Travail », *Revue française de science politique*, 2016, vol. 66, n° 1, p. 27-48.

²⁴²⁴ Voir le texte intégral du mémorandum en annexe (annexe n° 13).

personnalité controversée peut en même temps constituer un frein. Le positionnement spécifique de Thomas, pris entre sa position de fonctionnaire international et sa qualité de militant socialiste, le place en décalage par rapport aux pratiques de l'Internationale socialiste qui restent marquées, même après 1914, par la revendication de l'indépendance et le refus de monter des coalitions avec des partis non socialistes²⁴²⁵. En prônant le développement d'un internationalisme de la réforme sociale, fondé sur le compromis entre classes sociales aux intérêts divergents, Thomas réaffirme un positionnement, déjà marginal avant-guerre au sein du socialisme français et international, favorable aux coalitions électorales avec des partis non socialistes. L'exemple des relations entre le BIT et l'IOS renseigne donc à la fois sur les spécificités de l'internationalisme socialiste de l'entre-deux-guerres – marqué par l'indépendance et l'entre-soi – et sur les caractéristiques de l'internationalisme de la réforme sociale libérale développée depuis Genève – davantage caractérisées par une fluidité à l'égard d'autres mouvements internationaux. L'analyse croisée des archives de l'IOS et de l'OIT montre cependant que des circulations d'idées, d'expertises et de pratiques internationales existent, malgré les proclamations d'indépendance de principe de la part des instances socialistes. Dans la lignée des travaux de Sandrine Kott, qui explore le BIT comme une institution à la charnière de différentes influences, s'affirme donc dès les années 1920 des formes de dialogue, en coulisses, entre l'internationalisme libéral et l'internationalisme socialiste, qui préfigurent en partie les convergences qui se développeront pendant la Guerre froide entre l'OIT et l'Internationale communiste²⁴²⁶.

Du reste, Thomas entend que le BIT joue un rôle de fournisseur de documentation socio-économique scientifique, et reconnue comme une référence par tous les milieux tripartites impliqués dans ses instances. Pour ne pas s'attirer les critiques de partialité formulées par les milieux gouvernementaux et patronaux en particulier, Thomas choisit d'ailleurs toujours habilement de se présenter, selon les occasions, soit comme citoyen socialiste soit comme directeur du BIT. Invité à prononcer une conférence devant des socialistes mulhousiens en 1926, par le journaliste du *Populaire* Salomon Grumbach, Thomas accepte l'invitation et précise le titre qu'il souhaite qu'on lui donne, illustrant sa position duale de militant socialiste et de fonctionnaire international :

²⁴²⁵ IMLAY Talbot, « Socialist Internationalism after 1914 », *op. cit.*

²⁴²⁶ KOTT Sandrine, « OIT, justice sociale et mondes communistes. Concurrences, émulations, convergences », *op. cit.* Pour une analyse globale de ces circulations autour des organisations internationales voir KOTT Sandrine, *Organiser le monde. Une autre histoire de la guerre froide*, *op. cit.*

« Maintenant, je suis obligé comme fonctionnaire international, de te demander quelques précautions. Bien que j'aie conquis ma liberté et que je puisse aller sans les sections du Parti socialiste comme tel, je tiens toujours à marquer que je fais mes conférences sans oublier que je suis directeur du Bureau, c'est-à-dire tenu à traiter surtout des sujets se rattachant à notre effort. Ou alors, si tu veux que je parle comme citoyen français, qu'on n'indique pas ma qualité de directeur du Bureau international²⁴²⁷ ».

Thomas cherche donc à exploiter la fluidité des identités politiques qu'il mobilise, cependant pas toujours à son avantage comme le montre la polémique autour du fascisme italien.

2. Le cas du fascisme italien, une ligne de fracture ?

La collaboration que Thomas tente d'instaurer entre le Bureau et l'IOS a pu être compliquée par ses prises de position ambiguës au sujet du fascisme italien. Celles-ci illustrent d'ailleurs la priorité croissante qu'il donne à sa fonction de directeur du BIT sur son militantisme politique. Les relations entre Adler et Thomas se tendent ainsi particulièrement durant l'année 1928 autour de l'épineuse question du fascisme. Comme le dit très justement Georges Lefranc, « il y a quelque chose qui agaçait les socialistes, même quand il [*Albert Thomas*] a retrouvé son prestige, c'était qu'il était d'avis qu'il fallait étudier aussi bien le fascisme mussolinien que la Russie bolchévique²⁴²⁸ ».

Durant son mandat à la tête du BIT, le directeur se rend d'ailleurs neuf fois en Italie²⁴²⁹. Le gouvernement fasciste voit dans son implication dans la SDN et particulièrement dans l'OIT un relais pour contourner sa relative marginalisation dans le concert des nations européennes après la déception de la Première Guerre mondiale. L'Italie cherche ainsi à jouer la bonne élève de l'OIT²⁴³⁰. À la mort de Thomas en 1932, l'Italie a ratifié 16 conventions internationales du travail, et en particulier celle sur la journée de huit heures, se plaçant ainsi en tête des nations industrialisées européennes. En plus de cet intérêt diplomatique évident qui motive les nombreux voyages du directeur en Italie, ce dernier n'a jamais caché son intérêt qu'il qualifie de « scientifique » pour les modes de régulations des relations sociales mis en œuvre par le régime fasciste italien. Il existe en effet certains points de similitude entre le projet corporatiste

²⁴²⁷ ABIT CAT 7-428. Lettre d'Albert Thomas à Salomon Grumbach du 19 octobre 1926.

²⁴²⁸ CHABERT Martin et DHERMY-MAIRAL Marine (éd.), « L'impossible conversion politique des sociologues. Entretien avec l'historien Georges Lefranc (14 février 1981) », *op. cit.*

²⁴²⁹ KOTT Sandrine et HOETHKER Dorothea (dir.), *À la rencontre de l'Europe au travail : récits de voyages d'Albert Thomas (1920-1932)*, *op. cit.*, p. 215-253.

²⁴³⁰ Sur l'OIT et l'Italie fasciste, voir GALLO Stefano, « Dictatorship and International Organizations: The ILO as a "Test Ground" for Fascism ».

fasciste qui cherche la paix sociale par l'union des classes, offrant en théorie une place de choix aux syndicats, garantie par l'État, et le projet socialiste réformiste de régulation sociale porté par Thomas au ministère de l'Armement puis à la tête du BIT. Les notes et réflexions personnelles ou plus collectives de Thomas sur l'expérience fasciste sont nombreuses. Signe du malaise que ces réflexions entraînent au sein de l'IOS, elles font l'objet d'un important dossier conservé dans les archives de l'IOS à Amsterdam²⁴³¹. Thomas écrit par exemple, après un voyage en Italie :

« Je considère vraiment que tout cela est fort intéressant et passionnant. Je l'ai dit moi-même un jour, au risque d'encourir les critiques de mes amis les syndicalistes d'Amsterdam, dans notre propre Conseil. Il y a toute une partie constructive du Fascisme que nous ne saurions laisser de côté. Quels que soient les débats engagés au sujet de l'arbitrage obligatoire, de la représentation professionnelle, de la situation des syndicats dans l'État, ce sont là des idées d'organisation sociale qui doivent évidemment constituer l'aboutissement de tout l'effort organique du mouvement ouvrier au XIX^e siècle²⁴³² ».

Il poursuit en évoquant « un côté qui reste curieux et original est la recherche de l'organisation corporative, l'idée d'un syndicalisme dans l'État, de la véritable organisation démocratique. S'ils avaient des théoriciens, évidemment ils pourraient apporter quelque chose de nouveau. La tentative d'organisation, syndicat national par syndicat national, corporation par corporation, a sa valeur après toutes les expériences syndicales des fédérations de métiers et des fédérations d'industrie²⁴³³ ».

Au retour d'un voyage en 1925, Thomas confie à son ami Charles Dulot :

« J'attends avec une curiosité que sans doute vous partagez les propositions constitutionnelles que Mussolini va faire pour la création de l'État syndical²⁴³⁴ ».

Même s'il reconnaît auprès de son ami Dulot avoir trouvé en Italie « une situation littéralement épouvantable pour les syndicalistes et les socialistes » et considère que « le

²⁴³¹ Archives de l'IISH, LSI-Archives. File 3100. Dossier betr. A. Thomas Haltung dem italienischen Faschismus gegenüber. 1927-1928.93 Bl.

²⁴³² KOTT Sandrine et HOETHKER Dorothea (dir.), *À la rencontre de l'Europe au travail : récits de voyages d'Albert Thomas (1920-1932)*, op. cit., p. 276.

²⁴³³ *Ibid.*, p. 232.

²⁴³⁴ AN 94 AP 382. Lettre d'Albert Thomas à Charles Dulot du 18 novembre 1925.

fascisme a toutes les apparences de la force ²⁴³⁵ », les relations suivies de Thomas avec l'Italie fasciste sont l'objet de controverses répétées dans les milieux socialistes européens. Les socialistes italiens, qu'il avait rencontrés lors de sa venue en Italie début 1924, s'émeuvent de sa décision de revenir en Italie un an plus tard, après l'assassinat de Matteotti. Thomas doit ainsi, à plusieurs reprises, répondre aux suspicions de fascination pour le fascisme dont il est l'objet, après sa rencontre avec Mussolini et avec le ministre de la Justice Alfredo Rocco²⁴³⁶. Il multiplie alors les échanges avec les socialistes italiens, mais aussi avec Angiolo Cabrini, qui dirige le bureau romain du BIT. Tout en niant toute fascination pour le modèle fasciste, il se défend par cette formule : « Intérêt ne veut pas dire adhésion²⁴³⁷ ». La controverse prend de l'ampleur en 1928, un an après que le régime a mis en place sa *Carta del lavoro*, alors que Thomas se rend au congrès des corporations fascistes. L'évènement a une résonance dans le milieu socialiste international. *La Sentinelle* écrit :

« [Albert Thomas] fit partie de la décoration lorsque le dictateur Mussolini honora 10 000 esclaves de son discours sur les glorieuses conquêtes que le fascisme a apportées aux travailleurs²⁴³⁸ ».

L'IOS relaie ces critiques. Adler, informé par un télégramme de Modigliani qui l'alarme sur le discours de Thomas « camarade complètement égaré » lors du congrès²⁴³⁹, publiera finalement une note rappelant les faits dans le bulletin d'information de l'IOS²⁴⁴⁰, se refusant à porter la controverse au niveau d'une protestation publique contre Thomas. Cette publication est précédée d'un échange de correspondances entre les deux hommes, retrouvé dans les archives de l'IOS. Ces échanges sont très éclairants. Ils montrent que malgré la collaboration fonctionnelle établie entre le BIT et l'IOS, celle-ci continue à considérer le statut de directeur du BIT comme une anomalie dans le registre des modes d'action légitimes pour un socialiste. Autrement dit, alors même que Thomas considère son action à l'OIT comme la continuité de

²⁴³⁵ Lors de ses derniers voyages, Thomas se fait de plus en plus critique du caractère très autoritaire de l'expérience fasciste. Sur les voyages de Thomas en Italie fasciste voir BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, « Entre espérance réformiste et antibolchevisme : les voyages d'Albert Thomas en Italie fasciste et en URSS durant l'entre-deux-guerres », in DARD Olivier, MATTIATO Emmanuel Lino Claude, POUPAULT Christophe et SALLEE Frédéric (dir.), *Voyager dans les États autoritaires et totalitaires de l'Europe de l'entre-deux-guerres : confrontations aux régimes, perceptions des idéologies et comparaisons*, Chambéry, Presses de l'Université Savoie Mont Blanc, 2017, p. 185-202.

²⁴³⁶ CAT 8-14. *L'Humanité*, *Le Matin* et *Le Temps* s'en font l'écho.

²⁴³⁷ CAT 8-14. Lettre d'Albert Thomas à Cabrini du 1^{er} décembre 1925.

²⁴³⁸ Archives de la Fondation Jean-Jaurès, Fonds Pierre Renaudel, dossier 43-006, *La Sentinelle*, 16 mai 1928.

²⁴³⁹ Archives de l'IISH, LSI-Archives. File 627. Télégramme de Modigliani à Adler du 7 mai 1928 : « Pensons nécessaire internationale reste pas insensible devant déclaration platement philofasciste. Albert Thomas discours Rome stop vérité outragée, sentiments blessés exigent retirer solidarité camarade complètement égaré ».

²⁴⁴⁰ *Ibid.* Échanges de lettres entre Thomas et Adler les 23 et 30 mai 1928.

son militantisme socialiste, tout en acceptant la neutralité que lui impose cette fonction, Adler lui dénie à demi-mots cette qualité, sans pour autant porter le cas jusqu'à l'exclusion potentielle de l'impétrant. Dans une longue lettre, Adler lui livre une analyse éclairante de la controverse :

« [...] Avant d'entamer la discussion elle-même, je tiens à éliminer ici un point spécial, c'est-à-dire le "ministre des munitions Albert Thomas". J'ai touché la question [...] pour souligner mon opinion contraire à celle que ne cessent de répéter les communistes et qui est aussi partagée par beaucoup de très bons socialistes – ne vous faites pas d'illusions – que votre fonction au Bureau international du Travail n'est que la continuation conséquente de vos erreurs du temps de guerre, tandis que pour moi il y a un contraste entre ces deux fonctions. [...] De la part d'un homme qui a une tout autre opinion des devoirs d'un socialiste en temps de guerre que vous, c'était une certaine défense de votre position actuelle de directeur du BIT. Je crois que le moment est venu de pouvoir étudier sérieusement et sans nuire au mouvement ouvrier le problème des vrais devoirs d'un socialiste au cas où le malheur d'une guerre nous surprendrait de nouveau. Je suis convaincu que le résultat d'une discussion, touchant la fonction que vous et maints autres socialistes ont exercé pendant la guerre, serait un catégorique "plus jamais". Mais ce n'est pas ici le moment de discuter cette question que je ne manquerai pas de traiter à une occasion plus à fond que ne le permet une lettre.

Quant à la question elle-même, j'ai trouvé qu'il était de mon devoir, à l'encontre des notions confuses systématiquement propagées par les communistes et dont bien des socialistes plus accessibles que d'autres à des arguments démagogiques subiront l'influence, de mettre au point quel conflit doit exister entre la fonction de directeur du BIT et les devoirs d'un socialiste actif. Donc vos discours de Rome, vous avez caractérisé cette fonction de directeur de manière encore beaucoup plus impressionnante que moi en disant : "Je suis évidemment dans l'état d'un secrétaire général de Parlement qui laisse tout passer devant lui et qui garde une attitude tout à fait impersonnelle et objective en réfrénant même ses sourires ou ses sursauts d'indignation". C'est en effet ma fonction, à la Conférence, de rester, comme secrétaire général, froid comme une statue.

J'ai essayé de prouver que ceux-là qui attendent ou même exigent de la froide statue qu'elle soit un socialiste vivant. La faute que vous commettez, à mon avis, c'est que vous-même vous ne pensez pas ce conflit jusqu'au bout, et que vous ne comprenez pas que vous exigez beaucoup trop du mouvement socialiste en demandant qu'on considère tous les actes du directeur du BIT comme les actes d'un membre régulier du parti socialiste – dont vous réclamez une fois de plus dans votre déclaration à l'agence Havas –. Je comprends bien votre désir de maintenir la continuité de votre caractère politique, et j'ai une estime beaucoup plus grande de ceux qui continuent à se réclamer du parti au moment d'un conflit tragique de ce genre, que de ceux qui préfèrent faire oublier aussi bien que possible ces relations, mais vous comprenez qu'à part ces points de vue individuels, il y a les besoins encore beaucoup plus importants de l'organisation ouvrière elle-même. Et tout comme nous trouvons

incompatible qu'un ministre socialiste soit simultanément membre de l'Exécutif de l'Internationale ouvrière socialiste, bien qu'il soit le mandataire de son parti dans cette fonction de ministre, cette incompatibilité va encore beaucoup plus loin, quand il s'agit d'une charge qui a purement le caractère de fonctionnaire. Même en considérant que le mouvement socialiste a tout intérêt à ce qu'un de ses adhérents revête une telle fonction, le mouvement ne peut se charger de la responsabilité pour des mots qu'un pareil fonctionnaire se trouve obligé de commettre de par des nécessités sur lesquelles le mouvement socialiste n'a aucune influence. [...] car ces fonctionnaires "ont à mener une politique de par leur fonction et à en prendre la responsabilité"²⁴⁴¹ ».

Adler reproche en somme à Thomas d'être un socialiste incomplet, et de se servir des instances socialistes et de son étiquette de socialiste de manière instrumentale, c'est-à-dire quand cela sert ses propres desseins politiques. De plus, Thomas n'assumerait pas pleinement les responsabilités qui incombent à tout socialiste, surtout quand sa profession entraîne pour lui une exposition médiatique et des responsabilités importantes. En affirmant que l'Internationale socialiste ne doit pas couvrir – et doit surtout dénoncer – les actes et paroles d'un militant-fonctionnaire, son secrétaire général réaffirme pleinement l'autonomie de l'action politique socialiste, de ses modes d'action et de mobilisation, quand Thomas espérait peut-être faire du socialisme une idéologie soluble dans l'internationalisme de la réforme sociale portée par l'OIT. Au-delà du jugement politique personnel dressé par Adler, sa lettre, qui évoque l'opinion répandue chez de nombreux militants socialistes, selon laquelle « [sa] fonction au Bureau international du Travail n'est que la continuation conséquente de [ses] erreurs du temps de guerre », montre l'existence d'un « cas Albert Thomas » qui dépasse la seule controverse interne à la SFIO en 1921. Sans que se rejoue lors des congrès socialistes internationaux de l'après-guerre une discussion de principe sur la question de la participation au pouvoir, comme lors du célèbre congrès socialiste d'Amsterdam en 1904, la nouvelle affaire Thomas de 1928 montre la persistance de ce choix de principe établi avant-guerre dans la nouvelle internationale socialiste refondée après-guerre. Même si Adler dit lui-même établir une distinction entre la fonction de ministre et celle de directeur du BIT, l'affaire Thomas de 1928 est perçue par une majorité de militants et de responsables socialistes comme une nouvelle expérience du pouvoir, menant cette fois à une compromission jugée plus honteuse encore avec le fascisme, et non plus seulement avec le capitalisme. Cette affaire n'entraîne cependant pas une rupture des liens de collaboration instrumentale et technique entre l'OIT et les instances de l'IOS, notamment après le début de la crise de 1929 qui soulève une vague de chômage de masse dans le monde. Elle

²⁴⁴¹ Archives de l'IISH, LSI-Archives. File 627. Lettre d'Adler adressée à Albert Thomas en juin 1928.

suscite cependant une forte émotion parmi les militants socialistes du monde entier – et devient un support de dénonciation supplémentaire pour les militants communistes à l'échelle internationale – qui ne permet pas à l'IOS, d'engager une collaboration plus poussée – et ainsi clairement revendiquée - que celle proposée par le mémorandum du congrès de Bruxelles d'août 1928.

Quelle conclusion tirer de cette « crise italienne » dans le parcours d'Albert Thomas ? L'internationalisme socialiste et celui de la réforme sociale de l'OIT se développent dans des sphères parallèles que des événements tragiques – l'affaire Thomas face au fascisme ou la Grande Dépression – tantôt éloignent, tantôt rapprochent. Les deux ne se confondent donc jamais, malgré les ponts dressés par certaines personnalités clés, comme Thomas bien sûr, mais encore Marius Viple ou Edgard Milhaud. Ces tentatives de rapprochement, réussies ou déçues, ne doivent pas éclipser le volontarisme de Thomas pour se concilier les bonnes volontés des gouvernements des États membres de l'OIT. Le directeur socialiste du BIT pense pouvoir compter sur la présence de socialistes dans divers gouvernements de l'après-guerre pour voir s'accélérer la ratification des conventions internationales du travail. Si les socialistes sont effet des alliés objectifs de l'OIT, leur présence ne suffit pas toujours, même quand ils dominent au gouvernement, et leur agenda politique peut diverger de celui que cherche à imposer le directeur du BIT.

B. Des socialistes alliés et médiateurs de l'OIT à l'échelle nationale ?

Pour fonctionner et faire avancer son œuvre de législation sociale internationale, le BIT doit s'appuyer sur des relais fiables au sein de chaque espace politique national. Il en dépend notamment pour imposer des conventions, du fait de l'absence de compétences à sa disposition. Comme l'a bien montré l'historiographie, les premières années d'existence de l'OIT sont fortement marquées par l'importance symbolique et matérielle des ratifications des conventions internationales du travail, adoptées lors des conférences annuelles du Travail. En ce sens, le BIT cherche des appuis au sein des ministères ou des commissions parlementaires qui sont aux premières lignes pour accélérer – ou non – les ratifications. Comme le montre la riche correspondance du cabinet de Thomas conservée à l'OIT, le directeur s'empresse, à chaque changement politique, d'écrire aux nouveaux dirigeants de chaque pays membres de l'OIT, quelle que soit bien sûr leur orientation politique. Force est de constater que Thomas compte bien sûr davantage sur des dirigeants des partis de gauche, qu'ils soient radicaux,

radicaux-socialistes, socialistes et sociaux-démocrates pour mettre en place une collaboration fructueuse d'abord, et pour engager le processus de ratification ensuite. Dans les premières années d'existence de l'organisation, l'exercice consiste surtout à en présenter le rôle et les missions, et à engager une collaboration qui peut prendre diverses formes : recommandation de fonctionnaires nationaux à même de travailler au BIT, ou en lien avec lui, échanges d'informations, etc... Dans le cas des échanges avec des leaders socialistes ou sociaux-démocrates appelés au pouvoir, l'exercice fait appel à la nécessaire collaboration des forces socialistes du monde pour appuyer une œuvre souvent présentée comme le résultat de la volonté des travailleurs eux-mêmes. S'adressant à Karl Hjalmar Branting, leader du parti social-démocrate suédois et alors premier ministre, Thomas présente la principale raison l'ayant amené à accepter le poste de directeur du BIT, à savoir la nécessité selon lui de répondre aux vœux de la CGT. Il dit également compter sur une collaboration socialiste et social-démocrate globale pour proposer un programme constructif d'amélioration du sort de la classe ouvrière, seule alternative possible au message révolutionnaire communiste.

« Chez nous, en effet, nos hommes de la Confédération Générale du Travail attachent une énorme importance au Bureau du Travail. Ils y voient, non seulement un organe de renseignement scientifique, un outil de propagande, mais encore un moyen de proclamer toutes les idées nouvelles que le Traité de Paix, dans sa partie 13, a simplement amorcé. Ils y voient un outil d'internationalisme efficace. Il faut que nous répondions à leurs vœux. Il le faut d'autant plus que seule une doctrine cohérente du progrès ouvrier et socialiste peut dissiper le grand trouble moral que le bolchevisme a répandu dans les prolétaires d'Occident²⁴⁴² ».

Le contexte radicalement nouveau de l'après-guerre remet cependant fortement en cause l'équilibre géopolitique européen en général et socialiste en particulier. Alors qu'avant 1914, la social-démocratie allemande était le phare de l'Internationale socialiste, et un modèle pour les socialistes français – Thomas ne faisant pas exception – le centre de gravité de l'Internationale s'est déplacé notamment vers l'Angleterre où se tenaient pendant la guerre les conférences socialistes interalliées. Parallèlement, alors que les Britanniques jouent un rôle fondamental dans la constitution de l'OIT et de la SDN, l'Allemagne pays vaincu, n'intègre pas cette dernière avant 1926. Comme l'Autriche cependant, elle rejoint l'OIT dès sa création en 1919, grâce à la pression exercée conjointement par le patronat britannique et les

²⁴⁴² ABIT CAT 7-213. Lettre d'Albert Thomas à Karl Hjalmar Branting du 11 février 1920.

syndicalistes des autres pays fondateurs²⁴⁴³. Par ailleurs, l'expertise sociale de ce pays qui a développé sous Bismarck les premières grandes lois d'assurances sociales du monde, et son implication de longue date dans les réseaux privés de la réforme sociale constituent des ressources pour l'OIT, de même que l'inspiration tripartite du modèle social porté par la toute jeune République de Weimar²⁴⁴⁴. Il est à cet égard intéressant de se demander quel rôle a joué Thomas dans ce processus d'intégration des éléments allemands au sein de l'institution. Il faut dire que le Français se trouve alors dans une position ambivalente. Germanophone et grand connaisseur de la social-démocratie et du syndicalisme allemand dans toute sa diversité, il a été en même temps le grand accusateur des majoritaires de la social-démocratie allemande au sein du socialisme international, déchiré depuis 1914. Cependant, cette position ne le fait pas basculer dans le nationalisme obtus porté par une petite frange de la droite du parti socialiste français, mais le conduit plutôt à tracer la nouvelle voie d'un internationalisme, socialiste ou non, susceptible d'asseoir la paix future.

La bonne intégration de l'Allemagne dans les instances de l'OIT est une préoccupation constante du directeur du BIT. Durant son mandat, il se rend plus d'une dizaine de fois dans ce pays dont il parle la langue, et nourrit d'intenses relations avec les milieux syndicaux allemands, sociaux-démocrates, mais pas uniquement²⁴⁴⁵. Opposé à l'occupation française de la Ruhr entre 1923 et 1925, il prône une politique d'apaisement, seule garante possible de la paix à ses yeux. Comme l'a montré Denis Guérin, Thomas, toujours nourri d'une vision extensive de ses fonctions à la frontière entre le social et l'économique, « n'a jamais considéré les questions des réparations allemandes ou des dettes interalliées comme étrangères à sa fonction²⁴⁴⁶ ». Pourtant, dans une République de Weimar en proie à toutes les divisions et les radicalités, la personne même de Thomas et surtout son passé, ne font pas toujours consensus. Dans une note interne relative relations et informations avec l'Allemagne, l'ancien ministre français dernier déplore les critiques dans la presse allemande de tous bords, revenant sur son rôle durant la Guerre. Il a beau souhaiter « que les Allemands se souviennent une fois de temps à autre [qu'il a] été en France, avant-guerre, le socialiste le plus passionné pour un rapprochement franco-allemand et

²⁴⁴³ KOTT Sandrine et HOETHKER Dorothea (dir.), *À la rencontre de l'Europe au travail : récits de voyages d'Albert Thomas (1920-1932)*, op. cit., p. 289.

²⁴⁴⁴ KOTT Sandrine, « Dynamiques de l'internationalisation », op. cit. ; KOTT Sandrine, « Germany Globalized ? German Social Policy and the International Labor Organization, 1900-1950 », in LINDENBERGER Thomas et SABROW Martin, *German Zeitgeschichte. Konturen eines Forschungsfeldes*, Göttingen, Wallstein, 2016, p. 58-79.

²⁴⁴⁵ KOTT Sandrine et HOETHKER Dorothea (dir.), *À la rencontre de l'Europe au travail : récits de voyages d'Albert Thomas (1920-1932)*, op. cit., p. 296-307.

²⁴⁴⁶ GUERIN Denis, *Albert Thomas au BIT 1920-1932 : de l'internationalisme à l'Europe*, op. cit., p. 62.

[qu'il a] eu une formation universitaire en partie allemande²⁴⁴⁷ », les faits passés sont têtus, d'autant que Thomas maintient une position quasiment inchangée et publiquement assumée sur la responsabilité du gouvernement allemand dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale, et sur la complicité des socialistes majoritaires allemands²⁴⁴⁸. Cette conception des responsabilités n'exclut cependant pas la volonté de construire une nouvelle politique internationale donnant toute sa place à l'Allemagne. Pourtant, comme le rappelle Sandrine Kott, malgré l'implication pionnière des milieux allemands de la réforme sociale dans la création de l'AIPLT et la création de l'OIT, les fonctionnaires allemands sont moins nombreux que leurs homologues français et britanniques dans l'institution, et restent largement pris dans une contradiction entre leur appartenance nationale et leur statut de fonctionnaire international²⁴⁴⁹.

Par ailleurs, dès son entrée dans l'OIT, se pose la question de l'officialisation d'une troisième langue d'usage dans l'organisation, en plus de l'anglais et du français. L'importance des États d'Amérique latine dans la création de l'OIT impose la généralisation puis l'officialisation de l'espagnol en 1923. Mais dès 1920, le représentant du gouvernement allemand demande l'emploi de la langue de Goethe, et reçoit le soutien explicite de Thomas qui argue de l'importance de l'appui que les organisations syndicales allemandes sont à même de prêter à l'OIT²⁴⁵⁰. Pour des raisons notamment budgétaires, l'allemand n'est pas adopté comme langue officielle du BIT, mais Thomas parvient à obtenir l'édition des publications du Bureau, progressivement à partir de 1922.

Ayant été médiateur entre les espaces socialistes français et allemands, et cherchant à renouer avec ses amitiés d'avant-guerre, il continue d'échanger avec son vieux maître en révisionnisme, Édouard Bernstein, qui, d'après le témoignage de Madeleine Thomas « conserva pour lui une affection et vint à Genève nous voir après 14-18. Il était très ému. Notre ami avait une telle expression de buste en se penchant sur notre petite Cécile et les larmes pleins les yeux, lui dit : “Tu veux bien l'embrasser le vilain boche ?”²⁴⁵¹ ».

²⁴⁴⁷ ABIT CAT 5-2-10. Dossiers de notes et informations concernant l'Allemagne. Note de Thomas du 4 mai 1925. Sur ce point voir également la controverse avec le journaliste et député allemand du Parti Démocrate, Erkelenz. CAT 7-319.

²⁴⁴⁸ Cf. chapitre 7.

²⁴⁴⁹ KOTT Sandrine, « Dynamiques de l'internationalisation », *op. cit.*

²⁴⁵⁰ ABIT. 5^e session du CA du BIT, juillet 1922, p. 27, cité in LUPO Julie, *Le problème de la diversité des langues et la recherche de la langue universelle dans les organisations internationales, 1919-1923*, mémoire de l'Université Pierre Mendès France sous la direction de Jean-Claude Lescure, 2003, p. 43.

²⁴⁵¹ AN 94 AP 482. Notes manuscrites d'Albert Thomas retraçant les souvenirs de la vie de son époux. Durant la guerre, Thomas parvient à échanger encore avec la famille Bernstein *via* des amis communs. AN 94 AP 417. Lettre de Benjamin F. Battin, président du *World Alliance of churches for promoting international friendship*, à Albert Thomas du 1^{er} juin 1915.

Lors de ses visites à Berlin, Thomas manque rarement l'occasion de rendre à Bernstein une « vieille visite d'amitié²⁴⁵² ». Les deux familles continuent d'échanger des nouvelles, et s'envoient même leurs enfants respectifs pour des stages linguistiques. S'ils ne partagent plus de considérations théoriques sur le socialisme comme par le passé, les deux camarades continuent d'échanger sur le sort de l'Allemagne, et Thomas semble accorder un grand intérêt aux analyses politiques et sociales de Bernstein sur l'Allemagne de Weimar²⁴⁵³, ainsi qu'à son entourage. C'est en effet Regina Bernstein qui recommande à son vieil ami la socialiste multilingue, Martha Mundt : celle-ci est d'abord embauchée au BIT pour assurer des traductions, puis titularisée avec la mission de suivre les questions relatives au travail des femmes et des enfants²⁴⁵⁴. En revanche, Bernstein ne parvient pas à faire employer au BIT son gendre, Benno, un temps pressenti pour intégrer la section d'hygiène industrielle²⁴⁵⁵. Le multilinguisme et les compétences techniques restent des critères privilégiés de sélection à l'entrée de l'institution.

Outre des sentiments personnels, des intérêts politiques se mêlent également à la reprise des relations avec les milieux révisionnistes allemands. Si Thomas décline régulièrement l'offre de reprise de collaboration proposée par Joseph Bloch, le rédacteur des *Sozialistische Monatshefte*, il dit espérer que cette revue « [aide] le Bureau international du Travail en le faisant connaître en Allemagne et en diffusant ses travaux²⁴⁵⁶ ». En 1922, il s'excuse encore auprès de ce dernier de n'avoir pu le croiser lors de son dernier voyage à Berlin, mais affirme cependant : « j'ai vu comme de coutume notre ami Bernstein. Cependant, je voudrais bien recompléter le cercle de mes relations allemandes en vous retrouvant²⁴⁵⁷ ». Si dans les premières années le directeur du BIT, accablé par sa tâche, refuse les collaborations de presse, il reprend cependant du service quelques temps plus tard. En 1925, il accepte de rédiger un article d'hommage à Branting,

²⁴⁵² ABIT CAT 1-22-4. Notes du voyage de Thomas à Berlin de mars 1922, cité in KOTT Sandrine et HOETHKER Dorothea (dir.), *À la rencontre de l'Europe au travail : récits de voyages d'Albert Thomas (1920-1932)*, op. cit., p. 292.

²⁴⁵³ Bernstein alerte également Thomas sur la montée du militarisme et du nationalisme allemand, et souhaite y voir apporter une réponse passant par « l'éducation internationale d'autrefois » presque rendue non avenue pendant la guerre mondiale et très corrompue par l'influence des conflits internationaux créés ou au moins occasionnés par lui ». Il affirme également sa confiance dans l'œuvre menée par le BIT. « Contre cette tendance, l'œuvre de votre Bureau est en effet un antidote très important. Plus que jamais je suis d'avis que le mouvement et l'action syndicalistes organiques sont les plus efficaces moyens pratiques de réalisation sociale. La soi-disant socialisation se fera à un grand degré par eux ». ABIT. CAT 7-84. Lettre de Bernstein à Thomas du 4 janvier 1924.

²⁴⁵⁴ ABIT CAT 7-84. Lettre de Thomas à Regina Bernstein du 16 juillet 1920. Et THEBAUD Françoise, *Une traversée du siècle : Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, op. cit., p. 130-132.

²⁴⁵⁵ Sur la section d'hygiène industrielle, voir LESPINET-MORET Isabelle, *Projet global, politique internationale : L'Organisation internationale du travail et la santé des travailleurs*, op. cit.

²⁴⁵⁶ ABIT CAT 7-117. Lettre de Thomas à Bloch du 9 février 1920.

²⁴⁵⁷ ABIT CAT 7-117. Lettre de Thomas à Bloch du 2 janvier 1922.

décédé le 24 février. Outre le caractère informatif du texte qui renseigne sur les rencontres entre les deux hommes avant la guerre au gré des congrès socialistes internationaux et de vues communes autour de la nationalisation des mines, Thomas utilise ce texte comme une tribune pour expliquer les choix pris pendant la Guerre. Le socialiste français et le social-démocrate suédois s'étaient en effet trouvés en accord autour de la nécessité de poursuivre la guerre pour mettre fin à l'impérialisme allemand. Ils avaient ensemble pris la défense de la révolution russe de février et de Kerenski, et craint les dérives bolchéviques de la révolution d'octobre. Le Français n'hésite pas à réaffirmer « qu'aujourd'hui, comme pendant la guerre, nous croyons encore que c'est le gouvernement impérial allemand qui porte la lourde responsabilité de la guerre²⁴⁵⁸ ». Difficile de connaître l'impact de cet article, mais il n'est pas exclu que la note interne de 1925, précédemment mentionnée, se réfère aux réactions dues à cette prise de position assez vive de Thomas, rappelant avec fierté l'implication des socialistes français dans la Défense nationale. Thomas utilisera encore la revue historique du révisionnisme allemand comme une tribune, cette fois, pour défendre et clarifier les relations entre BIT et la FSI²⁴⁵⁹. Répondant tantôt aux attaques notamment patronales qui considèrent le Bureau comme inféodé à la FSI, tantôt aux attaques des communistes qui y voit un instrument de dévoiement de l'objectif révolutionnaire de la classe ouvrière, Thomas conclut à une clarification de ces liens :

« Sans organisation ouvrière, toute législation de protection du travail est inefficace. Sans organisation ouvrière, il n'est pas de progrès social. Si le Bureau international du Travail peut aujourd'hui sans trop d'inquiétude, faire son examen de conscience, s'il peut défendre le front haut les résultats partiels, incomplets sans doute, insuffisants certainement, mais réels, qu'il a obtenus, il le doit pour une grosse part au contact qu'il a su maintenir avec les organisations syndicales²⁴⁶⁰ ».

Comme le veut la coutume établie par Thomas lui-même, chaque séjour outre-Rhin est l'occasion d'une visite aux responsables et militants socialistes. Jusqu'en 1923, les contacts sont facilités par la présence des sociaux-démocrates au gouvernement dirigé par Hermann Müller, dans une toute nouvelle République dirigée par le président social-démocrate Friedrich Ebert. Le directeur du BIT rend visite à ce dernier en 1922, ainsi qu'à Hilferding, économiste marxiste et ministre des Finances à plusieurs reprises. Après la démission des ministres du SPD en 1923, le parti socialiste allemand se trouve en difficulté. Thomas est particulièrement sensible à l'avenir de celui-ci et aux évolutions de sa composition sociologique, tant il a vu en

²⁴⁵⁸ ABIT CAT 7-117. La version française de l'article se trouve dans le dossier de correspondances entre Bloch et Thomas.

²⁴⁵⁹ ABIT CAT 7-117. La correspondance Bloch/Thomas comprend là encore la version française de l'article.

²⁴⁶⁰ *Ibid.*

lui un allié potentiel à l'action du BIT²⁴⁶¹. En 1923, il fait passer le message suivant à ses « amis socialistes », *via* Marcel Berthelot, auteur d'enquêtes sur l'Allemagne pour le BIT :

« Dites seulement à Hilferding et à mes amis socialistes, que, si je puis, sur des points déterminés, les aider, je demeure à leur disposition. Surtout, informez-moi au point de vue intérieur. J'ai été très frappé de ce que vous me dites au sujet de la désertion par de nombreux ouvriers, du Parti socialiste²⁴⁶² ».

À l'issue d'une discussion avec les chefs du SPD en 1924, l'inquiétude de Thomas est palpable :

« Ils donnent vraiment l'impression de gens qui sont atteints. Aucun ressort, aucune volonté. Ils flottent au gré des évènements. Ils sentent que leurs troupes leur échappent. Peu d'espérance dans les élections. [...] Toutes les troupes sont passées au communisme²⁴⁶³ ».

Ces craintes seront d'ailleurs en partie confirmées par les résultats des élections de 1924 qui voient la nette progression des communistes et le déclin du SPD. À l'issue de cette rencontre, Thomas se dit surtout déçu de l'absence d'enthousiasme des sociaux-démocrates allemands sur la question des huit heures, qui lui semblent avoir cédé face à l'intransigeance des industriels très hostiles à la réduction du temps de travail. À l'issue de son voyage en Allemagne en 1921, après que le SPD eut adopté un nouveau programme lors du congrès de Görlitz, Thomas en avait déjà déploré le caractère « très général », et la focalisation quasi exclusive des syndicalistes socialistes sur la question des salaires et non sur la réduction du temps de travail²⁴⁶⁴, craintes renouvelées à l'approche des élections de 1928 qui donneront cependant davantage de voix au SPD.

Ce léger détour par l'exemple allemand, important pays de réforme sociale, montre l'ambiguïté du soutien apporté par la vieille social-démocratie à l'OIT. Se joue ici le déphasage bien mis en avant par Sandrine Kott entre la sphère nationale, soumise dans les démocraties au rythme des élections, et la sphère internationale. L'agenda politique des sociaux-démocrates, plusieurs fois au pouvoir ou dans les gouvernements de coalition de la République de Weimar jusqu'en 1933, ne recoupe pas celui du BIT qui centre tous ses efforts sur la ratification de la convention de Washington consacrée aux huit heures que Thomas défend corps et âme, mais

²⁴⁶¹ ABIT CAT 5-2-9. Note de Thomas à Chappey le 16 août 1920. En 1920, Thomas prenait le pouls de l'attitude des socialistes allemands par rapport à l'OIT tout juste créée.

²⁴⁶² ABIT CAT 7-89. Lettre de Thomas à Marcel Berthelot du 13 septembre 1923.

²⁴⁶³ ABIT CAT 1-24-1-1. Notes sur la journée du 19 janvier 1924, cité in KOTT Sandrine et HOETHKER Dorothea (dir.), *À la rencontre de l'Europe au travail : récits de voyages d'Albert Thomas (1920-1932)*, op. cit., p. 303.

²⁴⁶⁴ ABIT CAT 5-2-3. Note d'Albert Thomas à l'issue d'un voyage en Allemagne, décembre 1921.

sans succès décisif pour les principaux pays industrialisés d'Europe auxquels il consacre la plus grande partie de son énergie. C'est donc plutôt dans les coulisses de l'OIT, par la présence en son sein d'experts et de fonctionnaires allemands, et par le travail produit par l'actif bureau de Berlin que l'influence du modèle social allemand se fait ressentir, et du même coup se dénationalise, c'est-à-dire se diffuse comme modèle dans les politiques sociales développées par l'OIT²⁴⁶⁵.

Si la social-démocratie et les syndicats socialistes constituent en effet les « alliés naturels » de l'OIT comme le souligne Sandrine Kott²⁴⁶⁶, la personnalité même de Thomas – avec qui l'OIT se trouve parfois confondue du fait de son implication personnelle dans les dossiers – constitue une clé d'entrée dans ces milieux, autant qu'un obstacle potentiel à l'adhésion au projet de l'OIT de forces hostiles à ce que lui et son passé représentent au sein du socialisme international. Qui plus est, ce projet porté et même personnifié par Thomas est perçu par une partie de l'opinion publique allemande comme « l'incarnation du Traité de Versailles²⁴⁶⁷ ».

C'est ce que montrent les attaques dont il est la cible dans la presse de divers bords, lui reprochant, soit à gauche, des positions trop timorées par exemple sur le travail forcé²⁴⁶⁸, soit, du côté conservateur, d'être l'agent de la politique extérieure française hostile envers l'Allemagne²⁴⁶⁹. L'affinité élective entre le socialisme réformiste ou modéré – celui du SPD après 1921 – et l'OIT n'échappent pas aux tensions provoquées par le déphasage des agendas politiques entre l'échelle nationale et l'échelle internationale, notamment dans le contexte tendu de la République de Weimar. Par ailleurs, les analyses lucides et parfois sombres de Thomas sur la situation politique allemande, concernant en particulier la montée du nationalisme et de l'antisémitisme²⁴⁷⁰, et sur les difficultés du SPD, contrastent avec son optimisme d'avant-guerre, lorsque, jeune étudiant socialiste, il avait éprouvé la force et la vigueur de la social-démocratie allemande, désormais menacée à droite par les nouvelles radicalités nationalistes, et à gauche par la montée du KPD.

²⁴⁶⁵ KOTT Sandrine, « Germany Globalized ? German Social Policy and the International Labor Organization, 1900-1950 », *op. cit.*

²⁴⁶⁶ KOTT Sandrine, « Dynamiques de l'internationalisation », *op. cit.*

²⁴⁶⁷ KOTT Sandrine, « Germany Globalized ? German Social Policy and the International Labor Organization, 1900-1950 », *op. cit.*

²⁴⁶⁸ ABIT CAT 5-2-2. Note sur la presse allemande du 4 juin 1929 et notamment sur des articles du *Vorwärts*.

²⁴⁶⁹ ABIT CAT 5-2-6 (B). Revue de la presse allemande du 26 mars 1925, notamment sur des articles de *Die Deutsche*.

²⁴⁷⁰ ABIT CAT 5-2-5. Dans une note du 22 septembre 1930, Thomas s'inquiète de la montée des « racistes » en Allemagne et compare le climat politique à celui de la France au moment de l'affaire Dreyfus.

C. Le cas de la France : les limites de la focale partisane

Du reste, les responsables du BIT, pragmatiques, cherchent tous les soutiens possibles dans les pays membres. Olga Hidalgo-Weber a ainsi bien montré l'importance des interlocuteurs nationaux du BIT, en l'occurrence pour le cas de la Grande-Bretagne. Elle évoque en particulier la nécessaire collaboration entre Genève et le ministère du Travail britannique créé en 1916 par Lloyd George, qui se voit confier la gestion des affaires de l'OIT. Elle pointe du doigt, à raison, le manque d'études monographiques portant sur les relations entre les organes gouvernementaux nationaux et l'OIT qui permettraient de percevoir le fonctionnement propre à chaque pays. Sans avoir la prétention ici de dresser un tableau exhaustif qui serait l'équivalent français de celui dressé par Olga-Hidalgo Weber, nous pouvons cependant au travers de notre recherche ouvrir quelques pistes pour le cas français.

Nous savons le double rôle de modèle et moteur que Thomas et Arthur Fontaine auraient aimé voir jouer leur pays dans le processus de ratification des conventions. Comme le rappelle B.W. Schaper, l'aventure franco-genevoise avait d'ailleurs bien commencé avec la visite en 1920 à Genève du président de la République Alexandre Millerand, puis la mise à l'ordre du jour du Parlement français des six conventions de Washington. Sur l'impulsion patronale, en particulier de Robert Pinot, représentant du patronat français et, on le sait, farouche opposant aux initiatives les plus hardies de Thomas qui s'agace de ses « pinoteries », c'est encore le gouvernement français qui, en 1922, dénie au BIT sa compétence pour le travail agricole. Cette affaire vaut à Thomas un affrontement juridique vigoureux devant la cour pénale internationale de La Haye en 1922, dont il sort finalement victorieux. Il faut donc attendre 1924 et la victoire aux élections législatives du Cartel des Gauches pour que renaisse l'espoir d'une normalisation des relations avec le gouvernement français, facilitée par la présence en son sein du ministre radical-socialiste Justin Godart²⁴⁷¹. Comme le signale Dzonivar Kevonian, c'est incontestablement une nouvelle phase qui commence en 1924, donnant lieu à la ratification de huit conventions en huit ans²⁴⁷². Cette victoire électorale, après cinq années de Bloc national et de politique offensive sur le plan international, incarnée par l'occupation de la Ruhr, suscite un

²⁴⁷¹ VIET Vincent, « La médiation de Justin Godart entre la France et l'OIT dans l'entre-deux-guerres », in Vincent VIET et Isabelle LESPINET-MORET (dir.), *L'Organisation internationale du Travail. Origine – Développement – Avenir*, op. cit., p. 89-106. Et VIET Vincent, « Justin Godart, ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, juin 1924-avril 1925 », in WIEVIORKA Annette (dir.), *Justin Godart : un homme dans son siècle (1871-1956)*, Paris, CNRS Éditions, 2004, p. 69-80.

²⁴⁷² KEVONIAN Dzonivar, « Enjeux de légitimation d'une organisation internationale : Albert Thomas et le Bureau international du Travail (1920-1932) », in BARIETY Jacques (dir.), *Aristide Briand, la Société des Nations et l'Europe (1919-1932)*, op. cit., p. 324-338.

double espoir pour Thomas ; celui d'une action substantielle de la France dans le sens du respect de ses promesses oubliées de ratifications, et celui d'une participation des socialistes au gouvernement. Quelques semaines avant que la SFIO ne démente ce souhait, Thomas avait en effet écrit au radical Édouard Herriot, bientôt appelé à former le nouveau gouvernement : « Je suis très résolument et pour toutes sortes de raisons [...] partisan de la participation des socialistes au gouvernement²⁴⁷³ ».

Il souhaite également que la législature qui s'ouvre inaugure une période nouvelle pour retrouver la paix sociale, brisée sur l'autel de la répression par Millerand du mouvement de grève des cheminots en 1920.

« Il est un point auquel j'attache une importance particulière et dont je voudrais bien t'entretenir. C'est la participation pour ainsi dire morale et plus large mais également efficace et importante à laquelle songent nos amis des organisations ouvrières. Elles constituent un véritable trait d'union entre les divers partis politiques de gauche. Elles représentent cette opinion ouvrière avertie qui est le juge le plus sévère et le plus attentif de tous les hommes politiques. Et leur rêve constant, depuis lors, tu le sais, a été de reprendre une position analogue à celle qu'elles avaient au temps des ministères de guerre et que même Clemenceau n'avait pas pu leur refuser. C'est cela qu'il faudrait tâcher de rendre organique. C'est cela qui, à n'en pas douter, donnerait une véritable force à ton cabinet ».

C'est en effet sous le gouvernement Herriot qu'est mis en place au début de l'année 1925 un Conseil national économique (CNE), projet porté par la CGT depuis son programme de 1919, et que Léon Jouhaux accompagne, sous l'œil bienveillant de Justin Godart et d'Albert Thomas²⁴⁷⁴. Par ailleurs, un grand médiateur de « l'axe Paris-Genève-Paris²⁴⁷⁵ », et ami de Thomas, Justin Godart, est alors nommé à la tête d'un grand ministère des Affaires sociales, compétent pour les relations avec le BIT. Là encore, le directeur compte sur la mobilisation de relations interpersonnelles, qui ne font cependant pas tout le succès d'une politique, comme nous le verrons. Les relations que Thomas noue avec ces personnalités radicales et radicales-socialistes montrent également que la grille de lecture socialo-centrée est loin d'épuiser le spectre de cette « nébuleuse réformatrice du social » qui se perpétue sans doute après la Grande Guerre, mais qui comme le montre surtout l'expérience genevoise de Thomas,

²⁴⁷³ ABIT CAT 7-439. Lettre d'Albert Thomas à Édouard Herriot, mai 1924. Voir annexe n° 14.

²⁴⁷⁴ CHATRIOT Alain, *La démocratie sociale à la française : l'expérience du Conseil national économique, 1924-1940*, op. cit. ; Alain CHATRIOT « Léon Jouhaux : du Conseil économique du travail au Conseil économique (1919-1954) », in Léon Jouhaux, *d'Aubervilliers au prix Nobel, Mairie d'Aubervilliers, Association des amis de Léon Jouhaux*, op. cit., p. 77-86.

²⁴⁷⁵ VIET Vincent, « La médiation de Justin Godart entre la France et l'OIT dans l'entre-deux-guerres », in Vincent VIET et Isabelle LESPINET-MORET (dir.), *L'Organisation internationale du Travail. Origine – Développement – Avenir*, op. cit., p. 89-106.

s'internationalise et du même coup se complexifie²⁴⁷⁶. Thomas confie alors à Godart, qu'il connaît de longue date pour faire partie comme lui de la « couvée Jaurès », engagée avant 1914 pour la paix et le rapprochement franco-allemand :

« Si je regrette encore que mes camarades socialistes ne participent pas, je t'avoue, malgré toutes mes amitiés, et malgré tout mon attachement au Parti, que même en cas de participation, je n'aurais pas voulu d'autre ministre que toi au Travail et à l'Hygiène²⁴⁷⁷ ».

Cette formule montre la grande proximité, notamment dans les modes d'action et dans les conceptions sociales, d'un Thomas, plutôt à droite de son parti, et d'un Godart plutôt à gauche de sa formation radical-socialiste, par ailleurs moins marquée par la discipline doctrinale que la SFIO. Une confiance mutuelle semble également se nouer entre Thomas et Antoine Durafour, qui prend la tête d'un ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociale, sous les gouvernements Painlevé et Briand, entre 1925 et 1926. Thomas engage avec lui une série de réunions en vue de mener le président Poincaré et le gouvernement à s'engager sur la voie des ratifications. C'est à Durafour que Thomas avait confié en 1921 lors de sa démission de député :

« Vous savez que je n'ai jamais été étroitement un homme de Parti. Vous savez que par-delà les frontières des groupes politiques, j'avais joie toujours à me sentir en accord avec les forces de jeunesse et de générosité que je sentais auprès de moi. J'ai souvent professé cette thèse que, dans un Parlement ou dans la vie politique en général, les hommes d'une même génération étaient souvent plus proches les uns des autres que les hommes de générations différentes d'un même Parti. Il y a une manière d'associer les idées, une force de sentimentalité qui nous unit en dépit des étiquettes²⁴⁷⁸ ».

Au moment du remaniement ministériel de juin 1925 qui voit finalement Briand succéder à Herriot, Thomas pense pouvoir influencer les nominations ministérielles, surestimant sans doute sa propre importance dans la vie politique nationale :

« Ce samedi soir, où je dicte ces quelques lignes, j'ai téléphoné à Herriot pour lui dire l'intérêt que je verrais à votre maintien au ministère du Travail. Il a le devoir de donner la garantie au monde ouvrier que, même dans un effort de redressement financier, la France sera fidèle aux huit heures. Nul plus que vous ne pouvez symboliser cette fidélité et rassurer, dans ses inquiétudes, le monde ouvrier.

J'attends avec impatience la décision d'Herriot.

²⁴⁷⁶ CHATRIOT Alain, « Réformer le social sous la Troisième République », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2009, vol. 56, n° 4 bis, p. 40-53.

²⁴⁷⁷ VIET Vincent, « La médiation de Justin Godart entre la France et l'OIT dans l'entre-deux-guerres », *op. cit.*

²⁴⁷⁸ AN 94 AP 379. Lettre de Thomas à Durafour le 29 novembre 1921.

PS : À l'heure où je signe, c'est de nouveau Briand qui forme le cabinet ! Je pense que notre espoir pour la continuité de votre effort devient plus certain²⁴⁷⁹ ».

L'action de Durafour permet le vote de la convention des huit heures par la Chambre des députés, malheureusement bloquée par le Sénat. Durafour renseigne ainsi Thomas en temps et en heure sur l'avancée des négociations parlementaires et promet de « travailler sans relâche » à la ratification des conventions. Alors que celle de la convention des huit heures de travail s'avère un échec dans les principaux États industrialisés d'Europe, du fait d'une double résistance patronale et gouvernementale²⁴⁸⁰, Durafour, redevenu simple député de la Loire après la fin du Cartel des gauches, poursuit sa propagande en faveur des huit heures, notamment dans la presse patronale et financière²⁴⁸¹.

Les convergences de vue entre les deux hommes portent également sur d'autres sujets. Thomas, qui ne conçoit les huit heures que comme le prélude au développement plus large d'une politique de loisirs ouvriers, ne peut que se réjouir du dépôt par Durafour d'un projet de loi « organisant pour tous les travailleurs français, des systèmes de vacances obligatoires et payées²⁴⁸² », préludes aux grandes lois du Front populaire. Les deux hommes seront encore en relation à la fin des années 1920, alors que Thomas participe à la création, en France, d'un Comité national des loisirs²⁴⁸³ inspiré de l'expérience belge initiée par le député socialiste Louis Piérard et porte, avec le BIT, cette thématique à l'échelle internationale²⁴⁸⁴.

Antoine Durafour, aux côtés de Justin Godart entre autres, joue ainsi également un rôle de médiateur de l'axe Paris-Genève-Paris, facilité par la bonne entente interpersonnelle, qui atteint son apogée lorsque Durafour devient, durant le Cartel des gauches, ministre du Travail.

Le primat de ces relations interpersonnelles privilégiées par Thomas peut également être un élément de fragilité, surtout quand il s'appuie sur des ministres, à la longévité – on le sait très relative – sous la III^e République. Une étude plus précise, portant notamment sur le personnel du ministère du travail français chargé des relations avec le BIT, permettrait d'éclairer ce point, afin de mettre à l'épreuve du cas français l'hypothèse mise en avant par Olga Hidalgo-Weber qui insiste davantage sur le rôle des fonctionnaires. Nous pouvons néanmoins souligner à ce

²⁴⁷⁹ AN 94 AP 379. Lettre de Thomas à Durafour du 20 juin 1925.

²⁴⁸⁰ SOUAMAA Najib, « La loi des huit heures : un projet d'Europe sociale ? (1918-1932) », *op. cit.*

²⁴⁸¹ ABIT CAT 5-35-1-10. Correspondance entre le BIT et Antoine Durafour, 1925-1931. Lettre de Thomas à Durafour du 14 janvier 1930, le remerciant pour ses articles dans *Le Capital*.

²⁴⁸² AN 94 AP 379. Lettre de Durafour à Albert Thomas, sans date.

²⁴⁸³ ABIT CAT 5-35-1-10. Voir les nombreux échanges sur ce sujet en 1929 et 1930. Sur les liens entre les réseaux de la coopération et cette création voir POISSON Ernest, *Le coopérateur Albert Thomas : un quart de siècle de vie militante*, *op. cit.*, p. 196-205.

²⁴⁸⁴ GRANDJEAN-JORNOD Camille, *Entre organisation et liberté : politiques de loisirs dans l'entre-deux-guerres au BIT et en Suisse*, *op. cit.*

stade l'importance des membres des commissions parlementaires, qui élaborent le travail législatif en vue des ratifications.

La nouvelle législature qui s'ouvre avec la victoire du Cartel des Gauches mène par exemple le député socialiste Jean Lebas au sein de la commission du Travail et de celle de l'Assurance et de la Prévoyance sociale. Membre également du Conseil supérieur du Travail à partir de 1926, il devient le rapporteur de toutes les conventions internationales sur la réglementation du travail²⁴⁸⁵. Thomas cultive ici la camaraderie socialiste avec Lebas sur qui il semble fonder beaucoup d'espoirs pour faire avancer les ratifications. Il faut dire que Thomas partage quelques points communs, à même de favoriser la bonne entente, avec ce socialiste du Nord, biberonné au guesdisme dès le plus jeune âge. Issus de la même génération – Lebas est de quatre ans l'aîné de Thomas – élevés tous deux par des pères républicains opposés à l'Empire, et lecteurs assidus de Marx, leur premier engagement politique se fait au sein du socialisme, réformiste pour Thomas et guesdiste révolutionnaire pour Lebas. Les deux hommes, qui se tutoient, se sont d'ailleurs retrouvés côte à côte durant la guerre, tous deux majoritaires de guerre et membres de la CAP. Le soutien que Lebas, et les députés socialistes en général, apportent au difficile processus de ratification des conventions internationales du travail en France, est conforme aux décisions de l'IOS et des congrès de la SFIO. L'implication personnelle de Lebas, militant de premier plan de la SFIO, digne héritier de Guesde, et gardien de l'orthodoxie marxiste-révolutionnaire de la « vieille maison », montre qu'un militant authentiquement révolutionnaire, peut ne pas percevoir les résultats obtenus par l'OIT comme une œuvre de « collaboration de classe », mais au contraire comme un outil au service de l'amélioration du sort des travailleurs, et comme un corollaire à l'action syndicale. Néanmoins, Lebas défend lui aussi sa méthode « socialiste » de ratification. Alors que les gouvernements des pays européens industrialisés comme l'Angleterre, la France et l'Allemagne, afin de ralentir le processus sans s'y opposer frontalement, avancent l'idée d'une ratification de la convention des huit heures conditionnée à celle des pays voisins, et que Thomas s'y résout pour faire avancer le dossier tant bien que mal, Lebas s'y oppose assez fortement, invoquant ses convictions politiques :

« Très sincèrement je ne crois pas qu'un socialiste puisse rapporter et défendre un projet qui subordonne l'application des 8 heures dans un pays au vote de cette réforme par le Parlement d'un pays voisin. Et je trouve, dans le mouvement syndical français des faits qui sont autant de fortes raisons qui justifient ce point de vue : organisation des marins réclamant

²⁴⁸⁵ <https://maitron.fr/spip.php?article107731>, notice LEBAS Jean, Baptiste par Jean Piat, Justinien Raymond, version mise en ligne le 12 novembre 2010, dernière modification le 16 avril 2020.

les 8 heures, demande de la Fédération Nationale des travailleurs de la métallurgie de modifier le décret en réduisant le nombre des heures supplémentaires²⁴⁸⁶ ».

L'exemple de la France, au même titre que celui de l'Angleterre, montre la diversité des médiateurs et des interlocuteurs du BIT dans un cadre national. Dans le cas anglais, Olga Hidalgo Weber souligne que le cabinet travailliste de Ramsay MacDonald nommé en 1924 est perçu par la direction du BIT comme un allié de choix. Rappelons que Thomas avait tenté de mettre en place en France au sortir de la guerre une forme de « travaillisme à la française²⁴⁸⁷ », et que jouant sur les diverses acceptions du mot *Labour* en anglais, il présente le BIT à la fois comme le Bureau du travail, du travaillisme et du mouvement ouvrier²⁴⁸⁸. L'historienne montre cependant que cette collaboration n'est pas l'apanage des partis de gauches. Sir Montague Barlow, ministre du Travail dans le cabinet libéral de Bonar Law puis de Baldwin entre 1922 et 1924 est également allié de l'organisation de Genève, où il se rend à plusieurs reprises²⁴⁸⁹. Même s'il existe une affinité élective entre les partis de gauche et le BIT, nous observons que la volonté de Thomas de cultiver des relations interpersonnelles avec certains ministres n'est pas sans difficulté. En effet, collaboration ne veut pas dire inféodation ; Thomas, souvent agacé de la lenteur des procédures nationales de ratification, semble adopter un ton parfois directif, qui déplaît par exemple au ministre du Travail, Tom Shaw, ce qui vaut au directeur du BIT une nécessaire explication :

« Je n'ai nullement l'intention d'exercer sur le ministre du Travail anglais une pression indiscreète. Je n'ai pas l'intention de dicter une procédure quelconque à nos amis d'Angleterre. Je n'ai pas l'intention de régenter le monde [...] Mais jamais, Dieu merci, je n'avais pensé à vous écrire comme un directeur parlant à un ministre [...] Mon but tout simple, c'était de vous donner des renseignements, c'était de vous marquer au jour le jour l'intérêt que présente l'initiative du Parti du travail, du cabinet du travail anglais au moment où la classe ouvrière de tous les grands pays industriels d'Europe lutte péniblement pour la défense des huit heures, c'était bien de lier l'action internationale nécessaire pour sauver une réforme qui [...] est menacée.

Croyez-le bien, je n'ai pas l'intention de suggérer une procédure plutôt qu'une autre à nos amis anglais. Je comprends que les Trade-Union anglais et que vous-mêmes ne veuillez pas de la ratification conditionnelle, que vous veuillez aller plus loin. Je comprends que, du point de vue de la constitution anglaise, vous préféreriez poser un bill. Je comprends tout cela, et j'aurais même indiscretion à en discuter. Mais vous reconnaîtrez avec moi, surtout après dix

²⁴⁸⁶ AN 94 AP 390. Lettre de Jean Lebas à Albert Thomas du 23 février 1925.

²⁴⁸⁷ ZIGMANT Pierre, « *L'Information ouvrière et sociale* » : 1918-1921, *op. cit.*, p. 37-37.

²⁴⁸⁸ ABIT CAT 7-117. Version française de l'article de Thomas sur le BIT et la FSI publié dans les *Sozialistische Monatshefte* en 1930.

²⁴⁸⁹ HIDALGO-WEBER Olga, *Dimensions transnationales des politiques sociales britanniques: op. cit.*, p. 174.

ans de relations mutuelles, de luttes communes, que, de plus en plus, nous sommes profondément solidaires²⁴⁹⁰ ».

Comme avec Jean Lebas, c'est le principe même de la ratification conditionnelle qui pose problème à ces deux socialistes, car il revient à donner aux discussions entre gouvernements la main sur les ratifications, au détriment de l'adoption de la convention à l'issue du processus de négociation tripartite lors des CIT. Elle confirme d'ailleurs la crainte qu'une partie des représentants des travailleurs – Samuel Gompers en tête – avaient exprimée lors des discussions à la Commission de législation internationale du travail, menant à l'adoption d'un tripartisme imparfait sanctionnant le maintien de la souveraineté des États²⁴⁹¹.

²⁴⁹⁰ AN 94 AP 391. La correspondance d'Albert Thomas avec James Middleton, secrétaire-général du *Labour Party*, comprend une série d'échanges entre Thomas et Tom Shaw. La citation est tirée d'une lettre de Thomas à Shaw du 21 février 1924.

²⁴⁹¹ En effet, alors que Samuel Gompers avait par exemple prôné un tripartisme strict avec un représentant gouvernemental, un représentant patronal et un représentant salarié par délégation nationale, c'est la formule 2(représentants gouvernementaux)/1/1 qui avait été adoptée. Sur l'impact de cette décision sur la représentativité de l'institution, voir LOUIS Marieke, *Qu'est-ce qu'une bonne représentation ? L'Organisation internationale du Travail de 1919 à nos jours*, op. cit., p. 54-56.

Conclusion

De ce détour par le cas français, nous pouvons tirer plusieurs enseignements sur l'imbrication des échelles nationales et internationales et sur les médiations nécessaires à l'OIT pour fonctionner. La direction du BIT peut s'appuyer sur des « médiateurs » qui permettent de créer un axe Paris – Genève – Paris efficace. À la figure de Justin Godart mise au jour par Vincent Viet, il convient d'ajouter d'autres personnalités socialistes ou radicales-socialistes, comme Antoine Durafour ou encore Jean Lebas. Dans ce chapitre, nous avons également souligné l'importance du bureau de correspondance de Paris, dirigé par l'intellectuel de gauche Mario Roques. Ces bureaux sont des rouages essentiels pour l'institution naissante : par les contacts qu'ils sont chargés d'établir avec les opinions publiques, ils participent à sa publicité. En lien avec les milieux patronaux, syndicaux et gouvernementaux nationaux, ils préparent l'œuvre de ratification des conventions. Le bureau français a une place particulière dans ce dispositif car, en plus de ces fonctions, il sert également de base-arrière au directeur français du BIT qui garde toujours un œil sur la vie politique de son pays. Mario Roques joue ainsi le rôle de chef de cabinet officieux, maintient le contact avec les milieux syndicalistes et socialistes en particulier. Même si le « retour » à la vie politique française de l'ancien ministre reste une virtualité, le bureau de Paris, tous comme les divers milieux politiques et intellectuels, comme le Centre de Documentation sociale de la rue d'Ulm, maintiennent Thomas en réserve de la République. Il est donc possible de souscrire en partie à l'hypothèse de Georges Lefranc, selon laquelle Thomas se serait refait une « popularité » auprès des socialistes français. Ceux-ci sont d'ailleurs très présents à ses côtés à l'OIT ou dans son orbite et le directeur français du BIT prend un soin particulier à poursuivre le dialogue avec ses anciens « camarades ».

Néanmoins, si les socialistes et les sociaux-démocrates européens sont souvent considérés comme des alliés naturels de l'OIT, l'exemple des relations entre le BIT et l'IOS montre que la mise en place de collaborations de natures diverses est en réalité le fruit d'un processus non linéaire dans lequel Thomas s'implique personnellement mais qui connaît des heurts, des reculs et des hésitations. Ceux-ci sont dus aux prises de positions du directeur du BIT, notamment sur le fascisme ainsi qu'à la nécessité pour l'IOS de reconstruire des modes d'action autonomes. Ces mêmes difficultés se retrouvent dans le cas des relations que Thomas cherche à mettre en place avec les socialistes de divers pays, en particulier ici avec les Allemands, les Français et les Britanniques que nous avons évoqués. Le cas français renseigne particulièrement sur les ambiguïtés potentielles de ces relations. De manière faussement paradoxale, alors que le socialiste espérait sans doute beaucoup du soutien de sa propre famille politique, la SFIO peine

à appuyer l'action de l'OIT, sauf lorsqu'elle permet de renforcer les liens avec la CGT, comme lors de la mobilisation en faveur de la journée de huit heures. Cela tient au positionnement de Thomas qui incarne, dans le socialisme de son temps, à la fois le mauvais souvenir de la participation à l'Union sacrée et une option ouvertement réformiste que le parti en pleine reconstruction cherche à étouffer.

Les milieux socialistes ne sont donc que l'une de ces « organisations périphériques²⁴⁹² » qui gravitent autour de cette « entité pivot²⁴⁹³ » qu'est le BIT. Parallèlement, du fait de la forte mobilisation par le directeur du BIT de réseaux politiques français, déjà mis en partie à contribution au ministère de l'Armement, les socialistes sont assez largement représentés au sein du BIT que ce soit à la fonction de chef du cabinet dont nous avons souligné le rôle éminemment politique, ou à la tête des sections techniques. De ce fait, l'engagement au BIT fonctionne à plein comme un « Geneva Dream » réformiste notamment pour ces militants français en quête d'action d'horizon internationaliste. Cette petite lueur helvète répond donc à la « grande lueur à l'Est » que ces socialistes modérés redoutent. Du fait de l'importance des socialistes au sein du BIT ou dans son orbite, l'internationalisme libéral de la réforme sociale se nourrit de l'internationalisme socialiste et de ses réseaux. Cependant, il ne se confond jamais avec lui. Outre le fait que le fonctionnement même de l'OIT ne permet pas à une organisation politique d'y être représentée, la personnalité de l'ancien ministre socialiste d'Union sacrée joue un rôle ambivalent d'attraction et repoussoir. Thomas réunit donc autour de lui un réseau socialiste réformiste qui participe à la construction d'un internationalisme libéral de la réforme sociale à la fois complémentaire et concurrent de l'internationalisme socialiste qui se reconfigure dans la décennie 1920.

²⁴⁹² LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent « Introduction », in LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *L'Organisation internationale du travail : origine, développement, avenir*, op. cit., p. 16.

²⁴⁹³ *Ibid.*

Chapitre 10.
Une mémoire kaléidoscopique

Introduction

Quelles traces Albert Thomas a-t-il laissées dans la mémoire politique française ? La réaction intervenant généralement après la réponse donnée à mes amis et connaissances m'interrogeant sur le « sujet » de ma thèse – « Qui est-ce ? » - laisse à cet égard peu de doutes. Dans les méandres de la mémoire collective, le nom d'Albert Thomas n'a pas traversé les décennies, tel celui de Léon Blum ou encore de Jean Jaurès. Gilles Vergnon signale à raison qu'il figure parmi les « illustres inconnus²⁴⁹⁴ » du Panthéon socialiste, aux côtés de Paul Brousse, Édouard Vaillant ou encore Jules Guesde, quoique des historiens leur aient redonné récemment leur juste place tant dans l'histoire du socialisme international que dans l'histoire politique de la France²⁴⁹⁵.

Albert Thomas n'est pourtant pas un non-lieu de mémoire. Même si les traces mémorielles sont peu nombreuses, et les références au personnage très rares dans les discours politiques, son nom n'est pas complètement effacé de l'espace politique tant local, national qu'international. Parmi l'une des dernières occurrences en date, il convient de citer le discours d'Emmanuel Macron à l'occasion de la 108^e Conférence internationale du Travail en 2019, et à l'occasion du colloque organisé à Paris pour le centenaire de l'OIT, celui du directeur général actuel de l'OIT, Guy Ryder, qui a naturellement souligné l'héritage de son illustre prédécesseur.

La présence du souvenir de Thomas habite encore les couloirs de l'OIT qui abritent de nombreux portraits et photos du premier directeur du BIT (voir figure n° 21). C'est encore plus vrai dans la salle des archives du BIT, où trône un portrait de son premier directeur et où sont affichées nombre de ses citations (voir figure n° 22).

²⁴⁹⁴ Préface de Gilles Vergnon in BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, *Albert Thomas : le socialisme en guerre, 1914-1918, op. cit.*, p. 7.

²⁴⁹⁵ CANDAR Gilles, *Édouard Vaillant : le socialisme républicain*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2015. DUCANGE Jean-Numa, *Jules Guesde : l'anti-Jaurès ?*, op. cit.

Figure n° 21. Portrait d'Albert Thomas dans le bâtiment de l'OIT (collection photographique personnelle d'Isabelle Lespinet-Moret).



Figure n° 22. Salle des archives de l'OIT avec un portrait d'Albert Thomas au mur (collection photographique personnelle).



Cette mémoire apparaît également dans l'espace public genevois avec le célèbre monument de Paul Landowski dédié à Albert Thomas sur la place éponyme contraste cependant avec la faible présence dans l'espace public français, en particulier dans sa capitale. Pour évaluer le décalage ou au contraire la concordance potentielle entre la mémoire institutionnelle de l'OIT et la mémoire de l'homme politique français de la III^e République, nous avons ici décidé de suivre plusieurs pistes. Une première renvoie à la recherche de passeurs de mémoire, collaborateurs, amis et membres de la famille de Thomas qui participent à une construction hagiographique sous contrôle. En parallèle, un exercice, convenu mais néanmoins éclairant, consiste à repérer des noms de voies publiques et bâtiments portant le nom de Thomas, ainsi que des statues à son effigie. De quoi donner des indications sur le contexte d'adoption mais aussi sur les diverses strates mémorielles, inscrites dans une chronologie évolutive. Fidèle à notre thématique de recherche, nous avons cherché également à évaluer la place éventuelle de Thomas dans la mémoire militante socialiste française au-delà de l'entre-deux-guerres. Sa présence discrète éclaire les modalités de construction d'un Panthéon socialiste qui se fixe avec la construction du Parti socialiste puis l'élection de François Mitterrand, occultant ainsi les souvenirs d'une vieille SFIO désormais reléguée à une préhistoire du socialisme. Par ailleurs, la mémoire du personnage, aux réseaux multiples, dépasse naturellement les rangs partisans ; l'action du premier directeur du BIT est naturellement toujours célébrée par l'organisation centenaire, soucieuse de construire une mémoire collective internationale de la législation

sociale²⁴⁹⁶, au risque de céder à la tentation de « nationaliser » ou de « renationaliser » son héritage, surtout lors des hommages rendus par différents responsables politiques français.

²⁴⁹⁶ KOTT Sandrine, « “Kann es transnationale Erinnerungsorte geben?” Die *International Labour Organisation* und die soziale Erinnerung Europas », in BUCHINGER Kristin, GANTET Claire et VOGEL Jakob (dir), *Europäische Erinnerungsräume*, Francfort/New-York, Campus Verlag, 2009, p. 281-295.

I. Des passeurs de mémoire

A. La Société des Amis d'Albert Thomas

C'est dans l'orbite du Conseil d'Administration du BIT qu'est fondée, dès juillet 1932, la Société des Amis d'Albert Thomas. Directement inspirée des statuts de la Société des Amis de Jean Jaurès, créée en France en 1916 et dont Thomas était membre, elle se donne « pour but d'honorer la mémoire d'Albert Thomas en érigeant un monument au premier directeur du Bureau international du Travail et en perpétuant son souvenir par tous les autres moyens qui seront jugés les plus appropriés²⁴⁹⁷ ». C'est le juriste belge Ernest Mahaim, membre du CA du BIT qui en prend la direction, tandis que Marius Viple en devient le secrétaire. Les membres sont des anciens collaborateurs d'Albert Thomas, à l'instar de Jean Morellet, E. P. Phelan, Harold Butler, Léon Jouhaux, Mario Roques et Charles Picquenard²⁴⁹⁸. Dès sa création, la Société cherche à constituer des groupes nationaux dans les pays membres de l'OIT²⁴⁹⁹. Nous ne connaissons pas précisément l'avenir de ce projet, si ce n'est qu'un office national, pris en charge par M. Gallone, est mis en place en Espagne en septembre 1932²⁵⁰⁰. Jusqu'en 1937, l'activité de la Société est surtout consacrée à mobiliser des fonds pour ériger un monument à la gloire d'Albert Thomas, en s'adressant aux « quatre races » - d'après le nom du monument - pour lequel elle lance une souscription publique²⁵⁰¹. Conçu par Paul Landowski, auteur du Mur des Réformateurs de Genève et du Christ de Corcovado de Rio de Janeiro, ce monument en granit, représentant les travailleurs de tous les continents et gravé de citations d'Albert Thomas, sera inauguré le 20 juin 1937²⁵⁰² (voir figures n° 23, 24, 25, 26 et 27).

²⁴⁹⁷ ABIT D500/1001/1. Société des Amis d'Albert Thomas, meetings of the Executive Committee (1932-1937). Procès-verbal de la séance du 21 juin 1933. Article 2 des statuts de la Société.

²⁴⁹⁸ ABIT D500/1001/1. Société des Amis d'Albert Thomas, meetings of the Executive Committee (1932-1937). Procès-verbal de la séance du 20 septembre 1932.

²⁴⁹⁹ ABIT D500/1002 et ABIT D500/1002/57/1. National groups of the « Société des Amis d'Albert Thomas ».

²⁵⁰⁰ ABIT D500/1002/57/1.

²⁵⁰¹ THEBAUD Françoise, *Une traversée du siècle : Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, op. cit., p. 4.

²⁵⁰² Lors de la cérémonie se succèdent notamment à la tribune Ernest Mahaim, en tant que président de la Société des Amis d'Albert Thomas, Harold Butler, successeur de Thomas, et, reflet du tripartisme de l'organisation, le président du groupe ouvrier au CA, ainsi que le président du groupe patronal au CA.

**Figure n° 23. Monument à Albert Thomas sur la place éponyme à Genève
(photographie de Sébastien Farré)**



Figure n° 24. « On ne me vole pas ma vie, je la donne », monument à Albert Thomas à Genève (collection photographique personnelle d'Isabelle Lespinet-Moret).

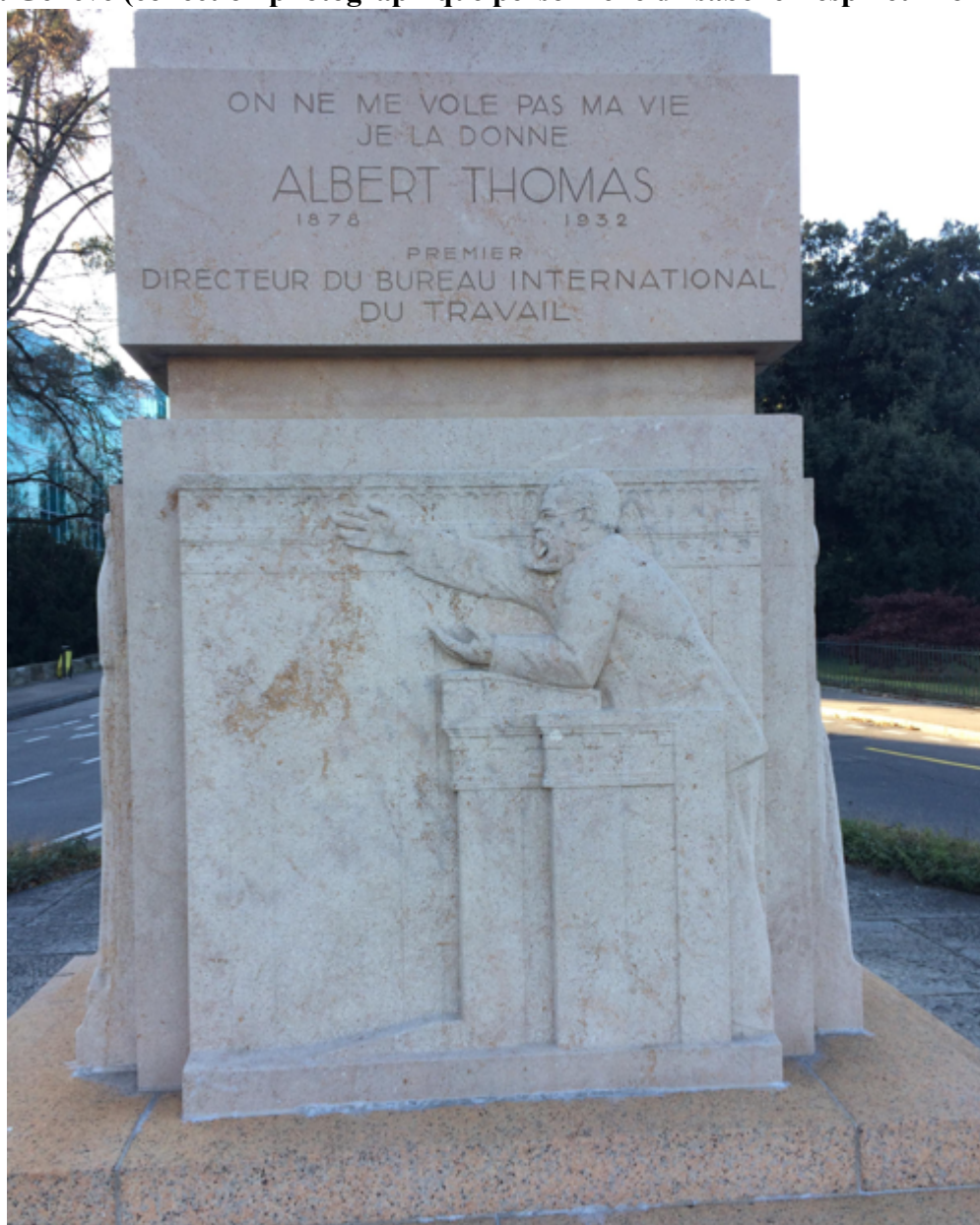


Figure n° 25. « Les hommes de mon temps ont un devoir sacré, faire la paix », monument à Albert Thomas à Genève (collection photographique personnelle d'Isabelle Lespinet-Moret).



Figure n° 26. « Le travail doit être placé au-dessus de toutes les luttes de concurrences. Il n'est pas une marchandise », monument à Albert Thomas à Genève (collection photographique personnelle d'Isabelle Lespinet-Moret).



Figure n° 27. « C'est d'audace et de foi que les organisations humaines ont besoin à leur naissance », monument à Albert Thomas à Genève (collection photographique personnelle d'Isabelle Lespinet-Moret).



Françoise Thébaud a également étudié les publications auxquelles se consacre la Société²⁵⁰³. Dans ses premières années d'activité, celle-ci finance en partie l'édition de l'ouvrage de Phelan, précieux témoignage de ce proche collaborateur de Thomas²⁵⁰⁴, en français et en anglais, ainsi qu'en danois et en espagnol. Après la mort de Mahaim en 1938 et plus encore durant la Seconde Guerre mondiale, l'activité de l'association se réduit fortement. En 1938 déjà, l'association projette de liquider le reliquat de son budget – surtout consacré à la statue genevoise – pour des œuvres scolaires ou pour permettre à des syndicalistes ou des coopérateurs de venir à Genève

²⁵⁰³ THEBAUD Françoise, *Une traversée du siècle : Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, op. cit., p. 421.

²⁵⁰⁴ PHELAN E. J., *Albert Thomas et la création du BIT*, op. cit.

observer l'œuvre du BIT²⁵⁰⁵. Cette mort programmée ne se réalise pourtant pas. La Société reprend en effet du service à partir des années 1950, notamment à l'approche des 25 ans de la mort de Thomas, en 1957. Malgré des finances quasiment « hypothéquées²⁵⁰⁶ », elle subventionne la traduction en français par Louis Dupont de la thèse néerlandaise de B.W. Schaper consacrée à la vie de Thomas, achevée en 1953²⁵⁰⁷ et publiée aux PUF en 1960, ainsi que la parution en 1957 d'un recueil de témoignages, à forte dimension hagiographique, intitulé *Albert Thomas vivant : un grand citoyen du monde*²⁵⁰⁸, qui rassemble des témoignages d'amis et d'anciens collaborateurs. C'est aussi elle qui publie en 1959 les notes du voyage d'Albert Thomas en Asie²⁵⁰⁹. Il faut ici dire un mot de la démarche de B.W. Schaper qui consacre à ce dernier une thèse biographique. Son auteur, ainsi présenté par Paul Ramadier, est « un historien, professeur d'histoire dans un lycée d'Amsterdam. Mais c'est aussi le fils d'un militant socialiste, élu député en 1899, chez qui Jef Rens²⁵¹⁰ constate une certaine ressemblance avec Albert Thomas. On peut penser que cette tradition familiale a permis à M. Schaper ne pas écrire seulement d'après les livres, mais de donner à son œuvre une allure vivante qui en relève l'intérêt²⁵¹¹ ». Le travail de Schaper peut ainsi être considéré, tantôt comme un travail d'histoire, « fidèle à la tradition et méthode historique de Thomas lui-même²⁵¹² », tantôt comme une œuvre de mémoire dédiée à un représentant français de la social-démocratie - à laquelle Schaper, par tradition politique familiale, est lui-même très attaché. Par ailleurs, l'historien-biographe entend faire de son ouvrage un moyen de faire connaître l'OIT qui « après trente ans d'existence [est] trop peu connue du grand public²⁵¹³ ».

La traduction en français de l'ouvrage, financée par l'association des amis d'Albert Thomas, est, de fait, réalisée en lien étroit avec le Souvenir des Amis de Thomas, qui cultive aussi la mémoire du premier directeur français du BIT.

²⁵⁰⁵ ABIT D500/1001/1. Note de la Société des Amis d'Albert Thomas de 1938.

²⁵⁰⁶ Archives de l'IISH, ARCH01240. Archief Bertus Willem Schaper. Lettre de Roger Lafrance à Madeleine Thomas du 14 septembre 1953.

²⁵⁰⁷ SCHAPER B.W., *Albert Thomas. Trente ans de réformisme social*, op. cit.

²⁵⁰⁸ SOCIÉTÉ DES AMIS D'ALBERT THOMAS, *Albert Thomas vivant*, op. cit.

²⁵⁰⁹ SOCIÉTÉ DES AMIS D'ALBERT THOMAS, *À la rencontre de l'Orient, notes de voyage, 1928-1929*, op. cit.

²⁵¹⁰ Syndicaliste belge, il était alors directeur général adjoint du BIT.

²⁵¹¹ Archives de l'IISH, ARCH01240. Archief Bertus Willem Schaper, extrait d'un article de Paul Ramadier, non daté.

²⁵¹² *Ibid.*

²⁵¹³ Archives de l'IISH, ARCH01240. Archief Bertus Willem Schaper. Lettre de Schaper à Livchen (du service de presse et de propagande du BIT), du 7 février 1951.

B. Le Souvenir des « Amis de Thomas »

L'approche du quarantième anniversaire de l'OIT explique sans doute la création, en 1954, de la société « Le Souvenir d'Albert Thomas », dont l'activité complète celle de la précédente association. Des personnalités, comme Marguerite Thibert, membre des deux entités, jouent d'ailleurs un rôle d'intermédiaire entre celles-ci. Plus ancrée dans le contexte français – son siège social est à la mairie de Champigny-sur-Marne – l'association, dont le siège administratif se trouve au bureau parisien du BIT, n'en cultive pas moins ses liens avec l'organisation genevoise. Le rôle de l'association et la composition de son Conseil d'Administration sont renseignés par une brochure publiée en 1956²⁵¹⁴. Le Souvenir vise à « entretenir le souvenir d'Albert Thomas ; fils de Champigny, socialiste, coopérateur, syndicaliste, organisateur de la Défense nationale, premier directeur et animateur du Bureau international du Travail²⁵¹⁵ ». Dans cette perspective, l'association entretient la tombe de ce dernier à Champigny, et y organise une cérémonie annuelle. Même si nous n'en avons pas trouvé la preuve formelle, il est probable que le Souvenir d'Albert Thomas ait été à l'origine de la publication par la Poste française d'un timbre qui, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la création de l'OIT en 1969, affiche l'effigie du fonctionnaire français (voir figure n° 28). La Société des Amis de Jules Guesde avait du reste mené une démarche similaire auprès de la Poste en 1957²⁵¹⁶.

Figure n° 28. Timbre de 1969 « Organisation internationale du travail, 1919-1969. Albert Thomas », dessiné et gravé par Claude Haley.



²⁵¹⁴ Archives de l'IISH, IISG F 1294/650. MANTOUX Paul et MAURETTE Fernand, *Albert Thomas (1878-1932)*, Association « Le souvenir d'Albert Thomas », Mâcon, Protat Frères, 1956.

²⁵¹⁵ Statuts de l'Association cités in THEBAUD Françoise, *Une traversée du siècle : Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, op. cit. p. 422.

²⁵¹⁶ D'ALMEIDA Fabrice, *Histoire et politique en France et en Italie*, op. cit., p. 347.

Le « Souvenir » veut cependant se concentrer sur le présent et le futur et non se tourner seulement vers le passé ; il affirme ne pas vouloir « seulement honorer sa mémoire, mais [...] la rendre présente et vivante aux yeux de la jeune génération ». D'où l'organisation de conférences, la création d'un cercle d'études et le financement de publications. Toujours ancré dans une démarche associée à la discipline historique, en 1961, le Souvenir d'Albert Thomas publie une nouvelle édition – la troisième – de *L'histoire anecdotique du travail*, ouvrage didactique portant sur le travail de l'Antiquité à nos jours, et que Thomas destinait à un jeune public²⁵¹⁷. Les deux historiens qui la dirigent, Jean Maitron, créateur du Centre d'histoire du syndicalisme et du Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier, et son ami Lucien Leray, ancien résistant, instituteur, militant syndicaliste et socialiste, y ajoutent ainsi un chapitre destiné à révéler l'héritage politique et social de Thomas dans les décennies suivant sa mort. En abordant, la question du chômage, les grèves du Front populaire, la création des comités d'entreprises en France en 1946, la réduction du temps de travail et les avancées sociales « ailleurs dans le monde », ce chapitre fait écho aux thématiques portées par l'OIT tant dans le domaine de la réglementation du travail que dans celui du dialogue social. La réception de l'ouvrage ne semble cependant pas à la hauteur des efforts humains et financiers investis. L'association s'est endettée auprès de banques coopératives²⁵¹⁸, pour imprimer les 11 000 exemplaires prévus, qui peineront à s'écouler, malgré les efforts fournis par l'association pour en permettre la diffusion auprès du ministère du Travail et des scolaires. Françoise Thébaud pose très justement la question de l'adéquation du contenu de l'ouvrage avec les attentes du public des années 1960 :

« Cette énergie dépensée pour honorer la mémoire d'Albert Thomas est-elle en phase avec les enjeux et les modes de pensée du moment ? L'histoire anecdotique du travail, même présentée de façon attrayante, peut-elle parler aux jeunes des années 1960 qui entrent, en Occident du moins, dans une société de consommation et des loisirs de masse ?²⁵¹⁹ »

L'historienne insiste à juste titre sur les personnalités membres de l'association qui reflètent le tripartisme de l'OIT ; Robert Bothereau (secrétaire-général de la CGT-FO) et Pierre Waline (secrétaire-général de l'Union des industries et métiers de la métallurgie) côtoient ainsi d'anciens fonctionnaires ou personnalités politiques françaises liées à l'OIT (Mario Roques,

²⁵¹⁷ THOMAS Albert, MAITRON Jean et LERAY Lucien, *Histoire anecdotique du travail*, Paris, Association « Le Souvenir d'Albert Thomas », 1961. Sur la première édition de cet ouvrage en 1910 voir le chapitre 2.

²⁵¹⁸ Archives de l'OURS. 18 APO 6. Fonds René Hug. Compte rendu de l'assemblée générale du 7 janvier 1964.

²⁵¹⁹ THEBAUD Françoise, *Une traversée du siècle : Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, op. cit., p. 431.

ancien directeur du bureau de Paris, Maurice Colombain, ancien chef de la section de coopération, Henri Gallois, ancien employé au Cabinet d'Albert Thomas, Jean Morellet, ancien conseiller juridique, Camille Pône, ancien chef de section à la Division Diplomatique, ou encore Marguerite Thibert alors retraitée du BIT). Comme l'Association des Amis d'Albert Thomas, le Souvenir ressemble fortement à une amicale d'anciens collaborateurs. Plus généralement, la composition du CA est le reflet des réseaux ayant accompagné la carrière et la vie d'Albert Thomas. En sont ainsi membres Pierre Comert, ami d'enfance de Thomas, et directeur de la section d'Information à la Société des Nations de 1919 à 1932, tout comme le juriste Henri Lévy-Bruhl, dont le père, le sociologue durkheimien avait bien connu Thomas pour avoir gravité dans ces réseaux d'intellectuels normaliens qui ont façonné ses premières années. L'un des deux présidents de l'association, Paul Mantoux, fut le compagnon de Thomas à l'ENS mais aussi son collaborateur au ministère de l'Armement. Le deuxième président, Marius Moutet, ami de Thomas depuis 1905 - comme il l'indique lui-même dans la préface qu'il consacre à la traduction française de la thèse de Schaper²⁵²⁰ - est le représentant d'un socialisme français, jaurésien, puis majoritaire de guerre qui le portera au rang de ministre sous le Front populaire. Les réseaux socialistes réformistes et modérés sont également représentés par les présidents d'honneur Édouard Depreux, Joseph Paul-Boncour ou encore Paul Ramadier, ces deux derniers cherchant d'ailleurs à cultiver la mémoire de leur ami défunt dans la SFIO de l'après-Deuxième Guerre mondiale comme nous le verrons plus loin. On ne sera pas non plus surpris d'y trouver Marcel Brot, président de la FNCC et Jean Gaumont, auteur d'une magistrale histoire de la coopération française²⁵²¹, comme un héritage des décennies de militantisme coopératif d'Albert Thomas. Dans les années 1950, la FNCC apporte d'ailleurs un soutien financier important à l'association²⁵²². Paul Grunebaum-Ballin, président de section honoraire au Conseil d'État, juriste proche d'Aristide Briand et de Léon Blum, attaché au développement de l'État social – notamment par la promotion des HBM - est, quant à lui, représentatif de cette « nébuleuse réformatrice du social » apparue sous la III^e République et agissant souvent dans l'ombre, qui se reconfigure au fil des décennies²⁵²³.

²⁵²⁰ SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas : trente ans de réformisme social*, op. cit., préface de Marius Moutet, p. vi.

²⁵²¹ La première édition de 1924 avait d'ailleurs été préfacée par Albert Thomas. GAUMONT Jean et THOMAS Albert Préfacier, *Histoire générale de la coopération en France : les idées et les faits, les hommes et les œuvres*, Paris, Fédération nationale des coopératives de consommation, 1924.

²⁵²² Archives de l'OURS. 18 APO 6. Fonds René Hug. Compte rendu de l'assemblée générale du 25 juin 1955. En 1957, la revue espagnole, *Revista de la cooperacion*, publie un numéro consacré à Albert Thomas. AN 94 AP 482.

²⁵²³ HAMON Léo, « Paul Grunebaum-Ballin », *Le Monde*, 13 février 1969.

Seules quatre femmes figurent dans la liste du CA : Madeleine Thomas, née Chaufaille, Augusta Jouhaux, Aimée-Louise Morel et Marguerite Thibert. Dans la biographie qu'elle consacre à cette dernière, François Thébaud insiste d'ailleurs sur le rôle particulier de l'ancienne fonctionnaire du BIT dans la perpétuation de la mémoire de son directeur, à qui elle vouait une grande admiration, comme en témoigne le portrait de ce dernier conservé dans son salon aux côtés de celui de Jean Jaurès. La mémoire intime que Marguerite Thibert cultive du socialiste français complète ainsi son actif rôle de passeuse de mémoire. Elle suit notamment de près la traduction en français de la thèse de Schaper par l'ancien fonctionnaire du BIT, Louis Dupont. Dans plusieurs lettres qu'elle adresse en 1957 et 1958 à l'historien néerlandais, elle conteste, avec force détails, l'utilisation qu'elle juge fâcheuse du témoignage amer laissé par Hubert Bourgin sur Thomas et plus généralement sur les socialistes qu'il a côtoyés de Jaurès à Léon Blum²⁵²⁴. Rappelons que cet ancien conseiller de Thomas, passé au nationalisme et à la collaboration sous Vichy, avait déjà rompu, dès les années 1920, avec les socialistes dont il jugeait l'engagement dans la Défense nationale et l'Union sacrée trop timide, ce qui lui avait valu une ferme réprobation de Thomas. Marguerite Thibert, du haut de son sérieux et de sa précision, n'hésite alors pas à rappeler à l'historien néerlandais, moins au fait du contexte socialiste français, que Thomas qualifiait lui-même son ancien conseiller de « fasciste ». Et de parcourir tout *Le Populaire*, organe de presse de la SFIO, de l'année 1938 pour établir en définitive que l'indifférence suscitée par le pamphlet de Bourgin chez les socialistes de l'époque, était imputable à l'accaparement du gouvernement de Front populaire par les périls internationaux comme la Guerre d'Espagne ou à la multiplication en France des « complots fascistes²⁵²⁵ ». Elle insiste également, avec un succès mitigé, pour que l'auteur expurge son texte de certaines anecdotes, rapportées sur la personnalité de Thomas, mais non attestées par des archives.

Les nombreux échanges entre les membres de l'association et l'historien néerlandais montrent, outre les difficultés habituelles liées à la traduction d'un ouvrage universitaire, le souci pour les membres de l'association de perpétuer une mémoire qui se refuse à l'hagiographie, mais qu'ils cherchent tout de même à contrôler et à appuyer sur une expertise scientifique historienne solide. Cette tentative de scientification²⁵²⁶ de la mémoire apparaît alors

²⁵²⁴ Hubert BOURGIN, *De Jaurès à Léon Blum : l'École normale et la politique*, op. cit.

²⁵²⁵ Archives de l'IISH, ARCH01240. Archief Bertus Willem Schaper. Lettre de Marguerite Thibert à B.W. Schaper du 19 décembre 1957.

²⁵²⁶ Sur ce concept voir RAPHAEL Lutz, « Die Verwissenschaftlichung des Sozialen als methodische und konzeptionelle Herausforderung für eine Sozialgeschichte des 20. Jahrhunderts », *Geschichte und Gesellschaft*, vol. 22, n° 2, 1996, p. 165-193.

comme un hommage à la méthode même de Thomas, qui chercha à bâtir en son temps le socialisme sur les sciences sociales, ce qui ne manquera pas de plonger l'historien.ne dans une mise en abyme vertigineuse...

La présence d'Aimée-Louise Morel et d'Augusta Jouhaux, successivement présidentes du bureau de Paris de 1940 à 1949 et de 1949 à 1971, signale encore une fois l'importance de cette antenne française du BIT dans la perpétuation du souvenir d'Albert Thomas. Augusta Jouhaux, militante syndicaliste à la CGT puis à FO et conjointe de Léon Jouhaux, témoigne de l'importance de ce compagnonnage de Thomas avec cette grande figure du syndicalisme réformiste français, fortement impliqué dans les instances de l'OIT. À l'occasion de l'anniversaire des cinquante ans du BIT, elle participe, aux côtés de Francis Blanchard, qui est le deuxième Français à diriger le BIT, à une émission télévisuelle retraçant l'histoire de cette institution, occasion pour elle de rendre hommage à la longue collaboration de son époux avec Albert Thomas²⁵²⁷.

De son côté, Morel est l'une des collaboratrices les plus anciennes de Thomas et de Mario Roques, engagée dès 1916 dans le secrétariat du sous-chef de cabinet du sous-secrétaire d'État à l'Armement, pilier de l'AEDS, employée au bureau de Paris dès sa création, et assurant la survie de celui-ci durant la Seconde Guerre mondiale²⁵²⁸. Un temps secrétaire du « Souvenir d'Albert Thomas », elle suit également de près la traduction de l'ouvrage de Schaper en français, contestant également l'usage abusif du témoignage d'Hubert Bourgin par l'auteur²⁵²⁹. Chacune à leur manière, elles montrent la place centrale de ces Françaises soucieuses de faire vivre au fil du temps la « maison » créée par Albert Thomas, selon l'expression affectueuse de Marius Viple. Les nombreuses archives qu'elles ont laissées à Genève pourraient largement faire l'objet d'une étude de nature à éclairer le rôle et le fonctionnement du bureau de Paris sur plusieurs décennies et l'activité politique de ces deux femmes en particulier²⁵³⁰.

L'épouse d'Albert Thomas, Madeleine, joue un rôle central, aux côtés de son mari durant toute sa vie, mais aussi pour perpétuer sa mémoire après sa mort (voir figure n° 29). Comme l'ont montré les récentes études sur les couples en politique, les épouses, souvent présentées comme étant « dans l'ombre » de leur mari, ont en réalité très majoritairement joué un rôle

²⁵²⁷ Archives de l'INA. Émission de l'ORTF du 21 mai 1969 pour le 50^e anniversaire de l'OIT.

²⁵²⁸ Souvenirs d'Aimée-Louise Morel née Rommel, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---europe/---ro-geneva/---ilo-paris/documents/publication/wcms_473849.pdf

²⁵²⁹ Archives de l'Institut international d'histoire sociale, ARCH01240. Archief Bertus Willem Schaper. Lettre de Marius Moutet à B.W. Schaper du 13 novembre 1957.

²⁵³⁰ Sur leur activité respective à la tête du bureau de Paris, voir leur dossier personnel ABIT P. 4740. Augusta Jouhaux et P. 5853. Aimée-Louise Morel.

central, non seulement dans la gestion du foyer dont la stabilité participe pleinement à celle – psychologique – de l'époux, mais aussi dans le domaine politique, en assumant quantité de tâches souvent invisibles, mais néanmoins fondamentales pour l'activité publique du mari²⁵³¹.

**Figure n° 29. Albert Thomas et sa femme, Madeleine Thomas à Bari (Italie), en 1931
(Archives historiques de l'OIT).**



Madeleine l'a en effet épaulé tout au long de sa carrière politique et de sa vie, assurant par exemple une grosse part du secrétariat de *La Revue syndicaliste* qui ne disposait pas d'un personnel dédié²⁵³², composant la table alphabétique de *L'Histoire du Second Empire*²⁵³³, assurant l'éducation de leurs trois filles, s'occupant de la mère d'Albert, malade durant la guerre et alors que Thomas était plus souvent à Paris qu'à Champigny, organisant des réceptions à Genève des personnalités invitées à l'OIT, donnant à Albert des leçons d'anglais qu'elle avait appris lors de sa formation d'institutrice, etc... Françoise Thébaud, qui a étudié les lettres

²⁵³¹ Voir sur ce point BEAUVALET Scarlett (dir.), « Couples en politique : des guerres de Religion à nos jours », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 2019/2 (n° HS 14) ; DARTEVELLE Raymond et FABRE Mélanie (dir.), « Couples d'intellectuels, de l'intime au politique », *Les Études sociales*, 2019, vol. 2, n° 170.

²⁵³² Cf. chapitre 2.

²⁵³³ Archives de l'IISH, ARCH01240. Archief Bertus Willem Schaper. Lettre de Madeleine Thomas à B.W. Schaper du 29 juin 1953.

échangées entre Marguerite Thibert et Madeleine Thomas, retranscrit une lettre envoyée par l'époux à sa femme, témoignant de la quasi abnégation demandée par celui-ci :

« Je ne t'imposerai jamais un sacrifice, mais, chérie, je t'en ai demandé, je t'en demanderai encore, mais je ne veux que ceux auxquels tu consentirais. Je m'efforcerai toujours de concilier ce que je considère comme mon devoir et ce que je te dois comme bonheur. Mais ce sera la joie de ma vie de sentir, peu à peu, que tout en résistant dans la vie de chaque jour à telle ou telle grande concession, tu t'intéresses à mon travail, tu es prête, toi aussi, pour servir notre cause de tout cœur. Je te le répète, il y a pour nous un équilibre à trouver. Nous le trouverons²⁵³⁴ ».

Les sacrifices demandés semblent avoir pourtant jalonné la vie du couple, Thomas consacrant l'essentiel de son temps à son travail. En 1959, Madeleine confiait à Schaper :

« Enfin me voici arrivée à la fin de votre beau livre, mais je puis vous dire que j'ai broyé du noir pendant cette lecture, car c'est pour moi si triste de penser à cette lutte continuelle qu'a été la vie de mon mari ! Il a toujours tout fait pour nous tenir en dehors de ses préoccupations, naturellement il ne voulait pas attrister sa mère. Heureusement que nos trois filles étaient d'un caractère enjoué et affectueux. Il les a eues, hélas, bien peu autour de lui. Il m'a dit avant de mourir : "Comme tu les as bien élevées nos trois filles !" Et c'est une grande consolation quand j'y pense. Il a si peu été à la maison, mais il a été toujours présent. Il y était présent par ses lettres quand il écrivait régulièrement même lorsqu'il était très loin²⁵³⁵ ».

L'une des trois filles – il n'est pas précisé laquelle – témoigne également de cette présence lointaine du père à leur côté :

« Nous avions et nous gardions toutes trois le culte de notre père. Le travail harcelant qu'il fournissait la plupart du temps de huit heures du matin à une heure du matin lui laissait peu de temps pour vivre avec sa femme, ses filles et sa mère qu'il adorait. Cependant il savait nous consacrer le moment des repas et nous gardait ensuite auprès de lui quelques instants. Nous étions pénétrées de sa grande bonté, de sa grandeur d'âme, pour nous former à la vie nous avons les sorties du dimanche à la campagne, les longues marches qui le rafraichissaient des stations trop assises, les contacts avec les habitants de campagnes que nous rendions d'ailleurs plus réguliers en passant nos vacances parmi eux. Nous avons connu avec lui tous les côtés de la vie ouvrière avec laquelle il tenait à ce que nous soyons familiarisées. Connaitre le travail et le respecter c'était la grande loi de notre famille²⁵³⁶ ».

²⁵³⁴ Lettre d'Albert à Madeleine du 31 mai 1906, cité in THEBAUD Françoise, *Une traversée du siècle : Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, op. cit., p. 427.

²⁵³⁵ Archives de l'IISH, ARCH01240. Archief Bertus Willem Schaper. Lettre de Madeleine Thomas à B.W. Schaper du 19 avril 1959.

²⁵³⁶ Archives de l'INA, émission du 16 juin 1969 à l'ORTF, « Éléments pour le 25^e anniversaire de la mort d'Albert Thomas ».

Les nombreuses lettres de sa plume retrouvées dans les archives de Schaper à Amsterdam, de même que les notes éparses retrouvées ici et là dans le fonds Thomas des Archives nationales à Paris montrent son effort constant pour classer et conserver l'importante documentation laissée par son mari. En contact étroit avec B.W. Schaper, Madeleine fournissait à ce dernier de la documentation, lui livrait son témoignage et de nombreux souvenirs personnels qui nourrissaient le travail du biographe. En lien avec l'association et le Souvenir, elle veilla notamment à s'assurer que Schaper trouve un éditeur français pour la traduction, et sollicita directement des personnalités comme Camille Huysmans, ou encore la femme du député socialiste belge, Louis Piérard, pour tenter de récolter quelques financements du côté des socialistes d'Europe²⁵³⁷.

À son décès en septembre 1966, Roland Planchard en dresse le portrait suivant qui dit sans doute trop timidement le pilier qu'elle a constitué pour Thomas, non seulement pour assurer la cohésion du foyer mais aussi pour participer, dans l'ombre, aux multiples activités politiques de son mari.

« Pendant 25 ans, elle l'a suivi et aidé dans sa carrière d'homme politique et d'homme d'action, vivant contre lui, attentive, compréhensive, silencieuse, enthousiaste. Elle l'a soutenu dans les débuts difficiles du socialisme français lorsqu'il était le second de Jean Jaurès [...]»²⁵³⁸.

Si les informations sur ses éventuelles activités politiques font défaut, ses lettres montrent qu'elle fut bien davantage une compagne de route du socialisme de la SFIO : une socialiste de cœur, partageant son engagement politique, et continuant à suivre, jusqu'à la mort de son mari, l'actualité politique en général et celle du parti socialiste en particulier.

Roland Planchard évoque également le temps passé par Madeleine à classer l'immense masse documentaire laissée par son mari. Soucieuse d'assurer à ces papiers une meilleure conservation que celle offerte par la maison de famille de Garchy dans la Nièvre, achetée par les époux en 1929, elle se décide finalement à les verser aux Archives nationales, en plusieurs fois, entre 1942 et 1964, incitée par Mario Roques²⁵³⁹, qui effectue lui-même certains versements en 1942 et 1948, comprenant surtout les papiers du ministère de l'Armement²⁵⁴⁰.

²⁵³⁷ *Ibid.* Lettre de Madeleine Thomas à B.W. Schaper du 21 octobre 1953.

²⁵³⁸ *Ibid.* Coupure de presse d'un article de Roland Planchard.

²⁵³⁹ Archives de l'IISH, ARCH01240. Archief Bertus Willem Schaper. Lettre de Madeleine Thomas à B.W. Schaper du 15 décembre 1962 de Madeleine à Schaper.

²⁵⁴⁰ Dossier du fonds Albert Thomas aux Archives nationales, retraçant l'historique des versements. Je remercie Isabelle Aristide, responsable des Archives privées à Pierrefitte-sur-Seine, de m'avoir laissée consulter ce dossier. D'après Roland Blanchard, la bibliothèque personnelle de Thomas aurait été offerte aux « coopérateurs », sans plus d'informations à ce sujet.

II. Les voies de l'oubli

A. La célébration dans les années 1930 : le défenseur des travailleurs et l'apôtre de paix sociale

Le décès brutal d'Albert Thomas, en 1932, suscite le trouble et l'émotion à l'OIT, d'autant qu'il intervient après la disparition tout aussi inattendue d'Arthur Fontaine un an plus tôt. Cet événement fait accéder Thomas à une forme de gloire immédiate dont témoignent les quelques 2 000 notices et articles nécrologiques consacrées au défunt directeur du BIT, et ce dans quarante-cinq pays, conservées aux archives du BIT²⁵⁴¹. B. W. Schaper écrit ainsi que « dans d'innombrables salles de réunion, du Conseil de la Société des Nations et de la Conférence du Désarmement, à Genève, aux locaux primitifs de réunions ouvrières en Asie et en Amérique du Sud, furent prononcées des paroles de commémoration » qui donnèrent de Thomas un portrait d'« homme universel »²⁵⁴².

Les milieux socialistes français ne sont pas non plus insensibles à la disparition de celui que *Le Populaire* présente bientôt comme un grand défenseur des travailleurs. Bien que sa mort survienne dans un contexte politique troublé et bouillonnant – deux jours après l'assassinat du Président de la République, Paul Doumer, et au lendemain des élections législatives de 1932 – un encart en une du *Populaire* du 9 mai 1932 rend hommage à Thomas, dont la photographie apparaît à côté du visage des nouveaux socialistes élus du Palais Bourbon (voir figure n° 30).

²⁵⁴¹ Il s'agit de la section 9 des archives du cabinet d'Albert Thomas, « Notices et articles biographiques et nécrologies sur Albert Thomas ». Du fait de la fermeture du bâtiment de l'OIT et par conséquent des archives depuis mars 2020, nous n'avons pu consulter que l'inventaire de cette section.

²⁵⁴² SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas. Trente ans de réformisme social (1894-1932)*, op. cit., p. 1.

Figure n° 30. Le Populaire, 9 mai 1932 (Bibliothèque nationale de France).

10 ANS. — 17 ANS

LE NUMERO 10 CENTIMES

LE POPULAIRE

LEON BLUM
Directeur

Organe du Parti Socialiste (S. F. I. O.)

CORREY-MOREL
Directeur-Adjoint

Chassée, la majorité de M. Tardieu? Non, balayée!

Victoire confirmée et élargie!

DANS LA NOUVELLE CHAMBRE LE PARTI AURA 129 ELUS

La majorité de Tardieu est écrasée

NOUS AVONS SU VAINCRE

Nous saurons profiter de la victoire

Monsieur. Depuis plusieurs heures, dans le fièvre des voix de la victoire, nous défilions les noms de nos élus. Je n'ai pas encore le résultat complet, mais le tableau d'ensemble est excellent; nous gagnons le double de nos sièges, comme nous avons gagné le double de nos voix.

C'est la victoire.

L'ancien majoritaire, après avoir annoncé la chute de son cabinet, nous avait promis de nous laisser gouverner. Mais nous avons brisé ses illusions. Nous avons brisé ses illusions.

Plusieurs, dans ce conseil de réorganisation, ont voulu nous laisser gouverner. Mais nous avons brisé leurs illusions.

Plusieurs, dans ce conseil de réorganisation, ont voulu nous laisser gouverner. Mais nous avons brisé leurs illusions.

par 121 voix, contre un million de voix pour un 2.600.000. C'est la victoire.

Plusieurs, dans ce conseil de réorganisation, ont voulu nous laisser gouverner. Mais nous avons brisé leurs illusions.

Plusieurs, dans ce conseil de réorganisation, ont voulu nous laisser gouverner. Mais nous avons brisé leurs illusions.

Albert Thomas est mort

C'est une nouvelle terrible que celle de la mort d'Albert Thomas. Le grand orateur socialiste est mort à Paris, le 8 mai 1932, à l'âge de 67 ans.

LE BILAN

Le bilan de la politique intérieure est excellent. Nous avons obtenu 129 élus dans la nouvelle Chambre.

Le bilan de la politique extérieure est également satisfaisant. Nous avons maintenu la paix et la stabilité internationale.

XXIX^e Congrès national

Le Congrès national du Parti Socialiste aura lieu le 15 mai 1932 à Paris.

Mes réélus au 2^e tour

Mes élus au 2^e tour

Groupes socialistes au Parlement

NOUVEAUX ELUS

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

C'est en premier lieu Léon Blum qui rend hommage à l'« homme d'État, [l'] administrateur, [le] diplomate, [le] militant²⁵⁴³ ». Occultant les conflits personnels des deux hommes durant la Grande Guerre et du même coup cette expérience commune du pouvoir au temps de la Défense nationale, il se présente même comme « le plus ancien camarade d'Albert Thomas » au sein du Parti, valorisant ce passé commun d'intellectuel socialiste, et confiant aux lecteurs la volonté exprimée par Thomas de rejoindre, un jour, les rangs militants en France. Le lendemain, c'est au tour de Paul Faure, secrétaire de la SFIO, de saluer son « acharnement au travail » ainsi que l'œuvre menée au BIT²⁵⁴⁴, tandis que Paul Rives rend hommage à son « patron²⁵⁴⁵ ». Le numéro du 12 mai consacre deux pages entières aux funérailles, couvertes par Compère-Morel, qui réunit sous leur signature un prestigieux aéropage de militants socialistes, de responsables politiques français et de milieux diplomatiques du BIT et de la SDN. Aux côtés de Léon Jouhaux et Ernest Poisson, ce sont, côté socialiste, Eugène Courel, successeur de Thomas à la tête de la municipalité de Champigny-sur-Marne et Pierre Renaudel qui prennent la parole pour rendre hommage à leur ancien camarade. Fait notable, le journaliste socialiste (SPD) Victor Schiff prend la parole au nom de la social-démocratie allemande, pour rappeler son action aux côtés de Bebel et Jaurès pour le rapprochement franco-allemand avant 1914. Quelques mois avant la scission des néos, la nécrologie que consacre l'organe guesdiste *La Bataille socialiste* à Thomas évoque le regret de ne plus pouvoir espérer le retour de l'ancien ministre de l'Armement, jugé seul capable d'endosser le rôle de synthèse d'un Jaurès pour unifier les diverses tendances du socialisme français²⁵⁴⁶. Thierry Hohl voit dans cette nécrologie le succès de la démarche privée de correspondance entamée par Albert Thomas en direction du guesdiste Paul Faure pour influencer dans l'ombre les réflexions doctrinales de la SFIO qui aurait suscité l'intérêt des guesdistes, soucieux de voir s'imposer une personnalité concurrente à Léon Blum²⁵⁴⁷.

Mais cet hommage unanime s'explique également par le contexte commémoratif, consécutif au décès du militant dont on gomme naturellement les aspérités afin de l'insérer dans un récit politique unitaire, et ce malgré les tendances. C'est donc sous la double étiquette d'ambassadeur du travail et d'apôtre de la paix sociale qu'Albert Thomas intègre la mémoire socialiste

²⁵⁴³ BLUM Léon, « Albert Thomas est mort », *Le Populaire*, 9 mai 1932.

²⁵⁴⁴ FAURE Paul, « Les travailleurs iront nombreux aux obsèques d'Albert Thomas demain après-midi à Champigny », *Le Populaire*, 10 mai 1932.

²⁵⁴⁵ RIVES Paul, « La belle figure d'Albert Thomas », *Le Populaire*, 11 mai 1932.

²⁵⁴⁶ Cette nécrologie est évoquée par Thierry HOHL, *À gauche ! La gauche socialiste, 1921-1947, op. cit.*, p. 84-85.

²⁵⁴⁷ Cf. chapitre 9.

immédiatement après sa mort, ce qui est en parfaite cohérence avec les combats d'alors de la SFIO à la fois contre les conséquences sociales de la crise mondiale et pour la paix et le désarmement en Europe. Thomas, qui n'exerce plus depuis longtemps de responsabilités ministérielles en France, ne fait cependant pas l'objet d'un culte à l'image de celui que la gauche non communiste voue à Aristide Briand, « l'apôtre de la paix » depuis les accords de Locarno de 1925 et le pacte Briand-Kellogg de 1928²⁵⁴⁸.

Thomas est cependant l'objet d'un élan commémoratif réel qui se donne à voir notamment dans l'espace municipal, en particulier socialiste, mais pas seulement. Grâce au fichier national FANTOIR des voies et lieux-dits, à jour de novembre 2020²⁵⁴⁹, nous avons pu comptabiliser le nombre de voies publiques dénommées « Albert Thomas ». Elles sont aujourd'hui au nombre de 171²⁵⁵⁰. Parmi la cinquantaine de communes que nous avons réussi à contacter, une majorité d'entre elles ont opté logiquement pour cette dénomination immédiatement après la mort de Thomas, entre 1932 et 1938. À cette période, ce sont notamment les villes socialistes d'Albi²⁵⁵¹, Bègles²⁵⁵², Bondy²⁵⁵³, Bordeaux²⁵⁵⁴, Carmaux²⁵⁵⁵, Champigny-sur-Marne²⁵⁵⁶,

²⁵⁴⁸ UNGER Gérard, *Aristide Briand, le ferme conciliateur*, Paris, Fayard, 2005, p. 598.

²⁵⁴⁹ <https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/fichier-fantoir-des-voies-et-lieux-dits/>

²⁵⁵⁰ Cf. tableau en annexe (annexe n° 16).

²⁵⁵¹ Délibération du conseil municipal d'Albi le 20 mars 1933, Archives municipales d'Albi, 1 D 44. La municipalité était dirigée par le socialiste SFIO Laurent Camboulives. La commune rend hommage à l'ancien député de son département qui « placé à la tête du Bureau international du Travail, [...] consacra tout son temps, sa vive intelligence et ses brillantes facultés au service du monde ouvrier pour l'application de la législation internationale, afin de lui assurer le maximum de bien-être. Il fut un éminent propagateur des idées coopératives et se plaça hardiment à la tête de notre Comité national des Loisirs ».

²⁵⁵² Dénomination adoptée lors de la délibération du conseil municipal du 17 février 1937, d'après les informations fournies par le service des archives municipales de Bègles. Le maire d'alors était Lucien Lerousseau, socialiste SFIO.

²⁵⁵³ La place Albert Thomas est ainsi dénommée sans doute en 1932 ou 1933 à l'occasion de la construction d'un ensemble d'HBM. La municipalité est alors dirigée par l'édile socialiste Isidore Pontchy. Informations fournies par les archives municipales de Bondy.

²⁵⁵⁴ Dénomination adoptée par délibération du conseil municipal de Bordeaux le 4 mai 1938, par la municipalité socialiste d'Adrien Marquet, d'après les informations fournies par le service des archives municipales de Bordeaux.

²⁵⁵⁵ Dénomination adoptée par le conseil municipal du 20 mai 1932, le maire étant le socialiste SFIO et ami d'Albert Thomas, Louis Fieu. Archives municipales de Carmaux, 1 D 14, Carmaux, série D, délibération du conseil municipal du 20 mai 1932. Louis Fieu rend à cette occasion « un hommage ému à la mémoire de l'ancien représentant de Carmaux au Parlement » et qualifie la mort de Thomas de « perte irréparable pour la classe universelle ouvrière ».

²⁵⁵⁶ Dénomination adoptée par le conseil municipal du 2 juin 1932, d'après les informations fournies par les archives municipales de Champigny-sur-Marne. Le maire était alors le socialiste Eugène Courel, fidèle à la politique municipale d'Albert Thomas.

Chatenay-Malabry²⁵⁵⁷, Coudekerque-Branche²⁵⁵⁸, Crosnes²⁵⁵⁹, Dugny²⁵⁶⁰, Grenoble²⁵⁶¹, Lambézellec²⁵⁶² (maintenant intégrée à Brest), Limoges²⁵⁶³, Livry-Gargan²⁵⁶⁴, Montluçon²⁵⁶⁵, Nantes²⁵⁶⁶, Narbonne²⁵⁶⁷, Petit-Quevilly²⁵⁶⁸, Roubaix²⁵⁶⁹, Saint-Brieuc²⁵⁷⁰, Saint-Quentin²⁵⁷¹, Sotteville-lès-Rouen²⁵⁷², Tourcoing²⁵⁷³, Tours²⁵⁷⁴, Vélizy-Villacoublay²⁵⁷⁵, Vienne²⁵⁷⁶,

²⁵⁵⁷ Le nom est proposé par l'Office Public d'Habitations du Département de la Seine pour l'une des rues de la Butte-Rouge le 23 juillet 1936, puis adopté par le conseil municipal de Chatenay-Malabry alors dirigée par Jean Longuet, le 29 juillet 1936. Informations fournies par les archives municipales de Chatenay-Malabry.

²⁵⁵⁸ Le nom est adopté par la délibération du conseil municipal de la ville le 25 novembre 1932, alors dirigée par le socialiste Gustave Fontaine qui honore « la mémoire du démocrate convaincu, passionné pour le bien public ». Informations fournies par les archives municipales de Coudekerque-Branche.

²⁵⁵⁹ Dénomination adoptée par la délibération du conseil municipal le 2 juillet 1932, sous la municipalité socialiste d'Émile Boyer. Informations fournies par les archives municipales de Crosne.

²⁵⁶⁰ Dénomination adoptée par la délibération du conseil municipal le 8 novembre 1935, sous la municipalité socialiste de Léon Clément. Informations fournies par les archives municipales de Dugny.

²⁵⁶¹ Dénomination adoptée par la délibération du conseil municipal le 19 novembre 1934, sous la municipalité socialiste de Léon Martin. Elle est ensuite débaptisée le 20 décembre 1940, puis rebaptisée le 19 novembre 1944. Muller CLAUDE, *Grenoble : des rues et des hommes*, Grenoble, Dardelet, 1975, n.p. et délibérations du conseil municipales de ces dates, fournies par les archives municipales de Grenoble.

²⁵⁶² Dénomination adoptée par la délibération du conseil municipal le 31 octobre 1933, sous la municipalité socialiste de Michel Hervé. Informations fournies par les archives municipales de Brest.

²⁵⁶³ Dénomination adoptée par la délibération du conseil municipal du 2 décembre 1935, sous la municipalité socialiste de Léon Betouille. La rue devient une avenue en 1980. Informations fournies par les archives municipales de Limoges.

²⁵⁶⁴ Dénomination adoptée par la délibération du conseil municipal du 29 janvier 1933, sous la municipalité socialiste de Émile Gérard. Informations fournies par les archives municipales de Livry-Gargan.

²⁵⁶⁵ Dénomination adoptée par la délibération du conseil municipal du 20 mai 1932, sous la municipalité socialiste de Marx Dormoy. Informations fournies par les archives municipales de Montluçon.

²⁵⁶⁶ Dénomination adoptée par la délibération du conseil municipal du 30 novembre 1932, sous la municipalité socialiste d'Auguste Pageot. Informations fournies par les archives municipales de Nantes.

²⁵⁶⁷ Dénomination adoptée par la délibération du conseil municipal du 23 janvier 1933, sous la municipalité socialiste d'Achille Lacroix. Informations fournies par les archives municipales de Narbonne.

²⁵⁶⁸ Dénomination adoptée par la délibération du conseil municipal du 20 septembre 1932, sous la municipalité du socialiste indépendant et industriel Amable Lozai. Informations fournies par les archives municipales de Petit-Quevilly.

²⁵⁶⁹ Archives municipales de Roubaix 1 D 186. Dénomination adoptée par la délibération du conseil municipal du 23 novembre 1934, sous la municipalité socialiste de Jean Lebas.

²⁵⁷⁰ Archives municipales de Saint-Brieuc, 1 D 47. Dénomination adoptée par la délibération du conseil municipal du 22 juillet 1932, sous la municipalité socialiste d'Élie-Octave Brilleaud. La dénomination est concomitante de la rue Aristide Briand et de la rue Jean Jaurès.

²⁵⁷¹ Dénomination adoptée par la délibération du conseil municipal du 20 juin 1933, sous la municipalité socialiste de Romain Tricoteaux. Informations fournies par les archives municipales de Saint-Quentin.

²⁵⁷² Dénomination vraisemblablement adoptée en 1935 sous la municipalité socialiste d'Eugène Tilloy. Informations fournies par les archives municipales de Sotteville-lès-Rouen.

²⁵⁷³ La rue est inaugurée le 13 octobre 1932, sous la municipalité socialiste d'Albert Inghels. Informations fournies par les archives municipales de Tourcoing.

²⁵⁷⁴ Dénomination adoptée par la délibération du conseil municipal du 8 juillet 1932, sous la municipalité socialiste de Ferdinand Morin. Informations fournies par les archives municipales de Tours.

²⁵⁷⁵ Dénomination adoptée par la délibération du conseil municipal du 5 juillet 1932 sous la municipalité socialiste d'Émile Prat. Informations fournies par les archives municipales de Vélizy-Villacoublay.

²⁵⁷⁶ Archives municipales de Vienne 1 D 35. Dénomination adoptée par la délibération du conseil municipal du 18 juin 1932, sous la municipalité socialiste de Lucien Hussel. La municipalité veut ainsi honorer la mémoire de Thomas, « militant [...] serviteur [...] du peuple », au nom de la « France socialiste et républicaine ».

Villeurbanne²⁵⁷⁷... Ce passage par l'odonymie semble ainsi refléter une forme de « gloire immédiate²⁵⁷⁸ » – néanmoins moins grande que celle de Jaurès – qui recouvre en partie la géographie du socialisme municipal alors dans sa phase d'enracinement en ce début de décennie 1930. Lorsque les délibérations des conseils municipaux sont explicites, c'est encore une fois sous le double signe du combat pour la paix et de la défense du monde du travail que l'hommage est rendu. Certaines saluent également le pionnier du socialisme municipal, à l'instar d'Antonin Poggioli, secrétaire général de la fédération nationale des municipalités socialistes, qui rappelle que Thomas « considérait la commune comme un excellent laboratoire de vie économique, comme un embryon de la société collectiviste », manière de défendre l'idée longtemps battue en brèche selon laquelle le socialisme municipal était un « socialisme spécial », et non le premier pas vers la révolution collectiviste²⁵⁷⁹.

L'appellation n'est cependant pas une marque déposée exclusivement par les socialistes SFIO. Les mairies radicales et radicale-socialistes de Lyon²⁵⁸⁰, Clermont-Ferrand²⁵⁸¹, Rennes²⁵⁸², Romainville²⁵⁸³, ou encore de Saint-Étienne marquent également leur espace urbain du nom du défunt directeur du Bureau international du Travail. L'opération est d'ailleurs souvent combinée à d'autres changements de noms commémorant des personnalités politiques récemment décédées, comme par exemple à Saint-Étienne où l'on rend hommage simultanément à Paul Doumer, Aristide Briand, Albert Thomas et l'ancien ministre du Travail et maire de la ville Étienne Durafour²⁵⁸⁴. C'est d'ailleurs l'occasion pour la commune de rappeler l'amitié qui liait les deux hommes animés par leur œuvre commune en faveur de la protection du travail. Tout un symbole, la place renommée Albert Thomas, se situe au sud de la Bourse du Travail stéphanoise. À Longwy, c'est sous la municipalité de droite conservatrice

²⁵⁷⁷ AN 94 AP 482. Sous dossier consacré à l'inauguration du centre urbain de Villeurbanne et du buste d'Albert Thomas en 1934. La place est inaugurée le 16 juin 1934, sous les auspices du maire socialiste Lazare Goujon.

²⁵⁷⁸ DUCLERT Vincent, *Jaurès 1859-1914 : la politique et la légende*, op. cit., p. 89.

²⁵⁷⁹ AN 94 AP 482. Sous dossier consacré à l'inauguration du centre urbain de Villeurbanne et du buste d'Albert Thomas en 1934.

²⁵⁸⁰ Dénomination du cours Albert Thomas adoptée par la délibération du Conseil municipal du 27 novembre 1933, sous la municipalité radicale-socialiste d'Édouard Herriot. Informations fournies par les archives municipales de Lyon.

²⁵⁸¹ Dénomination adoptée par la délibération du conseil municipal du 8 juillet 1932, sous la municipalité radicale-socialiste de Paul Gondard. Informations fournies par les archives municipales de Clermont-Ferrand.

²⁵⁸² Dénomination adoptée par la délibération du conseil municipal du 12 novembre 1934, sous la municipalité radicale-socialiste de Jean Lemaistre. Informations fournies par les archives municipales de Rennes.

²⁵⁸³ Archives municipales de Romainville 1 D 21. Dénomination adoptée par la délibération du conseil municipal du 24 juin 1932, sous la municipalité radicale-socialiste de Victor Dargent. Informations fournies par les archives municipales de Romainville.

²⁵⁸⁴ Archives municipales de Saint-Étienne, 9 C 253. Dénomination adoptée par la délibération du conseil municipal du 19 mai 1932, sous la municipalité radicale-socialiste intérimaire d'Alfred Vernay.

de Pierre Amidieu du Clos qu'une rue est renommée Albert Thomas, signe du caractère relativement consensuel de ce personnage aux réseaux politiques très variés²⁵⁸⁵.

Certaines opérations de renommage auront lieu quelques décennies plus tard, mais, vraisemblablement, de manière numériquement moins importante, ce qui témoigne du recul mémoriel de l'après-guerre. Dans certains cas, elles visent à effacer les modifications effectuées sous Vichy comme à Grenoble où dès 1940 les noms de Louise Michel, Jules Guesde, Albert Thomas et Édouard Vaillant avaient été remplacés par des noms de militaires²⁵⁸⁶. En 1947, la mairie communiste du Blanc-Mesnil renomme une de ses rues du nom d'Albert Thomas, signe d'un apaisement relatif des rancœurs entre socialistes et communistes dans les mois qui séparent la Libération du durcissement de 1947 et du lancement de la guerre froide²⁵⁸⁷. Dans un contexte local qui nous est moins connu, les délibérations des conseils municipaux étant peu prolixes, la mairie radicale de Brive-la-Gaillarde renomme une impasse (!) Albert Thomas en 1961²⁵⁸⁸, la mairie radicale-socialiste de Valence une rue en 1959²⁵⁸⁹, tout comme la mairie de Créteil alors dirigée par le gaulliste social Pierre Billotte en 1966²⁵⁹⁰, ou encore dans la municipalité UDF de Villers-Cotterêts en 1976²⁵⁹¹. Les mairies socialistes de Quimper²⁵⁹² et d'Angers²⁵⁹³ font de même, respectivement en 1974 et 1979. Sans doute faut-il attribuer ces dénominations à l'effort commémoratif et mémoriel des passeurs de mémoires, qui peut rencontrer des intérêts politiques locaux. Dans le dernier cas, un effet « post-centenaire » - celui de la naissance d'Albert Thomas en 1878 – est sans doute à prendre en considération.

Parmi les communes pour lesquelles nous avons réussi à obtenir des informations, aucune ne fait état d'une décision de dénomination prise après les années 1970, signe d'un effacement commémoratif progressif, qui correspond d'ailleurs à la disparition des passeurs de mémoire

²⁵⁸⁵ HARMAND-LABRO Camille, *Les rues de Longwy, chansons longoviciennes*, Metz, Éditions Serpenoise, 1992, p. 17. Dénomination adoptée par la délibération du conseil municipal du 8 mai 1937. Le maire de l'époque avait été élu sous la bannière de la Fédération républicaine.

²⁵⁸⁶ Délibération du conseil municipal du 5 décembre 1944. Informations fournies par les archives municipales de Grenoble.

²⁵⁸⁷ Délibération du conseil municipal du 22 mai 1947, sous la municipalité communiste d'Eugène Le Moign, d'après les informations fournies par les archives municipales du Blanc-Mesnil. Sur ce contexte, voir CASTAGNEZ Noëlline, *Socialistes en République : Les parlementaires de la SFIO de la IV^e République*, op. cit., p. 231-265.

²⁵⁸⁸ Nomination en date du 13 avril 1961, sous la municipalité radicale d'Henri Chapelle, d'après les informations fournies par les archives municipales de Brive-la-Gaillarde.

²⁵⁸⁹ Délibération du conseil municipal du 20 juin 1959, sous la municipalité radicale-socialiste de Jean Perdrix. Informations fournies par les archives municipales de Valence.

²⁵⁹⁰ Informations fournies par les archives municipales de Créteil.

²⁵⁹¹ Nomination adoptée par la délibération du conseil municipal du 18 juin 1976, sous la municipalité UDF de Charles Baur. Informations fournies par les archives municipales de Villers-Cotterêts.

²⁵⁹² Nomination adoptée par la délibération du conseil municipal du 1^{er} mars 1974, sous la municipalité socialiste de Léon Goraguer.

²⁵⁹³ Nomination adoptée par la délibération du conseil municipal du 1^{er} mars 1979, sous la municipalité socialiste de Jean Monnier.

identifiés plus haut. Avec en tout 171 occurrences sur le territoire national, on ne peut d'ailleurs pas parler d'omniprésence, à la différence notable de la seule personnalité socialiste qui figure dans le « top 10 » des noms les plus donnés en France, à savoir Jean Jaurès avec 2 370 occurrences²⁵⁹⁴. Comme le pose Jacqueline Lalouette pour Jaurès, « l'enjeu n'est pas seulement le choix d'un nom, mais aussi celui de la rue qui le porterait²⁵⁹⁵ ». Ainsi, on constate que les communes socialistes dont l'histoire est fortement liée à celle de Thomas font le choix de rues ou d'avenues importantes, situées en centre-ville, comme à Champigny-sur-Marne, à Albi ou encore à Carmaux, où il est du même coup décidé de renommer la rue de la Gare qui croise l'avenue Albert Thomas, du nom de Jean Jaurès²⁵⁹⁶. L'avenue Albert Thomas de Limoges, dénommée en 1935, est l'une des prestigieuses artères de la ville, dans laquelle se trouvent la fabrique de porcelaine Bernardaud fondée en 1863, ainsi que le campus universitaire de la Borie et de l'hôtel Burgy. En revanche, la mairie radicale de Brive-la-Gaillarde fait le choix d'une impasse, tandis que la mairie de droite du 7^e arrondissement de Paris refuse également de céder le nom d'une prestigieuse avenue à ce fonctionnaire international socialiste, qui ne se voit donc pas toujours attribuer une place de choix.

Thomas ne figure pas non plus sur le podium de la « statuophilie » socialiste de la III^e République durant l'entre-deux-guerres, finement étudié par Jacqueline Lalouette²⁵⁹⁷. Alors que, mémoire de martyr oblige, trente monuments en hommage à Jean Jaurès sont érigés entre 1921 et 1936 – dont la célèbre statue carmausine de Jaurès entouré de travailleurs par Gabriel Pech - on dénombrait sur le territoire français seulement deux statues de Thomas. En 1935, la municipalité socialiste campinoise de Gaston Chardin, qui se veut l'héritière du programme municipal de son ancien maire²⁵⁹⁸, inaugure un buste en pierre d'Albert Thomas devant l'école éponyme (voir figure n° 31). Par sa petite taille, ce buste contraste bien sûr avec la statue de Genève érigée en 1937. Mais les moyens de Champigny-sur-Marne, ville de banlieue parisienne, ne sont pas les mêmes que ceux de Genève.

²⁵⁹⁴ <https://www.ledauphine.com/france-monde/2016/04/17/le-top-10-des-noms-les-plus-donnees-a-vos-rues>

²⁵⁹⁵ LALOUETTE Jacqueline, *Jean Jaurès: l'assassinat, la gloire, le souvenir*, Paris, Perrin, 2014, p. 144.

²⁵⁹⁶ Archives municipales de Carmaux, 1 D 14, Carmaux, série D, délibération du conseil municipal du 20 mai 1932.

²⁵⁹⁷ LALOUETTE Jacqueline, *Un peuple de statues: la célébration sculptée des grands hommes (France 1801-2018)*, Paris, Mare & Martin, 2018.

²⁵⁹⁸ LETOULAT Chloé, *La commune de Champigny-sur-Marne et son personnel de 1912 à 1947*, op. cit.

Figure n° 31. Buste en pierres d'Albert Thomas à Champigny-sur-Marne (région Ile-de-France, inventaire général du patrimoine culturel).



Un buste en bronze, de plus grande taille, est réalisé par Marie-Louise Simard et inauguré à Villeurbanne sur une place éponyme²⁵⁹⁹ le 16 juin 1934 par le maire SFIO de Villeurbanne, Lazare Goujon, le maire radical-socialiste de Lyon Édouard Herriot, et le préfet du Rhône Émile Bollart (voir figure n° 32)²⁶⁰⁰. Les discours prononcés lors de l'inauguration par Lazare Goujon et Antonin Poggioli, placent l'hommage rendu à Thomas sous le double signe de son action en faveur de la législation internationale du travail et du socialisme municipal²⁶⁰¹. Comme de nombreux autres bronzes de personnalités de gauche, il sera fondu sur ordre du gouvernement de Vichy, afin de le remplacer par une statue monumentale du Maréchal Pétain, laquelle ne sera finalement jamais érigée²⁶⁰². La place est, à cette occasion, renommée et ne retrouve jamais le nom de Thomas.

²⁵⁹⁹ Il ne reste plus aucune trace de la statue, ni de la place, désormais renommée rue Lazare-Goujon.

²⁶⁰⁰ https://numelyo.bm-lyon.fr/BML:BML_011CO001014cd167d901f24

²⁶⁰¹ AN 94 AP 482. Sous dossier consacré à l'inauguration du buste d'Albert Thomas de Villeurbanne.

²⁶⁰² http://lerizeplus.villeurbanne.fr/arkotheque/client/am_lerize/encyclopedie/fiche.php?ref=87

Figure n° 32. Buste d'Albert Thomas sur la place éponyme à Villeurbanne (Bibliothèque municipale de Lyon).



B. Le trou de mémoire du socialisme

Malgré le travail patient des passeurs et passeuses de mémoires, l'héritage d'Albert Thomas reste plus que discret au sein de l'espace public national dans les décennies qui suivent sa mort. Plusieurs sources ont été ici mobilisées pour l'évaluer. Nous nous sommes intéressée d'abord aux hommages rendus à Thomas ou à d'éventuelles études qui auraient pu lui être consacrées dans la presse socialiste conservée à l'Office universitaire de recherche socialiste. Partir à la recherche de l'héritage d'Albert Thomas dans le socialisme SFIO d'après 1945 n'est pas une quête anodine ; Fabrice d'Almeida a bien monté dans sa thèse la valeur accordée par la SFIO à la célébration de ses vieux militants, œuvre qui passe notamment par la création de sociétés savantes chargées de conserver leur mémoire. Il mentionne notamment celles qui, créées dans

le premier vingtième siècle, perdurent après 1945, à l'image de la Société des Amis de Jules Guesde créée au début des années 1930 et celle des Amis de Jean Jaurès, fondée en 1916. En réalité la Société des Amis d'Albert Thomas fait partie de cette liste ; si elle semble renaître de ses cendres au début des années 1950, elle est en fait dans la continuité de celle créée en 1932, et pas une création *ex nihilo* des années 1950 comme le dit l'historien²⁶⁰³. Ce dernier souligne, en revanche, à raison, les difficultés auxquelles font face toutes ces sociétés savantes. La société des Amis de Jules Guesde ne parvient pas à faire publier ses œuvres. La médiation menée auprès de diverses mairies, même socialistes, pour renommer une rue en référence à un socialiste éminent n'est pas toujours couronnée de succès ; Arthur Groussier ne trouve pas sa place à Puteaux, Albert Thomas, quant à lui, ne verra pas son nom affiché sur une avenue prestigieuse du 7^e arrondissement de la capitale – entre le siège de l'UNESCO et le ministère du Travail de l'époque – comme le souhaitaient ses « Amis », mais dans une rue étroite du 10^e arrondissement, sans inauguration solennelle, et sans grand détail sur la plaque accrochée en 1970²⁶⁰⁴. La société des Amis d'Albert Thomas connaît donc des difficultés similaires à ses homologues. La Société des Amis de Léon Blum semble faire exception dans ce paysage ; sachant allier mémoire militante et histoire savante, elle est aussi la plus dynamique de toutes, raison pour laquelle elle repousse le projet proposé par André Blumel en 1962, journaliste socialiste et ancien collaborateur d'Albert Thomas, de fusionner les sociétés Léon Jouhaux, Jean Jaurès, Albert Thomas et Léon Blum²⁶⁰⁵. Ce mouvement général de reflux peut aussi en partie s'expliquer par le discrédit qui frappe, après 1945, l'ensemble du personnel politique tertio-républicain, de Gambetta à Daladier.

Outre le travail de ces sociétés savantes, notamment pour marquer l'espace public du nom de personnalités historiques du socialisme et pour publier leurs textes, des traces commémoratives émergent également au gré de la lecture de divers journaux. Grâce à l'aide de Frédéric Cépède de l'OURS, nous avons parcouru quelques-uns d'entre eux, comme *Le Vétéran socialiste*²⁶⁰⁶, *Le Populaire Dimanche*, *Démocratie*, ou encore *Le Populaire de Paris. La Revue*

²⁶⁰³ D'ALMEIDA Fabrice, *Histoire et politique en France et en Italie : l'exemple des socialistes*, thèse de Université Paris 10 Nanterre, sous la direction de Philippe Levillain, 1995, p. 347-349.

²⁶⁰⁴ *Ibid.* ; THEBAUD Françoise, *Une traversée du siècle : Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, *op. cit.*, p. 427-428. Henri Lévy-Bruhl avait, quant à lui, suggéré une artère proche de la rue d'Ulm, souhaitant placer la mémoire de Thomas davantage du côté du socialisme intellectuel que du politique. Archives de l'OURS, Fonds René Hug. 18 APO 6. Association « Le Souvenir d'Albert Thomas », compte rendu de l'assemblée générale du 25 juin 1955.

²⁶⁰⁵ AN 94 AP 168, fonds Vincent Auriol, Lettre d'André Blumel à Vincent Auriol, président d'honneur de la Société des Amis de Léon Blum, du 22 mai 1962 et réponse de Vincent Auriol à André Blumel du 25 mai 1962.

²⁶⁰⁶ Cet « organe périodique du Groupe national des anciens » du parti socialiste SFIO paraît entre 1945 et 1981.

socialiste, refondée en 1946, a également été consultée. Nous avons également exploré la base de données réalisée par Émeric Bréhier pour sa thèse sur *Les Revues politiques de la gauche non communiste de 1958 à 1986*²⁶⁰⁷, afin d'étudier les éventuels hommages, ou récits de vie consacrés à Thomas parmi les numéros portant sur l'histoire de la SFIO²⁶⁰⁸.

C'est sans surprise dans le *Vétéran socialiste*, « Organe périodique du Groupe national des anciens » du parti socialiste SFIO, investi dans le rappel du passé du parti, que l'on trouve, à l'occasion des anniversaires commémoratifs, le plus grand nombre d'articles consacrés à Albert Thomas. La forme choisie, conforme au ton du journal, est souvent celle de l'hommage, et de la commémoration d'un passé glorieux. À l'occasion des vingt ans de la mort de Thomas, un article intitulé « Nos grands disparus restent les guides du Socialisme », de la plume de Joseph Paul-Boncour et de Paul Ramadier, se consacre au souvenir croisé de Marcel Sembat et d'Albert Thomas, à l'occasion du trentième anniversaire de la mort du premier et du vingtième de celle du second. Paul-Boncour n'hésite pas à rappeler que c'est la « guerre de 1914 qui promut Albert Thomas au rang qu'il tient dans notre mémoire », tout en insistant sur son rôle d'« animateur incomparable » à la tête du BIT²⁶⁰⁹. En cette même année, *Le Populaire Dimanche* consacre, le 11 mai, sa première page à l'ancien ministre socialiste présenté cette fois comme « l'artisan de la victoire contre les Empires centraux », dans un article de Paul Mantoux²⁶¹⁰, tandis qu'une semaine plus tard sont annoncées les commémorations au cimetière de Champigny auxquelles sont associées, fait notable, la Fédération socialiste de la Seine ainsi que la commission féminine de propagande. L'article insiste sur la fidélité de Thomas à la politique du parti par son opposition ouverte, à partir de 1917, au gouvernement Clemenceau, manière de gommer les divisions que connaissaient alors les socialistes, en insistant sur cette position commune²⁶¹¹.

Le Vétéran socialiste annonce également les commémorations organisées par « Le Souvenir d'Albert Thomas » sur la tombe de ce dernier à Champigny, comme par exemple en 1961²⁶¹². Le journal se fait donc l'écho de l'activité de l'association du « Souvenir d'Albert Thomas », Marius Moutet, Joseph Paul-Boncour et Pierre Ramadier faisant le lien entre ces deux sphères.

²⁶⁰⁷ BREHIER Émeric, *Les Revues politiques de la gauche non communiste de 1958 à 1986*, thèse de l'Université Paris 1, sous la direction de Pierre Avril, 2001.

²⁶⁰⁸ Voir sur ce point CEPEDE Frédéric, Archives : « La presse socialiste, 1905-1969 : présentation, Actualité, Archives & documentation », Presse consultable à l'OURS, En ligne : <https://www.lours.org/archives-la-presse-socialiste-1905-1969-presentacion/>

²⁶⁰⁹ RAMADIER Paul et PAUL-BONCOUR Joseph, « Nos grands disparus restent les guides du socialisme », *Le vétéran socialiste*, n° 9, novembre 1952.

²⁶¹⁰ MANTOUX Paul, « Albert Thomas, artisan de la victoire contre les Empires centraux », *Le Populaire Dimanche*, 11 mai 1952.

²⁶¹¹ CAUSSY Fernand, « Albert Thomas. Un travailleur acharné, un militant discipliné », *Le Populaire Dimanche*, 17-18 mai 1952.

²⁶¹² « Le Souvenir d'Albert Thomas », *Le Vétéran socialiste*, n° 19, mai 1961.

Cet appui mémoriel ne suffit cependant pas à intégrer Albert Thomas à la généalogie des pères fondateurs de la SFIO aux côtés de Jules Guesde, Édouard Vaillant et Jean Jaurès, dont le souvenir l'emporte largement, par exemple lors de la commémoration des 50 ans de la SFIO en 1955²⁶¹³. Fait notable en revanche, c'est Guy Mollet lui-même, alors secrétaire général de la SFIO, qui dresse un portrait croisé de Guesde, Sembat et Thomas en avril 1962²⁶¹⁴. Tout en rappelant leur diversité – Jules Guesde est présenté comme illustrant la vocation à la fois réformiste et révolutionnaire du parti et Thomas comme le serviteur du parti du travail -, il insiste sur leur point commun principal de leur fidélité à la « vieille maison » socialiste. Il n'est pas fortuit bien sûr de voir l'ancien président du Conseil au temps de la guerre d'Algérie, à l'action contestée dans ses propres rangs, rappeler, l'action de ces trois ministres d'Union sacrée qui lui permettait de placer sa propre action dans le fil d'une histoire socialiste présentée comme cohérente. Le même numéro comporte un article de Marius Moutet qui rappelle avec force détails l'œuvre et l'action de son ami et affirme à raison : « je me rends compte que c'est dans notre pays malheureusement qu'il est le moins rappelé ». Ajoutons que ce constat est particulièrement vrai dans sa propre famille socialiste... Mis à part ces articles, très liés à des contextes commémoratifs, et qui sont surtout le fruit du « Souvenir d'Albert Thomas », la presse socialiste généraliste – comme *Le Populaire, Démocratie*, ou encore *Le Populaire de Paris* – fait peu de cas de l'action passée de Thomas, contrairement à celle du triptyque historique Guesde, Vaillant et Jaurès. Quand il existe, ce souvenir ne sert pas non plus une analyse de fond visant à nourrir la réflexion sur la doctrine de la SFIO. Par ailleurs, il faut noter le rôle déterminant de quelques personnalités comme Marius Moutet, Paul Mantoux, Paul Ramadier et Joseph Paul-Boncour. Lorsque cette génération de collaborateurs et amis de Thomas, disparaît²⁶¹⁵, le souvenir s'éteint à son tour progressivement. Ce n'est qu'à la marge que celui-ci continue de se perpétuer, notamment par l'intervention d'acteurs issus d'une nouvelle génération, moins nombreuses, de passeurs. Ainsi, Jacques, le fils de Paul Mantoux, soucieux de réévaluer l'action politique de son père aux côtés de Thomas, par le dépôt de ses archives²⁶¹⁶, s'assure également de la perpétuation du souvenir de ce dernier à Genève. En 1987, il s'adresse à Philippe Seguin, alors ministre des Affaires sociales et de l'Emploi pour s'assurer que le gouvernement français veille à l'entretien du monument dédié à Albert Thomas à Genève

²⁶¹³ « Le parti socialiste va avoir 50 ans », *Le Vétéran socialiste*, numéro spécial de mars-avril 1955.

²⁶¹⁴ *Le Vétéran socialiste*, n° 30, avril 1962.

²⁶¹⁵ Paul Mantoux meurt en 1956, Paul Ramadier en 1961, Marius Moutet en 1968 et Joseph Paul-Boncour en 1972.

²⁶¹⁶ Il existe un fonds Paul Mantoux à La Contemporaine et un fonds Jacques Mantoux aux archives municipales de Champigny-sur-Marne.

et au maintien du nom de la place éponyme, qui semble alors en discussion²⁶¹⁷. Après la mort de Madeleine, l'une des trois filles Thomas, Hélène Drakovitch, qui continue à échanger une correspondance avec B.W. Schaper, contribue également à perpétuer la mémoire de son défunt père, en fournissant notamment de la documentation aux organisateurs d'une exposition Albert Thomas à Bondy en 1982, organisée par la mairie socialiste dirigée par Isidore Pontchy, à l'occasion conjointe du cinquantième anniversaire de la mort d'Albert Thomas et de l'édification des premiers HLM de la ville²⁶¹⁸.

Les années 1970 constituent en tout état de cause un tournant. Cette chronologie correspond d'ailleurs à celle de la disparition de la SFIO, actée en 1969 et vite remplacée par un Parti socialiste renoué, bientôt dirigé par François Mitterrand. Comme le montre Émeric Bréhier, l'heure n'est plus à la commémoration du passé, mais plutôt à un renouvellement doctrinal tourné vers l'avenir et la conquête du pouvoir. Dans les revues que l'historien a étudiées pour sa thèse et dont nous avons pu consulter la base de données, aucun article doctrinal ne discute de l'héritage de réforme et de dialogue social laissé par ce vieux militant de la III^e République, désormais renvoyé aux oubliettes de l'histoire d'une poussiéreuse SFIO. Le refoulement de la mémoire de Thomas s'opère donc en deux étapes : une première après 1945 durant laquelle les passeurs de mémoire peinent à cultiver le souvenir passé d'un socialiste concurrencé par les plus figures plus consensuelles de Léon Blum ou Jean Jaurès. Le Souvenir d'Albert Thomas fonctionne alors comme une amicale d'anciens collaborateurs du premier directeur du BIT. Une deuxième étape commence à partir de 1969 : la fin de la SFIO et la construction d'un Parti socialiste sur des bases nouvelles, ainsi que la disparition progressive de la génération des passeurs et passeuses de mémoire estompent encore plus largement le souvenir d'une figure trop associée aux années troubles d'une SFIO renvoyée aux oubliettes de l'histoire.

François Mitterrand lors de sa célèbre allocution à Château-Chinon le soir de son élection affirme qu'il « mesure le poids de l'histoire²⁶¹⁹ ». Mais l'héritage dans lequel il s'inscrit est celui de « la longue marche du “peuple” de gauche vers le pouvoir », comme l'a finement analysé Fabrice d'Almeida²⁶²⁰. À cela s'ajoute sans doute également le souci pour le président socialiste de ménager ses alliés communistes du moment, en évitant de solliciter des

²⁶¹⁷ Archives municipales de Champigny-sur-Marne. Fonds Jacques Mantoux, 6Z3 et 6Z4. Correspondance entre Jacques Mantoux et le ministère des Affaires sociales et de l'Emploi.

²⁶¹⁸ Archives de l'OURS. Le dossier de presse consacré à Albert Thomas comprend quelques documents au sujet de cette exposition.

²⁶¹⁹ Déclaration de François Mitterrand, à l'annonce de son élection à la présidence de la République, Château-Chinon, 10 mai 1981. En ligne : <https://www.vie-publique.fr/discours/135442-declaration-de-m-francois-mitterrand-lannonce-de-son-election-la>

²⁶²⁰ D'ALMEIDA Fabrice, *Histoire et politique en France et en Italie*, op. cit., p. 426.

personnalités politiques trop clivantes. Les figures de son Panthéon – qui devient du même coup celui de tous les socialistes – sont Victor Schœlcher, Jean Jaurès, Léon Blum, Jean Moulin et Pierre Mendès France. Les expériences remémorées d'exercice du pouvoir par les socialistes sont les heures heureuses du Front populaire, ou de l'étoile filante Mendès France, subtilement extrait du giron radical pour entrer dans la lignée socialiste. *Exeunt* Albert Thomas et Guy Mollet. *Exit* l'expérience du pouvoir lors de la Grande Guerre ou de la Guerre d'Algérie, sans parler de la Seconde Guerre mondiale, qui demeurent définitivement des « passés qui ne passent pas²⁶²¹ », tant pour les socialistes que pour l'homme à la rose. Noëlline Castagnez qui a étudié particulièrement la question de la mémoire des guerres chez les militants socialistes d'après 1945 nous a confirmé la quasi-absence de référence à Albert Thomas dans la presse militante locale et nationale qu'elle a dépouillée finement, ce qui corrobore l'hypothèse d'un « remords du pouvoir²⁶²² », doublé d'un remords persistant de la participation à l'Union sacrée durant la Première Guerre mondiale²⁶²³.

Signe des temps, le « Centre d'histoire du socialisme », créé par Philippe Machefer dans la deuxième moitié des années 1970, fait également peu de cas de ce passé toujours considéré comme peu glorieux, alors même qu'il centre principalement ses travaux sur le Front populaire, sous l'angle de l'exercice du pouvoir²⁶²⁴. Ce sont néanmoins des historiens et historiennes en son sein qui jettent les bases de l'étude d'un socialisme réformiste – en considérant le cas Albert Thomas et sa galaxie – qu'ils sortent du registre de l'action honteuse pour l'ancrer dans celui de l'action politique des socialistes, ou pour le considérer comme un courant à part entière du socialisme des premiers temps de la SFIO²⁶²⁵. Ces travaux universitaires n'irriguent cependant pas automatiquement la mémoire militante, les frontières entre ces deux champs restant assez hermétiques, comme l'a montré Fabrice d'Almeida. L'appel de l'historien Jean-Noël Jeanneney aux socialistes qui sont alors à la tête de la V^e République à tirer les leçons de l'expérience du gouvernement d'Albert Thomas pendant la guerre semble rester lettre morte²⁶²⁶, sans doute trop

²⁶²¹ D'après l'expression de BECKER Annette, « La gauche et l'héritage de la Grande Guerre », in BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France*, t. II *op. cit.*, p. 330.

²⁶²² BERGOUNIOUX Alain et GRUNBERG Gérard, *L'ambition et le remords : Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, *op. cit.*

²⁶²³ Je remercie Noëlline Castagnez pour ces informations. Sur ce point voir CASTAGNEZ Noëlline, « Les socialistes et la mémoire de la Grande Guerre : un passé qui ne passe pas ? », *Recherche socialiste, revue de l'OURS*, Hors-Série, 2013, n° 62-63, p. 87-97.

²⁶²⁴ Fabrice d'Almeida évoque notamment le colloque d'octobre 1976, « Autour de 1936, le Parti socialiste et l'exercice du pouvoir ». D'ALMEIDA Fabrice, *Histoire et politique en France et en Italie*, *op. cit.*, p. 437.

²⁶²⁵ Voir sur ce point les travaux de Georges Lefranc et l'article pionnier de REBERIOUX Madeleine et FRIDENSON Patrick, « Albert Thomas, pivot du réformisme français », *op. cit.*

²⁶²⁶ JEANNENEY Jean-Noël, « Albert Thomas, socialiste de gouvernement », *Concordance des temps, chronique sur l'actualité du passé*, Paris, Le Seuil, 1987, p. 165.

éloignée des préoccupations immédiates de la gestion gouvernementale et encore frappée de suspicion eu égard à son réformisme assumé. Plus de deux décennies plus tard, alors même que tous les courants, ou presque, du Parti socialiste assument désormais leur réformisme, aux contours fluctuants, c'est pourtant toujours à Léon Blum et à Jean Jaurès que le président socialiste de la synthèse réformiste, François Hollande, se réfère²⁶²⁷. Les qualificatifs changent, mais le Panthéon demeure, et celui-ci reste dominé par la figure consensuelle – en tous cas présentée comme telle – de Jean Jaurès. C'est d'ailleurs dans le sillage, voire dans l'ombre portée de ce dernier, qu'est organisée à l'espace Jaurès de Pampelonne, inaugurée en 2014 dans le cadre de « l'année Jaurès », une exposition consacrée à Albert Thomas²⁶²⁸.

²⁶²⁷ Pour une analyse de ce renouveau sémantique, voir JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés : les origines intellectuelles du réformisme en France, 1871-1917*, op. cit., p. 2-4.

²⁶²⁸ Inaugurée par le président socialiste de la région Midi-Pyrénées, Martin Malvy, l'exposition intitulée « Albert Thomas, une vie, une œuvre » retraçait le parcours d'Albert Thomas et présentait au public quelques pièces d'archives. « Pampelonne, Vernissage de l'exposition Albert Thomas », *La Dépêche*, 5 novembre 2015. <https://www.ladepeche.fr/article/2015/11/05/2211214-vernissage-de-l-exposition-albert-thomas.html>

III. De la France au monde : le père fondateur du BIT et le Français engagé pour la paix et la justice sociale

A. Une circulation des hommages qui fixe la mémoire d'un père fondateur

Les anniversaires et commémorations sont des moments privilégiés d'observation du chemin parcouru par la mémoire d'un personnage et du croisement entre la mémoire internationale de père fondateur qui se perpétue au BIT et la célébration nationale de l'engagement d'un Français dans l'organisation genevoise. Cependant, force est de constater que ces commémorations ne sont pas toujours d'une grande envergure et que la mémoire de Thomas connaît, même à Genève, un essoufflement progressif après la Seconde Guerre mondiale. La mémoire d'Albert Thomas subirait-elle alors les effets d'un passé qui passe trop ?

Marguerite Thibert se dit déçue des commémorations, en France, de mai 1957 pour les 25 ans de la mort d'Albert Thomas et des émissions de radio prévues. Deux courtes émissions de la série hebdomadaire du travail et répétées par Radio-Genève sont en effet diffusées. L'entreprise semble plus ambitieuse à Genève où l'OIT organise une exposition « art et travail » inaugurée par le président Français René Coty et le président de la confédération Suisse, Hans Streusi²⁶²⁹. Au cours de la Conférence internationale du Travail, une séance commémorative spéciale est organisée, le 14 juin 1957. Marius Moutet intervient au nom du « Souvenir d'Albert Thomas », aux côtés d'E.P. Phelan, de Paul Ramadier et de Pierre Waline. Là encore, c'est le rôle actif de l'association qui explique cet investissement mémoriel. Deux ans plus tard, l'exposition itinérante organisée par l'OIT pour célébrer son quarantième anniversaire semble faire peu de cas du premier directeur du BIT, ce que déplore Marguerite Thibert, avec un brin de partialité, qui impute ce choix à « l'effet de la jalousie de David Morse à l'égard de son prestigieux prédécesseur²⁶³⁰ ». Rivalité personnelle, et/ou rivalité franco-américaine ? Difficile de conclure ici, mais force est de constater que Francis Blanchard, directeur général du BIT de 1974 à 1989 est plus enclin à rendre hommage à son concitoyen et prédécesseur, dans le cadre du centenaire de la naissance d'Albert Thomas, en 1978. Blanchard se renseigne auprès de Gerald Larrue, alors directeur du bureau de Paris, pour connaître les célébrations prévues en

²⁶²⁹ Archives de l'OURS, Fonds René Hug. 18 APO 6. Association « Le Souvenir d'Albert Thomas », compte rendu de l'assemblée générale du 7 mai 1957.

²⁶³⁰ Cité in THEBAUD Françoise, *Une traversée du siècle : Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, op. cit., p. 429.

France. Ce dernier invoque les blocages institutionnels et politiques auxquels s'est heurté son projet de « "comité du centenaire" chargé de promouvoir les actions commémorant la naissance d'Albert Thomas ». Raisons de cet échec : le déclin de l'activité de l'association du Souvenir d'Albert Thomas dont les membres disparaissent tour à tour, mais aussi le refus du gouvernement français sous la présidence giscardienne de prendre en charge la commémoration, et en face, la crainte de l'opposition socialiste que la figure de Thomas, considérée comme l'une des siennes, ne soit récupérée par le pouvoir en place²⁶³¹. Les craintes de Gerald Larrue sont confirmées par la suite des événements : la gauche reste minoritaire à l'issue des élections législatives du 19 mars 1978, empêchant la récupération des éventuelles commémorations. Et ce n'est pas le président centriste Valéry Giscard d'Estaing qui se rend physiquement en juin 1978 à la Conférence internationale du Travail, mais son premier ministre Raymond Barre.

C'est au BIT qu'une cérémonie de plus grande envergure est organisée le 16 juin 1978. Cette célébration est sans doute d'autant plus importante qu'elle vise à valoriser le passé glorieux de l'OIT, alors en pleine crise budgétaire après le départ des États-Unis, qui l'ampute de près du tiers de ses financements. L'OIT publie également, à l'initiative de Francis Blanchard²⁶³², une brochure de 48 pages intitulée *Albert Thomas, 1878-1978*²⁶³³, que le Français préface. Composée d'hommages et de témoignages de la plume de Pierre Waline, ou encore Jef Rens, elle rassemble des extraits de textes et discours de Thomas, dévoilant sa personnalité, la conception de sa mission, et les difficultés de la fonction de directeur du BIT, ainsi que de l'établissement d'une coopération internationale indispensable au bon fonctionnement de l'organisation, comme une manière de rappeler la permanence des difficultés auxquelles se confronte l'organisation tout au long de son histoire. *L'Union* publie à cette occasion un numéro spécial pour le centenaire, visant à rappeler l'actualité de l'héritage politique laissé par le premier directeur du BIT. Cet organe de presse interne des fonctionnaires du BIT fera de même en 1982, dans le cadre du cinquantième anniversaire du décès de Thomas²⁶³⁴. Le numéro, qui comprend un fac-similé de celui consacré en 1932 au décès du fonctionnaire français, reproduit également les hommages rendus à l'époque par ses collaborateurs de divers pays, ainsi qu'un témoignage inédit de Marguerite Thibert.

²⁶³¹ ABIT Z/9/22 (J.1). Paris-Correspondent's Office (1974-1980). Lettre de Gerald Larrue à Francis Blanchard du 9 mars 1978.

²⁶³² *Ibid.* Lettre du bureau de Paris au cabinet de Francis Blanchard du 15 mars 1978.

²⁶³³ *Albert Thomas, 1878-1978*, Publication du Bureau international du Travail, 1978.

²⁶³⁴ ABIT *L'Union*, n° 121, 1982.

À l'image de cette « circulation des traces²⁶³⁵ » qui caractérise les écrits sur Marguerite Thibert, parvenus à Françoise Thébaud au début de ses recherches biographiques, s'observe, dans le cas d'Albert Thomas, une circulation des hommages mémoriels, contrôlée par le Souvenir d'Albert Thomas et l'Association des Amis d'Albert Thomas. Ces deux associations publient des extraits choisis de textes, discours et notes de voyage de l'homme politique, comme l'avait déjà fait en 1947 Marius Viple, dans *Albert Thomas, politique sociale internationale*²⁶³⁶. Ces témoignages, en particulier ceux consignés dans *Albert Thomas vivant*²⁶³⁷, sont repris dans la plupart des hommages et commémorations, assurant ainsi la stabilité de la mémoire du personnage, mais sans forcément autoriser une réactualisation de son héritage politique. En parallèle, les hommages rendus sous diverses formes à Thomas au BIT révèlent le rôle central de ses fonctionnaires dans le travail de mémoire, mis en avant par Sandrine Kott²⁶³⁸, ainsi que la marque durable laissée par les premiers fonctionnaires de l'OIT, soucieux, dès les origines, de construire une mémoire collective et internationale de l'institution afin d'en assurer la légitimité. Les premières décennies de l'OIT ont ainsi coïncidé avec l'écriture d'une « histoire officielle »²⁶³⁹ auto-promotionnelle, souvent écrite par les fonctionnaires eux-mêmes.

Les témoignages et commémorations consacrés à Albert Thomas forment ainsi une mémoire *contrôlée* depuis un siècle par les fonctionnaires du BIT, intronisant la figure d'un père fondateur viscéralement attaché à la justice sociale à laquelle il se consacra corps et âme durant douze ans²⁶⁴⁰. C'est, de manière rétrospective, dans la droite ligne de cet héritage mythifié que se place avec fierté, Francis Blanchard, dont, « premier signe du destin²⁶⁴¹ », le père avait d'ailleurs travaillé au ministère de l'Armement durant la Première Guerre mondiale.

²⁶³⁵ THEBAUD Françoise, *Une traversée du siècle : Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, *op. cit.*, p. 17.

²⁶³⁶ THOMAS Albert, *Politique sociale internationale*, présenté par Marius Viple, Genève, Bureau international du Travail, 1947. Ce recueil de texte est également traduit en anglais en 1948.

²⁶³⁷ Dans le cadre de la réalisation de la brochure pour le centenaire de la naissance d'Albert Thomas, un fonctionnaire du bureau de Paris écrit : « dans l'ouvrage, "Albert Thomas vivant" édité par l'Association des Amis d'Albert Thomas, Genève (maintenant disparue) les très nombreux témoignages portés sur la personnalité d'Albert Thomas reproduisent des passages parfois importants de ses écrits ou interventions est c'est, je crois, la meilleure source dont on puisse disposer ». ABIT Z/9/22 (J.1). Paris-Correspondent's Office (1974-1980). Lettre du bureau de Paris au cabinet de Francis Blanchard du 15 mars 1978.

²⁶³⁸ Sandrine KOTT, « "Kann es transnationale Erinnerungsorte geben?" Die *International Labour Organisation* und die soziale Erinnerung Europas », *op. cit.*

²⁶³⁹ LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *L'Organisation internationale du Travail. Origine – Développement – Avenir*, *op. cit.*, p. 14. Sur ce point voir également VAN DAELE Jasmien, « The International Labour Organization (ILO) in Past and Present Research », *op. cit.*

²⁶⁴⁰ Voir par exemple l'encart « En souvenir d'Albert Thomas » dans *Travail. Le magazine de l'OIT*, Numéro de 2019, spécial centenaire, p. 8. En ligne : file:///Users/chs8058/Downloads/wcms_710861.pdf

²⁶⁴¹ BLANCHARD Francis, *L'Organisation internationale du travail : de la guerre froide à un nouvel ordre mondial*, Paris, Seuil, 2004, p. 33. Le Français, décédé en 2009, fut directeur général du BIT de 1978 à 1989.

La formation d'historien d'Albert Thomas et plus généralement la haute qualification intellectuelle des premiers fonctionnaires de l'OIT dans les sciences sociales expliquent également cette volonté de construire une tradition qui vise à la fois à inscrire l'histoire de l'organisation dans la lignée des réseaux qui ont mené à sa création, tout en devenant, par son action, un lieu de mémoire vivant de la législation sociale internationale. C'est ce dont témoigne la culture de l'écrit fortement développée au sein du cabinet de Thomas, à la croisée entre le souci archivistique de constituer une mémoire vivante, et le développement progressif des bureaucraties internationales.

Pourtant, la mémoire du premier directeur du BIT, fonctionnaire international particulièrement soucieux de l'universalité de l'action de l'OIT, n'est pas à l'abri de cette « nationalisation » systématique de la mémoire des réformes sociales, gommant alors le caractère nettement international de leur construction.

B. Un lieu de mémoire international renationalisé ?

Il est intéressant d'explorer ici les discours que divers responsables politiques français ont prononcés au sein de l'institution genevoise. Le 16 juin 1978, le BIT organise une commémoration en l'honneur d'Albert Thomas, pendant la Conférence internationale du travail. À l'ouverture de celle-ci, le 15, c'est Raymond Barre, alors premier ministre, qui prononce un discours rendant un long hommage au fonctionnaire international français. Celui-ci reflète bien sûr le contexte de l'époque : tout en saluant l'idéaliste socialiste formé auprès de Jean Jaurès et Lucien Herr, l'économiste universitaire français de centre droit rend surtout hommage à l'homme soucieux de l'équilibre « entre l'efficacité industrielle et [le] réformisme social », pionnier de l'alliance entre démocratie politique et démocratie sociale, « hostile à toutes les formes de millénarisme » et ne souhaitant pas une « catastrophe salvatrice²⁶⁴² ». C'est donc logiquement l'action patiente d'un pragmatique modéré, hostile à toute forme de radicalité qui est ici mise en avant. Quatre ans plus tard, le ton adopté par François Mitterrand, devant la CIT à Genève est naturellement un peu différent. Tout en saluant comme Raymond Barre l'implication de la France et des Français à l'OIT depuis ses débuts, le président socialiste, fêré d'histoire, n'oublie pas de rappeler que l'OIT est aussi la fille de la révolution industrielle et de

²⁶⁴² ABIT Texte du discours de Raymond Barre devant la Conférence internationale du Travail, le 15 juin 1978 à Genève.

la mobilisation internationale des travailleurs opprimés. Il finit d'ailleurs son allocution en reprenant à son compte la célèbre formule de Thomas : « Si la démocratie est la condition de la paix, la justice sociale est la condition de la démocratie²⁶⁴³ », saluant ainsi ce combat pour la paix. Contrairement à Raymond Barre, et pour les raisons que nous avons développées plus haut, qui tiennent à l'écriture par les socialistes de leur histoire depuis la Grande Guerre et le Congrès de Tours, Mitterrand, fidèle à son Panthéon socialiste, ne rappelle pas l'engagement de Thomas au sein de la SFIO, ni même sa proximité avec Jean Jaurès et Léon Blum. Il n'hésite pas à rappeler dès le début de son intervention, qu'il est le premier chef d'État français à se rendre à l'OIT. Même s'il oublie (sciemment ?) son vieux prédécesseur de la III^e République, Alexandre Millerand, il est en effet le premier chef d'État de la V^e République à s'y rendre, endossant pleinement cette conception gaullienne de sa fonction de Président, soucieux d'incarner l'image de la France sur la scène internationale.

Dans des contextes politiques forts différents, marqués par l'accélération du processus de mondialisation et par l'avènement dans un monde caractérisé non plus par le multilatéralisme mais par la polarité Est-Ouest, tous les successeurs de Mitterrand feront de même et instrumentaliseront leur référence à Albert Thomas. Le 11 juin 1996, Jacques Chirac prononcera un discours consacré aux défis de la mondialisation et au rôle de l'OIT dans la défense des droits sociaux et de la liberté syndicale. Point de long hommage ici, mais seulement la mention de Thomas, aux côtés de Francis Blanchard et Yvon Chotard, alors vice-président du conseil d'administration, rappelant l'engagement de la France aux côtés et dans l'OIT²⁶⁴⁴. Treize ans plus tard, le ton de Nicolas Sarkozy, au sommet de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi, se veut plus solennel. Rompu, on le sait, à l'art périlleux de la récupération politique, Sarkozy après avoir cité Saint-Just, salue sans détour « la foi ardente de quelques hommes lucides et courageux, au premier rang desquels se trouve Albert Thomas, le premier directeur du BIT », et poursuit :

« Je veux rendre hommage à cette grande figure du socialisme européen, à cet ami de Jaurès, qui toute sa vie a voulu dépasser la lutte des classes. Il pensait que dès l'instant où les

²⁶⁴³ Discours de François Mitterrand, président de la République, devant la conférence de l'Organisation internationale du travail (OIT), Genève, mercredi 2 juin 1982. En ligne <https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-5388-fr.pdf>

²⁶⁴⁴ Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les défis de la mondialisation et sur le rôle de l'OIT dans la défense des droits syndicaux et de la liberté syndicale, Genève, le 11 juin 1996. En ligne : <https://www.vie-publique.fr/discours/151458-discours-de-m-jacques-chirac-president-de-la-republique-sur-les-defis>

hommes se rencontraient dans les yeux et se parlaient, quelle que fût l'opposition des intérêts, un grand résultat était déjà acquis pour les ententes nécessaires²⁶⁴⁵ ».

En pleine crise économique mondiale, le président français valorise, par cet hommage et par la suite de son discours, le rôle potentiel de l'OIT comme outil de régulation du capitalisme et comme forum d'expression du multilatéralisme dans lequel il cherche à engager la France. Dix ans plus tard, et face à une contestation sociale sans précédent avec le lancement du mouvement des Gilets jaunes, Emmanuel Macron n'hésitera pas non plus à servir de l'OIT comme un forum pour « gauchiser » son image, dénonçant les « dérives d'un capitalisme devenu fou » et prônant comme un mantra les vertus du « dialogue », terme répété de nombreuses fois. Emmanuel Macron insiste, comme son prédécesseur, sur le rôle de la France dans les relations internationales multilatérales²⁶⁴⁶. La mention d'Albert Thomas, aux côtés de Justin Godart, Léon Jouhaux et Arthur Fontaine est un passage obligé – convenu – pour rappeler le rôle de la France à la fois dans l'histoire de l'OIT, mais aussi dans le respect des conventions internationales qu'elle adopte.

Malgré des contextes et des affinités politiques différentes, le fil rouge de ces hommages rendus à Thomas par des responsables politiques français reste la valorisation du rôle historique de la France dans la construction, la consolidation et le développement de l'institution genevoise, tendant ainsi à « renationaliser » la figure du fonctionnaire français, et aux prix de quelques arrangements avec la réalité historique.

²⁶⁴⁵ Discours de Nicolas Sarkozy pendant sa visite au sommet de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi, Genève, le 15 juin 2009. En ligne : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/statement/wcms_108162.pdf

²⁶⁴⁶ Allocution du président Emmanuel Macron au siège de l'Organisation internationale du travail à Genève, le 11 juin 2019. En ligne : <https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-3419-fr.pdf>

Conclusion : une mémoire sans mémoires ?

En dépit du grand souci d'Albert Thomas de conserver ses très nombreuses archives, afin de contrôler l'héritage laissé pour les générations futures, il ne fut pas l'auteur, contrairement à de nombreux hommes politiques, de ses propres mémoires. Cela tient sans aucun doute à sa mort brutale à l'âge de 54 ans, en 1932. Il existe en effet de nombreux indices indiquant qu'il souhaitait écrire, sinon des mémoires, du moins des ouvrages historiques retraçant son action politique. Au début des années 1920, Thomas projetait d'écrire un volume consacré à l'action du ministère de l'Armement français pendant la guerre, pour la Dotation Carnegie pour la Paix internationale, dont les séries constituaient « une véritable encyclopédie économique et sociale de la guerre²⁶⁴⁷ ». Même s'il se montre soucieux de regrouper de la documentation, aidé en cela par Mario Roques, son ancien sous-chef de cabinet²⁶⁴⁸, le projet, par manque de temps, ne voit jamais le jour. On retrouve également dans les archives de Thomas des notes écrites après des événements marquants, comme le départ du gouvernement en septembre 1917 ou encore la conférence socialiste internationale de Berne de 1919. En général longues d'une dizaine de pages, ces notes montrent le souci de coucher sur le papier, dans le vif de l'histoire en cours, les tenants et aboutissants des décisions prises à des moments charnières, et le bienfondé des positions adoptées par son principal protagoniste. Les notes de voyage précises et détaillées du directeur du BIT expriment également le souci, croissant avec le temps et l'expérience, de consigner plus longuement les observations politiques, économiques et sociales glanées en parcourant le monde.

Ces documents devaient-ils servir à l'écriture ultérieure de mémoires politiques ? Difficile de le savoir, mais en tout état de cause, Thomas laissa aux historiens une mémoire sans mémoires, mais pas sans archives donc. L'importance des documents laissés ne garantit cependant pas que des historiens, et encore moins que la mémoire militante s'en emparent immédiatement. La mémoire d'Albert Thomas a ainsi traversé les décennies en suivant les aléas des contextes politiques, économiques et sociaux. Du côté du socialisme, les traces de cette

²⁶⁴⁷ CHATRIOT Alain, « Une véritable encyclopédie économique et sociale de la guerre. Les séries de la Dotation Carnegie pour la Paix Internationale (1910-1940) », *L'Atelier du Centre de recherches historiques. Revue électronique du CRH*, 2009, n 3. Thomas échange d'ailleurs avec William Oualid, alors en charge avec Charles Picquenard du volume consacré à l'action conjointe – ou concurrente – du ministère du Travail et du ministère de l'Armement dans le domaine de la main-d'œuvre. AN 94 AP 392, lettre de Thomas à Oualid du 5 mars 1922. Le volume de Oualid et Picquenard sera publié en 1928. OUALID William et PICQUENARD Charles, *Salaires et tarifs, conventions collectives et grèves : la politique du ministère de l'armement et du ministère du travail*, *op. cit.*

²⁶⁴⁸ Les nombreux échanges entre les deux hommes sont émaillés de phrase de Thomas évoquant « son histoire de l'Armement » en projet. Voir notamment ABIT CAT 5-35-5 (A), Note d'Albert Thomas à Mario Roques du 12 avril 1920.

personnalité à la pratique politique pourtant matricielle d'un réformisme aujourd'hui diffus dans quasiment toute la gauche socialiste, se sont progressivement effacées. Cela tient autant à la surdétermination d'une mémoire socialiste réprouvant l'héritage de la Grande Guerre qu'à la construction progressive d'un Panthéon socialiste fondé sur des figures plus héroïques et consensuelles de la III^e République à l'instar de Jean Jaurès et Léon Blum. Malgré l'effort soutenu de ces passeurs de mémoire, au croisement des réseaux militants socialistes, de ceux de la fonction publique internationale et des intellectuels socialistes (pensons aux écrits de Georges Lefranc ou encore à l'article pionnier de Madeleine Rebérioux et Patrick Fridenson), le souvenir d'Albert Thomas s'éteint progressivement et la temporalité de cet effacement correspond à la disparition de ces passeurs de mémoire qu'au moment de renouvellement profond du socialisme opéré par la création du PS, renvoyant la SFIO à la préhistoire du socialisme français.

C'est finalement du côté de Genève, que la mémoire du premier directeur du BIT, est sans doute encore la plus vivace, comme l'ont encore montré les cérémonies du quatre-vingt-dixième anniversaire puis du centenaire de l'OIT. De génération de fonctionnaires en génération de fonctionnaires, s'opère une circulation des hommages mémoriels qui contribuent à figer la mémoire – finalement consensuelle – d'un père fondateur qui mit sur pied l'une de ces premières fonctions publiques internationales, désormais pléthorique (environ 2 500 fonctionnaires aujourd'hui, contre environ 400 à la mort d'Albert Thomas). À rebours d'une renationalisation de l'héritage de ce fonctionnaire, opéré par les responsables politiques français, les fonctionnaires du BIT privilégient aujourd'hui les marqueurs internationaux et universels de l'héritage de son premier directeur, en accord avec l'agenda politique d'une institution qui déploie désormais ses missions techniques dans 187 États du monde. C'est sans doute en ce sens qu'il faut comprendre le choix du metteur en scène Frédéric Desbordes de rendre hommage, par une pièce de théâtre dont la première fut jouée pour les fonctionnaires du BIT en 2019, aux voyages d'Albert Thomas dans le cadre du centenaire de l'organisation. La pièce, qui met en scène en particulier son passage au Japon et en Chine, se fait ainsi le reflet de la vocation universelle de l'OIT qui participe toujours de son discours d'autolégitimation. En insistant néanmoins sur le monde chaotique et fragmenté que parcourut Albert Thomas, Frédéric Desbordes nous rappelle la complexité tout aussi grande du monde dans lequel l'OIT

évolue aujourd'hui et l'immense défi que représente pour elle la mondialisation des échanges²⁶⁴⁹.

²⁶⁴⁹ « Albert Thomas voyage », pièce de théâtre mise en scène par Frédéric Desbordes et jouée à Genève et Paris en 2019. DESBORDES Frédéric, *Albert Thomas voyage*, Paris, Théâtre Les 50, 2019.

Conclusion de partie

De l'étude de la période de direction du BIT par Albert Thomas, entre 1919 et 1932, nous pouvons tirer plusieurs conclusions. La première relève de l'interaction entre les échelles nationales et internationales, nécessaire à l'étude d'une organisation dont la mission se veut universelle et se déploie de manière transnationale. Dans le chapitre 9, nous avons insisté sur le style politique du premier directeur du BIT. Alors que l'historiographie, longtemps dominée par une histoire endogène et hagiographique de l'OIT, a insisté sur le dynamisme d'un homme qui a su transformer son secrétariat en organisme vivant, nous avons, sans nier cette réalité, porté notre attention sur le style personnaliste et le management autoritaire qui marquent la mise en place du BIT. Ce, non pour corroborer une légende noire qui poursuivait assez longtemps le socialiste français, mais pour souligner les implications fonctionnelles de ce management dans l'organisation nouvelle. La culture de la loyauté qui marque la création des fonctions publiques internationales au début du XX^e siècle est nécessaire pour s'assurer que les fonctionnaires internationaux sont les représentants des intérêts internationaux et non de ceux de leur pays d'origine. Dans le cas de l'OIT, ce processus ne se fait pas sans heurts, comme l'a montré Sandrine Kott pour l'exemple des fonctionnaires allemands²⁶⁵⁰, ou se passe au contraire malgré les exigences des gouvernements comme le montre le cas des fonctionnaires britanniques étudié par Olga-Hidalgo Weber²⁶⁵¹. Même si Thomas garde en permanence un œil sur la vie politique française avec laquelle il cultive savamment ses réseaux via le bureau de Paris dirigé par Mario Roques, il n'est pas le représentant du gouvernement français à l'OIT. Par son action pour rendre l'œuvre de l'OIT véritablement universelle, il participe au contraire à la dénationalisation de sa fonction, et en vient à incarner, par une active diplomatie du travail, l'institution elle-même, comme par synecdoque.

Dans le cas français, que nous avons commencé à esquisser ici, la part importante des fonctionnaires socialistes engagés au BIT dans le sillon d'Albert Thomas, participe de l'importation d'une culture militante au sein de la fonction publique internationale naissante. Alors que l'internationalisme socialiste peine à se reconstruire dans l'immédiat après-guerre, ces socialistes modérés et peu réceptifs à la « grande lueur à l'Est » ouverte en 1917, trouvent au contraire dans la petite lueur helvète autour de Thomas un moyen de répondre à la relative marginalisation dont le courant réformiste est l'objet dans leur famille politique après-guerre.

²⁶⁵⁰ KOTT Sandrine, « Dynamiques de l'internationalisation », *op. cit.*

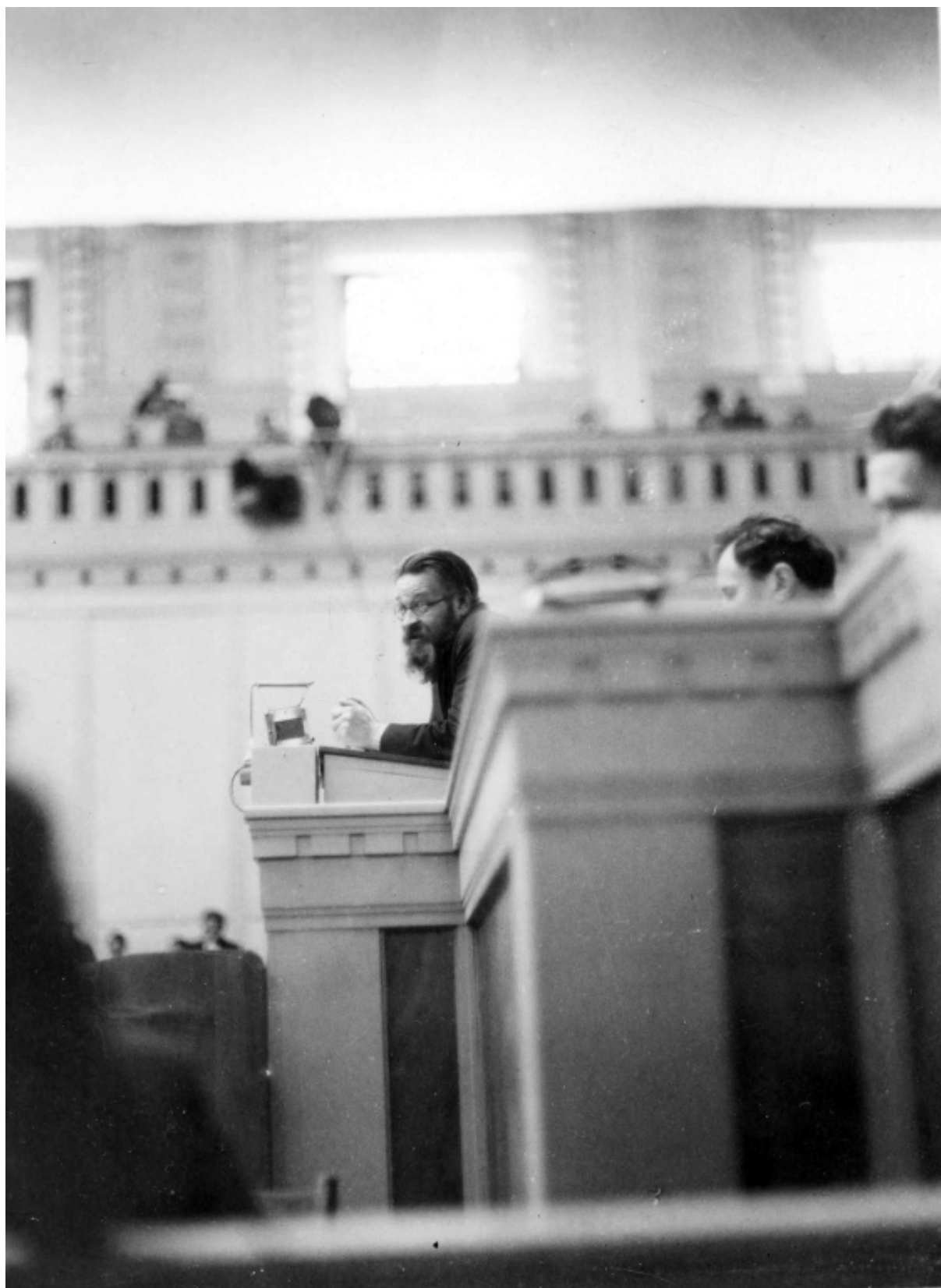
²⁶⁵¹ HIDALGO-WEBER Olga, *Dimensions transnationales des politiques sociales britanniques : le rôle de la Grande-Bretagne au sein de l'OIT, 1919-1946*, *op. cit.*

L'attachement à une forme d'internationalisme – qui est au cœur du projet socialiste – n'est pas étranger à leur engagement à Genève. Ils abordent ainsi leur mission à l'OIT comme la conséquence de leur engagement militant d'hier et avec un esprit missionnaire que Thomas cherche à diffuser, non sans rencontrer des réticences, à l'ensemble de ses collaborateurs.

Par ailleurs, la présence de ces socialistes au BIT se lit dans les thématiques qui se développent dans les travaux de l'organisation dans les années 1920, et notamment dans celle de l'économie organisée à l'échelle internationale. Cette réflexion, venue des rangs socialistes et de personnalités comme Edgard Milhaud, se présente comme une troisième voie entre le capitalisme libéral et le collectivisme étatique et comme une réponse à la crise économique mondiale. De ce fait, ces travaux intéressent le mouvement ouvrier et socialiste international, comme le montre les échanges entre Marius Viple et les leaders de la Deuxième Internationale, ainsi que le recours à l'expertise de l'OIT en matière de chômage et de défense des huit heures dans la construction des revendications conjointes de l'Internationale ouvrière socialiste et de la Fédération syndicale internationale. Ainsi, le rapprochement entre l'internationalisme libéral de la réforme sociale et l'internationalisme socialiste, déjà initié du temps de la « nébuleuse réformatrice du social » dans les années 1900 et 1910 connaît une nouvelle étape à laquelle la présence du réformiste français à la tête du BIT n'est pas étrangère.

L'action réformatrice internationale à l'OIT peut enfin être vue comme la perpétuation par d'autres moyens du projet politique réformiste esquissé par l'homme politique français depuis le début du siècle. Dialogue social tripartite, démocratie industrielle, rationalisation du travail et organisation des échanges dans le cadre d'une économie désormais organisée à l'échelle mondiale, tels sont les moyens préconisés par le BIT pour réaliser une paix fondée sur le progrès social et économique. En cela, Albert Thomas incarne bien une forme internationale de social-démocratie dont la Genève de l'entre-deux-guerres fut le berceau.

Figure n° 33. Dernier discours d'Albert Thomas à la Conférence internationale du Travail, avril 1932 (Archives historiques de l'OIT).



Conclusion générale

« Chez Thomas, l'influence de Jaurès, le tribun dont il avait gardé la forme oratoire, un peu vieillie, comme la barbe de l'intellectuel démocratique, avait été balancée par celle de Millerand [...]. L'Albert Thomas de la guerre serait le Thomas-Millerand, comme l'Albert Thomas de la paix serait le Thomas-Jaurès, son originalité consistant en un équilibre du réalisateur et de l'idéaliste²⁶⁵² ».

²⁶⁵² THIBAUDET Albert, *La Nouvelle Revue Française*, 1^{er} juillet 1932, p. 491-495.

Que reste-t-il de l'héritage politique (et socialiste) d'Albert Thomas aujourd'hui ? Faut-il voir dans la reprise actuelle de l'épithète « réformiste » par une grande partie de la gauche française une lointaine référence à ce courant incarné au début du siècle par l'un de ses leaders ? L'historienne ne doit pas ici céder à une déformation professionnelle, qui l'entraîne à voir partout une résurgence de son propre sujet d'études. Plus que sur une étiquette politique, qui a pu servir autant d'étendard que de repoussoir, c'est bel et bien sur une pratique politique que nous avons porté notre regard au fil de cette thèse. De celle-ci, nous pouvons tirer plusieurs enseignements, intimement liés au parcours individuel et singulier d'Albert Thomas, mais dont la portée dépasse ce seul acteur.

Si nous nous sommes longuement penchée sur sa formation intellectuelle et politique à la charnière des XIX^e et XX^e siècles, c'est parce qu'elle est fondatrice pour comprendre son action politique future. Non qu'elle conditionne tout un destin à venir, auquel cas notre enquête eut été vaine, mais parce qu'elle dit beaucoup du rapport au temps et à l'histoire du milieu intellectuel auquel il s'intègre. À plusieurs reprises, nous avons insisté sur l'instinct de conservation qui anime cet historien mu en homme d'État, à l'origine d'un rapport aux archives bien particulier ; l'homme, dont la formation est parallèle à celle de Lucien Febvre, est-il conscient de laisser aux historiens du futur une documentation qui recouvre toute une partie de l'histoire économique et sociale du début de son siècle ? Qu'en aurait fait cet historien de formation si le temps le lui avait permis ? Cette question est à même de hanter durablement tout biographe qui « sait qu'il n'en aura jamais fini, quel que soit le nombre des sources qu'il peut exhumer²⁶⁵³ », et *a fortiori* s'il se prend à imaginer des sources qui n'existent pas...

Il y a pourtant et heureusement des éléments tangibles sur lesquels fonder quelques conclusions. Pour paraphraser Christophe Prochasson, c'est bien le « voyage d'un historien à l'intérieur de l'État²⁶⁵⁴ » que nous donne à voir, un siècle en amont, le parcours d'Albert Thomas, voyage que ce dernier poursuit, au sens propre, *via* l'exercice d'un mandat public international d'un genre nouveau. À ces fonctions politiques, Thomas imprime un style original qui est le résultat d'un héritage militant mais aussi le fruit d'une expérience personnelle.

En quête d'une approche multiscalaire de l'action politique, nous avons ainsi montré que l'exercice des responsabilités municipales a constitué pour le maire socialiste de Champigny-sur-Marne un laboratoire de réflexions économiques et sociales, un premier bastion de lutte électorale, ainsi qu'un cadre d'acculturation avec les rouages institutionnels de la

²⁶⁵³ DOSSE François, *Le pari biographique*, op. cit., p. 10.

²⁶⁵⁴ PROCHASSON Christophe, *Voyage d'un historien à l'intérieur de l'État*, op.cit.

III^e République. Cette expérience se déroule dans un contexte où le rapport des socialistes à l'État républicain est encore mouvant. Thomas est issu d'une génération qui, même si elle connaît son histoire et sa portée traumatique dans le mouvement socialiste et ouvrier français, n'a pas connu la Commune de Paris. Ce qui l'autorise sans doute à ne pas considérer la République comme l'un des avatars d'un État de classe oppresseur, à la différence par exemple d'un Jules Guesde, avec qui les luttes de tendances dans les congrès ont été légion. Tout ne se passe cependant pas à la tribune des congrès socialistes. Thomas mène en partie son combat dans la coulisse, mais pas forcément « dans l'ombre²⁶⁵⁵ », comme le font alors nombre de réformateurs sociaux.

Son parcours est en effet marqué par une pluri-appartenance partisane, syndicale et associative, à laquelle il faut ajouter une intense activité dans des cercles de réflexions qui constituent autant de cénacles intellectuels. Ces pratiques l'insèrent de plain-pied dans la nébuleuse réformatrice du social de la III^e République et le place en parallèle à la tête d'un courant réformiste qu'il affirme nettement, contre les tendances les plus révolutionnaires du socialisme. De ce fait, Thomas n'aurait pas eu à choisir entre ces deux étiquettes de « réformateur » et de « réformiste ». Il est venu au socialisme par tradition familiale républicaine, prompt à dénoncer les injustices de la société industrielle. Il a contribué à forger une science social(iste) qui en fait l'implacable démonstration. Il a, dès lors, cherché à faire advenir le socialisme dans la République, et non contre elle. Au terme de ses années de formation au cœur de la vie politique tertio-républicaine, Thomas est ainsi ce que l'on pourrait appeler un réformateur-réformiste, à droite de la SFIO, mais à gauche de la réforme sociale républicaine.

L'exercice des responsabilités en guerre a-t-il fait évoluer ce positionnement, venant accréditer l'hypothèse simpliste d'une « droitisation » lente avec les années ? Il faut plutôt considérer que la nouvelle configuration politique ouverte par l'Union sacrée donne à Thomas la possibilité de ne plus se confronter aux querelles de partis, qu'il goûtait finalement peu, tout en cherchant à mettre en œuvre ce projet socialiste mûri avant-guerre. Le socialiste se met ainsi au travail au cœur de cette « prodigieuse expérience économique et sociale²⁶⁵⁶ » ouverte en 1914. La politique de concertation sociale, les efforts pour intégrer les représentants syndicaux dans les commissions de l'État chargées de réfléchir à l'organisation sociale générale ainsi que le développement d'une expertise sociale fondée sur de nombreuses enquêtes socio-

²⁶⁵⁵ ROLLET Catherine et DE LUCA BARBUSSE Virginie, *Dans l'ombre de la réforme sociale, 1852-1942, op. cit.*

²⁶⁵⁶ « Questions économiques », *Bulletin des usines de guerre*, 10 juillet 1916, p. 1.

économiques, sont au fondement d'une action politique qui ne se contente pas de *gérer* les affaires, mais bien de les *conduire* vers la réalisation de la justice sociale fondée sur le progrès économique. Cette expérimentation socialiste, héritière d'une tradition ouvrière et socialiste française entamée en 1789 que l'historien a contribué à mettre en récit, est néanmoins interrompue par le fil des événements qui pousse le ministre à quitter le gouvernement en septembre 1917. L'histoire ne se résume cependant pas à l'exercice d'une fonction ministérielle. Entre 1917 et 1920, hors du gouvernement, mais de retour au Parlement et fort des relations établies à l'Armement, Thomas fait feu de tout bois pour influencer les projets de reconstruction nationale. Il continue donc à jouer le rôle « d'intellectuel-expert²⁶⁵⁷ » auquel sa nouvelle stature d'homme d'État contribue à donner une plus grande visibilité. L'exercice des responsabilités ministérielles a, enfin, confirmé sa position de médiateur syndical acquise depuis le début du siècle. Le ministère de l'Armement a incontestablement été une interface entre l'armée, l'industrie et les mondes ouvriers ; dans ce dispositif, le ministre socialiste a rempli le rôle de pacificateur social, attendu de lui par le Gouvernement, stimulant de nouvelles instances de dialogue social, et s'attirant, du même coup des rancœurs durables, qui se lisent directement au sein de sa propre famille politique.

Il fallait dans cette étude redonner toute sa place à la réception de cette « expérience Albert Thomas » par les socialistes, qu'ils aient été leaders de partis ou simples militants du rang, quand leur voix a pu nous parvenir. L'exploration d'un parcours individuel a été ainsi une clé d'entrée pour l'étude d'appareils partisans. Thomas devient l'une des figures repoussoirs de la SFIC qui naît de la scission de Tours. Ses premiers militants et historiographes de cette scission ont mis en récit une légende noire qui a longtemps collé à la peau de l'ancien « ministre des obus ». Cette mauvaise réputation trouve son relai au sein du mouvement communiste international au sein duquel circule une propagande anti-réformiste et anti-impérialiste que le BIT et son directeur socialiste cristallise dans les années 1920. Parallèlement, l'étude biographique nous a permis de souligner les ressorts des contradictions de la vieille maison socialiste. Par refus de l'étiquette réformiste, elle a pu se trouver piégée sur sa gauche durant ses années de reconstruction, dans une course à la légitimité socialiste dont la SFIC sort dans un premier temps vainqueur, du moins sur le plan rhétorique. Le « cas Albert Thomas » s'inscrit également dans l'histoire plus générale des relations contrariées des socialistes à l'égard des

²⁶⁵⁷ DARD Olivier, « Experts et intellectuels-experts : une demande croissante », in CHARLE Christophe et JEANPIERRE Laurent (dir.), *La vie intellectuelle en France. Tome 2. De 1914 à nos jours*, Paris, Seuil, 2016 p. 52-57.

institutions de la paix créées à Genève. Thomas, comme Joseph Paul-Boncour fait partie de ces médiateurs dont l'action vise à permettre leur rapprochement à la lisière de ces deux mondes.

Dès la fin de l'année 1918, Thomas se retrouve, de fait, en marge forcée – et en partie choisie – des affaires internes de la SFIO. Il porte néanmoins la voix de l'ex-majorité de guerre française à la conférence socialiste internationale de Berne de février 1919, l'une des premières depuis le congrès manqué de Vienne en août 1914. Il y défend alors la reconstitution d'une Internationale « anti-allemande » et « anti-bolchévique ». L'homme, souvent dépeint « en pacifiste [mu] en producteur d'armes²⁶⁵⁸ » aurait-il alors tourné nationaliste ? Il ne faut pas se faire d'illusion sur la persistance des rancœurs héritées des troubles de la Première Guerre mondiale. Ces prises de position peuvent néanmoins se lire à la lumière des nouvelles lignes de force qui traversent alors l'internationalisme socialiste au lendemain de l'armistice. S'appuyer, comme le fait Thomas dans les congrès socialistes interalliés puis au lendemain de la guerre, sur les camarades belge et anglais comme Émile Vandervelde ou Arthur Henderson, c'est, au-delà des préoccupations nationales, faire le choix d'une reconstruction des instances du socialisme internationale libérée de l'hégémonie marxiste qui était celle, jusqu'en 1914, de la social-démocratie allemande. Pour ce socialiste non doctrinaire, c'est donc reprendre le cours de cette tradition socialiste non-marxiste dont il avait commencé le récit, à la suite de Charles Andler et d'autres, et dans laquelle il inscrit sa propre action. Cette entreprise est concomitante de sa dénonciation récurrente de la violence des « maximalistes russes » qui auraient brisé l'affinité élective qu'il pensait inhérente au couple « démocratie » et « socialisme »²⁶⁵⁹. Si la dénonciation de la révolution d'Octobre est initialement liée à la crainte de la défection de l'allié russe, celle-ci se mue progressivement en une défense et illustration de ce qui serait la juste voie socialiste et, avec elle, l'action légitime du prolétariat. C'est bel et bien sur ce point que s'affine et s'affirme la pensée de Thomas avec le temps et l'expérience : à l'occasion de la création de *La Revue syndicaliste* en 1905, il qualifiait le syndicalisme de « mode d'action le plus éducateur et le plus vraisemblablement émancipateur de la classe ouvrière²⁶⁶⁰ ». Quinze ans plus tard et à la veille d'un mouvement de grève des chemins de fer historique en France et dans une Europe en proie à des troubles révolutionnaires, il écrit :

« Si la classe ouvrière est révolutionnaire, ce n'est pas parce qu'elle cherche par la violence à faire triompher ces intérêts particuliers. C'est parce que son intérêt particulier

²⁶⁵⁸ AN 94 AP 360. Article du *Times* du 30 novembre 1915.

²⁶⁵⁹ DUCOULOMBIER Romain, « Socialisme et démocratie : une affinité élective », *op. cit.*

²⁶⁶⁰ THOMAS ALBERT, « Notre but », *Revue syndicaliste*, 15 mai 1905.

coïncide avec l'intérêt général. Ce jour où cette idée est dégagée, la situation est révolutionnaire²⁶⁶¹ ».

Qui du « Thomas-Millerand » ou du « Thomas-Jaurès » s'exprime alors ici ? Thomas est-il encore l'héritier du père de « l'éloge de la réforme » qui proclamait en 1908 que le Parti socialiste était « un parti essentiellement révolutionnaire » parce qu'il « ne se born[ait] pas à réformer et à pallier les pires abus du régime actuel, mais [voulait] réformer en son principe et en son fond ce régime même²⁶⁶² » ? À ce nouveau stade, Thomas n'attend plus forcément de la société qu'elle s'adapte aux intérêts du prolétariat, mais plutôt à ce que ceux-ci s'intègrent à un intérêt général plus global. Le rôle de l'action publique, à laquelle les socialistes doivent prendre part, est alors de parvenir à une organisation juste et équilibrée de ces intérêts.

Subtile rhétorique... ou lucidité de ce pragmatique qui a été confronté à l'immense défi de la gestion économique et sociale de la France en guerre, aux blocages institutionnels, à l'esprit de corps de l'armée, à la puissance des intérêts industriels. Il n'en reste pas moins que pour ce républicain, convaincu du bienfondé de la démocratie représentative comme système politique juste et efficace, l'organisation de la société doit passer par la représentation équilibrée des intérêts des diverses catégories qui la composent : patrons, ouvriers mais aussi consommateurs, représentés par la coopération que l'homme d'État cherche à transformer en « institution publique ».

Les travailleurs ont bien une place à part dans cet édifice. La politique sociale qui se construit à l'OIT est fondée sur toute une série de conventions internationales qui élargissent le socle établi à Washington en 1919. Thomas imprime incontestablement sa marque et déploie son propre « agenda social²⁶⁶³ » qu'il nourrit de diverses influences, allant de l'humanisme chrétien au planisme belge en passant par le travaillisme britannique. Thomas est le défenseur inlassable de la journée de huit heures, véritable « pierre de touche » du bien-être de travailleurs producteurs qu'une ambitieuse politique de loisirs doit transformer en individus émancipés. Avocat des assurances sociales, il prône la protection des travailleurs contre tous les risques de la société industrielle, des accidents du travail jusqu'au chômage en passant par la santé au travail, apportant sa contribution à la préhistoire des États-providence du second XX^e siècle. Dans une lettre adressée à son ami et collaborateur Justin Godart en 1925, il dresse les contours de cet idéal universel qui est aussi un programme d'action :

²⁶⁶¹ AN 94 AP 366. Note personnelle tapuscrite d'Albert Thomas du 14 janvier 1920. Voir annexe n° 2.

²⁶⁶² BERGOUNIOUX Alain (éd.), *Éloge de la réforme. Discours de Jean Jaurès au congrès de Toulouse de 1908*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 1998.

²⁶⁶³ LOUIS Marieke, *L'Organisation internationale du Travail et le travail décent : un agenda social pour le multilatéralisme*, Paris, L'Harmattan, 2011.

« Ce n'est pas un fait sans importance dans l'histoire de l'humanité que l'inscription, non pas imposée, mais véritablement acceptée par toutes les puissances signataires, dans tous les traités de paix, d'une partie Travail, définissant un idéal commun de justice sociale, et traçant un commun programme pour sa réalisation.

Le jour où, accomplissant ce programme que nous avons mission de réaliser, tous les États du monde civilisé auront protégé les enfants, les adolescents et les femmes contre le travail prématuré ou excessif ; le jour où ils auront assuré à tous les travailleurs la garantie d'un salaire qui permette des conditions d'existence convenable ; le jour où ils auront donné, sous la forme de courtes journées et de loisirs la part qui leur revient dans le progrès industriel ; le jour où ils leur auront donné la protection nécessaire contre les maux qui peuvent les assaillir : accidents, maladies générales ou professionnelles, invalidités, vieillesse ; le jour où ils auront, par des mesures rationnelles qu'une science encore incertaine commence seulement à découvrir, supprimé ou atténué les alternatives prétendues inévitables des périodes de prospérité et de crise, et où ils leur auront assuré la stabilité du travail ; le jour où, par le respect total de la liberté syndicale, ils leur auront donné conscience de leur dignité d'hommes et de producteurs ; ce jour-là un grand progrès aura été accompli dans la construction de la paix, une grande pensée commune aura déjà uni les peuples²⁶⁶⁴ ».

Dans cette architecture institutionnelle, Thomas accorde une place toute particulière à la dignité des travailleurs et à la représentation de leurs intérêts. La voie sociale-démocrate qu'il propose s'accompagne en conséquence d'une conception bien particulière du rapport du syndicalisme à la société industrielle en général qu'il a déployé à plusieurs niveaux et à plusieurs moments : *La Revue syndicaliste* a été l'un des instruments de formation d'une expertise économique, instrument de la respectabilité du mouvement syndical. Aux commandes de l'État en guerre, le ministre socialiste cherche à intégrer les leaders syndicaux dans les commissions chargées de réfléchir à l'organisation sociale des usines d'armement. Cette préoccupation résulte de la nécessité de s'appuyer sur ces figures du mouvement ouvrier pour obtenir le consentement des travailleurs et travailleuses aux sacrifices exigés par l'impératif productif. Elle est également une marque de reconnaissance de leur expertise économique. Par la suite, à la tête d'un « Parlement mondial du travail » d'un nouveau genre, Thomas s'accommode parfaitement du mode de régulation tripartite – néanmoins imparfait – adopté par les concepteurs de l'OIT (dont il n'a pas fait directement partie) et en devient le principal défenseur. En martelant à chaque déplacement l'impérieuse nécessité pour les travailleurs de « s'organiser » afin de se faire entendre, le directeur du BIT prône le développement d'une organisation corporative intégrée dans un vaste projet de démocratie industrielle. Cette

²⁶⁶⁴ AN 94 AP 379. Lettre d'Albert Thomas à Justin Godart du 10 mars 1925.

structuration syndicale, fondée sur la démocratie interne et la formation intellectuelle de ses représentants, devait enfin se montrer soucieuse des intérêts de la collectivité et non s'arc-bouter sur des intérêts de classe qu'il juge égoïstes.

C'est tout le message que déploie à travers le monde ce « juif errant de la politique sociale » qui cherche à faire de la diplomatie du travail un mode hégémonique de représentation des mondes ouvriers. Cette entreprise connaît néanmoins un succès relatif. La rencontre avec « le reste du monde » au travail peut être source d'incompréhensions, voire de désillusions face à l'immense défi que représente le développement d'une organisation des relations professionnelles trop directement inspirée des sociétés industrielles d'Europe de l'Ouest.

À bien des égards, l'exercice de la fonction de directeur du BIT donne cependant à Thomas plus de latitude que celle de ministre pour innover dans le domaine social et économique. Si l'OIT est bien l'incarnation d'un projet de paix sociale qui émane des États vainqueurs réunis à la Conférence de la Paix de Paris, la neutralité inhérente au statut de fonctionnaire international n'empêche pas le directeur de se tourner vers ses alliés naturels (syndicalistes et socialistes réformistes, coopérateurs et même patrons philanthropes). Dès lors, il cherche à orienter le programme de justice sociale vers ses centres d'intérêt au rang desquels figurent les projets de démocratie industrielle, d'assurances sociales, ou encore de développement d'une politique de loisirs à destination des mondes ouvriers. Le développement d'une politique scientifique au BIT – dont l'expertise socio-économique ne cesse de gagner en légitimité – porte également la marque de cet intellectuel qui veut faire de ce « laboratoire international de sciences sociales²⁶⁶⁵ » une force agissante. Cette politique est bel et bien l'adaptation internationale d'un socialisme normalien qui se déploie désormais entre Paris et Genève.

Nous avons largement battu en brèche l'idée que le départ pour le Bureau international du Travail entérine le retrait définitif de l'ancien ministre de la vie politique nationale et sa marginalisation irrémédiable au sein des réseaux socialistes. L'exercice de la fonction publique internationale est bien la continuation de la politique par d'autres moyens : même si le « cas Albert Thomas », qui a des résonances dans le socialisme international, est l'un des facteurs explicatifs des relations en apparence distantes entre le BIT et l'Internationale ouvrière socialiste, il existe en réalité des intérêts objectifs communs et des circulations de pratiques, d'idées et de parcours qu'une étude attentive des archives croisées de ces deux instances internationales a permis de souligner.

²⁶⁶⁵ DHERMY-MAIRAL Marine, *Les sciences sociales et l'action au Bureau international du Travail (1920-1939)*, op. cit., p. 63.

Thomas emporte ainsi dans son sillage tout un réseau de socialistes réformistes et même un ancien guesdiste, Marius Viple. Ceux-ci prolongent leur engagement dans le socialisme français par l'investissement dans cette nouvelle organisation toute tendue vers la paix et la justice sociale. Croire en cette petite lueur helvète, c'est aussi faire le choix d'investir les structures internationales du centre mondial de la réforme sociale pour tenter d'éteindre la « grande lueur à l'Est » qui séduit dans le monde entier. Lire cette histoire uniquement comme une guerre idéologique ne suffit cependant pas. L'histoire des relations complexes entre Genève et Moscou que nous avons également esquissée montre que le directeur socialiste du BIT prend au sérieux sa fonction internationale et la mission universelle de l'OIT. La Russie, berceau de trois révolutions en moins de quinze ans, obsède le Français dont le destin se trouve irrémédiablement lié aux soubresauts de son histoire. Bolchevisme ou socialisme ? Est-ce donc ainsi qu'il faut résumer l'équation que Thomas voudrait soumettre au reste du monde ? Ce serait mal comprendre sa pratique politique, faite de pragmatisme et pétrie d'intérêt scientifique pour toutes les expériences sociales et économiques qui jalonnent l'époque qu'il traverse et qu'il tente de comprendre. Sans doute encore la marque de l'historien...

Enfin, l'exemple du parcours du fonctionnaire français et de son entourage offre une grille de lecture des interactions entre échelles nationale et internationale, voire transnationale. L'étude des réseaux socialistes français qui se déploient entre Paris et Genève a permis de saisir l'ombre portée du courant réformiste d'Albert Thomas sur sa famille politique, ses liens – mais pas forcément ses équivalences – avec le néo-socialisme ou le planisme. Cette ombre portée doit également se penser au-delà des frontières françaises. Les années Thomas du BIT correspondent à un double moment internationaliste. Le premier consacre une nouvelle étape, voire une nouvelle dimension, de l'internationalisation de la question sociale entamée à la fin du XIX^e siècle. Le deuxième correspond à une recomposition de l'internationalisme socialiste dans le courant des années 1920. Le parcours de Thomas se trouve à la charnière des deux et contribue à les faire dialoguer.

À l'heure où le dialogue n'est pas toujours aisé entre l'IOS et la FSI, le BIT devient le forum de leur rapprochement. Toute l'action des fonctionnaires socialistes genevois, qui œuvrent à la convergence d'arènes internationales diverses, vise donc à permettre l'intégration de l'expertise et des catégories d'analyse du BIT dans les revendications politiques socialistes et syndicales. Cela prouve la légitimité croissante des productions scientifiques du BIT à la fin des années 1920 et la porosité des catégories d'analyse employées. L'adoption du thème de l'économie organisée par le BIT ou encore l'intégration de la revendication des assurances sociales à l'arsenal militant de l'IOS après la crise de 1929 soulignent ces circulations. Si les années 1920

constituent l'apogée de cette dynamique, la mort brutale de Thomas en 1932 et l'échec de la candidature du socialiste planiste belge Henri de Man à sa succession en constituent le chant du cygne. Le mandat du haut fonctionnaire britannique Harold Butler à la tête du BIT (1932-1938) inaugure un recentrement vers les réseaux plus traditionnels de la réforme sociale libérale et un éloignement des réseaux syndicalistes et socialistes internationaux.

Le moment Thomas du BIT est donc un épisode particulier qui fait également de lui « le pivot du réformisme international²⁶⁶⁶ ». Cette histoire s'inscrit dans celle de la construction de cette « société internationale²⁶⁶⁷ » qui commence durant l'entre-deux-guerres et dont l'OIT est un poste d'observation privilégié²⁶⁶⁸.

²⁶⁶⁶ REBERIOUX Madeleine et FRIDENSON Patrick, « Albert Thomas, pivot du réformisme français », *op. cit.*

²⁶⁶⁷ GORMAN Daniel, *The Emergence of International Society in the 1920s*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

²⁶⁶⁸ KOTT Sandrine, *Organiser le monde. Une autre histoire de la guerre froide*, *op. cit.*, p. 22.

Annexes

Annexe n° 1. Directives pour la conférence avec les socialistes (AN 94 AP 357).

La Conférence interalliée actuelle avait pour objet, à l'origine, d'harmoniser la tactique des différents partis socialistes des pays alliés à la Conférence de Stockholm. L'idéal est d'arriver à une sorte de politique commune bien définie. Le refus des passeports crée une situation nouvelle.

1. Il faut amener une protestation fatale. Peut-être pourrait-on, avec l'aide de ceux qui ne veulent pas aller à Stockholm, avoir simplement un regret au lieu d'une protestation.

Le regret est que le gouvernement ne fasse pas confiance à des partis socialistes et à des classes ouvrières qui, sans imposer de conditions, depuis le début de la guerre, ont participé aux efforts de défense nationale et de lutte pour le droit. Mais il est impossible de laisser dévier le débat comme le voudraient les Russes.

2. En ce qui concerne les Russes, il faudra d'abord leur demander de quelle façon ils participeront à la Conférence, il faudra, en deuxième lieu, marquer très nettement que nous ne voulons pas nous laisser imposer – comme cela a eu lieu autrefois à Amsterdam – une tactique internationale dans chaque pays par l'Internationale.

C'est à chaque parti qu'il appartiendra de régler ses affaires avec son Gouvernement.

Les unions nationales ne peuvent être rompues que pour des motifs sérieux tant à l'extérieur qu'à l'intérieur.

Faire remarquer :

La campagne menée en Russie ; la volonté des Russes, depuis longtemps, d'aboutir à une division et de créer des situations analogues à la leur. C'est une politique que nous ne voulons pas suivre.

Cette politique serait conforme aux désirs des ennemis qui veillent très attentivement et cherchent à voir toutes les fissures dans les blocs d'Unions nationales.

La question des passeports se trouvant ainsi liquidée, il ne faut pas que nous prenions le moyen pour la fin. Il faut que la Conférence socialiste de Londres, à défaut de la Conférence de Stockholm, marque tout de suite la position nette des Alliés. Il faut que nous tâchions d'arriver à des résolutions communes. Il faut que nous marquions, en tous cas, le point de vue du droit que soutient la France.

Cela comporte un certain nombre d'efforts de fond et de forme.

Question de l'Internationale.

Il faut que les socialistes s'entendent sur la question des responsabilités. Le problème doit être posé et si Bracke et les autres socialistes français ou étrangers qui peuvent être hostiles à la Conférence de Stockholm veulent vraiment servir la cause commune, il faut qu'ils reprennent ce terrain.

Il n'est pas possible que les socialistes majoritaires allemands nous échappent. La vraie méthode eût été de les faire condamner avant. C'était notre point de vue de Petrograd. Il faut tenter d'y revenir. Il est nécessaire que nous distinguions dès maintenant entre les majoritaires et les minoritaires. On ne peut pas admettre confusément les majorités et les minorités.

Chez nous la question n'est pas la même là où il y a des traîtres au socialisme.

La minorité allemande ne peut avoir autorité que si la majorité est condamnée

C'est la question primordiale, à défaut de Stockholm et en attendant Stockholm. Il faut la pousser. Il faut que l'opinion publique allemande sache dans quelles conditions nous jugeons les socialistes allemands.

Il n'est pas d'Internationale viable, sans cela.

C'est tout cela qu'il faut commencer à dire : Renaudel a pu, jusqu'à présent, vouloir atténuer la publicité de ces déclarations, le moment est venu où il faut parler haut et ferme.

Il importera alors de faire le gros effort pour la diffusion des buts de guerre communs, l'éclaircissement des formules : sans « annexion ni contribution », éclaircissement du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » définition concrète des divers problèmes, surtout et avant tout « Société des Nations ».

3. Cet effort fait, il faudra marquer quelle doit être l'action des différents partis socialistes. Il faut qu'ils luttent, chacun chez eux contre l'impérialisme, il faut qu'ils étouffent même des velléités d'impérialisme qui peuvent reprendre, il faut qu'ils affirment partout la vraie politique démocratique commune. Il faut qu'ils obtiennent des gouvernements la révision en commun des buts de guerre ; il faut qu'ils obtiennent des notes nouvelles, il faut qu'ils obtiennent une action publique sur l'opinion allemande.

De même que les partis socialistes déclarent qu'ils ne peuvent avoir d'action commune avec les majoritaires, de même les gouvernements doivent indiquer qu'ils ne pourront traiter qu'avec la démocratie allemande.

Lutte contre l'impérialisme allemand.

Lutte pour la révolution allemande.

Les partis socialistes en tous pays doivent, dans l'Union générale même accentuer la pointe de la démocratie. Ils doivent, en tous pays, s'affirmer plus qu'ils ne l'ont fait. C'est eux qui apportent la vérité ; il faut qu'ils la proclament, surtout il ne faut pas laisser tomber l'action publique du socialisme au moment des négociations de paix, les peuples doivent pouvoir faire entendre leur voix.

Il faut d'autant plus qu'ils la fassent entendre que si on ne s'achemine pas dans cette voie, dans cette politique, on s'exposerait à des sursauts révolutionnaires.

Annexe n° 2. Note personnelle tapuscrite d'Albert Thomas du 14 janvier 1920 sur le Conseil économique du Travail (AN 94 AP 366).

Idées à mettre en lumière après le Conseil économique du Travail.

1/. Les attaques dont il est l'objet prouvent d'abord l'inquiétude que, malgré tout, les adversaires peuvent en avoir.

2/. Elles prouvent en second lieu la volonté, après avoir atteint le Parti Socialiste, d'atteindre l'organisation ouvrière elle-même. Cela entre évidemment dans le plan de réaction sociale actuellement imaginé.

3/. À retenir des discours de Jouhaux, mal dégagés et mal conçus, l'idée essentielle de l'intérêt général opposé aux intérêts privés.

Pendant la guerre, on a eu, à plusieurs reprises, dans le danger, l'aperception de l'intérêt général. Mais il faut déduire de cette aperception de l'intérêt général toutes les conséquences qu'elle comporte. Au fond, c'est l'idée révolutionnaire totale. Reprendre à ce sujet quelques passages de Barbusse dans « Clarté ».

Il y a révolution chaque fois que l'on a opposé à nouveau ce qu'on a pensé être l'intérêt général à l'intérêt particulier. Seul, un régime de l'intérêt général est au premier plan. Peut-être un régime de raison et de discipline consentie. Au lieu de cela, c'est la force.

4/. Insister également sur le rapprochement fait par Jouhaux dans sa langue particulière entre la raison et l'expérience.

La raison, ce sont si l'on veut les principes, la pensée de l'intérêt général. L'expérience ; d'autre part, c'est la première application.

5/. Marquer comment la démocratie elle-même ne vaut que dans la mesure où elle est la doctrine politique de l'intérêt général.

6/. Producteurs et consommateurs : Poisson a à peine esquissé l'opposition entre producteurs et consommateurs. Mais l'unité se trouve réalisée là encore dans le souci de l'intérêt général.

7/. À retenir encore les formules de Jouhaux : pas de direction personnelle, pas de direction de classe et, même dans la vie internationale, pas de direction de nation.

8/. Dégager encore l'idée que le refus par le Gouvernement d'accepter les thèses d'intérêt général conçues par le Conseil économique du travail marque l'opposition fondamentale entre cet intérêt général et les intérêts privés.

9/. Marquer enfin que cela peut être l'origine d'une période révolutionnaire. En cela, le temps a raison.

Si la classe ouvrière est révolutionnaire, ce n'est pas parce qu'elle cherche par la violence à faire triompher ces intérêts particuliers. C'est parce que son intérêt particulier coïncide avec l'intérêt général. Ce jour où cette idée est dégagée, la situation est révolutionnaire.

10/. Il y aura lieu de bien marquer la portée de la formule de l'atelier social. Jouhaux sent par-là la nécessité de sortir d'un corporatisme un peu étroit. C'est encore une idée de triomphe de l'intérêt général, mais sur le mode économique.

Annexe n° 3. « Au retour de Berne », texte tapuscrit d'Albert Thomas (AN 94 AP 243).

La Conférence socialiste internationale qui s'est tenue récemment à Berne continue de donner lieu à commentaires et critiques. La Ligue Sociale Démocratique des États-Unis a publié un manifeste contenant avec vivacité les résolutions de la conférence. En France, un certain nombre de Députés socialistes ont également, dans un manifeste, désapprouvé solennellement les timidités ou les réserves des résolutions prises. Par contre, de nombreuses personnalités, même dans les pays alliés, se déclarent satisfaits des résolutions de la Conférence. Tout cela témoigne du trouble et de l'inquiétude des consciences socialistes et aussi des difficultés que rencontre une action socialiste internationale d'après-guerre. J'ai participé aux travaux de la Conférence. J'y ai soutenu des idées qui, par beaucoup de côtés, sont celles des socialistes belges ou américains qui n'y assistaient pas. Je voudrais très nettement mesurer la valeur et la portée de cette assemblée. Tout d'abord, une grande pensée domine tout ce débat, c'est qu'il doit y avoir et qu'il y aura de toute nécessité une association internationale des travailleurs.

C'est parce qu'il y aura une internationale que des chefs de partis, en tous pays, ont voulu coûte que coûte, même sans préparation suffisante, convoquer tout de suite en une assemblée les socialistes de tous pays. C'est parce qu'il y aura une internationale que les socialistes majoritaires d'Allemagne, sachant évidemment les attaques qui les attendaient, se sont néanmoins rendus à Berne. C'est parce qu'il y aura une internationale que les socialistes français, malgré les sentiments si respectables de l'opinion publique française, malgré leur rancœur personnelle, ont résolu de se rencontrer tout de suite face à face avec des Allemands. Et c'est enfin parce qu'il y aura une internationale que ceux mêmes qui n'ont pas voulu assister à la Conférence vont en quelque manière à un Congrès régulier et décident d'y reprendre le débat sur les questions qui ont été seulement amorcées.

Est-il besoin de justifier longuement cette pensée instinctive et forte de tous les socialistes du monde ? Avant la guerre, ils sentaient que la lutte contre les puissances d'argent, contre le privilège du capital se présentait en tous pays de plus en plus identique et que, par-dessus même les frontières, de vastes associations unissaient parfois capitalistes et travailleurs.

Avant la guerre, ils avaient conçu pour leur part le projet si magnifiquement formulé depuis et qui s'est imposé aux Gouvernements d'une Ligue des nations consolidant la paix. Est-ce à l'heure où la Ligue des Nations entre dans le domaine des faits que ces peuples doivent cesser d'y travailler ? Bien plus, pour que la Ligue des Nations soit solide, chacun sent qu'elle ne peut pas être seulement une Société des Gouvernements ou d'États : elle doit être une grande Société

des Peuples ; elle a besoin de l'appui que lui apportera les sociétés des démocraties ouvrières. Plus encore qu'avant la guerre, le monde ouvrier sent d'ailleurs la nécessité de l'union en face de la puissance accrue du capital et les Gouvernements ont compris que de la guerre même devait sortir la charte internationale du travail. On ne comprendra rien aux débats de Berne, aux attitudes des uns et des autres, aux votes exprimés ou même au refus de s'exprimer par un vote si l'on ne reconnaît pas, parmi les variations infinies des discours ce leitmotiv formidable. Mais, contre cet universel désir, la guerre a dressé de redoutables obstacles. C'est ici que se trouble et s'inquiète notre conscience socialiste.

L'Internationale, par essence, ne peut être qu'une association fraternelle. Sur tous les drapeaux uniformément rouges, elle inscrivait : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Or les prolétaires, depuis 4 ans, se sont entretués. Socialistes français, socialistes belges, socialistes allemands naguère se déclaraient frères. Les socialistes du Kaiser sont entrés avec insolence dans les maisons du peuple et ont parfois brutalisé leurs camarades des pays envahis. Sans doute, c'était par ordre des Gouvernements et des États-majors ; mais les chefs du Reichstag sont demeurés quatre ans complices du Gouvernement impérial. Pendant quatre ans, ils ont nié la responsabilité, la culpabilité de l'Allemagne. Or, dans les Congrès d'avant-guerre à Stuttgart, à Copenhague, à Bâle, l'Internationale avait fait le serment de défendre leur pays s'il était attaqué, de briser leur Gouvernement s'il était l'assaillant. Les socialistes de France ont pu reparaître le front haut et la conscience tranquille devant l'Internationale : nul ne doute au monde que leur pays n'ait été attaqué. Ils ont fait leur devoir de socialistes. Mais les socialistes majoritaires d'Allemagne n'ont pas fait leur devoir. Ils ont pu être trompés en 1914, quelques jours à peine après le vote des crédits, la violation de la Belgique révélait que l'Allemagne ne respectait même pas ses engagements. Depuis lors, d'année en année, la vérité est devenue plus claire, les minoritaires ont libéré leur conscience, les majoritaires sont demeurés complices obstinément de l'Empereur jusqu'au jour de la défaite et de la Révolution.

Les majoritaires allemands ont donc trahi leur devoir ; ils ont trahi la confiance que d'autres socialistes pouvaient avoir en eux. Était-il possible, est-il possible de constituer une Internationale avec eux ?

La Conférence de Berne a pris par exemple deux résolutions qui sont conformes en leur essence à ce que souhaitent tous les peuples civilisés, conformés aux quatorze points du président Wilson ou aux résolutions prises par les socialistes alliés en février 1918. Ces deux résolutions ont trait, l'une à la Société des Nations, l'autre au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La première indique en termes heureux comment la Société des Nations ne doit pas être purement formelle, comment elle reposera surtout sur l'adhésion populaire, comment elle

s'assurera matériellement par une activité économique internationale. La résolution sur les questions territoriales répudie la vieille doctrine de force ou d'équilibre, répudie les annexions ou les conquêtes fondées sur le droit du plus fort avec de prétendues considérations économiques et stratégiques, met en lumière le principe fondamental de la *self-determination*.

Mais, en vérité, quelle valeur ont ces résolutions ? Comment peuvent-elles être accueillies par la Conférence des diplomates à Paris si la parole des majoritaires allemands a exactement la même valeur que leur parole d'avant-guerre ? Ne disaient-ils pas, avant la guerre comme maintenant : « nous voulons le désarmement général » ? Ne dénonçaient-ils pas, avant la guerre comme maintenant, impérialistes et annexionnistes ? Ils ont fait la guerre, ils ont approuvé le mépris professé par les « chiffons de papier ». Quelle garantie offrent-ils ? À la vérité, la Conférence de Berne a bien essayé d'obtenir quelque garantie. On a trop méprisé la résolution où il est dit que les majoritaires allemands reconnaissent comme coupable de la guerre (et sans prétendre invoquer aucune autre culpabilité) le Gouvernement même dont ils ont été quatre ans les complices.

La Conférence a eu raison de noter aussi que la révolution allemande, si elle n'a pas encore toute sa fécondité, constitue néanmoins autre chose qu'un camouflage révolutionnaire. Elle a également déclaré que le débat restait ouvert et que, devant un Congrès International, il devait être repris. Cependant, il faut reconnaître que nous sommes loin, avec cette résolution, de la condamnation solennelle des socialistes allemands qui eût soulagé la conscience universelle et qui eût donné à l'Internationale Socialiste une tout autre allure. C'est une difficulté analogue que la Conférence a éprouvée sur la question des bolchéviques et c'est à des résolutions semblables, aussi incertaines, aussi timides, qu'elle a abouti, bien que sur le fond la pensée profonde des Congressistes ne peut faire de doute. Le germanisme d'une part, le bolchevisme de l'autre sont en effet les deux dangers qui menacent l'Internationale.

Depuis que la révolution bolchévique, ce fruit monstrueux du tsarisme et de la guerre, a éclaté en Russie, elle exerce sur les peuples fatigués de l'Europe une étrange fascination. À un moindre degré peut-être que le malheureux peuple de Russie, tous les peuples sont las de la guerre, épuisés, fatigués, incapables de recommencer le travail normal et, pour sortir de leur misère, ils rêvent d'une révolution politique établissant une dictature. Or, l'Internationale qui a eu à lutter dans son passé avec les anarchistes, a pensé faire traditionnellement comme un groupement des partis démocratiques, tous également soucieux de l'action légale et parlementaire pour la transformation de la Société. L'Internationale surtout a appris que si la révolution politique pouvait résulter d'un coup de main et durer, une révolution sociale ne pouvait réussir que si elle tenait compte des conditions économiques générales. Il y a des

associations qui sont mûres et d'autres qui ne le sont pas. Pour avoir méconnu ces nécessités de la production, le bolchevisme a conduit la Russie au paupérisme et à la fin. Si elle avait été fidèle à tout son passé et si elle avait eu l'audace de bien proclamer les résultats de la guerre, la Conférence de Berne aurait condamné sans réserve le bolchevisme. Or, sur un texte d'ailleurs modéré, ne comportant aucune condamnation formelle et que proposait Branting, aucun vote n'a eu lieu. Il importera cependant qu'un jour l'Internationale décide et qu'elle réproue les méthodes qui ne peuvent conduire le mouvement ouvrier qu'à l'aventure et à la ruine. Telle est, dans toute sa complexité, la situation qui résulte de Berne. Une Internationale doit vivre, mais elle ne peut vivre que sur des principes communs, que sur une confiance mutuelle des partis.

Or, ni sur la question des responsabilités, si sur celle du bolchevisme, les principes communs n'ont été nettement affirmés. De là les débats entre socialistes. Il faut voir le problème en face, il n'a que deux solutions : ou bien, comme certains le conseillent, comme d'autres le pensent sans oser le dire, il faut créer une Internationale nettement et j'ose dire facilement anti-allemande, anti-bolchévique. Cette méthode a le désavantage de n'être pas approuvée par des partis comme le parti belge qui hésite encore à rencontrer les allemands, mais qui sont plus que quiconque le danger des divisions dans l'Internationale ouvrière. Ou bien alors, deuxième solution, rester dans l'Internationale, affirmer au prochain Congrès régulièrement convoqué la nécessité d'une Internationale régénérée, poursuivre le débat, tenter de convaincre les neutres ; faire même, à l'aide des minoritaires, l'effort de régénérer l'Allemagne. Œuvre difficile peut-être, même si on ne l'accomplit pas, il n'y aura pas de paix durable. Si l'Allemagne n'est pas transformée par le dedans, la guerre recommencera en dépit de toutes les Sociétés des Nations.

Mais pour que cette deuxième méthode ne conduise pas à une duperie ni à une abdication, il faut que toutes les forces s'unissent, il faut qu'au sein de l'Internationale, une sorte de bureau de renseignements et de correspondance dès maintenant groupe ses forces et affirme le triomphe de la pensée commune des anglo-saxons et des latins. Après 1870, l'Internationale a été trop souvent pénétrée de pensée allemande. Il y a eu là comme une victoire de pensée allemande. Il faut qu'aujourd'hui, la victoire du droit ne soit pas réalisée seulement dans les institutions gouvernementales ou dans les protections de frontières : il faut qu'elle apparaisse dans toute sa lumière et dans toute sa grandeur au sein du monde ouvrier.

Annexe n° 4. Note personnelle tapuscrite d'Albert Thomas sur la résolution du Congrès national du Parti socialiste du 13 février 1921. (ABIT CAT 8-1-2-3. Dossier « Le “cas Albert Thomas” »).

« Le Conseil national, dans l'impossibilité présente où il se trouve d'examiner le nombre de la répartition de membres du Parti au Bureau international du Travail, estime néanmoins qu'il y a lieu dès maintenant pour le citoyen Albert Thomas de choisir entre la qualité de directeur de ce Bureau et celle de Député. Il charge la CAP d'appliquer le présent ordre du jour ».

Ordre du jour adopté à l'unanimité moins la voix du Tarn. L'abstention de la Fédération du Tarn ne saurait être interprétée comme un désaveu, on comprend que le représentant de la Fédération n'ait pas pris position. La fédération tout entière s'est solidarisée avec son élu : c'était en quelque manière son propre cas qu'elle avait à juger. En dehors de toute discussion, ce qui résulte du texte lui-même, c'est que le Conseil national s'est mis à examiner et à résoudre le problème de l'incompatibilité entre la qualité de membre du Parti et la qualité de fonctionnaire au Bureau international du Travail. Or, c'est le seul problème que le parti comme tel avait qualité pour résoudre. Il pouvait dire malgré toute l'absurdité qu'il y aurait à prendre pareille attitude « l'incompatibilité existe ». Mais il n'a pas de qualité pour estimer qu'il y a lieu pour moi de choisir entre la qualité de directeur du BIT et celle de Député.

Il y a dans la vie politique deux attitudes possibles : ou bien l'attitude individuelle, c'est celle que Clemenceau prenait, que d'autres ont prises. Dans des conversations avec Clemenceau en particulier, il avait coutume de me reprocher d'être fidèle à des décisions de Parti. La deuxième attitude, en effet, est celle de la fidélité aux décisions raisonnées et délibérées ensemble entre l'élu et l'organisation. J'ai, toute ma vie, constamment pratiqué cette politique. Mais les sacrifices qu'elle impose ont pour compensation les garanties qu'elle doit donner et qu'on est en droit de réclamer. Le problème, en l'espèce, ne dépend pas que de la Fédération.

Lorsque, pour faciliter l'effort d'organisation du Parti, j'avais pensé donner ma démission de Député, lorsque j'en avais parlé à mes camarades, j'ai toujours réservé l'avis de la Fédération du Tarn. C'est la Fédération qui m'a demandé, à l'unanimité, de ne pas démissionner. C'est elle qui a estimé que malgré ma qualité de directeur du Bureau international du Travail, je pouvais remplir d'une manière qui lui donnait satisfaction, mon mandat de Député. Elle s'est solidarisée entièrement avec moi. C'est elle seule qui peut rendre ma liberté. C'est, après délibération prise en commun, à sa décision que je me conformerai encore. C'est elle qui m'a porté au groupe socialiste au Parlement. C'est à elle que le groupe socialiste au Parlement et le Parti doivent refuser mon admission.

La Fédération aura à dire alors si elle préfère garder son Député sans qu'il fasse partie du groupe ou si elle entend se soumettre à la décision du Parti. Ma personne ne compte pas. Je ne suis qu'un mandataire et mon mandat demeure, d'une façon constante, à la disposition de la Fédération qui m'a fait élire. Mais, par-delà la question de forme, il y a la question de fond. Par-delà la procédure, la question de sentiment, par-delà la situation actuelle, toute la genèse de cette aventure.

Avant Tours, à vingt reprises, un ami dont je ne peux suspecter ni le courage ni le désintéressement, un ami qui a toujours envisagé lui aussi avant tout l'intérêt du Parti, a estimé qu'il valait mieux que je ne fusse pas Député et n'a manqué sans cesse de me le répéter. Cet ami, c'est Renaudel. Avant Tours, il avait parlé avec moi de l'éventualité d'une démission. Je lui avais dit que, le cas échéant, cette démission qui présente au point de vue de l'action même du Bureau, certains avantages, pouvait être envisagée par moi. C'est dans ces conditions qu'il a cru pouvoir dire à Tours, à un certain nombre de personnes, que, sans aucun doute, je démissionnerais, et, qu'ainsi il n'y aurait pas de cas Thomas. Ce sont ces paroles qui ont été traduites comme des engagements personnels et que quelques camarades prétendent aujourd'hui constituer un accord entre reconSTRUCTEURS et résistants. De toutes les informations que j'ai reçues de Tours, des lettres de Viple et du compte-rendu de Spinetta à la Fédération du Tarn, il résulte que si un certain nombre de nos amis ont estimé que la démission était souhaitable, aucun engagement n'a été pris. Renaudel et Bracke confirment sur ce point les affirmations de Spinetta et de Viple.

Après Tours, Renaudel insistant à nouveau, j'ai pensé qu'une explication était nécessaire devant la CAP. J'ai songé : 1/ à porter ma démission de Député sous réserve de l'approbation de la Fédération du Tarn, et, 2/ à maintenir mon droit d'être au Parti. Je tenais d'autant plus à bien établir cette volonté de rester au Parti que déjà, dans un article du *Cri du Nord*, Salengro avait déclaré que je n'aurais pas ma carte cette année. J'ai été vraiment ulcéré de constater que beaucoup de camarades, Pressemane, Longuet, Grandvallet, n'étaient pas disposés à me laisser dans le Parti, que certains d'entre eux affirmaient qu'à tort à ou raison, j'étais le plus impopulaire des militants et que je ne pouvais demeurer au sein du Parti. Après la discussion, il m'a paru que l'accord était fait dans ces conditions : démission de Député, défense de mon droit d'être socialiste. Or, avant même que ma Fédération se fut réunie, Pressemane déclarait à la Fédération de la Haute-Vienne que si je demandais à faire partie de l'organisation, il s'y serait refusé. La démission de Député n'est donc plus que le prétexte à une exclusion hypocrite. C'est cela que je ne saurais admettre et c'est là qu'est tout le problème, problème politique posé pour mon cas personnel.

Les déclarations faites par Pressemane, par Longuet, par Grandvallet à la CAP, les déclarations qui ont été faites dans mon Cabinet par Goude ne laissent sur le fond du problème aucun doute. Des camarades de la Seine ont dit que si je restais dans le Parti, certains militants avaient déclaré qu'ils en sortiraient. Longuet a dit à son tour que ma présence était inadmissible et que les éléments de droite deviendraient par moi trop nombreux et trop influents. Grandvallet, rappelant mes discours de guerre, m'a dénoncé comme le symbole des socialistes de guerre. Enfin, Goude, dans mon cabinet, m'a expliqué très gentiment que le Parti, ayant perdu son extrême gauche, ne pouvait être un parti d'unité qu'en perdant également son extrême-droite. De là le devoir pour moi de quitter le Parti. On peut discuter le caractère socialiste ou non du Bureau international du travail. On peut se demander si son activité ne constitue pas de la part d'un socialiste un acte de collaboration de classe. Il faudrait alors juger tous les actes dits de collaboration de classe. On peut encore soulever des questions à propos de mon discours à Millerand. Mais cela, on doit le faire régulièrement, et, dans mon obstination, c'est ce jugement que je veux obtenir. Politiquement, il s'agit de savoir si les hommes d'extrême-droite ont encore droit à leur place dans le Parti qui se prétend unitaire et qui prétend ne procéder à aucune exclusion. Il s'agit de savoir si le Parti continue vraiment le Parti de 1914. Si on m'exclut, la prétendue unité n'est que mensonge.

En second lieu, il s'agit de savoir si le Parti reconstitué a une politique en face de la politique communiste. Moscou a une politique de guerre civile, politique de subversion totale dans l'organisation présente, politique de désorganisation et de désagrégation de la politique traditionnelle, politique de dictature et d'absolutisme ; mais tout cela, c'est une politique. Il s'agit de savoir si le Parti Socialiste nouveau n'aura, lui, pour politique, que de faire assaut d'intransigeance et de pureté avec le Parti communiste. Son avenir semblait être au contraire marqué qu'il était capable de reprendre la tradition d'action socialiste positive ; capable, en face de la réaction chaque jour plus menaçante, de rallier les forces républicaines du pays ; capable d'opposer aux négations du libéralisme, un puissant effort de reconstruction. On ne saurait commencer une action positive que par des actes de lâcheté et d'abandon. On me sacrifie aujourd'hui, demain ce sera le tour d'un autre.

Il apparaissait enfin en troisième lieu que le Parti devait être l'organisation politique capable de défendre au Parlement et dans le pays, sur son propre terrain, un programme comparable à celui de la CGT. Or la CGT, dans son Conseil National, a défini son programme : programme d'action intelligente et raisonnée, programme profondément révolutionnaire par sa lucidité réformiste. Elle a défendu ce programme contre les violences des extrémistes. Elle a maintenu

son unité d'action de la Confédération. Quelle tristesse de voir, au même moment le Parti socialiste manquer à toutes ses traditions et à toute sa raison d'être.

Annexe n° 5. Léon Blum, « La démission d'Albert Thomas. Sa véritable signification » (*Le Populaire*, 19 octobre 1921).

Le fait est acquis. Notre camarade Albert Thomas, directeur du Bureau international du Travail, vient, d'accord avec la Fédération du Tarn, de résigner son mandat de député du Tarn. Ainsi se résout, je ne dirais pas un conflit, mais un incident qui risquait de prendre une place vraiment démesurée dans la vie intérieure de notre Parti. Mais il ne faudrait pas que cette démission, que j'enregistre avec une satisfaction profonde et nullement dissimulée, vint à son tour provoquer des équivoques et des malentendus. Et il importe, il importe à tout le monde, que le sens en soit clairement délimité.

Je suis persuadé, pour ma part, que ni le Parti, en sollicitant la démission de Thomas, ni Thomas lui-même en la donnant, n'ont entendu prendre position sur la question de principe que la Fédération du Tarn avait soulevée dans sa récente motion. La Fédération du Tarn avait essayé d'établir, par une motion très mûrement réfléchie, très solidement formulée, qu'il n'existait entre le mandat de député, d'une part, et les fonctions de directeur du BIT, de l'autre, aucune incompatibilité d'ordre statutaire, d'ordre constitutionnel. Cette question doit demeurer entièrement réservée. La démission de Thomas ne la tranche pas. Elle ne doit même pas, selon moi, créer un préjugé sur la solution que le Parti sera conduit à adopter un jour.

Pour ma part, si cette controverse devait s'élever dans un Congrès du Parti français, comme elle s'est posée récemment devant le Congrès du Parti suisse, je ne serais nullement disposé à admettre la thèse, un peu tranchante, que tous, nous avons entendu soutenir. Je conviens, bien entendu, qu'il est difficile de concilier pratiquement le mandat législatif et la fonction de directeur du BIT, et, qu'en fait, on est conduit à sacrifier l'un ou l'autre. Mais, au point de vue de doctrine, je n'aperçois, quant à moi, nulle analogie entre le cas de Thomas, d'une part, et, de l'autre, la collaboration ministérielle, si nettement condamnée par la résolution d'Amsterdam, par le Pacte d'unité et le programme d'avril.

Ministre d'un État bourgeois, quel qu'il soit, ou directeur de cet organisme international qui s'appelle le BIT, ce sont deux fonctions différentes à tous égards. Elles sont conférées dans des conditions toutes différentes et elles tendant à des fins presque complètement opposées. Nous n'avons pas, vis-à-vis de la Société des Nations, dont le BIT est une filiale, le même parti-pris d'opposition que vis-à-vis des gouvernements, surtout depuis qu'elle paraît se constituer une doctrine propre et son esprit autonome. Enfin, personne n'aurait le droit d'oublier, dans un débat sur le BIT, le rôle que l'Internationale syndicale, et par conséquent la CGT française,

jouent dans la gestion de cet organisme qu'en ce moment même elles sont obligées de défendre contre le Patronat universel.

La démission de Thomas reste, je le répète, entièrement étrangère à cet ordre de questions. Alors, si elle n'a pas ce sens, cette portée, que signifie-t-elle ? Elle signifie tout bonnement ceci : que le moindre militant de notre Parti a droit de savoir comme nous le savons nous-mêmes. Elle signifie qu'à Tours, devant les hommes qui administrent aujourd'hui le Parti socialiste *unifié*, et qui, tous, avaient quitté à des moments différents et pour des raisons qui n'étaient pas absolument identiques, la question Thomas a été posée. Alors qu'ils essayaient de regrouper, de refondre en un parti unique les éléments réfractaires au communisme, la question Thomas leur est apparue, non seulement comme un obstacle grave, mais comme une pierre d'achoppement possible. Les amis de Thomas, ceux qui avaient qualité pour parler en son nom, pour s'engager en son nom, se sont alors écrits spontanément : « Nous connaissons Thomas. Nous sommes sûrs de lui. S'il vous paraît utile au socialisme qu'il choisisse entre son mandat d'élu et sa fonction de directeur du BIT, et bien : il choisira... S'il s'élève entre nous une question Thomas, Thomas la résoudra lui-même. De lui-même, il fera ce sacrifice à son Parti. »

Cet engagement pris par les amis de Thomas, Thomas le tient aujourd'hui. Voilà ce que sa démission signifie. Et ce qu'elle prouve, c'est que l'esprit de discipline, l'esprit d'abnégation personnelle, l'esprit d'unité véritable n'ont jamais été plus puissants dans notre Parti.

Nos militants conviendront qu'il aurait été indigne de Thomas, indigne de nous, de laisser la nouvelle prudemment dissimulée dans quelque coin discret du journal. Il valait mieux, n'est-ce pas, s'expliquer franchement, à cœur ouvert. Il valait mieux devancer les commentaires que d'avoir à y répondre. Cette explication, d'ailleurs Thomas y avait droit tout le premier. Il renonce à être notre élu ; il reste, plus que jamais, notre camarade.

Annexe n° 6. Lettre de Robert Pinot à Albert Thomas du 5 octobre 1921 (ABIT CAT8-1-2-3).

Il me revient pour la seconde fois, et cette fois d'une source tellement précise que je ne puis la négliger, que non seulement vous vous plaignez de mon attitude vis-à-vis du BIT et de vous-même, mais encore que vous attribuez cette attitude au dépit que j'aurais éprouvé en ne trouvant pas en vous un instrument complaisant des intérêts patronaux ; il paraîtrait même que je m'étais bercé de cet esprit lorsque j'ai contribué à vous faire nommer directeur du Bureau international du Travail. Puisque vous faites une telle erreur sur mon caractère, laissez-moi m'efforcer de la dissiper, cela nous donnera l'occasion d'une loyale et complète explication qui nous permettra de conserver l'un pour l'autre cette estime qui a résulté de notre collaboration pendant la guerre, alors qu'on ne pensait qu'au salut de la patrie, et qu'on ne faisait pas de politique. Si j'ai pu contribuer à votre nomination au poste de directeur du BIT, permettez-moi de vous rappeler dans quelles circonstances et à quelle condition.

Quelques jours avant le départ de la Délégation française pour la première conférence de Washington, en 1919, M. Dulot est venu me trouver et me demanda si je voulais agir auprès de M. Guérin, délégué patronal français à cette conférence, pour appuyer votre candidature au poste du directeur du BIT ; il était, me disait-il, sûr de la voix du Délégué ouvrier français, M. Jouhaux. Je demandai à réfléchir, à consulter mes amis, car, quelle que fut la sympathie que vous m'inspiriez, je considérais qu'une pareille communication dépassait de beaucoup ma personnalité.

Dans les conversations que j'eus avec mes amis, je leur rappelai l'attitude que vous aviez eue pendant la guerre comme ministre de l'Armement, votre souci constant de placer l'intérêt du Pays au-dessous de tous les intérêts de parti ; je leur dis l'anxiété que j'éprouvais de vous voir retomber sous la tyrannie de l'esprit de parti, tyrannie qui sévit dans le parti socialiste unifié peut-être plus qu'en aucun autre. Votre nomination à la tête du BIT allait vous donner l'occasion de quitter la politique pour un temps : c'était la conséquence de l'acceptation par vous de ces nouvelles fonctions. Je vous voyais voyageant en Europe, conversant avec les hommes d'État des différentes nations, amassant par votre travail personnel, vos voyages, vos réflexions ce bagage de connaissances qui manque à la plupart des hommes politiques ; je vous voyais, en un mot, vous préparant à jouer plus tard, à la tête de notre Pays, un rôle de premier ordre ; vos idées de jeunesse ne m'effrayaient pas : elles venaient d'un cœur généreux, la réflexion et la vie devaient, suivant moi, vous amener à les mettre au point.

Tel fut le thème que je développai à mes amis, ils voulurent bien m'écouter, et ne mirent à l'appui de votre candidature qu'une condition, qui d'ailleurs découlait nécessairement des considérations que je leur exposais, c'est qu'au moment même où vous accepteriez les fonctions de directeur du BIT, vous donneriez votre démission de Député, pour affirmer publiquement que vous cessiez d'être l'homme d'un parti.

Je transmis la réponse et la condition de mes amis à M. Dulot, en lui donnant les raisons ; je sais que tout cela vous fut exactement rapporté ; M. Dulot me dit votre pleine et entière acceptation, et ce fut dans ces conditions, vous le savez, que mon prédécesseur, M. Guérin fit réussir votre candidature à Washington.

Que vous fûtes nommé, votre démission ne venant pas, nous eûmes une explication rue de l'Université. Pour différentes raisons personnelles, vous m'avez alors indiqué que vous aviez besoin d'un délai supplémentaire... Je m'efforçai de faire entendre raison à mes amis... Mais le temps passait. Enfin, dans votre Cabinet, rue de Laborde, je vous dis les vifs reproches que je recevais de toutes parts et la peine que j'éprouvais en entendant les jugements qui étaient portés sur vous. Alors vous m'avez promis non seulement de donner votre démission de Député, mais aussi de donner votre démission de Membre du parti. Confiant, je leur portai cette déclaration, et... quelques jours après, un communiqué du *Temps* m'apprenait, comme à tout le monde, que, cédant aux instances de vos électeurs du Tarn, vous conserviez votre mandat de Député.

Si je vous rappelle tout ceci, ce n'est pas, soyez-en, persuadé mon ami, pour incriminer votre bonne foi, dont je reste convaincu, c'est pour une noter une fois de plus votre faiblesse, et le si peu de confiance que vous avez en vous-même et en votre avenir en dehors des supports de l'esprit de parti. Je ne vous dirai pas tous les ennuis que m'a valu le non accomplissement de la promesse qu'on m'avait chargé de vous demander, que vous aviez faite, et que j'avais transmise. Ceci est mon affaire. Toujours est-il, qu'arrivé à Genève comme successeur de M. Guérin au Conseil d'Administration du BIT, je m'efforçai de collaborer avec vous et avec les autres membres du Conseil de la façon la plus amicale, sans esprit de parti, bien décidé à contribuer pour ma part à faire rendre à cette nouvelle institution tout ce qu'on pouvait raisonnablement en demander dans les circonstances présentes de lutte économique entre les nations si nettement opposée au beau rêve de paix et de concorde universelle que firent les pères intellectuels de la Société des Nations.

Vous êtes resté ébloui par ce rêve ; peut-être pensez-vous que sa poursuite ménage à votre avenir les plus belles possibilités. Je suis persuadé, quant à moi, que non seulement ce rêve est contraire au texte même du Traité de paix qui est notre charte, mais encore qu'il compromet

l'avenir du BIT. Là est notre principal différend, je ne me suis pas caché pour l'exprimer, puisque ce fut l'objet de mon article de la *Revue de Paris* sur l'Organisation Permanente du Travail. Et cet article, qui ne vous a pas satisfait, et que j'écrivis cependant avec une plume que tempérerait l'amitié, vous savez que je ne l'aurais pas fait paraître s'il ne s'était produit l'incident relatif aux attributions du Conseil d'Administration en matière d'enquête.

Ai-je besoin de vous rappeler que, préoccupé de la voix dangereuse où vos amis de la II^e Internationale entraînaient le BIT en le faisant procéder partout à des enquêtes qui étaient tellement contraires à ses pouvoirs, qu'en fait, elles ont dû cesser, je vous avais proposé de définir par un ordre du jour les pouvoirs du Conseil, partant du directeur, en matière d'enquête. Pendant toute une soirée chez vous, à Genève, M. (*ill.*) et moi, nous avons discuté ce texte avec vous, nous y avons introduit toutes les modifications que vous nous avez demandé, vous l'avez accepté, et le lendemain, à la séance, vous vous êtes opposé à ce texte, vous l'avez combattu, toujours par faiblesse, sous pression de vos amis de la II^e Internationale. C'est toujours avec eux que vous manœuvrez, c'est toujours pour eux que vous travaillez. Pour qui sait lire, les publications du Bureau international du Travail, vos Rapports au Conseil d'Administration et ses procès-verbaux, le montrent surabondamment.

Voici, Mon Cher Ami, très loyalement exprimés, les motifs de mon attitude vis-à-vis du BIT. Je ne vous ai jamais rien demandé en faveur des intérêts patronaux que je représente, vous le savez, et personne ne saurait dire le contraire. Ce que je vous avais demandé, et que je vous demande encore, au nom de l'intérêt même du Bureau, et permettez à ma vieille amitié de vous le dire, dans votre propre intérêt, c'est de n'être au Bureau l'homme de personne, de rester fidèle à vos statuts. Ce que je vous demande encore aujourd'hui, c'est de ne pas vous efforcer de constituer peu à peu à Genève, alors que toutes les Nations, absorbées par le souci du lendemain ne suivent pas avec assez de soin les voies où vous engagez le Bureau international du Travail : un super-État tendant à assumer petit à petit la direction et le contrôle de l'activité économique de tous les États, et cela suivant les vues et le programme de la II^e Internationale [...].

Annexe n° 7. Lettre d'Albert Thomas à Robert Pinot du 14 octobre 1921 (ABIT CAT8-1-2-3).

[...] Vous me conviez, par votre lettre du 5 octobre, à une loyale et complète explication, à laquelle je n'aurais garde de me soustraire. J'estime, comme vous que de telles explications, lorsqu'elles sont nécessaires, nécessitent un devoir essentiel d'amitié. [...] Si vous en croyez certaines personnes dont le témoignage, paraît-il, ne saurait être négligé, j'attribuerais votre attitude nouvelle « au dépit que vous auriez éprouvé en ne trouvant pas en moi un instrument au service des intérêts patronaux ». Je reconnais bien volontiers que ce serait faire une singulière erreur sur votre caractère que de vous attribuer pareils sentiments, et je ne sais pas comment l'estime et l'amitié auraient pu naître entre nous si je vous avais prêté de telles intentions.

Je vous serais reconnaissant à mon tour de ne faire erreur ni sur mon caractère, ni sur mon bon sens. Je ne crois pas, non, que vous ayez pensé me mettre au service des intérêts patronaux. Mais lorsque, dans vos conversations avec moi ou avec d'autres personnes, qui, parfois, me les rapportent à moi aussi, vous développez le rêve que vous aviez fait de me voir « voyageant en Europe, amassant par mon travail personnel, par mes voyages et mes réflexions le bagage de connaissances qui manquent à la plupart des hommes politiques », lorsque vous m'imaginez abandonnant mes « idées de jeunesse » [...], lorsque vous me conseillez de suivre les exemples d'hommes politiques qui ont abandonné leur parti et quelquefois aussi leurs idées, il me vient à la pensée que vous vous méprenez vraiment sur l'effort de conciliation que, toujours, avant la guerre, puis au ministère de l'Armement, avec vous, et après-guerre au Bureau international du travail, je m'efforce inlassablement de poursuivre.

Oui, je me suis défendu quelquefois contre le plan de vie que vous me traciez et que vous me trouviez lent à réaliser. Voilà peut-être ce que certains amis ont pu traduire à leur manière ; ce sont de mauvais traducteurs. Vous me reprochez, à votre tour, d'avoir manqué en quelque sorte à mes engagements. Nous pourrions peut-être nous en expliquer à trois, avec M. Dulot. Mais je tiens à affirmer catégoriquement qu'à aucun moment, lorsque M. Jouhaux et M. Laurent sont venus me demander l'autorisation de peser à la Conférence de Washington ma candidature à la direction du Bureau international du Travail, il ne m'a été imposé ni proposé comme condition de renoncer à mon mandat de Député.

Je ne sais si M. Dulot, après les explications que vous avez eues avec lui, avait reçu mandat de me dire la condition que vous et vos amis auriez mise à ma candidature. Mais jamais il ne m'en a été parlé à ce moment-là, M. Dulot, m'a dit ces jours-ci qu'il pensait que cela allait de

soi : il a reconnu que la condition ne m'avait pas été posée. Si elle l'avait été, je considère que c'est immédiatement que j'aurais dû renoncer à mon mandat. Or, c'est en vérité la première fois aujourd'hui que vous me parlez de cette démission comme d'une condition que j'avais acceptée. Je tiens à ajouter que lorsque, immédiatement, après son retour de Washington, j'ai vu M. Guérin, celui-ci ne m'a même pas dit un mot de cette question. Il ne m'a parlé que d'une condition : celle de ne pas lancer sous mon nom le journal auquel je pensais. Il ajoutait que si je tenais à garder ce journal, j'étais libre de le faire, à la condition de ne pas apparaître comme faisant une besogne de Parti. Je lui ai dit mon intention nette de renoncer immédiatement à une entreprise pour laquelle des capitaux ne m'étaient promis qu'en raison de ma collaboration. Oui, nous avons, vous et moi, à deux ou trois reprises, parlé de ma démission. Je me souviens de la façon tout amicale dont vous m'avez suggéré, rue de l'Université, de la donner, et de ce que vous m'avez raconté des difficultés qui vous étaient faites à vous-mêmes en raison du maintien de mon mandat.

Oui je me suis efforcé de vous expliquer la situation morale délicate dans laquelle je me trouvais moi-même. Je vous ai dit les égards que je devais aux hommes si loyaux, si honnêtes, si attachés à leurs idées et à ceux qui les défendent, que sont les travailleurs du Tarn. Je vous ai expliqué aussi dans quelles conditions j'entendais résigner mon mandat. Plus tard, rue de Laborde, je vous ai expliqué comment je ne pouvais admettre que ma démission fût présentée dans le Parti Socialiste comme une condamnation de la politique de Défense Nationale à laquelle je suis fier d'avoir, pour une petite part, attaché mon nom. Vous m'avez répondu que ces raisons n'étaient pas connues, qu'elles seraient peut-être de nature à atténuer les reproches qui vous étaient adressés, que néanmoins, la situation ne serait vraiment nette et facile que le jour où j'aurais démissionné, à aucun moment, cher Ami, permettez-moi de vous le dire, vous n'avez ni pesé ni rappelé rien qui ressemblât à une condition.

Vous voulez bien ne pas incriminer ma bonne foi. Mais ne me parlez pas, je vous prie, de ma faiblesse. En dehors de tout esprit de parti, j'ai une conception très sévère de l'honnêteté politique, de l'attachement aux idées. Je vous prie instamment de croire que c'est cela seul qui m'a empêché de sortir d'une situation dont je ne veux sortir qu'avec honneur pour mes idées et pour moi-même.

Passons maintenant à notre différend au sujet du Bureau. Il est inutile, n'est-ce pas, de vous rappeler de quel cœur j'ai travaillé à votre venue au Bureau et la joie que j'avais de vous voir venir. Aujourd'hui, vous opposez votre conception du Bureau international du Travail « au beau rêve de paix et de concorde universelle que firent les pères intellectuels de la Société des Nations ». Je ne m'attendais pas à cette phrase sous la plume d'un membre de notre Conseil

d'Administration. Qu'il y ait eu immédiatement après l'armistice et la signature du Traité d'immenses espérances dont on croyait la réalisation rapide que la réalité ait contraint d'en attendre pour une date plus tardive la réalisation, je l'ai écrit moi-même dans le premier article de notre Revue. Mais je ne crois pas, pour ma part, être jamais sorti du cadre du Traité de Paix. Vous le dites, la Partie XIII du Traité est notre Charte : il ne faut pas en supprimer, comme vous semblez le faire, la partie vivante. Oui, votre article de la *Revue de Paris* ne m'a pas satisfait. Oui je l'ai dit et répété. Et la modération même que votre amitié apportait à mon égard ne rendaient pas plus pénibles les critiques que vous adressiez à tout notre effort. Vous avez quelquefois rappelé les sentiments que je nourris à l'égard de notre patrie : lorsque je lisais dans cet article que nous étions plus ou moins inconsciemment manœuvré par l'Allemagne qui manœuvrait l'Internationale Syndicale, j'en souffrais amèrement, pour ne parler que de cela, comme d'une injustice vraiment excessive.

Je ne sais vraiment pas ce que vous imaginez au sujet de la II^e Internationale. Est-ce de l'Internationale Syndicale que vous entendez parler ? Sans doute. Mais d'où peut bien vous venir la pensée que nous nous mettons à son service ? Les enquêtes, ces enquêtes si « contraires aux pouvoirs du Bureau international du Travail » ? La fameuse Enquête sur la Production, point de départ de toutes les campagnes, est-ce que les Syndicats qui l'avaient demandée ? Est-ce moi ? Faudra-t-il répéter indéfiniment que c'est le groupe patronal, que c'est M. Pirelli en son nom, et qu'elle n'a été conçue comme elle l'a été qu'après une discussion du Conseil d'Administration. L'enquête en Hongrie n'a-t-elle pas été discutée par le Conseil, approuvée par lui. Où sont mes initiatives dangereuses ? [...]

Je ne suis au Bureau, croyez-le bien, l'homme de personne. Je demeure entièrement fidèle à nos statuts : là est ma seule force. C'est vous, cher Ami, qui n'êtes pas fidèle à ces statuts, c'est vous qui tendez à faire du Bureau autre chose que ce qu'a prévu le Traité de Paix. [...] Faire du Bureau un super-État ? Cette idée, certes, n'est pas mienne. C'est vous qui la forgez de toutes pièces. Avec toute votre ingéniosité, alors que spontanément la Société des Nations avait accueilli la suggestion d'un travail plus cohérent et mieux ordonné. Et vos critiques, croyez-le, font du chemin, un chemin dangereux qui aboutit dans l'esprit des hommes responsables de notre pays, à l'inquiétude ou au soupçon, à l'égard du Bureau et de son directeur. Ici, c'est la correspondance directe avec les associations qui inquiète ; là, c'est la question du droit d'interprétation. Je laisse de côté la question de compétence en matière agricole soulevée bien que les textes et les procès-verbaux de négociations ne laissent aucun doute.

Vous m'assurez de votre affection vieille et sincère : je veux y croire forcément. Mais cette affection ne devrait-elle pas nous conduire à rechercher ensemble les meilleures solutions,

plutôt que de poursuivre dans la presse ou auprès des hommes politiques une bataille qui ne peut être que détestable pour l'institution à laquelle nous appartenons tous deux et pour une amitié que tant de souvenirs rendent chère. À cette amitié, je vous assure, je demeure fidèle.

**Annexe n° 8. Lettre d'Albert Thomas à Robert Pinot du 24 octobre 1921
(ABIT CAT8-1-2-3).**

Mon Cher Ami,

Il ne me plait pas à moi plus qu'à vous de prolonger une controverse qui nous est si pénible. Mais, vous le comprendrez, dans la conversation que nous devons avoir ensemble, il importe de régler une fois pour toutes les problèmes de bonne foi que soulèvent, en ce qui me concerne, les assertions de M. Dulot. Si un engagement quelconque m'avait été demandé, vous me connaissez assez pour penser que je l'aurais tenu immédiatement.

Je crois vraiment que le ton et la forme des conversations que nous avons eues ensemble justifient d'ailleurs pleinement l'opinion que j'avais de notre situation respective. Ces jours-ci encore, préoccupé de vos reproches, j'ai recueilli des témoignages qui, si j'avais pu avoir une inquiétude, rassureraient pleinement ma conscience.

Quant au reproche que vous me faites sur la forme dans laquelle ma démission a été donnée, je l'ai donnée non seulement en conformité avec la conception que j'ai de l'honnêteté politique, mais aussi, je crois pouvoir le dire, en conformité avec les intentions de tous mes amis patrons (si j'en ai encore quelques-uns !) qui soutenaient avec moi la politique de conciliation et qui estimaient que c'était la compromettre que de sembler rompre avec les organisations auxquelles j'avais appartenu. Voilà le fond même du problème. [...] Chacun a son mandat et chacun a ses devoirs. Je souhaite avec vous que l'estime et l'amitié que nous pouvons garder l'un pour l'autre n'en soient pas trop altérées [...].

Annexe n° 9. « Quelques points concernant les rapports entre l'Organisation internationale du Travail et le socialisme », note d'Edgard Milhaud, sans date mais probablement fin années 1920 – début années 1930 (ABIT CAT 10-34).

Sur le caractère de l'institution : la déclaration de Bernard Shaw, à la suite de sa visite au Bureau, en 1928 : « C'est la véritable internationale ouvrière, de laquelle Moscou ne fait que rêver » ('This is the true International of which Moscow only dreams', *The Daily Herald*, October 18, 1928). « Le travail qui s'y fait est un travail prolétarien (par opposition au travail des ministres des affaires étrangères à la Société des Nations) ».

Le parti travailliste, lors de sa dernière campagne, a déclaré que pour son action vraiment socialiste, le parti arrivé aux affaires ne pourrait se passer du BIT. MacDonald, dans un important discours prononcé au cours de cette campagne, a dit qu'il se proposait d'appuyer non seulement la SDN, mais tout spécialement le BIT.

Dans son adresse inaugurale, rédigée par Marx, la Première Internationale, le 28 septembre 1864, déclare à propos de la loi des dix heures en Angleterre : « therefore the Ten Hour Bill was not only a great practical success, it was the victory of a principle ».

L'Organisation internationale du Travail, instrument du relèvement de la condition économique et sociale des travailleurs, contribue à l'accroissement de leur force de combat pour l'instauration d'un régime nouveau émancipant le travailleur : c'est là la conception de l'action réformatrice dans la société actuelle, qui a toujours été soutenue par le syndicalisme et par le socialisme (sur ce point, tout particulièrement journée de huit heures, vacances ouvrières, relèvement des salaires, problèmes de l'habitation, etc...).

Les activités du BIT seront indispensables aussi sous un régime socialiste : l'hygiène ouvrière, la sécurité, la protection du travail dans l'organisation scientifique, etc. Ce n'est que si toute cette œuvre technique ouvrière est méthodiquement accomplie que l'économie du travail constituera un progrès humain définitivement à l'abri de tout mouvement de réaction.

Sur le principe qui est à la base de l'institution : « le travail n'est pas un article de commerce ». Comment un tel principe est la négation du droit du capital et l'affirmation d'un droit supérieur, celui de la personne humaine du travailleur.

La charte du travail est l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Le bureau est leur conquête. Il est par là, de par leur volonté, un instrument de leur émancipation.

La Charte du Travail comprend non seulement l'affirmation que le travail n'est pas un article de commerce, mais aussi l'affirmation qu'il faut lutter pour établir la « stabilisation de l'emploi ». Cette lutte doit nécessairement conduire à l'organisation collective de l'économie

nationale et de l'économie internationale. L'Institution est toute entière orientée par-là vers une économie socialiste.

En fait, c'est de l'action économique, sociale et scientifique du Bureau que sont sorties les initiatives qui ont donné naissance au premier embryon d'organisation économique internationale qu'est l'Organisation économique de la SDN (comité consultatif économique, germe du grand conseil économique du monde).

L'action actuelle pour la politique des hauts salaires : la réalisation de la prophétie de Owen : « Les débouchés du monde entier dépendent uniquement de la rémunération accordée au travail des classes ouvrières, et leur importance est proportionnée à cette rémunération. Mais la société actuelle ne permet pas que l'ouvrier reçoive la juste rémunération de son travail, et il en résulte une absence de débouchés... » (E. Dolléans, Robert Owen, p. 128).

L'effort engagé pour les assurances sociales, point de départ, elles aussi, d'une révolution : car l'assurance sociale, c'est le titre de propriété attaché à l'homme, naissant avec lui, s'éteignant avec lui, le droit intégral du travail à l'universalité des richesses.

Pour marquer l'intérêt des socialistes français pour le Bureau : rappel de la résolution de Marseille (la politique de paix internationale du socialisme) : « Ils veulent qu'à côté du Bureau international du Travail les organismes économiques actuels de la SDN soient transformés en un véritable conseil de l'économie collective internationale, auquel participeraient les organisations ouvrières, syndicales et coopératives » (Deuxième Congrès de l'Internationale ouvrière socialiste à Marseille, du 22 au 27 août 1925, p.389).

Annexe n° 10. « Les Organisations ouvrières et le BIT », note de Marius Viple de 1922 (ABIT CAT 10-34).

« Attendu que la Société des Nations a pour but d'établir la paix universelle et qu'une telle paix ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale ;

Attendu qu'il existe des conditions de travail impliquant pour un grand nombre de personnes l'injustice, la misère et les privations, ce qui engendre un tel mécontentement que la paix et l'harmonie universelle sont mises en danger, et attendu qu'il est urgent d'améliorer ces conditions ».

Ainsi débute la Partie XIII du Traité de Versailles (et les articles correspondants des autres traités de 1919), laquelle détermine les objets, la constitution et le fonctionnement de l'Organisation internationale du Travail instituée par le Traité et associée à la Société des Nations.

Parmi ces conditions qu'il est urgent d'améliorer, ce Préambule énumère : « La réglementation des heures de travail, la fixation d'une durée maxima de la journée et de la semaine de travail, le recrutement de la main-d'œuvre, la lutte contre le chômage, la garantie d'un salaire assurant des conditions d'existence convenables, la protection des travailleurs contre les maladies générales ou professionnelles et les accidents résultants du travail, la protection des enfants, des adolescents et des femmes, les pensions de vieillesse et d'invalidité, la défense des intérêts des travailleurs occupés à l'étranger, l'affirmation du principe de la liberté syndicale, l'organisation de l'engagement professionnel et techniques et autres mesures analogues ».

À ce programme non limitatif, une Déclaration qui termine la Partie XIII ajoute l'énoncé d'un certain nombre de méthodes et de principes « d'une importance particulière et urgente », indiquant ainsi dans quel sens doivent être améliorées les conditions énumérées par le Préambule. Ce sont :

Le principe dirigeant selon lequel le travail ne doit pas être considéré simplement comme une marchandise ou un article de commerce.

Le droit d'association en vue de tous objets non contraires aux lois, aussi bien pour les salariés que pour les employeurs.

Le paiement aux travailleurs d'un salaire leur assurant un niveau de vie convenable tel qu'on le comprend dans leur temps et dans leur pays.

L'adoption de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante-huit heures comme but à atteindre partout où il n'a pas été obtenu.

L'adoption d'un repos hebdomadaire de vingt-quatre heures au minimum, qui devrait comprendre le dimanche toutes les fois que ce sera possible.

La suppression du travail des enfants et l'obligation d'apporter au travail des deux sexes les limitations nécessaires pour leur permettre de continuer leur éducation et d'assurer leur développement physique.

Le principe de salaire égal, sans distinction de sexe, pour un travail de valeur égale.

Les règles édictées dans chaque pays au sujet des conditions de travail devant assurer un traitement économique équitable à tous les travailleurs résidant également dans le pays. Chaque État devra organiser un service d'inspection, qui comprendra des femmes afin d'assurer l'application des lois et réglementation pour la protection des travailleurs. Ainsi donc, c'est au profit des salariés, en vue d'améliorer leurs conditions de travail et d'existence qu'a été créée l'Organisation internationale du Travail.

Les puissances signataires des Traités et celles qui ont depuis donné leur adhésion ont été, dit le Préambule, « mues par des sentiments de justice et d'humanité aussi bien que par le désir d'assurer une paix mondiale durable », en reconnaissant, précise la Déclaration finale, 'que le bien-être physique, moral et intellectuel des travailleurs salariés est d'une importance essentielle au point de vue international'.

Ces textes, que l'on a qualifiés à juste titre de Charte internationale du Travail, énoncent donc deux idées directives qu'ils associent étroitement : la justice sociale et l'organisation de la paix. Ils y en ajoutent une troisième : la réalisation de ces deux objets rend nécessaire une législation nationale « attendu, dit encore le Préambule, que la non-adoption par une nation quelconque d'un régime de travail réellement humain fait obstacle aux efforts des nations désireuses d'améliorer le sort des travailleurs dans leur propre pays ». On peut donc se demander dans quelle mesure, après huit années d'existence, l'Organisation internationale du Travail a répondu au programme énoncé par les traités, et dans quelle mesure par suite les travailleurs ont bénéficié de son activité.

Mais une autre considération doit aider à orienter cette recherche. L'Organisation n'a pas été l'œuvre spontanée des auteurs des traités. Sa création est directement le résultat des efforts du monde ouvrier, comme nous allons le montrer ; ce sont eux qui ont déterminé l'action des puissances, eux encore qui ont les premiers indiqué le cadre et le programme, eux aussi dont l'adhésion et la collaboration ont aidé à faire des textes diplomatiques une réalité vivante. La question est donc de savoir si l'Organisation internationale du Travail a répondu aux aspirations des travailleurs et réalisé les espérances mises en elle. Laissons les faits répondre. Ils expliqueront pourquoi les concours ouvriers donnés à l'Organisation sont toujours aussi ardents

qu'au début et sont même plus nombreux encore. Ce développement de la participation ouvrière, on peut d'ores et déjà le remarquer, n'est-il pas en lui-même le témoignage probant que l'Organisation a utilement rempli sa mission ?

La part du monde ouvrier à la création du BIT.

Dans un bref résumé de la part prise par les groupements professionnels de salariés à la création de l'Organisation internationale du travail, il ne saurait être indifférent de noter que cette idée a été exprimée pour la première fois par un homme dont le nom doit trouver place dans toute l'histoire du mouvement ouvrier. Ce fut Robert Owen, l'un des « pères du socialisme », dont l'influence fut si considérable sur le trade-unionisme. Lorsqu'en 1818, il demandait aux diplomates de la Sainte-Alliance, réunis en congrès à Aix-la-Chapelle d'introduire dans tous les pays des mesures pour la protection des travailleurs, il formulait ce qui allait être, cent ans plus tard, la revendication pressante du monde du travail. Si, d'ailleurs, l'on considère le développement des organisations ouvrières, partout proscrites quand Owen tentait sa vaine démarche, on constate que dès que ces organisations ont débordé le cadre primitif de la profession et de la localité pour tendre à englober dans un même groupement général tous les travailleurs d'un pays, elles se sont préoccupées d'obtenir que la loi fixe certaines conditions du travail, soit pour introduire directement certaines réformes soit pour reconnaître, généraliser et rendre définitives les améliorations obtenues par les travailleurs grâce à leur action propre.

La demande d'une législation internationale devait naturellement suivre à mesure que l'industrialisation s'étendait à de plus nombreux pays et qu'il devenait clair que l'absence de réglementation dans certains d'entre eux était de nature à compromettre les progrès ouvriers dans les autres, à mesure aussi que des relations durables s'établiraient entre les grandes organisations ouvrières des différentes nations. Il faut toutefois reconnaître que le syndicalisme ouvrier fut longtemps en retard et laissa à d'autres le soin de présenter cette revendication. C'est que l'organisation internationale des groupements professionnels est chose relativement récente, et c'est aussi que la plupart des mouvements ouvriers nationaux reconnaissaient dans les partis socialistes leur porte-parole en matière de législation et de politique sociales.

Cette conception prévalait encore lorsque furent jetées, en 1901, les bases du Secrétariat syndical international de Berlin, qui devait après la guerre devenir la Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam. Les fonctions du nouvel organisme étaient extrêmement limitées : toutefois, il entraînait dans ses attributions l'établissement d'une documentation sur les conditions et la législation du travail dans les différents pays, ébauche d'une action mieux marquée.

Cette tâche amena le Secrétariat de Berlin à coopérer avec l'Office international du Travail organisé à Bâle en 1901 par l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, à l'activité de laquelle prenaient du reste part des représentants du monde ouvrier. Cette collaboration devait aider à préciser les conceptions ouvrières quand le conflit mondial amena les syndicats à étendre considérablement leur action dans le domaine de la protection du travail.

Pendant la guerre.

Lorsqu'il éclate, ce conflit semblait devoir briser pour bien longtemps les relations internationales esquissées entre les travailleurs. Il n'en fut rien. L'excès du mal provoque le désir passionné de chercher les moyens propres à en éviter le retour. Contraint aux plus douloureux sacrifices, le monde ouvrier ne perdit pourtant point confiance dans son idéal de solidarité universelle. C'est dans la plus grande réalisation de cette solidarité qu'il voulut au contraire chercher les moyens d'éviter à l'avenir le retour de la catastrophe.

Parce qu'il eut cette foi, il put, à la fin de la guerre faire reconnaître ses aspirations, car ce sont elles que devaient prendre à leur compte les auteurs de la Partie XIII du traité lorsqu'ils écrivaient dans leur rapport à la conférence générale de la paix : « l'idée fondamentale sur laquelle repose le projet de convention est que la constitution de la Société des Nations ne pourra mettre réellement un terme aux troubles dont le monde a souffert dans le passé et ne pourra éliminer les ferments de luttes internationales si elle n'apporte pas un remède aux maux et aux injustices de l'état social actuel ». En proposant d'instituer un organisme permanent chargé de régler les conditions de travail par entente internationale, la Commission a considéré qu'elle accomplissait un acte indispensable au but que se propose la Société des Nations. Comment se développèrent et se réalisèrent ces conceptions, c'est ce qu'il faut exposer.

La première manifestation des sentiments ouvriers vint de l'autre côté de l'Atlantique. Dès septembre 1914, la Fédération Américaine formulait le désir, « en vue du Congrès général de la paix qui se tiendra sans doute à l'issue de la guerre, que soient réunis en un même lieu, dans le but de mettre au point les requêtes et les différends de chaque peuple, tous les représentants ouvriers organisés de toutes les nations, afin de faire des propositions et de prendre les mesures nécessaires pour le rétablissement des relations fraternelles et la protection des travailleurs, posant ainsi les bases d'une paix durable ». Dans un manifeste publié à la fin de la même année, la Confédération générale du Travail française déclarait faire sien ce vœu « pour aider à rétablir les fraternelles relations, protéger les intérêts des travailleurs et partant, aider à constituer les fondations pour une paix durable ». Les organisations constituant le secrétariat syndical international s'étaient divisées en deux groupes : celles des pays belligérants et neutres de

l'Europe centrale, demeurées en rapports avec Berlin (le siège du Secrétariat devait par la suite être transféré à Amsterdam) ; celles des pays de l'Entente, qui allaient établir un bureau de correspondance à Paris. C'est à ce groupement qu'il appartient de prendre une initiative déterminante. En juillet 1916 se réunirent à Leeds (Angleterre) les représentants des organisations syndicales anglaises, belges, françaises et italiennes. Ils étaient appelés à discuter les « clauses économiques à insérer dans les traités de paix ».

De leurs délibérations sortit un programme très large. La conférence déclara « que le traité de paix qui mettra fin à la guerre actuelle et qui assurera aux peuples la liberté et l'indépendance politique et économique, doit également les mettre hors des atteintes de la concurrence capitaliste internationale, et assurer à la classe ouvrière de tous les pays un minimum de garanties d'ordre moral et matériel relatives au droit au travail, au droit syndical, aux migrations, aux assurances sociales, à la durée, à l'hygiène et à la sécurité au travail ». Parmi les vœux adoptés, il faut encore relever celui par lequel la Conférence demandait la création d'un office international du travail.

Les décisions de Leeds avaient été, par les soins de la CGT française, portées à la connaissance des Centrales nationales non représentées. Celles-ci devaient y donner leur adhésion. Réunis à Stockholm (juin 1917), les représentants des syndicats des pays centraux et scandinaves déclarèrent tenir « la garantie des droits ouvriers, de la protection ouvrière, de l'assurance ouvrière, etc. pour l'une des clauses les plus importantes du traité de paix ».

Toutefois, considérant que ces questions concernent de près la classe ouvrière du monde entier, la Conférence de Stockholm avait renvoyé leur examen définitif à une conférence ultérieure, qui devait se réunir à Berne, en octobre suivant, dans l'espoir que les mouvements ouvriers des pays de l'Entente y pourraient être représentés. Il n'en fut rien, et c'est donc le même groupement qui fut appelé à se prononcer pour son compte sur le programme de Leeds. Il le fut sien, avec quelques modifications et adjonctions. La résolution adoptée portait sur la liberté d'émigration, le droit de coalition, les assurances sociales, la durée du travail, l'hygiène et la protection contre les accidents, l'industrie à domicile, la protection des enfants et des femmes, le droit et la protection des gens de mer, enfin l'application des lois ouvrières en vue de laquelle devait être réclamée en première ligne, disait le rapporteur, la fondation d'un organe international.

Une résolution adjointe à ce programme réclamait des syndicats et des représentants de la classe ouvrière de tous les pays « de prendre fait et cause pour l'approbation et l'exécution des revendications ouvrières » et demandait aux Centrales nationales « de remettre à leurs gouvernements ces revendications le plus tôt possible et de les engager lors des délibérations

pour la conclusion de la paix, d'agir en faveur de l'acceptation des revendications ouvrières internationales ».

L'élaboration de la Partie XIII.

Ainsi, malgré la guerre, l'unité de pensée et d'action s'était refaite dans le mouvement syndical sur un programme constructif. Elle fut complétée après l'armistice par la conférence syndicale internationale réunissant les délégués des pays belligérants et neutres, celle que la Fédération Américaine avait souhaitée dès 1914, mais qui ne put se tenir aux mêmes lieu et date que la Conférence de la paix. Réunie à Berne en février 1919, elle rappela les clauses relatives à la protection des travailleurs qui avaient été formulées en 1916 et 1917, voulant, disait-elle, « poser les règles destinées à relever le travail de ses déchéances sociales et juridiques, et à rendre l'Univers anémié ses raisons de vivre et de prospérer ». La résolution ajoutait : « La Conférence considère que l'efficacité et la continuation, de la législation internationale du travail ne peuvent être garanties que par la constitution d'un office international du Travail, partie intégrante de la Société des Nations. Cet Office, disait-elle encore, doit être créé sous la forme d'un véritable Parlement international et interprofessionnel du travail, dans lequel siègeraient les délégations directes des organisations syndicales ouvrières de tous les pays ». En même temps, la Conférence adoptait un 'programme de charte internationale du travail' très étendu, dans lequel étaient énumérées les revendications minima dont elle demandait l'incorporation « dans le droit international par la Société des Nations au moment de la conclusion de la paix ». Ces revendications avaient trait notamment à l'enseignement, au travail des adolescents, au travail des femmes, à la journée de huit heures, au repos hebdomadaire, à la protection des ouvriers contre les accidents et la maladie, au travail à domicile, aux droits d'association et de coalition, à l'émigration et à l'organisation du marché du travail, aux salaires minima, aux assurances sociales, à la protection des marins, à l'inspection du travail... Une comparaison plus poussée avec les dispositions de la Partie XIII rappelée plus haut montrerait que si ces derniers ne vont pas aussi loin que le programme de Berne, celui-ci a pourtant, dans son ensemble, largement influé la rédaction de la Charte du Travail incorporée dans les Traités.

La conférence s'était tenue au moment même où commençait l'élaboration de la Partie XIII.

L'action inaugurée à Leeds n'aurait pas été sans être entendue par les gouvernements. Le sentiment général, à la fin de la guerre, était que le monde ne pouvait demeurer en l'état de 1914, qu'il était indispensable de réaliser, ainsi que s'exprimait alors M. Lloyd George, « un monde nouveau où le travail recevra sa juste récompense et où seule l'indolence pourra souffrir ».

Des promesses avaient été faites aux masses ouvrières durant le conflit qui leur avait imposé tant de sacrifices, et de souffrance. Pour les tenir, la Conférence de la Paix avait décidé, le 25 janvier 1919, de nommer une commission de 15 membres ayant pour mandat d'étudier la législation internationale du travail et de proposer la forme d'une institution permanente. Des travaux de cette commission, à laquelle participèrent comme délégués ou conseillers techniques des représentants des mouvements syndicaux de tous les pays alliés – ils furent dirigés par Gompers, alors président de la Centrale américaine – sortit la constitution de l'Organisation internationale du Travail. Il n'en résultait pas une sorte de code, tel que l'avait souhaité la seconde Conférence de Berne qui avait énoncé la substance de toutes les réformes réclamées par le monde ouvrier. C'était d'abord, on l'a vu, l'énumération des conditions devant être améliorées puis des méthodes de principes urgents. La partie XIII traçait dans le cadre de la législation internationale à établir. Le soin de l'élaborer était confié à des Conférences internationales comme il avait bien été demandé à Berne, mais sans que ces conférences eussent le caractère d'un Parlement international, sans surtout, comme l'auraient voulu les organisations syndicales, que les conventions votées par ces conférences eussent force de loi pour tous les pays sans être soumises à ratification.

Pourtant, malgré l'écart qu'elle présentait avec les revendications ouvrières, la Partie XIII constituait un progrès si considérable que l'adhésion du monde du travail ne pouvait être douteuse. C'est ainsi qu'en jugea le Congrès syndical réuni en juillet-août à Amsterdam. Tout en confirmant le programme de Berne, il décida que les Centrales adhérentes à la Fédération Syndicale internationale, laquelle venait d'être reconstituée par lui, participeraient à la première Conférence internationale du Travail convoquée à Washington.

La participation ouvrière à l'activité de l'organisation.

Depuis la Conférence de Washington (octobre-novembre 1919) la collaboration des organisations ouvrières à l'activité de l'Organisation internationale du Travail n'a pas cessé. Comment s'exerce-t-elle ? Avant de l'exposer, il faut succinctement rappeler comment est constituée l'Organisation. [...] C'est donc la volonté expresse des traités d'associer à l'élaboration de la législation internationale du travail les représentants directs des intérêts en cause. Il y a là, on ne saurait trop y insister, une innovation considérable et dont les résultats ont été si probants qu'on assiste au développement de dispositions analogues dans les organismes internationaux et dans la plupart des pays industriels. Les traités ont encore voulu établir un équilibre déterminé dans la représentation des intérêts que les Conférences mettent en présence. Les délégués ouvriers n'ont d'ailleurs cessé d'indiquer tout le prix qu'ils attachent à cet équilibre ; c'est surtout grâce à leurs interventions répétées qu'il faut attribuer la

diminution constante de la proportion des délégations incomplètes, c'est-à-dire ne comprenant que les nombreux gouvernementaux. Grâce à cette innovation, les organisations de travailleurs peuvent librement faire entendre leurs voix à la Conférence, présenter et défendre leurs revendications, formuler leurs critiques et leurs vœux. Les délégués ouvriers – non plus d'ailleurs les membres patronaux – ne sont pas en effet des représentants de leurs gouvernements respectifs. Ils ne sont nullement astreints en quelque mesure que soit, à suivre des instructions ou des indications officielles. Leur parole est libre, comme leur vote. De ces droits, ils ont toujours largement usé et l'exemple est courant, au cours de chaque Conférence, de délégués ouvriers mettant en cause le gouvernement de leurs pays, critiquant la non-application de mesures protectrices des travailleurs, la politique sociale de leur gouvernement ou son attitude à l'égard des syndicats.

Au cours de chaque session se développe d'ailleurs un important débat sur le rapport dans lequel le directeur du Bureau international du Travail expose l'action de l'Organisation au cours de l'année écoulée et les résultats obtenus. C'est toujours l'occasion pour les représentants des travailleurs de présenter leurs critiques, d'exposer leurs aspirations, de signaler les questions particulièrement urgentes et le sens dans lequel ils estiment qu'il doit y être répondu. On l'a remarqué parfois, ce sont de véritables interpellations adressées aux gouvernements de leur pays parmi lesquels se trouvent, en proportion toujours croissante, des ministres du Travail. L'expérience a montré que ces débats, souvent retentissants et qui de la tribune internationale de Genève constituent un large appel à l'opinion, ne demeurent point platoniques : ils exercent une influence indéniable sur l'action sociale dans divers pays.

Aussi bien, les délégués ouvriers ne sont-ils pas isolés. Comme les représentants gouvernementaux et patronaux, ils constituent un groupe autonome, ayant part organique au fonctionnement de la Conférence et déterminant lui-même son attitude sur toutes les questions débattues. L'action du groupe ouvrier est en fait contrôlée par la Fédération Syndicale internationale d'Amsterdam, dont les membres constituent la fraction la plus importante et sont appuyés par les représentants d'autres organisations indépendantes mais de tendances analogues. Cette prépondérance, toutefois, ne diminue en rien la cohésion du groupe, qui s'est toujours affirmé remarquable et est pour beaucoup dans les résultats obtenus.

Rien donc ne saurait justifier les adversaires de l'Organisation lorsqu'ils présentent que les délégués ouvriers n'ont que des moyens limités de défendre les intérêts dont ils ont charge : leur liberté d'action est au contraire complète et nulle possibilité ne leur est refusée de faire valoir leurs vues.

Rien non plus ne saurait venir à l'appui d'une légende colportée encore du même côté, à savoir que les décisions de la Conférence sont toujours le résultat d'une entente cordiale et comme préétablie entre les représentants gouvernementaux, et surtout entre les patrons et les ouvriers, qu'elles constituent de façon typique l'expression d'une 'collaboration de classes' ne pouvait s'établir que par une renonciation aux droits et aux intérêts ouvriers. Une telle assertion ne fait que prouver une ignorance totale des conditions dans lesquelles la Conférence délibère. En fait chaque question est ardemment débattue et fait l'objet de débats animés dans les commissions et en séance plénière. La règle est que le point de vue patronal et le point de vue ouvrier diffèrent considérablement fréquemment, même du tout au tout, que les représentants des employeurs s'efforcent de faire échec aux demandes que formulent ceux des salariés, et que ce sont les éléments gouvernementaux qui arbitrent le conflit, presque toujours au bénéfice des travailleurs, ils sont d'autant plus disposés à reconnaître les revendications que l'action des organisations syndicales est plus puissante dans leur pays.

Le groupe ouvrier a du reste chaque année d'autres occasions d'exercer son influence. Il les trouve dans le vote de résolutions dont le plus grand nombre sont présentées par ses membres qui tendent à orienter l'action future de l'Organisation, soit par l'institution de recherches et d'enquêtes préalables à de nouvelles réformes, soit en entraînant l'inscription à l'ordre du jour d'une session ultérieure de questions auxquelles les travailleurs attachent un intérêt urgent.

AU BIT.

D'autre part, les organisations ouvrières participent directement à l'action du Bureau international du Travail, dont l'activité est dirigée par un Conseil d'administration composé de vingt-quatre membres, dont douze représentants des gouvernements, six sont nommés par le groupe patronal et six par le groupe ouvrier : ces derniers sont tous des représentants de Centrales syndicales adhérentes à la Fédération syndicale Internationale, dont le contrôle qu'elle exerce au sein du groupe des Conférences se retrouve ainsi dans le Conseil. La constitution de ce dernier présente donc le même équilibre de représentation que la composition des conférences et tout ce qu'on a pu dire plus haut de la possibilité d'action des délégués ouvriers devrait être répété en ce qui concerne le rôle des membres du Conseil au cours de ses réunions trimestrielles.

Il est un point toutefois sur lequel on doit insister : c'est sûr que, par l'intermédiaire de son groupe au Conseil, le monde ouvrier a trouvé, dans l'Organisation internationale du Travail, la possibilité de participer à d'autres manifestations de l'activité internationale. Ainsi, trois des membres du groupe ont été appelés à faire partie de la Commission temporaire mixte du désarmement instituée par la Société des nations et dont l'action a été capitale, tant en ce qui

concerne les efforts faits dans ce domaine que pour l'œuvre plus générale encore de l'organisation de la paix ; elle a donné encore au mouvement syndical le moyen de faire progresser et de réaliser déjà en partie une de ses vieilles revendications : le contrôle de la fabrication privée et du commerce des armes et des munitions. Deux de ses membres ont été ensuite désignés comme membre de la Commission préparatoire de la conférence du désarmement [...]. Demain, quand sera constitué le Comité consultatif économique, qui doit poursuivre et développer l'œuvre commencée en mai dernier et dont la création est d'ailleurs due à l'initiative de ses représentants, le monde du travail y sera représenté par trois membres ouvriers du Conseil du BIT : sa coopération va donc être permanente et va lui ouvrir de nouveaux moyens d'action.

Annexe n° 11. « Le Bureau international du travail est né d'une revendication persévérante de la classe ouvrière », note de Marius Viple de 1922 (ABIT CAT 10-34).

Washington : en septembre 1914, à Washington, la Fédération américaine du Travail, représentant 10 millions d'ouvriers, autorise son Conseil exécutif à réunir les représentants des travailleurs du monde entier, aussitôt la guerre finie, pour mettre au point leurs requêtes et prendre les mesures nécessaires pour faire insérer dans le Traité de Paix les bases ouvrières d'une Paix durable.

Conférence syndicale interalliée de Leeds (juillet 1916). Déclaration solennelle suivante adoptée : le Traité de Paix, qui doit mettre fin à la guerre actuelle, assurera aux peuples la liberté dans l'indépendance politique et économique. Il doit également mettre la classe ouvrière hors des atteintes de la classe capitaliste internationale, et lui assurer, dans tous les pays, un minimum de garanties d'ordre moral et matériel, relatives au droit au travail, au droit syndical, aux migrations, aux assurances sociales, à la durée, à l'hygiène et à la sécurité du travail.

Conférence de Stockholm (avril 1917). Les Délégués des syndicats allemands et austro-hongrois réunis adressant à Jouhaux la dépêche suivante : « La Conférence salue les décisions de Leeds de juillet 1916 comme une initiative importante pour les intérêts des travailleurs organisés de tous les pays et comme un signe réjouissant du bon vouloir d'écarter les divisions des travailleurs provoqués par la guerre ».

La Conférence syndicale Internationale. Berne 1919. Cette première Conférence internationale, tenue après la cessation des hostilités, consacre à son tour la déclaration de Leeds dans une déclaration adressée aux « Travailleurs du Monde » et exige des négociateurs de Versailles une charte internationale du Travail mise en application par un Bureau international du Travail.

La classe ouvrière française, le Traité de Paix et la Charte du Travail. Les délégués de la CGT ont participé à toutes les Conférences syndicales interalliées, puis à la Conférence de Berne :

-ont voté les décisions adoptées.

-en 1918, action commune de la CGT et des partis en faveur de la Société des Nations et des clauses ouvrières à insérer dans le Traité. Réception de Wilson à Brest par Jouhaux.

-mandat donné par la CGT à Jouhaux d'aller défendre, devant la Conférence de la Paix, en face des diplomates, la Charte internationale du Travail.

-longues discussions, avant le Congrès de Lyon, dans les organisations syndicales, sur la participation de la CGT à la Conférence de la Paix, sur la Charte internationale du Travail, sur le programme de Leeds, sur les résolutions de Berne.

-vote à une grosse majorité du rapport moral de la CGT au Congrès de Lyon qui comportait la participation à la Conférence de Washington.

-résultat de la participation de la CGT à la Conférence de la Paix dont la Conférence de Washington est la suite logique : la collaboration avec le Bureau international du Travail.

L'Internationale syndicale, la CGT et le Bureau international du Travail.

-Oudegeest, secrétaire de l'Internationale syndicale, est membre du Conseil d'administration du BIT.

-Jouhaux est membre du Conseil d'administration du BIT

-la Collaboration de la CGT avec le BIT a fait l'objet de discussions particulièrement vives au Congrès d'Orléans. Déclaration de Jouhaux : « ce qui m'importe, c'est de savoir si le Bureau international du Travail remplit le rôle qui lui a été confié et, contrairement aux affirmations que l'on apporte dans certaine presse, moi membre responsable du Bureau international du Travail, je déclare que celui-ci remplit la fonction qui lui a été dévolue, et je dis que c'est là la raison des attaques qui lui viennent de la droite, attaques auxquelles vous vous associez inconsciemment ».

L'ordre du jour présenté : « le Congrès accordé au Bureau international du Travail le mérite fondamental d'être un moyen de faire appliquer aux colonies et petits pays des législations de protection ouvrière imposées par les organisations syndicales dans les pays les plus industriellement développés ; de s'attacher aux vitaux et pacifiques problèmes de la répartition équitable des matières premières ».

Uniquement pour ces buts et en considération de ce qu'est un bureau documentaire, la CGT est représentée à cette institution, résolue à la défendre et à exiger le respect des principes fondamentaux du syndicalisme international. Au cas de déviation des buts définis ou d'une absence de volonté réalisatrice, la CGT aurait à examiner la continuité de sa représentation qui, jusqu'ici, fut donnée avec toute l'indépendance et avec la dignité syndicale que les travailleurs organisés en droit d'exiger. Par 1479 voix contre 602 et 83 abstentions, le Congrès national confédéral a approuvé le rapport moral de la CGT, soit confiance au Bureau Confédéral et maintien de sa collaboration complète et étroite avec le BIT.

Ainsi, après de vives polémiques, d'après discussions, la classe ouvrière française, groupée dans ses syndicats, dans ses unions de syndicats, dans ses fédérations, a approuvé les principes

de l'œuvre du BIT, et donné blanc-seing à ses dirigeants pour continuer une collaboration active avec Genève.

Sans doute, cette confiance presque unanime de la classe ouvrière française qui nous crée des devoirs nouveaux.

Le Bureau international du Travail est-il un organe de collaboration de classes ?

C'est un organe de contrôle international quant à l'application de la législation internationale. Payé par les gouvernements ? Mais les députés socialistes ne passent-ils point chaque mois à la caisse du gouvernement ? Les syndicalistes ne sont-ils pas logés dans les Bourses du Travail fournies par les municipalités bourgeoises ? Les députés socialistes, mandatés par la classe ouvrière politiquement organisée, ne discutent-ils pas chaque jour, au Parlement, avec les députés de la bourgeoisie ? Non. Ils défendent au jour le jour les ouvriers qui les ont élus pour défendre les intérêts ouvriers. À Washington, dans le Parlement international du Travail, au BIT, où seront représentés les ouvriers, les gouvernements, les patrons, les délégués syndicalistes ne font pas autre chose que ce que font les députés socialistes au Parlement. Ils ne font qu'appliquer, au Parlement international du Travail, ce que les députés socialistes font dans leurs Parlements respectifs, au point de vue ouvrier. Dans les organismes du BIT, l'influence internationale est grande et donne ses directives.

Le Bureau international du Travail est-il un organe révolutionnaire ?

Non. Sa tâche est exactement définie par la Partie XIII du Traité de Paix. Défendre l'idée du contrôle international qu'on retrouve même dans les documents soviétiques, parce que c'est une idée en dehors de laquelle il n'y a pas de progrès continu dans le monde. Cette idée n'est pas révolutionnaire mais fondamentale. Le BIT accomplira une besogne primordiale sur le terrain économique identification de la situation des travailleurs à travers le monde : application à tous des réalisations sociales obtenues par ceux qui ont une force d'organisation. Extension de la législation sociale la plus hardie, réalisée nationalement, au reste de l'univers. Permettre à la nation la plus avancée socialement de n'être pas écrasée par les nations qui ont une législation sociale rétrograde. Pas seulement questions de doctrine, mais questions humaines. S'il est possible au prolétariat de France, syndicalement organisé, de défendre ses conditions du travail, et ses conditions de salaires, il y a par le monde des millions de travailleurs ne jouissant d'aucune liberté, réduits à l'esclavage. Ceux-là doivent vivre, et la classe ouvrière leur doit une solidarité agissante ; elle s'est exprimée pratiquement à Washington. Nous voulons que, dans le monde, il n'y ait plus de jeunes Hindous de onze à douze ans exploités quatorze et seize heures par jour ; de jeunes Japonais, exploités quatorze et seize heures par jour. Nous ne

voulons plus qu'il y ait, en Afrique, des nègres exploités sous le fouet, dans des conditions de servitude dégradante. Nous ne voulons plus que, dans nos colonies, l'esclavage subsiste encore.

La conception que nous avons du BIT est qu'il ne doit pas limiter son effort au contrôle d'application des lois sociales. Il doit devenir le régulateur de la répartition des matières premières, non selon le degré de solvabilité des nations, mais selon leurs besoins industriels, selon leurs besoins vitaux. Nous n'arrivons pas les mains vides. Nous avons pratiqué une politique de résultats. À Washington, six projets de conventions ont été votés :

- sur la durée de travail de huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine
- sur le chômage
- sur l'emploi des femmes avant et après l'accouchement
- sur le travail de nuit des femmes
- sur le minimum d'âge d'admission des enfants dans l'industrie

En outre, six recommandations ont été votées :

- sur les bureaux de placement
- sur la réciprocité de traitement des travailleurs étrangers
- sur la prévention du charbon
- sur la protection des femmes et des enfants contre le saturnisme
- sur la création d'un service public d'hygiène
- sur l'application de la convention de Berne relative à l'interdiction du phosphore blanc

À Gênes, trois projets de conventions ont été adoptés :

- sur le minimum d'âge d'admission des enfants au travail maritime (14 ans)
- sur l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage
- sur le placement des marins

En outre, quatre recommandations ont été adoptées :

- pour limiter les heures de travail dans l'industrie de la pêche
- pour limiter les heures de travail dans la navigation intérieure
- pour établir des statuts nationaux des marins
- pour assurer les marins contre le chômage

Les projets de conventions de Washington ont déjà force de loi dans plusieurs pays. Ils sont en instance de ratification et en discussion devant les Parlements dans d'autres pays. À l'heure actuelle, malgré une indéniable poussée de réaction, nous pouvons affirmer que, dans les délais qui nous sont fixés par le Traité de Paix, les conventions de Washington seront ratifiées et exécutées dans les quarante nations adhérant au Bureau international du Travail.

Nous tenons à le dire. À l'heure où il n'est question que de révision des clauses inapplicables ou restées inappliquées du Traité de Paix, la partie XIII du Traité de Versailles, consacrée à l'Organisation internationale du Travail, jugée longtemps comme la plus chimérique, tient et tient bien.

Le Parlement du Travail fonctionne.

Le BIT mène à bien l'œuvre qui lui est assignée par le Traité.

Les conventions votées prennent force de loi.

Toute une législation internationale du Travail s'élabore.

Avec Jaurès, nous pensons qu'apporter aux travailleurs un maximum de liberté et de bien-être, ce n'est pas arrêter l'évolution révolutionnaire, c'est au contraire la précipiter.

**Annexe n° 12. Lettre d'Albert Thomas à Marcel Déat du 7 janvier 1931
(AN 94 AP 388).**

J'ai profité de quelques instants de loisirs pour vous lire. Toutes mes félicitations. C'est vraiment le meilleur ouvrage socialiste que j'ai lu depuis de Man, et vos préoccupations sont, si j'ose dire, plus immédiates. Une critique : c'est que vous l'avez écrit en hâte, comme vous le pensiez, sans vous soucier peut-être des masses de militants qu'il faudra tout de même convaincre de nos idées. Peut-être, en un autre sens, devra-t-il être étayé par une description plus précise des faits, et surtout des faits internationaux. Mais votre analyse des tendances anticapitalistes, votre idée si féconde du rassemblement socialiste, votre distinction fondamentale de la puissance du profit et de la propriété doivent être à la base de notre action socialiste moderne. J'approuve aussi dans le détail beaucoup d'idées que je professe depuis longtemps et que j'ai été heureux de retrouver chez vous : et la valeur de la coopération et l'idée de socialisation du profit par les assurances sociales, et bien d'autres.

J'ai voulu vous écrire tout de suite, parce que ma vie est désordonnée, parce qu'il y a déjà quelque huit ou dix jours et que je vous ai lu, et que je n'avais pas pu vous dicter ces quelques lignes. Mais je voudrais pouvoir vous relire, préciser sur quelques points des critiques ou des divergences, ou tout au moins des différences d'appréciations.

Je souhaite que nous puissions nous retrouver dans un avenir prochain. Mais, une fois encore, j'ai voulu vous féliciter et vous remercier comme socialiste. Je vous jalouse un peu : ce dont je suis le plus privé à l'heure actuelle, c'est de ne pouvoir pas quelque travail continu.

Bien amicalement à vous.

Annexe n° 13. Troisième congrès de l'Internationale ouvrière socialiste, Bruxelles du 5 au 11 août 1928, publié par le Secrétariat de l'Internationale ouvrière socialiste, Zurich, 1928, p. 76-78.

Le Bureau International du Travail et l'IOS.

Dans la répartition du travail à fixer entre l'Internationale Ouvrière Socialiste et la Fédération Syndicale Internationale, c'est à la Fédération Syndicale Internationale qu'incombe la tâche principale des relations avec le Bureau International du Travail. La constitution du BIT permet aux syndicats d'exercer une influence décisive sur le choix des représentants ouvriers presque dans tous les pays. Aussi dans les Conférences Internationales du Travail, le groupe ouvrier se trouve-t-il, pour autant qu'il s'agisse de pays dont les syndicats sont affiliés à la FSI, sous l'influence directe de la FSI ; ses représentants entrent également dans le Conseil d'administration du BIT grâce à l'influence du groupe ouvrier.

Le mouvement ouvrier politique n'a aucune possibilité de se faire représenter dans les institutions du BIT. Cependant, il peut, par des actions dans les différents parlements, appuyer les actions du groupe ouvrier au sein du BIT. Son travail commence seulement lorsque celui du groupe ouvrier à Genève est terminé, lorsqu'il s'agit de *faire ratifier les conventions* internationales élaborées et votées par le BIT. Dans la campagne menée en faveur de la ratification des conventions par les différents pays, c'est le mouvement ouvrier politique qui prend la direction. Pendant la période écoulée depuis le dernier Congrès, sa tâche principale dans ce domaine a consisté à militer en faveur des huit heures, lutte sur laquelle nous donnons plus amples détails dans un chapitre spécial.

Les Conférences Internationales du Travail fournissent une occasion propice d'entrer en contact avec les représentants ouvriers des pays d'outre-mer. Mais même pour le mouvement ouvrier européen, ces Conférences et les sessions du Conseil d'administration du BIT permettent un contact international, possible uniquement grâce aux moyens financiers considérables dont dispose le BIT. Aussi souvent que possible, les représentants de l'IOS ont profité de ces occasions pour nouer des relations internationales.

Dans les Conférences Internationales du Travail et plus encore dans le Conseil d'administration du BIT la classe ouvrière se trouve dans une position presque aussi défavorable que dans les parlements de privilèges avant la conquête de l'égalité des droits. Les représentants ouvriers n'ont pas seulement contre eux un groupe aussi fort de représentants patronaux, mais aussi les représentants gouvernementaux qui en général se sentent les représentants de gouvernements capitalistes. Il est possible parfois de gagner les représentants des gouvernements dans leur majorité, au point de vue ouvrier, et de ce fait, de récolter certains

succès. Mais la Ligue internationale qui représente le BIT a également son importance comme telle. Les oppositions de classes ne peuvent évidemment pas y être vidées définitivement, mais elles peuvent parfois se manifester utilement. En particulier, les Conférences du Travail et également les séances du Conseil d'administration, qui sont publiques depuis 1926 sur la proposition des représentants ouvriers, ont à plusieurs reprises fourni l'occasion de dire ouvertement aux représentants de l'Italie fasciste la vérité sur le régime odieux de Mussolini. Au point de vue politique, la séance du Conseil d'administration d'octobre 1926 fut particulièrement importante ; on put y porter à la connaissance de l'opinion publique les outrages odieux faits par le régime fasciste aux ouvriers de Molinella.

Il faut que le mouvement ouvrier syndical et le mouvement politique répondent d'un accord aux attaques de la réaction contre le Bureau international du Travail. En particulier, il faut que la condition d'existence du BIT, la *liberté syndicale*, reconnue déjà dans les Traités de paix, soit protégée contre toute mise en doute. À ce sujet, des débats d'une importance de principe se renouvelèrent au sein du BIT sur la question de savoir si, vu les conditions existant en Italie, le représentant ouvrier délégué par ce pays pouvait être considéré comme tel, ou bien comme représentant du Gouvernement. Le front des représentants des syndicats libres fut toujours uni dans cette question. Malheureusement, la visite du directeur du BIT à Rome, lors du congrès des syndicats fascistes, et son discours devant le Comité des syndicats fascistes, représentent un danger sérieux pour la défense du point de vue de la classe ouvrière dans le BIT. Le secrétaire de l'IOS, dans un article allant au fond de la question et qui a paru dans les *Informations Internationales* (10 mai 1928), a fait allusion à ce danger et a soulevé les problèmes qui en découlent. Le Bureau de l'IOS, dans sa séance du 4 juin 1928, à Bruxelles, fut saisi entre autres de la correspondance échangée entre le directeur du BIT et le secrétaire de l'IOS à la suite de cet article. Après un débat approfondi, le Bureau vota la résolution suivante :

« Le Bureau regrette qu'en acceptant, à l'occasion de son voyage en Italie, l'invitation d'assister et de prendre la parole au Congrès des syndicats fasciste, le socialiste Albert Thomas ait provoqué, de la part de la presse fasciste, des manifestations de tendances qu'il eût dû prévoir, et ait, d'autre part, causé, par sa présence au Congrès, un ressentiment légitime et profond non seulement chez les socialistes italiens, victimes de la dictature fasciste, mais dans la classe ouvrière internationale. Le Bureau est d'avis que la protestation faite dans la presse par le secrétaire Friedrich Adler, dans les circonstances, était pleinement justifiée ».

Mais le Bureau international du Travail comme tel est peut-être encore d'une importance plus grande que ses institutions « parlementaires ». Il peut, dans le domaine de la statistique du travail et des enquêtes comparatives dans toutes les questions de la législation ouvrière, faire

un travail qu'aucune autre institution internationale ne pourrait accomplir avec les modestes moyens de la classe ouvrière. C'est grâce au talent extraordinaire d'organisateur et à la passion du travail avec lesquels Albert Thomas se consacra à sa tâche, que le Bureau international du Travail s'est vu allouer des moyens financiers élevés, qui dépassent de beaucoup le geste de bienveillance sociale des auteurs du Traité de Versailles. On peut avancer avec certitude que si, à la place d'Albert Thomas, on avait mis à la tête de cette institution un bureaucrate quelconque, elle serait restée un organisme chétif et insignifiant. Cette institution en est encore à ses débuts, elle est encore frappée de bien des « maladies infantiles », mais son importance pour la classe ouvrière est déjà hors de doute. Ainsi que, dans certains pays, l'Office de statistique du travail ne signifie pas le socialisme, mais est cependant utilisé par la classe ouvrière dans ses luttes et par conséquent est précieux pour elle, ainsi que le Bureau international du Travail ne pourra jamais remplacer la lutte des classes, mais toutefois lui servir d'arsenal.

Annexe n° 14. Albert Thomas et le Cartel des gauches. Lettre d'Albert Thomas à Édouard Herriot de mai 1924 (ABIT CAT 7-439).

Je suis très résolument et pour toutes sortes de raisons – que j'explique à mes correspondants – partisan de la participation des socialistes au Gouvernement. En dépit des prévisions communes, je veux encore espérer que le 1er juin il y aura possibilité de participation. Mais il est un point auquel j'attache une particulière importance et dont je voudrais bien t'entretenir. C'est la participation pour ainsi dire morale et plus large mais également efficace et importante à laquelle songent nos amis des organisations ouvrières. Elles constituent un véritable trait d'union entre les divers partis politiques de gauche. Elles représentent cette opinion ouvrière avertie qui est le juge le plus sévère et le plus attentif de tous les hommes politiques. Tu sais leur tradition du temps de guerre. Elles sont conscience jusqu'en mai 1920, jusqu'au moment où, brutalement, Millerand a brisé leur action, d'avoir exercé sur le développement de la politique française un effort qui a été utile au pays. Et leur rêve constant, depuis lors, tu le sais, a été de reprendre une position analogue à celle qu'elles avaient au temps des ministères de guerre et que même Clemenceau n'avait pas pu leur refuser. C'est cela qu'il faudrait tâcher de rendre organique. C'est cela qui, à n'en pas douter, donnerait une véritable force à ton Cabinet.

Jouhaux a remis en avant son idée de Conseil économique. C'est une idée d'avenir, une idée féconde. Et quoiqu'en ait dit récemment le *Temps*, les réactions allemandes sur ce point ne sont pas négligeables. [...] De même que Loucheur tout récemment constituait son fameux conseil supérieur du commerce, dont tous les journaux ont parlé, est-ce que, comme une espèce de réplique, il n'y aurait pas lieu de constituer une sorte de Comité consultatif auprès de la Présidence du Conseil et des Affaires étrangères pour associer en quelque manière le pays organisé et qui travaille à la conduite générale de la politique ?

Sur les problèmes de paix, sur les problèmes des réparations, sur les problèmes de reconstruction, sur les questions de Société des Nations et du Bureau international du travail, il y a toute une série de grands groupements organisés qui ont pris position. Ne pourrait-on pas les réunir en une sorte de Comité Consultatif qui aurait d'ailleurs des rôles précis, qui, par exemple, aiderait le Président du Conseil à suivre les affaires de la Société des Nations et à rédiger les instructions des délégués. Note qu'à l'heure actuelle, il y a une Commission des Traités de Paix du travail qui fait déjà pour nos délégués à la conférence une besogne de cette sorte.

Si cela t'intéresse, je puis y réfléchir, pousser le travail et chercher des exemples étrangers. Réfléchis qu'il y aurait peut-être là une possibilité de participation, sinon purement politique, au moins morale et sociale qui aurait quelque valeur.

Annexe n° 15. Un regard rétrospectif d'Albert Thomas sur Jules Guesde. Lettre d'Albert Thomas à Jean Lebas du 10 avril 1925 (AN 94 AP 390).

[...] Des trois élus désignés par le Parti pour collaborer avec les gouvernements de Défense Nationale aux jours tragiques de l'invasion, Jules Guesde, le premier, a été ravi à notre affectueux respect ; Marcel Sembat, terrassé en pleine force, l'a suivi dans la tombe – et je reste le seul collaborateur et témoin direct de l'action ardente de nos deux chers disparus durant la catastrophe qui a bouleversé le monde.

Pourquoi ne pas le dire ? Je n'ai vraiment connu Jules Guesde qu'en 1914. Dans la grande famille socialiste, des divisions artificielles nous séparaient. Trop souvent, nous n'apparaissions les uns aux autres qu'à travers les polémiques de groupes. Combien, il était différent de l'image que certains de mes amis et moi nous en étions faite !

Doctrinaire et théoricien, certes ! Il l'était dans toute l'acception du mot. Tout son être et toute sa vie étaient rendus vers un but unique : la réalisation du socialisme. Mais il n'était ni dogmatique, ni romantique, ni sectaire. À sa rectitude de pensée, à la logique sévère correspondait une claire compréhension des circonstances et des difficultés pratiques. D'autres rappelleront aujourd'hui ce que fut sa vie toute droite, sans tache, ses efforts inlassables pour la propagande et l'éducation socialiste en France.

Je me borne à évoquer les heures d'intimité passées en sa compagnie. Autorisé par lui à bénéficier d'une faveur qu'il réservait à ses familiers, j'avais appris à suivre le chemin de la rue Singer. Ce qu'étaient ses conversations étincelantes, son admirable cerveau resté intact dans un corps débile, son enthousiasme toujours ardent au service des causes qui nous passionnent, ceux-là seuls qui ont goûté le charme de ces entretiens peuvent en témoigner. J'ai la fierté de dire que, sur les angoissants problèmes d'après-guerre, sur la reconstruction de l'Europe, sur la création d'une vie internationale véritable, sur l'avenir même du socialisme, une identité complète de vues s'était établie entre nous ; et c'est souvent près de celui que vous chérissez et que j'avais appris à aimer, qu'aux heures difficiles, je trouvais encouragements et conseils.

À vous bien fidèlement.

A.T.

**Annexe n° 16. Nombre de voies dénommées « Albert Thomas », d'après
le fichier national FANTOIR des voies et lieux-dits, à jour de
novembre 2020.**

| Département | Nombre de voies |
|-------------------------|------------------------|
| Aisne (02) | 3 |
| Allier (03) | 1 |
| Ardennes (08) | 2 |
| Aube (10) | 2 |
| Aude (11) | 1 |
| Aveyron (12) | 1 |
| Bouches-du-Rhône (13) | 1 |
| Calvados (14) | 2 |
| Corrèze (19) | 5 |
| Côte-d'Or (21) | 1 |
| Côtes d'Armor (22) | 1 |
| Dordogne (24) | 1 |
| Doubs (25) | 3 |
| Drôme (26) | 1 |
| Eure-et-Loir (28) | 3 |
| Finistère (29) | 3 |
| Haute-Garonne (31) | 1 |
| Gironde (33) | 6 |
| Hérault (34) | 2 |
| Ille-et-Vilaine (35) | 2 |
| Indre-et-Loire (37) | 2 |
| Isère (38) | 2 |
| Loir-et-Cher (41) | 1 |
| Loire (42) | 5 |
| Loire-Atlantique (44) | 5 |
| Lot-et-Garonne (47) | 1 |
| Maine-et-Loire (49) | 1 |
| Manche (50) | 2 |
| Marne (51) | 2 |
| Haute-Marne (52) | 3 |
| Mayenne (53) | 1 |
| Meurthe-et-Moselle (54) | 2 |
| Meuse (55) | 1 |
| Morbihan (56) | 3 |
| Nièvre (58) | 2 |
| Nord (59) | 12 |
| Oise (60) | 3 |

| | |
|----------------------------|-----|
| Pas-de-Calais (62) | 6 |
| Puy-de-Dôme (63) | 3 |
| Pyrénées-Atlantiques (64) | 4 |
| Rhône (69) | 6 |
| Haute-Saône (70) | 2 |
| Saône-et-Loire (71) | 2 |
| Sarthe (72) | 1 |
| Paris (75) | 1 |
| Seine-Maritime (76) | 5 |
| Seine-et-Marne (77) | 5 |
| Yvelines (78) | 2 |
| Deux-Sèvres (79) | 1 |
| Somme (80) | 4 |
| Tarn (81) | 13 |
| Haute-Vienne (87) | 2 |
| Territoire de Belfort (90) | 2 |
| Essonne (91) | 3 |
| Hauts-de-Seine (92) | 2 |
| Seine-Saint-Denis (93) | 10 |
| Val-de-Marne (94) | 6 |
| Val-d'Oise (95) | 1 |
| Guadeloupe (97) | 1 |
| Total | 171 |

Index des noms

- ADLER, Friedrich (dit Fritz), 659, 693, 697, 699, 700, 701, 702, 703, 705, 707, 709, 827, 848, 850, 854
- AILLET, 66
- AĪTOV, 469
- ALBRESPIC, 675
- ALEXINSKY, Grégoire (dit Troussevitch), 418
- ALLARDET, Joannès, 79, 215, 217, 224, 238, 892
- ALLEGRET, 675
- ALLEMANE, Charles, 95
- ALLEMANE, Jean, 77, 78, 94, 97, 150
- AMIARD, 215
- AMIDIEU DU CLOS, Pierre, 753
- ANDLER, Charles, 53, 72, 77, 86, 87, 89, 91, 92, 94, 105, 106, 109, 115, 121, 137, 138, 139, 150, 181, 187, 283, 284, 318, 474, 578, 606, 692, 694, 779, 848, 856, 860, 867, 883, 888
- ARGENCE, Émile, 685
- ASTROV, Nicolas I., 470
- AUFFRAY, Jules, 240, 241
- AUGAGNEUR, Jean-Victor, 286
- AULARD, Alphonse, 139, 414, 848
- AURIOL, Vincent, 39, 463, 680, 757, 853
- AYNARD, Édouard, 262
- BAAS, John, 376
- BABEUF, Gracchus, 15, 48, 94, 97, 130, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 171, 205, 334, 352, 367, 405, 858, 872, 873, 882
- BAĪVOKA, Ludmila, 470
- BALACHOWSKY, Serge, 587, 588, 593, 848
- BALDWIN, Stanley, 723
- BALLANDRAS, 215
- BAQUET, Louis, 307, 309
- BARBUSSE, Henri, 33, 339, 777, 788, 887
- BARÈRE, Bertrand, 373
- BARITAUD, Augustin, 358
- BARNES, Georges Nicoll, 566
- BARRE, Raymond, 764, 766
- BARTHOU, Louis, 272
- BARTUEL, Casimir, 482
- BASLY, Émile, 157
- BATTIN, Benjamin F., 713
- BAUDÉAN, Henri, 147
- BAUER, Otto, 659, 693, 858
- BAUMEINSTER, 168
- BAUMONT, Maurice, 682
- BAUR, Charles, 753
- BAZIN, René, 95
- BEBEL, August, 111, 112, 169, 277, 282, 749
- BECK, Léon, 61, 66, 76, 81
- BÉDIAS, Joseph, 94
- BEDOUCÉ, Albert, 174, 269, 407, 463, 474, 502, 848
- BÉNÈS, Édouard, 383, 878
- BÉRENGER, Henry, 330
- BERGEROT, Louis, 70, 71
- BERNSTEIN, Édouard, 25, 39, 89, 97, 106, 107, 108, 111, 112, 113, 118, 119, 121, 126, 155, 167, 248, 256, 271, 293, 381, 537, 542, 581, 643, 694, 713, 714, 848, 854, 879
- BERNSTEIN, Regina, 714
- BERR, Henri, 681, 861, 875
- BERTHELOT, Marcel, 716, 848
- BESSONEAU, Marcel, 445
- BETOULLE, Léon, 393, 751
- BIGRE, 259
- BILLOTTE, Pierre, 753
- BISMARCK, Otto von, 712
- BLANC, Alexandre, 402, 413
- BLANC, Louis, 90
- BLANCHARD, Francis, 743, 746, 763, 764, 765, 767, 860
- BLANCHON, Pierre, 232
- BLANQUI, Auguste, 89, 134, 139, 405
- BLOCH, Joseph, 39, 84, 105, 107, 109, 115, 116, 119, 144, 525, 714, 848, 854
- BLOCH, Marc, 48, 601, 683
- BLONDONT, 238
- BLUM, Léon, 19, 31, 39, 53, 60, 87, 93, 112, 115, 130, 150, 151, 155, 180, 231, 272, 323, 407, 414, 415, 416, 461, 462,

463, 474, 488, 494, 504, 512, 534, 536,
 538, 539, 540, 541, 543, 556, 606, 658,
 662, 677, 680, 691, 728, 741, 742, 749,
 757, 760, 761, 762, 767, 770, 798, 853,
 854, 860, 866, 867, 874, 883
 BLUMEL, André, 654, 757
 BOCQUET, Jules, 105
 BOISNIER, Robert, 488, 848, 849, 855
 BOLLART, Émile, 755
 BONNAFOUS, Max, 73, 848
 BONNET, 238, 239
 BONNET, Alfred, 185
 BOTHEREAU, Robert, 740
 BOUGLÉ, Célestin, 64, 89, 92, 461, 486,
 680, 681, 873
 BOUISSON, Fernand, 456
 BOURDERON, Albert, 398, 399, 400
 BOURDON, Pierre, 67, 70, 71, 72, 74
 BOURGEOIS, Léon, 66, 67, 96, 517, 677
 BOURGIN, Georges, 169, 316, 682, 848,
 854
 BOURGIN, Hubert, 60, 83, 92, 94, 112,
 130, 155, 185, 231, 318, 319, 320, 323,
 373, 377, 403, 404, 410, 411, 453, 742,
 743, 848
 BOYER, Paul, 467, 751
 BOZZI, (capitaine), 364
 BRACKE, Alexandre, 86, 222, 229, 305,
 432, 433, 434, 495, 687, 786, 795, 848
 BRANTING, Karl Hjalmar, 468, 524, 525,
 556, 599, 711, 714, 793, 848
 BRAUN, Heinrich, 115, 117, 118
 BRAUN, Lily, 117
 BRECHKO-BRECHOVSKY, Ekaterina
 Konstantinovna, 470
 BRETON, Jules-Louis, 118, 150, 263, 329,
 372, 883, 887
 BRETON, Théo, 518
 BRIAND, Aristide, 15, 42, 150, 151, 171,
 250, 252, 254, 257, 259, 260, 261, 274,
 275, 286, 354, 379, 405, 407, 439, 475,
 608, 609, 718, 720, 721, 741, 750, 751,
 752, 865, 889
 BRILLEAUD, Élie-Octave, 751
 BRIQUET, Raoul, 163, 169
 BRISSON, Émile, 226
 BRIZON, Pierre, 176, 302, 402, 413, 439,
 458
 BROT, Marcel, 254, 741
 BROUCKÈRE, Louis de, 97, 420, 848
 BROUSSE, Paul, 77, 78, 220, 728
 BROUTCHOUX, Benoît, 157, 162, 163,
 168
 BRUNSCHVICG, Cécile, 341
 BRUNSCHVICG, Léon, 64
 BUCHEZ, Philippe, 90, 202
 BUISSON, Ferdinand, 117, 179, 364, 516,
 517
 BUISSON, Suzanne, 539, 540, 543, 544,
 658, 680, 687
 BULARD, 72
 BUONARROTI, Philippe, 88, 94, 134
 BURGE, Milward Rodon Kennedy, 674,
 855
 BUTLER, Harold Beresford, 571, 574, 651,
 660, 661, 702, 732, 784, 846
 CABARÈS, Rémy, 497
 CABET, Auguste, 88
 CABRINI, Angiolo, 707, 855
 CACHIN, Marcel, 134, 150, 153, 179, 301,
 302, 305, 308, 364, 400, 407, 409, 416,
 420, 423, 424, 425, 427, 430, 432, 436,
 465, 491, 519, 522, 523, 524, 526, 528,
 529, 532, 676, 677, 848, 861, 872
 CAILLAUX, Joseph, 261, 270, 289
 CALVIGNAC, Jean-Baptiste, 497, 606
 CAMBOULIVES, Laurent, 750
 CARNOT, Lazare, 373
 CAROZZI, Luigi, 648, 663, 664
 CASEVITZ, Henry, 138, 150
 CASSIN, René, 669, 680, 848, 869
 CASTIGLIONE, Di Palma, 562, 850
 CAUWÈS, Paul, 498
 CÉBY, Jules, 137, 138, 140, 861
 CERETELI, Michael von, 430
 CHALLAYE, Félicien, 185
 CHAMBRUN, Charles de, 427
 CHAPELLE, Henri, 753
 CHAPPEY, 716
 CHARDIN, Gaston, 754
 CHAVENON, Léon, 144, 145, 171, 481,
 680, 848
 CHENAL, Amédée, 230, 232, 238
 CHÉNON, Émile, 99, 884
 CHÉRION, Louis, 77, 871
 CHÉRON, Adolphe, 238, 239, 240, 241
 CHIRAC, Jacques, 767, 892
 CHOTARD, Yvon, 767
 CITROËN, André, 366, 374, 375
 CLAVEILLE, Albert, 331

CLEMENCEAU, Georges, 146, 179, 228,
 229, 238, 252, 257, 270, 307, 330, 350,
 359, 422, 456, 465, 468, 471, 474, 483,
 488, 508, 511, 512, 528, 547, 565, 566,
 719, 758, 794, 829
 CLÉMENT, Léon, 751
 CLÉMENTEL, Étienne, 370
 CLEUET, Auguste, 154, 168, 362
 CLOVIS, Andrieu, 359
 COEYLAS, René, 362, 858
 COHEN, Albert, 60, 628, 848
 COLLIARD, Pierre, 565, 567
 COLOMBAIN, Maurice, 582, 665, 741,
 850
 COMBES, Émile, 62, 74, 101, 113, 213
 COMERT, Pierre, 82, 169, 315, 470, 741
 COMPÈRE-MOREL, Adéodat, 154, 188,
 247, 273, 275, 302, 305, 390, 400, 410,
 432, 461, 491, 492, 515, 658, 659, 693,
 749, 861
 CONSIDÉRANT, Victor, 90
 CONSTANS, Paul, 518
 CORBIN, 84
 COTY, René, 763
 COUPAT, Pierre, 153, 154, 162, 168, 172,
 180
 COUREL, Eugène, 749, 750
 COURVILLE, Bernard de, 350
 CUILLERIER, Jules, 221
 D'ESTOURNELLES DE CONSTANT,
 Paul, 286
 DALADIER, Édouard, 757
 DALBIEZ, Victor, 334, 336
 DALINE, Victor, 136, 872, 873
 DARCY, Pierre, 418
 DARGENT, Victor, 752
 DAVID, Édouard, 109, 111, 126
 DE MAN, Henri, 89, 302, 490, 682, 694,
 784, 825, 848, 868
 DE ROODE, Jan, 596, 663, 855
 DÉAT, Marcel, 490, 543, 671, 678, 680,
 681, 689, 690, 691, 825, 861, 866
 DEFERRE, Gaston, 30, 884
 DEHERME, Georges, 93, 94, 168, 169, 197
 DELAISI, Francis, 618, 848, 861
 DELEVINGNE, Malcolm, 565
 DELHAY, A., 94
 DELORY, Gustave, 247, 515
 DEPREUX, Édouard, 741
 DÉRIOT, 73
 DES ROUSIERS, Paul, 499
 DESAIX, Louis Charles Antoine, 75
 DESBORDES, Frédéric, 770, 771
 DESCHAMPS, Pierre, 95
 DESJARDINS, Marius, 67
 DESJARDINS, Paul, 61, 64, 65, 66, 67, 68,
 71, 72, 73, 75, 76, 77, 81, 87, 93, 106,
 110, 134, 178, 196, 860, 871
 DEUTSCH, Julius, 166
 DEVILLE, Gabriel, 132, 133, 136
 DEVINAT, Paul, 102, 858
 DIAGNE, Blaise, 456
 DOLLÉANS, Édouard, 809
 DOMMANGET, Maurice, 136, 873
 DONAU, Willy, 166, 648
 DORIAN, Pierre-Frédéric, 179
 DORMOY, Marx, 222, 751
 DOUMER, Paul, 747, 752
 DRAKOVITCH, Hélène, 144, 760
 DREYFUS, Alfred, 56, 64, 73, 84, 188,
 261, 271, 372, 609, 717, 874, 875
 DREYFUS, Jacques-Ferdinand, 170, 204,
 673
 DRUMMOND, Eric, 574
 DUBOIS, 73, 82, 858
 DUBOURG, Gaston, 632, 633, 634, 848,
 850
 DUBREUIHL, Louis, 222, 432, 436
 DUBREUIL, Hyacinthe, 683, 684, 850
 DUCHATEL, 675
 DUCHEMIN, René, 498, 499
 DUKHEIM, Émile, 67, 82, 192, 578, 678
 DULOT, Charles, 16, 24, 324, 341, 477,
 480, 481, 485, 487, 490, 498, 499, 571,
 572, 673, 679, 680, 706, 800, 801, 803,
 807
 DUMAS, Charles, 461
 DUMOULIN, Georges, 596, 597, 684, 685,
 848, 850, 855
 DUNOIS, Amédée, 141
 DUPONT, Louis, 738, 742
 DURAFOUR, Antoine, 669, 720, 721, 725,
 752
 DURAND, Jules, 261, 865
 DURIEZ, 675
 EBERT, Friedrich, 715
 EISNER, Kurt, 524, 527, 529
 ELLEN, Gabriel, 150
 ELM, Adolph von, 200
 ELSMARK, Ivan, 660

ENGELS, Friedrich, 85, 86, 89, 106, 130, 611, 883
 ERKELENZ, 713, 848
 ESPINAS, Georges, 48, 682
 EYROLLES, Léon, 310, 312, 331, 374, 375, 377, 477
 FABRA RIBAS, Antonio, 648
 FALLIÈRES, Armand, 96
 FAUCONNET, Paul, 93, 678
 FAUQUET, Georges, 347, 362, 580, 581, 582, 648, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 683, 685, 694, 849
 FAURE, Paul, 393, 396, 528, 535, 538, 658, 680, 691, 692, 694, 695, 749, 863
 FEBVRE, Lucien, 48, 61, 81, 82, 88, 124, 480, 601, 681, 682, 683, 776, 848, 860, 861, 875, 884
 FERRY, Abel, 90, 308
 FERRY, Jules, 96
 FESTY, Octave, 128, 190
 FIEU, Louis, 688, 689, 750
 FIMMEN, Edo, 596
 FLAISSIÈRES, Siméon, 518
 FLEURY, Georges, 652, 654, 847, 850
 FOCH, Ferdinand, 379
 FONTAINE, Arthur, 20, 27, 31, 64, 65, 66, 118, 128, 171, 178, 189, 190, 193, 324, 330, 333, 340, 345, 347, 358, 361, 498, 499, 512, 559, 561, 565, 574, 625, 718, 747, 768, 846, 849, 872
 FONTAINE, Gustave, 751
 FOURIER, Charles, 90, 91, 92, 94, 318, 373, 405, 860
 FOURNIÈRE, Eugène, 102, 110, 118, 146, 147, 150, 171, 173, 174, 175, 176, 187, 203, 861
 FRANCE, Anatole, 96, 130
 FRANCO, Roger, 484, 485
 FRANK, Ludwig, 256, 281, 285
 FROIS, Marcel, 324
 FROSSARD, Louis-Oscar, 38, 392, 406, 527, 529, 531, 532, 534, 854, 861
 FUSS, Henri, 190, 701
 GALLIENI, Joseph, 307
 GALLOIS, Henri, 741, 850
 GALLONE, 732
 GAMBETTA, Léon, 134, 146, 179, 415, 757
 GANDON, 215
 GAUMONT, Jean, 176, 200, 666, 741, 858
 GEFROY, Gustave, 134, 138
 GEFROY, Henri Eugène, 495, 496
 GELLY, Georges, 185, 186
 GÉNIE, Auguste, 518
 GÉRARD, Émile, 751
 GERNET, Louis, 126, 185
 GERVAISE, Léon, 162, 345, 349, 353
 GIDE, Charles, 64, 196, 199, 203, 361, 364, 365, 583, 849
 GISCARD D'ESTAING, Valéry, 764
 GLAY, Émile, 679
 GLOTZ, Gustave, 64
 GODART, Justin, 20, 49, 185, 286, 297, 346, 347, 372, 379, 489, 506, 561, 565, 679, 718, 719, 720, 721, 725, 768, 780, 781, 849, 890
 GODIN, 537
 GOMPERS, Samuel, 512, 521, 564, 565, 566, 724, 816, 849, 876
 GONDARD, Paul, 752
 GORAGUER, Léon, 753
 GOSSELIN, (général), 312, 376
 GOUDE, Émile, 796
 GOUJON, Lazare, 752, 755
 GOUTE, Paul, 686, 687
 GRANDJOUAN, Jules, 258
 GRANDVALLET, Jean-Pierre, 538, 795, 796
 GRANET, Marcel, 185
 GRIFFUELHES, Victor, 153, 163, 164, 285, 296
 GROS, Louis, 687
 GROUSSIÈRE, Arthur, 286, 432, 519, 757
 GRUMBACH, Salomon, 704, 705, 848
 GRUNEBaum-BALLIN, Paul, 741, 861
 GUELLET, 632
 GUÉRARD, Eugène, 162, 163, 258
 GUÉRIN, Louis, 571, 572, 800, 801, 804
 GUESDE, Jules, 31, 62, 86, 113, 114, 115, 144, 154, 185, 188, 192, 200, 247, 253, 254, 255, 256, 257, 279, 296, 304, 305, 308, 309, 384, 387, 394, 397, 400, 405, 408, 409, 411, 432, 439, 451, 453, 606, 655, 658, 661, 722, 728, 739, 753, 757, 759, 777, 831, 874
 GUILLAUME II, 62, 303, 420, 515, 560
 GUILLAUME, James, 106, 138
 GUILLEMIN, Xavier, 196
 HAASE, Hugo, 281
 HAGUENIN, Émile, 381, 471, 864

HALBWACHS, Maurice, 82, 83, 119, 120, 140, 158, 162, 176, 185, 271, 315, 317, 318, 348, 355, 373, 478, 865, 875, 888
 HALÉVY, Élie, 64, 81, 127, 140, 371
 HAMON, Augustin, 169, 314, 543, 696, 697
 HAMP, Pierre, 66, 324, 340, 848, 878
 HANSSON, Per-Albin, 40
 HAUSSMANN, Conrad, 286
 HÉLIÈS, Louis, 151, 200, 202, 204, 279, 334, 362, 859
 HENDERSON, Arthur, 314, 420, 435, 521, 529, 564, 779
 HÉRAULT, Émile Anatole, 213
 HERBETTE, Jean, 611
 HERMANT, Abel, 179
 HERR, Lucien, 53, 66, 77, 84, 87, 88, 89, 92, 93, 106, 109, 115, 121, 129, 137, 138, 150, 151, 174, 175, 179, 181, 230, 284, 286, 318, 414, 474, 766, 848, 860, 867, 882
 HERRIOT, Édouard, 184, 719, 720, 752, 755, 829, 848
 HERTZ, Alice, 82, 83, 311
 HERTZ, Robert, 82, 83, 94, 105, 160, 169, 176, 185, 186, 246, 310, 311, 396, 479, 865
 HERVÉ, Gustave, 94, 140, 141, 151, 239, 261, 273, 274, 303, 394, 397, 399, 425, 439
 HERVÉ, Michel, 751
 HESSE, André, 95
 HILDEBRAND, 284
 HILFERDING, Rudolf, 715, 716
 HITLER, Adolf, 648
 HOICHE, Lazare, 75
 HOLLANDE, François, 20, 762
 HOOMAERT, Marie, 443
 HUBERT, Henri, 84, 312, 464, 477, 479, 536, 686, 881
 HUBERT-ROUGER, 302, 305, 394, 408, 410
 HUG, René, 38, 740, 741, 757, 763
 HUGO, Jean, 84, 144, 179
 HUGO, Marguerite, 179
 HUGO, Victor, 84, 91, 179
 HUGONIOT, Émile, 331, 332, 374, 375, 376, 377, 484, 854
 HUSSEL, Lucien, 751
 HUYSMANS, Camille, 97, 302, 402, 428, 430, 521, 698, 699, 702, 746
 INGHELS, Albert, 751
 JACQUIOT, Charles, 65, 66, 67
 JANIN, Pierre, 417, 427, 879
 JAURÈS, Jean, 15, 19, 25, 31, 33, 43, 53, 56, 57, 59, 60, 61, 64, 66, 73, 76, 78, 80, 86, 87, 89, 94, 96, 102, 106, 108, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 117, 119, 120, 121, 124, 132, 136, 137, 138, 140, 141, 143, 144, 146, 147, 149, 150, 151, 152, 153, 155, 156, 157, 159, 162, 163, 172, 179, 181, 182, 183, 184, 185, 188, 191, 192, 193, 196, 199, 201, 203, 205, 206, 208, 212, 218, 222, 228, 229, 231, 232, 241, 250, 252, 259, 261, 265, 267, 269, 271, 272, 273, 274, 275, 277, 278, 279, 280, 282, 283, 284, 286, 287, 289, 291, 293, 294, 296, 297, 299, 300, 301, 302, 304, 320, 323, 354, 355, 359, 385, 389, 390, 391, 393, 397, 400, 403, 405, 406, 412, 413, 414, 415, 417, 456, 459, 462, 465, 468, 474, 488, 494, 495, 496, 497, 503, 504, 514, 516, 522, 523, 525, 531, 538, 540, 544, 556, 562, 577, 606, 641, 645, 653, 669, 672, 678, 691, 707, 720, 728, 732, 742, 746, 749, 751, 752, 754, 757, 759, 760, 761, 762, 766, 767, 770, 775, 780, 824, 849, 854, 860, 861, 863, 864, 866, 867, 868, 869, 870, 872, 874, 875, 876, 879, 880, 881, 883, 884, 885, 886, 887, 889, 890, 891, 892
 JOFFRE, Joseph, 307, 351, 375
 JOUHAUX, Augusta, 597, 742, 743, 850
 JOUHAUX, Léon, 20, 31, 43, 95, 163, 345, 348, 353, 357, 378, 387, 393, 432, 450, 476, 481, 482, 483, 485, 487, 488, 489, 498, 512, 516, 541, 556, 565, 566, 569, 571, 585, 593, 596, 597, 598, 599, 600, 608, 677, 685, 697, 719, 732, 743, 749, 757, 768, 788, 789, 800, 803, 820, 821, 829, 848, 872, 877, 885
 JOYSON-HICKS, William, 640, 642
 JULIN, Armand, 577
 KAMERER, 532
 KASTOR, Paul, 97
 KAUTSKY, Karl, 86, 106, 107, 112, 115, 126, 405, 524, 527, 694, 861, 874
 KEIR HARDIE, James, 299
 KER, Antoine, 676

KERENSKI, Alexandre, 182, 416, 424, 427, 467, 468, 470, 471, 715, 880
 KEUFER, Auguste, 95, 140, 153, 162, 168, 189, 498, 518, 519, 848
 KLÉBER, Jean-Baptiste, 75
 KORNILOV, Lavr, 425
 KRITSCHESKY, Boris, 166, 190
 KUBIAK, 610
 KUHN, 531
 KUMMER, Fritz, 131
 LA CHESNAIS, Pierre-Georget, 151, 319, 320
 LABORDÈRE, Marcel, 252, 268
 LACOMBE, Paul, 126
 LACROIX, Achille, 751
 LAFARGUE, Paul, 142
 LAFONT, Charles, 64, 126
 LAFONT, Ernest, 416, 420, 427, 469, 532
 LAGARDELLE, Hubert, 81, 94, 97, 163, 164, 167
 LALANDE, André, 70
 LAMARTINE, Alphonse de, 266
 LAMBERT-RIBOT, Alfred, 307
 LAMPRECHT, Karl, 126
 LANDOWSKI, Paul, 730, 732
 LANDRIEU, Philippe, 150, 151
 LANSON, Gustave, 150
 LARRUE, Gerald, 763, 764
 LASKINE, Edmond, 177, 185
 LASSALLE, Ferdinand, 86, 87
 LASTIER, Jules, 445
 LAUDIER, Henri, 543
 LAURENT, Charles, 488, 850
 LAVAL, Pierre, 662, 678, 848
 LAVERGNE, (lieutenant-colonel), 418, 419, 848
 LAW, Andrew Bonar, 723
 LAZARD, Max, 189, 311, 333, 376, 498, 499, 562, 848
 LE MOIGN, Eugène, 753
 LE PLAY, Frédéric, 196
 LEBAS, Jean, 606, 690, 722, 723, 724, 725, 751, 831
 LEBEY, André, 173, 174, 175, 176, 177, 200, 231, 320, 431, 434, 848
 LECLERC DE PULLIGNY, Jean, 345, 346, 347
 LECOEUR, 347
 LEDEUIL, 675
 LEDRU-ROLLIN, Alexandre, 88, 99
 LEFEBVRE, Raymond, 222, 408, 434, 435, 458, 491, 516, 517, 531, 532, 877, 881
 LEFRANC, Georges, 91, 263, 485, 538, 599, 600, 672, 682, 683, 705, 725, 761, 770, 870, 881
 LEGIEN, Carl, 166
 LEGRAND, Daniel, 559, 560
 LEGRAS, Jules, 68, 69, 182
 LEIPART, Theodor, 166, 697, 848
 LEMAISTRE, Jean, 752
 LEMERCIER, Camille, 414, 632, 635, 652, 653, 654, 656, 673, 847
 LEMIR, 536, 606
 LÉNINE, (Vladimir Illitch Oulianov, dit), 360, 398, 405, 406, 415, 416, 427, 458, 459, 460, 462, 465, 471, 492, 517, 529, 531, 534, 590, 594, 616, 861, 863, 867
 LÉONOVITCH, 470
 LERAY, Lucien, 149, 740
 LERMINA, Jules, 148
 LEROUSSEAU, Lucien, 750
 LEROY, MAXIME, 68, 145, 170, 678, 870
 LEROY-BEAULIEU, Paul, 68, 145
 LEUTHNER, Karl, 284
 LEVASSEUR, Paul, 498
 LÉVY, Emmanuel, 93
 LÉVY, Gaston, 223, 848
 LÉVY, Louis, 53
 LÉVY, Roger, 88
 LÉVY-BRUHL, Lucien, 169, 185, 414, 478, 653, 741, 757, 848
 LIEBKNECHT, Karl, 106, 279, 306, 390, 393
 LISTZ, Franz von, 286
 LITVINOV, Maxime, 588, 591, 610
 LLOYD GEORGE, David, 313, 339, 380, 565, 718, 815, 848, 859
 LONGUET, Jean, 30, 115, 151, 156, 177, 179, 191, 304, 308, 389, 394, 396, 397, 399, 400, 404, 406, 407, 409, 415, 427, 432, 438, 459, 475, 495, 497, 512, 516, 521, 524, 525, 528, 530, 532, 534, 535, 538, 539, 541, 658, 671, 691, 751, 795, 796, 869
 LORiot, Fernand, 435, 491, 513, 530, 532, 871
 LOUCHEUR, Louis, 22, 41, 309, 321, 324, 326, 327, 329, 331, 334, 335, 354, 355, 357, 364, 370, 371, 377, 379, 380, 382, 829, 861, 882

LOZAI, Amable, 751
 LUQUET, Alexandre, 183, 281, 432
 LUXEMBOURG, Rosa, 390
 LVOV, Gueorgui (dit Prince Lvov), 419, 425
 LYAUTEY, Hubert, 379
 MABLY, Gabriel Bonnet de, 136
 MACDONALD, Ramsay, 160, 166, 167, 172, 314, 564, 723, 808
 MACÉ, Henri, 151
 MACHEFER, Philippe, 761
 MACRON, 214
 MACRON, Emmanuel, 20, 728, 768, 891
 MADAY, André de, 37, 855
 MAHAIM, Ernest, 264, 565, 732, 737
 MAILLY, Alexis, 169
 MAITRON, Jean, 149, 740
 MAITROT, 221
 MAKLAKOV, Vassili, 468
 MALLOIRE, Clémence (épouse Thomas), 59, 60
 MALLOIRE, Emma, 60
 MALON, Benoît, 138, 147, 160, 171, 172, 174, 177, 196, 862
 MANDEL, Georges, 471
 MANTOUX, Jacques, 39, 313, 314, 759, 760, 855
 MANTOUX, Mathilde, 313, 314
 MANTOUX, Paul, 39, 109, 313, 314, 315, 339, 380, 477, 499, 741, 758, 759, 855
 MARAIS, Henri, 82, 83, 87, 169, 312, 330, 477
 MARCEAU, François Svérin, 75
 MARCH, Lucien, 499, 640, 681, 682
 MARKUSSON, 589
 MARQUET, Adrien, 529, 685, 750
 MARTIN, Léon, 751
 MARTIN, William, 654
 MARTINET, Henri, 215, 217
 MARTY, André, 465, 466
 MARX, Karl, 61, 85, 86, 87, 89, 109, 112, 124, 126, 130, 143, 182, 248, 249, 293, 304, 389, 396, 413, 458, 459, 611, 643, 687, 693, 722, 808, 874, 883
 MASARYK, Tomáš Garrigue, 383, 859
 MATER, André, 97, 160, 181, 182, 478, 479, 565
 MATTEOTTI, Giacomo, 707
 MAUJAN, Adolphe, 228, 229, 232, 238
 MAUREL, André, 151
 MAURETTE, Fernand, 66, 67, 485, 577, 578, 648, 663, 664, 739, 847, 850, 860, 869
 MAURETTE-DUPUY, Marie-Thérèse, 578, 648, 869
 MAURICE, Legendre, 59, 63, 71, 72
 MAURIN, 239
 MAURRAS, Charles, 449, 862
 MAUSS, Marcel, 93, 150, 151, 192, 197, 199, 477, 848
 MAY, Henry John, 579, 580, 697
 MAYÉRAS, Barthélémy, 308
 MEEKER, Royal, 577, 630
 MEHRING, Franz, 390
 MÉNARD, Paul, 180
 MÉNARD-DORIAN, Aline, 15, 70, 84, 144, 178, 179, 180, 181, 182, 383, 466, 467, 474, 517
 MENDÈS FRANCE, Pierre, 713, 761, 871, 882
 MÉQUET, Gustave, 682
 MERRHEIM, Alphonse, 168, 267, 268, 355, 358, 393, 398, 432, 482, 484, 498, 516, 884
 MERTENS, Corneille, 593
 MERZET, Étienne, 599
 MICHEL, Louise, 753
 MICHELET, Jules, 15, 59, 61, 62, 63, 66, 68, 70, 71, 75, 81, 104, 121, 124, 173, 217, 432
 MIDDLETON, James, 166, 724
 MILACHEVSKI, A., 468
 MILDRED, 172
 MILHAUD, Edgard, 66, 97, 105, 109, 126, 129, 145, 150, 153, 173, 204, 247, 248, 255, 256, 264, 265, 266, 433, 456, 479, 578, 582, 630, 640, 643, 644, 646, 647, 654, 663, 667, 668, 670, 683, 685, 710, 773, 808, 850, 859, 873
 MILHAUD, Maurice, 648, 685, 850
 MILLERAND, Alexandre, 31, 35, 42, 43, 45, 49, 63, 66, 78, 79, 94, 110, 112, 113, 114, 115, 118, 119, 130, 133, 140, 144, 146, 151, 155, 189, 252, 253, 259, 261, 275, 278, 286, 293, 306, 307, 308, 326, 327, 328, 329, 344, 354, 355, 357, 391, 395, 419, 447, 475, 540, 542, 549, 561, 568, 643, 718, 719, 767, 775, 780, 796, 829, 849, 853, 862, 873, 881, 886
 MILLIÈS-LACROIX, Raphaël, 377

MILOUKOV, Pavel, 421, 437
 MISTRAL, Paul, 396, 436, 516
 MITTERRAND, François, 730, 760, 766,
 767, 892
 MODIGLIANI, Emanuele, 707
 MOLLET, Guy, 759, 761
 MONATTE, Pierre, 164, 393
 MONIS, Ernest, 261
 MONNER, Jean, 753
 MONNET, Jean, 570, 862
 MONTAGUE-BARLOW,
 Clement Anderson, 723
 MONTAIGNE, Michel de, 71, 881
 MOREL, Aimée-Louise, 315, 316, 323,
 331, 629, 630, 650, 675, 676, 742, 743,
 850, 892
 MORELLET, Jean, 732, 741
 MORELLY, Étienne-Gabriel, 136
 MORGARI, Oddino, 397, 398
 MORIN, Ferdinand, 751
 MORIZET, André, 151, 362
 MORSE, David, 763
 MOUCHEZ, 145
 MOULINIER, Charles, 432
 MOURRET, (général), 312, 330
 MOUTET, Marius, 58, 412, 414, 420, 427,
 741, 743, 758, 759, 763
 MÜLLER, Hermann, 302, 715
 MUNDT, Martha, 714
 MUSSOLINI, Benito, 706, 707, 827
 MUTSCHLER, Christian, 166, 172, 187,
 197, 200, 203, 862
 MYRENS, Pierre, 102
 NAPOLÉON III, 138, 140, 141
 NAST, Alfred, 362
 NICOD, René, 390, 518
 NICOD, Thérèse, 630
 NICOLAS II, 381, 416, 418
 NOGARO, Bertrand, 343, 361, 477
 NOSKE, Gustav, 531
 OCTORS, Alphonse, 166, 167, 172, 848
 ONI, A. N., 468
 OUALID, William, 324, 325, 326, 332,
 336, 361, 451, 478, 479, 502, 665, 769,
 848, 851, 862
 OUDEGEEST, Jan, 595, 697, 821
 OWEN, Robert, 197, 202, 559, 560, 643,
 644, 809, 812
 PAGEOT, Auguste, 751
 PAINLEVÉ, Paul, 30, 39, 464, 720, 853,
 864
 PALÉOLOGUE, Maurice, 381, 418, 424,
 425, 426, 862
 PARDO, Guido, 585, 663, 847
 PASCAL, Pierre, 423, 427, 871
 PAUL-BONCOUR, Joseph, 286, 486, 671,
 680, 687, 688, 692, 741, 758, 759, 779,
 848, 867, 890
 PAX, 395, 407
 PECH, Gabriel, 754
 PÉCHIN, Pierre, 229
 PECQUEUR, Constantin, 89, 90, 91, 92,
 255, 872, 888
 PECQUEUR, Eugène, 91
 PÉDRON, Étienne, 230
 PELLETAN, Camille, 179
 PELLOUTIER, Fernand, 126, 130, 191,
 197, 579
 PÉNÉ, 675
 PERDRIX, Jean, 753
 PÉRICAT, Alfred, 97
 PÉTAÏN, Philippe, 379, 678, 755
 PETIT, Eugène, 419, 464, 848, 864, 879
 PEYERIMHOFF, Henri de, 498, 499, 848
 PHELAN, Edward Joseph, 21, 552, 576,
 577, 591, 609, 610, 611, 612, 613, 618,
 624, 625, 633, 636, 651, 652, 661, 673,
 732, 737, 763, 884
 PICARD, Roger, 176, 177, 361, 477, 848
 PICQUENARD, Charles, 171, 324, 325,
 326, 332, 336, 337, 451, 665, 732, 769,
 848, 862
 PIE X, 74
 PIÉRARD, Louis, 721, 746
 PILLET, Maurice, 606
 PINOT, Robert, 307, 498, 499, 518, 571,
 572, 573, 574, 640, 718, 800, 803, 807,
 848
 PIOCH, Georges, 545
 PIRELLI, Alberto, 578, 805
 PLANCHARD, Roland, 746
 PLISSARD, René, 582
 PLON, Marie, 427
 POGGIOLI, Antonin, 755
 POINCARÉ, Raymond, 170, 286, 308, 609,
 688, 720, 863
 POISSON, Ernest, 79, 167, 176, 180, 187,
 197, 200, 201, 203, 204, 222, 247, 368,

369, 412, 432, 433, 505, 523, 543, 579,
 582, 668, 697, 721, 749, 788, 848, 863
 PONARD, Henri, 518
 PONCET, Paul, 231, 395, 516
 PÔNE, Camille, 741, 849
 PONTCHY, Isidore, 750, 760
 POUGET, Émile, 153, 163, 164, 376
 POUILLET, Émile, 215
 PRALON, Léopold, 364
 PRAT, Émile, 751
 PRÉLOT, Marcel, 90
 PRESSEMANE, Adrien, 393, 396, 474,
 516, 518, 795, 796
 PRESSENSÉ, Francis de, 150, 151, 168
 PROTIN, Jules, 685
 PROUDON, Pierre-Joseph, 89, 90, 130,
 139, 148, 503
 PROUST, Marcel, 179
 PUGLIESI-CONTI, Paul, 288
 PYOT, (lieutenant-colonel), 417
 QUIST, A., 131, 166
 RAFFIN-DUGENS, Jean-Pierre, 308, 394,
 402, 413, 516
 RAMADIER, Paul, 113, 130, 316, 364,
 543, 584, 651, 661, 667, 738, 741, 758,
 759, 763, 848, 866
 RANDALL, J., 663
 RAPPOPORT, Charles, 287, 415, 458
 RATHENAU, Walter, 380, 503
 RAY, Marcel, 108
 RÉAU, Louis, 82
 RÉMY, Léon, 151
 RENARD, Georges, 66, 140, 162, 173, 178,
 848
 RENAUDEL, Gaston, 258
 RENAUDEL, Pierre, 31, 34, 38, 151, 179,
 222, 247, 258, 280, 301, 302, 303, 305,
 390, 391, 392, 397, 398, 399, 400, 403,
 404, 405, 407, 413, 414, 432, 433, 434,
 436, 453, 456, 463, 465, 473, 475, 488,
 490, 491, 492, 500, 504, 515, 516, 519,
 522, 523, 524, 527, 528, 529, 530, 532,
 535, 536, 538, 539, 540, 543, 544, 653,
 658, 671, 680, 689, 703, 707, 749, 786,
 795, 848, 852, 854, 859, 863, 891, 892
 RENAULT, Louis, 329, 364, 371, 375, 518,
 572
 RENNERT, Karl, 280
 RENOULT, Daniel, 545, 676
 RENS, Jef, 738, 764
 RÉVELIN, Louis, 150
 REY, Abel, 90
 RIAZANOV, David, 611
 RIBOT, Alexandre, 15, 377, 416, 423, 863
 RICARDO, David, 85
 RICHARD, Albert, 138
 RIDDELL, Walter Alexander, 663
 RIETSCH, André, 445
 RIFF, Eugène, 147, 679
 RIVES, Paul, 648, 659, 675, 677, 678, 679,
 683, 749
 RIVIÈRE, Marcel, 37, 177, 187, 188, 270,
 526, 585, 692, 693, 854, 857, 859, 860,
 861, 862, 863, 881, 887
 ROBERTSON, Denis H., 252
 ROCCO, Alfredo, 707
 ROCQUIGNY, Robert de, 196, 883
 ROLDES, Maxence, 280
 ROLLAND, Romain, 416
 ROMANOV, (Nicolas II), 405
 ROQUES, Mario, 31, 34, 39, 83, 312, 315,
 316, 317, 321, 322, 331, 380, 382, 423,
 430, 438, 469, 477, 480, 492, 577, 606,
 608, 635, 648, 656, 673, 674, 675, 676,
 677, 678, 679, 680, 725, 732, 740, 743,
 746, 769, 772, 848, 850, 851, 852, 854,
 860
 ROSMER, Alfred, 344, 391, 392, 393, 395,
 396, 399, 403, 463, 863, 887
 ROTTACH, Edmond, 70, 71
 ROUANET, Gustave, 110, 146, 150, 151
 ROUSSEAU, Jean-Jacques, 71, 136, 355
 ROWNTREE, Benjamin Seebohm, 314
 RUDEANU, (général), 380, 382, 860
 RÜHLE, Otto, 390
 RUYSSSEN, Théodore, 282
 RYDER, Guy, 728
 SABIN, Jean, 495
 SADOUL, Jacques, 423, 459, 461, 464,
 465, 494
 SADOUL, Yvonne, 465
 SAINT LOUIS, 29, 881
 SAINT-JUST, Louis Antoine de, 424, 467,
 767
 SAINT-SIMON, Henri de, 90, 91, 92, 94,
 405
 SALENGRO, Roger, 795
 SALOMON, Mathilde, 84, 88, 104
 SALOV, 469
 SAMUEL, Herbert, 339

SANGER, Sophy, 636, 649
 SARKOZY, Nicolas, 767, 768, 892
 SCHIFF, Victor, 749, 849
 SCHLICKE, Alexander, 648
 SCHMIDT, Vasili, 588, 589
 SCHMOLLER, Gustav, 106, 107, 110
 SCHOELCHER, Victor, 761
 SCHULZE-DELITZSCH, Hermann, 129
 SECRÉTANT, Jacques, 668
 SEGUIN, Philippe, 759
 SÉGUINIOL, Jean Antoine, 222, 224
 SEIGNOBOS, Charles, 64, 126
 SEIHLAC, Léon de, 170, 191, 192, 193,
 194, 196, 220, 864, 876, 890
 SEITZ, Karl, 659, 849
 SELLHEIM, 166
 SELLIER, Henri, 162, 169, 172, 176, 178,
 186, 187, 188, 190, 220, 221, 223, 232,
 246, 348, 364, 407, 408, 412, 463, 474,
 505, 562, 856, 859, 866, 868
 SÉMANAZ, Jean-Baptiste, 221
 SEMASHKO, Nikolai, 610
 SEMBAT, Marcel, 39, 62, 81, 98, 99, 147,
 168, 179, 231, 267, 272, 275, 280, 286,
 297, 302, 304, 305, 306, 307, 308, 309,
 326, 379, 388, 394, 397, 399, 404, 405,
 407, 408, 410, 411, 414, 432, 435, 439,
 451, 453, 463, 473, 516, 519, 534, 539,
 758, 759, 831, 853, 863, 870, 881
 SÉVERAC, Jean-Baptiste, 412, 470
 SÉVIN, Édouard, 321, 322, 323, 333, 334,
 345, 395
 SHAW, George Bernard, 640, 650, 808,
 849
 SHAW, Tom, 723, 724
 SHOTWELL, James Thomson, 22, 472,
 479, 545, 546, 558, 559, 593, 887
 SHYROCK, Bertha, 166
 SIEGFRIED, André, 64, 220
 SIGG, Jean, 167, 176
 SIMARD, Marie-Louise, 755
 SIMIAND, François, 34, 83, 93, 99, 108,
 126, 185, 204, 312, 313, 315, 316, 317,
 318, 321, 322, 329, 361, 371, 378, 380,
 412, 423, 438, 477, 478, 498, 502, 635,
 664, 665, 851, 853, 877
 SIMON, Rodolphe, 175
 SIMONS, A. M., 518
 SION, Joan, 166
 SION, Jules, 82, 682
 SIZAIRE, Henri, 496, 497
 SKATULA, Emmanuel, 166
 SMITH, Adam, 85
 SOMBART, Werner, 166
 SOUVARINE, Boris, 170, 491, 531, 532
 SPINASSE, Charles, 678
 SPINETTA, Cyrille, 497, 530, 535, 538,
 540, 677, 795
 SPINOZA, Baruch, 71
 SPIRE, André, 95
 STAAL, Adolf, 596, 702, 855
 STALINE, Joseph, 590
 STARKOFF, Vera, 95
 STEEG, Théodore, 283
 STEIN, Oswald, 668, 850
 STEINER, Joseph, 131
 STRAUSS, Paul, 33, 49, 220, 339
 STREUSI, Hans, 763
 TAFT, William Howard, 518
 TANGER, Albert, 151
 TARDIEU, André, 267, 368, 609
 TARLÉ, Eugène, 136
 TCHEIDZE, Nicolas, 467
 TCHERNOFF, Iouda, 126, 138, 200, 204,
 518, 859
 TEXCIER, Jean, 543
 THIBAUDET, Albert, 97, 355, 775, 863
 THIBERT, Marguerite, 30, 33, 58, 630,
 631, 641, 647, 670, 681, 685, 690, 714,
 732, 737, 739, 740, 741, 742, 745, 757,
 763, 764, 765, 888
 THIERS, Adolphe, 61
 THOMAS, Aristide, 61, 62, 165, 239
 THOMAS, Eugène, 221
 THOMAS, Madeleine, 34, 37, 58, 60, 82,
 144, 174, 176, 180, 217, 228, 238, 284,
 713, 738, 742, 744, 745, 746, 853
 THOMAS, Madeleine (née Chaufaille), 21,
 165, 612
 THOREZ, Maurice, 353
 TILLOY, Eugène, 751
 TIXIER, Adrien, 648, 663, 668, 669, 670,
 850, 884
 TOMSKI, Mikhaïl, 610
 TOPALOVIC, Zivko, 596, 702, 855
 TOURON, Eugène, 288
 TRICOTEAUX, Romain, 751
 TRISTAN, Flora, 116
 TROELSTRA, Pieter Jelles, 430
 TROTSKI, Léon, 398, 405, 458, 863

TSERETELLI, Irakly, 467
 UHRY, Jules, 518
 UMBREIT, Paul, 131
 VAILLANT, Édouard, 59, 113, 181, 183,
 187, 218, 248, 257, 269, 286, 299, 302,
 304, 394, 397, 400, 403, 432, 728, 753,
 759, 869
 VALOIS, Georges, 318
 VALOT, Stéphane, 629
 VAN DEN BORREN, Charles, 97
 VANDERVELDE, Émile, 94, 97, 130, 167,
 177, 179, 200, 264, 280, 394, 397, 398,
 405, 420, 435, 471, 473, 512, 521, 564,
 566, 567, 658, 779, 863, 885
 VARENNE, Alexandre, 305, 404, 519, 543
 VARLEZ, Louis, 166, 193, 631, 663, 889
 VEBER, Adrien, 91, 174, 216, 251
 VENNAT, 675
 VERFEUIL, Raoul, 531
 VERNAY, Alfred, 752
 VERNET, Madeleine, 98, 99, 102, 884
 VIGNOLS, Léon, 168
 VILLAIN, Raoul, 301
 VIPLÉ, Marius, 22, 31, 46, 384, 409, 471,
 472, 560, 563, 628, 635, 643, 644, 645,
 647, 650, 652, 655, 656, 657, 658, 659,
 660, 661, 662, 691, 699, 702, 703, 710,
 732, 743, 765, 773, 783, 795, 810, 820,
 847, 849, 850, 852
 VIVIANI, René, 15, 94, 150, 151, 275, 297,
 304, 305, 308, 338, 341, 381, 393, 418,
 439, 518
 VOILIN, Lucien, 221, 358, 374, 378, 438
 VOLLMAR, Georges von, 39, 106, 107,
 108, 110, 146, 854
 WAGNER, Adolphe, 106, 107, 110
 WALDECK-ROUSSEAU, Pierre, 133,
 354, 600
 WALINE, Pierre, 307, 625, 740, 763, 764,
 863
 WALLON, Henri, 72
 WAROQUIER, Henri, 228
 WEBB, Béatrice, 97, 130, 187, 228, 246,
 314, 848, 863
 WEBB, Sidney, 97, 130, 187, 228, 246,
 314, 848, 863
 WEGERER, Alfred von, 526, 863
 WEILL-RAYNAL, Étienne, 185
 WELS, Otto, 522, 524
 WILETTE, Adolphe, 231
 WILSON, Woodrow, 92, 415, 434, 435,
 436, 440, 462, 471, 475, 479, 486, 492,
 496, 512, 516, 518, 520, 529, 564, 791,
 820, 867
 WINARSKY, Leopold, 280
 WRANGEL, Piotr, 468
 WURM, Emmanuel, 200
 XÉNOPOL, Alexandru Dimitrie, 126
 YVETOT, Georges, 98
 ZAGORSKY, Simon, 585, 589, 590, 860
 ZETKIN, Clara, 281, 390
 ZÉVACO, Michel, 150
 ZINOVIEV, Grigori, 532
 ZUTTER, Maurice, 450

Sources

Archives

Archives historiques de l'Organisation internationale du Travail (Genève). ABIT (Archives du BIT).

Les voyages d'Albert Thomas

CAT 1-28-5. Voyage en Extrême-Orient (novembre 1928, Russie, préparation).

Discours d'Albert Thomas

CAT 3-19 CAT 3-23 CAT 3-27 CAT 3-31

CAT 3-20 CAT 3-24 CAT 3-28

CAT 3-21 CAT 3-25 CAT 3-29

CAT 3-22 CAT 3-26 CAT 3-30

Articles, brochures, préfaces et interviews d'Albert Thomas

CAT 3-19 CAT 3-23 CAT 3-27 CAT 3-31

CAT 3-20 CAT 3-24 CAT 3-28

CAT 3-21 CAT 3-25 CAT 3-29

CAT 3-22 CAT 3-26 CAT 3-30

Le BIT comme institution

CAT 4-18. « Contacts et frictions ». Problèmes des droits et obligations des fonctionnaires et du Directeur lui-même dans le domaine de l'activité politique.

CAT 4-31 et CAT 4-32. Le BIT comme institution – la Direction, correspondance d'Albert Thomas avec Arthur Fontaine en sa qualité de président du Conseil d'administration (22.12.1919 – 31 12. 1924).

CAT 4-33. Échanges écrits d'Albert Thomas avec ses collaborateurs immédiats.

CAT 4-34. Notes et lettres échangées entre Albert Thomas et Harold Butler, directeur adjoint (1923).

CAT 4-35. Notes et lettres échangées entre Albert Thomas et Harold Butler, directeur adjoint (1921-1922).

CAT 4-37. Correspondance entre Albert Thomas et Georges Fleury (1921) et entre Albert Thomas et Camille Lemerancier (1921).

CAT 4-38. Échanges écrits d'Albert Thomas avec ses collaborateurs immédiats. Correspondance entre Albert Thomas et Fleury (cabinet) en 1922.

CAT 4-39. Échanges écrits d'Albert Thomas avec ses collaborateurs immédiats. Correspondance entre Albert Thomas et Fleury (cabinet) en 1923.

CAT 4-40 et CAT 4-41. Échanges écrits d'Albert Thomas avec ses collaborateurs immédiats. Notes pour Marius Viple de 1923 à 1926 et de 1927 à 1932.

CAT 4-42. Échanges écrits d'Albert Thomas avec ses collaborateurs immédiats. Fragments de la correspondance entre Albert Thomas et Marius Viple (1922-1932).

CAT 4-43. Le BIT comme institution – la Direction – échanges de notes entre Albert Thomas et Fernand Maurette.

CAT 4-44 et CAT 4-45. Échanges écrits d'Albert Thomas avec ses collaborateurs immédiats.

CAT 4-49. Notes du Directeur aux différents services. Année 1920.

CAT 4-50. Notes du Directeur aux différents services. Année 1921.

CAT 4-181 et CAT 4-182. Notes personnelles manuscrites non datées d'Albert Thomas.

Les relations et informations nationales et internationales

CAT 5-35-1 (A & B) France. Correspondance – Lettres et démarches à Paris.

CAT 5-35-2. France. Lettres, visites, conférences ou discours à Bordeaux, Lyon, Montpellier, Nancy.

CAT 5-35-3 (A & 8) France. Informations diverses – Interventions pour la solution de quelques grands conflits sociaux – État des ratifications – Interventions en faveur de la ratification de la convention sur la journée de huit heures.

CAT 5-35-4 France. Confédération générale du Travail.

CAT 5-35-5 (A à C) France. Correspondance avec le Bureau de Paris (1920-1923).

CAT 5-35-6 (A à C) France. Correspondance avec le Bureau de Paris (1924-1932).

CAT 5-76-3. URSS. Informations politiques – Carnet de voyage de Métayer.

CAT 5-76-4. URSS. Informations diverses, notamment Projet de collaboration franco-russo-allemand pour la reconstruction de l'URSS (1922) – La famine en Russie, mission Pardo (1921) – Les délégués soviétiques à la Conférence économique de Gênes (1922).

CAT 5-76-6. URSS. Relations avec les coopératives russes. Voyages de coopérateurs français en URSS.

CAT 5-76-5. URSS. Travail forcé.

CAT 5-76-7. URSS. Quelques éléments des pourparlers en vue ou à l'occasion de la collaboration URSS- BIT.

CAT 6A-7-1. Affaires russes.

CAT 6A-7-2. Affaires russes. Correspondance et documents divers sur l'entrée et la collaboration de l'URSS dans l'OIT (1928-1937).

CAT 6A-7-3. Affaires russes. Questions diverses (1922-1935).

Les dossiers de correspondance d'Albert Thomas avec différentes personnalités

| | |
|----------------------------------|---|
| CAT 7-2. Fritz Adler | CAT 7-319. Erkelenz |
| CAT 7-8. Charles Andler | CAT 7-428. Salomon Grumbach |
| CAT 7-13. Max Lazard | CAT 7-427. Harold Grimshaw |
| CAT 7-18. Alphonse Aulard | CAT 5-435. Pierre Hamp |
| CAT 7-24. Dimitry Balachowsky | CAT 7-438. Lucien Herr |
| CAT 7-28. Émile Balsy | CAT 7-439. Édouard Herriot |
| CAT 7-44. Albert Bedouce | CAT 7-453. Léon Jouhaux |
| CAT 7-84. Édouard Bernstein | CAT 7-458. Auguste Keufer |
| CAT 7-89. Marcel Berthelot | CAT 7-470. Pierre Laval |
| CAT 7-116. Marcel Bidegaray | CAT 7-471. Bernard Lavergne |
| CAT 7-127. Robert Boisnier | CAT 7-473. André Lebey |
| CAT 7-140. Joseph Paul-Boncour | CAT 7-476. Theodor Leipart |
| CAT 4-141. Margaret Bondfield | CAT 7-478. Gaston Lévy |
| CAT 7-142. Max Bonnafous | CAT 7-479. Lucien Lévy-Bruhl |
| CAT 7-162. Émile Borel | CAT 7-480. André Lichtenberger |
| CAT 7-197. Georges Bourgin | CAT 7-481. Lloyd George |
| CAT 7-198. Hubert Bourgin | CAT 7-489. Henri de Man |
| CAT 7-211. Alexandre Bracke | CAT 7-500. Marcel Mauss |
| CAT 7-117. Joseph Bloch | CAT 7-501. Henry J. May |
| CAT 7-218. Rud Breitscheid | CAT 7-535. Alphonse Octors |
| CAT 7-213. Karl Hjalmar Branting | CAT 7-540. William Oualid |
| CAT 7-220. Louis de Brouckère | CAT 7-547. Eugène Petit |
| CAT 7-221. Sidney Webb | CAT 7-548. Henri de Peyerimhoff |
| CAT 7-224. Marcel Cachin | CAT 7-560. Charles Picquenard |
| CAT 7-230. René Cassin | CAT 7-565. Robert Pinot |
| CAT 7-235. Léon Chavenon | CAT 7-573. Ernest Poisson |
| CAT 7-240. André Citroën | CAT 7-558. Roger Picard |
| CAT 7-241. Albert Cohen | CAT 7-592. Paul Ramadier |
| CAT 7-255. Francis Delaisi | CAT 7-629. Georges Renard |
| CAT 7-268. Gaston Dubourg | CAT 7-634. Pierre Renaudel |
| CAT 7-295. Georges Dumoulin | CAT 7-592. Paul Ramadier |
| CAT 7-326. Lucien Febvre | CAT 7-661. Mario Roques/Voyages de Thomas |

CAT 7-328. Arthur Fontaine
CAT 7-366. Charles Gide
CAT 7-390. Justin Godart
CAT 7-399. Samuel Gompers

CAT 7-674. Victor Schiff
CAT 7-679. Karl Seitz
CAT 7-685. George Bernard Shaw

Les affaires françaises et le parti socialiste

| | |
|--|--------------------------------------|
| CAT 8-1-1. International | CAT 8-3. Divers. Affaires françaises |
| CAT 8-1-2-1. France | CAT 8-4-4-1. Affaires françaises |
| CAT 8-1-2-2. France | CAT 8-4-4-2. Affaires françaises |
| CAT 8-1-2-3. France | CAT 8-4-6. Affaires de Paris |
| CAT 8-1-3-1. Jean Jaurès | CAT 8-4-7. Affaires françaises |
| CAT 8-1-3-4. Jean Jaurès | CAT 8-4-8. Affaires françaises |
| CAT 8-1-4. Alexandre Millerand | CAT 8-4-9. Affaires françaises |
| CAT 8-1-5. Divers. Affaires françaises | CAT 8-4-10. Affaires françaises |

Les biographies et nécrologies d'Albert Thomas

CAT 9-7-3. 25^e anniversaire de la mort d'Albert Thomas

Dossiers divers

CAT 10-34. Divers dossiers. Articles, notes d'informations et de propagande sur l'OIT, son œuvre, écrites principalement par Marius Viple (1921-1923).

CAT 10. 5. Conseil économique du Travail.

CAT 10-79. Les origines de l'OIT.

CAT 10.91-3. Dossiers « polémiques avec le personnel du BIT ».

CAT 10.91.25. Dossiers confidentiels concernant des cas ou incidents d'ordre personnel intéressant des fonctionnaires du BIT, 1919-1920.

CAT 10-92-1. Polémiques personnelles avec la presse.

CAT 10-92-2. Polémiques avec la presse (notamment *L'Humanité*).

CAT 10-92-2-12. Polémiques entre le BIT et *L'Information*.

CAT 10-92-2-17. Polémiques avec la presse.

CAT 10-92-2-40. Discussion entre le BIT et *Le Populaire*.

Dossiers du personnel

P. 6. Albert Thomas

P. 314. Robert Boisnier

P. 9. Camille Pône

P. 323. Georges Fauquet

P. 28. Louise Fernande Deffayet

P. 506. Luigi Carrozi

- | | |
|-----------------------------|-----------------------------|
| P. 41. Di Palma Castiglione | P. 673. Maurice Colombain |
| P. 49. Charles Laurent | P. 737. Henri Gallois |
| P. 66. Gaston Dubourg | P. 598. Edgard Milhaud |
| P. 82. Roger Plissard | P. 1289. Oswald Stein |
| P. 217. Adrien Tixier | P. 1688. Georges Dumoulin |
| P. 270. Georges Fleury | P. 1720. Fernand Maurette |
| P. 285. Maurice Milhaud | P. 2464. Hyacinthe Dubreuil |
| P. 288. Marius Viple | P. 4740. Augusta Jouhaux |
| P. 291. Mario Roques | P. 5853. Aimée-Louise Morel |

Divers dossiers de correspondance entre le BIT et l'IOS

A.G. 0/0/1. Agriculture. Collaboration with the Comité Exécutif de la II^e Internationale, Zurich (F. Adler).

I. 1000/01/31/1. F. Adler. Labour and Socialist International.

I. 4064/1/1. Échanges entre F. Adler et le bibliothécaire du BIT.

S/01/1750/1. Internationale ouvrière socialiste.

D600/532/14. Conférence commune de l'IOS et de la FSI pour le désarmement. 22-23 mai 1932.

D600/401/2. Congrès de l'IOS, Marseille, 1926.

D400/401. Congrès de l'Union des Partis socialistes pour l'Action internationale, Vienne, février 1921.

D600/401/4. Congrès de l'IOS, Bruxelles, août 1928.

U/1000/11/1. Commission pour la lutte contre le chômage (IOS et FSI), séance plénière des 21 et 22 janvier 1931, Zurich.

Dossiers portant sur la Société des Amis d'Albert Thomas

D500/1001/1. Société des Amis d'Albert Thomas, meetings of the Executive Committee (1932-1937).

D500/1000/01. Monument à la mémoire d'Albert Thomas (cérémonie d'inauguration, 20 juin 1937).

D500/1002. National Groups of the « Société des Amis d'Albert Thomas ».

D500/1002/57/1. National Groups of the « Société des Amis d'Albert Thomas ».

Autres

Z/9/22/1. Correspondence with Paris Office, 1948-1970.

Z/9/22/ (J1). Paris-Correspondent's Office, 1974-1980.

L'Union, n° 121, 1982. Numéro consacré au cinquantième anniversaire du décès d'Albert Thomas.

Archives nationales

Archives privées. AP.

Fonds Albert Thomas. 94 AP.

- 94 AP 19. Organisation des services de l'Armement.
- 94 AP 20. Attributions du ministère.
- 94 AP 21. Attributions du ministère.
- 94 AP 22. Organisation du ministère.
- 94 AP 25 et 26. Personnel du ministère.
- 94 AP 28 à 94 AP 44. Correspondance du secrétariat particulier (1915-1917).
- 94 AP 52. Notes des collaborateurs de Thomas (notamment Oualid, Simiand et Roques).
- 94 AP 58. Notes diverses, notamment sur les affaires socialistes.
- 94 AP 122. Commission consultative du Travail. Procès-verbaux des séances.
- 94 AP 155. Affaires politiques et lettres anonymes ou signées reçues par Albert Thomas pendant la guerre.
- 94 AP 162. Dossiers divers. Comprend notamment le dossier « curiosités » avec les lettres anonymes ou signées reçues par Albert Thomas pendant la guerre.
- 94 AP 133 à 94 AP 144. Main-d'œuvre et questions ouvrières.
- 94 AP 174 à 94 AP 180. Dossiers portant sur le voyage de Thomas en Russie et Roumanie (mai-juin 1917)
- 94 AP 231. Société des Nations. Documentations et notes préparatoires à des articles et discours.
- 94 AP 232. Bureau international du Travail. Correspondances et documentation.
- 94 AP 245. Papiers et correspondances relatifs à *La Revue syndicaliste* (1905-1907).
- 94 AP 246. Articles et documentations sur les affaires socialistes (1916-1917).
- 94 AP 247. Groupe socialiste au Parlement.
- 94 AP 248. Comités socialistes.
- 94 AP 249. Conférences syndicales et socialistes interalliées (1918-1919).
- 94 AP 250. Conférence de Stockholm.
- 94 AP 273 et 94 AP 274. Bulletin des usines de guerre.
- 94 AP 278. Coupures de presse (1908-1919).
- 94 AP 312 à 94 AP 324. Dossiers de notes et de documentation relatifs à la question des chemins de fer en France. (1900-1914)

94 AP 325 à 94 AP 328. Dossiers de notes et de documentations relatifs à la question des mines en France entre 1908 et 1914, notamment l'affaire de l'Ouenza.

94 AP 348. Questions ouvrières.

94 AP 370. Reconstruction.

94 AP 371. Documentation portant sur la réorganisation de l'armée (1918-1919).

9A AP 373. Documentation portant sur les revendications sociales.

94 AP 374. Dossiers divers sur l'action parlementaire (1918 et 1919) et dossier sur le projet de journal d'Albert Thomas et Pierre Renaudel « Le Travail ».

94 AP 377 à 94 AP 394. Correspondance du Bureau international du Travail (première série).

94 AP 399. Papiers de jeunesse.

94 AP 400. Série de notes personnelles sur différentes questions dont le syndicalisme allemand, le socialisme français, allemand et belge, l'Internationale socialiste.

94 AP 401. Documentation sur les HBM. Invitations du Comité national d'études sociales et politiques.

94 AP 402. Correspondances diverses entre 1915 et 1918 et documentation (coupures de presse) sur le socialisme allemand entre 1918 et 1920.

94 AP 403. Documentation en vue du travail parlementaire, notamment sur les questions économiques et financières entre 1910 et 1913.

94 AP 404. Documentation en vue du travail parlementaire (1919) et documentation portant sur le parti socialiste (notamment les congrès de 1908 et 1910).

94 AP 405. Documentation en vue du travail parlementaire (1910-1913) et documentation portant sur les congrès socialistes entre 1903 et 1920.

94 AP 406. Documentation portant sur les congrès de divers partis socialistes entre 1916 et 1918.

94 AP 407 à 94 AP 411. Correspondance reçue entre 1917 et 1920.

9A AP 412. Suppléments non classés. Période avant 1914. Documentations portant sur les campagnes électorales d'Albert Thomas.

94 AP 413. Suppléments non classés. Période 1914-1917. Comprend notamment une importante correspondance entre Roques/Thomas et Renaudel.

94 AP 414. Suppléments non classés. Période 1914-1917. Comprend des dossiers de correspondance, notamment avec les réseaux de la coopération.

94 AP 415. Suppléments non classés. Période 1917-1920. Comprend des dossiers de correspondance, notamment avec Marius Viple.

94 AP 416 et 94 AP 417. Suppléments non classés. Correspondances diverses de la période 1916-1934.

94 AP 418 à 420. Suppléments non classés. Documentation diverse sur la période de guerre, et les affaires sociales internationales dans les années 1920.

AN 94 AP 423. Agendas annotés par Albert Thomas. 1914-1916 et 1927-1930.

AN 94 AP 424. Carnets comportant en particulier des notes prises par Albert Thomas au cours de voyages (notamment l'Amérique latine, l'Amérique du Nord et les pays scandinaves et baltes).

94 AP 470 à 482. Correspondance active de 1916 à 1932.

94 AP 474. Œuvres d'Albert Thomas.

94 AP 475 et 476. Campagnes électorales et documentation sur les élections françaises de 1906 à 1925.

94 AP 478. Dossiers divers de documentations sur les affaires politiques.

94 AP 479. Dossiers de documentation sur les chemins de fer et les cheminots.

94 AP 480. Dossiers de documentations portant sur les coopératives de consommation et les congrès coopératifs.

94 AP 481. Dossiers de documentations portant sur le syndicalisme français.

94 AP 482. Documentation relative à Albert Thomas (articles, discours, hommages, notes de Madeleine Thomas).

Fonds Alexandre Millerand. 470 AP.

470 AP 01. Souvenirs.

470 AP 03 et 69. Correspondances. Comprend une courte correspondance entre Albert Thomas et Alexandre Millerand entre 1922 et 1923.

Fonds Marcel Sembat. 637 AP.

637 AP 173. Correspondance entre Albert Thomas et Marcel Sembat entre 1905 et 1921.

Fonds Paul Painlevé. 313 AP.

313 AP 221. Correspondance entre Albert Thomas et Paul Painlevé entre 1925 et 1927.

Fonds Vincent Auriol. 552 AP.

552 AP 187. Notes et écrits de Vincent Auriol.

552 AP 168. Correspondance de 1962 au sujet d'un projet avorté d'intersociété Léon Blum et Albert Thomas.

Collections et papiers d'érudits.

AB XIX 1966. François Simiand, papiers d'érudits. Comprend notamment les comptes rendus du Comité permanent d'études relatives à la prévision des chômages industriels entre 1917 et 1919.

Archives de surveillance policière.

AN F7/16023². Dossier de surveillance policière d'Albert Thomas.

AN F7/15971². Dossier de surveillance policière de Jean Jaurès.

AN F7/15957². Dossier de surveillance policière de Louis-Oscar Frossard.

AN F7/16001². Dossier de surveillance policière de Pierre Renaudel.

AN F7/13074. Notes politiques sur la SFIO entre 1912 et 1915.

AN F7/13069. Congrès socialistes internationaux, 1896-1919.

Archives de la commission de l'Armée au Sénat.

69 S 1. Auditions d'Albert Thomas les 5, 17, 18 et 22 juin 1915.

69 S 2. Auditions d'Albert Thomas les 27 juillet, 15 septembre, 17 septembre, 21 septembre, 1^{er} octobre et 19 novembre 1915.

69 S 3. Auditions d'Albert Thomas les 18 et 27 septembre 1915.

69 S 4. Auditions d'Albert Thomas les 6 et 8 mars et le 21 avril 1916.

Archives de l'Institut de France

Fonds Mario Roques.

MS 7737-14. Dossier Hugoniot. Feuilles 703 à 757.

MS 6161. Correspondance entre Mario Roques et Albert Thomas.

MS 6142. Correspondance entre Mario Roques et Léon Blum.

MS 6143. Correspondance entre Mario Roques et Georges Bourgin.

Archives de l'International Institute of Social History d'Amsterdam

ARCH01240. Fonds Bertus Willem Schaper.

ARCH01538. Archives Éditions Marcel Rivière (Paris). 528. Thomas Albert.

Sozialistische Monatshefte Archives 191. Ce dossier correspond une importante correspondance entre Albert Thomas et Joseph Bloch.

Eduard Bernstein Papers. D700.

Papiers Von Vollmar, 2095.

Archives de l'Internationale Ouvrière Socialiste (International Labor and Socialist Archive).

Dossier 591. Circulaires de l'année 1928.

Dossier 627. Congrès de Bruxelles, 1928. Comprend les télégrammes échangés entre Adler et Thomas au sujet de la participation de ce dernier au congrès des corporations fascistes à Rome en 1928.

Dossiers 781, 782, 783 et 784. Échanges entre l'IOS et le BIT au sujet de la commission mixte de la FSI et de l'IOS pour la lutte contre le chômage.

Dossier 902. Échanges entre la FSI, l'IOS et le BIT concernant le congrès mondial des migrations en 1926.

Dossier 2192. Correspondance entre des membres de l'IOS et le BIT.

Dossier 2318. Autre correspondance.

Divers dossiers de correspondance de l'IOS avec les membres de l'OIT.

Dossier 3085. William Burge

Dossier 3086. Angelo Cabrini

Dossier 3087. Georges Dumoulin

Dossier 3088. André de Maday

Dossier 3089. Robert Boisnier

Dossier 3091. Jan de Roode

Dossier 3092. E. Ryser

Dossier 3095. A. Staal

Dossier 3096. L. Steinig

Dossier 3097. Albert Thomas

Dossier 3098. Z. Topalovic

Dossier 3100 portant sur l'attitude d'Albert Thomas face au fascisme (1927-1928).

Dossier 3101 portant sur le voyage d'Albert Thomas en Asie du Sud (1928-1929).

Dossier photographique « Souvenir d'Albert Thomas »

Archives municipales de Champigny-sur-Marne

Registres de délibérations du conseil municipal, de 1904 à 1919.

6Z fonds Jacques Mantoux.

Archives de La Contemporaine à Nanterre

Fonds Paul Mantoux.

Archives de l'INA

ORTF. Émissions de radio du 21 mai et 16 juin 1969 pour le 50^e anniversaire de l'OIT.

Sources imprimées

Périodiques :

L'Avenir

L'Humanité

L'Information ouvrière et sociale

La Petite République

La Revue de l'Enseignement primaire et primaire supérieur

La Revue internationale du Travail

La Revue socialiste

La Revue socialiste, syndicaliste et coopérative

La Revue syndicaliste

La vie socialiste

Le Bulletin communiste (organe du Comité pour la III^e Internationale)

Le Bulletin des usines de guerre

Le cri des travailleurs (organe hebdomadaire de la Fédération d'Unité Socialiste du Tarn)

Le Populaire

März

Notes critiques. Sciences sociales

Publications officielles :

Journal Officiel de la République française. Débats parlementaires.

Ouvrages d'Albert Thomas :

THOMAS Albert (et al.), *Mélanges offerts à M. Charles Andler par ses amis et ses élèves*, Strasbourg, Librairie Istra, 1924.

THOMAS Albert et SELLIER Henri, *Les Offices publics d'approvisionnement et l'intervention des Communes et des départements en matière d'alimentation*, Paris, Fédération nationale des coopératives de consommation, 1918.

THOMAS Albert, « Albert Thomas on the International Control of Migration », *Population and Development Review*, 1983, vol. 9, n° 4, p. 703-711.

THOMAS Albert, « L'organisation internationale du travail : Origine – Développement – Avenir », *Revue internationale du Travail*, vol. 1, n° 1, janvier 1921.

THOMAS Albert, « Napoleon and the Rise of Personal Government (1852-1859) » ; « The Liberal Empire (1860- 1870) », *The Cambridge Modern History*, vol. XI, chapitres X et XVII, Cambridge, Cambridge University Press, 1909, p. 286-308 et p. 467-506.

THOMAS Albert, *À la rencontre de l'Orient : notes de voyage, 1928-1929*, Genève, Société des Amis d'Albert Thomas, 1959.

- THOMAS Albert, *Bolchevisme ou socialisme*, Nancy, Berger-Levrault, 1919.
- THOMAS Albert, *Discours au monument de Champigny, décembre 1915-décembre 1917*, Paris, Grasset, 1918.
- THOMAS Albert, *Discours prononcé au banquet offert par la Chambre de Commerce de Caen, le 19 août 1917*, Paris, Lahure, 1917.
- THOMAS Albert, *Discours prononcé devant le comité du conseil des ouvriers et des soldats de Petrograd, le 12 mai 1917*, [brochure], 1917.
- THOMAS Albert, *Éducation, travail et paix. Conférence donnée le 19 avril 1928 à l'Aula de l'Université de Genève sous les auspices du Bureau international d'éducation*, Genève, Bureau international du Travail, 1928.
- THOMAS Albert, *Espaces libres et fortifications*, Paris, Librairie du Parti socialiste, 1908.
- THOMAS Albert, *Histoire socialiste (1789-1900). Tome X, Le Second Empire*, Paris, J. Rouff, 1907.
- THOMAS Albert, *Justice sociale et paix universelle : réflexions sur un texte*, Paris, Le Groupement, 1924.
- THOMAS Albert, *L'année ouvrière*, Paris, Pages libres, 1909.
- THOMAS Albert, *L'État et les compagnies de chemin de fer*, Paris, Dunot et Pinat, 1914.
- THOMAS Albert, *L'Organisation des loisirs ouvriers. Communications d'Albert Thomas*, Paris, Comité national d'études sociales et politiques, 1931.
- THOMAS Albert, *L'Organisation internationale du Travail. Conférence d'Albert Thomas*, Paris, Comité national d'études sociales et politiques, 1923.
- THOMAS Albert, *La Coopération et les usines de guerre*, Paris, Librairie de la Fédération nationale des coopératives de consommation, 1919, préface d'Albert Thomas.
- THOMAS Albert, *La liberté de l'enseignement en France de 1789 à nos jours*, thèse de l'Université de Paris (1896-1968). Faculté de droit et des sciences économiques.
- THOMAS Albert, *La lutte contre le chômage : un discours d'Albert Thomas à l'Association internationale pour la lutte contre le chômage*, Paris, Marcel Rivière, 1923.
- THOMAS Albert, *La politique socialiste*, Paris, Marcel Rivière, 1913.
- THOMAS Albert, *La Roumanie et la guerre*, [brochure], 1919.
- THOMAS Albert, *La situation en Russie*, Paris, Comité national d'études sociales et politiques, 1915.
- THOMAS Albert, *Le Parti socialiste et la politique nationale : discours prononcé le 12 août 1917*, Paris, Grasset, 1917.
- THOMAS Albert, *Le socialisme et les municipalités. Suivi de quelques commentaires*, Paris, Parti socialiste SFIO – Fédération de la Seine, 1908.
- THOMAS Albert, *Le syndicalisme allemand : résumé historique : 1848-1903*, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1903.
- THOMAS Albert, *Le Transsibérien : récit*, 2^e édition, Paris, Magellan & Cie « Géo », 2007.
- THOMAS Albert, *Lectures historiques, histoire anecdotique du travail*, Paris, Bibliothèque d'éducation, 1910.

THOMAS Albert, *Les chômeurs dans le monde*, Paris, La Nouvelle École de la Paix, 1932.

THOMAS Albert, *Les relations entre les différentes formes de la coopération : rapport présenté au XI^e congrès coopératif international (Gand, septembre 1924)*, Paris, Presses universitaires de France, 1925.

THOMAS Albert, *Les socialistes et les crédits militaires*, Paris, Imprimerie Cadet, 1918.

THOMAS Albert, *Notre canton : canton de Nogent-sur-Marne*, Parti socialiste SFIO/Fédération de la Seine, 1908.

THOMAS Albert, *Progrès social et crise économique*, Saint-Brieuc, Presses bretonnes, 1932.

THOMAS Albert, *Réflexions sur le droit des minorités*, Paris, Imprimerie Dubois et Bauer, 1919.

THOMAS Albert, *Russie, Extrême-Orient, colonies d'Asie. Communication au Comité national d'études sociales et politiques*, Boulogne-sur-Seine, Imprimerie d'études sociales et politiques, 1929.

Ouvrages préfacés ou présentés par Albert Thomas :

BABEUF Gracchus, *La doctrine des Égaux*, Paris, Édouard Cornely et Cie, 1906, édition présentée par Albert Thomas.

BENJAMIN Constant, *L'esprit de conquête*, Paris, Bernard Grasset, 1918, préface d'Albert Thomas. COEYLAS René, *La guerre est une révolution*, Villeneuve-St Georges, Imprimerie coopérative ouvrière, 1918, préface d'Albert Thomas.

BIDEGARAY Marcel, *Les chemins de fer en France : L'exploitation d'aujourd'hui par les compagnies, l'exploitation de demain par la nationalisation des chemins de fer*, Courbevoie, La cootypographie, 1919, préface d'Albert Thomas.

BOUSCHARAIN Pierre, *L'esprit international dans l'individu, l'État, l'Église*, Paris, Éditions « Je sers », 1932.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, *Dix ans d'organisation internationale du travail*, Genève, Bureau international du Travail, 1931, préface d'Albert Thomas.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, *Encyclopédie d'hygiène, de pathologie et d'assistance sociale*, Genève, Bureau international du Travail, 1930, préface d'Albert Thomas.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, *L'Organisation internationale du travail et la première année de son activité*, Genève, Bureau international du Travail, 1921, présenté par Albert Thomas.

DEVINAT Paul, *L'Organisation scientifique du travail en Europe*, Genève, Bureau international du Travail, 1927, préface d'Albert Thomas.

DRAGHICESCO Dimitri, *La nouvelle cité de Dieu. I La voie ou comment la philosophie de l'histoire justifie la société des nations et son idéologie : le néo-christianisme*, Paris, Marcelle Lesage, 1929, préface d'Albert Thomas.

DRECHSEL Max, *Le Traité de Versailles et le mécanisme des Conventions internationales du travail*, Paris, L'Églantine, 1926, préface d'Albert Thomas.

GAUMONT Jean, *Histoire générale de la coopération en France : les idées et les faits, les hommes et les œuvres*, Paris, Fédération nationale des coopératives de consommation, 1924, préface d'Albert Thomas.

HELIES Louis, *La coopération devant le socialisme. Un problème capital. Discours prononcé au Congrès de Paris du Parti socialiste, juillet 1910*, Paris, Imprimerie L'Émancipatrice, préface d'Albert Thomas,

LEWISOHN Sam, *L'Esprit nouveau de l'industrie*, Paris, Félix Alcan, 1930, préface d'Albert Thomas.

LIPINSKA Melina, *Les femmes et le progrès des sciences médicales*, Paris, Masson et Cie, 1930, préface d'Albert Thomas.

LLOYD GEORGE David, *La Victoire en marche*, Paris, H. Didier, 1916, préface d'Albert Thomas.

LORIS-MELICOF Jean, *La Révolution russe et les nouvelles républiques transcaucasiennes*, Paris, F. Alcan, 1920, préface d'Albert Thomas.

MARTIN Rudolf, *La banqueroute russe*, Paris, Société des amis du peuple russe et des peuples annexés, 1906, présentation d'Albert Thomas.

MASARYK Thomas, *Les problèmes de la démocratie : essais politiques et sociaux*, Paris, Marcel Rivière, 1924, préface d'Albert Thomas.

MILHAUD Edgard, *La journée de huit heures et ses résultats d'après l'enquête sur la production*, Annemasse, Société d'impression d'Ambilly-Annemasse, 1927, préface d'Albert Thomas.

MONToux Émile, *La vie économique dans la région de la Loire de 1916 à 1919*, Paris, Édition de l'Union technique et commerciale, préface d'Albert Thomas.

MORO Henri, *La dépendance internationale*, Paris– Neuchâtel, Éditions Victor Attinger, 1932, préface d'Albert Thomas.

MOUSSET Albert, *Le royaume serbe croate et slovène, sa vie politique et ses institutions*, Paris, Bossard, 1926, préface d'Albert Thomas.

NORMAND Gilles, *La rénovation française, la mort des octrois*, Paris, Perrin et Cie, 1920, préface d'Albert Thomas.

PAON Marcel, *L'immigration en France*, Paris, Payot, 1926, préface d'Albert Thomas.

PETRESCU-COMNEN Nicolae, *Notes sur la guerre roumaine (1916-1917)*, Lausanne, Payot, 1917, préface d'Albert Thomas.

Programme agraire des partis ouvriers en Autriche, en Angleterre et en Allemagne, Paris, Marcel Rivière, préface d'Albert Thomas.

RENAUDEL Gaston, *Les compagnies de chemins de fer et leurs employés : splendeur et misère*, Paris, Librairie de l'Humanité, 1910.

SCELLE Georges, *L'Organisation internationale du travail et le BIT*, Paris, Marcel Rivière, 1930, préface d'Albert Thomas.

SELLIER Henri, *Les banlieues urbaines et la réorganisation administrative du département de la Seine*, Paris, Marcel Rivière, 1920, préface d'Albert Thomas.

SOCIÉTÉ DES NATIONS, INSTITUT INTERNATIONAL DU CINÉMATOGRAPHE ÉDUCATIF, *Rapport au Conseil sur la troisième session du Conseil d'Administration de l'Institut, tenu à Rome du 8 au 10 octobre 1930*, Genève, 1930, préface d'Albert Thomas.

TCHERNOFF Iouda, *Les nations et la Société des Nations dans la politique moderne*, Paris, F. Alcan, 1919, préface d'Albert Thomas.

TSERETELI Irakly, *Séparation de la Transcaucasie et de la Russie et indépendance de la Géorgie : discours prononcés à la Diète transcaucasienne*, Paris, Imprimerie Chaix, 1919, préface d'Albert Thomas.

VARANDIAN Mikael, *Le conflit arméno-géorgien et la guerre du Caucase*, Paris, Imprimerie M. Flinikowski, 1919, préface d'Albert Thomas.

WALLING English William, *Le Mouvement ouvrier et la démocratie aux États-Unis*, Paris, Marcel Rivière, 1930, préface d'Albert Thomas.

WEISS Raymond, *Daniel Le Grand, 1783-1859 : son œuvre sociale & internationale*, Paris, Marcel Rivière, 1926, préface d'Albert Thomas.

ZAGORSKY Simon *Les Salaires et la réglementation des conditions du travail en URSS*, Genève, BIT-Études et documents, 1931, préface d'Albert Thomas.

Hommages, nécrologies et recueil de textes :

Albert Thomas, 1878-1978, Publication du Bureau international du Travail, 1978.

MANTOUX Paul et MAURETTE Fernand, *Albert Thomas (1878-1932)*, Association « Le souvenir d'Albert Thomas », Mâcon, Protat Frères, 1956.

RUDEANU Général, *Albert Thomas*, Bucarest, 1934. Préface de Mario Roques.

SOCIÉTÉ DES AMIS D'ALBERT THOMAS, *Albert Thomas vivant : un grand citoyen du monde : études, témoignages, souvenirs*, Genève, Impr. Atar, 1957.

THOMAS Albert et BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, *Politique sociale internationale*, Genève, Suisse, Bureau international du Travail, 1947.

Autres sources imprimées :

ANDLER Charles, *La civilisation socialiste*, France, Le bord de l'eau, 2010.

ANDLER Charles, *La vie de Lucien Herr*, Paris, Maspero, 1977.

BLANCHARD Francis, *L'Organisation internationale du travail : de la guerre froide à un nouvel ordre mondial*, Paris, Seuil, 2004.

BLOCH Marc et FEBVRE Lucien, *Correspondance*, Tomes 1 et 2, Paris, Fayard, 2003.

BLUM Léon, *La réforme gouvernementale*, Paris, Grasset, 1936.

BOURGIN Hubert, *De Jaurès à Léon Blum : l'École normale et la politique*, Paris, Fayard, 1938.

BOURGIN Hubert, *Fourier, contribution à l'histoire du socialisme français*, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1905.

BOURGIN Hubert, *Le socialisme et la concentration industrielle*, Paris, Marcel Rivière, 1910.

BOURGIN Hubert, *Mémoires pour servir à l'histoire d'une sécession politique : le parti contre la patrie*, Paris, Plon, 1924.

BUISSON Étienne, *La nationalisation des assurances*, Paris, Marcel Rivière, 1911.

Bulletin de l'Union pour la vérité. Février-mars 1933, lettre de Thomas à Desjardins, 7 septembre 1898.

CACHIN Marcel, PESCHANSKI Denis et COEURE Sophie, *Carnets 1906-1947*, Paris, Éditions du CNRS, 1993, 4 volumes.

CEBY Jules, « Histoire socialiste (1789-1900), publiée sous la direction de Jean Jaurès. Tome X : Le second Empire, 1852-1870, 1907 », 1908, *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, vol. 10, n° 3, p. 231-237.

COMITE DE PROPAGANDE SOCIALISTE POUR LA DEFENSE NATIONALE, *Les socialistes dans la Nation et pour la Nation*, Librairie de L'Humanité, Paris, 1916.

COMPÈRE-MOREL Adéodat, *Le programme socialiste de réformes agraires*, Paris, Marcel Rivière, 1919.

COMPÈRE-MOREL Adéodat, *Socialisme et bolchevisme*, Paris, Librairie populaire, 1921.

DEAT Marcel, *Mémoires politiques*, Paris, Denoël, 1989.

DESBORDES Frédéric, *Albert Thomas voyage*, Paris, Théâtre Les 50, 2019.

DE KAY John Wesley, *L'Esprit de l'Internationale à Berne*, Lucerne, Schloss Steinhof, 1920.

DELAISI Francis, *Les Deux Europes. Europe industrielle et Europe agricole*, Paris, Payot, 1929.

FEBVRE Lucien et BERR Henri, *De la « Revue de synthèse » aux « Annales » : lettres à Henri Berr, 1911-1954*, Paris, Fayard, 1997.

FEDERATION NATIONALE DES COOPERATIVES DE CONSOMMATEURS, *Les conférences coopératives interalliées et neutre pendant la guerre : compte-rendu des conférences tenues à Paris en septembre 1916, février et juin 1919*, Paris, Fédération nationale des coopératives de consommation, 1919.

FERRY Abel, *Les carnets secrets (1914-1918)*, Paris, Grasset, 1957.

FOURNIERE Eugène, *L'unité coopérative*, Paris, Marcel Rivière, 1910.

FROSSARD Louis-Oscar, *De Jaurès à Lénine. Notes et Souvenirs d'un militant*, Paris, Éditions de la « Nouvelle Revue socialiste », 1930.

GIDE Charles, *Les coopératives françaises durant la guerre. Cours au collège de France, 1926-1927*, 1928.

HAMON Léo, « Paul Grunbaum-Ballin », *Le Monde*, 13 février 1969.

INTERNATIONALE, *Die II. Internationale, 1918-1919 : Protokolle, Memoranden, Berichte und Korrespondenzen*, Berlin, J.H.W. Dietz Nachf, 1980.

JAURES Jean, *Œuvres de Jean Jaurès. Tome XIII. L'Armée nouvelle*, édition établie par Jean-Jacques Becker, Paris, Fayard, 2012.

JEANNENEY Jean-Noël, « Albert Thomas, socialiste de gouvernement », *Concordance des temps, chronique sur l'actualité du passé*, Paris, Le Seuil, 1987.

La question du Slesvig, Paris, imprimerie de G. Cadet, « Publications de l'Association d'études et de documentations sociales », 1919.

LENINE, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Paris, Bibliothèque communiste, 1921. Brochure parue pour la première fois en 1918.

LEVY Louis, *Comment sont-ils devenus socialistes ?*, Paris, Éditions du « Populaire » 1931.

LOUCHEUR Louis, *Carnets secrets, 1908-1932*, Bruxelles, Brépols, 1962.

- LOUIS Paul, *Histoire du mouvement syndical en France (1789-1906)*, Paris, F. Alcan, 1907.
- MALON Benoît, *La morale sociale. Morale socialiste et politique réformiste*, Paris, Le Bord de l'eau, 2007.
- MAURRAS Charles, *Les chefs socialistes pendant la guerre*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1918.
- MILLERAND Alexandre, *Le socialisme réformiste français*, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1903.
- MONNET Jean, *Mémoires*, Paris, Librairie générale française, 1988.
- MUTSCHLER Christian, *Coopératives et syndicats*, Paris, Marcel Rivière, 1912.
- QUALID William et PICQUENARD Charles, *Salaires et tarifs, conventions collectives et grèves : la politique du ministère de l'armement et du ministère du travail*, Paris, Presses universitaires de France, 1928.
- PALEOLOGUE Maurice, *La Russie des tsars pendant la Grande Guerre, 19 août 1916 – 17 mai 1917*, Paris, Plon, 1921.
- PARTI SOCIALISTE SFIO, *11^e congrès national tenu à Amiens les 25, 26, 27 et 28 janvier 1914 : compte-rendu sténographique*, Paris, Parti socialiste (Section française de l'Internationale ouvrière) Siège du Conseil national, 1914.
- PARTI SOCIALISTE SFIO, *17^e congrès national tenu à Strasbourg les 25, 26, 27, 28 et 29 février 1920 : compte-rendu sténographique*, Paris, Parti socialiste (Section française de l'Internationale ouvrière), 1920.
- PARTI SOCIALISTE SFIO, *19^e Congrès national : 29, 30, 31 octobre, 1^{er} novembre 1921 : rapports de la Commission administrative permanente*, Paris, Parti socialiste (Section française de l'Internationale ouvrière), 1921.
- PARTI SOCIALISTE SFIO, *21^e Congrès national : 30, 31 janvier, 1-2-3 février 1924 : rapports de la Commission administrative permanente*, Paris, Parti socialiste (Section française de l'Internationale ouvrière), 1924.
- PARTI SOCIALISTE SFIO, *26^e congrès national : tenu à Nancy les 9, 10, 11 et 12 juin 1929 : compte-rendu sténographique*, Paris, Parti socialiste (Section française de l'Internationale Ouvrière), 1929.
- PARTI SOCIALISTE SFIO, *28^e Congrès national : 24, 25, 26, 27 mai 1931 : rapports*, Parti socialiste, Paris, Parti socialiste (Section française de l'Internationale Ouvrière), 1931.
- PARTI SOCIALISTE SFIO, *5^e Congrès national tenu à Toulouse les 15, 16, 17 et 18 octobre 1908 : compte rendu sténographique*, Paris, Parti socialiste (Section française de l'Internationale ouvrière), 1908.
- Parti socialiste SFIO, *XXVIII^e Congrès national : 24, 25, 26, 27 mai 1931 : rapports*, Parti socialiste SFIO, 1931.
- PARTI SOCIALISTE SFIO, *9^e Congrès national, tenu à Lyon, les 18, 19, 20 et 21 février 1912 : compte rendu sténographique*, Parti socialiste, Section française de l'Internationale ouvrière, Paris, Conseil national du Parti socialiste SFIO, 1912.
- PARTI SOCIALISTE SFIO, *Manifeste du Congrès national : Paris 25, 26, 27, 28 et 29 décembre 1915*, Paris, Parti socialiste (Section française de l'Internationale ouvrière), 1915.

POINCARÉ Raymond, *Au service de la France, 1917, l'année trouble*, tome 9, Paris, Plon, 1932.

POISSON Ernest, *La coopération nouvelle*, Paris, Marcel Rivière, 1914.

POISSON Ernest, *Le coopérateur Albert Thomas : un quart de siècle de vie militante*, Paris, Presses universitaires de France, 1933.

PRELOT Marcel, *L'évolution politique du socialisme français, 1789-1934*, Paris, Éditions SPES, 1939.

RAPPOPORT Charles, *Jean Jaurès. L'homme. Le penseur. Le socialiste*, Paris, L'Émancipatrice, 1916.

RENAUDEL Pierre, *L'Internationale à Berne. Faits et documents*, Paris, Grasset, 1919.

RIBOT Alexandre, *Journal d'Alexandre Ribot, et correspondances inédites, 1914-1922*, Paris, Plon, 1936.

ROSMER Alfred et MODIANO René, *Union sacrée 1914- 193...*, Paris, Imprimerie industrielle et artistique, 1936.

ROSMER Alfred, *Le mouvement ouvrier pendant la guerre. 1, De l'union sacrée à Zimmerwald*, Paris, Librairie du travail, 1936.

SADOUL Jacques, *Notes sur la révolution bolchévique : octobre 1917-janvier 1919*, Paris, F. Maspéro, 1971.

SADOUL Yvonne, *Tels qu'en mon souvenir. Renan, Jaurès, Lénine et tant d'autres*, Paris, Grasset, 1978.

SEMBAT Marcel, *Les Cahiers noirs : journal 1905-1922 : d'après les manuscrits originaux conservés à l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS)*, Paris, V. Hamy, 2007.

THIBAUDET Albert, « À propos d'Albert Thomas », *La Nouvelle Revue Française*, 1^{er} juillet 1932, p. 491-495.

THOMAS Albert, « Lettre d'Albert Thomas à Paul Faure », *L'Actualité de l'histoire*, n° 24, 1958, p. 21-31.

TROTSKI Léon, *Le mouvement communiste en France (1919-1939)*, Paris, Minuit, 1967.

VANDERVELDE Émile, *Souvenirs d'un militant socialiste*, Paris, Denoël, 1939.

VANDERVELDE Émile, *Trois aspects de la révolution russe : 7 mai – 25 juin 1917*, Paris, Berger-Levrault, 1918.

VON WEGERER Alfred, *Réfutation de la thèse de Versailles sur les responsabilités de la guerre*, Paris, Marcel Rivière, 1932.

WALINE Pierre, *Un Patron au Bureau international du Travail*, Paris, France-Empire, 1976.

WATKINS William P., *L'Alliance coopérative internationale, ses relations avec les grands organismes internationaux*, Amiens, Imprimerie nouvelle, 1952.

WEBB Beatrice et WEBB Sidney, *The History of Trade Unionism*, Londres, Longmans, Green and Co, 1894.

Bibliographie

« 1905-2005 : cent ans de socialisme. Les socialistes et la France », *Recherche socialiste*, « hors-série », n° 31-32, juin-septembre 2005.

« Albert Thomas face à Léon de Seilhac : “Sciences de jaunes” », *Cahiers Jaurès*, 2017, n° 223-224, n° 1, 2017, p. 157-160.

ABALLEA Marion, « Émile Haguenin de l’université à la diplomatie : trajectoire berlinoise et médiation franco-allemande (1901-1924) », *Revue d’Allemagne et des pays de langue allemande*, 2015, n° 47-2, p. 517-530.

AFFLERBACH Holger et STEVENSON David (dir.), *An Improbable War? The Outbreak of World War I and European Political Culture before 1913*, New York, Berghahn, 2007.

AGLAN Alya, « Albert Thomas, historien du temps présent », *Les Cahiers Irice*, 2008, n° 2, p. 23-38.

AGLAN Alya, FEIERTAG Olivier, KEVONIAN Dzovinar (dir.), *Humaniser le travail : régimes économiques, régimes politiques et Organisation internationale du Travail (1929-1969)*, Bruxelles, Peter Lang, 2011.

AGLAN Alya, FEIERTAG Olivier, KEVONIAN Dzovinar, « Une première étape », *Les Cahiers Irice*, 2008, n° 2, p. 5-8.

AGOSTI Aldo (dir.), *Esperienze e problemi del movimento socialista fra le due guerre mondiali*, Milan, F. Angeli, 1987.

ALAYRAC Pierre, *L’internationale au milieu du gué. De l’internationalisme socialiste au congrès de Londres (1896)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018.

ALCOCK Antony Evelyn, *History of the International Labour Organisation*, Londres, Macmillan, 1971.

ANDOLFATTO Dominique, *L’univers des élections professionnelles : travail et société au crible des urnes*, Paris, L’Atelier, 1992.

ANIZAN Anne-Laure, *Paul Painlevé. Science et politique de la Belle Époque aux années trente*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

ANTONINI Bruno, « Jaurès historien de l’avenir : gestation philosophique d’une “méthode socialiste” dans l’Histoire socialiste de la Révolution française », *Annales historiques de la Révolution française*, 2004, n° 337, p. 117-142.

AUDOIN-ROUZEAU Stéphane et BECKER Annette, *14-18, Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2009.

AUNOBLE Éric, *La Révolution russe, une histoire française. Lectures et représentations depuis 1917*, Paris, La Fabrique, 2016.

AYMARD Marguerite, NEGREL Dominique et SINANOGLU Ioannis, « La mission d’Eugène Petit en Russie [Le parti socialiste français face à la révolution de Février] », *Cahiers du Monde Russe*, vol. 17, n° 2, 1976, p. 133-170.

AYNIE Marie, *Les amis inconnus. Se mobiliser pour Dreyfus, 1897-1899*, Toulouse, Privat, 2011.

BARBEY-SAY Hélène, *Le voyage de France en Allemagne de 1871 à 1914. Voyages et voyageurs français dans l'Empire germanique*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1994.

BARBIER Maurice, « Les relations entre l'Église catholique et l'Organisation internationale du travail », *Politique étrangère*, 1972, vol. 37, n° 3, p. 351-387.

BARIETY Jacques (dir.), *Aristide Briand, la Société des Nations et l'Europe (1919-1932)*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2007.

BARZMAN John et CASTELAIN Jean-Pierre, *Jules Durand. Un crime social et judiciaire*, Paris, L'Harmattan, 2015.

BASTIE Jean, *La croissance de la banlieue parisienne*, Paris, Presses universitaires de France, 1964.

BAUBEROT Arnaud et BOURILLON Florence (dir.), *Urbaphobie ou la détestation de la ville aux XIX^e et XX^e siècles*, Pompignac, Bière, 2009.

BEAUPRE Nicolas, *1914-1945 : Les Grandes Guerres*, Paris, Belin, 2019.

BEAUXVALET Scarlett (dir.), « Couples en politique : des guerres de Religion à nos jours », *Parlement[s]*, *Revue d'histoire politique*, 2019, vol. 2, n° 170.

BECCI Remo, « Le fonds Albert Thomas conservé aux Archives historiques de l'OIT », *Les Cahiers Irice*, 2008, n° 2, p. 17-21.

BECKER Annette, *Maurice Halbwachs : un intellectuel en guerres mondiales, 1914-1945*, Paris, A. Viénot, 2003.

BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France*, tomes 1 et 2, Paris, La Découverte, 2004.

BECKER Jean-Jacques et KRIEGEL Annie, *1914. La guerre et le mouvement ouvrier français*, Paris, Armand Colin, 1964.

BECKER Jean-Jacques et KRUMEICH Gerd, *La Grande Guerre, une histoire franco-allemande*, Paris, Tallandier, 2008.

BECKER Jean-Jacques et REMOND René, *1914 : comment les Français sont entrés dans la guerre contribution à l'étude de l'opinion publique, printemps-été 1914*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1977.

BECKER Jean-Jacques, « Albert Thomas, d'un siècle à l'autre. Bilan de l'expérience de guerre », *Les Cahiers Irice*, 2008, n° 2, p. 9-15.

BECKER Jean-Jacques, « L'opinion publique française et les débuts de la guerre de 1914 (printemps - automne 1914) », *Le Mouvement social*, 1978, n° 104, p. 63-73.

BECKER Jean-Jacques, « L'Union sacrée, l'exception qui confirme la règle », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1985, n° 5, p. 111-122.

BECKER Jean-Jacques, *1914 : comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977.

BECKER Jean-Jacques, *1917 en Europe. L'année impossible*, Paris, Complexe, 1997.

BECKER Jean-Jacques, BESNARD Philippe, RILEY Alexandre et PROCHASSON Christophe (éd.), *Un ethnologue dans les tranchées (août 1914-avril 1915). Lettres de Robert Hertz à sa femme Alice*, Paris, CNRS Éditions, 2002.

BEDARIDA François (et al.), *Mélanges d'histoire sociale offerts à Jean Maitron*, Paris, Éditions ouvrières, 1976.

BELLANGER Emmanuel et GIRAULT Jacques (dir.), *Villes de banlieues : personnel communal, élus locaux et politiques urbaines en banlieue parisienne au XX^e siècle*, Grâne, Créaphis, 2008.

BELLANGER Emmanuel, « Du socialisme au Grand Paris solidaire, Henri Sellier et la passion des villes », *Histoire urbaine*, 2013, n° 37, p. 31-52.

BELLANGER Emmanuel, « La ville en partage : les “savoir-administrer” dans la conduite des affaires municipales et intercommunales en banlieue parisienne (années 1880-1950) », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2005, vol.° 1, n° 12, p. 79-95.

BELLANGER Emmanuel, MORO Julia et VILLETTE Vincent, *Nogent-sur-Marne : cité modèle : histoire d'une banlieue résidentielle aux XIX^e-XX^e siècles*, Paris, La Découverte, 2017.

BENEDETTI Andrea, « Le Bureau socialiste international à l'épreuve des révolutions russes », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 2018, n° 137, p. 41-55.

BERENSTEIN Alexandre, *Les Organisations ouvrières. Leurs compétences et leur rôle dans la Société des Nations, et notamment dans l'Organisation internationale du travail*, Bruxelles, A. Pedone, 1936.

BERGMAN Jay, *The French Revolutionary Tradition in Russian and Soviet Politics, Political Thought, and Culture*, Oxford, Oxford University Press, 2019.

BERGOUNIOUX Alain (éd.), *Éloge de la réforme. Discours de Jean Jaurès au congrès de Toulouse de 1908*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 1998.

BERGOUNIOUX Alain et CEPÉDE Frédéric, *Des poings et des roses, le siècle des socialistes*, Paris, La Martinière, 2005.

BERGOUNIOUX Alain et GRUNBERG Gérard, *L'Ambition et le remord. Les socialistes français et le pouvoir*, Paris, Fayard, 2005 [1^{ère} édition : 1992].

BERGOUNIOUX Alain, « Le néo-socialisme. Marcel Déat : réformisme traditionnel ou esprit des années trente », *Revue historique*, 1978, vol. 260, n° 528, p. 389-412.

BERSTEIN Serge (dir.), *Paul Ramadier (1888-1961). La République et le socialisme*, Bruxelles, Complexe, 1990.

BERSTEIN Serge et WINOCK Michel, *Fascisme français*, Paris, Perrin, 2020 [1^{ère} édition : 2014].

BERSTEIN Serge, BECKER Jean-Jacques et RENAUDEAU Pierre-Marc, *Histoire de l'anticommunisme*, Paris, O. Orban, 1987.

BERSTEIN Serge, *Léon Blum*, Paris, Fayard, 2006.

BIARD Jean-François, *Le socialisme devant ses choix : la naissance de l'idée de plan*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985.

BIARD Michel (dir.), *Les politiques de la Terreur, 1793-1794*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.

BILLARD Yves, *Le métier de la politique sous la III^e République*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2003.

BILLARD Yves, *Le Parti républicain-socialiste de 1911 à 1934*, thèse de l'université Paris Sorbonne, sous la direction de Jean-Marie Mayeur, 1993.

BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, « “Mieux vaudrait après tout se perdre avec Lénine que de se sauver avec Albert Thomas”. Construire une voie révolutionnaire face au socialisme réformiste (1917-1924) », *Le Mouvement social*, 2020, vol. 3, n° 270, p. 41-58.

BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, « Jean Jaurès et Albert Thomas : le Verbe et l’Action du socialisme ? », *Cahiers Jaurès*, 2017, vol. 3, n° 225, p. 15-38.

BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, *Albert Thomas : le socialisme en guerre, 1914-1918*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

BLUM Antoinette (éd.), *Correspondance entre Charles Andler et Lucien Herr : 1891-1926*, Paris, Presses de l’École normale supérieure, 1992.

BLUME Daniel, *Histoire du réformisme en France depuis 1920*, tome 1, Paris, Éditions sociales, 1976.

BOCK Fabienne, « L’exubérance de l’État en France de 1914 à 1918 », *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, 1984, vol. 3, n° 1, p. 41-52.

BOCK Fabienne, *Un parlementarisme de guerre : 1914-1919*, Paris, Belin, 2002.

BOISDRON Mathieu, *Joseph Paul-Boncour : un itinéraire politique contrarié (1873-1972)*, thèse de l’université Sorbonne-Université, sous la direction d’Olivier Dard et Christine Manigand, 2020.

BONIN Hubert, « Bordeaux, capitale de la mobilisation industrielle (20 septembre 1914) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2014, n° 255, p. 81-98.

BONIN Hubert, *La France en guerre économique (1914-1919)*, Genève, Librairie Droz, 2018.

BONVIN Jean-Michel, *L’Organisation internationale du travail : étude sur une agence productrice de normes*, Paris, Presses universitaires de France, 1998.

BONZON Thierry et ROBERT Jean-Louis, *Nous crions grâce, 154 lettres de pacifistes, juin-novembre 1916*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1989.

BONZON Thierry, « “Une même cité”. Paris et sa banlieue chez les conseillers généraux SFIO 1908-1914 », *Cahiers Jaurès*, 2005, vol. 3-4, n° 177-178, p. 7-21.

BONZON Thierry, *Les assemblées locales parisiennes et leur politique sociale pendant la Grande Guerre (1912-1919)*, thèse de l’Université Paris 1, sous la direction de Jean-Louis Robert, 1999.

BORIS Eileen, HOEHTKER Dorothea et ZIMMERMAN Susan (dir.), *Women’s ILO: Transnational Networks, Global Labour Standards, and Gender Equity, 1919 to Present*, Genève/Leiden, Bureau international du Travail/Brill, 2018.

BOSTROM Alexander W., *The Establishment of the French War Machine in the First World War*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

BOUCHARD Carl, *Cher Monsieur le Président : quand les Français écrivaient à Woodrow Wilson (1918-1919)*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2015.

BOUCHERON Patrick (dir.), *Histoire mondiale de la France*, Paris, Seuil, 2017.

BOUET-WILLAUMEZ Jeanne, *Le Comité du Travail féminin*, mémoire de master 2 de l’Université Paris 1, sous la direction d’Isabelle Lespinet-Moret, 2020.

BOULOC François, *Les profiteurs de guerre, 1914-1918*, Paris, Complexe, 2008.

BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1986, n° 62-63, p. 69-72.

BOURLET Michaël, « L'image des enfants dans les cartes postales de la Grande Guerre », *Inflexions*, 2018, vol. 1, n° 37, p. 173-189.

BOUTHERIN-MARQUIS Basile, *Penser le socialisme autrement : échanges et relations entre Jaurésiens et travaillistes britanniques de la Deuxième Internationale (1900-1914)*, mémoire de l'Université Paris 4, sous la direction de Jacques-Olivier Boudon, 2011.

BREHIER Émeric, *Les Revues politiques de la gauche non communiste de 1958 à 1986*, thèse de l'Université Paris 1, sous la direction de Pierre Avril, 2001.

BREJON DE LAVERGNEE Matthieu, « Congrégations féminines et "éducation populaire" : l'exemple des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul avant les lois Ferry », *Revue d'histoire du XIX^e siècle. Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle*, 2017, n° 55, p. 93-107.

BRELAZ Michel, *Henri de Man : une autre idée du socialisme*, Antipodes, 1985.

BREMAND Nathalie, « Introduction : "Socialistes utopiques", les mal-nommés », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 2014, n° 124, p. 13-24.

BROULAND Pierre et DOIZY Guillaume, *La Grande guerre des cartes postales*, Paris, Hugo image, 2013.

BUCHINGER Kristin, GANTET Claire, VOGEL Jakob (dir.), *Europäische Erinnerungsräume*, Francfort/New-York, Campus Verlag, 2009.

BURLEN Karen (dir.), *La banlieue oasis : Henri Sellier et les cités-jardins, 1900-1940*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 1987.

BURSTIN Haïm, ERMAKOFF Ivan, SEWELL William H., Tackett Timothy, Deluermoz Quentin et Gobille Boris, « Protagonisme et crises politiques : histoire et sciences sociales », *Politix*, 2015, vol. 4, n° 112, p. 131-165.

BURSTIN Haim, *Révolutionnaires : pour une anthropologie politique de la Révolution française*, Paris, Vendémiaire, 2013.

CAHEN Fabrice, « La raison statistique au service des travailleurs », *Histoire mesure*, 2018, vol. 33, n° 2, p. 139-162.

CAHIERS JAURES, « La formation du parti socialiste unifié », 2008, vol. 1-2, n° 187-188.

CALLAHAN Kevin J., *Demonstration Culture: European Socialism and the Second International, 1889-1914*, Leicester, Troubadour Publishing, 2010.

CALVIN Patricia et SLUGA Glenda (dir.), *Internationalisms. A Twentieth-Century History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.

CANDAR Gilles et DREUX Guy, *Une loi pour les retraites. Débats socialistes et syndicalistes autour de la loi de 1910*, Paris, Le Bord de l'eau, 2020.

CANDAR Gilles et DUCLERT Vincent, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014.

CANDAR Gilles et PROCHASSON Christophe, « Le socialisme à la conquête des terroirs », *Le Mouvement social*, 1992, n° 160, p. 33-63.

CANDAR Gilles, « De la politique à la littérature ? La Petite République et la critique littéraire », *Romantisme*, 2003, n° 121, p. 71-79.

CANDAR Gilles, « Jean Jaurès et le réformisme », *Histoire@Politique*, 2011, n° 13, p. 32-43.

CANDAR Gilles, « La gauche coloniale en France », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2009, vol. 1, n° 27, p. 37-56.

CANDAR Gilles, « Les socialistes français et la révolution de 1905 », *Cahiers du monde russe*, 2007, vol. 48, n° 2, p. 365-378.

CANDAR Gilles, *Devenir socialiste : le cas Jaurès*, Paris, Le Bord de l'eau, 2015.

CANDAR Gilles, *Édouard Vaillant : le socialisme républicain*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2015.

CANDAR Gilles, GENEVEE Frédéric, GIRAULT Jacques et ROBERT Jean-Louis, « Commémorer le congrès de Tours : quels enjeux politiques et historiographiques ? Débat organisé en visioconférence le 17 octobre 2020 par les Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique et animé par Annie Burger-Roussennac, Anne Jollet et Pascal Guillot. », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 2020, n° 147, p. 115-148.

CANDAR Gilles, *Jean Longuet (1876-1938) : un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

CARREZ Maurice, ROFFIDAL Émilie et RUIZ Caroline, « Introduction. Les Vies et l'Histoire : un état de la question », *Les Cahiers de Framespa. Nouveaux champs de l'histoire sociale*, 2021, n° 37.

CARRUPT Roland, *Marie-Thérèse et Fernand Maurette-Dupuy : Une biographie familiale entre la rue d'Ulm et les bords du Léman*, thèse de l'Université de Genève, sous la direction de Sandrine Kott, 2021.

CASSIN René et BEER François-Joachim (éd.), *La pensée et l'action. Textes choisis de René Cassin*, Boulogne-sur-Seine, F. Lalou, 1972.

CASTAGNEZ Noëlline, « Les socialistes et la mémoire de la Grande Guerre : un passé qui ne passe pas ? », *Recherche socialiste, revue de l'OURS*, Hors-Série, 2013, n° 62-63, p. 87-97.

CASTAGNEZ Noëlline, *Socialistes en République : les parlementaires SFIO de la IV^e République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004.

CASTEL Robert, *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*, Paris, Gallimard, 1999.

CAYET Thomas, « Travailler à la marge : le Bureau international du Travail et l'Organisation scientifique du travail (1923-1933) », *Le Mouvement Social*, 2009, vol. 3, n° 228, p. 39-56.

CAYET Thomas, *Rationaliser le travail, organiser la production : le Bureau international du Travail et la modernisation économique durant l'entre-deux-guerres*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

CAYET Thomas et ROSENTAL Paul-André, « Politiques sociales et marché(s). Filiations et variations d'un registre transnational d'action du BIT des années 1920 à la construction européenne et à la Chine contemporaine », *Le Mouvement social*, 2013, n° 244, p. 3-16.

CEPEDE Frédéric, « L'Office universitaire de recherche socialiste (OURS), 45 ans d'histoire (et) d'archives socialistes », *Histoire@Politique*, 2014, vol. 3, n° 24, p. 163-179.

CEPEDE Frédéric, « La SFIO des années 1905-1914 : construire le parti », *Cahiers Jaurès*, 2008, vol. 1, n° 187-188, p. 29-45.

CEPEDE Frédéric, « Réforme ou révolution, quelles images pour le socialisme ? Regard sur un siècle d'affiches socialistes », *Histoire@Politique*, 2011, n° 13, p. 76-98.

CHABERT Martin et DHERMY-MAIRAL Marine (éd.), « L'impossible conversion politique des sociologues. Entretien avec l'historien Georges Lefranc (14 février 1981) », *Les Études sociales*, 2017, vol. 1, n° 165, p. 223-252.

CHAMBARLHAC Vincent (dir.), *Histoire documentaire du Parti socialiste. Tome 1. L'entreprise socialiste (1905-1920)*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2005.

CHAMBARLHAC Vincent (dir.), *Histoire documentaire du Parti socialiste. Tome 2. La maison socialiste (1920-1940)*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2005.

CHAMBARLHAC Vincent (dir.), *Histoire documentaire du Parti socialiste. Tome 3. Les centres socialistes (1940-1969)*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2006.

CHAMBARLHAC Vincent et DUCOULOMBIER Romain (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre : ministres, militants, combattants de la majorité (1914-1918)*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2008.

CHAMBELLAND Colette (dir.), *Le Musée social en son temps*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1998.

CHAMBELLAND Colette, « La vie ouvrière (1909-1914) », *Cahiers Georges Sorel*, 1987, n° 5, p. 89-93.

CHAMOULARD Aude, « La mairie socialiste, matrice du réformisme (1900-1939) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2007, n° 96, p. 23-33.

CHAMOULARD Aude, *Une autre histoire du socialisme : les politiques à l'épreuve du terrain (1919-2010)*, Paris, CNRS Éditions, 2013.

CHANCEREL Pierre, *Les travaux publics sous le ministère de Marcel Sembat, 1914-1916*, thèse pour le diplôme d'archiviste-paléographe sous la direction de Pierre Chastagnaret, École nationale des chartes, Paris.

CHARLE Christophe et JEANPIERRE Laurent (dir.), *La vie intellectuelle en France. Tome 1. Des lendemains de la Révolution à 1914*, Paris, Seuil, 2016.

CHARLE Christophe et JEANPIERRE Laurent (dir.), *La vie intellectuelle en France. Tome 2. De 1914 à nos jours*, Paris, Seuil, 2016.

CHARON Annie, DELMAS Bruno, LE GOFF Armelle (dir.), *La France et les Français en Russie : nouvelles sources, nouvelles approches 1815-1917*, Paris, École nationale des chartes, Archives nationales, 2011.

CHATRIOT Alain, « Maxime Leroy, la réforme par le syndicalisme », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2006, vol. 1, n° 24, p. 73-94.

CHATRIOT Alain, « Réformer le social sous la Troisième République », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2009, vol. 56, n° 4 bis, p. 40-53.

CHATRIOT Alain, « Socialisme et travail », *Cahiers Jaurès*, 2009, n° 191, p. 31-47.

CHATRIOT Alain, « Une véritable encyclopédie économique et sociale de la guerre. Les séries de la Dotation Carnegie pour la Paix Internationale (1910-1940) », *L'Atelier du Centre de recherches historiques. Revue électronique du CRH*, 2009, n° 3. En ligne : <http://journals.openedition.org.ezpaarse.univ-paris1.fr/acrh/413> ; DOI : <https://doi-org.ezpaarse.univ-paris1.fr/10.4000/acrh.413>

CHATRIOT Alain, HORDERN François et TUFFERY-ANDRIEU Jeanne-Marie (dir.), *La codification du travail sous la III^e République. Élaborations doctrinales, techniques juridiques, enjeux politiques et réalités sociales*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

CHATRIOT Alain, JOIN-LAMBERT Odile et VIET Vincent (dir.), *Les politiques du travail (1906-2006) : acteurs, institutions, réseaux*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.

CHATRIOT Alain, *La démocratie sociale à la française : l'expérience du Conseil national économique, 1924-1940*, Paris, La Découverte, 2002.

CHATRIOT Alain, *La politique du blé : crises et régulation d'un marché dans la France de l'entre-deux-guerres*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2016.

CHATRIOT Alain, *Pierre Mendès France. Pour une République moderne*, Paris, Armand Colin, 2015.

CHAUBET François, « Les décades de Pontigny (1910-1939) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1998, vol. 57, n° 1, p. 36-44.

CHAUBET François, *Paul Desjardins et les Décades de Pontigny*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2000.

CHEVALLIER Jacques, « Le statut général des fonctionnaires de 1946 : un compromis durable », *La revue administrative. Histoire-Droit-Société*, 1996, p. 7-21.

CHIRON Alain, « Louis Chérion, secrétaire anticlérical du père de La Croix et journaliste engagé au service du mouvement socialiste dans le Choletais et la Vienne (1880-1910) », *Revue historique du Centre-Ouest*, 2009, tome 7 « Érudits et savants », p. 125-146.

CHUZEVILLE Julien, *Fernand Loriot, Le fondateur oublié du Parti communiste*, Paris, L'Harmattan, 2012.

CHUZEVILLE Julien, *Militants contre la guerre 1914-1918*, Paris, Spartacus, 2014.

CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire : la création du Parti communiste en France (1915-1924)*, Paris, Libertalia, 2017.

CLERGET Jérôme et WASSENBERG Birte (dir.), *Gestion des conflits et coopérations en Europe : enjeux et représentations du XIX^e siècle à nos jours. Cahier des doctorants*, Paris, L'Harmattan, 2017.

CŒURE Sophie et FAYET Jean-François, « Les révolutions russes vues de l'Europe en guerre », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2017, vol. 3, n° 135, p. 41-54.

CŒURE Sophie et MAZUY Rachel, *Cousu de fil rouge : voyages des intellectuels français en Union soviétique. 150 documents inédits des archives russes*, Paris, CNRS Éditions, 2011.

CŒURE Sophie, « Les voyages entre l'URSS et l'Occident : quelle histoire transnationale ? », *Les Cahiers Sirice*, 2016, n° 16, p. 119-126.

CŒURE Sophie, *La grande lueur à l'Est : les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Paris, Seuil, 1999.

CŒURE Sophie, *Pierre Pascal : la Russie entre christianisme et communisme*, Lausanne, Noir sur blanc, 2014.

COHEN Albert, *Belle du Seigneur*, Paris, Gallimard, 1968.

COHEN Emmanuelle, *Albert Thomas : jeunesse, amitiés et formation politique (1897-1906)*, mémoire de l'Université Paris-Sorbonne sous la direction de Jean-Marie Mayeur, 1993.

COHEN Yves et BAUDOUI Rémi (dir.), *Les chantiers de la paix sociale : 1900-1940*, Fontenay-Saint-Cloud, ENS Éditions, 1995.

COHEN Yves, *Le Siècle des chefs. Une histoire transnationale du commandement et de l'autorité (1890-1940)*, Paris, Éditions Amsterdam, 2013.

COINTEPAS Michel, *Arthur Fontaine (1860-1931) : un réformateur, pacifiste et mécène au sommet de la Troisième République*, Rennes, Presse universitaires de Rennes, 2008.

COOPER Sandi E., *Patriotic Pacifism : Waging War on War in Europe 1815-1914*, New-York/Oxford, Oxford University Press, 1991.

COSTA Jean-Louis, « Les délégués d'atelier d'après la loi du 24 juin 1936 », *Revue d'économie politique*, 1937, vol. 51, n° 5, p. 1394-1412.

COSTE Clément, FROBERT Ludovic, et LAURICELLA Marie (dir.), *De la République de Constantin Pecqueur (1801-1887)*, Besançon, France, Presses universitaires de Franche-Comté, 2016.

COURBAN Alexandre, *L'Humanité, de Jean Jaurès à Marcel Cachin, de 1904 à 1939*, Paris, L'Atelier, 2014.

COX Robert W. et Jacobson Harold Karan, *The Anatomy of Influence: Decision Making in International Organization*, New Haven, Yale University Press, 1973.

CREPIN Annie, « Avant l'Armée nouvelle : les socialistes, Jaurès et la Défense nationale », *Cahiers Jaurès*, 2013, vol. 1-2, n° 207-208, p. 11-26.

CROISILLE Christian et EHRARD Jean (dir.), *La légende de la révolution*, Clermont-Ferrand, Centre de recherches révolutionnaires et romantiques, 1986.

D'ALMEIDA Fabrice, *Histoire et politique en France et en Italie: l'exemple des socialistes*, thèse de Université Paris 10 Nanterre, sous la direction de Philippe Levillain, 1995.

DALINE Victor, *Gracchus Babeuf à la veille et pendant la Révolution française (1785-1794)*, Paris, Éditions du Progrès, 1987.

DARD Olivier, MATTIATO Emmanuel Li n° Claude, POUPAULT Christophe et SALLEE Frédéric (dir.), *Voyager dans les États autoritaires et totalitaires de l'Europe de l'entre-deux-guerres : confrontations aux régimes, perceptions des idéologies et comparaisons*, Chambéry, Presses de l'Université Savoie Mont Blanc, 2017.

DARTEVELLE Raymond et FABRE Mélanie (dir.), « Couples d'intellectuels, de l'intime au politique », *Les Études sociales*, 2019, vol. 2, n° 170.

DECORZANT Yann, « Répondre à la demande sociale et à la demande du marché : les prémisses de la régulation économique dans les années 1920 », *Les Cahiers Irice*, 2008, n° 2, p. 107-126.

DECORZANT Yann, *La Société des Nations et la naissance d'une conception de la régulation économique internationale*, Bruxelles, Peter Lang, 2011.

DELALANDE Nicolas, *La lutte et l'entraide. L'âge des solidarités ouvrières*, Paris, Seuil, 2019.

DELPORTE Christian, « Du renégat à l'antifrance : Léon Jouhaux dans le dessin de presse de l'entre-deux-guerres », *Sociétés Représentations*, 2000, vol. 3, n° 10, p. 337-351.

DEMAZIERE Didier et LE LIDEC Patrick (dir.), *Les mondes du travail politique : les élus et leurs entourages*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

- DERFLER Leslie, *Alexandre Millerand: the Socialist Years*, La Haye/Paris, Mouton, 1977.
- DESMAREST Jacques, *La politique de la main-d'œuvre en France*, Paris, Presses universitaires de France, 1946.
- DHERMY-MAIRAL Marine, « "Faire vibrer les cœurs à l'unisson". Célestin Bouglé et Albert Thomas, entre science et action (1920-1932) », *Les Études sociales*, 2017, vol. 1, n° 165, p. 31-49.
- DHERMY-MAIRAL Marine, « Du danger des enquêtes savantes. Faire œuvre de science dans l'entre-deux-guerres au Bureau international du Travail », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2016, vol. 4, n° 62-4, p. 7-32.
- DHERMY-MAIRAL Marine, « Edgard Milhaud, un économiste au Bureau international du Travail. Faire science en économie sociale, ou la quête d'autonomie d'un savant », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2017, n° 31, p. 93-112.
- DHERMY-MAIRAL Marine, « L'unification du mouvement coopératif au Bureau international du Travail : la "révolution silencieuse" d'Albert Thomas », *Le Mouvement social*, 2018, vol. 2, n° 263, p. 15-29.
- DHERMY-MAIRAL Marine, *Les sciences sociales et l'action du Bureau international du Travail (1920-1939)*, thèse de l'EHESS, sous la direction d'Éric Brian, 2015.
- DOGLIANI Patrizia, « Edgard Milhaud e la rivista internazionale "Annales de la régie directe" (1908-1924) », in *Annali della Fondazione Luigi Einaudi*, vol. XIX, Turin, 1985.
- DOGLIANI Patrizia, « European Municipalism in the First Half of the Twentieth Century: The Socialist Network », *Contemporary European History*, 2002, vol. 11, n° 4, p. 573-596.
- DOGLIANI Patrizia, *Le socialisme municipal en France et en Europe, de la Commune à la Grande guerre*, Arbre bleu, Nancy, 2018.
- DOGLIANI Patrizia, *Un laboratoire de socialisme municipal. France, 1880-1920*, thèse de l'Université de Paris 8, sous la direction de Madeleine Rebérioux, 1991.
- DOMMANGET Maurice, DALINE Victor, SOBOUL Albert, LEHNING Arthur (dir.), *Babeuf et les problèmes du babouvisme*, Paris, Éditions sociales, 1963.
- DONNEUR André, *Histoire de l'Union des partis socialistes pour l'action internationale (1920-1923)*, Sudbury, Librairie de l'Université Laurentienne, 1967.
- DORNEL Laurent, « Les usages du racialisme. Le cas de la main-d'œuvre coloniale en France pendant la Première Guerre mondiale », *Genèses*, 1995, n° 20, p. 48-72.
- DORNEL Laurent, *Les Étrangers dans la Grande Guerre*, Paris, La Documentation française-Musée de l'Histoire de l'Immigration, 2014.
- DOSSE François, *Le pari biographique, Écrire une vie*, Paris, La Découverte, 2005 (réédition 2011).
- DOSSIER « De quoi la réforme est-elle le nom ? », numéro spécial de la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2009, vol. 5, n° 56-4 bis.
- DOSSIER « Le réformisme radical. Socialistes réformistes en Europe, 1880-1930 », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2012, n° 30.
- DOUKI Caroline et MINARD Philippe, « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2007, vol. 5, n° 54-4bis, p. 7-21.

DOWNS Laura Lee, *L'inégalité à la chaîne : la division sexuée du travail dans l'industrie métallurgique en France et en Angleterre, 1914-1939*, Paris, Albin Michel, 2001.

DREYFUS François-Georges (dir.), *Réformisme et révisionnisme dans les socialismes allemand, autrichien et français*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1984.

DREYFUS Michel, « L'Internationale des coopérateurs (1896-1914) », *Cahiers Jaurès*, 2014, vol. 2-3, n° 212-213, p. 105-117.

DREYFUS Michel, « Le Musée social, de la Grande Guerre au Front populaire », *Vie sociale*, 2014, vol. 3, n° 7, p. 43-58.

DREYFUS Michel, *Histoire de l'économie sociale : de la Grande Guerre à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017.

DREYFUS Michel, *Histoire de la C.G.T : cent ans de syndicalisme en France*, Bruxelles, Complexe, 1995.

DREYFUS Michel, *Liberté, égalité, mutualité : mutualisme et syndicalisme : 1852-1967*, Paris, L'Atelier, 2001.

DREYFUS Michel, RUFFAT Michèle, VIET Vincent, VOLDMAN Danièle et VALAT Bruno (dir.), *Se protéger, être protégé. Une histoire des assurances sociales en France*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.

DROUX Joëlle et KOTT Sandrine (dir.), *Globalizing Social Rights. The International Labour Organization and Beyond*, Londres, Palgrave Macmillan, 2013.

DROZ Jacques, *Histoire générale du socialisme, de 1875 à 1918*, tome 2, Paris, Presses universitaires de France, 1982[1^{ère} édition : 1974].

DROZ Jacques, *Histoire générale du socialisme, de 1919 à 1953*, tome 3, Paris, Presses universitaires de France, 1977.

DUBREUIL Hyacinthe, *Standards. Le travail américain vu par un ouvrier français*, Paris, Grasset, 1929.

DUCANGE Jean-Numa et BURLAUD Antony (dir.), *Marx, une passion française*, Paris, La Découverte, 2018.

DUCANGE Jean-Numa, « Jaurès, Guesde, “infiniment plus proches l'un de l'autre qu'on ne l'a cru de leur vivant” ? (Léon Blum) », *Cahiers Jaurès*, 2016, n° 221, p. 11-33.

DUCANGE Jean-Numa, « Karl Kautsky et le centenaire de la Révolution française », *Siècles. Cahiers du Centre d'histoire « Espaces et Cultures*, 2006, n° 23, p. 63-82.

DUCANGE Jean-Numa, *Jules Guesde : l'anti-Jaurès ?*, Malakoff, Armand Colin, 2017.

DUCANGE Jean-Numa, KEUCHEYAN Razmig et ROZA Stéphanie (dir.), *Histoire globale des socialismes*, Paris, Presses universitaires de France, 2021.

DUCANGE Jean-Numa, *La Révolution française et l'histoire du monde. Deux siècles de débats historiques et politiques*, Paris, Armand Colin, 2014.

DUCANGE Jean-Numa, *Quand la gauche pensait la nation. Nationalités et socialismes à la Belle Époque*, Paris, Fayard, 2021.

DUCLERT Vincent, « Anti-intellectualisme et intellectuels pendant l'affaire Dreyfus », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle (Cahiers Georges Sorel)*, 1997, vol. 15, n° 1, p. 69-83.

DUCLERT Vincent, FABRE Rémi et FRIDENSON Patrick, *Avenirs et avant-gardes en France XIX^e-XX^e siècles. Hommage à Madeleine Rebérioux*, Paris, La Découverte, 1999.

- DUCLERT Vincent, *Jaurès 1859-1914 : la politique et la légende*, Paris, Autrement, 2013.
- DUCLERT Vincent, *Savoir et engagement : écrits normaliens sur l'affaire Dreyfus*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2006.
- DUCOULOMBIER Romain (dir.), *Les socialistes dans l'Europe en guerre. Réseaux, parcours, expérience, 1914-1918*, Paris, L'Harmattan, 2010.
- DUCOULOMBIER Romain, « L'antiréformisme de la minorité de guerre et la naissance du Parti communiste en France (1914-1925) », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2012, vol. 1, n° 30, p. 55-71.
- DUCOULOMBIER Romain, « Socialisme et démocratie : une affinité élective », *Cahiers Jaurès*, 2009, vol. 1, n° 191, p. 69-104.
- DUCOULOMBIER Romain, *Camarades ! : la naissance du parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2010.
- DUCOULOMBIER Romain, *Novembre 1918 : le socialisme à la croisée des chemins*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2018.
- DULLIN Sabine et CŒURE Sophie (dir.), « 1917, un moment révolutionnaire », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2017, vol. 3, n° 135.
- DUMONS Bruno et POLLET Gilles, « Les socialistes français et la question des retraites (1880-1914) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1993, n° 38, p. 34-46.
- DURAND Antonin, « Le voyage de Maurice Halbwachs à Berlin et Vienne en 1910-1911 », *Genèses*, 2018, n° 110, p. 115-132.
- DUVERGER Maurice, *Les partis politiques*, 5^e édition, Paris, Armand Colin, 1964.
- ERNAUX Annie, *Les Années*, Paris, Gallimard, 2008.
- FABRE Rémi, BONZON Thierry, GUIEU Jean-Michel, MARCOBELLI Elisa et RAPPOPORT Michel (dir.), *Les défenseurs de la paix, 1899-1917*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018.
- FAU-VINCENTI Véronique, GENEVEE Frédérick, LAFON Éric, *Aux alentours du Congrès de Tours : scission du socialisme et fondation du parti communiste : 1914-1924*, Montreuil, Musée de l'histoire vivante, 2020.
- FEBVRE Lucien et BERR Henri, *De la « Revue de synthèse » aux « Annales » : lettres à Henri Berr, 1911-1954*, Paris, Fayard, 1997.
- FEBVRE Lucien, « Albert Thomas historien », *Annales d'histoire économique et sociale*, 1932, vol. 4, n° 16, p. 381-384.
- FEBVRE Lucien, « Quatre leçons sur le syndicalisme français (août-septembre 1919 et été 1920) », *Le Mouvement social*, 2012, n° 238, p. 17-71.
- FEIERTAG Olivier, « Réguler la mondialisation : Albert Thomas, les débuts du BIT et la crise économique mondiale 1920-1923 », *Les Cahiers Irice*, 2008, n° 2, p. 127-155.
- FERRETTE François, « La Ligue Civique, une mobilisation élitiste dans l'entre-deux-guerres », *Cahiers Jaurès*, 2017, vol. 3, n° 225, p. 39-63.
- FERRO Marc, « La biographie, cette handicapée de l'histoire », *Le Magazine littéraire*, avril 1989, p. 85-86.
- FERRO Marc, *La révolution de 1917*, Paris, Albin Michel, 1997.

FINE Martin, « Un instrument pour la réforme : l'Association française pour le progrès social (1927-1929) », *Le Mouvement social*, 1976, n° 98, p. 3-29.

FINE Martin, « Albert Thomas: A Reformer's Vision of Modernization, 1914-32 », *Journal of Contemporary History*, 1977, vol. 12, n° 3, p. 545-564.

FINE Martin, « Syndicalisme et Réformisme : Samuel Gompers et le mouvement ouvrier français (1918-1919) », *Le Mouvement social*, 1969, n° 68, p. 3-33.

FINE Martin, *Toward Corporatism: the Movement for Capital-Labor Collaboration in France, 1914-1936*, thèse de l'Université du Wisconsin, 1971.

FLERS Marion (de) « Le mouvement socialiste (1899-1914) », *Cahiers Georges Sorel*, 1987, n° 5, p. 49-76.

FONTAINE Marion, « Léon de Seilhac, en quête du mouvement socialiste », *Cahiers Jaurès*, 2017, vol. 1, n° 223-224, p. 51-72.

FONTAINE Marion, « Usages politiques de Jaurès », *Cahiers Jaurès*, 2011, vol. 2, n° 200, p. 17-35.

FONTAINE Marion, PROCHASSON Christophe et MONIER Frédéric (dir.), *Une contre-histoire de la III^e République*, Paris, La Découverte, 2013.

FORCADE Olivier, *La censure en France pendant la Grande Guerre*, Paris, Fayard, 2016.

FRABOULET Danièle, HUMAIR Cédric, VERNUS Pierre (dir), *Coopérer, négocier, s'affronter, les organisations patronales et leurs relations avec les autres organisations collectives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

FREVILLE Jean, *La nuit finit à Tours. Naissance du Parti communiste français*, Paris, Éditions du cinquantenaire, 1970.

FRIDENSON Patrick (dir.), *1914-1918, l'autre front*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1977.

FRIDENSON Patrick et GRISET Pascal (dir.), *L'industrie dans la Grande Guerre*, Vincennes, Institut de la gestion publique et du développement économique, 2018.

FRIDENSON Patrick, « Un tournant taylorien de la société française (1904-1918) », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 1987, vol. 42, n° 5, p. 1031-1060.

FRIDENSON Patrick, *Histoire des usines Renault. I, Naissance de la grande entreprise : 1898-1939*, Paris, Seuil, 1972.

FULLA Mathieu et JOUSSE Emmanuel (dir.), « Les socialistes français face au réformisme » in *Histoire@politique, Politique, culture, société*, janvier-avril 2011, n° 13.

FULLA Mathieu et LAZAR Marc, *European Socialists and the State in the Twentieth and Twenty-First Centuries*, Cham, Palgrave MacMillan, 2020.

FULLA Mathieu et LAZAR Marc, *Les socialistes européens et l'État*, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 2021.

FURET François, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1985.

GALLO Max, « Quelques aspects de la mentalité et du comportement ouvriers dans les usines de guerre – 1914-1918 », *Le Mouvement Social*, 1966, n° 56, p. 3-33.

GALVEZ-BEHAR Gabriel, « Le savant, l'inventeur et le politique le rôle du sous-secrétariat d'État aux inventions durant la Première Guerre mondiale », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2005, vol. 1, n° 85, p. 103-117.

GEERKENS Éric, HATZFELD Nicolas, LESPINET-MORET Isabelle et VIGNA Xavier (dir.), *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine : entre pratiques scientifiques et passions politiques*, Paris, La Découverte, 2019.

GEORGES Bernard et TINTANT Denise, *Léon Jouhaux dans le mouvement syndical français*, Paris, Presses universitaires de France, 1979.

GEORGI Franck (dir.), *Autogestion, la dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.

GHEBALI, Victor-Yves, *L'Organisation internationale du Travail*, Genève, Georg, 1987.

GHEBALI, Victor-Yves, *La France en guerre et les organisations internationales : 1939-1945*, La Haye/Paris, Mouton, 1969.

GILLARD Lucien et ROSIER Michel. (dir.) *François Simiand (1873-1935). Sociologie – Histoire – Économie*, Amsterdam, Éditions des Archives contemporaines, 1996.

GINSBURG Shaul, « Du wilsonisme au communisme : l'itinéraire du pacifiste Raymond Lefebvre en 1919 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1976, vol. 23, n° 4, p. 583-605.

GIRAULT Jacques (dir.), *L'implantation du socialisme en France au XX^e siècle. Partis, réseaux, mobilisation*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001.

GODFREY John F., *Capitalism at War: Industrial Policy and Bureaucracy in France, 1914-1918*, Leamington Spa, Berg, 1987.

GOERGEN Marie-Louise, *Les relations entre socialistes allemands et français à l'époque de la Deuxième Internationale : 1889-1914*, thèse de l'université de Paris 8, sous la direction de Madeleine Rebérioux, 1998.

GOETHEM Geert van, *The Amsterdam International: the World of the International Federation of Trade Unions (IFTU), 1913-1945*, Londres/New-York, Routledge, 2018.

GORBOFF Marina et GORBOFF Michel, *La Russie fantôme : l'émigration russe de 1920 à 1950*, Lausanne, L'Âge d'homme, 1995.

GORMAN Daniel, *The Emergence of International Society in the 1920s*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

GOYA Michel, *La chair et l'acier : l'armée française et l'invention de la guerre moderne, 1914-1918*, Paris, Tallandier, 2004.

GRANDJEAN-JORNOD Camille, *Entre organisation et liberté : politiques de loisirs dans l'entre-deux-guerres au BIT et en Suisse*, mémoire de l'Université de Genève, dirigé par Sandrine Kott, 2015.

GUERIN Denis, *Albert Thomas au BIT 1920-1932 : de l'internationalisme à l'Europe*, Genève, Suisse, Institut européen de l'Université de Genève, 1996.

GUIEU Jean-Michel, « "Pour la paix par la Société des Nations". La laborieuse organisation d'un mouvement français de soutien à la Société des Nations (1915-1920) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2006, vol. 2, n° 222, p. 89-102.

GUIEU Jean-Michel, « Albert Thomas et la paix, du socialisme normalien à l'action internationale au BIT », *Les Cahiers Irice*, 2008, n° 2, p. 65-80.

GUIEU Jean-Michel, *Histoire de la France contemporaine*, Paris, Points, 2018.

GUIEU Jean-Michel, *Le rameau et le glaive : les militants français pour la Société des Nations*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2008.

GUILLAUME Pierre et GUILLAUME Sylvie, *Réformes et réformisme dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2012.

GUYOT Dominique, *Pierre Hamp : inspecteur du travail et écrivain humaniste, 1876-1962*, Paris, L'Harmattan, 2005.

HAJKOVA Dagmar et HAJDINOVA Eva, « “Mais Paris demeure un phare...” La France dans la vie d'Edvard et Hana Beneš avant 1919 », *Revue des études slaves*, 2015, vol. 86, n° 4, p. 447-470.

HALEVY Élie, *Histoire du socialisme européen*, Cours donné à l'École libre des sciences politiques, Paris, Gallimard, 1937.

HANNA Martha, « A Republic of Letters: The Epistolary Tradition in France during World War I », *The American Historical Review*, 2003, vol. 108, n° 5, p. 1338-1361.

HANNE Georges, « Histoire et travail : quelques repères et une perspective », *Les Cahiers de Framespa*, 2006, n° 2.

HARMAND-LABRO Camille, *Les rues de Longwy, chansons longoviciennes*, Metz, Éditions Serpenoise, 1992.

HAUPT Georges, *Histoire de la II^e Internationale, vol. 17. Congrès socialiste international, Stuttgart, 6-24 août 1907*, Genève, Minkoff, 1878-1985.

HAUPT Georges, *Histoire de la II^e Internationale, vol. 19. Congrès socialiste international, Copenhague, 28 août-3 septembre 1910*, Genève, Minkoff, 1878-1985.

HAUPT Georges, *La Deuxième Internationale, 1889-1914, Étude critique des sources. Essai bibliographique*, Paris, Mouton, 1964.

HERREN Madeleine, *Internationale Organisationen seit 1865. Eine Globalgeschichte der internationalen Ordnung*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2009.

HIDALGO-WEBER Olga, *Dimensions transnationales des politiques sociales britanniques : le rôle de la Grande-Bretagne au sein de l'OIT, 1919-1946*, thèse de l'Université de Genève, sous la direction de Sandrine Kott, 2015.

HILSON Mary, NEUNSINGER Silke et PATMORE Greg (dir.), *A Global History of Consumer Co-Operation since 1850: Movements and Businesses*, Leiden, Brill, 2017.

HOHL Thierry, « “Quel plat réformisme !” Étude sur un catégorie incertaine », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 2008, n° 103, p. 41-54.

HOHL Thierry, *À gauche ! La gauche socialiste, 1921-1947*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2004.

HORNE Janet, *A Social Laboratory for Modern France. The Musée social and the Rise of the Welfare State*, Londres, Duke University Press, 2002.

HORNE John N. (dir.), *State, Society and Mobilization in Europe during the First World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

HORNE John N., « “L'impôt du sang” : Republican Rhetoric and Industrial Warfare in France, 1914-18 », *Social History*, 1989, vol. 14, n° 2, p. 201-223.

HORNE John N., « Le Comité d'Action (CGT-PS) et l'origine du réformisme syndical du temps de guerre (1914-1916) », *Le Mouvement social*, 1983, n° 122, p. 33-60.

- HORNE John N., *Labour at War: France and Britain, 1914-1918*, Oxford, Clarendon press, 1991.
- HORNE John N., *Vers la guerre totale, le tournant de 1914-1915*, Paris, Tallandier, 2010.
- HORVAT Sophie, « La Mission Eugène Petit en Russie de septembre 1916 à mars 1918 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1995, 1995, vol. 27, p. 38-41.
- HUGO Jean, *Le regard de la mémoire*, Paris, Actes Sud, 2020.
- IMLAY Talbot C., *The Practice of Socialist Internationalism: European Socialists and International Politics, 1914-1960*, Oxford, Oxford University Press, 2018.
- JALABERT Laurent, *La France et la Russie. Regards diplomatiques (XVII^e-XXI^e siècle)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.
- JANIN Pierre, *En mission dans la Russie en guerre (1916-1917) : le journal inédit du général Janin*, Paris, L'Harmattan, 2015.
- JEANNENEY Jean-Noël, « L'opinion publique en France pendant la Première Guerre mondiale », *Publications de l'École Française de Rome*, 1984, vol. 54, n° 2, p. 209-227.
- JOUSSE Emmanuel, « Albert Thomas et l'échec d'une social-démocratie à la française (1899-1914) », *L'ENA hors les murs. Magazine des anciens élèves de l'ENA*, 2008, n° 381, p. 23-25.
- JOUSSE Emmanuel, « Ce que signifie le congrès de Tours (1920) », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2020, n° 38, p. 7-30.
- JOUSSE Emmanuel, « Du révisionnisme d'Eduard Bernstein au réformisme d'Albert Thomas (1896-1914) », *Les Cahiers Irice*, 2008, n° 2, p. 39-52.
- JOUSSE Emmanuel, « Jean Jaurès et le révisionnisme de Bernstein : logiques d'une méprise », *Cahiers Jaurès*, 2009, n° 192, p. 13-49.
- JOUSSE Emmanuel, « Les présupposés du réformisme. Autour de la Société fabienne (1884-1914) », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2012, n° 30, p. 89-114.
- JOUSSE Emmanuel, « Une histoire de l'Internationale », *Cahiers Jaurès*, 2014, vol. 2, n° 212-213, p. 11-25.
- JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés : les origines intellectuelles du réformisme en France, 1871-1917*, Paris, Fayard, 2017.
- JOUSSE Emmanuel, *Réviser le marxisme : d'Édouard Bernstein à Albert Thomas, 1894-1914*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- JUDT Tony, *La reconstruction du parti socialiste : 1921-1926*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1976.
- JUDT Tony, *Marxism and the French Left: Studies in Labour and Politics in France, 1830-1981*, Oxford, Oxford University Press, 1986.
- JULLIARD Jacques, « Diversité des réformismes », *Le Mouvement social*, 1974, n° 87, p. 3-7.
- KAPLAN Steven L. et MINARD Philippe (dir.), *La France malade du corporatisme*, Paris, Belin, 2014.
- KERGOAT Jacques, *Histoire du Parti socialiste*, Paris, La Découverte, 1997.

KERMOAL Benoît, « Bretons, internationalistes et européens ? Les socialistes bretons et l'idée européenne aux lendemains de la Grande Guerre », *Siècles*, 2015, n° 41. En ligne <http://journals.openedition.org.ezpaarse.univ-paris1.fr/siecles/2609>.

KEVONIAN Dzovinar, « La légitimation par l'expertise : le Bureau international du Travail et la statistique internationale », *Les Cahiers Irice*, 2008, n° 2, p. 81-106.

KOLAR František, « Édouard Benès et le conseil national tchécoslovaque de la rue Bonaparte », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 1993, n° 169, p. 9-15.

KOLONITSKY Boris, « Kerenski l'intouchable », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2017, n° 135, p. 31-39.

KOTT Sandrine et HOETHKER Dorothea (dir.), *À la rencontre de l'Europe au travail : récits de voyages d'Albert Thomas (1920-1932)*, Paris/Genève, Publications de la Sorbonne/Bureau international du Travail, 2015.

KOTT Sandrine, « Dynamiques de l'internationalisation : l'Allemagne et l'Organisation internationale du travail (1919-1940) », *Critique internationale*, 2011, n° 52, p. 69-84.

KOTT Sandrine, « Fighting the War or Preparing for Peace. The ILO during the Second World War », *Journal of Modern European History*, 2014, n° 4, p. 359-376.

KOTT Sandrine, « La justice sociale dans un monde global. L'Organisation internationale du travail (1919-2019) », *Le Mouvement Social*, 2018, vol. 2, n° 263, p. 3-14.

KOTT Sandrine, « Les organisations internationales, terrains d'étude de la globalisation. Jalons pour une approche socio-historique », *Critique internationale*, 2011, vol. 3, n° 52, p. 9-16.

KOTT Sandrine, « OIT, justice sociale et mondes communistes. Concurrences, émulations, convergences », *Le Mouvement Social*, 2018, vol. 2, n° 263, p. 139-151.

KOTT Sandrine, « Une "communauté épistémique" du social ? », 2008, *Genèses*, n° 71, p. 26-46.

KOTT Sandrine, *Organiser le monde. Une autre histoire de la guerre froide*, Paris, Seuil, 2021.

KRIEGEL Annie et PERROT Michelle, *Le socialisme français et le pouvoir*, Paris, Études et documentation internationale, 1966.

KRIEGEL Annie, *Aux origines du communisme français : contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*, Paris, Flammarion, 1978.

KRIEGEL Annie, *La Grève des cheminots, 1920*, Paris, Armand Colin, 1988.

KRIEGEL Annie, *Le congrès de Tours : décembre 1920 : naissance du parti communiste français : édition critique des principaux débats*, Paris, Gallimard, 1975.

KRIEGEL Annie, *Les communistes français dans leur premier demi-siècle. 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985.

KUISEL Richard, *Le capitalisme et l'État en France : modernisation et dirigisme au XX^e siècle*, trad. André Charpentier, Paris, Gallimard, 1984.

LAGRAVE Rose-Marie, *Se ressaisir : Enquête autobiographique d'une transfuge de classe féministe*, Paris, La Découverte, 2021.

LALOUETTE Jacqueline, *Jean Jaurès : l'assassinat, la gloire, le souvenir*, Paris, Perrin, 2014.

LALOUETTE Jacqueline, *Un peuple de statues : la célébration sculptée des grands hommes (France 1801-2018)*, Paris, Mare & Martin, 2018.

LANCEREAU Guillaume, *De raison et de mémoire. Écrire l'histoire de la Révolution française (1881-1939)*, thèse de l'EHESS, sous la direction d'Antoine Lilti, 2020.

LAUBIER Patrick (de), « Albert Thomas (1878-1932), réformiste social », *Revue française des affaires sociales*, 1994, n° 47, p. 43-52 (75^e anniversaire du BIT).

LAURENT Olivier (dir.), *La mémoire et le temps. L'œuvre transdisciplinaire d'Henri Hubert (1872-1927)*, Paris, Demopolis, 2018.

LE CROM Jean-Pierre (dir.), *Les acteurs de l'histoire du droit du travail*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004.

LE GOFF Jacques, *Saint Louis*, Paris, Gallimard, 1996.

LEBARON Richard, « La librairie Marcel Rivière, entre science, économie et politique », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques. Archives*, 2003, n° 31.

LEE Eddy, RODGERS Gerry, SWEPSTON Lee et VAN DAELE Jasmien (dir.), *L'Organisation internationale du Travail et la quête de justice sociale*, Genève, Organisation internationale du Travail, 2009.

LEFEBVRE Denis, *Marcel Sembat : socialiste et franc-maçon*, Paris, Bruno Leprince, 1995.

LEFEBVRE Rémi, « Les socialistes, la question communale et l'institution municipale. Le cas de Roubaix à la fin du XIX^e siècle », *Cahiers Jaurès*, 2005, vol. 3, n° 177-178, p. 67-90.

LEFEBVRE, Rémi, *Le socialisme saisi par l'institution municipale (des années 1880 aux années 1980) : jeux d'échelles*, thèse de l'université Lille-2, sous la direction de Frédéric Sawicki, 2001.

LEFRANC Georges, « La diffusion des idées planistes en France », *Revue européenne des sciences sociales*, 1974, vol. 12, n° 31, p. 151-167.

LEFRANC Georges, *Essais sur les problèmes socialistes et syndicaux*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1970.

LEFRANC Georges, *Jaurès et le socialisme des intellectuels*, Paris, Aubier-Montaigne, 1968.

LEFRANC Georges, *Le mouvement socialiste sous la Troisième République (1875-1940)*, Paris, Payot, 1963.

LEFRANC Georges, *Le mouvement syndical sous la Troisième République*, Paris, Payot, 1967.

LEJEUNE Dominique, « Les missions de la SFIO dans la Russie de 1917 », *Revue Historique*, 1987, vol. 278, n° 564, p. 373-386.

LESPINET-MORET Isabelle « L'expérience Millerand. Théories et pratiques d'un État réformateur », *Jean Jaurès. Cahiers trimestriels*, 1998, n 150, p. 195-201.

LESPINET-MORET Isabelle et LIEBESKIND-SAUTHIER Ingrid, « Albert Thomas, le BIT et le chômage : expertise, catégorisation et action politique internationale », *Les Cahiers Irice*, 2008, n° 2, p. 157-179.

LESPINET-MORET Isabelle, « L'Office du travail et le Musée social, deux facettes de la nébuleuse réformatrice », *Cahiers Jaurès*, 2017, vol. 1-2, n° 223-224, p. 33-50.

LESPINET-MORET Isabelle, *L'Office du travail, 1891-1914 : la République et la réforme sociale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

LESPINET-MORET Isabelle, *Projet global, politique internationale : L'Organisation internationale du Travail et la santé des travailleurs*, mémoire inédit d'habilitation à diriger des recherches, 2016.

LESPINET-MORET Isabelle, *Théories et pratiques de la réforme sociale : l'Office du travail, 1891-1914*, thèse de l'Université Paris 10 Nanterre, sous la direction d'Alain Plessis, 1997.

LETOULAT Chloé, *La commune de Champigny-sur-Marne et son personnel de 1912 à 1947*, mémoire de l'Université Paris 1, sous la direction de Claude Penetier et Antoine Prost, 1996.

LIGOU Daniel, *Histoire du socialisme en France : 1871-1961*, Paris, Presses universitaires de France, 1962.

LINDENBERG Daniel et MEYER Pierre-André, *Lucien Herr, le socialisme et son destin*, Paris, Calmann-Lévy, 1977.

LINDENBERGER Thomas et SABROW Martin, *German Zeitgeschichte. Konturen eines Forschungsfeldes*, Wallstein, Göttingen, 2016.

LOEZ André et MARIOT Nicolas, *Obéir, désobéir*, Paris, La Découverte, 2008.

LOUCHEUR Louis, *Carnets secrets, 1908-1932*, Bruxelles, Brépols, 1962.

LOUIS Marieke, « The ILO, Social Partners and the G20: New Prospects for Social Dialogue at the Global Level », *Global Social Policy*, 2016, vol. 16, n° 3, p. 235-252.

LOUIS Marieke, « Un parlement mondial du travail ? Enquête sur un siècle de représentation tripartite à l'Organisation internationale du Travail », *Revue française de science politique*, 2016, vol. 66, n° 1, p. 27-48.

LOUIS Marieke, *L'Organisation internationale du Travail et le travail décent : un agenda social pour le multilatéralisme*, Paris, L'Harmattan, 2011.

LOUIS Marieke, *Qu'est-ce qu'une bonne représentation ? L'Organisation internationale du travail de 1919 à nos jours*, Paris, Dalloz, 2016.

LUCIANI Jean (dir.), *Histoire de l'Office du travail : 1890-1914*, Paris, Syros, 1992.

LUPO Julie, *Le problème de la diversité des langues et la recherche de la langue universelle dans les organisations internationales, 1919-1923*, mémoire de l'Université Pierre Mendès France, sous la direction de Jean-Claude Lescure, 2003.

LUSIGNAN Guy (de), « Albert Thomas et la justice sociale », *L'Actualité de l'histoire*, 1958, n° 24, p. 2-18.

LUSIGNAN Guy (de), *L'Organisation internationale du Travail (1919-1959)*, Paris, Éditions ouvrières, 1959.

LUZZATTO Sergio, *L'impôt du sang, la gauche française à l'épreuve de la guerre*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1996.

LYNCH Édouard, « Socialistes et communistes dans l'entre-deux-guerres », *Études rurales*, 2004, n° 171-172, p. 45-59.

MACHU Laure, LESPINET-MORET Isabelle et VIET Vincent (dir.), *Mains-d'œuvre en guerre : 1914-1918*, Paris, La Documentation Française, 2018.

MADELENAT Daniel, « La biographie aujourd'hui : frontières et résistances », *Cahiers de l'association internationale des études françaises*, 2002, n° 52, p. 153-158.

MAILLARD Alain, MAZAURIC Claude et WALTER Éric (dir.), *Présence de Babeuf : Lumières, Révolution, communisme*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994.

MANCERON Gilles et NAQUET Emmanuel (dir.) *Être dreyfusard hier et aujourd'hui*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

MANESSIS Dimitri et ROUBAUD-QUASHIE Guillaume (dir.), *Empreintes rouges : nouvelles perspectives pour l'histoire du communisme français*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018.

MANIGAND Christine, *Les Français au service de la Société des Nations*, Berne, Peter Lang, 2003.

MARCEL Jean-Christophe, « Introduction », *Les Études sociales*, 2017, n° 165, p. 3-5.

MARCOBELLI Elisa « La France de 1914 était-elle antimilitariste ? Les socialistes et la loi de trois ans », Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2013.

MARCOBELLI Elisa, *L'internationalisme à l'épreuve des crises : la IIe Internationale et les socialistes français, allemands et italiens, 1889-1915*, Arbre bleu, Nancy, 2019.

MARIOT Nicolas, « Pourquoi les normaliens sont-ils morts en masse en 1914-1918 ? Une explication structurale », *Pôle Sud*, 2012, vol. 1, n° 36, p. 9-30.

MARIOT Nicolas, *Histoire d'un sacrifice : Robert, Alice et la guerre (1914-1917)*, Paris, Seuil, 2017.

MARIOT Nicolas, *Tous unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, Paris, Seuil, 2013.

MARTIN-FUGIER Anne, *Les salons de la III^e République*, Paris, Tempus, 2009.

MARX Karl et ENGELS Friedrich, *Le Manifeste communiste ; avec les articles de F. Engels dans la « Réforme », 1847-1848. Traduction nouvelle par Charles Andler*, Paris, Société Nouvelle de Librairie et d'Édition, 1901.

MASSART Sylvie, *Les voyages d'Albert Thomas, directeur du BIT (1919-1932)*, mémoire de maîtrise de l'Université Paris 1, sous la direction de René Girault, 1993.

MAUL Daniel, « "Help Them Move the ILO Way": The International Labor Organization and the Modernization Discourse in the Era of Decolonization and the Cold War », *Diplomatic History*, 2009, vol. 33, n° 3, p. 387-404.

MAUL Daniel, *L'Organisation internationale du Travail : 100 ans de politique sociale à l'échelle mondiale*, Genève, Bureau international du Travail, 2019.

MECHI Lorenzo, « Du BIT à la politique sociale européenne : les origines d'un modèle », *Le Mouvement Social*, 2013, vol. 3, n° 244, p. 17-30.

MERCIER Lucien, *Les universités populaires : 1899-1914, éducation populaire et mouvement ouvrier au début du siècle*, Paris, Éditions ouvrières, 1986.

MIGNEMI Niccolo, « Agriculteurs du monde entier, associez-vous ! Robert de Rocquigny, du Musée sociale à l'Institut International d'Agriculture », *Histoire & Sociétés rurales*, 2016, vol. 1, n 45, p. 43-67.

MILANI Tommaso, *Les Belles Années du Plan ? Hendrik de Man and the Reinvention of Western European Socialism, 1914-36 ca.*, thèse de la London School of Economics and Political Science (LSE), 2017.

MOISSINAC Christine et ROUSSEL Yves, *Jules-Louis Breton (1878-1940). Un savant parlementaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

MONIER Frédéric, *Léon Blum. La morale et le pouvoir*, Paris, Armand Colin, 2016.

MORET Frédéric, *Les socialistes et la ville : Grande-Bretagne, France, 1820-1850*, ENS Éditions, Fontenay-aux-Roses, 1999.

MORIN Gilles et PLAS Pascal (dir.), *Adrien Tixier 1893-1946 : l'héritage méconnu d'un reconstruteur de l'État en France : numéro spécial*, La Geneytouse, Lucien Souny, 2012.

MORIN Gilles, « Les socialistes et la société française. Réseaux et milieux (1905-1981) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2007, n° 96, p. 47-62.

MORIN-ROTUREAU Évelyne (dir.), *Combats de femmes 1914-1918. Les femmes, pilier de l'effort de guerre*, Paris, Autrement, 2004.

MORLET Jean, *Champigny : hier et aujourd'hui*, Paris, Messidor, 1981.

MORTAL Patrick, *Les armuriers de l'État : Du Grand Siècle à la globalisation 1665-1989*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2020.

MOULIN Catherine, « Jaurès, de trains en gares », *Cahiers Jaurès*, 2018, vol. 1, n° 227-228, p. 145-156.

MÜLLER Bertrand, « “Problèmes contemporains” et “hommes d'action” à l'origine des *Annales*. Une correspondance entre Lucien Febvre et Albert Thomas (1928-1930), *Vingtième siècle*, 1992, n° 35, p. 78-91.

MURARD Lion et ZYLBERMAN Patrick (dir.), « Le soldat du travail. Guerre, fascisme et taylorisme », *Recherches*, 1978, n° 32-33.

NICOLAS Corine, « Le CICR au secours des réfugiés russes 1919-1939 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2009, vol. 3, n° 95, p. 13-24.

NIESS Alexandre, « La gauche parlementaire française face à la loi de trois ans (1913) », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 2017, n° 26, p. 67-89.

NOIRIEL Gérard, *Les fils maudits de la République. L'avenir des intellectuels en France*, Paris, Fayard, 2005.

NORRIS Anna, « Le féminisme français à l'épreuve de la guerre. Madeleine Vernet : itinéraire d'une féministe pacifiste », *Cahiers de la Méditerranée*, 2015, n° 91, p. 127-138.

OLIVIER-MARTIN François, « Émile Chénon (1857-1927) », *Revue historique du droit français et étranger*, Éditions Sirey, 4^e série, huitième année, 1929, p. 403-423.

OLLIVIER Anne-Laure, *Gaston Defferre : un socialiste face au pouvoir, de Marseille à l'élection présidentielle de 1969*, thèse de l'École normale supérieure de Cachan, sous la direction d'Olivier Wievorka, 2011.

PAPAYANNIS Nicholas, *Alphonse Merrheim, The Emergence of Reformism in Revolutionary Syndicalism 1871-1925*, Dordrecht, Martinus Nijhoff Publishers, 1985.

PASCAL Pierre, CATTEAU Jacques, CŒURE Sophie et BOUVARD Julie, *Journal de Russie, 1928-1929*, Lausanne, Noir sur Blanc, 2014.

PASSERON Jean-Claude, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, 1990, vol. 31, n° 1, p. 3-22.

PAYRE Renaud, *Une science communale ? : réseaux réformateurs et municipalité providence*, Paris, CNRS Éditions, 2007.

PERROT Michelle, *Mélancolie ouvrière*, Paris, Grasset, 2012.

PHELAN E. J., *Albert Thomas et la création du BIT*, Montrouge, Imprimerie moderne, 1936.

PIANA Francesca, « L'humanitaire d'après-guerre : prisonniers de guerre et réfugiés russes dans la politique du Comité international de la Croix-Rouge et de la Société des Nations », *Relations internationales*, 2012, vol. 3, n° 151, p. 63-75.

PIGENET Michel (dir.), *Léon Jouhaux : d'Aubervilliers au prix Nobel*, Paris, La Documentation française, 2010.

PIGNOT Manon, *La guerre des crayons : quand les petits Parisiens dessinaient la Grande guerre*, Paris, Parigramme, 2004.

PIKETTY Guillaume, « La biographie comme genre historique ? Étude de cas », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1999, n° 63, p. 119-126.

PLATA-STENGER Véronique, « L'OIT et l'assurance sociale en Amérique latine dans les années 30 et 40 : enjeux et limites de l'expertise internationale », *Revue d'histoire de la protection sociale*, 2017, vol. 1, n° 10, p. 42-61.

PLATA-STENGER Véronique, *Le recrutement des fonctionnaires du Bureau international du Travail en 1920 : une approche prosopographique*, mémoire de master de l'Université de Genève sous la direction de Sandrine Kott, 2010.

POLASKY Janet, *The Democratic Socialism of Émile Vandervelde. Between Reform and Revolution*, Oxford/Washington, Berg, 1995.

PONCELET Sylvie, *Le dispensaire antituberculeux ou la difficulté de l'émergence d'un établissement prophylactique (1901-1943)*, Thèse de l'Université Paris 1, sous la direction d'Isabelle Lespinet-Moret, 2020.

PORTE Rémy, « Mobilisation industrielle et guerre totale : 1916, année charnière », *Revue historique des armées*, 2006, n° 242, p. 26-35.

PORTE Rémy, *La mobilisation industrielle, « premier front » de la Grande Guerre ?*, Paris, Soteca, 14-18 Éditions, 2005.

PORTELLI Hugues (dir.), *L'Internationale socialiste*, Paris, L'Atelier, 1983.

PRINCE Charles, « The USSR and International Organizations », *The American Journal of International Law*, 1942, vol. 36, n° 3, p. 425-445.

PROCHASSON Christophe et RASMUSSEN Anne, *Au nom de la patrie : les intellectuels et la Première Guerre mondiale, 1910-1919*, Paris, La Découverte, 1996.

PROCHASSON Christophe, « Jalons pour une histoire du “non-engagement” », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1998, vol. 60, n° 1, p. 102-111.

PROCHASSON Christophe, « Jaurès, l'École socialiste et le socialisme normalien », *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, 1982, n° 84, p. 3-7.

PROCHASSON Christophe, « Les arcanes du travail intellectuel », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2018, n° 36, p. 7-13.

PROCHASSON Christophe, « Les correspondances : sources et lieux de mémoire de l'histoire intellectuelle », *Les Cahiers du centre de recherches historiques*, 1991, n° 8. En ligne : <https://journals-openedition-org.ezpaarse.univ-paris1.fr/ccrh/2824>

PROCHASSON Christophe, *1914-1918 : retours d'expériences*, Paris, Tallandier, 2008.

PROCHASSON Christophe, *Le socialisme normalien (1907-1914) : recherches et réflexions autour d'un groupe d'études socialistes et de l'école socialiste*, mémoire de maîtrise de l'Université Paris 1, sous la direction de Maurice Agulhon, 1981.

PROCHASSON Christophe, *Place et rôle des intellectuels dans le mouvement socialiste français (1900-1920)*, thèse de l'Université Paris 1, sous la direction de Madeleine Reberieux, 1989.

PROCHASSON Christophe, *Voyage d'un historien à l'intérieur de l'État*, Paris, Fayard, 2019.

PUDAL Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fédération nationale des sciences politiques, 1989.

RABAULT-MAZIERES Isabelle, « Chemin de fer, croissance suburbaine et migrations de travail : l'exemple parisien au XIX^e siècle », *Histoire urbaine*, n° 11, p. 9-30.

RABAUT Jean, *1914, Jaurès assassiné*, Bruxelles, Complexe, 2005.

RAMOS Raphaël et RAMOS Jean-Marc, « De L'Humanité à L'Ordre national. Sur une déviation du "socialisme de guerre" », *Revue historique*, 2019, n° 692, p. 921-958.

RASMUSSEN Anne, « Tournant, inflexions, ruptures : le moment internationaliste », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2001, vol. 1, n° 19, p. 27-41.

REBERIOUX Madeleine et CANDAR Gilles, *Jaurès et les intellectuels*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1994.

REBERIOUX Madeleine et FRIDENSON Patrick, « Albert Thomas, pivot du réformisme français », *Le Mouvement social*, 1974, n° 87, p. 87-97.

REBERIOUX Madeleine, « La Revue socialiste », *Cahiers Georges Sorel*, 1987, n° 5, p. 15-38.

REBERIOUX Madeleine, « Les tendances hostiles à l'État dans la SFIO (1905-1914) », *Le Mouvement social*, 1968, n° 65, p. 21-37.

REBERIOUX Madeleine, « Naissance de *L'Humanité* », *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, 1975, n° 59, p. 2-8.

REBERIOUX Madeleine, *Nouvelle histoire de la France contemporaine. 11, La République radicale ? 1898-1914*, Paris, Seuil, 1975.

REBERIOUX Madeleine, *Pour que vive l'histoire. Écrits*, Paris, Belin, 2017.

REGIN Tania et WOLIKOW Serge (dir.), *Les syndicalismes en Europe. III. À l'épreuve de l'international*, Paris, Syllepse, 2002.

RIALS Stéphane, *Administration et organisation 1910-1930. De l'organisation de la bataille à la bataille de l'organisation dans l'administration française*, Paris, Beauchesne, 1997.

RIDEL Charles, *Les embusqués*, Paris, Armand Colin, 2007.

RIESE Laure, *Les salons littéraires parisiens, du Second Empire à nos jours*, Paris, Privat, 1962.

RIZZO Jean-Louis, *Alexandre Millerand : socialiste discuté, ministre discuté et président déchu, 1859-1943*, Paris, L'Harmattan, 2013.

ROBERT Jean-Louis (dir.), *Le syndicalisme à l'épreuve de la Première Guerre mondiale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017.

ROBERT Jean-Louis, *Les Ouvriers, la Patrie et la Révolution : Paris 1914-1919*, Besançon, Annales littéraires de l'Université de Besançon, 1995.

RODOGNO Davide, STRUCK Bernhard et VOGEL Jakob (dir.), *Shaping the Transnational Sphere: Experts, Networks, and Issues from the 1840s to the 1930s*, New York, Berghahn Books, 2015.

ROLLET Catherine et DE LUCA BARBUSSE Virginie, *Dans l'ombre de la réforme sociale, 1852-1942*, Paris, INED Éditions, 2020.

ROLLET Catherine, « Jules-Louis Breton (1872-1940). Un savant parlementaire », *Revue d'histoire de la protection sociale*, 2014, vol. 1, n° 7, p. 163-167.

ROSENTAL Paul-André, « Géopolitique et État-providence », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2006, vol. 1, n° 61, p. 99-134.

ROSMER Alfred, *Le mouvement ouvrier pendant la guerre. 1, De l'union sacrée à Zimmerwald*, Paris, Librairie du travail, 1936.

ROUGER Hubert, *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale Ouvrière. La France socialiste. Tome III, Les fédérations, 2e partie*, Paris, Aristide Quillet, 1921.

ROUSSELLIER Nicolas, *La force de gouverner. Le pouvoir exécutif en France, XIX^e-XXI^e siècles*, Paris, Gallimard, 2015.

ROUSSELLIER Nicolas, *Le Parlement de l'éloquence. La souveraineté et la délibération au lendemain de la Grande Guerre*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 1997.

ROZA Stéphanie, « Situation de la connaissance du babouvisme », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 2011, n° 115, p. 157-174.

RUIMY Laurence, « La Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur, 1890-1914 », *Cahiers trimestriels Jean Jaurès*, 1997, n° 146, p. 17-28.

SCELLE Georges, *L'Organisation internationale du travail et le BIT*, Paris, Marcel Rivière, 1930.

SCHAPER Bertus Willem, *Albert Thomas : trente ans de réformisme social*, Paris, Presses universitaires de France, 1957.

SCHIPPER Frank (dir.) *Driving Europe: Building Europe on Roads in the Twentieth Century*, Amsterdam, Aksant, 2008.

SCHWARTZ Olivier, « Le baroque des biographies », *Cahiers de philosophie*, 1990, n° 10, p. 173-183.

SCHWEITZER Sylvie, *Des Engrenages à la chaîne : les usines Citroën, 1915-1935*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.

SCOT Jean-Paul, *Jaurès et le réformisme révolutionnaire*, Paris, Seuil, 2014.

SHOTWELL James Thomson (dir.), *The Origins of the International Labor Organization. 1, History*, New York, Columbia University Press, 1934.

SHOTWELL James Thomson (dir.), *The Origins of the International Labor Organization. 2, Documents*, New York, Columbia University Press, 1934.

SHOTWELL James Thomson, « The International Labor Organization as an Alternative to Violent Revolution », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 1933, vol. 166, p. 18-25.

SINANOGLOU Ioannis, « Journal de Russie d'Albert Thomas », *Cahiers du Monde Russe*, 1973, vol. 14, n° 1, p. 86-204.

SIRINELLI Jean-François, *Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Presses universitaires de France, 1994.

SIWEK-POUYDESSEAU Jeanne, *Le syndicalisme des fonctionnaires jusqu'à la guerre froide*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1989.

SMITH Robert J., « L'atmosphère politique à l'École normale supérieure à la fin du XIX^e siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 20, avril-juin 1973, p. 248-268.

SOUAMAA Najib, « La loi des huit heures : un projet d'Europe sociale ? (1918-1932) », *Travail et Emploi*, 2007, n° 110, p. 27-36.

SOUBIRAN-PAILLET Francine, « Parlements, administrateurs et experts (1900-1914), Le discours de la compétence », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2007, vol. 1 n° 93, p. 151-136.

SOULIE Stéphan, *Les philosophes en République : l'aventure intellectuelle de la « Revue de métaphysique et de morale » et de la Société française de philosophie, 1891-1914*, Presses universitaires de Rennes, Rennes.

STEINER Zara Shakow, *The Lights that Failed: European International History, 1919-1933*, Oxford, Oxford University Press, 2005.

STERNHELL Zeev, *Ni droite ni gauche : l'idéologie fasciste en France*, Paris, Gallimard, 2012 [1^{ère} édition : 1983].

SUMPF Alexandre, *1917, la Russie et les Russes en révolutions*, Paris, Perrin, 2017.

SUMPF Alexandre, *La Grande Guerre oubliée : Russie, 1914-1918*, Paris, Perrin, 2014.

SUPIOT Alain, *Le travail n'est pas une marchandise : contenu et sens du travail au XXI^e siècle*, Paris, Collège de France, 2019.

THEBAUD Françoise, « Écrire la biographie de Marguerite Thibert (1886-1982). Itinéraire d'une recherche », *Modern & Contemporary France*, 2012, vol. 20, n° 4, p. 421-435.

THEBAUD Françoise, *Une traversée du siècle : Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale*, Paris, Belin, 2017.

THEBAUD Jacques, « À propos du centenaire de la mort de Constantin Pecqueur (1887-1987). Jalons pour une biographie scientifique », *Revue d'histoire du XIX^e siècle. Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle*, 1987, n° 3. En ligne : <https://doi-org.ezpaarse.univ-paris1.fr/10.4000/rh19.20>

THOMANN Bernard, « Le voyage au Japon d'Albert Thomas : entre diffusion d'un modèle social universel et enjeux politiques locaux », *Revue d'histoire de la protection sociale*, 2018, vol. 1, n° 11, p. 169-182.

TONNELAT Ernest, *Charles Andler : sa vie et son œuvre*, Paris, Les Belles Lettres, 1937.

TOPALOV Christian (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1999.

TOPALOV Christian, « Maurice Halbwachs, photographe des taudis parisiens (1908) », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 1997, vol. 28, n° 1, p. 128-145.

TORTORA Manuela et GHEBALI Victor-Yves, *Institution spécialisée et organisation mondiale : étude des relations de l'OIT avec la SDN et l'ONU*, Bruxelles, E. Bruylant, 1980.

TOSSTORFF Reiner, « The International Trade-Union Movement and the Founding of the International Labour Organization », *International Review of Social History*, 2005, vol. 50, n° 3, p. 399-433.

TOUCAS-TRUYEN Patricia, *Les coopérateurs : deux siècles de pratiques coopératives*, Paris, L'Atelier, 2005.

TOURNIEROUX Pierre-Louis, *La Fédération de la Seine du Parti socialiste, section française de l'Internationale ouvrière de 1905 à 1914 : entre tradition d'extrême-gauche et réformisme modernisateur*, Mémoire de l'Université Paris 1, sous la direction de Frank Georgi, 2017.

TUFFERY-ANDRIEU Jeanne-Marie (dir.), *La Direction du Travail du Commissariat d'Alsace-Lorraine : laboratoire du droit social*, Paris, CHATEPF, 2010.

UNGER Gérard, *Aristide Briand, le ferme conciliateur*, Paris, Fayard, 2005.

VALENTI Catherine, « La biographie historique en France : un essai d'historiographie », *Cercles, Revue d'histoire culturelle*, 2007, n° 10, p. 145-161.

VAN DAELE Jasmien, « Engineering Social Peace: Networks, Ideas, and the Founding of the International Labour Organization », *International Review of Social History*, 2005, vol. 50, n° 3, p. 435-466.

VAN DAELE Jasmien, « The International Labour Organization (ILO) in Past and Present Research », *International Review of Social History*, 2008, vol. 53, n° 3, p. 485-511.

VAN DAELE Jasmien, RODRÍGUEZ GARCÍA Magaly, VAN GOETHEM Geert et VAN DER LINDEN Marcel (dir.), *ILO Histories: Essays on the International Labour Organization and its Impact on the World during the Twentieth Century*, Berne, Peter Lang, 2010.

VAN DAELE Jasmien, *Van Gen tot Genève : Louis Varlez, een biografie*, Gand, Academia Press, 2002.

VAN DER SLICE Austin, *International Labor, Diplomacy and Peace, 1914-1919: a Dissertation for the Degree of Doctor of Philosophy*, 1941.

VERGNON Gilles, *Le « modèle » suédois. Les gauches françaises et l'impossible social-démocratie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

VIDAL-NAQUET Clémentine, *Correspondances conjugales, 1914-1918 : dans l'intimité de la Grande guerre*, Paris, Robert Laffont, 2014.

VIDAL-NAQUET Clémentine, *Couples dans la Grande Guerre : le tragique et l'ordinaire du lien conjugal*, Paris, Les Belles Lettres, 2014.

VIET Vincent et Lespinet-Moret Isabelle (dir.), *L'Organisation internationale du Travail. Origine – Développement – Avenir*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

VIET Vincent, « Le droit du travail s'en va-t-en guerre (1914-1918) », *Revue française des affaires sociales*, 2002, n° 1, p. 155-167.

VIET Vincent, « Les républicains face aux grèves : intervenir pour ne plus avoir à intervenir (1880-1914) », *Cahiers Jaurès*, 2011, n° 199, p. 53-69.

VIET Vincent, *La santé en guerre, 1914-1918 : une politique pionnière en univers incertain*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2015.

VIET Vincent, *Les voltigeurs de la République : l'Inspection du travail en France jusqu'en 1914*, Paris, CNRS Éditions, 1994, vol. 1 et 2.

VIGNA Xavier, « La restauration collective des ouvriers en France pendant la Grande Guerre », *Le Mouvement Social*, 2014, vol. 2, n° 247, p. 47-63.

VIGNA Xavier, « Léon de Seilhac, la source méconnue », *Cahiers Jaurès*, 2017, vol. 1, n° 223-224, p. 3-14.

VIGNA Xavier, *L'espoir et l'effroi : luttes d'écritures et luttes de classes en France au XX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2016.

VIGNA Xavier, VIGREUX Jean et WOLIKOW Serge (dir.), *Le pain, la paix, la liberté. Expériences et territoires du front populaire*, Paris, Éditions histoire sociale, 2006.

VIGNER Gérard, « L'École Jules-Ferry, école normale de l'enseignement colonial : une formation pour apprendre à enseigner dans les colonies (1902-1912) », *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde*, 2015, n° 55, p. 57-82.

VIGOUROUX Jeanne, *Joseph Paul-Boncour 1873-1972. Saint-Aignan, Noyers, Paris, Genève. La paix pour passion*, auto-édité, 2018.

VIGREUX Jean et WOLIKOW Serge (dir.), *Rouge et rose : deux siècles de socialismes européens*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 2007.

VINCENT Pierre et NARRITSENS André, « La grève des cheminots d'octobre 1910 », *Les Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, 2010, n° 115, p. 6-11.

WERTH Nicolas, *Les révolutions russes*, Paris, Presses universitaires de France, 2017.

WIEVIORKA Annette (dir.), *Justin Godart : un homme dans son siècle (1871-1956)*, Paris, CNRS Éditions, 2004.

WILLARD Claude, *Le Mouvement socialiste en France (1893-1905). Les Guesdistes*, Paris, Éditions sociales, 1965.

WINOCK Michel, *Le socialisme en France et en Europe, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 2018 [1^{ère} édition : 1992].

WRIGHT Julian, « Les réformistes au secours d'une femme en deuil », *Cahiers Jaurès*, 2011, n° 200, p. 163-172.

WRIGHT Julian, *Socialism and the Experience of Time: Idealism and the Present in Modern France*, Oxford/New York, Oxford University Press, 2017.

YAÑEZ ANDRADE Juan-Carlos, *L'OIT et l'Amérique du Sud (1919-1949). La construction d'un laboratoire social régional*, thèse de l'EHESS, sous la direction d'Yves Cohen, 2014.

ZARAGORI Aurélien, « L'OIT, le Saint-Siège et les milieux catholiques africains et latino-américains dans les années 1950 et 1960 », *Le Mouvement Social*, 2018, vol. 2, n° 263, p. 123-138.

ZARAGORI Aurélien, *L'Organisation internationale du Travail et les milieux chrétiens (1919-1969)*, thèse de l'Université Lyon 3, sous la direction de Jean-Dominique Durand, 2018.

ZIGMANT Pierre, « *L'Information ouvrière et sociale* » : 1918-1921, Mémoire de l'Université Paris 1, sous la direction de Jacques Droz et Jean Maitron, 1972.

Sitographie

Archives en ligne de l'OIT :

https://labordoc.ilo.org/discovery/search?vid=41ILO_INST:41ILO_V2

Archives photographiques de l'OIT :

https://www.ilo.org/dyn/photolib/en/f?p=600817:111:0::NO:RP:P221_LOT:0-HIST

« En souvenir d'Albert Thomas » dans *Travail. Le magazine de l'OIT*, 2019, numéro spécial centenaire, p. 8. https://www.ilo.org/global/publications/world-of-work-magazine/issues/WCMS_710861/lang--fr/index.htm

« Le Centenaire de l'OIT », *Maitron Multimedia* : <https://maitron.fr/spip.php?article215684>

« Les origines du socialisme en Haute-Savoie », *Arve à gauche*, 30 août 2019 : <https://arveagauche.fr/2019/08/les-origines-du-socialisme-en-haute-savoie/>

« Pampelonne, Vernissage de l'exposition Albert Thomas », *La Dépêche*, 5 novembre 2015 : <https://www.ladepeche.fr/article/2015/11/05/2211214-vernissage-de-l-exposition-albert-thomas.html>

Allocution du président Emmanuel Macron au siège de l'OIT à Genève, 11 juin 2019 : <https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-3419-fr.pdf>.

BLASZKIEWICZ Adeline, « THOMAS, Aristide Albert » in REINALDA Bob, KILLE Kent J. et EISENBERG, *Jaci IO BIO, Biographical Dictionary of Secretaries-General of International Organizations* : www.ru.nl/fm/jobio

BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, « Albert Thomas, figure du socialisme réformiste », note de la Fondation Jean-Jaurès, 25 février 2016 : <https://www.jean-jaures.org/publication/albert-thomas-figure-du-socialisme-reformiste/>

BLASZKIEWICZ-MAISON Adeline, « Albert Thomas, un ministre socialiste dans la Russie entre deux révolutions (avril-juin 1917) », note de la Fondation Jean-Jaurès, 11 mai 2017 : <https://jean-jaures.org/nos-productions/albert-thomas-un-ministre-socialiste-dans-la-russie-entre-deux-revolutions-avril>.

CANDAR Gilles, « L'édition des *Œuvres* de Jean Jaurès », *Le carnet du mouvement social*, 20 février 2017 : <https://lms.hypotheses.org/248>

CANDAR Gilles, « Le fonds Pierre Renaudel », billet du Carnet EUROSOC : <https://eurosoc.hypotheses.org/publications/les-fonds-darchives/le-fond-pierre-renaudel>

CEPEDE Frédéric : « Archives : la presse socialiste, 1905-1969 : présentation, actualité, archives & documentation » : <https://www.lours.org/archives-la-presse-socialiste-1905-1969-presentation/>

CHAMBARLHAC Vincent, « Les majoritaires de guerre dans l'après-coup d'un regard », *Territoires contemporains*, Centre Georges Chevrier (CGC), Université de Bourgogne, 2017, Histoire documentaire du communisme : http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/publications/Histoire_documentaire_communisme/Vincent_Chambarlhac.html

CHATRIOT Alain, « Jaurès, le crédit agricole et la “démocratie rurale” », Note de la Fondation Jean-Jaurès, 31 juillet 2016 : <https://jean-jaures.org/nos-productions/jaures-le-credit-agricole-et-la-democratie-rurale>.

Déclaration de François Mitterrand, à l'annonce de son élection à la présidence de la République, Château-Chinon, 10 mai 1981 : <https://www.vie-publique.fr/discours/135442-declaration-de-m-francois-mitterrand-lannonce-de-son-election-la>

Discours du président François Mitterrand devant la conférence de l'OIT, Genève, 2 juin 1982 : <https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-5388-fr.pdf>

Discours du président Jacques Chirac sur les défis de la mondialisation et sur le rôle de l'OIT dans la défense des droits syndicaux et de la liberté syndicale, Genève, le 11 juin 1996 : <https://www.vie-publique.fr/discours/151458-discours-de-m-jacques-chirac-president-de-la-republique-sur-les-defis>

Discours du président Nicolas Sarkozy pendant sa visite au sommet de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi, Genève, 15 juin 2009 : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/statement/wcms_108162.pdf

DUCANGE Jean-Numa, « La réception de l'Histoire socialiste de la Révolution française de Jaurès », note de la Fondation Jean-Jaurès, 9 juillet 2014 : <https://jean-jaures.org/nos-productions/la-reception-de-l-histoire-socialiste-de-la-revolution-francaise-de-jaures>

DUCOULOMBIER Romain, « La CGTU, cette inconnue (1) », <https://anraprika.hypotheses.org/837>

FONTAINE Marion, *10 mars 1906*, « *Courrières-les-morts* », note de la Fondation Jean-Jaurès, 7 mars 2016 : <https://jean-jaures.org/sites/default/files/notefjj-299.pdf>

GODGUIN Florent, « Pierre Renaudel, socialiste normand », note de la Fondation Jean-Jaurès <https://jean-jaures.org/nos-productions/pierre-renaudel-socialiste-normand>

MEREL Thierry, « La Fondation Jean-Jaurès et le fonds Renaudel », note de la Fondation Jean-Jaurès : <https://jean-jaures.org/blog/la-fondation-jean-jaures-et-le-fonds-renaudel>

Résolution sur la position envers les courants socialistes et la conférence de Berne, adoptée au premier Congrès de l'Internationale Communiste en mars 1919 : https://www.marxists.org/francais/inter_com/1919/ic1_19190300b.htm

MOREL Aimée-Louise, « Souvenirs d'Aimée-Louise Morel née Rommel », témoignage publié sur le site de l'OIT : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---europe/---ro-geneva/---ilo-paris/documents/publication/wcms_473849.pdf, p. 1.

SUMPF Alexandre, « Les syndicats de cheminots : la grève de 1910 », *L'histoire par l'image*, 31 mars 2020 : <http://www.histoire-image.org/fr/etudes/syndicats-cheminots-greve-1910>

WILLOT Benoît, « Joannès Allardet, fondateur du socialisme révolutionnaire à Champigny », Note de blog d'histoire : <http://polmoresie.over-blog.fr/2017/06/joannes-allardet-fondateur-du-socialisme-revolutionnaire-a-champigny-1/3.html>

